# R. P. FRANCISCI
# SUAREZ
E SOCIETATE JESU

# OPERA OMNIA.

## TOMUS DECIMUS SEXTUS COMPLECTENS

COMMENTARIA IN SECUNDAM SECUNDÆ D. THOMÆ,
SCILICET, OPERIS DE RELIGIONE TRES ULTIMOS TRACTATUS,
VIII DE REGULA, IX DE VARIETATE RELIGIONUM, X DE SOCIETATE JESU,

CUM INDICIBUS NECESSARIIS.

CAEN.—IMPRIMERIE E. POISSON.

R. P. FRANCISCI

# SUAREZ

E SOCIETATE JESU

# OPERA OMNIA

EDITIO NOVA, A CAROLO BERTON,

CATHEDRALIS ECCLESIÆ AMBIANENSIS VICARIO,

INNUMERIS VETERUM EDITIONUM MENDIS EXPURGATA, ADNOTATIONIBUSQUE IN ULTIMUM TOMUM RELEGATIS ILLUSTRATA,

REVERENDISSIMO ILL. DOMINO SERGENT, EPISCOPO CORISOPITENSI, DICATA.

## TOMUS DECIMUS SEXTUS.



PARISIIS

APUD LUDOVICUM VIVÈS, BIBLIOPOLAM EDITOREM,

Via vulgo dicta Delambre, 5.

MDCCCLX.

Il a paru à Bruxelles, en 1857, une édition in-folio, non du volume entier que nous publions, mais du dernier des trois traités qu'il renferme, c'est-à-dire du traité relatif à la Compagnie de Jésus. Cette édition in-folio est l'œuvre posthume du P de Reverseaux, membre de la même Compagnie, lequel a corrigé les anciennes éditions sur beaucoup de points, et a facilité ainsi notre tâche pour une partie considérable du présent volume. C'était pour nous un devoir d'indiquer toutes les leçons nouvelles que nous lui empruntions, celles mêmes qu'il nous eût été facile de trouver si nous avions été réduit à nos propres forces. Nous avons scrupuleusement rempli ce devoir, et on trouvera, dans le commentaire souvent annoncé, les témoignages de notre respect pour le droit de priorité.

Quoique la circonspection, peut-être excessive, dont nous avons donné les motifs dans la préface du volume précédent, n'ait pas cessé de nous guider dans la correction de celui-ci, l'exemple du P de Reverseaux était fait pour dissiper nos scrupules touchant les volumes qui ont paru, et pour nous encourager à modifier désormais le texte, chaque fois qu'il s'y présente l'un de ces défauts duquel nous nous bornons d'ordinaire à *proposer* la correction. Le P de Reverseaux est, en effet, beaucoup plus hardi que nous ne l'avons jamais été, et dans une foule de cas nous n'avons osé le suivre. Notre commentaire indiquera les modifications souvent plausibles qu'il a introduites, et que leur manque de certitude nous a empêché d'admettre.

Outre les corrections évidemment bonnes qui s'imposaient à notre jugement, et les corrections simplement probables qui éveillaient notre défiance, le P de Reverseaux s'est permis une troisième catégorie de changements, qui doit être l'objet, non plus seulement de nos réserves, mais d'un blâme formel. Dans sa hardiesse à modifier le texte, il a passé des corrections manquant de certitude aux corrections destituées de fondement, puis des corrections injustifiables et inutiles aux corrections erronées, lesquelles vont plus d'une fois jusqu'à former des contre-sens. Nous le prouverons tout à l'heure par quelques exemples, on en trouvera de plus nombreux dans le commentaire qui clora cette publication.

Ajoutons que le P de Reverseaux, quand il change le texte, que ce changement soit fait avec raison, ou sans raison, ou contre toute raison, s'abstient quelquefois de prévenir

Ce qu'il y a d'étrange, c'est que, malgré tant de corrections répréhensibles à divers degrés, le P de Reverseaux n'ait pas changé assez. Rien pourtant n'est plus vrai. Il a conservé des anciennes éditions un grand nombre de fautes palpables, que nous avons dû faire disparaître. Nous le prouverons aussi tout à l'heure par des exemples. Sans doute les bonnes corrections du P de Reverseaux sont cause que celles dont nous avons pris l'initiative sont moins nombreuses dans ce volume que dans les précédents, mais on verra que néanmoins il nous a fallu faire des changements assez nombreux encore, lesquels évidemment, dans les pages publiées par le P de Reverseaux, ne portent que sur des fautes qui lui ont échappé.

Ces observations critiques, et celles que l'on pourrait ajouter, soit sur la ponctuation ancienne trop fidèlement gardée, soit sur les sommaires totalement refaits à neuf, et dont l'exactitude minutieuse ne compense peut-être pas la prolixité, toutes ces observations manqueraient leur but si elles donnaient à penser que le travail du P de Reverseaux est sans mérite. Nous avons déjà dit, et nous aimons à répéter qu'il est en somme beaucoup meilleur que ce qui existait. Les bonnes corrections y sont plus nombreuses que les corrections répréhensibles à divers titres, en joignant même à ces dernières les corrections omises. Des notes placées au bas des pages, des éclaircissements préliminaires et supplémentaires, dont notre commentaire indiquera le détail, témoignent d'études patientes, et ajoutent à la valeur que tire le volume de son luxe typographique. Enfin, nous avons été heureux de voir le P de Reverseaux pratiquer, en corrigeant le texte, une méthode qui nous a été reprochée. Il a pu se tromper quelquefois en l'appliquant, mais il a eu raison de s'en servir, et nous applaudissons sans réserve au ju-

gement qu'il porte sur les vieux éditeurs de Suarez : *Enimvero nimium sæpe dormitabant plagularum hujus operis emendatores* [1].

EXEMPLES DES FAUTES AJOUTÉES PAR LE P. DE REVERSEAUX [2].

| | le texte porte : | le P. de Reverseaux met : |
|---|---|---|
| P. 849, l. 8 de 15 | *societati* | *societatis.* |
| P. 854, l. 12 de 14 | *quibus* | *qui illis.* |
| P. 865, l. 6 de 36 fin | *his* | *is.* |
| P. 873, l. 9 de 5 fin | *effectum* | *affectum.* |
| P. 954, l. 21 de 18 | *affectibus* | *effectibus.* |
| P. 1001, l. 19 de 45 fin | *exteriori* | *interiori.* |
| P. 1055, l. 20 de 10 fin | *viam* | *vitam.* |
| P. 1070, l. 22 de 16 fin | *sed* | *seu.* |

EXEMPLES DES FAUTES CONSERVÉES PAR LE P. DE REVERSEAUX, ET QUE NOUS AVONS DU CORRIGER [3].

| | il y avait : | nous avons mis : |
|---|---|---|
| P. 481, l. 11 de 1 | *omisisse* | *emisisse.* |
| P. 585, l. 9 de 7 | *seu* | *sed.* |
| P. 751, l. 8 de 1 fin | *ab iis* | *aliis.* |
| P. 888, l. 13 de 17 fin | *patinam* | *palmam.* |
| P. 895, l. 5 de 12 | *ad hoc* | *adhuc.* |
| P. 953, l. 23 de 16 | *omnium* | *ovis.* |
| P. 956, l. 4 de 4 fin | *aliqua* | *alia.* |
| P. 960, l. 12 de 16 fin | *interpellare* | *interpolare.* |
| P. 1054, l. 4 de 8 | *derogari* | *erogari.* |

EXEMPLES DES CORRECTIONS QUE NOUS CROYONS NÉCESSAIRES, MAIS QUE NOUS N'AVONS PAS OSÉ INTRODUIRE DANS LE TEXTE [4].

| | il y a : | il faudrait : |
|---|---|---|
| P. 115, l. 23 de 14 | *ideo* | *video.* |
| P. 381, l. 14 de 4 fin | *non ut* | *donec.* |
| P. 420, l. 20 de 13 | *naturale* | *temporale.* |
| P. 421, l. 13 de 18 | *favere* | *parere.* |
| P. 424, l. 17 de 23 fin | *debent* | *pendent.* |
| P. 441, l. 8 de 9 | *illa* | *consilia.* |
| P. 447, l. 19 de 18 | *veri* | *viri.* |
| P. 454, l. 7 de 6 | *secundum* | *duplex.* |
| P. 526, l. 16 de 6 fin | *similemque* | *simulque.* |
| P. 530, l. 15 de 6 fin | *unde* | *inde.* |
| P. 543, l. 17 de 18 | *nulla* | *nonnulla.* |
| P. 619, l. 20 de 15 | *illud* | *illuc.* |
| P. 665, l. 2 de 4 | *quia* | *qua.* |

[1] Page 419.

[2] Parmi les fautes comprises dans cette catégorie, il y en a quelques-unes que le P. de Reverseaux a empruntées à une des anciennes éditions, et que cependant on peut regarder comme *ajoutées*, parce que toutes les anciennes éditions ne les contiennent pas.

[3] On aura une idée de la certitude de ces corrections, quand on saura qu'elles portent presque toutes sur des citations que nous avons vérifiées.

[4] Voir les motifs, dans la préface du volume précédent.

Ailleurs, il faudrait changer des phrases entières. Par exemple, p. 448, l. 24 et 20, au lieu de *obedientiam, ita hic vult regulam.....*, il faudrait *obedientiæ, ita hic vult regula.....* Ainsi encore, p. 462, l. 3 et 12, avant *vitæ,* il faudrait ajouter: *vitæ contemplativæ cum activa, sed de comparatione.....*

R. P. N.

# MUTIO VITELLESCO

SOCIETATIS JESU PRÆPOSITO GENERALI

## OPUS SUARII DE RELIGIONE

EX EADEM SOCIETATE BALTHASAR ALVAREZ D. ET C.

Postremum hunc et germanum, quanquam posthumum Suarii de Religione fœtum, quem ipse jam conceptum diu parturierat, in meo sinu hactenus inclusum, in lucem tandem editurus, paulisper hæsi dubius quo sub sidere nascentem emitterem. Nefas quippe esse ducebam partum illustrissimum adeo obscure, expectatissimum adeo temere in vulgus prodire, quin prius astrum haberet natalitium, quod et illius dignitatem augeret, et faustum ac fortunatum exitum portenderet. Circumspexi igitur, neque ullum mihi aut splendidius aut benignius occurrit, quam tu, universæ Societatis nostræ et parens et columen singulare, qui in Romano cœlo tua ipse luce conspicuus, oculos et animum ad te convertisti, imo rapuisti. Vidi, ac prævidi illico, quam bene et fauste casurus ortus; pignusque accepi felicitatis futuræ, et in tanto fulgore spes præluxit bonæ fortunæ, quæ animum altius erexit et mirifice confirmavit. Visum mihi fuit et salubre, et honestum, quin etiam gloriosum, occasione pulcherrima oblata uti, illum tibi nascentem dicare consecrareque, te illi sidus natalitium assignare, cui feliciter præsideas, quem humaniter foveas, quem benigne intuearis. Idque vel maxime, quod et rationi consentaneum, et operi utile, et dignitati tuæ decorum fore putavi. Rationi consentaneum, quia cum toti Societati, velut sol universo orbi præsis, astronomiæ lex et ratio postulat ut nostrum tibi Mercurium adjungas, qui ut sapientiæ symbolum est, ita cum sole, ut observant astrologi, incredibili modo consentit. Operi utile, quia tui sideris miti, facili et benigno aspectu fœtus noster adolescet, confirmabitur, corroborabitur, quin a pestifero alicujus astri oculo sideretur. Dignitati tuæ decorum, quia, quemadmodum soli gloriosum est quod astra reliqua ab eo lucem mutuentur, ita decorum tibi erit quod tantum sidus a te fœneretur splendorem. Sed, omissis verborum involucris, abjecto fuco lenocinioque dicendi, rem nudam sincere investigemus. Pluri-mis igitur justissimisque de causis censeo Suarium hoc tibi uni ex omnibus opus, teque illi etiam opem, fidem et patrocinium debuisse, ita ut eodem mutui officii nexu vinciamini. Quam est æquum ut quod opus vir in tota hac tua familia maximus in lucem edit, tibi ejusdem familiæ parenti maximo consecretur ! Quam conveniens ut quos beatissima nostri soli gleba fructus tulit, tibi cultori et domino agri reddantur ! Quam consentaneum ut quas plenissimus sapientiæ fluvius aquas evolvit, ad te fontis caput iterum redeant ! Sunt quidem hæc altius repetita, illa videamus quæ e re ipsa magis

nascuntur. Opus de religione Societatis, quod in toto hoc volumine præcipuum eminet, ex monito ac præscripto R. P. D. Claudii Aquavivæ Suarius conficiendum suscepit; nonne res ipsa postulat ut, quoniam a Claudio principium accepit, ad te (qui in ejus locum, neque nomine, neque factis inferior successisti) tanquam ad terminum et finem referatur? Omnium certe cæterorum fœtuum Suarii, quos tu cum per otium legeres, pulcherrimum judicasti; nonne hoc nomine tuus est, parens Societatis optime, cui jure optima quæque debentur? Nonne præterea ejus hoc titulo opus tibi vindicas, ut cujus doctrinam olim (quod ingenue confiteris) amplexus es, modo tuearis? Et quem vivum magistrum habuisti, mortuum hoc saltem patrocinii officio prosequaris? Jam vero, quod hujus libri scopus sit nostra Societas, adeo tuum reddit opus, ut nemini, te præter unum, convenire posse videatur. Quapropter existimo, et ita credere par est, hanc mihi mentem ab ipso Suarii animo jam Beato immissam fuisse, qua me violentius impelli sentiebam, et cui tandem post varios sollicitudinum æstus acquievi. Quippe qui nutricis more fœtus curam suscepissem, sedulo aluissem, et in sinu hactenus contentum nollem exponere fortunæ arbitrio, sed tutori fidelissimo quasi pupillum exhibere, et in tutissimo alicujus gremio collocare, qui tantum pignus, quantum ego ceperam, et caperet et sustineret. Quanquam enim Suarii opera non rudia et inchoata, sed absoluta et perfecta sint, adeo ut existimem divino consilio factum esse, ut tot libri post ejus mortem mature satis in lucem ederentur, quo omnibus palam fieret, nihil in iis rude, nihil informe esse, quod parentis lima aut lingua ursi more formaretur; tamen, et præclarum mihi fore videbatur, et illi salutare, si eum illi patronum adhiberem, qui non modo protegeret, sed efferret; non modo susciperet, sed illustraret; non modo defenderet, sed etiam nobilitaret. Hac enim ego ratione abunde mihi satisfactum putabo, quoniam illum laboris et industriæ in hoc fœtu alendo et nutriendo fideliter collocatæ fructum accepi, ut te tutorem optimum relinquerem ejus fœtus, qui parente optimo orbatus esset. Suscipe igitur illius curam, et tuæ in eo Societatis imaginem, non fictis adumbratam, sed veris expressam coloribus contemplare, et sive parens es, ad ejus nos similitudinem effingito; sive imperator, ad hoc vexillum explicatum evocato; sive magister, hoc nobis vitæ et morum castigatissimum exemplar imitandum proponito; sive pastor, nos intra hos legum et rationum carceres et septa contineto; sive sol, hoc nos lumine illustrato, et hanc facem nobis inspiciendam objicito, ut in ea aciem mentis nostræ experiamur, et irretortis oculis, firmoque obtutu defixi, generosos nos esse aquilæ magnarum alarum, id est, parentis Ignatii pullos, et tibi, et omnibus vere probemus. VALE, Societatis nostræ Parens observandissime.

# AD LECTOREM.

*Hoc de religione postremo volumine fidem tibi pro Suario solvimus, studiose lector; habes quo avidum expleas animum, fastidio procul exulante. Excusa prius typis (nec diffiteor) pleraque de Societatis Jesu instituto acceperis, sed non prius exarata calamo. Nam quadripartitum atque elaboratum de Religione opus ante annos fere* 18 *in suo servabat scrinio auctor Suarius. Acceperis antea scite admodum explanata, quæ ad mores legesque nostræ familiæ referuntur; sed quæ ad splendorem illius faciant, quæ ad refellendos impugnatores conferant, non alibi prius data, non accuratius elucubrata. Neque vero quod de aliis religiosorum ordinum institutis pressius dixerit Suarius, invidiam sibi jure conflaverit; brevitatem quippe indixit provectior ætas, quæ suo flexu ad occasum metamque properabat, ac par erat ut, explicatis obiter alienis (omnino enim præterire, proposita ab initio tractandi series minime patiebatur), de suæ religionis institutione ac documentis, qui scopus fuerat a parente Claudio præfixus, latius dissereret. Nam hic probanda erant ex antiquitate, quæ indocti quidam nova esse objiciebant; hic absolvenda argumenta quibus varii Societatis gradus acerbe impetebantur; hic proterendæ calumniæ quibus non bene in ipsam animati odiosam vulgo atque invisam redderent : quem plane laborem non frustra suscepisse Suarium speramus; imo fore ut, cum ad manus legentium venerit, discant, ac sibi demum persuadeant, hanc Societatis nostræ regulam appositissimam esse, quæ professores suos ad religiosæ vitæ perfectionem ducat, ad proximorum salutem procurandam instruat, et ad Ecclesiæ Catholicæ fines propagandos obarmet. Illud tantum moneo addidisse nos huic operi (præter morem Suarii) allegationes quasdam magis peculiares, indicatis scilicet capitulis ac numeris in quibus aut jam dixerat, aut dicturus quippiam erat. Nimirum quantum id impendio temporis prospicit, tantum legentibus gratum esse solet. Vale.*

# INDEX

## TRACTATUUM, LIBRORUM ET CAPITUM

QUÆ IN HOC QUARTO TOMO CONTINENTUR.

## TRACTATUS OCTAVUS

DE OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM EX REGULA, PRÆLATIONE, ET SUBJECTIONE REGULARI PROVENIENTIBUS.

### LIBER I.

DE PROPRIIS OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM, QUATENUS SUB PROPRIA REGULA VIVUNT, VEL SPECIALIBUS JURIBUS UTUNTUR.


CAP. I. *Quid et quotuplex regula Religiosa sit, et quomodo a constitutione differat.* 2

CAP. II. *Quam obligationem inducat regula religiosa, et quomodo cognoscatur, quanta sit talis obligatio.* 5

CAP. III. *Quomodo dignoscatur regulam obligare, quando id non exprimit.* 11

CAP. IV. *Utrum religiosus teneatur sub præcepto ad non contemnendam regulam, et consequenter, an teneatur ad progrediendum in via perfectionis secundum regulam.* 17

CAP. V. *Utrum teneatur religiosus non dimittere suum habitum.* 29

CAP. VI. *Utrum religiosi ad clausuram servandam non egrediendo claustrum proprio et rigoroso præcepto teneantur.* 34

CAP. VII. *An rigoroso etiam præcepto teneantur religiosi ad clausuram, non admittendo externos.* 40

CAP. VIII. *De clausura monialium quoad non egrediendum e monasterio.* 45

CAP. IX. *Quis possit in prædicta clausura monialium dispensare.* 53

CAP. X. *De altera parte clausuræ monialium, quoad ingressum, scilicet in earum monasteria.* 60

CAP. XI. *Utrum omnes actiones sæculares, vel profanæ, et in universum omnes pravæ sint religiosis specialiter prohibitæ.* 72


### LIBER II.

DE RELIGIOSIS QUATENUS PRÆLATI SUNT, ET EORUM OBLIGATIONIBUS, UT SIC.


CAP. I. *An in religioso statu necessarius sit aliquis Prælatus jurisdictione pollens, et unde illam habeat.* 77

CAP. II. *Quotuplex sit religionis Prælatus, et quem inter se ordinem servent.* 84

CAP III. *De electione supremi Prælati in religione, deque conditionibus ex parte ipsius requisitis ut legitime eligatur* 95

CAP. IV. *De conditionibus eligentium dictum Generalem.* 106

CAP. V. *De forma prædictæ electionis Generalis.* 109

CAP. VI. *De electione aliorum Prælatorum infra Generalem.* 119

CAP. VII. *An prælatio religionis perpetua sit; quandiuve durare possit aut debeat.* 129

CAP. VIII. *An prælatus religionis potestatem habeat obligandi subditos in conscientia, quando et quomodo.* 133

CAP. IX. *An in Prælatis religiosis sit potestas coerciva, tum in universum, tum specialim ad pœnas spirituales.* 144

CAP. X. *An in eisdem sit talis potestas ad pœnas corporales.* 159

CAP. XI. *An religiosi possint a sententiis et præceptis suorum superiorum appellare.* 154

CAP. XII. *An in Prælatis regularibus sit potestas dispensandi, et ad quam materiam se extendat.* 160

CAP. XIII. *Quibus Prælatis, et qua ratione potestas dispensandi cum suis subditis sit concessa.* 177

CAP. XIV *Quæ personæ a Prælatis religionis dispensari queant.* 183

CAP. XV *An in Prælatis religionum sit potestas, tum ad absolvendum suos subditos a culpis non reservatis, tum ad delegandum aliis talem potestatem.* 187

CAP. XVI. *An in aliis etiam, præterquam in ipsis Prælatis religionum vel eorum delegatis, detur potestas illos absolvendi. Ubi de bulla* Cruciatæ. 190

CAP. XVII. *An saltem pro religiosis peregrinis ac novitiis absolvendis detur in aliis dicta potestas.* 196

CAP. XVIII. *Quid circa reservationem culparum in religione statuerit Clemens VIII.* 202

CAP. XIX. *Quis possit absolvere religiosos a culpis reservatis.* 206

CAP. XX. *An Prælati regulares habeant potestatem absolvendi suos subditos a censuris.* 214

CAP. XXI. *A quibus censuris et pœnis possint Prælati regulares absolvere suos subditos, per privilegia religionibus præsertim mendicantibus concessa.* 218

CAP. XXII. *In quibusnam religiosis Prælatis sit potestas absolvendi subditos de omnibus censuris, tam a jure quam ab homine.* 224
CAP. XXIII. *An in Episcopis etiam resideat dicta potestas absolvendi religiosos.* 230
CAP. XXIV. *Ad quas personas absolvendas extendatur dicta potestas.* 234
CAP. XXV. *An superiores religionum possint per privilegia absolvere subditos etiam a censuris specialibus ab homine.* 238
CAP. XXVI. *De potestate Prælatorum religionis circa bonorum temporalium administrationem, ex primæva institutione a jure antiquo permissam.* 241
CAP. XXVII. *De potestate ad prædictam administrationem immobilium juxta posterius jus canonicum.* 249
CAP. XXVIII. *De potestate ad prædictam administrationem juxta indulta specialia religionum, et nominatim Societatis.* 257
CAP. XXIX. *De potestate Prælatorum regularium ad conferendos ordines.* 263
CAP. XXX. *De potestate eorumdem Prælatorum ad res aut vestimenta sacra benedicenda vel consecranda.* 271

LIBER III.

DE RELIGIOSIS DESERENTIBUS VEL MUTANTIBUS ALIQUO MODO STATUM SUUM, ET DE OBLIGATIONIBUS EORUM.

CAP. I. *Quando religiosus sit fugitivus vel apostata censendus, et quas pœnas ob tale crimen incurrat.* 278
CAP. II. *Expediuntur aliquot dubia circa doctrinam capitis præcedentis.* 289
CAP. III. *De culpa, obligatione ac pœna cooperantium modo aliquo ad alterius apostasiam.* 299
CAP. IV. *An religiosus professus juste possit a religione expelli.* 307
CAP. V. *Ad quid teneatur professus e religione ejectus, ac primum an teneatur ad illam redire* 315
CAP. VI. *Ad quid obligetur religiosus expulsus licite et libere in seculo permanens.* 321
CAP. VII. *An liceat religioso professo extra monasterium vivere, retento vel mutato habitu de licentia Prælati, et ad quid tunc teneatur.* 330
CAP. VIII. *An ex natura rei secluso jure humano, liceat professo unius religionis ad aliam perfectiorem propria auctoritate transferri.* 336
CAP. IX. *An liceat etiam ex natura rei transitus propria auctoritate factus ad religionem laxiorem vel æqualem.* 339
CAP. X. *Quousque ex vi juris communis liceat transitus ad religionem perfectiorem.* 348
CAP. XI. *An ex vi dicti juris communis liceat transitus ad religionem æque vel minus strictam.* 359
CAP. XII. *An spectato jure particulari, seu indultis religionis, liceat transitus ad aliam religionem.* 367
CAP. XIII. *An religiosus legitime transiens ad aliam religionem possit secum transferre aliquod peculium.* 380
CAP. XIV *An cum religioso transeunte transeant etiam immobilia vel mobilia pretiosa quæ forte ratione illius pertinebant ad priorem religionem.* 384
CAP. XV *An cum religioso transeunte transeant etiam prærogativæ quibus in prima religione fruebatur.* 391
CAP. XVI. *De transitu religiosi ad Episcopatum, et de obligationibus ejus ex vi votorum castitatis et paupertatis.* 396
CAP. XVII. *De obligationibus ejusdem ex vi voti obedientiæ.* 407
CAP. XVIII. *An prædictus Episcopus gaudeat gratiis suæ religionis, et utrum omnia dicta a cap. 16 procedant de religioso assumpto ad Cardinalatum.* 414
CAP XIX. *An religiosus transferri queat ad beneficium infra Episcopatum, et quibus obligationibus tunc teneatur.* 415

# TRACTATUS NONUS.

DE VARIETATE RELIGIONUM, TAM IN GENERE QUAM IN SPECIE.

LIBER I.

DE VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

CAP. I. *An potuerit vel debuerit esse in Ecclesia religionum varietas.* 427
CAP. II. *De divisione vitæ religiosæ in solitariam et cœnobiticam, et utra sit perfectior.* 432
CAP. III. *An militaris religio sub genere status religiosi proprie comprehendi possit.* 438
CAP. IV *An militares religiones, quæ de facto dantur, comprehendantur proprie sub genere status religiosi.* 442
CAP. V *De divisione religionis in activam et contemplativam.* 451
CAP. VI. *Quæ religio sit perfectior, activane, an contemplativa, an mixta.* 458
CAP. VII. *De divisione religionis in clericalem et monachalem simpliciter.* 470
CAP. VIII *An recte dividatur religio monachalis simpliciter, seu prout contradistinguitur a clericali, in monachalem presse, et in mendicantem.* 475
CAP. IX. *Quot sint ordines clericorum regularium.* 480
CAP. X. *An religiones monialium a virorum religionibus, atque etiam inter se distinguantur.* 484
CAP. XI. *De receptione ac novitiatu monialium, earumque professione cum ceremonia veli.* 488
CAP XII. *De observantia monialium, tam quoad substantialia vota, quam quoad subjectionem erga Prælatos ac regulam.* 494

LIBER II.

DE VARIETATE RELIGIONUM IN PARTICULARI.

CAP. I. *Quæ fuerit professio monachorum Orientis, eorum præcipue qui sub regula Basilii militarunt.* 499
CAP. II. *Quæ fuerit religionis S. Benedicti institutio et progressio.* 502
CAP. III. *Quæ religiones monachorum ex Benedictina ortæ sint, et an sint ab illa distinctæ.* 508
CAP. IV *An ordo Carthusiensis sit perfecta monachorum religio.* 512

CAP. V. *An religio S. Hieronymi, aut alia monachalis, sub regula S. Augustini militet.* 515
CAP. VI. *An religio Prædicatorum una sit ex mendicantibus, quamque originem et institutionem habuerit.* 518
CAP. VII. *An religio Minorum una sit ex Mendicantibus, et quam originem et institutionem habuerit.* 523
CAP. VIII. *De origine ordinis eremitarum S. Augustini, et an unus sit ex mendicantibus.* 528
CAP. IX. *An religio eremitarum S. Augustini, quæ hodie extat in Ecclesia, sit eadem reipsa, an solo nomine, cum primis illis Augustinianis.* 536
CAP. X. *An sacer ordo Carmelitarum unus ex Mendicantibus sit, quamque originem et institutionem habuerit.* 547

# TRACTATUS DECIMUS.

## DE RELIGIONE SOCIETATIS JESU IN PARTICULARI.

### LIBER I.

DE RELIGIONE SOCIETATIS JESU, QUOAD INSTITUTIONEM, ET INSTITUTUM IN GENERALI.

CAP. I. *Sitne Societas Jesu vera religio, et cur ita appelletur.* 554
CAP. II. *De fine hujus religionis.* 560
CAP. III. *De mediis quibus hæc religio utitur ad finem sibi præstitutum* 568
CAP. IV. *An Societatis Jesu religio convenienter instituta sit et approbata.* 575
CAP. V *An Societas Jesu sit per se religio clericorum, non solum habitu, sed etiam re ipsa, et quasnam proprietates inde consequatur?* 582
CAP. VI. *An Societas Jesu contemplativam, an potius activam vitam complectatur.* 587
CAP. VII. *In quo gradu perfectionis Societas Jesu instituta sit?* 593
CAP. VIII. *Satisfit primæ objectioni capitis præcedentis.* 597
CAP. IX. *Satisfit secundæ objectioni.* 601

### LIBER II.

DE INGRESSU IN SOCIETATEM, ET PROBATIONE, TUM QUÆ ILLUM ANTECEDIT, TUM ETIAM QUÆ SEQUITUR.

CAP. I. *Rectene instituta sint aliqua impedimenta substantialiter impedientia ingressum in religionem Societatis, et quænam illa sint.* 613
CAP II. *De quodam alio impedimento ex defectu originis.* 626
CAP. III. *De impedimentis accidentalibus, seu quæ conditiones servandæ sint, quæve probatio antecedere debeat, ut aliquis convenienter in Societatem Jesu recipiatur.* 629
CAP. IV. *An biennium ingressis jam Societatem pro secunda probatione seu novitiatu convenienter sit assignatum.* 636
CAP. V *De experientiis hujus secundæ probationis in Societate Jesu.* 641

### LIBER III.

DE ADMISSIONE NOVITIORUM IN SOCIETATEM JESU PER TRIA VOTA SIMPLICIA IN COMMUNI, ET EORUM DISSOLUTIONE, ETC.

CAP. I. *Proponuntur argumenta, quibus in Societatem admissio per vota simplicia perperam impugnata fuit; supponunturque nonnulla pro veritate stabilienda.* 650
CAP. II. *Vera resolutio superioris capitis, atque impugnationum ibidem adductarum* 654
CAP. III. *An hæc scholasticorum approbatio, sive admissio in Societatem Jesu, verum religiosum constituat.* 659
CAP IV. *Corollaria tria sive conclusiones ex principali superioris capitis conclusione deducuntur.* 664
CAP. V *An prædicta scholasticorum approbatorum admissio in Societatem dicenda sit professio.* 675
CAP. VI. *Quæ conditiones requirantur ex parte voventis, ut prædicta scholasticorum vota fiant valida.* 679
CAP. VII. *Quæ conditiones requirantur ex parte religionis, ut eadem vota scholarium valide fiant.* 683
CAP VIII. *An tacita votorum emissio seu incorporatio, in scholaribus Societatis locum habeat.* 686
CAP IX. *An scholarium vota tolli possint per commutationem, aut dispensationem, aut irritationem.* 688

### LIBER IV.

DE VOTIS CASTITATIS, PAUPERTATIS ET OBEDIENTIÆ, PROUT IN SOCIETATE EMITTUNTUR.

CAP. I. *An simplex castitatis votum, quod in Societate fit, dirimat matrimonium postea contractum.* 699
CAP. II. *An prædictum votum dirimat etiam præcedens matrimonium.* 704
CAP. III. *Quibus mediis Societas juvet suos subditos ad votum castitatis servandum.* 709
CAP IV *Votum paupertatis scholarium Societatis Jesu, neque illos reddere dominii incapaces, neque id pugnare vero religionis statui.* 713
CAP. V *Quomodo paupertas a scholaribus Societatis ex vi regulæ servanda sit in distributione suorum bonorum.* 722
CAP. VI. *Quomodo a scholaribus Societatis servanda sit ex vi voti paupertas in distribuendis suis bonis.* 725
CAP. VII. *Ad quem usum seu exercitium paupertatis ex vi regulæ obligentur singuli religiosi Societatis Jesu.* 733
CAP. VIII. *Ad quem usum seu exercitium iidem religiosi obligentur ex vi voti.* 739
CAP. IX. *De paupertate in communi domorum professarum Societatis Jesu.* 744
CAP. X. *An explicata superiori capite paupertas conveniens sit Societati professæ.* 751
CAP XI. *De paupertate in communi collegiorum Societatis, ac domus probationis.* 756
CAP. XII. *An ex voto obedientiæ obligari possint religiosi Societatis in quacunque materia.* 760
CAP. XIII. *De consilio obedientiæ in Societate quoad perfectionem executionis.* 766

CAP. XIV. *De consilio obedientiæ quoad perfectiones ex parte voluntatis.* 768
CAP. XV. *De perfectionibus ex parte intellectus.* 777
CAP. XVI. *An promissio scholarium in Societate approbatorum ingrediendi Societatem, sit verum votum ad hunc statum religiosum conveniens, vel necessarium.* 791
CAP. XVII. *Ad quid obliget dicta promissio.* 794

## LIBER V.

DE SOCIETATIS TUM SCHOLARIBUS QUANTUM AD PROPRIUM IPSORUM STUDENDI MUNUS, PROFECTUMQUE IN LITTERIS, TUM ETIAM DE PUBLICIS EJUS SCHOLIS PRO EXTERNIS.

CAP. I. *An in Societate Jesu status aliquis religiosus ad litteras discendas merito destinetur.* 801
CAP. II. *An Societatis religiosi in philosophicis studiis et humanioribus litteris diligenter instruendi sint.* 806
CAP. III. *Utrum ratio profitendi in litteris convenienti modo, et per apta media in Societate Jesu instituta sit.* 811
CAP. IV *An conveniens fuerit religiosos Societatis publica studia et universitates habere, et in eis docere.* 817
CAP. V. *An puerorum eruditio convenienter per religiosos fiat in universitatibus Societatis.* 824
CAP. VI. *An ad externos scholasticos erudiendos convenientibus mediis utatur Societas Jesu.* 830

## LIBER VI.

DE PROFESSIONE QUATUOR VOTORUM QUÆ IN SOCIETATE FIT, AC PROBATIONE PROPRIA EI ANTECEDENTE, DEQUE ALIIS VOTIS SIMPLICIBUS QUÆ CONSEQUENTER AD ILLAM EMITTUNTUR.

CAP. I. *An professio in Societate recte diu differatur* 837
CAP. II. *Utrum ante professionem tertius probationis annus fieri debeat.* 844
CAP. III. *Quid sit in professione Societatis vovere secundum obedientiam, peculiarem curam circa puerorum eruditionem, et quæ specialis obligatio inde nascatur* 850
CAP. IV. *An obedientiæ votum ad Summum Pontificem, quod professi Societatis emittunt, sit solemne, et ab aliis tribus distinctum.* 854
CAP. V. *An professio convenienti modo in Societate fiat.* 866
CAP. VI. *De votis simplicibus ultra professionem emissis, ac primum de voto non assentiendi relaxationi paupertatis.* 870
CAP. VII. *De voto non ambiendi dignitatem aliquam intra vel extra Societatem.* 876
CAP. VIII. *An votum non acceptandi Episcopatum absque Superioris præcepto convenienter fiat in Societate.* 883
CAP. IX. *De voto audiendi consilia Generalis, si quis professus Societatis in Episcopum assumptus fuerit.* 891
CAP. X. *De voto manifestandi dignitatem aliquam procurantes.* 898
CAP. XI. *Cur dicta professorum vota simplicia sint, et non solemnia.* 909

## LIBER VII.

DE PROFESSIONE TRIUM VOTORUM, AC FORMATIS COADJUTORIBUS.

CAP. I. *Cur hæc professio in Societate admittatur, et ad quem finem,* 911
CAP. II. *Cur Coadjutores spirituales Societatis Jesu solemnia vota non emittant, et in quo a professis et scholaribus differant.* 915
CAP. III. *An conveniens fuerit Coadjutores temporales in Societate admitti, et quibus votis incorporentur.* 920
CAP. IV *Generalis illatio de gradibus personarum Societatis.* 923

## LIBER VIII.

DE MEDIIS QUIBUS AD SPIRITUALEM PROFECTUM ET PERFECTIONEM SUORUM RELIGIOSORUM SOCIETAS UTITUR.

CAP. I. *An et quantum debeant religiosi Societatis ex vi sui instituti mentalibus exercitiis vacare.* 926
CAP. II. *An religiosi Societatis ad aliquas orationes vocales ex vi sui instituti teneantur* 928
CAP. III. *An ad frequenter celebrandum vel communicandum religiosi Societatis specialiter obligentur.* 933
CAP. IV. *An confessionis usus et frequentia convenienter in Societate instituta sit, ac primum de generalibus confessionibus.* 938
CAPUT V. *An reservatio peccatorum, quæ in Societate fit, sit conveniens.* 940
CAP. VI. *De charitate universum, tam erga Deum quam erga proximum, quam Societas Jesu a religiosis expetit.* 947
CAP. VII. *De mediis in particulari pro charitate erga proximos, domesticos, seu fratres, ac primum de negativis, consistentibusve in omissione.* 949
CAP. VIII. *De mediis positivis, seu quæ in actione consistunt.* 955
CAP. IX. *De mediis quibus ad solidas virtutes infra theologales, perfectamque animi moderationem, religiosi Societatis promoveantur* 962

## LIBER IX.

DE MEDIIS SEU MINISTERIIS QUIBUS AD PROXIMORUM EXTERNORUM SALUTEM SOCIETAS UTITUR.

CAP. I. *Quid possint ac debeant religiosi Societatis præstare in ministerio prædicandi.* 969
CAP. II. *Quid possint ac debeant iidem religiosi præstare in administratione sacramenti pœnitentiæ.* 984
CAP. III. *Quid possint ac debeant præstare in administratione Eucharistiæ.* 1003
CAP. IV *Quid iidem religiosi possint in aliorum sacramentorum administratione.* 1010
CAP. V *De spiritualibus exercitiis, et primum quid sint, et quam sanam doctrinam contineant.* 1017
CAP. VI. *De arte seu methodo exercitiorum.* 1035
CAP. VII. *De prudentia in hoc exercitiorum opere a B. Ignatio servata, et eorum usu, a nostris vel externis hominibus servando.* 1040
CAP. VIII. *De medio juvandi proximos, conversando familiariter cum ipsis.* 1045
CAP. IX. *De medio peculiaris curæ juvandi proximos in periculo mortis.* 1051

## LIBER X.

DE REGIMINE SOCIETATIS, TAM IN GENERE QUAM IN PARTICULARI, ET CONSEQUENTER DE IPSIUS PRÆLATIS.

CAP. I. *An Societas per modum monarchiæ gubernetur convenienter.* 1058
CAP. II. *An expediat in Societate Generalem perpetuum institui.* 1063
CAP. III. *An convenienti modo reliqui Prælati Societatis instituantur.* 1065
CAP. IV. *De suprema potestate jurisdictionis in Societate Jesu.* 1072
CAP. V *De potestate jurisdictionis infra supremam.* 1078
CAP. VI. *An Societatis Prælati ad particulare subditorum regimen merito ab eis exigant rationem conscientiæ.* 1081
CAP. VII. *Regimen Societatis per ipsius regulam denunciandi aliorum defectus, ut a quibusdam impugnetur, et ut a nobis defendenda sit.* 1089
CAP. VIII. *Præmittitur generalis doctrina denunciationis, ut ostendatur quousque in Societate locum habeat.* 1098
CAP. IX. *De modo utendi in Societate denunciatione Evangelica, seu charitativa hactenus explicata.* 1103
CAP. X. *Satisfit objectionibus in capite 7 positis.* 1111
CAP. XI. *De triplici modo procedendi in externo judicio contra defectus subditorum, ac primum de visitatione, seu generali inquisitione.* 1116
CAP. XII. *De modo procedendi per viam specialis inquisitionis, aut etiam accusationis.* 1120
CAP. XIII. *Applicatio doctrinæ præcedentium capitum ad usum Societatis.* 1135
CAP. XIV. *An regula Societatis apta sit et sufficiens ad ejus convenientem gubernationem, et religiosam directionem.* 1139

## LIBER XI.

DE IIS QUI RELIGIOSUM STATUM A SOCIETATE MUTANT.

CAP. I. *Utrum professus possit a Societate expelli, et quas ob causas.* 1149
CAP. II. *Utrum professus in Societate possit ad aliam religionem transmitti, et quomodo.* 1151
CAP. III. *Ad quid teneatur professus e Societate ejectus, vel qui modo alio ab illa deficit seu mutatur.* 1158

TRACTATUS OCTAVUS

# DE OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM

EX REGULA, PRÆLATIONE ET SUBJECTIONE REGULARI PROVENIENTIBUS.

## INDEX CAPITUM LIBRI PRIMI

DE PROPRIIS OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM, QUATENUS SUB PROPRIA REGULA VIVUNT, VEL SPECIALIBUS JURIBUS UTUNTUR.


Cap. I. *Quid et quotuplex regula religiosa sit, et quomodo a constitutione differat.*

Cap. II. *Quam obligationem inducat regula religiosa, et quomodo cognoscatur quanta sit talis obligatio.*

Cap. III. *Quomodo dignoscatur regulam obligare, quando id non exprimit.*

Cap. IV. *Utrum religiosus teneatur sub præcepto ad non contemnendam regulam, et consequenter, an teneatur ad progrediendum in via perfectionis secundum regulam.*

Cap. V. *Utrum teneatur religiosus non dimittere suum habitum.*

Cap. VI. *Utrum religiosi ad clausuram servandam non egrediendo claustrum, proprio et rigoroso præcepto teneantur.*

Cap. VII. *An rigoroso etiam præcepto teneantur religiosi ad clausuram non admittendo externos.*

Cap. VIII. *De clausura monialium quoad non egrediendum e monasterio.*

Cap. IX. *Quis possit in prædicta clausura monialium dispensare.*

Cap. X. *De altera parte clausuræ monialium, quoad ingressum scilicet in earum monasteria.*

Cap. XI. *Utrum omnes actiones sæculares, vel profanæ, et in universum omnes pravæ sint religiosis specialiter prohibitæ.*

# LIBER PRIMUS

DE

# OBLIGATIONIBUS RELIGIOSORUM

## QUATENUS SUB PROPRIA REGULA VIVUNT, VEL SPECIALIBUS JURIBUS SUBDUNTUR.

Post explicatam essentiam et substantialia vincula status religiosi, dicendum superest de obligationibus, quæ ad omnes pertinent, quatenus religiosi sunt. Et quoniam, tractando de votis quibus religiosi efficiuntur, simul diximus de obligationibus quæ ex illis nascuntur, et in religiosis potissimæ sunt, ideo solum hic superest dicendum de regula, et propriis statutis seu constitutionibus religiosorum, et obligationibus quæ ex eis nascuntur directe, vel etiam indirecte, seu consecutione quadam, ratione ipsius religiosi status, ut in sequentibus constabit. Hoc ergo primo libro dicemus de vi ac potestate regulæ et constitutionis religiosæ, ac obligationibus ex eis directe consurgentibus, etiam illis quæ jure canonico sunt impositæ; postea vero de indirecte consurgentibus ex statu ipso, seu officio.

### CAPUT I.

#### QUID ET QUOTUPLEX REGULA RELIGIOSA SIT, ET QUOMODO A CONSTITUTIONE DIFFERAT?

1. *Regulæ significatio multiplex.*— Ut obligationem directe provenientem personæ religiosæ ex sua regula vel constitutione intelligamus, oportet ut quid ipsa regula, quidve constitutio sit, et an discrimen inter se habeant, exponamus. *Regula* (inquit Isidorus, libr. 6 Etymologiar., cap. 16, et refertur cap. 2, d. 3.) *dicta ex eo quod ducit, nec aliquando aliorsum trahit*, et subjungit : *Alii dixerunt regulam dictam, vel quod regat, vel quod normam recte vivendi præbeat, vel quod distortum pravumque corrigat.* Aliter jurisconsultus, l. 1, ff. de Reg. juris : *Regula est* (inquit) *quæ rem quæ est breviter enarrat; non ut ex regula jus sumatur, sed ex jure quod est regula fiat.* Unde constat vocem hanc æquivocam esse, nam interdum significat instrumentum artis ad dirigendas aliquas actiones inventum, ut ex communi usu constat, et inde videtur derivata ad significandum principium aliquod inventum ad dirigendas operationes morales, et sic apud jurisperitos regula frequentius appellatur brevis et compendiosa præceptio ex jure collecta, ut sit veluti norma aliquarum actionum. Sic inscribuntur tituli de Regulis juris; sic etiam dicitur in l. 9, ff. de juris et facti ignorantia : *Regula juris est, ignorantiam juris nocere, facti vero non*, et sic de aliis. Ex quo tandem in jure canonico regula solet pro lege seu jure sumi; nam lex est, quæ maxime dirigit operationes morales, et in hoc sensu videtur sumpta ab Isidoro, citato loco; ubi etiam ait regulam latine idem esse quod canonem græce; canones autem communi usu jam vocamus canonicas leges. Nihilominus tamen nomen regulæ, etiam in hac significatione ecclesiastica sumptum, non significat rigorosum præceptum, obligans in conscientia, sed simplicem ordinationem mores hominum dirigentem : sicut regulæ artis appellantur præceptiones in unaquaque servandæ, ut opus artificiose fiat. Hoc ergo modo quasi per antonomasiam applicata est illa vox ad significandum regulam religiosam, quia strictiori et perfectiori modo religiosorum actus dirigit, ut bene notavit Umbertus, in expositione regulæ Augustini, c. 7, unde ab illa ipsi religiosi regulares sunt appellati, quia ad vivendum secundum regulam aliquam astringuntur, ut constat ex rubrica de Regularibus, ubi Panormitanus et alii id notant. Sicut olim clerici in communi et religiose viventes a canone canonici dicti sunt. Postea

vero canonici regulares sunt appellati, quia nomen canonici generalius est, ut optime notavit Navarrus, comment. 1 de Regular., num. 2 et 3, ubi optime defendit geminatam illam vocem a calumnia Ludovici Vives, nam canonici simpliciter dicuntur clerici, qui sub aliqua communitate et regula vivunt, quamvis religiosi non sint, sed proprium habeant; canonici autem regulares appellantur, qui non utcumque communiter vivunt, sed alia insuper obligatione astringuntur, quod recte etiam notavit Covar., in Clement. *Si furiosus*, part. 1, in princip., num. 1, ubi advertit etiam sanctimoniales virgines in hac significatione a Chrysostomo Canonicas appellari, id est, regulares.

2. *Regula pro instituto vitæ, seu collectione multarum regularum specialium, quadruplex olim tantummodo.* — Ulterius autem, ut secundæ parti tituli satisfaciamus, adverti potest interdum appellari regulam quamcumque singularem ordinationem, seu legem, ita ut nomen regulæ commune sit; interdum vero esse hoc nomen collectivum, significans normam vivendi secundum perfectionem evangelicam; quo modo una regula continet in se plures regulas priori modo sumptas, et utroque modo est frequens usus hujus vocis in præsenti materia; præcipue tamen loquimur posteriori modo. Atque ita distingui solet ab auctoribus quadruplex regula religiosa specialiter ab Ecclesia approbata, scilicet Basilii, Augustini, Benedicti (de quibus fit mentio, et earum approbatio supponitur in cap. *Perniciosam*, 18, q. 2, ex Concilio Romano sub Innocentio II, cap. 26 et 27), et regula S. Francisci, ab Honorio III approbata, sub quibus regulis multæ religiones vivunt, ut sub regula S. Benedicti militant fere omnes ordines monachales, præter Carthusianos, qui habent statuta pro regula, ut notat Sylv., verb. *Religio*, 1, q. 7, ut proprii Benedictini, qui in jure monachi nigri appellantur, Cistercienses, Camaldulenses, et alii præterea fere omnes ordines militares Hispaniæ. Sub regula S. Basilii dicuntur militare fere omnes Orientis monachi, et idem dicit Anton., tertia part., tit. 16, cap. 1, § 8, de Carmelitis; sed de hoc postea n. 6 videbimus, nam illius Ordinis auctores non facile hoc admittunt, sed suam regulam esse volunt ab omnibus prædictis diversam, et ante Honorium etiam approbatam. Sub regula vero Augustini militant omnes canonici regulares, et eremitæ, qui Augustiniani et Prædicatores, et plures alii, qui, ut Anton., Sylvest., et alii aiunt, licet in regula conveniant, constitutionibus inter se differunt.

3. *Discutitur prædicta quadrimembris divisio regulæ.* — Ut autem hoc explicemus, et cur illæ tantum quatuor regulæ numerentur, et approbatæ dicantur, quæri potest quid inter regulam et constitutiones differat. Nam si regula singulariter sumatur, quælibet constitutio religiosa, regula est; si autem sumatur collective, regula uniuscujusque religionis comprehendet omnes constitutiones ejus, quia ex omnibus consurgit norma vivendi in illa religione, et quia non est major ratio cur sub collectione regulæ quædam constitutiones potius quam aliæ comprehendantur. Confirmatur et declaratur, quia quando religiosi promittunt obedientiam secundum regulam, necesse est ut sub regula constitutiones comprehendant, alias non tenerentur secundum illas obedire, nec ad majorem vel strictiorem obedientiam obligarentur fratres Prædicatores, verbi gratia, quam canonici regulares, quia omnes obligantur ad obediendum secundum eamdem regulam, si per regulam sola Augustini regula intelligenda est; consequens est aperte falsum; ergo oportet ut in unaquaque religione propriæ constitutiones sub illius regula comprehendantur. Quod si hoc ita est, sine causa distinguuntur tantum quatuor regulæ approbatæ, sed tot distinguendæ sunt, quot sunt in Ecclesia religiones approbatæ; quia nulla esse potest religio sine propria regula in eo sensu sumpta, alias non haberet in quo distingueretur ab alia, nec potest esse religio approbata, quin regula ejus approbata sit, cum tota perfectio et substantia religionis (ut sic dicam) pendeat ex regula, seu ex ordine ad illam.

4. *Enucleatur jam ipsa divisio.* — In hoc potest solum esse quæstio de vocabulis, et ideo illa, vel illorum usum distinguere oportet, et ita constabit an in re sit aliqua differentia. Non est ergo dubium quin, loquendo de regula juxta significationem explicatam, pro norma recte et perfecte vivendi, omnes constitutiones religionis, quæ in illa habent vim legis, sub regula comprehendantur, quia in illis omnibus consistit norma perfecte vivendi in tali religione, et hoc convincit ratio facta. Videtur autem in aliquibus religionibus quasi per antonomasiam vocari regula, quædam specialis norma seu præceptorum collectio a primo aliquo fundatore religiosi status tradita, quæ a cæteris sumpta est tanquam

fundamentum suæ religionis, seu modi vivendi; et hujusmodi fuerunt tres illæ antiquiores regulæ Basilii, Augustini et Benedicti, quæ si attente inspiciantur, adeo breves sunt, ut non contineant omnia quæ in communitate religiosa necessaria vel utilia esse possunt, sed tantum præcipua et substantialia, et præsertim regula Basilii, quam nunc ex ejus operibus colligere possumus, vel ex regulis brevius aut fusius disputatis, vel ex constitutionibus monasticis, vel ex epistola ejus ad Gregorium Theologum, quæ incipit: *Agnovi litteras tuas*, quæ est de forma honestæ vitæ; ex his (inquam) locis solum colliguntur generalia quædam consilia ad viam perfectionis instituendam, non vero omnia quæ ad plenam institutionem monasterii, vel totius reipublicæ religiosæ necessaria sunt; et idem fere observari potest in aliis duabus. Unde ortum est ut semper illis regulis additæ sint aliquæ constitutiones, vel nova statuta, quæ temporum necessitas ostendit esse necessaria. Item, factum est ut intra latitudinem status religiosi ad diversos fines sit unaquæque ex illis regulis applicata, vel ad eumdem sub diversis cæremoniis et observantiis, juxta diversas vocationes, aut pios affectus quos Deus fundatoribus, aut potius reformatoribus, vel moderatoribus aliquarum religionum inspiravit. Atque hoc modo dicuntur variæ religiones sub una vel altera illarum regularum militare, quia illam regulam quasi pro fundamento sumpserunt, et proprias observantias addiderunt, de illis etiam proprias ordinationes faciendo, quas, ut ab illa primaria regula distinguerent, constitutiones vel statuta appellarunt. D. autem Franciscus nullam illarum regularum pro fundamento suæ religionis sumpsit, sed propriam confecit, ejusque peculiarem approbationem obtinuit, et ideo quarto loco inter approbatas nominatur, sub qua militant etiam variæ religiones, vel potius familiæ Minorum, præsertim tres, Observantiæ, Conventualitatis, et Capuccinorum, quæ sub distinctis Generalibus proprias etiam habent constitutiones, seu statuta a propria regula S. Francisci distincta.

5. *Primum corollarium, quo respondetur tertiæ parti tituli.*— Ex his ergo satis constat quomodo differat constitutio a regula in his religionibus ubi hæc distinguuntur; non enim per se differunt ex obligatione quam inducunt; utraque enim esse potest, vel ad culpam mortalem aut venialem, vel ad solam pœnam, juxta intentionem instituentium aut acceptantium talem regulam, vel constitutiones; et secundum utramque debent Prælati uniuscujusque religionis subditos gubernare, et potest eis imputare ex vi obedientiæ, ut probatum est. Differentia vero solum videtur accidentaria in origine, et in hoc quod regula est quasi generalis et communis, constitutiones autem speciales et propriæ. Aliqui existimant etiam differre aliquo modo in majori perpetuitate, proveniente ex specialiori Pontificis approbatione seu confirmatione; nam regula non potest sine Pontificis auctoritate mutari, quia est jure communi, vel a Pontifice specialiter confirmata; constitutiones autem sicut per religionem factæ sunt, ita per eam mutari possunt; ita D. Anton., tertia part., tit. 16, cap. 1, § 4, ex Joan. Andrea, in Novellis. De qua differentia mihi satis non constat, et ideo consulenda censeo singula instituta, et quo sensu et modo unaquæque talem regulam sumpserit ac profiteatur; nam de tribus antiquioribus regulis non habemus ita expressam Pontificum aut juris communis approbationem. Nam Innocentius II, in dict. cap. *Perniciosam*, obiter tantum illarum mentionem facit, et supponit potius antiquam approbationem, quæ scripta non habetur, sed potius traditione et usu facta videtur, quamvis de regula S. Benedicti legitur specialis S. Gregorii approbatio in hæc verba: *Ego Gregorius, S. R. E. Præsul scripsi vitam B. Benedicti, et legi regulam, quam ipse Sanctus manu propria scripsit; laudavi eam, et confirmavi in sancta Synodo;* ita refertur ad finem illius regulæ post commentarios Turrecrematæ, in quodam antiquo volumine de cujus auctoritate mihi satis non constat. Deinde non constat illas regulas ita esse confirmatas a Pontificibus, ut non possint a religionibus, quæ illas profitentur, communi consensu et auctoritate mutari. Loquimur autem de mutatione quoad aliquas particulares partes regulæ, nam mutare totam, jam esset mutare religionem, et substantiam ejus, quod religio facere non potest, alias destrueret seipsam. Hoc tamen modo, etiam non potest talis religio auctoritate sua mutare omnes constitutiones simul sumptas, quibus quasi constituitur in esse talis religionis; quia hoc esset destruere suam specialem professionem; non videtur ergo esse in hoc magna differentia. Præsertim quia etiam constitutiones approbatarum religionum solent esse a Sede Apostolica confirmatæ, et nihilominus ab eadem Sede habet religio potestatem ad mutationem

aliquam faciendam; idem ergo potest contingere circa regulam. Consulendæ ergo sunt facultates Apostolicæ, quas in hoc unaquæque religio habet. Specialiter vero ex regula S. Benedicti, et S. Francisci, quædam sunt in jure canonico insertæ, ut patet ex cap. *Cum ad monasterium*, de Statu monach., et ex cap. *Exiit*, de Verborum signif., in 6, et Clement. *Exivit*, eod. tit., et in his verum esse opinor non posse fieri abrogationem seu derogationem, Summo Pontifice inconsulto.

6. *Secundum corollarium. — Verificatur plane de Carthusianis, et Societate, et aliis.* — Secundo, sequitur ex dictis, multas esse religiones approbatas quæ non habent regulam in eo sensu sumptam, id est, a constitutionibus distinctam, aut ex aliquo antiquo Patriarcha religionum sumptam, non tamen propterea carent regula propriissime dicta; vere enim ac proprie regulares sunt; habent ergo suas constitutiones pro regula : ita sentiunt de Carthusiensibus Antonin., Sylvest. et alii, qui putant usque ad sua tempora nullam aliam religionem approbatam fuisse, quæ aliquam ex prædictis regulis non profiteretur. Et sane Innocentius II, in dict. cap. *Perniciosam*, satis significat usque ad sua tempora omnes veros religiosos sub aliqua trium antiquarum regularum militasse; sic enim ait de quibusdam mulieribus : *Quæ, licet neque secundum regulam B. Benedicti, neque Basilii aut Augustini vivant, sanctimoniales tamen vulgo censeri desiderant;* quasi tacite supponendo illas feminas non potuisse, nisi sub aliqua ex his regulis, veram religionem profiteri. Nihilominus tamen Carmelitæ ante Innocentium II vere religiosi erant, et tacitam saltem approbationem habebant, ut colligitur ex cap. *Unico*, § *Sane*, de Relig. domib., in 6, et infra latius dicemus; et tamen ipsimet dicunt se nullam ex dictis regulis profiteri, sed propriam; non ergo religiones omnes approbatæ vivebant sub aliqua illarum. Antonin. autem, et alii ad hoc respondent, Carmelitarum regulam a Basilio duxisse originem, et ita sub illa comprehendi ; quod licet aliquibus non placeat, mihi videtur necessarium, propter textum citatum Innocentii II. Usque ad tempora ergo Honorii III, facile concedemus nullam fuisse religionem approbatam, quæ suas constitutiones quasi pro primaria regula habuerit, præter Carthusianos, de quibus dicit Antonin. supra, quod habent sua statuta pro regula, et habetur in magna veneratione in Ecclesia. Post Honorium vero Societas in hoc imitata est Carthusianos, nullam enim ex antiquioribus regulis profitetur, sed Constitutiones, quas a suo fundatore S. Ignatio accepit, habet pro regula a Sede Apostolica approbata, ut infra videbimus. Ordo etiam Minimorum dicitur habere propriam regulam, a suo institutore S. Francisco de Paula editam, et a Sixto IV et Alexandro VI approbatam.

7. *Tertium corollarium.* — Tertio sequitur, nunc plures esse in Ecclesia quam quatuor regulas approbatas. Nam, præterquam quod religio Carmelitarum suam propriam regulam approbatam habere contendit, Carthusienses, et Minimi, et Societas, et fortasse alii habent suas, quia nec esse possunt sine regula, ut dixi, nec potest religio esse approbata sine sua regula; hæ autem religiones approbatæ sunt, ut supponimus, et non profitentur supradictas regulas; ergo unaquæque habet suam approbatam. Neque enim in illis prioribus quatuor major aut diversæ rationis approbatio cogitanda erit; nullo enim fundamento hoc dici potest, cum, eadem auctoritate Pontificia, et eisdem verbis etiam hæ posteriores regulæ approbatæ et confirmatæ sint; de quo videbimus plura in particulari infra tractando de approbatione Societatis. Non omittam etiam advertere, in nono tomo operum D. Hieronymi haberi regulam monachorum ex scriptis D. Hieronymi a Lupo de Oliveto, Generali ejusdem Ordinis, collectam, ibidemque refert litteras Apostolicas Martini V, quibus eam approbavit, ut monachi illius ordinis, qui prius secundum regulam B. Augustini profitebantur, sub propria regula, D. Hieronymi nuncupata, deinceps profiterentur. Extat etiam regula S. Pachomii, quem ab Angelo dictante accepisse Hieronymus refert, et sub ea multos Ægypti monachos vixisse.

## CAPUT II.

### QUAM OBLIGATIONEM INDUCAT REGULA RELIGIOSA, ET QUOMODO COGNOSCATUR QUANTA SIT TALIS OBLIGATIO.

1. *Duplex modus condendi regulam cum jurisdictione, aut sine illa.* — Supponimus hanc regulam habere aliquam vim et rationem legis, ut constat ex usu, et sensu omnium religionum, et patebit magis ex dicendis. Ad quod explicandum adverto, statum religionis, ut sæpe dixi, dupliciter posse considerari, vel seclusa jurisdictione ecclesiastica a Pontifici-

bus collata Prælatis, vel toti communitati religiosæ; vel adjuncta hujusmodi jurisdictione. Et utroque modo intelligi potest in eo esse regulam; imo in principio religionum videntur regulæ hoc modo institutæ, et prius potius per modum instructionis et doctrinæ, quam per modum legis, ut videre licet in multis ex constitutionibus, seu regulis S. Basilii; postea per modum cujusdam statuti conventionalis, quod non est proprie lex, sed habet vim in mutua promissione et pacto; addita vero jurisdictione per Ecclesiam, confirmatur religiosa regula (sub qua semper constitutiones et statuta comprehendimus), ut habeat veram et propriam rationem legis. Est autem præterea advertendum nonnullas esse leges datas regularibus, vel omnibus, vel certis religionibus, immediate ab ipsis Pontificibus Summis, quarum aliquæ continentur in jure canonico sub titulis de Regular., et de Statu monach., de Religiosis domibus, et nonnulla sub titulis de Voto, de Sentent. excomm., et aliis; aliquæ vero sunt extra corpus juris in Bullario, seu collectione Constitutionum Pontificalium, et aliis Motibus propriis, qui extra illud opus vagantur; de quibus legibus in hoc capite non agimus, tum quia non pertinent ad regulam, sed potius ad jus canonicum, quod interdum præcipit laicis, interdum clericis, interdum secularibus, interdum vero regularibus. Tum etiam quia non est dubium quin illæ obligent in conscientia; modus autem et gradus obligationis ex verbis et materia sumendus est, atque etiam ex pœna, præsertim quando habent censuram annexam: et quæ istam ipso jure imponunt, explicatæ a nobis sunt in tom. 5 de Censuris. Præter has ergo leges regula ipsa religiosa per Pontificem confirmatur, ut vim habeat legis non tantum conventionalis, sed etiam jurisdictionalis (ut sic dicam); et similiter statuta vel constitutiones, quatenus a religione fiunt per potestatem a Pontifice acceptam, veram rationem legis habent.

2. *Regula religiosa plus obligat quam consilium.*—Ex his sequitur, regulam religiosam necessitatem aliquam operandi imponere; hoc enim est de ratione legis, et per hoc differt a puro consilio, ut ex propria materia, lib. 5 de Legib., cap. 4, suppono. Regula autem religiosa non est merum consilium, quia præter illam sunt multa alia, quæ ex consilio possunt religiosi facere; nam, ut recte dixit S. Benedictus, in cap. ultimo suæ regulæ, non tota perfectio in sola regula est; et nihilominus religiosus omittens alia consilia supra suam regulam, non censetur deesse suo muneri et statui; si autem suam regulam prætermittat, deficere censetur a sua obligatione; ergo talis regula respectu illius plus est quam consilium; ergo aliquam necessitatem imponit. Et confirmatur ex dictis, quia talis regula ex jurisdictione procedit; ergo ab illa habet vim et dirigendi et cogendi, quæ est moralis necessitas. Hæc autem duplex solet esse in legibus: una sub obligatione ad culpam; alia sub reatu pœnæ, quas nos directivam et coactivam appellamus, licet aliqui soleant utramque sub coactione comprehendere. Si ergo loquamur de possibili, utraque locum habere potest in regula religiosa, quia jurisdictio Prælatorum perfecta est, et ad utrumque actum dirigendi et cogendi se extendit, ut tomo superiori ostensum est. Imo, seclusa jurisdictione, in statuto conventionali posset intelligi utraque necessitas, conscientiæ in virtute pacti et promissionis, si per statutum fides data exigatur; pœna autem ex eodem capite, quamvis coactio et exactio non possit esse tam rigorosa, seclusa jurisdictione, ut supra etiam declaratum est.

3. *Potestque primo obligare ad mortale in materia gravi.—Potest secundo ad veniale solum obligare.*—Potest autem primo lex, præsertim ecclesiastica, interdum obligare ad culpam mortalem; quam efficaciam posse etiam habere regulam religiosam dubium non est, si cum potestate, quæ non deest, concurrat instituentium voluntas, et materia regulæ gravis sit, et capax tantæ obligationis. Deinde secundo potest interdum regula obligare ad solam venialem culpam; quod etiam in re est clarum, quando materia non est capax majoris obligationis, quamvis de nomine sit quæstio an talis regula mereatur nomen præcepti vel legis. Qui enim putant peccatum veniale non esse contra legem vel præceptum, consequenter dicent talem regulam quoad hanc partem non esse legem vel præceptum, sed simplicem ordinationem. Imo Scotus, in 2, distinct. 21, quæst. 1, vult comprehendi sub consiliis; tamen (ut dixi) quæstio est de nomine, et simpliciter loquendo melius appellatur præceptum, licet ratione materiæ diminutam obligationem inducat, et in ordine ad charitatem conservandam non sit præceptum simpliciter necessarium, de quo videri potest Cajetanus 2. 2, quæst. 186, art. 9, et Opusc. 25, tract. 1; Vega, lib. 14 in Tridentini, cap. 13; Navar., in cap. *Negotium*, de Pœnit., distinct. 5, num. 7.

4. *An de materia gravi possit ferri præceptum leve.—Vera resolutio probatur ratione et auctoritate.*—Difficilius autem dubium est, si materia præcepti sit capax obligationis sub mortali, an sit in potestate instituentis regulam non imponere tantam obligationem, imponere tamen aliquam in conscientia, ita ut illa transgressio ex vi regulæ sit peccatum veniale. Aliqui enim, in quibus sunt Bellarminus, lib. 3 de Laicis, cap. 11, ad fin.; Medin., 1. 2, quæst. 96, art. 4; Vasquez, 1. 2, disput. 158, cap. 4, putant non esse hoc in potestate legislatoris, quia vel præcipit, vel non (inter hæc enim non potest dari medium); si autem præcipit, præceptum natura sua infert obligationem proportionatam materiæ, nam hoc ex natura rei sequitur, nec potest per voluntatem hominis impediri. Cæterum, verius existimo circa eamdem materiam posse imponi regulam obligantem ad mortale, et nihilominus posse auctorem regulæ moderari postea intentionem suam, et obligare tantum ad veniale. Hoc probavi in tractatu de Legibus, lib. 3, cap. 27; sequuntur Sanchez, lib. 1 de Matrim., disput. 9, num. 6; Valentia, tom. 2, disput. 7, quæst. 5, punct. 6, quæst. 2 et 3, et alii, quos citato loco allegavi. Nam tota obligatio positivi præcepti pendet ex voluntate ferentis, et nulla est mere necessaria, etiam supposita voluntate præcipiente; quia in hacmet voluntate, et in ipso præcepto potest intelligi latitudo, ut sentire videntur qui mandatum a præcepto distinguunt, non solum in materia, sed etiam in modo jubendi, ut videre licet in Sylvest., verb. *Lex*, quæst. 8, et verb. *Præceptum*, quæst. secunda; Navar., in Summ., cap. 23, numero quadragesimo octavo et sequente referente D. Thom. in Quodlib. 1, quæst. 9, articulo vigesimo, ubi multum favet huic sententiæ, ut statim videbimus. Eam etiam supponunt omnes auctores, qui dicunt leges humanas non obligare ad mortale etiam in materia gravi, sed tantum ad veniale, quando verba plus non indicant, ut late refert Gutier, lib. 1, cap. septimo, numero vigesimo; Henriq., lib. 11, cap. decimo tertio, numero 2, in fine; Gerson, in tract. de Vita spirituali animæ, lect. 5, alphab. 63, lit. G, et seq., ubi ita videtur interpretari difficilem opinionem, quam habuerat in eodem tractatu, lect. 1, peccatum veniale solum differre a mortali ex misericordia Dei, non ex natura rei; esset enim minus improbabilis illa sententia, si intelligatur de misericordia Dei, non quidem dissimulante aut non puniente malitiam talis peccati, ut gravem, quamvis revera talis sit; hic enim sensus omnino cavendus est; sed de misericordia non præcipiendi vel prohibendi tales actus cum toto illo rigore quo posset, ex quo fit ut de facto, et reipsa tantam non habeat malitiam; quo sensu non est ita improbabilis illa sententia, licet vera non sit in legibus divinis, quia, si positivæ sint, nobis non constat per specialem revelationem de tali moderatione voluntatis Dei, nisi quatenus materia ipsa eam postulat; si vero sint naturales, obligant per modum naturæ, ac proinde quantum possunt, juxta materiæ capacitatem. In humanis autem præceptis, quamvis non sit universalis, quia interdum non potest legislator humanus obligare ad mortale, etiamsi velit, propter incapacitatem materiæ, e contrario tamen potest legislator humanus nolle obligare quantum potest in aliqua materia, et hanc voluntatem suam satis explicare. Et hanc differentiam inter præceptum hominis et Dei indicavit aperte D. Thomas 2. 2, quæst. 105, art. 2, ubi propterea dicit, inobedientiam contra Deum esse majorem, quo majus est bonum omissum vel malum commissum; quia intentio Dei accommodatur materiæ, ut sic dicam; inobedientiam vero hominis non semper esse majorem, licet sit contra majus bonum, quia aliud minus bonum potest esse magis de intentione præcipientis. Vult ergo peccatum contra legem humanam in graviori materia posse esse levius ex intentione præcipientis; ergo eadem ratione poterit esse leve peccatum, etiamsi materia sit gravis, ex intentione præcipientis, ab illo enim totum hoc negotium pendet. Potest ergo in materia gravi legem, vel simplicem ordinationem imponere, quæ obliget in conscientia, solum tamen ad venialem culpam. Atque hoc indicare voluit Martinus V, in approbatione regulæ monachorum S. Hieronymi, ubi in fine declarat transgressores illius non propterea mortalis peccati vinculo ligari, non quia materia sit incapax illius obligationis, sed quia illam imponere non vult; sic enim ait, *Volumus*, etc.; non excludit autem minorem obligationem in conscientia, tum quia non sine causa dixit non ligari ad mortalem culpam; tum etiam quia subdit, ut pro modo culpæ pro hujusmodi transgressionibus puniantur. Et ideo etiam in nostra Societate declaratum est, regulas non obligare ad peccatum mortale, vel veniale, 6 part. Constit., cap. 5, quia poterant ad unum vel alterum

tantum obligare, et ita habent multarum religionum regulæ; est ergo possibilis talis obligatio, de qua re plura dixi in tractatu de Legibus citato.

5. *Potest tertio ad solam pœnam, et non ad culpam obligare.*—Tertio etiam potest dari regula quæ nullam obligationem in conscientia, etiam ad culpam venialem inducat, sed solum ad pœnam obliget; hoc enim multi putant sufficere ad veram rationem legis. Alii solum volunt hanc appellare legem conventionalem. Sed non est in nominibus immorandum; certum est enim posse Prælatum, habentem ecclesiasticam jurisdictionem, ex vi illius, et secluso alio pacto, imponere hanc necessitatem operandi sub reatu talis pœnæ, vel (ut etiam hujus vocis invidia tollatur) sub tali gravamine, non imponendo immediate obligationem ad culpam respectu actus immediate imperati. Probatur, quia hic modus necessitatis non involvit repugnantiam, nec excedit humanam jurisdictionem, quia multo major est necessitas sub obligatione ad culpam; et quia princeps potest non permittere aliquem actum, nisi cum tali onere. Potest ergo hæc necessitas imponi ex vi jurisdictionis humanæ. Illud autem imperium ex hac parte sufficiens est ad rationem legis, quia jam imponit aliquam necessitatem, et excedit rationem consilii, et ideo a multis dicitur lex pure pœnalis.

6. *Semper tamen involvit aliquam obligatiotionem in conscientia.* — Addimus vero necessario involvere aliquam obligationem in conscientia, seu in illam tandem resolvi, quia sine illa, nec vera ratio legis subsisteret, nec vera necessitas moralis induci potest. Declaratur, quia si talis regula imponit pœnam transgressoribus, obligat illos in conscientia, saltem ut patiantur pœnam; dat enim jus superiori ad puniendum talem actum, quem punire juste non posset, nisi regula illum sic prohibens posita fuisset; ergo necesse est ut obliget subditum etiam in conscientia ad parendum superiori talem pœnam imponenti, id est, ad non resistendum illi violenter, si pœna consistat in passione, vel ad exequendam illam, si consistat in actione, et stricte præcipiatur. Unde Martinus V supra adjunxit: *Per suos superiores pro eorum excessu et transgressione, ac modo culpæ injungi valeat pœnitentia salutaris, quam suscipere, et adimplere teneantur.* Quocirca etiamsi regula non taxet certam pœnam, eo ipso quod regula est, subjicit hoc modo transgressorem justæ pœnæ, sive immediate, sive mediante aliqua culpa, alioquin non haberet in quo a mero consilio distingueretur, ut significavit Hieronymus, lib. 1 contra Jovinian., dicens: *Quod præcipitur, imperatur; quod imperatur, necesse est fieri; quod si non fiat, pœnam habet;* et infra: *Ubi consilium datur, offerentis consilium est; ubi præceptum, necessitas est servientis,* habetur in cap. *Quisquis,* 14, quæst. 1. Ut ergo regula a mero consilio distinguatur, oportet ut necessitatem aliquam, saltem ad pœnam, inducat.

7. *Quo ex tribus dictis modis regula religiosa obliget.* — Cum ergo hi tres modi obligandi possibiles sint in regula religiosa, non possumus in communi statuere quomodo de facto obliget; quia nullus ex dictis modis est simpliciter necessarius ad regulam religiosam ut sic, et in particulari potuerunt institutores religionum eligere unum vel alium modum obligandi. Propter quod graves Doctores difficile putant definire de regula religiosa, quomodo obliget. Verumtamen in communi loquendo (ut dixi), nihil aliud respondere possumus, nisi obligare aliquo ex illis tribus modis, et ad nullum eorum necessario determinari. In quo est advertendum, quod tomo præcedenti, lib. 10, dixi, votum obedientiæ non obligare immediate ad servandam regulam, nisi regula ipsa verbis satis expressis exigat voti obligationem. Et ideo non recte censent, qui putant regulam religiosam ex genere suo obligare ad mortale; quod senserunt Henricus, et alii, ex illo fundamento, quod voti obligatio ex genere suo obligat sub mortali, et obligatio regulæ est obligatio voti. Falsum est autem hoc fundamentum, quia votum non obligat ad servandam regulam, sed ad obediendum secundum regulam; et ideo propria obligatio regulæ, ut sic, non ex voto obedientiæ, sed ex propria ratione legis, et ex principiis ejus colligenda est, et hæc de prima parte tituli.

8. *Assignantur principia ad dignoscendum quæ et qualis sit obligatio regularum.* — *Notatio quadruplicis modi ferendi regulam.* — Difficultas ergo superest, quomodo in particulari cognoscetur an aliqua regula religiosa obliget ad culpam gravem, vel levem, vel solum ad pœnam. Quod quidem judicabitur facilius ponderando et expendendo verba uniuscujusque regulæ, et considerando communem sensum, et consuetudinem uniuscujusque religionis; et fortasse inferius, tractando de varietate religionum, in 2 tractatu, aliquid de

singulis attingemus. Nunc vero generalia quædam principia vel regulæ proponenda sunt. Quatuor ergo modis potest se habere quoad hanc partem aliqua regula vel institutum religionis. Primo, ut in eo distincte, et (ut aiunt) in actu signato explicetur mentem religionis esse obligare in vi præcepti quantum potest juxta uniuscujusque materiæ capacitatem. Secundo, ut explicet eodem modo obligare ad veniale tantum, et nunquam ad mortale ex vi regulæ, nisi ubi specialibus verbis fuerit major rigor præcepti expresse declaratus. Tertio, ut eodem expresso modo explicetur in regula non obligare in conscientia ad aliquam culpam etiam venialem, sed solum reddere transgressorem reum pœnæ. Quarto, ut nihil horum in regula declaretur, sed absolute feratur ordinando, statuendo, aut præcipiendo quæ agenda sunt.

9. *De primo modo ferendi regulam.*—Ex his modis primus videtur posse accommodari ad regulam S. Francisci ; nam (ut dicitur in Clem. *Exivi de Paradiso*) ubicumque in illa regula ponitur nomen *præcipiendi*, aut hoc verbum *teneantur*, aut æquivalens, censetur obligare sub mortali. Verum est tamen in regula ipsa primitiva hoc non explicari sub his formalibus verbis ; tamen a Pontificibus ita declaratum est, quia consuetudo ipsius religionis ita etiam regulam declaravit, quod est signum hanc fuisse mentem institutoris, et a principio ita fuisse intellectam. Juxta hanc ergo interpretationem regula illa obligabit ad mortale, ubicumque fuerit constituta per modum præcepti, et materia capax sit. Aliæ vero regulæ, quæ non habent hujusmodi verbum, obligabunt juxta modum infra explicandum circa quartum membrum supra positum, quia quoad eam partem nihil speciale declaratum est. Quocirca in rigore nullam invenio religiosam regulam, in qua universalis obligatio pro tota illa explicata sit illo primo modo supra declarato. Et juxta doctrinam D. Thomæ, dict. Quodlib. 1, art. 20, talis modus regulæ non esset conveniens, alias status religiosus esset religiosis in laqueum peccati mortalis, quod vix aut nunquam posset declinari.

10. *De secundo modo bipartito.—Exponitur una pars.* — Secundus modus regulæ suavior est, et ad tollenda pericula cautior, et ad invitandum ad perfectionem sufficiens. Duas autem continet partes. Una est negativa, scilicet non obligare ad mortale, et hæc est frequens in multis regulis, ut supra citatum est de regula S. Hieronymi, ex Martino V, et de aliis infra in tertio modo dicetur. Solum adverto, aliquando poni illam declarationem sine ulla exceptione, ut in dicto Brevi Martini V Nihilominus tamen subintelligenda necessario est exceptio aliqua. Prima, *nisi regula aliqua contineat materiam voti*, ut est, verbi gratia, quæ prohibet habere proprium, quæ, licet ex vi regulæ non obliget sub mortali, obligat tamen ex vi voti. Secunda, *nisi aliqua regula in particulari expresse declaret talem obligationem*, nam, ut habet regula 34 juris, in 6, generi per speciem derogatur. Oportet tamen ut verba legis non possint aliter explicari ; quando enim illa generalis declaratio est in regula, non sufficiunt simplicia verba quantumvis præceptiva, ut, *teneantur*, *præcipimus*, etc., ad inducendam dictam obligationem, quia propter hæc et similia verba ponitur illa declaratio, alias nullum fere haberet effectum ; necesse est ergo ut addatur aliud speciale signum indicans intentionem legislatoris esse obligare sub culpa gravi, non obstante dicta generali declaratione. Hoc autem signum juxta communem usum duplex est. Unum, quando additur, *in virtute obedientiæ;* nam tunc expresse significatur actum illum constitui intra propriam et rigorosam materiam voti obedientiæ, seu exigi a religioso proprium obedientiæ debitum, quod ex genere suo obligat sub mortali. Alterum signum est, quando additur pœna excommunicationis majoris ipso facto incurrendæ, quia talis censura non incurritur nisi pro peccato mortali. Dixi autem *ipso facto incurrendæ*, quia, si solum esset inferenda, licet alias sint opiniones, an hoc sit signum obligationis ad mortale, quas late examinavimus, lib. 4 de Legib., cap. 18, a num. 16, in præsenti casu non debet censeri sufficiens ; nam , cum supponatur generalis declaratio, quod regula non obligat ad mortale , ut in particulari oppositum fiat, necesse est addi signum certissimum, et omni exceptione majus ; illud autem non est hujusmodi, quia comminatio excommunicationis ferendæ, et sæpe sistit in sola comminatione, et referri potest ad ipsos Prælatos, ut ipsi cogant per excommunicationem ad regulam servandam ; et tunc non erit obligatio ad mortale, donec Prælatus ponat præceptum ab homine sub illa rigorosa obligatione.

11. *Exponitur altera pars ejusdem secundi modi.* — Circa aliam partem affirmativam de obligatione ad veniale, advertendum est dupliciter contineri posse in regula : primo explicite, quia, scilicet, utraque pars expresse

declaratur; et tunc res est clara quantum ad generalem intentionem instituentis, licet dubitari possit an extendatur ad omnes et singulas regulas, in quo ipsa verba talis declarationis præcipue consideranda sunt; et deinde materia aut modus regularum ; nam, ut significat D. Thomas, dict. Quodlib., et infra, in cap. sequenti, explicabimus, in regula nonnulla misceri solent, quæ sunt pura consilia, in quæ nulla obligatio in conscientia cadit etiam ad veniale; quod locum habet, non obstante prædicta generali declaratione, quia illa intelligitur fieri juxta materiam proportionatam; hujusmodi autem est quidquid in regula habetur per modum præcepti, vel statuti, aut ordinationis, non vero id quod solum ponitur per modum consilii; quia illa declaratio non fit ad ponendam obligationem, ubi ex vi verborum non postulatur, sed ad limitandam illam, ubi ex modo regulæ postulatur. Tunc ergo in tali materia, quantumcumque gravis sit, obligatio est sub veniali ; erit tamen major in graviori materia, semper tamen intra illam latitudinem. Alio modo potest illa pars contineri in regula solum tacite, seu præsumptive, quia scilicet, solum obligatio ad mortale negatur, de altera vero tacetur, ut fit in dicta declaratione Martini V ; nam per hoc admitti seu relinqui videtur, juxta cap. *Nonne*, de Præsumptionibus, quæ præsumptio erit evidentior, si in regula ipsa expresse supponatur in generali *obligatio in conscientia;* nam cum hæc duplex tantum sit, exclusa una, tantum relinquitur altera. Si autem illa generalis declaratio non habetur, res est magis dubia, quia datur tertium membrum, quo possit regula obligare, ut supra diximus. Nihilominus, quia illa duo membra incompatibilia non sunt, imo valde germana, scilicet obligare ad culpam venialem, et ad aliquam pœnam, ideo qui præcise excludit obligationem ad culpam mortalem, videtur plane totam aliam obligationem, quæ ex vi legis inferri potest, admittere; quod probabilius fiet ex his quæ in quarto puncto dicemus.

12. *De tertio modo.* — Hinc ergo ortus est tertius modus ferendi, et expresse declarandi regulam, ut neque ad veniale, neque ad mortale peccatum obliget; ita fit in religione Prædicatorum, ut refert D. Thomas, 2. 2, q. 186, art. 9, ad 1, et significat suo tempore fuisse hoc singulare in illa religione; nam cum de aliis religionibus dixisset, regulam obligare saltem ad venialem culpam (quod infra declarabimus) subdit: *In aliqua tamen religione, scilicet ordinis fratrum Prædicatorum, transgressio talis vel omissio, ex suo genere, non obligat ad culpam, neque mortalem, neque venialem, sed solum ad pœnam taxatam sustinendam.* Ubi Cajetanus addit, hanc declarationem non fuisse in illo ordine a principio ejus, sed factam esse in secundo capitulo generali anno 1237 Non exponit autem an declaratio illa cadat etiam in regulam D. Augustini, quatenus eam dicta religio profitetur, vel solum in proprias constitutiones ejusdem religionis. Nam si vera est differentia inter regulam et constitutiones, quam supra, cap. 1, n. 5, ex Antonino et aliis retuli, non potuit illa religio regulæ obligationem moderari, sed solum suarum constitutionum; et hoc videntur sonare verba quæ Cajetanus refert: *Nolumus quod statuta nostra obligent ad culpam, sed solum ad pœnam.* Verius tamen existimo declarationem illam extendi etiam ad ipsam regulam. Nam D. Thomas de ipsa regula loquitur, et ratio eadem est in illa; et probabilius existimo esse in tota religione potestatem ad hanc declarationem seu moderationem faciendam, etiam in regula, ut supra dixi.

13. *Ex obligatione directa ad solam pœnam resultat per consequentiam obligatio aliqua in conscientia.* — Notanda sunt etiam illa verba, *sed solum ad pœnam taxatam sustinendam.* Circa quæ Cajetanus dubitat an hæc sit obligatio in conscientia, necne; et negative respondet, quia declaratio regulæ excludens ab illa obligationem in conscientia universalis est; ergo nec circa sustinendam pœnam, illam relinquit. In quo videtur contrarius his quæ supra, num. 6, diximus; sed non est; quia loquitur præcise, et ex vi regulæ, et de directa obligatione ejus; nos autem locuti sumus de obligatione consequente ex natura rei, vel ex præcepto superioris. Itaque si regula imponat pœnam ipso facto a subdito exequendam, et non infligatur a Prælato (id enim facere potest et solet, ut ibidem Cajetanus refert), non magis obligat in conscientia ad exequendam pœnam, quam ad non committendam transgressionem; quia declaratio universalis est, ut recte Cajetanus argumentatur; si autem pœna per Prælatum imponenda est, vel consistit in actione exequenda ab ipsomet subdito ad præceptum Prælati, et tunc juxta modum præcepti erit modus obligationis; unde, si præceptum fuerit rigorose positum, erit quidem obligatio ex vi præcepti, non ex vi solius regulæ. Vel pœna solum passive sustinenda est a subdito, et tunc non habet locum directa obligatio in

conscientia, quia hæc non est ad patiendum, sed ad agendum, quamvis intelligi possit obligatio ad non resistendum violenter, ad quod videtur teneri subditus ex vi subjectionis et obedientiæ. Dices: nulla ergo obligatio oritur ex hac lege pœnali, nam tota hæc oritur ex vi obediéntiæ debitæ Prælato. Respondetur: regula tunc facit ut illa pœnalitas per modum supplicii et vindicationis sit materia obedientiæ juste impositæ; nam sine tali causa non posset Prælatus juste vel rigorose præcipere talem actionem, vel cogere ad talem passionem. Et ita obligatio in conscientia, quæ ibi intervenire potest, radicaliter fundatur in regula, et in declaratione ejus, prout a D. Thoma etiam insinuatur; dicit enim regulam non obligare ad culpam, sed ad pœnam; loquitur enim de obligatione in conscientia; sentit ergo in ordine ad pœnam oriri aliquam obligationem in conscientia, quæ non videtur posse esse alia, nisi quæ a nobis explicata est.

14. *Hic tertius modus ferendi regulam distincte habetur in Societate.*— Et juxta hæc (ut Cajetanus etiam dixit) intelligenda est omnis alia regula, quæ similem habuerit declarationem, qualem habet nostra Societas distinctissimam, et tollentem omnem dubitationem, 6 part. suarum Constit., cap. 5, ubi dicitur, universas constitutiones, declarationes, aut ordinationes, exceptis tantum Societatis votis, non inducere obligationem ad peccatum mortale vel veniale, nisi addantur expressa signa hujus obligationis, ubi ponuntur hæc duo, *in nomine Domini nostri Jesu Christi*, vel *in virtute obedientiæ*, tanquam specialia religionis. Supponitur autem aliud signum de pœna excommunicationis, ut generale ex vi juris communis, quo interdum etiam utuntur constitutiones Societatis, ut infra videbimus. Est autem peculiare in illa declaratione, ut nulla mentio in ea fiat obligationis ad pœnam, et in tota regula Societatis hoc specialiter observari potest, ut rarissime pœna aliqua taxetur, neque illius comminatio fiat, sed simpliciter, quæ agenda sunt, statuantur. Quod non ideo fit, quia ex regulis ipsis non sequatur obligatio ad aliquam pœnam; hoc enim, ut diximus, et ex natura rei sequitur, et ad disciplinam religiosam necessarium est, quæ in Societate exacte retinetur, appositis per superiores pœnitentiis pro levissimis etiam contra regulam transgressionibus; sed voluit nobis significare S. P. N. Ignatius, primo, alumnos suos amore potius quam timore regendos esse; unde in citato loco concludit: *Et loco timoris offensæ succedat amor, et desiderium omnis perfectionis, et ut major gloria et laus Christi Creatoris ac Domini nostri consequatur.* Deinde voluit ut, quando contigerit aliquem in regulæ observatione deficere, non solum patienter sustineatur pœna, sed etiam voluntarie ac studiose procuretur; et ideo part. 3 Constit., cap. 1, § 28, et in Summ. const., § 51: *Aliquoties* (inquit) *singulis annis omnes a superiore sibi pœnitentias injungi propter defectum observationis regularum putant, ut hæc cura indicium sit illius, quam de suo profectu spirituali in via Dei quisque habet.*

## CAPUT III.

### QUOMODO DIGNOSCATUR REGULAM OBLIGARE, QUANDO ID NON EXPRIMIT.

1. *Arguitur hunc quartum modum semper importare gravem obligationem.* — Quartus modus ferendi regulam religiosam propositus præcedenti cap., n. 8, atque in præsenti separatim tractandus, quia uberiorem doctrinam continet, usitatus fuit ab antiquis Patribus; simpliciter enim regulam constituebant, et modum obligationis ejus non declarabant; et ideo difficile est judicare quæ obligatio ex tali regula nascatur in profitentibus illam, non ratione voti adjuncti (de hoc enim jam supra dictum est), sed ratione sui, quatenus est quædam lex talis communitatis, quam servare tenentur qui efficiuntur membra ejus. Et est ratio dubii, quia regula est vera lex, ut supra dixi, et utitur propriis verbis præceptivis; ergo obligat cum omni rigore legis, id est, ad peccatum etiam mortale, quando materia est capax. Consequentia probatur ex declaratione Pontificis in dicta Clemen. *Exivit*, ubi, ex eo quod S. Franciscus, in sua regula, ad quædam apponit verbum *præcepti*, vel æquipollentis, colligit obligationem ejus sub culpa gravi. Minor autem patet ex regula Augustini, in cujus initio ponit: *Hæc sunt, quæ ut observetis præcipimus in monasterio constituti*; et in fine ait: *Ubi vos inveneritis ea, quæ scripta sunt, facientes, agite gratias Domino; ubi autem sibi quicumque vestrum videt aliquid deesse, doleat de præterito, caveat de futuro, orans ut debitum dimittatur*, in quibus verbis significat hunc defectum in regula non esse absque culpa coram Deo. Et S. Benedictus in Prologo suæ regulæ sic incipit: *Ausculta, o fili, præcepta magistri*, etc.; et de illa sic scribit Bernar-

dus, libr. de Præcepto et dispensatione, cap. 2 : *Universa Benedicti instituta non profitentibus quidem monita tantum, seu consilia censenda sunt, nec gravant non observata, cum tamen profitentibus in præcepto, prævaricantibus in crimine fiant.* Regula etiam S. Pachomii sic incipit : *Hæc sunt præcepta vitalia a tribus majoribus tradita.*

2. *Prima opinio in præsenti capite. — Dictæ opinionis nullus auctor expresse.* — In hac re tres possunt esse sententiæ. Prima est, hujusmodi regulam vi sua, et ex primaria intentione instituentium, obligare ad culpam, quantum potest juxta vim verborum et capacitatem materiæ. Pro qua sententia citari possunt Henricus, et Joannes de Neapoli, quos supra retulimus, qui magis videntur loqui ratione voti, quam in virtute legis. Hanc vero sententiam circa regulam Augustini fere sequitur Antonin., 3 part., tit. 16, cap. 1, § 6; et de regula S. Benedicti ex parte idem tenet Turrecrem., tract. 5 et 6 in illam, ubi ponderat verba Prologi : *Ausculta, o fili, præcepta magistri, et admonitionem tui patris libenter excipe.* Ex quibus colligit regulam obligare quoad præcepta cum toto rigore, quamvis quoad admonitiones non ita obliget. Quoad modum autem distinguendi, obscure loquitur, quia non ex verbis, sed ex materia putat esse distinguenda; nam si contineant finem regulæ, vel sint essentialiter necessaria ad illum, non putat esse præcepta, etiamsi per modum præcepti ferantur. Ex qua declaratione, si recte attendatur, nihil firmum colligi potest, sed potius ex illa sequitur regulam ut regulam non inducere obligationem, sed res ipsas, quæ continentur in regula, aliquando afferre obligationem, vel ex natura sua, vel ratione voti. Et in idem fere redit sententia Antonini, unde nullum invenio auctorem qui hanc sententiam expresse asserat, quamvis multi Canonistæ illi faveant, dum asserunt regulam religionis, si utatur verbis præceptivis aut æquivalentibus, et materia alias gravis sit, obligare ad mortale, nullam fere in hoc differentiam facientes inter præcepta regulæ religiosæ, et quælibet alia præcepta juris canonici, ut videre licet in Panorm., in cap. *Nam concupiscentiam,* de Constit., et in cap. *Relatum,* Ne clerici vel monachi ; Felino, in dict. cap. *Nam concupiscentiam,* num. 9, et aliis quos referunt, putantque esse sententiam D. Thom. 2. 2, quæst. 186, art. 9, quia ibi ait regulam obligare ad mortale ratione præcepti, si in ea sit expressum ; quia tunc pertinet regula ad substantialia religionis, scilicet ad votum obedientiæ, quod est fundamentum dictorum auctorum. Non declarat autem D. Thomas quando regula contineat præceptum. Et eodem fere modo loquitur in Quodlib. primo, articulo vigesimo, ubi distinguit in regula tria, præcepta, statuta seu ordinationes, et monitiones seu consilia ; et quoad præcepta affirmat obligare sub mortali, quoad alia negat ; non tamen declarat quomodo obligent statuta aut monitiones, nec quomodo illa tria sint in regula distinguenda, an ex verbis, vel ex rebus.

3. *Secunda opinio bipartita.* — Secunda ergo opinio esse potest, regulam religiosam, si de obligatione ejus nulla fiat in ea generalis declaratio, nullam obligationem ad mortale peccatum inducere, quantumcumque verbis præceptivis utatur, nisi vel aliquo speciali verbo ostendat ferre præceptum sub virtute voti obedientiæ, vel talem addat pœnam quæ plane indicet lapsum gravem, vel nisi consuetudo ita fuerit regulam interpretata ; nihilominus tamen obligare ad omnia quæ in ipsa continentur sub veniali. Prior pars probatur primo ex discursu D. Thomæ in illo Quodlib., nam Sancti Patres, qui religiones instituerunt, noluerunt hominibus injicere damnationis laqueum, sed potius viam salutis ita ordinare, ut illius periculum esse non posset ; ergo non habuerunt intentionem multiplicandi præcepta obligantia ad mortale, nam illa non possent non esse in laqueum respectu totius communitatis, in qua plures infirmos et fragiles esse necesse est ; ergo quoties verba omnino non cogunt ad intelligendum hujusmodi fuisse intentionem fundatoris, præsumenda non est. Secundo, id colligi potest ex ipso nomine regulæ, quod de se non vendicat rigorosam vim præcipiendi, sed dirigendi et instruendi. Unde, licet sub generali regula in aliquibus particularibus ponatur verbum imperandi, vel in actu signato, ut, *præcipimus, mandamus,* vel in actu exercito, ut, *omnes hoc faciant, caveant,* etc., non est sufficiens signum rigorosi præcepti, nam sæpe uti solemus illis verbis ad explicandam simplicem ordinationem, sicut pater imperat filio sine intentione rigorose obligandi in conscientia ; vel, sicut dicitur Matth. 7 : *Præcepit eis ne cui dicerent.* Sic etiam Clemens I, epist. 5 : *Doctrinis* (inquit) *et exemplis Apostolorum obedire præcipimus,* quod explicat Glossa, id est, monemus, in cap. *Dilectissimis,* 2, q. 1. Vel saltem est certum sub illa voce etiam monitiones comprehendi, quia in Apostolorum doctrinis et exemplis, tam præ-

cepta quam consilia continentur. Igitur ex subjecta materia et circumstantiis lenitur sæpe rigor illius vocis. Unde Navar., cap. 23 Summ., num. 50, dixit, illa verba ex originaria significatione non indicare obligationem ad mortale, et in dubio potius interpretanda esse de veniali, præsertim si aliquæ conjecturæ adjungantur, quæ in præsenti sunt : Primum, quod talia verba ponuntur sub generali titulo regulæ, et non rigorosæ legis. Secundum, quod eodem tenore ponuntur in rebus levioribus. Tertium, quod ad finem intentum per regulam nec necessaria, nec conveniens erat talis obligatio.

4. *Arguitur item ratione. — Prima. — Secunda.* — Altera vero pars de obligatione ad veniale colligitur ex D. Thom., d. q. 186, art. 9, ad 1, ubi ait, omnia, quæ fiunt contra regulam, et non rigorose neque ex voto præcipiuntur, esse peccata venialia ; et idem sentit in alio loco, Quodlib. 1, quoad eam partem regulæ, quam dicit continere ordinationes seu statuta. Idemque intelligit de omni regula, in qua expresse non declaratur intentionem fundatorum esse hanc obligationem excludere. Et Cajetanus, d. art. 9, circa ad secundum, in fine, et tom. 1 Opusc., tract. 25, q. 1, ait regulam Augustini ex se obligare ad veniale ratione verbi *præcipimus,* in principio ejus positi. Quod etiam sentiunt Umbertus, et Jo. Dominicus, in expositione ejusdem regulæ, quos refert Anton. supra, § quinto et sexto, quamvis concedant aliqua esse in regula, quæ sunt tantum consilia. Eodem fere modo sentit Turrecrem. de regula S. Benedicti, quem Anton., § 7, late refert. Ac denique auctores omnes citati in præcedenti opinione a fortiori hoc sentiunt. Et D. Bernardus, lib. de Præcepto et dispensat., cap. 12 et seq., ubi hanc regulam constituit : *Universorum quæ per se aut propter se nec bona, nec mala sunt, aut divina institutione, aut propria cujusque professione fixa non sunt, non jussa quidem, licite, utrumlibet, vel admittantur, vel omittantur ; jussa vero sine culpa non negligantur, sine crimine non contemnantur.* Sentit ergo, quæ sunt in regula (de his enim tractat), secluso contemptu, sine mortali omitti ; hoc enim vocat crimen ; non tamen sine aliqua culpa, etiamsi ex negligentia fiat, quæ ad minimum erit venialis. Ratio esse potest, prima ex D. Thoma, quia transgressio regulæ est quædam dispositio ad transgredienda principalia vota, nam ad illorum observantiam ordinantur regula, et omnia instituta regularia; ergo illa transgressio est quædam dispositio ad peccandum mortaliter ; ergo est peccatum veniale, nam propria ratio ejus est, ut sit dispositio ad mortale. Secunda, quia verba regulæ sunt præceptiva, vel ordinativa ; ergo vi sua inducunt aliquam obligationem, et intentio legislatoris quoad hanc partem præsumitur conformis significationi verborum, quia cessant conjecturæ omnes factæ de obligatione sub mortali, nam hæc minor obligatio est satis consentanea fini regulæ et institutoris ejus, et est valde intrinseca ex vi talis modi ordinandi; ergo, nisi expressa et quasi reflexa intentione excludatur, semper inest ex vi regulæ.

5. *Tertia opinio, ejusque fundamentum. — Suadetur primo. — Secundo. — Tertio.*—Tertia sententia est, regulam religiosam simpliciter latam, sive ordinativis, sive præceptivis verbis, de se non obligare ad culpam mortalem aut venialem, nisi quando vel in ipsa regula hoc specialiter declaratur, vel ex aliis circumstantiis id colligitur, vel consuetudine ita receptum ac interpretatum est. Fundamentum hujus sententiæ esse debet, quia intentio ferentis talem regulam non est hujusmodi obligationem imponere, sed solum directionem et instructionem tradere, juxta quam religiosi vivere et gubernari debeant. Conjectura autem hujus intentionis est primo, quia hoc sufficit, et est magis accommodatum ad finem regulæ. Secundo, quia vel illa obligatio oriretur ex voto, vel ex jurisdictione : non ex jurisdictione, quia regulæ factæ sunt ab institutoribus religionum, priusquam propriam jurisdictionem ecclesiasticam haberent, ut constat de S. Benedicto, et de S. Augustino, qui regulam fecisse creditur priusquam esset Episcopus. Et licet Episcopi vel Pontifices tales regulas postea approbaverint, non tamen ideo addiderunt vim præcepti, sed solum approbarunt, et confirmarunt illas, ut observantias regulares aptas ad consequendam perfectionem, ut in simili dixit Navar., Comment. 4, de Regular., num. 29 et seq. Neque etiam oritur ex voto obedientiæ ; quia, ut supra dixi, religiosus non vovet servare regulam, sed obedire secundum regulam ; et ideo, donec Prælati præceptum accedat, non obligat regula in conscientia, nisi ad hoc solum, ut religiosus sit paratus subjici disciplinæ religiosæ secundum regulam. Unde argumentor tertio, quia non magis obligat regula scripta, quam Prælati jussio ; sed Prælatus cum jubet aliquid ordinario modo, sive utatur verbo mandandi, sive aliis simplicioribus, non obli-

gat in conscientia, nec censetur præcipere ut jurisdictione utens, sed ut spiritualis pater; neque etiam censetur rigorose exigere promissam obedientiam, donec expressis et quasi præscriptis verbis id declaret; ergo eodem modo de regula censendum est.

6. *Auctoris opinio quantum ad gravem obligationem.* — Inter has sententias difficile est ferre judicium, quia difficile est intentionem auctoris uniuscujusque regulæ conjectari; nam simplicia verba revera ad hoc non sufficiunt, ut generaliter dixit Navar., dict. c. 23 Summæ, num. 50, et in religiosa regula propter speciales rationes maxime locum habet, ut omnia adducta declarant. Hæc autem ipsa difficultas satis persuadet, quod ad obligationem peccati mortalis attinet, admittendam non esse in regula, nisi vel aperte contineat materiam voti, ut est apud Augustinum illa: *Non dicatis aliquid proprium, sed sint vobis omnia communia;* vel nisi contineat materiam alias per se necessariam, ut est illud apud eumdem Augustinum: *Ubicumque feminæ sunt, invicem vestram pudicitiam custodite;* et illud: *Qui convitio, vel maledicto, vel criminis objectu aliquem læsit, meminerit satisfactionem, quantocius curare quod fecit; et ille, qui læsus est, sine disceptatione dimittere.* Vel denique nisi speciali aliquo signo, aut spirituali pœna, necessitas præcepti sub gravi culpa aperte significetur; cujus membri exemplum in materia alias non necessaria (ut verum fatear) in regulis Basilii, Augustini, aut Benedicti non invenio, neque in regulis Pachomii, neque in illis quæ circumferuntur nomine Hieronymi; neque in regula Carmelitarum alia verba invenio, præter hæc: *Debeatis, non liceat, jejunent,* etc., quæ etiam in rigorosis seu proprie dictis legibus non solent gravem obligationem indicare.

7. *Non obstat proxime dictis regula S. Francisci aut Pontificia ejus declaratio.* — Solum facit nobis negotium regula S. Francisci, præsertim addita expositione Pontificis, in d. Clemen. *Exivi.* Sed, si attente expendantur verba et circumstantiæ illius regulæ, facile intelligetur nihil obstare dictam determinationem; nam ter tantum in illa regula invenitur hic modus loquendi: *Firmiter præcipio;* in quo Pontifex declarat rigorosum præceptum indicari, et merito, tum quia in tribus illis locis sermo est de materia trium votorum, in cap. 4 de paupertate, in 10 de obedientia, in 11 de castitate. Tum etiam quia ille modus exaggerationis, *Firmiter præcipio*, indicat obligationem et (ut sic dicam) voti firmitatem. Tum etiam quia in illa regula valde accurate distinguit Sanctus modum loquendi, quando vult præcipere, vel quando vult tantum monere aut exhortari, vel consulere. Est etiam aliud in illa regula peculiare, quod in ea fit promissio servandi talem regulam; ex qua promissione colligit Pontifex rigorosam obligationem regulæ, quoad ea quæ sub dictis verbis præcipit. Præter illa tamen tria loca, sunt alia, in quibus ponuntur hæc verba, *teneantur*, vel, *non debeant*, quæ Pontifex fatetur in rigore non æquivalere verbis præceptivis, ibi: *Licet fratres non ad omnia, quæ sub verbis imperativi modi ponuntur in regula, sicut ad præceptorum seu præceptis æquipollentium observantiam teneantur, expedit tamen,* etc. Unde quæ postea ipse declarat habere vim præcepti, speciale est ratione materiæ, verbi gratia, voti paupertatis, vel alterius similis in eis contenti, vel etiam ex circumstantiis, et consuetudine ac traditione illius ordinis, quæ ita intellexerat et observaverat illa præcepta, ut de jejunio, et similibus.

8. *Item ejusdem opinio quantum ad levem obligationem culpæ venialis quæ.* — *Quomodo in variis religionibus discernatur regula a mero consilio.* — Quod vero spectat ad obligationem peccati venialis, non est multum contendendum: quia vix potest separari venialis culpa a transgressione regulæ, ut statim dicam n. 12. Et ideo verisimile est, ubi expresse non excluditur hæc obligatio, induci per propria statuta et constitutiones regulæ. Dico autem, *per propria statuta*, propter distinctionem D. Thomæ, quæ valde notanda est, quia in regulis misceri solent alia, quæ sunt pura consilia, quæ, ex omnium sententia, nullam obligationem inducunt, sicut in lege Evangelica sunt consilia nullam obligationem inducentia, ut præter Hieronymum supra citatum explicat Augustinus, de Sancta virginitate, cap. 4. Et optime Chrysostomus, tom. 4 Homil., in id, *Salutate Priscillam et Aquilam*, quæ habetur post commentarium in Epist. ad Rom. Discernere autem illa duo interdum est facile ex verbis, ut clarius patet in regula Francisci quam in aliis; interdum vero ex materia, et ex modo doctrinæ, quæ potius præponitur per modum recordationis quam ordinationis, ut est in regula Benedicti, statim in principio: *Abbas semper meminisse debet,* etc., et alia multa similia sunt in illa regula, et nonnulla in regula Augustini, quam-

vis in ea frequentius ordinando et statuendo loquatur. In regula autem Basilii, prout in ejus operibus nunc habetur, etiamsi quædam habeant nomen regularum, et aliæ Constitutionum, omnes traduntur magis per modum doctrinæ et consiliorum, quam statutorum; tamen in regula Carmelitarum, quæ censetur esse Basilii, distincte ponuntur prius statuta, et postea exhortationes, quæ ut plurimum tantum continent consilium, vel commemorationem Evangelicæ doctrinæ. Hæc ergo consilia et exhortationes per se nullam obligationem inducunt, præter eam, quam ex natura rei vel ex Evangelio habent res, de quibus fiunt. Statuta vero videntur inducere obligationem saltem sub veniali culpa, ubi aliud non explicatur. Quamvis multum in hoc valeat consuetudo et communis sensus religionis; nam ad interpretandam legem plurimum valet, et ideo potest ei adjicere obligationem vel tollere.

9. *Quomodo in religione Prædicatorum idem discernatur.* — Atque hæc distinctio inter statuta et consilia notari etiam potest in illis regulis, quæ expresse excludunt obligationem ad culpam etiam venialem; nam statuta illarum obligabunt ad pœnam : mera autem consilia neque etiam ad pœnam videntur obligare, quia nullam omnino necessitatem inducunt, alias non haberent in quo ab statutis talis regulæ distinguerentur. Imo in religione Prædicatorum videtur non incurri debitum pœnæ, nisi per transgressionem regulæ imponentis et taxantis illam; quia declaratio generalis est, ut regula solum obliget ad sustinendam pœnam taxatam in ea. Unde solum illa capitula regulæ, et Constitutiones, quæ sub pœna aliquo modo taxata aliquid ordinaverint, habebunt rationem statutorum; reliqua vero erunt mera consilia, nisi ex eis, vel ex usu constet propter eorum transgresionem solere Prælatos pœnitentias injungere suo arbitrio taxandas, nam hoc satis erit ut habeant vim statutorum.

10. *Quomodo item in Societate. — Temperantur proxime dicta de Societate.* — Unde in Societate cum nulla sit ordinarie obligatio ad culpam, nec taxatæ pœnæ comminatio, omnes regulæ et constitutiones censentur esse non tantum consilia, sed statuta, quia de omnibus exigitur perfecta observantia in eisdemmet Constitutionibus, sexta part., cap. quinto, et part. decima, § decimo tertio, et pro cujuscumque transgressione possunt Prælati accommodatam pœnitentiam injungere. Quare vix possum in eis distinguere consilia ab statutis, nisi fortasse ex parte materiæ. Nam in regula Societatis multa sunt, quæ solum generaliter componunt interiorem hominem, et nihil externum, aut in particulari seu certis temporibus agendum statuit, ut cum dicitur, curandum esse ei, qui Societatem ingreditur, ut *omnem carnis affectum erga sanguine junctos exuat, et illum in spiritualem convertat* [1]; et illud : *Diligenter animadvertant oportet, quantopere juvet ad vitæ spiritualis profectum omnino et non ex parte abhorrere ab his omnibus, quæ mundus amat, et amplectitur*, etc., et similia multa, quæ in Summario Constitutionum collecta sunt. Reliqua vero omnia, quæ aliquid determinate agendum ordinant vel prohibent, propria statuta sunt, quæ necesse est aliquo modo versari circa exteriores actus ; nam, licet etiam dentur statuta de actibus mentalibus, tamen quatenus ad illa præscribunt certum tempus, in quo postulant vacationem ab aliis actibus externis, respiciunt etiam exteriorem observantiam. Ita ergo possunt aliquo modo in illa regula statuta a consiliis distingui; ita tamen hoc est accipiendum, ut etiam illa, quæ dicuntur consilia, censeantur specialiter proposita professoribus hujus regulæ, ut et ad illa aspirare debeant, et secundum illam seu in ordine ad illam regi a Superioribus possint, et ordinationes recipere; unde solum videntur ab aliis in hoc differre, quod defectus vel imperfectiones contra illa puniri non possunt, quia pro actibus internis nullus ab homine judicatur vel punitur, etiamsi puniri possit pro externis defectibus, qui illam internam imperfectionem indicant; vel etiam per voluntariam confessionem talis defectus interni extra Sacramentum factam, possint per correctionem religiosam tales defectus puniri. Et ad hoc etiam extendi posset illa regula Societatis, quæ jubet aliquoties postulare pœnitentiam propter defectus regularum. (In Summario, § 51.) Atque ita in Societatis instituto, seclusis rigorosis præceptis quæ præter vota fere nulla sunt, parva est inter consilia et statuta distinctio.

11. *Dubitatur an revera frangi possit regula non obligans ad peccatum, absque omni peccato. — Ratio dubitandi. — Ejus confirmatio.* —Ultimo, dubitari hic potest quomodo transgressio statuti seu constitutionis, sine legitima causa excusante facta, possit non esse aliquod

[1] In Summario, § 8 et 11.

peccatum. Nam, eo ipso quod aliquis est membrum alicujus Reipublicæ, obligatur in conscientia ad servandas leges ejus; sed statuta et constitutiones sunt leges hujus religionis; ergo, eo ipso quod quis est membrum religionis, obligatur in conscientia ad servandas illas; ergo non potest vitare peccatum saltem veniale in earum transgressione, nisi ex dispensatione, vel justa epiikeia. Confirmatur, nam *turpis est pars, quæ discordat a toto;* quæ disproportio sufficit ad culpam venialem, juxta vulgarem sententiam Augustini communiter receptam in materia de legibus; sed hanc improportionem incurrit religiosus quoties ex puro arbitrio aut negligentia transgreditur regulam; ergo. Propter hæc dicunt aliqui, religiosum transgredientem quodcumque statutum regulæ, etiam minimum, non excusari a culpa veniali, quantumcumque institutor expresse declaret regulam non obligare etiam ad veniale. Quia, licet per se et directe obligare nolit, non potest excludere naturalem obligationem, quæ indirecte sequitur, posita lege, sicut legislator, quantumcumque nolit se obligare, tenetur servare legem a se latam, ex illo principio naturali: *Patere legem quam ipse tuleris.* Vel sicut dispensatus in lege positiva valide et sine causa, peccat, saltem venialiter, utendo dispensatione, ratione illius principii, *Turpis est pars,* etc.

12. *Contraria sententia vera.* — *Quomodo vera sit hæc sententia in commissione contra regulam.* — Sed hæc sententia mihi non placet, quia repugnat menti et intentioni talium religionum et auctorum earum, et inutiles reddit conatus eorum; quid enim refert, propter majorem securitatem, et ad tollendos laqueos nolle directe obligare ad culpam venialem, si eo ipso necessario inciditur in eamdem obligationem alio titulo, præsertim cum id sine sufficienti fundamento dicatur, ut ostendam? Dico ergo, facile intelligi posse in hac transgressione, per se loquendo, non esse culpam venialem, licet per accidens frequenter incurratur. Declaro utrumque, distinguendo duplicem transgressionem, per commissionem, vel omissionem, et in utraque distinguendo duo, scilicet opus, et quod sine licentia fiat, et omittere petitionem licentiæ ad id faciendum. Quando ergo actus, qui fit, est prohibitus per regulam, et supponitur non malus de se, nec per ecclesiasticam prohibitionem (alioquin habebit aliunde malitiam, non ex regula), tunc considerandum est motivum propter quod fit talis actus; nam si illud revera est honestum, actus nullum peccatum erit, quia sola oppositio ad regulam, vel omissio petitionis licentiæ, non est circumstantia sufficiens ad vitiandum actum, cum non sit talis prohibitio quæ ex intentione prohibentis reddat actum malum, quia hoc ipse declarat cum dicit nolle obligare in conscientia. Quia vero raro contingit religiosum operari ex motivo honesto, quando operatur contra regulam, sed ex aliqua otiositate vel delectatione, ideo frequenter hoc non fit fine culpa veniali.

13. *Quomodo item vera in omissione regulæ.* — Idem cum proportione dicendum est de omissione regulæ contraria, nam ex illo capite non est mala solum quia prohibita, et ideo non est per se mala; per accidens autem erit ex voluntate, qua est voluntaria. Quod duobus modis esse potest, scilicet, vel in actu positivo, qui est causa ejus, vel in se. Priori modo judicanda est juxta qualitatem actus; ut si quis omittat orationem, hoc tempore injunctam per regulam, propter studium, considerandum est quo motivo vacetur studio; nam si sit honestum, et cum aliis circumstantiis intrinsece requisitis ad talem actum, ex solo capite illius omissionis non est malum, quia ipsa omissio per se mala non est, et ita nullum ibi intervenit peccatum. Quia vero motivum honestum non inducit ad agendum contra regulam, ideo frequenter talis actus est culpabilis ratione extrinseci finis. Quod si omissio consideretur ut in se voluntaria, subdistinguendum est, nam potest esse voluntaria tantum indirecte, quia non advertit, quamvis posset; et tunc censeo semper excusari omnem culpam in tali omissione, etiamsi interveniat aliqua negligentia in considerando; quia hæc ipsa negligentia, licet sit minus perfecta, non est mala, quia nec est intrinsece mala, neque intervenit prohibitio quæ reddat illam malam. Imo, licet illa inadvertentia vel negligentia proveniat ex præcedente occupatione alias culpabili, non fiet inde omissio mala; quia illa præcedens culpa non est causa talis omissionis, et licet sit causa ejus, non inde aggravatur in malitia sua, cum aliunde ipsa omissio in se mala non sit. Potest denique ipsa omissio esse directe et in se voluntaria, ut si quis nolit, verbi gratia, orare; et tunc licet objectum illius volitionis non sit malum, quia illa omissio in se mala non est, de ipso tamen actu volendi seu nolendi, prout in individuo fit, judicandum est juxta motivum ejus, nam si sit honestum, etiam voluntas erit honesta; si autem sit turpe, erit voluntas

mala; si denique sit indifferens, ut delectatio aliqua, vel fuga alicujus laboris, actus erit in individuo otiosus, et consequenter peccatum veniale. Et hujusmodi frequentius esse solent tales omissiones; fiunt enim ex quadam animi tepiditate ad superandam aliquam difficultatem; et ideo practice vix fiunt sine aliqua culpa veniali, non propter obligationem regulæ, sed propter irrationabilem volendi vel nolendi modum in individuo. Quod patet, nam in actibus etiam consiliorum contingere potest hic modus peccandi venialiter, ut si quis directe nolit esse religiosus, otiose et sine ulla rationabili causa habendo hunc actum.

14. *Quomodo denique sit vera in omissione licentiæ petendæ.* — Idem judicium est de omissione petendi licentiam, quæ semper conjungitur cum hujusmodi regulæ transgressione; imo in illa maxime consistit. Nam, si actus præscriptus a regula omitteretur, vel contrarius fieret cum licentia Prælati, non esset transgressio; ergo si quid malitiæ est in tali actu, videtur maxime consistere in non petenda licentia. Considerandum ergo est quomodo omittatur ejus petitio, an directe vel indirecte, et applicanda est doctrina tradita; nam hæc etiam omissio in se mala non est, cum obligatio ad talem licentiam petendam solum sit ex regula quæ ad culpam non obligat, ut supponimus. Potest etiam interdum contingere ut, petita licentia, et non obtenta, quis operetur vel omittat contra regulam; et tunc est nonnullum periculum contemptus, de quo statim disputabimus sequenti capite; secluso autem contemptu, etiam tunc non est per se mala illa operatio vel omissio, sed judicandum de illa est juxta motivum operandi, et regulas positas, quia etiam tunc actus non est intrinsece malus, neque etiam intervenit sufficiens prohibitio, quæ illum reddat malum; suppono enim Prælatum negando licentiam non imponere novum præceptum obligans in conscientia, nam tunc esset nova obligatio, sed non ex vi regulæ.

15. *Ad rationem dubitandi in num. 11.—Ad confir. ibid.* — Ad rationem ergo dubitandi respondetur, membrum communitatis obligari quidem ad servandas leges communitatis, non tamen aliter quam illæ obligent; si ergo illæ ita sunt impositæ, ut in conscientia non obligent, nemo suscipit majorem obligationem eo quod talem statum profiteatur. Ad confirmationem respondetur, cum dicitur turpem esse partem, etc., si per hoc significetur operatio contra rectam rationem, intelligendum esse illud principium, quando pars non conformatur toti in observatione legis obligantis in conscientia, quia tantum hujusmodi lex continet rectitudinem rationis necessariam ad honestatem morum; et ideo in præsenti non habet locum hoc principium ita intellectum, sed ad summum potest dici religiosus transgressor regulæ esse imperfecta pars, atque adeo turpis latiori modo, quia imperfectio latius patet quam venialis culpa. Posset etiam incurrere turpitudinem peccati ex illo principio, ratione scandali et infamiæ religionis, et pro illius qualitate erit major vel minor turpitudo. Denique alio etiam modo potest hæc pars turpis vocari, si velit ita esse transgressor regulæ, ut non subjaceat pœnæ seu disciplinæ religiosæ; nam in hoc jam discordaret a toto in eo ad quod in conscientia tenetur, ut supra explicatum est.

## CAPUT IV

### UTRUM RELIGIOSUS TENEATUR SUB PRÆCEPTO AD NON CONTEMNENDAM REGULAM, ET CONSEQUENTER AN TENEATUR AD PROGREDIENDUM IN VIA PERFECTIONIS SECUNDUM REGULAM.

1. *Pars affirmans, ejusque auctores.* — Communis sententia Doctorum est, quamvis religiosus non peccet per se transgrediendo regulam, si tamen id faciat ex contemptu, esse peccatum mortale, etiam in minimis. Quamvis enim hoc ultimum non omnes asserant, tamen D. Bernardus, qui videtur esse præcipuus auctor illius sententiæ, ita expresse loquitur in lib. de Præcepto et dispensatione, eumque absolute sequuntur D. Thomas, dict. 2. 2, q. 186, art. 9, et hinc forte in constitutionibus sui Ordinis, cum sæpe dicatur eas ad mortale non obligare, semper exceptio fit de contemptu; item Bonaventura, tom. 1 Opusc., lib. 2 Pharetræ, c. 44, et plures alii quos retuli in opere de Legibus, lib. 3, c. 28, n. 2. Explicans autem D. Thomas hunc contemptum, ait transgressionem regulæ non obligare ad mortale, nisi propter contemptum regulæ; quia hoc directe contrariatur professioni per quam aliquis vovit regularem vitam; unde sentit tunc aliquid in particulari fieri contra regulam ex contemptu, quando simpliciter tota regula contemnitur, et ex illo absoluto contemptu derivantur particulares transgressiones. Per contemptum autem regulæ videtur D. Thomas intelligere absolutum propositum non servandi illam, seu vivendi ita libere, ac si illa non

esset. Quod apertius declarat in solutione ad tertium, dicens : *Tunc aliquis transgreditur ex contemptu, quando voluntas ejus renuit subjici regulæ, et ex hoc procedit ad faciendum contra regulam.* Sentit igitur D. Thomas hunc actum, *Nolo servare regulam,* in religioso esse peccatum mortale, et consequenter teneri religiosum ex vi suæ professionis ad habendum propositum servandi suam regulam; quam obligationem fundat in voto, quod religiosus facit, regularis vitæ. Et hinc, q. 184, art. 5, ad secundum, dicit religiosum non profiteri se esse perfectum, sed tendere ad perfectionem, et ideo non esse mendacem, licet imperfectus sit; committere autem mendacium et simulationem, *ex eo quod ab intentione perfectionis animum revocat.* Et quamvis non declaret illud mendacium esse peccatum mortale, tamen id plane sentit, quia tale mendacium est contra votum in materia gravi. Unde Cajetanus ibi : *Tales* (inquit) *videntur in statu peccati mortalis in littera hac poni tanquam mendaces et simulatores facti.* Et infra declarat, ut non revocetur animus religiosi ab intentione proficiendi, necessarium esse ut religiosus habeat intentionem vivendi secundum regulam et constitutiones, idque satis esse, quamvis in multis interdum delinquat. Sequitur hanc doctrinam Astensis, lib. 6 Summ., tit. 47, quem refert et sequitur Angel., verb. *Religiosus*, num. 27 ; Armill., verb. *Religio*, num. 3; Tabiena, num. 4. Et idem sentit Navarrus, Comment. 1 de Regularib., numero decimo.

2. *Primum argumentum pro hac parte affirmante.*—Potestque hæc sententia confirmari primo, ex modo vivendi multarum religionum. Nam, juxta regulam S. Benedicti, c. 58, qui profitetur, promittit stabilitatem suam, et conversionem morum suorum, et obedientiam coram Deo et Sanctis ejus. Ubi Turrecrem. advertit tria substantialia monasticæ professionis ibi tangi, scilicet, stabilitatem, conversionem morum, et obedientiam. Hæc autem conversio morum, quam etiam Carthusienses et alii promittunt, ut tomo præcedenti annotavimus, semper intelligitur secundum regulam, quia religiosus non tenetur ad eos mores supererogationis, qui non continentur in sua regula, vel ad illam non reducuntur, ut eodem tomo tractando de obedientia diximus, et in particulari de Minoribus explicuerunt Nicolaus Papa, in c. *Exiit*, vers. *Quem intellectum,* de Verb. signif., in 6; et Clemens, in Clement. *Exivi*, § *Nos circa*, eod. tit., et in forma profitendi S. Francisci ita fit promissio servandi regulam fratrum Minorum, vivendo in obedientia, sine proprio, et in castitate; ergo ex vi talis professionis tenetur religiosus habere propositum servandi regulam, nam hoc ipsum est propositum tendendi ad perfectionem, quia non tenetur aliter tendere quam servando regulam, ut notavit Cajetanus, dict. art. 9.

3. *Secundum argumentum.* — Confirmatur ex modo loquendi Patrum. Nam Hieronymus, epist. 1 ad Heliodorum : *Tu igitur perfectum te fore pollicitus es, nam cum, derelicta militia* (scilicet seculi), *te castrasti propter regnum cœlorum, quid aliud quam perfectam secutus es vitam? perfectus autem servus Christi nihil præter Christum habet, aut si quid præter Christum habet, perfectus non est; et si perfectus non est, cum se perfectum fore Deo pollicitus est, ante Deum mentitus est; os autem, quod mentitur, occidit animam.* Unde idem Hieronymus, epist. 8 ad Demetriadem, dicit, *non progredi in via perfectionis, regredi esse.* Quomodo loquitur etiam Bernardus, serm. 2 de Purificat. Hoc enim ideo verum esse potest in eo qui desistit ab intentione progrediendi; nam in executione ipsa non possumus semper proficere. Unde idem Bernardus, epist. 253: *Monache*, inquit, *non vis proficere, ergo vis deficere.*

4. *Tertium argumentum.* — Ultimo confirmari potest hæc sententia, quia regula religionis inducit ex suo genere aliquam obligationem in conscientia, ut capite præcedenti dictum est; ergo, licet illam transgredi in singulis semper sit in executione tantum peccatum veniale, quia materia est levis, intentione et proposito totam illam contemnere, erit peccatum mortale, quia objectum illud est materia valde gravis. Quæ ratio magis urgere videtur pro iis religionibus quarum regulæ obligant non solum ad pœnam, sed etiam ad aliquam culpam.

5. *Pars negans. — Probatur hæc sententia argumento trimembri. — Primum membrum. — Secundum membrum.* — Nihilominus esse potest secunda sententia, negans esse peccatum mortale habere animum libere vivendi absque observatione vel cura aliqua servandi regulam, nisi in his tantum rebus, in quibus ipsa obligat sub peccato mortali, id est, in tribus substantialibus votis, vel in quolibet alio, si fortasse in particulari religione fit, et in specialibus præceptis rigorosis et gravibus, si quæ fuerint expressa in regula, juxta prin-

cipia capite superiori posita. Nam si malum propositum seu contemptus ad hæc etiam extendatur, manifestum est esse peccatum mortale, non solum ex modo, sed etiam ex objecto; imo non tantum simplex mortale, sed virtute multiplex, utpote contrarium multis votis et præceptis. Cum prædicta vero limitatione illud propositum esse non peccatum mortale, probatur primo, quia neque est contra votum, nec contra præceptum aliquod divinum aut humanum. Prima pars probatur, quia in professione religionis, per se ac præcise loquendo de statu religionis, ut sic, tantum fiunt tria vota, nam illa tantum sunt de substantia illius status. Unde, licet promittatur conversio morum, non est illa promissio intelligenda tanquam votum distinctum ab illis tribus, sed tanquam confuse et quasi collective continens illa tria. Quia non promittit quis aliam conversionem, nisi quæ exercetur servando paupertatem, castitatem et obedientiam; in qua obedientia regula includitur, quia non fit specialis promissio servandi regulam, nisi quatenus sub obedientiam cadit, vel, quod perinde est, solum fit promissio obediendi secundum regulam. At vero illud propositum non est contra aliquod ex his tribus votis, ut ex objecto et limitatione ejus a nobis explicata constat; ergo. Secunda pars probatur, quia vel illud jus est divinum positivum, et hoc ostendi non potest; vel est naturale, et hoc non, quia illud propositum non habet ex objecto intrinsecam malitiam, præsertim mortalem, quia non est de actibus per se malis, sed vel de indifferentibus, vel etiam de bonis, quamvis minus perfectis; imo interdum includere potest actus perfectiores, quam in regula contineantur vel permittantur, ut si quis proponat jejunare etiam quando regula prohibet, vel vigilare, quando præcipit dormire.

6. *Evasio refellitur — Tertium membrum.* Dices, supposita professione, et incorporatione cum religione, quæ per illam fit, esse contra rationem naturalem nolle vivere secundum regulam ejus. Sed contra, nam in præcedenti capite ostensum est, hanc obligationem non esse majorem quam ex ipsa regula nascatur; nam ratio naturalis solum præcipit servare regulas communitatis in eo gradu obligationis, in quo ipsæ latæ fuerint; sed tota regula etiam collective sumpta non est posita cum obligatione ad mortale; ergo nec ratio naturalis obligat illo modo ad servandam illam. Probatur minor, quia in tota collectione regularum non est alia obligatio, nisi quæ consurgit ex singulis particularibus regulis; quia auctor regulæ non intendit unam obligationem pro tota regula collective sumpta, et singulas in singulis regulis, sed per unamquamque regulam imponit suam obligationem, ex quibus consurgit totius regulæ obligatio, quæ revera non est una, sed est multitudo obligationum particularium. In illa autem multitudine nulla in particulari est quæ sit sub mortali, ut supponimus, quia vel in regula non est, vel, si est, non includitur in illo proposito. Ex multitudine autem obligationum levium, præsertim diversarum legum et rationum non consurgit una obligatio gravis in conscientia. Quod est evidens, quando singulæ regulæ neque ad veniale obligant; nam, cum in singulis nulla sit obligatio in conscientia, omnes etiam simul non habent obligationem in conscientia; ergo multo minus possunt efficere unam obligationem gravem. Idem vero est, etiamsi regulæ singulæ obligent sub veniali, quia multa venialia non efficiunt unum mortale, juxta doctrinam certam 1. 2, q. 88 et 89; transgressiones autem talium regularum tantum sunt plura peccata venialia, nec inter se cohærent quasi ad componendam unam obligationem, ut dixi, sed tantum multitudinem discretam; ergo neque unam culpam gravem efficere possunt, sed multitudinem levium. Nec refert quod illa multa levia uno proposito apprehendantur, quando inter se non uniuntur in una materia gravi ejusdem vitii, ut sunt multa furta levia; quia alias non efficiunt unum objectum, a quo illud propositum habeat unam malitiam gravem, sed habet plures leves ex variis objectis, quæ virtute apprehendit. Imo, licet fingatur illa esse una malitia, erit tantum venialis ex vi regulæ; quia, ut supponimus, auctor regulæ simpliciter noluit per illam obligare ad mortale in quacumque materia etiam alias gravi, et nihil distinxit inter singulas regulas, vel totam collectionem earum. Et hinc probata manet tertia pars de lege humana, quia in præsenti non intervenit alia nisi regula, nam ex vi illius præcise loquor; sed regula non affert hanc obligationem, ut ostensum est; ergo.

7. *Confirmatur primo eadem pars negans.* — Et confirmatur hic discursus, nam si illud propositum formale esset peccatum mortale, etiam per solam executionem ac diuturnam consuetudinem licentiose vivendi sine observatione regulæ perveniretur ad statum peccati mortalis, quod admittere durum et perniciosum esset; ergo. Propter hoc fortasse Cajetanus, dict. 2. 2, q. 184, art. 3, diligenter ad-

vertit, loqui D. Thomam de intentione, ut distinguitur ab executione; quia deficere (inquit) a perfectione executive, non est simulare aut mentiri; deficere autem ex intentione, est simulare aut mentiri, et ita virtute negat dictam illationem. Rationem autem illius differentiæ reddit, quia status Ecclesiasticus significat directe intentionem existentium in statu, et non executionem. Quod inde colligit, quia status ille a principio habet suam significationem, cum tamen a principio non possit significare executionem, sed solam intentionem. Sed imprimis probatur nostra sequela, quia in moralibus perinde valet consensus virtualis et indirectus, ac formalis et directus; sed qui sciens et videns, longo tempore deficit ab observatione totius regulæ, habet plus quam virtualem consensum non proficiendi in perfectione secundum illam regulam; ergo si formalis consensus est peccatum mortale, etiam ille est peccatum mortale; et committetur tunc peccatum mortale, quando quis incipit prævidere suum statum, et non vult remedium adhibere, sed voluntarie continuare; sicut dici solet de illo, qui, levia furta committens, prævidere incipit jam consurgere materiam gravem. Deinde illa differentia a Cajetano assignata nimis speculativa et voluntaria videtur; nam exterior habitus vel status magis debet significare exteriorem vitam quam intentionem; vel cur potius hanc quam executionem? Nam a principio significabit initium executionis, et deinceps progressum ejus. Et præterea, admissa differentia, et illo mendacio, non esset mortale ex objecto, quia non est mendacium contra votum, ut ostendimus; neque etiam est mendacium perniciosum; cui enim nocumentum infert, per se loquendo? Tandem nullum profecto mendacium esse videtur, quia exterior habitus vel status nec intentionem, nec executionem per se significat, sed obligationem regulæ accommodatam.

8. *Confirmatur secundo.* — Quod declaratur et confirmatur, nam alias sequitur etiam Episcopos peccare mortaliter, si habeant intentionem non vivendi perfecte, nec exercendi opera supererogationis, sed tantum servandi præcepta, et rigorosas obligationes voti aut officii; consequens est falsum; ergo. Sequelam admittit Cajetanus, quia D. Thomas ibi indifferenter loquitur de religiosis et Prælatis, et de utrisque ait mendacium et simulationem committere, si deficiant ab intentione perfectionis. Consequens autem est incredibile, tum quia nullum apparet fundamentum talis peccati mortalis, et asserendum non est, nisi ubi ratio aut lex cogit; tum etiam quia hoc esset damnare quamplures, vel fortasse ordinarium modum vivendi Prælatorum; satis enim fecisse putant, si singulis præceptis et obligationibus justitiæ, misericordiæ, castitatis, et similibus satisfaciant, nec prudentes et pii etiam confessores plus ab illis exigunt. Imo, si illa ratio simulationis aut mendacii sufficeret ad peccatum mortale, non solum deficiendo ab intentione, sed etiam ab executione perfectionis, peccaret mortaliter. Quin etiam profitendo illum statum sine perfectione, mortaliter peccaret. Probatur, quia ille non est status acquirendi perfectionem, sed hominis jam perfecti, ut supra declaratum est; ergo qui accipit illum statum, cum non sit perfectus, simulat et mentitur, quia ille status non significat intentionem proficiendi, sed virum jam perfectum.

9. *Confirmatur ultimo.* — Tandem confirmatur, quia alias sequitur esse in statu peccati mortalis illum religiosum, qui habet deliberatum animum non servandi unam, duas aut tres ex suis regulis, etiamsi cæteras servare studeat ordinario modo. Consequens etiam est durum et incredibile: suppono enim illas regulas non obligare ad culpam, vel non ad mortalem. Sequela patet, primo ex eadem doctrina Bernardi; nam frangere quamcumque regulam ex contemptu illius est peccatum mortale; ille autem est contemptus talis regulæ; si enim propositum non servandi totam regulam collective est contemnere illam, propositum etiam non servandi hanc regulam, verbi gratia, jejunandi sexta feria, aut examinandi conscientiam quotidie, est contemnere illas singulares regulares: ergo est peccatum mortale. Probatur item sequela, quia illud sufficit ut aliquis deficiat ab intentione proficiendi secundum regulam, vel quia illæ sunt tam necessariæ ad perfectionem, ut moraliter non possit acquiri sine observatione illarum, ut est regula de quotidiana oratione, vel conscientiæ examinatione, et similes; vel certe quia totum et perfectum juxta Philosophum idem sunt. Qui ergo non habet intentionem servandi totam regulam, sed potius contrariam, plane non intendit esse perfectus secundum illam; ergo.

10. *Duplex præsertim difficultas enodatur, ac tota controversia per partes dissolvitur.* — *Primum pronuntiatum.* — *Sylvestri placitum.* — Hæc sunt quæ difficilem reddunt doctrinam illam D. Thomæ; in qua explicanda desidero nec laqueum religiosis injicere, imponendo

periculum peccandi mortaliter, ubi revera non sit; neque etiam eis occasionem tribuere ut remisse vivant, et veris periculis peccandi mortaliter se exponant. Duo ergo explicanda sunt. Primum, de obligatione habendi intentionem proficiendi aut vivendi secundum regulam. Secundum, de transgressione regulæ ex contemptu. Circa priorem partem dico imprimis, religiosum absolute teneri ad progrediendum aliquo modo in via perfectionis. Probatur, quia ex vi suæ professionis tenetur velle servare statum qui secundum se est in consilio tantum, et non in præcepto; sed hoc ipsum est intrinsece velle tendere ad perfectionem; ergo. Explicatur minor, quia, ut tendatur ad perfectionem, non est necesse uti omnibus mediis utilioribus ad charitatem obtinendam, sed satis est uti aliquibus de se non præceptis; nam uti omnibus vix est moraliter possibile, vel saltem est rarissimum. Unde Sylvester, verb. *Religio*, 1, quæst. 3, postquam proposuit doctrinam S. Thomæ, subdit habere locum, quando religiosus omnia media ad illum finem sibi vult abdicare; nam si unum retineat, non est extra statum salutis; quia, licet teneatur ad intentionem tendendi, non tamen currendi ad perfectionem. Indicat autem necessarium esse ut retineat propositum utendi aliquo medio, quod non sit in præcepto.

11. *Explicatur et admittitur in bono sensu.* —Hoc autem potest intelligi, vel quod secundum se spectatum non sit in præcepto, et sic est verissimum, quia via perfectionis debet aliquid addere ultra communem viam mandatorum. Alio vero modo potest intelligi de præcepto etiam respectu ipsius religiosi, ita ut præter ea, quæ ratione votorum, vel ex rigoroso præcepto regulæ aut superioris facere tenetur, debeat necessario intendere aliquid sibi non præceptum adjungere. Et hunc sensum videtur ille auctor intendere. Difficile autem probari potest, quamvis id peculiare opus nimis onerosum non sit; nemo enim est tam dissolutus, qui non soleat aliquid supererogationis facere. Sed nihilominus in rigore cum nulla sit obligatio intendendi magis unum opus quam aliud, neque omnia simul, neque aliquod determinate ex his, quæ huic personæ præcepta non sunt, non apparet unde teneatur ad intendendum aliquod in confuso, vel suo arbitrio eligendum. Præterea, quamvis religiosus per votum efficiat sibi præceptum, quod alias erat consilium, nihilominus, servando votum illud, implet etiam consilium, et tendit per viam perfectionis; alias servare castitatem, et paupertatem religioso voto confirmatam, non esset tendere ad perfectionem, quod plane absurdum est. Igitur ad implendam obligationem in assertione positam, satis esse videtur quod religiosus intendat servare sua vota integre, prout in tali regula fiunt, et cætera omnia specialia præcepta suæ religionis, præter communia. Patet, quia si hoc faciat, vere tendit ad perfectionem; ergo si hoc præcise intendat, etiam intendit tendere ad perfectionem, etiamsi non intendat currere, ut aiebat Sylvester.

12. *Secundum pronunciatum bipartitum.*— Dico ergo secundo, per se loquendo et ex vi objecti, non teneri religiosum sub peccato mortali habere propositum servandi omnia, vel aliqua ex his quæ nec promisit, nec sibi specialiter præcepta sunt; quamvis, moraliter loquendo, vix fieri possit ut habeat debitam intentionem salutis propriæ, quin hoc etiam intendat.

*Suadetur prior pars.* — Prior pars videtur sequi ex proxime dictis circa præcedentem assertionem, et convinci argumentis secundo loco factis; non enim possumus imponere obligationem sub peccato mortali sine voto, vel præcepto, de quo satis constet. Item, cum illo proposito stat amor Dei super omnia; quia relinquit hominem cum affectu de se efficaci non recedendi a Deo, ut ab ultimo fine, propter ullam rem mundi, quod satis est ad amorem super omnia; ergo illud propositum non est peccatum mortale ex objecto suo. Nam peccatum mortale evidenter pugnat cum amore Dei super omnia. Posterior pars probatur, quia vix potest moraliter contingere ut homo etiam secularis habeat firmum propositum nunquam peccandi mortaliter, quin consequenter nonnulla opera supererogationis faciat, et habeat formale vel virtuale propositum illa faciendi; quia, sicut substantia creata non potest sine omnibus accidentibus conservari, ita nec substantialis charitas et amicitia Dei potest sine aliquibus operibus, quæ sint extra substantiam ejus, existere. Ergo, servata proportione, non potest religiosus habere firmum propositum servandi omnia ad charitatem et ad perfectionem ejus necessaria in tali statu, quin paratus sit multa in particulari agere bona et honesta, quæ præcepta non sunt; quia non possunt moraliter hæc ab illis omnino sejungi. Quod notavit Gerson, dialogo de Perfectione cordis, p. 2, alphab. 68, lit. H, ubi cum dixisset, qui statuit servare præcepta, et non consilia, non esse in malo

statu, quia nemo consiliis ligatur, addit: *Quamvis raro fiat ut homines præcepta strenue compleant, quin quodammodo supererogent, et misceantur consiliis.*

13. *Tertium pronuntiatum. — Unde probatur primo. — Secundo.* — Dico tertio: quando regula religionis ad nullum peccatum obligat, sed tantum ad pœnam, non peccat mortaliter religiosus per se et ex vi objecti, qui habet animum non servandi quamcumque regulam, dummodo paratus sit ad sustinendam pœnam. Probatur primo ex rationibus factis, quia in objecto illius actus non est materia contraria alicui voto vel præcepto. Secundo, quia ille vult subjacere regulæ eo modo quo ipsa lata est; quia illa solum ordinat ut hoc vel illud religiosus faciat, aut pœnæ subjaceat; ille autem vult non facere quod ordinatum est, cum suo discrimine; ergo sufficienter subjicitur regulæ, saltem quoad finem non lædendi conscientiam, esto imperfectissimus sit. Unde si quis vellet ita esse liber a jugo regulæ, ut paratus non esset sustinere pœnam, quantumcumque Prælatus eam præciperet, vel ei resistere si necesse sit, ille sine dubio esset in malo statu, et peccaret mortaliter, tum quia habet dispositionem directe contrariam voto obedientiæ; tum etiam quia resistit regulæ, non tantum ut mera lex pœnalis est, sed etiam ut resolvitur in obligationem conscientiæ ex suo genere gravem, scilicet, non resistendi Prælato jure suo utenti, et observationem regulæ procuranti. At vero si quis sit ita remissus, ut secum statuat non servare regulam quoties occulte potuerit, vel aliter pœnam vitare, vel certe quoties majus onus senserit in servanda regula quam in sustinenda pœnitentia, non apparet in hoc actu malitia mortalis ex objecto. Maxime si alias proponat non peccare etiam venialiter, dum regulam non exequitur, sed in aliis actibus honestis sibi suavioribus se exercere.

14. *An obligatus ad solam pœnam regulæ peccet in proposito non servandi regulam, statuendo tamen subire pœnam. — Opinio censens esse veniale.*—Sed quæres an in eo actu sit saltem culpa venialis, nam ex dictis videtur sequi nullam esse. Nam in objecto illius actus ita circumspecti et limitati non est intrinseca malitia, etiam venialis, nec prohibitio in conscientia etiam sub veniali; ergo neque actus ipse per se culpabilis est venialiter. Dicunt aliqui, illud esse peccatum veniale, quia oritur ex proposito non operandi quod melius est, quod habet intrinsecam deordinationem, quia, licet in particulari non facere quod melius est, non semper sit peccatum, tamen generatim proponere in actionibus vitæ non facere quod melius est, videtur esse intrinsece peccatum; quia est ponere obicem Spiritui Sancto et gratiæ Dei, quod sensit Cajet., 2. 2, q. 186, art. 2, non solum de religiosis, sed etiam de quibuscumque. Declarat autem non esse peccatum mortale, sed veniale tantum, quia in rigore non excludit dilectionem Dei super omnia. At vero religiosus volens illo modo non servare regulam, vult non operari quod melius est; quia licet regula non obliget ad culpam, servare illam melius est. Sed hoc non obstat quominus ille actus possit a veniali culpa ex vi objecti excusari. Primo, quia resistere gratiæ Spiritus Sancti vocanti ad meliora non videtur esse peccatum, si alias sit propositum obsequendi illi in necessariis; quia Spiritus Sanctus, vocando ad opus consilii, non ponit præceptum sequendi vocationem. Et ideo Christus ad perfectionem vocabat illis verbis: *Qui vult venire post me*, vel, *si vis perfectus esse.* Dices : licet non teneamur obedire huic gratiæ, tenemur tamen non ponere illi quasi antecedentem obicem; per illud autem propositum ponitur obex Spiritui Sancto, ne nos vocet ad meliora.

15. *Ostenditur multipliciter nec veniale esse ex se dictum propositum.—Primo.—Secundo. — Tertio. — Quarto. — Quinto.* — Sed contra, quia nec de hoc potest ostendi tale præceptum, cum totum hoc pertineat ad bona supererogationis. Item alias peccaret, qui deliberato animo statuit non esse religiosus, quia poneret obicem antecedentem vocationi divinæ. Præterea revera ille non est obex, quia Spiritus Sanctus vocat ad mutandum illud propositum, et sæpe efficaciter id operatur. Accedit præterea quod religiosus, de quo agimus, non vult semper resistere divinæ gratiæ et vocationi, sed solum vult vivere suaviter (ut sic dicam) secundum suum statum, per quod non excludit quin, si a Deo fortius tangatur, mutaturus sit propositum. Præterea non vult nunquam operari quod melius est, vel nunquam servare regulam, sed vult non semper esse addictus regulæ, vel perfectioribus consiliis; quæ duo valde diversa sunt, sicut contraria vel contradictoria, et multo magis inordinatum est velle semper transgredi regulam, quam velle non semper et in omnibus servare regulam. Et si moraliter loquamur, inveniri non potest religiosus ita rectus in substantialibus seu necessariis ut illæsa illa

servare statuat, qui in reliquis sit ita remissus, ut intendat nullam omnino regulam servare, aut semper in omnibus transgredi; quod vix contingere potest sine contemptu, ut infra declarabo. Potest autem facile inveniri religiosus ita remissus, ut, contentus necessariis, nolit de aliis esse sollicitus, et ideo statuat non semper regulam servare, sed quando disciplina ipsa et ordo religiosus necessitate quadam morali compulerit, vel quando sine gravamine et difficultate fieri possit. Denique cum hoc proposito etiam stat, quod talis religiosus velit in aliquibus actibus vel secundum regulam, vel ultra illam multa opera supererogationis et meliora facere. Et ad minimum cum illa vitæ relaxatione stat, ut velit intensius et frequentius amare Deum quam teneatur : quodetiam pertinet ad opera consiliorum, et vix omitti potest ab eo qui efficaciter statuit Dei amorem super omnia, ut notavit Angestus, in suis Moralibus, c. 8, § *Diversorum finium,* concl. 1. Igitur in illa intentione per se et ex vi objecti nullum peccatum committi videtur.

16. *Quartum pronuntiatum bimembre.—Ostenditur prius membrum.* — Dico quarto : ubi regula obligat ad venialem culpam, et non ad mortalem, grave peccatum veniale est proponere frangere illam, si occasio tulerit; tamen, secluso periculo gravioris lapsus et contemptu, non est peccatum mortale. Prior pars evidens est ex suppositione talis regulæ, quia in particulari transgredi illam est peccatum veniale; ergo et id proponere; ergo gravius est confuse et indefinite id intendere, quia in illo objecto major malitia includitur quam in qualibet particulari transgressione. Imo (ut supra dicebam), dubitari potest an illa malitia sit una vel multiplex, quia videntur ibi esse tot malitiæ quot sunt regulæ diversarum virtutum; quia omnium transgressio implicite ibi continetur et admittitur : quod satis esse videtur ad omnium malitias contrahendas, quod fortasse ita est. Facile tamen defendi potest esse unam tantum contra generalem rationem obediendi legi. Sicut enim observationes omnium regularum conveniunt in hac generali ratione, ita transgressio regulæ, ut sic, præcise opponitur illi generali rationi, et quando intentio voluntatis in eam præcise tendit, ab illa sumit unam specificam malitiam, ut latius in 1. 2 explicatur.

17. *Ostenditur posterius.* — Et nihilominus (ut secundam partem probemus) in proposito illa malitia non erit mortalis, quia omnes transgressiones, quæ sub illa generica convenientia apprehenduntur, veniales tantum sunt, et secundum proprias rationes non concurrunt proprie ad unam materiam gravis peccati componendam, sicut concurrunt plura furta levia, sed solum concurrunt secundum rationem communem, in qua conveniunt, quæ censetur gravius objectum, quia in potentia et confuse includit specificas malitias; hæc autem gravitas nunquam potest esse tanta ut constituat peccatum mortale. Confirmatur, nam hac ratione in homine seculari non est peccatum mortale, cum proposito servandi omnia rigorosa præcepta, habere animum non cavendi venialia, vel facile committendi illa, prout sese obtulerit occasio, secluso tamen periculo gravioris lapsus, et contemptu, in quo omnes fere conveniunt, ut ex 1. 2, quæst. 88, constat; ergo idem est cum proportione de religioso in dicto casu, quia omnes obligationes ejus ex regula non excedunt peccatum veniale, vel, si quæ sunt majores, supponimus illum habere propositum servandi eas; est ergo eadem proportio.

18. *Exponitur limitatio, nisi detur periculum incidendi in mortale.* — Prior vero limitatio hujus posterioris partis de exclusione periculi gravioris lapsus, fundatur in illo principio, quod in moralibus exponere se periculo peccandi est peccatum ; nam qui amat periculum peribit in illo ; peccatum autem veniale est dispositio ad mortale, ut ait D. Thom., citato loco, et magis explicat 1. 2, quæst. 88, art. 3, dicens veniale ex sola levitate materiæ, vel ex defectu sufficientis deliberationis, directe disponere ad mortale circa eamdem materiam ; peccatum autem veniale ex genere indirecte saltem et removendo prohibens disponit ad mortale peccatum. Si ergo supponatur regula obligans sub veniali, intentio frangendi illam est virtualis intentio se disponendi ad graviorem lapsum, non tantum remote, sed etiam proxime ; quia, licet unum vel aliud veniale sit tantum dispositio remota, tamen frequentia illorum, et præsertim cum deliberatione negligendi illa, facile esse potest proxima dispositio ad mortale. Sed circa hanc partem advertere oportet, raro aut nunquam peccari mortaliter ob hujusmodi periculum, nisi in particulari materia et specie peccati mortalis illud periculum versetur, et aliqua certa ratione et experimento constet ex remisso modo vivendi in observatione talis regulæ, vel in vitandis talibus culpis levioribus sequi illud periculum ; quia alias non est

occasio proxima, sed remota, quæ non sufficit ad specialem culpam mortalem ex illo titulo ; et ideo existimo raro contingere, ut illa remissio animi in servandis regulis levioribus, etiam directe voluntaria, sit ex hoc solo titulo peccatum mortale ; quia illa negligentia, per se loquendo, tantum est dispositio remota, nisi accedant aliquæ particulares circumstantiæ quæ in aliqua materia consumment occasionem proximam.

19. *Exponitur altera limitatio nisi interveniat contemptus. — Sententia D. Thomæ attributa, quando interveniat contemptus in proposito frangendi regulam. — Expenditur hæc sententia.* — Altera limitatio, quæ erat de contemptu, petit alteram partem superius propositam in num. 10, ex qua pendet maxime intelligentia opinionis D. Thomæ ; quia ipse plane intelligit non peccari mortaliter in illa remissione animi circa intentionem servandi regulam, nisi perveniatur ad contemptum. Primum ergo difficile est explicare quis sit iste contemptus ; et deinde an semper sit peccatum mortale, et ob quam causam. Dicunt ergo aliqui, ipsam intentionem vel propositum non servandi regulam, eo ipso esse contemptum, quamvis nullam aliam circumstantiam habeat. Quod significare videtur D. Thomas, dict. q. 186, art. 9, ad 9, cum ait : *Tunc committit aliquis, vel transgreditur ex contemptu, quando voluntas ejus renuit subjici ordinationi legis vel regulæ ;* ergo contemnere est renuere subjici regulæ : renuere autem subjici nihil aliud esse videtur quam nolle servare regulam. Sed hoc si intelligatur de contemptu, qui sit mortale peccatum, non potest esse verum, nisi in illo objecto includatur aliqua subjectio, ad quam homo teneatur sub mortali. Quod manifeste convincitur rationibus supra factis, quia propositum non subjiciendi se regulæ in his quæ graviter non obligant, neque ex objecto, neque ex voto aliquo, aut ex speciali prohibitione habet malitiam mortalem. Dico autem : Nisi in objecto includatur subjectio gravis, seu in re gravi ; quia, ut supra, num. 13, dicebam, si qui proponeret non subdi regulæ, etiam resistendo superiori volenti ipsum cogere, vel juste punire, in malo statu esset, ac mortaliter peccaret. Et fortasse hoc totum includit D. Thomas, et ita erit facilis et clara ejus sententia. Nec immerito potest dici talis actus verus contemptus tam regulæ quam Prælati ; nam, ut Bernardus ait, de Præcepto et dispensatione, cap. 12 : *Contemptus tumor superbiæ est ;* superbia autem maxime repugnat huic subjectioni, juxta doctrinam ejusdem D. Thomæ 2. 2, q. 162, art. 5 et 6. At vero si religiosus semper retineat intentionem servandi omnia necessaria ex voto vel præcepto, et subjiciendi se Prælato et religiosæ disciplinæ, non potest dici contemnere saltem graviter, etiamsi habeat intentionem non servandi regulam in reliquis. Atque ita sentit etiam Cajetanus, dict. q. 186, art. 2.

20. *Distinctio Cajetani circa proxime dicta. —Quando verum sit primum distinctionis membrum.* — Addit vero ibidem Cajetanus illud propositum ex objecto quasi materiali esse contemptum levem, qui non excedit venialem culpam ; quia est contemptus spiritualis perfectionis, non vero est contemptus Dei ; ex objecto autem formali fieri peccatum mortale : *Ut si quis* (inquit) *refugit subjici divinis consiliis ut consiliis, et profectui charitatis, ut perfectiori viæ.* Ratio ejus est, quia contemptus Dei est peccatum mortale, ex Div. Thoma, quæst. 15, de Veritate, articulo quinto ; sed tunc intervenit contemptus Dei, quia nolle subjici divinæ regulæ, est contemnere Deum ; ergo. Sed utraque pars indiget majori explicatione. Prior enim erit quidem vera, si regula obliget sub veniali culpa, alioqui si ad nullam culpam obliget, vel si sint tantum consilia, de quibus magis ibi Cajetanus loquitur, non video quomodo ex objecto materiali ille actus sit peccatum veniale, cum in objecto nulla malitia sit ; erit ergo indifferens actus ex sua specie. Cujus etiam signum est, quia potest honestari ex fine. Unde etiam ex vi materialis objecti non necessario includitur contemptus in illo actu ; quia semper contemptus boni actus et perfecti inordinationem dicit. Tunc ergo dici poterit aliqualis contemptus, quando quis ex sola incuria et remissione animi sine ullo justo titulo negligit illa opera per directam intentionem ; et ita sine dubio locutus est Cajetanus ; et tunc verum est talem actum non excusari a culpa veniali.

21 *Arguitur contra secundum membrum ejusdem distinctionis.*—In altera vero parte vix potest intelligi quid sit velle transgredi consilia, ut consilia Dei sunt ; aut nolle profectum charitatis, ut perfectior via est. Nam si sit sensus reduplicativus, seu causalis, scilicet nolle sequi consilia, quia consilia Dei sunt, et nolle profectum charitatis, quia perfectior via est, hic posterior actus videtur impossibilis, quia perinde est ac nolle bonum quia bonum, vel

quia melius est; quod tam repugnat, quam velle malum quia malum est. Prior autem actus licet non sit impossibilis, est tamen adeo rarus et extraordinarius, ut vix credibile sit propter illum solum toties repeti a Doctoribus esse peccatum mortale transgredi regulam vel legem ex contemptu. Imo ille actus non videtur posse oriri nisi aut ex errore aliquo in fide, contemnendo consilia Dei tanquam minus bona seu vera; vel ex odio Dei, nolendo sequi consilium ejus in despectum illius; qui modus operandi magis videtur esse damnati hominis quam viatoris. Quod si hic non est sensus, vix intelligitur quid sit renuere subdi consiliis, ut consilia Dei sunt, nam, seclusa dicta causalitate in consilio ut consilio, solum manet id in quo distinguitur a præcepto, scilicet quod non imponit necessitatem. Hoc autem sensu nolle subdi consiliis, ut consilia Dei sunt, non auget, sed extenuat inordinationem, nam inde habet actus ille, ut non sit intrinsece et per se malus; quia non est de objecto prohibito, sed solum consilio repugnante. Sicut qui vult committere peccatum aliquod quia veniale est, sumpta causali in dicto sensu, non aggravat culpam; imo directe præservat, ne peccatum illud mortale sit.

22. *Decisio auctoris quoad contemptum consiliorum Dei, ut Dei sunt, vix contingentem.— De alio duplici modo contemptus magis contingentis. — Expeditur prior modus, ejusque causæ.* — Ad hanc difficultatem fateor transgredi consilia ex contemptu non posse esse peccatum mortale, nisi vel supposito errore in intellectu prave sentiente de consiliis divinis, vel tam pravo affectu in voluntate, ut velit Deum ipsum spernere, aut res divinas seu gratiam ipsam pro nihilo habere. Unde si tantum in hoc sensu dicitur religiosus peccare mortaliter transgrediendo regulam ex contemptu, verum et facile erit: parum autem ad praxim deservit, quia vel nullus est religiosus ita prave affectus circa Deum et res divinas, vel si quis est, ille non solum intendet regulam transgredi quoad consilia seu simplices ordinationes, sed etiam quoad rigorosa præcepta et vota. Alio autem modo potest intelligi contemptus in religioso, vel respectu Prælati seu religionis, vel respectu ipsius regulæ. De priori videtur maxime loqui Bernardus, dict. lib. de Præcepto et dispensatione. Nam, c. 12, distinguit mandatum a mandante, et gravitatem præcipuam constituit in contemptu mandantis. Eritque hic actus, si quis nolit obedire Prælato, ut ostendat se illum pro nihilo ducere, quæ intentio sine dubio est peccatum mortale ex genere suo. Et simile esset si quis, ex odio aut ira contra suam religionem vel personas ejus, intenderet quasi conculcare vel profanare regulam; nam tunc transgressio minimæ regulæ, hac intentione facta, esset peccatum mortale. Et hic modus operandi rarus etiam est, non tamen tam insolitus sicut præcedens.

23. *Expeditur posterior, et ejus causæ aperiuntur.* — Respectu vero regulæ posset esse proprius contemptus, si quis formaliter eam despiceret tanquam minus utilem ad suam perfectionem, et ob eam rem illam transgrederetur. In quo modo operandi non videtur necessario misceri error contra fidem, sicut de contemptu consiliorum dicebamus; quia, licet regula sit approbata, solum inde habetur, et non continere aliquid contra bonos mores, et ex se continere viam aliquam ad perfectionem utilem; non tamen inde sequitur vel cuicumque personæ in individuo fore utilem, quia potest aliquis habere naturam illi repugnantem; nec sequitur esse utiliorem aliis regulis vel mediis ad perfectionem; ergo si religiosus concipiat contemptum suæ regulæ, vel solum comparatione suæ personæ, vel solum per comparationem ad alia media, quæ ipse sibi excogitat, et credit sibi fore utiliora, non se opponit approbationi Pontificis, nec directe errat in doctrina fidei ex vi illius contemptus. Neque etiam ex affectu odii aut vindictæ, aut alio simili videtur esse in illo actu, per se loquendo, malitia gravis; et ideo in transgressione regulæ ex hujusmodi contemptu non apparet malitia mortalis ex illa circumstantia, si aliunde non sit. Esse tamen potest magnum periculum illusionis et deceptionis, prout Sancti passim advertunt. Unde Rich. de S. Victore, cap. 9, super Cantica: *Vigiliæ* (inquit) *et orationes sunt tibi inutiles, si singularitatem quamdam in his teneas, per quam communia, et ad quæ magis teneris omittas.* Et Cassianus, lib. 11 de Institut., c. 18: *Quidquid* (ait) *in conversatione fratrum minime communis usus recipit, vel exercet, omni studio, ut jactantiæ deditum declinemus,* etc.; et D. Augustinus, serm. 15 de Verbis Apostoli: *Melius* (inquit) *claudus in via quam cursor præter viam.* Quæ sententia licet de apostatis ab Augustino dicta sit, optime in præsenti accommodatur; nam modus quidam apostasiæ est communem relinquere regulam propter propriam adinventionem. Aliquando etiam oriri posset ex nimia præsumptione et super-

bia, quæ tunc attinget rationem peccati mortalis, quando juxta prudentis arbitrium exponit religiosum periculo retrocedendi, vel deficiendi in necessariis ad statum suum, et nihilominus in suo judicio et affectu perseverat. Denique intentio generalis non se subjiciendi regulæ, etiamsi tantum sit ex amore proprio et accidia, quidem contemptus regulæ est virtualis, potius quam formalis. Si tamen quis non solum intendat non esse sollicitus in observatione regulæ, sed etiam nunquam illam servare, quamvis facile possit, dispositio hæc vel est peccatum mortale, vel certe magna dispositio ad illud, et vix sine formali contemptu haberi potest.

24. *Satisfit argumentis ab initio capitis propositis.* Superest ut rationibus utriusque partis in principio capitis factis satisfaciamus, ne resolutioni a nobis datæ obstare videantur. Sententiam ergo illam D. Thomæ, et communem num. 1 propositam, intelligendam censeo, vel quando intentio non vivendi secundum regulam talis est, ut vel simpliciter totam regulam, nihil distinguendo inter gravia et levia, substantialia et accidentalia, despiciat; vel quando talis est ut omnino quis statuat nec servare regulam, nec subjacere religiosæ disciplinæ; vel certe quando quis ita despicit regulam, ut non solum non intendat totam servare, sed etiam quasi positive intendat totam illam non servare, ne illi subjectus appareat; extra hos vero casus non est peccatum mortale, nisi per accidens ratione periculi.

25. *Ad primum argumentum in num.* 2. — *Ad secundum argumentum in num.* 3.—Neque plus probant confirmationes ibi adductæ. Nam prima, in num. 2 sumpta ex modo profitendi, promittendo conversionem morum, aut observantiam regulæ, solum probat esse necessariam intentionem subjiciendi se regulæ in eo gradu, in quo ipsa proponitur; nam, ut supra diximus, per professionem vel vota ejus, non aliam obligationem aliquis sibi imponit, præter eam quam auctor regulæ imposuit, sed solum profitetur se subjicere illi. Secundæ autem confirmationi, ex modo loquendi Sanctorum, in num. 3, respondetur, verba illa Hieronymi accommodate intelligenda esse; nam cum ait: *Te perfectum fore pollicitus es,* non intelligit aliquem promittere se consecuturum perfectionem, sed in statu perfectionis permansurum, ad quem statum spectat nihil præter Christum habere, id est, nec proprium aliquid, nec seculi aut matrimonii curas, neque aliam voluntatem, nisi ejus qui Christum repræsentat. Quæ in tantum cadunt directe sub promissione, in quantum pertinent ad tria substantialia vota religionis; et hoc modo intentio servandi regulam, quatenus hæc continet vel determinat secundum peculiarem modum suum, est de necessitate præcepti; reliqua vero sunt ad melius esse, vel in eo gradu necessaria, in quo per regulam proponuntur. Atque hæc intentio sufficit ut quis habeat propositum proficiendi substantialiter, ut sic dicam, et consequenter ad non deficiendum simpliciter gratiæ Dei. Et ita cum proportione accommodari poterit vulgaris illa sententia: In via Dei non progredi deficere est, quia non progredi in substantialibus et necessariis erit substantialiter deficere; non progredi autem in consiliis erit deficere in perfectione tantum, et sæpe erit defectus venialis, non autem substantialis defectus.

26. *Ad proloquium Sanctorum in eodem n.* 3. — Illa vero sententia: *In via Dei non proficere est deficere,* vel, *Non progredi est regredi,* quæ frequentior est apud Bernardum quam apud alios Patres, intelligi potest vel formaliter et rigorose, vel causaliter seu consecutive ac morali modo. Prior sensus non est verus, quia etiamsi quis in gratia non crescat, si non peccet, non ideo regreditur in via Dei. Unde formalius dixit Augustinus, serm. 15 de Verbis Apostoli: *Semper adde, semper ambula, semper profice, noli in via remanere, noli retro redire, noli deviare. Remanet qui non proficit; retro redit qui ad ea revertitur, unde jam abscesserat; deviat, qui apostatat.* Secundus ergo sensus est intentus a Bernardo; nam, quia in hac vita non potest homo carere omni operatione, ideo necesse est per eam aut deficere aut proficere. Sicque dixit idem Bernardus, epist. 91, et epist. 341: *In hac vita mortali nihil in eodem statu permanet; aut ascendas necesse est, aut descendas.* Unde illa sententia non est religiosorum propria, sed omnibus justis communis est. Dum autem sic dicitur deficere qui non proficit, non intelligitur de defectu mortalis culpæ, imo nec de diminutione ipsius charitatis in seipsa, quæ diminui nullo modo potest; sed intelligitur de defectu alicujus venialis culpæ, vel de defectu in acquirendo aliquo morali vitio, aut de augmento alicujus inordinatæ affectionis, quæ cursum vel facilitatem virtutis impediat. Atque ita intellecta illa sententia nihil ad præsentem causam facit. Addo etiam, præsertim intendere dictos Patres docere, periculosum esse in hac vita existimare aliquem, se satis

profecisse, et ideo desistere a cura et sollicitudine proficiendi. Sic dixit Bernardus dicta epist. 253 : *Nunquam justus arbitratur se comprehendisse, nunquam dicit : Satis est ; sed semper esurit sititque justitiam.* Et ita interius subdit : *Si studere perfectioni esse perfectum est, profecto nolle proficere, deficere est,* utique a perfectione, non statim a gratia ; nisi tanta sit superbia, vel animi relaxatio, ut hominem in eo periculo constituat. Quo sensu dixit etiam Augustinus, dict. serm. 15 : *Semper tibi displiceat, quod es, si vis pervenire ad id quod nondum es ; nam ubi tibi placuisti, ibi remansisti ; si autem dixeris : Sufficit, et peristi.*

27. *Ad tertium argumentum in num.* 4. — Ad ultimam confirmationem jam responsum est, regulam religionis, de qua agimus, vel non obligare ad aliquam culpam, vel solum ad venialem ; neque ex confusa illa et generali ratione non servandi hujusmodi regulam, insurgere materiam gravis culpæ, secluso contemptu et periculo, ut satis explicatum est.

28. *Ad primam probationem partis negantis, in n.* 5 *et* 6. — *Ad primam confirmationem in num.* 7. —Ad rationes pro altera parte factas respondetur imprimis optime probare illud propositum non esse peccatum mortale, nisi vel gravem contemptum includat, vel hominem morali periculo mortaliter peccandi exponat. Utrumque autem quando contingat, jam explicatum est ; nec de toto primo discursu in n. 5 et 6, aliquid amplius dicere necesse est. In prima vero confirmatione in n. 7, addo, recte etiam probari, propter solam rationem mendacii vel simulationem hoc non esse peccatum mortale, nisi propositum extendatur ad transgressionem voti ; quam transgressionem mendacium vocat Hieronymus in loco citato, et de illo dicit occidere animam. Illo autem secluso, nullam rationem mortalis peccati in hoc invenio ; imo nec veram rationem mendacii, aut formalis simulationis, nisi quis directe intendat decipere alios. Unde etiam in ipsamet professione, si quis intendat vere profiteri, non habeat tamen intentionem servandi regulam, apud homines non mentitur, quidquid sit apud Deum, quia vere intendit quod per verba profert. Quod si audientes plus concipiunt, non est ex vi actionis vel prolationis exterioris ; sed quia bene præsumunt de assumente talem statum, dum contrarium non apparet ; alter autem eos non decipit, licet decipi sinat, quod non semper mendacium est. Unde, etiamsi religiosus male vivat, non mentitur deferens habitum, etsi ratione illius ab aliis credatur honeste vivere, quia non tenetur se prodere, etiamsi alii fallantur. Maxime quia in factis et vestibus principalis finis non est significatio, ut in verbis, sed usus ; et ideo frequenter sine mendacio assumuntur propter usum, etiamsi alii in significatione fallantur. Cum ergo D. Thomas ait committere quempiam mendacium vel simulationem, cum ab intentione perfectionis deficit, præcipue intelligendum puto respectu Dei, quia non intendit servare quod ei promisit, sicut de Hieronymo dicebam. Si autem exponatur etiam respectu hominum, intelligendus erit, si quis directe intendat simulationem et hypocrisim, alioqui erit tantum materialis simulatio.

29. *Ad secundam confirmationem in n.* 8. — In secunda confirmatione adnoto, verissimum esse Episcopos non esse in peccato mortali, eo quod non intendant consequi perfectionem charitatis per opera consiliorum et supererogationis, seculo contemptu, et morali periculo non servandi quæ illis præcepta sunt, prout hæc sunt a nobis explicata ; nam omnia, quæ diximus, majori ratione habent locum in Episcopis ; quia ipsi nullum votum faciunt tendendi ad perfectionem, vel servandi consilia, præter castitatem : quod non habent ut Episcopi, sed ut clerici in sacris. Secluso autem voto, illa ratio mendacii, quæ in eis consideratur, vel nullius, vel parvi momenti est, ut declaravi. Quia vero ratione status obligantur specialiter ad quædam opera perfectissima, ut ad ponendam animam pro ovibus, et ad subveniendum illis in necessitatibus spiritualibus et corporalibus, ideo tenentur esse in præparatione animi ad hæc opera saltem pro temporibus et opportunitatibus in quibus sub obligationem cadunt; tunc ergo essent in statu peccati mortalis, quando haberent intentionem huic præparationi animi contrariam, quæ jam non esset intentio non servandi consilia, verum etiam nec præcepta. Sic ergo tenentur Episcopi ex vi status habere intentionem perfecte vivendi, id est, perfectissima opera charitatis et justitiæ exequendi, quando fuerint necessaria ; et quia per consiliorum observationem ad hoc bene disponentur, recte faciunt illa observando ; non possumus tamen illis attribuere præceptum habendi hoc propositum, cum fundamento, nisi ad tollendum contemptum vel periculum morale, ut explicatum est.

30. *Ad ultimam confirmationem in n.* 9. — In ultima confirmatione , jam constat per se non esse peccatum mortale deliberatum propositum non servandi unam vel aliam regu-

lam, neque illud sufficere ad contemptum, nisi includat obstinatum animum non parendi regulari disciplinæ in transgressione talis regulæ, vel nisi includat aliud genus periculi et contemptus a nobis expositi. Est autem hoc discrimen inter generale propositum circa totam regulam, vel particulare circa unam aut aliam, quod facilius potest illa generalis dejectio animi vergere in contemptum, vel constituere hominem in gravi periculo, ut per se clarum videtur. Et hanc etiam solam differentiam invenio inter illam intentionem generalem, et executionem in frequenti transgressione regulæ; nam hæc moraliter contingit ex sola fragilitate, et ex particularibus affectibus, vel negligentiis, quæ in diversis occasionibus occurrunt; et ideo in illa non est tanta occasio perveniendi ad contemptum, sicut est in formali deliberatione aut proposito.

## CAPUT V.

### UTRUM TENEATUR RELIGIOSUS NON DIMITTERE SUUM HABITUM.

1. *Prima suppositio, morem certi habitus esse religiosis ab antiquo usitatum.* — Occurrebat primo dicendum hoc loco de monachorum habitu singulari, an convenienter introductus sit, et ex quo tempore, et qua ratione ac fructu. Nam hæretici hujus temporis sicut religiosorum statum odio habent, ita in eorum habitum et cæremonias vehementer invehuntur. Verumtamen hoc labore liberavit nos eruditissimus Bellarminus, qui lib. 2 de Monachis, c. 40, rem hanc diligenter expedivit; et ex his, quæ adducit, constat morem hunc ab initio nascentis Ecclesiæ incepisse. Imo, si antiquiora etiam tempora inspiciamus inveniemus Eliam, Joannem Baptistam, ac alios, qui austerius vitæ genus professi sunt, in exteriori habitu id demonstrasse. Unde Chrysostomus, homil. 69 in Matth., dicit monachos habitu imitari Eliam et Joannem. Et Dionysius, c. 6 Ecclesiast. hierarch., commemorat antiquum morem mutandi habitum in professione monachatus: *Sacerdos* (inquit) *signo crucis eum consignatum tondet, omnique veste detracta, eum alia induit.* Cassianus, lib. 1 de Instit. renunciant., per multa capita habitum monachorum describit, et per singulas ejus partes mysticas illius rationes reddit. Tractat etiam Basilius in regulis fusius disputatis, c. 22, attingens potius rationes morales, vel, ut ita dicam, usuales illi statui accommodatas.

2. *Secunda suppositio de causis prædicti moris.* — Duplex enim est præcipua causa, ob quam peculiaris habitus religiosis tributus est. Una comprehendit varias rationes morales, scilicet, usus paupertatis, ut tantum consulatur decentiæ, et conservationi naturæ, non abundantiæ et superfluitati, juxta illud Pauli: *Habentes alimenta, et quibus tegamur,* ut optime ad hoc propositum expendit Basilius, reg. 22, ex fusius disputatis. Alia est corporis mortificatio et pœnitentia, quæ non parum exercetur in vestitus asperitate. Altera est professio humilitatis et abjectionis, quæ in exteriori habitu multum cernitur. Et hæ rationes, ac similes, communes sunt omnibus religiosis, unicuique juxta finem et institutum suum. Alia vero causa, quam mysticam vocamus, est significatio aliqua quæ aliquando est in colore, ut vestis alba significare solet candorem mentis. Vel e converso fuscam vestem ait Augustinus, epist. 199, significare continentiam; et de cuculla ait Cassianus significare simplicitatem et innocentiam; et sic de aliis. Moralis autem ratio, quæ ex ratione etiam signi sumitur, est, ut monachus ab hominibus aliorum statuum, scilicet a laicis et clericis secularibus, distinguatur; et quia monachorum religiones variæ sunt, exterior etiam habitus diversus distinctionem inter eas notam facit. Quæ ratio maxime locum habet in religionibus monachorum. Nam religio clericorum habere potest habitum aliis clericis communem, ut inferius suo loco de Societate dicemus.

3. *Proponitur quæstio, et ratio dubitandi utrinque.* — *Quæstio vel proponi potest de dimissione habitus vel de spoliatione.* — Hoc ergo supposito, quæstio est an religiosus, qui ex regula peculiarem habitum defert, teneatur sub culpa gravi non deserere vel mutare talem habitum. Et ratio dubitandi est, quia regula religionis, ut supponimus, non obligat ad culpam, vel gravem culpam; sed religiosus solum tenetur deferre habitum suum ex vi regulæ; ergo ad illum retinendum solum tenetur regulari obligatione, non autem rigorosa, et sub mortali. Minor probatur, quia religiosus non se obligat ex voto ad deferendum habitum, vel tonsuram, de qua eadem est quæstio, magis quam ad observandas alias cæremonias ordinis; ergo solum superest illi obligatio ex regula; et ita sentit Panormitanus, in c. *Deus qui,* de Vita et honest. Cleric., n. 2, circa pri-

mam glossam, ubi non videtur facere differentiam inter hanc observantiam, et alias, quæ sunt ex regula. In contrarium autem est, quia, juxta traditionem omnium religionum et communem existimationem, gravis culpa in religioso censetur suum habitum deserere. Est igitur advertendum in proprietate sermonis aliud esse spoliare se seu nudare habitu, aliud deserere aut mutare habitum. Nam primum fieri potest ad breve tempus, et sine assumptione alterius habitus, ad dormiendum, verbi gratia, ad balneum sumendum, vel natandum, vel ob alias similes causas. Secundum vero proprie significat relinquere religiosum habitum ad induendum alium. Quod fieri potest, vel ad vivendum diu aut perpetuo in alio habitu assumpto, et illud est proprie renuntiare habitum; vel solum ad breve tempus, et illa dicitur mutatio habitus, quamvis hæc vox generalior sit. Potest etiam mutatio esse vel in habitum secularem, vel in alium habitum religiosum.

4. *Prima assertio de demissione habitus peccaminosa graviter. — Probatur. — Confirmatio prima. — Confirmatio secunda.* — Dico ergo primo teneri religiosum sub mortali peccato retinere, id est, non mutare proprium religionis habitum. Hanc assertionem ut certam supponunt omnes Doctores, quos nunc omitto, quia infra, lib. 3, a principio, tractando de apostasia a religione, referendi sunt; nam unus modus et frequentior apostatandi est per desertionem habitus. Et sufficienter probatur ex cap. 2, Ne cleric. vel monach., in 6, ubi fertur excommunicatio ipso jure in quemlibet religiosum professum temere dimittentem religionis suæ habitum; excommunicatio autem major supponit peccatum mortale. Confirmatur, nam clericus secularis tenetur sub mortali non deserere vel mutare clericalem habitum, ut constat ex toto titulo de Vita et honestate clericorum; ergo idem dicendum est de religiosis, nam quoad hoc æquiparantur in jure. Unde confirmatur per argumentum ab speciali, ex cap. *Deus qui,* de Vita et honest. cleric., ubi Innocentius III concedit quibusdam monachis et religiosis diversorum ordinum, ut in unum honestum habitum se conforment, ut possint melius uniri, vel scandalum auferre ad Evangelium prædicandum; ergo supponitur in illo textu non posse religiosos, per se loquendo, licite mutare habitum. Optime hoc confirmat c. *Clerici,* 2, de Vit. et honest. cleric., ibi : *Pontifices autem in publico et in Ecclesia superindumentis lineis omnes utantur, nisi monachi fuerint, quos oportet ferre habitum monachalem,* ubi clare supponitur hæc obligatio ; imo etiam ex illo textu recte probatur teneri religiosum ad deferendum habitum suum patentem, cum non permittat etiam per Episcopalia indumenta occultari. Quæ etiam est ibi communis opinio, quam expresse quoque docuit Navarrus, in consiliis de Regularibus infra citandis.

5. *Ex jure naturali, supposito voto, nasci hanc obligationem videtur. — Non esse hanc causam sufficientem sumptam per se solam.* — Sed difficultas est, unde nascatur hæc gravis obligatio non deserendi habitum, seu quo jure hoc præceptum introductum sit; et imprimis dici potest esse de jure naturali, supposito tali voto, et statu, et institutione ac fine talis habitus. Nam, ut num. 2 diximus, hic habitus non solum datur ad humanum usum, sed tanquam insigne propriæ professionis. Eo autem ipso quo quis assumit aliquod munus vel statum cum perpetua obligatione sustinendi illud, consequenter obligatur ad non deponendum proprium signum publice institutum et datum ad talem professionem significandam, nam illa est virtualis quædam defectio ab illa obligatione. Quæ ratio manifeste convincit, quando habitus deponitur animo retrocedendi ab statu ; nam tunc plane committitur apostasiæ vitium, quod, supposito voto, contra legem divinam et naturalem est, ut significatur in Concilio Carthaginensi IV, cap. ult., habetur in c. 1, 27, q. 1, et idem habetur in cap. *De viduis,* et cap. *Viduas,* cum aliis, ead. caus., et 9, cap. 2, 20, q. 3, ex Concil. Tolet. VI, c. 6; tunc autem præcise agimus de sola depositione habitus. Posset autem intelligi aliquem velle retinere statum, et servare substantialia ejus, nolle autem uti tali habitu, quod posset facilius in monialibus contingere. Ergo non satis est obligatio ad statum, nisi addatur specialis obligatio ad deferendum in habitu proprium signum talis status. Ad hoc vero dici posset, quamvis hæc duo speculative (ut sic dicam) sint separabilia, practice in tali materia non posse separari, quia vel religiosus dimittit habitum relinquendo etiam monasterium, seque ab obedientia suorum Prælatorum subtrahendo, vel sub illa manens. Priori modo retrocedit ab statu in quo perseverare tenetur, et est apostata, ut infra citato lib. 3 videbimus; posteriori autem modo impossibile moraliter est ut habitum mutare permittatur. Quæ ratio probat quidem optime, quando mutatio habitus

diuturna est, et quando per modum status assumitur; tamen etiam de illa non probat in universum, sed ut in plurimum. Nam in religione militari, verbi gratia, potest aliquis nunquam deferre habitum, dissimulantibus et conniventibus Prælatis, vel forte ignorantibus; et in monasterio monialium nimium relaxato posset aliqua deponere velum, et seculari modo ornari, in cæteris servando integritatem sui status. In quibus casibus si id contingat, non desinit religiosus peccare mortaliter propter negligentiam vel ignorantiam Prælatorum non adhibentium coactionem; et præterea hoc peccatum non solum committitur in stabili mutatione habitus, sed etiam in ea quæ fit ad breve tempus, ut ex dict. cap. 2, Ne clerici vel monach., in 6, sentit Navarrus, cons. unico de Apostatis, n. 6; et tamen ratio facta in eo casu non procedit.

6. *Completa causa prædictæ gravis obligationis traditur.*—Necessarium ergo est ut, præter rationem naturalem et necessariam connexionem moralem cum statu et obedientia Prælatorum, sit aliqua positiva lex, quæ directe obliget ad retinendum habitum religionis, quam semel quis professus est. Alioqui non erit per se gravis malitia in contraria dimissione, sed solum ex adjunctis, vel per accidens, ratione scandali. Dico ergo habere religiosos positivum præceptum, quo ita obligantur. Propter difficultatem autem in num. 3 positam, addendum est hoc præceptum non tam fundari in speciali regula, quam supponi (cum proportione) ad omnem regulam. Est enim hoc tanquam generale quoddam jus status religiosi, ut unusquisque in sua vocatione, et consequenter in proprio habitu suæ vocationis permaneat. Quod jus, quatenus extenditur ultra id quod mere naturale est, potest dici non scriptum, id est, communi consensu et traditione omnium religionum receptum. Potest etiam dici jus commune canonicum, quia in decretis supra citatis, auctoritate Pontificum et Conciliorum generalium confirmatum est.

7. *Responsio Cajetani quoad primam dubii partem.* — Sed quærendum restat an dimissio vel mutatio habitus semper sit peccatum mortale. Quod dubitari potest primo ex modo peccandi, secundo ex parte materiæ. Quoad primum, Cajetanus, in Summ., verb. *Clericorum peccata*, significat religiosum non peccare mortaliter, nisi temere dimittat suum habitum; nam inde probat quasi a fortiori clericum non peccare mortaliter dimittendo suum, nisi temere id faciat; quid autem sit temere dimittere, explicavit idem Cajetanus, 2. 2, q. 53, art. 3, dicens, temeritatem esse inordinationem ex contemptu; et infra dicit esse speciem præcipitationis contemptum addentem. Et in illo rigore dicit esse interpretandos canones imponentes pœnas temere delinquentibus, alludens inter alia ad c. 2, Ne cleric. vel monach., in 6, ubi excommunicatur monachus temere dimittens habitum. Ergo jungendo omnia, sentit non esse peccatum mortale dimittere habitum, nisi fiat ex contemptu.

8. *Rejicitur Cajetanus. — Vera resolutio.*— Quod si hæc doctrina vera est, non magis obligatur sub mortali religiosus ad non dimittendum habitum, quam ad non transgrediendam quamcumque regulam; quæcumque enim transgressio est mortalis, si fiat ex contemptu, et non alias. Hoc autem repugnat his, quæ hactenus diximus, et communi modo sentiendi et loquendi Doctorum; censent enim multo majorem esse obligationem ad non dimittendum habitum, quam ad alias particulares observantias regulæ. Quocirca, licet temeraria dimissio in illo rigore explicata a Cajetano necessaria forte sit ad incurrendam censuram latam in dict. c. 2, de qua re in proprio loco diximus, tom. 5, in 3 p., disp. 23, sect. 4, tamen ad peccandum mortaliter non est necessarius contemptus, sed ex parte modi peccandi sufficit quælibet libertas, quæ ad alia peccata mortalia satis est, sive sit mista cum ignorantia culpabili, sive cum passione et pravo affectu vagandi per aliquod tempus, fornicandi, percutiendi aliquem, etc., qui esse potest sine proprio contemptu. Ratio est, quia hæc materia est gravis ex suo genere, et est stricte prohibita per sacros canones, non solum in dict. cap. 2, sed etiam in antiquioribus, et communis traditio et consensus declarat illam rigorosam et potissimam legem prohibentem; ergo, ut transgressio ejus sit peccatum mortale, non est necessarius formalis contemptus, sed sufficit virtualis inclusus in libera voluntate faciendi actum legi contrarium. Et hæc est communis sententia Doctorum etiam explicantium illam particulam *temere*, in dict. cap. 2; dicunt enim temere dimitti, quoties sine causa rationabili dimittitur, ut notavit Sylvester, verb. *Excommunicatio*, 9, numero quingentesimo primo.

9. *Expeditur posterior pars dubii.*— Quoad secundam partem, certum videtur posse hoc peccatum esse aliquando veniale ex parte materiæ, quod aperte sentit Sylvester, verb. *Ex-*

*communicatio*, 9, n. 53, cum aliis quos refert. Potest autem hæc levitas materiæ in præsenti considerari et ex parte temporis; quia, licet dimittatur habitus, statim reassumendus est, et ea intentione exuitur. Et in hoc casu præcipue videntur loqui Paludanus, Sylvester et cæteri, quia in moralibus parum pro nihilo reputatur, nec dicitur quis simpliciter assumere secularem habitum eo quod ad breve tempus illum induat, argumento legis *Divortium*, ff. de Divortiis. Alii tamen hunc casum non admittunt, quia si revera fiat mutatio dolosa ad utendum serio habitu seculari, et ut talis persona secularis reputetur, videtur esse materia gravis, etiamsi pro brevissimo tempore fiat. Quod videtur sentire Navar., dict. cons. de Apostasia, num. 6, et summa Rosell., verb. *Excommunicatio*, et videtur valde probabile, quia illa materia habet intrinsecam deformitatem repugnantem illi statui. Unde addendum secundo est, ut talis mutatio fiat levis, necessarium esse ut etiam ex intentione minuatur, verbi gratia, si quis ad breve tempus mutet habitum, non ut serio illo utatur, vel ut secularis incedat, sed ludi causa ad repræsentandum, vel quid simile; tunc enim sine dubio erit res levis; quod etiam frequens usus virorum timoratorum declarat.

10. *Objectio contra proxime dicta de intentione enucleatur* — Dices : intentio est valde extrinseca respectu talis materiæ ; ergo si materia ipsa est contraria præcepto, et alioquin est sufficiens ad peccatum mortale, non fiet veniale, eo quod ex intentione jocosa aut levi fiat. Respondetur hoc verum esse de intentione mere extrinseca, quæ non mutat moralem rationem actionis; nos autem loquimur de intentione efficiendi hujusmodi mutationem. Voco autem in præsenti variationem moralem actionis, quod mutatio habitus fiat ad mutandam revera speciem exteriorem et existimationem status, vel quod fiat solum ad repræsentandam aliquam personam, quia secundum æstimationem moralem hæ sunt actiones diversarum rationum ; imo posterior non censetur vera mutatio. Prior vero est propriissima, et ideo quamvis fiat ex intentione quæ secundum se tantum sit peccatum veniale, ut ad intuendum publicum ludum, vel quid simile, ipsa ratione suæ materiæ vel prohibitionis erit peccatum mortale.

11. *Quomodo mutando partem solum habitus, fiat aut non fiat levis mutatio.* — Alio modo videtur hæc materia posse esse levis, quia non totus habitus, sed pars ejus dimittitur In quo præcipue est observandum, ne religiosus habitus ita ex parte minuatur, ut ex reliquo cognosci non possit an talis persona religiosa sit, necne; jam enim illa materia erit semper sufficiens ad peccatum mortale ; quia in ea consummatur transgressio legis, et quoad materiam, et quoad finem ejus. Quin potius, licet quis exuendo exteriorem partem habitus, retineat internam, et superinduat secularem habitum ne religiosus appareat, ratione materiæ non excusabit gravem culpam ; quia illa pars cum illis circumstantiis est satis gravis materia, et quia religiosus tenetur exteriorem habitum suum retinere, ut colligitur ex cap. *Deus qui*, de Vit. et honest. cler., et sentiunt ibi glossa, Joan. Andr., Anton., et Panormit., Navarr., consil. 76, de Regularibus, in nova impressione. Si vero pars habitus, quæ retinetur, exterius apparet, et est proprium signum talis status, non peccabit quis saltem graviter contra prohibitionem dimittendi habitum ; quia revera non dimittit neque occultat proprium statum. Unde, si assumat partem alterius habitus, quæ proprium non occultat, peccare quidem poterit contra decentiam religiosam, vel contra canones prohibentes clericis vel monachis laicum vel indecentem vestitum, non tamen contra obligationem non dimittendi habitum. Dixi autem, si sit sufficiens signum proprii status, quia non satis est quod sit signum religiosi status in communi, quia religiosus tenetur deferre peculiarem habitum suæ religionis, ut Navarrus supra notat, et sufficienter probatur rationibus adductis.

12. *Quomodo item nihil proprii habitus mutando, sed alium superinduendo.* — Quæri autem hic potest an occultatio habitus nihil de proprio exuendo, sed alium superinduendo, sit mutatio sufficiens ad peccatum mortale. Sed hoc dubium tractavi latius in 5 tomo tertiæ partis, in loco citato, in num. 8, et mihi semper videtur ex vi materiæ non esse illam mutationem de qua loquuntur jura, quia revera non est dimissio habitus ; neque etiam intrinsece esse mendacium, vel quia occultare veritatem non semper est mendacium, vel quia vestis assumpta non est principaliter ad significandum, sed ad alium usum, propter quem accipi potest sine mendacio, etiamsi alii decipi permittantur. Præterea, licet illa sit ficta simulatio, quando sine rationabili causa fit, nihilominus non videtur ex objecto mendacium ita perniciosum, ut sit peccatum mortale; judicandum ergo erit ex fine, nam si id fiat ex intentione mortali, erit mortale,

et multo magis si fiat animo apostatandi, vel fugiendi a religione; quia illa intentio et est mortalis, et multum proportionata illi actioni. Idemque timendum est si fiat animo libere vagandi per multum tempus, quia illa est virtualis depositio religiosi habitus.

13. *Quomodo tandem dicta dimissio possit omni peccato carere. — Primo, ex justa causa, seu necessitate.* — Ultimo est circa hanc obligationem advertendum, non esse ita præcise necessariam, ut oppositum nunquam liceat, saltem ad tempus et ex justa causa. Quia propter gravem necessitatem vel tuendi vitam, vel vitandi gravem infamiam aut scandalum, licite potest mutari habitus religionis ad tempus, ut notavit glossa, in cap. 2, Ne cleric. vel monach., in 6, et in c. *Cleric.*, 2, de Vita et honest. cleric., et sumitur ex textu ibi : *Nisi justa causa timoris exegerit habitum transformari.* Idemque in simili de prohibitione portandi arma notavit glossa, in cap. *Cleric.*, 1, eod. tit. Et idem docent Sylvester, verb. *Habitus*, et alii Summistæ, tum ibi, tum verb. *Excommunicatio;* Antonin., tertia parte, tit. 24, c. 53. Et ratio est, qui tunc illa non est temeraria dimissio, imo nec voluntaria censetur, argument. c. 1, De his quæ vi, etc.; et quia leges humanæ non obligant cum tanto rigore, quando alias materia est de se indifferens, et transgressio non cedit in contemptum religionis, vel damnum commune; in eo autem casu nihil horum intervenit, quia illud tunc non est mendacium, ut probat ratio supra facta num. præcedenti, nec fit in contemptum religionis, nec sequitur aliud damnum, sed potius fit ad vitandum illud, ut supponimus.

14. *Instantia contra proxime dicta diluitur.* —Dices, hoc ad summum habere locum quando necessitas præoccupat hominem, non vero quando homo se ingerit actioni vel itineri habenti necessitatem illam, vel periculum annexum. Respondeo, in priori casu de necessitate præoccupante, semper hoc procedere, etiamsi contingat occasionem illam ex antecedente peccato oriri, quia illud est per accidens, et hic et nunc judicandum est de humana necessitate prout jam in re existit. In posteriori autem casu de se ingerente, pensanda est necessitas vel utilitas aggrediendi opus vel iter quod sine mutatione habitus religiosi commode fieri non potest; nam si illa fuerit sufficiens, non est relinquendum opus propter illam circumstantiam, ut recte sensit Navarr., consil. 70, de Regularibus, in secunda impressione, addens judicium de legitima causa in hoc negotio relinqui arbitrio boni viri, cum non sit jure determinatum, argument. cap. *De causis*, § 1, de Officio deleg., et l. 1, ff. de Jure deliberandi. At vero, quando ratio aggrediendi opus est iniqua, vel non necessaria, tunc, licet fieri non possit sine periculo vitæ vel infamiæ absque mutatione habitus, nulla est excusatio, sed dupliciter in eo facto peccatur, primo in intentione juxta malitiam ejus, deinde in medio assumpto ad excusandum periculum non imminens, nec necessarium, sed voluntarie assumptum.

15. *Secundo, potest carere omni peccato ex dispensatione.* — Alia quoque ratione potest fieri licita hæc mutatio habitus per justam dispensationem. Cum enim hæc observantia non sit de substantia status religiosi, certum est admittere dispensationem ex justa causa, quæ etiam relinquitur arbitrio prudentis dispensatoris. Non requiritur vero tanta, ut per se sufficiat excusare, quia illa non esset dispensatio, sed interpretatio. Neque etiam est necessaria ingens et extraordinaria causa, qualis ad dispensationem in ipso statu religioso, vel in substantialibus ejus necessaria est, quia minor effectus minorem causam requirit. Et eadem proportione, quo mutatio futura fuerit major vel diuturnior, eo majorem causam postulat; ut si detur dispensatio ad totam vitam, sed solum ad tempus studii, vel ad agendum negotium, aut iter. Et similiter plus requiritur ut mutetur habitus monachalis in laicalem quam in clericalem, et plus ut in clericalem quam in alium monachalem, quia magis receditur a lege, seu regula.

16. *Hanc dispensationem potest Papa concedere. — De prælato religionis idem probari videtur a Navarro. — Confirmatur. — Ejus ratio, qua etiam satisfit probationi contrariæ. — Satisfit confirmationi, præcedenti numero allatæ, ex multiplici discrimine inter dispensationem clausuræ et habitus.* — Quæri autem potest quis habeat potestatem concedendi hanc dispensationem. Et quidem constat Summum Pontificem maxime posse illam concedere, c. *Deus qui*, de Vita et honest. cleric., et quia in omnibus habet supremam potestatem. De Prælato autem religionis dubitari potest. Nam videtur etiam illum posse hanc licentiam ex justa causa dare, quia per hoc non dispensat in voto, sed in regula, quæ illam conditionem includit, nisi justa causa obstet. Et confirmatur, quia Prælatus potest dispensare cum religioso in clausura (loquimur enim de viris,

et ex vi juris communis); ergo et in delatione habitus, quia ejusdem sunt obligationis, ut patebit cap. seq. Atque ita sentire videtur, et hæc duo æquiparare Navar., dict. cons. 70, n. 8 et 9. Nihilominus censeo solum Papam posse hanc dispensationem concedere, proprie loquendo. Quod ita declaro, nam aliud est dare licentiam ad opus quod sine mutatione habitus commode exerceri non potest, aliud vero dispensare per se et directe in gestatione habitus. Primum facere potest Prælatus, et facit quotidie; et ita loquitur Navarr., ut constat ex casu quem tractat. Illa vero non est dispensatio in hac obligatione, sed facultas ad agendum opus religiosum, quæ non est necessaria ad opus propter dispensationem, sed propter subordinationem et obedientiam religiosam; posita autem illa facultate ad opus, altera obligatio per se cessat ratione occurrentis causæ, juxta supra dicta in num. 13 et 14. Propria autem dispensatio esset, quando opus, ad quod datur facultas, sine periculo vitæ, vel infamiæ, vel alio scandalo, potest exerceri in proprio habitu religioso, et daretur specialis licentia ad non deferendum habitum illo tempore; et hoc modo nego posse Prælatum dare hanc dispensationem. Hancque differentiam constituo inter Pontificem et Prælatum. Ratio me movens est, quia hæc dispensatio non tam est in regula quam in jure communi, ut ex dictis num. 6 constat, et potestas ad illam concedendam nullibi invenitur data Prælatis; neque etiam continetur in generali facultate quam habent dispensandi in jure communi, quia illa solum extenditur ad res quæ ordinarie et frequenter occurrunt, et ad dispensationes moraliter necessarias ad ordinarium vivendi modum; hæc autem dispensatio non est hujusmodi, sed est valde extraordinaria, et multum exorbitans, ideoque supremam Pontificis potestatem mihi postulare videtur, quamvis hoc in terminis disputatum non invenerim. Atque hanc etiam differentiam considero inter existentiam extra claustrum, et mutationem habitus, quod illa est frequenter necessaria, et habet ordinarias causas, hæc vero minime; et ideo prior censetur concessa Prælato in generali potestate, non autem posterior. Item est alia ratio optima, quia facultas existendi extra claustrum quasi per se et directe pertinet ad jurisdictionem Prælati, ut possit uti suo subdito, ubi ille indiguerit, vel ei præcipere ministerium extra claustra, quando opportunum judicaverit; mutatio vero habitus per se non spectat ad executionem obedientiæ religiosæ. Non ergo est similis ratio, neque illa duo æquiparantur, nisi quando ex facultate ad aliquod opus necessaria est utraque circumstantia. In quo etiam est differentia, quia circumstantia loci moraliter est per se intenta, et intrinsece postulatur in ipsa facultate; alia vero est omnino per accidens, sequiturque ex causis extrinsecis, et ideo non est ita directe intenta.

17. *Instantia contra datam resolutionem.— Diluitur.* — Dices: interdum religiosus, habens facultatem a Prælato ad aliquod iter vel ministerium agendum, dubitat an expediat vel liceat mutare habitum, et sua auctoritate non audet, et de licentia Prælati securus facit; ergo signum est posse Prælatum directe et per se hanc licentiam dare. Respondeo, illam magis esse authenticam interpretationem quam dispensationem; nam in rigore illud dubium posset determinari per prudens arbitrium, considerata causa; si vero potest fieri recursus ad superiorem, merito fit, quia ad illum ex officio spectat declarare an lex obliget in casu dubio, et sua auctoritate adjungit practicam certitudinem. Quod si quis illam vocet dispensationem, non contendo de voce, quia solum loquimur, quando constat obligationem non dimittendi habitum non cessare ob extrinsecas causas, et per se tollitur a superiore; et hoc dicimus pertinere ad solum Pontificem. Unde infero, regulariter ac moraliter loquendo, per solam licentiam Prælati non posse dimitti habitum pro tota vita, nec pro tempore diuturno, et quasi stabili modo, sed solum occasione alicujus actionis, et pro tempore quo durat; quod secus est de dispensatione Pontificis, ut per se constat. Et ideo dico, *regulariter loquendo*; quia si religiosus mittatur a Prælato ad prædicandum Evangelium, ubi non potest sine periculo facere nisi mutando habitum, etiam poterit longo tempore, et per totam vitam ea licentia uti, quia est consequens ad prædictum ministerium, quod toto illo tempore sancte exercetur.

18. *Assertio secunda: Religiosum exuere se absque animo deserendi habitum, non esse peccatum, seclusa regula vel extrinsecis circumstantiis.— Ostenditur assertio.— Sentire videtur Sylvester semper peccare religiosum exuendo se absque rationabili causa.— Accedit aliqua ex parte Navarrus.— Sustinetur tamen assertio posita.*— Hactenus a num. 4 diximus de dimissione et mutatione habitus; nunc de spolatione breviter dicendum est, nihil de illa esse statutum jure communi, quia cap. 2,

Ne cleric. vel monach., in 6, non loquitur de spoliatione, ut in 5 tom., tertia parte, num. 8 allato, dixi. Et omnia alia jura magis loquuntur de mutatione habitus, cum qua status relinquitur, quam de spoliatione, ut supra notavi. Unde ex vi juris communis hoc prohibitum non est; neque etiam ex natura rei, aut ratione voti, seu status religiosi. Consulenda ergo est religiosa regula, tanta enim erit hæc obligatio, quanta in illa fuerit imposita. Unde nisi ex aliis circumstantiis hæc transgressio fiat culpabilis, vel mortale peccatum, non erit talis, nisi juxta regulæ obligationem. Ait tamen Sylvester, verb. *Excommunicatio*, 9, num. 52, nunquam dimitti (etiam hoc modo) a religioso professo sine rationabili causa absque peccato : *Quia adeo* (inquit) *est annexus ossibus monachorum, quod in quocumque loco consistentes, sive in lecto quiescentes, constanter eo uti debent ;* citat cap. *Vidua*, 20, quæst. 1, ubi Concilium Toletanum X, loquens de virginibus sacris quæ religionem profitentur, ait : *Tunc accepta a Sacerdote, vel ministro, apta religionis professioni veste, seu in lectulo quiescens, sive in quocumque loco consistens, constanter ea utatur.* Et Concilium Carthaginense IV, cap. 11, dicit : *Sanctimonialis virgo cum ad consecrationem suo Episcopo offertur, in talibus vestibus applicetur, qualibus semper usura est, professioni et sanctimoniæ aptis ;* habetur in cap. *Sanctimonialis*, 23 dist. Imo indicat præterea Sylvester hoc peccatum esse mortale, si ex rationabili causa non fiat, ut si ex lascivia (inquit) et illicita sensualitate dormiendi quietius in hospitio extra monasterium. Et Navarrus, in consil. de Apostatis, significat religiosum, qui spoliatur habitu ad liberius fornicandum, peccare mortaliter, non solum contra temperantiam, sed etiam exuendo habitum, quamvis apostata non sit. Nihilominus ex vi juris communis certum existimo non esse in hoc obligationem sub peccato mortali, quia neque in citatis decretis sunt verba quæ indicent rigorosum præceptum. Nam in in cap. *Vidua* solum dicitur, *constanter ea utatur ;* in alio vero, *qualibus semper usura est*, quæ non sunt verba rigorose præceptiva, ut per se constat; nec communi usu et consuetudine ita sunt interpretata. Nec dicti auctores oppositum sentiunt; nam Sylvester expresse dicit, licet monachi debeant semper suo habitu uti, tamen hoc debitum esse honestatis, non necessitatis. Et in hanc sententiam refert Archidiaconum, et Joan. Andream; solum ergo volunt ex circumstantia extrinseca posse illud peccatum esse mortale. Unde in prædicto casu intemperantis religiosi non erit, per se loquendo, duplex malitia mortalis in illo actu, una fornicationis, alia spoliationis habitus, nisi fortasse ex speciali regula talis prohibitio cum eo rigore facta sit; semper enim jura specialia excipimus, quæ consulenda et observanda sunt. Alia de decentia, quam religiosi in vestibus servare debent, legi possunt apud Navarr., Comment. 4, de Regul., numero vigesimo septimo, ubi late expendit Clem. 1, de Constit., de qua aliqua dicemus in cap. undecimo.

## CAPUT VI.

### UTRUM RELIGIOSI AD CLAUSURAM SERVANDAM NON EGREDIENDO CLAUSTRUM PROPRIO ET RIGOROSO PRÆCEPTO TENEANTUR.

Circa clausuram major est et specialis monialium obligatio, et ideo quæ in genere dicemus, de viris præcipue intelligenda sunt; postea in cap. 8 et 9, quod feminis fuerit particulare addemus. Potest autem religiosa clausura in duas partes distribui : una est observatio claustri, non egrediendo extra illud; alia est ejusdem claustri observatio, non admittendo personas extraneas seculares vel laicas intra illud.

1. *Argumentum pro sententia neg.—Prima pars argumenti urgetur.* — Circa priorem partem clausuræ in hoc capite propositæ, quæstio est an habeant religiosi speciale præceptum non egrediendi extra claustrum sine legitima facultate, et consequenter an talis egressus ex suo genere sit peccatum mortale. Ratio dubitandi est, quia hæc obligatio non oritur ex voto, nec ex præcepto ecclesiastico; ergo ad summum oritur ex regula ; ergo non est major quam sit communis obligatio regulæ ; non est ergo, per se loquendo, et ex genere suo, peccatum mortale. Prima pars antecedentis probatur, quia religiosi directe non vovent clausuram, quia ordinarie solum vovent tria substantialia vota ; neque etiam indirecte in his continetur clausura, nisi in quantum in virtute obedientiæ præcipi potest; ergo, donec ita præcipiatur per regulam vel Prælatum, non est talis obligatio ex vi voti. Neque obstat quod aliqui dicuntur profiteri expresse hoc modo : Promitto Deo, et Sanctis ejus, et vobis, Domino Abbati, me perpetuam continentiam servaturum in hac domo, vel monasterio, ut ex Speculatore refert Navar.

statim citandus, tum quia illud speciale est, et mihi non constat in qua religione servetur; tum etiam quia intentio illorum verborum non est promittere nunquam exire a monasterio materiali, sed formali, ut sic dicam, id est, servare continentiam cum perseverantia in tali statu.

2. *Urgetur posterior pars argumenti.* — Secunda pars probatur, quia nullum est in jure canonicum decretum quod hujusmodi præceptum satis probet. Nam si qua sunt, maxime illa quæ Gratianus congerit, 16, q. 1. Illa vero non de permanentia in clausura, ut sic, sed in ordine ad abstinendum a functionibus ecclesiasticis loquuntur, quando verbis utuntur præceptivis, ut patebit unum vel aliud attingendo. Primum est c. *Placuit*, secundum, 16, q. 1, ubi Eugenius Papa ait: *Placuit communi nostro Concilio, ut nullus monachorum pro lucro terreno de monasterio exire nefandissimo ausu præsumat.* Et infra: *Sit claustro suo contentus; quia sicut piscis sine aqua caret vita, ita sine monasterio monachus.* Unde Bernardus, serm. 1 de S. Andrea, monasteria comparat stagnis a quibus pisces non habent divagandi facultatem. In quibus verbis priora, quæ majorem rigorem continent, non sunt absoluta, sed cum illis limitationibus, *pro lucro terreno*, et *nefandissimo ausu*, ex quibus constat non simpliciter prohiberi exitum, sed ad pravum finem, vel ad actiones vel ministeria monachis prohibita, quæ ibi statim recensentur juxta illius temporis consuetudinem. Posteriora autem verba non continent præceptum, sed monitionem et recordationem proprii status, ut patet etiam ex subjunctis verbis: *Sedeat itaque solitarius, et taceat, quia mundo mortuus est, Deo autem vivit.* Quomodo etiam dicit Concilium Nicænum, in c. *Placuit*, 1, ejusdem quæst.: *Placuit omnibus residentibus in sancta Nicæna Synodo, ut monachorum conversatio et vita secundum etymologiam nominis ab omnibus discrepet (monachus enim græce, latine singularis dicitur), unde monachum per omnia singulariter agere oportet.* Per quæ verba sui status illum admonet; et postea subjungunt præceptum in his decretis (quod præ oculis habendum est) intentum; agunt enim de monachis antiquis, qui ex vi status non erant sacerdotes, neque ad ministeria ecclesiastica ordinabantur, sed ad vitam separatam et contemplativam agendam; directe ergo prohibentur exire ad illa ministeria circa populum peragenda, non vero novum præceptum circa eorum statum eis imponitur. Imo, in dict. c. *Placuit*, 1, in fine, aperte supponitur monachos posse exire seu peregrinari, nam dicitur ut non sepeliant nisi monachum in monasterio secum commorantem, etsi fortuito quemquam advenientium fratrum ibi mori contigerit. Per illam vero comparationem piscis declaratur utilitas vel necessitas claustri ex vi status, non ex speciali præcepto canonico. Aliud decretum est in cap. *Monachi*, 2, eadem quæst., sed constat manifeste ibi non exitum, sed ecclesiasticum ministerium egredienti prohiberi, et præterea addi, *sine imperio Abbatis*. Idem potest responderi ad c. *Juxta*, et c. *Qui vere*, ibid.

3. *Probantur consequentiæ argumenti n. 1 illatæ.*—Consequentiæ autem in num. 1 illatæ probantur a sufficienti partium enumeratione, quia non est aliud principium unde possit oriri hæc obligatio, nisi regula, quæ quoad hanc observantiam non fertur majori rigore, nec verbis magis indicantibus præceptum, quam in aliis, ut videre licet in Regula Augustini, cap. 10, alias 29; quoad hanc partem solum dicitur: *Qui habet aliquo eundi necessitatem, cum quibus Præpositus jusserit, ire debebit.* Dixerat enim in capite præcedenti, et in c. 16, alias 8, ut nunquam soli incedant, sed duo vel tres simul; hic autem subjungit, socium debere a prælato designari; unde a fortiori supponere videtur, potius quam disponere, ut petatur licentia a Præposito, si quo eundum est: hæ autem regulæ non plus obligant quam reliquæ. Basilius autem in sua regula nullum peculiare præceptum de hac re posuit; solum, in reg. 35, ex fusioribus, indicat utilitatem magnam manendi intra claustra. Et in c. 8 Constit. monast., monet graviter religiosos ut in assignato sibi ad habitandum loco fortiter et quiete permaneant, et non facile huc illucque discurrant. Subdit vero statim: *Neque vero tamen propterea perpetuo est tanquam in custodia permanendum, sed quandocumque et res poscit, et conscientia non reprehendit, libere est fidenterque prodeundum, ita tamen ut in prodeundo modus teneatur, et prava omnis suspicio evitetur.* In regula autem Carmelitarum (quæ creditur esse Basilii), capite sexto, dicitur: *Maneant singuli in cellulis suis, vel juxta eas die ac nocte in lege Domini meditantes*, etc. Ex quibus a fortiori sequitur obligatio manendi in claustro. Sed illa regula non plus obligat quam aliæ, et certum est minus obligare quam præceptum non exeundi extra claustrum; gravius enim peccaret religiosus Carmelita extra

claustrum sine licentia exiens, quam extra cellam. In regula etiam D. Benedicti nihil expressum de hac re invenitur, nam, licet cap. vigesimo nono supponatur esse grave delictum egredi monasterium, tamen sermo ibi est de egressu per apostasiam, vel fugam, quod longe diversum est. In cap. autem 51, prohibet comedere extra monasterium sine imperio Abbatis, de exitu autem nihil dicit. Neque etiam S. Franciscus in sua regula ; solum enim de volentibus ire ad infideles, disponit in c. ult., ut non eant sine licentia Ministri Provincialis. Denique in Regula S. Pachomii, c. 36, 47 et 72, prohibetur exitus sine licentia, sicut prohibetur etiam locutio, aut deambulatio in monasterio, vel aliquid simile. Non apparet ergo unde in hac re sit rigorosa præcepti obligatio.

4. *Primum præmissum in hac quæstione certum. — Secundum præmissum. — Tertium præmissum.* — Ut separemus certa ab incertis, supponendum est exitum a monasterio animi apostatandi, vel fugiendi ab obedientia Prælatorum, esse intrinsece malum, supposita professione, et ex genere suo peccatum mortale, quia directe repugnat obligationi quæ ex professione nascitur. De qua re infra, in lib. 3, a c. 1, ubi de mutatione religiosi status, dicturi sumus ; hic enim non agimus de permanentia in statu, et recessu illi contrario, sed de permanentia in loco materiali monasterii, ut sic dicam, et hanc vocamus clausuram, cui opponitur egressio tantum localis extra septa totius monasterii. Secundo, certum est hanc clausuram non esse ita præceptam monachis seu religiosis, ut nulla ratione eis liceat extra claustrum exire ; nam de licentia legitimi Prælati exire licet, ut supponunt omnes regulæ religiosorum, et jus commune non repugnat, communisque consuetudo confirmat. Certum est etiam Prælatos communi et ordinaria potestate posse dare hanc licentiam, nisi ubi aliquod jus proprium alicujus religionis obstiterit. Tertio, suppono esse in religiosis aliquam obligationem non exeundi e claustro sine licentia Prælati, hoc enim etiam constat ex regulis et ex usu. Intelligendum est autem de religiosis infra Prælatum, nam ipse Prælatus sibi poterit facere facultatem, ut per se constat, quamvis in modo possit excedere, ut infra attingam. Loquimur etiam de religiosis qui profitentur vitam communem seu cœnobiticam, prout nunc sunt in Ecclesia ; nam si status religiosus consideretur ut fuit in Apostolis, vel prout esse potest in vita solitaria vel privata, non postulat necessario hanc observantiam. Duo ergo alia videntur posse dubitari. Unum est, qualis sit obligatio religiosi non exeundi extra claustrum sine licentia ; aliud est, an hæc licentia dari possit a Prælato per modum ordinariæ facultatis, vel solum per modum dispensationis.

5. *Datur obligatio ad clausuram.* — Circa primum, videtur sane dicendum hanc obligationem ex genere suo non esse tantum ex simplici ordinatione regulæ obligantis ad pœnam, et non ad culpam, sed esse in conscientia, et in rigore proprii præcepti obligantis juxta materiæ capacitatem ; ita sentit Navarrus supra, qui non parum laborat in inveniendo hoc præcepto, et tandem illud præcipue reducit ad consuetudinem et usum omnium religionum. Quamvis enim hæc observantia a principio inceperit ex directione regulæ, postea vero usu videtur recepta tanquam res gravis, et intrinsece necessaria ad custodiam et convenientem disciplinam illius status. Nonnihil etiam potuerunt conferre Conciliorum et Pontificum decreta ad introductionem hujus præcepti, maxime illud Concilii Chalcedon., c. 4, quod refertur in d. c. *Qui vere*, ibi : *In locis, in quibus se semel Deo dedicaverunt, permaneantes ;* et subditur infra : *Prætereuntem vero hæc decrevimus extra communionem esse, ne nomen Domini blasphemetur.* Et aliud Alexandri II, in d. c. 2: *Juxta Chalcedonensis tenorem optimi Concilii monachis quamvis religiosis ad normam S. Benedicti intra claustrum morari præcipimus, vicos, castella, civitates peragrare prohibemus.* Quamvis enim verum sit hæc et similia fuisse præcepta ad illum finem, ut non usurparent ecclesiastica ministeria, tamen ea occasione videtur eis præcepta aliqua permanentia in claustro, vel saltem ipso usu in eo sensu est illa lex recepta. Et eodem modo, licet illa loquatur de solis monachis, et secundum antiquam institutionem, quæ ad actiones erga proximos non ordinabatur, nihilominus quoad hanc partem videtur ab omnibus religionibus recepta, nam in omnibus delictum in conscientia existimatur, clausuram frangere prædicto modo. Unde Innocentius III, in c. *Quando*, de Offic. ordin., de omnibus loquens, inquit : *Ad audientiam nostram noveris pervenisse, quod monachi, canonici, et alii regulares tuæ provinciæ, cum deberent potius in claustro juxta regularia instituta divinis obsequiis vigilare, claustrum abhor-*

*rentes per curias principum discurrere*, etc. Et similia habentur in Clem. 1, § *Quia vero*, de Statu monach., in quibus juribus directe quidem non præcipitur clausura, sed prohibetur divagatio et discursus ad curias principum, maxime sine licentia Prælatorum, et usurpando bona religionis; supponunt tamen regularem obligationem ad clausuram servandam. Hujus autem rei fundamentum magis explicabitur declarando gradum culpæ quæ in transgressione hujus obligationis committi potest.

6. *Hæc obligatio per se est gravis. — Casus nonnulli certi gravitatis hujus materiæ.*—Dico ergo secundo : hæc obligatio ex genere suo talis est, ut contra illam possit mortaliter peccari, ex eo solum quod materia in illo genere gravis sit. Hæc assertio sequitur ex præcedenti, nam hæc lex vel traditio obligat in conscientia, et per specialem voluntatem legislatoris non limitatur solum ut obliget sub veniali; ubi enim est hæc limitatio? nunquam enim præsumitur, nisi explicetur. Cum autem in præsenti hæc obligatio, ut est in conscientia, maxime nitatur aut legibus canonicis, aut consuetudine, deberet per illas explicari, quod non fit neque in decretis citatis, nec per consuetudinem; ergo relinquitur hæc obligatio in ordinario et quasi naturali modo obligationis legis humanæ; conditio autem hujus legis est, ut obliget quantum potest juxta capacitatem materiæ, et consequenter ut in materia gravi obliget sub mortali; ergo talis est præsens obligatio. Materia autem gravis respectu hujus obligationis potest variis exemplis explicari. Primum, si quis absque licentia claustrum egrediatur, ut extra illud diu et quasi stabili modo vivat, etsi non habeat animum nunquam revertendi, vel omnino relinquendi religionem; nam talis fuga, ex communi sensu omnium religionum, gravis transgressio est; imo, ego existimo id non fieri sine culpa apostasiæ, quando intenditur mora multum diuturna, de quo infra, in lib. 3, suo loco dicam. Multi autem, inter quos videntur esse Cajetanus et Navarrus, existimant non esse apostasiam, nisi sit cum animo non revertendi, et nihilominus pro certo habent esse grave peccatum mortale, quod tamen est in materia clausuræ. Imo idem censendum est de quacumque propria fuga, quæ occulte fit, aut quasi violenter, invito Prælato, ad vagandum aliquo tempore, etiamsi nec tempus sit multum diuturnum, neque vagatio sit ad peccandum mortaliter; et a posteriori signum hujus gravitatis est scandalum et infamia vel religiosi, vel etiam religionis, quam talis fuga solet generare. Propter quod adeo est in jure odiosa, ut etiam prætextu adeundi majorem Prælatum, in canonibus prohibeatur. Et novissime Concilium Tridentinum, sess. 25, c. 4, de Regularibus, dixit : *Non liceat regularibus a suis conventibus recedere, etiam prætextu ad superiores suos accedendi, nisi ab eis missi aut vocati fuerint ;* et contrarium facientes mandat puniri, ut transgressores sui instituti. Ubi particula *non liceat*, satis significat obligationem in conscientia, et modus transgressionis ac pœnæ sufficienter ostendit gravitatem transgressionis.

7. *Casus alii ex sententia auctoris.*—Præter hæc, quæ clara videntur, censeo etiam esse gravem materiam hujus transgressionis, quemcumque nocturnum exitum furtivum, et sine licentia, etiamsi alias ex fine non sit ad peccandum mortaliter, quia revera est nimis contrarius decentiæ et custodiæ religiosæ, et eosdem effectus scandali et infamiæ, per se loquendo, secum trahit. Et hoc clare supponit Clemens VIII, in decreto de casibus reservatis religiosorum : nam tertius est *nocturna ac furtiva a monasterio egressio, etiam non animo apostatandi facta ;* cum enim non reserventur nisi peccata mortalia, supponit manifeste talem esse illum egressum, non tantum ex fine extrinseco, hic enim accidentarius est, et oportuisset id explicare; est ergo tale ex objecto. Unde etiam censeo, quamvis egressio diurna sit, si tamen fiat animo pernoctandi etiam extra monasterium sine licentia, esse sufficientem materiam peccati mortalis. Quia nocturna egressio non est tantum mortalis propter modum exitus, per quem vis quædam fieri videtur custodiæ monasterii, quæ sine dubio est circumstantia multum aggravans, sed etiam est gravis propter existentiam ipsam furtivam extra monasterium, tanto et tali tempore, in quo, per se loquendo, inest et periculum infamiæ et scandali, tam proprii quam aliorum.

8. *Quæ sit causa prædictæ gravitatis.*—Ex quibus exemplis conjectare possumus, radicale fundamentum hujus gravitatis esse jus superioris ad gubernandum et custodiendum subditum, quod graviter læditur per hujusmodi exitus. Nam imprimis subditus ita esse debet sub potestate superioris, ut ab illo possit vel gubernari et custodiri, vel imperari : a qua subjectione multum subtrahitur per fugam vel discessum a monasterio, invito vel

inscio Prælato; nam, si discessus sit diuturnus quoad moram, privatur quodammodo Prælatus potestate imperandi, in materia gravi, qua ratione fuga servi, qui tenetur esse sub potestate domini, ex suo genere gravis culpa est; religiosus autem, quoad hoc, suo modo æquiparatur servo, ut tomo præcedenti dictum est. Si autem discessio sit ad modicum tempus quoad quantitatem, grave autem quoad qualitatem, ut sic dicam, quia nimirum est tempus requirens majorem custodiam et permansionem sub potestate Prælati, ea ratione etiam tollitur Prælato subjectio seu jus debitum illi in materia gravi; ut si filia furtim discedat a domo paterna, præsertim tempore nocturno, nam, licet alias in individuo fingamus non peccare mortaliter neque ex intentione, neque ex periculo, ex injuria quam facit domui paternæ, et fidelitati illi debitæ, graviter peccabit; non est autem minus religiosa castitas et decentia servanda. Et juxta hanc ponderationem explicata hæc obligatio videri potest non mere positiva, sed naturalis et divina, supposita professione religiosa in tali statu, pertinereque vel ad justitiam legalem respectu totius communitatis, vel reduci etiam ad votum obedientiæ respectu Prælati; nam hoc votum (quod est notandum) non tantum obligat ad actu obediendum, quando actu præcipitur, sed etiam ad persistendum quasi in proxima subjectione ut mandari quis possit, quam ex natura rei secum affert obedientia, etiamsi distincte non præcipiatur. Unde furtiva discessio a claustro sic considerata non tam est peccaminosa graviter ob materialem egressum a terminis localibus claustri, quam ob subtractionem a subjectione et potestate Prælati, quæ cum illa conjuncta est. Sic ergo satis probabiliter explicatur radix hujus obligationis. Quod si aliquibus nihilominus videatur non omnino demonstrari obligationem mere naturalem, negari saltem non poterit, et ostendere sufficientem gravitatem in illa materia ad gravem etiam obligationem legis positivæ, et convenientissime impositam esse religiosis hanc obligationem, sive per legem canonicam scriptam, sive per consuetudinem et quasi traditionem.

9. Dico tertio: nihilominus exire de claustro sine licentia Prælati non est adeo grave peccatum, quin in individuo possit esse veniale ex levitate materiæ. Et quidem assertionem ipsam, quantum ad levitatem culpæ, expresse docet Nav., dict. Comm. 4, num. 35. Sed videtur amplius velle, nimirum hoc peccatum per se tantum esse veniale, licet, per accidens, ex scandalo vel nocumento possit fieri mortale. Ratio ejus est, quia, licet jus commune confirmet, non tam id facit addendo vim præcepti, sed vim generalis statuti, ita quod non fiat de observantia præceptum, sed de observantia regulæ particularis observantia legis generalis. Cujus rationis vim et sensum non satis percipio, quia vel intendit canones ecclesiasticos nullam huic regulæ addidisse obligationem, sed solum fecisse ut quæ erat regula particularis unius vel alterius religionis, esset universalis omnium; et hoc repugnat his quæ hactenus diximus, et verbis canonum, quæ præceptiva sunt, et multo magis consuetudini, quam ipse non negat; præterquam quod si id verum esset, neque ad peccatum veniale per se obligaret talis prohibitio, quia simplex regula generatim sumpta non obligat in conscientia, nisi induat veram rationem legis. Vel intelligit jus commune addidisse vim statuti generalis obligantis in conscientia cum limitatione ad veniale ex intentione canonum seu auctorum eorum, et interrogo unde constet de hac intentione, cum verba præceptiva absoluta sint.

10. *Contrarium placitum auctoris. — Probatur* — Dico ergo peccatum hoc non esse veniale ex limitata voluntate legislatoris, sed posse fieri veniale ex levitate materiæ, qualis erit, ut opinor, si duo religiosi per communem januam sine licentia exeant consueto modo, paulo post reversuri; seclusa enim mortali intentione in tali exitu, et secluso speciali præcepto alicujus religionis, si forte sit, per se et ex vi clausuræ, hoc non est peccatum mortale; quia et prudenti existimatione ut tale apprehenditur communi consuetudine; neque illa est subtractio notabilis a subjectione Prælati, nec potest dici fuga a monasterio, vel aliquid simile. Quamvis ergo ille sit gravis defectus intra latitudinem disciplinæ regularis, et excusari non possit a culpa veniali, quia aliquo modo lædit clausuram et custodiam religiosam, tamen non possumus illud ut peccatum mortale damnare, quia in illo genere non continet gravem deordinationem. Possumus id confirmare exemplo servi supra adducto; nam, licet fugiendo graviter peccet (quod gratia exempli suppono), si tamen ad horam se subtrahat, ut propriæ vacet voluntati, etiam cum aliquo incommodo domini, non peccabit plus quam venialiter ob materiæ levitatem; ita ergo in præsenti. Denique cujuscumque fere legis transgressio potest esse

venialis ex levitate materiæ; ergo etiam hæc, quia nulla est specialis ratio, quæ obstet.

11. *Declaratur et suadetur assertio.*—Tandem dicendum est, non obstante hac obligatione, posse interdum exitum hunc extra claustrum fieri licite sine licentia ex justa causa. Non loquimur de exitu vel apostatico, vel simpliciter fugitivo a tota religione, et omnibus Prælatis ejus; ad hunc enim nulla potest esse justa causa; est enim intrinsece malus, utpote voto contrarius, et ideo honestari non potest, ut infra suo loco videbimus. Loquimur ergo de exitu, qui licitus esset, si de licentia fieret. Hic ergo præsertim ad breve tempus interdum esse potest necessarius ex charitate proximi ad defendendum illum, vel jam morienti per absolutionem subveniendum, vel quid simile; et tunc licet petenda sit licentia, si fieri possit, si tamen instet necessitas, licitum est exire ad opus charitatis necessarium. Verum est in his et similibus casibus intervenire præsumptam, seu tacitam licentiam, quæ in his rebus sufficit, ut in superioribus dictum est. Potest tamen accidere ut petita licentia negetur, et tunc oriri videtur perplexitas quædam; verumtamen usitata regula sequenda est, ut, si res fuerit dubia, religiosus sequatur judicium Prælati, et suam legem observet; si autem de necessitate proximi ac proinde de obligatione charitatis certus sit, et Prælatus procedat vel ex falsa præsumptione, vel ex pravo affectu, et res possit fieri sine scandalo, et infamia religionis, tunc nullum committetur peccatum in tali egressu; imo interdum cadere poterit sub obligatione, quamvis tot requirantur circumstantiæ, ut vix casus sit moralis, nisi in exitu quasi momentaneo, qui moraliter quasi pro nihilo reputatur. Hic autem occurrebat quæstio, an hic exitus ad longum iter agendum possit aliquando esse licitus animo eundi ad superiorem Prælatum prætextu propriæ defensionis; sed de hoc dicam commodius infra, cit. lib. 3, tractando de apostasia religiosorum.

12. *Sententia Navarri.* — *Prima pars vera resolutionis.* — Per hæc satis videtur explicata hæc obligatio, et satisfactum rationibus dubitandi in principio n. 1 positis. Superest tamen declarandum qualis licentia necessaria sit, ut hic exitus licite fiat. Navarrus enim supra sentit licentiam hanc esse necessariam per modum dispensationis, et consequenter non posse dari licite nisi ex justa causa, neque subditum liberari a violatione clausuræ per licentiam sine rationabili causa obtentam, sicut supra dicebamus de usu paupertatis. Sed distinguendum censeo inter rigorosam præcepti obligationem, quæ hic censetur esse ex jure communi, vel naturali, et inter observantiam regulæ. Priori modo assero, per licentiam Prælati sine fraude et vi ab illo obtentam semper excusari a culpa mortali clausuræ violationem, etiamsi licentia imprudenter et sine ulla causa detur; imo (quod gravius est), etiamsi Prælatus per suam regulam sit prohibitus eam dare. Probatur, quia talis exitus non est apostasia, neque fuga, neque etiam furtiva egressio; quia nec fit inscio Prælato, nec extra obedientiam ejus; seclusis autem illis tribus capitibus, et seclusis iis quæ sunt per accidens, scilicet scandalo, contemptu, etc., non apparet in hac re materia gravis culpæ ex vi solius clausuræ. Confirmatur, et declaratur ratio a priori, quia licentia Prælati in præsenti non est dispensatio in jure communi, sed potius est quasi materia et conditio ipsiusmet præcepti, quia hæc lex non prohibet exitum simpliciter, sed exitum sine licentia. Neque talis lex ex sua speciali ratione postulat ut licentia prudenter detur, sed hoc supponit ex officio Prælati; neque imponit subdito onus hoc examinandi, id enim neque ex lege constat, neque ex consuetudine, nec multum rationi consonat. Præsertim quia finis hujus prohibitionis, ut dixi, magis est ut religiosus non discedat a Prælato, quam ut non discedat a loco; quotiescumque autem discedit sub voluntate Prælati, non discedit a Prælato, etiamsi Prælatus talem voluntatem immerito habeat.

13. *Instantia.* — *Responsio.* — Dices hoc discursu probari religiosum nec venialiter peccare utendo tali facultate; quod videtur plane falsum, cum id irrationabile sit. Sequela vero patet, quia nullo modo violat legem clausuræ quantum ad materiam ejus, ut explicata est. Respondeo concedendo sequelam ex vi illius legis clausuræ; ut si quis habeat præceptum non comedendi sine licentia, et petat ac obtineat illam, et comedat sine ulla necessitate propter solam voluptatem, nihil peccabit contra dictum præceptum, quia in nullo violavit materiam ejus, licet peccet contra temperantiam, intempestive vel sine causa comedendo; sicut non violat legem jejunii, qui de cibis non prohibitis nimium comedit tempore permisso, licet alias intemperatus sit. Ita ergo in præsenti casu nihil peccat religiosus contra commune jus clausuræ, licet peccare possit vel petendo licentiam, quæ juste dari non

potest, vel otiose tempus conterendo, vel malum exemplum dando, vel alio simili modo; quæ peccata frequenter erunt venialia, mortale vero vel nunquam, vel rarissime, nisi intentio exeundi sit ad peccandum mortaliter, vel cum aliquo gravi scandalo, quæ omnia accidentalia sunt. Hæc vero intelligenda sunt de ordinario egressu ad breve tempus, vel ad aliquod iter agendum. Nam si loquamur de facultate ad habitandum extra monasterium, hæc dari non potest nisi per modum dispensationis ex causa legitima; quia quoad hoc prohibitio est absoluta, ut consuetudo ipsa declarat, ut infra tractando de mutationibus religiosorum latius dicemus.

14. *Illatum de egressu ipsius superioris.* — Ex quibus infero, Prælatum, qui in tali loco non habet superiorem, exeundo sine justa causa, non violare clausuram, licet alias fortasse peccet. Probatur, quia non exit sine licentia; quam enim potest aliis dare, potest etiam sibi sumere; vel certe lex illa, quæ in suamet materia includit licentiam Prælati, loquitur solum ad subditos, relinquens Prælatum in libertate quam habet ex vi sui muneris; nec imponit illi specialem obligationem, ut illa irrationabiliter non utatur, quia de hoc nihil loquitur, sed relinquit naturali obligationi. In quo ultimo puncto oppositum sentit Navarrus supra, n. 32, non tamen dicit peccare mortaliter, sed forte venialiter, ex illo principio: *Patere legem quam ipse tuleris.* Cum autem nos dixerimus ex vi legis clausuræ etiam subditos non peccare egrediendo sine causa, dummodo non sine licentia, potius sequitur ex illo principio, Prælatum etiam non peccare propter transgressionem illius legis, licet fortasse aliunde id non faciat sine peccato.

15. *Secunda pars resolutionis. — Exempla juris seu regulæ variarum religionum.* — At vero, loquendo ex vi regulæ, non possumus doctrinam generalem tradere nisi sub conditione proportionata unicuique regulæ. Nam si aliqua regula obligat ad specialem clausuram præter communem hactenus explicatam, et directe prohibet vel Prælatis eam licentiam dare, nisi ex justa et necessaria dispensatione, vel subditis absolute interdicit violationem ejus, tunc licentia data sine justa causa non reddet religiosum tutum in conscientia intra gradum obligationis regulæ, id est, si regula obligat sub mortali, non excusabit illud; si ad veniale, similiter; si vero ad solam pœnam, hæc jam non est proprie in conscientia, et ideo apud ipsum Prælatum, qui dedit facultatem, fortasse excusabit, non tamen apud superiorem Prælatum, si tam clara sit iniquitas licentiæ, ut non possit subditum ignorantia vel auctoritas Prælati excusare. Ratio est, quia tunc non sufficit simplex licentia, sed dispensatio necessaria est, ut supponitur, ex vi regulæ; illa vero dispensatio sine causa rationabili non tantum est iniqua, sed etiam nulla, quia est ab inferiori in lege superioris; regula enim est superior Prælato, et ab altiori jurisdictione seu potestate. Exemplum hujus rei est, quod Navarrus supra adducit de clausura Carthusianorum, qui per statuta prohibentur egredi claustrum sine licentia Prioris Generalis, nisi in raris casibus in eorum constitutionibus numeratis. Et simile fere exemplum est in religione Camaldulensi. Et omnes pene religiones monachales majorem clausuram ex vi suæ regulæ profitentur, quam Mendicantes, quia non profitentur mendicitatem, aut ministeria quæ sine egressu a claustro commode fieri non possunt. Et inter ipsas monachales quædam observant strictiorem clausuram; imo intra eamdem religionem quædam monasteria ex peculiari constitutione vel consuetudine strictiorem servant clausuram, ut in religione S. Benedicti, Cassinense monasterium in Italia, et Montis Serrati in Hispania; et inter Canonicos regulares illustre cœnobium S. Crucis in hac urbe Conimbrica, et sic de aliis monasteriis, in quibus gradus et modus obligationis juxta proprias uniuscujusque constitutiones attendenda sunt; multum etiam consuetudo consideranda, nam in his rebus magnam vim habet, ut Navarrus advertit.

## CAPUT VII.

AN RIGOROSO ETIAM PRÆCEPTO TENEANTUR RELIGIOSI AD CLAUSURAM NON ADMITTENDO EXTERNOS.

1. *Jus commune ingressum externorum in monasteria non vetat. — Ex decentia tamen, et ob vitandum scandalum, si speciale jus non datur, quousque sint arcendi?*—Superest dicendum de altera parte hujus clausuræ, quæ est, ut seculares vel externi non permittantur ingredi monasteria religiosorum. De qua re nihil invenio generali lege canonica statutum in corpore juris, neque quoad virorum, neque quoad feminarum ingressum in talia monasteria. Extra jus vero est quidam Motus pro-

prius Pii V, et alius Gregorii XIII, de quibus statim dicemus. Prius ergo supponendum est in hoc servandas esse regulas vel constitutiones singularum religionum, in quibus si nihil sit pertinens ad prohibitionem hujus ingressus virorum vel feminarum, nulla quidem erit circa hoc specialis obligatio positiva, sed sola naturalis, quæ nasci potest vel ex decentia religiosa, vel ex necessaria cura vitandi scandalum, tam illud quod seculares religiosis dare possunt, quam etiam illud quod a religiosis possunt iidem seculares capere, etiam sæpe sine culpa illorum, ut eleganter prosequitur Basilius, in Constit. monast., cap. 7: *Quid necesse est* (dixit Ambrosius, licet aliud agens in Offic., cap. 20) *dare secularibus obtrectandi locum?* Quocirca ex vi sui muneris tenentur Prælati, etiamsi peculiaris regula nihil injungat, convenientem uniuscujusque statui in hac parte cautionem adhibere, ut non facile personæ sæculares intra claustrum, et præcipue ad ejus interiora loca ingredi permittantur; quia quies a strepitu secularium separata religiosis animis maxime necessaria est, teste Bernardo, epist. 78. Quod quidem magis necessarium est his qui vitam pure contemplativam profitentur, quam his qui miscent activam; quibus nihilominus debita etiam moderatio necessaria est, ne et a secularibus contemnantur, et ad secularia nimia eorum familiaritate trahantur. Cum debita tamen moderatione et prudentia id nunquam fuit prohibitum, ut patet ex Basilio supra, ubi in fine capitis ait, etiam ad mensam posse admitti, si pii, prudentes et bene affecti sint. Et reg. 312 et 313, ex brevioribus, et reg. 20 ex fusioribus, id supponit, cum declarat quomodo hospites, vel alii, qui ad nos visitandos veniunt, recipiendi et tractandi sint. Et D. Ambrosius dicto lib. Officior., cap. 20, significat, si seculares indigent nostra ope aut ministerio, potius expedire ut illi ad nos veniant, quam nos ad ipsos. Hoc tamen non eodem modo de feminis ac de viris accipiendum est; nam circa illas multo major cautio est adhibenda, ne regulariter in monasteria religiosorum ingredi permittantur, propter periculum et scandalum. De qua re multa sumi possunt ex Basilio, cap. 4 Constit. monast., et ex Ambrosio supra.

2. *Ubi specialis regula non admittendi externos datur, tria in ea sunt attendenda.— Primum. — Secundum.* — Si autem specialis constitutio religionis præcipit hanc clausuram, prohibendo ingressum secularium, tria in illa consideranda sunt. Primum, de quibus personis loquatur; nam frequentius prohibebit tantum ingressum feminarum; si autem aliqua ex parte ad viros etiam extendatur, servanda est. Intelligetur autem extendi, quoties de secularibus in communi, vel per verba masculini generis loquitur, nam hæc verba comprehendunt utrumque sexum, licet non e converso, maxime ubi dispositio eamdem rationem habet in feminis ac in viris, ne dum quando habet majorem, ut in præsenti. Secundo, est considerandum de quibus locis fiat prohibitio, nam ordinarie non fit de ecclesia, etiam pro feminis. Carthusiani autem dicuntur habere hanc prohibitionem, unde etiam solent januam ecclesiæ habere intra septa seu muros totius monasterii; in aliis vero religionibus solet prohiberi feminis ingressus intra totum claustrum, non vero in ecclesiam; et solet dubitari quid nomine *ecclesiæ* tunc intelligatur. Videtur autem vox illa exponenda juxta cap. *Si civitas*, de Sent. excom., in 6, scilicet, ut comprehendat sacristiam, et capellas illi contiguas, ad quas per ipsasmet ecclesias patet immediatus ingressus, nam omnia illa censentur partes ejusdem ecclesiæ; loca vero magis disjuncta, et claustrum ipsum, etiamsi per ecclesiam ad illud immediate intrari possit, omnino ad ecclesiam non pertinent, nec ejus appellatione venire possunt. In nonnullis vero religionibus, ex vi suarum constitutionum permittitur feminis ingressus, etiam ad claustrum inferius, vel semper, vel quibusdam certis diebus, et occasione aliquarum solemnitatum; et in eis quid nomine *claustri* intelligatur, et ubi terminetur, ita ut ultra progredi non liceat, ex uniuscujusque loci situ, forma, consuetudine, et præcipue ex Prælatorum declaratione, quæ esse debet intentioni constitutionum, et custodiæ religiosæ conformis, sumendum est. Pro viris autem nunquam videtur esse generalis prohibitio ingrediendi intra claustra, quamvis major vel minor ingressus pro varietate religionum permittatur, in quo unaquæque consulat suas leges, nihil enim certius dicere possumus.

3. *Tertium.* — Tertio, expendenda est ratio et modus obligationis, nam hæc etiam, cum non sit de jure communi, non est eadem in omnibus, et ideo verba etiam et consuetudo declarabunt gradum obligationis. Est autem in hoc considerandum obligationem hanc directe cadere posse in ipsos religiosos, vel Prælatos eorum, quia constitutio religionis non

potest seculares obligare, et ideo si per illam tantum hic ingressus est prohibitus, peccabunt quidem religiosi admittendo, vel permittendo ingressum, unusquisque pro ratione sui muneris; seculares autem ipsi non peccabunt ingrediendo, nisi vel quia inducunt alios ad peccandum, aut cooperando peccato eorum, vel quia per vim aut furtive ingrediuntur, quod videtur esse contra justitiam, et in tali materia erit contra religionem, propter sanctitatem loci. Præter hoc vero per indulta Pontificia solent religiones habere potestatem directe imponendi hanc prohibitionem ipsis secularibus, etiam sub censuris ipso facto incurrendis. Et propter hanc obligationem emanarunt a Sede Apostolica varia privilegia, per quæ nonnullis feminis illustribus conceditur, ut possint ingredi monasteria virorum, quocumque modo talis ingressus prohibitus sit.

4. *Motus proprii Pii V et Gregorii XIII circa ingressum feminarum in monasteria virorum per quatuor dubia expediuntur.—Dubia circa hanc legem.—Primum.—Secundum.—Tertium.—Quartum.*—Ex abusu ergo talium privilegiorum motus videtur Pius V, ad prohibendum hujusmodi ingressum in constitutione, quæ est 22 in Bullario Romano, et incipit, *Regularium personarum,* anni 1566, in qua primum revocat omnes licentias ingrediendi monasteria ac domos Carthusiensium, et aliorum quorumcumque regularium, etiam Mendicantium, mulieribus cujuscumque gradus, conditionis, etc., ampliando hanc revocationem omnibus usitatis et maxime rigorosis verbis. Deinde prohibet ingressum, sub excommunicatione latæ sententiæ sibi reservata, prædictis mulieribus dictas facultates prætendentibus, et Prælatis monasteriorum ac religiosis prohibet ne illas admittant sub pœnis privationis officiorum, et inhabilitatis ad illa, et suspensionis a divinis, ipso facto incurrendis. Et Gregorius XIII, sua Constit. 16, *Ubi gratiæ,* addit etiam his pœnam excommunicationis reservatæ. Circa quam legem multa dubia orta sunt. Primum, an comprehendat absolute omnes mulieres, vel solum illas quæ facultates illas prius habebant. Secundum, an illæ prohibeantur absolute et simpliciter, vel solum prætextu dictarum licentiarum ingredi, ita ut si non virtute illarum, sed sua temeritate ingrediantur, non tamen contra hanc legem, neque ejus censuram incurrant. Tertium, quæ personæ monasterii peccent permittendo hunc ingressum, et quando censeantur illum permittere. Quartum, an illæ sic peccantes incurrant pœnas illic positas, ante omnem sententiam.

5. *Pro primo dubio unum pronuntiatum.—Alterum pronuntiatum.*—Ad primum dicendum videtur primo non extendi prohibitionem ad mulieres, quæ hujusmodi facultates nunquam habuerunt. Probatur, quia in textu expresse fit restrictio prohibendo mulieribus prædictas facultates et licentias prætendentibus. Et Gregorius XIII ait: *Inhibentes eisdem qui illas obtinuerunt.* Quæ verba restricta sunt, et ideo extendi non debent, tum quia lex pœnalis est, tum quia esset contra proprietatem illorum. Neque obstat si quis objiciat similitudinem rationis, tum quia hæc extensio per similitudinem non admittitur in legibus, præsertim pœnalibus, in quibus ratio sine voluntate legislatoris non operatur; tum etiam quia facile negari potest similitudo rationis, quia hæ personæ solent esse nobiliores et potentiores, et propter usum fortasse ingrediendi difficilius possent contineri per solam revocationem privilegiorum, nisi adderetur prohibitio. Secundo dicitur, ex vi verborum non comprehendi omnes mulieres etiam habentes tale privilegium; nam, licet prius dicatur, *mulieribus cujuscumque status, gradus, ordinis, conditionis, et quacumque dignitate, ac præeminentia præditis,* statim additur, *etiam comitissis, marchionissis, ducissis.* Unde videntur hi gradus assignari tanquam supremi earum feminarum, quæ ibi comprehenduntur; ergo illæ, quæ superiores fuerint, ut reginæ et filiæ earum, imperatrices et earum filiæ, non comprehenduntur. Quæ interpretatio juxta tenorem decreti Pii V videtur juridica; tamen, juxta tenorem Gregorii, qui sic habet: *Quibusvis, etiam comitissis, marchionissis, ducissis, et aliis cujuscumque status et conditionis mulieribus,* non videtur procedere; nam particula *et aliis,* etc., non videtur posita ad descendendum, sed ad ascendendum ut patet ex progressu præcedentium verborum. Nihilominus de eisdem personis loquitur uterque Pontifex; neque est verisimile Gregorium in specie nominasse illos gradus personarum, et reginas, etc., sub generali clausula comprehendisse; maxime quia paulo inferius, ubi reges et reginas comprehendere voluit, nominavit. Denique hic a fortiori locum habet regula juris, sub generali clausula non comprehendi, quæ specialissimam rationem habent, quæ procedit evidentius, quando in clausula generali additur specificatio inferioris notæ.

6. *Objectio ex Gregorio XIII et declaratione*

*Cardinalium.* — *Responsio.* — Contra hoc vero objici solet declaratio ejusdem Gregorii XIII et Congregationis Cardinalium, quam moderni referunt. Cum enim religio Minimorum in suis constitutionibus habeat concessionem, ut mulieres de stirpe regia et fundatrices suorum monasteriorum, volentes cum decenti comitatu ingredi suas domos, tolerari possint, consuluerunt Patres illius ordinis Summum Pontificem, an illi concessioni per prædictas constitutiones derogatum sit. Responditque Pontifex ex sententia Congregationis non esse derogatum quoad reginas vel fundatrices duntaxat. Quæ declaratio confirmat ex parte da tam expositionem, scilicet, quoad reginas, et extendit illam quoad fundatrices, sive hæc extensio denuo concessa sit ab ipso Summo Pontifice, sive juxta commune jus data ; nam illæ personæ tam peculiarem habent rationem, ut non debuerint sub generali prohibitione comprehendi, tum quia jus Patroni est valde privilegiatum in jure; tum etiam quia fundatrices sunt quasi dominæ suorum monasteriorum, et ideo non debuerunt eadem generalitate qua extraneæ ab illis excludi, nam quoddam ingratitudinis genus esse videbatur. Quoad alia vero repugnat nobis illa declaratio ; quia, præter reginas, in quibus imperatrix sine dubio comprehenditur, sunt aliæ majoris dignitatis quam sint ducissæ, ut filiæ regum, vel etiam neptes, quæ vulgari sermone *Infantas*, vel *Princessas* (si primogenitæ sint) appellari solent. Ad quod respondemus, potuisse Pontificem suam mentem ita exponere, nam sæpe Pontifices in his declarationibus aliquid de novo addunt sua potestate, et si de illa declaratione satis constet, illi standum erit. Mihi tamen non constat illam fuisse universalem; fortasse enim pro illa religione, propter specialem observantiam ejus, voluit Pontifex regulam illam ita coarctare. Est enim aliud valde considerandum in illa declaratione, quod nimirum extendit dictam revocationem Pontificum ad regulas ipsas, vel constitutiones religiosorum ; quod sane non videbatur ita dicendum ex vi et tenore ipsorum indultorum ; quia (ut in principio dixi) prohibitio ingrediendi hæc monasteria fit per constitutiones religionum approbatas a Pontificibus, et facultates ingrediendi dantur supposita prohibitione. Pius autem V solum revocat facultates ac licentias ingrediendi monasteria quibuscumque feminis concessas, quæ facultates supponunt prohibitionem, ut dixi; ergo si ipsamet constitutio religionis non prohibet ingressum, nulla est facultas ad illum necessaria, nec videtur proprie dici facultas concessa feminis ipsamet constitutio permittens illarum ingressum. Sed hæc difficultas attingit dubium secundum propositum.

7 *Secundum dubium, an illi Motus proprii vetent absolute ingressum feminarum in monasteria virorum.—Arguitur pro parte affirmante, ex declaratione Cardinalium.—Item ab absurdo.—Auctoris resolutio.—Excluditur allatum absurdum.* — Erat igitur secunda dubitatio, quam in distinct. 22, de Cens., sect. 6, a num. 11, tractavi, an per has constitutiones prohibeatur absolute hic ingressus mulieribus, ita ut quamvis nec per constitutiones alicujus religionis, nec per consuetudinem esset prohibitus, ex vi harum legum prohibeatur. Nam ex declaratione proxime citata videtur sequi factam esse prohibitionem absolutam, cum censeatur revocata positiva permissio, quæ per constitutiones Minimorum fiebat, exceptis solis casibus specialibus, quos hæ constitutiones non comprehendunt. Item, quia alias nullus fere esset fructus illarum constitutionum, quæ tanto consilio et verborum ponderatione factæ sunt. Nihilominus dicendum imprimis est, ibi non prohiberi ingressum simpliciter omnibus feminis. Probatur, quia ostensum est constitutiones illas non loqui cum omnibus, sed cum habentibus tales facultates. Et hinc fit conjectura, etiam illis non imponi specialem prohibitionem absolutam, quia quoad hoc non est in eis specialis ratio, nec debent esse pejoris conditionis. Solum ergo prohibentur ne prædictis facultatibus uti tentent, et virtute illarum ingredi, quasi contemnentes Pontificiam revocationem. Quod indicavit Pius V in illis verbis : *Prohibentes mulieribus prædictas facultates et licentias prætendentibus, ne monasteria ingredi audeant*, etc., utique fundatæ in dicta prætensione. Quod evidentius declarant verba Gregorii : *Inhibentes eisdem, qui illas obtinuerunt, ne ipsarum licentiarum prætextu*, etc. Nec propter hoc fiunt inutiles illæ constitutiones, quia finis earum non videtur fuisse addere novam clausuram monasteriis virorum, præter eam ad quam singula ex suis institutis tenentur, sed conservare illa in sua integritate et indemnitate contra importunitates feminarum potentium, et de suis privilegiis confidentium.

8. *Ad declarationem prædictam Cardinalium multiplex responsio.*—Ad illam autem declarationem imprimis dico me non vidisse illam, et ideo de illius sensu non mihi satis constare ;

fortasse enim (ut num. 6 dicebam) fuit solum pro tali religione per modum extensionis, et forte ad petitionem ejus. Dici etiam potest in illa religione prohibitum esse ingressum feminarum ex vi regulæ; exceptionem autem in ea factam reputari licentiam tali jure concessam talibus feminis ad ingrediendum, et ideo censeri revocatam per has constitutiones, non tamen esse additam specialem prohibitionem prædictis feminis, sed relictas esse ut comprehendantur in prohibitione regulæ; et ideo solum peccare contra hanc constitutionem, et ejus censuram incurrere, si prætextu permissionis regulæ ingredi velint. Unde, si alio modo per vim vel fraudem ingrediantur, licet fortasse gravius peccent, non incurrent hanc censuram, quia hæc non imponitur pro quocumque delicto in tali ingressu, sed pro speciali contumacia contra hanc legem.

9. *Instantia ex Navarro expeditur.*—Refert tamen Navarrus, Comment. 4, de Regularib., num. 62, Pium V declarasse mentem suam fuisse comprehendere omnes feminas, etiam alia ratione quam virtute prædictarum facultatum ingredientes, imo etiam omnes carentes talibus facultatibus, et ita servari in Prætorio Pœnitentiariæ. Quæ declaratio (si revera fuit) non pura videtur declaratio, sed extensio; et ideo donec sit sufficienter promulgata (ad quod sola relatio Navarri non satis est), non obligat. Præsertim cum in eisdem constitutionibus dicatur: *Postquam harum notitiam habuerint.* Hujus autem declarationis non habetur sufficiens notitia, qualis per se ad obligandum requiritur; et ideo ubi non sit alio sufficienti modo promulgata, vel consuetudine recepta, non existimo obligare, nisi secundum simplicem tenorem dictarum constitutionum. Et hoc etiam per argumentum ab speciali confirmat alia declaratio data, ab eodem Pio V, ordini Minorum in particulari, quam refert Emmanuel Rodriguez, 1 tom. Quæstionum regularium, quæst. 48, art. 3, de qua per indulta authentica eidem religioni constitit, et ita recepta est. In ea vero facta est eadem extensio ad omnes feminas, et ad quemcumque ingressum sine prætextu facultatum; aliunde vero facta est limitatio, et facultas concessa ingrediendi claustra monasteriorum causa divinorum officiorum, processionum, concionum, funerum, seu suffragiorum pro defunctis, ut ibi latius videri potest. Quæ declaratio quoad hanc secundam partem non est pura interpretatio, ut per se notum videtur, sed fuit concessio vel additio quædam; idem ergo est de priori parte. Et utraque peculiariter directa fuit ad illam religionem, quapropter non tenentur aliæ religiones priorem extensionem, quæ rigorem affert, admittere, nisi eis authentice constet mentem Pontificis fuisse de omnibus loqui. Posteriori autem concessione sine scrupulo omnes uti possunt, vel quia quoad illam partem est favor ampliandus, et quasi privilegium, in quo est communicatio; vel certe, quia si priorem rigorem non recipiunt, eo ipso sunt eis omnia illa permissa, quia non sunt prohibita; si autem prohibitionem ut communem omnibus admittunt, cum suis exceptionibus possunt illam recipere, et non aliter. Cæterum, quamvis juxta prædictas constitutiones Gregorii XIV et Pii V, veram sentiam traditam doctrinam, scilicet, feminas ingredientes alia monasteria virorum diversa a monasteriis Minorum, non prætextu facultatum, etc., non comprehendi, vel subjici pœnis prædictarum constitutionum, nec religiosos illas admittentes, sicut jam docueram tom. 5 in tertiam partem, disput. 22, sect. 6, num. 11; nihilominus, postquam hæc scripseram, ad meam notitiam devenit alius Motus proprius Pii V, editus anno 1570, die Julii 16, qui incipit, *Romanum Pontificem*, ubi eisdem pœnis subjicit quascumque feminas virorum monasteria ingredientes, ac religiosos illas ingredi permittentes, etiamsi sine ullo prætextu facultatum ingrediantur et admittantur Quem Motum proprium ad verbum refert Confectius in privilegiis ordinum Mendicantium inter litteras Apostolicas, fol. 179. Quapropter nullus jam superest dubitandi locus, pœnas priorum constitutionum per hanc ultimam ad omnes feminas virorum monasteria ingredientes, et ad religiosos illas ingredi permittentes, fuisse extensas.

10. *De tertio et quarto dubio in num. 4 propositis.* — De tertio dubio eadem est proportionalis ratio in monasteriis virorum et monialium, et ideo in cap. 10 simul explicabitur. In quarto autem dubio, certum est censuras suspensionis et excommunicationis statim incurri ante omnem sententiam, quia verba sunt expressa, et in censuris sine ulla dubitatione hoc operantur. Ex illis autem censuris suspensio, quæ a solo Pio V fertur, non habet clausulam reservationis; Gregorius vero, qui excommunicationem addidit, cum dicat: *Sub eadem excommunicatione*, videtur plane eam reservare, quia talis erat excommunicatio quæ præcesserat; quomodo autem per privilegia tolli possit, supra declaratum est, et iterum

inferius lib. 2, a cap. 20. Quoad alias vero pœnas, probabile est necessariam esse sententiam declaratoriam ad incurrendas illas, juxta communiorem doctrinam in materia de legibus.

## CAPUT VIII.

### DE CLAUSURA MONIALIUM QUOAD NON EGREDIENDUM E MONASTERIO.

1. *Discutitur et resolvitur clausura hæc monialium.* — Superest ut explicemus ea, quæ specialia sunt monialibus circa clausuram, tam quoad egressum quam quoad ingressum, quæ sine dubio strictior est. Loquor autem de monialibus proprie, ut nunc omittam alias, quas in tractatu sequenti, lib. 1, cap. 4, in fine, commemorabo. Primo ergo circa egressum, in hoc cap. inquirendum est, an et unde teneantur moniales, sub gravi obligatione ad culpam, ad servandam clausuram non egrediendi e suis monasteriis. Constat enim imprimis non esse de intrinseca necessitate status religiosi in feminis specialis clausura, vel proprio voto promissa, vel per jus positivum imposita, tum quia ostensum est, tomo superiori, et infra etiam dicetur in num. 11, olim sacras virgines solitas sæpe fuisse in propriis domibus religionem profiteri; et præterea est ostensum in eodem tomo, tria vota substantialia sufficere ad statum religiosum, et rationes ibi factæ de utroque sexu probant; non est ergo simpliciter necessarium quartum votum clausuræ [1]. Neque etiam ulla extrinseca lex determinata est de intrinseca ratione talis status, quia licet potestas præcipiendi sit de ratione illius, quatenus respondet subjectioni, quæ fit per votum obedientiæ, determinata lex vel præceptum humanum pendet ex prudentia et arbitrio; et ideo nullum determinatum dici potest esse de substantia talis status. Denique sine tali lege vel voto potest servari castitas, et regula religiosa, vel modus vivendi secundum consilia Evangelica; ergo non sunt simpliciter necessaria ad talem statum. Non potest tamen dubitari quin hæc clausura convenientissima sit ad statum religiosum feminarum, præcipue quando illum profitentur in communi, seu conventuali vita, ut nunc est in usu Ecclesiæ, qui veritatem hanc satis confirmat, et ex naturali conditione et fragilitate sexus feminei, id est per se manifestum, et patebit amplius ex dicendis.

2. *Primum illatum ex proxime dictis.*—Atque hinc colligimus potuisse Ecclesiam ita instituere religiosum statum feminarum, ut prohibuerit illum profiteri in propriis domibus, sed tantum in sacris domiciliis et monasteriis ad hoc per ipsam Ecclesiam deputatis et approbatis. Quia, licet hoc non sit absolute de substantia, liberum est Ecclesiæ non admittere professionem, nisi cum hac circumstantia, ut substantia religionis melius servetur. Et ita fecisse saltem quoad ordinarium et frequentiorem modum hujus status, constat ex usu Ecclesiæ, quem antiquissimum esse constat ex Concilio Carthaginensi III, can. 33. Et licet nunc etiam non sit de substantia professionis, ut professio in monasterio seu intra claustra fiat, argumento dicti cap. *Insinuante,* tamen certum est de ratione ejus in talibus religionibus esse, ut professio in ordine et cum obligatione ad illum modum vivendi fiat. In eo tamen modo vivendi in communi potest adhuc esse latitudo in modo et obligatione servandi clausuram.

3. *Secundum illatum.* — Unde ulterius potest etiam Ecclesia non admittere aliquam feminam ad religiosam professionem, nisi simul voveat, vel se obliget ad non exeundum e monasterio in quo stabilitatem profitetur, sine legitima Ecclesiæ dispensatione; quia, licet hoc ex natura rei non sit de substantia illius status, tamen est ita conjunctum cum illo, et necessarium ad decentiam ejus, ut possit Ecclesia merito non acceptare pactum professionis sine illa conditione. Dices: ergo posset Ecclesia prohibere ne feminæ in privatis domibus voveant statum continentiæ, quin etiam se obligent ad aliquam clausuram, quia hæc videtur moraliter repugnare cum illo modo vivendi, et ideo posse Ecclesiam prohibere ne in illo fiat simile votum. Respondetur non esse simile de professione religiosa et de voto simplici; nam per professionem constituitur virgo in publico et solemni statu Ecclesiæ, et est peculiari modo membrum ecclesiastici status, cujus institutio et regimen speciali ratione est sub providentia Prælatorum Ecclesiæ; per votum autem simplex continentiæ non constituitur status ecclesiasticus, sed est actio mere privata, quæ non pendet etiam ex acceptatione Ecclesiæ, sed inter Deum et solum hominem transigitur; et ideo uniuscujusque consilio et arbitrio relinquitur, quamvis si votum illud sit aliquo

[1] Cap. *Insinuante,* Qui cler. vel voven.; Concilium Illibertin., cap. 27.

modo publicum, ad providentiam Pastorum Ecclesiæ pertineat procurare, ut decenter observetur; de qua re multa ex canonibus et Patribus antiquis in superioribus adduximus.

4. *Tertium illatum de fundamento obligationis clausuræ.* — Tertio ex dictis colligitur, obligationem præcisam ad servandam clausuram non egrediendi monasterium, duobus vel tribus tantum modis intelligi posse in sanctimoniali. Voco autem obligationem præcisam, ut illam augeam supra ordinariam clausuram virorum, quia non includit in objecto seu materia illam conditionem, *non exeundi sine facultate prælati aut Abbatissæ,* sed absolute non exeundi. Nam, licet hæc negatio non excludat justam dispensationem, nihilominus multum differt dispensatio a simplici facultate, ut dixi in cap. 6, a num. 12, et ideo illa vocatur absoluta obligatio. Prima ergo radix hujus obligationis esse potest quartum votum monialium specialiter de hoc objecto emissum. Non est enim dubium quin hæc esse possit conveniens materia voti, quatenus illa clausura ad divinum cultum ordinatur, et ad observantiam castitatis, ac in universum ad spiritualem profectum multum conferre potest. Ubi ergo de tali voto constiterit, obligatio clara est, et materia ejus extendetur juxta declarationem regulæ, vel communem observantiam monasterii. Multumque refert scire an hæc obligatio oriatur ex voto, vel aliunde, tum ad gravitatem ejus, tum ad modum dispensationis, ut infra dicam. Advertere etiam oportet non esse necessarium ut hoc votum explicite fiat; satis est enim si fiat implicite, ut si ex regula vel ex ordinatione Ecclesiæ jam constet hanc obligationem includi in ipsa professione, sicut in superioribus dicebamus tria vota semper fieri in professione, quamvis sæpe non exprimatur nisi obedientiæ votum; vel sicut votum castitatis fit in susceptione ordinis sacri.

5. Secundo potest hæc obligatio oriri ex pacto, seu promissione mere humana facta monasterio, quod sub ea conditione vult recipere talem personam, et non alias. Hæc ergo conditio sine dubio est justa, et alioquin contractus ille utrinque libere fit; ergo potest ex parte monasterii imponi illud gravamen; ergo si acceptetur, oritur obligatio servandi illud, quia pacta justa servanda sunt. Ut autem talis obligatio insurgat, oportet ut ea conditio in principio sufficienter proponatur, alias non erit voluntaria; intelligetur autem sufficienter proponi, si in regula contineatur, ut professio ita fiat, vel consuetudine ita receptum sit; nam unusquisque intendit profiteri secundum regulam, et probatam consuetudinem religionis. Hic autem secundus modus moraliter a præcedenti non separatur, quia in professione non intelligitur fieri pactum mere humanum, cum de illo servando Deo fiat promissio; et quia eadem clausura non promittitur homini, nisi in quantum pertinet ad cultum Dei, et ita Deo principalius promittitur. Atque huc etiam reducitur omnis obligatio orta directe ex regula, si in illa tale præceptum contineatur; quia tunc etiam illa obligatio oritur ex voto obedientiæ. Totam ergo hanc obligationem ex voto seu ex professione appellamus.

6. Ultimus ergo hujus obligationis modus esse potest ex positivo Ecclesiæ præcepto superaddito professioni; et de hoc fuit aliquando controversia, an possit Summus Pontifex hoc præceptum imponere monialibus, quæ per professionem ad clausuram se non obligaverunt. Videtur enim non posse, quia neque ex vi jurisdictionis ecclesiasticæ, hæc enim non se extendit ad opera consiliorum, inter quæ sine dubio computanda est perpetua clausura; neque etiam ex vi voti obedientiæ, quia, ut supra vidimus, solum potest ex vi illius præcipi secundum regulam; ergo ubi clausura non est de regula, neque explicite promissa est, non potest imperari. Atque ita tenuit Oldrad., consil. 96, et propendet Felin., dicens ejus rationem esse æquissimam, in cap. *Ad nostram,* de Appellat., num. 6. Erat autem ratio Oldradi, quia frustra daretur annus probationis ad experiendas austeritates regulæ ante professionem, si post factam professionem possunt novæ austeritates præcipi, quas novitius nec expertus est, nec cogitavit. Dicendum nihilominus, posse hoc præceptum imponi, non solum per Pontificem Summum, sed etiam per Prælatos religionis.

7 Probatur primo ex usu, quia ita factum est in cap. unic., de Statu regularium, in 6, et aliis, quæ infra referemus. Responderi posset, Pontificem per illam legem obligasse omnes feminas, quæ post illam profiterentur religionem, quia per illam sufficienter est eis proposita conditio, cum qua recipiuntur; non tamen obligasse jam tunc professas; sicut lex continentiæ sacrorum clericorum cum primum lata est, non obligavit jam ordinatos, sed ordinandos, ut supra vidimus. Hanc tamen evasionem excludit Pontifex, dicens, universas et singulas moniales, præsen-

tes atque futuras. Ubi glos., verb. *Præsentes*, difficultatem hujus præcepti expendit, et tandem resolvit, licet Summus Pontifex non possit fideles cogere ad statum perfectionis, tamen postquam illi voluntarie illum sumpserunt, posse illos obligare ad arctiorem et perfectiorem vitam. Quomodo loquitur etiam gloss., in c. *Quod omnes*, de Regulis juris, in 6, et in cap. *Gesta*, 74 d.; Innocentius in c. *Super eo*, de Regul.; et idem videtur sentire Abb., in c. *Ad nostram*, de Appellat., num. 4 et 5, ubi Felin., Decius et alii eodem fere modo loquuntur. Sed hoc cum grano salis intelligendum est, quia non possunt religioso præcipi austeritates, quæ nullo modo ad regulam pertinent, ut in superioribus visum est tractando de obedientiæ voto; sed præcipi possunt ea, quæ directe, vel indirecte, seu implicite, in tali statu vel regula continentur, qualia sunt omnia quæ, licet in regula non sint expressa, tamen secundum rectam prudentiæ rationem, vel ad decentiam talis status, vel ad puritatem ejus et observantiam moraliter sunt vel necessaria, vel certe convenientissima, ut late citato loco ex communi doctrina probatum est, et per sese est manifestum; quia in omni statu bene instituto est hujusmodi potestas in Prælato necessaria.

8. Unde utroque titulo supra insinuato potest Pontifex hoc præceptum ponere. Primo, ex vi suæ jurisdictionis, supposito statu jam voluntarie assumpto; multa enim sunt quæ absolute non possent præcipi personis ecclesiasticis, nisi talem statum assumpsissent; illo autem supposito, juste imperantur, ut constat ex titulis de Vita et honest. cleric., et de Cohabit. cleric. et mulierum, et Ne cleric. vel monachi, cum similibus. Et ratio est, nam qui assumit aliquem statum, virtute se obligat ad ea quæ expediunt vel decent in tali statu, quorum determinatio nec semper est certa et sufficiens ex sola natura rei, nec relinqui debet uniuscusque arbitrio; ergo ad eum, qui præest in tali statu, ratione suæ jurisdictionis convenit posse ea præcipere, quæ ad conservationem et observantiam talis status necessaria sunt. Sed in præsenti materia, clausura monialium est moraliter necessaria ad puritatem status quem professæ sunt, non solum propter observantiam castitatis (quamvis hæc fortasse sit præcipua ratio), sed etiam ad tollenda multa impedimenta tendendi ad perfectionem, quod etiam Prælati jure suo facere possunt: ergo. Et hanc rationem insinuavit Bonifacius VIII, in dict. c. unic., dum ait, *periculoso et detestabili quarumdam monialium statui providere salubriter cupientes*, etc., ubi statum monialium sine observantia clausuræ periculosum et detestabilem vocat; quod ex effectibus et abusu ibidem ostendit, et inde recte colligit, ad suam providentiam et jurisdictionem spectare huic incommodo providere. Alius titulus, est obedientiæ votum, qui eodem modo explicandus est, nam ratione illius potest Prælatus præcipere austeritatem, vel rigorem in regula non expresse contentum, si ad observanda ea, quæ in regula continentur, et maxime si ad vota substantialia in sua integritate conservanda, sint moraliter necessaria, vel ita utilia, ut difficile possit religio aliter contineri: talis autem est clausura respectu monialium, ut dictum est. Atque hoc modo recte procedit doctrina Canonistarum supra adducta, quam ita explicuit Nav., Comment. 4 de Regularib., num. 40 et sequentibus; et insinuat Anton., tertia part., tit. 16, cap. 7, § 3; Sylvest., *Religio*, 7, quæst. 16; Angel., verb. *Religiosus*, § 30.

9. *Ad argumentum in num. 6.* — Ad rationem ergo dubitandi responsum jam est, negamus enim assumptum. Unde clausura respectu monialium, etiam ante præceptum impositum, non potest reputari ex illis bonis supererogationis, quæ proprie dicuntur de consilio, sed est unum ex mediis adeo convenientibus ad finem illius status, ut sit apta materia præcepti positivi. Imo est tam consentaneum rationi naturali, ut Navarrus supra plures proponat conjecturas, quæ suadere videntur ex natura rei esse præceptum, supposita obligatione status ex voto talium personarum, quæ licet non persuadeant, ut ipse fatetur, ostendunt saltem sufficienter esse aptam materiam humani præcepti. Ad rationem autem Oldradi respondet Felinus, annum probationis non dari solum ad experiendum in specie talem religionem, sed propriam etiam aptitudinem sui ipsius ad religionem in genere; nam per professionem videtur religiosus se subjicere omni alterationi et dispositioni Superioris, de qua potest eo tempore unusquisque cogitare, et ideo non potest dici deceptus. Sed hoc non recte dictum est, vel juxta limitationem supra dictam intelligendum est, licet dicta verba vix illam patiantur. Dico ergo annum probationis solum concedi propter experimentum illius religionis, in quo facienda est professio. Sicut autem diximus potestatem Prælati extendi ad ea, quæ virtute vel indirecte continentur in regula, ita qui per annum proba-

tionis experitur talem regulam, virtute experitur omnia quæ continentur in illa; experitur (inquam) vel saltem animi præparatione et deliberatione; intelliget enim per illud experimentum fore per professionem subjiciendum Prælato quoad omnia quæ ad observantiam talis regulæ convenientia fuerint; et hoc satis est ut postea non possit de deceptione conqueri.

10. *Expediuntur nonnulla dubia circa præsens caput.* — Quærendum vero superest an hæc obligatio insit de facto omnibus ac solis monialibus, et ex quo principio ex dictis, et quam rigorosa sit; ultimo quis possit in ea dispensare, quod in sequens caput reservamus. Explicabimus vero tantum quid jure Pontificio servandum sit, nam singulas earum regulas explicare nostrum non est. Nec mihi constat quænam illarum emittant quartum votum clausuræ, aut ex vi suæ regulæ, aut post Pontificia præcepta. Priori enim modo dicuntur illud emittere religiosæ S. Claræ, juxta regulam ab Urbano IV approbatam; et ideo juxta modum et mensuram præscriptam a regula, tenebuntur ex vi voti clausuram servare. Aliqua etiam monasteria, licet ex prima institutione non haberent clausuram, post Ecclesiæ præceptum non solum illam admittunt, sed etiam promittunt; quod an sit necessarium ex vi præcepti, infra attingam. Certum est autem illud votum per se non addere obligationem extensivam (ut sic dicam), sed solum intensivam, id est, novum titulum obligationis ad eamdem rem. Et ideo explicata materia præcepti, erit explicata materia hujus voti.

11. *Quo gradu egressio monialium ante Bonifacium fuerit vetita. — Primus omnium Bonifacius dictam egressionem stricte vetuit.* — Primo ergo dicendum est teneri moniales omnes ex præcepto Ecclesiæ ad observandam clausuram quantum ad cavendum exitum ab illa. Primus, qui hoc præceptum posuit, videtur fuisse Bonifacius VIII, in cap. unic., de Statu regular., in 6. Nam, licet in antiquis canonibus multa sint hujus clausuræ præcepta, nullibi tamen erat absolute injuncta, sed dependenter fere a legitima facultate Abbatissæ, unde paulo major feminis quam viris imponebatur. Canon enim 33 Concilii III Carthaginensis, qui primus in hac materia esse videtur, prius permittebat virgines sacras a parentibus in suis domibus custodiri: *Postquam vero illis privatæ fuerint* (ait), *Episcopi providentia in monasterio virginum, vel gravioribus feminis commendentur, ut simul habitantes invicem se custodiant, ne passim vagantes Ecclesiæ lædant existimationem.* Ubi etiam virgines orbatæ parentibus non coguntur in monasterio claudi, nam poterant gravioribus feminis commendari, et de virginibus habitantibus in monasteriis non dicitur ut nunquam exeant, sed ne passim vagentur, et ut invicem se custodiant. Postea vero in can. 46 Trullano, qui sextæ Synodo attribuitur, sic statutum est: *Quæ vitam exercitatoriam* (id est, religiosam) *eligunt, et in monasteriis sunt constitutæ, ne omnino progrediantur;* quæ prohibitio videtur esse absoluta (quanquam de efficacia illius canonis ad obligandum non satis constet). Statim vero subjungit: *Si qua autem inexorabilis necessitas ad hoc trahit, cum benedictione, et permissione ejus quæ præest, hoc agant, tuncque non solæ per se, sed cum aliquibus vetulis, et quæ in monasterio primæ sint, cum mandato ejus quæ Præfecta est; eis autem omnino extra cubare non liceat.* Unde constat non fuisse absolutam prohibitionem, sed cum subordinatione ad licentiam Abbatissæ. Et in Concilio Cabilon. II, can. 65, similiter dicitur: *Sanctimoniales, nisi forte Abbatissa sua pro aliqua necessitate incumbente illas mittente, nequaquam de monasterio egrediantur* De ipsa vero Abbatissa dicitur, in cap. 57, ut non exeat sine licentia Episcopi, nisi in quibusdam casibus. Constat itaque antiquis canonibus non fuisse hanc clausuram rigorose præceptam. Primum igitur Bonifacius Papa illam absolute præcepit, nulla relicta egrediendi facultate, quacumque ratione vel causa, una tantum addita exceptione infra explicanda; quæ exceptio magis confirmat prohibitionem ipsam quoad omnes alios casus, quia, ut est vulgatum axioma, *exceptio firmat regulam in contrarium.* Unde existimo ex vi illius legis nullum exitum licuisse, nisi per modum rigorosæ dispensationis, et satis dubium esse an possit aliquis præter Summum Pontificem illam concedere, quia in lege Superioris adeo absoluta non potest inferior dispensare.

12. *Hac Bonifacii prohibitio vel recepta non fuit, vel dissuetudine cessavit.* — Illud tamen decretum usu receptum non fuit, vel per contrariam consuetudinem fuit antiquatum, ut indicat Concilium Trident., sess. 25, c. 5, de Regularibus, dicens: *Bonifacii VIII constitutionem renovans Sancta Synodus;* et infra: *Præcipiens ubi clausura violata fuerit, diligenter restitui;* et auctores passim testan-

tur, et experientia nobis in Hispania constat, et de Gallia refert Joannes Andreas, super illud caput. Et ob hanc fortasse causam dixit Cajetanus, in Summ., verb. *Monachi*, excusari moniales circa clausuram indictam a jure, si nunquam fuit acceptata, et Episcopi sic semper gubernarunt dando eis licentiam exeundi, quoniam jura non recepta tanto tempore infirma sunt. Idemque est si forte alicubi in principio acceptata fuit, et postea per contrariam consuetudinem revocata. Quæ consuetudo non ad hoc tantum prævalere potuit, ut licentia Episcopi sufficeret, sed etiam licentia Abbatissæ; quia utrumque est tantum contra jus humanum, quod potest per legitimam consuetudinem contrariam tolli. Potuit autem jus illud sic abrogari in una provincia, et non in alia, et intra eamdem provinciam in una religione, et non in alia; imo et in uno monasterio ejusdem religionis, et non in alio, quia sunt communitates diversæ, et una potest non recipere legem, vel præscribere contra illam, licet alia eam recipiat et observet. Nihilominus tamen quatenus rigor illius legis per posteriores temperatus est, poterunt omnia monasteria ea moderatione uti, etiamsi antea legem illam integre servarent.

13. *Tridentinum renovat decretum Bonifacii.* — Concilium ergo Tridentinum sess. 25, cap. 5, de Regularibus, innovando dictam constitutionem, hunc modum observat, quod prius *præcipit universis Episcopis sub obtestatione divini judicii, et interminatione maledictionis æternæ, ut in omnibus monasteriis sibi subjectis, ordinaria, in aliis vero Sedis Apostolicæ auctoritate, clausuram sanctimonialium, ubi violata fuerit, diligenter restituant; et ubi inviolata est, conservari maxime procurent.* Postea vero explicando hanc clausuram et obligationem ipsarum monialium, ait: *Nemini autem sanctimonialium liceat post professionem exire e monasterio, etiam per breve tempus, quocumque prætextu, nisi ex aliqua legitima causa ab Episcopo approbanda, indultis et privilegiis quibuscumque non obstantibus.* Quod decretum si attente expendatur, in aliquibus æquale est decreto Bonifacii, ut mox ostendemus, et in aliquo strictius, ut num. 22 constabit; ac in aliquo suavius, prout in capite sequenti videbimus. Est ergo æquale primo in materia, prohibet enim omnem exitum monialium a monasterio; et ita præcipit et innovat perpetuam clausuram. Quod autem in hac parte addit Concilium, *etiam ad breve tempus*, non fuit restrictio, sed major explicatio, nam in absoluta negatione hoc continebatur; et quod ait, *quocumque prætextu*, perinde est atque illud, quod dicitur a Bonifacio, *quacumque ratione*. Secundo est æquale in universalitate personarum quas obligat; comprehendit enim omnes et singulas totius orbis, et cujuscumque ordinis moniales; ita enim expresse loquitur Bonifacius VIII, et idem est sensus Concilii, tum quia innovat decretum Bonifacii; tum etiam quia universaliter loquitur: *Nemini sanctimonialium*, etc.; tum quia præcipit universis Episcopis, et de monasteriis sibi subjectis, et non subjectis; ergo comprehendit omnes. Unde utrumque decretum comprehendit omnes religiosas tacite vel expresse professas; sic enim expresse distinxit Bonifacius. Concilium autem licet distinctionem omiserit, innovavit, et satis esse censuit dicere: *Nemini licet post professionem;* nam utraque, tam tacita quam expressa, est professio simpliciter.

14. *Comprehendit eas quæ antea non tenerentur ad clausuram.—Denique ostenditur ex praxi et auctoribus.*—Et quia in utroque decreto nihil aliud postulatur, ideo utrumque comprehendit omnes professas, sive antea vovissent, vel servassent clausuram, sive non; non enim possumus nos limitationem addere, quam lex non posuit. Præsertim quia Bonifacius expresse tulit legem ad comprimendas moniales, quæ clausuram non servabant, et expresse dixit, *moniales præsentes atque futuras*, et *cujuscumque religionis vel ordinis;* ergo evidenter voluit omnes obligare, etiam quæ non profitebantur clausuram. Denique, non præcipit ut suam pristinam obligationem servare compellantur, sed ex vi suæ legis obligationem ipse imponit, dicens: *Præsenti constitutione perpetuo irrefragabiliter valitura sancimus.* Ex quibus verbis constat, et legem esse novam, et de se non supponere obligationem, sed imponere. Concilium autem Tridentinum, innovando Bonifacii constitutionem, et nullam quoad hoc addendo limitationem, evidenter locutum est in eodem sensu, imponendo eamdem obligationem legis ecclesiasticæ eisdem professis omnibus in eadem universalitate sumptis. Et ideo præcipit Episcopis ut ubi clausura servata fuerit, illam retineri faciant; ubi autem violata fuerit, restituant; violatam enim censet, ubicumque non servabatur, propter legem Bonifacii VIII, nam non dicitur violatio, nisi sit contra aliquam obli-

gationem vel legem. Et ideo monasteria, quæ non profitebantur clausuram, non possent proprie dici violasse illam, si ad illam non tenerentur. Quia vero ex lege Bonifacii obligabantur, ideo eorum etiam non observatio, violatio censetur, nam per violationem saltem incepit. Concilium ergo, utens illa disjunctione, satis distincte voluit constitutionem Bonifacii in sua universalitate restituere. Quod etiam in ultimis verbis, per quæ revocat indulta, hoc satis declaravit, ut statim exponam. Et clarissime, in cap. 22 ejusdem sessionis, explicuit omnia et singula decreta de monialibus edita, intelligi de monasteriis quarumcumque monialium, virginum ac viduarum, quocumque nomine appellentur, etiamsi vivant sub gubernio militiarum, etiam Hierosolymitanæ, sub quacumque regula, etc.; quæ ibi videri possunt, et amplissima sunt, et æque ampliant hoc decretum de clausura, ac si in illo specifice addita essent, licet in finem sint reservata, ne sæpius illa repetere esset necesse. Non est ergo dubium quin hæc fuerit mens Concilii; et ita etiam supponunt evidenter Pius V et Gregorius XIII, in decretis infra citandis, ac prorsus in praxi servari vidimus et statui Salmanticæ in Concilio Compostellano, anno 1566. Tradit denique Navarrus, in Comment. 4, de Regularib., num. 4, et late, et docte Emmanuel Rodriguez, tom. 1 Quæstionum regular., quæst. 44, art. 2. Habet autem specialem difficultatem, an conversæ sub hac generalitate comprehendantur, de quo dicemus melius post sequens punctum, in numero decimo septimo.

15. Ultimo, commune est utrique decreto, ut non comprehendant nisi moniales professas; ita docent omnes, et explicuit Congregatio Cardinalium circa Concilium Tridentinum, agens de monialibus Tertiariis, seu de Pœnitentia, quas si professionem emiserint, dicit cogendas esse ad clausuram; si vero professionem non emiserunt, servandam esse constitutionem Pii V, *Circa Pastoralis officii*, quæ est 8 in Bullario Romano, ubi dicit, hujusmodi feminas monendas esse a Prælatis, ut professionem emittant, et postea clausuram servent; quod si induci non potuerint ad professionem emittendam, prohibeantur ne in posterum alias in suam congregationem recipiant. In qua constitutione manifeste etiam supponitur, eas omnes, quæ in religione approbata tria vota substantialia non emiserunt, hac lege non comprehendi. Ratio autem imprimis est, quia dicta jura expresse limitant suum præceptum ad professas tacite vel expresse, et hujus limitationis ratio fuit, quia illæ sunt tantum propriæ religiosæ, et Ecclesia solum pro religiosis feminis hanc curam clausuræ adhibuit. Quapropter, quantumvis virgines sint per votum virginitatis consecratæ Deo, et collegialiter vivant, et sub obedientia vel spontanea, vel etiam privato voto aut pacto promissa, si non habent statum ab Ecclesia pro religioso approbatum, et in eo tria vota substantialia emiserunt, non obligantur hoc præcepto clausuræ, licet circa eas observanda sit constitutio Pii V, et ita in specie de quadam congregatione feminarum resolvit Navarrus, cons. 6, de Statu monach.

16. *An novitia, interrumpens clausuram, interrumpat etiam novitiatum.* — Ex quibus infertur primo, novitias non obligari hac lege, quia religiosæ non sunt. Solum potest dubitari an, si novitia semel exeat a monasterio, eo ipso desinat esse monialis eo modo quo antea erat, id est, desinat esse novitia, et consequenter interrumpat novitiatum. In quo breviter certum mihi est, si exeat sine licentia Abbatissæ, interrumpi annum, et consequenter amittere priorem qualemcumque statum, etiamsi habitum non exuat, ut a fortiori patet ex dictis tomo superiori de anno probationis in genere. Si autem exeat cum licentia Abbatissæ, vel superiorum monasterii, ad quos hoc pertinet, et ex justa causa data, certum est et licere, et non interrumpere novitiatum. Ita enim intelligo quoddam responsum Congregationis Cardinalium, si novitia, morbi curandi causa, de licentia Superiorum, et cum eo habitu qui ipsis videbitur, ante professionem exeat, et postea sanitate recuperata, redire voluerit, posse et ad habitum et ad professionem recipi. Intelligo enim sensum esse, posse recipi eodem tempore et modo ac si intra monasterium suam probationem continue peregisset; quia non intelligitur eam interrupisse, sub eadem semper obedientia vivens, et habitum non temere dimittens. Alioquin si novus annus esset necessarius, nihil deserviret declaratio; nam, licet dimisisset omnino religionem et habitum, volens reverti, posset recipi ad habitum, et perseverando in novitiatu, etiam ad professionem. At vero si egressus novitiæ sit de licentia Abbatissæ, male tamen concessa, res videtur dubia, quia perinde videtur exire cum tali licentia ac sine ulla; quia illa licentia nulla est, cum Abbatissa non possit illam dare; et idem dicam de Prælato, si absque causa legi-

tima illam det. Nihilominus censeo per talem exitum non interrumpi seu amitti novitiatum, quia nulla est lex quæ irritet illum. Imo, neque invenio legem juris communis quæ prohibeat directe hujusmodi exitum, aut Abbatissis ne possint hanc licentiam dare, sed ex regulis et prohibitionibus Superiorum hoc pendet; et ideo, nisi expresse declaratum sit in aliquo monasterio, illam continuationem clausuræ esse de substantia novitiatus, nulla ratione dici potest per illum exitum interrumpi. Estque clara differentia inter illum exitum, ab eo qui est sine licentia; nam quando est sine licentia, est quædam retrocessio ab obedientia, et consequenter ab unione cum tali monasterio; quando autem fit cum licentia, semper retinetur unio et permanentia in eadem religione quantum ad illum gradum; ad quod facere possunt quæ tractat Navar., consil. 32, de Regularibus.

17 Secundo ex dictis resolvitur dubium supra, in fine num. 14, relictum, de monialibus conversis, utrum ad clausuram teneantur; nam si professionem trium votorum non emittunt, non tenentur ad clausuram, quia non comprehenduntur sub illa lege, et alio titulo non tenentur; suppono enim illam non vovere nec promittere. Si autem emittunt tria vota, ad illam obligantur ex vi hujus decreti, ut satis patet ex dictis; et quia in substantia religionis non possunt differre hæ conversæ ab aliis, sed solum in ministerio; quia conversæ dicuntur, quæ deputantur ad servitia seu ministeria corporalia, aliæ vero ad chorum; unde etiam differunt in habitu, saltem quoad hoc quod conversæ non deferunt nigrum velum sicut aliæ; unde etiam inferiores sunt in quodam gradu honoris, seu dignitatis, per quæ omnia non minuitur earum religio, sed augeri potest; et ideo nec clausuræ obligatio minor in eis esse debet. Dixi autem, *ex vi illorum decretorum*, quia Pius V, in sua constitutione 8, *Circa pastoralis*, quamdam in hoc limitationem seu exceptionem permisit, scilicet, ut in monasteriis quæ ad suam sustentationem indigent eleemosynis fidelium, quæ per conversas colligendæ sunt, si illæ fuerint professæ, possint extra monasterium degere cum his conditionibus. Prima, ut sint ætatis annorum 40; secunda, ut in domo contigua monasterio degant; tertia, ut non ingrediantur clausuram monialium, nisi in casibus in suis constitutionibus expressis; quarta, ut de suis domibus non exeant ad colligendas eleemosynas, nisi de licentia Ordinarii et Superiorum. Gregorius autem XIII, in constit. 13, *Deo sacris*, cupiens hanc exceptionem auferri, injungit Ordinariis ut, quacumque ratione cognoverint posse convenienter conventuum moniales sustentari sine hac eleemosynarum collectione, easdem conversas sub eadem clausura cum aliis monialibus reducant, neque amplius a suis monasteriis exire permittant.

18. *Dubium bipartitum circa conversarum professionem et clausuram. — Prima dubii pars. — Secunda pars.* — Duo autem ex illis constitutionibus circa has conversas oriuntur dubia. Primum est, an possint jam veram professionem emittere, et ad clausuram obligari. Nam Pius, post superiora verba, subjungit : *Et de cætero nullæ aliæ professæ conversæ recipi amplius etiam de consensu suorum Superiorum vel Prælatorum possint ; quod si adversus hanc nostram prohibitionem receptæ fuerint, illarum receptio nulla, irrita, et inanis sit, prout ex nunc nullam ac irritam facimus et annullamus.* Responderi potest, Pontificem prohibere ut non recipiantur conversæ professæ, quæ extra monasterium maneant, sed ut, finitis illis quæ tunc erant, collectio fieret per conversas non professas. Sed obstat, quia Gregorius XIII contrario potius modo declarat illam prohibitionem, dicens : *Quod autem idem Pius statuit de cætero nullas alias conversas professas recipi amplius posse, ita esse intelligendum declaramus, præter illas conversas, quæ extra monasterium domibus contiguis degerent.* In quo potius significat illas recipi posse, non vero alias, quæ intra monasterium degant; quod videtur incredibile, ut statim dicam. Secundum dubium est, an possint nunc in monasteriis esse conversæ non professæ. Nam Gregorius expresse dicit : *Conversas vero non professas, et profiteri nolentes, dimisso habitu, domum remittant, neque alias in futurum, nisi professionem suo tempore emissuras, atque sub perpetua clausura mansuras, in monasteria hujusmodi recipi permittant.* In contrarium vero est, quia hæc prohibitio videtur priori prohibitioni repugnare, vel ex utraque sequi nullas conversas esse posse in monasteriis monialium, quod admitti non potest.

19. *Opinio Navarri ad hoc dubium, non posse nunc dari in monasteriis conversas professas.* — Circa hoc dubium, Navarrus, comment. 4, de Regularibus, num. 56, existimat prohibitum esse monialibus recipere conversas quæ professionem emittant, et intra mo-

nasteria maneant; et quod amplius est, dicit consuluisse de hac re Gregorium XIII, et ipsum ita interpretatum esse mentem Pii V et suam. Verumtamen de interpretatione viva voce data ab ipso Gregorio XIII mihi non ita constat, ut tenear illi nunc adhærere. Nam, licet certo credam Navarrum veritatem referre, nescio tamen an satis verba Gregorii perceperit aut intellexerit. Mihi tamen persuadere non possum dictos Pontifices id prohibuisse. Primo, propter rationes optimas quas idem Navarrus adducit, ut verisimilis non sit talis prohibitio, quia nullo titulo necessaria aut utilis vel conveniens apparet: neque per sese ad statum religiosum vel perfectionem ejus; cur enim hoc magis pertinet ad perfectionem monialium quam monachorum, qui ubique habent conversos professos, seu veros religiosos, etiamsi maximam perfectionem et rigorem vitæ profiteantur? Neque ad finem clausuræ quam in illis indultis præcipue intendunt dicti Pontifices, et ubi solum ea occasione aliquid de his conversis statuunt; si autem illæ ad perpetuam clausuram obligantur, quid potest nocere clausuræ earum professio? Aliunde vero earum auxilium est moraliter necessarium cæteris monialibus, quæ proprie monachæ vocantur, et divinis officiis magis vacare debent, et multo majus inconveniens esset recipere intra clausuram conversas, quæ nunquam profiteantur. Accedit præterea, quod per talem prohibitionem impediretur status perfectionis multis pauperioribus feminis, quæ ad gradum monacharum recipi non possunt. Esset denique talis prohibitio contra receptam et fere universalem consuetudinem, quam verisimile non est voluisse dictos Pontifices abrogare sine urgentissima causa, quæ hic non apparet; nam ita postulat æquitas legis humanæ ecclesiasticæ, præsertim cum illa consuetudo honesta et sancta videatur.

20. Secundo moveor propter expressa verba Gregorii XIII, præcipientis conversas non professas in monasteriis tunc repertas, aut profiteri, aut abire, neque alias (inquit) in futurum, nisi professionem suo tempore emissuras, atque in perpetua clausura mansuras, in monasterio hujusmodi recipi permittant. Ex quibus verbis evidenter constat ipsum non simpliciter prohibuisse receptionem conversarum, tantumque abesse ut professionem vetuerit, quod potius hanc posuit tanquam conditionem necessariam, ut conversæ admittantur, cum qua expresse voluit ut permittantur. Quorum verborum vis non latuit Navarrum, nihil tamen ad illa respondet, nec declarat quomodo potuerit Gregorius XIII sine expressa contradictione mentem suam aliter viva voce declarare.

21. *Satisfit motivo Navarri in n. 19.* — Tertio declaratur exponendo mentem utriusque Pontificis. Nam Pius V proxime locutus fuerat de conversis destinatis ad eleemosynas colligendas, easque permiserat extra monasterium in propinquis domibus habitare, et statim subdit: *Et de cætero nullæ aliæ professæ conversæ recipi amplius, etiam consensu suorum Superiorum, vel Prælatorum possint*; irritatque receptionem et professionem. Et prosequitur deinde: *Quod si prædicto modo necessitatibus monialium*, etc.; ergo manifeste loquitur de conversis degentibus extra monasterium, et illas tantum refert, cum ait, *nullæ aliæ*; nam contextus ipse et connexio antecedentium cum consequentibus plane id ostendit. Gregorius autem XIII, volens dispositionem Pii vel declarare, vel limitare, de conversis intra et extra monasterium degentibus distincte loquitur. Et primum vult omnes conversas professas reduci ad clausuram monasterii, quoad fieri possit. Secundo, vult ut intra monasteria nullæ sint conversæ non professæ. Tertio, voluit ut conversæ professæ intra monasterium et tunc esse, et in futurum recipi, et denuo profiteri possint. Quarto, permisit ut præter conversas intra manentes, si necessitas eleemosynarum duret, possint ad hoc ministerium extra monasterium in domibus propinquis hujusmodi conversæ professæ habitare, et in futurum etiam ad hoc recipi. Quinto, prohibuit ne plures hujusmodi recipi possent, quam ad hoc ministerium eleemosynarum essent necessariæ, et ita dicit esse intelligendum quod Pius V dixit, *nullas alias in posterum recipi posse*, scilicet, nullas alias, præter eas quæ propter ministerium eleemosynarum necessariæ sunt, et in propinquis domibus habitent. Difficile autem creditu est hanc fuisse mentem Pii V, nam proxime post illam prohibitionem subdit: *Quod si prædicto modo necessitatibus monialium succurri sufficienter non poterit, mandamus superioribus, ut ipsi provideant de aliis personis piis, et Deo devotis, quæ fidelium eleemosynas colligant.* Quod remedium necessarium non esset, nisi mens ejus fuisset, ut collectio amplius non fieret per conversas denuo ad professionem receptas. Nec Gregorius dixit aliam fuisse men-

tem Pii V, sed voluit illam ex parte mutare, concedens ut ubi necessaria fuerit hæc collectio, possint aliquæ conversæ ad professionem recipi propter illud ministerium; quia, servatis circumstantiis a Pio V positis, videtur moraliter fieri posse sine inconvenienti, et sperari quod per eas ministerium fidelius et diligentius fiat. Denique neuter ex dictis Pontificibus disponit, an possint monasteria monialium habere aliquas conversas, seu oblatas non professas, quæ extra septa monasterii in domibus propinquis degant. Tamen, eo ipso quod hoc non prohibent, relinquitur hoc juri communi, vel naturali, aut speciali uniuscujusque religionis; constat autem ex natura rei hoc non esse malum, sed posse esse religiosum et sanctum, sicut est in religionibus virorum; neque etiam invenio decretum aliquod juris communis quod hoc prohibeat. Relinquendum ergo est juri religionis, vel receptæ consuetudini, dummodo his conversis ingressus ad monasterium non pateat, nisi juxta dicenda in cap. 10, circa alteram partem hujus clausuræ, ad quam hæc obligatio pertinet. Et hæc de conversis.

22. *In quo decretum Concilii sit strictius, quam Bonifacii.* — Præter dicta autem de clausura, Concilium Tridentinum addit revocationem privilegiorum, dicens: *Indultis quibuscumque et privilegiis non obstantibus.* Et in cap. 22, fit amplior magisque specifica revocatio: *Non obstantibus eorum* (id est, regularium) *omnium et singulorum privilegiis, sub quibuscumque formulis verborum conceptis, ac Mare magnum appellatis, etiam in fundatione obtentis, necnon constitutionibus et regulis etiam juratis, atque etiam consuetudinibus vel præscriptionibus, etiam immemorabilibus.* Quæ tota revocatio ad prædictam legem applicanda est; nam idem Concilium ait, cadere in omnia præcedentia et singulas ejus partes; ergo maxime in hanc, quæ est una ex principalioribus partibus. Et quoad hanc partem est rigorosior hæc lex Concilii quam fuerat Bonifacii. Nam ille nullam expressam revocationem privilegiorum vel consuetudinum addidit, et ideo, licet ex universalitate et exaggeratione verborum, et ex circumstantiis litteræ posset fortasse colligi, non tamen ita clare et aperte, præsertim ad revocandas immemoriales consuetudines, vel specialia privilegia, præsertim in ipsamet fundatione monasteriorum obtenta; quia juxta commune jus, lex non solet hujusmodi derogare, nisi satis expresse id declaretur, juxta cap. 1 de Constit., in 6. Nunc vero per hoc decretum, ut latum est a Concilio Tridentino, certum est nullum genus privilegii vel consuetudinis posse impedire hanc obligationem.

23. Ex his ergo satis declarata sunt tria puncta supra, num. 10, proposita, scilicet hanc obligationem omnibus et solis monialibus professis esse impositam, et oriri, non quidem ex voto generatim loquendo, sed ex præcepto ecclesiastico jam a nobis declarato. Dico, *generatim loquendo*, quia aliquæ moniales, ut S. Claræ, et fortasse aliæ, emittunt hoc votum, in quibus additur (ut sic dicam) obligatio intensiva, non extensiva, quia hæc revera non potest esse major. Nam quoad personas hoc præceptum extenditur ad omnes religiosas, ut dictum est; quoad locum seu actum prohibet omnem exitum extra claustrum, etiam ad ecclesiam quam seculares intrant, et extra januam clausuræ, etiamsi sit intra aliam, quæ patere solet secularibus, ut Gregorius XIII, in suo Motu, distinctius præcepit, et Navarrus, dict. Comment. 4, num. 57, declaravit. Quoad tempus vero seu occasiones exeundi, comprehendit omnes, tantum necessariis exceptionibus adhibitis, ut mox declarabimus. Non potest ergo esse major extensio hujus obligationis. Non cogit autem præceptum hoc moniales ut votum clausuræ emittant, quia neque in aliqua constitutione hoc declaratur, neque sub hac ratione receptum est illud præceptum, sicut contingit in continentia clericorum; et ideo non est quod hanc obligationem imponamus. Et ita etiam patet quam rigorosa sit hæc obligatio.

## CAPUT IX.

### QUIS POSSIT IN PRÆDICTA CLAUSURA MONIALIUM DISPENSARE.

1. Ut ultimum punctum ex propositis in cap. præcedenti, num. 10, expediamus, oportet explicare moderationem quam Concilium Tridentinum addidit huic præcepto, *nisi ex aliqua legitima causa ab Episcopo approbata*, per quam temperatur, ut eodem cap., n. 13, dicebamus, rigor præcepti Bonifacii. Quia (ut ibi notavi) absolutam reliquit prohibitionem, et unicam exceptionem addidit, per quam magis videbatur coarctari generalis prohibitio. Quod fecit consultissime Concilium, ut facilius possent moniales induci ad servandum præceptum quod tanto tempore recusaverant. Circa illam vero moderationem non-

nulla explicanda sunt. Primum, quæ sit illa legitima causa; secundum, quis possit licentiam dare.

2. *Dubium primum de legitima causa egrediendi clausuram.— Causæ sufficientia relinquitur arbitrio ordinarii juxta Tridentinum.* —Circa primum dicendum est, ex vi Concilii relictum hoc esse prudenti arbitrio Episcopi. Probatur, quia talis causa nullo jure definita est, nec Concilium illam determinat; ergo relinquit arbitrio Episcopi, cui approbationem committit. Dices : jam fuerat hæc causa a Bonifacio definita, scilicet laborare tali morbo, ut non possit cum aliis absque gravi periculo seu scandalo communicare; causa autem legitima idem est ac causa per legem statuta; ergo de hac loquitur Concilium, et hanc vult esse recognitam et approbatam ab Episcopo. Sed non est hæc mens Concilii, neque ita communiter intellectum aut receptum est, et constat etiam ex constitutionibus Pii et Gregorii, ut statim videbimus, et ex multis declarationibus Cardinalium, et ex vi et proprietate verborum. Nam legitima causa indefinite significat causam rationabilem, quæ legi rectæ rationis conformis est; non ergo recte limitaretur ad particularem causam illo antiquo jure indicatam.

3. *Pius V tres causas limitat.—Auctor cum Navarro extendit decretum ad casus non solum proprie similes, sed etiam in quibus ratio Pontificis militat.* — Advertendum est autem Pium V, in constit. 100, *Decori*, causam hanc intra certos limites præscripsisse, cum majori quidem amplitudine quam Bonifacium, cum magna tamen (ut apparet) restrictione Concilii. Sic enim ait : *De cætero etiam infirmitatis seu aliorum monasteriorum occasione et prætextu, nisi ex causa magni incendii, aut infirmitatis lepræ, aut epidemiæ, a monasteriis præfatis exire, sed neque in prædictis casibus extra illa, nisi ad necessarium tempus, stare licebit.* Ubi aperte causam legitimam restringit ad illos tres casus. Ex quibus duo postremi continentur sub causa a Bonifacio explicata, imo plures videtur Bonifacius comprehendisse, nam plures videntur esse morbi contagiosi, qui communitati grave periculum vel scandalum afferre possunt, quos omnes Bonifacius sub generali voce complexus est. Navarrus autem, in dict. Comment. 4 de Regularib., num. 48, ait, hos casus Pii V extendendos esse ad similes; quod variis conjecturis confirmat, juxta quam interpretationem manifestum est totum, quod Bonifacius in sua exceptione comprehendit, contineri in duabus infirmitatibus a Pio V in specie positis. Præsertim quia verisimilius est nomen *epidemiæ*, non rigorose sumi ibi pro illa, quæ pestis dicitur, id est, pro morbo qui ita grassatur, et per contagium communicatur, ut majorem hominum partem, quos ferit, interimat; sed ut latius dicitur de quolibet morbo communi ita contagioso, ut ab uno facile ad alios diffundatur, si cum illo communicent. Cum enim illa lex quoad hanc partem restrictiva et odiosa sit, verba ejus in mitiori significatione propria interpretanda sunt; certum est autem, juxta usum peritorum artis medicæ[1], vocem *epidemia*, absolute dictam, hanc habere significationem. Juxta illam ergo intelligenda est hæc, et ita non per similitudinem, sed etiam per proprietatem comprehenduntur omnes morbi vere contagiosi, qui communitati grave periculum vel scandalum afferre possunt. Et nihilominus verum existimo Navarri dictum, in illis scilicet casibus comprehendi quoscumque alios ita similes, ut in eis eadem ratio, quæ in prædictis, militat. Ponit ipse exemplum in periculo belli imminentis; nam tunc liceret monialibus fugam capere, propter similitudinem rationis cum primo casu incendii, quod etiam admittit Guttierez, lib. 1 Practicarum quæst., cap. 14, num. 9, ubi alios refert. Idem erit si, monasterio juxta flumen existente, inundatio vel ruina totius monasterii nimium crescente fluvio repente timeatur, et sic de similibus, qui materialiter, non formali ratione sunt ab incendio diversi.

4. *Num præter dictas causas egressus aliæ sint admittendæ. — Ratio partis negantis.* — Difficultas ergo est, an in aliquo casu liceat hujusmodi licentiam dare moniali propter aliam causam præter has tres numeratas a Pio V, ut a nobis sunt cum Navarro proxime expositæ. Ratio dubitandi est, quia Pontifex ponit regulam universalem prohibentem, et addit illas exceptiones; ergo firmat regulam in contrarium; nullam ergo aliam exceptionem permittit. Confirmatur primo, quia statim gravem adjungit pœnam adversus aliter concedentes hujusmodi facultates, volens illam esse quasi formam substantialem illius facultatis concedendæ; ergo facultas aliter concessa nulla est. Confirmatur secundo, quia

[1] Vide Gal., in lib. 1 de Ratione victus in morbis acutis, comment. 9, et lib. 3 de Morbis popularibus, p. 3, comm. 20.

ex illis tribus causis numeratis a Pio V, evidenter constat illum solum considerasse commune detrimentum conventus, ut hæc licentia legitima esse posset. Vel ergo alia causa talis est, ut simile detrimentum communitati afferat, et ita non est alia causa, nec similis proprie, sed eadem, ut explicatum est; si vero non vergit in damnum communitatis, plane non est reputata a Pontifice sufficiens; quomodo ergo poterit ab aliquo inferiori sufficiens reputari? Atque ita definit hoc dubium Guttierez, lib. 1 suarum Practic. quæst., cap. 14; et Cenedus, in Collectaneis, ad 6, collect. 31, numer. 2; Emman. Rodrig., tom. 1 Quæstionum regularium, quæst. 49, art. 3.

5. *Contrarium sentit Navarrus in duobus casibus.* — Contrariam sententiam tenet Navar., Comment. 4 de Regular., num. 49, ubi duos casus ponit, in quibus videtur hoc licere præter numeratos a Pio V Primus est, quando monialis unius monasterii eligitur in Abbatissam alterius, nam Episcopus potest hanc causam exeundi a suo monasterio, ut sufficientem approbare; et in hoc etiam consentit Guttierez, imo illud extendit ad quamcumque rationabilem causam, propter quam auctoritate et præcepto Prælatorum monialis mutatur ab uno monasterio, ut in alio habitet. Quia hoc non ideo licet solum quia causa est justa, licet distincta; sed quia ille exitus non est de quo loquitur Pius V, quia non est (inquit Guttierez) ad manendum extra monasterium, sed ad transeundum ad aliud : Pius autem loquitur de exitu ad manendum aliquo tempore in seculo. Quæ ratio non videtur omnino satisfacere, quia etiam prohibetur a Pio V exitus ad ambulandum extra monasterium per aliquod breve tempus, sine ulla mora, aut detentione in aliquo loco; imo, etiamsi fingatur causa rationabilis exeundi per unam januam monasterii ad ingrediendum statim per aliam, incedendo recta via, et sine ulla mora, id non esset licitum; ergo, quod alter egressus sit solum ad iter agendum usque ad aliud monasterium, non sufficit quominus sit materia hujus prohibitionis. Nihilominus casum illum censeo esse verissimum, nam consuetudo, quæ est optima legum interpres, ita illum approbavit et interpretata est. Necessarium autem est ad rationem reddendam dicere, vel ex benigna, seu præsumpta interpretatione illum non reputari exitum a monasterio, quia, eo ipso quod exit ab uno, censetur moraliter transire ad aliud eo modo quo potest, viamque intermediam moraliter non reputari; vel (quod mihil magis placet) hic habet locum regula juris, quod species derogat generi, etiamsi species antecedat. Hic autem casus specificus est in jure expresse permissus, et novissime in Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 7, de Regular., ubi statuit, ut in casu necessitatis possit eligi Abbatissa ex alio monasterio. Qui autem unum concedit, etiam approbat necessarium medium ad illud. Pius autem V sine dubio noluit revocare hanc legem : ejus ergo universalis prohibitio per illam specialem legem limitatur. Confirmari potest a simili ex dict. cap. unic., § *Verum*, de Statu regularium, in 6, ubi in speciali casu conceditur, ut Abbatissa cum honesta et decenti societate possit exire ad fidelitatis sacramentum præstandum alicui principi, cui illud debet. Quæ lex specialiter non revocatur, et ideo limitare censetur generalem prohibitionem : ergo similiter, etc.

6. *Quorumdam extensio dicti casus non admittitur.* — Aliqui tamen hoc extendunt ad quamcumque mutationem monialium ab uno monasterio in aliud propter varias causas, ut ad fundandum monasterium, vel ad aliud ministerium ibi peragendum, licet non sit Prælatio. Quæ certe juxta dicta videntur probabilia ; tamen a Congregatione Cardinalium hoc responsum datum invenio : *Monialis non potest transire de uno ad aliud monasterium, etiam de consensu Episcopi, sine licentia Sedis Apostolicæ, etiamsi translatio fiat ad aliud ejusdem Ordinis.* Et infra dicitur, Sedem Apostolicam aliquando hoc concedere ex causa, de consensu Superiorum, etiam ad monasterium alterius obedientiæ. Et nuper in hoc Lusitaniæ regno vidi ad transferendam monialem ab uno monasterio ad aliud ejusdem Ordinis, et sub eodem Generali, et interveniente satis gravi causa salutis, expectatam fuisse licentiam Sedis Apostolicæ. Ita ergo servandum judico, quotiescumque causa mutationis talis non fuerit, quæ vel in jure sit specialiter expressa, ut dictum est de officio Abbatissæ (idemque censeo, si oporteat totum monasterium alio tranferri, juxta decretum Concilii Tridentini, sess. 25, de Regularibus) ; vel nisi per æquiparationem rationis possit causa ad numeratas a Pio V reduci, juxta ea quæ statim dicemus ; ut est, verbi gratia, quando oportet ob pravos mores monialem alio transferre, nam illa causa non immerito contagioso morbo comparatur, vel scandalo communi, pro quo vitando Bonifacius etiam egressum concessit.

7. *Secundus casus, quem Navarrus probat quadrupliciter.*—Alter vero casus et difficilior est, si monialis gravi laboret ægritudine, ita ut in morali periculo mortis constituatur, nisi extra monasterium curetur; et tunc etiam existimat Navarus esse sufficientem causam justæ facultatis, etiamsi morbus ille cæteris monialibus contagiosus non sit. Fundatur primo, qui illa causa esset sufficiens, juxta Concilium Tridentinum. Pius autem V non videtur voluisse derogare Concilio, nam potius dicit se velle renovare et stabilire illud. Idemque argumentum sumit ex decreto Bonifacii, quia in hac parte est strictius quam Concilium, imo etiam quam Constitutio Pii, quatenus non exprimit casum incendii, et nihilominus, non obstante illo decreto, erat legitima illa causa judicio omnium prudentium, et communi usu. Tertio, adducit Navarrus leges juris civilis, in quibus prohibitio aliqua fit cum certo numero exceptionum, et nihilominus juxta communes interpretationes admittuntur aliæ, quando recta ratio docet esse admittendas. Quarto argumentatur ex conjecturata mente legislatoris, quia non est verisimile voluisse privare hominem defensione propriæ vitæ, quæ tam naturalis est.

8. *Contrarium sentit Gultierez.*—Ad hæc argumenta respondet late Guttierez supra, negando in specie esse licitam facultatem in eo casu. Et quamvis aliæ responsiones probabiles sint (quas brevitatis causa omitto), in ea mihi non satisfacit, in qua admittit, non obstante decreto Bonifacii in sua vi permanente, posse licentiam dari in eo casu, et negat posse fieri juxta constitutionem Pii V, cum revera magis restrictiva sit exceptio Bonifacii quam Pii, ut ponderavi; vel saltem in hoc conveniant, quod etiam Bonifacius in sua exceptione solum respexit ad causam, quæ ad totam communitatem pertineat; quod est fundamentum potissimum suæ sententiæ. Unde, consequenter loquendo, idem dicendum esset de decreto Bonifacii, nisi fuisset consuetudine derogatum, vel per Concilium Tridentinum amplificatum. Et hanc sententiam esse communem ait Emmanuel Rodrig., primo tom. Quæstionum regul., q. 49, art. 3, citans Collectores Mendicantium, et Cordubam in Additionibus ad Compendium, et ipse indicat esse sequendam in judicando et consulendo, cum tamen in art. 2 dixisset, in monasteriis existentibus in desertis locis, ad quæ non possunt medici frequenter accedere quantum necesse est, sufficientem causam hujus licentiæ insurgere posse ex ægritudine privatæ personæ, non obstante Motu proprio Pii V, quem limitandum putat quoad illa monasteria. Sed certe si limitatio admittenda est, non est præcise propter situm monasterii, nam certissimum est illud absolute sub lege comprehendi, sed est propter necessitatem occasione illius situs subortam; si ergo illa sufficit, quamvis sit unius tantum personæ, et ex ægritudine, sufficiet, ex quacumque alia causa nascatur, quia hoc ad vim et rationem præcepti materiale est.

9. *Navarri placitum suadetur primo.*—Ego igitur non possum discedere a pia sententia Navarri, propter nonnulla quæ ultra illum breviter expendam. Primum, quod leges humanæ non obligant ad sui observationem cum gravi periculo mortis, nisi ubi honor fidei vel religionis, vel magna necessitas boni communis intercedat; nihil autem horum in præsenti intervenit; ergo non tenetur monialis cum tanto periculo parere huic præcepto ecclesiastico. Minor supponitur ex facto, nam revera moraliter ita potest facile contingere. Ad majorem autem responderi potest esse veram, nisi ex circumstantiis legis aperte constet intentionem præcipientis esse obligare cum illo periculo, ut hic constare videtur. Sed contra hoc est, quia illud principium, sicut communiter receptum est, ita etiam communiter non solet fundari in solo defectu voluntatis, sed etiam in defectu potestatis; quia leges hominum debent esse tolerabiles et humanæ, et ita non possunt imponere tam grave onus exponendi se gravi periculo mortis, nisi ex causa proportionata, quæ non est, nisi necessitas communis boni temporalis aut spiritualis. Quamvis autem hoc præceptum sit propter bonum commune et spirituale religionis, tamen hoc bonum non periclitatur, nec patitur grave nocumentum propter licentiam concessam in illa extrema necessitate. Et quamvis demus legem hanc non fuisse futuram injustam, in eo sensu tamen negari non potest quin esset gravissima et durissima, quod præsumendum non est de pia mente Pontificis; et ita procedit optime ultima ratio Navarri.

10. Unde argumentor secundo in hunc modum, quia duobus vel tribus modis conjectare possumus illum casum fuisse omissum a Pontifice. Primo, quia non venit in actualem considerationem ipsius; et hoc insinuat Navarrus, et ita quasi per epiikeiam interpretatur non fuisse voluntatem ejus illum exclu-

dere. Illud autem suppositum difficile creditu est, quia illa solet esse causa maxime vulgaris et frequens. Secundo ergo credi potest Pontificem de illo cogitasse, et intellexisse verum periculum mortis, quod in illo casu esse potest, et noluisse nihilominus legem suam tunc relaxare; et hoc dicimus videri incredibile. Tertio igitur potest intelligi Pontificem quidem cogitasse de causa privatæ infirmitatis, supposuisse tamen, vel præsumpsisse, propter illam curandam non posse esse necessarium exitum a monasterio; et tunc si postea revera constet de necessitate, ita ut illo medio speretur vita, et sine illo moraliter desperetur, lex illa non obstabit, quominus causa illa legitima censeatur. Probatur, quia lex fundata in præsumptione quantum ad id non obligat, quando veritas rei præsumptioni non correspondet, ut est recepta doctrina. Sed ita contingit in hoc casu juxta hanc interpretationem; ergo.

11. *Satisfit rationibus adversariorum in num. 4.*— Tertio, ut simul satisfaciamus clarius fundamentis alterius sententiæ, per æquiparationem rationis potest hic casus sub numeratis a Pio V comprehendi. Nam etiam alii auctores fatentur hanc æquiparationem sufficere, sed negant in hoc casu reperiri, quia putant Pium V solum respexisse ad causam quæ pertineat ad communitatem monialium, ita ut damnum non exeundi omnes concernat. Sed revera non ita est, quia etiam habuit rationem damni singularum monialium. Quod declaro in casu incendii; tunc enim incendium sufficit ut omnes moniales monasterio exeant, quando omnium vita periclitatur, nisi exeant; si autem non immineret periculum omnium, sed aliquarum, quia videlicet una pars monasterii incenditur, et in alia non est periculum, tunc illæ tantum exire possent, quæ aliter vitare mortem non possent; ut si fingamus habitare in parte quæ incenditur, et non posse transire ad aliam, nisi per ignem. Idemque erit de una tantum si casus ad hanc restringatur, ut illa sola in incendio periclitetur. Quod ideo expendo, ut declarem hanc causam non respicere communitatem, ut communitas est, sed omnes personas ejus, ut singulas, et sufficere in unaquaque, si illam solam tangat; ergo quæcumque alia causa quæ constituat singulas moniales in evidenti periculo mortis, nisi exeant, est eadem cum hac per æquiparationem rationis, et consequenter comprehenditur sub illa exceptione; et procedunt exempla aliarum rerum quæ Navarrus adducit. Confirmatur et declaratur; ponamus enim, periculum ægritudinis, quod in una supponimus, grassari per omnes vel quamplures moniales monasterii, non propter contagium ipsarum inter se, sed propter novam loci insalubritatem, vel aliam extrinsecam occasionem illius loci peculiarem; certe tunc causa illa æquipararetur incendio respectu totius monasterii, quia jam periculum tangit omnes; ergo pari modo respectu singularum talis causa æquiparatur incendio uniuscujusque; ergo, sicut periculum incendii unius sufficit ut illa sola possit exire, ita etiam infirmitas ex loco proveniens, quæ illi soli vitam eripit. Hoc denique confirmat quædam responsio Cardinalium, quæ sic habet: *Curandæ valetudinis causa ad balnea monialem exire posse Sedes Apostolica concessit, dum tamen eat cum honesto comitatu personarum, quem Ordinarius dandum censuerit; atque tam eundo quam redeundo, nullum ad locum extra viam rectam divertat, neque diutius maneat apud ipsa balnea, quam ad curandam infirmitatem necesse fuerit.* Non declaratur autem ibi an illa fuerit dispensatio cum aliqua moniali in particulari, vel generalis declaratio juris. Tamen ex tenore verborum hoc posterius magis colligitur.

12. *Objectio contra proxime dicta diluitur.* — Dices, rationes has nimium probare, scilicet posse in hujusmodi casu monialem sine facultate, imo et invitis Prælatis, exire, quia non obligatur lege clausuræ, ut prima et secunda ratio probare conantur; et quia in casu incendii, cui hunc æquiparamus, non est necessaria facultas. Respondetur negando sequelam, simpliciter loquendo, quia lex, quæ non obligat ob periculum mortis, solum excusat quantum ad vitandum periculum necessarium est; hæc autem lex simpliciter prohibet exire sine legitima facultate, et in casu quem tractamus, ad vitandum periculum, non est necessarium exire sine legitima facultate et approbatione Superiorum. Et in hoc etiam est dissimilis æquiparatio incendii, quia ibi periculum non dat locum petendi facultatem, nec causa indiget approbatione superioris, quia per se est evidentissima. Cum ergo extensio hæc fiat per æquiparationem rationis, in eo tantum fieri debet, in quo est paritas; in reliquo vero potius est æquiparatio facienda cum aliis casibus in eadem lege positis, in quibus approbatio Episcopi requiritur, etiamsi infirmitas contagiosa sit. Quod tamen semper intelligitur, nisi esset evidens periculum

in mora, ut si acuta pestis repente invaderet monasterium, et Episcopus multum distaret; tunc enim æquipararetur hic casus incendio. Quia vero adeo est rarus ut non sit moralis, non commemoratur in lege. Solum posset urgeri casus, in quo monialis constituta in dicto periculo mortis, petita facultate, eam obtinere non possit; tunc enim non videtur obliganda ad servandam legem cum tanto periculo vitæ. Tamen, quia res morales periculis expositæ sunt, non est hujusmodi casus admittendus, nec talis libertas concedenda, tum quia non potest hic tam evidenter constare de periculo, sicut in incendio; et ideo, si Prælatus informatus non approbat necessitatem, præsumendum est non esse sufficientem; tum etiam quia nunquam id fieri posset sine magno scandalo et infamia religionis, atque ita militat ibi ratio servandi legem humanam, etiam cum vitæ periculo, propter commune bonum suæ religionis.

13. *Secundum dubium, a quo et quomodo, supposita causa, danda sit licentia. — Dispensationem proprie sumptam solus Papa concedere potest jure ordinario, quoad clausuram. — Quid Tridentinum et Pius V pro facultate simplici requirant. — Emmanuelis placitum expenditur.* — Ex his ergo declaratum relinquitur ultimum punctum in fine num. 1 propositum, quis, scilicet, et quomodo possit in hoc præcepto dispensare. Possumus autem hic distinguere facultatem a dispensatione modo in superioribus adnotato. Nam facultas est pars materiæ ipsius legis, quia prohibitio ipsa est ingrediendi absque tali facultate ex tali causa concessa; et ideo cum talis facultas datur, revera non dispensatur in lege, sed juxta illam fit; dispensatio autem propria esset, si daretur licentia egrediendi sine causa et facultate in lege requisitis. Dispensationem ergo in hoc rigore et proprietate sumptam solus Papa concedere potest, quia solus ipse potest in suis legibus dispensare jure ordinario. Nec fingi potest casus, in quo ex accidenti sit necessaria dispensatio Episcopi, quia in eo sufficiet facultas quam ipsa lex permittit, et ita cessabit ratio dispensationis in ipsa proprietate sumpta. Loquendo autem de facultate, Concilium Tridentinum dixit legitimam causam ab Episcopo esse approbandam; et Pius V dixit hoc esse intelligendum etiam de monasteriis exemptis a jurisdictione Episcoporum, et vult approbationem dari *in scriptis, expresse, et causa cognita*, et postea subdit: *Aliter autem, quam ut præfertur, egredientes*, etc. Ex quibus verbis colligitur, omnes illas conditiones necessarias esse ad vitandam culpam et censuram. Extendit tamen nomen *Episcopi*, dicens: *Per Episcopum, seu alium loci Ordinarium.* Quod intelligo de Ordinario habente jurisdictionem Episcopalem: hoc enim significare solet *Ordinarii* nomen, quando agitur de actu pertinente ad jurisdictionem fori contentiosi, et maxime in materia tam gravi. Et hæc non est additio, sed interpretatio Concilii Tridentini, quia nomen *Episcopi*, in his rebus extendi solet ad Ordinarium habentem jurisdictionem Episcopalem. Et fortasse ob hanc causam congregatio Cardinalium in nonnullis responsis de hac materia semper utitur nomine Episcopi, quamvis sine dubio non recedat a mente Pii V. Quæri autem potest an hæc approbatio et licentia Episcopi sufficiat. Ad quod respondendum est, in monasteriis subjectis Episcopo sufficere, quia ibi ipse est Episcopus, et Prælatus religionis. In exemptis vero necessaria præterea est licentia proprii Prælati, Provincialis, scilicet, vel Generalis, juxta uniuscujusque institutum; hanc enim licet Concilium non requirat, non excludit, sed potius supponit ut jure communi necessariam; semper enim loquitur secundum jus, quando illud non immutat: et ita expresse declaravit Pius V, et dicta Congregatio Cardinalium in multis responsis. Et uterque, tam superior regularis quam Episcopus, debet approbare legitimam causam, ut Pius V dixit. Emmanuel autem Rodrig., d. quæst. 49, art. 6, ait hoc non esse in usu in Hispania, et ideo sine scrupulo sufficere in illa licentiam Provincialis habentis jurisdictionem Episcopalem, quia ipse etiam est Episcopus et Ordinarius talis monasterii; et constitutio Pii vel est intelligenda, quando Prælatus monasterii non habet jurisdictionem Episcopalem, vel per non usum amisit vim obligandi. Sed quod ad jus attinet, prior expositio violenta est, nam Pius expresse requirit, præter alios Ordinum superiores, approbationem Episcopi vel Ordinarii, etiamsi monasteria exempta sint; et declarationes Cardinalium expresse requirunt consensum superioris regularis et Episcopi diœcesani; et declarant Episcopos posse per censuras compellere quoscumque superiores religionum ad hoc observandum, non obstantibus privilegiis. Quod vero attinet ad non usum, res est facti, quæ mihi non satis constat. Illud tamen scio, legem ecclesiasticam non pendere ex acceptatione, nec amittere vim suam, nisi post

longissimam præscriptionem, præsertim quando dat jurisdictionem, contra quam præscribendum est.

14. *Dubium, an monialis cum facultate sine legitima causa data, egredi possit.*—Sed quid si dent licentiam sine causa legitima ? eritne tuta in conscientia ipsa monialis ? Respondetur : minime, per se loquendo ; nam ipsa, bona fide procedendo, semper debet præsumere Prælatos legitime agere, etiam in eo casu opinabili vel dubio, quia hoc est ordinarium jus superioris, et in præsenti maxime juvat, si duo tam graves Prælati concordent. Si tamen ei constet in conscientia causam non subesse, et favore vel alio modo licentiam obtineat, nec culpam nec censuram excusat ; quia et illa facultas in reipsa nulla est, et eam non latet ; et quia Pius V dicit : *Aliter autem, quam ut præfertur, egredientes ;* prædictum autem fuerat ut sine legitima causa et probata non exeant. Quæ porro sit hæc causa legitima, satis jam explicatum est ; ut autem ex omnibus dictis regulam summatim colligamus, non censeo hoc esse absolute relinquendum prudenti arbitrio Episcopi aut Prælatorum, ut ex vi Concilii relinquebatur ; quia Pius V illam legitimam causam vel limitavit, vel declaravit ; juxta quam limitationem, prout a nobis exposita est, videtur posse generaliter dici hanc causam consurgere vel ex necessitate præcisa ad propriam vitam tuendam, vel ex necessitate vitandi contagium seu damnum aliarum monialium. Quæ profecto est satis magna restrictio, ita vero scripta est.

15. *Objectio contra doctrinam proximi dubii diluitur.*—Sed objiciet aliquis ex Navarri supra, quia Pius V non videtur derogasse Concilio Tridentino, quod etiam absolute affirmat Emmanuel Rodrig., d. quæst. 49, art. 5, quia in sua constitutione idem Pontifex ait, velle se adhærere decreto Concilii Tridentini. Verumtamen negare non possumus Pontificem amplitudinem illam Concilii quodammodo coarctasse, sive per derogationem, sive per limitationem, juxta doctrinam Bartoli distinguentis illa duo, in l. *Si constante,* ff. Soluto matrim., n. 39. Nam illa limitatio potius est per quamdam declarationem, quam per derogationem. Quæ declaratio licet limitans seu coarctans videatur, quando pietatem respicit, favorabilis potius quam correctoria censetur, argumento cap. 2, § *Statuimus,* de Decimis, in 6. Ob hanc ergo causam, non obstante illa limitatione, dicitur Pontifex adhærere Concilio, et nulla facta mentione derogationis illud limitavit ; alioquin inutilis fuisset lex Pii V quoad illos tres casus, quos enumerat, quod in omni legum interpretatione cavendum est.

16. *Quid si e contra subsit causa, sed approbatio ejus, vel licentia negetur.* — Quæri vero ulterius potest quid dicendum sit, si e contrario causa legitima in re subsit, Episcopus autem vel Prælatus nolit illam approbare. Respondeo, duo hic intervenire, quæ videntur distinguenda : approbatio causæ, et licentia exeundi, nam revera separabilia sunt, ut de approbatione quoque et facultate ad confessiones audiendas in tomo de Pœnitentia notavimus ; quia, quamvis nullus det licentiam quin approbet, moraliter ac prudenter loquendo, tamen e converso ad aliquem pertinere potest approbatio causæ, quæ consistit in judicio de sufficientia illius, absque potestate dandi licentiam. Atque hoc modo videtur pertinere approbatio ad Episcopum quoad monasteria exempta : et ita Concilium nihil aliud dixit, nisi causam ab Episcopo approbandam ; et Pius V, ut causa cognita, et in scriptis expresse approbata sit. Sine approbatione ergo causæ exiri non potest, juxta prædictas leges, etiamsi injuste negetur ; quia hæc jura requirunt ut de facto approbatio præcedat, extra casum incendii, vel similes ; licentia vero proprii superioris ex vi status religiosi necessaria est. Quocirca, si monasterium est subjectum Episcopo, et ipse negat approbationem, et consequenter negat licentiam exeundi, nullo modo licet exire, quia utrumque jus obstat, et per modum defensionis, aut justæ executionis id fieri non posset sine magno scandalo, et in casu potius ficto quam morali, ut supra in simili dicebam, in num. 12. Quando autem monasterium est exemptum, et Episcopus non vult approbare causam, Prælatus autem proprius licentiam præbet, et causam approbat, si injustitia Episcopi evidens sit, videtur in conscientia posse excusari monialis ; quia tunc ratio religionis proprie non obligat, et alioquin lex positiva non videtur in eo casu obligare ; quia tunc reipsa impletur quod lex intendit, quamvis exterior solemnitas desit, ad quam non videtur obligare cum tanto dispendio, licet fortasse in foro exteriori aliud præsumatur. Si autem e contrario Episcopus approbet, et Prælatus resistat, et nolit licentiam dare, permittendus non est exitus (moraliter loquor), quia tunc et hæc lex obstat, et intrinseca obligatio religionis, seu obedien-

tiæ : et quia tunc vix potest vitari grave scandalum, et apostasiæ periculum, vel species, cum infamia religionis. Quod maxime urget, quando clausura speciali voto promissa est, quia in objecto seu materia ejus includitur semper licentia Prælati. Et ideo quoad hoc multum referre potest, quod hæc obligatio nascatur ex voto, vel solum ex lege humana. Sicut etiam referre potest ad hoc, ut dispensatio concessa sine legitima causa, etiam a Romano Pontifice, invalida sit.

17. *De pœnis monialium clausuram frangentium.* — Ultimo, notari possunt pœnæ, quæ in dictis constitutionibus feruntur contra moniales frangentes clausuram. Concilium enim Tridentinum nullam in hoc casu tulit, sed solum contra magistratus seculares, qui negant auxilium Episcopis necessarium ad clausuram instaurandam, ponit pœnam excommunicationis ipso facto; et eamdem ponit inferius contra ingredientes in monasteria monialium, de quibus mox dicemus. Contra ipsas vero moniales egredientes illegitime nullam ponit censuram vel pœnam, sed simplicem prohibitionem. Pius vero V, in Motu proprio qui incipit : *Decori et honestati*, excommunicationem posuit ipso facto, et alias pœnas, quas extendit etiam ad recipientes, comitantes, et dantes illis auxilium. De quarum interpretatione legi potest Navar. in dicto Comment. 4, et quæ infra dicemus de pœnis apostatarum, ne oporteat eadem repetere; nam in his omnibus eadem fere est proportio; imo in rigore sufficit applicare generales regulas de censuris, et de aliis legibus pœnalibus, quas lectorem non ignorare suppono.

## CAPUT X.

### DE ALTERA PARTE CLAUSURÆ MONIALIUM, QUOAD INGRESSUM SCILICET IN EARUM MONASTERIA.

1. *Jure antiquo prohibitum omni ex parte non fuit ingredi in monasteria monialium.*— Non minus necessarium est ad virginum custodiam et religiosos mores, ut seculares vel extranei intra earum claustra non ingrediantur, quam ut ipsæ inde non egrediantur; et ideo sacri canones non minus hoc quam illud prohibuerunt. Ex antiquioribus hoc prohibent Concilium Matisconense I, cap. 2, et Concilium Arelatense IV, cap. 7. Quibus locis non videtur facta absoluta prohibitio, sed cum aliquibus limitationibus ex parte personarum, vel ex parte actionum. Nam quoad primum additur in dict. cap. 7 hæc limitatio : *Nisi aut paterna, aut germana necessitudo probetur admittere;* quamvis hæc non pro ingressu, sed pro accessu addita videatur ; quæ duo quomodo distinguantur, patebit ex dicendis : quoad primum vero permittitur ibi ingressus ad dicendas Missas, quod postea mutatum est. In septima etiam Synodo, sess. 7, can. 20, prohibetur fieri duplex monasterium, id est, ex feminis et viris constans; et explicatur regula Basilii, secundum quam talia monasteria permittebantur, ita esse servanda, ut ab uno monasterio ad aliud aditus non pateat. *Et quando necessaria vitæ* (inquit) *a parte virorum ad regulares deferuntur, extra portam hæc suscipiat Abbatissa monasterii feminarum cum aliqua vetula monacha.* Ante septimam vero Synodum, in Concilio Agathensi, cap. 28, præceptum fuerat monasteria puellarum longius a monasteriis monachorum, aut propter insidias diaboli, aut propter oblocutiones hominum, collocari. Quæ refert Gratian., cap. *Definimus,* et cap. *Monasteria*, 18, q. 2, ubi plura alia decreta de hac materia refert. In illis tamen omnibus non invenio absolutam prohibitionem hujus ingressus, quoad omnes personas, tam viros quam feminas non professas, in tali monasterio.

2. *A Bonifacio integra prohibitio primo manavit.*—*Num in tali prohibitione comprehendantur pueri ante usum rationis.*—Primus ergo qui hanc clausuram integre præcepit, fuit Bonifacius VIII, in dict. cap. unico, de Statu regular., in 6 : *Nulli* (inquit) *aliquatenus inhonestæ personæ, neque etiam honestæ, nisi rationabilis et manifesta causa existat, ac de illius, ad quem pertinuerit, speciali licentia, ingressus, vel accessus pateat ad easdem.* Quod præceptum constat quoad personas universale esse, quia sub voce personæ honestæ, tam feminæ quam viri, et tam laici quam clerici vel monachi, et Episcopi comprehenduntur. Id vero clarius declaravit Concilium Tridentinum, sess. 25, de Regular., cap. 5, dicens : *Ingredi autem intra septa monasterii nemini liceat, cujuscumque generis aut conditionis, sexus vel ætatis fuerint.* In quibus verbis dubium oriri potest circa illam particulam, *cujuscumque ætatis,* an comprehendantur pueri ante usum rationis. Sed manifestum est eos ex parte sua non comprehendi, quia non sunt capaces præcepti ; lex autem illa directe refertur ad ipsos ingredientes, cum tenor ejus sit : *Ingredi nemini liceat.* Et non potest comprehendere pueros pro ea ætate, in qua nihil potest

eis esse illicitum; ex parte vero introducentium vel admittentium ipsos posset magis dubitari. Sed de hoc genere cooperationis ad hunc ingressum, etiam pro his personis quibus est illicitus, nihil Concilium Tridentinum locutum est; neque in Motibus Pii V, 8, 22, aut 100, neque in Motibus Gregorii XIII, 13, 36 aut 75, qui sunt de hac clausura, aliquid circa has personas specialiter expressum invenio, præterquam in 36 Gregorii, ibi: *Neve moniales sub eisdem pœnis illos aliter admittere præsumant.* Sed constat ex contextu, relativum *illos*, solum referre quasdam personas ibi nominatas, quæ prætextu quarumdam facultatum, alias legitimarum pro articulis necessitatis, volunt ingredi, etiam quando nulla est necessitas. Unde potius sumitur ab speciali argumentum, cum in aliis locis hæc additio non fiat, non extendi præceptum vel pœnas ejus ad hujusmodi personas. Talis ergo cooperatio in tantum erit prohibita, in quantum ipsa de se fuerit mala, supposita culpa in ingredientibus; quia cooperatio ad culpam per se mala est, et consequenter eodem præcepto prohibita, etiamsi ad incurrendam ejus pœnam non sufficiat. In prædicto ergo casu, de pueris ante usum rationis, cum ex parte illorum nulla sit culpa, ex parte admittentium ipsos nulla est cooperatio ad culpam; cumque prohibitio directe non cadat in ipsos infantes, non potest indirecte redundare in admittentes ipsos; ergo ex neutra parte hic ingressus prohibitus est.

3. *Num grandiores, sed tamen perpetuo amentes.*—Sed insurgit difficultas, nam sequitur idem esse dicendum de perpetuo amentibus, qui nunquam usum rationis habuerunt, etiamsi grandioris ætatis sint; consequens videtur esse contra bonos mores, et contra intentionem Concilii; ergo. Sequela patet, quia illi non peccant ingrediendo, nec sunt prohibiti, quia non sunt capaces præcepti; ergo nec moniales prohibitæ sunt admittere, vel introducere illos, neque in hoc peccant. Minor probatur, quia inde possunt sequi eadem incommoda, vel majora, quam si illi haberent usum rationis, qualia sunt indecentes joci, impudici tactus, et similia, ex quibus constat talem ingressum directe esse contrarium intentioni illius legis.

4. Ad hoc Navarrus, d. Comment. 4, num. 59, quem sequitur Emmanuel Rodrig., 1 tom., quæst. 46, art. 1, Thom. Zerola, in praxi Episcopali, part. 1, verb. *Moniales,* ad 8, quæsitum, vers. 4, negat admittendam esse sequelam, quia fatui (inquit) licet non possint peccare, possunt tamen ad peccandum incitare, tumultum facere, turpiter jocari, et similia monasterio nocentia asportare. Quæ ratio probat quidem bene peccare moniales contra legem naturæ, vel contra suam regulam hos admittendo, vel certe etiam contra votum castitatis, si mala intentione, vel cum morali periculo læsionis ejus, illos admittant. Quomodo etiam poterunt peccare admittendo parvulos, præsertim grandiusculos, licet nondum ratione utantur; quia, licet ipsi non possint peccare, neque active ad peccandum incitare, possunt esse materia peccandi, et objective movere, vel occasionem præbere ad faciendum tumultum, vel turpiter jocandum, vel aliquid pejus. Non videtur autem probare illa ratio illud esse peccatum contra prohibitionem Concilii, tum propter replicam factam, quia etiam quoad illam rationem est similitudo in pueris; tum maxime quia, ut lex obliget, non satis est finis legis, nisi interveniat etiam materia legis. Quamvis enim lex jejunii hodie obliget propter talem finem, quamvis idem finis, vel eadem necessitas sit in me alio die, non obligabit me lex jejunii, si pro illo die non est posita. Sic ergo, cum hæc lex non sit posita pro his personis ratione carentibus, licet in aliquibus earum ratio et necessitas legis eadem sit, obligatio non erit eadem, præsertim quia, cum hæc lex non obliget moniales nisi indirecte, urget semper ratio, quod cessante obligatione directa circa alios, nulla possit in ipsas redundare.

5. Nihilominus sententia illorum auctorum mihi placet, censeoque esse peccatum grave contra prohibitionem Concilii admittere has personas. Rationem vero esse existimo, quia præceptum illud per se et vi sua illas etiam personas obligat, quamvis ex accidenti excusetur; aliud enim est non obligari, aliud excusari a lege, ut ex materia de legibus suppono. Hanc ergo differentiam invenio inter infantem, et adultum perpetuo stolidum, quod infans per se est incapax præcepti, et ideo ad illum nullo modo dirigitur; adultus vero est capax, per se loquendo; quod autem in tali ætate per se sufficiente ad usum rationis habeat impedimentum ejus, per accidens est; et ideo tale impedimentum excusat quidem personam a transgressione præcepti, non tamen excludit quominus præceptum in illam cadat. Ideoque si talis persona admittatur vel introducatur in monasterium, licet ipsa non peccet, peccant aliæ, quia ille in-

gressus est contra præceptum, qui licet non sit liber homini amenti, aliis est liber, et ideo non excusantur, licet ille excusetur. Declaratur exemplo, si homo dormiens vel ebrius introducatur, nam ipse non peccabit, et alii sine dubio peccabunt; quia in illo carentia culpæ est solum per excusationem, et non quia non sit materia præcepti; quæ tamen excusatio in aliis locum non habet. Sicut etiam, qui facit ut alius comedat carnes in die prohibito, illo fortasse non peccante propter oblivionem vel ignorantiam, peccat contra præceptum Ecclesiæ, quia licet alius excusetur, actus ipse est contra præceptum Ecclesiæ, et ipse est voluntaria causa ejus. Multo ergo magis dicendum est in præsenti casu, in quo ipsemet actus materialis (ut sic dicam) ingrediendi, licet ab ingrediente non fiat moraliter, habet eadem incommoda quæ lex vitare intendit; et tunc habent optime locum congruentiæ a Navarro adductæ. Favet tandem forma hujus præcepti, prout habetur in dict. cap. unic., de Statu regular., in 6: *Nulli aliquatenus inhonestæ personæ, nec etiam honestæ ingressus pateat,* etc. Nam hæc verba non solum ad ingredientes dirigi videntur, sed etiam ad omnes quibus cura incumbit talis clausuræ, et passive magis quam active feruntur, ut non tantum ingrediendi actionem moralem, sed etiam permissionem seu admissionem comprehendere videantur. Nomen autem inhonestæ personæ in omni proprietate comprehendit hos amentes, non vero infantes, quibus vix etiam nomen personæ tribuitur, juxta communiorem usum.

6. *Explicantur limites clausuræ.* — Sed explicandum superest quis sit terminus localis (ut sic dicam) hujus ingressus, in quo consummatur violatio hujus præcepti. In quo, generatim loquendo, dicendum est, in omni monasterio feminarum sepimentum aliquod vel murum necessario designandum esse per totum circuitum ejus, ut intra illud censeatur esse claustrum monasterii; intra quem terminum contineri debent, et loca omnia, seu cubicula, et officinæ interiores, et claustrum, et hortus etiam si quis fuerit monialium, ac denique omnia loca in quibus ipsæ ordinarie versantur, comprehendi debent; hoc enim supponunt omnia dicta jura, et Pontifices, quoties de hac materia loquuntur, et est per se evidens, supposita necessitate clausuræ. Qui ergo intra illum murum vel januam ejus ingreditur, eo ipso præceptum hoc transgreditur, et quamdiu intra illum non est, præceptum hoc non violavit. Unde qui animo ingrediendi ascendit murum, licet intentione et attentatione graviter peccaverit, non incurrit censuram Concilii, si non intrat; qui autem sine tali intentione ascenderet tantum ob curiositatem, vel aliam causam, non peccaret contra hanc legem, sed aliunde juxta scandalum, nocumentum, vel injuriam illatam.

7. *An possit dari locus communis, ad quem possint egredi moniales, et ingredi externi sine fractione clausuræ.* — Est autem practicum dubium, an omnis locus, ad quem possunt egredi moniales, censendus sit intra clausuram, quam non possint ingredi seculares. Et ratio dubitandi est, quia usu retentum videtur, non obstante Concilio, ut juxta interiorem januam monasterii sint aliqua receptacula, seu cubicula, ad quæ seculares, præsertim feminæ ingrediuntur, quamvis illuc etiam moniales egrediantur; quod non esset permittendum, si per Concilium intelligeretur prohibitum. In contrarium est, quia vel illa loca sunt intra clausuram, vel extra; non extra, alias non liceret monialibus ad illa egredi; ergo sunt intra clausuram; ergo licet monialibus illa ingredi. Responderi potest, eamdem clausuram posse habere duplices terminos, vel potius unum terminum communem, qui sit quasi intrinsecus utrique extremo, id est, loco clausuræ, et externo, et ideo ingredientibus et egredientibus licet simul attingere talem terminum. Neque enim hic terminus mathematico modo indivisibilis est, sed aliquam extensionem habet, et plures personas capere potest, et per impositionem quamdam moraliter designandus est. Potest ergo spatium illud, quod est inter duas januas, tanquam terminus communis designari. Sicut enim paulo antea in num. 6 dicebamus, eum, qui ascendit murum, nondum violasse clausuram ingrediendo, ita etiam religiosus, vel religiosa, licet ascendat murum ad egrediendum, nondum censetur consummasse peccatum violandi clausuram per egressum, donec extra septa monasterii egressio fiat, ut significavit etiam Clemens VIII, in decreto de reservatione casuum regularium. Ita ergo intelligitur dari terminus communis, in quo possint simul esse secularis et religiosus, sine ingressu unius et egressu alterius.

8. Respondeo nihilominus, dari talia loca communia (ut sic dicam), esse contra mentem Concilii, et contra legem ejus. Primum

patet, quia hoc est quod præcipue intendunt vitare canones, ne, scilicet, moniales cum secularibus in eisdem receptaculis seu locis possint convenire. Quod adeo verum est, ut hac ratione prohibuerint moniales egredi, vel habere januam ad ecclesiam exteriorem, ad quam intrent seculares. Et ex ratione et fine præcepti constat hoc esse imprimis necessarium. Et confirmatur, quia alias etiam viris liceret ingredi talia cubicula, quod per se statim apparet absurdissimum. Unde ille usus, vel potius abusus, qui in contrarium affertur, nullibi ad viros amplificatus est. Nullo autem colore fit in hoc distinctio inter viros et feminas, quia prohibitio æqualis est pro omnibus, et pro eisdem locis, seu pro eadem clausura. Unde probatur altera pars, primo ex verbis Bonifacii : *Nullique aliquatenus ingressus pateat ad easdem*, scilicet moniales ; quomodo igitur non patet ingressus ad easdem, si licet ingredi ad aliquod receptaculum, ad quod ipsæ moniales communiter egrediuntur? Concilium autem atque etiam Pius V renovant decretum illud Bonifacii. Et præterea Concilium ait : *Ingredi intra septa monasterii nemini liceat.* Septa autem monasterii non appellantur cubiculum aliquod, sed murus quo habitatio monialium clauditur, ut constat ex communi usu vocis. Nec potest negari quin talia loca sint intra septa. Primo, quia sunt intra januam illam, quam semper clausam monialis aliqua custodit, extra quam egredi piaculum est. Deinde quia in illis locis resident communiter moniales, præsertim janitrices, et sociæ earum, quas omnes intra claustrum semper contineri necesse est.

9. *Ad consuetudinem pro parte contraria adductam in num. 7. — Ad evasionem ibidem allatam.* — Quapropter ad consuetudinem num. 7 adductam respondeo, et raram esse, et ubi permissa est, ex aliqua ignorantia esse ortam, non esse tamen permittendam, sed abolendam, quia est juri contraria, et non est rationabilis, quia multum etiam derogat religiosæ custodiæ et disciplinæ ; et quamvis esset tolerata, non est tam antiqua, nec tam communis, et nota superioribus, ut potuerit canonicæ legi, et adeo gravi derogare. Ad objectionem aliam respondetur, totam illam esse fraudem legis, et sophisticam argumentationem. Unde cum eadem proportione dicitur, quamvis locus dividens locum claustri ab externo non sit mathematice indivisibilis, moraliter tamen debere esse indivisibilem, et non amplum quoddam cubiculum seu receptaculum ad mutuam confabulationem sine ulla murorum divisione ædificandum. Quod autem supra murum, vel in ipsamet janua possint simul duæ personæ conjungi sine ingressu unius, vel egressu alterius, non consideratur a lege ; quia et est nimis accidentarium, et quia leges communes non possunt ad hæc minima et particularia descendere ; et ita non potest inde argumentum sumi ad congressum in eodem cubiculo, quod de se posset sufficere ad simul habitandum.

10. *Quis possit licentiam dare ad ingressum in monasteria monialium. — Prima notatio, solum Papam posse licentiam dare sine causa ingressionis.— Illatio falsa removetur.* — Superest ut explicemus restrictionem seu moderationem hujus legis ; hactenus enim amplitudinem et veluti substantiam ejus declaravimus. Addit ergo Concilium Tridentinum, sess. 25, de Regular., cap. 5 : *Sine Episcopi vel superioris licentia in scriptis obtenta ;* et infra : *Dare autem tantum Episcopus vel superior licentiam debet in casibus necessariis : neque alius ullo modo possit, etiam rigore alicujus facultatis vel indulti hactenus concessi, vel in posterum concedendi.* Bonifacius autem VIII etiam dixerat : *Nisi rationabilis et justa causa existat, ac de illius, ad quem pertinuerit, speciali licentia.* Circa quam moderationem primum noto, solum Pontificem posse dare hanc facultatem sine causa necessaria ad talem ingressum, quia omnes inferiores Prælati solum id possunt circa hanc legem, quod eis concessum est ; et quidquid non est concessum, est prohibitum, quia ipsi de se non habent potestatem derogandi legi Pontificiæ vel Conciliari ; ibi autem solum eis conceditur, ut possint dare facultatem ex causa necessaria ; ergo solus Papa amplius potest. Unde fit, si Episcopus det facultatem sine legitima causa, non solum peccare, sed etiam nihil agere, quia excedit potestatem sibi concessam ; et ideo cui talis facultas datur, non potest illa uti tuta conscientia, per se loquendo, quia non impletur conditio posita a Concilio, et illa non impleta, obligat prohibitio ejus ; posset tamen ignorantia excusare adhibendo fidem superiori ; quod habebit locum quando subditus bona fide procedit, et non est certus de defectu causæ. Sequitur etiam inde, solum Papam proprie posse in hac lege dispensare, quia inferior Prælatus, si dat facultatem ob necessitatem, non dispensat, sed implet legem ; si vero dat sine necessitate, nihil facit. Dices : sequitur Pontificem

nunquam posse licite dispensare, quia dispensatio sine causa, neque a supremo Principe licite datur, etiamsi data valeat. Respondetur negando sequelam, nam potest dari causa sufficiens ad justam dispensationem, quæ non esset sufficiens ad facultatem ab Episcopo dandam. Nam Episcopus solum potest eam concedere *in casibus necessariis*, utique monasterio, seu monialibus. Pontifex autem potest juste illam concedere ob qualitatem personæ, vel ob insignem beneficentiam, supposita aliunde decentia, moderatione, et aliis circumstantiis.

11. *Secunda notatio : in casibus necessariis dare licentiam potest Episcopus.—Qui veniant hic nomine Episcopi.* — Secundo adverto, potestatem dandi hanc facultatem in casibus necessariis ex decreto Concilii reservatam esse Episcopo vel superiori. Et quidem de Episcopo nulla est difficultas, quantum ad monasteria illis subjecta, nam in illis solius Episcopi licentia sufficit et necessaria est. Sub Episcopo autem comprehenditur ejus vicarius generalis, ut declaravit Congregatio Cardinalium ; addit tamen conditionem : *Dummodo mandatum speciale ad hoc habeat.* Declarat itaque hanc potestatem esse ab Episcopo delegabilem , quia jure ordinario convenit , et Concilium illud non limitat. Censet tamen casum esse ita specialem, ut non debeat reputari in concessione generali, nisi exprimatur. Comprehenditur etiam nomine Episcopi Capitulum sede vacante, quia succedit in ordinaria jurisdictione Episcopali, et respectu talium monasteriorum subjectorum etiam posset comprehendi nomine superioris. Idemque a fortiori est de Episcopo electo et confirmato, nondum vero consecrato ; quia hic actus jurisdictionis Episcopalis est, quam ille jam potest exercere, cap. *Transmissam* , de Elect. Denique utroque nomine comprehenduntur seculares Abbates, vel similes inferiores Prælati habentes jurisdictionem Episcopalem, si habeant aliqua monasteria monialium sibi immediate subjecta, ut per se satis patet.

12. *Potest item superior regularis quoad moniales subditas.* — Quoad monasteria vero exempta, et immediate subjecta regularibus, certum est Prælatum regularem posse hanc facultatem dare, quia ille est superior talis monasterii. Item est certum ex vi Concilii pro hujusmodi monasteriis hanc facultatem sufficere : quia Concilium absoluta disjunctione utitur, et ad veritatem disjunctivæ, atque adeo ad observantiam disjunctivi præcepti una pars sufficit. Unde in hoc est differentia inter facultatem ingrediendi et egrediendi ; nam ad egressum causa semper est ab Episcopo approbanda, etiam in monasteriis exemptis, et supposita facultate Prælati ; ad ingressum autem nulla est necessaria approbatio Episcopi, quia Concilium illam non postulavit, nec Pius V, nec Gregorius XIII, aut alius Pontifex ; nec in responsis Congregationis Cardinalium ulla est de hoc mentio. Gravior ergo facultas egrediendi quam ingrediendi reputata est, et ideo differentia illa constituta videtur. Cum autem dicimus facultatem superioris ( et idem est de Episcopo ) solam sufficere, non excludimus consensum Abbatissæ, seu monasterii, nam hic ex natura rei supponitur, et necessarius est, semperque in facultate subintelligitur, quando non egreditur terminos facultatis. Quod addo, quia talis posset esse casus vel occasio, in qua Prælatus possit non solum facultatem dare, sed etiam præcipere, et, si necesse sit, cogere moniales ut ingressum non impediant, quod pendet ex modo jurisdictionis et causæ, quæ ad præsens non spectant.

13. *Quis veniat nomine superioris monialium.* —Duo autem alia dubia esse possunt. Primum est, quis sit intelligendus nomine superioris respectu talium monasteriorum, an, scilicet, Generalis vel Provincialis, vel etiam Prior, seu Abbas monasterii virorum, si fortasse monasterium monialium illi subjectum sit. Quod interrogari potest vel ex vi Concilii, vel ex vi alterius juris. De hoc secundo nihil certi dicere possumus, nisi servandas esse regulas religionis in his omnibus, in quibus dispositioni Concilii non repugnant ; quia de hoc nihil habemus ex jure communi, nisi quod Bonifacius dixit : *Ac de illius, ad quem pertinuerit , speciali licentia.* Quis autem sit ille ad quem pertinet, ipse non statuit ; remittit ergo ad propria jura religionis ; illa ergo etiam ex speciali intentione Bonifacii necessario servanda sunt. Quod vero spectat ad Concilium, sine dubio ex vi illius sufficit licentia Provincialis, quia est quasi Episcopus quoad jurisdictionem respectu suorum subditorum. Si autem ex vi regulæ alicujus religionis necessaria fuerit licentia Prælati supremi, seu Generalis, non repugnabit Concilio, nam ille tunc est superior quoad illum casum, et non alius ; unde juxta decretum Bonifacii ille solus est ad quem pertinet dare facultatem, in quo nihil Concilium innovat. Quod si constitutiones ipsæ regulares restringerent hanc

facultatem ad Summum Pontificem, non derogarentur per decretum Concilii, tum quia per generalem legem non derogantur statuta particularia, quorum mentio non fit, præsertim quando eorum rigor magis favet intentioni legis; tum etiam quia ipsummet Concilium, cap. 22, declaravit non esse mentem suam per superiora decreta arctiores regulas aliqua ex parte relaxare. De Prælato vero inferiori seu conventuali videri potest juxta mentem Concilii non posse habere hanc potestatem, quia cum Concilium sub disjunctione ponat Episcopum et superiorem, videtur cum proportione loqui de superiore, qui habet locum Episcopi quoad jurisdictionem, quia quoad hoc est æqualitas rationis; Prælati autem conventuales non habent jurisdictionem Episcopalem, simpliciter loquendo, ut in superioribus ostensum est. Propter quam rationem hæc pars videtur satis probabilis et tutior; unde saltem censeo talem actum non pertinere ad ordinariam jurisdictionem talis muneris, saltem in ordinibus Mendicantibus; si tamen Provincialis vel Generalis voluerit committere hanc potestatem Prælato conventuali, qui alias sit etiam immediatus Prælatus ordinarius monialium, non repugnabit Concilio, ut ex dicendis constabit.

14. *Quosnam a danda facultate Tridentinum excludat.* — Addit enim Concilium, postquam dicit Episcopum vel superiorem licentiam hanc dare debere in casibus necessariis: *Neque alius ullo modo possit, etiam vigore cujuscumque facultatis, vel indulti hactenus concessi, vel in posterum concedendi.* Ubi imprimis excludit ne Abbatissa possit hanc licentiam dare, nomen enim masculini generis etiam feminas complectitur, ut est vulgaris regula. Et esse hanc communem sententiam, etiam juxta cap. unicum, refert Navar., Comment. 4, de Regular., numer. 59. Ratio autem quam adducit ex Dominico, Franco, et aliis, scilicet non sufficere licentiam Abbatissæ, quia et illi imponitur clausura, hæc (inquam) ratio mihi non satisfacit. Quid enim repugnat servare clausuram sibi impositam, et habere potestatem dandi licentiam ad ingressum in casibus necessariis? Et fortasse illa ratio apparentius probaret de licentia ad egressum, quoniam in illa proprie subjecta est Abbatissa, et ideo ad eumdem Prælatum videtur pertinere dare illi aut aliis facultatem. Quanquam neque hoc sit simpliciter necessarium ex vi illius rationis, sed quia jura expresse postulant licentiam Episcopi. Unde, considerato tenore dicti cap. unici: *Ac de illius, ad quem pertineat, speciali licentia,* non video cur non posset sub illis comprehendi Abbatissa, si antea aut ex regula, aut ex consuetudine ad illam hoc pertinebat; quia ibi etiam sub masculino comprehendi potest femininum; at Concilium revocat omnem similem consuetudinem vel privilegium, aut quemcumque alium titulum. Unde existimo non posse Prælatum committere Abbatissæ hanc potestatem, quia Concilium revocat omnes facultates, etiam in posterum concedendas. Et eadem ratione existimo non posse Prælatum illam committere alicui, qui non sit superior simpliciter talis conventus; quia Concilium aperte vult solos superiores posse habere hanc facultatem. Denique si aliquæ personæ ex speciali privilegio, etiam Pontificio, poterant illam facultatem concedere, ibi revocata est; non tamen voluit Concilium auferre a Pontifice potestatem illam in posterum concedendi, si vellet; sed per illa verba explicuit voluntatem, quam tunc Ecclesia habuit, et Sedes Apostolica confirmavit, ut talia indulta non concederentur; quæ voluntas non facile a posterioribus Pontificibus revocatur. Et hanc vim et energiam habent illa verba respectu Sedis Apostolicæ. Ambiguum autem esse potest an illa revocatio se extendat ad facultates vel indulta ingrediendi monasteria; nam longe diversum est habere indultum ad dandam licentiam ingrediendi, vel habere indultum dans licentiam ad ingrediendum. Concilium autem tantum de prioribus loqui videtur, considerato tenore verborum. Aliqui tamen volunt verba extendere ad utrumque, in quo non immoror, quia illa revocatio satis per Pium V et Gregorium XIII facta est, de qua supra satis est dictum.

15. *An saltem Episcopi veniant nomine superioris, etiam respectu monialium subjectarum regularibus.* — Aliud dubium est, an Episcopus possit dare hanc facultatem in monasteriis exemptis suæ diœcesis. Et ratio dubitandi esse potest, quia Concilium sub disjunctione dicit: *Episcopus, vel superior.* Sed ex his verbis nullum argumentum sumitur, alioquin eodem modo dici posset, regularis Prælati licentiam sufficere in monasterio Episcopi, quia etiam ibi posset applicari disjunctiva locutio. Sicut ergo ibi nihil potest Prælatus, quia non est ibi superior, etc., debet intelligi respective, ita Episcopus ex vi Concilii nihil potest in hac parte circa illa

monasteria sibi non subjecta, quia disjunctiva illa debet intelligi cum partitione accommoda; alias posset Episcopus concedere hanc licentiam renuente Prælato religionis, quod est contra debitum ordinem, supposita exemptione quam Concilium in hac parte tollere noluit, nam ideo addidit illam particulam, *vel superioris*. Per quam etiam significavit non esse satis esse Episcopum, nisi sit superior monasterii, ad hanc licentiam dandam; e contrario vero superiorem sufficere, ut declaratum est. Additur vero in quadam Declaratione Congregationis Cardinalium, ubi post Concilium fuerit consuetudo introducta, ut Ordinarius det hanc licentiam in monasteriis regularium subjectis, observandam esse. Sed id profecto non erit ex vi Concilii, sed ex vi consuetudinis, quæ potest jurisdictionem dare vel privilegium tollere. Sicut etiam ibidem dicitur, ubi fuerit consuetudo introducta, ut Episcopus habeat superintendentiam aliquam super concessione talium licentiarum, ut verbi gratia, quod debeant apud eum registrari, observandam esse, quamvis Episcopus non possit tunc licentiam improbare. Quando vero hæ licentiæ dantur feminis, vel aliis personis, aut clericis secularibus Episcopo subjectis, poterit Episcopus ex parte illarum ingressum prohibere, si justam et rationabilem causam ad hoc habeat; quod magis habere potest locum in accessu quam ingressu in talia monasteria, quia ingressus non tam facile permittitur. Observandum est autem, quod Concilium præcipit, ut talis licentia in scriptis detur. Necessaria enim videtur hæc circumstantia ad vitandam excommunicationem a principio positam, sic enim ait : *Sine licentia in scriptis obtenta sub excommunicationis pœna.*

16. *Quæ causæ requirantur ad prædictam licentiam. — Quæ causa a Bonifacio, quæ a Tridentino, postuletur.* — Jam quæ sit causa legitima dicendum. Sed hæc a Bonifacio per duas tantum conditiones explicatur, scilicet, quod sit rationabilis et manifesta. Concilium vero Tridentinum addidit, quod tantum detur in casibus necessariis. Et ita videtur priorem conditionem a Bonifacio positam coarctasse, nam rationabilis causa multo latius patere videbatur. Nam quod mater ingrediatur ad visitandam filiam, rationabilis causa appellari poterat, et tamen juxta tenorem Concilii sine dubio non est sufficiens, quia illa congruitas simpliciter non est necessitas. Qui autem censendi sint casus necessarii, explicatur a glossa, in dict. cap. unic., verb. *Causa*, his exemplis : *Sicut in medicis, barbitonsoribus, sutoribus, carpentariis, cum eguerint, et similibus*. Intelligit ergo casus necessarios ad vitam humanam. Tamen, licet hi frequentiores sint, non est ad illos arctanda constitutio Concilii, ut ex dicendis patebit. Quanta vero debeat esse necessitas, Concilium nihil dixit, sed simpliciter, *in necessariis*. Gregorius autem XIII, in constitutione supra tractata, *Ubi gratiæ et indulta*, addidit : *Sed necessitatibus urgentibus duntaxat ingredi*, etc. Sed per illam particulam nihil addidit Concilio quoad gradum necessitatis, sed observantiam et executionem ejus providit, statuens, *sub ejusdem pœnis ipso facto incurrendis*, ne quisquam, prætextu licentiæ datæ pro casibus necessariis, ingrediatur, nisi tunc quando vere urget necessitas ; non ergo vult necessitatem esse majorem, sed ut vere insit in usu ipsius licentiæ ; et ad hoc addit pœnas quas Concilium non posuit.

17. *Necessitas, quæ a Tridentino postulatur, duplex est.* — Est autem advertendum, hanc necessitatem duplicem esse posse, unam communem et ordinariam, aliam extraordinariam pro multis repentinis vel inopinatis eventibus, qui non possunt per ordinariam providentiam præveniri. De priori videtur tantum locuta glossa supra citata ; sed sine dubio textus, quem exponit, multo latius loquitur, absolute loquens de causa rationabili. Illa ergo necessitas ex natura rei excipitur in tali lege, et in omni regula monialium. Sed in illa necessitate potest esse latitudo, ut quod plures medici ingrediantur ad visitandam infirmam, vel unus sufficiat, et similia. Et propter hanc determinationem necessarium est prudens arbitrium Prælati, neque alia regula pro tali necessitate assignari potest. De posteriori etiam necessitate dicendum est, consideratam esse a Concilio ; et fortasse ob illam præcipue illa verba, *in necessariis*, posuisse ; nam alia per se nota erant. Gradus autem seu mensura hujus necessitatis prudenti etiam arbitrio ejusdem Prælati relinquitur, quia nulla alia regula assignari potest. In hoc autem judicio præstando facile unusquisque intelligit majorem necessitatem postulandam esse ad ingressum viri quam feminæ, et ad ingressum nocturnum quam diurnum, et sic de aliis circumstantiis. Pro his etiam necessitatibus extraordinariis, quæ sub generali facultate comprehendi commode non possunt, ubi Prælati longe distant a monasteriis, necesse est ut

alicui committant vices suas, qui in repentinis casibus, quando est periculum in mora, possit hujusmodi licentiam dare, ne cogatur Abbatissa uti epiikeia, quæ etiam in hac lege locum habebit, si revera moralis necessitas superveniat, et Prælatus consuli non possit; nam hæ leges moraliter sunt intelligendæ.

18. *Dubium primum circa hanc necessitatem. — Primum pronuntiatum pro hoc dubio.* —Sed supersunt hic nonnulla dubia. Primum est, an possit Prælatus dare hanc facultatem non solum ad ingrediendum ad breve tempus, sed etiam ad habitandum, seu diu permanendum ibi, si necessitas moralis id postulet. Hoc maxime locum habet in servitricibus, si non inveniantur sufficientes quæ velint profiteri, nec in perpetuum monasterio offerri, an possint seculares esse. Quarum necessitas esse potest vel pro toto conventu, vel pro aliqua particulari moniali. In quo primo dicendum est, ex vi Concilii non esse prohibitum, si casus revera censeatur necessarius. Probatur, quia Concilium non limitavit ingressum ad breve vel longum tempus, sed absolute de illo loquitur, *in casibus necessariis;* ergo si necessitas postulat diuturnam moram, vel habitationem post ingressum, Concilium illam non prohibet. Deinde nullum est aliud decretum juris communis, quod hoc prohibeat, vel quod distinguat in hac parte inter ingressum et habitationem. Neque etiam post Concilium invenio constitutionem Pontificiam hoc expresse prohibentem. Imo, si verum esset quod Navarrus sentit, Pium V et Gregorium prohibuisse conversarum professionem, tacite in hoc permisissent servitrices seculares; quia verisimile non est voluisse Pontifices, ut in monasteriis Sanctimonialium nullæ sint feminæ, quæ in rebus et servitiis necessariis ad humanam vitam eis famulentur, cum, moraliter loquendo, illis maxime indigeant. Quia vero certius credimus non esse prohibitum monialibus habere professas conversas, ut cap. 8, a num. 19, ostendimus, ideo necessitas famularum secularium multo rarior esse potest.

19. *Secundum pronuntiatum.* — Unde secundo dicitur licentiam pro his famulabus dari non posse, nisi vera necessitate existente, et sub conditione servandi clausuram, ita ut nunquam egrediantur, et si semel egressæ fuerint, nunquam amplius ingrediantur. Ratio prioris partis est, quia cessante necessitate, cessat casus de quo Concilium loquitur; cessabit autem necessitas, quoties per conversas professas sufficienter potuerit monasterio ministrari. Unde si non desit occasio moralis recipiendi illas, non erit liberum Prælatis dare potius licentiam ad ingressum secularium servientium, quam ad recipiendas conversas professionem emissuras. Et hoc maxime confirmat constitutio 13 Gregorii XIII, quæ prohibet, ut conversæ non professæ, si profiteri noluerint, in domum remittantur, et in futurum non recipiantur, nisi suo tempore professionem emissuræ; quæ prohibitio adeo est rigorosa, ut videatur excludere omnino a monasteriis monialium usum servitricium secularium; nam si prohibet tenere conversas non professas, multo magis servientes omnino seculares; quia conversæ magis accedunt ad statum religiosum, minusque videntur posse obstare clausuræ, aut aliis religiosis observantiis monialium. Nihilominus tamen, quia expresse loquitur de conversis, non extendam prohibitionem rigorosam ultra casum expressum ob similitudinem rationis, cui facile responderi potest. Intelligo igitur Gregorii mentem fuisse, ut necessarium ministerium monialium fiat per conversas professas, et ideo si possit haberi copia earum, non poterunt admitti famulæ seculares, ut etiam citato cap. 8 diximus, ex mente Concilii. Si autem desit earum copia, non existimo prohibitum esse a Gregorio, ne talia ministeria possint per famulas fieri de licentia Prælatorum, et cum aliis conditionibus debitis; quia non est verisimile voluisse in hujusmodi eventu relinqui monasteria sine remedio. Tunc autem potius recipiendæ sunt seculares quam conversæ non professæ, quia hoc est expresse prohibitum, et non illud. Et ratio esse potuit, quia famulæ dimitti possunt quoties sese obtulerit occasio recipiendi novitias conversas professionem emissuras; quod in aliis oblatis vel conversis non ita fieri posset. Item, quia in monasteriis monialium nulla apparet necessitas vel utilitas harum conversarum non professarum; nam si sunt utiles ad ministeria, et volunt se consecrare Deo per professionem, non est cur non admittantur; si autem profiteri nolunt, non est cur ad aliud genus oblationis vel perpetui contractus recipiantur. Altera vero pars colligitur ex mente Concilii et Gregorii XIII, et ex declarationibus Cardinalium, quas statim numero sequenti referemus. Et ratio est, quia hæc facultas danda est cum minima læsione clausuræ quoad fieri possit, quia est dispensatio in re gravi, quæ coarctanda est. Præsertim,

quia per se et ex natura rei est id necessarium ad custodiam et honestos mores monialium.

20. *Tertium pronuntiatum.* — Ultimo dicitur, hanc facultatem dari posse pro communi necessitate monasterii, non vero pro particulari servitio unius vel alterius monialis. Hoc etiam a fortiori colligitur ex declarationibus Cardinalium. Est enim consentaneum professioni religiosæ, alioquin singulæ moniales proprias famulas habere vellent, quod esset contra decorem, et religionem monasterii. Ratio vero est, quia ille non est casus necessitatis, cum per monasterii communes servitrices seu coadjutrices possit sufficienter singularum necessitatibus provideri. Quod si existat casus (id enim frequenter contingere potest) in quo aliqua monialis indigeat particulari cura, et ministerio alicujus famulæ vel sociæ, ad curam Prælatæ, vel Abbatissæ, spectat aliquam ex servientibus huic ministerio omnino applicare. Unde ob hujusmodi necessitates licitum erit facultatem dare ad augendum numerum servitricium secularium, si conversæ professæ, vel aliæ moniales ex junioribus juxta usum et consuetudinem monasterii, non sufficiant. Tunc autem revera non datur facultas ut aliqua admittatur ut famula alicujus particularis monialis, sed ut pro servitio monasterii ingrediatur; applicatio autem ad tale ministerium fit ex Abbatissæ voluntate.

21. *Secundum dubium.* — Juxta hæc definiendum etiam est aliud dubium, an possit Episcopus vel Prælatus monasterii dare licentiam ut puellæ seculares in monasteriis educentur, vel ut aliæ honestæ feminæ ob graves causas intra ea commorentur per aliquod tempus. Videbatur enim ex dictis sequi non posse, quia illi non videntur casus necessarii respectu monasterii, de quibus videtur locutum Concilium. Nihilominus Congregatio Cardinalium sæpe declaravit hoc non esse prohibitum per Concilium. De qua re septemdecim declarationes refert Emmanuel Rodriguez, dict. quæstione 46, articul. 10, quarum omnes, præter ultimam, ad manus meas pervenerunt, et plures aliæ ejusdem fere tenoris. In quadam tamen earum in generali adhibetur limitatio : *Licet Episcopo vel superiori in monasteriis sibi subjectis dare licentiam recipiendi puellas in monasteriis, et ibi commorari, ut recte in omnibus instruantur, licet nolint religionis habitum suscipere, cum certis tamen conditionibus, non obstante Concilio Tridentino.* Illæ autem conditiones in aliis explicantur. Prima, ut nullas secum afferant vel habeant ancillas; secunda, ut exire non possint, nisi non reversuræ; tertia, ut obligatæ sint ad clausuram et ad cætera sicut moniales; quarta, ut in eo vestitu incedant, qui virginali modestiæ et pudori conveniat; quinta, ut ibi esse non permittantur ultra ætatis suæ annum vigesimum quintum; sexta (quæ ex 9 declaratione a dicto auctore allata colligitur) est, ut facutates habeant, vel parentes a quibus postea dotari in matrimonio, vel in aliquo monasterio possint; septima, ut hoc non extendatur ad viduas, etiamsi velint perpetuo in monasterio vivere, nisi velint fieri moniales, quia (dicitur in declaratione undecima) *in istis nulla adest causa necessaria;* quod verbum notandum est pro his quæ dicemus; et quia in aliis casibus necessariis, etiam mulieres maritatæ permittuntur ibi recipi ad tempus, declaratione decima tertia et decima quarta; octava conditio sumi potest ex decima sexta declaratione, ut feminæ, quibus talis facultas datur, inhoneste non vixerint, præsertim si non consuevit monasterium hujusmodi feminas admittere; nona, ut hoc non repugnet institutis seu consuetudini monasterii; decima, ut Abbatissæ et monialium consensus accedat.

22. *Quæ in Cardinalium declarationibus obscura sint.*—In quo notanda sunt verba cujusdam interrogationis et responsionis ejusdem Congregationis Cardinalium, quæ mihi ambigua visa sunt; scilicet : *Utrum puella introduci possit intra claustra monialium, ad hoc ut educetur ibi etiam absque licentia Ordinarii quoad monasteria regularibus subjecta. Respondet Congregatio posse, obtentis tamen litteris ab ipsa congregatione in forma præscripta; non autem ex sola licentia superiorum regularium.* Dubium enim mihi est (cujus perfectam intelligentiam Romæ procurari vellem) quæ sit illa congregatio, cujus litteræ requiruntur. Nam si sit ipsamet Congregatio Cardinalium, ut vocis similitudo indicat, repugnat hoc aliis responsis, in quibus sæpe dicitur sufficere licentiam Prælati, juxta tenorem Concilii. Item non constat congregationem illam habere jurisdictionem, sed solum ministerium pertinens (ut sic dicam) ad clavem scientiæ. Denique non constat quæ sint illæ litteræ necessariæ, vel quæ sit forma præscripta earum. Si autem sit sermo de congregatione ipsius monasterii, primum inusitatus est modus loquendi, nam significari potius

solet nomine monasterii aut conventus. Deinde, licet ejus consensus requiratur, non tamen scripta licentia; ergo nec litteræ sub aliqua certa forma. Nec minus obscurum est quod ibidem consequenter subditur : *Neque etiam de licentia Ordinarii, et Superiorum, illa, quæ habitum regularem suscipere vult, et ibi permanere, potest ibidem commorari per aliquot dies, ut magis perspicere possit monasterii et ordinis regulam, nisi obtentis litteris ab ipsa congregatione.* In quo responso valde quidem probabile mihi est non posse Prælatos dare licentiam, ut quæ volunt moniales fieri, prius ante susceptionem habitus novitiarum, per aliquot dies intra monasteria recipiantur; quia ille non est casus necessitatis, tum quia ad hoc datur annus probationis, ut regula et monasterii mores perspiciantur; tum etiam quia extra monasterium potest regula videri, et sufficiens informatio sumi. Et præterea, quia illo titulo possent plures ingredi, et postea exire ante receptionem habitus, quod esset occasio et fingendi similem occasionem, et perturbandi moniales. Quod autem ibi adjungitur, *nisi obtentis litteris ab ipsa Congregatione*, non satis intelligo. Tandem ex his declarationibus colligo, casum necessitatis, quem Concilium requirit, non limitari ad necessitates ipsius monasterii, vel monialium, sed extendi etiam ad necessitates proximarum, id est, mulierum quarum gravi necessitati spirituali, vel corporali per illum ingressum, vel habitationem subveniri potest sine incommodo, vel violatione regulæ monasterii; in hoc enim principio fundantur omnes declarationes relatæ, quia non sunt quasi relaxationes rigoris Concilii, sed veram ejus interpretationem continent.

23. *Dubium tertium. — Vera resolutio.* — Tertio, dubitari potest an hæc prohibitio vel coarctatio extendatur ad ipsos Prælatos, qui suo jure possunt ingredi monasteria monialium; cujusmodi sunt omnes, et soli illi qui possunt facultatem ingrediendi aliis dare; quia certum est eos non indigere speciali licentia Pontificis, sed ipso jure illam habere ratione sui muneris, cum possint aliis præstare. Videntur ergo posse uti hoc jure, suo arbitrio, rationabili quidem, tamen sine præcisa limitatione ad casus necessarios a Concilio posita; quia Concilium solum dixit de Episcopis vel superioribus, quam licentiam dare non possint; non autem dixit, non possint accipere, vel non valeant sua potestate uti. Denique dare licentiam non dicitur proprie respectu sui ipsius; ergo illa lex non est extendenda, cum in hac parte sit rigorosa. Nihilominus Gregorius XIII, constitutione sua 75, dubiis emergentibus ad hoc specialiter edita, declaravit Concilium comprehendere etiam hos Prælatos, ut ingredi non possint, nisi in casibus necessariis : *Et in eis* (inquit Gregorius) *ut ingrediantur, a paucis, idque senioribus personis comitati.* Unde dare licentiam intelligitur Episcopus, etiamsi sibi ipsi illam faciat; nam in hoc etiam in generali lege quodammodo dispensat, et ideo eamdem seu proportionatam causam requirit. Et hanc suam mentem satis explicuit idem Concilium, dum infra, cap. 7, præcipit ut *is, qui electioni Abbatissæ præest, Episcopus, seu superior, claustra monasterii non ingrediatur, sed ante cancellorum fenestellam vota singularum audiat vel accipiat.* Si quis enim ingressus videri poterat rationem aliquam habere, maxime ad electionem faciendam, et tamen, quia non habet necessitatem, declarat Concilium in eo non licere ingressum. Inde tamen commutata ratione intelligi potest, si aliquis casus occurrat in quo, propter perturbationem monialium, vel alias causas, necessarium sit superiorem ingredi ad electionem faciendam, non esse prohibitum id facere; quia Concilium per posterius decretum non revocavit prius, sed declaravit solam electionem non esse casum necessitatis; ergo quacumque ratione accidat fieri casum necessitatis, habet locum prius decretum, ut recte notavit Navarrus, dict. comment. 4, num. 59, et in Summa, cap. 27, num. 124.

24. *An ingressus tantum vel an etiam accessus ad dicta monasteria sit prohibitus. — Ingressus et accessus distinguuntur.* — Ultimo tractari potest, utrum hæc prohibitio extendatur etiam ad accessum ad monasteria monialium. Quod difficultatem nullam habet (mea sententia) spectato solo Concilio Tridentino, nam in eo nulla fit mentio accessus, sed solius ingressus. Et ita censeo certum omnia quæ disponit, ad solum ingressum pertinere, nec per alium actum violari prohibitionem ejus aut incurri censuram. Dubium ergo oritur ex decreto Bonifacii, quia hæc duo distinguit, dicens : *Nullique inhonestæ personæ, nec etiam honestæ, ingressus, vel accessus pateat ad easdem.* Et eodem modo loquuntur nonnulla antiqua decreta, quæ statim indicabimus. Nec videtur dubium quin illæ duæ voces diversos actus significent, tum quia sub

disjunctione ponuntur quasi ad augendum præceptum. Quia in cap. *Monasteria*, de Vita et honest. cleric., prohibetur frequentia ad monasteria Sanctimonialium; per frequentiam autem non intelligitur frequens ingressus, qui usitatus non est; ergo intelligitur accessus; igitur accessus nomine intelligi debet, quod vox in proprietate significat, aditum ad monasteria monialium, visitandi vel colloquendi gratia. Unde non est sermo de accessu ad earum ecclesias, sed ad earum colloquia et aspectum. In hoc ergo sensu videtur Bonifacius prohibuisse accessum, etiam sine ingressu, cum illa vero limitatione, *nisi rationabilis, et manifesta causa existat, et de illius, ad quem pertinuerit, speciali licentia.*

25. *Bonifacii et Alexandri prohibitiones hac de re, et discrimina inter utramque prohibitionem.*— Videtur autem Bonifacius auxisse prohibitionem Alexandri III, in d. cap. *Monasteria*. Nam Alexander solum de viris locutus est; Bonifacius vero de omnibus personis. Et quamvis glossa ibi in propositione casus videatur ad viros limitare textum, tamen sine dubio loquitur generaliter de omnibus, ut supra dixi. Item Alexander solum frequentiam prohibuit, quæ addit supra accessum iterationem, seu repetitionem actus. Quanta autem illa esse debeat, glossa ibi duplicem actum putat sufficere, quod non placet Hostiensi, sed judicandum putat ex communi usu loquendi. Itaque prudenti arbitrio relinquitur. Nam, si inter unum et alium accessum longum tempus interponatur, non poterit dici frequentia; secus vero erit si intra breve tempus sæpius accedatur. Recte autem advertit Panormitanus, ex Joann. Andrea, maxime damnari quando post monitionem iterum acceditur, nam tunc prava generatur suspicio. Bonifacius autem absolute accessum prohibet; unde neque unum tantum permittere videtur sine manifesta et rationabili causa. Est etiam alia differentia, quia Bonifacius nullam imponit pœnam; Alexander autem clericis comminatur pœnam suspensionis, non ipso jure illas imponens, sed præcipiens Episcopis ut imponant, præmissa prius monitione, et speciali prohibitione, etiam ab homine; quæ pœna manifeste supponit culpam gravem, saltem post Episcopi monitionem, nam antea habere posset aliquam excusationem, nisi frequentia evidenter esset nimia, et cum aliquo scandalo.

26. *Quæstiuncula triplex. — Resolutio primæ, an Bonifacii prohibitio de accessu vigeat.* —Dubium ergo nunc superest, primo, an prohibitio Bonifacii obliget ad culpam in quocumque accessu. Secundo, an ex vi illius legis semper sit peccatum mortale accedere ad monasteria monialium sine conditionibus a Bonifacio positis. Tertio, inquiri potest an sub hac prohibitione comprehendatur etiam scriptio litterarum. Quoad primum, dicendum est ex vi illius legis fuisse prohibitum hujusmodi accessum, quia verba ejus in proprietate accipienda sunt, et in ea continent hanc prohibitionem; quam ita intelligunt Sylvest., verb. *Religio*, 7, quæst. 16; Angel., verb. *Monialis*, num. 3. Vereor tamen legem illam, sicut non fuit recepta quoad ingressum, ita etiam neque quoad accessum; quia consuetudo obtinuit ut moniales in hac parte juxta suas regulas et receptos usus gubernentur. Dubitari vero potest an Concilium Tridentinum innovaverit hanc constitutionem quoad hanc partem. Ad quod videtur negative respondendum. Nam, licet in principio dicti cap. 5, incipiat: *Bonifacii VIII constitutionem renovans sancta Synodus*, etc., postea explicans in quo renovet, solum egressum et ingressum commemorat. Unde non video cur Navar., dict. Comment. 4, num. 61, vers. 6, dixerit præfatum cap. *Periculoso*, et Concilium non solum vetare frequentiam, sed simpliciter omnem accessum. Nam, licet hoc sit verum de cap. *Periculoso*, Concilium tamen de accessu nihil locutum est. Magis videtur eam innovare Pius V, d. constit. 8, *Circa pastoralia;* nam dicit: *Quam nos auctoritate præfata etiam approbamus et innovamus in omnibus, et per omnia, ac illam observari mandamus*. Ergo etiam quoad hanc partem præcipit observari. Si quis autem attente consideret, solum eam innovat quoad clausuram, et quoad omnia et singula quæ ad illam pertinent. Accessus autem prohibitus videtur esse ultra clausuram; imo Pius V solum de illa parte clausuræ, quæ prohibet egressum, videtur ibi loqui, ut ex tota constitutione, et ex constitutione 100 ejusdem constat. In constitutione autem 22, ubi attingit aliquid de altera parte clausuræ, solum loquitur de ingressu, quamvis ibi potius agat de monasteriis virorum. Gregorius autem XIII, in sua constitut. 36, de monasteriis etiam monialium tractans, solum ingressum prohibet; imo in constit. 13 sic inquit: *Et quidem post sacri Concilii Tridentini decretum, quo constitutio felicis recordationis Bonifacii Papæ VIII, prædecessoris nostri, quæ incipit, Periculoso, renovatur, prohibens ne aut ipsis*

*monialibus ex monasteriis suis egredi, aut ulli cujuscumque sexus aut ordinis personæ ad eas ingredi liceat.* In novis ergo decretis non invenio specialem prohibitionem canonicam de hujusmodi accessu. Et ideo non possumus cum sufficienti fundamento asserere esse malum quia prohibitum; sed ex circumstantiis et modo judicandum est. Semper tamen sacri canones hujusmodi accessum aversati sunt, ut videre licet in cap. *In decima*, et cap. *Definimus*, et aliis, 18, q. 2.

27. *Resolutio secunda: mortale non est, per se loquendo, accessus ad colloquendum cum monialibus.*—Ad secundum dubium hinc constat, ex vi solius prohibitionis Ecclesiæ hoc non esse peccatum mortale, quia nulla talis est. Non dubito tamen quin decretum Bonifacii ex suo genere illam induceret; si tamen illud consuetudine derogatum est, affirmare non possumus hoc esse peccatum mortale ex suo genere, quia nullum apparet aliud jus positivum, quo districte prohibeatur, seclusa frequentia, quam satis graviter prohibet dict. cap. *Monasteria*, quod dici non potest consuetudine derogatum. Ablato autem jure positivo, ex natura rei non est intrinseca malitia, præsertim gravis, in hujusmodi accessu. Erit autem mortalis culpa, primo ex prava intentione; secundo, ex materia locutionis; tertio, ex scandalo, vel respectu monialis, si ei occasio peccandi detur, vel respectu sui ipsius, si quis sciat se inde constitui in periculo peccandi, vel respectu aliorum, si inde rumor vel mala suspicio oriatur. Unde quarto potest esse gravis culpa propter injuriam quæ fit monasterio, si aliqua infamia inde oriatur. Unde addo quinto, omnem accessum furtivum ad moniales esse peccaminosum. Voco autem furtivum omnem illum, qui fit sine licentia Abbatissæ, vel ejus ad quem pertinet illam dare, et regulariter censeo esse peccatum mortale, etiamsi ad mortalem finem non ordinetur, quia est contra jus monasterii et Abbatissæ, et contra bonum nomen ejus, nam inter seculares furtive accedere ad colloquendum cum virgine existente sub cura parentum, ex suo genere est gravis injuria; multo ergo magis in virgine sacra. Erit autem gravior hæc culpa, si accessus sit ad loquendum per loca inusitata, quia tanto est major injuria, et periculum scandali. Sexto denique, solent hoc Episcopi per generales sententias prohibere, et Sylvester refert synodales excommunicationes, sub quibus solet hoc prohiberi; quæ sine dubio sunt justissimæ, et obligant graviter etiam in individuo, in quo interdum cessare possent incommoda, vel ratio gravis malitiæ; quia lex non cessat in particulari, etiamsi ratio legis ibi cessare videatur. Talis ergo excommunicatio in universum obligat. Imo invenio quoddam responsum Congregationis Cardinalium, datum 9 die aprilis, anno 1587, quod sic habet: *Regulares adeuntes monasteria monialium sine licentia Episcopi, incidunt in pœnam excommunicationis, quam Episcopus suo edicto proposuit, nisi regulares illi haberent ex privilegio, quod non possint excommunicari; et tunc deberent puniri a suis superioribus alia pœna. Qui regulares sic excommunicati non possunt absolvi a suis superioribus, sed ab Episcopo, qui sibi hanc absolutionem reservavit.* Ex quibus satis colligitur quam grave judicetur hujusmodi præceptum a prædicta Congregatione. Quando autem accessus non est furtivus, sed cum facultate ejus ad quem pertinet dare, licet fortasse sit sine necessitate, vel causa sufficienti, imo, licet sit ex causa ficta, non erit peccatum mortale secluso scandalo, et prava intentione, et nimia frequentia; quia non videtur res ex objecto gravis, nec specialiter prohibita per jus positivum, ut declaratum est.

28. *Resolutio tertia, de scriptione epistolarum.* — Eadem est resolutio ad tertiam interrogationem, nullum enim invenio jus de illa re specialiter constitutum. Imo etiam cap. *Periculoso,* quamvis esset in sua viridi observantia, non esset extendendum ad hunc casum; quia scribere litteras in rigore non est accedere, et lex non est extendenda ultra proprietatem terminorum. Unde Navarrus, dict. Comment. 4, num. 61, refert prohibitionem, seu edictum factum Romæ de hujusmodi scriptione, quod dicit non obligare extra urbem, quia non fuit lex Pontificia. Et cons. 19, de Sentent. excomm., refert aliam specialem prohibitionem factam quibusdam religiosis a Gregorio XIII, sub pœna excommunicationis, quæ illos obligat, non alios. Itaque de hac re nulla est prohibitio legis positivæ, sed de illa judicandum est juxta circumstantias et finem actionis, et cum proportione fere applicari possunt, quæ de accessu diximus num. præcedenti.

## CAPUT XI.

UTRUM OMNES ACTIONES SECULARES VEL PROFANÆ, ET IN UNIVERSUM OMNES PRAVÆ, SINT RELIGIOSIS SPECIALITER PROHIBITÆ.

1. *Puncta duo tractanda hoc in capite.*— In hoc capite non agimus de sola obligatione regulæ, sed de quavis alia, ex quocumque jure nascatur, vel naturali, vel positivo. Duo autem sunt quæ interrogantur. Unum est, an religiosis aliquæ actiones specialiter prohibitæ sint, quæ aliis non prohibentur. Aliud est, an illa eadem, quæ religiosis cum aliis communiter prohibita sunt, habeant in religiosis specialem prohibitionem vel gravitatem. Quoad priorem partem supponimus non esse sermonem de actionibus contrariis votis monasticis, nam de illis constat esse specialiter prohibitas religiosis. Specialiter (inquam) quantum est ex vi status, quia religiosis per se convenit talis obligatio, seu prohibitio, non vero aliis, qui illum statum non profitentur. Potest autem interdum similis obligatio inveniri in persona non religiosa, quia votum aliquod habet in quo cum religiosis convenit. Sed hoc et est accidentarium, et ibi jam intervenit participatio quædam status religiosi. Deinde non tractamus de speciali prohibitione orta ex regula; nam, sic etiam constat multa esse posse specialiter prohibita religiosis. Sed de hac obligatione in genere satis dictum est a cap. 1; in particulari vero unusquisque regulam suam consulat. Præterea non agimus de prohibitione ex vi juris naturalis aut divini; sic enim nihil est specialiter prohibitum religioso, præter ea quæ intrinsece ex votis et traditione facta religioni sequuntur, de quibus etiam dictum est in tomo superiore; nulla enim alia ratio aut causa excogitari potest, unde similis prohibitio naturalis aut divina oriatur, cum in his personis nihil speciale inveniatur, per se loquendo et ut religiosæ sunt; nam si habeant alia ministeria vel officia, ratione illorum poterunt alias obligationes habere; sed illa accidentaria sunt ad religiosum statum.

2. *Resolutio puncti quoad prohibitiones communes religiosis cum ecclesiasticis secularibus.* — Igitur solum superest dicendum de jure communi canonico. In quo ulterius considerandum est, quædam dici posse specialiter prohibita religiosis, ut distinguuntur a personis omnino laicis, seu non Ecclesiasticis, vel specialissime prout tam a laicis quam a secularibus clericis distinguuntur. Priori modo sunt jure canonico prohibita religiosis, multa quæ numerantur in cap. 1 et sequent., Ne cleric. vel mon., et in cap. *A crapula*, cap. *Clerici*, 1 et 2 de Vita et honestat. cleric., et Clemen. 1, de Statu monach., et Concil. Trident., sess. 22, cap. 1, de Reform., et sess. 24, cap. 12, in fin., quæ ibi videri possunt, nihil enim habent quod specialiter ad religiosos pertineat, et hic tractanda non sunt, quia omnibus clericis sunt communia; habebunt enim, si Deus dederit, suum proprium locum in tractatu de Ordine. Et multa ex ibi prohibitis sunt per se mala, ut ebrietas, libido, usura, et similia; alia pertinent ad decentiam habitus clericalis, de quibus quantum ad religiosos spectat, satis in cap. 5 dictum est. Alia denique specialiter prohibentur propter decorem talis status, et quia multum impediunt finem ejus. Inter quæ numerantur imprimis negotiatio temporalis lucri causa, forenses causas agere, præsertim in causa sanguinis, conductores secularium rerum aut procuratores esse, et hujusmodi, quæ, licet per se mala non sint, periculum habent, et implicant hominem negotiis secularibus, juxta cap. 1 et 2 de Cleric. venat. Quibus denique accedunt alia, quæ de se magis indifferentia videntur, ut sunt alearum ludus, venatio, canes et aves insequendo, et vociferando; de quibus videri potest Navar., Comment. 4, de Regular., num. 26 et sequentibus, ubi specialiter agit de venatione prohibita religiosis, quam non putat esse peccatum mortale, secluso scandalo, et aliquando ex justæ recreationis causa, et servatis aliis debitis circumstantiis, posse fieri significat; quod verum existimo. Et idem dixit de ludo idem Navarrus, in Summ., cap. 19, numer. 3, quando ludus alias non est ex jure prohibitus, ut notavit etiam Bernardus Diaz, in Practica, cap. 70, ubi Salzedo alios refert, et attigit Soto, lib. 4 de Justitia, quæst. 5, artic. 2. Maxime tamen cavendum est ne votum paupertatis per ludum violetur, quod maxime potest hujus actionis malitiam aggravare, eumque, qui a religioso aliquid lucratur, ad restitutionem obligare, juxta principia superius posita de materia paupertatis.

3. *Resolutio ejusdem puncti quoad prohibitiones religiosorum proprias.* — Posteriori modo inveniuntur in jure speciales prohibitiones factæ religiosis, quas fere omnes late exposui in tom. 5, tractando de excommunicatio-

nibus juris in particulari, in disput. 22 et 23, et de suspensionibus propriis religiosorum, disput. 31, sect. 6, easque breviter recenset Sylvest., verb. *Religio*, 6, quæst. 15 et 16, et *Religio*, 7, quæst. 15 ; et Angel, verb. *Religiosus*, 66. Quibus locis multa ponunt, quæ non sunt omnibus religiosis communia, sed eorum propria qui monachi nigri in jure appellantur; et adhuc inter illa multa non sunt rigorosa præcepta, ut in superioribus tactum est, explicando etiam cap. *Cum ad monasterium*, de Statu monach. Multa etiam ex his, quæ numerant, pertinent vel ad non alienanda bona religionis, quæ lib. 2, a cap. 26, tractabo, vel ad modum faciendi et acceptandi electiones, quod attigimus tomo superiore, explicando obedientiæ votum, et tractando modum creandi Prælatos. Reliqua dicemus quæ spectant ad Prælationes intra religionem, eodem lib. 2, a cap. 3, nam de aliis, quæ sunt extra illam, in priori loco tomi superioris est dictum, et dicemus plura infra, lib. 3, tractando de mutatione status religiosi, ubi etiam tractabimus de his quæ pertinent ad prohibendam apostasiam, et omnem illicitam mutationem status religiosi. Solum ergo desiderari poterat explicatio præcepti psallendi in choro Horas canonicas, quod ad regulares etiam Ecclesias extenditur in Clem. 1, de Regular. Sed hoc præceptum unamquamque religionem obligat juxta modum sui instituti; unde Societatem non obligat, quia sub tali modo instituta et approbata est; cujus rei rationem infra, tract. 10, lib. 1, cap. 8, reddemus. Unde autem oriatur obligatio, quam singuli religiosi professi habent ad recitandas Horas canonicas, et tota communitas ad publice canendas et recitandas illas in choro, tom. 2, lib. 4, cap. 17, de Horis canonicis, dictum est, Et ideo de oneribus status religiosi in communi nihil dicendum superest.

4. Quoad secundam partem est commune dubium, an peccatum religiosi, cæteris paribus, gravius sit quam non religiosi, et consequenter an idem præceptum commune religioso et non religioso magis obliget religiosum. Quam rem disputat D. Thomas 2. 2 , q. 186, art. 10, ubi, si attente legatur, resolutio ejus non solum est negativa, verum potius significat levius esse peccatum religiosi, per se loquendo. Ex triplici enim accidente ( ut ait ) potest peccatum religiosi esse gravius, scilicet, vel quia est contra votum , vel quia est ex contemptu, vel quia fit cum scandalo : quæ tria constat esse accidentaria, et extra propriam rationem et obligationem particularium præceptorum. Idem tenet Sylvest., *Religio*, 6, q. 14 ; Gregor. Lopez, glos. 8 , in l. 25, tit. 4, part. 1 , cum Joann. Andrea , in cap. *Accusatus*, de Hæret., in 6. Extra hos vero tres casus , ait D. Thomas peccatum religiosi esse levius in eodem genere peccati. Quia si sit leve ( inquit ) quasi absorbetur ex multis bonis operibus, quæ facit ; si vero sit mortale , facilius ab eo resurgit. Sed hæ rationes etiam sunt ab extrinsecis effectibus sumptæ, et solum probant peccatum religiosi facilius remedium habere, non tamen esse in se levius.

5. *Prima assertio pro auctoris resolutione.* — Quocirca dicendum censeo, præcepta communia religiosis et non religiosis, quantum est de se , æqualiter illos obligare. Probatur, quia præceptum indistincte loquitur , et potestas præcipientis æqualis est respectu omnium ; voluntas etiam generalis est et indifferens ; ergo etiam obligatio æque ad omnes descendit, per se loquendo. Neque enim ex parte subjectorum considerari potest aliquid quod reddat unam ex his personis magis obnoxiam huic obligationi, quam alias ; suppono enim præceptum non pertinere ad statum religiosi, ut sic, alias non esset commune non religiosis ; ergo status hominis religiosi per se neque auget , neque minuit obligationem talis præcepti. Unde fit ut ex hac parte, et consequenter ex vi materiæ, nec gravius, nec levius religiosus peccet, sed juxta exigentiam virtutis , ad quam pertinet tale præceptum. Dices, eo ipso quod persona est sacra, ex circumstantia personæ aggravari quamlibet culpam, ideoque ipsam magis obligari ad non transgrediendum quodlibet præceptum. Respondetur idem argumentum fieri posse de clerico comparatione laici , et de fideli seu baptizato comparatione infidelis. Item solet idem argumentum fieri de loco sacro, de quo certum est non omne peccatum factum in eo specialem gravitatem inde accipere, nisi vel peculiariter ibi prohibitum sit, vel directe sit injuriosum loco. Ita ergo in præsenti dicimus illam circumstantiam personæ non aggravare specialiter quamlibet culpam, nisi vel ratione voti, vel peculiaris præcepti sit specialiter prohibita, vel aliunde sit directe injuriosa tali statui , ut recte Cajetanus 1. 2, q. 7 , art. 1, sentit. Unde si in tali persona consideretur aliqua major obligatio vitandi culpas, non est ex sola consecratione personæ, sed ex aliis

conditionibus ad voluntatem vel intellectum pertinentibus, ut videbimus.

6. *Secunda assertio bipartita. — Conciliatio eorum qui contra hanc partem videntur sensisse.* — Secundo dicendum est, regulariter loquendo, gravius peccare religiosum, quoties cum perfecta deliberatione peccat, levius autem cum ex subreptione. Ratio prioris partis est, quia regulariter ille modus peccandi est in religioso cum majori scientia, et consequenter cum majori libertate, ac propterea cum majori ingratitudine erga Deum. Quia ex majori lumine rerum spiritualium, quod solent religiosi habere, sequitur et major libertas in peccando, quando deliberatio non impeditur. Et præterea etiam sequitur major obligatio recognoscendi illud Dei beneficium, et consequenter non offendendi benefactorem. Atque hoc modo intelligendum puto, quod aliqui absolute asserunt, peccatum religiosi, cæteris paribus, gravius esse quam non religiosi, propter circumstantiam personæ. Quo modo loquitur sæpe Navar., ut videre licet in Summa, c. 6, n. 13, et in c. *Consideret*, de Pœnit., dist. 5, n. 49 et 50, et Comm. 2, de Regul., n. 59. Hoc enim in tantum verum esse existimo, in quantum ex illa conditione personæ oritur aut major consideratio, aut certe major facultas et obligatio considerandi et cavendi divinam offensionem, saltem ex generali ratione gratitudinis. Hæc autem omnia non ita habent locum in peccatis quæ ex surreptione fiunt, quia non sunt perfecte humana, et ideo non magis imputantur ratione majoris luminis aut scientiæ, quia in eis prævenitur homo, ne cum perfecta libertate possit his donis uti. Et ob eamdem causam fere nulla ingratitudo in his peccatis consideratur. Quamvis autem hoc proprie locum habeat in peccatis venialibus, nam surreptio in rigore sumpta in solis illis locum habet, suo tamen modo extendi potest ad peccata, quæ ex infirmitate, aut vehementi passione fiunt, etiamsi mortalia sint, quatenus passio antecedens facultatem considerandi impedit. Et ideo D. Thomas de his absolute dixit esse leviora in religioso, quod regulariter forte ideo est, quia passio, quæ religiosum vincit aut perturbat, solet esse major; nam si in illa esset æqualitas, etiam posset illi magis imputari, quod habens plura principia vel auxilia ad superandam illam, vinci se sinat. Nisi etiam dicatur culpa levior (quod plane videtur D. Thomas intendisse), id est, minus nociva seu periculosa quoad ultimum ejus damnum seu effectum, quia facilius curari potest. Quod secus est in peccatis quæ ex certa scientia vel malitia a religiosis fiunt, nam in eis maxime locum habet, quod Augustinus dixit, epist. 137: *Sicut non vidi meliores quam qui in monasteriis profecerunt, ita non video pejores quam qui in eis defecerunt.*

7 *Exponitur major gravitas peccati religiosi, quando intervenit.* — Advertit nihilominus Navarr. citatis locis, et recte, gravitatem hanc, quam potest habere peccatum religiosi, ex hoc solo capite, seclusis tribus illis circumstantiis quas D. Thomas, n. 4 adductus, consideravit, neque addere malitiam distinctæ speciei, neque mortaliter aggravare, ita ut ex veniali peccato possit facere mortale; neque etiamsi mortalem malitiam supponat, ita notabiliter aggravare illam, ut necesse sit talem circumstantiam in confessione declarare. Ratio omnium est, quia ibi non est specialis materia sacrilegii, ut ostensum est; præter quam nulla alia cum fundamento excogitari potest. Solum ergo esse potest augmentum, vel ratione majoris libertatis, aut voluntatis formalis vel interpretativæ, quæ notabiliter non augent; vel ratione alicujus ingratitudinis, quæ non est formalis, sed materialis, secluso contemptu, ut in simili diximus in tomo 4 de Pœnitentia, disp. 13, sect. 3, et in præsenti etiam materia, quamvis de alia re agens, sensit Cajetanus 2. 2, q. 187, art. 4.

8. *Ingratitudo religiosorum, utentium bonis temporalibus donatis, an sit gravior.*—Ait vero D. Thomas eo ipso in loco, religiosos illicite uti temporalibus bonis, si ab actibus religiosis desistant; quia sic quantum est de se defraudant intentionem eorum qui talia bona contulerunt. Ubi Cajetanus declarat illud esse illicitum ratione ingratitudinis, vel formalis, si directe intendatur vel ex contemptu beneficii suscepti fiat (quod moraliter nunquam fit); vel tantum materialiter, quæ erit major vel minor, juxta obligationem quam ex alio præcepto habuerint religiosi ad tales actus exercendos. Unde nisi alias teneantur sub peccato mortali ad tales actus, sola ingratitudo suscepti beneficii non sufficiet ad malitiam mortalem.

9. *Ex alio fundamento alii aggravant peccatum religiosi. — Vera auctoris doctrina.* — Dicunt vero aliqui, eo ipso quod religiosi, ex vi sui status et professionis, deputantur ad aliquos actus, ut, verbi gratia, ad chorum, vel ad spiritualia ministeria erga proximos,

vel ad serviendum in actionibus corporalibus, si sint laici, teneri ex justitia ad illos actus exercendos, et non ex sola gratitudine, ideoque per se ac directe peccare mortaliter illos omittendo. Quia inter religionem et religiosum intercedit pactum implicitum, ut religio ministret omnia necessaria ad vitam; religiosus vero munus suum exequatur. Dico tamen, excepta obligatione recitandi officium canonicum, quæ oritur ex aliis principiis, sive illa sint consuetudo, sive jus aliquod canonicum, sive solemne votum, de quibus alibi; in reliquis actibus nullam esse obligationem sub peccato mortali, per se loquendo, nisi vel in regula sit præceptum, quo ita districte præcipiantur, vel ipse Prælatus sub virtute obedientiæ illos præcipiat. Ratio est, quia nullum aliud principium talis obligationis vel gravis transgressionis cum fundamento affirmari potest. Nam ex vi professionis ad nullos actus immediate se obligat religiosus, nisi ad id quod vovet; non vovet autem immediate actus illos, ad quos destinatur, neque etiam ad recitationem in choro, quidquid sentiat Navarrus, tractatu de oratione, c. 21, n. 20, sed præter castitatem et paupertatem vovet tantum obedire secundum regulam. Tunc ergo obligabitur ex voto ad illos actus, quando intervenerit obedientiæ præceptum, vel regulæ, vel hominis; ergo, si utrumque secludamus, non manet obligatio ex vi votorum; ergo nec ex vi professionis; ergo nec justitiæ obligatio intervenit, donec Prælatus rigorose præcipiat, et exigat jus suum; tunc enim fateor peccatum esse posse contra justitiam ratione traditionis et pacti, et contra virtutem religionis ratione voti obedientiæ, ut in superiori tomo late explicavimus. Sicut peccaret etiam Prælatus contra justitiam negando subdito necessaria ad suam sustentationem; est autem differentia, quia Prælatus ex officio habet hanc obligationem sine novo præcepto, nec enim subditus potest illud Prælato imponere; at vero subditus immediate et ex officio solum tenetur obedire; in particulari vero obligatio semper est juxta gradum præcepti seu legis sibi impositæ; et nunquam intelligitur obligatio justitiæ ab ipso exigi, nisi quando actus ita præcipitur. Illa autem justitiæ obligatio aut transgressio non est respectu fundatorum aut benefactorum, qui eleemosynas dederunt (nisi ubi tale pactum intervenerit), sed est respectu Prælati, seu religionis cui religiosus se tradidit. Dixi autem *per se loquendo*, nam ratione scandali, vel propter alia gravia damna, si inde sequantur, poterit in ea omissione esse peccatum mortale. Et hactenus de obligationibus religiosis communibus; reliquum est ut de Prælatis in particulari dicamus.

FINIS LIBRI PRIMI.

# INDEX CAPITUM LIBRI SECUNDI

## DE RELIGIOSIS QUATENUS PRÆLATI SUNT, ET EORUM OBLIGATIONIBUS, UT SIC.


CAP. I. *An in religioso statu necessarius sit aliquis prælatus jurisdictione pollens, et unde illam habeat.*

CAP. II. *Quotuplex sit religionis prælatus, et quem inter se ordinem servent.*

CAP. III. *De electione supremi Prælati in religione, deque conditionibus ex parte ipsius requisitis ut legitime eligatur.*

CAP. IV. *De conditionibus eligentium dictum Generalem.*

CAP. V. *De forma prædictæ electionis Generalis.*

CAP. VI. *De electione aliorum Prælatorum infra Generalem.*

CAP. VII. *An prælatio religionis perpetua sit, quamdiuve durare possit aut debeat.*

CAP. VIII. *An prælatus religionis potestatem habeat obligandi subditos in conscientia, quando et quomodo.*

CAP. IX. *An in prælatis religiosis sit potestas coerciva, tum in universum, tum speciatim ad pœnas spirituales.*

CAP. X. *An in eisdem sit talis potestas ad pœnas corporales.*

CAP. XI. *An religiosi possint a sententiis et præceptis suorum superiorum appellare.*

CAP. XII. *An in prælatis regularibus sit potestas dispensandi, et ad quam materiam se extendat.*

CAP. XIII. *Quibus Prælatis, et qua ratione potestas dispensandi cum suis subditis sit concessa.*

CAP. XIV. *Quæ personæ a Prælatis religionis dispensari queant.*

CAP. XV. *An in Prælatis religionum sit potestas, tum ad absolvendum suos subditos a culpis non reservatis, tum ad delegandum aliis talem potestatem.*

CAP. XVI. *An in aliis etiam, præterquam in ipsis Prælatis religionum vel eorum delegatis, detur potestas illos absolvendi. Ubi de bulla* Cruciatæ.

CAP. XVII. *An saltem religiosis peregrinis ac novitiis absolvendis detur in aliis dicta potestas.*

CAP. XVIII. *Quid circa reservationem culparum in religione statuerit Clemens VIII.*

CAP. XIX. *Quis possit absolvere religiosos a culpis reservatis.*

CAP. XX. *An Prælati regulares habeant potestatem absolvendi suos subditos a censuris.*

CAP. XXI. *A quibus censuris et pœnis possint Prælati regulares absolvere suos subditos, per privilegia religionibus præsertim mendicantibus concessa.*

CAP. XXII. *In quibusnam religiosis Prælatis sit potestas absolvendi subditos de omnibus censuris, tam a jure quam ab homine.*

CAP. XXIII. *An in Episcopis etiam re-*

*sideat dicta potestas absolvendi religiosos.*
CAP. XXIV. *Ad quas personas absolvendas extendatur dicta potestas.*
CAP. XXV. *An superiores religionum possint per privilegia absolvere subditos etiam a censuris specialibus ab homine.*
CAP. XXVI. *De potestate Prælatorum religionis circa bonorum temporalium administrationem, ex primæva institutione a jure antiquo permissam.*
CAP. XXVII. *De potestate ad prædictam administrationem immobilium juxta posterius jus canonicum.*
CAP. XXVIII. *De potestate ad prædictam administrationem juxta indulta specialia religionum, et nominatim Societatis.*
CAP. XXIX. *De potestate Prælatorum regularium ad conferendos ordines.*
CAP. XXX. *De potestate eorumdem Prælatorum ad res aut vestimenta sacra benedicenda vel consecranda.*

LIBER SECUNDUS

# DE RELIGIOSIS

## QUATENUS PRÆLATI SUNT, ET EORUM OBLIGATIONIBUS UT SIC.

Post explicatam essentiam, et præcipua vincula status religiosi, dicendum de cæteris obligationibus et proprietatibus ejus. Ad hoc autem oportet gradus personarum, ex quibus religiosa congregatio coalescit, distinguere, et sigillatim considerare, quia pro diversitate eorum diversa est obligatio, et in quibusdam earum personarum oritur ex respectu ad alias. Ad duo autem capita possunt dictæ personæ revocari, Prælatos scilicet et subditos. Primum vero occurrit Prælatorum consideratio, quia et præcipui sunt, et post doctrinam de obedientia et subjectione, opportune cadit sermo de Prælatis. Igitur de eis dicemus, quæ pertinent ad ipsorum creationem, seu existentiam (ut sic dicam); deinde, quæ ad potestatem et obligationes ipsorum, quæ in tali creatione fundamentum habent.

### CAPUT I.

UTRUM IN RELIGIOSO STATU ALIQUIS PRÆLATUS REQUIRATUR JURISDICTIONEM HABENS, ET UNDE ILLAM HABEAT.

1 *De statu religioso, prout nunc est in Ecclesia, sermo instituitur.— Qualis prælatio deceat magis religionem.* — Non possumus religiosorum obligationes, in quibus tradendis versamur, explicare quoad eam partem quæ Prælatos attingit, nisi de eorum existentia et potestate, in quibus tales obligationes fundamentum habent, doctrinam per nonnulla capita præmittamus. Supponendum vero sermonem esse de statu religioso, ut nunc est in usu Ecclesiæ, in regulari et communi vita, nam, ut supra tactum est, et tractatu sequenti dicemus, inveniri etiam potest verus religiosus status in solitario et privato vivendi modo, respectu cujus non est necessaria alia prælatio, vel præcipiendi potestas, præter eam quam intrinsece requirit obedientiæ votum,

ut ex dicendis a fortiori constabit; et ideo de illo statu, quod ad præsens attinet, nihil aliud dicere necesse est. De alio vero statu communitatis religiosæ, per se notum videtur in illo necessarium esse aliquem qui cæteris præsit, præcipue si hoc non restringamus ad unam personam, sed indefinite loquamur de uno gubernatore, sive illa una persona sit, sive unum consilium ex multis personis constans; sic enim impossibile est humanam communitatem sine gubernatore consistere: *Ubi enim non est gubernator* (dixit Spiritus Sanctus, Prov. 11), *populus corruit.* Quod si de omni communitate hoc verum est, multo magis de religiosa, in qua summus ordo ad perfectionis profectum necessarius est. Et ideo in eo statu speciali titulo et ratione necessaria est obedientia, ut tomo præcedenti vidimus. Simili ergo modo necessarius est superior cui obediatur; et ideo omnes religionum institutores hoc primum in hoc genere vivendi statuunt, ut scilicet in eo sit aliquis præfectus, cui cæteri perfecte obediant, ut satis ostensum est tractando de necessitate obedientiæ; hæc enim duo correlativa sunt. Quamvis autem de absoluta necessitate hoc non restringatur ad unam personam, ut dixi, tamen, moraliter loquendo, necesse est usum hujus regiminis ad singulares personas reduci, quia fieri non potest ut singula, quæ agenda vel præcipienda occurrunt, plurium communi consilio disponantur vel ordinentur. Posset autem ordinaria potestas etiam immediata solum esse in communitate seu consilio aliquo, licet per vicarios proxime administranda esset; illud autem regimen non esset religioni conveniens, quia imperfectum est, et ordini religioso minus accommodatum. Ideoque in omnibus religionibus monarchicum regimen, saltem quoad proximam gubernationem, usu receptum est. Est enim hoc regimen omnium perfectissimum, teste Aristotele, 8 Ethic., c. 10, et confirmat D. Thomas, 4 contra Gent., c. 76, imo Christus Dominus docuit, dum in sua Ecclesia perfectam monarchiam esse voluit, ut in tomo de Fide ostendi; imo et natura ipsa hoc persuadere videtur, dum unum tantum supremum Principem, Deum scilicet, admittit, ut notavit Cyprianus, in tract. de Idolorum vanitate. Status ergo religiosus ratione suæ perfectionis monarchiam etiam maxime postulat. Requirit ergo non solum unum gubernatorem, sed etiam unum caput, quod singularis persona sit; in hoc enim differt monarchia a cæteris politiis.

2. Est autem ex superiori tomo recolendum, in Prælatis religionum duplicem posse intelligi potestatem, jurisdictionis scilicet et dominii. Dicendum ergo secundo est: in hoc statu necessarius est superior, qui potestatem dominativam habeat; jurisdictio vero non ita illi necessaria est. Prior pars sufficienter est in illo tomo declarata et probata; nam traditio et votum obedientiæ sunt de necessitate status religiosi; ergo et potestas dominativa in Prælato est necessaria in hoc statu; nam hæc duo sunt quasi correlativa, vel tanquam causa et effectus; nam ex traditione, quæ fit ex parte religiosi, sequitur dicta potestas in religione, a qua in superiorem tranfertur. Altera item pars probatur, quia prædicta potestas sufficit ad gubernationem œconomicam; hæc autem, si sit accommodata disciplinæ religiosæ, sufficit in rigore ad religiosum statum. Major patet in seculari gubernatione domus, in qua pater habet hujusmodi proportionalem potestatem in filium, vir in uxorem, dominus in servum, et illa sufficit ad politicam gubernationem. Minor autem patet, quia religiosus status sufficienter salvari potest in communitate unius domus, cujus gubernatio et vivendi modus ad perfectionem charitatis ordinetur; ergo in illius superiore sufficit prædicta potestas ad eumdem finem et vitæ modum accommodata. Quod si plures domus habeant inter se moralem unionem, qua unum corpus politicum efficiant, præterquam quod id non est simpliciter necessarium ad statum religiosum, etiam illud potest sufficienter salvari cum prædicta potestate, amplificata, seu extensa quoad dominium cum sufficienti proportione, sive id fiat per subordinationem obedientiæ plurium conventuum, seu domiciliorum ad unum superius caput, sive per consensionem plurium Abbatum, seu superiorum conventualium inter se; quanquam hoc secundum minus firmum est, et pluribus dissensionibus expositum.

3. *Varia exempla pro assertione confirmanda.* — Confirmatur et explicatur exemplis, primo monialium, in quibus nulla est jurisdictio spiritualis, juxta doctrinam D. Thomæ, in 4, d. 19 et 25, communiter receptam, quam in tomo de Censuris, disp. 2, sect. 3, a n. 5, explicuimus; et tamen in illarum conventibus est aliqua cæteris præfecta, sive Abbatissa, sive Priorissa, vel aliter nominetur, in qua est sufficiens potestas gubernativa ad religiosum statum necessaria, argumento c. 2, de His quæ fiunt a Prælato, cum his quæ ibi no-

tat Abbas, et alii, et ex ipso usu satis constat. Aliud exemplum est de antiquis monachis, qui regulariter non erant clerici, ut sumitur ex Dionysio, c. 6, de Eccles. hierarch; Hieronymo, ep. 1 ad Heliodorum, 4 ad Rusticum, et lib. contra Vigilantium, et ex aliis quæ referuntur 16, q. 1, et infra tractatu sequenti de Varietate religionum, latius de ea re dicemus; et tamen inter antiquos monachos erant præfecti ac superiores sufficientem habentes potestatem ad religiosum statum gubernandum, ut constat de illis antiquis Patribus, Antonio, Hilarione et Pachomio; imo etiam S. Benedicto, quem sacerdotem fuisse non legimus; imo non fuisse scribit Bonaventura, in expositione suæ regulæ, cap. 7; fuisse autem vere Abbatem, id est, monachorum patrem et superiorem, satis constat. Estque optimum exemplum apud D. Gregorium, lib. 1 Dialog., c. 4, de Equitio, qui cum sacris ordinibus initiatus non esset, Abbas, et multorum monasteriorum pater a Gregorio appellatur. Igitur ad hoc munus jurisdictio ecclesiastica necessaria non est, sed sufficit prædicta potestas; nam in his viris laicis, quantumcumque sanctis, ecclesiastica jurisdictio esse non potest. Dices, in illis fuisse potestatem excommunicandi, ut ex regula S. Benedicti, et ex aliis colligi potest. Respondetur, in nomine *excommunicationis* esse æquivocationem; nam illa, de qua Benedictus in sua regula loquitur, non erat censura ecclesiastica, sed externa quædam separatio a conversatione fratrum, vel in choro, vel in aliis occupationibus, seu exercitiis, vel in communibus colloquiis, quæ separatio solum erat per ordinationem seu prohibitionem obedientiæ, unde neque ipsum religiosum, neque alias personas eo modo ligabat, quo nunc ligat ecclesiastica censura.

4. *Arguitur adhuc contra secundam partem præcedentis assertionis.*—Rursus vero objiciet aliquis nunquam posse statum religionis esse aut conservari sine Prælato habente potestatem jurisdictionis, nec exemplis adductis oppositum probari; quia nec moniales sunt sine hujusmodi Prælato, nec religiosi unquam fuerunt; solumque probant dicta exempla, non oportere prælatum esse ejusdem sexus, vel ejusdem ordinis; non vero esse omnino nullum. Nam moniales vel subjiciuntur religiosis viris tanquam Prælatis habentibus jurisdictionem in illas, vel Episcopis, si exemptæ non sint; et tunc Episcopus non minus est proprius Prælatus earum, quam sit Provincialis aut Prior circa sibi subjectos. Et similiter olim quando monachi erant mere laici, subjiciebantur Episcopo tanquam proprio Prælato, ut sumitur ex citato loco Dionysii, et ex Hieronymo, et aliis, quos supra retulimus: et idcirco quia Episcopus per seipsum præesse non poterat, solebat substituere Presbyterum aliquem, cui vices suas committebat, ut colligitur ex Concilio Chalcedonensi, c. 8, et ex regula Augustini, ubi distinguit Præpositum a Presbytero, et utrique tribuit potestatem corripiendi religiosos, et vindicandi delicta; quia fortasse in Præposito erat tantum potestas dominativa; in Presbytero autem erat etiam prælatio et jurisdictio; et hoc significant illa verba, quæ habentur in fine regulæ: *Præposito tanquam patri obediatur, multo magis presbytero, qui omnem vestrum curam gerit. Ut ergo cuncta ista serventur, et, si quid servatum minus fuerit, non negligenter prætereatur, sed ut emendandum corrigendumque curetur, ad Præpositum præcipue pertinebit, ut ad presbyterum, cujus est apud vos major auctoritas, referat, quod modum vel vires ejus excedit.* Erat ergo in Presbytero major potestas quam in Præposito, quæ non videtur alia fuisse nisi jurisdictionis; ergo nunquam hæc defuit in Prælatis religionum. Et ratio sumi potest ex prædictis verbis Augustini, quia hæc potestas moraliter necessaria est ad perfectam gubernationem talis status, tum ratione directionis perfectæ, tum etiam ad majorem coactionem, ubi fuerit necessaria.

5. *Occurritur argumentis proxime factis.*—Hæc argumenta convincunt plane quod intendunt, solumque posita sunt ut verum sensum assertionis positæ explicemus. Duobus enim modis intelligi potest, Prælationem cum jurisdictione esse necessariam ad statum religiosum. Primo, ut talis jurisdictio et prælatio esse debeat specialiter commissa ipsi religioni, vel alicui personæ ejusdem ordinis, et professionis. Et hoc modo negamus esse necessariam propriam prælationem cum potestate jurisdictionis intra ipsam religionem; et hoc convincunt exempla adducta in n. 3, quibus addi potest exemplum, quod nunc etiam extat, religionis laicorum institutæ ad curandos infirmos in publicis xenodochiis eorum curæ commissis; illi enim inter se proprios habent præfectos quibus obediant; illi tamen jurisdictionem proprie non habent, sed in Episcopis residet. Alio modo potest intelligi hæc jurisdictio necessaria in aliquo

Prælato Ecclesiæ, qui ratione illius dici poterit Prælatus religiosorum; et hoc modo evidens est talem prælationem et jurisdictionem esse necessariam, ut probat discursus numero præcedenti factus; et præterea, quia non potest esse in Ecclesia aliquis status, quin totus subjectus sit jurisdictioni Prælatorum et Pastorum Ecclesiæ, secundum aliquem modum vel immediate a Christo, vel ab ipsa Ecclesia institutum; quod magis ex sequenti assertione, ejusque declaratione constabit.

6. Dico ergo tertio : in religionibus exemptis, quales nunc fere sunt omnes religiones virorum, necessarii sunt Prælati proprie dicti habentes spiritualem, imo et Episcopalem jurisdictionem. Conclusio est certa, et communis Doctorum, quos statim referemus, constatque inductione juxta præsentem Ecclesiæ usum : nam et monachales ordines, et Mendicantes (ad quas reducuntur alii, qui cum illis communicant, vel participant) habent hujusmodi præpositos cum propria potestate et jurisdictione. Ratio autem necessitatis, supposita exemptione, est efficax, quia, eo ipso quod religio a jurisdictione Episcoporum eximitur, manet immediate subjecta solius Pontificis jurisdictioni; non poterat autem convenienter gubernari immediate per solum Summum Pontificem, aut per commissarios, vel delegatos ab ipso, quia in omni congregatione necessarii sunt pastores ordinarii, quibus ejus cura ex officio incumbat; ergo, si hujusmodi pastores proximi non sunt Episcopi, necessarium est ut sint prælati proprii uniuscujusque religionis. Atque hinc inferunt communiter Doctores, præpositum Generalem, Provincialem, et localem seu conventualem uniuscujusque religionis approbatæ a Summo Pontifice, et exemptæ, esse vere ac proprie Prælatos, ut patet ex Gloss. in Clem. 1, de Elect., v *Prælatum*, ubi Cardinalis et alii. Sumitur ex Panorm., in c. *Cum ab Ecclesiarum*, de Offic. Ordin., ubi distinguit duplicem acceptionem hujus vocis *prælatus* unam late, secundum quam etiam Parochus dici potest Prælatus, quatenus suis parochianis præest; aliam propriam, et jure usitatam, secundum quam solus ille, qui habet jurisdictionem spiritualem et ordinariam fori contentiosi, prælatus dicitur, ut sumitur ex cap. 2, juncta gloss. ult. de Judiciis. Cum ergo superiores religionum jurisdictionem habeant spiritualem fori contentiosi, eamque ordinariam, nam ex vi proprii muneris eam habent, unde et delegare illam possunt, Prælati proprie dicuntur, ut latius docent etiam Sylvest. et Angel., verb. *Prælatus*. Et hæc de 1 p. tituli.

7. *Tractatur secunda pars tituli de origine jurisdictionis Prælatorum regularium.* — Ex dictis facile definitur quæstio hic occurrens, unde aut quo jure habeant hi Præfecti religionum ut Prælati sint, id est ut habeant hanc spiritualem jurisdictionem. Quidam enim putant habere illam jure divino, quod gravissimos Doctores docuisse, eos tamen non referens, dixit Medina, lib. de Indulgentiis, cap. 24; eamdem sequi videntur, et suadere conantur Emmanuel Rodriguez, tom. 1 Regularium Quæst., q. 17, art. 2; et Miranda, in Manuali Prælatorum, tom. 1, quæst. 13, articulo 4, conclusione 1. Argumentantur primo, quia Prælati Ecclesiæ sunt, qui habent jurisdictionem illam, de qua dictum est Matth. 18 : *Si Ecclesiam non audierit, sit tibi tanquam ethnicus et publicanus;* nam juxta communem interpretationem Chrysostomi, et aliorum, nomine Ecclesiæ, Prælati ibi intelliguntur; sed præfecti religionum sunt vere Prælati; ergo habent jurisdictionem jure divino. Secundo, et in idem redit, quia Christus ibi, cum dixit : *Quæcumque ligaveritis*, etc., ad omnes Prælatos Ecclesiæ locutus est; sed inter hos Prælatos sunt superiores religionum; ergo habent jurisdictionem ex vi verborum Christi, atque adeo ex jure divino. Tertio, Episcopi habent jurisdictionem jure divino, ut est multorum sententia; sed Prælati religionum habent jurisdictionem episcopalem vel quasi episcopalem, ut dicitur in cap. *Abbates*, de Privilegiis, in 6, et notat glossa in Clement. unica, de Rebus Eccles. non alien., verb. *Proprii;* ergo, per argumentum a simili, etiam illi habent jurisdictionem ex jure divino. Quarto, religio instituta est a Christo; sed religio non potest consistere sine Prælatis ejusdem ordinis habentibus jurisdictionem; ergo habent illam a Christo; nam qui instituit aliquem statum, sine dubio dat omnia necessaria ad illum. Major supponitur ex supra dictis. Minor sumitur ex ratione juris statuentis, ut religiosorum Prælatus ejusdem habitus et religionis sit; cujus rationem reddit Innocentius III, in cap. *Cum causam*, de Electione. Quia, secundum legem divinam, non est in bove arandum et asino, id est (ut exposuit Concilium Hispalense II, cap. 9, cap. *In nona*, 16, quæst. 7) : *Homines diversæ professionis in officio uno non sociabis : nam cohærere* (ut ibidem subjungitur) *et conjungi non possunt, quibus et studia, et vo-*

*ta diversa sunt.* Unde in Clem. 1, de Elect., sic dicitur : *Cum rationi non congruat ut homines disparis professionis, vel habitus, simul in eisdem monasteriis socientur, prohibemus ne religiosus aliquis in Abbatem vel Prælatum alterius religionis, vel habitus de cætero eligatur.* Est ergo hæc institutio ex natura rei intrinseca huic statui.

8. Hæc sententia nova est, et sine dubio falsa ; qui enim fieri potest ut sit de jure divino, quod ab Ecclesia non semper fuit observatum ? ostendimus autem num. 3, in antiquis religionibus fuisse spirituales Patres, seu Præfectos, aut Abbates sine propria et spirituali jurisdictione. Unde certum est institutionem hanc habuisse initium a Summis Pontificibus, atque adeo esse de jure humano, quod prædictus auctor non negat, sed ait, fieri posse ut idem Prælatus pluribus titulis et rationibus jurisdictionem habeat. At hoc solum habet locum ubi plures tituli non involvunt repugnantiam ; non vero in præsenti, si proprie ac per se loquamur de origine jurisdictionis. Tunc enim jurisdictio proprie dicitur esse de jure humano, quando ab homine immediate confertur ; et e converso de jure divino dicitur, quæ immediate datur a solo Christo ; et ita unus titulus istorum alium excludit ; non potest ergo eadem jurisdictio utroque modo proprie ac per se haberi. Dico autem *per se,* quia si unus titulus sit per accidens, non erit tanta repugnantia. Ut qui opinantur Episcopos habere jurisdictionem divino jure, negant quidem per se habere ab homine ; tamen, quia non negant, nec negare possunt habere illam dependentem a Summo Pontifice, dicere possunt etiam esse ab illo saltem per accidens, tanquam a non prohibente seu impediente, cum possit, vel tanquam a confirmante, seu designante personam. Sed hæc non sunt satis ut jurisdictio dicatur de jure humano ; sic enim etiam jurisdictio Summi Pontificis per accidens est ab hominibus eligentibus ipsum ; nec jurisdictio Prælatorum religionis est hoc modo ab homine, sed ut ab immediate et per se conferente illam ; nisi enim Summus Pontifex illam dedisset, nullum est divinum jus, nullave Christi promissio, ex qua colligere possimus ipsum immediate illam conferre ; maxime quod talis modus Prælationis immediate est institutus ab Ecclesia, et non a Christo Domino ; licet enim potestas illum instituendi fuerit a Christo, non vero ipsa institutio, nullibi enim ostendi potest ; nec talis institutio fuit ex aliquo præcepto divino positivo, sed ex prudenti arbitrio Summorum Pontificum ; nullo ergo modo talis jurisdictio est proprie de jure divino, nisi solum remote in generalibus principiis, et in potestate concedendi illam ; quod evidentius fiet respondendo ad argumenta.

9. Ad primum negatur consequentia, fit enim illatio virtualiter in quatuor terminis : immediate enim solum infertur, Prælatum religionis habere jurisdictionem illam, ratione cujus dixit Christus : *Si Ecclesiam non audierit, sit tibi tanquam ethnicus et publicanus.* Inde autem nihil infertur, quia Christus non dixit, omnes Prælatos Ecclesiæ habituros dictam jurisdictionem immediate ab ipso. Unde, si ratio illa quidpiam valeret, probaret, omnes, qui in Ecclesia habent potestatem excommunicandi, etiam archipresbyteros, Archidiaconos, Priores, Abbates, et similes inferiores dignitates, habere illam jure divino ; quod plane falsum est, quia fere in his omnibus constat manasse jurisdictionem ex privilegiis Pontificum, et humana institutione. Eademque est responsio ad secundum : fatemur enim verba illa : *Quæcumque ligaveritis et solveritis*, etc., dicta esse pro omnibus Prælatis ; dicimus tamen adimpleri vel in multis, vel in omnibus infra Summum Pontificem, per jurisdictionem mediante ipso Pontifice concessam. Unde in his argumentis oportet advertere, aliud esse Prælatum habere jurisdictionem ; aliud, quod obediendum sit Prælato jurisdictionem habenti. Primum non semper est immediate a Christo, nec ex præcepto ejus ; secundum autem est divinum præceptum explicatum Matt. 18 : *Si Ecclesiam non audierit*, quod suo modo naturale est, sicut obedire regibus. Similiter participatio clavium non semper est immediate de jure divino, sed per hominis concessionem ; et nihilominus, supposita participatione clavium, quod habeant effectum aperiendi et claudendi, de jure divino est, explicato illis verbis : *Quæcumque ligaveritis*, etc. ; hic autem non agimus de effectu clavium quasi in sensu composito, sed de ipsa clavium participatione per jurisdictionem quasi episcopalem.

10. Ad tertium primo respondetur negando antecedens ; probabilius enim credimus jurisdictionem Episcoporum non esse de jure divino, ut tomo 4 et 5 tertiæ partis diximus. Secundo vero respondetur negando consequentiam, tum quia argumentum a simili de-

bile est, maxime ubi tanta ratio differentiæ potest facile assignari; tum etiam quia ex illo antecedente contrarium potius inferri debuisset. Itaque, si negemus Episcopos habere jurisdictionem jure divino, inde a fortiori infertur idem dicendum esse de omnibus inferioribus Prælatis, sive secularibus, sive religiosis; si vero de Episcopis id admittimus, inde etiam colligimus de inferioribus non esse admittendum, primo quidem, quia hoc tanquam speciale habet aliquam rationem in Episcopis, quia eorum dignitas est de jure divino, et quia divinum præceptum est, ut Ecclesia per Episcopos regatur, juxta illud Actor. 20: *Posuit vos Spiritus Sanctus Episcopos regere Ecclesiam Dei.* Aliæ vero inferiores dignitates, quantum spectat ad potestatem jurisdictionis fori contentiosi, nec sunt ex institutione Christi, nec ex præcepto ejus.

11. Unde argumentor secundo, quia quod religiosi sint exempti a jurisdictione Episcoporum, non solum non est de præcepto divino, verum etiam videtur potius quædam quasi dispensatio, vel limitatio juris divini, quod de se erat indifferens; ergo, quod religiosi habeant intrinsecos Prælatos, ut sic dicam, habentes propriam jurisdictionem, non potest esse de jure divino. Patet consequentia, quia necessitas talium Prælatorum supponit dictam exemptionem, nam si religiosi essent subjecti Episcopis, per eos eorumque vicarios possent immediate gubernari in his quæ ad jurisdictionem spectant, relicta eis tantum domestica administratione, ad quam potestas dominativa, et votum obedientiæ sufficit; sicut olim fieri diximus, et nunc fit cum multis monialibus, et cum religiosis mere laicis. Antecedens autem per se notum videtur, quia hæc exemptio fuit privilegium voluntarium, quod proinde multo tempore concessum non est; et incepisse videtur aliqua ex parte a temporibus Gregorii I, qui monachos Sancti Benedicti vel omnino, vel magna ex parte a jurisdictione Episcoporum exemit, ut colligitur ex Concilio Lateranensi, sub eodem Gregorio I, et ex lib. 7 Epistolarum ejus, epist. 18, et ex cap. 1 et 5, 18, quæst. 2. Alexander vero III postea exemit Carthusianos, et Honorius III Ordines S. Francisci et Dominici, et deinceps hæc exemptio amplificata est, antea enim non erat adeo universalis, etiam usque ad tempora Innocentii III, ut constat ex Concilio Lateranensi, sub eodem, can. 12, et ex cap. *Cum dilectus*, de Relig. dom., nec fingi potest tanta necessitas postea suborta, quæ ex vi juris divini aut naturalis Pontifices obligaverit ex præcepto ad hanc exemptionem faciendam. Nec dubito quin de absoluta potestate possit nunc illam revocare, ita ut factum teneat, quamvis sine justa causa jam id non recte fiat.

12. Ad quartum respondetur imprimis distinguendo majorem, nam status religionis præcise quoad substantialia vota est a Christo immediate institutus; ad illum autem ut sic non sunt necessarii Prælati, qui religiosi sint, nedum ejusdem ordinis et habitus. Quod patet, quia non est de essentia talis status, ut sit in communi vita seu congregatione, pro qua maxime posset esse necessaria dicta prælatio. Status autem religionis, quoad omnes circumstantias, quas nunc habet, non est ex institutione Christi immediate, sed adjuncta ecclesiastica prudentia ac dispositione, et ideo quamvis in illo statu, prout nunc est, esset simpliciter necessaria dicta jurisdictio, non sequitur datam esse immediate a Christo; sed pertinere potest, ut revera pertinet, ad eas circumstantias quas Ecclesia addidit. Secundo dicitur, etiam in hoc statu prout nunc est in vita communi, vel sub uno Præfecto, jurisdictionem ordinariam in Præfecto existentem non esse simpliciter necessariam ad conservationem talis status, ut patet in monasteriis monialium, quæ immediate subduntur Episcopis, et in antiquis monasteriis monachorum. Quocirca ratio illa, qua jura utuntur, non fundatur in absoluta necessitate, sed in majori congruitate et prudentiori regimine, alioqui dispositio illorum jurium non esset constitutiva novi juris, sed tantum declarativa juris divini; quod est contra illam particulam *de cætero*, quæ in dicta Clementina habetur. Addo præterea, illa decreta supponere statum religiosum prout nunc est ab Ecclesia institutum, et non stando in mero jure divino. Supposito enim, quod Ecclesia voluerit ut religiosi habeant proprios et immediatos Prælatos ordinarios, distinctos ab Episcopis, valde consentaneum rationi est, ac fere necessarium ex ipsa rei natura, ut sint religiosi, et ejusdem ordinis, ut postea videbimus. At vero id, quod supponitur, non est de jure divino, quia Episcopi possent esse proximi Prælati religiosorum. Unde etiam nunc, ex communi sententia, ad Ecclesiam regularem, si sit Cathedralis, potest eligi in Episcopum clericus secularis, juxta c. *Nullus*, de Elect., in 6, et argum. Clementinæ 1, de Electione, et c. *Quod Dei timorem*, de Statu

regular., et notat Abbas, in dict. c. *Cum causam*, de Electione, n. 6; et rationem reddit, quia Episcopus propter excellentiam dignitatis suæ potest dici religiosus, et ideo potest religiosis immediate præesse. Ergo idem potuisset Ecclesia instituere de quocumque conventu religioso, etiamsi Cathedralem Ecclesiam non habeat.

13. *Instantia ab incommodo removetur dupliciter.*—Quod si quis dicat non posse unum Episcopum convenienter tot conventus immediate gubernare, dicitur imprimis hoc esse accidentarium ratione multitudinis, non per se ratione status religiosi, quem consideramus. Deinde dicitur potuisse singulos conventus gubernare per vicarios suos, qui non ordinariam, sed delegatam tantum jurisdictionem ab illo haberent, et ideo proprii Prælati non essent, juxta doctrinam receptam, supra notatam ex Panormitano, Angelo, Sylvestro, et aliis. Possent etiam hi vicarii seu delegati in rigore esse seculares, quales videntur olim fuisse Presbyteri monasteriis præpositi ab Episcopis, de quibus mentionem faciunt Concilium Chalcedonense et Augustinus supra citati, quamvis interdum etiam fuerint ex eisdem religiosis; quando enim inter monachos aliquis inveniebatur sacerdotio dignus, et ad illud munus aptus, ille potius eligebatur, quia negari non potest quin, cæteris paribus, hic ordo melior, et convenientior sit; et hujusmodi videtur fuisse Paphnutius ille, quem Presbyterum congregationis Scythiæ vocat, et summe laudat Cassianus, collat. 3, capite 1, et Daniel successor ejus, de quo loquitur collat. 4, capite 1. Huc etiam spectat quod refert Epiphanius, Epist. ad Joannem, Episcopum Hierosolymitanum, se ordinasse sacerdotem quemdam monachum renuentem, eo quod multitudo fratrum presbytero careret. Sic etiam intelligo quod refert Hieronymus, in epitaphio Paulæ, in Monte Nitriæ occurrisse Paulæ innumerabiles turbas monachorum, ex quibus multos sacerdotalis et Leviticus sublimabat gradus; erant enim, ut fertur, in eo monte ad quinque millia monachorum, inter quos plures fuisse sacerdotio dignos, et aptos ad regendum alios, credibile est. Quod autem hi Presbyteri olim fuerint quasi vicarii, vel coadjutores Episcoporum in hoc munere, can. 8 Concilii Chalcedonensis supra citatus satis ostendit, ubi præcipiuntur esse sub potestate Episcopi secundum traditionem sanctorum Patrum, et can. 4 statuit, Monachos per unamquamque civitatem aut regionem subjectos esse Episcopo, et idem colligitur ex canone 14, 54 et 56 Concilii Nicæni, quos refert Alphonsus Pisanus, lib. 3 ejusdem Concilii; et præsertim est notandus 14: *Si quis laicus fieri monachus voluerit sine licentia Episcopi, qui illius monasterii potestatem habet, non est recipiendus;* ubi supponitur monasteria tunc fuisse sub potestate Episcoporum; quod expresse decrevit multo post Concilium Aurelianense tempore Simmachi Papæ, can. 21: *Abbates* (ait) *pro humilitate religionis in Episcoporum potestate consistant,* habetur in c. *Abbates*, 18, quæst. 2, ubi multa alia similia ex variis Conciliis referuntur. Ex quibus constat Episcopos fuisse proprios Prælatos religiosorum, et Abbates aut jurisdictionem non habuisse, vel certe non nisi delegatam ab Episcopis; vel postquam cœperunt ordinariam habere, habuisse illam dependentem ab Episcopis, donec per privilegia exempti fuerunt. Quæ omnia sunt manifesta signa jurisdictionis per ipsos Episcopos vel per Summum Pontificem concessæ, ex liberali gratia, et meliori quadam providentia, supposita varietate temporum et religionum, non ex absoluta juris divini necessitate.

14. *Videri dictam jurisdictionem nasci saltem ex jure communi positivo.* — Ulterius vero quæri hic potest utrum habeant hi Prælati jurisdictionem, ex communi jure civili, aut canonico. Cum autem hæc jurisdictio spiritualis sit, clarum est non posse oriri directe ex jure civili; posset autem ei attribui, vel quatenus in eo explicatur aliqua ratio naturalis quæ hoc postulat, vel quatenus in eo aliquid disponitur, quod a jure canonico acceptatur, eo ipso quod non rejicitur, ut, verbi gratia, in lege ult., C. de Jurisdict. omnium judicum, disponitur, ut qui in aliqua militia connumerati sunt, his judicibus subsint, qui eis in tali jurisdictione præsunt; nam hoc videtur postulare naturalis æquitas et ratio. Facit deinde caput *Cum Ecclesiarum*, de Offic. ordin., quatenus significat unumquemque Prælatum habere jurisdictionem in suam plebem, seu congregationem sibi subjectam.

15. Dico tamen jurisdictionem hanc, quoad religiones omnes, non posse satis fundari in jure communi, quia nullum datur quo universim statutum sit, ut religio, quatenus talis est, constet Prælatis habentibus propriam et intrinsecam jurisdictionem. Nam, ut supra, num. 2, probavi, non est de intrinseca ratione status religiosi, ut constet propriis

Prælatis jurisdictionem ecclesiasticam habentibus; imo non semper illam habuerunt, nec modo habent omnes, præsertim moniales, et si quæ sunt religiones pure laicorum; igitur ex hoc præcise quod religio instituitur, vel etiam approbatur, non sequitur habere jurisdictionem, nisi ei insuper conferatur; nullum autem est commune jus canonicum quod hoc statuat, ut vi illius statim censeatur conferri. Non ergo datur ex vi juris communis. Nec dicta jura quidquam probant; nam utrumque supponit judicem, aut Prælatum habentem jurisdictionem, et ea supposita, statuunt ut ei pareatur. Circa illam vero legem advertenda est vulgaris differentia inter jurisdictionem civilem et ecclesiasticam, quod civilis proveniat ab ipsa communitate hominum; spiritualis a Christo in Papam, et per hunc in alios. Illa ergo lex loquitur de jurisdictione civili, quam communitas aliqua conferre potest suo præfecto, quem sibi in judicem, et immediatum superiorem eligit, sive id faciat adminiculo ipsius juris civilis, sive illo tantum non contradicente. Hoc autem non potest in exemplum adduci ad religiosos de quibus agimus, quia eorum jurisdictio debet esse spiritualis et a capite manare. Circa alium vero textum canonicum, est observandum in eo sermonem esse de propriis Ecclesiarum Prælatis, qui jurisdictionem habent fori contentiosi; nam hoc esset ratione Prælati in rigore sumpti, ut supra cum communi docuimus. Si ergo supponatur religio habere Prælatum in hac significatione, clarum est eum habere jurisdictionem, et hoc solum probatur ex illo textu; attamen hoc ipsum est quod quærimus, an, videlicet, Præfecti seu Rectores religionum, vel quocumque alio vocentur nomine, ex vi juris communis habeant quod sint veri Prælati in dicto sensu, et hoc nec ex illo textu, nec ex alio probari potest.

16. *Quando cœperunt religiones habere jurisdictionem per specialia jura.* — Sed quæri tandem potest quando inceperint religiosi habere ecclesiasticam jurisdictionem. Respondetur de hoc initio non satis constare, neque idem pro omnibus posse assignari; nam, cum non sit fundatum in jure communi, debet ad speciales concessiones revocari; quæ concessiones factæ sunt aliquibus religionibus statim a principio earum, aliquando vero longa post tempora, quæ incerta sunt; et ideo propria singularum religionum indulta, vel historiæ, et antiquæ consuetudines, sunt consulenda. Videtur autem hæc jurisdictio in religione S. Benedicti modo aliquo incepisse a tempore Divi Gregorii, ut significatur in c. *Quam sit necessarium*, 18, quæst. 2, quamvis neque ibi expresse jurisdictio eis concedatur, sed aliquæ exemptiones, vel immunitates, quas Episcopi violare non possint. Quamdiu ergo religiosi fuerunt subjecti Episcopis, non videntur habuisse propriam jurisdictionem saltem ab Apostolica Sede, sed quam Episcopi delegare volebant; unde tunc proprie videtur hæc jurisdictio incepisse, cum primum exemptio religiosorum a jurisdictione Episcoporum incepit. Exemptio autem quoad integras religiones initium videtur habuisse a temporibus Alexandri III, Innocentii III et Honorii III. Nam Carthusiensem ordinem Alexander III exemit [1]; Innocentius vero et Honorius mendicantes ordines; et deinceps Romani Pontifices similia privilegia aliis religionibus concesserunt. Ante hæc vero tempora videntur fuisse aliqua monasteria exempta, licet alia ejusdem ordinis subjecta essent Episcopo diœcesis, ut colligitur ex capite *Cum dilectus*, de Religios. domib., et ex capite *In singulis*, et cap. ultimo, de Statu monach. Et ita in diversis monasteriis ejusdem ordinis fieri tunc poterat, ut unus Prælatus jurisdictionem haberet, et non alius, sicut hodie sunt etiam monasteria monialium, quæ cum sub eadem regula, verbi gratia, Sancti Benedicti aut Francisci vivant, alia tamen Prælatum habent ordinarium, alia regularem. Jam vero hoc non est in usu, sed in omnibus religionibus, tam clericorum quam monachorum, superiores propriam jurisdictionem habent; hinc si qui sunt subditi Ordinariis, non videntur carere omnino jurisdictione, saltem immediata et quoad primam instantiam; de quo tamen consuetudo et indulta Apostolica servanda sunt, quia, ut dixi, inde manat hæc jurisdictio.

## CAPUT II.

### QUOTUPLEX SIT RELIGIONIS PRÆLATUS, ET QUEM INTER SE ORDINEM SERVENT.

1. *Triplex genus Prælatorum in unaquaque religione.* — Non inquirimus diversitatem Prælatorum in diversis religionibus, sed in eadem; nam prior diversitas magis solet esse

[1] Petrus Sutor, lib. 2 de Vita Carthusianorum, tract. 3, c. 2.

de nomine quam de re ; in diversis enim religionibus idem est proportionalis modus Prælatorum seu superiorum, quamvis diversis nominibus appellantur : *Abbates*, *Priores*, *Guardiani*, *Rectores*, etc. Quod si in eis sit aliqua diversitas quoad privilegia vel potestates, illa est accidentaria ad communem tractationem, quam nunc prosequimur, pendetque ex specialibus privilegiis, et statutis singularum religionum, ut obiter, quantum necesse fuerit, attingemus. Agimus ergo de varietate Prælatorum, qui in una et eadem religione, atque adeo in singulis esse possunt. Quæ diversitas, ut formalis sit (nam materialis nihil ad doctrinam refert), secundum majorem vel minorem universalitatem Prælationis sumenda est ; non enim possunt aliter distingui, nisi secundum hierarchicum ordinem. Sic ergo triplex religionis Prælatus generaliter distingui potest, scilicet, infimus, supremus et medius, prout Dionysius singulas hierarchias in tres ordines distinguere solet.

2. *Qui sint Prælati infimi, seu locales.* — Prælati infimi in religione sunt illi qui Conventuales seu locales vocantur, quorum unusquisque uni tantum monasterio præest, et in eo immediatam gerit Prælationem, ita ut infra se nullum alium Prælatum habeat. Hujusmodi est Abbas, verbi gratia, unius monasterii, Prior, Guardianus, etc., nam hos omnes vere Prælatos esse communis sententia est, ut notant Angel. et Sylv., verb. *Prælatus*, et alii superiori capite, num. 6, citati. Quod etiam declarasse videtur Sixtus V, in 2 constitut. de Illegitimis, in qua priorem declaravit. Idemque Florentiæ declaratum fuisse quoad religionem Minorum in quodam capitulo generali refert Corduba, in Annotationibus ad Compendium privilegiorum, tit. *Guardianus*. Imo advertit Panormitanus, in cap. ult. de Regularibus, jure communi antiquo hoc tantum genus Prælatorum fuisse usitatum in religionibus, loquendo de propriis Prælatis intrinsecis religioni ; quia in singulis monasteriis erant singuli Abbates habentes per se regimen, neque unus Abbas subjiciebatur alteri Abbati, sed omnes Episcopo loci, juxta c. *Abbates*, et c. *Monasteria*, 18, quæst. 2, et alia adducta capite præcedenti. Atque ita observatum fuisse tempore Basilii, Augustini et Benedicti, ex eorum regulis non obscure colligitur. Et idem significat Cassianus in suis institutionibus et collationibus de monachis Ægypti. Unde Basilius, regul. 35, ex fusioribus, ubi tractans quæstionem an expediat in uno oppido plura esse monasteria, plane supponit, eo ipso quod essent distincta, nullo modo coalescere in unum corpus, et habere debere Prælatos inter se omnino condistinctos. Interdum vero legimus unum Abbatem præfuisse multis monasteriis, ut de Pachomio, in vita ejus, et cap. 43 et 57, apud Surium, tom. 3, die 14 Maii. Verisimile autem est omnia illa monasteria fuisse per modum unius, sicut nunc solet esse unum monasterium cum aliquibus residentiis annexis, quarum omnium unus est immediatus superior, licet vicarios habeat in diversis locis, qui œconomi vocantur in vita Pachomii, supra. Hinc etiam legimus apud Palladium, in Lausiaca historia, cap. 7, in tom. 7 Bibliothecæ, cum in monte Nitriæ quinque millia essent monachorum, ex quibus nonnulli erant Presbyteri, unum ex eis tantum fuisse primum Presbyterum, qui solus sacra Deo offerebat, et omnibus præerat. Postea vero inter diversa monasteria habentia distinctos Abbates, cœpit esse major unio sub uno Prælato proprio totius religionis, ut nunc videmus in omnibus fere Ordinibus, tam Monachalibus quam Mendicantibus, et respectu illius universalioris Prælati inferior est hic particularis, seu localis Præpositus, ut per se constat. Infimus autem a nobis appellatur, quatenus sub se non habet inferiorem Prælatum ; nam, licet habere soleat vicarium sibi subordinatum, qui in aliquibus religionibus vocatur Prior respectu Abbatis, in aliis Superior respectu Prioris, vel Minister respectu Rectoris aut Præpositi, tamen, juxta communem sententiam, hic non est Prælatus, quia non habet jurisdictionem propriam et ordinariam ; aut enim nullam habet, sed solum œconomicam administrationem, aut solum habet delegatam, ut notat Sylvester, verb. *Prælatus*, quem alii communiter sequuntur. Intelligitur autem de vicario non solum nomine, sed etiam re ; nam, ut idem Sylvester notat, si, mortuo Abbate vel Priore, vicarius substituatur cum sufficiente auctoritate, ille pro tunc Prælatus censendus est, quia jurisdictionem habet ordinariam, quam delegare potest, et per eam absolvere a reservatis, etc. Idemque a fortiori est de illo, qui præest parvo conventui, immediate subjecto Provinciali aut Generali, quamvis propter parvitatem vicarius tantum nominetur. Quod sumi potest ex capite *In singulis*, de Statu monachor., ibi : *Priorum Abbates proprios non habentium.*

3. *Qui sint Prælati supremi, seu Generales.* —Supremus Prælatus religionis dicitur, qui intra illam Superiorem non habet, et omnes alios ejusdem religionis Prælatos sibi habet subjectos; qui Prælatus in omnibus religionibus, quæ illum habent, vocatur Generalis, quamvis in quibusdam appelletur Prior Generalis, aut etiam Abbas Generalis, ut loquitur Panormitanus, in cap. ult., de Regularibus; in aliis Magister, Minister, aut Præpositus Generalis. Unde constat non dici hunc Prælatum simpliciter supremum, quia nulli subjectus sit, sic enim solus Summus Pontifex potest dici supremus Prælatus religionum omnium, sed solum respective, seu inter Prælatos ejusdem religionis. Dices: ergo eadem ratione posset talis Prælatus esse subjectus Episcopo. Respondeo non esse in hoc repugnantiam, si, non obstante tali modo Prælationis, non fuisset facta per Pontifices religiosorum exemptio; tamen de facto nunquam videtur fuisse in Ecclesia hic modus Prælationis sine jurisdictione quasi Episcopali, nec sine exemptione a jurisdictione Episcoporum. Nam hujusmodi Prælatus Generalis jurisdictionem habet quodammodo universaliorem quam particulares Episcopi, nam habet monasteria sibi subjecta in variis episcopatibus, vel etiam provinciis aut regnis; ergo non poterat convenienter esse subordinatus singulis Episcopis, quia moraliter non posset generaliter et uniformiter monasteria sibi subjecta gubernare. Unde, quamdiu fuerunt monasteria singula quasi per se separata, ita ut eorum Abbates non haberent intra suam religionem superiorem, videntur Episcopis fuisse subjecta, ut de Benedictinis colligitur ex cap. *In singulis*, de Statu monachor. Religiones vero, quæ unum corpus efficiunt sub uno interno capite, semper fuerunt exemptæ, ex quo talem unionem habere cœperunt, ut constat ex Cisterciensibus, Carthusianis, Prædicatoribus, Minoribus, etc. Et hæ dicuntur habere supremum Prælatum sub Summo Pontifice. Per hoc tamen non excludimus quin congregatio generalis talis religionis possit esse supra Generalem, de quo in tract. 3, l. 10, c. 4, dicemus; sed loquimur de Prælatis ordinariis, quibus permanenter ac durabiliter religio gubernatur.

4. *An et quomodo possint esse in una religione plures Generales.* — Dices rursus, ex dictis sequi in una religione tantum esse posse unum Prælatum supremum; tum quia non possunt esse plura capita æqualia (esset enim monstrosum); tum etiam quia diximus de ratione hujus supremi Prælati esse, ut habeat omnia monasteria ejusdem religionis sibi subjecta. Consequens autem est falsum, nam eadem religio, ut, verbi gratia, S. Benedicti, aut Bernardi, etc., habet plures Generales, alium in Hispania, alium in Gallia, alium in Lusitania, ut constat ex usu. Respondeo, si proprie loquamur, unius religionis tantum esse posse unum supremum Prælatum, sicut in uno prædicamento non potest esse nisi unum genus generalissimum. Et quidem, quantum ad negationem superioris, quam ratio supremi includit, manifestum est non posse esse in duobus, si alter eorum est Generalis simpliciter, quia eo ipso habebit alterum sibi subjectum, et consequenter ille alter non erit supremus; vel si uterque ita præest ut neuter alteri jure ordinario subjiciatur, et consequenter monasteria uni subjecta alteri non subjiciantur, neque e converso, neuter eorum dici potest Generalis simpliciter talis religionis, sed uterque dici poterit Generalis secundum quid suæ nationis, seu religionis. In religionibus ergo, in quibus plures nominantur Generales, observandum est an inter eos sit aliqua subordinatio, etiam minima, ita ut unus sit prorsus independens; alii vero aliquam etiam minimam dependentiam ab illo habeant, quia ab eo confirmari debent, aut visitari possunt, vel quid simile; et tunc ille solus, qui independens est, est supremus Prælatus, atque adeo Generalis simpliciter totius religionis; alii vero tantum secundum quid ita nominantur, partim propter amplitudinem districti, partim propter minimam subordinationem, quæ moraliter et in ipso usu quasi nihil reputatur. Si autem nullam omnino inter se subordinationem habent, uterque revera est supremus Prælatus, prout de illo nunc loquimur, et sic comprehenditur nomine Generalis, quamvis respectu totius religionis non sit Generalis simpliciter, sed solum in sua natione, seu districtu; quomodo se habebant ante paucos annos in religione S. Hieronymi Generales Lusitaniæ et Castellæ, et nunc Generales Cistercienses, vel S. Benedicti; et in religione S. Francisci Generales Observantium, Conventualium et Capuccinorum in Italia eodem modo videntur inter se comparari. Et in hujusmodi ordinibus religio, in qua sunt plures Generales, dicitur una, non perfecta unitate morali, quæ requirit unionem sub uno capite; sed unitate et imi-

tatione ejusdem fundatoris, et unitate etiam Regulæ, saltem quoad præcipua, et quoad habitus similitudinem, et quoad quamdam majorem fraternam communicationem ac dilectionem, quam similitudo efficere solet. Neque hoc mirum videri debet, quia in religionibus antiquis non videtur fuisse major unitas, ut, verbi gratia, in religione S. Benedicti, quando singuli Abbates erant quasi supremi, quia communem Superiorem ejusdem religionis non habebant; imo nec Visitatores communes, nec Capitula generalia, ut colligitur ex cap. *In singulis*, de Statu monach., ubi Panormitanus et Doctores id advertunt. Unde obiter etiam declaratum est, an hic supremus Prælatus seu Generalis sit necessarius in religioso statu. Dicendum est enim absolute et simpliciter non esse necessarium; ad majorem autem unitatem, et meliorem gubernationem fuisse opportunum, ejusque unitatem magis necessariam esse in quibusdam religionibus quam in aliis, ut specialiter de nostra Societate infra suo loco declarabimus.

5. *De Prælatis mediis seu provincialibus.—Hoc triplex genus Prælatorum non est absolute necessarium.* — Prælati medii dicuntur, qui intra eamdem religionem superiorem Prælatum habent, et nihilominus aliquo modo universales Prælati sunt, plures domos, pluresque Prælatos inferiores sub se habentes, ut sunt Provinciales religionum Mendicantium, et aliarum, quæ eas imitantur. Nam in religionibus Monachalibus non videntur esse in usu hujusmodi Prælati medii; nam Carthusiani, præter Generalem, non habent unius Provinciæ vel nationis Prælatum aliquem communem, sed solos Priores singulorum conventuum. Hi vero suis temporibus capitulum quasi provinciale seu nationale efficiunt, quod capitulum, quamdiu durat, dici potest habere auctoritatem Prælati quasi Provincialis vel nationalis; in eo tamen non eligunt Provincialem, sed Visitatores, qui non sunt ordinarii Prælati, sed veluti specialem quamdam commissionem suis locis et temporibus exercent. Reliquæ item Monachales religiones unum tantum solent habere ordinarium Prælatum supra omnes Abbates vel Priores, quem propterea Generalem appellant, modo superius declarato. Non est ergo hic triplex ordo Prælatorum necessarius simpliciter in religioso statu, etiam prout nunc est in usu Ecclesiæ. In religionibus autem Mendicantibus, propter amplitudinem earum, et peculiarem vivendi modum, semper servatur hic ordo quasi hierarchicus, ut inter superiorem conventualem et Generalem mediet Provincialis, qui sub Generali existit, et sub se habet plures conventus, et Prælatos eorum, qui unam provinciam constituunt, quæ, licet sit pars unius religionis, per se spectata efficit unum politicum corpus, constans ex omnibus illis conventibus, cujus caput est Provincialis. Nec solent in religionibus, moraliter loquendo, esse plures Prælati intermedii et ordinarii; nam, licet aliquando creentur commissarii vel visitatores, illi non sunt Superiores ordinarii, sed extraordinarii, habentesque jurisdictionem delegatam, quæ expirat per mortem concedentis.

6. *Apud Franciscanos tamen inter Provincialem, et Generalem, dantur commissarii.*— Religionem S. Francisci excipio, in qua alii sunt Prælati intermedii, ut est Commissarius Generalis Cismontanus, vel Ultramontanus, qui Superior est Provincialibus omnibus suæ familiæ, et sub Generali constituitur, et, ut probabilius creditur, verus Prælatus est, jurisdictionemque ordinariam habet. In aliquibus etiam provinciis habent Prælatos medios inter Provinciales, et Guardianos, qui custodes in speciali quadam significatione appellantur, suntque sub Provincialibus, et sub se habent nonnulla monasteria provinciæ, quæ in hunc modum in plures custodias est divisa, quamquam hoc fere jam non sit in usu, sed tituli tantum, seu nomina retineantur, quæ ad nos nunc exponere non pertinet. Sed illi tres gradus prælationis, Generalis, Provincialis et Præpositi localis, nobis sufficiunt; nam hi generales sunt, et, si qui alii sunt intermedii, facile potest eorum munus ad instar provincialatus explicari, et hæc de prima parte tituli.

7 *In quibus tria Prælatorum genera numerata conveniant.—Prima assertio pro prima convenientia.—Secunda assertio pro secunda convenientia.*—De his ergo breviter inquiri potest in quo conveniant, et in quo etiam differant, per quod secundæ parti tituli satisfaciemus. Quod ad convenientiam attinet, dicendum est primo, convenire in hoc, quod omnes habent jurisdictionem spiritualem in subditos, tam in foro pœnitentiæ quam in foro exteriori ecclesiastico aut religioso; loquimur enim secundum præsentem consuetudinem Ecclesiæ et religionum quæ proprium habent regimen extra jurisdictionem Episcoporum. Et sic assertio est clara ex ipso usu, et institutis ac privilegiis talium religionum; et a fortiori consta-

bit ex sequenti assertione. Secundo ergo dicendum est, omnes hos Prælatos habere jurisdictionem ordinariam, et non tantum delegatam. Hoc certum est apud omnes, et de jurisdictione in foro pœnitentiæ id ostensum a nobis est in 4 tom. tertiæ partis, disp. 25, quia omnes hi sunt ordinarii pastores, quibus ex officio incumbit cura animarum religiosorum; nam respectu eorum superiores et universales Prælati sunt quasi Episcopi; inferiores vero seu locales sunt quasi Parochi, et ideo habere debent ordinariam jurisdictionem in foro pœnitentiæ; religiosi enim propter favorem exemptionis non debent carere hujusmodi ordinariis pastoribus; hoc enim potius esset nocumentum quam favor. Atque eadem ratio cum proportione applicari potest ad externam jurisdictionem; nam hæc etiam necessaria est ad religionis gubernationem, vel in tota illa, vel in singulis provinciis, vel in unaquaque domo respective. Quamvis enim, in rigore loquendo, potestas dominativa posset sufficere ad exteriorem gubernationem, præsertim ad œconomicam unius domus, tamen efficacior et utilior erit, si fiat simul per potestatem jurisdictionis. Supposita autem exemptione religionum ab Episcopis, necessarium est ut in ipsa religione sit hæc jurisdictio et efficacia ejus, quia non potest relinqui sine proprio gubernatore infra Summum Pontificem. Hac ergo ratione necessaria est talis jurisdictio in Generali, et quia ille non potest immediate præesse singulis provinciis, necessaria etiam est in Provinciali, præter quem in unaquaque domo necessarius est proprius gubernator, qui participet etiam curam Episcopalem, ut infra num. 12 dicam, et ideo etiam in illo est moraliter necessaria hæc jurisdictio. Et in omnibus ordinaria est, quia omnes sunt ex officio pastores et rectores in hoc etiam exteriori foro: ita sentiunt communiter Doctores, in cap. *Cum ab Ecclesiarum*, et cap. *Quanto*, de Offic. Ordin., cap. *Ea quæ*, et cap. *Singulis*, de Stat. monach., et bene Navar., alia congerens, consil. 9 de Privileg.

8. *Hujus partis ratio.* — Et ratio generalis est, quia jurisdictio, quæ convenit alicui per electionem Collegii vel Universitatis ad aliquod officium, cui vel natura sua, vel virtute legis talis jurisdictio convenit, est ordinaria, et non tantum delegata; sed hujusmodi est jurisdictio horum Prælatorum; ergo est ordinaria. Major quoad priorem partem de electione est communis juristarum cum glossa, in cap. *Cum ab Ecclesiarum*, de Offic. Ordin., verb. *Ecclesiastica*, et Panormit. in cap. *Suspicionis*, de Officio delegati, num. 9; Sylvest., verb. *Prælatus*, et colligitur ex c. 1, de Elect. Advertunt autem iidem auctores, regulariter, seu communi jure, esse necessarium ad jurisdictionem ordinariam, quod habeatur per electionem; nam jure speciali, vel auctoritate Prælati superioris potestatem habentis, aliter conferri solet, ut constat ex cap. 5, de Offic. Archidiac., et ex communi usu, et quia nullum est jus vel ratio quæ necessario requirat electionem, de quo latius capite sequenti. Addo etiam electionem non esse satis ad jurisdictionem ordinariam, si ex intentione eligentium solum fiat ad commissionem, seu delegationem faciendam. Et ideo dixi, oportere ut electio fiat ad præfecturam vel officium cui annexa sit jurisdictio, nam revera in hoc formaliter consistit ratio ordinariæ jurisdictionis. Oportet autem ut hæc annexio sit jure ordinario, et ideo addidi alteram particulam, *virtute legis*. Quæ communis etiam est ex glossa et Canonistis, et ex rubrica de Officio delegati, et aliis Doctoribus, in l. 1, ff. de Officio ejus cui mandata est jurisdictio. Qui asserunt jurisdictionem ordinariam esse, quæ habetur virtute legis; intelligendum autem est prædicto modo, nam virtute legis potest etiam haberi jurisdictio delegata, ut constat de jurisdictione inquisitorum, et ex toto titulo de Officio deleg. Oportet ergo quod talis jurisdictio conveniat ratione officii vel dignitatis de jure aliquo vel consuetudine. Quod significarunt Innocentius et Panormitanus, in cap. 1, 2 et 3, de Officio Ordinarii, et satis expresse colligitur ex l. 1, ff. de Offic. ejus cui mand. est jurisd. Et ita probata est major propositio tota, de qua plura etiam dixi in tom. 4 et 5 tertiæ partis. Quod autem hoc modo jurisdictionem habeant hi Prælati religionum, quæ erat minor propositio rationis factæ, per se est evidens, nam habent officium pastorale, Ecclesiæ approbatione institutum, cui tam intrinseca videtur jurisdictio, ut sine illa vix possit intelligi, vel saltem non possit moraliter executioni mandari, ut declaratum est. Ac denique partim jure communi, ut infra videbimus, partim jure proprio singularum religionum per Pontificia diplomata, partim consuetudine satis confirmata est hæc jurisdictio, ut late Navarrus Comment. 2, de Regularibus, num. 63 et sequentibus, et Comment. 3, num. 40 et sequentibus. Hic vero occurrebant speciales quæstiones, an Visitatores religionum habeant ordinariam vel delegatam jurisdictionem; item

de Commissariis; item de Præsidentibus capitulo generali, juxta cap. *In singulis,* de Statu monachor., ubi hæc et similia a Doctoribus tractantur. Sed in eis immorari nolo, quia vel non sunt magni momenti, vel non habent generalem doctrinam pro omnibus religionibus, sed juxta uniuscujusque statuta aut mores definienda sunt.

9. Tertio dicendum est, hanc jurisdictionem in Prælatis religionum esse quasi Episcopalem; ita loquuntur omnes auctores in Clement. 1, de Rebus Eccles. non alien., verb. *Proprii,* et sumitur ex cap. *Abbates,* de Privileg., in 6, ibi: *In quos ecclesiasticam, et quasi Episcopalem jurisdictionem obtinent,* ubi glossa notat vocare *quasi Episcopalem,* quia non se extendit ad actus, ad quos potestas ordinis seu consecratio Episcoporum necessaria est. Sed hoc majori explicatione indiget, quia illa particula diminuens *quasi,* non æque in omnibus his Prælatis diminuit, ut mox dicemus. Advertendum est autem textum illum loqui de Abbatibus, qui tantum sunt superiores conventuales; ex quo colligitur idem dicendum esse de cæteris.

10. *Objectio contra citatum textum pro assertione, quantum ad Mendicantes.* — Dicunt autem aliqui hoc argumentum recte convincere de aliis Prælatis superioribus ordinum Mendicantium, ut sunt Generales et Provinciales; non tamen esse idem de Conventualibus Prælatis earumdem religionum, ut sunt Guardiani, Priores, etc., quia hi sunt inferiores Prælati, qui comparantur ad Provinciales, sicut Archidiaconi vel Archipresbyteri ad Episcopum; hi autem Prælati minores non habent jure communi Episcopalem jurisdictionem, nam solum de quibusdam minoribus possunt per se judicare, majora vero ad Episcopum perferre debent, ut constat ex toto titulo de Officio Archidiaconi et Archipresbyteri, cum ibi adnotatis. Ita ergo Prælati conventuales, saltem religionum Mendicantium, jure communi non habebunt jurisdictionem quasi Episcopalem, sed inferiorem, quasi Archidiaconi vel Archipresbyteri. Dico tamen jure communi nullam differentiam ostendi posse inter Abbates, vel Priores Monachales, et Guardianos, Priores, et alios Prælatos Conventuales Mendicantium; nihil enim de his posterioribus Prælatis jure communi circa hoc invenimus dispositum. Et quamvis illa analogia Archipresbyteri et Episcopi in aliquo similis sit, non tamen in omnibus, ut statim dicemus, et ideo ex illo non potest sufficiens argumentum sumi. Eo vel maxime quod, si consideremus statum et modum regiminis, quem nunc habent monachales religiones, etiam in eis Abbates particulares possunt comparari ad Generalem, sicut Archidiaconi ad Episcopum. Si autem loquamur secundum jus antiquum, non possumus secundum illud discrimen constituere in religionibus Mendicantibus, cum nondum essent institutæ; sed potius cum proportione esset de illis loquendum.

11. Dices, hinc potius colligi ex jure communi non posse probari aliquem infimum Prælatum religionis, etiamsi Abbas benedictus sit, habere jurisdictionem quasi Episcopalem, si proprium superiorem Prælatum habet in eadem religione. Jura enim antiqua ideo tribuunt Abbatibus jurisdictionem quasi Episcopalem, quia tunc singuli Abbates erant quasi supremi, et Generalem superiorem non habebant. Unde in cap. *Nullam,* 18, q. 2, ait Pelagius Papa: *Ad Abbatem potestas tota pertinere convenit;* quia nimirum eo tempore unusquisque Abbas habebat totam curam sui monasterii, nec recognoscebat Generalem superiorem. Quanquam (ut verum fatear) incertum mihi est an hic textus loquatur de propria jurisdictione spirituali, vel de sola potestate dominativa, per quam competit etiam Prælato administratio totius monasterii quoad spiritualia et temporalia, etiam prævia propria jurisdictione spirituali. Quod enim hoc sufficiat ad verificanda verba illius textus, ex eo colligi potest quod, juxta communem expositionem Doctorum, dispositio illa etiam ad Abbatissas ampliatur, ut ibi notat Navar., comment. 3, de Regularib., n. 4, qui multa adducit ex regula Augustini ad confirmandam decisionem illius textus, quæ plane intelliguntur de Præposito, qui tunc jurisdictionem non habebat, sed potestatem dominativam, ut supra notavi; cumque Pelagius Pontifex non multo post Augustinum sederit, et fere eodem quo S. Benedictus floruit tempore, incertum est an propria jurisdictio spiritualis jam tunc esset Abbatibus concessa, maxime cum non constet vel Benedictum ipsum, vel Abbates illius temporis fuisse clericos. Communiter tamen extenditur hic textus ad potestatem jurisdictionis spiritualis, quod non est facile negandum, quia etiam ostendi non potest illam tunc non habuisse, et jura indifferenter loquuntur, meliusque et proprius illa posita procedunt.

12. Verumtamen hæc objectio nihil obstat,

nam Abbates illi, de quibus jura canonica dicunt habere quasi Episcopalem jurisdictionem, subditi erant Episcopis, ut eadem jura testantur; erant ergo illis inferiores non solum dignitate, sed etiam jurisdictione, subordinatione ac dependentia; ergo comparabantur ad illos sicut nunc ad suum Generalem vel Provincialem; ergo hæc subordinatio non obstat quominus nunc etiam dicantur habere jurisdictionem quasi Episcopalem. Nec jura antiqua fundantur in hoc, quod illi Abbates erant tunc supremi in sua religione, hoc enim parum referret, si potestas eorum adeo esset limitata, ut ad nullos actus Episcopalis jurisdictionis se extenderet; quod esse posset, etiamsi intra eamdem religionem Superiorem haberent, nam subjectio ad Episcopos sufficeret. Imo nec ex cit. c. *Nullam*, etiamsi de potestate jurisdictionis intelligatur, satis colligitur illam jurisdictionem tunc fuisse tantam, ut quasi Episcopalis dici posset; nam verba illa: *Ab Abbatem potestas tota pertinere convenit,* intelliguntur respective, id est, comparatione facta ad alios monachos, cum quibus ibi fit collatio, ut patet ex illis verbis: *Quia nulla auctoritas remanebit Abbati, si monachorum potestati cœperit subjacere.* Sic ergo dicitur tota potestas esse in Abbate, quia tota, quanta est, in illo solo est, et semel collata, jam non pendet a subditis; quanta autem sit, ibi non explicatur, sed solum dicitur: *Universa quæ vel ad divini cultus reverentiam, vel ad utilitatem monasterii pertinent, Abbatis sollicitudo debet adimplere.* Ad hæc autem duo sufficere posset jurisdictio inferioris Prælati, ut Archipresbyteri, etc. Igitur, quod jurisdictio Abbatis sit quasi Episcopalis, non tam jure antiquo, quam novo, citato ex lib. 6, sufficienter probatur; ergo illis quoad hoc æquiparantur alii Prælati Conventuales religionum Mendicantium, non resistente saltem jure communi, imo aliquo modo adjuvante saltem per similitudinem rationis. Nam revera nulli eorum habent ex jure communi, sed ex propriis privilegiis, et quasi speciali jure, nec in dicto c. *Abbates* illis confertur hæc potestas, sed collata supponitur, utique per privilegia: constat autem locales Prælatos Mendicantium per privilegia sua hujusmodi potestatem habere, ut ex infra tractandis, a cap. 8, latius patebit, declarando in particulari actus ad quos habent potestatem.

13. Ratione tandem probatur, declarando vocem illam, *quasi Episcopalem.* Dupliciter enim potest aliqua jurisdictio dici Episcopalis. Uno modo, ratione subjecti, scilicet quia est jurisdictio per se debita muneri Episcopali, et quasi jure suo postulans personam consecratam in Episcopum tanquam proprium subjectum suum. Alio modo potest jurisdictio dici Episcopalis ratione actuum, quia scilicet extenditur ad actus, qui communi et ordinario jure sunt proprii jurisdictionis Episcoporum. Sunt enim quidam actus spiritualis jurisdictionis, per se convenientes Episcopis, aliis autem non nisi quatenus aliquid participant de jurisdictione eorum. Jurisdictio ergo Prælatorum religionis, Episcopalis nominatur, quia revera se extendit ad actus jurisdictionis Episcopalis circa subditos talium Prælatorum. Hujusmodi enim actus sunt, excommunicatio aut suspensio, maxime si fiant jurisdictione ordinaria; item absolutio ab eisdem censuris, præsertim ab homine latis; item absolutio a casibus et censuris reservatis, præsertim Papæ, in aliquibus eventibus; item dispensatio in votis, in nonnullis irregularitatibus, et similes, quos participant prædicti Prælati religionum; nam, licet forte non quilibet illorum Prælatorum, quilibet tamen eorum potest plures efficere, et in eis excedunt ordinariam jurisdictionem Archipresbyteri et Archidiaconi; hi enim licet possint aliquando excommunicare, non tamen tam generali potestate sicut Prælati religionum, et præterea non possunt dispensare in votis, etc. Hæc ergo ratio satis est ut jurisdictio horum Prælatorum Episcopalis vocetur, non tamen simpliciter, sed cum diminutione, et ideo additur illa particula *quasi.*

14. *Particula* quasi *in assertione duo importat.*—Potest autem dicta particula duo significare. Primum, quod illa jurisdictio est (ut sic dicam) in alieno subjecto, id est, in non Episcopo; et hoc modo talis diminutio communis est omnibus Prælatis non Episcopis, et ad illam pertinet quod non sufficit in tali persona ad exercendos omnes actus Episcopales, saltem eos qui consecrationem Episcopalem requirunt, ut quædam glossa citata, n. 9, dicebat, quamvis hoc non semper proveniat ex limitatione jurisdictionis, sed ex defectu potestatis Ordinis. Secundo potest per illam particulam significari diminutio intrinseca (ut ita dicam) ipsius jurisdictionis Episcopalis, quia nimirum in Prælato religionis non se extendit ad omnes actus, etiam puræ jurisdictionis, quos Episcopalis jurisdictio potest elicere. Et hoc modo etiam sumitur illa particula in præsenti, et maxime

locum habet in Prælatis conventualibus qui jurisdictionem habent magis limitatam, et ideo sine dubio non possunt omnes actus jurisdictionis Episcopalis, ut verbi gratia, dare litteras dimisssorias ad ordines suscipiendos, et alia, de quibus infra. In Provincialibus etiam existimo regulariter etiam habere locum hanc diminutionem, quia non possunt omnia circa suos subditos, quæ possunt Episcopi circa suos, quia aliquid semper est Generalibus reservatum. De Generalibus autem ipsis dubitari potest, quia plenissimam habent jurisdictionem sub Summo Pontifice; nihilominus etiam in eis invenietur aliqua diminutio, et saltem hæc nunc occurrit, quod interdictum locale ponere non possunt, ut in t. de censur., disp. 36, sect. 1, n. 2, diximus; item ea, quæ specialiter possunt Episcopi ut delegati Pontificis non cadunt sub jurisdictionem Prælatorum religionis, etiamsi illa delegatio in jure contineatur, quia solum fit Episcopis.

15. Dico quarto : omnes dicti Prælati religiosorum in hoc conveniunt, quod habent immediatam jurisdictionem in omnes religiosos sibi subjectos. Conclusio est certa et communis, et de Prælatis conventualibus est per se evidens, quia sunt immediati Prælati, habentēs jurisdictionem in subditos, ut ostensum est, et inter illos et subditos non mediat alius Prælatus; ergo necesse est ut illorum jurisdictio immediata sit in sibi subjectos, nam ad alios nullo modo extenditur; nam Prælatus inferior non habet jurisdictionem in eos qui sui collegii non sunt, argum. l. ult., C. de Jurisdict. omn. judic., et c. *Cum ab Ecclesiarum*, ubi glossa, de Offic. Ordin. De superioribus autem seu universalioribus Prælatis declaratur assertio ex comparatione ad Episcopum, Archiepiscopum et Patriarcham; nam Archiepiscopus ut sic non habet immediatam jurisdictionem in omnes subditos suæ provinciæ, sed ut Episcopus illam habet in sua propria diœcesi; in reliquis vero Episcopatibus suæ provinciæ non item, sed illam habent proprii Episcopi; ipse vero solum mediate, id est, in casu appellationis, nisi forte dum visitat, ut alibi dixi, tom. de Censuris. Et eadem ratione et cum proportione Patriarcha non habet jurisdictionem immediatam in Archiepiscopatu sui Patriarchatus, sed ad summum mediatam, juxta jurium dispositionem. Non ergo ita comparantur dicti Prælati religiosorum, sed Provincialis æque immediate potest suam jurisdictionem exercere in quemcumque religiosum suæ provinciæ, sicut proprius Prior ac Rector ejus; et Generalis eadem proportione immediate comparatur ad omnes et singulos religiosos suæ religionis.

16. Sic ergo explicata conclusio sufficienter probatur usu, et institutione omnium religionum, quæ per hujusmodi Prælatos gubernantur; quæ consuetudo videtur sufficere ut dicamus hoc esse quasi jus commune, quamvis generale jus Pontificium non inveniatur de hoc scriptum. Unde si ex speciali instituto in aliqua religione aliud servetur, illa reputanda est quasi exceptio a jure communi, quæ ad nos non spectat. Ratio vero hujus assertionis tota consistit in institutione; congruentia vero institutionis est, quia hic modus jurisdictionis est magis accommodatus statui religioso, tum ut subditorum saluti et commodis melius et efficacius per plures provideatur; tum ut ordo et subordinatio perfectius observetur; nam locales Prælati tam exacte et perfecte subditi esse debent Provincialibus, et Provinciales Generali, sicut minimi religiosi suo Prælato. Hæc autem perfecta subjectio esse non posset, nisi universalium Prælatorum jurisdictio ad omnes et singulos respective immediate descenderet. Denique hæc jurisdictio religiosa proportionatur voto obedientiæ, et ad illius complementum et perfectam executionem quodammodo ordinatur; ideoque sicut votum obedientiæ immediate obligat ad obediendum omnibus his Prælatis, ita in omnibus illis est jurisdictio immediate attingens universos subditos. Nec vero ex hac multiplici jurisdictione immediata sequitur aliqua perplexitas, vel confusio, quia non est sine ordine, neque est ita multiplex, quin ad unam revocetur, ut ex dicendis constabit.

17 *In quibus eadem Prælatorum genera differant.* — Dico ergo quinto, hujusmodi Prælatos differre inter se variis modis in hujusmodi jurisdictione, præsertim vero in amplitudine et dependentia, seu subordinatione. Et primo est clara differentia in amplitudine quasi extensiva quoad personas, seu quoad territorium, quale in præsenti esse potest. Nam Prælatus infimus solum in suum monasterium et personas ejus jurisdictionem habet; medius seu Provincialis tantum in personas seu monasteria suæ provinciæ ; Generalis in omnes personas et loca religionis jurisdictionem habet; quod ex dictis satis declaratum est. Secundo, potest hæc differentia intelligi in amplitudine jurisdictionis

quoad materiam, quia nimirum quo universalior est quoad personas vel loca, eo etiam plures actus exercere potest, tam circa personas quam circa loca, eo modo quo capacia sunt. Et in hoc sensu etiam differentia est vera; ejus tamen intelligentia et probatio pendet ex perfecta cognitione potestatis horum Prælatorum, quam hic et infra a c. 8 tradęmus; nunc breviter declaratur exemplis clarioribus. Nam Provincialis potest exercere actum mutandi religiosum ab una domo in aliam, quod Prior facere non potest; et Generalis ab una provincia in aliam, quod Provincialis non potest. Circa domum etiam vel bona monasterii multa fieri possunt cum licentia Provincialis, quæ sine illa non possent, ut grave aliquid et difficile inchoare; contractus, præsertim alienationes bonorum, conficere; et aliquando in his Generalis consensus necessarius est, de quo non possumus certam regulam in particulari tradere, quia juxta varia instituta et consuetudines religionum est in hoc magna diversitas; generalis vero doctrina, quod hæc differentia aliquo modo in omnibus inveniatur, sine exceptione vera est.

18. Cujus ratio seu congruentia est, quia sicut hæ prælationes distinguuntur quasi in objectis, ita per se primo intendunt diversos fines; nam potestas infimi Prælati respicit per se primo commune bonum suæ domus; Prælati medii, suæ provinciæ; Prælati supremi, totius religionis; nam hæc fuit moralis necessitas multiplicandi has prælationes; ad ad hos autem fines diversa media accommodata sunt, et quo bonum intentum est universalius, eo etiam postulat plura et universaliora media; et personæ ipsæ secundum plures respectus subjiciuntur Prælato universali quam particulari, id est, non solum ut sunt partes domus, sed etiam ut sunt membra provinciæ, vel etiam totius religionis, cujus universalibus commodis inservire debet. Atque etiam e converso, quatenus hæc prælatio ad bonum singulorum religiosorum ordinatur, propter hunc etiam finem necessaria fuit hæc multiplex potestas, ut bona communia religionis possent convenienter ad majus commodum singulorum applicari, quantum expediat, et fieri possit sine incommodo communis boni. Denique, quia ratio postulat ut ad graviores actus et majora negotia gravior etiam seu major potestas requiratur, ut cum graviori etiam consilio fiant; potestas autem quo universalior, eo est gravior; et ideo amplior etiam est in actibus et effectibus suis. Unde colligitur has jurisdictiones ita inter se comparari, quod quidquid potest inferior, potest superior, ob quartam convenientiam supra declaratam; e converso autem non quidquid potest superior, potest inferior, ob differentiam proxime traditam.

19. Alio modo dicebamus differre has jurisdictiones in dependentia, quæ primo considerari potest in origine seu in esse; nam inferiores Prælati ducere solent originem aliquo modo a superioribus, non vero e contrario, ut Provincialis a Generali, non vero e converso; et Rector a Provinciali, et non e contrario; sicut causa particularis manat ab universali, et non e converso. Dixi autem *aliquo modo*, quia in hoc potest esse varietas juxta varia instituta religionis; aliquando enim superior Prælatus omnino confert jurisdictionem inferiori, aliquando vero solum confirmat, vel illam ratam habet; nulla enim ratio cogit ut determinate aliquis modus ex his necessarius sit; tamen quod aliquo modo creatio inferioris Prælati pendeat a superiore, per sese est valde consentaneum rationi, et ad debitam subordinationem necessarium, et ut Prælatus superior possit integre suo muneri satisfacere, cum ad ipsum magis pertineat cura subditorum, quam ad quemlibet inferiorem Prælatum sibi subordinatum. In quo etiam considerandum est, quando unus Prælatus inferior, verbi gratia, Conventualis, habet plures superiores, necessarium quidem esse ut in origine, seu receptione suæ prælationis, pendeat a supremo Prælato vel formaliter, si ab illo confirmandus vel instituendus sit, vel radicaliter, in quantum pendet a Prælato medio, verbi gratia, Provinciali, qui ab alio superiore seu supremo suam potestatem accepit; nam perfecta subordinatio hanc reductionem usque ad supremum Prælatum requirit. At vero e contrario necessarium non est ut infimus pendeat a medio, nam interdum potest immediate a solo supremo creari vel confirmari; neque hoc repugnat debito ordini, tum quia etiam supremus Prælatus est immediatus superior, ut num. 15 ostendimus; tum etiam quia Prælatus medius tenetur consentire ordinationi supremi, vel majoris Prælati. Uterque ergo modus inveniri potest in religionibus, et de facto invenitur, ut constabit varia earum instituta consideranti, et infra in speciali aliquid attingemus de Societate, in tractatu 3, lib. 10, cap. 3.

20. Sed objiciet aliquis contra posteriorem partem. Nam Provinciales vel Abbates creant Generalem in capitulo, et sæpe etiam Priores aut Guardiani Provincialem ; ergo etiam superior prælatio ducit originem ab inferiori ; est ergo hæc dependentia mutua, potestque esse sine inconvenienti, quia est respectu diversorum. Respondeo, Provinciales eligentes Generalem, non eligere illum ut Provinciales sunt, sed ut electores, quæ duo munia sunt formaliter diversa, nam actus eligendi per se non pertinet ad jurisdictionem Provincialis, unde a multis participatur, qui Provinciales non sunt ; et e converso posset alius modus electionis institui, in qua Provinciales vel Abbates suffragium non haberent ; igitur superior Prælatus nunquam pendet ab inferiori formaliter tanquam a Prælato ; e contrario autem inferior pendet hoc modo a superiore, et ita intelligitur differentia posita. Qualis sit autem dependentia illa, quam habet Prælatus, qui per electionem creatur a suis electoribus, in sequenti sectione declarabitur.

21. Secundo intelligitur hæc dependentia in operari, quia nimirum Prælatus superior non pendet in suis actibus ab inferiori ; inferior autem pendet aliquo modo a superiori. Utrumque enim constat ex usu. Et ratio prioris partis est, quia superior nec pendet ab inferiori tanquam a causa intermedia, cum possit sine illo operari, sicut ostensum est, nec pendet ut a causa dante virtutem operandi, ut proxime etiam dictum est ; nullo ergo modo per se pendet. Dices : in naturalibus sæpe causa universalis pendet a particulari in agendo, saltem lato modo, id est, ut sine illa non possit effectum producere, ut sol non potest generare hominem sine homine. Respondeo, id habere locum in causis universalibus imperfectis, quæ solum immediate et quasi partialiter possunt concurrere, per sese autem non sufficiunt. Causa autem universalis perfecta per sese sufficit absolute ad effectum ; qualis est Deus, et ideo simpliciter non pendet a causa proxima, sed solum ex suppositione, quod nolit absolute efficere effectum, sed dando tantum necessarium concursum causæ secundæ ; tunc enim, licet non sit propria dependentia, est nihilominus necessitas influxus causæ secundæ. In præsenti autem dictum est, universalem Prælatum esse ita perfectum, ut possit etiam immediate operari, si velit ; et ideo absolute non indiget concursu vel consensu inferioris Prælati, sed solet hic esse necessarius ex quadam urbanitate superioris Prælati ; et moraliter ac regulariter loquendo, ad bonum pacis, et ordinis, et melioris gubernationis conveniens est ; absolute autem potestas est in superiore Prælato, et interdum expedit illa uti, vel in defensione innocentis subditi, vel ad consolandum afflictum, vel propter alios similes fines.

22. Ratio alterius partis est, quia causa particularis pendet ab universali in suis actionibus ; nam quale est esse, tale est et operari. Hæc autem dependentia non est intelligenda cum rigore physico de influxu immediato, et per se, sed moraliter, imprimis mediate, quatenus potestas inferioris pendet a superiore, ut dictum est ; deinde aliquo modo immediate, saltem ut a causa non impediente, cum possit. Quamvis enim necesse non sit ut superior Prælatus actu confirmet vel ordinet quæ inferior præcipit, tamen necessarium saltem est ut non contradicat, nam voluntas inferioris Prælati non potest esse efficax contra voluntatem sui superioris. Atque hinc sequitur alius modus hujus dependentiæ, qui in hoc virtute continetur, scilicet, quod major Prælatus potest coarctare jurisdictionem inferioris, non tamen e converso. Hoc posterius per se notum est, et colligitur a paritate rationis ex cap. *Nullam*, 18, quæstione secunda. Prius autem multipliciter etiam sequitur ex dictis. Primo, quia inferior Prælatus pendet in suo esse a superiore ; ergo in jurisdictione ; ergo in quantitate seu amplitudine jurisdictionis. Secundo, quia inferior Prælatus est subditus superiori ; ergo si superior præcipiat ut in hac vel illa re non se intromittat, tenetur illi obedire, supponendo, nullam turpitudinem in eo præcepto includi ; hoc igitur modo etiam potest limitare potestatem ejus. Tertio, quia Prælatus universalis potest immediate præcipere omnibus subditis; ergo potest eis prohibere ne in hac re vel illa pareant inferioribus Prælatis ; ergo hoc etiam modo limitabit facultatem illorum, quia ejus potentia et voluntas efficacior est. Denique hoc modo potest supremus Prælatus reservare sibi absolutionem a tali culpa, judicium in tali causa, vel talem dispensationem, aut etiam subjectionem talis personæ, et similia ; et idem suo modo potest Prælatus medius circa infimum.

23. *Prælatus major, restringens jurisdictionem minoris sine causa, peccat.* — Statim vero occurrit inquirendum, an hæc restrictio requirat justam causam, vel possit pro solo arbitrio majoris Prælati fieri. Respondetur

breviter primo, si loquamur de his quæ conveniunt unicuique Prælato ex vi sui muneris, atque adeo de potestate ac jure ordinario, quoad hæc non posse restrictionem fieri licite sine justa causa; ita docent communiter Doctores in simili, tractando de casuum reservatione, ut in 4 tom. de Pœnitentia notavimus; est autem hic eadem ratio, tum quia unusquisque Prælatus habet aliquod jus in re quoad jurisdictionem suam ordinariam; non ergo potest licite illo privari sine causa; tum etiam quia vel illa est pœna illata sine culpa, et sic illicite; vel est perversio, aut immutatio ordinis de se instituti ad bonum commune, et consequenter est præter regulam, quæ omnia, sine causa facta, sunt illicita; tum denique quia ex hujusmodi injustis restrictionibus multum potest perturbari pax, et oriri scandala. Unde ad minimum censeo hoc esse contra charitatem et justitiam legalem, et non est improbabile etiam esse contra commutativam; quamvis hoc sit magis incertum, quia in his religiosis non videtur esse tam proprium dominium circa hæc jura vel officia.

24. *Valide tamen restringit, nisi restrictio sit contra bonos mores.— Delegata jurisdictio licite restringi potest sine causa, per se loquendo.* — Unde, his non obstantibus, censeo secundo restrictionem hanc validam esse, etiamsi absque causa fiat, sicut etiam de reservatione casuum probabilior sententia fert. Cujus ratio est, quia voluntas superioris Prælati, absolute loquendo, potentior est, et nulla est lex positiva quæ hujusmodi factum irritet, neque ex sola natura rei potest censeri nulla, quia *multa illicite fiunt, quæ facta tenent*, inter quæ videtur hoc computandum, quia nullam habet specialem rationem nullitatis, cum defectus magis sit in modo quam in substantia, cumque magis interveniat ibi injustitia legalis quam commutativa. Unde confirmatur, quia in his actibus major ratio habenda est boni communis quam privatæ injuriæ; ad bonum autem commune expedit ut talis restrictio teneatur et servetur, etiamsi injusta appareat ex defectu causæ; et ideo facta tenet, ac valida est. Dico autem *ex defectu causæ*, quia si aliunde contineret intolerabilem errorem contra bonos mores, clare et evidenter nulla est. Tertio vero addendum est, si quæ sunt concessa inferiori Prælato ultra jus ordinarium per delegationem superioris, et licite et valide revocari ab eodem superiore vel ab æquali, scilicet successore, vel etiam ab alio utrique superiore, pro sola voluntate, sine speciali causa; et tunc cessant omnes rationes supra factæ, quia delegatio est quædam gratia et favor: quanquam in hoc etiam cavenda sunt incommoda, quæ per accidens sequi possunt, vel contra commune bonum, vel contra pacem et charitatem singulorum, maxime si acceptio aliqua personarum misceri videatur.

25. *An Prælatus major possit inferiorem amovere.*—Tandem inquiri hic potest, an hæc dependentia sit etiam in conservari, quod est quærere an supremus Prælatus possit quemlibet sibi inferiorem suo officio privare; et eadem quæstio est de Prælato medio respectu sibi subjecti. Sunt autem duo certa. Unum est, sine legitima causa non posse licite, ut a fortiori ex dictis constat. Intelligendum autem id est, quando prælatio vel perpetua est, vel pro definito tempore datur, si intra illud auferatur, quia tunc procedunt fortius rationes in superiori puncto factæ. Si autem tempus non esset definitum, nec positive perpetuum, sed indefinite daretur ad arbitrium superioris, tunc per se non esset illicitum, nam cessat etiam omnis ratio justitiæ, dummodo nihil novum fiat contra consuetudinem, quod merito posset perturbationem aliquam vel infamiam generare. Secundo est certum, ex justa causa posse hoc et licite et valide fieri, quia jurisdictio non deest, et ad licitum usum sufficit justa et proportionata causa. Quod ita explicatur: nam hæc causa generatim loquendo duplex esse potest. Una est, culpa sufficiens ipsius Prælati; nam juste potest a suo superiore puniri; sed privatio officii potest esse justa pœna; ergo. Alia est, ratio aliqua urgens majoris boni communis; nam hæc munera non ad privatum commodum prælatorum, sed ad bonum commune religionis ordinantur; cura autem hujus boni communis, et jurisdictio ad illud tuendum proportionata, maxime pertinet ad supremos et universales Prælatos, ut supra declaravi; ergo in eo casu, et ex parte eorum est sufficiens potestas, et ex parte causæ sufficiens ratio, ut talis mutatio sancte fiat.

26. Tertium autem incertum est, scilicet, an talis privatio, sine justa causa facta, valida sit. Omissis autem rationibus dubitandi, quæ utrinque facile excogitari possunt, censeo illam esse validam, per se spectata hierarchica subordinatione harum potestatum, propter rationes factas in superiori puncto; nam eadem ratio est totius et partis in his

quæ similia sunt. Si ergo restrictio sine causa facta valida est, cum tamen sit diminutio seu ablatio partis jurisdictionis, etiam totius ablatio valida erit. Hoc autem, et reliqua, quæ in hoc capite diximus, intelligenda sunt, et supponendo in his prælatis perfectam et monarchicam jurisdictionem, et tollendo impedimenta seu restrictiones quæ per legem, vel superiorem potestatem factæ esse possunt. Primum ideo adverto, quia in multis religionibus, etiamsi Generalis vel Provinciales habeant regimen, non est simpliciter monarchicum, præsertim in rebus gravioribus, in quibus Generalis vel Provincialis nihil valide potest statuere sine concursu suorum *Definitorum*, aut quovis alio nomine vocentur, qui definitivum suffragium in hujusmodi negotiis habent. Igitur quoad hoc non possumus regulam generalem statuere, sed spectanda est consuetudo vel institutio uniuscujusque religionis, et juxta modum ejus applicare quæ hactenus diximus. Eademque ratione addita est altera limitatio ; nam hæc potestas sive conferatur immediate a Summo Pontifice, sive mediante religione, et generali capitulo ejus, vel per supremum superiorem ad medios descendat, sæpe non datur absolute, saltem quoad plures actus ex dictis, sed cum restrictione et obligatione servandi talem formam aut modum, vel cum aliqua dependentia ab ipso concedente, aut simili alio modo ; et tunc facultas non excedit concessionem ; ideoque etiam quoad hanc partem consulenda sunt privilegia et statuta religionum, ut secundum ea limitentur omnia quæ diximus ; nam illa procedunt per se, et quantum est ex jure communi, et ex natura et modo talium jurisdictionum ; non est tamen dubium quin jura specialia possint multa addere, quæ hic a nobis non possunt considerari, sed ad singulas religiones id pertinebit.

## CAPUT III.

### DE ELECTIONE SUPREMI PRÆLATI IN RELIGIONE, DEQUE CONDITIONIBUS EX PARTE IPSIUS REQUISITIS UT LEGITIME ELIGATUR.

1. *Excluduntur ab hoc capite hæreditaria successio, et nominatio.* — Duobus modis potest magistratus aliquis creari, scilicet, vel per electionem, vel per voluntatem alicujus principis, seu Prælati superioris ; omitto enim hæreditariam successionem, quæ in præsenti materia, et in universum in spirituali potestate, locum non habet ; omitto etiam modum succedendi per nominationem Prælati decedentis, seu finientis tempus suum, deligentis sibi successorem ; quia, licet hic modus intrinsecam malitiam aut aliam repugnantiam absolute non involvat, in Ecclesia tamen in nullo genere propriæ successionis ac prælationis usu receptus est, ne prælatio ecclesiastica quasi testamento legari seu relinqui videretur, et ad vitanda pericula quæ esse possent, si unusquisque juxta suam propriam affectionem successorem sibi posset eligere ; et ideo hoc est sacris canonibus vetitum, ut dixit Gratianus, in § *His omnibus*, 8, q. 1, post nonnulla decreta, quæ de hoc adduxerat, et in simili nonnihil in tomo de Fide, disp. 10, sect. 4, retuli. Dixi autem hoc non admitti in propriam successionem prælationis, quia nominare aliquem vicarium, qui præsit interim dum fit electio proprii Prælati, non ita repugnaret, quia neque habet prædicta incommoda, nec per canones est prohibitum. Unde in nostra Societate, 8 p. Constit., c. 1, conceditur Generali, ut possit Vicarium nominare, qui statim post mortem ejus debeat Societatem congregare, atque illi præesse, donec Præpositus Generalis eligatur, quanquam neque S. Ignatius ipse [1], neque aliquis ejus successor usque ad hæc tempora, in quibus scribimus, ea facultate uti voluerit. Itaque solum supersunt duo modi supra dicti, quibus Prælati religionis creari possunt.

2. *Prima assertio, Generalem per electionem creari.* — Ut ergo a supremo capite incipiamus, dicendum est principaliter Prælatum supremum et Generalem uniuscujusque religionis per legitimam electionem creandum esse. Hoc probat usus et institutio omnium religionum, et est consentaneum juri canonico, ut statim dicam. Ratio autem est, quia hic Prælatus non habet intra religionem alium superiorem, a quo institui possit ; ergo non superest alius modus nisi per electionem. Dices, habere hos Prælatos Summum Pontificem superiorem, a quo possent institui, sicut ab eo creantur Episcopi. Respondetur, potuisse quidem Pontificem Summum hoc sibi reservare, et hac lege et modo unamquamque religionem instituere et approbare ; noluisse tamen, ut suavius et commodius reli-

[1] Apud Ribaden., lib. 1 Vitæ S. Ignat., c. penult.

gionibus provideret, ut nimirum ipsa religio in pastore sibi eligendo consentiret; et ut ipse etiam electus a suismet futuris subditis publicum haberet suæ sufficientiæ et dignitatis testimonium, et ita cum majori amore et fiducia a tota religione susciperetur. Simili enim ratione noluerunt Summi Pontifices sibi successores nominare, sed electionem Ecclesiæ committere, ut videre licet in Turrecremata, lib. 2 Summæ, c. 51, et in citato loco tomi de Fide. Atque hoc recte confirmant jura, quæ disponunt ut Abbas per electionem monachorum creetur; illi enim Abbates, ut supra, c. præced. n. 11, tetigi, erant tunc in sua religione supremi, quamvis Episcopis essent subjecti, et ideo non poterant a religiosis creari, nisi per electionem; potuissent tamen, si Ecclesia vellet, a solis Episcopis vel Pontificibus provideri; illud tamen nunquam factum est, nec judicatum expediens, propter rationes paulo ante adductas. Et ob easdem nunc in religiosis monialium, quæ subsunt Episcopis, Abbatissæ per electionem monialium creantur, et non constituuntur a solis Episcopis. Denique in regulis singularum religionum hoc disponitur, ut videre licet in Regula S. Francisci, c. 8, et in 8 p. Constitut. Societatis, c. 1 et 2, etc.

3. Dices: quomodo potuit hæc dignitas Præpositi Generalis in unaquaque religione incipere per electionem, cum electio supponat religionem ipsam constitutam, cum debeat a religiosis fieri, ut dicemus; religio autem supponat aliquem Prælatum, cui omnes possint obedientiam promittere. Respondeo, primo, necessarium non esse ut conclusio intelligatur de primo initio ac fundatione religionis, nec de novo quod tunc inceperit gubernare; nunc enim præcipue agimus de ordinario regimine religionum, postquam institutæ et fundatæ sunt. Deinde dicitur, generalis Prælati electionem aliis modis potuisse in religionibus incipere. Primo, ut præcesserit religio et regimen ejus sine uno supremo capite, vel gubernatore, postea vero singula monasteria inter se consenserint de uno communi Prælato eligendo; nec repugnat religionem præexistere sine hujusmodi Prælato, ut de religione S. Benedicti et de antiquis monachis supra conjectavimus.

4. Secundo, potest a principio institui religio cum hac lege, ut nullum habeat Prælatum, ut de religione S. Francisci constat ex Regula ejus, cap. 1 et 8; et idem est de religione Prædicatorum, et de Societate. Modus autem constituendi primum Generalem esse potuit vel per designationem Summi Pontificis, quod ita fuisse in religione S. Francisci colligi potest ex c. 1 Regulæ ejus, ubi Franciscus ipse soli Papæ promittit obedientiam; de aliis autem dicitur: *Tenentur obedire Francisco, et successoribus ejus;* vel etiam potest talis creatio fieri per liberum consensum omnium, qui in principio aggregati fuerunt fundatori religionis, illi obedientiam promittendo, etiam ante approbationem Apostolicam; nam, licet eo tempore ille non esset verus Prælatus, sicut illa non erat vera religio, tamen, adveniente approbatione, per quam Pontifex confirmat quod prius factum est, et acceptat sua vota tanquam solemnia, confertque participationem suæ jurisdictionis illi religioni in individuo, prout in talibus personis inchoata, incipit ille esse verus Prælatus generalis ordinis. Et fortasse etiam ita factum est in religione S. Francisci et sancti Dominici. Alio item modo potest primus Generalis fieri per propriam electionem et post religionem jam vere institutam et confirmatam, prout in nostra Societate contigit; anno enim 1540 confirmata est a Paulo III: sequenti vero anno P. N. S. Ignatius in Generalem electus est [1], postea vero tam ipse Ignatius quam socii ejus solemnem professionem emiserunt; in qua etiam notari potest quod Ignatius ipse Summo Pontifici tantum, reliqui vero ipsi etiam Ignatio perpetuam obedientiam promiserunt. Rursus observare licet, prius fuisse Societatem veram religionem, quam in ea esset facta solemnis professio, imo priusquam essent vota aliqua auctoritate Pontificia in ea recepta, quia jam erat approbata, et erat in ea potestas emittendi talia vota, quæ primum facta fuere ab ipso Ignatio, et illa ex vi prioris approbationis ipso jure fuerunt acceptata per Apostolicam Sedem; reliqua vero mediante ipso Ignatio admissa fuere. Denique notare licet, in ea electione, personas illas prius fuisse eligentes et electam, quam essent veri religiosi, quod nondum votum obedientiæ emisissent; quamvis enim prius illud esse decrevissent, ex lib. 2 vitæ Ignatii, c. 13, nondum tamen illud executioni mandaverant; quod quomodo esse possit, paulo post declarabimus.

5. *De conditionibus ad electionem alicujus in Prælatum religionis, præcipue Generalem.*

[1] Lib. 1 Vitæ S. Ignatii, c. ult., et lib. 3, c. 1, apud Ribaden.

— *Quæ conditiones jure naturali requirantur.* — Quoniam vero in conclusione dictum est, id quod etiam de se est manifestum, electionem hanc debere esse legitimam, nam a lege præcipue vigorem habet, ideo explicandum nobis superest quid requiratur ut hæc electio legitima sit. Possunt autem ad tria capita reduci hujusmodi requisita, nimirum, ad personam electam seu eligendam; electores, et formam, seu modum electionis. Primum horum in præsenti capite expediemus, duo reliqua in duobus sequentibus. In persona ergo eligenda duo desiderantur, scilicet capacitas et dignitas. Circa capacitatem igitur sciendum est, ex natura rei, vel ex solo divino jure nullam conditionem specialem ad hanc capacitatem requiri præter generales, ut quod sit persona humana, ratione utens, et apta aliquo modo ad hoc regimen suscipiendum, hæc enim in omni electione humana necessaria sunt; præter hæc vero ex vi solius rationis naturalis nihil amplius cum fundamento addi potest. Quatenus vero electio hæc in fide suo modo fundatur, et ad supernaturalem finem ordinatur, recte colligitur ex discursu etiam connaturali fidei et gratiæ, ad hanc capacitatem necessariam esse fidem, seu fidei professionem in persona eligenda, quia alias non potest esse apta ad hujusmodi regimen. Unde etiam necessarium est quod sit persona baptizata, ex generali principio alibi late tractato, t. 4 et 5, in 3 p., quod *sine charactere baptismali nullus est capax spiritualis jurisdictionis*. Quod vero ex divino jure positivo nihil amplius hic requiratur, ex dicendis constabit.

6. *Jus ecclesiasticum triplex.* — Superest ergo ut de jure ecclesiastico videamus, an in eligendo aliquid amplius requiratur, ut non solum capax, sed etiam dignus censeatur. Hoc autem jus triplex distingui potest, speciale, generale et generalissimum : speciale hic voco, quod in unaquaque religione per specialia indulta vel privilegia additum est, quale esse potest, verbi gratia, quod persona eligenda non ducat originem ex Judæis, vel aliud simile, et de hoc jure nihil hic dicimus. Generalissimum appello, quod non solum religiosis, sed omnibus cæteris ecclesiasticis electionibus commune est, quale est, quod eligendus non sit excommunicatus aut irregularis ad officium vel beneficium; de quo etiam hic non agimus in sua generalitate, quia spectat ad materiam de censuris et irregularitate, quæ in proprio loco tradita est; solum hic addemus quæ necessaria fuerint ad applicandum huic electioni illam communiorem doctrinam, quod fiet explicando jus quod generale vocamus, quatenus omnibus religionibus commune est.

7. *Prima conditio juris communis ad Generalis prælaturam, legitima ætas.— Dubium quæ sit legitima.—Resolutio auctoris.*—Prima ergo conditio requisita in persona eligenda, est, ut habeat legitimam ætatem, quæ ad minimum debet esse viginti quinque annorum, juxta c. *Cum in cunctis*, de Electione, confirmatum a Concilio Tridentino, sess. 24, c. 12, de Reformatione. Hæc autem jura generaliter loquuntur de omnibus dignitatibus ecclesiasticis, habentibus curam animarum annexam, sub quibus sine dubio comprehenduntur etiam prælationes regulares; magnam enim sine dubio habent curam animarum ordinariam et ex officio, veræque prælationes et dignitates ecclesiasticæ sunt, ut supra diximus. Quia vero ibi in Episcopis postulatur ætas triginta annorum, in inferioribus viginti quinque, dubitari potest sub quo illorum membrorum comprehendere debeamus Prælatum generalem religionis. Nam in rigore et proprietate non est Episcopus, sed dignitate inferior ; verba autem legis in sua proprietate servanda sunt, præsertim in lege quæ ponit formam necessariam, et irritat actum in quo omittitur ; nam ex hac parte est odiosa, et ideo restringenda ad verborum proprietatem. Contrarium autem videtur suadere ratio, quia hæc major ætas non tam postulatur in Episcopis propter ordinis dignitatem, quam propter superiorem jurisdictionem, et graviora negotia, et actus, qui ratione talis jurisdictionis ad illos pertinent. Sed supremus Prælatus religionis participat maxime jurisdictionem Episcopalem, quæ in illo, ratione status subditorum, magnam judicii maturitatem requirit. Ergo, quantum ad præsens spectat, videtur sub Episcopi nomine comprehendendus. Nihilominus prior sententia in rigore juris vera videtur propter rationes adductas, et quia nullus auctor illam extensionem facit. Imo Panormitanus, dict. c. *Cum in cunctis*, n. 6, quærens *Quid de Abbate*, respondet in jure clare non caveri, communiter tamen revocari ad dispositionem de inferioribus dignitatibus ; diximus autem supra, c. 2, n. 2, jus commune nihil disponere in particulari de hac prælatione universali seu generali religionis, sed tantum de Abbate, quatenus per se erat quasi supremus intra suam religionem. Addo

præterea, licet hic sit veluti casus omissus in jure communi, nihil referre, quia, moraliter loquendo, et quasi ex ipsarum rerum natura seu necessitate, contingere non potest quin is, qui in Generalem eligitur, trigesimum annum ætatis excedat ; nec existimo contigisse unquam in gravi aliqua religione ut junior aliquis fuerit electus. De sancto enim Bonaventura legimus, cum trigesimum quintum ætatis annum ageret, et per tredecim tantum in religione fuisset, electum esse, quod singulare valde et extraordinarium reputatur, factumque fuisse ob ejus singularem virtutis et doctrinæ excellentiam. Cujus non dissimile exemplum in admodum reverendo P N. Generali Claudio Aquaviva, Romæ ante viginti annos conspeximus : nam 39 ætatis anno, et 15 religionis, propter eximias naturæ, et gratiæ dotes in Generalem Societatis electus est.

8. *Secunda conditio : professio solemnis, expressa, et in eadem religione. — Prima pars. — An hæc pars conditionis requiratur ad valorem electionis.* — Secunda conditio hodie necessaria, ut quispiam sit capax hujus electionis, est, ut sit expresse professus eamdem religionem. In qua tres includuntur : prima est, ut sit professus ; habetur in cap. *Cum ad nostram,* de Electione, ubi irritatur electio in qua quidam electus fuit in Abbatem prius quam esset monachus ; idem habetur in c. *Cum causam*, et in c. *Cum in magistrum,* eodem titulo ; in quibus juribus observare licet, solum prohibere ne seculares seu non professi eligantur, et præcipere ut electiones de aliis factæ irritentur ; non tamen in eis expresse declarari an tales electiones essent ipso jure nullæ, et an ille defectus redderet personam incapacem, vel solum indignam seu improportionatam. Unde videtur probabile secundum illud jus antiquum tales electiones non fuisse irritas ipso facto, quia in dict. c. *Cum causam*, allegatur consuetudo, qua multi Priores continue unus post alium fuerant non professi, qui cum ita simpliciter appellentur, non videntur fuisse reputati tantum, vel solo nomine, sed veri Prælati ; unde Pontifex subdit : *Non debemus solum attendere quid factum sit, sed quid sit faciendum.* Et hanc opinionem indicat Panormitanus ibi, num. 6, dicens : *Item nota quod electio facta in Ecclesia regulari de non professo venit irritanda, consuetudine contraria non obstante. Hodie vero est ipso jure nulla, per c. Nullus, de Elect., in 6.* Sentit ergo, ante illud jus lib. 6, non fuisse talem electionem ipso jure nullam. Quod expresse asseruit glossa in dict. cap. *Nullus.* Nihilominus glossa, in dicto c. *Cum ad nostram*, exponit *irritare*, id est, irritam 'nuntiare, citans cap. *Officii*, eod. tit., ex quo, mea sententia, nihil probatur, nam agit de re longe diversa, ut infra exponam ; alia vero glossa in dict. cap. *Cum causam*, citat cap. *Abbatem*, et c. *Quam sit*, 18, q. 2, ut probet talem electionem etiam ante illa decreta Innocentii III fuisse contra jus commune, et ideo fuisse nullam, ac proinde verbum *irritare* ibi idem esse quod irritum declarare. In illis autem juribus solum dicitur, Abbatem eligendum esse a monachis de sua, vel de eadem congregatione ; potest autem novitius in rigore dici de eadem congregatione ; et ideo illa jura non videntur satis convincere.

9. *Probabilius affirmandum.* — Nihilominus tamen jura illa ita intelligenda censeo, quia proprie congregatio religiosorum, præsertim in ordine ad electionem, solum comprehendit professos, qui etiam ad eligendum solum comprehenduntur ; nam de eisdem, seu de eadem congregatione loquuntur illa jura in ordine ad activam et passivam electionem. Quare non dubito quin ante Innocentium III hæc conditio fuerit necessaria jure communi ; et præterea quia nisi ita esset, non præciperet Innocentius illam irritari, nec diceret consuetudinem non potuisse in contrarium prævalere. Probabile etiam est fuisse conditionem ita necessariam, ut sine illa persona esset inhabilis ; quia illa conditio ponitur tanquam de forma substantiali electionis, et ut tam necessaria ex parte eligendi, quam ex parte eligentium. Et ita etiam sensit Hostiensis, dict. c. *Cum causam*, n. 7 ; et Panormitanus varius esse videtur, nam ex illo textu colligit, quod consuetudo non potest habilitare personam prorsus inhabilem. Nunc autem certior res est, et ex dict. c. *Nullus,* quod jam exponemus.

10. *Secunda pars.* — Secundo, addendum est huic conditioni, non quamcumque professionem sufficere, sed necessariam esse expressam. Ita enim additum est in c. *Nullus*, de Elect., in 6, ubi ad tollendam omnem dubitationem, non de monacho, sed de religiosis sub hac voce, nec de abbatia tantum, sed etiam de prælatura cujuscumque religionis mentio fit ; et postulatur ut eligendus *antea fuerit ordinem regularem expresse professus.* Et additur : *Quod si secus actum fuerit, eo ip-*

so irritum habeatur. Atque idem de Abbatissis statuitur in cap. *Indemnitatibus*, eod. tit., quod jus secundum omnes, quantum ad hanc partem, novum fuit, nam ante illud sufficiebat tantum professio, cum vere religiosum efficiat. Nunc autem non est dubium quin conditio hæc expressæ professionis sit de substantia et valore talis actus, cum in illo textu hoc satis expressum sit; de quo etiam aliqua diximus supra tomo præcedenti tractando de effectibus professionis.

11 *Tertia pars.* — Tertio addendum est huic conditioni, debere hanc expressam professionem esse in eadem religione: ita statuitur in Clement. 1, de Electione; prohibetur enim *ne religiosus aliquis in Abbatem vel Prælatum alterius religionis vel habitus de cætero eligatur. Quod si secus actum extiterit, sit eo ipso irritum et inhabile.* Ubi ponderanda est illa particula *de cætero,* qua significatur illud esse jus novum: antea enim non erat hæc conditio tam necessaria, ut ibi notat glossa, et illam renovat Concilium Tridentinum, sess. 14, c. 10, de Reform., et sess. 25, c. 21, de Regul. Verum etiam existimo jure antiquo postulari, ut patet ex d. c. *Abbatem*, 2, et in c. *Quam sit*, 18, q. 2, in quibus Abbas eligendus dicitur de eadem seu de sua congregatione; non erit autem de eadem congregatione, nisi in eadem professus sit. Unde Gregorius expresse dixit *non extraneus.* Consonat etiam c. *Nec e meritis*, et c. *Nullus invitus*, et c. *Obitum*, d. 61, ubi Celestinus et Gregorius Pontifices statuunt, ut in unaquaque Ecclesia ex ejus clericis Prælati assumantur, et non ex alia, nisi in eadem digni inventi non fuerint. Quæ conditio etiam subintelligebatur in Abbate religionis; imo expresse ponitur a Gregorio, in d. cap. *Quam sit Quod si aptam* (inquit) *inter se personam invenire nequiverint, solerter sibi de aliis monasteriis similiter eligant ordinandum.* Quo etiam modo videtur intelligendum cap. *Abbas*, 2, quod ex Concilio Moguntino refert Gratianus, 18, q. 2, ubi si contingat Abbatem cum licentia Episcopi locum suum relinquere, dicitur: *Eligant sibi fratres Abbatem de ipsis; sin autem, de extraneis;* sub illa enim conditione, *sin autem,* subintelligendum est, scilicet, *commode fieri non potuerit;* quamvis canon ille in Conciliis Moguntinis non reperiatur. Nunc autem conditio hæc non ponitur in dicta Clementina, sed absolutum est decretum et irritans; et ideo non existimo posse admitti exceptionem illam privata auctoritate; sed in eo casu recurrendum esse ad superiorem, qualis est solus Summus Pontifex, in casu de quo loquimur; quanquam timendum non est quod possit moraliter evenire, ut in tota aliqua religione nullus sit, qui ad eam gubernandam dignus sit et sufficiens.

12. *An totalis hæc secunda conditio requiratur ex natura rei.*—Ut autem rationem hujus conditionis declaremus, quærimus an hæc conditio sit necessaria ex obligatione juris naturalis, vel solum positivi ecclesiastici. Quidam enim primum asseruerunt, eo quod Pontifices ratione naturali niti videantur. Innocentius enim inde probat, hominem non professum non posse esse Prælatum professorum, quia lex divina prohibet in bove et asino arare, aut vestem induere de lana linoque contextam; nam, licet hæc sumpta sint ex lege veteri, non tamen ut positiva erat, sic enim cessavit; sed ut indicant naturale judicium rationis, cui non congruit, ut homines disparis professionis vel habitus simul in eisdem monasteriis socientur, ut dixit Clemens V, dicta Clement. 1, et Concilium Hispalense II, c. 9, ex eadem lege Moysis confirmat quod dixerat: *In uno eodemque officio non debet dispar esse professio;* et infra subdit optimam rationem: *Nam cohærere et conjungi non possunt, quibus et vota et studia diversa sunt.*

13. *Responsio auctoris.* — Verumtamen ex tribus partibus hujus conditionis, secundam clarum est non esse necessariam, nec præceptam ex natura rei, scilicet, quod professio sit expressa; quia nulla est ratio quæ necessitatem suadeat, sed congruitatem, ut per se satis est clarum, et in superioribus traditum est; et ex ipso jure constat, ante illam Ecclesiæ constitutionem, non fuisse factam differentiam inter professos tacite vel expresse, ut in Prælatos religionis eligi possent. Si autem ex natura rei expressa professio esset aliquo modo necessaria, fuisset ille intolerabilis error. Solum ergo illa conditio postulata fuit, quia professio tacita dubiis et litibus est exposita; oportet autem ut de illius professione, qui in Prælatum eligitur, maxima certitudo, quoad fieri possit, habeatur. Et ideo hæc conditio non fuit ab Ecclesia postulata, donec necessitas professionis clarius proposita fuit tanquam de substantia et valore electionis.

14. Deinde tertia pars illius conditionis, scilicet, quod sit professus ejusdem religionis, congruitatis tantum est, non necessitatis; quia, si illa conditio ex natura rei esset neces-

saria, maxime quia sine illa nullus posset digne et convenienter munus Prælati exequi; consequens falsum est; ergo. Major patet, quia nulla alia ratio talis necessitatis cogitari potest, cum reliqua omnia, quæ possunt esse de substantia talis muneris, possint facile reperiri, ut judicium et sufficiens rerum notitia, ac recta voluntas, etc. Minor autem patet, quia illa disparitas professionis vel habitus non necessario impedit, quominus Prælatus inferiores gubernet juxta eorum regulas et institutum, in quo potest et debet esse satis instructus; et ideo Clemens V, in dicta Clementina, solum dixit: *Cum rationi non congruat;* non vero dixit, *cum rationi repugnet, aut contrarium sit*. Congruitas enim in hoc consistit, quod disparitas religionis non conciliat amorem, vel in Prælato ad religionem ipsam, vel in subditis ad ipsum Prælatum, nec etiam juvat dissimilitudo habitus; per se autem constat hoc non esse necessarium impedimentum ex sola rei natura, nisi lex fuisset adjuncta. Imo etiam per legem posset aliis modis illi incommodo subveniri absque identitate professionis, argumento c. *Deus qui*, de Vita et honest. clericor., ubi in casu necessitatis ad tollendum scandalum, et ad ædificationem proximorum, debent homines disparis professionis se conformare in unum honestum habitum et propositum; sic ergo posset religiosus alibi professus eligi in Prælatum alicujus religionis, dummodo se illi conformaret in habitu, et exteriori modo vivendi, quantum ad unionem sufficeret. Quod significavit glossa ultima in c. *In nona*, 16, q. 7; et Panorm., d. c. *Deus qui*, Tandem confirmatur, quia antiqui canones statuebant (quod nunc etiam fieri potest ex dispensatione Pontificis), ut, si in propria religione non inveniretur dignus, ex alia sumi posset. Supponitur ergo posse esse personam ex se dignam ad tale munus, etiamsi in eadem religione professus non sit; vel etiam supponitur, per excessum in aliis dotibus compensari posse diversitatem illam professionis; ergo absque ulla dubitatione conditio hæc non est ex sola rei natura necessaria, etiamsi ex se habeat congruitatem sufficientem, ut per legem humanam tanquam necessaria præcipi potuerit.

15. De prima etiam parte hujus conditionis idem dicendum censeo, scilicet, professionem personæ eligendæ in Prælatum non esse ex natura rei conditionem necessariam; esse tamen ita congruam, ut merito lex humana necessitatem addiderit. Hoc secundum a fortiori constat ex dictis; nam, si professio ejusdem religionis habet illam congruitatem, multo magis professio absolute. Prior autem pars ex dictis in capite primo manifesta est. Duo enim requiruntur in hujusmodi Prælato: unum est voluntaria subjectio subditi per traditionem et votum obedientiæ; aliud est spiritualis jurisdictio. De primo constat posse religiosos, si velint, promittere obedientiam homini non professo, sed seculari clerico, non solum si sit Episcopus, de quo nullus dubitat, verum etiam si Episcopus non sit, posseque Ecclesiam tale votum recipere et approbare, quia non est per se malum, nec contra bonos mores, et in particulari posset esse utile. Idemque cum proportione est de jurisdictione; nam eadem ratione posset Pontifex (ad eum enim hoc primario pertinet) eam conferre Prælato seculari, sicut olim eam habebant Episcopi. Dices, hoc ideo esse quia Episcopi sunt in altiori statu, ut respondet Panormitanus, in cap. *Cum causam*, de Elect., num. 6, et bene quoad reddendam rationem juris communis, quæ pertinet ad congruitatem et decentiam, non ad absolutam necessitatem, seclusa lege prohibente. Nec enim semper necesse est ut Prælatus sit in eodem vel altiori statu; satis enim est quod persona ipsa sit sufficiens ad tale regimen; ita enim professus in religione laxiori propter qualitates personales posset, seclusa prohibitione positiva, assumi ad regendum strictiorem religionem; presbyter etiam est suo modo in altiori statu quam diaconus, et clericus in sacris quam in minoribus, et nihilominus minores sæpe assumuntur ad gubernandos majores. Denique, quamvis lege ordinaria laicus non sit capax jurisdictionis spiritualis, nihilominus Pontifex de absoluta potestate posset illam conferre laico in personas ecclesiasticas; neque id esset per se intrinsece contra legem naturalem aut divinam, ut in tomo de Censur. disput. 2, sect. 3, num. 12, quamvis posset esse indecens et scandalosum, et ita per accidens malum; ergo eadem vel majori ratione posset Pontifex conferre jurisdictionem clerico seculari in religiosos, quia non minor, imo fortasse major disparitas est inter laicum et ecclesiasticos, quam inter clericum secularem et religiosos. Innocentius ergo præcipiens illam conditionem, affert legem divinam quasi in exemplum; nam illa divina lex etiam supponebat congruitatem in ipsa natura rerum, non absolutam necessitatem.

16. *An in professione requiratur antiquitas.*

— Quæri autem potest ulterius circa hanc conditionem, utrum requiratur aliquod tempus seu antiquitas professionis in tali persona; vel statim post factam professionem eligi possit. Ratio dubitandi est, quia Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 7, de Regularibus, statuit ut Abbatissa non eligatur, nisi quæ octo annis post expressam professionem laudabiliter vixerit; vel, si id fieri non potuerit, saltem quinque; ergo idem erit necessarium in Abbatibus, tum quia sub masculino genere solet comprehendi femininum; ergo et e converso; tum etiam quia major auctoritas, et vitæ approbatio in Abbate quam in Abbatissa videtur necessaria. Unde a fortiori id observandum erit in Generali religionis. Nihilominus dicendum est, necessarium non esse ut aliquod certum tempus post professionem transeat, sed statim per ipsam professionem expressam reddi personam capacem hujus prælationis, quantum est ex hoc capite. Ratio est, quia nullo jure præscribitur illa conditio, et ex natura rei necessaria non est. Primum patet, quia in corpore juris nec de Abbatibus, nec de Abbatissis, nec de Prælatis religionis in communi aliquid simile invenitur, aut ab auctoribus refertur; decretum autem Concilii Tridentini potius ad oppositum induci debet, quia specialiter id statuens de Abbatissa, videtur relinquere Abbatem in communi et antiqua regula, ut in simili argumentatur Abbas, in cap. *Cum in cunctis,* de Elect., num. 6, et sumitur ex glossa ibi recepta, in cap. *Indemnitatibus*, de Electione, verb. *Trigesimum*, et verb. *Non obstante*, in fine. Unde, licet sub masculino genere comprehendi soleat femininum, non tamen e contrario, ut ad hoc propositum dixit expresse Abbas, in cap. *Super inordinata,* de Præbend., num. 8, cum glossa, in Clementina *Attendentes*, de Statu monachor., verb. *Cecidisse*; et habetur expresse in l. *Si ita scriptum*, ff. de Legatis, 2, ubi dissimilitudo rationis, fundata in usu verborum ac decentia, assignatur: *Exemplum enim* (inquit) *pessimum est feminino vocabulo etiam masculos contineri*. Quoad rem vero est etiam facile differentiam assignare, quia virilis conditio perfectior est et securior, et ideo non ita indiget hujusmodi temporis limitatione aut conditione. Secundum autem et per se est facile, et ex dictis in superiori puncto cum proportione ostendi potest, quia hæc antiquitas professionis, regulariter ac moraliter loquendo, potest esse valde necessaria, ut quis mores religionis diutius et melius experiri, quæ experientia moraliter necessaria est ad recte gubernandum; non tamen est conditio simpliciter necessaria ex natura rei, non solum ad capacitatem, verum etiam nec ad dignitatem personæ; quia illa experientia potest aliis modis suppleri, vel conditiones aliæ et dotes personæ possunt esse tales, ut illum defectum compensent. Solum est cavendum ne ita eligatur aliquis repente professus ad hujusmodi prælationem, ut, illa jam vacante, ex seculari fiat religiosus et profiteatur, ut ad prælationem promoveatur; hoc enim adeo est in jure reprobatum, ut talis electio irrita decernatur, in cap. *Officii*, de Electione, etiam in eo casu, in quo electus *paratus erat purgare se, quod nulla fuisset ad id ambitione inductus,* ut ibi dicitur, *quia* (ut ibi etiam subjicitur) *ex his, quæ in continenti subsecuta sunt, ostenditur quod talis taliter non possit eligi in Abbatem.*

17. *Irritatio, de qua in cap.* Officii, *de Elect., fuit facta, et non tantum declarata.* — Occurrit autem circa illud caput dubitatio, an saltem prohibitum sit statim post professionem aliquem eligere in Abbatem vel Generalem; nam hoc videtur supponi in illo textu, cum tamen nullibi talem prohibitionem inveniamus, et alioquin definiri non possit, quantum tempus intercedere debeat. Unde etiam difficile est rationem addere cur illa electio irrita declarata fuerit, quia ille defectus non erat per se sufficiens ex sola rei natura ad irritandam electionem, ut per se constat, quia illa celeritas vel etiam vera ambitio non affert secum incapacitatem, neque etiam ante illud caput invenitur jus ecclesiasticum talem electionem irritans; quomodo ergo potuit irrita declarari? Propter hoc dicere posset aliquis, illum fuisse electum in Abbatem priusquam esset professus, nam eodem die quo receptus est in monachum, electus est in Abbatem, ut in integra dicitur. Sed auctores non ita intelligunt hunc textum, et merito, tum quia monachum fieri in rigore magis significat professionem facere, quæ tunc fieri potuit statim primo die recipiendo habitum professorum, vel etiam expresse profitendo, et renunciando juri suo; tum etiam quia nec talis ratio dubitandi proposita est, cum tamen futura esset potissima, nec Pontifex in illa fundatur, nec præcipit professionem facere ut iterum eligi possit; sed solum ut competenter instruatur et purgetur. Censeo igitur elec-

tionem illam particularem non fuisse nullam ipso facto, propter rationem allatam, et consequenter verba illa : *Irritam esse decrevimus, et inanem,* non significare sententiam tantum declaratoriam nullitatis, sed effectricem talis nullitatis, irritando id quod factum erat, quamvis non esset per se irritum; ad irritandum autem sufficiens ratio fuit vehemens ambitionis præsumptio, orta ex his quæ in continenti facta sunt; nam ut in integra dicitur, eodem die in quo monachus est effectus, fuit in Abbatem electus. Accessit etiam quod illa persona non satis digna et sufficiens reputata est, *eo quod antequam esset discipulus, voluit esse magister.*

18. *An etiam irritet in posterum similes electiones.* — An vero id statuerit Pontifex, ut in posterum similis electio, sic facta, sit irrita ipso facto, dubitari potest propter vim verborum: *Irritam esse decrevimus, et inanem.* Quæ ferri videntur non solum in illam electionem, sed in omnem similem. Quod licet fortasse defendi possit, mihi tamen probabilius videtur ibi legem statui, ut in simili casu possit et debeat cassari electio, prout ibi Innocentius indicat, et Hostiensis, quia verba textûs non aliud in rigore postulant, et non sunt amplianda in materia rigorosa; at lex illa, ut respicit ambitionem, pœnalis est; ut vero fundatur in personæ insufficientia, non est tam evidens indignitas, ut sufficiat ad nullitatem. Hinc autem inferri videtur, quoties electio religiosi ad hujusmodi prælationem est nimis præmatura, etiamsi post professionem fiat, posse irritari, et consequenter infertur, ut electio sit omnino rata et firma, necessarium esse ut aliquod tempus a professione interjectum sit; hoc autem videtur præter consuetudinem, et contra rationem, quia nullum certum tempus ibi designatur, nec designari potest.

19. Dicendum tamen est, imprimis ibi non tantum considerari brevitatem temporis post professionem, sed subitam mutationem a seculari statu usque ad prælationem, addita etiam illa circumstantia, quod mutatio facta est vacante abbatia, nam ex his omnibus simul sumptis, et ambitio et insufficientia valde præsumitur; ideoque quoties similes circumstantiæ occurrerint, irritandam esse electionem ; quod adeo verum est, ut sine dispensatione Papæ fieri et confirmari non possit, ut ibidem significatur, ut recte Panormitanus notavit. Nihilominus addo, nunc, moraliter loquendo, nunquam esse irritandam electionem propter celeritatem ejus, post legitimam professionem electi, nisi aliunde manifeste redundet in personæ electæ insufficientiam et indignitatem. Probatur, ex eod. cap., verbis illis : *Verum postquam fuerit in regula competenter instructus.* Ubi glossa et Doctores ad summum requirunt annum ad hujusmodi instructionem, vel committendum dicunt prudenti arbitrio; nunc autem ad professionem faciendam prærequiritur annus integer religionis, in quo, si persona sit tantæ capacitatis, ut sit digna prælatione, profecto etiam poterit competenter instrui in regula religionis; ergo, nisi persona alioquin sit indigna, vel ambitio, aut vehemens præsumptio ejus intercedat, sola ratio, seu brevitas temporis post professionem, non infirmat electionem, ut ob eam causam cassari possit. Quod sensit Fredericus de Senis, cons. 232, cum Joan. Andr., in cap. *Cum ad nostram*, de Elect., ubi additio ad Panormitanum idem notat.

20. *Tertia conditio, sacerdotium. — Hæc sacerdotii conditio nullo jure postulatur, sive potestatem dominativam spectes, cum non sit jurisdictionalis. — Sive spiritualem jurisdictionem, cum sufficiat prima tonsura.* — Tertia principalis conditio necessaria in persona eligenda ad prælationem religionis, præsertim supremam, est ut sit sacerdos, ex cap. 1, de Ætate et qualitate. Certum est autem hanc conditionem non esse requisitam jure divino, vel naturali, quia nullam habet intrinsecam connexionem cum tali munere, vel positivo, quia nullum est de hac re scriptum vel traditum. Deinde si in hoc munere præcise spectemus potestatem dominativam, et subordinationem religiosam, ortam ex votis et professione, etiam ex communi et antiquo jure ecclesiastico non esset necessaria hæc conditio, imo nec alicujus ordinis vel primæ tonsuræ; quia cum illa potestas non sit jurisdictionis spiritualis, de se non requirit ordinem vel inchoationem ejus. Sic enim antiqui Abbates nec sacerdotes, imo nec clerici erant, ut colligitur ex c. *A subdiacono,* d. 93, præsertim prout a Gratiano legitur ; et ita ex illo colligit glossa, in c. *Tuam*, de Ætat. et qualit., et Panorm., in c. 1, de Ætat. et qualit. Quamvis in ipso can. 7 Concilii Romani, sub Sylvestro, prout in 1 tom. Conciliorum refertur, nulla fiat Abbatis aut monachi mentio, tamen ex aliis decretis, 18, q. 2, idem colligi potest. Et fortasse verum est, etiamsi inter religiosos subditos aliqui sint sacerdotes, quia

ex vi illius potestatis non subduntur ut sacerdotes, nec quoad actus jurisdictionis, sed quoad disciplinam religiosam; nec in eo esset intrinseca indecentia; quia quoad illum modum regiminis magis consideratur æqualitas professionis, et super omnia perfectio virtutis, et ita credo sæpe contigisse in antiquis religiosis; nam Equitius, Pachomius, Antonius, qui presbyteri non fuerunt, nec fortasse clerici, in suis monasteriis presbyteros aliquos sibi religiose subjectos habere potuerunt. Et S. Franciscus sacerdos non fuit, ut refert Bonaventura, in expositione suæ Regulæ, c. 7, et fortasse in principio suæ religionis nec clericus fuit, quantum colligi potest ex discursu vitæ ejus, quam Bonaventura scribit, et tamen etiam tunc nonnullos religiosos sacerdotes habuisse in sua religione, licet paucos, refert Bonav., d. c. 7 At vero considerando in Prælato religionis spiritualem potestatem, ex generali lege canonica necessarium est, et sufficit, ut sit clericus, quia laicus etiam religiosus non est capax spiritualis jurisdictionis, ut supra dixi. Quod autem sit sacerdos, non videtur necessarium, quia quicumque ordo, etiam prima tonsura, sufficit, quantum est ex generali ratione spiritualis potestatis. Nec etiam ex speciali ratione jurisdictionis religiosæ videtur hæc conditio necessaria, aut aliquo jure præscripta; nam in d. c. 1, de Ætat. et qualit., solum mandatur, ut *Abbates, decani, et Præpositi, qui presbyteri non sunt, presbyteri fiant;* illa tamen non ponitur ut conditio necessaria, ut eligi possint ad tales dignitates, nec de religiosis aliquid ibi speciale dicitur. Adde D. Franciscum fuisse Generalem sui Ordinis, qui tamen sacerdos non fuit, ut dixi; idemque Sanctus in sua Regula statuit, ut conversi sui Ordinis sine ordinibus sacris possint esse Prælati.

21. *Postulatur tamen dicta sacerdotii conditio, saltem post electionem debito tempore suscipiendi, propter curam animarum subditorum.* — Dicendum ergo censeo, conditionem hanc in tantum esse jure communi necessariam in persona eligenda ad hanc prælationem, in quantum in omni persona, cui cura animarum committitur, seu confertur beneficium, aut dignitas habens annexam hanc curam vel obligationem, postulatur. Ratio est, quia nullo speciali jure imposita est circa hoc major obligatio vel necessitas. De jure autem communi necessarium non est ut, qui promovetur ad curam animarum habendam, sit jam sacerdos quando promovetur; sed satis est ut per promotionem ipsam seu beneficium obligetur ad sacerdotium suscipiendum. Quod notavit Abbas, in d. c. 1, de Ætat. et qualitat., et colligitur ex eodem textu, et ex c. *Præterea*, eod. tit., et c. *Si pro clericis*, de Præbend., in 6. Ita ergo in præsenti, quamvis religiosus professus nondum ordinatus sacerdos in Prælatum religionis eligeretur, jure communi non esset irrita electio, nec irritanda, quia nullum haberet juris defectum; teneretur autem sic electus debito tempore ordinari, tum ex d. c. 1, ubi nomine Abbatis omnes intelligunt comprehendi Prælatum religiosum, nomen etiam Præpositi proprie illi convenit. Ratio vero est, quia nunc Abbates seu Prælati religionum habent propriam curam animarum; necessarium autem est ut pastores animarum sacerdotes sint, quia alias nec poterunt per seipsos subditis peccata remittere, neque pro eis offerre, aut Eucharistiæ sacramentum tribuere; quod magnum inconveniens est, quia deesset illis potestas ad præcipua munera sui officii, cui non semper possunt per alios convenienter satisfacere; et præterea postquam in religionibus quamplures et præcipui sunt presbyteri, indecens profecto esset Prælatum non esse sacerdotem. Quæ ratio, moraliter loquendo, probat, etiam ante electionem esse debere sacerdotem; ex decentia tamen, et ex communi cursu rerum, non ex necessitate, quia de hoc nulla est lex.

22. Dici vero potest, regulariter necessarium esse, ut eligendus sit ordinatus in sacris: ita colligitur ex c. *Tuam*, de Ætat. et qual., ibi: *Cum, instante necessitatis articulo, possit in Abbatem assumi, etiam in minoribus ordinibus constitutus.* Nam per argumentum a contrario colligitur, extra articulum necessitatis debere esse ordinatum in sacris, qui Abbas constituitur, et ita notat ibi Panormitanus; nam si ob necessitatem potest fieri Abbas, qui non est ordinatus in sacris, ergo extra necessitatem, atque adeo regulariter non poterit eligi nisi ordinatus in sacris. Verumtamen satis probabile est, quod et glossa ibi indicat, ibi esse sermonem de irregulari, qui non potest in sacris ordinari, ut indicant illa verba textus: *Instituas in Abbatem, ita, videlicet, quod ad sacros ordines non ascendat.* Unde fit ut ibi appelletur non constitutus in sacris, non omnis ille, qui actu non est ordinatus, sed qui nec potest etiam ordinari; unde glossa ultima advertit, Pontificem, per

illa verba : *Cum instante necessitate*, etc., respondere tacitæ objectioni, quomodo fieri possit Abbas, qui non potest fieri sacerdos ; ergo non sola privatio actualis, sed incapacitas consideratur. Unde ex illo textu solum colligitur, irregularem ad sacros ordines non posse jure ordinario eligi in Prælatum religionis; sequiturque hoc ex præcedenti assertione ; nam, eo ipso, quod obligatur ex vi muneris ad sacros ordines, non potest ad illud eligi, qui ad eos est impeditus. Quæ vero necessitas sufficiat, ut, non obstante hac irregularitate, quis eligatur, et an tunc etiam requiratur dispensatio, paulo inferius dicemus.

23. *Necessarium vero est ut habeat saltem primam tonsuram.*—Ultimo vero circa hanc conditionem addi potest, necessarium esse ut eligendus ad prælationem regularem, præsertim supremam, clericus ordinatus sit, saltem in minoribus ordinibus, seu aliquo eorum. Hoc aperte colligitur ex d. c. *Tuam*, ibi : *Cum instante necessitatis articulo, possit in Abbatem assumi etiam in minoribus constitutus*. Et ratio supra facta est, quia laicus omnino seu non clericus non potest rite eligi ad dignitatem ecclesiasticam, quia non est capax ejus, ut sæpe dictum est ; nemo autem eligi potest ad id cujus non est capax. Adeo ut in c. *Contingit*, de Arbitris, dicat Innocentius III : *Generaliter prohibemus ne super rebus spiritualibus compromittatur in laicum ;* et idem in c. 2, de Judiciis, prius dicitur laicos non posse tractare ecclesiastica negotia ; postea vero additur : *Sed Episcopi, Abbates*, etc., ubi supponitur Abbates non posse esse laicos, ut sint apti ad res ecclesiasticas tractandas ; et quoad hoc, ut Abbas notat, mos, seu jus antiquum immutatum est. Et ratio fundamentalis est, quia olim Abbas monachorum non habebat jurisdictionem spiritualem. Quæri vero potest an sufficiat prima tonsura, quia in d. c. *Tuam*, dicitur : *In minoribus ordinibus constitutus*, cum tamen prima tonsura ordo non sit. Dico tamen sufficere ; quia intentio juris solum est ut sit clericus, et capax spiritualis jurisdictionis.

24. *Quarta conditio : carentia irregularitatis.* — Quarta principalis conditio assignari potest, ut eligendus in Prælatum irregularis non sit. Sed sciendum est irregularitatem proprie ac per se primo respicere ordines ; est enim inhabilitas quædam ad ordines recipiendos ; hic autem sermo est de irregularitate latius sumpta, ut dicit etiam inhabilitatem ad beneficium ecclesiasticum, vel prælationem. Quia vero beneficium, ac prælatio, supponit aliquem ordinem, ideo irregularitas simpliciter consequenter est impedimentum ad ecclesiasticam prælationem ; nam irregularitas simpliciter est, quæ impedit omnem ordinem, et consequenter usum ejus, et quidquid talem ordinem et usum requirit. Nam qui ad aliquid est inhabilis, consequenter fit inhabilis ad id, quod est illi connexum, ut dixit Glossa, in cap. *Studeat*, d. 50, verbo *Ut tale beneficium*, et Navar., cap. 27, num. 251. An vero illa irregularitas, quæ non impedit omnem ordinem, sed aliquem, verbi gratia, sacerdotium, aut ordinem sacrum, impediat omnino hujusmodi electionem, dubitari potest. Verumtamen idem judicium in hac quæstione dari debet, quod de electione ad quodlibet aliud beneficium facta de persona irregulari, de qua diximus in propria materia, disput. 40, sect. 2, num. 30, esse nullam ipso jure ; idem ergo est in præsenti, quia hæc prælatio regularis, esto non sit proprie beneficium quoad temporale annexum, est tamen quoad jus spirituale circa curam animarum, et in omni rigore est dignitas ac prælatio. Verum est regulam illam maxime procedere de irregularitate simpliciter ; si tamen res attente consideretur, hic non est necessaria distinctio inter irregularitatem partialem et totalem ; quia si irregularitas est præcise ad sacerdotalem ordinem, hoc satis est ut, per se loquendo, impediat electionem personæ ad hujusmodi prælationem, juxta dict. cap. *Tuam*, et juxta dictam regulam generalem, de his quæ inter se connexa sunt ; nam, secundum ordinarium jus, hujusmodi Prælatus debet esse sacerdos, et ideo, eo ipso quod est irregularis ad sacerdotium, impeditur ne eligi possit. Quod si sit irregularis ad aliquem inferiorem ordinem, eo ipso est irregularis ad omnes superiores, ut ex propria materia constat ; et ideo perinde impedit.

25. *Possitne eligi qui est irregularis solum ad Episcopatum.* — Solum posset excogitari irregularitas seu inhabilitas ad solum episcopatum, et non ad sacerdotium ; et de illa concedendum est, non esse impedimentum ad hanc electionem, quia nec directe prohibet hanc prælationem, ut supponitur ; nec propter connexionem, quia ad hanc prælationem non est necessaria dignitas Episcopalis. Dices : est saltem necessaria jurisdictio Episcopalis. Respondeo, per talem irregularitatem directe prohiberi consecrationem Episcopalem ; ju-

risdictionem autem solum consequenter, quatenus consecrationem supponit. Imo, licet non sit irregularitas in hac proprietate, sed pœna inhabilitatis ad dignitatem seu jurisdictionem Episcopalem, non esset extendenda ad hanc jurisdictionem *quasi Episcopalem*, qualis est in Prælato religionis, etiam supremo, quia pœna non est extendenda ultra rigorem verborum; in rigore autem illa dignitas non est Episcopalis. Unde secus erit, si inhabilitas non limitetur ad illam dignitatum in specie, sed extendatur ad prælationes, vel dignitates Ecclesiasticas in genere; tunc enim sine dubio comprehendet hanc de qua tractamus.

26. *Electio impediti irregularitate partiali non est ipso jure irrita.* — Una vero differentia assignari potest inter irregularitatem integram, seu ad omnes ordines, et partialem ad aliquos tantum ex superioribus, quod prior ita reddit personam inhabilem, ut electio de illa facta, eo ipso irrita sit, quia est incapax jurisdictionis spiritualis; at vero irregularitas partialis, verbi gratia, ad sacerdotium, vel sacros ordines, licet impediat, regulariter loquendo, electionem, non tamen reddit illam ipso jure nullam; quia non reddit personam incapacem jurisdictionis spiritualis, et alioquin nullum est jus expresse irritans talem electionem, neque ex vi solius connexionis sequitur irritatio ipso jure, sed solum quod possit irritari; quia conditio sacerdotii, ut dixi n. 21, non est necessaria antecedenter, sed solum consequenter. Et hoc etiam potest aliquo modo colligi ex d. cap. *Tuam*, dum significat, in necessitate posse eligi hujusmodi irregularem; in quo videtur supponi illum non esse absolute incapacem talis dignitatis. Unde etiam probabile est in eo casu non esse necessariam dispensationem ab homine concessam ad talem electionem, quia satis conceditur ex vi illius juris; et ita intelligo, quod Panormitanus et alii ibi dicunt, talem personam tunc assumi dispensative, scilicet concessione aut interpretatione juris.

27. *Irritabitur tamen nisi debito modo validetur.* — Nihilominus tamen, ut talis electio rata et firma maneat, necessarium erit ut vel superior dispenset in tali irregularitate, vel confirmet aut conferat talem prælationem cum facultate retinendi et administrandi illam absque sacerdotio, vel ordinibus sacris. Quocirca, si quis prædicto modo irregularis eligeretur ad hujusmodi prælationem, etiam sine necessitate, et postea, priusquam cassaretur electio, obtineret dispensationem irregularitatis, fortasse jam non posset irritari electio, quia electio fuerat valida, licet infirma, solum ratione impedimenti ad debitum usum et ad explendam obligationem talis dignitatis; ablato ergo impedimento, roboratur (ut sic dicam) et firma manet electio. Maxime cum nullum sit jus quod directe præcipiat illam irritari, nisi existente justa causâ impediente sacrum ordinem, argumento cap. 1, de Ætat. et qualit.

28. Jam vero occurrebat hic dicendum in particulari de nonnullis conditionibus, quæ personam frequentius solent reddere inhabilem ad hujusmodi electionem; ut præcipue sunt defectus natalium quoad ortum illegitimum, defectus originis ex radice infecta macula hæresis, apostasiæ, vel Judaismi, aut alterius sectæ damnatæ, et infamia. Sed de his omnibus dixi late in materia de Irregular., disput. 43, 48, 50, neque hic aliquid novum notatu dignum occurrit, nisi hoc solum, quod esse illegitimum impedit jure communi, juxta cap. 1, de Filiis Presbyt., ex quo plane habetur, etiam post professionem religionis durare hoc impedimentum. An vero per superiorem religionis dispensari possit, consulenda sunt specialia privilegia, nam jure communi non potest; de quo infra, a cap. 12, nonnihil attingemus. Secundum autem defectum non constat impedire ex vi solius juris communis, et ideo specialia jura religionum vel provinciarum consideranda sunt et servanda. De tertio glossa, in d. cap. *Tuam*, verb. *Non ascendat*, dicit, infamiam non impedire abbatiæ prælationem; citat cap. *Accedens*, d. 50, ubi Saturninus quidam presbyter, qui pro crimine a sacerdotii ordine erat dejectus, sollicitudinem de monasteriis gerere, et in eodem statu manere permittitur; sed si infamia talis sit quæ reddat personam irregularem ad sacerdotium, consequenter impedit hanc prælationem, ut dictum est, quia conjuncta est cum ordine sacerdotali; decretum autem illud Gregorii procedit juxta antiquum jus, in quo Abbates esse poterant non ordinati, et ideo irregularitas ad ordines per se non impediebat prælationem, nisi in casibus expressis. Eo vel maxime quod non constat Saturninum illum fuisse Abbatem; imo verisimilius est tantum habuisse ministerium temporale, seu procurationem quorumdam monasteriorum, ut bene exponit Turrecremata ibi. Qui censet, etiam eo tempore non potuisse irregularem a sacerdotio, esse

Abbatem: quia non posset curam animarum monachorum exercere. Et ex illo quidem textu aliud non colligitur, ut bene ipse explicat; tamen ratio ejus non cogit, quia tempore Gregorii poterat esse Abbas sine ordinibus sacris, ut supra cap. 1, num. 3, ostensum est, ex 1 Dialogor., cap. 4, et aliis testimoniis. Nihilominus verisimilius est infamem secundum jus canonicum nunquam potuisse esse Abbatem, quia id est valde indecens, et repugnans tali muneri; nunc autem multo certius id est, quando hæc est propria spiritualis prælatio. Sed de hac infamia videnda sunt, quæ late tradidimus in fine 5 tom., disp. 48.

## CAPUT IV.

### DE CONDITIONIBUS ELIGENTIUM DICTUM GENERALEM.

1. *Prima assertio, seu conditio, ut eligentes sint de ipsa religione.* — Hactenus dictum est de conditionibus requisitis ex parte eligendi; nunc dicendum secundo loco superest de eligentibus, quod brevius expediri potest. Primo enim dicendum est, electionem hanc pertinere ad ipsammet religionem, nam secundum commune jus eligere Prælatum alicujus congregationis, ad ipsam congregationem spectat, cap. 1 de Electione, et cap. 2, 3, 4 et sequentibus, 18, quæst. 2, ubi specialiter de monachis agitur; et sicut statuitur ut Abbas de eadem congregatione eligatur, ita etiam quod ab eadem congregatione. Atque hoc jus commune maxime receptum est in omnibus religionibus secundum jura specialia quoad supremam prælationem totius religionis, quia in illa erat moraliter necessaria electio, ut supra ostendi, cap. præced., num. 2; non erat autem expediens, ut esset ab externis, ut per se notum est. Quid autem requiratur ut hæc congregatio ad hunc finem seu effectum legitima sit, maxime attendendum est ex conditionibus requisitis in singulis eligentibus, de quibus statim, et in authentica ac sufficiente eorum convocatione, quæ maxime pendet ex propria institutione et modo singularum religionum. Nam in unaquaque debet convocatio fieri ab eo qui ad illud munus deputatus est, auctoritatemque habet ab ipsa religione, et similiter convocandi sunt omnes etiam, qui juxta statuta uniuscujusque religionis suffragium in illa habere possunt.

2. *Secunda assertio, ut sint professi.* — *Dubium explicatur.* — Secundo dicendum est, hujusmodi eligentes debere esse professos ejusdem religionis, non tamen esse necessarium ut sint expresse professi. Prior pars certa est ex eisdem juribus citatis, 18, q. 2, ubi monachis committitur sui Abbatis electio: *Quem sibi* (ait Gregorins ibi, c. 5) *propria voluntate concors fratrum societas elegerit;* nomine autem fratrum intelliguntur, qui jam per professionem facti sunt religiosi. Expressum vero jus est in cap. *Ex eo,* § *In Ecclesiis,* de Elect., in 6; et in cap. *Indemnitatibus* idem circa electionem monialium præcipitur, ubi glossæ et Doctores conveniunt. Denique ita habet omnium religionum consuetudo. Ratio etiam id exigit, quia novitius non est verum membrum illius corporis; ergo nec jus eligendi habere potest. Præterea rationes fere omnes, propter quas novitius non potest eligi in Abbatem, probant non posse eligere. De quibus videri potest cap. *Cum in magistratum,* de Electione, scilicet, quia non debet esse prius magister quam discipulus; et quia novitius non satis est expertus religionem, nec potest habere sufficientem notitiam personarum. Alteram partem docet expresse glossa, in cap. *Nullus,* et in cap. *Ex eo,* verb. *Tacite,* et cap. *Indemnitatibus,* verb. *Tacite,* de Elect., in 6, et probatur sufficienter ex dictis juribus; nam in primo solum postulatur expressa professio in eligendo; tacetur autem de electore; jus autem novum non mutat vel limitat antiquum, nisi in eo quod exprimit; in aliis vero juribus expresse requiritur sub disjunctione professio tacita vel expressa; ergo quælibet earum sufficiet. Ratio autem est, quia utraque est vera professio. Dices: cur potius in eligendo quam in electore requiritur, quod professio fuerit expressa? Respondetur, hoc pendere ex jure positivo, et ideo voluntatem legislatoris esse nobis pro sufficienti ratione; illum autem movere potuit, quia plus multo est eligi in Prælatum quam eligere, ideoque plures conditiones in eo requiruntur. Item, quia, ut quis habeat jus eligendi, satis est quod vere ac substantialiter sit membrum communitatis seu religionis, quod non minus tenetur perpetuo obedire Prælato, quam reliqui; hunc autem statum tam vere ac proprie habet per professionem tacitam, sicut per expressam; ut autem eligatur in caput, id satis non est, propter alias rationes superius allatas.

3. *Instantia removetur.* — Tertio dicendum est, necessarium esse ut electores sint clerici, et in sacris constituti. Prior pars probari potest ex d. c. *Ex eo*, § *In Ecclesiis*, de Elect., in 6, ibi : *Conversi laici cum clericis electionibus interesse non debent* ( scilicet ) *in Ecclesiis regularibus* , *vel monasteriis ;* circa illa autem verba advertit glossa , ex vi illorum non excludi monachos professos, etiam non ordinatos, si ad ordines tendant, quia illi non vocantur *conversi*, sed propriissime monachi ; unde quamvis pro tunc sint laici, id est nondum clerici ordinati, nihilominus non possunt dici *conversi laici ;* non ergo sub illis verbis comprehenduntur. Et ad hoc confirmandum refert varia jura , quæ solum probant, per nomen *monachi* comprehendi fratres non clericos : quod satis a nobis est in superiobus confirmatum. Imo , juxta morem antiquum , etiamsi nunquam ordinati essent, *monachi* vocabantur ; quin etiam nunc existimo interdum accipi hanc vocem in tam lata significatione, ut conversos vere professos comprehendat , cap. *Canonica ,* de Sentent. excommunicat. At vero e contrario nomen *conversi* revera non solet attribui monachis, ex eo tantum quod ordinati non sint, sed ex eo quod sunt in gradu, in quo ad ordines non deputantur, licet sint vere religiosi : Geminianus, in cap. *Exceptionem*, de Privilegiis, in 6, et alii communiter. Quocirca, stando in proprietate dictorum verborum , videtur vera sententia glossæ, quam sumpsit ex Innocentio, in c. 2, de Institutionibus, et idem sentiunt Abbas, cap. 1, de Procuratoribus, n. 9 ; Felinus, in cap. *Non dubium,* de Sentent. excomm., num. 3, vers. *Secunda conclusio*. Dicet vero aliquis saltem præsuppositive colligi hanc partem ex illo textu, quatenus dicit conversos laicos non esse admittendos ad electionem simul cum clericis ; supponere enim videtur faciendam esse a clericis. Sed hoc etiam non cogit , nam , licet supponat , ubi sunt clerici, faciendam esse ab illis , non tamen a solis illis ; nam, si hoc supponeret , non oporteret decretum facere de excludendis conversis laicis ; unde potius retorqueri potest argumentum in contrarium , colligendo ab speciali, vel ex illo principio quod *exceptio firmat regulam in contrarium ;* nam ibi Pontifex volens excludere eos , qui cum clericis admittendi non sunt ad electionem, solum excludit conversos laicos ; ergo virtute admittit omnes alios professos, qui monachi sunt, et non tantum conversi. Et inter eos potest optima ratio differentiæ assignari ; nam alii religiosi, quamvis non sint ordinati, possunt esse litterati , et majorem rerum notitiam habere , quæ ad hujusmodi electionem solet esse necessaria.

4. *Unde nunc suaderi possit.*—Igitur ex antiquo jure nihil invenio quod illam priorem partem sufficienter probet ; imo Innocentius supra aperte dicit, jus eligendi cadere in monachum laicum. Et idem sentit Panormitanus cap. 2 de Institutionib., num. 5. Quorum sententia maxime procedit secundum jus antiquum, quando monachi, etiam ipsi Abbates, erant laici ; tunc enim clarum est electionem Abbatum potuisse fieri a monachis laicis, etiamsi inter eos essent aliqui clerici ; quia hoc erat accidentarium ; et quia per talem electionem non conferebatur jurisdictio spiritualis, ut supra declaravi. Nunc autem quando Abbas religionis est proprius Prælatus, et jurisdictionem spiritualem habet, videtur ex alio principio requiri, ut eligentes omnes clerici sint, quia jus eligendi ad hujusmodi prælationes non cadit in laicum, ut dicitur in cap. *Sacrosancta,* et cap. *Massana,* de Electione. Et quamvis illi textus possint intelligi de laicis omnino secularibus, quia in casibus illorum textuum de illis erat sermo, et rationes etiam ad illos maxime pertinent , nihilominus cum hæc electio munus quoddam spirituale sit, videtur satis probabile regulam ipsam extendendam esse ad omnes laicos. Quia, ut supra notavi, et initio materiæ de Censuris, cum jura dicunt spiritualem administrationem, vel electionem, non esse committendam laicis, laicorum nomine comprehenduntur etiam religiosi non ordinati ; ergo, cum hæc electio sit aliquo modo actus jurisdictionis, vel saltem administrationis spiritualis, videntur ab illa excludendi omnes laici, quantumvis monachi sint. Et consequenter posset probabiliter sustineri ad eos etiam extendi dict. cap. *Ex eo ;* nam, licet conversorum nomine in rigore non veniant monachi, nihilominus quæ negantur conversis, non quia conversi sunt, sed quia laici sunt , videntur consequenter negari etiam laicis ; hujusmodi autem videtur esse in præsenti actus eligendi spiritualem Prælatum ; non enim negatur conversis, eo quod ad inferiora et temporalia officia sint destinati, id enim humilitati religiosæ consentaneum non esset, nec solum vel præcipue quia non sunt litterati, quia hoc ex se non obstat hujusmodi electionibus , sed maxime necessaria est pruden-

tia et experientia, quæ in his conversis sæpe non est, et multis clericis deesse potest, imo et scientia seu doctrina. Negatur ergo quia *laici* sunt; hæc enim est proprie et per se causa quam jus debet attendere; ergo quoad hoc comprehenduntur omnes religiosi seu monachi, qui laici sunt.

5. Certius autem probatur illa prior pars simul cum posteriori, ex Clement. *Ut ii*, de Ætat. et qualit., ubi Pontifex statuit: *Ut nullus de cætero in ecclesiis Cathedralibus, vel collegiatis secularibus, vel regularibus, vocem in capitulo habeat, etiamsi hoc sibi ab aliis libere concedatur, nisi saltem in subdiaconatus ordine fuerit constitutus.* Quod decretum comprehendit sine dubio monasteria regularium, qui ad divina officia destinati sunt, et eorum capitula, ut ex ipso textu constat, et ex omnium expositione. Unde fit a fortiori comprehendi sub hac lege capitula provincialia vel generalia talium religionum; nam, si particularis conventus est proprium regulare collegium, ratione cujus talis Ecclesia collegiata dicitur, multo magis tota provincia, vel tota religio constituit unum collegium, cujus capitulum in hac decisione comprehendatur. Deinde, per hoc decretum excluduntur omnes non ordinati in sacris, ne vocem in capitulo habeant, et consequenter ne possint eligere; nam hæc est una et forte potissima ex his vocibus, quæ haberi possunt in capitulo. Loquitur autem specialiter illa lex (quantum ad nostrum propositum nunc spectat) de propriis monachis, seu religiosis qui ad divina officia sunt destinati, quique ex vi sui gradus debent ad sacros ordines promoveri, ut patet ex principio, et ex ratione illius textus: *Ut ii, qui divinis officiis sunt mancipati, vel mancipabuntur in posterum, ad suscipiendos sacros ordines propensius inducantur*, etc. Unde colligit Panormitanus, ex vi illius textus non excludi a capitulo conversos, quia illi non sunt divinis officiis destinati; sed ad nostram præsentem quæstionem id non refert, quia non agimus de privatione vocis in capitulo quoad omnes actus, sed solum quoad electionem, a qua jam supponuntur exclusi conversi ex alio capite.

6. *Primum dubium circa prædictam conditionem enodatur.*—Inquirunt autem ibi glossa et Doctores duo, quæ breviter expedire necessarium est. Primum est, quid si aliquis non erat ordinatus in sacris tempore vacationis, tempore autem electionis jam ordinatus sit. Respondetur, posse habere suffragium, quia ille est habilis tempore electionis, et hoc sufficit; nec enim in illo capite postulatur ut ante vacationem sit ordinatus, sed solum ut non admittatur in capitulum nisi sit ordinatus: quod variis juribus confirmant glossa et Panormitanus ibi. Sed ratio facta est sufficiens. Ob quam etiam, si quis non esset professus tempore vacationis, tempore autem electionis jam esset professus, posset et deberet ad electionem admitti, quantum est ex hoc capite; quia nullo jure statutum est ut professio antecedat vacationem, neque etiam quod professio debeat antecedere electionem certo aliquo tempore; sed solum quod facta sit, ut patet ex d. cap. *Ex eo.*

7. *Secundum dubium, cui per distinctionem fit satis.— Primum membrum distinctionis. — Alterum membrum.—* Altera dubitatio est, quid sit dicendum de eo, qui ordinatus sit in sacris ante legitimam ætatem; videtur enim esse inhabilis ad electionem, quia lex, postulans ordinem sacrum, consequenter postulat legitimam ætatem ad illum; ergo, quidquid horum deficiat, non fit persona habilis. Respondetur, duobus modis posse aliquem ordinari in minori ætate: primo, ex privilegio, atque adeo legitime, et tunc non dubito quin talis persona possit habere suffragium, quia habet omnia requisita ab hac lege, et modo licito absque ulla culpa. Item, ille non solum recipit ordinem, sed etiam executionem ordinis; ergo. Nec ratio facta obstat, quia hæc lex non postulat directe et per se ætatem, sed supponit illam, quantum a lege postulatur. Unde fit ut, licet diversis temporibus leges canonicæ majorem vel minorem ætatem requisierint ad subdiaconatum, quælibet earum sufficiens fuerit ad habendam vocem in capitulo, supposito ordine; ita ergo si per dispensationem minor ætas sufficit ad illum ordinem, sufficiet etiam ad habendum suffragium. Alio modo potest quis ordinari ante ætatem legitimam illicite ac subreptitie, et tunc certum est juste posse privari suffragio per sententiam, quia potest suspendi; an vero sit ipso jure privatus, et inhabilis ad talem electionem, pendet ex generali quæstione, an sit ipso jure suspensus, quam tractavi late in tom. 5, disput. 31, sect. 1, a num. 22, agens de suspensione; licet enim juxta antiquum jus non esset ipso facto suspensus, sed suspendendus, ut affirmat Panormitanus, dict. Clement., num. 8, nihilominus juxta novum jus ipso facto suspensus manet, et hac ratione inhabilis ad electionem. Est autem ad-

vertendum, hanc suspensionem esse specialem pœnam, quæ, si per aliam legem imposita non esset, ex vi dictæ Clementinæ non induceretur. Unde si quis propter bonam fidem excusaretur a culpa in tali ordinatione, et consequenter a pœna, posset tuta conscientia ferre suffragium, quia revera habet conditionem ordinis sacri requisitam in dicta Clementina, et nullum habet impedimentum canonicum; nam defectus ætatis per se non est impedimentum ad electionem, esto sit impedimentum ad executionem ordinis, si ante impletam legitimam ætatem cognoscatur. Quia, ut dixi, lex nihil de ætate disponit in ordine ad electionem. Et ita tenet expresse Panormitanus cum Paulo, contra quamdam glossam, d. n. 8.

8. *Defectus dictæ conditionis clericatus irritat vocem. — Excipe religionem pure laicorum.* — Tandem, quæri hic potest an hæc conditio sit de substantia electionis, ita ut suffragium datum a non ordinato in sacris, nullum sit, vel solum sit prohibitum. Sed hoc nullam habet dubitationem, si illa verba expendantur : *Nullus vocem in capitulo habeat, nisi*, etc.; nam illa verba non solum prohibent, sed etiam tollunt omnem facultatem et potestatem, ideoque non est dubium quin tale suffragium nullum sit, quia persona est inhabilis ad illud ferendum. Quod non solum est verum, quando ipsa persona per fraudem se ingerit, sed etiam si a toto capitulo admittatur, ut ibi glossa notavit, verb. *Concedatur*, et verb. *Nullo modo.* Et probatur sufficienter ex verbis illis textus, *etiam si hoc sibi ab aliis libere concedatur*, quia per hæc verba irritatur talis concessio, quandoquidem, ea non obstante, alius remanet sine voce in capitulo ex vi illius legis. Imo addit glossa ibi, neque Episcopum posse in hoc dispensare, quod verissimum credo ; sed id omitto, quia in præsenti casu, nunquam potest occurrere necessitas talis dispensationis; et eadem ratione omitto casum alium, si contingeret nullum esse ordinatum in sacris : nam in præsenti contingere non potest, agimus enim de religionibus monachorum et clericorum prout nunc sunt in usu Ecclesiæ; nam si quæ sit religio mere laicorum, ut potest esse militaris, vel hospitalaris, et in illa fiat electio, non esset necessaria hæc conditio, ut omnes Doctores advertunt in d. cap. *Ex eo*, et dicta Clem., de Ætat. et qualit., et ex ipsis juribus satis colligitur.

9. *Quarta assertio, ut nullus elector sit censuratus.* — Quarta conditio generalis assignari potest, ut elector non sit per excommunicationem, vel aliam similem censuram, aut ecclesiasticam inhabilitatem, suspensus a munere eligendi, quod generale est omnibus electionibus ecclesiasticis, de qua in disput. 14, de Censur., sect. 2, a num. 6, et ideo illam omitto. Videri potest Abbas, in cap. *Illa quotidiana*, num. 7, et in cap. *Cumana*, in fin., de Elect., et in cap. ult. de Procurat., num. 3, ubi late tractat aliam quæstionem, an inhabilitas unius electoris reddat nullam totam electionem, vel sustineatur propter habiles, quæ etiam generalis est, et ideo illam omitto. Pro regula enim tenendum est, *utile per inutile non vitiari ;* et ita in præsenti inhabilitatem unius vel alterius non nocere, quando alii non consenserunt, nec voluntarie admiserunt excommunicatum, vel alium similem cujus defectum supplere non poterant; tunc enim conspiratio illa reddet vitiosam totam electionem, non vero privata malitia unius. Et ita cessat nunc quæstio, quam late tractant Innocentius, Joann. Andreas, Panormitanus, et alii dictis locis, si excommunicatus sit occultus, an possit, ratione illius, irritari electio; nam hodie facile hoc expeditur, juxta Extravag. *Ad evitanda*, quæ nullum favorem concedit excommunicato ; concedit autem aliis, ne illum vitare teneantur. Et ideo ille semper peccat, se ingerendo ad electionem; alii vero non peccant illum non reprehendendo, quamvis possint, quia non tenentur illum vitare aut repellere ; et ideo ex hac parte non erit nulla electio.

## CAPUT V

### DE FORMA PRÆDICTÆ ELECTIONIS GENERALIS, UBI LATE EXPONITUR TEXTUS CAPITIS *Quia propter*, DE ELECT.

1. *Jus canonicum præscribens formam eligendi ecclesiasticum Prælatum, absolute sumptum. — Jus speciale pro Prælatis regularibus.* — Tertio loco, ut creatio Prælati valeat, necessarium est ut debita forma electionis servetur. Circa quam duo potissimum jura sunt observanda, scilicet, cap. *Quia propter*, de Elect. ; nam, licet caput illud generalius loquatur, sine dubio comprehendit hanc electionem, de qua modo agimus. Nam, juxta communem interpretationem, dispositio illius textus habet locum in electionibus Abbatum Ecclesiarum regularium, quæ etiam dicuntur

viduatæ, et sine pastore relinqui, mortuo vel deficiente Abbate, cap. *Ne pro defectu*, eod. tit.; per dispositionem autem dicti cap. *Quia propter*, providetur omnibus *Ecclesiis viduatis*, ut in eodem textu dicitur; ergo comprehendit illa dispositio electionem Abbatum regularium. Ergo et in omnibus Prælatis localibus religionum, qui licet non vocentur Abbates, fere solo nomine differunt quoad munus ad quod eliguntur; ergo a fortiori idem dicendum est de electione Prælatorum regularium, altiorem seu universaliorem habentium jurisdictionem, et maxime de electione supremi Prælati. Et hæc est communis doctrina Doctorum in dict. cap. *Quia propter*. Aliud jus est specialiter pro regularibus editum in Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 6, de Reformat. regularium, ubi expresse declaratur, comprehendi electiones superiorum omnium, Abbatum, Officialium, Generalium, imo et Abbatissarum seu Præpositarum. Ubi tamen considerandum est non præcipi ut hi omnes per electionem fiant, sed ut, ubi fiunt per electionem, talis modus in electione servetur.

2. *De forma antecedente electionem. — Prima conditio, ut antecedat convocatio suffragantium.* — Ad tria ergo capita reducuntur omnia quæ in juribus illis statuuntur. Quædam enim præcedunt, alia comitantur, alia subsequuntur electionem. Ad primum caput pertinent illa verba cap. *Quia propter : Cum electio fuerit celebranda, præsentibus omnibus, qui debent, et volunt, et possunt commode interesse, assumantur tres de collegio fide digni, qui secrete et sigillatim vota cunctorum diligenter exquirant*. Ex quibus verbis primo colligitur, necessarium esse ad legitimam electionem, ut omnes, qui habent jus eligendi, convocentur, si commode fieri possit; nam si non fuerint vocati, non poterunt moraliter esse præsentes, etiamsi velint; quod tamen in prædicto jure postulatur Et expressius ponitur hæc conditio in cap. *Coram*, de Electione, et sumitur ex cap. *Bonæ memoriæ*, 2, et cap. *Cum inter*, 2, eod. tit., et cap. *Quod sicut*, eod. tit. Non est autem ita necessarium ut adsint omnes qui jus habent eligendi, quia non coguntur eligere, sed si velint, ut ex prædictis verbis aperte constat. Unde fit, non tantum necessarium non esse ut omnes, qui possunt ferre suffragium, præsentes sint; verum etiam nec major illorum pars; quia potest major pars nolle adesse, et tunc non est impedienda electio contra intentionem illius capitis, quæ in principio ejus explicatur; poterit ergo celebrari ab his qui præsentes fuerint. Dices hoc esse contra rationem electionis, quæ debet esse a majori parte. Item omnes, qui habent jus suffragii, debent adesse; ergo injuste agunt si nolunt adesse; non ergo pro illorum voluntate debet fieri electio a paucioribus. Item, quid, si omnes vel fere omnes nolint venire? quomodo fiet electio?

*Ad primum. — Ad secundum. — Ad tertium.* — Ad primum respondetur, electionem debere fieri a majori parte eorum qui præsentes sunt, et actu ferunt suffragium, ut statim ex eodem textu dicetur; non omnium qui possunt ferre suffragium, quia parum confert potestas, si non reducatur in actum. Ad secundum dicitur, illud verbum *debent*, ex parte electorum non dicere obligationem, sed jus, ita ut respectu eorum passive potius quam active interpretandum sit; nam illis debetur suffragium, si velint illud ferre, licet ipsi non teneantur; et ideo non injuste agunt nolendo, nec contra debitum electionis. Hoc autem intelligitur ex vi juris communis, nam ex jure speciali poterit imponi obligatio, vel etiam ex præcepto Superioris, si ita expediat. Unde ad tertium dicitur, in eo casu ad providentiam Superioris pertinere facere, ut conveniens numerus electorum congregetur, quantum potuerit, et ad bonum religionis expedire censuerit. Quod si non valuerit aliquem numerum cogere, devolvetur electio, seu provisio Ecclesiæ ad superiorem, ut Canonistæ communiter aiunt; in nostro autem casu ad Summum Pontificem pertinebit, si religio exempta sit, quia tota religio non habet extra se superiorem aliquem, per quem possit ei de capite providere, quando ipsa vel sua culpa negligens est, vel propter impedimenta impotens ad illud eligendum.

3. *Dicta convocatio debet esse moraliter possibilis. — An fieri debeat singulatim.* — Unde etiam constat quomodo hæc convocatio electorum facienda sit, quod voluit explicare Pontifex in illo verbo : *Et possunt commode ;* nam hæc commoditas, ut Doctores dicunt, et ratio postulat, magis ex parte Ecclesiæ, seu communitatis, quam ipsorum electorum spectanda est. Interrogari autem potest qualis vel quanta esse debeat hæc commoditas, quæve difficultas vocandi aliquem excuset. Item, an oporteat unumquemque in particulari, vel sufficiat publicum edictum proponere, die et hora in particulari assignatis. Respondeo, in his circumstantiis nihil esse jure communi dispositum : nam in dict. c. *Quia propter*, nihil de hoc dicitur, et in

nullo alio aliquid de forma eligendi præscribitur; et ideo imprimis servanda sunt jura specialia, per quæ solent hæc esse definita. Deinde juxta c. *Cum inter universas*, de Electione, ubi jus scriptum defuerit, servanda est consuetudo, præsertim in modo convocandi per admonitionem, seu vocationem singulorum, vel per generalem publicationem solitam fieri tali loco, aut modo, vel per ipsam legem et constitutionem, qua ipso jure (ut sic dicam) solent vocari electores; quod in nostro casu maxime locum habet in his religionibus, ubi prælatio generalis temporalis est, et certo ac per legem definito tempore vacat, et successoris electio certo etiam die et loco fit. Ubi autem vel tempus vel locus sunt incerta, vel certe vacatio ipsa, quia non contingit nisi per mortem, necesse est convocationem sigillatim fieri per omnes provincias, vel Prælatos Generali immediatos, ut per eos ad omnes, qui suffragium habent, perveniat. Unde in his difficultas illa, vel distantia, quæ per se est conjuncta cum tali electione, non consideratur, nec censetur esse contra commoditatem electionis: debet ergo esse extraordinaria. Unde, quando talis est quæ nec a lege considerari potuit, nec per consuetudinem judicari, prudenti arbitrio relinquendum est, nulla enim alia regula certa statui potest; in eo autem judicio ferendo maxime attendendum est, ne propter dilationem electionis communitas detrimentum patiatur. Et hæc est communior sententia in cap. *Coram*, de Electione, et sumitur ex cap. *Cum inter universas*, eod. tit.

4. Præterea ponderanda sunt illa verba, *præsentibus omnibus;* nam ex eo constat, electionem canonicam debere fieri in communi congregatione, in qua præsentes adsint omnes electores; non enim jure communi permittitur fieri electio, nisi *communiter celebrata*, ut explicatur in cap. *In Genesi*. De electione dicitur autem communiter celebrari, quando in uno loco omnes electores conveniunt; singulariter autem fieri diceretur, quando singuli, in suis domibus vel provinciis manentes, suffragia mitterent. Ratio autem hujus conditionis est ut electio possit fieri cum majori examine et cognitione personarum, et cum majori certitudine tam suffragiorum, quam meritorum eligendi. Addit Panormitanus, in dict. cap., num. 12, hoc sequi ex alio generali principio, quod ea, quæ fiunt ab universitate, ut universitas est, debent fieri per congregatos in unum. Et idem habet glossa in cap. *Cum omnes*, de Constitut., ubi idem Abbas, num. 8, latius id confirmat, et est per se valde consentaneum rationi, quia tunc proprie operatur universitas per modum unius corporis, quando est congregata in unum ad talem actum, et more solito, et non alias; at vero electio est actio universitatis tanquam unius corporis habentis potestatem ad constituendum sibi caput.

5. Unde colligo hanc conditionem esse substantialem. Probatur, quia, si illa deficiat, revera non est electio, neque actio communitatis, ut sic, juxta rationem proxime factam; ergo non est valida; ergo conditio substantialis est. In præsenti enim illa conditio substantialis vocatur, sine qua non potest actus moralis valide fieri sub tali ratione. Sed objicit Panormitanus, quia absentia aliquorum per contemptum, id est, quia sine causa vocati non sunt, non inducit nullitatem electionis, cap. *Ecclesia*, 2, de Electione; ergo præsentia non est de substantia; confirmatur, nam si electio fiat in absentia alicujus qui injuste vocatus non est, et ille postea consentiat, id satis est ut valida sit electio, ex eodem textu et communi sententia; ergo præsentia non est de substantia. Tandem, aliquis absens et impeditus potest admitti ad suffragium ferendum; ergo. Respondetur objectionem procedere in diverso sensu. Aliud est enim loqui de vocatione omnium electorum, ut præsentes fiant ad suffragium ferendum; aliud de præsentia eorum qui de facto suffragium ferunt. Nos hic non loquimur de vocatione, nec dicimus esse de substantia ut fiat de omnibus ac singulis qui jus habent suffragii, nullo excepto; sed agimus de ipsamet electione, et ad eam dicimus esse omnino necessariam et substantialem præsentiam electorum; quod ratio facta plane convincit. Objectio autem Panormitani procedit de vocatione in priori sensu, et in eodem negat ipse præsentiam esse de substantia, præsentiam nimirum omnium qui ferre possunt suffragium; quod verum est, quia, licet aliqui desint, etiam injuste, valida erit electio donec irritetur, dummodo sufficiens numerus electorum convocatus sit; nam saltem requiritur, et est de substantia, ut duæ partes electorum convocentur, alias non censeretur universitas convocata. De qua re videri potest Bartolus, in l. *Omnes populi*, ff. de Justit. et jur., quæst. 3; Panorm., in cap. *In causis*, de Electione, ubi contra eumdem Bartolum docet, non esse necessarium ut duæ partes adveniant cum effectu; nam, eo ipso quod vocantur, et contemnunt venire, amittunt jus suum, et pe-

rinde reputantur ac si non essent de numero eligentium, cap. *Cum nobis*, de Elect.; et ideo qui supersunt, etiamsi pauci sint, censentur esse universitas electorum. Quod censeo habere locum quando non duæ partes tantum, sed omnes, qui debent et possunt habere suffragium, essent sufficienter vocati, et plures deficerent transacto præfixo termino; nam si duæ tantum partes essent vocatæ, et postea ex eis multi voluntarie deessent, profecto congregati non sufficerent, nec tunc dici posset universitas sufficienter vocata. Sed hæc generalia sunt, et ideo sufficit illa breviter attingere.

6. Ad confirmationem priorem, de illo qui vocatus non fuit, et postea consentit, respondetur, illum proprie non conferre valorem electioni; jam enim facta et valida supponitur; sed quasi cedit juri suo, quo posset illam infirmare, et irritationem ejus postulare; et hoc modo confert firmitatem quamdam electioni jam factæ. Propter hoc ergo non est eadem ratio de illo consensu; nam illud non est proprium suffragium; ideoque ad illud præstandum non est necessaria præsentia ex vi prædictæ formæ, seu juris. Nec ego invenio aliud, in quo talis conditio ad illum consensum præstandum exigatur; poterit ergo quis absens, et in suo loco manens, consensum illum præstare post factam electionem; sicut posset ante electionem vocatus non venire, et cedere juri suo. Solum ergo est differentia, quod si prius vocetur, et contemnat venire, juste, valide ac firmiter sine illo fit electio; si autem ipse contemnitur, et non vocatur, injuste fit electio, et potest irritari, quamvis valida sit. Ad aliam confirmationem de absente impedito, in eodem cap. *Quia propter*, § *Illud*, disponitur quid faciendum sit, et in summa dicitur, eum, qui ita est absens et distans, ut vocari non debeat, nullo modo posse ferre suffragium, quia reputatur tanquam nullum habens jus; si autem convocandus est, ipse autem allegat se esse juste impeditum, primum omnium debet sufficienter veritatem impedimenti ostendere aut confirmare, et tunc poterit vices suas committere alicui ex aliis electoribus. Et ita, licet ipse sit absens, non concurrit ad electionem ut absens, sed ut præsens; nam sicut per alium concurrit, ita per alium præsens est.

7. *Tertia conditio, ut assumantur tres, qui suffragia exquirant.—Quomodo assumendi, per votane, an modo alio.* — Ulterius principaliter statuitur in dictis verbis, ut ante electionem assumantur tres, qui singulorum vota exquirant. Circa quam partem multa tractari possunt, quæ breviter insinuabo, quia res non est propria religionum, quamvis ab eis participetur. Primum, quomodo hi tres assumendi sint; nullus enim certus modus ibi præscribitur, et fortasse ob hanc causam usus est Pontifex generali verbo assumendi, et non dixit eligendi, vel aliud simile. Ordinarius autem modus, ac fere moraliter necessarius, est per electionem, quia ubi personæ non sunt designatæ per legem, nec ex vi alicujus muneris, sed per consensionem plurium designandæ sunt, ibi necessaria est electio. Unde ad eligendos illos tres non oportebit hanc formam servare, ne procedatur in infinitum; arbitrario ergo modo fiet; nec enim illa forma necessaria est ad omnes electiones, sed Prælatorum tantum, ut dixi. Posset autem vel consuetudine vel lege statui, ut electio illorum trium non pertineret ad totam congregationem, sed ad quatuor vel quinque antiquiores vel digniores, ratione officii aut alterius conditionis: hoc enim nulli juri repugnat. An vero possit lege vel consuetudine introduci, ut sine ulla electione designatæ sint hæ tres personæ, per conditionem antiquitatis vel officii, etc., dubitari potest, quia in illo textu dicitur: *Assumantur tres de collegio fide digni.* Per quæ verba videtur committi præsentibus examen et cognitio de tali qualitate personæ. Nihilominus oppositum video in praxi servari, juxta specialia statuta, vel jura, quæ non censentur contraria huic communi juri; vel quia personæ designatæ per legem præsumuntur esse fide dignæ, ordinarie enim designari solent, quæ ratione muneris vel antiquitatis digniores censentur; vel certe quia nunquam excluditur consensus tacitus, vel expressus præsentium in tali congregatione, quia illis non negatur jus suspicionem objiciendi, si talem personam non reputent fide dignam. Imo addit Panormitanus quod licet absque adminiculo juris, vel consuetudinis, tres de congregatione sua sponte assumerent munus illud, eo ipso quod alii tacerent, censerentur virtualiter assumpti. De quo ego dubito, saltem quoad forum externum, quia merito præsumerentur id facere per potentiam, et alios tacere magis invitos quam volentes.

8. *Sitne substantiale, ut hi tres sint de collegio electorum.* — Secundo inquiri potest, an sit de substantia hujus conditionis ut hi tres assumpti sint de collegio electorum. Nam glossa et nonnulli Doctores dixerunt hoc non esse

substantiale. Sed certe repugnant textui, ut melius considerarunt Innocentius, Hostiensis, Panormitanus et alii. Nam ibi expresse dicitur, ut hi tres sint de collegio, et postea subditur : *Aliter electio facta non valeat.* Item, quia hæc conditio est valde necessaria ut electio convenienter fiat, quia fidelius hoc munus exercebitur per eos ad quos spectat electio. Et ob eamdem causam, oportet ut hi sint de collegio, id est, de numero eligentium ; hic enim est planus sensus illius textus. Itaque, si electio sit, verbi gratia, in ordine Minorum, non satis est ut eligantur tres de eodem ordine, vel de eadem provincia, etc., sed oportet ut sint tres ex his qui vocem habent in capitulo. Addit Panormitanus, etiam esse de substantia ut sint tres, et non plures, nec pauciores. Quod quidem de paucioribus mihi certum videtur, quia esset expresse contra formam et contra certitudinem scrutineæ. De pluribus autem merito dubitari potest, quia illud non esset contra verba formæ, quia ubi sunt quatuor, sunt etiam tres ; nec contra finem, quia augmentum numeri potius reddit certiorem et securiorem fidem electionis. Dices, eadem ratione possent assumi quinque et sex, et ita in quocumque majori numero ; multo ergo magis possent assumi omnes qui sunt de congregatione, quod esset formam destruere. Considerandum est ergo, in hoc negotio non spectari tantum certitudinem, sed etiam secretum, et ideo designatus est numerus, qui et ad certitudinem faciendam moraliter sit sufficientissimus, et pro secreto servando sit minimus qui esse possit ; et ideo existimo, illum numerum ita esse præfixum, ut tam major quam minor exclusus sit ; de quo plura statim. Et hæc de primo capite ex positis numero secundo.

9. *De forma comitante electionem. — Tria præcepta in citato textu* Quia propter *pro forma comitante continentur.* — Ad secundum caput ibidem positum spectant illa verba textus : *Qui secrete et sigillatim vota cunctorum diligenter exquirant, et in scriptis redacta mox publicent in communi, nullo prorsus appellationis obstaculo interjecto, ut is collatione habita eligatur, in quem omnes, vel major et sanior pars capituli consentit.* Per quæ tria præcipiuntur. Primum est, ut a prædictis tribus commissariis vota secrete et sigillatim exquirantur, et in scriptis redigantur. Quod duobus modis potest intelligi : primo, ut singuli electores voce coram illis tribus proferant quem eligunt, et aliquis eorum scribat, quem sensum videtur indicare verbum *exquirendi,* nam exquirere idem videtur esse quod *quærere,* seu interrogare ; et additur *diligenter,* quo significatur ut interrogatio et responsio fiat satis distincte et clare, ita ut nulla possit esse ambiguitas. Et cavendo, quoad fieri possit, ne iniquitas aliqua committatur ; unde notat Hostiensis, debere hujusmodi scrutatores respicere vultum uniuscujusque, quia difficile est crimen non prodere vultu. In quo hunc sensum indicat, et magis in eo quod ait hunc numerum præscribi, ut unusquisque liberius dicat quod sibi videbitur. Quod etiam affirmavit glossa ibi, Panormitanus et alii. Alio modo potest intelligi, ut unusquisque eligentium secreto scribat, vel scriptum deferat votum suum, ita ut neque ipsis scrutatoribus notum fiat. Et hoc est magis consentaneum illi verbo *secrete,* quia si tres sciant, non videntur suffragia esse secreta. Item facit, quia ibi solum fit mentio scripturæ, non autem vocis ; nec necessaria est vox, ubi scriptura intervenire debet ; nec etiam utilis, quia multum diminuit secretum ; ergo. Denique hic modus videtur necessarius juxta Concilium Tridentinum supra, dum præcipit, omnes *eligi debere per vota secreta, ita ut singulorum eligentium nomina nunquam publicentur ;* propter quæ verba aliqui censent, priorem modum esse reprobatum, quidquid sit de jure antiquo.

10. Ego vero censeo, priorem modum posse observari ex vi juris communis, quia revera ita sentit communis sententia, et in textu nihil est quod repugnet. Quin potius, dubitari potest an alius eligendi modus locum habeat juxta hoc commune jus, de quo in sequentibus dicemus. Deinde censeo, etiam juxta Concilium Tridentinum, esse illum modum licitum et sufficientem. Patet, quia imprimis non repugnat verbum illud *vota secreta* ; nam verbum *secrete,* quod in alio capite habetur, æquivalet, et nihilominus illo modo censentur vota secrete ferri ; fiunt ergo vota secreta. Item, quia quædam declaratio Cardinalium sic habet : *Vota secreta intelliguntur esse, etiam quod aliqui superiores quatuor aut quinque ea sciant, si hoc est juxta formam statutorum religionis, cap. Quia propter, de Electione.* Et in alia declaratione sic dicitur : *Si electi fuerint a Superioribus aliqui, ut puta quatuor, qui vota omnium recipiant, electio reputabitur secreta et canonica, cap. Quia propter, de Electione.* Ubi recipere vota non videtur significare solum schedulam scriptam recipere ; nam hoc modo nihil referret ad secretum, quod essent quatuor vel quinque ; significat ergo audire vota, et scire,

ut in prioribus verbis expresse dicitur. Cumque in utroque loco citetur cap. *Quia propter*, clarum est ita fuisse a Congregatione intellectum. Dubitari autem potest, quomodo ibi dicatur hoc secretum servari etiam in quatuor aut quinque, et ad hoc citetur cap. *Quia propter*, cum in eo tres præcise requirantur ; propter quod supra, num. 8, diximus augmentum illius numeri esse contra dictam formam. Dicendum sane videtur, caput illud solum ad hoc citari, ut non repugnet secreto requisito ad formam canonicam suffragium coram multis proferri, si deputati sint legitimi ad illud sub secreto recipiendum. Quod autem hic numerus ternarium excedat, præter cap. *Quia propter* est, unde clarum est ad hoc non citari ; et idcirco addita esse illa verba : *Et hoc sit juxta formam statutorum religionis.* Subintelligendum autem existimo, quæ a Sede Apostolica confirmata sint ; nam sine illius auctoritate non possent derogare juri communi.

11. *Num secretum in suffragando postulet scribi suffragium immutando characteres.* — Deinde, nec per alia verba, *Ita ut singulorum eligentium nomina nunquam publicentur*, prohibita est illa forma eligendi, ut dictæ declarationes Cardinalium aperte supponunt. Et ratio est, quia non publicari, non significat a nemine sciri, sed servari sub secreto sub quo recepta sunt, et ita sicut suffragia sunt secreta , quamvis a tribus sciantur, ita quamdiu ab illis sub eodem secreto retinentur, non publicantur ; sed hoc optime fieri potest non obstante dicta notitia ; ergo illa verba non necessario prohibent illam. Et explicatur amplius, quia in illis verbis duo includuntur, unum de præsenti, et aliud de futuro. De præsenti est obligatio ad non publicandum vota, et hæc statim sequitur, etiamsi coram tribus proferantur vota ; et ideo ex hac parte nulla est repugnantia. Pertinet etiam ad substantiam electionis, et ad hunc effectum de præsenti, ut in ipsa publicatione electionis nomina eligentium non publicentur ; nam Concilium non dicit : *Teneantur non publicare*, sed : *Non publicentur ;* et postea addit verba irritantia electionem aliter factam. Quod adeo verum est, ut Congregatio Cardinalium declaraverit : *Quod si per electionem factam in bullis confirmationis seu patentibus exprimerentur nomina eligentium , electio sit nulla*, quia adhuc videtur electio non esse plene consummata, et ideo totum illud secretum censetur esse de substantia electionis. De futuro autem est ut nomina eligentium nunquam cum effectu publicentur, seu manifestentur. Et hoc, cum sit quid contingens, et pendens ex facto et arbitrio hominum, non potest pertinere in se ad substantiam electionis, sed ad summum in obligatione , alias penderet electio ex futuro eventu, quod esse non potest. Dices : ideo videtur ex mente Concilii verbum illud, *non publicentur*, non solum negare actum, sed etiam potestatem , non tantum juris, sed etiam facti ; atque adeo tale postulare secretum, ut nunquam possint nomina publicari ; quod optime fiet, si suffragium non voce proferatur, sed scriptura aliquantulum immutata, ut non agnoscatur, et ita a nemine sciatur, atque adeo a nemine publicari possit. Et ita juxta hanc intelligentiam plane excluditur per illa verba modus proferendi suffragium per vocem ; est tamen nimis rigorosa et coacta expositio contra proprietatem verbi, præsertim in morali usu. Item quia non est verisimile antiquum morem, et jure communi probatum, uno verbo tam obscuro fuisse reprobatum. Eo vel maxime quod, licet ex parte secreti minus conveniens sit quam alius, habere potest alias utilitates , propter quas possit interdum præferri ; non oportet ergo ut per legem ablata sit potestas physica loquendi (ut sic dicam), sed moralis, obligando dicto modo ad servandum secretum. Sufficit ergo respectu futuri actus obligatio, quam rigorosam esse existimo, et sub culpa gravi : quia materia magni momenti est.

12. *Secretum suffragii non solum petitur respectu recipientium suffragia, sed etiam suffragantium.*—Imo existimo non tantum cadere in scrutatores, qui vota recipiunt, sed etiam in ipsosmet ferentes suffragium ; quia Concilium *districte præcipit, omnes supradictos eligi debere per vota secreta, ita ut singulorum eligentium nomina nunquam publicentur;* hoc ergo districtum præceptum non limitatur ad has vel illas personas, sed indefinite ponitur ; ergo comprehendit omnes, per quos possit talis publicatio fieri ; ergo comprehendit ipsos eligentes, et quemlibet eorum. Ut enim hoc præceptum graviter frangatur, non est necesse ut multa suffragia aut multis personis revelentur ; sed satis est ut quilibet eligentium cuicumque personæ manifestetur, quia jam rumpitur secretum. Quod adeo verum est, ut sufficiat talis manifestatio unius suffragii facta uni personæ extra formam præscripti, ad annullandam electionem, si in ipsamet electione fiat, ut a congregatione Cardinalium declaratum est. Dicet aliquis : hæc prohibitio facta est in favorem eligentium ;

ergo si ipsi cedant juri suo, et seipsos revelent, non peccabunt, saltem graviter. Respondeo non esse illam causam adæquatam, imo nec principalem; sed favorem ipsiusmet electionis ad vitandas fraudes et illicitas contentiones, et ut majori cum libertate electio fiat. Et eadem ratione, dici non potest hanc prohibitionem solum durare usque ad consummatam, confirmatam, et publicatam electionem; postea vero licitum esse se manifestare; nam revera non ita est, tum quia Concilium simpliciter dixit, *nunquam publicentur;* tum etiam quia ad finem præcepti interest ne fiat publicatio, etiam post transactum tempus electionis.

13. *An redigi suffragia in scriptis sit circumstantia essentialis electioni.*—Ulterius vero inquiri potest circa eamdem partem seu præceptum primum, an sit de substantia hujus formæ, ut vota in scriptis redigantur. Nam quod hoc sit præceptum, manifestum est in textu; an vero sit substantialis conditio, dubitari potest, quia ibi non specialiter exprimitur, et raro solet scriptura esse de substantia actus, maxime in his quæ a communitate fiunt ad plura suffragia. Nihilominus certum est hanc conditionem esse de substantia, ut omnes Doctores ibi notant, et glossa, in cap. 1, de Censib., in 6; Cardinalis, in tractat. de Elect., 1 part., cap. 22, et 3 part., cap. 61. Colligiturque ex textu ibi: *Et in scriptis redacta,* etc., et infra, *aliter electio facta non valeat:* nam illud adverbium *aliter*, cadit in totam illam formam, cap. *Ecclesia vestra,* 2, eod. titul.; manifestum autem est, priora verba posita esse in ipsa forma. Ratio etiam hoc postulat, quia illa circumstantia est valde necessaria ad certitudinem electionis.

14. *An etiam circumstantiæ aliæ in eodem primo præcepto indicatæ.—Plus est non admitti præsentem ad suffragandum, quam non vocari absentem.* — Unde obiter constat, alias etiam circumstantias, quæ in illis verbis includuntur, esse substantiales, ut quod vota ferantur sigillatim, et non simul plura, etiam duo, ut patet ex particula *sigillatim,* et quia hoc ad secretum necessarium est. Item, quod vota omnia, nullo excepto, suscipiantur; patet ex illa distributiva, *vota cunctorum,* ubi Panormitanus advertit, quod licet non sit de substantia electionis ut omnes vocati veniant, est tamen de substantia ut omnes præsentes suffragium ferant, quod intelligendum existimo, si velint; nam si quis jam in congregatione præsens, se excusaret, et nollet ferre suffragium, quamvis sine illo electio fieret, non esset electio nulla, quia nullo jure irritatur, et particula illa *cunctorum*, recte intelligitur juxta præcedentia verba, *qui debent, et volunt, et possunt* suffragium ferre. Imo nec prohibitum jure communi esse ideo procedere ad electionem contempto illo etiam ex præsentibus, qui non vult suffragium ferre; esset tamen statim a congregatione expellendus. Insinuatur autem a Panormitano differentia inter electores antequam congregentur, et postquam præsentes jam in congregatione sunt. Nam, si quis antea non vocetur, sed contemnatur, non statim fit irrita electio postea subsecuta, licet irritanda sit ad petitionem ejus qui fuit contemptus. Si autem aliquis ex præsentibus contemnatur, et invitus ad suffragium non admittatur, electio est nulla. Ratio autem differentiæ esse videtur, quia hoc posterius est contra intrinsecam formam electionis ibi præscriptam; illud autem prius est circa præambula ad electionem; sola autem forma est ibi in rigore præscripta, et substantialis, juxta cap. *Ecclesia vestra,* infra, eod. tit. Congruentia etiam addi potest, quia qui jam præsentes adsunt, videntur habere acquisitum majus jus, et quia tunc communitas ipsa, ut communitas est, aut vim patitur, dum non permittitur tota eligere, aut committit intolerabilem errorem, injuste non admittendo aliquem ex præsentibus ad suffragium ferendum.

15. *Secundo, præceptum textus in n. 9 allati, ut suffragia publicentur mox. — Quid mox importet.* — Secundo præcipitur per illa verba, ut suffragia omnia mox in communi publicentur, nullo prorsus appellationis obstaculo interjecto. Dicuntur autem publicari suffragia in communi, quando integer numerus eorum publice profertur quoad totam congregationem, non explicando in quorum favorem data fuerint, vel quot ex illis in hanc vel illam personam descenderint, sed explicando solum numerum personarum quæ suffragium tulerunt; hoc enim significat illa particula *in communi;* ordinatur autem hæc solemnitas ad majorem certitudinem collationis votorum postea faciendæ, et ut subterfugia et tergiversationes præcludantur. Unde hæc solemnitas ex omnium sententia substantialis est. Dubitari autem solet an illa conditio talis publicationis, scilicet ut mox fiat, et sine interpositione appellationis, vel alterius dilationis, sit etiam de substantia. Pars vero affirmans certa videtur ex ipso textu, nam omnes illæ circum-

stantiæ pertinent ad intrinsecam formam, et ita censet Panormitanus cum communi opinione. Quam autem vim habeat illa particula *mox*, tractant ibi late glossa et Doctores, et Bartolus, in l. *Si quis major*, Cod. de Transaction., et in l. *Si fructus*, ff. Solut. matrim. Breviter tamen dicitur, in præsenti significare, ut statim sine ulla morali interruptione publicatio fiat; esset autem moralis interruptio, si interponeretur alius actus pertinens ad impediendam vel differendam electionem ; vel si absque tali publicatione dissolveretur congregatio sine ulla causa cogente, argument. cap. *Cum post*, de Elect., de quo statim. Denique a quo vel quomodo fieri debeat talis publicatio, in textu non præscribitur, ut Hostiensis notavit, et ideo nihil quoad hoc est de forma: clarum est autem debere fieri ab ipsis scrutatoribus, id est, ab uno, consentientibus aliis, qui vix est alius modus possibilis, cum soli illi supponantur scire suffragia secreta, et expediens non sit omnes simul loqui, nec necessarium, ut a singulis successive fiat publicatio.

16. *Tertio, præceptum ejusdem textus bipartitum de collatione et electione faciendis.*—Tertio, præcipitur in eadem parte, ut, *collatione habita, is eligatur, in quem omnes vel major et sanior pars capituli consentit.* Circa quam partem duo præcipue explicanda sunt, scilicet, qualis sit illa collatio, et quomodo fieri debeat post illam electio. Circa primum, certum imprimis est, collationem hanc esse adeo necessariam, ut sit de substantia electionis, ex cap. *Cum Anna*, infra, eod. tit. Deinde certum etiam est collationem esse debere inter vota recepta, non enim agitur de collatione inter aliquos eligendos, hæc enim collatio pertinet ad omnes et singulos ferentes suffragia, et ex contextu constat collationem illam active referri ad scrutatores, passive vero (ut sic dicam) ad suffragia. In quo autem conferri debeant, quæri potest, an, scilicet, in solo numero, vel etiam in qualitatibus personarum ; nam glossa ibi hoc secundum indicat, dicens, *collatione facta numeri ad numerum, zeli ad zelum, meriti ad meritum ;* sumpsitque ex cap. *In Genesi*, et cap. *Ecclesia vestra*, de Electione, et sequuntur ibi Panormitanus, numero decimo, et alii. Sumiturque ex eodem textu dicente: *In quem major*, *et sanior pars*, etc., quia major refertur ad numerum; sanior autem ad qualitatem personarum, quæ per zelum et meritum significantur.

17. *Prima difficultas circa explicatam collationem.*—Circa hanc autem collationem sic explicatam occurrit difficultas: primo, quia supponit suffragia et vota singulorum debere esse nota scrutatoribus ; quia, nisi sciant pro quo singuli suffragium ferant, nihil referret voventium zelum vel meritum ponderare, cum ignoretur in quam partem uniuscujusque pondus inclinat. Difficile autem creditu est, illam formam limitari ad modum ferendi vota, suam mentem voce explicando coram tribus scrutatoribus, ut supra tractatum est. Quod si quis dicat collationem illarum qualitatum postulari quantum fieri potest, ideoque si suffragia ferantur per schedulas secretas, sufficere collationem quoad numerum, contra hoc est, quia textus indistincte loquitur. Et præterea hinc oritur altera difficultas, nam illa collatio qualitatum inutilis est, quia semper numerus est præferendus, ita ut si major pars capituli in unum consentiat, ille sit eligendus, cujuscumque conditionis eligentes personæ judicentur; et e converso, si numerus personarum suffragiorum non excedit dimidiam partem, non sufficiet ad electionem faciendam, etiamsi eligentes dignissimi sint. Alioquin tota electio revocabitur ad judicium scrutatorum, et cum paucis votis poterunt eligere quem maluerint, judicando illam esse saniorem partem, etiamsi major non sit; quod est magnum inconveniens in re morali, et occasio plurium dissensionum.

18. Ad priorem difficultatem, glossa et Doctores omnes supponunt plane totum id quod in ea proponitur, et sine dubio est consentaneum juri, tam in dicto cap., quam in cap. *Cum Anna*, et cap. *In Genesi*, cap. *Ecclesia Sanctæ Mariæ*, eod. tit. De electione autem facta per secretas schedulas, nihil dicunt auctores, quomodo possit tunc inter suffragia talis collatio fieri; unde videntur sentire, illum modum electionis non esse secundum hoc commune jus, et ideo consequenter dicere debent non esse licitum nec sufficientem, nisi ex aliquo jure speciali legitime confirmato, et tunc juxta illud erit alio modo collatio facienda. Mihi autem credibile non est, ut supra dixi, num. 9, hunc modum ferendi suffragium per schedulas et vota omnino secreta, fuisse exclusum ex vi hujus decretalis, et formæ ejus, cum sit aptus, et fortasse, omnibus pensatis, convenientissimus omnium. Maxime cum verba textus cum omni proprietate in illo possint verificari, cum proportione tamen, et accommodatione ad talem modum eligendi.

19. Dico ergo, collationem tunc præcipue esse faciendam numeri ad numerum ; in qualitatibus autem solum in aliquo casu posse habere locum, aut esse necessariam. Primo enim exquirere diligenter oportet, an singuli voventes habiles sint, habeantque omnia necessaria ad ferenda varia suffragia. Unde si de aliquibus sit quæstio, et aliqui sint in dubio electi vel admissi, diligenter oportebit conferre numerum suffragiorum, an sit tantus, ut tollat omne dubium, et consequenter an electio sit certa, necne. Deinde, interdum in his electionibus sunt vota qualificata, quæ aut cæteris præferuntur, aut pluribus æquivalent, soletque hujusmodi qualitas, etiamsi persona sit occulta, designari ; ut, verbi gratia, quod sit presbyter, vel Prælatus, aut aliquid hujusmodi. In his ergo qualitatibus facienda erit diligens collatio, qualis fieri solet in suffragiis cathedræ, licet alias occulta, quantum ad personas voventium. Intelligamus ergo hunc textum indefinite loqui de collatione suffragiorum, qualis nimirum, vel necessaria vel opportuna fuerit juxta modum ferendi suffragia. Quod autem Panormitanus addit, in hac collatione conferendum etiam esse de merito electi, an sit idoneus ad dignitatem, mihi probari non potest, tum propter ea quæ supra num. 17 dixi, et præcipue quia textus evidenter loquitur de collatione suffragiorum, qua supposita absolute dicit ut is eligatur, in quem capitulum consenserit ; tum etiam quia judicare de dignitate electi non pertinet ad scrutatorem, sed vel ad confirmatorem, si necessaria sit confirmatio, vel ad superiorem, ad quem recurrere oportebit, si aliquid contra idoneitatem electi objiciendum sit.

20. *Tractatur secunda difficultas de intelligentia illarum vocum*, major et sanior pars. —In secunda difficultate, petitur ut explicemus cur conjungantur illæ duæ particulæ *major et sanior pars ;* nam si sit major, illa erit sufficiens. Circa hoc diversæ sunt sententiæ Canonistarum. Quidam censent majorem partem quoad numerum postponendam esse minori, si hæc sanior sit, id est, majori zeli, meriti, et æquitatis ; ita sentit Innocentius ibi, et in cap. *Scriptum,* de Elect. ; Glossa in cap. *In Genesi,* verb. *Ad zelum,* de Elect., quæ consequenter infert, non semper standum esse numero, et illam censeri majorem et saniorem partem, quæ majori ratione et justitia nititur. Fundatur in verbis textus, sed non sufficienter, ut patebit, nec videtur opinio per se rationi consentanea, ut difficultas superius, numero decimo septimo, proposita persuadet.

21. Alii ergo dixerunt minorem partem suffragiorum nunquam sufficere ad faciendam electionem, quantumcumque zelo et meritis personarum excedat ; ita docet Panormitanus ibi, num. 7, cum Joann. Andrea et aliis, et probat, quia textus dicit, *in quem omnes vel major et sanior pars,* ubi prius disjunctive requirit totum vel partem, postea vero in hujusmodi parte copulative postulat ut major et sanior sit ; non ergo sufficit altera ex his proprietatibus, sed utraque necessaria est, quia copulativa in suo rigore utrumque extremum conjungit. Confirmatur, quia vel illa particula *et* sumitur conjunctim in dicta proprietate : et habetur intentum ; vel sumitur divisim, ut sæpe solet, et non improprie : et ita sensus erit, quod electio valeat facta a majori parte, et facta a saniori parte, et tunc sequitur perplexitas ; quid enim si una pars sit major et non sanior, altera vero sanior sed minor ? utriusque enim electio valida erit, si unaquæque proprietas per se sufficit ; neque erit ratio cur potius sanitas numero, quam e converso numerus sanitati præferatur, si de utroque membro, per se divisim sumpto, ad electionem sufficere affirmatur. Responderi potest ex Innocentio, ibi, neutro modo sumi particulam *et,* sed pro *id est,* ita ut sensus sit, in quem major, id est, sanior pars. Sed est violenta et voluntaria expositio contra proprietatem et communem usum talis vocis. Item, ex illa expositione sequitur, nunquam requiri majorem partem numeri votorum ad canonicam electionem, sed meliorem, nisi fingendo casum moraliter impossibilem, in quo omnes electores sint æquales in omnibus qualitatibus ; hoc autem repugnat multis juribus, cap. *cum Anna,* cap. *In Genesi,* cum aliis, de Electione.

22. *Auctoris judicium major pars dimidietate requiritur.—Non tamen sufficit, nisi sit sanior.*—Relinquitur ergo ut ex vi illorum verborum imprimis requiratur major numerus suffragiorum ; quod mihi certissimum videtur. Intelligendumque est de majori parte totius capituli ; non enim sufficit habere plura vota quam cæteri, si numerus votorum non contineat majorem partem totius capituli ; nam hoc requiritur ad electionem canonicam de qua ibi est sermo ; unde expresse dicitur *major pars capituli,* et in aliis juribus citatis expresse declaratur. Juxta hoc vero fundamentum, sequitur consequenter majorem nu-

merum, licet necessarius sit ad electionem, non tamen sufficere, nisi etiam sit sanior; nam vis illius copulativæ æque utramque partem comprehendit. Unde infertur ulterius, si contingat majorem partem, quæ in unum consentit, non esse saniorem, et saniorem, quæ vult alterum, non esse majorem, utriusque electionem, per se loquendo, esse nullam, quia neutra pars eligentium habet omnia requisita ad conficiendam electionem. Dico autem *per se loquendo,* quia si contingat alteram partem amittere jus suum, eo quod, verbi gratia, elegit scienter indignum, tunc electio alterius partis erit valida, quia ad illam devolvitur jus alterius partis, et ita jam non reputatur ut minor pars, sed ut integrum capitulum, ut notavit Panormitanus, in cap. *Dudum,* 1, de Elect., num. 10. Per se autem loquendo, etiamsi ab utraque parte eligatur dignus, talis electio non tenet, estque casus expressus in cap. *Ecclesia vestra,* 2, de Elect., ubi Hostiensis, uterque Abbas, et alii id notant et sequuntur. Unde ad secundam difficultatem positam negandum est antecedens quoad illam partem, ut major pars semper sufficiat sine illa qualitatum consideratione.

23. *Respondetur jam ad secundam difficultatem in num. 17, et aperitur quomodo major pars intelligatur sanior in suffragiis secretis.* —Neque inde sequitur, per se loquendo, perturbatio aliqua, quia ubi aliud non constiterit, major pars semper præsumitur sanior, ut in eod. cap. *Ecclesia* dicitur, et sumitur cap. *Dudum,* 1, eod. tit., et ratio ipsa per se statim postulat; ubi autem oppositum probari potuerit, per superiorem judicandum est, et ita tollitur perturbatio. Quod si aliqua dissensio vel lites oriantur, non refert, quia in hujusmodi rebus humanis non possunt omnia vitari incommoda, et magis expedit ut electiones juste fiant. Semper tamen manet nobis illa difficultas, quia hinc sequitur non posse fieri electionem per vota omnino secreta, quia tunc non potest apparere quæ pars sit sanior. Quod expresse animadvertit Panormitanus, dict. cap. *Ecclesia,* num. 7, dicitque communiter non animadverti, ipse tamen fatetur non debere ita fieri, vel, ut ipse loquitur, *non debere dari voces per lupinos.* Nihilominus, quod superius, num. nono et decimo octavo, dixi, censeo verum, scilicet, illum modum electionis reprobari non posse; nam, ut ibi dicitur in Addit. ad Panormitanum, *per totum mundum practicatur, quod voces dantur per favas, sive per lupinos;* et (quod me magis movet) est ille modus valde conformis Concilio Tridentino statuenti, ut nomina eligentium nunquam publicentur; nam ubi fuerit dubium de saniori parte, non poterit, moraliter loquendo, ferri judicium, nisi nomina publicentur. Dico ergo, ubi fuerit illa consuetudo, servandam esse, et tunc majorem partem præsumi saniorem, ut paulo antea dicebamus. Imo addit Baldus, tract. de Schismate, colum. 12, quod quanto cautius dantur suffragia ut non comprehendantur, tanto sanior et liberior est electio. Denique, ut supra dicebam, tunc fiet collatio quoad hanc conditionem sanioris partis, prout fieri potuerit, scilicet, vel ex parte electi, considerando ne adeo sit indignus ut inde sufficienter colligatur, non fuisse saniorem partem, quæ in illum concurrit; vel ex parte modi cognoscendi, saltem in generali, an intercesserit ambitio, et donationes illicitæ, vel aliquid simile, unde sufficienter probetur, partem illam non fuisse saniorem. Quia vero generaliter, et in communi, et non descendendo ad personas particulares, hoc moraliter probari non potest, ideo semper major pars præsumitur sanior, si persona electa indigna non sit.

24. *Tractatur secunda pars, id est, electio proposita num.* 16.—Circa alteram partem hujus præcepti, scilicet, ut, facta collatione, electio fiat, primum tollenda est ambiguitas vocis; nam electio proprie videtur fieri quando feruntur suffragia, nam electores sunt omnes de capitulo; eligunt autem vovendo; postea vero potius videtur fieri publicatio electionis jam factæ. Textus autem non ita loquitur, sed potius dicit tunc fieri, et faciendam esse electionem. Est enim advertendum electionem hanc esse veluti unum actum totius capituli, qui non censetur fieri, seu consummari, donec unus nomine totius capituli loquatur, et eligat futurum Prælatum: hoc autem fit postquam totius capituli voluntas paulatim declarata et cognita est; et ita electio aliter fit a singulis declarantibus suas voluntates, aliter a toto capitulo declarante suam et quasi unam voluntatem. Hoc ergo est quod per illa verba fieri mandatur, estque omnino de substantia, vel (ut ita dicam) ipsa substantia et forma electionis, quia non censetur electio facta donec ita fiat, nec conferet aliquod jus, si hoc omittatur; imo necessarium et substantiale est ut hæc electio statim post collationem sine interruptione morali fiat, sicut dictum est, num. 15, de publicatione suffragiorum in communi, ut expresse declaratur in cap. *Cum post,* de Electione. Quomodo autem hæc elec-

tio communis fieri debeat, in prædicto textu non declaratur; tamen ex intentione ejus, et ex cap. *Sicut cum*, de Elect., in 6, constat debere fieri ab uno, nomine omnium publice loquente, et denunciante electionem. Quis autem ille esse debeat, vel a quo designari aut præcipi debeat ut loquatur, in eodem etiam textu non dicitur ; tamen et ex contextu constat a scrutatoribus debere designari ; quia vero hoc non expresse dicitur, aiunt expositores utile esse ut capitulum a principio det hanc potestatem scrutatoribus, vel alicui eorum. Glossa vero in cap. *Sicut cum*, de Elect., in 6, ait quemcumque sufficere, si cæteri audientes tacite consentiant. Mihi autem videtur veluti ex natura rei hoc pertinere ad eum, qui capitulo præest, dum jura aliud non disponunt ; supponunt enim et deesse non posse qui præsit capitulo, vel saltem qui primam vocem habeat, et omnia debere ordinate fieri; ratio autem postulat ut hoc fiat ab eo qui præest, vel qui primam vocem habeat, quando nulli alteri commissum est. Et hæc de secundo capite ex propositis in num. 2.

25. *De forma consequente electione.—De confirmatione electi.*—De tertio capite ibidem posito, id est, de his quæ post electionem necessaria sunt, nihil additur in dict. cap. *Quia propter*, neque in jure communi aliquid aliud invenio, nec videtur necessarium, imo nec possibile, cum supponatur jam electio consummata. Solum invenio id quod ex Concilio Tridentino supra, num. 11, notavi, districte præcipiente ut singulorum eligentium nomina nunquam publicentur. Quomodo autem ex hoc decreto aliquid resultet pertinens ad substantiam electionis ; quomodo item id, quod in futurum pendet, non suspendat valorem electionis, satis ibidem declaratum est ; nihil ergo est subsequens electioni, quod ad valorem ejus proprie pertineat. Solum ergo potest confirmatio post electionem requiri, ut plenum jus Prælationis obtineatur ; quæ confirmatio jure communi necessaria est, pertinetque ad superiorem immediatum Prælati electi, et si, nondum illa obtenta, quis prælatione utatur, jure acquisito per electionem privatur , cap. *Avaritiæ*, de Elect., in 6, et videre licet latius in Sylvest. et Angelo , verb. *Confirmatio ;* Panorm., in cap. *Cum Ecclesia*, de Elect., numero octavo. In præsenti ergo confirmatio per se spectat ad solum Summum Pontificem; tamen, juxta privilegia et indulta multarum religionum, non solet esse necessaria specialis confirmatio ; sed cum ex vi privilegiorum fiat auctoritate Apostolica, eo ipso quod quis publice denunciatur canonice electus, censetur etiam confirmatus eadem Apostolica auctoritate, et ita videtur esse in usu multarum religionum ; nam finita electione Generalis , statim ei ut supremo Prælato omnes reverentiam exhibent, et ipse incipit præsidere generali capitulo, suumque munus exercere.

## CAPUT VI.

### DE ELECTIONE ALIORUM PRÆLATORUM INFRA GENERALEM.

1. *Assertio tripartita.*—Hactenus de creatione supremi Prælati religionis diximus, et ex his quæ tribus proxime præcedentibus capitibus tractata sunt, hoc uno capite facile expediri possunt, quæ ad reliquos spectant. Dicendum ergo est omnes illos posse per electionem creari, non tamen esse in eis ita necessariam sicut in Generali ; ubi autem in usu fuerit, cum proportione servanda esse, quæ de electione Generalis diximus ; ubi autem juxta speciale institutum electio necessaria non est, simplicem ac legitimam provisionem superioris habentis potestatem sufficere. Declaro singula : nam imprimis postquam tota religio habet unum supremum caput internum seu præter Pontificem, ab illo potest satis commode recipere inferiores Prælatos, tam medios quam infimos, sive utrosque immediate providendo, sive solum medios ac sibi proximos, et per eos inferiores reliquos. Et ob hanc causam dixi, in his Prælatis non esse tam necessariam electionem, quia influxus primi Prælati potest ad hæc omnia extendi sine ulla repugnantia, sicut in universa Ecclesia Catholica unius Vicarii Christi necessaria est electio ; pro aliis autem inferioribus Prælatis, Episcopis, Archiepiscopis et Patriarchis, in rigore non erat necessaria electio, nam per solum ipsum Vicarium Christi poterant sufficienter provideri, si ipse voluisset. Olim etiam videtur fuisse observatum, ut Abbates monasteriorum ab Episcopis crearentur, ut colligitur ex Concilio Nicæno, cap. 54, ubi etiam significatur Episcopum solitum fuisse creare Abbatem quasi Generalem plurium monasteriorum ; hunc vero instituisse locales, seu particulares Abbates singulorum monasteriorum ; idem munus tribuitur sacerdotibus in Concilio Toletano IV, cap. 50. Nihilominus tamen frequentius observatum est in religionibus, ut inferiores etiam

Prælati per electionem fiant, et non est dubium quin recte ita fieri possit, quia hoc pendet ex humana institutione et Pontificis approbatione ; nec ex natura rei habet hic modus creandi hujusmodi Prælatos aliquid præter rectam rationem aut convenientem gubernationem, per se loquendo ; nec repugnat juri communi, sed potius est illi valde conformis, ut videbimus ; nec denique repugnat juri aut potestati supremi Superioris, vel supremi Prælati, quia illa limitata est juxta regulas, et indulta Apostolica, per quæ illi non major potestas concessa est. In hoc enim differt monarchia unius religionis a monarchia totius Ecclesiæ ; nam in tota Ecclesia suprema potestas absoluta gubernandi in capite residet, quæ a nullo infra Christum potest limitari ; et ideo modus instituendi inferiores Prælatos per electionem, vel sine illa, non potuit ab alio quam ab ipsomet Pontifice definiri. Unde, quandocumque, vel ubicumque per electionem fit, vel facta est, ex benigna concessione ejusdem Pontificis introducta est : in religionibus autem tota potestas manat a Pontifice, loquendo de propria jurisdictione, et ideo licet uni Generali principaliter communicetur, datur tamen cum limitatione ad hunc vel illum modum regiminis, juxta exigentiam rerum ; ubi ergo institutio electionem talium Prælatorum postulat, servanda est. Jam vero declaratur et probatur altera pars, nimirum, in hujusmodi electionibus servanda esse fere omnia, quæ de electione Generalis diximus. Quod quidem, quantum spectat ad ea quæ pendent ex jure communi, unica ratione ostendi posset, quia jus commune nihil fere disponit de Generalibus in particulari, sed vel de Prælatis in communi, vel de Abbatibus, sub quibus alii Prælati locales intelliguntur, et a fortiori eorum Superiores.

2. *De prima et secunda conditionibus requisitis ex parte eligendi.* — *Prælatus olim ex eadem provincia vel domo eligebatur ordinarie.* — Igitur ut per particulares conditiones breviter discurramus, primo, ex parte eligendi necessaria est ætas ad minimum viginti quinque annorum : de qua nihil speciale occurrit, præter ea quæ de Abbatissis statim adnotabimus, a numer. 7 ; secunda conditio erat professio expressa in eadem religione. Circa quam interrogari potest an requiratur professio in eadem Provincia, vel domo, cum proportione, ita ut, sicut in Generali requiritur professio ejusdem religionis, ita, in Provinciali, ejusdem Provinciæ, in conventuali, ejusdem domus. Sic enim de Abbate sentit Sylvest., verb. *Abbas*, num. 2, et in cæteris. Et favent jura antiqua, 18, quæst. 2, ubi in cap. *Abbatem*, 2, dicitur : *In monasterio illum volumus ordinari, quem sibi de sua congregatione*, etc., id est, de suo monasterio, ut sequentia verba declarant : *Et possessionis dominus*, de quibus paulo inferius ; et in cap. sequenti, tunc solum permittuntur monachi eligere *de aliis monasteriis*, quando *inter se aptam personam invenire nequiverint*. Et fortasse olim quando monasteria monachorum ita erant inter se divisa, ut non efficerent proprie unum corpus, nec haberent unum superiorem communem, hoc erat in more positum, ut electio fieret ex proprio monasterio, allegaturque tanquam jus ordinarium et commune, quod non licebat prætermittere nisi in prædicto casu necessitatis. Quanquam forte non fuit hoc tam necessarium, quin electio aliter facta valida esset, quia non invenimus verba irritantia in antiquo jure, et alioquin cum electio futura esset communi consensu, saltem majoris partis, poterat communitas cedere juri suo ; imo præsumenda esset ex legitima causa et necessitate id facere, nisi oppositum manifeste constaret.

3. *Id nunc in religionibus virorum non postulatur.* — *Nota.* — Nunc autem in religionibus virorum certum est conditionem hanc non esse necessariam, sed solum ut electus ejusdem religionis sit, ut patet ex Clement. 1, de Elect., ibi : *Ne religiosus aliquis in Abbatem vel Prælatum alterius religionis, vel habitus, vel professionis* ; ergo ex vi illius textus solum est necessaria identitas religionis, professionis, et habitus ; non ergo ejusdem domus, vel Provinciæ. Expendimus autem supra, cap. 3, numero undecimo, particulam *de cætero*, in eodem textu positam, quia ex ea intelligitur illud esse jus novum ; post illud autem non habemus jus quod majorem identitatem requirat ; ergo illa sufficit. Denique, usu omnium religionum ita receptum est. Nam religiones mendicantes, et aliæ illis similes, tantam habent in se unitatem, ut distinctio locorum vel provinciarum valde accidentalis reputetur, ideoque nec in eligendo Provinciali consideratur, per se loquendo, ut ejusdem provinciæ sit filius aut habitator, neque in Prælato conventuali, quod sit ejusdem conventus. Major hujus rei consideratio videtur conservari in religionibus monasticis ; tamen quoad hoc fere reductæ sunt ad eamdem formam. Hoc ergo jus regulariter est commune

omnibus; ubi autem ex speciali regula aliquid aliud additum fuerit, observandum est.

4. *Num tria hæc, religio, professio, habitus, sint synonyma.* — Potest autem circa dictam Clementinam dubitari, an illa tria verba, *ejusdem religionis, professionis, et habitus*, æquipolleant, solumque sint posita ad majorem rei declarationem vel expressionem; an vero singula aliquid addant. Glossa enim ibi indicat hoc posterius: nam, si religio, inquit, sit diversa, ut Cisterciensium et Carthusiensium, quamvis fortasse professio sit eadem, non sufficiet. Sed quoad hæc duo non existimo unum ab altero separari, sed voces illas ut synonymas positas esse, et ita non sunt positæ in eadem clausula, sed una in principio in ratione textus, altera inferius in ipsamet lege. Nunquam enim religio est diversa, quin professio sit aliquo modo diversa, saltem quoad obedientiæ votum, tum quia fit diversis Prælatis non subordinatis; tum etiam quia fit secundum regulam, quam in diversis religionibus oportet esse aliquo modo diversam. Et præterea traditio, quæ etiam est de substantia professionis, necessario est distincta in distinctis religionibus: illa ergo duo æquipollent in præsenti materia.

5. *Convenientia in habitu an sit requisita in eligendo.*— De alio autem termino, videtur certe positus ad addendum aliquid; nam contingit in eadem religione deferri diversos habitus in distinctis monasteriis aut provinciis, ut, verbi gratia, in religione S. Francisci quidam sine calceis incedunt, et asperiori ac viliori habitu utuntur, quam alii; et ideo, licet sint ejusdem religionis, non tamen videntur esse ejusdem habitus cum aliis, Conventualibus, vel de Observantia. Et in aliis religionibus, ut Trinitatis, verbi gratia, aut canonicorum regularium, magna varietas in diversis regionibus conspicitur, non solum in colore, sed etiam in figura. Videtur ergo in prædicto textu requiri, ut eligendus in superiorem sit non solum ejusdem religionis, sed etiam ejusdem habitus intra illam. Quod patet ex contextu, nam statim a principio sub disjunctione dicitur, non esse rationi consentaneum ut homines disparis professionis, vel habitus in eisdem monasteriis socientur; et ex hac ratione concluditur, utramque conditionem postulandam esse in Abbate, seu Prælato medio. Hæc vero expositio difficilis est, nam ex illa sequitur, in religione S. Francisci, aut Carmelitarum, verbi gratia, non esse validam electionem, si aliquis ex eadem religione, diversæ tamen familiæ, gestantis distinctum habitum, eligatur. Consequens videtur falsum, et contra usum. Confirmatur, nam in eadem religione contingit esse varietas in habitu quoad colorem album, vel nigrum, ut de ordine S. Benedicti dicitur in Clement. *Ne in agro*, § 1, de Statu monach., et tamen id non obstat quominus gestans habitum diversi coloris possit in Abbatem eligi, ut ibi glossa fatetur, dicens hanc diversitatem esse accidentariam.

6. *Affirmandum de convenientia substantiali, quæ semper arguit identitatem religionis, non de accidentali.* — Ex hac igitur glossa, et quæ circa illam a Doctoribus notantur, colligere possumus, convenientiam quidem in habitu esse necessariam ex parte eligendi in Prælatum; hæc enim in dicto textu expresse postulatur; potest autem diversitas in habitu esse quasi substantialis, quæ ut mihi videtur, semper supponit diversitatem regulæ, et consequenter etiam religionis. Tunc enim mutatio in habitu alicujus religionis censetur substantialis, quando est contra dispositionem regulæ, ut significavit Panormitanus, in dict. Clement. 1, num. 4; ergo, ut varietas in habitu censeatur substantialis, necesse est ut ex diversitate regularum procedat; nec potest alia ratione commode discerni substantialis varietas ab accidentali in ipso actu; tunc ergo distinctio in habitu merito impediet electionem. Accidentalis autem distinctio in habitu erit, sive sit in colore, sive in figura, quæ non fuerit contra regulam, sed sub eadem permittatur; illa ergo non impediet electionem, et de hac procedunt exempla superius, numero præcedenti, adducta. Et ratio reddi potest, quia illa varietas non est distinctio in habitu simpliciter, sed tantum secundum quid, et ideo non repugnat prædicto textui. Ex qua interpretatione concluditur, identitatem habitus in rigore non addere conditionem diversam ab identitate religionis, sed per eam explicari, ad unitatem religionis requiri aliquam conformitatem in habitu, saltem substantialem. De quo iterum dicemus infra, tractatu sequenti, de Varietate religionum. Addo vero, ubi contigerit electum esse diversi habitus accidentaliter, quamvis electio valida sit, nihilominus esse juri consentaneum, ut, durante illo munere, se conformet aliis in habitu, saltem superiori; ne inter caput et membra diversitas appareat, argumento cap. *Deus qui*, de Vita et honest. cleric., et cap. *In nona*, 16, quæst. 7, ibi: *Constituentes ut hi, qui in administra-*

*tionibus Ecclesiæ Pontificibus sociantur, discrepare non debeant nec professione, neque habitu.*

7. *An decisio Clementinæ a num. 3 explicatæ procedat de electione monialis. —Resolutio affirmativa. — Decretum Tridentini pro electione monialium.*—Tandem dubitari potest an decisio illius Clementinæ circa secundam conditionem locum habeat etiam in monialibus. Ad quod respondendum est affirmative cum glossa ibi, et communi sententia ; quia in his dispositionibus femininum sub masculino comprehenditur, ut in superioribus diximus. Expressius vero hoc statuit Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 7, de Regular., ubi postquam nonnullas conditiones posuit observandas in ea, quæ in Abbatissam eligenda est, subdit : *Quod si his qualitatibus non reperiatur in eodem monasterio, ex alio ejusdem ordinis eligi possit.* Quæ verba imprimis supponunt, in monasteriis monialium, per se loquendo, et quoad fieri possit, observandum esse ut de eodem monasterio Abbatissa eligatur Deinde, in casu necessitatis, solum conceditur ut de alio monasterio ejusdem ordinis eligi possit ; est ergo hoc substantiale.

8. *Expenditur prædictum decretum de ætate et antiquitate monialis eligendæ.*—Circa hoc autem decretum, primum observare oportet, duas conditiones addidisse ibi Concilium pro Abbatissis et Priorissis, etc., quæ in viris necessariæ non sunt, scilicet, ætatem quadraginta annorum, et octo annos religiosæ vitæ post expressam professionem ejus ; ut enim supra, c. 3, n. 7, diximus de Generalibus religionum, ita etiam de Provincialibus, et Conventualibus Prælatis virorum, nullum est jus quod in eis dictas conditiones requirat : decretum autem de feminis non comprehendit viros, ut supra etiam ostensum est. Tantum ergo in præfectis feminarum illæ duæ conditiones speciali jure requiruntur, et utraque addita videtur a Concilio Tridentino. Nam, quod ad ætatem attinet, licet olim Gregorius Maximiano Episcopo scripserit, ut non permitteret Abbatissas nisi sexagenarias fieri, lib. 3, Epist. 11, cap. *Juvenculas,* 20, quæst. 1, tamen illud nunquam fuit pro jure receptum, posteaque Bonifacius VIII, in cap. *Indemnitatibus,* de Elect., in 6, solum ætatem triginta annorum completorum requisivit. Concilium autem Tridentinum, quasi medium tenens, et quia experientia forte monstravit, in feminis sicut fortior ætas quam sexagenaria necessaria est, ita maturiorem quam tricenariam requiri, quadraginta annorum ætatem postulavit. De altera vero conditione antiquitatis professionis, nihil invenio antiquiore jure, nec simili, neque dissimili definitum. Hæ autem duæ conditiones non declarantur a Concilio tanquam substantiales, nec irritatur electio aliter facta, sed simplex prohibitio ponitur, *ut non eligatur,* etc. ; ideoque si alioquin electio facta sit juxta commune jus, licet illæ duæ conditiones non serventur, non erit electio irrita ipso jure; sed ad summum irritanda. Præterea, illæ conditiones non ponuntur a Concilio ut simpliciter necessariæ, sed, si servari potuerint ; alioquin conceditur ut ætatis triginta annorum, et post quinquennium a professione eligi possit. Intelligo autem, illas conditiones servari non posse non solum quando in nulla religiosa ejusdem monasterii inveniuntur ; sed etiam si inveniantur in aliquibus vitæ laudabilis, si non habeant qualitates aliquas ad gubernandum necessarias ; ita enim intelligendum est Concilium cum dicit : *Si his qualitatibus non reperiatur in eodem monasterio,* scilicet, apta ad electionem ; clarum est enim illas solas qualitates non sufficere ut persona sit digna, nec velle Concilium ut sine aliis requisitis aliqua eligatur, etiamsi illas conditiones habeat. Et eodem modo intelligo quamdam responsionem Congregationis Cardinalium, quæ absolute habet, *Abbatissam triginta annorum, et quæ per quinque annos solos sit professa, eligi non posse, si in monasterio est aliqua monialis quadraginta annorum, et quæ jam per octo annos sit professa* ; subintelligendum enim puto, dummodo alioquin ad gubernandum apta sit et sufficiens, nam hoc ex natura rei necessarium est. Addit vero idem Concilium, ut sine illis eligi possit, oportere ut non possit commode ex alio monasterio cum illis eligi, quod committit judicio superioris, et ideo Congregatio Cardinalium in prædicta responsione addidit : *Aut in aliquo monasterio ejusdem ordinis vicino, istius qualitatis inveniatur;* ubi expendo particulam illam *vicino,* quæ addita est verbis Concilii, fortasse ad declarandum distantiam loci sufficere, ut electio non possit commode ex alio monasterio fieri ; quanta autem sit illa distantia, superior judicabit.

9. Notandum præterea est aliud responsum eorumdem Cardinalium, quod variis ac fide dignis testimoniis ad nostras manus pervenit, sub his verbis : *Abbatissa, licet per quinquennium non manserit in religione, dum tamen excedat triginta annos, et id fiat ad requisitionem suarum monialium, de licentia secundæ di-*

*gnitatis cathedralis, et earum superioris regularis, dummodo laudabiliter anno superiore se gesserit, debet confirmari per biennium in officio. Quod si ad confirmationem dictæ Abbatissæ deesset superiorum regularium licentia propter absentiam, servatis iis quæ hoc capite præscribuntur, ad dictam confirmationem procedendum est.* Quod responsum imprimis intelligo habere locum, quando dispositio Concilii Tridentini ad litteram servari non potest, quia non est verisimile per illa derogari, vel aliqua ex parte dispensari in Concilio, si observari potest. Solum ergo habet locum quando nec quadragenaria cum octo annis professionis ejusdem monasterii et religionis commode eligi potest, nec etiam in monasterio invenitur aliqua triginta annorum ætatis, et habens quinque integros annos professionis æque digna, et apta ad illud regimen; nam si hujusmodi inveniatur, non video cur alia admittenda sit. Imo etiam in eo casu necessitatis, censeo illam declarationem factam esse auctoritate Pontificis, quia sola scientia, sine potestate, ad illam non fuisset sufficiens, tum quia est quasi nova lex in casu a Concilio omisso, nihil enim Concilium providit pro eo casu, in quo non invenitur aliqua triginta annorum, habens quinque annos professionis; tum etiam quia ibi postulatur licentia secundæ dignitatis cathedralis, et superioris regularis, si commode haberi possit, et solum conceditur ut ad biennium confirmari valeat. Quæ omnia non pertinent ad doctrinalem interpretationem, sed authenticam et potestativam, ut sic dicam; ideoque, ut illa declaratio ad usum applicari debeat, observare oportet an sit universaliter facta pro tota Ecclesia, et an sit satis promulgata ut habeat vim legis. De quibus mihi nunc non constat; credo tamen saltem observari posse ubi oppositum non constiterit, nam continet quasi epiikeiam per se satis consentaneam rationi, et habet sufficientem auctoritatem.

10. *Juxta hoc responsum, non tam exigitur monialis antiquitas quam ætas.*—Ex hac vero declaratione constat, antiquitatem professionis non esse reputatam a Congregatione Cardinalium tam necessariam conditionem, sicut ætatem completam triginta annorum; nam alius casus omissus etiam in Concilio esse posset, in quo nulla monialium existentium in monasterio, et apta ad gubernationem ejus, habeat triginta annos ætatis expletos, et tamen in eo nulla declaratio vel epiikeia facta est, ideoque in tali casu nulla eligi potest minoris ætatis, etiamsi per plures quam octo annos religiosa fuerit; sed in eo casu aut ex alio monasterio ejusdem religionis assumenda erit Abbatissa, etiamsi difficultates aliquas superare, vel aliquid incommodi ferre necesse sit, vel certe dispensatio erit a Summo Pontifice postulanda. Sed quid si duæ aptæ ad dictum officium concurrant, altera quadragenaria, nondum tamen habens quinque annos professionis; altera vero habens illos completos, vel etiam octo, nondum vero attingens quadragesimum annum ætatis, licet excedat trigesimum? Videtur enim hæc posterior præferenda, quia habet aliquo modo completam utramque conditionem a Concilio postulatam; priori vero una conditio omnino deest. In contrarium autem est, quia Concilium per se primo requirit ætatem quadraginta annorum, quæ conditio completur in priori, et non in posteriori, et aliunde conditio ætatis magis desideratur, ut notatum est; ergo videtur præferenda prior. Mihi videtur negotium arbitrarium, quia revera se habent tanquam excedens et excessum, et ideo censeo præferendam esse illam, quæ ob alias conditiones dignior reputata fuerit; si autem fuerint æquales, excessus ætatis videtur præferendus ex genere suo, propter rationem factam, et quia in jure magis consideratur quam alius. Dico autem *ex genere suo*, quia tam parvus esse posset excessus ætatis, et tantus in antiquitate religionis, ut hic præponderaret; superior ergo prudenter hoc dijudicabit. Hinc tamen colligimus, quotiescumque nulla est habens integras illas conditiones quadraginta annorum ætatis, et octo professionis, illam esse, cæteris paribus, præferendam, quæ plus de illis participaverit. Ut si sit aliqua habens quadraginta annos ætatis, et quinque professionis, in dubio esset præferenda aliis non attingentibus illam ætatem, neque habentibus octo annos professionis; et sic de aliis. Quamvis enim dici possit, Concilium solum assignasse illa tempora certa, et ideo, si non expleantur, nihil referre quod ad illam magis, vel minus accedatur, et similiter duas illas conditiones simul postulasse, et ideo, si simul non conjungantur, unam vel alteram nihil conferre; nihilominus negari non potest quin et conditio ætatis majoris triginta annorum per se spectata necessaria sit, et quod juxta intentionem Concilii, major participatio illarum conditionum, ubi integræ haberi non possunt, cæteris paribus, reddat personam in hoc munus digniorem.

11 *Quarum conditionum defectu possit, aut*

*debeat eligi monialis ex alio monasterio.* — Ex quo tandem intelligitur, quando juxta mentem Concilii oporteat electionem fieri ex alio monasterio. Nam imprimis juxta dictam declarationem Cardinalium, solum est hoc simpliciter necessarium, quando in eodem monasterio nulla, quæ eligi possit, habet triginta annos ætatis completos ; nam si illos habeat, in reliquis conditionibus facile potest benigna interpretatione uti, considerata aliqua incommoditate in eligendo ex extraneis ; hanc enim etiam necessariam esse opinor, ut prædicta declaratio locum habeat, ita ut a dispositione Concilii non recedatur. Addo deinde, sufficientem causam eligendi ex alio monasterio esse, quod in eodem non inveniatur aliqua habens simul illas duas qualitates quadraginta annorum ætatis, et octo professionis ; sic enim intelligo illa verba Concilii, *quod si his qualitatibus non reperiatur in eodem monasterio*, quia nisi utramque habeat, dici non potest esse illis qualitatibus affecta. Verum est, Concilium non dicere, in eo casu, eligi debere ex alio monasterio, sed posse ; quare judicio superioris relinquit ut id fiat, si absque incommodo possit. Unde si, non obstante eo defectu, ex consensu superioris alia de eodem monasterio eligatur, habens alias conditiones requisitas a Concilio, triginta annorum ætatis, et quinque professionis, sine dubio erit valida et confirmanda electio, etiamsi fortasse aliter sine incommodo fieri possit, quia nullum est verbum in Concilio quod necessitatem indicet, sed solam directionem superioris, ut id non permittat, nisi ratione alicujus incommodi. Quod si fortasse ille liberalior sit quam debeat, inde non infirmatur electio, cum Concilium hoc non disponat. Tanto autem facilius, seu ad vitandum etiam levius incommodum poterit hoc permitti, quanto minor fuerit defectus dictarum conditionum in persona eligenda ex eodem monasterio. Nam si habeat octo annos professionis, licet non attingat quadragesimum annum ætatis, dummodo excedat triginta, facilius poterit admitti ejus electio ; et idem est e converso, si habeat quadraginta annos ætatis, nondum vero expleverit totos annos professionis. Et sic de aliis combinationibus, quæ facile cogitari possunt.

12. *Expediuntur tertia et quarta conditiones requisitæ in eligendo. — Ordo sacer.— Legitimitas. — Arguitur non requiri legitimitatem pro Abbatissa.*—Tertia conditio necessaria ex parte eligendi in Prælatum, erat ut sit sacerdos, vel ordinatus in sacris ; quam per se constat in religionibus virorum, non monialiam requiri, quia nec feminæ sunt capaces ordinis, neque illo indigent ad suum modum prælationis, cum non consistat in potestate jurisdictionis spiritualis, sed tantum in dominativa, seu materna. In religionibus autem virorum ita necessaria est ad inferiores prælationes, sicut ad supremam ; nam jura quæ adduximus, de conventuali Abbate seu superiore præcipue loquuntur. Quarta conditio erat ut sit legitimus ; quam certum est etiam postulari ad prælationem provincialem vel conventualem, imo ad quodcumque munus religionis habens jure ordinario spiritualem jurisdictionem. Nam cap. 1, de Filiis presbyterorum, hæc omnia complectitur, ut latius Sylvest. prosequitur, verb. *Prælatus*, numero tertio, et verb. *Electio*, 1, q. 14, n. 15 ; et Angel., eod. verbo, numero vigesimo tertio. Dubitari autem potest an hæc conditio etiam in Abbatissis requiratur. Et ratio dubitandi est, quia earum prælatio non consistit in spirituali jurisdictione; sed ille defectus originis solum impedit ex vi juris canonici aut ordinem, aut spiritualem jurisdictionem ; ergo. Major sæpe est in superioribus tractata, præsertim cap. 1, num. 3 ; minor ex jure constat, quia nullum decretum afferri potest, in quo impedimentum illius amplius extendatur. Et confirmatur maxime ex toto titulo de Filiis presbyterorum, in quo de filiis tantum sermo est. Et licet sub nomine masculino soleant feminæ comprehendi, tamen id potissimum habet locum in favorabilibus, non autem in odiosis, nisi vel aliæ circumstantiæ, vel saltem omnimoda identitas rationis ad illum sensum cogant ; hic autem nec est similis ratio, ut explicatum est, nec circumstantiæ aliquæ ad illam extensionem faciendam inducunt. Imo, si considerentur verba cap. 1 de Filiis presbyterorum, aperte videntur determinari ad solos masculos ; nam prius dicitur ut filii illegitimi non ordinentur, nisi religiosi fiant, et deinde additur : *Prælationem vero nullatenus habeant ;* loquitur ergo de filiis ordinis capacibus, vel (quod idem est) de prælatione proprie dicta, quæ ordinem aliquem præsupponit aut requirit. In reliquis autem textibus fere sermo est de filiis presbyterorum quatenus ad dignitates, personatus, aut beneficia ecclesiastica curam animarum habentia, admitti non possunt sine dispensatione Pontificis, præsertim in illis Ecclesiis ubi patres eorum beneficia habuerunt, de quibus etiam solis agit Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 15, de Reformat. Constat autem offi-

cium Abbatissæ nec dici posse beneficium ecclesiasticum, neque illius sollicitudinem proprie vocari posse curam animarum, sed solum ministerium pertinens ad gubernationem quasi œconomicam unius domus, quamvis accommodatam religioso statui ac profectui. Tandem, nulla irregularitas admittenda est quæ non sit in jure expressa; hæc autem inhabilitas illegitimorum ad prælationes ecclesiasticas quædam irregularitas est; non est ergo ad feminas extendenda, cum in jure non sit expressa.

13. Propter hæc ergo, vel similia, nonnulli graves auctores censuerunt hunc defectum natalium nullum impedimentum esse ad munus Abbatissæ. Citatur ab Emmanuel Rodr., q. 10, art. 21, et in Summ., secunda part., c. 29, n. 12, Felinus, referens Joann. Andr. et Geminianum, loco infra adducendo, num. sequenti; sed nec Felinus id tenet, nec dictos auctores refert; citatur etiam Ancharanus, in cap. *Generali*, de Elect., in 6, citans Cynum, et Bartolum, in l. 2, ff. de Verbor. significat., ubi etiam Bartolus nihil de hac re loquitur; indicat vero hanc opinionem Tabien., verb. *Virginis consecratio*. Nihilominus alii distinguunt inter Abbatissas quæ temporales sunt et non benedicuntur, et perpetuas, quæ benedicuntur; et de prioribus aiunt cum prima opinione, nihil referre quod illegitimæ sint; secus vero esse de posterioribus, quia sunt veræ prælatæ, et habent jurisdictionem quasi Episcopalem. Sed hæc distinctio neque in antiquis auctoribus invenitur, neque habet fundamentum in jure. Nam imprimis benedictio non refert, quia illa non est aliquis ordo, ut defectus natalium reddat personam quasi irregularem ad illam benedictionem; neque admittenda est illa exceptio, cum in jure non habeatur, et materia sit odiosa; et quamvis admitteretur, sicut professio religiosa tollit irregularitatem ad ordines, ita etiam tolleret ad illam benedictionem. Perpetuitas etiam non refert, quia non majorem jurisdictionem habet Abbatissa perpetua ex illo capite quam temporalis; sed id, quod habet, magis durabile est, et revera neutra habet propriam jurisdictionem spiritualem, nam hoc non provenit ex majori vel minori duratione, sed ex incapacitate feminei sexus, ut alibi diximus, t. 5, in tertia parte.

14. *Communis opinio requirens legitimitatem. — Opinio Emmanuelis in numero præcedenti in praxi minus secura, quamvis facile defendi possit.* — Est ergo communis opinio, illegitimam absque dispensatione non posse esse Abbatissam; tenet glossa in cap. *Indemnitatibus*, § 1, verb. *Canonica*, de Elect., in 6. Sequitur Panormit., in cap. *Cum in cunctis*, de Elect., n. 6; et Felin., cap. *Meminimus*, de Accusat., numero quarto, quam esse communiter receptam, et in praxi servatam testatur Navar., Comment. 2, de Regul., numero sexagesimo; Majolus, lib. 1 de Irregul., cap. 29, numero decimo, citans Tabien., verb. *Dispensatio*, 5, vers. 21. Qui tamen non fundantur nisi in cap. 1, de Filiis presbyterorum, quod generaliter statuit, filium illegitimum esse inhabilem ad ecclesiasticas prælationes; munus autem Abbatissæ inter prælationes computatur, ut notant Doctores, in d. cap. *Indemnitatibus*, § *Verum*, ex textu ibi: *Ut a dignitate dejiciatur adepta*, ubi Geminianus, in 3 notab., et Abbas, in cap. *Quia propter*, de Elect., numero octavo, ubi propterea omnes docent in electione Abbatissarum servandam esse formam illius textus, quia sub nomine prælationis comprehenditur. Et licet D. Thomas, in 4, d. 25, q. 2, art. 1, ad 2, dicat Abbatissam non habere prælationem ordinariam, statim tamen subdit, habere quasi ex commissione; habet ergo aliquo modo sufficiente ut sub generali nomine comprehendantur. Præterea non obstat nomen filii masculini generis, quia in aliis similibus dispositionibus juris sub ea voce feminæ comprehenduntur, præsertim quando lex est favorabilis religioni, etiamsi fortasse sit onerosa privatæ personæ, ex Clemen. 1, cum gloss. ibi, verb. *Homines*, de Elect., et in cap. *Generali*, verb. *Universos*, de Elect., in 6; hujusmodi autem est dispositio illius cap. 1. In quo etiam non deest similitudo rationis, quia munus Abbatissæ etiam computatur inter dignitates ecclesiasticas. Et ad hoc confirmandum induci potest declaratio Sixti V, quæ alias posset in contrarium objici; cum enim contra illegitimos rigorosum rescriptum edidisset, postea in declaratione addit: *Cæterum, quæ a nobis circa religiosos viros in præfata constitutione sancita sunt, ea nequaquam volumus ad moniales nunc extendi.* Quam declarationem ideo necessariam reputavit, quia non ex vi verborum, sed ex peculiari intentione, et benignitate sua videbatur profecta. Quamvis enim prima sententia in rigore juris facile defendi possit, quia revera ex illo sufficienter non convincitur hæc opinio, nihilominus in praxi non censeo recedendum ab hac sententia, quoniam sicut communior, ita securior est.

15. Sed dicunt aliqui, hanc maculam per

professionem religiosam tolli, nam in viris irregularitas ad ordines tollitur per professionem religiosam; ergo etiam in feminis aliqua inhabilitas tolli debet; in eis autem non est irregularitas ad ordines, quæ tolli possit; ergo tolletur saltem hæc inhabilitas ad prælationem. Sed hoc non recte dicitur; nam professio sola sua vi et natura non tollit hæc impedimenta, ut in superioribus tetigimus, et per se satis notum est; tantum ergo tollit quantum a Pontificibus est concessum, et ideo in viris professio tollit irregularitatem ad ordines, non vero ad prælationes, quia utrumque statutum est in dict. cap. 1, de Filiis presbyterorum. Quod autem in feminis professio tollat inhabilitatem ad prælationem, nullo jure aut privilegio concessum est; ergo propter illam congruentiam vel æquiparationem non potest hic effectus tribui professioni monialium; neque etiam est similis ratio, quia per hanc inhabilitatem non impeditur femina ab aliquibus actibus spiritualibus, et ad cultum Dei pertinentibus, qui per feminas exerceri possit, sicut impeditur vir per irregularitatem ab ordine.

16. *An corrupta possit eligi in Abbatissam. — Quid de aliis defectibus cum viris communibus.* — Denique addunt prædicta glossa, Panormitanus, Felinus, et alii, non posse eligi in Abbatissam, quæ fuerit corrupta, etiamsi sit vidua; quod solum probant ex cap. *Juvenculas*, 20, quæst. 1, ubi Gregorius præcipit eligi virginem sexagenariam. Verumtamen caput illud, quoad unam partem, scilicet, quod sit sexagenaria, receptum non est in vim legis; idem ergo de altera parte responderi potest; unde Archidiac. et Hugo ibi aiunt illud interdum non observari; nam, licet decentissimum sit ut virginibus non præsit nisi virgo, ut ita non solum verbo, sed etiam opere ac perseverantia sit aliis exemplum virginitatis; nihilominus aliquando potest expedire viduam eligi, quamvis tunc consecranda seu benedicenda non esset, ut notat etiam glossa in Clem. *Attendentes*, verb. *Rationabilis*, de Stat. monach.; quæ tamen indicat etiam in eo casu necessitatis necessariam esse dispensationem, quam etiam indicat posse concedi per aliquem Prælatum præsidentem electioni, verbi gratia, Episcopum, vel episcopalem jurisdictionem habentem; quod mihi est probabile, quia illa prohibitio, quam Gregorius fecit cuidam Episcopo, non est cum tanto rigore proposita, ut ab illo extulerit potestatem dispensandi in casibus revera necessariis. Sed in hac re potissimum censeo standum esse consuetudini. Reliqua, quæ de aliis defectibus seu impedimentis ad hujusmodi prælationem, ejusdem fere rationis sunt cum his, quæ de viris diximus, et de illis videri potest late Majolus, dict. lib. 1 de Irregularitat., cap. 29.

17. *Tractantur conditiones ex parte eligentium requisitæ. — Prima conditio, ut eligendi officium sit penes congregationem.* — Jam dicendum est de requisitis ex parte eligentium, in quibus eadem, quæ de Generali diximus in cap. 4, cum proportione servanda sunt. Nam imprimis uniuscujusque electio ad congregationem proportionatam pertinet; electio enim Prælati conventualis jure communi ad conventum pertinet, argumento cap. 1, de Electione, et expresse habetur in cap. *Cum dilectus*; de Consuetudine, et 18, quæst. 2, per multa capita, et fere ex natura rei sequitur, supposita provisione futura per electionem; et saltem constat, nisi jure aliquo positivo aut consuetudine præscripta aliis jus eligendi concessum sit, ex natura rei in ipso corpore communitatis tale jus residere. Affirmat autem Navarrus, comment. 3, de Regular., numero secundo, hoc jus constituendi Abbates magna ex parte reservatum esse Summis Pontificibus, vel facultatem præsentandi illos nonnullis principibus esse concessam. Sed hoc intelligendum existimo de his, qui vel regulam in suo rigore non observant, vel secundum aliquam reformationem regulariter vivunt; nam in religionibus observantibus ac reformatis, electio juxta communem consuetudinem per conventum fit, et ita est observandum, nisi aliud constiterit de jure speciali. Unde fit, idem proportionaliter esse dicendum de electione Provincialium; quamvis enim jus commune de illis nihil specialiter disponat, constat eamdem esse rationem, seu proportionem provinciæ, seu capituli provincialis ad suum Prælatum, quæ est conventus localis ad suum.

18. *Secunda conditio, professio religionis ejusdem. — Tertia, ne electores sint laici. — De conditione ætatis et antiquitatis eligentium.* — Deinde ex parte eligentium requiritur etiam professio ejusdem religionis, nam jura supra citata signatim requirunt hanc conditionem in electione Abbatis vel Abbatissæ. Non est autem necessarium ut talis professio sit expressa, quia hoc in jure non postulatur, ut supra, cap. 4, num. 2, satis dictum est. Et ibi etiam num. 3 tractata sufficienter est alia conditio, quam jura postulant, scilicet, ut electores sint in sacris ordinati. Quæ licet in monialibus locum

non habeat, dubitari tamen potest an illæ religiosæ, quæ inter eis laicæ vocantur, quia nec velantur, nec ad officium chori deputantur, an (inquam) vocem habeant in hujusmodi electione. Sed de hoc nihil invenio vel in jure, vel in auctoribus, et ideo dico breviter, si illæ non sint vere professæ per tria vota solemnia, jure communi excludi, cap. *Indemnitatibus*, de Elect., in 6. Si autem sint vere religiosæ professæ, nullum invenio jus quo excludantur; nam illa similitudo vel proportio ad religiosos eligentes, qui debent esse ordinati, non sufficit, neque aliquid refert ad jus in hac re constituendum. Non repugnat ergo admitti; an vero admittendæ sint, ex consuetudine vel ex jure speciali pendet, et regulariter observari existimo ut non admittantur. Postulatur præterea in dict. cap. *Indemnitatibus*, ætas duodecim annorum expletorum: sed illud procedebat juxta antiquum jus. Hodie autem cum major ætas requiratur ad professionem emittendam, constat etiam ad eligendum majorem ætatem requiri, scilicet sexdecim annorum expletorum. Major autem necessaria non est, quia neque ad professionem emittendam requiritur, nec per jus aliquod per se postulatur; nec etiam petitur ut, post professionem, aliquod tempus ante electionem intercesserit. Unde etiam necessarium non est quod professio diem vacationis antecesserit, sed sufficit ut ante electionem legitime facta sit. In viris autem nihil invenio specialiter de ætate dispositum, et ideo quæ sufficiens est ad ordinem subdiaconatus, sufficit etiam ad eligendum. De quo videri potest Sylvest., verb. *Electio*, 1, per priores quatuor quæstiones.

19. *An patronus requiratur ad eligendum.— Pars negativa vera.* — Tandem inquiri solet an patronus possit habere jus eligendi simul cum religiosis. Faciunt enim dubitationem verba Pelagii Papæ, in cap. *Abbatem*, 2, 18, q. 2: *In monasterio* (inquit) *illum volumus ordinari Abbatem, quem sibi de sua congregatione, et monachorum electio, et possessionis dominus poposcerit ordinari.* Per quæ verba videtur jus eligendi patrono tribui; ubi glossa alia jura in eamdem sententiam refert. Nihilominus dicendum est, patronum non posse habere jus eligendi, tum quia, si est laicus, non potest habere jurisdictionem ecclesiasticam, nec propriam administrationem; si vero non sit professus ejusdem religionis, etiam si sit clericus, non potest eligere Prælatum regularem, juxta cap. *Ex eo*, et cap. *Indemnitatibus*, de Elect. Et hæc est sententia communis, quam tenet glossa, in d. cap. *Abbatem;* glossa, in cap. *Quod sicut*, verb. *Impedire*, ubi Abbas, n. 6; idem in cap. *Cum terra*, n. 2, de Elect.; idem Panormitanus, in cap. *Nobis*, de Jure patronatus. In quo textu expresse est hoc declaratum, et per illud explicandum est d. cap. *Abbatem;* ait enim: *In conventuali Ecclesia non electioni Prælati faciendæ, sed jam factæ honestius præstolatur assensus;* non ergo eligit patronus, sed electioni factæ præbet assensum. Quod etiam in d. cap. *Abbatem* insinuatur, nam electio tantum dicitur esse monachorum; patroni autem simul cum illis poscere electum. Dices, aut hoc nihil conferre patrono, aut idem habere incommodum; nam vel cogitur patronus præbere assensum, et inutilis est illa cæremonia; vel potest sua voluntate rumpere electionem, et hoc majus est incommodum. Respondetur primum, illud esse quoddam genus gratitudinis, recognitionis et honoris, quod inter homines plurimum æstimatur. Deinde, si patronus legitimam causam proponat, ob quam non præbet assensum, audiendus est; et si causa sit sufficiens, superior non confirmabit, sed cassabit electionem; sine legitima autem causa nihil obstabit patroni dissensus, et ita nec est inutilis hæc potestas, nec incommodum affert. Quamvis autem hoc ita sit jure communi, specialia jura legitime confirmata spectanda etiam sunt, et laudabilis consuetudo servanda. Nunquam tamen poterit consuetudine introduci, ut jus eligendi Prælatum acquiratur laico, aut non professo, nam est contra canones ecclesiasticos, et contra ecclesiasticam utilitatem ac disciplinam, et ita sentiunt doctores citati, et Navar., Comment. 3, de Regul., numero sexagesimo.

20. *Ultima conditio, ne sint censurati.*—Ultimo, necesse est ut hi electores non sint per censuram ecclesiasticam impediti, aut voto privati. De hoc autem impedimento sufficiunt superius dicta, cap. 4, num. 9, quoniam ejusdem rationis est in omnibus electionibus, sive majorum, sive minorum Prælatorum, et pro omnibus consulenda est doctrina de Censuris, ut illo cap. 4, num. 9, jam citavimus; nam ex ea constat per quam suspendatur quis a potestate eligendi. Viderique possunt Sylvester et Angelus, et alii Summistæ, verb. *Electio*. Inquiri etiam hic posset, an moniales per censuras interdictæ, aut suspensæ, priventur etiam hac potestate eligendi, mediate aut immediate; in materia de censuris sufficienter tactum est; et ideo de his electoribus hæc in præsenti sufficiant.

21. *De forma servanda in dicta electione.*— Tertium requisitum est, ut servetur debita forma electionis. Circa quam communis et recepta sententia est, servandam esse formam præscriptam in cap. *Quia propter*, in his omnibus Prælatis, ut constat ex Innocentio, Panormitano, et omnibus expositoribus; Sylvestro, verb. *Electio*, 2, num. 2 et 4. ubi addit, tam Priores provinciales quam conventuales ordinis Prædicatorum, et qui eis correspondent in aliis religionibus, debere eligi juxta dictam formam, resecatis multis juris subtilitatibus per constitutiones eorum; intelligendum est autem de constitutionibus confirmatis a Summo Pontifice, si in aliquo derogant juri communi, quia nulla constitutio sine auctoritate Summi Pontificis contra illud valere potest. Neque hic occurrit aliquid specialiter addendum, sed superius dicta in cap. præced. cum proportione applicanda sunt. Atque idem dicendum est de monialibus, in quibus eadem forma capitis *Quia propter*, ut ibidem quoque tradidimus, servanda est, ut notavit glossa communiter recepta in cap. *Indemnitatibus*, § 1, verb. *Collatio*, de Elect., juxta modum tamen et moderationem additam in d. cap. *Indemnitatibus*, quam in Summa redegit Sylvest., verb. *Elect.*, 3, in fine. Denique, etiam in eis locum habet dispositio addita a Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 6, de Regular., ut in eodem expresse declaratur. Et hæc de conditionibus ac forma eligendi Prælatos regulares infra Generalem.

22. *Ostenditur tandem tertia pars assertionis positæ in n. 1, de creatione Prælati absque electione. — Quid ex parte providentis requiratur; quid item ex parte provisi. —Quid ex parte formæ, seu modi providendi.*—Ultima pars assertionis restat de modo creandi hujusmodi superiores absque electione, per solam provisionem, aut nominationem superioris Prælati. De quo genere provisionis, quantum ad usum ejus spectat, cum præter jus commune sit, nihil aliud dicere possumus, nisi tantum ibi servari posse ac debere, ubi speciali et approbato jure fuerit institutum. Qua lege supposita, ex parte eligentis seu providentis necessarium est, ut habeat suam potestatem non suspensam, neque impeditam. Et quia talis potestas annexa esse debet prælationi ejusdem religionis, ut supponimus, omnes conditiones, quæ ad talem prælationem necessariæ sunt, ad illam requiruntur. Ex parte vero ejus qui providendus seu instituendus est in Prælatum, omnes conditiones supra positæ, in cap. 3, ex parte eligendi, necessariæ sunt, quia illæ non postulantur propter specialem modum electionis, sed propter prælationem ipsam; ut, verbi gratia, quando jus disponit ut nemo eligatur in Prælatum religionis, nisi expresse professus, professio non petitur propter modum electionis, sed ut persona sit capax prælationis; unde, quantum ad hoc spectat, cum dicitur, *non eligatur*, perinde est ac si diceretur, *non promoveatur*, idemque de cæteris conditionibus illo capite positis intelligendum est, juxta communem et certam sententiam. Neque ulla ratio dubitandi occurrit: nam quod jura utantur verbi *eligantur*, solum est quia secundum commune jus ille est ordinarius modus promovendi aliquem ad hanc dignitatem; aliquando vero utuntur verbo *assumendi*, ut in cap. *Tuam*, de Ætat. et qualitate, ibi, *possit in Abbatem assumi*, quia revera, ut dixi, non respiciunt viam (ut sic dicam), sed terminum, id est, conditiones quæ decent talem personam; unde hæc, quæ diximus, potissime intelliguntur de quacumque institutione, seu collatione prælaturæ; nam ad postulationem, per quam non acquiritur jus postulato, non requiruntur ex parte ejus, qui postulatur, omnes conditiones necessariæ ad prælationem habendam; nam satis est quod si aliqua deficiat, possit in ea dispensare ille a quo fit postulatio, et quod ratio sufficiens ad dispensandum intercedat, ut latius tractatur in tit. de Postulat., Prælat., et a Summistis, verb. *Postulatio*. Denique circa modum seu formam providendi prælationem absque electione, nihil circa hoc dicendum occurrit, nisi quæcumque signa aut verba, sufficienter declarantia voluntatem superioris Prælati, conferendi alteri inferiorem prælationem cum actuali usu (ut sic dicam), seu exercitio ejus, sufficere ad illam conferendam, eo ipso quod sufficienter proponitur ac promulgatur. Nec existimo esse necessarium addere, quod requiratur etiam subditorum acceptatio; nam, per se loquendo, non est necessaria nova acceptatio, sed sufficit obligatio obediendi, quam ex vi voti habent. Quanquam in hoc servanda sunt etiam jura specialia, vel honesta consuetudo præscripta. Sed de hoc modo providendi superiores religionis, quia inter omnes videtur esse proprius Societatis, ideo tractando in particulari de ejus instituto, plura de illo dicemus, tract. 10, lib. 10, cap. 3.

## CAPUT VII.

### AN PRÆLATIO RELIGIONIS PERPETUA SIT, QUANTOVE TEMPORE DURARE POSSIT AUT DEBEAT.

1. *Resolutio quæstionis, attento jure naturæ.* — Quæstio hæc tractari potest aut ex natura rei, aut ex jure communi, aut ex speciali. In primo sensu, non potest tractari de facto, quia pendet ex hominum arbitrio ac institutione, ut videbimus; et ideo ex sola rei natura non habet hæc prælatio, quod sit perpetua vel temporalis. Sed hoc solum ex natura rei ad illam consequitur, ut postquam semel collata est, auferri non possit juste intra illud tempus, pro quo data est, nisi interveniente causa legitima et potestate, quia per collationem acquiritur in illam proprium jus, quo nemo potest sine causa privari; de quo alias. Igitur ex natura rei uterque modus institutionis possibilis est, quia in neutro illorum per se est aliquid contra rectam rationem, et quia alii principatus et magistratus possunt esse perpetui et temporales. Denique, quia in utroque modo possunt esse multa commoda in ordine ad bonum regimen, et quamvis habeant admixta incommoda, vel non sunt contra rectam rationem, vel non per se sequuntur, sed per accidens, necessarioque sunt in rebus humanis toleranda, quia non possunt omnia vitari, et præcipuum punctum humanæ prudentiæ est tunc id eligere, quod minus habet incommodi. Unde oritur quæstio, quæ illarum institutionum ex natura rei magis expediat religiosorum gubernationi; de qua dicam in n. 9, expeditis aliis membris propositis.

2. *Resolutio ejusdem, attento jure communi* — Secundo igitur dicendum est de jure communi. Omitto autem divinum, quia de hac materia in particulari nihil divinum jus statuit, ut sæpe in superioribus tactum est, et per se est evidens, quia nec scriptum, nec traditum ostendi potest. Imo, probabile existimo in universa Ecclesia Catholica nullam prælationem esse ex divino jure absolute perpetuam, ita ut non possit quis ea invitus privari, vel sub ea lege haberi, nisi solus Pontificatus Summus: sed de hoc alias (t. de Fide, d. 10, sect. 3). Igitur, loquendo de communi jure ecclesiastico, Navar., Comment. 3, de Regular., num. 3, affirmat, monasteriorum Prælatos vel prælatas, secundum jus commune et regulam debere esse perpetuos; id autem non probat nisi ex eodem textu, quem commentatur, c. *Nullam*, 18, q. 2, ubi dicitur nullam potestatem relinqui monachis expellendi Abbatem, aut sibimet alium ordinandi; quod non alia ratione dici potest, nisi quia Abbas ex vi juris perpetuus est. Et hoc idem supponitur toto titulo de Statu monach. Verumtamen duobus modis intelligi potest hanc perpetuitatem esse de jure communi, positive scilicet, seu definitive; aut negative tantum, vel (ut ita dicam) præsuppositive. Priori modo, non invenio jus aliquod positive definiens ut hæ prælationes perpetuæ sint, nec Navarrus illud adducit. Nam illud cap. *Nullam* solum statuit, ut monachi non possint deponere Abbatem pro arbitrio suo, aut alium creare quando voluerint, quod longe diversum est; nam, licet prælatura sit temporalis, non poterit deponi Prælatus arbitrio subditorum, sed definito tempore a lege, seu statuto, vel ipso jure amittet officium, vel tenebitur renuntiare, et ad id cogi poterit juxta constitutionis tenorem. An vero possit Prælatus sub ea conditione creari, ut tantum duret in officio ad arbitrium subditorum, infra a numero quarto videbimus. Neque etiam in toto titulo de Statu monachorum aliquid invenio, quo hæc conditio perpetuitatis pro hoc munere decernatur ac præscribatur.

3. At vero alio modo negativo verum esse videtur ex vi juris communis hanc dignitatem esse perpetuam. Primo, quia illud jus non vetat quin perpetua sit, sicut etiam non prohibet esse temporalem. Secundo, quia semper loquitur de hac dignitate tanquam de perpetua, et quæ de illa statuit, perpetuitati congruunt, quia nimirum illam conditionem supponit. Unde fit tertio, ut virtualiter illam approbet ac defendat, qui videtur esse proprius sensus dicti cap. *Nullam;* declarat enim, postquam religiosi sibi eligunt aliquem in Abbatem absolute, et simpliciter, ac sine ulla temporis limitatione, talem Prælatum ita esse perpetuum, ut non possit ab inferioribus deponi. Liberum enim eis fuit potestatem in ipsos dominandi tradere; postquam autem absolute dederunt, auferre non possunt. Atque hic videtur fuisse mos antiquorum monachorum, ut colligitur ex decretis et historiis supra adductis, et ex Concilio Moguntino, c. 11, ubi dicitur, Abbatem non posse etiam suo arbitrio locum suum relinquere, sed cum permissione Episcopi. Et ex Concilio Triburiensi, sub Adriano II, et aliis, quæ statuunt, Abbatem solum propter crimina, vel defectus in regimine, posse suo munere privari; et ex Regula S. Benedicti, cap. 2 et 64, colligitur,

Abbatem ex vi suæ Regulæ esse perpetuum; nam, licet hoc expresse et in actu signato (ut sic dicam) non dicatur, tamen nullus ei præfigitur terminus, et tanquam de perpetuo de illo tractatur; hac ergo ratione magis dici potest duratio perpetua, quam temporalis hujus prælationis esse de jure communi, præsertim antiquo; quia præsuppositive saltem fere semper de illa tanquam de perpetua loquitur.

4. *Quid de juribus specialibus.*—Tertio nihilominus secundum specialia jura religionum multa est in hoc varietas. Nam imprimis supremus Generalis frequentius temporalis est, et majori vel minori tempore durat: in religione Minorum et Carmelitarum per sexennium; in multis aliis monachalium solum per triennium; in aliquibus vero religionibus perpetuus est, seu ad vitam, ut in religione Carthusianorum, Prædicatorum et Societatis; religio autem S. Augustini quoddam medium observat ad hoc usque tempus; nam vivente Generali, capitula generalia celebrant, in quibus de retinendo eodem Generali et novo creando suffragia ferunt. Unde videntur non posse sine rationabili causa mutationem facere, atque ita Generalem esse perpetuum, tamen sub ea conditione ac modo, ut ex prudenti arbitrio religionis cessare valeat. Reliqui autem Prælati omnes inferiores in omnibus religionibus temporales sunt, juxta proprias constitutiones, ordinationes, aut Apostolica indulta, ut ex usu constat, et unicuique videre licet in propriis institutis. Solum in ordine Carthusiensium Priores durant perpetui; et fortasse in aliquibus particularibus monasteriis aliorum ordinum, præsertim monialium; et ubi fuerit illa consuetudo vel institutio, servanda est. Horum autem omnium rationem et modum explicare nunc non est necesse; de nostro autem peculiari, in fine hujus operis dicemus, tract. 10, lib. 10, cap. 2 et 3, et in eum locum reservamus quæstionem, cur Generalis Societatis perpetuus sit.

5. *An expediat Prælatos locales non esse perpetuos. — Negat Nav., et probat primo ab inconven. — Secundo, a consuetudine, et commodis perpetuitatis. —Ex congruentia.*— Hic vero de prædicto communi usu religionum, præsertim quoad Abbates et Priores conventuales, videndum est an convenienti ratione fuerit introductus. Navarrus enim, dict. Comment. 3, num. 3, dicit, nunquam sibi persuadere potuisse animarum saluti et tranquillitati expedire, Abbates seu Prælatos, qui secundum jus commune et Regulam debent esse perpetui, fieri triennales a capitulo eligendos. Idem ait cons. 7, de Statu monach., num. 8. Movetur ex incommodis quæ inde regulariter oriuntur. Primum, quia inde fit ut Prælati quodammodo a subditis pendeant, et consequenter fit ut vigor et auctoritas Prælati plurimum minuatur; nam, ut dicitur in dict. cap. *Nullam,* nulla auctoritas remanebit Abbati, si monachorum potestati cœperit subjacere, et ut dicitur in cap. *Visis,* 16, quæst. 2: *Humani moris est illum vereri, cujus judicio et voluntate nunc erigeris, nunc deprimeris*, temporales ergo superiores verentur potius quam dominentur subditis, a quibus deprimi et erigi possunt. Secundo, quia ex hac vicissitudine oritur imprimis multorum ambitio, quæ pestis est religionis, et religiosorum oculos excœcat, ne sui status obligationem agnoscant, ut dicitur in cap. *Quorumdam*, de Elect., in 6, ex qua ambitione subsequitur enervatio disciplinæ; nam qui eligi cupiunt, multa dissimulant, ut gratos habeant suffragatores. Sequuntur deinde subornationes, collusiones, imo Simoniæ, et conventiones, odia, et dissidia intestina, murmurationes, et similia, quæ Navarrus, dicto loco, late prosequitur. Quæ omnia maxime confirmantur ex antiqua consuetudine et jure communi; non enim sine causa antiqua consuetudo habuit, ut Abbates essent perpetui. Favet etiam universalis Ecclesiæ consuetudo, quæ habet ut Episcopi, et alii Prælati Ecclesiarum secularium perpetui sint, adeo ut translationes Episcoporum per se ac regulariter Ecclesiæ displiceant, quia utilius creditur ut idem Episcopus in eadem Ecclesia perpetuo maneat. Ex quo intelligitur non solum per accidens, ob incommoda quæ sequuntur ex frequenti electione, sed per se propter utilitates et commoda quæ ex diuturna perseverantia ejusdem personæ in hoc munere sequuntur, illam esse magis convenientem, quia ex majori consuetudine, et quasi perpetuo vinculo major amor generatur, et homo majori cura suscipit munus in quo perpetuo est perseveraturus; longa etiam experientia multum confert ad magnam providentiam et gubernationem, quæ omnia deficiunt in temporalibus Prælatis; quando enim incipiunt sui muneris experientiam habere, tunc deficiunt, nec de rebus perpetuis admodum curant, contenti ut sit pax in diebus suis. Denique alia congruentia sumi potest a simili ex Basilio, regul. 35, ex fusioribus, ubi ipse probat non expedire in eodem loco plura monasteria multiplicari, quia difficile est reperiri

plures personas dignas prælatione religiosa: *Nam absolute* (inquit) *severæ disciplinæ ratio moderatorem conventus providum, et non parum eloquentem requirit, et prætcrea vigilantem ac mitem, et ejusmodi qui perfecto corde Dei justificationes exquirat.* Unde concludit: *Qui, quæso, fieri potest ut plures tales in uno eodemque pago reperiantur?* Sic ergo in præsenti possumus interrogare, qui fieri possit ut in tanta Prælatorum mutatione omnes vel plures eorum inveniantur?

6. *Arguitur pro parte contraria quod expediat. — Primo, ex revocatione antiquæ perpetuitatis. — Secundo ex propensione Sedis Apostolicæ.— Tertio, ex incommodis perpetuitatis. —Quarto, ex commodis mutationis horum Prælatorum.*—Nihilominus contrariam partem non minoribus conjecturis suadere possumus. Primo enim plus movet mutatio antiquæ consuetudinis, quam ipsa vetus consuetudo, quia illa mutatio non in uno vel alio loco, sed in tota Ecclesia facta est; nec solum in religionibus quæ de suo fervore aliquid remiserunt, sed etiam in illis quæ in eo conservantur, vel ad illum revocatæ sunt, vel de novo sunt institutæ. Quod est signum illam mutationem non evenisse ex privato errore aut imperfectione, sed quia per experientiam cognitum est, hunc modum esse magis convenientem. Accedit, quod Apostolica Sedes semper in hanc partem sese magis propensam ostendit, ut prælati vel prælatæ religionum temporales sint; unde videmus sæpe illius auctoritate mutatum esse modum regiminis ex perpetuo in temporalem, nunquam autem e converso ex temporali in perpetuum. Imo si alicui per plures annos, vel indefinito tempore, ad arbitrium Superioris Prælati, alii duraverint, ejus auctoritate tempus limitatum, vel abbreviatum est; ergo signum est Apostolicam Sedem sentire hunc modum esse convenientiorem. Tertio, priora incommoda, quæ Navarrus inferebat, imprimis non tam ex temporali duratione Prælatorum, quam ex modo illos eligendi inferebantur; ergo ad summum oportebit modum illum mutare, non vero ob eam solam causam perpetuos Prælatos facere; et deinde etiam in ipsis electionibus possunt alia remedia adhiberi, quibus illa incommoda evitentur Nam in religione, verbi gratia, Prædicatorum, Priores triennales sine illis incommodis eliguntur, et Concilium Tridentinum, hujusmodi electiones tacite approbando, aliqua remedia adhibuit, ut recte et sine fraude fiant. Quarto, per se rem ipsam spectando, videtur utilior prælationum mutatio et vicissitudo congruis temporibus facta, quam perpetuitas; tum quia superior religionis debet esse non dominus, sed pater, juxta illud : *Non dominantes in clericis.* Si autem perpetuus sit, facile obliviscitur paterni spiritus, et paulatim fit plusquam dominus; si autem brevi tempore duraturus sit, hoc ipso magis in proprio officio continetur. Tum etiam quia, ut possit convenienti modo præcipere, necessarium valde est ut assuescat interdum obedire, et ut compatiatur necessitatibus, vel etiam infirmitatibus subditorum, valde conveniens est ut aliquando eas ipse patiatur, et in eis ab alio Prælato pendeat. Quæ omnia cessant in perpetuis Prælatis. Tum præterea quia ipsa securitas muneris perpetui solet personam reddere negligentem, non solum in temporalibus, sed multo magis in spiritualibus. Imo (ut Navarrus etiam fatetur) in temporalibus usu venire solet, ut majori ex parte in suam utilitatem illa convertant, et aliquando etiam amicis vel cognatis illa tribuant; quod incommodum, licet temporale videatur, non ibi sistit, sed magna affert spiritualia incommoda non solum ipsius Prælati, sed etiam subditorum, quia inde oriuntur odia et graves detractiones, et similia. Tum denique quia, si unus et idem semper gubernet, alii non exercentur, nec experientiam gubernandi acquirunt; unde evenire solet ut pauci ad illud munus obeundum apti inveniantur; e contrario vero, dum plures successive fiunt, plures etiam agnoscuntur apti ad illud munus, qui alias incogniti jacerent, quia magistratus ostendit virum, et præterea ipso usu perficiuntur, et ita religio abundat hominibus ad quamcumque dignitatem aut prælationem aptissimis. Ex his ergo saltem concludo, non esse tam certam sententiam illam Navarri, quantum ipse existimavit, et consuetudinem, quæ nunc maxima ex parte viget in religionibus, non esse facile improbandam; nam ad minimum res arbitraria est, et sine imprudentia potest alterutra pars eligi, dummodo, quoad fieri possit, incommoda, quæ in unaquaque illarum contingere possunt, præcaveantur.

7 *Primum pronuntiatum in hac controversia.— Ad contrarias rationes in num.* 5.— Ut autem quod sentio dicam, ubi electiones, præsertim faciendæ a capitulis, aut congregatione multarum personarum, vitari possunt, per se loquendo, et convenientius, et statui religioso magis consentaneum est, ut prælationes non sint perpetuæ. Ad hoc sentiendum

persuadeor rationibus posteriori loco factis. Quibus addo, statum religiosum non esse per se statum prælationis, sed subjectionis et humilitatis, solumque ob necessitatem prælationem admittit; valde ergo consentaneum est illi statui, ut, quantum fieri possit, nullus religiosus sit semper Prælatus. Deinde hoc modo magis conservatur æqualitas, quæ ad religiosam charitatem necessaria est; dum enim qui hodie præest, cras subjectus et aliis æqualis conspicitur, et ipsi, qui præsunt pro illo tempore, non nimium efferuntur, et alii postea de eorum æqualitate plurimum ædificantur. Item, religiosa gubernatio magis in charitate quam in aliis humanis respectibus fundari debet; quod si ita fiat, non minori cura et sollicitudine assumetur, quam si perpetuo duratura sit; si autem alia intentione vel respectu fiat, eo ipso multum expedit ut non sit admodum diuturna, nam quo plus duraverit, eo in deterius verget. Similesque rationes possunt facile considerari; neque in rationibus, quæ in contrarium fiebant, aliqua retinet vim, nisi illa fortasse quæ sumebatur de necessitate experientiæ. Ad quam imprimis dicimus, hoc incommodum (cum omnia vitari non possint) imprimis raro esse magni momenti, et aliquando dissimulandum esse, et aliis mediis supplendum. Deinde non in omnibus, sed in his, qui primo gubernare incipiunt, hic defectus locum habet, et regulariter non multo tempore durat; nam res pertinentes ad unam domum religiosam tantæ non sunt, quin brevi tempore per experientiam agnoscantur, et qui in aliquibus domibus expertus est, facile unius provinciæ experientiam comparabit. Denique, inexperti pro illo tempore juvari possunt prædecessorum exemplis, et præsentium consiliis, et Prælatorum sibi superiorum monitis; quibus omnibus si obediat, non multum errabit.

8. *Secundum pronuntiatum, juxta quod procedet opinio Navarri.* — Secundo nihilominus assero, ubi prælaturæ per electiones conferendæ sunt, moraliter loquendo, consultius esse ut sint vel perpetuæ, vel admodum diuturnæ. In hoc assentior sententiæ Navarri, propter damna et pericula electionum, quæ tam intrinseca esse videntur, supposita hominum fragilitate et experientia, ut longe difficilius videatur illa vitare, quam illa quæ ex perpetuitate vel diuturnitate prælationis sequi solent. Atque ita videmus quamplures ex religionibus, in quibus prælationes temporales sunt, vel abstulisse electiones, vel reduxisse illas ad concilium aliquod paucarum et gravium personarum, in quo facilius sit vitare electionum incommoda, vel ex parte eligentium, aut eligendorum, ita vel personarum numerum vel tempus ac modum electionis coarctasse, ut negotiationes electionum, quoad fieri possit, præcaveantur. Quod si religiones aliquæ simpliciter retinent conventuales, et frequentes seu triennales electiones Prælatorum, id forte est vel quia non possunt commode aliter sibi ipsis providere, ut de monasteriis monialium probabile est, vel quia nondum sunt expertæ incommoda, sed in simplicitate et puritate religiosa omnia efficiunt; quod desiderabile est.

9. *Judicium auctoris.*—Ultimo vero interrogare quis potest, esto prælationes hæ temporales sint, quis modus limitationis earum magis expediat. Duobus enim modis intelligi potest prælationem esse temporalem, scilicet, vel quia est ad certum et definitum tempus, vel indefinite ad arbitrium alicujus. Quis ergo ex his modis melior existimandus erit? Possent ad utramque partem conjecturæ adduci, nam res etiam est arbitraria et prudentialis. Illis tamen omissis, respondeo, priorem modum per se ex suo genere videri meliorem. Hoc suadet imprimis consuetudo, nam fere ab omnibus religionibus ita servatur. Deinde, ubi hæ prælationes infra supremam (de his enim agimus) per electionem providentur, vix potest aliter fieri, quia illud arbitrium non debet alicui personæ committi, alioquin veluti nova electio ei committeretur. Quod si illud arbitrium ejusdem congregationis futurum sit, cujus fuit electio, perinde erit illud ferre ac de novo eligere, et tunc melius erit ut omnino libera sit electio, ne difficile aut onerosum sit superiorem mutare, si expediat, dum non sine aliqua infamia vel nota fieri videtur, quando tempus non est lege præscriptum. Addo præterea, in multis religionibus statutum esse, et ab Apostolica Sede approbatum, ut idem Prælatus non iterum statim eligatur, sed post elapsum aliquod tempus; ergo signum est, per se loquendo, melius esse ut aliquo tempore vacet; ergo etiam erit melius ut tempus prælationis præcisum sit. Ubi autem prælationes conferuntur ab uno superiori capite, facilius posset tempus seu terminus ejus ejusdem arbitrio committi; tamen rationes factæ suadent etiam ibi determinationem temporis esse meliorem, tum quia etiam ibi expedit aliquando cessare seu intermitti officium, et hoc esse a lege statu-

tum; tum etiam quia ita liberius fieri potperò mutationes absque nota eorum qui auferuntur, et absque gravamine superioris, qui hoc modo nullius offensionem incurret, mutationes suis temporibus faciendo. Tollentur etiam occasiones vel accipiendi personas, vel certe murmurationum, etc. Cum autem dicimus tempus debere esse limitatum, ut, adveniente præfixo termino, statim ipso facto prælatio vacet; fortasse enim hoc non semper expediet; satis ergo erit quod statim sit nova provisio facienda, nec possit secundum statuta notabiliter differri; in particulari ergo, juxta varias religionum conditiones et circumstantias, poterit unum vel alterum expedire; quod autem in unaquaque fuerit statutum, id maxime observandum est.

## CAPUT VIII.

### AN PRÆLATUS RELIGIONIS POTESTATEM HABEAT OBLIGANDI SUBDITOS IN CONSCIENTIA, QUANDO ET QUOMODO.

1. *De potestate dominativa hic non agitur.* — In superioribus capitibus solum explicuimus necessitatem, et consequenter etiam varietatem horum Prælatorum, ubi simul (si quis attente consideret) declaravimus causas et originem harum prælationum; nunc superest ut explicemus quod sit hoc munus, quod faciemus explicando potestatem ejus, nam totum in potestate consistit, seu per illam formaliter constituitur, et quoniam potestas ex actibus cognoscitur, simul etiam actus hujus potestatis et effectus declarabimus; ad quos actus tenentur hi Prælati ex speciali obligatione sui muneris; et ideo simul de eorum obligationibus dicemus, quatenus Prælati sunt, nam ut homines, vel ut religiosi, habent obligationes cæteris communes. Supponimus autem ex dictis in superioribus, esse in his Prælatis duplicem potestatem, dominativam et jurisdictionis; de quarum distinctione nunc non agimus, nam satis intellecta jam est. Præcipue ergo agimus de potestate jurisdictionis; nam altera, quatenus habere potest actum veluti præcisum a jurisdictione, explicata est partim tractando de irritatione votorum religiosorum, partim tractando de voto obedientiæ; quatenus vero conjungi potest cum potestate jurisdictionis, simul cum illa explicabitur. Potestas autem jurisdictionis, licet secundum adæquatam rationem una sit, tamen in ordine ad varios actus tanquam multiplex concipitur; sic enim distingui potest hæc potestas in voluntariam vel non voluntariam, directivam et coactivam, ligandi aut solvendi vel dispensandi: de quibus omnibus dicendum est per sequentia capita, ac primum de illa quam in titulo proposuimus.

2. *Primo, ex titulo voti obedientiæ. — Contentio de nomine tollitur.* — In omni regimine, prima potestas et maxime necessaria est directiva, ad quam pertinet, non solum consilia (hoc enim sine speciali potestate fieri potest), sed etiam leges seu præcepta ferre; hæc ergo imprimis requiritur in religioso Prælato. Sit ergo certum, posse Prælatum religionis in conscientia obligare subditum per legem, vel præceptum suum justum. Hoc est certum et commune apud omnes Doctores, quos referre non est necesse, quia res videtur certa de fide, supposito universali consensu Ecclesiæ, et vero statu religioso, ejusque institutione et approbatione. Itaque duplex est titulus hujus potestatis. Prior est votum obedientiæ, et de hoc sufficiunt quæ de illo voto diximus, quia subditum obligari hoc voto, et superiorem posse ex illo obligare, comparantur sicut actio et passio; non enim potest subjectum pati, nisi potestas sit in agente; ita ergo non posset subditus obligari, nisi esset potestas in Prælato ad obligandum. Ostendimus autem supra, tomo præcedenti, religiosum obligari ex voto ad parendum; ergo et superior potest illum obligare; obligatio autem ex voto est in conscientia; ergo Prælatus potest in conscientia obligare. Contendere autem quis posset tunc non obligare Prælatum, sed votum ipsum; Prælatum autem solum veluti explere conditionem, sine qua votum non obligaret. Sed hoc solum est de verbis contendere; fatemur enim illam obligationem hoc titulo consideratam provenire ex voto; tamen, quia votum ipsum non obligat ad talem actum, nisi medio imperio superioris, ideo merito dicitur superior habere potestatem ita præcipiendi, ut alter in conscientia parere teneatur, sive Prælatus proprie obligationem imponat, sive exhibeat materiam, cui veluti inhæret obligatio ex voto. Omitto quæstionem, an ibi interveniat etiam obligatio justitiæ ratione traditionis; nam de illa satis dictum in superioribus est, et totam illam, qualiscumque sit, sub voto nunc includimus.

3. *Secundo, ex titulo collatæ jurisdictionis.* — Alter titulus hujus obligationis est jurisdictio ecclesiastica his Prælatis concessa. Qui titulus pendet ex duobus principiis. Unum est de jure, scilicet, ecclesiasticam jurisdictionem

esse sufficientem ad obligandum in conscientia, per leges seu præcepta. Et hoc est de fide certum, pertinet tamen proprie ad materiam de legibus, ubi late illud tractavimus, lib. 4, c. 18, et ideo nunc solum id supponimus. Aliud principium est de facto, scilicet, Prælatis religionum communicatam esse jurisdictionem ecclesiasticam, ad hunc actum sufficientem ; hoc autem constat ex usu Ecclesiæ, et ex indultis, et privilegiis singularum religionum. Et late tractavimus supra, cap. 1. Ergo ex his duobus principiis manifeste concluditur, esse in his Prælatis potestatem obligandi in conscientia per præceptum. Dici potest dari posse jurisdictionem ad alios actus, non vero ad tam gravem obligationem imponendam, nam ad hoc requiritur valde perfecta jurisdictio. Sed hoc non recte dicitur, tum quia, eodem modo quo constat Prælatos religionum habere hanc jurisdictionem, constat etiam illam extendi ad hunc actum; tum etiam quia sæpe imponunt præcepta sub pœna excommunicationis; tum præterea quia illa jurisdictio est quasi Episcopalis, ut diximus ; vel quia , licet hæc jurisdictio videatur valde perfecta, habet tamen latitudinem et gradus, et secundum aliquem necessaria est in quolibet habente veram jurisdictionem gubernativam.

4. *Non vero per statuta etiam provincialis. — Imo nec Generales extra capitulum generale.* — Unde ad majorem hujus rei veritatem, observare oportet aliud esse præceptum personale, aliud vero statutum per modum legis. Priori modo possunt præcipere etiam in conscientia omnes qui habent jurisdictionem aliquam, magis autem aut minus, juxta modum jurisdictionis; posteriori autem modo non omnes, sed illi qui habent principalem quamdam jurisdictionem, qualis requiritur ad leges ferendas. Sic ergo, in religione, omnium Prælatorum est movere suos subditos per præcepta obligantia in conscientia cum proportione suæ jurisdictionis ; nam Prælati conventuales solum in religiosos sui monasterii, et in rebus ad illud pertinentibus, Provincialis in sua provincia, Generalis in tota religione uti potest potestate sibi concessa. Ad facienda autem statuta perpetua, quæ vim habeant et rationem legis, nec inferiores Prælati, nec Provinciales ordinariam potestatem habent. Dices : Episcopus potest condere similia statuta; isti autem Prælati, præsertim Provinciales, habent Episcopalem jurisdictionem; ergo poterunt statuta perpetua facere. Respondetur negando consequentiam, quia non in omnibus habent parem aut similem potestatem, ideoque non Episcopalem, sed quasi Episcopalem jurisdictionem habere dicuntur. Episcopi ergo habent per se ac immediate jurisdictionem a Summo Pontifice, et illi etiam immediate subsunt, ideoque per se habent jurisdictionem ad condenda statuta; sunt enim quasi Ecclesiæ principes sub supremo capite; Provinciales autem religionum non immediate a Papa, sed vel a Generali, vel a sua religione habent jurisdictionem, subjectam etiam et dependentem a Generali, et ideo non conceditur eis jurisdictio sine Generali ad condenda statuta ; quæ est res gravissima, et quæ concernit totum corpus religionis. Quin potius neque ipsi Generali sine universali conventu solet tanta facultas dari, quia, licet ille sit veluti proprius Episcopus totius religionis, immediate constitutus sub Pontifice Summo, nihilominus non est simpliciter supremum tribunal ipsius religionis, nam capitulum generale superius est; et ideo regulariter illi reservatur hæc potestas, quæ a juristis dicitur esse meri ac mixti imperii ; est ergo hoc valde consentaneum rationi, et instituto ac moribus religionum.

5. Dices, hoc habere locum in statutis quæ fiunt pro toto corpore religionis; secus vero esse de statutis singularum provinciarum vel nationum. Respondetur imprimis, unam religionem, quæ sub uno Generali militat, et in unum generale capitulum interdum congregatur, esse unum corpus politicum, quod servare debet unitatem, quoad fieri possit, et ideo regulariter expedire ut non solum substantialia regulæ, sed etiam perpetua statuta et leges, seu constitutiones eædem in tota religione sint, et ob hanc causam regulariter non est necesse ut in singulis provinciis vel nationibus sit potestas condendi statuta perpetua; nam si quid peculiare in singulis provinciis necessarium est, per ordinariam provinciam et ordinationes Prælatorum accommodari potest. Deinde dicitur, ubi aliquod simile statutum necessarium esset, potestas illud condendi potius conventui provinciali, quam Prælato provinciali esse illam potestatem committendam, servando proportionem ad id, quod diximus de conventu generali respectu generalium legum. Addo vero ulterius, etiam non expedire ut hæc potestas sit in capitulo provinciali, vel etiam nationali (si fieri contingat), independenter a generali Prælato, vel capitulo ; quia

respectu talis provinciæ tale statutum est etiam res gravissima, et ideo fieri non debet sine influxu supremi capitis, seu tribunalis, saltem confirmantis vel approbantis tale statutum, argumento cap. *Cum accessissent*, de Constit., ibi : *Ac statutum ipsum auctoritate Sedis Apostolicæ fuisse postmodum confirmatum.* Item, quia, sicut pars non debet discordare a toto, regulariter loquendo, ita cum expedit in aliquo discrepare, non debet id facere sine motione aut consensu capitis, vel totius corporis; maxime quando illa dissonantia in re perpetua futura est. Item, quia, cum Generalis debeat habere providentiam singularum provinciarum, etiam quoad proprias observantias earum, valde consentaneum rationi est ut sine illo statuta perpetua non introducantur. Quanquam autem hæc vera sint, et conformia rationi, nihilominus non adeo cogunt, ut per se inducant necessariam obligationem; nec etiam invenio jus commune, quod præcipiat hæc omnia ita observari, sicut a nobis proposita sunt ; et ideo semper consulenda sunt peculiaria instituta, seu indulta singularum religionum, ut id observetur, quod in unaquaque fuerit ordinatum, et ab Apostolica Sede tacite vel expresse confirmatum. Circa utrumque autem modum præcipiendi, sive per præceptum, sive per statutum, nonnulla supersunt declaranda.

6. *Primum dubium : an ad obligandum per præceptum requiratur consultatio.—Prænotatio multiplicis præcepti.*—Primum est, an Prælati religionum possint præcepta, id est, quæ statuta non sint (ita enim brevitatis causa generali nomine pro specifico utemur), imponere solo suo arbitrio, sine consilio eorum qui juxta religionis morem illis assistunt, et sunt a consiliis. Pro resolutione adverto, præceptum posse esse vel speciale, quod uni personæ tantum ponitur, sive pro uno actu, sive pro multis, aut longo tempore : vel potest esse præceptum generale, quod etiam potest esse duplex, scilicet, vel ad unum tantum vel alium actum, ita ut generale dicatur solum ex parte subjectorum respective ad Prælatum præcipientem, quia scilicet pro omnibus illius subditis ponitur; vel potest dici generale etiam ex parte temporis, quia nimirum ponitur ut duraturum vel indefinito tempore, vel ut duret quamdiu durat Prælati potestas, non enim potest amplius durare, finitur enim per mortem ejus, vel elapso prælationis tempore, ut suppono ex materia de legibus et de censuris. Quamvis ergo responsio ad prædictam interrogationem pendeat ex institutis singularum religionum, quia potest Prælatis uno vel alio modo concedi potestas, considerando tamen quod juri communi, usui, et rationi magis consentaneum est, dicimus primo, in præceptis, quæ imponuntur particularibus personis, nisi valde gravia, onerosa, aut extraordinaria sint, solam auctoritatem et judicium Prælati sufficere absque alio consilio, tum quia hujusmodi præcepta ordinaria et facilia sunt; tum etiam quia esset valde onerosum pro singulis actibus seu personis concilium congregare. In gravioribus autem præceptis, etiamsi unam tantum personam attingant, observare profecto debent Prælati, ut ea sine sufficienti consilio, ad minimum, a religione præscripto, vel majori, si negotium id postulet, non imponant. Ratio est quia si tale consilium lege præscriptum sit, servandum est; seclusa autem positiva lege, prudentia ipsa postulat ut res gravis non fiat sine maturo consilio, cum rectum in eis judicium ex multis circumstantiis, rationibus et interdum ex specialibus legibus pendeat. Quapropter, si aliter fiat, graviter peccari potest, vel ratione positivæ legis, vel ratione temeritatis, et periculi errandi ; et quidem prior obligatio, quæ est ex lege positiva, æqualis est respectu omnium ; posterior autem, quæ ex naturali ratione nascitur, non est simpliciter æqualis, sed proportionalis. Nam unus Prælatus magis potest indigere consilio quam alius ad hujusmodi onera imponenda, ut per se notum est. Unde a fortiori constat, multo magis adhibendum esse hoc consilium, si præceptum toti communitati imponendum sit; maxime si perseveranter, seu pro diuturno tempore imponatur, quia tunc res valde gravis est; si autem sit pro uno actu, cujus occasio et tempus cito transit, facilius ferri potest absque hujusmodi consilio, nisi speciale jus religionis id prohibeat.

7. *An prædicta consultatio sit de substantia præcepti.* — An vero, ubi hoc consilium necessarium est, sit etiam de substantia et valore præcepti, distinctione opus est. Nam imprimis considerandum est an religionis regimen sit pure monarchicum, vel mistum aristocratico, quale in multis religionibus est per definitorium, quod vocant. In hoc posteriori modo regiminis constat consilium esse de substantia, quia non solum est consilium, sed judicium et definitio, nam suffragia non sunt tantum consultiva, sed definitiva ; unde potestas præcipiendi tunc non est proprie in una Prælati persona, sed in consilio. Existi-

mo tamen raro esse adeo coarctatam potestatem Prælati quoad præcepta particularia, vel transitoria, quæ ad unum actum dantur. Quando vero regimen est pure monarchicum, potestas quidem est in solo Prælato; adhuc tamen considerare necesse est an consilium, per propriam constitutionem postulatum ad talem actum, sit de substantiali forma actus, necne. Aliquando enim de substantia actus est rem in consilio tractare, quamvis, auditis suffragiis, validum sit quod Prælatus statuit, etiamsi a suffragiis consulentium discedat; et tunc si consilium omittatur, præceptum non obligabit; obligabit autem, etiamsi in eo imponendo consulentium adhibitorum judicium Prælatus non sequatur. Quando vero consilium solum requiritur ut actus recte fiat, præceptum validum erit, etiamsi consilio non præmisso feratur. Atque hoc ultimo modo intelligo esse hoc consilium necessarium, ubicumque suffragantium vota tantum sunt consultiva, et Prælatus est verus monarcha, nisi aliud ex verbis positivæ legis constet; quod tomo præcedenti attigimus, tractando de receptione novitiorum, et latius in materia de Legibus, lib. 3, c. 15, numero tertio.

8. *Consilium est etiam de substantia statuti. — Cur non sit de substantia pro statutis Pontificum.* — Unde etiam constat, multo magis esse necessarium hoc consilium ad alium modum præcipiendi per leges, seu statuta perpetua. Et ideo merito talia statuta neque a Prælatis fieri possunt sine capitulo proportionato, ut supra dixi, a num. 4, neque a capitulo sine consensu Prælati; quod etiam juri communi consentaneum est, cap. *Novit*, de His quæ fiunt a præl., et cap. *Cum consuetudinis,* de Consuetud. Sed in hoc observare oportet discrimen inter capitulum et Prælatum generalia; nam Generalis ad faciendum statutum perpetuum ita indiget concursu capituli, ut nisi major ejus pars concurrat, lex condi non possit, argumento eorum quæ communiter tradunt Doctores, cap. *Cum accessissent*, de Constit.; Innocent. et Panormit., in cap. 2, de Novi operis nuntiatione. At vero e contrario, licet capitulum, sine præsentia et præsidentia Prælati per se, aut per suum vicarium, legem condere non possit, non tamen pendet ex consensu vel suffragio affirmativo (ut sic dicam) Prælati; nam si major pars capituli concordet in lege ferenda, quamvis generalis Prælatus alterius sit opinionis, prævalebit sententia capituli, et lex constituetur, dummodo pars capituli ita excedat, ut superet qualitatem aut prærogativam Prælati, si quam habet in suffragando juxta religionis ordinationes. Ratio autem est, quia potestas, ut diximus, adæquata est in capitulo, et ibi Prælatus solum est unus ex ferentibus suffragia, et ad summum solet ejus suffragium duobus æquivalere, vel habere qualitatem vincendi ubi est in numero æqualitas, et in hoc differt capitulum religionis comparatum ad suum Generalem, a Concilio generali comparato ad Pontificem, et a capitulo Ecclesiæ cathedralis comparato ad Episcopum. Nam in Concilio generali, si Papa nolit, non poterit lex fieri, etiamsi totum Concilium velit; et idem existimo de capitulo cathedralis respectu Episcopi quoad leges graviores, quas sine consensu Episcopi facere non potest, juxta cap. *Cum consuetudinis,* de Consuet.; in capitulo autem religiosorum secus est, ut diximus. Ratio autem est, quia, ut tract. de Fide censui, disp. 5, sect. 8, Papa est supra Concilium; capitulum autem generale religiosorum est supra ipsum Generalem; Episcopus etiam non comparatur ad capitulum Ecclesiæ ut ferens particulare suffragium quoad hoc negotium constituendi legem, seu constitutionem capitularem, sed ut superior habens potestatem confirmandi vel infirmandi legem; secus vero est in Prælato religionis, ut diximus; et radicem hujus declarabimus ex modo jurisdictionis et emanationis ejus a Summo Pontifice.

9. *Capitulum Generale sede vacante potest per statuta obligare in conscientia. — Quid de Concilio Generali Ecclesiæ.* — Ex quo etiam obiter expeditur aliud dubium, an capitulum generale religionis, sede vacante, ante electionem Generalis possit leges condere perpetuo mansuras. Dicendum est enim ex natura rei seu jure communi posse, si ejusdem religionis jura vel Pontificia indulta non obstent. Ratio est, quia illud capitulum habet supremam jurisdictionem in talem religionem immediate a Pontifice; et quamvis tunc religio non habeat Generalem, non tamen potest carere aliquo vicario, seu præsidente, qui pro tunc simul cum toto capitulo eamdem potestatem habet ad præcipiendum vel statuendum, quam habere potest capitulum cum Generali jam electo. Et ideo non est simile si quis objiciat de Concilio generali Acephalo, congregato Pontificatu vacante; nam illud non habet æqualem potestatem cum Summo Pontifice, et consequenter nec cum Concilio Generali, cui Pontificia auctoritas adest; et

ideo non potest universales leges condere, quæ perpetuo obligent, nisi a Pontifice postea electo fuerint approbatæ. Major esset similitudo de capitulo Ecclesiæ cathedralis Episcopatu vacante, nam potest facere diœcesanas leges, quæ durent et obligent, etiam post Episcopi electionem, ut notavit Fredericus de Senis, consil. 16, et sumitur ex Panormit., in cap. *A nobis*, 1, de Sentent. excomm., n. 12. Et ratio est, quia capitulum sede vacante habet jurisdictionem Episcopalem ordinariam, et ideo constituit legem de se perpetuam, argumento cap. ult., de Officio legati. Est tamen notanda differentia, quia statutum factum a capitulo Ecclesiæ cathedralis vacantis potest revocari ab Episcopo postea electo, ut dicti auctores docent, et est per se evidens, quia est potestas ad minimum æqualis; sicut unus Episcopus potest revocare legem sui antecessoris. At vero statutum, factum a capitulo totius religionis generalatu vacante, non potest revocari a Generali postea electo, sine consensu ejusdem vel similis capituli. Ratio est, quia non habet æqualem potestatem, ut declaratum est.

10. Dixi autem : Nisi jura religionis vel indulta Apostolica obstent, quia posset generali capitulo committi jurisdictio solum ad eligendum Generalem, et ad præcipiendum et ordinandum ea tantum, quæ ad hunc finem necessaria essent, vel ad actualem conservationem et gubernationem totius religionis pro eo tempore. In quo casu non posset tale capitulum ante electionem Generalis leges durabiles condere, quia non habet jurisdictionem ordinariam et absolutam, sed tantum commissam ad talem finem. Constat autem hunc modum concessionis esse in potestate concedentis, primo quidem ac per se in Summo Pontifice, cujus proinde verba et intentio maxime observanda sunt; deinde etiam in tota religione, nam, si constitutionibus ejus ordinatum esset ac declaratum, ut capitulum congregatum ad electionem Generalis, illo vacante, nihil posset statuere ante talem electionem, nec aliam jurisdictionem exercere præter superius explicatam, id satis esset ut non posset nec licite, nec valide condere leges, quia religio non intendit dare potestatem, nisi juxta suas constitutiones. Dices : ipsum capitulum posset tales constitutiones mutare, vel in eis dispensare. Respondeo, negandum esse assumptum in prædicto casu, quia etiam isti sunt actus supremæ jurisdictionis, quæ, ut supponitur, non est data simpliciter tali capitulo, sed definite ad talem electionem, et mediante illa, simulque cum Generali electo ad leges ferendas vel mutandas, si opus fuerit.

11. *Secundum dubium, de conditionibus requisitis ad obligandum in conscientia.—Prima conditio, potestas Prælati.—Secunda, honestas materiæ.* — Secundo, circa utraque præcepta inquiri potest quæ conditiones requirantur, ut inducere valeant hanc obligationem in conscientia. Hoc vero dubium partim resolutum est tomo superiore, tractando de voto obedientiæ, partim coincidit cum generali quæstione de requisitis ad obligationem legis humanæ vel ecclesiasticæ, quæ ex propria materia, l. 3 de Legib., a c. 15, petenda est. Breviter ergo supponenda est imprimis in Prælato potestas, de qua jam in cap. 1 dictum est. Secundo, supponenda est ex parte materiæ legis seu præcepti honestas, quæ in omni præcepto humano necessaria est, sive sit intrinseca ipsi materiæ, sive ex fine extrinseco sumi possit; ita ut materia ipsa nec intrinsece mala sit, neque ab aliquo superiore, majorem habente potestatem, prohibita, juxta communes regulas juris, cap. *Quod super his*, de Majorit. et obedient., cap. *In istis*, d. 4, cum similibus, quia nemo potest ad malum obligari, neque inferior potest legem superioris auferre, ut in fine hujus capitis pro præsenti materia dicemus. Quando vero materia est dubia, quid agendum sit dubitari potest; sed hic etiam locum habent generales regulæ de Legibus, in lib. 4, cap. 11. Distinguere enim oportet inter superiorem et subditum; superior enim non debet imponere legem quamdiu dubitat an materia sit honesta, vel justa, donec saltem probabile judicium practicum formet de honestate illius, quia alias exponit se manifesto periculo errandi; subditus autem, si lex lata sit, tenetur eam servare, quamdiu non constiterit esse injustam, quia in dubio jus superioris præfertur, et pro illo præsumitur; unde, non obstante illo dubio, quod speculativum tunc est, intervenit certitudo practica, honestum esse tunc obedire legi. Sed de hoc in l. 1 de Legib., cap. 9, num. 11, et tractatu de Conscientia.

12. *Declaratur hæc tertia conditio.*—Tertio, supponenda est materia apta ad obedientiam religiosam; non enim quælibet materia honesta est capax hujus obedientiæ, sed quæ est consentanea Regulæ, ut in tomo superiori late explicatum est. Quamvis enim præceptum, ut manat ex potestate jurisdictionis, non fundetur directe et immediate in voto obedientiæ, nihilominus, quia illa jurisdictio

datur accommodate ad statum religiosum, eamdem materiam respicit, et ultra illam non extenditur. Quod ut declaretur, advertendum est ex vi hujus jurisdictionis quædam præcipi posse, quæ communia sunt religiosis cum cæteris Christianis, sicut potest Episcopus aliqua præcepta imponere suis subditis, tam clericis quam laicis, servata proportione; item alia posse præcipi propria religiosorum, quæ laicis vel clericis secularibus non possent ab Episcopo præcipi. De prioribus clarum est sub hac jurisdictione contineri, quia suo modo pertinent ad statum religiosum, quasi præsuppositive, sicut consilia supponunt præcepta, vel perfectio justitiæ ipsam justitiam. Denique, licet religiosi sint exempti a jurisdictione Episcoporum, non tamen a jurisdictione Episcopali; sed quia debebat esse in Episcopo respectu talium personarum, committitur Prælato religionis, et ideo materia apta ad præcepta Christianorum (ut sic dicam) est etiam apta ad præcepta religiosorum. De posterioribus autem præceptis dicimus, materiam eorum accommodandam esse statui uniuscujusque religiosi, et obedientiæ ab eo promissæ: quia amplior jurisdictio nec data est ex intentione Pontificis, ut tam ex jure communi, quam ex indultis religiosorum facile constare potest, et ex Concilio Tridentino, sess. 25, de Regul., nec dari poterat, ut existimo.

13. *Nodus dissolvitur.*—Quin potius difficile videri potest quomodo dari possit Prælato religionis jurisdictio ecclesiastica, qua possit aliquid præcipere subdito suo, quod non possit Episcopus suis præcipere, cum jurisdictio videatur eadem, solumque differat in applicatione ad hanc vel illam personam. Quocirca, licet in vi voti per potestatem dominativam aliquid possit præcipere Prælatus religionis suo subdito, quod non posset Episcopus præcipere clerico, tamen, quod per potestatem jurisdictionis id possit, difficile apparet, quia jurisdictio hæc solum videtur se extendere ad materiam communem omnibus fidelibus. Tamen idem nodus dissolutus est in superioribus, quia non oportet jurisdictionem illam æqualiter vel uniformiter respicere omnes fideles, sed cum proportione pro statuum varietate, nam ex vi illius aliud potest præcipi clerico, aliud laico, aliud virgini, aliud nuptæ, et sic de aliis, quia, supposito statu, aliud est necessarium ad bonum regimen animæ unius, aliud alterius. Ita ergo est in religioso: unde, licet assumptio talis status voluntaria fuerit, tamen illa supposita, cura et sollicitudo de observantia illius ad jurisdictionem ecclesiasticam pertinet, et ita est in Prælato religionis, futuraque esset in Episcopo, nisi in alium esset translata. Hic tamen discursus simul ostendit quod dicebam, materiam hujus jurisdictionis non posse extendi ultra materiam accommodatam statui assumpto religionis, et obedientiæ promissæ, quia supponit hanc tanquam conditionem necessariam.

14. *Quid pro imposito toti communitati.—Quid sufficiat pro statuto.*—Quarto, requiritur ut præceptum sufficienter propositum sit, quia alias non applicatur ita ut obligare possit. Hæc autem propositio debet esse accommodata præcepto. Unde, si sit præceptum privatum, oportet ut particulari personæ, cui imponitur, sufficienter intimetur, ut per se constat; non oportet autem ut superior per seipsum præcipiat, satis enim est si id faciat per internuntium fide dignum, vel per litteras subscriptas, nisi religio speciali jure postulet aliam cæremoniam in intimando præcepto servandam, nam tunc modus præscriptus adhibendus est. Ubi tamen similis lex fuerit, attente observare oportebit verba legis, ut constet an illa forma præcipiendi requiratur solum ut in foro exteriori constet de imposito præcepto, an vero etiam ad substantiam et valorem præcepti; frequentius enim existimo priorem esse sensum talium legum, et tunc ad obligationem in conscientia, satis erit ut voluntas superioris præcipientis quacumque via innotescat sufficienter; et hoc est observandum, nisi in aliquo casu aliud expresse dispositum sit per humanam legem. In quo idem cum proportione dicendum est de præceptis, quæ a Prælatis feruntur pro tota communitate, non sub ratione statuti, sed præcepti tantum, nam est eadem ratio, proportione servata; in statutis autem necessaria est solemnis promulgatio, quia hæc est de ratione legis; illa autem statuta sunt veræ leges. Modus autem promulgationis, si per proprias constitutiones religionis fuerit definitus, servandus est, et antequam constitutio sit tali modo promulgata, non obligabit in conscientia, etiamsi privatim constet esse conditam. Si autem nullum de hoc fuerit jus privatum, recurrendum erit ad consuetudinem, quia ex solo jure communi non videtur posse aliquid certum definiri; quia de legibus religiosorum nihil peculiare jus disponit, imo et in aliis legibus, civilibus vel ecclesiasticis, non est idem modus promulgationis, et diffi-

cile ad mores religiosorum applicatur, ut statim dicam. Consuetudo ergo servanda est, quia ipsa potest in hoc habere vim legis.

15. Quia vero non semper de consuetudine constat, vel nulla certa est, dubitari potest an ex natura rei necessarium sit constitutionem editam promulgari in singulis monasteriis, seu domibus religionis. Nam in legibus ecclesiasticis cum proportione sumptis, hoc non est necessarium; lex enim Pontificia sufficienter promulgatur Romæ; episcopalis in cathedrali Ecclesia; regia in curia regis; et sic de aliis: nec necessarium est ut leges in singulis Ecclesiis vel oppidis promulgentur; ergo similiter in præsenti non erit necessaria promulgatio in singulis domibus. In contrarium autem est, quia Prælati religionum non habent quasi proprias sedes, vel curias in quibus hujusmodi promulgationem facere possint; et ideo necessarium videtur ut faciant illam per totam religionem, et consequenter per universas domus ejus, quia non est major ratio de uno quam de alio, et quia alias non fieret promulgatio toti religioni. Item, quia communitas religiosa magis in personis quam locis continetur, et ideo requirit promulgationem, quæ ipsi communitati personarum directe fiat; hæc autem fieri non potest nisi fiat in omnibus locis, in quibus pars illius communitatis existit.

16. *Judicium auctoris.*—Respondeo, hunc modum promulgationis esse satis accommodatum, mihique optimum videri, maxime quando leges pertinent ad singulos, ut tollantur ignorantiæ et excusationes; absolute autem non est necessarium. Nam imprimis, si statutum factum est in capitulo generali, sicut in illo adest tota religio ad condendam legem, ita si ibi promulgetur, tota religio ibi etiam adest ad audiendum; ergo illa promulgatio ex natura rei potest esse sufficiens in suo ordine, vel certe, juxta canonica jura, illa solemnis editio habet vim promulgationis. Dico autem *in suo ordine*, quia illa non satis est ut statim obliget omnes religiosos ubique existentes, sed tempus sufficiens, ut notitia legis ad alia loca diffundatur, præterire necesse est; et ad curam Prælatorum pertinebit providere quomodo talis notitia divulgetur per litteras missivas, vel voce eam proponendo in locis, aut personis, prout expedire aut sufficere judicaverint, juxta materiam ipsius legis. Nam, si legis actus ad solos Prælatos pertinet, satis erit ipsi notitiam dare, et gravioribus personis, quæ proxime possunt talia munera obire; et idem est cum proportione, si ad alios hoc vel illud ministerium agentes pertineat: si vero spectet ad omnes religiosos, major publicatio facienda est, fiet tamen facile per publicam notitiam et traditionem, etiamsi specialiter in singulis monasteriis auctoritate publica non proponatur Atque idem dicendum cum proportione est de statutis provincialibus, ubi fuerit sufficiens auctoritas condendi illa.

17 Quinta conditio ad obligationem legis necessaria esse solet, ut ad subditos feratur; quæ sequitur ex prima, quia potestas hæc ferendi leges est respectiva, et terminatur ad subditos. Tria vero puncta in præsenti occurrunt circa hanc conditionem. Primum est de novitiis, an in numero subditorum ponendi sint, qui præceptis Prælatorum in conscientia obligari possint. De qua re multa in tomo superiori diximus, tractando de novitiis, et nihil fere addendum occurrit, quod ad hunc locum proprie pertineat. Solum est præ oculis habenda illa duplex potestas Prælati religionis, scilicet dominativa et jurisdictionis: neutra enim, quatenus est propria religiosorum, habet locum in novitios, quia nec votum obedientiæ emiserunt, nec se subjecerunt proprie ut religiosi; et hac ratione per ordinaria præcepta vel leges proprias religiosorum non possunt in conscientia obligari. Tamen, quia pro eo tempore sunt sub pastorali cura Prælatorum religionis, poterunt ab eis obligari in his quæ per se cadunt sub jurisdictione Episcopali sine speciali respectu ad professionem religiosam, ut, verbi gratia, ad dicendam veritatem in casu occurrenti in quo legitime interrogatur, vel ad cavendam talem peccati occasionem, vel restituendum ablatum, cogendo etiam per censuram, et similia, quæ ad ordinariam jurisdictionem Episcoporum pertinent, et non possunt ab Episcopis exerceri circa novitios exemptarum religionum. De qua re plura in sequentibus, præsertim cap. decimo septimo et vigesimo quarto.

18. *Secundum punctum de Prælato generali, an obligetur legibus capituli generalis.*—Secundum punctum est de ipso Prælato supremo religionis, an obligetur præceptis vel statutis ejus. In quo nullum est dubium de statutis latis in capitulo generali, quia, ut sæpe dixi, capitulum est supra Generalem, et ideo suis legibus æque obligat Generalem ipsum, ac cæteras singulas personas quæ sunt de capitulo. Unde fit ut non solum obligent quoad vim directivam, sed etiam quoad coactivam, quia sunt

leges superioris, et ideo in eis non habet locum illud principium, quod princeps obligatur sua lege quoad vim directivam, et non quoad coactivam. Et hinc merito in religionibus, in quibus Generales temporales sunt, solent finito tempore puniri, si constitutiones transgressi sunt, quia de se fuerunt rei facti pœnæ, quamvis pro eo tempore, pro quo erant Generales, non potuerint puniri ex defectu Superioris intra suam religionem, nam a Papa possent juste puniri, si de hujusmodi delictis cognosceret. Imo etiam, durante generalatu, vel ubi perpetuum est, si generale capitulum congregetur, poterit de similibus transgressionibus cognoscere, et eas punire, quia, ut dixi, jurisdictione superior est. Quod si alicubi ex speciali instituto capitulum non habet hanc potestatem, illud necessario esse debet ex speciali Pontificis concessione aut reservatione, et ideo ad illum recurrendum erit pro talium criminum emendatione.

19. *Quid si ipse Generalis solus valeat condere statutum.*—Sed quid, si Generalis habeat potestatem ferendi leges perpetuas, solus, et sine capitulo? numquid obligabitur illis in conscientia? Respondeo imprimis, nullam esse religionem (quantum assequi possum) in qua solus Generalis talem habeat potestatem; ad minus enim requirit concursum aliquorum definitorum, seu consiliariorum, quocumque nomine vocentur, qui in lege ferenda non solum votum consultivum, sed etiam decisivum habeant. Et tunc illud tribunal in eo actu habet supremas vices totius religionis, ideoque est supra ipsum Generalem, potestque illum lege obligare, sicut de capitulo generali dicebamus. Admisso autem illo casu, videtur esse idem judicium quod de illa questione generali, an princeps suis legibus obligetur, in quo certum censeo obligari quoad vim directivam; ut alias rationes, et longam disputationem omittam, quam in materia de Legibus, lib. 3, c. 35, tradidi, in præsenti existimo, hac conditione datam esse potestatem Generali, vel immediate a Summo Pontifice, vel mediante ipsa religione, ad leges ferendas, ut ipse eas observare teneatur, quando ratio et materia legis illis communis est, quia potestas data est illi in ædificationem, non in destructionem; esset autem magna dissipatio religiosæ disciplinæ, si Prælati non observent constitutiones generaliter ad omnes pertinentes. Unde etiam existimo, per hujusmodi transgressionem fieri reos pœnæ, quamvis nec eam in seipsos exequi cogantur; neque, si ipso jure imposita sit, illam ipso facto incurrant; quia si sit censura aliqua, non possunt illam in seipsos ferre; si vero sit alia pœna, non coguntur illam exequi per seipsos, nisi forte sit aliqua pœnitentia religiosa occulta, ad quam possint religiosi in conscientia obligari; nam tunc illa magis reducitur ad vim directivam; poterunt autem propter talia delicta puniri a superiore, si intra religionem illum aliquando habere potuerint, vel saltem a Summo Pontifice, quia reatum pœnæ contraxerunt, etiam quoad judicium humanum. Atque idem dicendum censeo de toto capitulo generali, si contingat delinquere contra observantiam regularem, non ut singuli, sed ut universitas, nam revera committit delictum etiam in foro humano, quamvis ex defectu superioris puniri non possit nisi a Summo Pontifice.

20. Unde etiam constat quid dicendum sit de præceptis, seu ordinationibus, quæ non sunt leges, et a Prælatis per se solis, et præsertim supremis, facilius possunt imponi. Eodem enim modo dicendum censeo, si talium præceptorum materia et ratio ipsis Prælatis communis sit, teneri eos in conscientia ad eorum observationem, vel ex illo generali principio, quod princeps tenetur servare suas leges, quod per identitatem rationis extendendum est ad præcepta generalia, etiamsi non constituantur sub stricta ratione legis; vel ex voluntate interpretativa totius religionis, et pacto implicito cum ipso Prælato, quia hæc conditio necessaria est ad illud munus debite exercendum, et ideo cum hoc onere dari et acceptari videtur. Atque eadem proportione de cæteris Prælatis, intra suos terminos aliquid præcipientibus, judicandum est, de Provinciali scilicet quoad statuta capituli provincialis, et quoad præcepta generalia ab ipso lata pro tota provincia, et de conventuali Prælato quoad præcepta, quæ fortasse pro suo conventu generaliter imponit, nam omnium est eadem seu proportionalis ratio. Secus vero est de superiori Prælato respectu præceptorum quæ ab inferiori lata sunt, quia nullo modo est illi subjectus, nec ex vi sui muneris tenetur se conformare præceptis illius, nec directe, nec indirecte, neque ex vi alicujus pacti impliciti, ut magis ex sequenti puncto patebit.

21. Tertium punctum est de hospitibus seu peregrinis, an obligentur legibus seu præceptis ejus provinciæ vel domus, in qua ad tempus existunt. Quæ interrogatio non habet locum quoad statuta vel præcepta generaliter lata pro tota religione; nam constat illa ab

omnibus et ubique esse servanda; contingit autem in una provincia esse propria statuta, quæ non sunt in alia, et in una domo aliquid ex præcepto peculiariter observari ab omnibus ibi habitantibus; de his ergo procedit talis ratio. Ad quam primum generaliter dicimus, consulendum esse institutum religionis quoad constitutiones ejus; nam, si aliquid in eis est circa hoc declaratum, illud est observandum, quia constitutio sufficit vel ad limitanda, vel ad extendenda talia præcepta, ut obligent vel non obligent tales personas. Secundo, secluso jure speciali, illa, quæ sunt pura præcepta generalia, et non propria statuta, non obligant religiosos advenas. Probatur a simili ex c. *A nobis*, 1, de Sentent. excommun., ubi declaratur sententiam latam vel per generale præceptum Prælati, tantum obligare subditos. Unde omnes colligunt, non comprehendere peregrinos qui intra diœcesim versantur; ergo idem dicendum est in præsenti, servata proportione. Ratio autem a priori est, quia præceptum directe fertur ad personas, et ideo non potest obligare nisi subditos; peregrini autem simpliciter non sunt subditi, sed solum quoad ea quæ pertinent ad universale regimen religionis. Dices, inde posse sequi scandalum, si cæteri videant religiosum non servare commune præceptum. Respondeo hanc circumstantiam esse accidentariam, quæ si aliter vitari non possit, tunc orietur obligatio non ex tali præcepto, de quo agimus, sed ex lege charitatis. Deinde scandalum illud facile auferri posset, nam fundatur in ignorantia, vel facti, quia non cognoscitur talis religiosus ut hospes, vel quia putatur hospes teneri eisdem præceptis ; utraque autem ignorantia potest facile tolli, et in hoc videntur Doctores convenire.

22. De statutis autem quæ vere sunt leges perpetuæ, idem esset dicendum, juxta opinionem quæ tenet, non subditos, peregrinantes in aliena diœcesi, non teneri ad servanda propria illius statuta, nisi ratione scandali. Quod nonnulli moderni ex illo principio docent in præsenti quæstione ; sed revera illud principium minus probabile est, et contrarium est magis consentaneum juri communi et rationi, ut in materia de Legibus probavi, lib. 3, c. 33, et lib. 2 de Dieb. festis, c. 14. Alia ratione possent religiosi excusari ab hac obligatione, quia nimirum statuta particularia ideo solent obligare peregrinos , quia directe respiciunt territorium aliquod, intra quod aliquis habet jurisdictionem, ut præcipiat vel prohibeat aliquid fieri inter terminos illius diœcesis, a quocumque ibi assistente ; statuta autem religiosorum non habent hujusmodi vim seu rationem ; quia non accommodantur territorio, sed personis. Ut enim notavit Innocentius, in c. *Dilecta*, de Excess. prælator., in principio, duplex est communitas, alia realis, quæ constat ex territorio ; alia personalis, quæ solum constat ex personis, ut est academia, verbi gratia, et collegium, de quibus sermo est in l. ult., C. de Jurisd. omn. jud. Religiosa ergo communitas in hoc secundo ordine continetur, et ideo leges ejus non respiciunt territorium, sed personas ; ergo non possunt hospites comprehendere, nam præcepta ideo dicebamus non obligare hospites, quia non respiciunt directe territorium, sed personas.

23. Nihilominus contrarium ut probabilius et securius sentiendum et asserendum est, ut generaliter sentiunt glossa, Innocentius, et Panormitanus, in d. c. *A nobis*, et sumitur ex c. *Quæ contra mores*, 8 d., ibi : *Ut pactum inter se civitatis aut gentis, consuetudine, vel lege firmatum, nulla civis aut peregrini libidine violetur*, ubi expendo illud verbum, *civitatis aut gentis*, quæ hominum communitatem eodem more viventem comprehendunt ; pondero etiam illa verba, *lege aut consuetudine*, et ex illis conficio novum argumentum ; nam religiosus, qui in aliqua provincia versatur, tenetur receptam consuetudinem illius provinciæ servare ; ergo a fortiori statuta. Antecedens patet, quia clericus tenetur se conformare consuetudini Ecclesiæ, in qua versatur ; ergo et religiosus, servata proportione ; nam, si rationem naturalem inspiciamus, eadem est in utroque ; si jus positivum, nullum est, quod in religiosis quoad hanc partem aliquam exceptionem faciat. Præterea, quamvis religiosa communitas præcipue consistat in personis, tamen, quatenus habent certas provincias, quæ certis terrarum terminis, aut certo domorum numero distinguuntur, habent suum modum territorii, pro quo possunt statuta fieri ; ergo eodem modo obligabunt hospites, sicut solent statuta Episcopalia obligare peregrinos.

24. Potest autem aliquis interrogare an hoc locum habeat etiam in superioribus Prælatis, quando in aliquibus locis versantur, ut, verbi gratia, Generalis cum est in aliqua provincia, an teneatur se accommodare propriis statutis et consuetudinibus illius provinciæ ; et idem est de Provinciali respectu ali-

cujus conventus habentis specialem observantiam abstinendi a carnibus, vel quid simile; in illis enim est peculiaris ratio dubitandi, quia sunt superiores, qui non tenentur se subdere legibus inferiorum; statutum autem provinciale, respectu Prælati generalis, est inferioris ordinis, factum scilicet a provincia sibi subjecta; et eadem proportio est de Provinciali respectu statuti vel consuetudinis unius conventus, et præterea esset valde onerosum his Prælatis, dum singulas provincias vel domos visitant, singulorum moribus sese accommodare. Respondeo supponendo semper, in his et similibus rebus, standum esse constitutionibus, vel receptis consuetudinibus singularum religionum; his ergo remotis, loquendo ex vi juris communis, idem dicendum censeo de ipsis Prælatis, quod nimirum, dum hospites sunt, teneantur servare mores locorum in quibus versantur, tum quia hoc exigit ipsa generalis ratio societatis; tum etiam quia ibi intervenit aliud generale præceptum, quod hospites obligat sese conformare moribus locorum; hoc autem non est unius loci vel provinciæ, sed commune omnibus, et ideo Prælatos etiam obligat. Tum denique quia nullum statutum religionis potest habere vim legis perpetuæ, nisi ab ipso Generali confirmatum sit, et ideo, licet non sit universale pro omnibus locis, non potest dici latum ab inferiori Prælato ac proinde eadem ratio obligationis in illo erit, quæ in cæteris.

25. *Tertium dubium, quantum obliget præceptum positum a superiore.* — Tertium dubium hic esse potest de quantitate hujus obligationis in conscientia, an extendatur etiam ad culpam mortalem. In quo certum est potestatem ad hoc extendi, quia si consideretur ut fundata in voto, illud ex suo genere obligat sub mortali; si vero ut est jurisdictio, illa etiam perfecta est, et ideo se extendit ad obligationem materiæ et rei præceptæ convenientem; qua ratione constat, non solum in Pontifice, sed etiam in Episcopis esse hanc potestatem; illam ergo participant religionum Prælati. Difficultas ergo est de usu, seu actuali obligatione, id est, quando præceptum Prælati tale sit, ut obliget sub mortali. Hoc autem ex generalibus principiis legum definiendum est, accommodando illa ad talem statum. Supposita ergo potestate, de qua jam dictum est, duæ conditiones necessariæ sunt: materia capax talis obligationis, et voluntas Prælati. Circa priorem solum est advertendum, aliquam actionem vel materiam, secundum se spectatam, posse videri levem, quæ in tali statu, ratione finis et circumstantiarum, sit gravis; quia ejus dilatio in tali statu potest religioni afferre grave nocumentum. Circa posteriorem observandum est, communem morem religionum esse, ut ordinaria præcepta Prælatorum, quæ ore tenus fiunt, non censeantur ita obligare, ut, si absque contemptu, ex negligentia vel alia occasione omittatur, transgressio sit mortalis, etiamsi materia sit gravis, et verba sint præceptiva, vel in actu signato, ut *mando, præcipio*; vel in actu exercito, ut *fac, recita*, etc. Cujus ratio non est, nisi quia ex usu illa verba non satis indicant in Prælato voluntatem obligandi. Ita sumitur ex D. Bern., lib. de Præcepto et dispens., c. 12, et S. Thom. 2. 2, q. 186, a. 9, ubi late Cajetanus, et Nav., c. 23, numero trigesimo quinto, et sequent.; clarius id docet D. Ant., 3 p., tit. 16, c. 1, § 9; Gerson., p. 2, Alphab. 32, lit. L, consider. 6, et Alphab. 34, lit. M; Angles, p. 2, q. de Voto, articulo secundo, difficult. 16.

26. Unde ulterius addo, si Prælatus præcipiendo addat verba quibus satis indicet voluntatem obligandi in conscientia juxta materiæ capacitatem, tunc, supposita materiæ gravitate, obligationem esse sub mortali: ita docent omnes, et est clarum ex dictis. Quæ autem sint hæc verba aut signa, ex usu uniuscujusque religionis sumendum est; communia autem sunt, cum superior præcipit *in virtute obedientiæ*, aut in *virtute sanctæ obedientiæ*; in aliquibus etiam sufficit dicere, *in nomine Domini nostri Jesu Christi*. Idem censendum est quando præceptum ponitur sub excommunicatione. Et quidem, si excommunicatio imponatur ipso facto incurrenda propter præcepti transgressionem, res est indubitata, quia excommunicatio non incurritur nisi propter peccatum mortale. Si autem solum adjungatur excommunicatio ferenda, aliqui putant non esse sufficiens signum, quia non statim incurritur censura per illum actum, sed requirit novam contumaciam, ut imponatur. Ita sentit Angles, supra; et Cajet., in Summa, verb. *Clericorum peccata*, et verb. *Præcepti transgressio*. Alii vero communiter sentiunt etiam illud esse sufficiens signum obligationis sub mortali, nisi aliquibus indiciis sufficienter constet illam esse meram comminationem externam. Ita sentit Cajet., dict. art. 9; Navarr., dict. cap. 23, n. 53; Castro, 1 de Lege pœn., capite quinto, docum. 4, ad fin.; et Sylv., verb. *Præceptum*, q. 3; Angel.,

verb. *Lex*, § 3; Tabiena, eod. verb., § 28; S. Antonin., dict. § 9. Qui generaliter loquuntur de quocumque præcepto ecclesiastico, quia per transgressionem talis præcepti efficitur quis dignus excommunicatione; non autem fit dignus nisi per peccatum mortale, etiamsi excommunicatio per judicem ferenda sit. Propter quod probabilior est hæc sententia; videtur autem mihi longe certior inter religiosos, inter quos etiam raro vel nunquam proponitur hæc censura per meram comminationem, sed ad explicandum præcepti rigorem; sufficienter ergo indicat voluntatem obligandi, per se ac regulariter loquendo.

27. *Quartum dubium, de excusationibus obligationis in conscientia.* — Quarto dubitari potest, an possit religiosus ab hac obligatione aliquo modo excusari. Quod dubium intelligi debet, perseverante voluntate superioris præcipientis, et volentis obligare; nam si ipse revocet præceptum, vel si finiatur terminus pro quo positum erat, jam illa erit non excusatio, sed cessatio obligationis et præcepti, dummodo revocatio valida fuerit; de quo infra in proprio capite dicemus. Durante autem præcepto, contingit in aliis legibus excusatio vel per ignorantiam, vel per necessitatem aut coactionem. De priori certum est etiam in præsenti posse intervenire, sive sit sermo de ignorantia facti, sive juris, cum hæc præcepta humana sint. Quando autem hæc ignorantia invincibilis sit, ex generalibus principiis expendendum est. Solum hic advertimus, ignorantiam proprii juris non facile esse excusabilem in religioso, quia majori obligatione tenetur illius notitiam et frequentem memoriam habere, præsertim quoad eas leges quæ sub culpa obligant. Altera item excusatio locum habet in præsenti materia, quia præcepta hæc, de quibus agimus, humana sunt, et ideo non obligant cum tanto rigore. Item, quia voti executio non obligat in simili eventu; ergo similiter, etc. Dices, hoc solum habere locum, quando rationabiliter præsumitur intentionem superioris non fuisse obligare pro tali eventu, quod est contra suppositionem paulo ante factam, qua dicebamus quæstionem procedere durante præcepto et voluntate superioris. Respondetur illud intelligi de præcepto et voluntate generali ac per se, non de voluntate particulari, etiam ex suppositione talis circumstantiæ; sicut quando intervenit ignorantia, perseverat præceptum et voluntas superioris, non quidem obligandi cum hac reflexione, etiam interveniente ignorantia, esset enim irrationabilis voluntas, sed generaliter, quantum est ex se.

28. Sed quid, si voluntas superioris sit obligandi, etiam in eo casu particulari, non obstante coactione, mortis periculo, vel alia simili necessitate? Respondetur, in hoc duplicem esse posse quæstionem. Una est, an præcipere hoc modo excedat potestatem Prælati religiosi, ita ut, licet velit, non obliget. Altera est, quando censendum sit ita velle, et rationabiliter velle. Circa priorem quidam simpliciter affirmant, id esse supra talem potestatem. Ita sentiunt Tabiena, verb. *Episcopus*, § 1, concl. 5; et sentit Armilla, verb. *Obedientia*, n. 5, citans D. Thomam, 2. 2, q. 104, art. 5, dicentem, in his, quæ pertinent ad corporis sustentationem vel conservationem, non teneri subditum parere superiori. Fundari possunt primo, quia tota hæc obligatio radicaliter fundatur in voto obedientiæ, et consequenter in intentione voventis; nullus autem intendit se obligare ad parendum in hujusmodi eventu. Item, quia tantum obligatur religiosus ad obediendum secundum regulam; regula autem non præcipit res adeo difficiles, nec cum tanto discrimine; ergo. Unde infert Armilla non posse Prælatum religionis præcipere subdito, ut assistat infirmo tempore pestis.

29. Nihilominus dicendum est hunc modum præcipiendi non excedere potestatem Prælati religiosi. Ita tenet Cajetanus, tom. 3 Opuscul., tract. 9, qui est de hac re, et sumitur ex eodem et communi sententia, 1. 2, q. 96, art. 4. Et ratio est, quia Prælatus religionis est vere superior, habens potestatem ad omnia quæ ad perfectam gubernationem inter homines necessaria esse possunt; hic autem modus obligationis sæpe necessarius est. Unde principes seculares et ecclesiastici hanc habent potestatem, ut latius in materia de Legibus, lib. 3, c. 30, ostendimus. Explicatur exemplis, nam si religiosus ægrotet morbo contagioso, potest Prælatus præcipere alteri ut ei ministret, etiam cum periculo vitæ, quia illud est necessarium ad conveniens regimen monasterii, et ad conservationem, atque adeo ad commune bonum ejus; præterquam quod charitas de se obligat hoc corpus religiosum ad subveniendum partibus quibus constat, alias ei periculum imminet. Unde, quando hæc obligatio est quasi indifferens, et non applicata ad certam personam, penes superiorem est potestas applicandi illam; alias esset inefficax, nec posset convenienti modo ad effec-

tum perduci; ergo. Deinde potest Prælatus præcipere religioso ut tempore pestis assistat, si ita expediat ad commune bonum, et aliquo modo pertineat ad obligationem talis religionis, vel ex peculiari instituto, vel ex gravi necessitate occurrente; quia etiam in his casibus pertinet ad munus Prælati eis providere; habet ergo potestatem accommodatam. Denique, interdum potest præcipere longam navigationem, etiamsi habeat periculum annexum, ut ostensum est tomo præcedenti.

30. *Ad primum fundamentum, in n.* 28.— Nec fundamenta contraria difficultatem habent. Ad D. Thom. enim recte respondit Cajetanus, ea, quæ pertinent ad conservationem naturæ, per se non cadere sub præceptum humanum, id est, per se et directe non posse prohiberi, si necessaria sint, nec contraria præcipi; per accidens vero præcipi posse, præcipiendo, nimirum, actum cui conjunctum est periculum contrarium conservationi naturæ. D. Thomas ergo in priori sensu loquitur; potestas autem hæc, de qua agimus, solum posteriori modo se extendit ad hujusmodi malum contrarium naturæ. Et ratio a priori est, quia per hujusmodi præceptum non præcipitur fieri aliquid naturæ contrarium, sed præcipitur permitti seu pati, si necesse sit; quod est rationi consentaneum, et interdum bono communi necessarium, ideoque sub potestatem humanam cadit. Ad aliud fundamentum respondetur, potestatem hanc immediate ac formaliter esse jurisdictionis ecclesiasticæ, quæ ad hujusmodi præcepta extenditur. Quia vero aliquo modo supponit professionem religiosam ut fundamentum, ideo dicitur ulterius, ex vi professionis subdi religiosum hujusmodi præceptis, quatenus sunt consentanea tali statui, et corpori religionis, cujus pars efficitur per professionem; sicut miles tenetur obedire duci præcipienti, etiam cum periculo vitæ, ratione sui status ac professionis. Quapropter, etiamsi religiosus dum vovet obedientiam, expresse non intendat obligare se ad obediendum in his casibus, implicite id intendit; imo, etiamsi velit, non potest hanc intentionem excludere, quia repugnat intentioni profitendi. Unde hoc genus præcepti non excedit ea, quæ sunt consentanea regulæ, ut declaratum est; non enim dicimus posse Prælatum pro arbitrio suo præcipere, sed quando ad bonum religionis, vel ad debitum munus vel ministerium ejus sit pertinens; quidquid autem hujusmodi est, spectat ad regulam religiosam, ut supra vidimus.

31. Atque hinc fere responsum est ad alteram quæstionem, jam enim declaratum est quando Prælatus rationabiliter hanc habet voluntatem, seu intentionem. Unde vel ex verbis ejus expressis, vel certe ex re ipsa intelligi poterit talis voluntas. Ad hoc autem magis explicandum, adverto dupliciter conjungi hoc periculum actioni præceptæ, scilicet, omnino per accidens, et præter intentionem ac prævisionem præcipientis; et per se, aut de facto hic et nunc cum præscientia præcipientis. Quando accidit priori modo, regulariter excusabitur quis a præcepto, quia non intercedit voluntas præcipientis, cum *nihil sit volitum, si non sit præcognitum*; nec etiam præsumitur, quia ordinaria conditio præcepti humani est, ut non obliget cum tanto rigore; neque aliud esset rationi consentaneum, quia non esset moraliter tolerabile. Dico autem *regulariter*, quia si in re intercederet magna necessitas religionis, et oppositum vergeret in gravem ignominiam, vel detrimentum ejus, tunc sine dubio præceptum obligaret vel ex natura rei, vel ex implicita voluntate præcipientis, sicut de præceptis ecclesiasticis est communis doctrina. Quando vero periculum inest posteriori modo in re præcepta, clarum est voluntatem præcipientis esse obligare, non obstante tali periculo, et, per se loquendo, præsumitur talis voluntas rationabilis, nisi oppositum manifeste constet. Quæ doctrina communis est quoad utramque partem, sumiturque ex D. Thoma, 2. 2, q. 120; Cajetano ibi, et 1. 2, q. 96, art. 4 et 6; Soto, 2 de Justit., q. 5, art. 8; Castro, lib. 1 de Lege pœn., c. 5, docum. 5; Nav., c. 23, numero quadragesimo tertio; Sylv., verb. *Præceptum*, q. 3.

## CAPUT IX.

### UTRUM IN PRÆLATIS RELIGIOSIS SIT POTESTAS COERCIVA, TUM IN UNIVERSUM, TUM SPECIATIM AD PŒNAS SPIRITUALES.

1. Quod in his Prælatis aliqua sit potestas hujusmodi, id manifestum est, tum ex usu, tum ex ratione, quia potestas directiva sine aliqua coercitione, infirma ac fere inutilis est, quia sine timore ac disciplina non potest communitas humana in officio contineri, quantumvis bona videatur in hac vita mortali; quia *corpus, quod corrumpitur, aggravat animum, et caro concupiscens adversus spiritum,* sæpe vincit, ideoque *septies in die cadit justus.* Est igitur omnino necessaria hæc potes-

tas, ut ordo, pax, et institutio religiosa conservetur. Explicandum vero est qualis et quanta sit. In quo distinguere iterum oportet in statu religioso, id quod habet quasi ab intrinseco ex pura natura sua, vel quod habet ab extrinseco superadditum ex providentia et liberalitate Pontificum.

2. Dicendumque primo est, Prælatum religionis ex vi talis status seu professionis, ac voti obedientiæ subditorum, solum habere potestatem coercendi modo paterno, et juxta limites regulæ. Probatur ac declaratur, quia ut sic non habet jurisdictionem, sed potestatem dominativam, instar illius quam habet paterfamilias in domo sua; solum enim differunt, quod hæc circa exteriora et corporalia, illa vero circa spiritualia præcipue versatur. In hoc autem conveniunt, quod neutra est proprie jurisdictio, unde neuter etiam illorum est proprie judex, qui possit gravem pœnam corporalem vel spiritualem imponere; sed solum eam correctionem adhibere, quæ inter latitudinem familiaris domus ac providentiæ locum habere potest. Qualis autem vel quanta esse possit hæc pœna, judicio prudentis arbitrii relinquendum est, ut considerato usu et communi more hominum, id judicet. Exemplo monialium id ita declaratur, nam in eis est potestas aliqua coerciva juxta regulam, licet jurisdictionem non habeant; illæ tamen non excedunt religiosam disciplinam per leviores pœnitentias. Quod si gravior punitio necessaria est, ad Prælatum recurrere oportet. Eodem modo in religionibus virorum vicarius, licet jurisdictionem non habeat, potestatem aliquam coercivam habet, quæ ultra leves et ordinarias pœnitentias non se extendit. Itemque fuisse olim observatum in religionibus quando præpositi sacerdotes non erant, nec jurisdictionem habebant, intelligi potest ex Regula Augustini, nam circa finem sic ait: *Præposito tanquam patri obediatur, multo magis presbytero, qui omnium vestrum curam gerit. Ut ergo cuncta ista serventur, et, si quid servatum minus fuerit, non negligenter prætereatur, sed ut emendandum corrigendumque curetur, ad Præpositum præcipue pertinebit, ut ad presbyterum, cujus est apud vos major auctoritas, referat quod modum vel vires ejus excedit.* Denique hæc potestas solum fundatur in voto obedientiæ, et ab illo quodammodo manat, et ideo non excedit communem et regularem intentionem sic voventium; imo fortasse ipsi non possent dare majorem potestatem supra seipsos, nisi a publica potestate descenderet, ut ex dicendis patebit.

3. Dico secundo: Prælatus religionis ratione jurisdictionis ecclesiasticæ habet perfectam potestatem coercivam Episcopalem. Hoc constat etiam ex usu, et ex privilegiis omnium religionum exemptarum; quæ enim exemptæ non sunt, non habent revera hanc potestatem in seipsis, vel in suis intrinsecis præpositis (ut ita dicam), sed manet in Episcopis, qui illam sine dubio habent in moniales sibi subjectas; et idem est de viris, si exempti non sunt; ergo in exemptis talis jurisdictio residet in propriis Prælatis; non enim extincta est, nec Summo Pontifici reservata, nec enim expediebat, cum sit ordinarie et regulariter necessaria; ergo translata est in religionem ipsam et Prælatos ejus per Summos Pontifices, non quidem jure communi, sed speciali, ut supra tetigi, quod proinde consulendum est. Addit Nav., Comm. 2 de Reg., n. 63, hanc jurisdictionem magna ex parte introductam vel auctam esse consuetudine, quæ vim habet dandi jurisdictionem, c. *Duo simul*, de Offic. Ordin., quod etiam repetit Comm. 3 de Reg., in fine. Et ideo consuetudinum etiam est habenda ratio; nam ratione illarum fieri potest ut tota jurisdictio sit a Prælato religioso, quoad omnia delicta, vel quod aliqua sint Episcopi reservata, aut quod in utrisque sit jurisdictio accumulative, de quo nonnihil in fine c. 11 dicemus. Ut autem hæc potestas explicetur, advertendum est duplicem esse posse coercionem in Prælato ecclesiastico, scilicet, spiritualem et corporalem: illa prior fit maxime per censuras, irregularitates, vel inhabilitates ad quæcumque spiritualia bona, vel jura, vel ministeria, et omnia alia quæ ad hæc revocari possunt; sub corporali comprehendimus quamcumque corporis castigationem, afflictionem, vel etiam publicam reprehensionem, aut infamationem, aut incarcerationem, vel deputationem ad quodcumque vile vel laboriosum opus, seu ministerium; aliæ enim pœnæ temporales, quæ fieri solent in externis bonis fortunæ, in religiosis, qui non possident propria bona, locum proprie non habent; quamvis enim privari possint usu aliquarum rerum, qui alias ipsis liceret, vel etiam secundum regulam esset debitus, illa tamen privatio propter corporis afflictionem imponitur, et ita sub prædictis pœnis comprehenditur.

4. *Tractatur secunda pars tituli, de potestate coercivæ spirituali.*—Quæri ergo imprimis potest, quantum se extendat hæc potestas

Prælatorum religionis, quoad spiritualem coercionem, in modo, seu numero, aut specie pœnarum. In qua re imprimis, si limitatio adhibita est vel in Pontificum concessione ac privilegiis, vel in distributione seu applicatione ejus, facta ipsis Prælatis per religionem ipsam in suis capitulis, vel per aliquem superiorem potestatem habentem, illa limitatio servanda est; hoc autem quia ex positiva constitutione pendet, inde in unaquaque religione sumenda est. Quando autem indefinita est concessio ad regendam et gubernandam religionem sub protectione immediate Summi Pontificis susceptam, et ab Ordinariorum jurisdictione exemptam, illa potestas non habet aliam limitationem, nisi quam ex natura rei secum affert, vel jure communi habet in Episcopis, quia ex nullo alio capite fingi potest limitatio, et ubi lex non distinguit, nec limitationem addit, non possumus nos voluntarie illam excogitare. Unde fit, esse in hujusmodi Prælato potestatem ad coercendos subditos per quascumque ecclesiasticas censuras, quæ alias juste possint in tali materia seu crimine personis imponi. Patet, quia in Episcopis est hæc potestas; ergo et in his Prælatis; item quia hi Prælati possunt excommunicare; ergo et alias censuras ferre.

5. *Excipitur interdictum locale.*—Dixi autem, quæ possunt imponi personis, ut excluderem interdictum locale, quod non potest ab his Prælatis imponi, ut in superioribus dixi, in c. 2, n. 14, ex propria materia de censuris. Dubitari autem potest, an extendatur ad censuras quæ communitatibus imponuntur, ut sunt suspensio capituli, et interdictum generale personale. Non video tamen cur sit illis hæc potestas neganda, quia vere sunt Prælati et judices respectu inferiorum communitatum, ut verbi gratia, Generalis respectu capituli provincialis et inferiorum, et Provincialis respectu capituli conventualis (debent enim cum proportione sumi); ergo potest Prælatus superior suspendere capitulum sibi subjectum, vel interdicere communitatem religiosam, si necesse sit, quia hæc potestas jure ordinario conjuncta est cum tali jurisdictione, et utilis est ad communem gubernationem; et nulla est ratio excipiendi illam. De interdicto enim locali est specialis ratio, quia quodammodo redundaret in personas non subditas ipsis Prælatis regularibus, et propterea non est eis data tam ampla potestas, quanta est in Episcopis; interdictum autem personale non transcendit ipsas personas vel communitatem earum; et ideo non est in eo similis ratio.

6. Dubitari autem potest an hæc potestas ferendi censuras conveniat etiam Prælatis conventualibus religionum; illi enim videntur esse tanquam parochi, quibus hæc potestas non conceditur. Dicendum vero est, etiam illos habere communiter potestatem excommunicandi, ut constat ex observantia fere omnium religionum, et ex supra dictis, citato cap. 2, ubi ostendimus posse etiam Prælatos habere jurisdictionem quasi Episcopalem, nam hic actus solet esse primus qui cum tali jurisdictione conceditur. Unde fit ut hi Prælati etiam possint suspendere singulas personas sibi subjectas, quia qui potest excommunicare, potest etiam suspendere; nam qui potest in majus, potest etiam in minus, quando est rationis similitudo sufficiens, vel quando comparantur quodammodo tanquam totum et pars, et potestas est jurisdictionis ordinariæ, et non delegatæ; quæ omnia in præsenti concurrunt. Suspensio autem capituli et communitatis non videtur pertinere ad hos Prælatos, quia non habent capitulum a seipsis condistinctum et sibi subjectum; Prælatus enim conventualis non habet jurisdictionem extra suum capitulum; illius autem ipse est caput, et ideo nihil potest peccare ipsum capitulum quod ipsi præcipue non imputetur, ac proinde non potest ipsemet esse judex criminis commissi a tali capitulo, ut capitulum est; ergo nec potest illud punire per suspensionem. Denique, sicut non potest suspendere seipsum, ita nec capitulum, cujus ipse est caput. Unde, licet juste suspenderet singulos, ipse semper maneret habilis, et in eo servaretur vox capituli, juxta doctrinam Abbatis, in c. 1, de Elect., n. 5, communiter receptam, ut testatur Navar., cons. 38, de Reg. Atque eadem ratio est de generali interdicto personali totius conventus; particulare vero videtur ferri posse per hujusmodi Prælatos, propter rationem proxime factam. Ordinarie autem non videtur esse in usu, sicut sunt aliæ duæ censuræ. Cujus ratio fortasse est, quia pro singulis personis illæ duæ censuræ sunt magis accommodatæ, et sufficiunt maxime pro personis religiosis, quæ non solent esse adeo contumaces. Imo, ut recedant a contumacia, sola excommunicatio imponi solet; quando vero additur suspensio, magis est ad punitionem delicti commissi, ad quem finem non est tam accommodata censura interdicti, quia privat mediis spiritualibus, et necessariis ad animæ profectum.

7. De aliis autem pœnis ecclesiasticis dicendum est, propriam irregularitatem non posse ab his Prælatis imponi. Probatur, quia neque Episcopi illam imponunt; irregularitas enim tam gravis res est, ut solo Pontificio jure imponatur, et solum in casibus ab ipso expressis, c. *Is qui*, de Sent. excommun., in 6, extra quos casus nec per judicis sententiam, nec per novum jus inferiorum Prælatorum potest imponi, ut in propria materia, disput. 40, de Censur., ostendi; ergo nullo modo Prælati religionum hanc pœnam imponere possunt, sed ad summum declarare an quispiam subditorum illam incurrerit.

8. De aliis vero inhabilitatibus res est magis dubia: hinc enim videtur, inhabilitare personam ad actum, ad quem natura sua vel divino jure habilis est, videtur esse potestatis supremæ, quam vocant meri et mixti imperii, ut colligi potest ex his quæ tradit Nav., consil. 26, de Regul., n. 4 et 5. In contrarium autem est, quia per statuta religiosorum puniuntur sæpe hujusmodi pœnis, quibus redduntur inhabiles ad prælationes vel officia, etc. Respondetur, quando hujusmodi pœnæ jure communi præscriptæ sunt, ut imponendæ propter aliqua delicta, Prælatum regularem juste posse talem pœnam imponere, imo etiam debere, quando jure proprio religionis alia pœna præscripta non est. Patet prior pars, quia illa pœna canonica est, et proportionata tali delicto; ergo juste imponi potest a judice qui potestatem habet ecclesiasticam puniendi tale delictum; cum alias ei non sit specialiter prohibitum talem pœnam imponere. Posterior autem pars probatur, quia judex debet secundum jus judicare; ergo si non habeat proprium, debet judicare secundum commune jus. Licet enim religiosi sint exempti a jurisdictione Episcoporum, non tamen a jure communi. Et ideo, si pœna sit lata ipso jure, et tale jus universale sit pro omnibus ecclesiasticis personis, religiosus transgressus ipso facto pœnam incurrit; ergo si pœna solum sit ferenda per judicem, etiam erit imponenda religioso delinquenti per suum Prælatum. At vero si jus non sit universale, sed de clericis secularibus loquatur (quod attente ex verbis et usu considerandum est), tunc non erit ita necessarium illam pœnam imponere, sed ad prudentiam judicis pertinebit illam legem imitari, et cum proportione ad talem personam et statum illam applicare.

9. Quando vero talis inhabilitas non est jure communi imposita, advertere oportet an respiciat actum cujus valor pendet aliquo modo ex potestate dominativa vel voluntate religionis, necne. Nam, quando habet dictam dependentiam, optime potest religio talem inhabilitatem imponere seu instituere, quia potest suum consensum non præstare, vel potestatem non concedere; sic ergo potest inhabilem reddere personam ad prælationem in religione habendam, non consentiendo, scilicet, electioni ejus, vel non præbendo jurisdictionem, quæ ab ipsa religione manare debet. Aliæ vero spirituales pœnæ, vel inhabilitates quæ hujusmodi non sint, neque a jure sint institutæ, non possunt a religionibus denuo excogitari, aut institui, quia hoc proprie spectat ad pontificiam potestatem, ut latius diximus tractando de censuris et de irregularitate, disp. 40, multoque minus possunt ipsi Prælati novas spirituales pœnas adinvenire aut imponere, sed solum quæ jure communi aut proprio impositæ sunt, vel ad instar illarum, quando pœna fuerit arbitraria.

10. *An dicta potestas competat Abbatissis monialium.* — Tandem dubitari potest an hæc potestas conveniat, vel convenire possit Abbatissis monialium. Ratio dubii quoad priorem partem esse potest, quia olim Præfecti monasteriorum, licet essent laici, poterant suspendere et excommunicare; nam de excommunicatione sæpe fit mentio in Regula S. Benedicti, ut patet ex regula 23 et sequentibus, usque ad 28; suspensionis autem meminit Cassianus, lib. 4 Instit., cap. 20; ergo eadem ratione poterunt Præfectæ monialium similes pœnas imponere. Quoad secundam vero partem, ratio dubitandi esse potest, quia in cap. *Dilecta*, de Majorit. et obedien., dicitur, Abbatissam solitam esse suspendere ab officio aut beneficio moniales, et clericos suæ jurisdictioni subjectos. De hac re dixi ex professo in materia de censuris, disp. 2, sect. 2, a n. 5, et ideo breviter eam expediam. Loqui enim possumus aut de communi et ordinario jure, aut de speciali privilegio alicujus Abbatissæ. Priori modo dicendum est, non posse monialium prælatas hujusmodi pœnas spirituales imponere, quia saltem ordinario jure non habent jurisdictionem spiritualem, quæ ad illas pœnas imponendas necessaria est. Unde idem dicendum est de quocumque Præfecto religiosorum non ordinato, quia secundum commune jus non clericus non est capax jurisdictionis spiritualis, ut supra tetigimus, c. 3, n. 20, et latius in eodem loco diximus; et ideo adnotavimus etiam supra, ex-

communicationem illam apud S. Benedictum non esse censuram ecclesiasticam, sed solum separationem quamdam a communi mensa vel choro, vel conversatione fratrum, ut ab expositoribus adnotatur, et ex ipsa regula non obscure colligitur. Et similis erat suspensio, de qua loquitur Cassianus, eamque vocat suspensionem ab oratione, id est, vel separationem a communi oratione, vel privationem proferendi orationem aliquam in communi conventu fratrum. Has ergo et similes pœnas poterunt Abbatissæ monialibus imponere, si alioqui sint conformes suæ regulæ vel consuetudini, et ordinarium modum disciplinæ religiosæ non excedant. Nec tales pœnæ sunt proprie spirituales, sed ad corporales reducuntur, ad modum exilii vel separationis cujusdam. Fortasse etiam potest hæc pœna ad aliquid spirituale extendi, ut si jubeatur quis non communicare tali die, vel non orare, sed in alio opere laborare in pœnam; hæc tamen, si aliquando permittantur, non imponuntur per propriam jurisdictionem, sed solum ut mandata quædam per dominativam potestatem, et non inferuntur proprie ut sunt spirituales privationes, sed ut inducunt aliquam notam vel ruborem.

11. Loquendo autem de specialibus privilegiis, Canonistæ multa concedunt his Abbatissis, ut patet per Panormitanum et alios, in dict. c. *Dilecta,* et in c. *Cum dilectus,* de Consuetud., n. 20, et in cap. *Dilecta,* de Excess. Prælat., nimirum, posse conferre beneficia, et habere jus instituendi, et consequenter posse suspendere a beneficio, imo et tollere illud, vel etiam suspendere ab ordine, saltem lato modo, præcipiendo scilicet clericis ne celebrent. Et rationem reddunt, quia ista sunt jurisdictionis spiritualis, et non ordinis. Et nihilominus omnes pro comperto habent non posse ex quocumque privilegio ecclesiasticas censuras inferre; et hoc sequuntur Sylvester, Angel. et alii, verb. *Abbatissa.* Difficilis tamen est illa ratio, et non satis consequens doctrinam; nam ferre censuras etiam est actus spiritualis jurisdictionis, et ad illum non requiritur ordo per se, et ex vi talis actus; ergo eadem ratio est de illo et de quocumque alio actu, qui per se requirat jurisdictionem spiritualem, et non ordinem. Patet consequentia, quia vel spiritualis jurisdictio prærequirit ordinem (sub illo primam tonsuram includendo) tanquam necessariam dispositionem seu conditionem, ut subjectum sit capax talis jurisdictionis; et sic nulla jurisdictio spiritualis neque actus ejus esse poterit in femina. Vel neque isto modo requiritur ordo ad jurisdictionem spiritualem habendam et exercendam; et sic etiam jurisdictio ad censuras ferendas esse poterit in persona carente omni ordine, vel etiam incapaci ordinis. Responderi poterit, verum quidem esse de absoluta potentia Pontificis posse jurisdictionem spiritualem, etiam ad censuras ferendas, communicari laico vel feminæ; tamen, secundum jus commune et perpetuam Pontificum observationem, id nunquam fieri, nec talia privilegia concedi; alios vero actus, qui minorem jurisdictionem requirunt, interdum concedi Abbatissis. Sed distinctio hæc mihi non satisfacit, quia non video quomodo possit sufficienter in jure fundari; nam, quod laicis vel feminis non communicetur jurisdictio ad excommunicandum, verbi gratia, maxime habetur ex generali regula, quod potestas clavium, etiamsi jurisdictionis tantum sit, solis clericis communicatur, juxta ordinarium et perpetuum jus Ecclesiæ; omnis autem jurisdictio spiritualis pertinet ad potestatem clavium. Unde Div. Thomas, in 4, d. 19, q. 1, art. 1, quæst. 3, ad 4, generaliter ait, *feminam non posse habere aliquam jurisdictionem spiritualem;* et iterum, *feminam non habere clavem ordinis aut jurisdictionis.* Addit autem, *mulieri committi aliquem usum clavium.* Circa quæ verba difficile ad explicandum est, quomodo alicui committatur usus clavis, si non committitur ipsa clavis; nemo enim uti potest re quam non habet. Item nemini committi potest usus jurisdictionis, nisi committatur jurisdictio; ergo similiter, etc. Quid ergo est committi feminæ usum clavium, vel (quod idem est) usum jurisdictionis ecclesiasticæ, si clavis ipsa et jurisdictio non committitur?

12. *Concluditur neque ex jure speciali Abbatissas habere propriam jurisdictionem spiritualem in moniales.* — Sane D. Thomas non aliter declarat usum clavium, qui committitur feminæ, nisi *quia ei datur habere correctionem in subditas mulieres, propter periculum quod imminere posset, si viri mulieribus cohabitarent.* Unde non videtur loqui de speciali potestate quæ illi solet aliquando concedi ex privilegiis, non solum in feminas subditas, sed etiam in viros, et clericos quos interdum potest habere subjectos, ut patet ex dicto c. *Dilecta.* Quare, juxta mentem D. Thomæ, non dicitur concedi feminæ usus clavium, quia verus actus jurisdictionis spiritualis ei conce-

datur; nam corripere subditas feminas non est actus jurisdictionis spiritualis, sed est actus cujusdam dominii religiosi, quod proprie non a potestate clavium, sed a voto obedientiæ et professione religiosa descendit. Vocatur autem ille usus clavium, vel solum per quamdam analogiam et imitationem, quia illud dominium est aliquo modo spirituale; vel quia etiam illa potestas et usus ejus non est sine interventu clavium, quia etiam ille modus Prælationis seu regiminis non potest esse sine approbatione Pontificis, et ideo est veluti quidam usus per claves commissus. Quocirca, respectu monialium certum videtur nunquam Prælatas habere potestatem imponendi prædictas pœnas spirituales, saltem per seipsas, quia per nulla privilegia major potestas coerciva eis conceditur circa moniales subjectas, quam quæ sufficiat ad prædictam correctionem religiosam.

13. *In clericos et alias personas habere potest Abbatissa jurisdictionem quodammodo spiritualem.*— De aliis vero personis, et maxime de clericis qui interdum eis subjiciuntur, existimo imprimis, illam subjectionem non esse ratione alicujus propriæ jurisdictionis spiritualis, ut ratio facta, et auctoritas D. Thomæ probat; sed ratione alicujus dominii, vel jurisdictionis quæ, licet substantialiter temporalis sit, tamen annexa est aliquo modo bonis aut personis ecclesiasticis, et ideo ecclesiastica dici potest, et quodammodo spiritualis, quam committi feminæ nec repugnat, nec est omnino inusitatum. Atque hoc modo habet aliquando Abbatissa integram administrationem et gubernationem omnium bonorum monasterii, quæ ecclesiastica sunt, inter quæ bona sæpe continentur villæ et castra, quorum jurisdictio temporalis tota est monasterii, et Abbatissæ committitur, et aliquando etiam extenditur ad personas clericorum, quantum ad actum præcipiendi illis, et castigandi illos; nam hi etiam actus de se non sunt spirituales, sed corporales (ut sic dicam); Ecclesia autem eos sibi reservavit propter dignitatem talium personarum; eos autem interdum committit etiam per jurisdictionem ordinariam his personis quæ, licet ordinem non habeant, sunt tamen ecclesiasticæ, et in ecclesiastica dignitate constitutæ. Quæ conditio sufficit ut ei committatur jurisdictio in personas ecclesiasticas, quando non datur ad actus proprie spirituales, sed ad alios temporales vel corporales, quatenus in persona ecclesiastica versari possunt.

14. *Nunquam tamen ei conceduntur actus proprii et directi spiritualis jurisdictionis.* — Quocirca, quando actus est proprie spiritualis, existimo nunquam dari hujusmodi personis propriam jurisdictionem ad illos efficiendos, sed ad summum concedi actum aliquem, qui sit veluti conditio ad cujus præsentiam, id quod spirituale est, fit ab ecclesiastico Prælato, ad cujus potestatem id spectat. Exemplum est in facultate eligendi confessorem, quæ datur pœnitenti; non enim illi tribuitur potestas dandi alteri jurisdictionem, sed designandi personam, cui statim Pontifex dat jurisdictionem; ita ergo, cum dicitur Abbatissa posse conferre beneficium, aut habere jus instituendi, et similia, intelligendum existimo quoad actum præsentandi seu designandi clericum, cui beneficium vel jurisdictio ecclesiastica conferatur; nam dare hanc jurisdictionem vel beneficium, quoad jus spirituale quod includit, est actus clavium, quarum potestas feminis non communicatur, juxta c. *Nova*, de Pœnit. et remiss. Aliquando vero hæc præsentatio fit homini, verbi gratia, Episcopo, ut ab eo collatio et institutio fiat, ut in c. *Ea noscitur*, De his quæ fiunt a Prælatis sine, etc. Aliquando vero fieri potest absoluta per simplicem designationem, et quasi electionem, ut ipso facto beneficium et spirituale jus a Pontifice conferatur. Atque eadem ratione potest interdum Abbatissa dare possessionem beneficii, quia ille in rigore non est actus propriæ jurisdictionis spiritualis in ipso executore, sed in præcipiente; tunc autem Abbatissa solum se habet tanquam is cui delegatur executio; et eodem modo potest dare titulum, id est, testimonium beneficii alteri collati, non a se, sed a Pontifice ad suam nominationem. Eodem ergo modo possunt e contrario privare beneficiis, vel possessione eorum in pœnam, si hoc eis speciali privilegio concessum sit, quia tunc etiam non exercent proprie jurisdictionem spiritualem, sed ad voluntatem earum Pontifex est, qui suspendit influxum, seu aufert jurisdictionem spiritualem.

15. Dices: ergo simili modo poterunt etiam excommunicare, non directe, et per se spirituale vinculum faciendo, sed designando personam quam Pontifex statim liget ad declarationem seu voluntatem Abbatissæ. Respondetur non inveniri in hoc repugnantiam, nec excedere potestatem Pontificis, ut a fortiori constat ex dictis in materia de censuris; regulariter autem hoc non concedi, fortasse propter periculum abutendi censuris; vellent enim suo judicio illas imponere vel auferre,

quod non potest esse conveniens. Aliquando autem concedi solet his Abbatissis, ut per officiales suos possint excommunicare ; tunc autem ipsi officiales non accipiunt potestatem excommunicandi ab Abbatissis, sed a Summo Pontifice, ad mandatum seu designationem Abbatissæ ; sicut dici etiam potest de Conservatoribus judicibus; eliguntur enim a religiosis per sua privilegia; jurisdictio autem eis datur a Summo Pontifice. Denique eodem modo de aliis censuris suspensionis et interdicti judicandum est, ut expresse Abbas supra docuit; quamvis, latius loquendo de his prout solum significant prohibitionem aliquam, possit interdum per hujusmodi Abbatissas fieri, ut supponitur in dict. cap. *Dilecta*, et dixi in materia de censuris. Et hæc de pœnis spiritualibus.

## CAPUT X.

### AN IN PRÆLATIS RELIGIONIS SIT POTESTAS COERCIVA AD PŒNAS CORPORALES.

1. *Prælatus religiosus nequit pœnam mortis imponere subdito. — Posset tamen ex vi professionis relaxare brachio seculari. — Aliunde tamen id revera non potest.* — Circa corporales pœnas potest in specie tractari, ad quas se extendat hæc potestas Prælatorum religionis. In quo certum est non extendi hanc potestatem ad pœnam mortis, quæ a nullo judice ecclesiastico imponi potest, capit. *Cum non ab homine*, de Judiciis. Quia vero ecclesiastici judices interdum possunt sententiam ferre de delicto, et reum postea remittere brachio seculari, dubitari potest an potestas horum Prælatorum ad hoc se extendat. Dicendum enim videtur, ex vi solius professionis religiosæ hoc non repugnare, quia possunt Prælati regulares religiosum incorrigibilem propter enormia crimina habitu et omnibus privilegiis religionis privare ; ergo consequenter possunt, si dilecta id mereantur, talem personam tradere brachio seculari. Dixi autem , *quantum est ex parte professionis*, quia, si religiosus sit ordinatus clericus, non potest religiosus Prælatus illum degradare, nec privare privilegio clericali , et illum tradere brachio seculari, quantumvis illum privet statu seu habitu religionis. Addo etiam, si ex parte ipsius Prælati consideretur quod est clericus, quodque jurisdictionem ecclesiasticam administrat, non posse ita religiosum privare immunitate, ut illum tradat brachio seculari, nisi hoc ei speciali privilegio concessum sit. Ratio est, quia , nisi hæc remissio fiat auctoritate seu privilegio Pontificis, vix potest ab irregularitate excusari, ut latius in propria materia tractavi , disput. 47 , section. 1 Secundo, quia hæc immunitas conceditur religioso , non tantum ut clericus est, sed etiam ut est religiosus, in favorem, non privatæ personæ, sed religionis ; et ideo non potest Prælatus privare religionem hoc favore propter peccatum privatæ personæ, nisi hoc ei specialiter concedatur ; sicut non potest privata persona renunciare privilegio in favorem communitatis concesso, cui per talem renunciationem præjudicium fiat. Et ob hanc causam, existimo Prælatos religionum nunquam habere hanc potestatem, quia nunquam est eis specialiter concessa, neque expedit ut ea utantur, propter decentiam et honorem religionis.

2. *Objicitur ex consuetudine condemnandi ad mortem ejectos.* — Objici autem potest communis usus, et praxis secularium judicum condemnantium ad mortem hujusmodi religiosos delinquentes et ejectos , quam ubique servari testatur Cassaneus, in Consuetudinibus Burgundiæ , fol. 51, num. 66. Sed circa hoc advertendum est, dupliciter intelligi posse religiosum tradi brachio seculari, ut de crimine morte digno judicetur, scilicet permissive tantum ac remote, auferendo impedimentum religiosi habitus et immunitatis. Secundo, immediate , et ( ut sic dicam ) positive, illum tradendo in manibus judicis secularis, postquam de crimine convictus et judicatus est. Nos loquimur de hoc posteriori modo, et sic negamus esse talem consuetudinem. Imo etiam ab aliis judicibus, quando non temere, sed ordinate procedunt, vix aliquando id fit, nisi in casu hæresis ; in quo casu etiam cum religioso id faciendum est, non tamen a Prælato religionis, sed ab Inquisitoribus , quibus judicium de illo crimine reservatum est, ut in specie , agens de jurisdictione religiosorum, tractat Navarrus, Consil. 1, de Hæreticis. Alii vero casus, in quibus possunt Prælati ecclesiastici hoc modo tradere clericum degradatum judici seculari, rari sunt, ut tractavi t. 5, ad 3 partem, disput. 6, de Suspens., sect. ult. Et in eis existimo, non debere nec posse religiosum Prælatum hoc modo tradere subditum, quantumvis incorrigibilem , tradere brachio seculari, propter ea quæ diximus. Consuetudo ergo illa, si quæ est, videtur intelligenda priori modo ; in quo etiam alia distinctio obser-

vanda est; nam religiosus semel ejectus dupliciter potest morte plecti a judice seculari. Primo, propter delicta commissa post ejectionem a religione, digna tali pœna; et hoc modo facile potest admitti, si fuerit consuetudo, quando religiosus ejectus alias clericus non est; quia in eo statu judex ordinarius ejus non est Prælatus religionis, nec videtur reputari tanquam persona ecclesiastica, supposita dicta consuetudine. Quod ideo adverto, quia religiosus, quantumcumque ejectus, verus religiosus manet, ut infra, lib. 3, cap. 5, ostendam, et sub obedientia Episcopi esse debet tanquam ecclesiastica persona; et ideo videtur frui privilegio fori, nisi per contrariam consuetudinem amissum sit. Quæ consuetudo maxime tolerari posset, quando talis religiosus ejectus nec regularem aut clericalem habitum portaret, nec obedientiam Episcopo servaret. Secundo modo posset puniri religiosus ejectus propter crimina in religione commissa; et hoc modo nec admittendam, nec probandam censeo talem consuetudinem, nimirum, quod a judice seculari possit ad mortem damnari propter talia crimina, tum quia illa commisit in alieno foro, et quasi in diverso territorio; tum etiam quia supponitur jam judicatus et punitus, nam per sententiam definitivam ejectus est a religione propter talia crimina.

3. *Nequit item Prælatus damnare subditum ad mutilationem, aut etiam flagellationem per plateas.*—*Bene tamen damnare ad triremes.*— Præterea non extenditur hæc potestas ad mutilationem membri, nam hæc ejusdem rationis est cum pœna mortis, quod attinet ad irregularitatem et repugnantiam cum ecclesiastica mansuetudine. Item excludenda videtur pœna publica corporis, quæ ordinarie non est in usu in ecclesiastico foro propter decentiam religiosi et clericalis status; qualis est publica flagellatio per plateas et vias civitatis. Nam, licet absolute non excedat ecclesiasticam jurisdictionem hujusmodi pœna citra sanguinis effusionem, tamen regulariter non est in usu Ecclesiæ respectu personæ ecclesiasticæ; neque talis pœna per canones aliquando designatur, et ideo non est extendenda potestas Prælati regularis, ut arbitrio suo possit illam imponere. Potest nihilominus religio punire subditum pœna triremis, ut late Navar., Comment. 2, de Regularib., num. 53, ubi id maxime probat ex consuetudine plurium regularium, et quia illa pœna non includit diffusionem sanguinis per se, neque aliquo speciali jure est prohibita, et ideo potuit consuetudine induci, nam jurisdictio potest consuetudine acquiri, c. *Cum contingat*, de Foro compet., ubi glossa alia refert. Sicut etiam quoad alia multa horum Prælatorum jurisdictio consuetudine aucta est.

4. *Objectio contra hanc pœnam triremium.*— *Impugnatur evasio.*—Potest autem objici ex eodem Navarro, quia hujusmodi pœna videtur nimis acerba, et excedens fraternitatem et mansuetudinem religiosam, et (quod gravius est) nimis periculosa saluti animarum eorum qui sic puniuntur, propter pravam societatem, et mores perditos, et infinitas peccandi occasiones illius status. Cum ergo Prælati religiosi maxime debeant subditorum saluti consulere, quantumvis mali sint, alienum ab eorum charitate et munere videtur hanc pœnam imponere. Unde non legimus antiquos Patres, Basilium, Augustinum, Benedictum, etc., tali pœna usos fuisse; imo (quod magis urget) neque Episcopi solent seculares clericos hac pœna afficere, sed solus Summus Pontifex videtur posse id facere. Ratio etiam adhiberi potest, quia nulla pœna repugnans privilegio canonis *Si quis suadente*, potest imponi a judice ecclesiastico inferiori Summo Pontifici, nisi juxta formam juris communis, scilicet post realem degradationem, quia Prælatus inferior non potest privare subditum privilegio a superiore concesso; at vero pœna triremium est contra privilegium canonis, quia ibi rei vapulantur a laicis, et per vim ibi detinentur. Nec satis est respondere, illud fieri auctoritate, et quasi ex commissione Prælatorum, et ideo excusari juxta c. *Ut famæ*, de Sentent. excomm., nam, licet hoc satisfaciat quoad violentam detentionem, non tamen quoad verberationem; quia hoc ipsum est contra privilegium canonis; prohibetur enim Abbas flagellare subditum religiosum per laicum, capit. *Universitatis*, de Sent. excommunic., et ibi communis.

5. *Satisfit objectioni.* — Respondetur has rationes persuadere, raro posse ac debere Prælatos regulares hanc pœnam imponere, non tamen probare esse per se injustam aut illicitam, quia potest esse æqualis delicto, et alias non est intrinsece mala, nec jure prohibita. Neque obstat quod non legamus antiquos Patres illa usos fuisse, tum quia aliquæ fortasse graviores tunc erant in usu, qualis est perpetua incarceratio cum magna ciborum diminutione, et aliis corporalibus pœnis; tum etiam quia tunc non erat tanta necessitas, quia non

erat tanta multitudo personarum in singulis religionibus, nec fervor earum adeo fuerat diminutus. Et ideo, licet talis pœna acerba sit, non semper excedit religiosam charitatem et mansuetudinem, quia est interdum necessaria ad exemplum et timorem aliorum, et ad satisfaciendum publico scandalo, ex enormi et publico delicto exorto. Magis profecto cavenda esset hæc pœna propter periculum animæ; tamen, quia hoc periculum accidentarium est, toleratur interdum, eo quod non occurrat alia commoda via digne puniendi delictum sine morte. Et fortasse ideo hæc consuetudo non ita invaluit apud Episcopos respectu clericorum secularium, quia, quando aliquod delictum est dignum acerba pœna corporali etiam in persona ecclesiastica, perpetuo vel diuturno carcere illud punire solent; quia sine magno gravamine id facere possunt, et cum minori periculo reorum ; religio autem sæpe non posset sine magno gravamine hos secum retinere etiam carcere inclusos, ut infra, lib. 3, iterum attingemus, tractando de ejectis.

6. *Ad impugnationem evasionis in num. 4 Navarri responsio non placet. — Altera responsio, quæ etiam instatur* — Ad rationem autem in contrarium respondet Navarrus, legem prohibentem ne persona ecclesiastica per laicum verberetur, etiam auctoritate Prælati ecclesiastici, contraria consuetudine sublatam esse, ita ut non solum a pœna et censura, sed etiam a culpa excuset. Verumtamen et Panormitanus, quem ipse citat, non probat illam consuetudinem, et præterea non dicit esse de verberatione, sed de tortura, de qua fortasse non est eadem ratio, nisi accommodetur modo statim explicando. Et ideo, in tomo 5, disp. 22, sect. 1, a n. 40, explicando excommunicationem canonis *Si quis suadente,* censui illud c. *Universitatis,* suam obligationem retinere, præsertim circa regulares, de quibus in specie loquitur ; nec puto contrariam consuetudinem in eis ostendi posse. Dico ergo imprimis, c. *Universitatis* loqui quando pœna flagellationis directe imponitur, et persona religiosa ad hoc traditur ministro ut vapulet. Quod non ita fit in pœna triremis, quia per se solum ordinatur ad laborem remigandi, per accidens autem adjungitur flagellatio. Sed hoc non satisfacit, quia vel postea licite verberatur religiosus damnatus ad triremes, vel non. Si primum, jam sine culpa non servatur lex lata in dict. c. *Universitatis.* Si secundum, certe non juste damnatur religiosus ad illam pœnam, tum quia, moraliter loquendo, habet verberationem quasi per se adjunctam ; tum quia datur aliis materia peccandi.

7. *Exactior responsio.*—Addendum ergo est, dictum cap. *Universitatis* specialiter loqui de verberatione quæ fit modo religioso, et juxta religiosam disciplinam, ut ex ipso textu clare constat ; et quoad hoc non existimo illam legem esse usu revocatam ; neque talis consuetudo esset rationabilis, cum hoc pertineat ad religiosam honestatem, et possit decenter servari; quando autem religiosus verberandus est non more religiosorum, sed more aliorum secularium, et infamium reorum, non procedit ille textus, quia nec de tali casu loquitur, nec posset decenter servari, quia non potest persona religiosa tale munus per se licite aut decenter exequi. Ita ergo contingit in verberatione illa quæ fit in triremibus, et in hoc est etiam simile exemplum de tortura ; ideo enim religiosi torquentur per ministros laicos, quia torquentur more laicorum, quod tortoris munus non posset religiosa persona per se decenter exequi. Illud autem in utroque casu difficile manet, quomodo scilicet possit religiosus taliter torqueri licite, vel ad laicalem (ut sic dicam) verberationem, vel pœnam, quæ illam includat, damnari. Ad quam difficultatem nihil aliud respondere possumus, nisi consuetudine introductum esse, quam damnare non possumus, cum sciente et tacente Summo Pontifice invaluerit, et a viris doctrina et religione insignibus observetur ; quæ bona etiam fide incipere potuit, quia nullum est expressum decretum quo prohibeatur ; nam potius in cap. 1, de Calumniatoribus, subdiaconus verberibus publice castigari præcipitur, et in c. *Quia juxta,* 3, q. 6, similiter dicitur, aliquando posse ut infamem verberibus castigari.

8. *Potest ulterius Prælatus damnare subditum exilio. — Unus modus exilii ad quem datur potestas. — Alter modus.* — Statuendum præterea est, posse etiam Prælatum regularem punire subditum criminosum pœna exilii; hanc enim etiam canones imponunt ecclesiasticis personis, ut patet ex c. *Cum beatus,* 45 d., et c. 1 de Calumniatoribus, ubi glossæ id notant, et alia jura adducunt ; et de persona religiosa est eadem ratio, et nullibi invenitur prohibitum quod hac pœna puniatur ; neque etiam ob rigorem excedit potestatem talium Prælatorum, nam major est pœna triremium ; ergo. Potest autem hoc exilium dupliciter intelligi. Primo, intra ipsam religionem ; secundo, expellendo a religione, et simul relegando. De priori modo est res perspicua, et

quotidiana praxis; nam ubi sunt filiationes monasteriorum aut provinciarum, solent religiosi propter delicta a propriis monasteriis vel provinciis ad aliena transferri; et illud est quoddam exilii genus, quo modo solent etiam puniri moniales, quando graviter et scandalose in suis monasteriis delinquunt; tantoque gravior erit hæc pœna, quo in loca magis distantia, vel minus cognita, facta fuerit mutatio. Ubi autem non sunt filiationes, habet locum hoc exilium per mutationem provinciæ aut regni, vel propriæ originis, vel professionis, et educationis in eadem religione. De secundo autem modo exilii solent aliquando religionum Prælati, dum aliquem expellunt, illi simul præcipere, ut in tali provincia vel religione non habitet, et ita simul condemnant reum et ad expulsionem et ad exilium. Et videtur hoc esse posse justum, tum quia delictum potest esse dignum utraque pœna; tum etiam quia ad honorem vel pacem religionis pertinere potest, ut talis religiosus ejectus ibi non habitet.

9. *Ad hunc modum non dari potestatem probatur.* — Sed nihilominus in rigore non videtur obligare tale præceptum, et consequenter neque hanc pœnam posse hoc modo imponi, quia postquam religiosus ejectus est, non est subditus religionis, nec tenetur Prælatis ejus obedire; ergo neque illi præcepto obedire cogitur; nam, eo ipso quod cessavit subjecto, cessavit etiam præceptum. Confirmatur, quia non potest Prælatus imponere præceptum subdito, pro eo tempore pro quo vel ipse non est futurus Prælatus, vel alter non est futurus subditus, tum quia præceptum expirat morte mandantis, nisi sit lex; tum etiam quia extra territorium jus dicenti non est parendum, c. 2, de Constitut., in 6. Confirmatur tandem, quia ob similes rationes (præter alias), si Prælatus ei, quem ejicit, præcipiat ingredi aliam religionem, non tenetur ei parere, ut dixit Navarr., consil. 77. de Regul., et infra etiam, lib. 3, c. 5, num. 20, dicemus. Unde etiam obiter colligo, religiosum ejectum, cui Prælatus concedit facultatem ingrediendi aliam religionem, dummodo non sit in tali regno vel provincia, non obligari ex vi præcepti ad hanc conditionem servandam; quia illa respicit tempus in quo jam non est futurus subditus, et virtute continet quoddam exilium. Dico autem, *ex vi præcepti*, nam ex vi pacti posset obligari, ut si ad vitandum aliud genus pœnæ justæ, sub ea conditione et pacto acceptasset ejectionem; tunc enim, si conditio fuerit justa, et libere acceptata, obligat non per modum præcepti humani, sed ex naturali lege fidelitatis vel justitiæ; neque erit sufficiens excusatio, quod metu gravioris pœnæ fuerit acceptata; quia ille metus non fuit injuste incussus; sicut quando damnato ad mortem remittitur pœna, ea lege ut obligetur ad ducendam in uxorem talem mulierem, vel ad tale munus publicum exercendum, justa est conditio, et obligans postea in conscientia.

10. Præter has pœnas potest etiam Prælatus religionis præcipere subdito graviores aliquas pœnitentias, vel labores, aut opera, vel aspera et dura, vel humilia et abjecta, pro qualitate delicti. Hæc sumitur ex Sylvestro, verb. *Religio*, 6, q. 6, et Angelo, verb. *Religiosus*, num. 29, et constat ex dictis supra de voto obedientiæ. Unde in hoc consideranda est differentia inter has pœnas et alias graviores corporales, quod ad alias solum obligatur homo, ut eas patiatur, non resistendo violenter; ad eas autem potest obligari religiosus etiam active (ut sic dicam), eas in se exequendo, quia hæc obligatio non excedit humanam jurisdictionem, nec est res nimis ardua aut difficilis, de quo latius in materia de Legibus, lib. 5, a c. 5. Hic vero occurrebat specialis difficultas de religioso damnato ad perpetuum carcerem, an teneatur non fugere, etiamsi possit. Item, si damnatus sit, ut fame paulatim pereat, per insensibilem quamdam cibi diminutionem et subtractionem, an teneatur non amplius comedere, etiam si possit. Verumtamen hæ quæstiones generales sunt, de quibus videri potest Covar., lib. 1 Variar., c. 2, n. 14; Cajet., 2. 2, q. 69, art. 4; Sot., lib. 5 de Justit., q. 6, art. 4; et specialiter de religiosis, Navar., Comment. 4 de Regul., numero sexagesimo tertio; Salsedo, in Practica crimin., c. 137. Qui omnes concludunt, in priori casu teneri religiosum ad non fugiendum, tum ex generali lege justitiæ vel obedientiæ, qua tenetur reus parere sententiæ justæ, et illam servare, quantum ad ea quæ per ipsum licite exerceri possunt; tum etiam speciali titulo, quo religiosus tenetur ratione voti obedientiæ in claustro manere, et intra terminos ejus a Prælato præscriptos. Quæ sententia vera est, maxime in religiosis; intelligenda tamen videtur ex vi solius detentionis seu incarcerationis; per accidens vero, propter gravissima incommoda tali incarcerationi adjuncta, accidere potest ut contrarium liceat, sicut jam dicemus.

11. In altero ergo puncto resolutio com-

munis est, non teneri reum abstinere a cibo necessario ad vitam conservandam propter pœnam impositam; imo multi dubitant an licite possit id facere; qua quæstione omissa, quia pertinet ad materiam de homicidio, saltem certum est non posse obligari in conscientia ad hujusmodi abstinentiam, quia et est res nimis difficilis, et naturali inclinationi repugnans, et alioqui non est necessaria ad commune bonum; satis enim est quod re ipsa possit juste cibis privari, et quod judex possit præcepto suo ministros justitiæ obligare ne alimenta præbeant hujusmodi malefactori; quod etiam potest prohibere Prælatus religionis, tam virtute obedientiæ, quam ratione voti paupertatis. Ipsi vero religioso prohibere non potest quin licite comedat, si possit, quia nec justitia, nec obedientiæ aut paupertatis votum ad tam difficilem abstinentiam obligat. Unde infero, religiosum sic damnatum posse licite fugere, non ad fugiendum carcerem, sed mortem. Omnes enim fatentur damnatum ad mortem licite fugere, si possit, quia privilegium vitæ tuendæ maximum est, ut constat ex auctoribus citatis, et aliis quos ipsi referunt. Sed qui ita damnatur ad perpetuum carcerem, ut per continuam inediam paulatim pereat, est damnatus ad mortem, nam, licet non sit damnatus ut occidatur, est tamen damnatus ut quasi ab intrinseco moriatur, quod perinde est, quantum ad vitæ detrimentum pertinet; ergo propter illud vitandum licebit fugere. Et fortasse in hoc casu loquuntur Angelus, et alii auctores, quos Covar., Navar. et Salsedo referunt, dicentes licere fugere damnato ad perpetuum carcerem.

## CAPUT XI.

### AN RELIGIOSI POSSINT A SENTENTIIS ET PRÆCEPTIS SUORUM SUPERIORUM APPELLARE.

1. *Arguitur posse religiosum appellare a sententia injusta.—Item a justa, sed nimis rigorosa.*—Hoc in loco tractandum occurrit, an religiosus possit appellare a sententia Prælati, per quam ad gravem pœnam condemnatur. Et, ut quæstio sit specialis hujus materiæ, sumenda est in eo casu, in quo licitum esset seculari clerico, vel laico, a sententia legitimi judicis appellare, vel quia reputat illam injustam, vel nimis rigorosam, et sperat a superiore esse juste leniendam. In priori ergo casu videtur licere etiam religioso appellare, juxta doctrinam D. Thomæ, 2. 2, q. 68, art. 3, quia talis appellatio nihil aliud est quam quædam naturalis defensio, qua nemo potest juste privari. Confirmatur, quia si Prælatus religionis subditum aggrederetur injuste, ut illum gladio occideret, posset subditus se etiam gladio defendere, propter naturale jus defensionis; ergo si illum aggreditur per sententiam injustam, poterit se defendere, saltem per appellationem justam. Quod si hoc necessario admittendum esset in religioso, si damnari posset ad mortem, eadem ratione licebit quotiescumque damnetur ad patiendam injuriam, tantoque magis, quanto pœna injusta fuerit acerbior. Idem argumentari possumus de altero casu, quando, licet pœna non excedat limites justitiæ, multum tamen rigorosa est, et infra eosdem posset mitior imponi; cur enim non licebit reo mitiorem judicem postulare, cum non petat injustum? aut cur debet hoc magis religioso prohiberi quam aliis, cum religiosum judicium mitissimum omnium et paternum potius quam judiciale esse debeat? Tandem, quando Prælatus inferior præcipit subdito aliquid nimis grave et difficile, potest subditus ad superiorem Prælatum recurrere, non solum pro injustitia, sed etiam pro nimio gravamine tollendo; ergo idem erit in pœnis.

2. *Arguitur non posse, tum ex jure communi. — Tum ex statutis religionum.* — In contrarium autem facere videtur c. *Reprehensibilis*, de Appellationib., ubi dicitur : *Statuimus ne subjecti contra disciplinam ecclesiasticam in vocem appellationis erumpant ;* et in fine subditur : *Præcipue vero hoc in religiosis volumus observari, ne religiosi, cum pro aliquo excessu fuerint corrigendi, contra regularem Prælati sui et Capituli disciplinam appellare præsumant, sed humiliter ac devote suscipiant quod pro salute sua fuerit eisdem injunctum.* Et in c. *Ad nostram*, eod. tit., præcipit Alexander III cuidam Abbati, ut, licet religiosus appellare præsumat, eum, juxta sui ordinis institutionem, castiget. Idem sumitur ex c. *Licet*, de Officio ordinarii. Ex quibus juribus ortum videtur axioma communiter receptum, inter probos religiosos *appellationis vocem audiendam non esse ;* et per statuta vel consuetudines religionum communiter hoc prohibetur, ut dicitur in lib. Monumenta ordinum, fol. 125, alias 220, concess. 499, et specialiter in ordine Prædicatorum est constitutio prohibens appellationem, quam his verbis refert Armilla, verb. *Accusatio*, in fine: *Declaramus quod, licet appellatio sit de jure naturali, unusquisque po-*

*test juri suo renunciare, et eo ipso quod quis obedientiam sponte profitetur, secundum Constitutiones nostras, secundum quas non licet appellare*, etc., et infra refert in quodam capitulo generali, *denunciatum fuisse fratribus universis, quod de jure communi, et ex privilegio Ordinis speciali nulli fratrum licitum est a correctione, vel ab officiorum amotione appellare.* Et similis prohibitio, licet aliis verbis, habetur in eorum Constitut., dist. 2 : *Cum non venerimus* (dicitur ibi) *contendere, sed potius delicta corrigere.* Et videri potest Ferdinandus a Castillo, lib. 2 suæ Chronicæ, cap. 8, ubi refert etiam confirmationem Bonifacii IX. Unde etiam confirmatur ; nam in nostra Societate, Paulus III, in Bulla ult., circa princ., inter alia statuit, *ut a correctione regulæ Societatis hujusmodi secundum ordinationes factæ, ut vigor disciplinæ melius conservetur, appellari aut talis appellatio per ullum judicem admitti non possit.* Item, Cisterciensibus privilegium concessum est, ut a correctionibus Præpositi Generalis vel Visitatorum ejus appellari non possit, etiam ad Sedem Apostolicam, sub pœna excommunicationis Sedi Apostolicæ reservatæ, nisi a generali congregatione, et in casu denegatæ justitiæ, aut pro notoria injuria. Ita refertur in Compendio Societatis, verb. *Appellatio*, ubi aliud simile privilegium refertur canonicis regularibus concessum ; et Julius II idem concessit Minoribus, prout habetur in Supplemento, concess. 553.

3. Ad hæc vero omnia respondent aliqui, intelligenda esse altero e duobus modis. Prior est, ut a correctione Prælatorum non sit religiosis appellandum, nisi correctiones in modo excedant, alioqui, interveniente excessu, non putant esse religiosis prohibitam appellationem, etiam a correctione regulæ. Ita sentit glossa 1, in c. *De priore*, de Appellationib., ubi idem sentit Decius, et Panormit., in c. *Ad nostram*, de Appellat., ubi in principio ita colligit conclusionem illius textus : *A correctione legitima non appellatur, nisi modus excedatur* Deinde a contrario sensu infert, appellationem permitti religiosis, quando indebite prægravantur per superiorem, quia nulli deneganda est defensio, cap. *Cum inter*, de Exceptionib. Idem habet Glossa, Panormit,, et alii communiter ex textu ibi, in c. *Licet*, de Offic. Ordin. Quam sententiam sequitur Navarr., Comment. 3, de Regularib., num. 51, et consil. 4, de Appellat,, ubi inter alia ait, nullo jure prohiberi regularem appellare ; quin potius, in c. 1, et 2. 2, q. 6, omnibus dicitur permissa appellatio, quod saltem intelligendum est de omnibus quibus non est appellatio specialiter prohibita, ut idem Navarr. notat, ex Glossa, in l. *Qui restituere*, ff. de Rei vendicat. Qui omnes addunt rationem, quia, quando in correctione modus exceditur, contra jus naturæ esset tollere defensionem ; ergo et appellationem.

4. Hæc tamen responsio difficilis est, primo, quia hoc modo nulla est differentia inter secularem clericum respectu Episcopi, et religiosum respectu sui Prælati ; nam etiam secularis appellare potest a correctione, si sit ultra modum ; si autem modus servetur, etiam ille prohibetur appellare in dict. cap. *Licet*, et in Tridentino, sess. 13, cap. 1, de Reformat. ; ergo nulla est differentia. Consequens autem videtur contra communem sensum, et supradictum axioma receptum, quod speciale esse creditur in religiosis, quod etiam significatur in dict. cap. *Reprehensibilis*, in fine. Secundo obstat, quia alias Pontificia indulta nihil concedunt, quia non appellare a moderata et legitima correctione, ex debito justitiæ necessarium est, ut ex D. Thoma diximus, n. 1, in religiosis autem, etiam ex speciali debito obedientiæ ; ergo si Pontifices hoc tantum voluerunt esse prohibitum, nullum speciale privilegium concesserunt, quod videtur esse contra mentem eorum. Tertio, ratio illa de defensione naturali videtur inefficax, nam est ab specie ad genus negative ; quia defensio, etiam justa et moderata, est genus, et latius patet quam appellatio ; ideoque, licet alicui denegetur appellatio, non recte infertur defensionem denegari. Potest enim ad superiorem recurrere per simplicem querelam, vel per modum supplicationis aut precum, et ab eo obtineri vel justitia, vel gratia ; quod est sufficiens remedium diversum ab appellatione, ut ex dicendis constabit, et multo magis decens religiosum statum. Vide Panorm., c. *Cum dilectus*, de Appellationibus.

5. Alius modus respondendi est, per dicta indulta non prohiberi religiosis simpliciter appellationem, sed illam quæ fit ad aliena vel extrinseca tribunalia, vel per alium modum indebitum, qualis esset recedere a conventu, prætextu accedendi ad superiores sine eorum facultate ; quod merito prohibetur in Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 4, de Regularib. ; et Gregorius XIII, in quadam Constitutione, præcipit sub gravibus pœnis religiosis Minoribus, ne ad secularia tribunalia appellent ; non vero prohibet appellationem servato debito ordine

intra propriam religionem, vel, si necesse sit extra totam illam appellare (ut si a supremo generali Prælato appellandum sit), id fiat ad Apostolicam Sedem, vel ad tribunal ab ipsa designatum. Sic enim in dict. c. *De priori*, graviter reprehenditur quidam Prior, qui appellationem ad Sedem Apostolicam non admisit, nam ad Romanam Ecclesiam omnibus appellare licet, c. *Ad Romanam*, cum aliis, 2, q. 6; et in Congregatione Cardinalium pro regularibus decretum factum est anno 1587, ut appellationes religiosorum fiant immediate ab uno Prælato religionis ad proximum superiorem, et a Generali ad Protectorem, et a Protectore ad sacram Congregationem. Videtur ergo legitima dicta expositio, quam adducit Emmanuel Roder., t. 1, q. 29, a. 2. Nihilominus difficultate non caret, tum quia juxta illam nihil speciale concederetur religionibus per citata indulta, præter exemptionem, quia, eo ipso quod religio est exempta, est religiosis interdicta appellatio ad omnia alia tribunalia, saltem extra Sedem Apostolicam, vel eum qui ejus vicem gerit; quia ex natura rei, et communi jure, nullius momenti est illa appellatio, quæ fit ad personam non habentem jurisdictionem. Consequens autem videtur esse contra intentionem talium indultorum; nam in Societate, verbi gratia, postquam exempta jam erat a Paulo III, ab eodem additum est ut appellari non possit; tum etiam quia in aliquibus ex privilegiis citatis interdicitur appellatio, etiam ad Sedem Apostolicam; ergo multo magis non licebit ad altiores Prælatos ejusdem religionis.

6. *Prima assertio pro resolutione hujus capitis. — Assertio hæc procedit de propria appellatione, ac regulariter.* — Propterea dicendum censeo, appellationem, etiam ex natura rei non injustam, esse regulariter interdictam religiosis, maxime per specialia privilegia. Ita docet simpliciter Soto, lib. 5 de Just., quæst. 6, art. 3; et de Mendicantibus admittit Navar., cons. 5, de Appellat., num. 6, quamvis addat, et merito, non esse privandos alio genere defensionis. Ad hoc ergo explicandum, adverto aliud esse appellare, aliud ad superiorem recurrere aliis modis; nam per appellationem ita fit recursus ad superiorem, ut suspendatur jurisdictio inferioris Prælati, tam quoad vim obligandi per præceptum vel sententiam a qua appellatur, quam quoad potestatem procedendi in causa de qua agitur; regulariter enim hos duos effectus habet appellatio, quamvis in censuris, quando subsequitur post sententiam latam, solum habeat secundum effectum, ut disput. 3, de Censur., sect. 6, diximus, et traditur communiter in cap. *Super eo*, et c. *Pastoralis*, de Appellationib., et c. *Is cui*, de Sentent. excommunic., in 6, et videri possunt Sylvester et Angelus, verb. *Appellatio.* Per alium vero recursum ad superiorem non suspenditur jurisdictio inferioris, nec quantum ad vim obligandi per suum præceptum, vel sententiam, quamdiu a superiore non fuerit revocata, nec etiam quoad procedendum ad executionem, vel ad ulteriorem definitionem causæ, si opus sit; quia per alium simplicem recursum non potest subditus devolvere negotium ad altiorem Prælatum sola voluntate sua, sine adminiculo juris; nullum autem est jus in quo talis devolutio fundari possit, seclusa appellatione.

7. *Non vero procedit de recursu ad superiores Prælatos, etiam Papam.* — Recursus ergo ad altiorem Prælatum legitimum, et habentem jurisdictionem, nullibi negatur religioso subdito; esset enim contra omnem rationem, maxime in sustinendis pœnis, quia per hoc nullam injuriam facit proximo Prælato, quia interim illi obedit, ut supponimus, et alias utitur jure suo, quia, ut supra, c. 2, num. 15, dixi, Prælatus religionis, licet universalis sit, habet immediatam jurisdictionem in subditos; ergo licet eis ad illam recurrere. Nec contra hoc invenio prohibitionem aliquam positivam. Unde censeo hunc recursum non solum esse licitum quando in pœna imponenda Prælatus debitum modum excedit, sed etiamsi sit justa, et secundum regulam; dummodo materia talis sit, ut altior Prælatus juste possit gratiam aliquam, vel quasi dispensationem concedere, quia tunc ex nullo capite malum est illam procurare, dummodo etiam vera et sufficiens relatio superiori fiat, ne gratia seu remissio subreptitia sit. Censeo præterea hunc recursum non solum licere ad altiores Prælatos religionum, sed etiam usque ad Summum Pontificem, vel ad quemcumque alium habentem jurisdictionem ad mutandum præceptum, vel pœnam religioso impositam a suis superioribus, quia in his omnibus eadem ratio locum habet.

8. *Recursus hic ad externos illicitus est, quamvis procurare eorum intercessionem malum non sit ex natura rei. — Hæc tamen merito in religionibus prohibetur.* — Ad externos vero non licet etiam hoc modo recurrere, cum illi superiores non sint, nec jurisdictionem habeant; propter quod etiam (ut hoc obiter

notetur) secunda expositio seu modus respondendi positus in num. 5 videtur minus satisfacere, quia id solum censet esse prohibitum circa appellationem, quod generaliter vetitum est in quocumque actu petendi usum jurisdictionis ab eo qui non habet. Si autem ille recursus ad alios principes vel Prælatos non sit ad petendam actionem aliquam jurisdictionis, sed intercessionem, non est per se et intrinsece malum, quia nihil petitur per se injustum aut iniquum. Solet autem in religionibus hoc etiam prohiberi per proprias regulas vel constitutiones. Et sane merito, tum quia hujusmodi intercessiones multum religionem perturbant, sunt enim violentiæ quædam morales; nam si illis non condescendatur, vel odia generantur, vel saltem amicitiæ dissolvuntur aut remittuntur; si autem propter illas nimiæ indulgentiæ fiant, enervatur disciplina religiosa cum non parvo religionis dispendio; tum etiam quia hoc nunquam fit sine dedecore et infamia religionis, et aliis gravissimis incommodis. Propter quod non immerito recti et religiosi Prælati non tantum flecti non solent hujusmodi intercessionibus, verum potius indignari, ita ut difficiliores et duriores sese in hujusmodi religiosos ostendant, cum prudentia tamen et moderatione, ne scandala vel majora mala sequantur. Quin potius etiam solet hos Prælatos offendere recursus ad alium altiorem Prælatum; sed hoc humanum est, et, si ob eam causam malum aliquod subdito inferant, erit injustum, quia in eo non male agit, ut diximus num. præcedenti.

9. *Secunda assertio.* — Quia vero per simplicem recursum sine vera appellatione non semper satis subvenitur injuriis quas interim religiosi pati possunt, ideo diximus appellationem esse regulariter, non vero semper eis interdictam, quia interdum est necessarium medium ad repellendam gravem et manifestam injuriam. Ut ergo explicemus quomodo regulariter non liceat talis appellatio, est secundo dicendum, non satis esse quod sententia contineat rigorem, nam si totus ille locum habet absque propria injustitia, non habet locum in religioso vox *appellationis*, etiamsi fortasse in seculari audiri posset. Unde, etiamsi in eo casu religiosus appellet, si Prælatus non mutet sententiam vel præceptum, tenetur subditus parere vel non resistere, donec a superiori Prælato, alia via requisito, aut rogato, relaxatio fiat. Ratio omnium est, quia justitia suam vim retinet, etiamsi sit rigorosa; ut in contractibus, si venditor noluit nisi pro rigoroso pretio vendere, emptor tenetur totum solvere. Sic ergo, quamdiu Prælatus non excedit limites justitiæ, etiamsi summo rigore utatur, obligat per suum præceptum et sententiam, nec suspendi potest per appellationem, quæ inter religiosos saltem non habet locum, nisi ubi injuria intercedit.

10. *Tertia assertio.* — Tertio addendum est, non satis esse quod sit dubium an sententia justa sit, necne, sed oportere ut injustitia sit clara. Ita sentiunt communiter Doctores citati, et communiter Summistæ, verb. *Appellatio*, Angel., n. 10; Tabiena, 11; Armil., 16; Sylvest., q. 7; Gloss., in dict. c. *Ad nostram*, et in dict. c. *Licet;* et bene Covar., in Practicis, c. 23, n. 6, vers. *Sexto* et *Octavo;* Soto supra; nec Navarr. contradicit. Et ratio est, quia in dubio obediendum est Prælato, et jus ejus præferendum est. Item quia in dict. c. *Ad nostram*, absolute dicitur quod, non obstante appellatione religiosi, Prælatus secundum regulam et constitutionem ordinis eum corrigat et castiget; idemque sine limitatione statuitur in dict. cap. *Reprehensibilis.* Ergo nulla limitatio vel exceptio addenda a nobis est, nisi quam ratio naturalis necessario postulat; quod solum habet locum in manifesta injuria. Præterea explicatur in hunc modum ex dict. c. *Ad nostram*; quia cum Prælatus possit et debeat punire subditum juxta regulam, ex duplici capite potest oriri dubium circa justitiam punitionis, scilicet vel quia factum ipsum negatur satis esse probatum, vel quia pœna dicitur excedere modum regulæ. Ex hoc posteriori capite nunquam dubium potest esse sufficiens causa appellationis, quia si regula ponit definitam pœnam pro tali delicto, vel erit evidens excessus, si major ponatur; vel certe erit clara justitia ex hac parte, si pœna sit conformis regulæ, et ideo hoc signatim postulatur in dict. c. *Ad nostram;* quod si minor fuerit, saltem respectu ipsius religiosi non erit injusta; quod si in ipsa regula pœna committatur arbitrio Prælati, eo ipso quod illam imponat, et non constat esse injustam, existimatur prudenti arbitrio positam, atque adeo juxta regulam. Cum autem dubium versatur circa facti notitiam vel probationem, merito etiam, præsertim inter religiosos, præsumitur pro facto Prælati, tum propter conditionem status, tum etiam quia inter religiosos in hujusmodi correctionibus necesse non est judicialem ordinem exacte servare, ut dicitur in cap. *Qualiter et quando*, de Accusationibus, in fine.

11. *Quarta assertio.* — Quarto dicendum est, in gravioribus causis aliquando esse admittendam appellationem religiosi ad altiorem Prælatum, servato debito ordine; in communibus autem defectibus, aut correctionibus quæ nec infamiam inducunt, nec acerbam aliquam pœnam vel dolorem, penitus non esse audiendam, sed humiliter ac devote suscipiendum quod pro salute sua eis fuerit injunctum, ut dicitur in dict. cap. *Reprehensibilis*. Priorem partem probant, quæ ex Gregorio XIII et Congregatione Cardinalium adduximus. Probat etiam naturalis ratio, quia tunc est talis defensio necessaria, quia nisi suspendatur sententia et executio, imminet periculum gravis nocumenti, et fortasse irreparabilis. Hoc etiam ad minimum sentiunt auctores citati in responsionibus supra positis. Soto etiam et alii eam non negant quoad appellationem intra propriam religionem, nam omnia incommoda, quæ ex hujusmodi appellationibus Soto infert, in hoc fundantur, quod decor et quies religionis perit, si eorum causæ extra religionem ad seculares judices, tametsi competentes, transferatur. Quæ incommoda non sequuntur ex eo, cum intra religionem ab inferiori ad superiorem Prælatum appellatur; ergo si alioqui negotium grave est, et injustitia clara, licite poterit talis appellatio fieri, quia tunc nec bono communi sequitur detrimentum, neque alteri fit injuria, sed propria et gravis propulsatur. Neque etiam jus commune tunc prohibet appellationem, quia jura citata non loquuntur in eo casu, in quo aliquod absurdum sequitur contra rationem naturalem; et idem dicendum est de quibuscumque privilegiis, vel religiosorum regulis, quæ non prohibent appellationem, nisi a correctione regulari; quando autem punitio gravis est, et cum manifesta injuria, non potest dici correctio regularis. Hæc autem assertio quoad hanc partem non repugnat primæ, quia hic casus extraordinarius est, vixque potest accidere in religione, quod fiant tam graves et manifestæ injuriæ titulo justitiæ et potestatis publicæ, et quod tam grave periculum imminet recurrendo ad Prælatum altiorem simpliciori et magis religioso modo; unde, quia res morales judicandæ sunt ex his quæ frequenter accidunt, ideo absolute dicitur interdicta vox *appellationis*, maxime vero cum illa restrictione, *regulariter*.

12. Quod magis declaratur probando secundam partem, de qua maxime videntur loqui jura citata, et quoad eam rem procedunt, ut opinor, etiamsi in correctione excedatur modus; item de appellatione etiam intra eamdem religionem, ab inferiori ad superiorem Prælatum. Quæ imprimis non habet locum intra eamdem domum, tum quia ibi solum est unus Prælatus, ut supponimus; tum etiam quia ibi non est necessaria propria appellatio, cum facile possit esse personalis recursus ad superiorem, qui locum et effectum appellationis habere potest, juxta c. *Dilecti*, 2, de Appellat., et quæ ibi notantur. Hinc ergo probatur generaliter conclusio, quia si in his ordinariis correctionibus, quæ juxta disciplinam religiosam fiunt, locum haberet appellatio a Priore ad Provincialem, et a Provinciali ad Generalem, magna sequeretur perturbatio, et disciplina religiosa sine dubio corrueret, tum quia reverentialis timor ad inferiores Prælatos facile contemneretur; tum etiam quia vix possent superiores Prælati expediendis singulorum religiosorum causis et appellationibus vacare; tum denique quia, partim per hujusmodi dilationes, partim per fraudes, vel negotiationes, quæ interim misceri possunt, nulla fere fieret religiosa correctio; ergo ad bonum religionis expedit, ut in hac correctione simplicius procedatur sine ullo genere appellationis. Confirmatur et declaratur, quia ubi intercedit rationabilis causa, quæ sufficiens esset ad appellandum, si eadem repræsentetur eidem superiori, et ab eo humiliter petatur ut pœnam remittat aut temperet, moraliter loquendo, erit sufficiens remedium, quia religionum Prælati maxime debent recta ratione gubernari, et credendum est pro sui status obligatione, regulariter loquendo, ita procedere; si autem rationabilis causa non subest, neque etiam appellatio rationabilis erit. Quod si interdum, interveniente etiam justa causa, illud remedium non sufficiat, minus malum est, quod in raro casu privata persona incommodum aliquod patiatur, quam ut relaxatio religionis per usum appellandi a correctione regulæ introducatur. Eo vel maxime quod ex hujusmodi correctione non creatur infamia alicujus momenti, et, licet aliqua excogitari possit, per humilem certe obedientiam et patientiam, non solum recompensatur, sed etiam superatur. Aliunde etiam in hujusmodi religiosis pœnis non est tantus labor aut dolor, quin sine culpa possit facile sustineri ab his, qui perfectionem profitentur; nam et ipsi possunt et debent hujusmodi pœnas inter alias pœnitentias et austeritates, quas voluntarie sumunt, computare, et Superiores possunt interdum similia propter

solam exercitationem spiritualem præcipere; ergo est valde consentaneum hujusmodi statui, ut vox *talis appellationis* in eo non audiatur.

13. *Quinta assertio, quod nec in gravioribus casibus expediat appellare ad Prælatum extra religionem.—Idque etiam ad judicem competentem.*—Ultimo addo, merito concessum esse religiosis ut etiam in gravioribus causis extra totam religionem non fiat appellatio. Duobus autem modis intelligi potest fieri extra totam religionem. Primo, ad judicem non competentem, et de hoc genere appellationis non loquor, quia, ut supra, n. 8, dixi, constat per se et intrinsece esse iniquum, sive fiat ad laicos judices, vel principes, quod pessimum omnium est, et interdum contra censuram in bulla Cœnæ Domini latam, sive fiat ad ecclesiasticos Prælatos non habentes jurisdictionem in tales religiosos, quia illud etiam est contra justitiam, et contra præcepta et privilegia singularum religionum. Alio vero modo potest dici appellatio extra religionem fieri, quoties fit ad Prælatum secularem et extrinsecum, ut sic dicam, cui religio vel monasterium subjectum est; et hæc appellatio per se non est injusta, ut constat. Circa illam vero distinguendum videtur inter religiones non exemptas et exemptas; nam in illis quæ subjectæ sunt Episcopis, non est prohibita appellatio in prædictis casibus ad Episcopum, cui monasterium subjectum est, quia gerit vicem superioris Prælati, qualis in aliis religionibus esse solet Provincialis aut Generalis. In religionibus autem exemptis, de quibus præcipue loquimur, appellatio ad Episcopum ex vi exemptionis prohibita est, non vero appellatio ad Summum Pontificem, quæ jure divino et communi omnibus patet, ut probant jura supra, numero tertio, citata. De hac ergo appellatione dicimus in assertione, merito concessum esse religionibus, præsertim Mendicantibus, ut in eis non admittatur talis appellatio etiam ad Summum Pontificem, probaturque sufficienter ex indultis supra, numero secundo, citatis.

14. *Appellatio eundo personaliter ad superiorem cum licentia, licita est.—Quid si quis eat sine licentia ex gravi causa.*—Ut autem amplius explicetur, distingui potest duplex modus appellationis, quod notat Navar., consil. 5, de Appellat., n. 7, facto scilicet et verbo. Facto dicitur fieri, quando arripitur iter ad superiorem Prælatum, juxta c. *Dilecti*, 2, de Appellat. Quod quidem, si fiat cum licentia proximi Prælati, licitum est, ut per se constat, et per argumentum a contrario sumitur ex Concilio Tridentino statim citando; tunc autem illa non est propria et rigorosa appellatio, sed ille alius simplex recursus ad superiorem. Si autem fiat invito aut inscio superiore, videtur talis appellatio prohibita a Concilio Tridentino, sess. 25, c. 4, de Regularibus, ibi: *Nec licet regularibus a suis conventibus recedere, etiam prætextu ad superiores suos accedendi, nisi ab eisdem missi aut vocati fuerint. Qui vero sine prædicto mandato in scriptis obtento repertus fuerit, ab Ordinariis locorum tanquam desertor sui instituti puniatur.* Navarrus autem, Comment. 2 de Regularib., n. 61, hanc prohibitionem interpretatur, ut non procedat in adeunte superiorem ex gravi causa; qualis est injustum et notabile gravamen, a quo non potest subditus aliter liberari: *Quia non est* (inquit) *credendum tantum Concilium voluisse derogare tam justæ appellationi tam gravi rationi nitenti*, scilicet, quia illud posset repugnare juri naturali, quo malitiis hominum obviandum est: *Præsertim* (ait) *quod non est petendus consensus ab eo ad cujus gravamen tollendum, vel delictum castigandum, est agendum, juxta glossam, in c. Cum pastoris*, 2, q. 7, et argumento cap. *Ex parte*, de Accusationibus.

15. Verumtamen expositio hæc difficilis creditu est, quia juxta illam, prohibitio Concilio sine fructu fuisset, quia semper fuit in Ecclesia prohibitum religiosis arripere iter suo arbitrio, et sine urgente causa, sub titulo eundi ad superiorem Prælatum; Concilium autem novum aliquid prohibere voluit, ut indicant illa verba, *nec liceat regularibus;* mens ergo Concilii fuit, ut nullo prætextu hoc faciant; minus enim incommodum existimat ut religiosus interdum patiatur aliquod gravamen injustum, quam ut totum corpus religionis illo prætextu magnum dispendium patiatur. Existimo ergo hanc fuisse mentem Concilii, alias nullum fere remedium prioribus malis adhibuisset. Unde in foro exteriori non excusabitur, ut opinor, hujusmodi religiosus hoc prætextu, quominus ab ordinario loci detineri possit et puniri, licet nec excommunicatus sit, nec excommunicandus, ut Congregatio Cardinalium in quadam declaratione advertit. In foro autem conscientiæ tunc solum posset admitti hæc excusatio, quando vel magnum commune bonum evidenter periclitaretur, vel extrema necessitas immineret alicujus gravissimi et irreparabilis nocumenti,

quod non proprio, sed prudentum arbitrio judicandum esset. Quapropter solo titulo appellationis a gravamine injustæ sententiæ, moraliter loquendo, nunquam existimo hoc licere, quia raro esse potest gravamen tam notabile, tamque irreparabile, ut propter solam dilationem accedendi ad superiorem ordinato modo tam grave debeat existimari, præsertim quia major infamia, majusque nocumentum, etiam spirituale, sequi solet ex hujusmodi perturbato discessu.

16. *An illicitum sit ire etiam ad Sedem Apostolic. sine licentia.*—Dubitari vero posset circa dictum decretum Concilii Tridentini, an sub illo verbo, *ad superiores suos accedendi*, comprehendi etiam debeat Romana Sedes; videtur enim in rigore non comprehendi, quia sub generali verbo non comprehenditur tam specialis auctoritas, et quia nomine superiorum, juxta communem usum, solum significantur proprii Prælati religionis. Item, quia jus Pontificum non solet derogare, nisi expressa et specifica mentio illius fiat. In contrarium autem est, quia ad intentionem Concilii multo magis necessarium erat hoc ostium claudere discolis religiosis, quam cætera. Item, quia nomen *superioris* generalissimum est, et in rigore plus videtur comprehendere, quam si nomen Prælati positum fuisset. Item, quia alias nec legatus Pontificis sub eo decreto comprehenderetur, et ita licitum esset inconsulto proprio superiore ad illum accedere, quod valde absurdum est. Et ideo existimo hanc posteriorem partem veriorem, et usu receptam. Quæ non repugnat supremæ auctoritati Pontificis, quia ab ipsomet hæc prohibitio nascitur, nam, licet sit supremus pastor, vult ut in accessu ad ipsum debitus ordo servetur, et communi bono religionis prospiciatur. Tenebitur autem Prælatus religionis concedere subdito petenti hanc facultatem, quando rationabilis causa subest; quod si eam tunc neget, poterit subditus per aliam viam conqueri apud Summum Pontificem ut seipsum defendat, vel alicui malo gravi succurrat; si tamen nullum aliud remedium ei superest, tunc juxta gravitatem causæ per modum epiikeiæ judicium ferri poterit.

17 *Appellatio verbalis, seu proprie dicta, est quæ formaliter prohibetur.* — De appellatione autem propria et verbali intelliguntur specialia privilegia, in quibus Sedes Apostolica concedit, ut etiam ad seipsam hujusmodi appellatio non fiat; nam verba, simpliciter prolata, in proprietate sumenda sunt, et vox appellationis non aliud proprie significat. Rationem autem horum privilegiorum et sanctæ observantiæ, optime et religiose attigit Soto, quia commune bonum religionis privato præferendum est, et unumquodque membrum pro bono totius postponere debet suum peculiare incommodum; plurimum autem interest religioni ut causæ ejus, et si qui sunt defectus, inter ipsos religiosos tanquam inter patres et fratres componantur, et altissimo silentio recludantur; nam, si extra prodeant, decor etiam et honor religionis minuetur, et paulatim peribit, præter alia incommoda quæ ex libertate appellandi extra religionem in discolis et inquietis hominibus sequerentur. Est etiam optima moralis ratio, quia sufficienter provisum est religiosis per plures superiores a conventuali usque ad generalem, qui et facilius et melius poterunt veritatem causæ cognoscere intra propriam religionem, quam externi judices, etiamsi Pontificii sint. Merito ergo alia appellatio denegatur. Per hoc autem non prohibetur alia via legitima ad Summum Pontificem, dummodo propriis Prælatis obedientia servetur, donec Summus Pontifex aliud statuat; imo hoc est quod præcipue dicta privilegia concedunt.

## CAPUT XII.

### UTRUM IN PRÆLATIS REGULARIBUS SIT POTESTAS DISPENSANDI CUM SUBDITIS, ET AD QUAM MATERIAM EXTENDATUR.

1. Post explicatam potestatem directivam et coactivam, dicendum sequitur de potestate dispensativa; nam hæc etiam in perfecto Prælato necessaria est, quia sine illa non potest humanum regimen moraliter subsistere. Sit ergo hæc prima et generalis assertio, habere scilicet Prælatum regularem potestatem dispensandi cum suis subditis (nam de extraneis nunc non agimus). Hoc satis constat ex superioribus, in c. 5, ubi ostensum est eos habere jurisdictionem Episcopalem, ad quam pertinet hæc potestas dispensandi. Unde etiam constat, hanc assertionem proprie habere locum in religionibus exemptis; nam quæ exempta non sunt, sicut Episcopo subjacent in his quæ sunt jurisdictionis non voluntariæ, ita etiam in his quæ sunt voluntariæ jurisdictionis, ex quibus est dispensatio; et ideo non est tam necessaria potestas dispensandi in præfectis, vel superioribus talium religionum, neque ordinario jure illam habent, sed

quantum vel Episcopus de illa commiserit, vel per specialia privilegia eis sit a Pontificibus communicata, vel si quid habent ex legitima consuetudine præscriptum. At vero Prælati exemptarum religionum, jure ordinario, et ex vi exemptionis, habent hanc potestatem dispensandi, sicut habent jurisdictionem Episcopalem, quia sub Pontifice Summo non habent alium proprium Episcopum extra suos Prælatos; et ideo ad eorum munus, prout de facto in Ecclesia institutum est, pertinet hæc potestas; est ergo in illis ex ordinario jure, et consequenter dicenda est potestas ordinaria, et non tantum delegata, sicut supra de eorum jurisdictione diximus, et hæc de prima parte tituli.

2. Hac igitur potestate supposita, tria principalia dubia circa illam occurrunt explicanda : primum, quantum se extendat, et consequenter circa quam materiam versetur ; secundum, in quibus Prælatis religiosorum sit hæc potestas, id est, an solum in Generalibus vel Provincialibus, vel etiam in conventualibus seu particularibus ; tertium, ad quas personas se extendat hæc potestas, id est, an ad solos professos, vel etiam ad novitios, aut extendatur ulterius ad familiares, benefactores, vel alios similes. Primum autem dubium tractari potest imprimis in generali per comparationem ad Episcopos. In qua comparatione prima difficultas est, an Prælati regulares possint dispensare cum suis religiosis, in omnibus casibus in quibus possunt Episcopi dispensare cum suis subditis. Et ratio dubitandi esse potest, quia Episcopus dispensare potest in omnibus quæ sibi non sunt jure aut consuetudine prohibita, seu specialiter Papæ reservata, ut est vulgatum apud plures Canonistas et Summistas ; at Prælati religiosorum non habent tantam potestatem, sed ad summum possunt quod eis jure aliquo concessum est, ut docuit Innocentius, in c. 2, De eo qui furt. ord. suscepit ; ergo. Confirmatur, quia in multis casibus possunt dispensare Episcopi in quibus non possunt dispensare Prælati regulares, ut, verbi gratia, in occultis suspensionibus vel irregularitatibus potest Episcopus dispensare juxta decretum Concilii Tridentini, sess. 24, c. 6, de Reformat., in quibus tamen non possunt Prælati regulares dispensare, et similia ; ergo. In contrarium autem est, quia hi Prælati, supposita exemptione suarum religionum, jure ordinario habent hanc potestatem; ergo, si non limitetur, est æqualis quoad extensionem jurisdictioni Episcopali. Patet consequentia, tum quia illius loco succedit seu subrogatur ; tum etiam quia non est major ratio limitandi illam in uno actu vel materia, quam in aliis , nisi ubi aliquo expresso jure facta fuerit limitatio. Atque hanc partem sequuntur Glossa et Doctores communiter, in Clement. 1, de Rebus Ecclesiæ non alienandis, verb. *Proprii*, et in capite *Abbates*, de Privil., in 6, verb. *Quasi Episcopalem*, et sumitur ex Navarr., in Summ., c. 12, n. 75, vers. *Tertio* , et consil. 5, de Sponsalibus, juxta impressionem Romanam anni 1590.

3. *Tres ordines facultatum Episcoporum ad dispensandum.* — Pro resolutione distinguere oportet quædam esse quæ conveniunt Episcopis jure ordinario quatenus Episcopi sunt , ut dispensatio votorum, quæ Episcopalia dicuntur, et in aliis casibus, qui etiam hac ratione Episcopales dicuntur ; alia vero esse quæ speciali jure conceduntur Episcopis, *ut legatis Summi Pontificis*, ut sunt multi casus, vel potestates eis concessæ in Concilio Tridentino, sess. 24 et 25, et aliis decretis de Reformat., quamvis ubicumque expresse additur illa particula, non de potestate dispensandi, sed de aliis actibus jurisdictionis, vel administrationis ecclesiasticæ sermo est. Tertio tamen sine additione illius particulæ, *ut Sedis apostolicæ delegati*, quædam circa dispensationes specialiter conceduntur Episcopis, quæ antea non concedebantur, ut in dict. c. 6, sess. 24, Concilii Tridentini. Quod ergo spectat ad primum ordinem actuum seu facultatum, verum est in regularibus Prælatis esse omnem potestatem dispensandi cum subditis, quæ est in Episcopis, servata proportione ; et hoc probat ratio superius facta. Addidi autem *servata proportione*, quia, ratione subjectorum seu materiæ, multa cadunt sub potestatem quam Episcopi habent ad dispensandum, quæ non possunt a Prælatis religionum exerceri, quia non possunt esse actus suis subditis convenientes ; ut sunt, verbi gratia, dispensatio in impedimentis matrimonii non irritantibus, vel quid simile. Sicut etiam e converso aliqua dispensatio potest esse accommodata statui religioso, quæ non potest habere locum in laico , ut , verbi gratia, dispensatio in regula, et similes ; hæc autem diversitas materialis est. Formalis autem ratio utriusque potestatis est dispensare cum subdito, in his quæ ordinarie possunt esse necessaria, et accommodata statui ejus, et in hoc est æqualitas superius dicta.

4. Quod vero attinet ad secundum ordinem, certum est ea, quæ illo modo conce-

duntur Episcopis, non extendi ad Prælatos religionum, quia jurisdictio, quæ illo titulo communicatur, non est Episcopalis, sed Apostolica, et ideo ex vi muneris non participatur ab his qui jurisdictionem Episcopalem participant; neque etiam potest ad illos extendi concessio quæ fit Episcopis, propter convenientiam, quam in modo jurisdictionis cum illis habent, tum quia verba privilegii seu delegationis in sua proprietate accipienda sunt; ergo delegatio, quæ fit specialiter Episcopo, non potest ad Prælatum regularem extendi, qui vere Episcopus non est; tum etiam quia in hujusmodi delegationibus maxime haberi solet ratio dignitatis Episcopalis, quam non habent regulares Prælati, neque etiam absolute et simpliciter habent jurisdictionem Episcopalem, sed quasi Episcopalem, ut in superioribus declaravimus. Denique non solum regulares Prælati, sed etiam seculares inferiores Episcopis non comprehenduntur sub hujusmodi facultatibus, quia revera non sunt Episcopi; et hoc ad minimum sentit Innocentius supra. Neque in hac parte existimo esse controversiam inter auctores.

5. In tertio ordine potest esse nonnulla major difficultas, an religiosi Prælati participent illam etiam potestatem dispensandi, quæ speciali jure conceditur Episcopis; nam ratio proxime facta videtur negativam partem suadere, quia, licet hæ facultates videantur gratiæ, et ex eo capite ampliandæ, tamen, quatenus exorbitant a jure communi, videntur potius restringendæ saltem ad verborum proprietatem, quæ non potest dici restrictio, sed potius adæquata privilegii interpretatio. Et hanc partem confirmat etiam auctoritas Innocentii, et textus quem allegat in c. *Ad hæc*, de Offic. ordinar., ubi dicitur ardua negotia ad Episcopum esse deferenda; satis autem ardua sunt illa, quæ, cum prius etiam ipsis Episcopis denegarentur, postea speciali jure eis conceduntur; ergo non sunt ad alios extendenda. Nihilominus aliqui censent hujusmodi concessiones, tam quoad dispensandum quam quoad absolvendum, eo ipso quod conceduntur Episcopis, intelligi concessa Prælatis religionum, quatenus jurisdictionem Episcopalem ad hos actus absolvendi et dispensandi absolute et simpliciter participant. Fundamentum est, quia hujusmodi concessiones non exorbitant a jure communi, sed potius per eas fit reductio ad commune jus, et ideo extenduntur ad omnes qui participant jurisdictionem Episcopalem. Antecedens declaratur, primum ex illo principio, *quod ex vi sui muneris possunt Episcopi circa suos subditos quidquid potest Papa in universa Ecclesia, nisi eis sit specialiter prohibitum*. Nam ex hoc principio sequitur, omnes reservationes, vel prohibitiones quæ fiunt Episcopis in hujusmodi materia dispensationum, esse exceptiones quasdam a jure communi, nam per eas adimitur Episcopis id quod alias ex vi sui muneris competeret, si non prohiberetur; sed id, quod convenit ratione muneris, convenit ex vi juris communis, vel divini, vel saltem Ecclesiastici universalis; ergo tales prohibitiones vel reservationes continent exceptionem a jure communi. Consequentia autem probatur, primo quia, eo ipso quod ablata est exceptio per concessionem factam Episcopis, redimus ad antiquum jus: sed ex vi juris communis sibi relicti illæ facultates conveniunt omnibus habentibus jurisdictionem Episcopalem; ergo. Secundo, ablata prohibitione, Episcopus potest ex vi sui muneris, et non ex speciali delegatione Papæ; sed quidquid potest Episcopus hoc modo, possunt etiam hi Prælati habentes jurisdictionem Episcopalem, juxta doctrinam Panormitani, in c. *At si clerici*, § *de Adulteriis*, n. 13, de Judiciis, supra a nobis probatum; ergo. Tertio quia illud principium, *quod Episcopi in his possunt quidquid sibi non prohibetur*, immediate applicari potest Prælatis etiam regularibus exemptis; quia, ut dixi, habent commissam jurisdictionem Episcopalem in suos subditos, quæ ad omnia illa extenditur, quæ non excipiuntur; ergo, sicut in Episcopo extenditur ad omnia non prohibita, ita et in his Prælatis. Eo autem ipso quod similis concessio facta est Episcopis, aufertur prohibitio; ergo.

6. Fundamentum autem hujus opinionis valde incertum mihi est, præsertim in materia dispensationum (nam de absolutione fortasse alia est ratio statim notanda); nullo enim jure satis probatur Episcopum posse dispensare in omnibus quæ ipsi non prohibentur; nam cap. *Nuper*, de Sentent. excomm., quod ad hoc affertur, non loquitur de dispensatione, sed de absolutione ab excommunicatione, de qua fortasse est specialis ratio propter periculum animarum, quod regulariter in dispensationibus esse non solet; præter illud autem jus, nullum aliud afferri potest; imo sunt multa quæ oppositum significant, ut disp. 7 de Censur., sect. 4, a n. 2, et lib. 6 de Legib., cap. 14, a n. 4, latius dixi. Neque etiam ex sola ratione naturali potest illud principium colligi; nam, licet ex natura rei

unusquisque dispensare possit in lege a se posita, non tamen in lege posita a superiore. Quin potius lex superioris ex natura sua est reservata, ne inferior possit in illa dispensare, nisi ab ipso superiore, vel ab altiori talis potestas positive concedatur. Dicunt fortasse ita esse in præsenti; nam hæc potestas generaliter data est Episcopis a Christo Domino quoad omnia, nisi per Pontificem limitentur. Sed hæc sententia quoad hanc partem de immediata emanatione jurisdictionis Episcoporum, generaliter falsa nobis semper visa est, ut tomo 4 et 5 tertiæ partis diximus, et l. etiam 4 de Legib., c. 3, et, Deo dante, in 6 etiam dicemus, tractando de ordine hierarchico Ecclesiæ. Specialiter vero videtur nunc improbabilis quoad potestatem dispensandi in legibus Papæ; nam, cum hic sit ex se ordo præposterus, quod inferior mutet legem superioris, neque expediat nisi in certis casibus, vel materiis, incredibile est illam fuisse quasi generalem regulam a Christo positam, et alium ordinem esse quasi exceptionem a regula. Magisque improbabile est concessionem factam Prælatis religionum ex vi divini juris habere hanc extensionem, cum certum sit jurisdictionem hanc non esse in Prælatis regularibus de jure divino, sed immediate a Papa, a quo ex vi juris communis non amplius concessum illis est, quam de facto habent Episcopi.

7. Unde intelligitur (quod valde notandum est) quod, licet daremus respectu Episcoporum, denegationem alicujus potestatis se habere per modum privationis et limitationis juris divini, nihilominus respectu Prælatorum inferiorum, etiam regularium, solum comparari per modum simplicis negationis, seu non concessionis, quia illi nihil unquam habuerunt de jure divino; de jure autem humano ex vi juris communis solum receperunt ea, quæ Episcopis eodem jure communi non sunt prohibita; ergo respectu aliorum, quæ specialiter Episcopis prohibentur, non se habent ut privati, sed ut non recipientes talem jurisdictionem, vel, ut alias dici solet, non se habent ut nudati, sed ut nudi. Quamvis ergo postea fiat specialis concessio Episcopis, et respectu illorum dicatur illa ablatio prohibitionis, respectu inferiorum non potest talis existimari; quia nunquam fuerunt prohibiti, et positiva concessio illis non fit. Et potest hoc confirmari, quia sub generali concessione non veniunt specialia, quæ alioqui solent esse superiori reservata, ut est axioma juris; ergo quamvis dispensatio aliqua, quæ secundum antiquum commune jus erat reservata Pontifici, nunc speciali jure Episcopis concedatur, non est hæc specialis concessio extendenda ad inferiores Prælatos, quibus tantum veluti per generalem concessionem communicatur Episcopalis jurisdictio.

8. Propter hæc mihi maxime placet doctrina Innocentii, in n. 5, quoad hanc partem, scilicet, ut non facile extendamus ad inferiores Prælatos speciales concessiones factas Episcopis, præsertim quando illæ sunt ad casus extraordinarios, et non ad ordinarium regimen animarum. Nec Panormitanus aut alii antiqui auctores in hoc contradicunt, sed loquuntur tantum de generali jurisdictione Episcoporum quoad res ordinarias et communes. Unde circa dictum c. 6 Concilii Tridentini, sess. 24, invenio a Congregatione Cardinalium declarationem factam in his verbis: *In hoc decreto non comprehenduntur inferiores habentes jurisdictionem ordinariam, et quasi Episcopalem, sed tantum Episcopi privative quoad omnes alios.* Quæ declaratio non potuit fundari in aliqua speciali ratione, aut locutione illius textus, sed in generali doctrina; et ideo ad omnes similes casus extenditur. Ad fundamentum autem contrariæ sententiæ positum n. 5, satis responsum est; quia neque in ipsis Episcopis admittimus illud principium ita generatim sumptum, ut possint quidquid non prohibetur; nec etiam admittimus consecutionem ad inferiores Prælatos. Et sane in exemplo illo de potestate dispensandi in irregularitate occulta, concessa a Concilio Tridentino, non video qua ratione dici possit, per illam redire ad antiquum jus; quod est enim illud jus antiquum, quod per illud decretum restituitur? nam humanum nullum ostendi potest, nec cum probabili fundamento dici potest, potestatem dispensandi in irregularitatibus divino jure convenire Episcopis, cum ipsæ irregularitates per solum jus ecclesiasticum incurrantur; ad quod etiam spectat statuere quomodo vel a quo tollendæ sint; quod maxime postulat ratio in pœnalibus irregularitatibus, de quibus Concilium loquitur; nam pœna a superiore imposita, stando in divino ac naturali jure, ab eo tantum remitti potest, vel ex ejus voluntate.

9. *Multa concessa sunt Prælatis regularibus quæ non dantur Episcopis.* — Ex his ergo ad primam interrogationem seu dubium supra, num. 2, positum, ad quid, scilicet, se extendat hæc potestas dispensativa Prælatorum regularium, respondendum est, generatim lo-

quendo, et ex vi juris communis, se extendere ad dispensationes Episcopales secundum idem commune jus, et non ultra, sistendo in eodem jure. Quod totum satis probatum relinquitur, ut opinor, ex discursu facto. An vero ex vi specialium jurium aut privilegiorum amplius possint, non est nostrum ex professo disputare, quia non assuminus onus explicandi omnia jura et privilegia omnium religionum in particulari, sed de sola Societate in postremo hujus tomi tractatu magna ex parte id præstare conabimur, ubi in lib. 9 de his etiam dispensationibus nonnihil in particulari dicemus. Nunc solum in generali dicimus multa esse privilegia concessa religionibus, præsertim mendicantibus, ratione quorum multo ampliorem habent potestatem dispensandi cum suis subditis, quam Episcopi habeant cum suis clericis vel laicis. Specialiter autem notari potest privilegium concessum a Pio V fratribus Prædicatoribus, anno 1571, die 22 Julii, per quod extendit concessionem factam Episcopis a Concilio Tridentino, sess. 24, c. 6, ad Prælatos illius religionis, et consequenter aliarum, quæ in privilegiis cum illa communicant. Et consequenter additur, ut possint quidquid possunt Episcopi circa suos subditos, sive ex jure communi, sive ex Concilio Tridentino, sive ex quacumque alia facultate. Amplius vero extenditur horum Prælatorum potestas ex vi privilegii Carthusiensibus concessi a Sixto IV, anno 1481, scilicet ut Generalis per se, vel per quinquaginta Prælatos inferiores ab ipso deputandos dispensare possit cum suis subditis in omnibus casibus Pontificialibus, nullo excepto, in foro conscientiæ tantum ; sola dispensatio in homicidio voluntario conceditur cum limitatione, scilicet citra altaris ministerium. Et plura alia de privilegiis referuntur in Compendio Minorum, et a recentioribus diligenter tractantur.

10. *Vota reservata Pontifici æque reservata quoad dispensationem Prælatis regularibus ac Episcopis. — De voto ingrediendi religionem. — De voto castitatis. — De voto eundi Hierosolymam*, etc. — Ex quibus (ut, ad particularia descendendo, distinctius hæc potestas declaretur) intelligi potest, potestatem hanc dispensativam regularium Prælatorum ad omnem materiam ecclesiasticarum dispensationum extendi, quatenus in personis religiosis locum habere potest. Dico autem *ad omnem*, distributione accommodate accepta, pro singulis generibus, non vero pro omnibus casibus qui sub ipsis generibus comprehendi possunt, ut statim explicabo. Nam hæc materia dispensationum in quatuor capita distribui et comprehendi potest, quæ sunt vota, irregularitates, ecclesiastica præcepta, et in religiosis regularis observantia. In omnibus igitur his materiis possunt Prælati regulares cum subditis dispensare, quanquam fortasse non possint in rebus omnibus quæ sub illis capitibus comprehenduntur. Et imprimis de dispensatione votorum satis diximus in superiori tomo, ubi ostendimus, in religiosis Prælatis duplicem esse potestatem circa vota subditorum, scilicet dominativam, per quam possunt illa irritare, et jurisdictionis, per quam possunt in eis dispensare. Et omissa priori, quæ ad præsens non spectat, et satis fuse ibi tractata est, in altera constat eamdem esse in his Prælatis, quæ est in Episcopis, quia in omnibus votis jure communi dispensare possunt, quæ non sunt Summo Pontifici reservata ; et idem possunt religiosi Prælati, de quibus addere possumus, dispensationem circa vota reservata, vel inutilem, vel repugnantem, et noxiam illis esse ; et ideo talem potestatem illis non concedi, nec moraliter potuisse. Solum enim sunt vota reservata religionis, castitatis et quarumdam peregrinationum. Primum votum simplex religionis non habet locum in religiosis, cum jam sint in termino illius voti (ut sic dicam). Et quamvis religiosus professus possit votum arctioris religionis emittere, tamen illud non est votum religionis, nec reservatum, et ideo sub hanc potestatem cadit, ut supra diximus. Quod si novitius forte habeat hujusmodi votum religionis, certum est non posse Prælatum religionis cum eo dispensare, quidquid sit de aliis votis. Votum autem castitatis constat esse indispensabile in religiosis per omnem Prælatum infra Summum Pontificem, quia votum illud solemne est. Quid autem dicendum sit de speciali jure Societatis quoad eos religiosos, in quibus votum illud simplex est, tractabimus infra, tract. 10, lib. 3, c. 9. Nunc autem certum sit, durante statu, votum illud esse indispensabile ; mutato autem statu, cum illo auferri ; mutationem autem status non posse fieri per modum dispensationis, sed potius irritationis. Cætera autem vota peregrinationum a religiosis fieri non possunt, nisi in ordine ad licentiam Prælati ; et ideo in potestate Prælati erit dare vel non dare talem licentiam, et votum irritare ; confirmare autem votum, quantum est ex parte facultatis suæ, et alia via dispensare, non est illi concessum, nec talis potestas ne-

cessaria est moraliter. Quoad hanc ergo partem manet hæc potestas in terminis juris communis, et Episcopalis jurisdictionis. Quædam vero alia, quæ specialiter circa quædam vota Societatis desiderari possunt, infra tractabunbuntur in illo tract. decimo, libro sexto, capite undecimo.

11 *De potestate dispensandi in irregularitatibus.*—Circa secundum caput irregularitatum, positum numero præcedenti, in materia de irregularitate, tom. 5, multa diximus, et ex dictis hic, num. 6, constat ex vi juris communis generalis non habere Episcopos potestatem dispensandi in irregularitate ut sic, et consequenter in omni irregularitate non prohibita; sed ad summum posse dispensare in aliquibus irregularitatibus, eis concessis jure communi; quæ autem illæ sint, proprio loco illius tomi 5 explicatum est. Similem ergo habebunt potestatem in tali materia Prælati regulares, juxta principium supra positum. Statim vero occurrebat quæstio de potestate dispensandi in irregularitatibus ex delicto occulto contractis, concessa Episcopis per Concilium Tridentinum, an intelligatur cum proportione concessa Prælatis regularibus. Sed ad hoc jam responsum est negative n. 8.

12. *An religiosi dispensari valeant ab Episcopis in quibus nequeunt sui superiores.*—Occurrit vero ulterius interrogandum, stante illo jure (de quo, præter alia loca, in disp. 21, de Fide, sect. 4, a nobis disceptatum est), et seclusis privilegiis, an possint religiosi exempti obtinere dispensationem talium irregularitatum occultarum; nam cum sint exempti a jurisdictione Episcoporum, non poterunt ab Episcopis dispensari, quia dispensatio est actus jurisdictionis, et ideo solum potest circa subditum exerceri. Si autem recurrendum illis est ad Summum Pontificem, erunt pejoris conditionis quam alii clerici seculares, reportabuntque incommoda ex sua exemptione. Hoc argumento uti possunt, qui putant similem concessionem factam Episcopis eo ipso extendi ad Prælatos regulares habentes jurisdictionem quasi Episcopalem. Sed certe neque illud verum est, ut dixi, neque argumentum id persuadet. Certum est enim potuisse Concilium solis Episcopis illam facultatem concedere, omnes inferiores Prælatos, etiam exemptos et regulares, excludentem. Quid ergo tunc ad argumentum esset respondendum? Idem igitur nunc respondemus. Dico ergo, regulares tunc dispensari posse ab Episcopis in his casibus, unumquemque ab Episcopo illius diœcesis, in qua commoratur et domicilium habet; nam, licet sit exemptus, tamen quoad aliquos actus Episcopi proprios, et omnibus respective necessarios, est illi subjectus, ut alias dixi, tomo 4, disp. 28, sect. 4, tractando de approbatione confessorum. Quod maxime verum habet quoad actus jurisdictionis voluntariæ, qui cedunt in favorem et utilitatem subditi, qualis est actus dispensationis. Estque optimum exemplum de actu lucrandi indulgentias, nam, licet indulgentia sit Episcopalis, possunt religiosi illa frui, ut in 4 tomo adnotavi, disput. quingentesima secunda, sect. prima, numero tertio, et tamen indulgentia etiam suo modo est actus jurisdictionis, qui solum circa subditos exercetur.

13. *Ad talem dispensationem requiri licentiam Prælati putant aliqui.*—Dubitabit vero aliquis, an ad hujusmodi dispensationem sit necessaria licentia Prælati, vel saltem an per ejus prohibitionem possit impediri. Videtur enim utrumque affirmandum, quia religiosus non habet velle aut nolle; ergo non potest sine licentia Prælati talem dispensationem procurare, aut illa gaudere. Confirmatur, quia ob similem causam non potest religiosus indulgentiam Episcopalem lucrari invito suo Prælato, vel sine licentia ejus. Denique, cum isti sint actus jurisdictionis voluntariæ, non videntur posse exerceri ab Episcopo circa alienum subditum, invito ejus Prælato. Atque ita sentiunt Emmanuel Roder., tom. 1, q. 22, art. 3, et aliqui moderni. Sed distinguendum est de actu quoad valorem suum, ut habeat effectum, vel solum quoad honestatem, ut recte fiat. Item separare oportet actiones prævias, et necessarias ad obtinendam hujusmodi gratiam ab Episcopo, ab ipsamet gratia. Sæpe enim ad obtinendam dispensationem (et idem cum proportione est de indulgentia), necessarium est aut domo exire, aut litteras scribere, vel aliquid simile operari, quod prohibente Prælato religionis, aut sine licentia ejus, juxta religionis statuta fieri non potest, et has vocamus actiones prævias ad gratiam obtinendam, ratione quarum contingere potest ut talis gratia sine facultate proprii Prælati non possit ab Episcopo obtineri, saltem licito et religioso modo. Nihilominus tamen, si religiosus cum effectu procuret dispensationem, et necessaria ad illam obtinendam faciat, et Episcopus eam concedat, valida erit, sive in modo procurandi religiosus recte egerit, sive non, quia ille defectus est extrinsecus, et accidentarius ad valorem

talis gratiæ. In hoc ergo sensu verum est, dispensationem hanc posse obtineri sine licentia Prælati, imo ipso invito; quod de indulgentia affirmavit Palud., in 4, d. 20, q. 4, n. 48, et idem est de hac dispensatione, quia utraque est jurisdictionis voluntariæ, et est ad utilitatem subditi sine ullo incommodo ejus, vel religionis, et ideo ab illa non censetur religiosus exemptus; maxime quando talis potestas non communicatur proprio Prælato, quia per exemptionem non debet fraudari commune omnium commodum.

14. *An queat regularis dispensari ab Episcopo si ipsius Prælatus similem habeat potestatem.* — *Arguitur pro parte affirmante.* — Nonnullum vero dubium esse potest, postquam per privilegia similis facultas concessa est Prælato religionis, an, eo non obstante, possit religiosus petere ab Episcopo dispensationem irregularitatis occultæ; videtur enim posse, quia per extensionem factam respectu regularis Prælati non est ablata potestas ab Episcopo, ceditque in majorem favorem religiosi ut non auferatur; sicut, licet Pontifex daret Rectori hujus Collegii facultatem ad aliquam indulgentiam suis religiosis concedendam, non propterea essent prohibiti iidem religiosi quominus Episcopalem indulgentiam lucrari possint. In contrarium autem est, quia per illam concessionem seu extensionem videtur consequenter extendi, et quasi consummari exemptio religiosorum quoad hunc actum; nam inde maxime colligimus religiosum posse hanc dispensationem obtinere ab Episcopo in terminis Concilii Tridentini, quia non alium habet Episcopum, neque aliquem vice ejus quoad talem actum; ergo, eo ipso quod Prælato ejus datur jurisdictio Episcopalis etiam quoad talem actum, cessat subjectio ad Episcopum respectu ejusdem actus. Confirmatur primo: nam si a principio Concilium Tridentinum concessisset illam facultatem Episcopis, et regularibus Prælatis habentibus quasi Episcopalem jurisdictionem, tunc non diceremus religiosum posse dispensari ab Episcopo, sed tantum a suo Prælato, quia illa facultas solum esset concessa unicuique Prælato respective in ordine ad suos subditos; ergo idem dicendum est si per subsequens privilegium in eodem statu res constituitur. Confirmatur secundo, quia alias possent nunc religiosi exempti obtinere ab Episcopis dispensationes in omnibus casibus Episcopalibus, etiam si possint easdem obtinere a suis Prælatis per communem et ordinariam potestatem supra explicatam; quod videtur esse contra morem, et contra religiosum ordinem, atque exemptionem. Sequela patet, quia per potestatem concessam Prælatis religionum quoad hos actus jurisdictionis voluntariæ, non censetur ablata generalis potestas ab Episcopis, sed accumulative in utroque esse poterit, sicut in alio casu dicebamus, nam hoc etiam erit in majus commodum religiosorum.

15. Hæc res dubia profecto mihi videtur, ideoque securius est hanc posteriorem partem sequi in praxi, obtinendo semper hujusmodi dispensationem a proprio Prælato, vel de licentia ejus, si recurrere quis velit ad Episcopum, eo quod Prælatus non vult, vel non audet sua potestate uti, aut de illa dubitat. Nam, quod de consensu Prælati possit Episcopus hanc dispensationem dare, multi affirmant. Est autem probabile, Prælatum exemptum, eo ipso quod ipse habet potestatem dispensandi, habere etiam jus ut nullus se intromittat circa suum subditum, neque ipsum præveniat in usu talis potestatis, et propterea tunc necessarium esse consensum Prælati, etiam ut sit valida dispensatio; quod secus est quando Prælatus ipse potestatem non habet. Est autem hoc maxime verisimile quando dispensatio attingit aliquo modo disciplinam regularem, ut magis explicabitur in cap. 16, circa absolutionem. Nam exemptio et potestas concessa Prælatis religiosis magis respicit commune bonum religionis quam commodum singulorum; et ideo, licet privatus religiosus velit cedere privilegio exemptionis, non potest in detrimentum religionis; ita ergo quamvis posse obtinere dispensationem ab Episcopo occulte, et sine scientia sui Prælati, videatur commodum privati religiosi, potest esse noxium et injuriosum religioni, ac proinde repugnans privilegio exemptionis. Quod non solum in absolutionibus a censuris et peccatis (ut infra dicam), sed etiam in dispensatione præceptorum, tam communium Ecclesiæ, quam propriorum religionis, mihi videtur certum.

16. Circa irregularitatum vero dispensationes videtur res magis dubia, quia continet purum favorem, et nullum nocumentum possunt afferre religioni. Et, ut recte in simili adnotavit Paludanus supra, in n. 13, reliquæ absolutiones vel dispensationes non sunt omnino jurisdictionis voluntariæ, quia per se procedunt a potestate tam ligandi quam solvendi, ligandi (inquam) per præceptum, vel per justam sententiam; dispensatio autem in irregularitate, sicut et concessio indulgentiæ, nihil

videtur habere jurisdictionis involuntariæ, sed esse purus favor et gratia. Nullum etiam videtur afferre posse incommodum religioni, quia per illam nec remittitur delictum, nec tollitur a Prælato religionis jus judicandi et vindicandi illud in eo foro, in quo illud noverit; nec etiam propter talem dispensationem cogitur Prælatus religionis concedere facultatem subdito recipiendi ordines, vel alium similem actum exercendi; solum ergo tollitur inhabilitas quædam, quod pertinet ad purum favorem sine alicujus nocumento. Propter hæc ergo non videtur omnino improbabile, dispensationem datam ab Episcopo personæ exemptæ sine licentia Prælati ejus in materia irregularitatis alias dispensabilis ab Episcopo, esse validam, etiamsi Prælatus regularis habeat potestatem dispensandi in illa, maxime quando hæc potestas solum data est per extensionem quamdam concessionis factæ a Concilio Tridentino. Quia per illam jam antea habuerunt Episcopi hanc potestatem etiam in religiosos exemptos, ut probavimus, et difficilius excluditur, quam non admittitur hospes; nec satis probatur potestatem illam fuisse ablatam per subsequens privilegium. Et ideo non est similis ratio si a principio non fuisset data, aut si decretum Concilii in aliam formam factum fuisset.

17. Nihilominus contrarium, ut dixi, securius est, et saltem ad servandum rectum et religiosum ordinem existimo esse necessarium, et non dubito quin Prælati religionis possint stricte prohibere suis subditis, ne ab aliis quam a suis Prælatis talem dispensationem postulent, quando ipsi possunt eam concedere. Denique, quoad alias irregularitates extra illud decretum Concilii Tridentini nulla potest esse controversia, quia propriæ nullæ sunt aliæ irregularitates Episcopales, quantum est ex vi juris communis; quoties consuetudine in aliquibus dispensare possunt, in eis id etiam observandum erit circa religiosos, quod consuetudine fuerit introductum aut retentum; non existimo autem esse talem consuetudinem quod religiosi exempti, ab Episcopo dispensentur, sed quidquid juris ipsi habebant, translatum esse censetur ad regularem Prælatum exemptum respectu suorum subditorum. Consulenda ergo sunt uniuscujusque religionis privilegia, prout sunt consuetudine interpretata et recepta, et ita observanda sunt. Quapropter non descendam hoc loco ad examinandas singulas irregularitates, et particulares casus, an in illis possint vel non possint Prælati regulares dispensare cum suis subditis, quia cum non sint hujusmodi casus definiendi ex jure communi, sed ex particularibus privilegiis, alienum est a præsenti instituto; in propriis autem locis et materiis, cum occasio occurrerit, non omittemus ea quæ opportuna visa fuerint.

18. *De potestate dispensandi in præceptis Ecclesiæ.*—Tertium caput dispensationum ex recensitis numero decimo, est in præceptis Ecclesiæ. Circa quod eædem generales regulæ observandæ sunt; nam *quidquid jure communi possunt Episcopi in hoc genere circa suos subditos, possunt etiam hi Prælati circa suos*, ex illo principio quod isti Prælati habent jurisdictionem quasi Episcopalem, quæ ad hoc genus dispensationis maxime necessaria est; quia hujusmodi potestas regulariter versatur in his rebus quæ frequenter et ordinarie occurrunt, pro quarum dispensatione non potest semper fieri recursus ad Summum Pontificem, quæ necessitas non minus in religiosis personis quam in cæteris evenire solet; ergo, eo ipso quod eximuntur ab ordinaria jurisdictione Episcoporum, necesse est ut prædicta potestas eorum Prælatis concedatur, alias non possent perfecte, imo nec commode gubernari. Et intelligitur hoc amplius, si addamus quod supra, n. 14 et 17, insinuavimus, ita esse hos religiosos exemptos, ut jam non possint dispensationes in his præceptis ab ordinariis Episcopis obtineri, quia tota cura animarum eorum ablata est Episcopis, et translata in Prælatos religionis; salus autem animarum in præceptorum observatione posita est, et ideo potestas dispensandi in præceptis ad curam animarum principalem et Episcopalem maxime pertinet; ergo quibus Prælatis commissa est hæc cura in religionibus, eisdem hæc potestas data est.

19. Unde obiter colligo, quando in aliquibus specialibus privilegiis harum religionum, dicitur ut possint in his præceptis dispensare, vel per illa privilegia nihil præter jus commune conceditur, sed declaratur jus quod ipsam exemptionem comitatur, vel certe si Pontifex aliquid amplius concedere intendit, illud certe erit ut faciliori modo, vel ex leviori causa id facere possit, quam valerent ex solo communi jure. Exempli gratia, concessit Julius III [1] Societati ut ejus Præpositus possit per se, vel alios professos, dispensare cum personis Societatis circa jejunia et cibos prohi-

[1] Bulla 2, anno 1552.

bitos, quæ concessio videtur specialiter facta propter illam particulam, *per te vel alios Societatem ipsam professos ;* nam alioqui illa facultas muneri Præpositi conjuncta erat ; unde illa concessio a Gregorio XIII generaliter extensa est, ut per quoscumque religiosos Societatis talis dispensatio fieri possit. Ad hunc ergo modum similia privilegia expendenda et et intelligenda sunt.

20. Alia regula negativa est, quidquid in hoc genere Episcopi non possunt jure communi, Prælatis etiam religionum non esse concessum, nisi ex speciali aliquo privilegio aliud constet. Probatur, quia, secluso hujusmodi privilegio, non est unde Prælati regulares habeant majorem potestatem, servata proportione. Quod autem per privilegium Pontificis hæc potestas possit ampliari, nullus Catholicus dubitavit ; imo, quod in multis ita factum sit, consulenti bullas religionum, vel compendia privilegiorum, facile constabit. Hic autem iterum occurrit illa quæstio, qua nimirum regula utendum sit ad cognoscendum quid in hoc genere concessum sit, vel prohibitum Episcopis, et consequenter his Prælatis, an, scilicet quidquid non prohibetur, censeatur concessum. Sed hanc quæstionem late tractavi in materia de Legibus, lib. 6, c. 4, et de Censur., disp. 7, sect. 4, ubi censui, ea tantum censeri in hoc ordine concessa, quæ vel expresso jure canonico scripto, vel usu constiterit esse concessa. Usum autem et consuetudinem extendendam diximus ad omnia, quæ moraliter ac prudenter ad regimen ordinarium animarum fuerint necessaria, nam extensionem hanc ipsa etiam ratio naturalis postulat, ut supra etiam, n. 10, tetigimus, tractando de dispensatione in votis reservatis. Juxta hæc ergo principia de hujusmodi potestate Prælatorum regularium judicandum est.

21. Suboritur tamen hic quætio, an quidquid in hoc genere Episcopis expresse concessum est jure speciali, censeatur consequenter concessum his Prælatis. Exemplum sumamus ex Concilio Tridentino, sess. 23, c. 11 et 13 de Reformat., ubi prohibet, ordinatum in inferiori ordine ante annum ab eo suscepto ascendere ad superiorem ; dat tamen facultatem Episcopis dispensandi in ea prohibitione. Unde statim oritur dubitatio, an Prælatus regularis possit dispensare in hujusmodi interstitiis. Quidam ergo absolute affirmant, hujusmodi decreta extendi ad hos Prælatos, propter generalia principia supra posita, et consequenter aiunt in exemplo posito Prælatum religiosum posse dispensare in interstitiis. Alii vero, licet generalem illam doctrinam admittant, in illo exemplo hoc negant, quia putant Concilium ibi non concedere illam facultatem Episcopo, tanquam Prælato ejus cum quo dispensatur, sed tanquam ordinatori ; putant enim hanc dispensationem non pertinere ad ordinarium Prælatum clerici ordinandi, sed ad eum Episcopum a quo ordinandus est, ita ut si unus concedat dimissorias litteras, et alius ordines collaturus sit, dispensatio interstitiorum non pertineat ad concedentem dimissorias, sed ad ordinantem. Unde recte infertur, Prælatum religionis ut sic non posse in hoc dispensare, quia non est ordinator. Dico autem *ut sic*, quia si contingat Prælatum regularem habere privilegium conferendi minores ordines suis subditis, tunc poterit cum illis dispensare in insterstitiis talium ordinum ; non quidem ex mera jurisdictione, quam habet ut Prælatus, sed ex peculiari concessione, quæ ad illum extenditur quatenus ordinator est. Ita exposuit Emmanuel Rodericus, tom. 1 Quæstionum regularium, quæstione vigesima secunda, articulo septimo, dicitque constare ex contextu Concilii, et ex declaratione Cardinalium, prout refert (ait) Pater Gaspar Paraselus, in lib. Privilegiorum.

22. Ego vero, in libro manuscripto earumdem Declarationum Cardinalium, quem apud me habeo magna diligentia et auctoritate collectum, ad dictam sess. 23, c. 11, in verbo illo, *Judicio Episcopi,* hanc declarationem additam invenio, quam etiam refert Marzilla, l. 3, tit. 13, c. 9 : *Non potest Episcopus, ad quem dimissus est ordinandus, hoc judicium facere.* Quibus verbis aperte exponit contra superiorem interpretationem, hanc dispensationem non pertinere ad ordinantem, sed ad dantem dimissorias litteras. Et ad c. 13, ad illa verba : *Si per annum saltem*, etc., additur : *Ob eminentiam doctrinæ, et bonum testimonium, et de consensu Ordinarii Summus Pontifex concedit, ut breviori tempore*, etc. Ubi, dum consensus Ordinarii, non ordinatoris, postulatur, aperte declaratur hoc jus esse Prælati superioris, non Episcopi conferentis ordines. Præterea, in ipso Concilio nihil invenio, ex quo satis colligi possit, loqui de Episcopo ordinante ; nam in c. 10 verba sunt : *Hi vero non nisi post annum a susceptione postremi gradus minorum ordinum ad sacros ordines promoveantur, nisi necessitas aut Ecclesiæ utilitas judicio Episcopi aliud exposcat.* Ubi constat, nomen Episcopi de se indifferens esse ad ordinantem, vel dantem di-

missorias litteras, et ex circumstantia litteræ potius colligitur (ut Congregatio Cardinalium significavit) sermonem esse de Episcopo, qui sit proprius Prælatus ejus qui ordinatur; nam ille melius potest judicare de tali necessitate vel utilitate. Similiter, in c. 13 solum dicitur: *Nisi aliud Episcopo videatur;* recte igitur Concilium exponitur de Episcopo superiore ejus, qui ordinandus est. Unde consequenter erit probabilis prior sententia, etiam quoad illud particulare exemplum, cui favet secunda declaratio Cardinalium supra citata, quatenus utitur nomine *Ordinarii;* hæc enim vox proprie admodum comprehendit Provincialem, seu Prælatum religionis respectu suorum inferiorum.

23. Sed quod attinet ad hoc particulare exemplum, cum dispensatio hæc non solum ex judicio, sed etiam ex voluntate pendeat, ex hac parte dici potest dispensatio hæc pendere ab Episcopo ordinante; quantumvis enim Episcopus, vel Prælatus, qui dat dimissorias litteras, judicet expedire, et facultatem det ut interstitia non serventur, potest Episcopus, qui ordines daturus est, non esse contentus tali dispensatione. Unde, quantumvis Prælati religionum contendant, hujusmodi dispensationem respectu suorum subditorum ad eos pertinere (ut est certe satis probabile), nihilominus (quod in praxi sæpe vidimus) potest Episcopus eam non acceptare, quanquam fortasse sine rationabili causa id licite facere non possit. E contrario vero, quamvis Episcopus velit conferre ordines religioso, vel alteri sibi non subdito, non servatis interstitiis, non videtur posse jure id facere, nisi ex judicio Episcopi dantis litteras dimissorias, propter declarationem adductam, et rationem factam. Unde, quoad hanc partem, non dubito quin hæc dispensatio, seu judicium hoc, respectu regularium, pertineat ad eorum Prælatos, ad quos spectat dare illis dimissorias litteras. Atque ita nomen Episcopi in dictis decretis ampliandum esse ad inferiorem Prælatum habentem jurisdictionem quasi Episcopalem sufficientem ad dandas dimissorias litteras; ita enim ex dicta declaratione colligitur, nec possunt commode illa decreta aliter intelligi, cum hæ personæ non habeant alium Episcopum, ad quem possit vel debeat hoc judicium pertinere. Quocirca, si Prælatus religionis det subdito dimissorias litteras simpliciter ad suscipiendum omnes ordines a quolibet Episcopo, nulla facta mentione interstitiorum, non videtur posse Episcopus ordinans solo suo judicio ac voluntate dispensare cum illo in interstitiis; quia omnis facultas simpliciter data, debet in reliquis omnibus intelligi secundum jus; ergo ita sunt intelligendæ hujusmodi dimissoriæ litteræ; ergo ex vi illarum non intercedit proprii Prælati et Ordinarii judicium circa talem dispensationem; ergo non potest ab ordinatore fieri, attenta dispositione et declaratione Concilii Tridentini supra dicta. Unde tandem concluditur, hanc dispensationem in rigore magis pertinere ad Prælatum ordinarium quam ad ordinatorem, quando hi distincti sunt; nam, licet uterque concurrere deberet, tamen acceptatio ex parte ordinantis magis videtur pertinere ad usum dispensationis, quam ad valorem ejus; sicut etiam dimissoriæ litteræ parum utiles erunt, si Episcopus nolit eis uti, seu ordines conferre, et nihilominus de se validæ sunt; ita ergo videtur dicendum de hac dispensatione; ergo, quantum est ex se, seu quantum ad actum primum (ut sic dicam) per quem persona fiat habilis et sine impedimento, potestas Episcopalis quoad hanc dispensationem videtur extendi ad Prælatos religionis, quamvis ipsi modestiæ causa recte faciant non tam utendo verbo dispensandi, quam rogandi Episcopos in litteris dimissoriis quas conferunt, ut admittant suos subditos ad ordines, non servatis interstitiis, quia sufficiens necessitas vel utilitas intercedit.

24. Non obstante autem hac declaratione in illo particulari casu, quod ad generalem quæstionem spectat, non censeo indistincte admittendam esse universalem regulam, quam alii in n. 21 inducebant, ut ubicumque per specialia verba conceditur Episcopis potestas dispensandi in aliqua lege Pontificia, aut conciliari, eo ipso intelligenda sit concessa Prælatis regularibus respectu suorum subditorum; nam, licet fortasse regulariter ita sit, non tamen videtur id esse infallibile, propter rationes in superiori puncto adductas. Consideranda ergo imprimis est materia legis; nam si illa pertineat ad salutem animarum, et ad bonum regimen spirituale earum, sine dubio admittenda est illa extensio, quia quoad hanc curam, ut supra dicebam, Prælatus religionis habet totum onus Episcopale; ergo et habere debet omnem potestatem, quæ ratione illius oneris et curæ videtur concessa. Si autem materia legis non fuit hujusmodi, sed pertinens ad externum ordinem ecclesiasticum, ut omnia scilicet decenter et ordinate fiant, tunc erit ulterius considerandum an materia et

causa dispensationis talis sit, ut requirat notitiam et providentiam proprii Prælati, vel solum concedatur specialiter Episcopo propter majorem rei auctoritatem, vel gravitatem, vel ut non frequenter ac vulgariter fiat. Quando enim concessio est prioris generis, signum est intentionem legis esse, dispensationem committere Prælato Episcopali (ut sic dicam), et in eo sensu accipi tunc nomen Episcopi. Et hac ratione interpretati sumus decreta proxime tractata, et, ex declaratione Cardinalium adducta, ad omnia similia decreta, regulam seu argumentum sumimus. At vero quando facultas datur posteriori modo, quod ex circumstantiis litterarum constare poterunt, non facile est recedendum a proprietate verborum, nec specialis concessio per generales regulas mensuranda est, ut supra latius est declaratum : sed hic modus concessionis raro invenietur in puris præceptis, nisi aliqua irregularitas, vel inhabilitas dispensanda interveniat : de quibus jam dictum est.

25. *De potestate dispensandi in observantiis seu obligationibus ipsius religionis.* — Quartum caput harum dispensationum, positum n. 10, est regula ipsa, seu observantia regularis. Circa quod, generatim loquendo, certum imprimis est potestatem hanc dispensativam versari posse circa hanc materiam. Ita docet gloss. ult., in c. ult., 20, q. ult., et in capite *Carnem*, de Consecratione, d. 5; Sylvest., verb. *Dispensatio*, n 20 ; Angel., eodem verbo, n. 8, et alii infra citandi. Hoc colligitur primo ex c. *Cum ad Monasterium*, de Statu monachor., ubi in fine sic dicitur : *Nec estimet Abbas quod super habenda proprietate possit cum aliquo monacho dispensare· quia abdicatio paupertatis sicut et custodia castitatis adeo est annexa regulæ monachali, ut contra eam nec Summus Pontifex possit licentiam indulgere.* Ex quibus verbis duo colliguntur. Unum est, non posse Prælatum dispensare in substantialibus votis status religiosi, neque in aliquo actu qui sit contra obligationem eorum ; quod hic pro certo supponimus ex supra dictis, et ex Concilio Tridentino, sess. 25, de Regular., c. 1, dicente : *Cum compertum sit ab eis* (scilicet a Prælatis) *non posse ea, quæ ad substantiam regularis vitæ pertinent, relaxari.* Unde in præsenti, vota substantialia non comprehendimus sub observantiis regularibus, sed cætera, quæ ad regulam pertinent. Aliud ergo in illis verbis insinuatum est, posse Prælatum in his observantiis et regulis dispensare. Imo per argumentum a contrario videtur ex illis verbis colligi, posse dispensare in omnibus quæ non sunt contra substantiam votorum; nam si ideo non potest dispensare in proprietate, quia est contra substantiam voti, poterit in his quæ contra substantiam non fuerint. Sed, quod spectat ad hanc universalitatem, argumentum non est efficax, quia non oportet ut ratio illa Pontificis sit adæquata ; potuit enim adduci ut notior et efficacior, quidquid sit de assertione, de qua paulo inferius. Recte autem inde colligitur simpliciter aut indefinite, quod possit dispensare in regula ; nisi enim hoc supponeretur, neque oportuisset illam specialem exceptionem facere, neque speciali ratione illam confirmare.

26. Ratio etiam hoc convincit, tum quia si possunt dispensare in præceptis Ecclesiæ, multo magis in regulis religionum ; tum etiam quia hæc dispensatio frequenter necessaria est; ergo oportet ut sit commissa Ordinario Prælato, alias non esset sufficienter regulari vitæ provisum. Unde constat, potestatem hanc convenire Prælatis ex vi juris communis supra declarati. Probatur, quia jurisdictio Epicopalis extenditur ad ea omnia quæ spectant ad subditum, juxta proportionem ad statum ejus. Sicut ergo Episcopus potest dispensare cum clerico seculari in obligationibus pertinentibus ad statum clerici, vel ad officium aut beneficium ejus, ita cum proportione potest Prælatus regularis dispensare cum subditis in propria eorum regula. Unde etiam Episcopus potest dispensare cum religiosis sibi subjectis, et non exemptis, in his quæ pertinent ad observantiam regulæ; ergo hæc facultas per exemptionem eo ipso transfertur in Prælatum regularem. Dices : cur ergo interdum dantur religionibus specialia privilegia ? Respondeo breviter, sicut in superioribus sæpe dixi, talia privilegia vel nihil novum concedere, sed explicare magis potestatem horum Prælatorum ad tollendos scrupulos; vel certe concedere aliquam peculiarem circumstantiam, ad quam ordinaria potestas non extendebatur, ut, verbi gratia, ad dispensandum facilius, vel cum minori necessitate. Quid autem horum duorum per privilegium intendatur, ex materia, et verbis, aliisque circumstantiis ejus colligendum erit.

27. *An hæc potestas extendatur ad graves obligationes. — Triplex ordo obligationum in religionibus juxta quosdam.* — Quæri autem potest an hæc potestas extendatur solum ad regulas directivas (ut sic dicam) quæ non obligant

ad culpam saltem mortalem, vel extendatur etiam ad quamcumque obligationem gravem, et sub mortali, provenientem ex regula, vel ex peculiari voto religionis, præter tria substantialia. Hanc dubitationem attingit Emmanuel Rodericus, tom. 1, q. 26, art. 1, distinguitque in religione tria : quædam substantialia religioni ut sic, quæ indispensabilia sunt per hanc potestatem, ut diximus; alia substantialia tali religioni, ut talis est; quæ indicavit Concilium Tridentinum, c. 1 de Regul., sess. 25, in illis verbis : *Ac si quæ alia sunt alicujus regulæ et ordinis peculiaria vota, et præcepta ad eorum respective essentiam pertinentia*, et hujusmodi putat dictus auctor esse omnia vota, quæ in aliqua religione , præter tria substantialia , fiunt; item omnia præcepta quæ ad peccatum mortale obligant. In tertio ordine sunt, et accidentaria dici possunt, omnia quæ in regula continentur, et hunc gradum obligationis non imponunt. Respondet igitur, potestatem Prælatorum regularium extendi ad omnia, tam in secundo quam in tertio ordine contenta; quia Concilium solum dixit, religiosum Prælatum non posse relaxare ea, quæ sunt de substantia regularis vitæ, et non dixit hujus vel illius vitæ regularis, sed absolute, *vitæ regularis*, quæ solum sunt ea quæ pertinent ad primum ordinem; ergo significat in aliis omnibus posse , quia exceptio firmat regulam in contrarium. Citat enim in hanc sententiam D. Bern., lib. de Præcep. et disp.; D. Thom. 2. 2, q. 47, art. 3; Sylv., verb. *Dispensatio*, q. 14; Sot., 1 de Justit., quæstione septima, articulo tertio, et libro octavo, quæstione tertia, articulo primo, dub. 2.

28. *Prænotatio, pro vera responsione, duplicis obligationis, ex voto aut ex regula.* — Hæc vero doctrina non potest, ut existimo, ita universaliter et sine limitatione defendi, ideoque ad explicandam veritatem, distinguamus vota peculiaria uniuscujusque religionis a regulis et præceptis obligantibus sub mortali; est enim inter hæc duo maxima differentia , quamvis ambo ex regula et ex voto oriri videantur; nam et vota peculiaria secundum regulam fiunt, et præcepta regulæ aliquo modo includunt votum obedientiæ ; est nihilominus differentia, quod, licet regula ordinet ut votum fiat, tamen immediate non oritur obligatio ex regula, sed ex voto ; ut in religione Minimorum regula ordinat fieri quartum votum abstinendi a carnibus; facto autem voto, comedere carnes est sacrilegium immediate oppositum voto; e contrario vero, si sola regula immediate obligat ad eamdem abstinentiam, verbi gratia, etiamsi obliget sub mortali (ut quidam de Carthusianis dicunt) [1] non est obligatio voti, neque excedit obligationem præcepti humani ecclesiastici; quia votum obedientiæ, quod illa lex supponit, obligat immediate ad servandam unamquamque regulam, ut supra dixi; sed unaquæque regula obligat juxta sensum et virtutem suam.

29. *Prima assertio, de votis aliis a communibus omni religioni.* — Primo ergo de obligatione ex votis assero, Prælatum religionis respective non posse dispensare in omnibus votis, quæ unaquæque religio sibi assumit tanquam substantialia suo instituto; imo, proprie loquendo, nunquam credo posse dispensare in talibus votis secundum se, licet in aliquo actu vel usu eorum interdum possit dispensare juxta legem, aut morem religionis. Explico et probo hanc assertionem primo , inductione quam idem auctor facit, adducens imprimis specialia vota professorum Societatis. Præcipuum est quartum votum obediendi Summo Pontifici in missionibus, de quo nec cogitari quidem potest, quod per Prælatos Societatis dispensari possit, tum quia non est simplex , sed solemne, ut constat ex Constitutionibus , et ex Bullis Pontificiis, et infra suo loco, tract. 10, lib. 6, c. 4, dicetur ; tum etiam quia est de substantia hujus status, vel professionis, quam nulla potestas infra Pontificiam immutare potest ; tum etiam quia esset valde absurdum quod inferior Prælatus possit dispensare in voto facto de obediendo superiori Prælato. Præterea, quia vel Prælatus Societatatis potest dispensare in hoc voto quoad usum ejus, et hoc non, alias, præcipiente Pontifice missionem alicui professso, posset Prælatus Societatis dispensare, ne illi obediret, quod absurdissimum est, nam hoc modo præceptum Papæ subjiceretur voluntati Prælati Societatis ; vel posset dispensare in ipso voto secundum se, id est, auferendo totum ipsum votum; et hoc repugnat intentioni et menti totius Societatis, et immutabilitati professionis ejus , quam habet juxta Bullas Pontificias, et juxta intentionem voventium et acceptantium, nec tantum ut professio est, sed etiam ut talis professio est. Et hoc confirmant verba Concilii Tridentini, dict. c. 1, ita intelligenda : *Si enim illa quæ bases sunt, et fundamenta totius regularis disciplinæ, exacte non fuerint conservata, totum corruat ædificium necesse est.* Ratio enim,

[1] Vasquez 1. 2, disp. 162.

quam hæc verba continent, cum proportione vim habet in tali religione, secundum suam speciem (ut sic dicam) considerata; non enim debet esse stabile ac firmum hoc ædificium secundum generalem rationem tantum, sed etiam secundum propriam; hæc autem everteretur, si aliquod ex fundamentis ejus relaxari posset. Denique quæ de aliis votis dicemus, de hoc a fortiori convincunt.

30. *Arguitur non videri hoc assertum procedere de votis saltem simplicibus professorum Societatis.* — De aliis igitur votis simplicibus, quæ religiosi Societatis post professionem emittunt, idem dicendum censeo. Sed prius obiter adverto, prædictum auctorem inter hæc vota Societatis ponere votum de detegendo ea quæ aliquis per ministerium procurasse repertus fuerit. Sed de hac re non fit in Societate votum, sed de detegendo eo qui dignitatem ambiret. Itaque idem de his votis dicimus, quamvis de illis nonnulla esse possit major ratio dubitandi, nam illa simplicia sunt, et ex hac parte ordinario jure dispensabilia; unde, cum non sint peculiariter reservata, videtur probabile subesse potestati Prælati, quia, ut diximus, jure communi omnia vota Episcopalia sunt dispensabilia a Prælato religionis in suos subditos; omnia autem vota, quæ specialiter reservata non sunt Pontifici, sunt Episcopalia. Unde confirmatur : nam si religiosi Societatis non essent exempti a jurisdictione Episcoporum, Episcopi jure suo possent in his votis dispensare, eo ipso quod reservata non sunt; ergo, juxta superius dicta, per exemptionem translatum est hoc jus in Prælatos Societatis. Imo, si non fuisset ita translatum, videretur adhuc manere in Episcopis, quia nullo alio jure, vel speciali prohibitione illis sublatum est.

31 Nihilominus, pro certo judico, Generalem non habere in Societate talem potestatem. Quod imprimis mihi persuadet communis totius religionis consensus; nam, cum ipsa talem potestatem in se non agnoscat, neque aliquem ejus usum aliquando usurpet, imo nec sibi convenientem judicet, signum profecto est nec talem potestatem ipsi esse datam, nec intentionis aut voluntatis ejus esse ut Generalis vel Prælati illam habeant. Secundo declaratur ratione, quia hæc potestas nec speciali jure concessa est Societati; in nulla enim Pontificia Bulla est illius mentio, neque in omnibus Societatis constitutionibus; neque etiam communi jure concessa est, quia nullum commune jus est quod de similibus votis loquatur; et quod de cæteris votis Episcopalibus loquitur, non potest rationabiliter ad hæc vota extendi.

32. Et quoniam in hoc ultimo est punctum difficultatis, variis modis illud ostendo. Primo, ex principio juris, quod sub generali concessione non veniunt ea, quæ specialem rationem habent et difficultatem, quæ proinde non esset aliquis verisimiliter in specie concessurus; sed in his votis est specialis difficultas, et optima ratio, ob quam non sit verisimile sub illa generali concessione comprehendi, et committi Prælato religionis; ergo. Explicatur minor, quia illa vota licet non sint absolute de essentia hujus status, sunt tamen valde propinqua, et quasi propriæ passiones ejus, pertinentque ad consistentiam, et quasi integritatem ejus; hæc autem non committuntur Prælato, sed supponuntur potius tanquam bases hujus religionis in suo gradu, ut in cæteris rebus possit Prælatorum potestas convenienter administrari, juxta ea quæ ex Concilio Tridentino supra citavimus.

33. Secundo declaratur in hunc modum, quia in religioso duplicia vota distingui possunt : quædam dici possunt personæ, alia status ; status voco ea vota, quæ ex vi cujuscumque instituti emittuntur, et exiguntur veluti ad complementum professionis talis status ; personæ autem appello ea vota, quæ unusquisque religiosus sub arbitrio superaddit ultra exigentiam status. Jus ergo commune concedit potestatem Prælato ad dispendum in votis personalibus seu privatis religiosorum ; non tamen licet nobis extendere hoc jus ad vota status, et communia religioni; quia nec ratio potestatis, nec utilitas religionis suffragatur. Vota enim ipsius status quasi complent et perficiunt proprium onus talis religionis, alia vero personalia vota sunt onera supperaddita toti ponderi religionis; et ideo in his posterioribus potestas dispensandi utilissima et necessaria est ; in prioribus vero, moraliter loquendo, non est utilis dispensatio, et ideo nec potestas ad illam præstandam utilis esset religioni; unde nec verisimile est, illi esse datam. Nam, licet fingatur casus, in quo talis dispensatio posset esse utilis, adeo est rarus et difficilis, ut propter illum non fuerit concedenda hæc potestas, neque aperienda via ad multiplicandas hujusmodi dispensationes; mansit ergo hæc potestas in eodem Pontifice qui religionem confirmavit, eamque sub suo patrocinio recepit. Et confirmari potest hæc ratio, quia potestas dispensandi vota in Prælato religionis

respectu subditorum non magis extenditur quam potestas irritandi, quia hæc est magis intrinseca, unde ejus usus et universalior et facilior esse solet; sed Prælatus Societatis non potest hæc vota irritare, ut est certissimum, quia pertinent suo modo ad ipsum statum; ergo nec dispensare in eis potest.

34. Tertio declaratur in hunc modum, quia hæc dispensatio vel dari potest a Prælato in toto voto, aut in aliquo actu, vel usu ejus; neutrum dici potest; ergo. Minor quoad priorem partem explicatur : nam dispensare illo modo in voto, est auferre omnino a me votum et obligationem non procurandi dignitatem, aut non relaxandi paupertatem. Quod ergo Præpositus generalis hoc non possit efficere, indubitatum apud nos esse debet, quia tunc maxime procedunt rationes factæ, quia ad illam non spectat solvere propria religionis vincula per Sedem Apostolicam approbata, et quodammodo confirmata. Item, quia alias posset dispensare simul cum omnibus professis, et secum saltem mediante confessore; et consequenter posset dispensare cum uno vel pluribus, aut certe omnibus, qui denuo admittuntur ad professionem, ne illa alia vota simplicia emittant; et similia absurda inferri possunt, de quibus eadem est ratio, quantum attinet ad potestatem, licet ex parte causæ major in quibusdam quam in aliis requiratur. Quod si in his potestas est in solo Summo Pontifice, quia pertinent ad substantiam hujus religionis secundum speciem suam, profecto etiam tollere omnino talia vota, vel aliquod eorum a quolibet professo, pertinet ad solum Summum Pontificem, a quo etiam ex defectu causæ raro poterit talis dispensatio concedi.

35. Posterior pars minoris haberet locum, si superior posset dispensare cum professo Societatis ut acceptet dignitatem sibi oblatam extra Societatem, etiamsi ei non præcipiatur; vel ut non manifestet ambientem, vel procurantem dignitatem, etiamsi sciat. Et in hoc imprimis vix potest occurrere rationabilis causa talis dispensationis; nam si occurrat tanta necessitas, quæ obliget Prælatum ad approbandum illud factum, vel omissionem, non obstante voto, profecto sufficiet interpretatio quod tunc votum non obliget, propter grave aliquod periculum, vel quid simile; si autem necessitas tanta non est, vix potest esse sufficiens causa justæ dispensationis, maxime respectu Prælati Societatis, qui maxime tenetur consulere majori bono spirituali totius Societatis, et singulorum subditorum, ad quod talis dispensatio nihil potest deservire. Et sane, si S. P. Ignatius intellexisset Generalem habiturum potestatem ad dispensandum illo modo in voto non acceptandi dignitatem, non posuisset, ut conditionem necessariam, quod præcipiatur, sed potius dixisset, nisi ex facultate aut judicio Generalis, ut sæpe alias dicit; noluit autem hoc judicio aut voluntati alicujus relinquere, sed illius tantum qui possit præcipere, et per præceptum suum extrahat actum a materia voti.

36. Præterea est optima ratio, quia ex potestate ordinaria nullus potest dispensare in voto ex parte, qui non potest in totum; ergo si Prælatus non potest dispensare in toto, nec in parte poterit. Antecedens declaratur, nam per delegationem solet aliquando committi dispensatio in uno vel alio actu voti, ut ad petendum debitum, verbi gratia, licet non committatur in toto voto. Sicut etiam solet committi potestas commutandi, et non dispensandi; in præsenti autem non est facta aliqua delegatio, ut per se constat. Per potestatem autem ordinariam nunquam potest fieri unum illorum, quin etiam possit dispensari aliud, ut facile constare potest inductione; sicut etiam nemo potest jure ordinario commutare votum, quin possit etiam dispensare. Et ratio est, quia obligatio voti ejusdem rationis est in toto et in parte, et alias potestas ordinaria de se simpliciter cadit in votum, nisi aliunde limitetur, quæ limitatio in præsenti nulla etiam est; ergo si ordinaria potestas Prælatorum Societatis extenditur ad dispensandum hæc vota quoad aliquos actus eorum, etiam extendetur ad ipsa secundum se. Et in hoc (ut obiter id adnotemus) est differentia notanda inter dispensationem in voto et in lege; nam in lege dispensare potest jure ordinario qui non potest illam tollere; in voto autem qui dispensare potest in eo, potest illud tollere. Et ratio differentiæ est, quia lex non tollitur per dispensationem, sed per abrogationem, qui est actus superioris potestatis; votum autem per dispensationem tollitur. Cujus differentiæ potest ulterius ratio reddi, quia votum est quasi privata lex huic tantum personæ imposita, et ideo eximere talem personam a tali lege, quod est dispensare, est etiam tollere votum; lex autem est generale præceptum, quod non tollitur, licet unus vel alius ab illo eximatur, et ideo major potestas necessaria est ad tollendam legem, quam ad dispensandum in illa.

37. Ultimo confirmare possumus hanc reso-

lutionem, quia si Prælatus Societatis posset in his votis dispensare, posset id facere non solum Generalis, sed etiam Provincialis, imo et localis Præpositus; quod dicere valde absurdum est, et nullo modo in ædificationem, sed in destructionem. Sequela patet, quia si admittitur hæc potestas, solum est propter generalem potestatem dispensandi in votis non reservatis; hæc autem potestas quamdiu non limitatur, vel usus ejus prohibetur, tanta est in minori Prælato quanta in majori, et ita est de facto in Prælatis Societatis, quia nulla facta est limitatio, quæ nobis innotescat; ergo si Generalis potest, etiam alii possunt. Veritas ergo est, potestatem illam communem dispensandi in votis Episcopalibus non extendi ad hæc vota, quia illa potestas solum versatur circa vota personæ, non circa vota status, ut declaratum est. Unde etiam dici possunt hæc vota status esse reservata, sicut et ipse status quoad suam immutabilitatem immutabilis est.

38. *Primum corollarium ex veritate comprolata pro votis substantialibus Scholarium Societatis. — Secundum corollarium pro eorumdem voto ingrediendi Societatem.* — Quo ex fundamento seu ratione, inferre possumus primo, vota Scholarium vel coadjutorum Societatis, licet simplicia sint, potius reservata quam Episcopalia dici posse; nullus enim Episcopus potest in eis se intromittere, ut Gregorius XIII definivit; et optima ratio, præter Pontificis decretum, est, quia illa vota non sunt communia et vulgaria (ut sic dicam), sed sunt vota status religiosi, et per Pontificem confirmati, et exempti. Quamvis autem prædicta vota simplicia professorum Societatis non ita formaliter ac primo constituant religiosum statum sicut vota Scholarium, sunt tamen suo modo per se annexa perfectiori statui, et ad quamdam illius consummationem necessaria, et ideo imitantur naturam ejus, sicut accessorium imitatur principale. Ex quo etiam infero, promissionem illam, seu votum ingrediendi Societatem, quod emittit Scholaris approbatus Societatis, esse indispensabile, tam per Episcopos, quam per ejusdem religionis Prælatos, sicut vota et status religiosus, quibus illud votum connectitur, indispensabilia sunt; quamvis enim alio modo auferri seu irritari possit, non tamen dispensari, et perseverante illo statu, fieri non potest quin promissio illa et obligatio ejus integra maneat, quamvis executio ex voluntate Superioris pendeat.

39. *Tertium corollarium, pro voto clausuræ, et abstinendi a carnibus*, etc. — Sequitur præterea ex dicta resolutione, idem dicendum esse de quocumque statu religioso habente votum aliquod ex peculiari ratione talis status præter tria vota communia, nam tale votum indispensabile est per Prælatos religionis, propter rationes factas, quæ generaliter procedunt ex natura status religiosi, et conditione talis voti; et ideo punctum hoc non reservavimus in peculiarem tractatum de Societate, quia de se commune est. Ita ergo censeo de monialibus S. Claræ, quoad votum clausuræ; non enim possunt in illo dispensare Prælati Minores, quia non possunt votum illud, vel obligationem ejus auferre. Idem est de voto non comedendi carnes, quod religiosi Minimi emittunt; nam per eorum superiores tolli, seu dispensari non potest ob easdem rationes. Nec refert quod Prælatus possit aliquando dare licentiam egrediendi, aut comedendi, etc., nam, supposito voto, hoc tantum fieri poterit vel interpretando casum esse talem in quo votum non obliget, quod non est dispensare, ut in tractatu de Voto, l. 6, c. 9, dixi; vel subtrahendo materiam voti, quia nimirum in ipso voto emittendo, vel expresse, vel secundum regulam includitur conditio non faciendi hoc vel illud, nisi approbante vel ordinante superiore; tunc enim dum ipse ordinat, vel dat facultatem, non dispensat, sed facit ut cesset materia voti. Hac autem integra manente, indispensabilia esse existimo talia vota per inferiores Prælatos, etiam per Episcopos, quia ex vi status, cui sunt annexa, sunt alterius ordinis, et habent quasi peculiarem modum reservationis, ut explicatum est.

40. *Secunda assertio, graves obligationes dici posse substantiales religioni in qua dantur.* — Secundo dicendum est de obligationibus religionis sub mortali ex Regula, ut n. 28 notabamus, quæ merito dici possunt pertinere aliquo modo ad substantiam religionis, cum suo modo pertineant ad substantiam vitæ spiritualis in tali religione. Quin potius aliqua, quæ nec voventur, nec illo modo præcipiuntur, in aliqua religione reputantur de substantia ejus; sicut in Societate, in congregat. 5 generali, can. 17, declaratum est aliqua esse substantialia hujus instituti, quamvis sub culpæ obligatione imposita non sint, ut reddere rationem conscientiæ suæ superiori, et alia, quæ ibi numerantur; sicut etiam inter Carthusianos abstinentia a carnibus censetur val-

de substantialis, licet probabilius forte sit non cadere sub obligatione mortalis culpæ, ut alibi disseritur. Cum enim unusquisque status religionis tendat ad perfectionem secundum proprium scopum ac finem suum, et per certa ac definita media, merito dici possent substantialia tali religioni, ea quæ sunt ita intrinseca, vel necessaria ad talem finem, sine quibus non potest talis religio moraliter conservari, et tendere ad perfectionem secundum modum suum. Nam tria vota ideo dicuntur substantialia statui religionis ut sic, quia sunt media moraliter necessaria ad perfectionem ut sic; absolute namque (licet rarissime) perfecti homines dari possunt non religiosi, ut olim Patriarchæ, et alii in lege gratiæ; ergo, servata proportione, in tali vel tali religione illa erunt de substantia talis status, quæ ad proprium finem ejus fuerint moraliter necessaria, præsertim quando, illis sublatis, vix aut difficulter dari potest perfectio charitatis in tali statu, regulariter loquendo; et hujusmodi sunt in Societate ea, quæ in prædicta congregatione declarata sunt, ut, Deo dante, expendemus in tract. 10, libro decimo nono, cap. sexto.

41. Hinc ulterius assero, in hæc, quatenus substantialia sunt religioni, non cadere dispensationem, neque potestatem Prælatorum ad hanc materiam secundum hanc rationem spectatam extendi; et cum hoc nihilominus stare, ut in particulari possit in hujusmodi observantias vel præcepta cadere dispensatio. Prior pars patet ex illo principio sumpto ex Concilio Tridentino, *substantialia religionis, ut talia sunt, immutabilia esse*, saltem per potestatem intrinsecam ipsius religionis; quod nos ostendimus, cum proportione de singulis religionibus et de substantialibus unicuique esse intelligendum. Ratio etiam moralis id postulat, quia talis potestas non esset ad ædificationem, sed ad destructionem. Altera vero pars constat ex usu, et quia talis dispensatio sæpe est moraliter necessaria. Unde ad concordiam et intelligentiam utriusque partis, advertere oportet, non omnia, quæ absolute et simpliciter sumpta, sunt substantialia religioni, in particulari quoad singulas personas, vel singulos actus earum esse ita substantialia; ut, verbi gratia in Societate substantiale est, id est, moraliter necessarium, ad perfectionem ejus, ut conscientiæ inferiorum notæ sint superiori, et consequenter ut ipsi reddant rationem earum, quia non potest illa notitia moraliter ac religiose aliter obtineri. Non poterit ergo Generalis vel aliquis Prælatus Societatis in hujusmodi regula vel institutione ita dispensare, ut in Societate non servetur, vel ulla ratio aut cura illius habeatur, nam hæc esset dissipatio, non dispensatio, et illa esset propria relaxatio in re substantiali, ut talis est. Nihilominus tamen hæc ipsamet observantia reddendi rationem conscientiæ in una persona in particulari, propter probitatem ejus, et magnam existimationem de illius prudentia, etc., potest non esse necessaria, neque ad bonum ejus, neque aliorum, et ideo, licet cum ea dispensetur, non erit dispensatio in substantialibus instituti, quia illa observantia, licet in toto corpore religionis sit substantialis, non tamen ut applicata ad singula membra. Hinc autem recte fit, dispensationem in his observantiis gravioribus, et quæ ad substantiam alicujus instituti ex natura sua, vel ex declaratione ejus pertinere censentur, difficiliorem esse debere, etiam cum in particulari fiunt, ita ut moraliter satis constet inde non minui substantialem observantiam religionis. In aliis vero regulis, vel, cæremoniis, vel actibus virtutum facilius potest concedi dispensatio, imo aliquando dari posset non tantum uni vel alteri in particulari, sed etiam toti religioni, ab eo qui potestatem habet in totam religionem. Semper tamen necessaria est causa proportionata, nam hæc in omni justa dispensatione postulatur.

42. *Quarta assertio incidens, nullam esse dispensationem Prælati datam sine causa.* — Quæri autem hic potest an dispensatio data a Prælato sine causa justa, sit valida quamvis ipse peccet dando; ita enim solet esse valida dispensatio male concessa in humano jure. Dico tamen, non esse validam, nec reddere subditum tutum in conscientia. Ratio est, quia dispensatio in lege superioris, sine causa data ab inferiori, est nulla; Prælatus autem religionis, dispensans in præceptis aut regula religionis, dispensat in lege superioris; ergo dispensatio ejus, sine causa data, est nulla. Minor manifesta est in superioribus localibus, et Provincialibus, ac Generalibus, quia ipsi non sunt legislatores; nam propriæ leges, id est, stabiles ac perpetuæ, non solent committi ejusmodi Prælatis, sed Capitulis generalibus vel provincialibus respective, juxta varia statuta religionum, quæ Capitula sunt supra eosdem Prælatos, etiam cum proportione comparatione facta; ergo dum illi dispensant in constitutionibus religionis, dispensant in lege superioris, ac proinde non valet dispen-

satio sine causa data. Ex quo discursu intelligitur assertionem maxime habere locum in constitutionibus totius religionis, quæ sunt firmatæ majori auctoritate, quam sit in aliquo singulari Prælato, etiamsi Generalis sit; nam si generalis ipsa congregatio cum aliquo particulari dispenset, valida erit dispensatio, etiamsi fortasse sine causa data sit, quia tunc non procedit ratio facta, et alia ratio nullitatis per se non occurrit. Secus autem esset, si dispensio fieret in præcepto Pontificio, vel in constitutione *specialiter* confirmata a Papa ut perinde habeatur ac si ab ipso esset facta, quia jam tunc dispensatio esset in lege superioris. Similiter ubi Capitulum provinciale veras leges pro sua provincia facere potest, si idem Capitulum in aliqua dispenset sine causa, per se loquendo, valida erit dispensatio, quia dispensat in lege sua, vel sui æqualis. Dispensatio etiam, data a Generali in lege lata a Capitulo provinciali, ex communi jure, et ratione talis muneris, valida est, quia est a majori Prælato, nisi ejus potestas per constitutiones religionis sit mutata. Item, si Generalis (et eadem est proportio de Provinciali) dispenset in sua ordinatione, vel præcepto, quod non est proprie lex, valida erit dispensatio, quia in proprio præcepto dispensat. Denique cum dispensatio hæc cadere possit tam in præceptum obligans in conscientia, quam in regulam obligantem solum ad melius esse, cum proportione ad utrumque applicandum est quod dicimus de valore aut nullitate dispensationis; nam, si est valida, tollit obligationem in conscientia, vel in ratione majoris perfectionis, pro ratione legis, vel regulæ.

43. *Quid de pœna legis ipso facto incurrenda, quando dispensatio fuit invalida.*—Quod si talis lex habeat adjunctam pœnam ipso facto incurrendam, ut censuram aliquam, si dispensatio non fuit valida quoad vim directivam legis, plane non impediet quominus talis pœna incurratur; quia si dispensans non potuit auferre vim legis superioris quoad vim directivam, nec quoad coactivam potuit. Item, quia si dispensatio fuit invalida, subditus æque contumax est et inobediens. Intelligo autem *per se*, nam ex ignorantia facile poterit subditus excusari vel omnino a culpa, vel saltem a pertinacia requisita ad talem censuram; auctoritas enim Prælati dispensantis facit sæpe talem ignorantiam probabilem, vel saltem multum excusabilem, ubi non intervenit matia, sed simplex subditi fides.

44. *Quid de pœna inferenda.* — Ubi autem pœna non est ipso facto imposita, sed ferenda, facilius interveniet excusatio, nam a nullo inferiori Prælato poterit talis pœna imponi, quia nullus inferior potest damnare quod superioris auctoritate et voluntate factum est. Nec etiam ipsemet dispensans poterit rationabiliter illud factum punire, quando subditus ipsum non decepit, nec ei vim intulit, quia ipsemet indebite dispensando fuit occasio illius transgressionis. At vero major Prælatus merito puniet transgressorem illum, dummodo adeo sit evidens injustitia et defectus dispensationis, ut non possit subditus excusari, nam in casu aliquo modo dubio non est damnandus subditus, cum alias debeat pro suo Prælato præsumere. At quando res est clara, sicut non excusatur a culpa, etiam in exteriori foro, ita nec a pœna; ergo cum in superiori Prælato sit sufficiens jurisdictio, poterit illam exequi. De æquali vero successore res est magis dubia, quia videtur habere sufficientem jurisdictionem, et non impeditam, cum ipse non fuerit auctor talis dispensationis. Nihilominus probabilius puto oppositum, quia, esto dispensatio fuerit injusta, tamen æqualis non potest in exteriori foro de illius injustitia cognoscere, neque illam damnare; ergo nec punire quidquid auctoritate illius factum est.

45. *Dispensatio a licentia presse sumpta longe differt.* — Ultimo in hoc puncto adverto quod supra tetigi, aliud esse dispensare, aliud licentiam dare; cum enim superior dat facultatem religioso ad faciendam eleemosynam, non dispensat; sic ergo in nonnullis constitutionibus, vel regulis contingit; cum enim dat licentiam ingrediendi cubiculum alterius, vel exeundi domo, et similia, proprie non dispensat. Et ratio est, quia illa opera non sunt simpliciter prohibita per leges religionis, sed ne fiant sine licentia; et ideo, quando ita fiunt, non ex dispensatione fiunt, sed ex concessione ipsiusmet regulæ; tunc ergo licentia non est necessaria ut dispensatio fiat, sed ut compleatur materia legis, seu modus operandi per legem postulatus. Cum ergo dicimus dispensationem religiosam etiam in hac materia, ut sit justa, vel etiam valida, non oportet hoc extendere ad omnem licentiam; quin potius ad honestatem talis actus sufficit superioris consensus bona fide ac simpliciter obtentus, quia solum requiritur ut conditio necessaria ex parte materiæ. Imo etiam ut talis facultas licite detur, non semper necessaria est specialis causa, sed sufficit ut in illo

opere hic et nunc nihil sit incommodi, et quod possit a subdito honeste fieri quocumque titulo, etiam ob honestam animi vel corporis recreationem, et sæpe superior licite has facultates concedit, ne nimis austerus videatur, cum tamen ad licitas dispensationes hoc non sufficiat, nisi propria et specialis causa interveniat.

46. Et fortasse juxta hanc doctrinam intelligenda est quædam concessio Pii II, facta Minoribus, quæ in specie verborum obscura est, ejus vero intelligentia poterit ad multa similia servire. Concessit ergo ille Pontifex Ordini Minorum, *ut Prælati possent annuere, seu dispensare cum subditis debilibus et infirmis, quæ non sunt contraria regulæ.* In quibus verbis videtur esse quædam implicatio in adjectis; nam si dispensatio non est in his quæ sunt contra regulam, ad quid necessaria est? vel quod privilegium ibi conceditur? Item, exempla, quæ ibi ponuntur, videntur esse contra regulam Minorum, ut equitare, etc.; quomodo ergo dispensatio contra regulam non conceditur, et dispensatio in equitando hisque similibus conceditur? Dicendum vero est, juxta distinctionem a nobis datam, quædam esse quæ simpliciter et absolute prohibentur per regulam, ut, verbi gratia, habere proprium tam in communi, quam in particulari, etc., et hæc dicuntur esse simpliciter contra regulam, et quoad hæc non conceditur in illo privilegio dispensatio in regula; alia vero sunt quæ non absolute prohibentur, sed cum limitatione, scilicet, ut non fiant sine facultate, vel etiam sine urgente necessitate. Et hæc non sunt simpliciter contra regulam quoad substantiam, sed quoad modum, quando ultra præscriptam conditionem fiunt; in his ergo conceditur illa dispensatio, quæ, ut aliquid conferat, seu operetur, tribuit potestatem dandi hanc facultatem vel licentiam cum minori causa seu necessitate, quam rigor regulæ postularet. Atque ita videntur intellexisse illam concessionem expositores ejusdem ordinis. Ex illa ergo nos elicimus, ea, quæ non simpliciter prohibentur, nec sub votum cadunt, non esse proprie ex substantialibus, in quibus dispensatio non cadit. Colligimus etiam, in his quæ ex facultate superioris licent, non habere rationem dispensationis concessionem facultatis ex ordinaria providentia et quasi ratione muneris debitam, sed tunc solum quando aliqua major benignitas aut liberalitas fit ex peculiari causa, vel potestate. Speciale vero dubium hic supererat, an habitus delatio, et habitatio intra claustrum sint ex his quæ per Prælatos religionis dispensari possunt. Sed hoc tractabitur commodius infra, lib. 3, cap. 7, disputando de mutatione status religiosi; et ideo hæc sufficiunt de materia, ad quam hæc potestas extenditur.

## CAPUT XIII.

### QUIBUS PRÆLATIS ET QUA RATIONE POTESTAS DISPENSANDI CUM SUIS SUBDITIS CONCESSA SIT.

1. Superest ut de alio puncto principali in capite præcedenti proposito dicamus, in quibus, scilicet, Prælatis sit hæc potestas. Sunt enim in religionibus Prælati supremi, medii et infimi, ut supra exposuimus; quibus ergo illorum datur hæc potestas? vel quanta unicuique? In qua re generalis regula Doctorum est, unumquemque Prælatum religiosum id tantum posse in hac materia dispensationum, quod a jure, vel privilegio, et regula ei concessum est; ita Innocentius, in c. 2, De eo qui furtive ordines suscepit, et in c. ult., de Postulat. prælat.; Abbas, Anton. et communis, in c. *At si clerici*, § *de Adulteriis*, de Judic.; Sylvest., verb. *Dispensatio*, n. 10. Et ratio est, quia hi Prælati non habent de se hanc jurisdictionem; ergo oportet ut a Pontifice illam recipiant, quia nullus alius potest illam concedere tamquam ordinarius; ergo oportet ut jure communi, vel speciali, seu ex privilegio illam habeant; quæ duo capita breviter a nobis explicanda sunt.

2. Circa jus commune advertere primo oportet, in eo fere nihil haberi (ut supra c. 12, n. 2, etiam notavi) de his Prælatis nisi sub nomine Abbatum, qui sunt proximi et immediati Prælati monasteriorum, et sub ea voce comprehendi reliquos superiores religionum habentes simile munus quoad jurisdictionem, quamvis diversis nominibus appellentur. Unde fit, hanc potestatem quatenus ex vi juris communis habetur, omnibus veris Prælatis regularibus convenire respective, id est, unicuique in suo quasi territorio, nisi per speciale jus alicujus religionis limitata sit. Quod ut amplius explicetur, adverto secundo, dupliciter posse hanc potestatem concedi jure communi. Primo, per specialem concessionem vel declarationem; secundo, per generalem concessionem jurisdictionis quasi episcopalis. Priori modo, Sylvester, verb. *Dispensatio*, q. 14, cum Angelo, eodem verbo, num. 8, decem casus promittunt ex jure communi, in quibus potest

Abbas cum subditis dispensare; postea vero et novem tantum numerant, et inter eos septimus et nonus neque inter se condistincti sunt, nec continent casus speciales, sed generalem doctrinam de potestate dispensandi in regula, vel observantiis regularibus, quam superiori capite tradidimus et expendimus. Octavus autem casus est circa dispensationem irregularitatis, de qua nos ex professo diximus in t. 5, disp. 42, de Irregularitate, sect. 3, casu 8, et latius disp. 31, de Suspensione, sect. 1, ubi ostendi, in c. *Cum illorum*, de Sent. excommunic., sermonem esse de suspensione, non de propria irregularitate; atque ita facultatem in eo textu datam magis esse ad absolvendum quam ad dispensandum. Alii vero sex primi casus, quos dicti auctores numerant, non pertinent proprie ad potestatem dispensandi, ut, per illos breviter discurrendo, facile constabit. Et similis casus potest a nobis addi, ex cap. *Cum H.*, De eo qui furtive ordines suscepit, ubi in favorem religionis conceditur Abbati potestas dispensandi cum eo qui furtive ordines suscepit, de quo impedimento, an sit suspensio vel irregularitas, et consequenter de facultate data in illo textu, in tomo citato satis diximus. Primus ergo casus est, dispensare cum novitio ut ad sacros ordines promoveatur, ex c. *Monachus*, d. 77; sed novitius ut ordinetur, non indiget speciali dispensatione, cum nullum impedimentum vel irregularitatem habeat, ut alibi ostensum est. Et in dicto textu de hoc non conceditur dispensatio, sed de interstitiorum tempore, ut brevius in novitio sit, in favorem religionis. Et hæc ipsa dispensatio non committitur Prælato, sed fit per ipsum jus, quamvis hodie quoad hanc partem revocatum sit per Concilium Tridentinum. Addo, in epistola 1 Gelasii non haberi verba illa: *Monachus novitius*, sed solum illa: *Si quis de religioso proposito*. Unde ego valde dubito an etiam secundum illud jus dispensatio illa ad novitios extenderetur.

3. Secundus casus est, dispensare cum apostata a religione, ut possit ad ordines promoveri, ex c. ult., d. 50. Sed ibi nulla talis potestas datur Prælato, solaque hæc verba apponuntur: *Quem etiam jubemus ad clericatus officium non admitti.* Unde, si illa esset irregularitas, potius dicendum esset Prælatum non posse dispensare in illa. Sed videtur Sylvester motus per argumentum a contrario, ex c. ult., de Apostatis, ubi de religioso apostata, qui ante reditum ad religionem ordinatur, dicitur non posse ministrare sine dispensatione Papæ; quia ergo hæc reservatio non additur in alio textu, colligit ibi dispensationem esse concessam Prælato. Sed non est bona collectio; nam in posteriori textu pœna imposita non est irregularitas, sed censura suspensionis, quæ si non reservaretur, eo ipso fuisset concessa, juxta cap. *Nuper*, de Sent. excommun. Hæc autem regula non habet locum in irregularitate, ut alias dixi, et ideo si in priori capite fuisset posita irregularitas simpliciter, ex vi illius juris non posset Abbas in ea dispensare. Verius tamen est ibi non poni irregularitatem absolute, sed quasi conditionatam, donec, pœnitentia peracta, ad religiosum statum redeatur; et tunc nec datur Prælato potestas dispensandi, nec est necessaria dispensatio, sed ipso facto finitur irregularitas, sicut in aliis irregularitatibus sæpe contingit. Atque idem est de tertio casu dispensandi ad ordines cum illegitimo, ex c. 1, de Filiis presbyter. Verumtamen ibi etiam non datur potestas dispensandi, sed ipso jure tollitur tale impedimentum facta professione, ut alias diximus.

4. Quartum casum sumit ex Clement. 1, § *Sane*, de Statu monachorum, de potestate dispensandi cum monacho, ut ultra mensem differat communionem. Sed illa nec est propria dispensatio, sed judicium quoddam, et quasi authentica sententia; nec soli Abbati committitur, sed etiam confessori et Priori, verba enim textus sunt: *Dominica mensis cujuslibet in monasteriis semper communicent, nisi forte ex causa, quam Abbati, Priori, aut Pœnitentiariis monasteriorum non desinant intimare, eorumque judicio, vel abstineant, vel accedant.* Simile afferre possumus ex capit. *Omnis utriusque sexus*, de Pœnitent. et remiss., ubi etiam in præcepto ecclesiastico communicandi in Paschate additur illa conditio: *Nisi forte de proprii sacerdotis consilio ob aliquam rationabilem causam ad tempus ab hujusmodi præceptione jusserit abstinendum*, ubi non conceditur potestas dispensandi, sed declaratur materia et conditio sub qua tale præceptum imponitur. Ad quem fere modum supra, c. præced., n. 45, distinguebamus, dare facultatem non semper esse dispensare; ita enim in præsenti dare consilium vel judicium circa dilationem communionis ex rationabili causa, non est revera dispensare.

5. Atque idem fere censeo de quinto casu, quem ponit Sylvester, de facultate quam potest dare Abbas monacho, ut sit capellanus Ecclesiæ parochialis, consentiente Episcopo,

ex c. 1, dist. 58, et c. *Doctos*, cum aliis, 16, q. 1. Sed hoc etiam non pertinet ad potestatem dispensandi, sed ad subordinationem quam religiosus debet Prælato suo. Duo enim illa jura intendunt declarare et ordinare : unum est, monachum, si sit ordinatus sacerdos, non esse incapacem vel impeditum ex eo quod monachus est, quominus animarum ministeria exercere possit ; et hoc præcipue agitur in dict. cap. *Doctos*. Secundum est, nihilominus non esse religiosum assumendum ad hæc ministeria sine consensu Prælati, sicut etiam non potest intromitti sine voluntate Episcopi vel Papæ ; et hoc agitur in dict. c. 1, et aliis multis. Sicut etiam in c. 2 ejusdem dist. 58, dicitur monachum non posse ordinari ab Episcopo sine licentia sui Abbatis ; licentia autem ad suscipiendos ordines, non est proprie dispensatio, quia non est alicujus regulæ relaxatio, sed est aliud genus gratiæ vel facultatis. Ita ergo facultas ministrandi in Ecclesia parochiali non est dispensatio, sed facultas quædam, vel etiam præceptum, quod interdum potest Prælatus suo subdito imponere. Quantum vero extendi possit facultas quam Prælatus potest religioso dare ad regendam aliquam Ecclesiam parochialem, et an possit illam concedere perpetuam, manendo, scilicet, semper extra claustrum, et an extendi possit ad obtinendum ecclesiasticum beneficium, dicemus infra, lib. 3, c. 19, tractando de mutatione status religiosi.

6. Ejusdem rationis existimo esse facultatem, quam Abbas potest dare monacho ad ædificandam cellulam a congregatione monasterii separatam ; quam dicti auctores sexto loco numerant, ex c. *Nullus*, 18, q. 1, et c. *Monachum*, 20, q. 4. Nam illa etiam facultas non habet rationem dispensationis, sed cujusdam obedientiæ ex parte subditi, et debiti regiminis ex parte Prælati ; maxime si illa facultas extra monasterii septa non extendatur, ut dict. c. *Monachum* præscribitur ; an vero possit Prælatus religionis dare subdito facultatem transeundi a vita cœnobitica ad solitariam, vel manendo sub eadem regula et obedientia, vel mutando illam, dicemus infra tractando de mutatione status religiosi. Igitur de hac potestate, etiam respectu Abbatum, et a fortiori respectu quorumcumque Prælatorum conventualium, nihil fere habemus in particulari jure canonico præscriptum, præter id quod in c. *Ad monasterium* insinuatur, de dispensatione circa observantias regulares, quod in superiori capite satis explicatum est ; alia enim jura, quæ a Sylvestro et aliis ad hoc citantur, parum sine dubio ad rem faciunt.

7. *Qualem potestatem, et unde haberent olim Prælati non exempti ad dispensandum.* — Superest ergo alter modus, n. 2 positus, colligendi hanc potestatem dispensandi ex jure communi, per aliud principium, seu generalem regulam, quatenus ex illo habemus hos Prælatos habere juridictionem quasi Episcopalem ; nam inde videtur sequi, quemlibet ex illis habere totam potestatem quæ ratione jurisdictionis Episcopalis ad regularem statum applicatæ haberi potest. Sed in hoc oportet advertere, aliter loquendum esse de his Abbatibus pro eo tempore quo erant subditi Episcopis, et aliter de Prælatis exemptis. Nam in priori statu seu tempore nihil revera poterant, nisi quod intrinsece et ex natura rei status eorum postulabat, vel expresse illis in jure concedebatur. Ad quod explicandum recolo duplicem illam potestatem, quam diximus esse in Prælatis religionis, dominativam et jurisdictionis ; huic enim duplici potestati duplex etiam dispensatio correspondere potest, dominii scilicet, et jurisdictionis. Nam, sicut ex parte subditi duplex est ratio subjectionis, scilicet, traditio voto obedientiæ confirmata, et jurisdictio, ita etiam in Prælato duplex est ratio præcipiendi, et utrique respondet propria potestas dispensandi, nam unusquisque eo modo quo potest præcipere, potest etiam in suo præcepto dispensare. Unde etiam in antiquis Præfectis regularium, qui propriam ecclesiasticam jurisdictionem non habebant, inerat potestas aliqua dispensandi, illa vero extendi non poterat ad leges ecclesiasticas vel effectus ab illis manantes ; quia, sicut hi sunt effectus jurisdictionis ecclesiasticæ, ita per illam solam immutari possunt. Et eadem ratione non poterat versari circa votum quoad dispensationem, quia potestas dispensandi in votis est jurisdictionis, et supernaturalis, ut supra vidimus, quæ in illis Præfectis non erat, ut supponimus. Solum ergo versari poterat illa potestas circa observantias regulares, ut ex antiquis regulis etiam colligitur, Basilii, Augustini, Benedicti, etc. Et facile declaratur considerando originem illius potestatis ; nascitur enim ab ipsismet subditis, et ex mutua conventione inter ipsos et religionem ; nam sub hac veluti conditione se committunt religioni ac Prælato ejus, ut ab ipso possint ad onera religionis vel obligari, vel ab eis dispensari ; quia vero tota hæc institutio religiosa pende-

bat a voluntate et approbatione Episcoporum, ideo hæc ipsamet potestas poterat ab ipsis Episcopis limitari, dispensationes aliquas in observantiis etiam religiosis sibi reservando, quia apud eos erat major potestas non solum ratione jurisdictionis, sed etiam ratione voti, ut supra ostensum est. Et ad hunc modum potest esse nunc in Abbatissis aut Priorissis aliqua potestas dispensativa, juxta earum instituta, et permissiones suorum Prælatorum. Idemque dicendum est de religionibus vel monasteriis virorum subjectis Episcopis, etiamsi propriam jurisdictionem non habeant, ut si inter eos clerici ordinati non sint, nam in illis sicut esse potest præfectura, ita etiam hoc genus potestatis, juxta Episcopi determinationem. Nam de tali potestate, aut statu ita præcise spectato, hæc regula assignari potest, ut quidquid juxta modum instituti, professionis ac regulæ in observantiis regularibus dispensabile est, posse per Præfectum regularem dispensari, nisi ab Episcopo prohibeatur; quæ satis ex dictis declarata est.

8. *Talis potestas est non proprie dispensativa. — Merito tamen vocari potest dispensativa.* — Solum in hoc puncto adverto, actum hujus potestatis videri plus participare de ratione irritationis, vel simplicis facultatis, quam dispensationis, quia per hanc potestatem non videtur auferri obligatio, nisi faciendo aliquam mutationem ex parte materiæ, vel apponendo conditionem, qua posita, cessat obligatio præcepti, ut supra dicebamus de simplici facultate, et cernitur in votis; nam hi etiam religionum Præfecti possunt vota subditorum irritare, cum tamen non possent dispensare. Verumtamen, licet quæstio de nomine sit, magis proprie potest hic servari nomen et ratio dispensationis; nam regula talis religionis suam habet rationem legis, a cujus obligatione, sive coactiva, sive directiva, potest Præfectus ex vi sui muneris aliquem eximere, nulla facta mutatione in materia, sed immediate ac per se tollendo obligationem, etiamsi regula absolute præcipiat vel prohibeat, nulla adjuncta conditione; intervenit ergo ibi propria ratio dispensationis. Item, potest generalis Præfectus religionis generale aliquod præceptum suis subditis imponere, et deinde potest aliquem eximere modo supra dicto, et non tantum declarando non esse obligatum, sed auferendo obligationem quam possit conservare; ibi ergo etiam intervenit modus dispensationis. Neque est simile de voto, nam illius obligatio est divina et naturalis, pendetque ex ejus relaxatione per se, vel per dispensatorem a se deputatum; ab altero autem homine pendere non potest, nisi quatenus vel materia voti, vel consensus permittentis, ab ejus voluntate pendet; regularis autem obligatio, seclusa jurisdictione, manat ex hominum pacto et promissione inter se, et ideo ab eisdem dari potuit potestas tollendi illam. Et quamvis ablatio hujus obligationis respectu ejus personæ cui conceditur, sit veluti abrogatio præcepti illi impositi, tamen, respectu regulæ seu præcepti generalis, merito appellatur dispensatio.

9. Hæc igitur sola potestas est intrinseca statui religioso, et ideo illa de se integra est, etiam nunc in quocumque religioso Prælato, sive universali, sive locali, nisi major Prælatus aliquid sibi specialiter reservaverit, sicut de Episcopo in n. 7 dictum est; nam ipsamet institutio religiosa hanc conditionem postulat, et ideo superioribus Prælatis hanc confert potestatem. Hæc autem potestas et confirmata et aucta est per jurisdictionem ecclesiasticam Præpositis regularibus superadditam. Nam per hanc jurisdictionem nova potestas dispensandi data est, quæ versari potest circa omnes materias supra capite præcedenti declaratas, et specialiter circa statuta vel præcepta regularia, quatenus jam non solum procedunt ex paterna seu dominativa potestate, et sunt leges (ut sic dicam) conventionales, sed etiam ex potestate jurisdictionis et prælationis, et sunt leges simpliciter, et in omni proprietate.

10. *Eam potestatem non habent Prælati non exempti, cum non sint quasi Episcopi subditorum.* — De hac autem jurisdictione quoad Abbates vel Prælatos non exemptos a jurisdictione Episcoporum, nihil dicere possumus ex vi illius principii de jurisdictione Episcopali, quia his Abbatibus nullibi legimus esse generatim concessam generalem potestatem quasi Episcopalem, neque erat conveniens statui eorum, cum essent sub immediata jurisdictione Episcoporum. Unde in antiquis canonibus Decretorum, et quinque librorum Decretalium, quia nondum erat adeo extensa et multiplicata hæc exemptio religionum, nulla fere fit mentio jurisdictionis Episcopalis horum Abbatum, quia cum illam haberent eo tempore Episcopi, nondum erat illis communicata jure ordinario. Neque obstat quod de Abbate dicitur in c. *Nullam*, 17, q. 2, ad Abbatem totam potestatem pertinere, ex quibus verbis solent multa Canonistæ colligere de hac potestate Abbatum, ut

videre licet in Navar., Comment. 3 de Reg., n. 4, et aliis, quos ipse refert. Dicendum est enim ibi non loqui Pontificem de propria potestate jurisdictionis ecclesiasticæ, sed de potestate dominativa, seu paterna, quam habet Abbas ex vi talis religiosi status, ut constat ex contextu, et in superioribus tactum est.

11. *Neque illam habent ex jure communi.—Poterunt tamen habere ex jure suorum Episcoporum.—Hodie nulla religio eam habet ordinariam, nisi a Papa.* — De his ergo Abbatibus seu Prælatis non exemptis dicendum est, ex vi sui muneris, seu ex concessione juris nullam habere jurisdictionem ad dispensandum in votis, præceptis, aut impedimentis ecclesiasticis, generatim loquendo. Probatur, quia hoc pertinet ad jurisdictionem Episcopalem, quam ipsi non habebant. Dixi autem *generatim loquendo,* quia excipiendi sunt casus speciales in jure expressi, si qui fortasse fuerint, ut a n. 2 tractatum est. Dixi etiam *ex concessione juris*, quia ex concessione Episcopi poterunt Abbates habere hanc jurisdictionem, quia, cum essent superiores Prælati ordinarie, poterant illam communicare, et quasi vicarios suos illos constituere. Tunc autem illa jurisdictio in his Prælatis videri potest tantum delegata, quia non convenit his Abbatibus ex vi muneris, sed ex concessione Episcopi. Et fortasse regulariter ita est. Existimo tamen potuisse tunc Episcopos, eo modo quo ad illos spectabat approbatio et institutio religionum in suis Episcopatibus, instituere munus et prælationem Abbatis cum ordinaria jurisdictione ad dispensandum in prædictis materiis, juxta mensuram aliquam ab ipsis præscribendam; hoc enim non videtur excedere potestatem Episcoporum, quamdiu eam sibi Apostolica Sedes non reservavit. Qualis autem fuerit in hoc antiqua institutio monachorum, mihi non constat. Postquam autem Pontifex sibi reservavit confirmationem et approbationem religionum, in nullo Prælato religioso invenitur hæc jurisdictio ad dispensandum ut ordinaria, nisi eam habeat a Summo Pontifice; nam si religio sit exempta, eo ipso habet jurisdictionem a Papa; si autem exempta non sit, regulariter non habent Præfecti ejus hanc jurisdictionem, sed quantum Episcopus superior concedere vult.

12. Atque hinc ulterius concluditur, potissimum inveniri hanc jurisdictionem in Prælatis regularibus exemptis, et in suo ordine supremis, id est, immediate Summo Pontifici subjectis. Probatur, quia illi omnes sustinent locum et munus Episcoporum respectu suorum subditorum. Unde ad hoc non refert quod talis Prælatus sit unius loci tantum, vel plurium; nam ratio facta in utroque æque procedit. Unde si quis nunc est Abbas exemptus unius tantum monasterii, non habens alium Prælatum regularem, cui ordinarie subjectus sit, potestatem habet dispensandi Episcopalem, juxta regulas superius capite præcedenti positas, et juxta specialia privilegia, si illa habuerit. Idemque a fortiori certum est de Generalibus omnium religionum, ut per se constat. De Provincialibus autem, quatenus subjecti sunt Generalibus, oritur nonnulla ratio dubitandi, quia habent superiorem Prælatum habentem Episcopalem et ordinariam jurisdictionem in ipsos, et in omnes subditos eorum, cum potestate dispensandi immediate cum omnibus illis; non solet autem in Ecclesia respectu eorumdem esse potestas dispensandi Episcopalis infra Summum Pontificem, nisi in uno Episcopo, vel Prælato habente vices ejus. Major autem dubitatio est de Prælatis conventualibus, quia hi solum videntur esse tanquam proximi Parochi, qui potestatem non habent dispensandi, neque illis videtur necessaria, cum per Provinciales possit sufficienter omnibus necessitatibus subveniri.

13. In hoc vero puncto servanda est regula tradita ab Innocentio, in c. 2, de Eo qui furt. ord. suscep., recepta communiter a Doctoribus ibi, et in c. *An si clerici,* § *De adulteriis,* de Judic., et a Sylvestro et Angelo, verb. *Dispensatio,* videlicet, unumquemque Prælatum religiosum eam habere potestatem dispensandi, quæ sibi a jure vel a regula concessa est. Quæ assertio supponit in his omnibus Prælatis esse aliquam potestatem dispensandi; quæ de omnibus, etiam de conventualibus vera est. Quod constat sufficienter ex usu omnium religionum. Item, quia supra ostensum est, hos omnes esse vere Prælatos, et consequenter omnes participare jurisdictionem Episcopalem; ergo eadem ratione participabunt illam quoad potestatem dispensandi, quia non debet esse minor hæc potestas ut favorabilis, quam ut rigorosa. Denique, quia hæc potestas pro ratione sui muneris unicuique ex his Prælatis necessaria est. Et omissis Generalibus, de quibus jam diximus, de Provincialibus est res certa, quia sunt quasi Episcopi in suis provinciis. Et (ut difficultati insinuatæ in n. præced. satisfaciamus) specialis necessitas nascitur ex peculiari conditione status religiosi;

nam quando religio adeo universalis est, ut per universam Ecclesiam per varias regiones sit dispersa, et ideo est in varias provincias divisa, non possunt commode omnes religiosi dispensatione indigentes, ad Generalem recursum habere; sed necessarium fuit hanc potestatem Provincialibus communicare. Quæ ratio suo etiam modo, licet non tam urgente, locum habet in Prælatis conventualibus, quia necessitas dispensationis sæpe potest esse urgens, et præsentanea, vel quasi quotidiana, et ideo non debuit pendere semper a Provinciali, qui interdum et diu et longe absens est. Accedit quod hæc potestas dispensandi sæpe est necessaria ad bonum spirituale subditorum; religiosi autem sicut ratione status ad majorem perfectionem spiritualem obligantur, ita per hæc auxilia debent et frequentius et facilius adjuvari; est ergo valde consentaneum huic statui, ut Prælati etiam locales hanc habeant potestatem, ut, sicut tenentur non tantum salutem, sed etiam perfectionem subditorum procurare, ita etiam possint modis omnibus illos juvare. Et ideo non repugnat, nec est ullum inconveniens quod hæc potestas, etiam in ordine ad eumdem actum seu effectum, sit in multis Prælatis subordinatis inter se, et sub uno Summo Pontifice; tum quia potuit sine dubio hoc modo ab eodem Pontifice concedi; tum etiam quia tota illa ordinatur ad majus bonum et ædificationem religiosorum, et in ea servatur ordo, ut, quatenus est in inferiori, semper a superiore dependeat, ut mox dicemus; et ita servatur pluralitas sine confusione.

14. *Hæc potestas cuique Prælato cum proportione competit.* — Deinde vero assignatur in prædicta assertione communis regula ad cognoscendum gradum, seu quantitatem hujus potestatis in unoquoque ex dictis Prælatis, quæ dicitur esse vel jus commune, vel speciale religionis; illam vero regulam ita intelligendam censeo ut, quantum est ex vi juris communis, in quolibet illorum sit potestas dispensandi in casibus Episcopalibus, juxta principium generale supra positum et explicatum c. præced., a n. 1 usque ad 9. Ratio est quia jus commune nulli istorum Prælatorum limitat hanc potestatem; ergo, quantum est ex vi ejus, in nullo eorum diminuta est. Præsertim, quia si in aliquibus est diminuta, maxime in conventualibus Prælatis; at jus commune potius his concedit quidquid concedit regularibus Prælatis, quia (ut n. 2 dixi) de his tantum fere semper loquitur, et ex vi juris communis nihil pertinens ad hoc genus potestatis, his inferioribus Prælatis ademptum est. Relinquitur ergo ut limitatio talis potestatis, si quæ fuerit in his Prælatis, ex jure speciali uniuscujusque religionis sumenda sit.

15. Unde hanc regulam, pro concessione dictæ potestatis ex vi juris specialis, constituo, unumquemque Prælatum regularem posse dispensare cum suis subditis, in omnibus quæ in regula reservata non sunt superiori Prælato, ita ut quidquid non est prohibitum, censeatur concessum. Probatur, quia ex vi Prælationis habet unusquisque Prælatus hanc potestatem; ergo unusquisque habet totam, quæ in tali religione invenitur respectu subditorum, nisi prohibeatur jure speciali, quia nullum aliud principium excogitari potest unde limitetur. Dices, in Societate potius contrariam regulam servari, juxta quamdam Bullam Gregorii XIII, quia nullus inferior Prælatus sub Generali censetur posse dispensare, nisi quatenus sibi concessum est, ita ut quidquid non est concessum, censeatur prohibitum, et non e contrario, quidquid non est prohibitum, censeatur concessum. Respondetur, imprimis hic nos non agere de speciali instituto Societatis, de quo infra toto tract. 10, sed de communi ratione Prælatorum regularium. Deinde dicimus id non esse alienum a nostra regula; nam, si in Societate id servatur, illud est propter speciale jus, quod declarat esse prohibitum quidquid non est concessum. De quo, an ita universaliter accipiendum sit, vel quomodo sit intelligendum, infra suo loco dicam in citato tractatu, libro decimo, cap. quinto.

16. Tandem, ut melius possit dicta regula ad omnia instituta applicari, animadvertendum occurrit, hanc potestatem dupliciter convenire posse unicuique religioni exemptæ. Primo, ex vi muneris talis Prælati, habentis respectu suorum subditorum non tantum vices Parochi, sed etiam Episcopi; et quantum ad hoc genus potestatis maxime procedit regula posita, ut sufficienter confirmatur ex proxime dictis numero præcedenti, et ex supra generatim tractatis c. 12, de jurisdictione quasi Episcopali horum Prælatorum. Alio modo potest convenire hæc potestas ex specialibus privilegiis vel indultis, sive directe concessis tali religioni, sive per communicationem cum aliis; et quoad talem potestatem, licet regula dicta, bene intellecta et applicata, locum etiam habeat, tamen modus indulti et concessionis maxime considerandus est. Nam,

si verba Pontificis generalia sunt, scilicet concedendi tali religioni vel Prælatis ejus potestatem dispensandi in hac vel illa re, et per aliud indultum, vel per regulam religionis non limitantur, tunc optime procedit regula posita, quia illa potestas in omnibus invenitur, quibus specialiter non prohibetur. Si autem verba indulti sunt specialia, quia nimirum solum diriguntur ad Generales vel ad Provinciales, tunc potius habet locum altera regula, scilicet, inferiores Prælatos solum posse in eo genere, id quod sibi a superioribus fuerit concessum; nam cum alibi datum non sit, ex natura rei est ipsis prohibitum, quamdiu non est concessum, et hoc modo etiam hic casus ad prædictam regulam reducitur; nam illamet specialis concessio et est jus speciale talis religionis, et est virtualis quædam prohibitio respectu inferiorum. Dico autem semper respectu inferiorum, quia respectu superiorum nunquam censeo illam limitationem admittendam, nisi exprimatur; quamvis enim indultum vel regula tantum diceret : Omnes Guardiani, vel Priores, vel denique conventuales Prælati, quomodocumque nominentur, hoc possint dispensare, nihilominus Provinciales et superiores Prælati non sunt censendi exclusi ab ea concessione et potestate; quia sub particulari semper includitur universalis Prælatus; sicut sub nomine proprii sacerdotis comprehenditur Episcopus quoad habendam potestatem.

17. Dices : interdum inferior habet jus ad judicandum in aliqua causa, in qua non potest superior se intromittere, nisi forlasse per viam appellationis, vel in defectum alterius; ergo idem contingere potest in hac materia dispensationum. Respondetur imprimis, antecedens non habere locum in Prælatis ordinariis, habentibus propriam curam spiritualem subditorum in utroque foro, ut sunt Prælati religionum. Deinde, in his dispensationibus multo minus esse id admittendum quam in aliis causis judicialibus, quia propinquius ordinantur ad spirituale bonum subditorum. Ac denique, ut id posset admitti, oporteret prohibitionem et denegationem esse expressam, quia multum exorbitaret ab ordinario jure. Supererat hic alia dubitatio, an Prælati habentes hanc potestatem possint illam delegare. Sed expediemus illam simul cum alia simili in cap. decimo quinto, a num. quarto.

## CAPUT XIV

### QUÆ PERSONÆ A PRÆLATIS RELIGIOSIS DISPENSARI QUEANT.

1. *Sex personarum genera in hac quæstione. —Expediuntur tria posteriora genera personarum.*—Ultimum punctum supra propositum, c. 12, n. 5, fuit de personis quæ per hanc potestatem possunt dispensari. Et de tribus generibus personarum potest dubitari, scilicet de ipsismet Prælatis utentibus tali potestate, de novitiis, et de secularibus, aliquo extrinseco modo (ut sic dicam) religioni conjunctis, ut sunt familiares, servientes, et similes. Nam præter hæc tria genera solum relinquuntur alia tria, scilicet, religiosi professi ejusdem religionis subditi; religiosi ejusdem etiam professionis, non tamen subditi; et omnes alii externi nullo modo religioni conjuncti, sive seculares sint, sive religiosi alterius religionis. De hoc autem triplici posteriori genere nulla est quæstio; nam, quod attinet ad religiosos professos ejusdem religionis, constat illos esse quasi propria subjecta (ut sic dicam) circa quæ potestas hæc versatur, nam propter illos datur hujusmodi potestas; cum illis ergo omnibus potest dispensare Prælatus religionis, per se loquendo, seu nisi in ipso indulto fiat peculiaris restrictio, quæ raro vel nunquam fit. De aliis religiosis ejusdem professionis, non tamen subditis, est contraria regula certa, scilicet, non posse religiosum non subditum dispensari a Prælato non suo. Ratio est clara, quia dispensatio hæc est actus jurisdictionis, quæ non versatur circa non subditum. Et quamvis interdum contingat, potestatem dispensandi concedi erga eos, qui alias non sunt subditi, quia per privilegium fiunt subditi quoad illum actum, vel quia tunc non conceditur jurisdictio, sed nudum ministerium; licet hoc (inquam) fieri possit, et interdum fiat, tamen ex ordinario jure religionum, tam communi quam speciali, certum est non ita fieri, quia esset contra debitum ordinem, et quia pareret confusionem potius quam ædificationem. Item, quia religiosi possunt facile habere recursum ad suos proprios Prælatos, et Prælatus debet agnoscere vultum pecoris sui; ergo supervacaneum et inopinatum esset, si unusquisque religiosus posset dispensari a quolibet Prælato suæ religionis, etiam non suo. Denique, ob hanc rationem non potest inferior Prælatus dispensare cum

suo Superiore, nec Prælatus unius conventus cum Prælato alterius, neque unus Provincialis cum alio ; ergo multo minus poterit unus Provincialis dispensare cum subditis alterius, vel e contra, et sic de cæteris. Statim autem occurrebat quæstio de religiosis hospitibus, an possint dispensari a superiore loci vel provinciæ in qua inveniuntur, propter actualem subjectionem quam videntur habere. Resolutio tamen est non posse, loquendo proprie de dispensatione prout distinguitur ab absolutione ; de quo postea num. 7 videbimus. Et ratio est, quia simpliciter non sunt subditi, et quia dispensatio obtineri potest a Prælato absenti. Et ita in simili declaratum est de clericis forensibus a Congregatione Cardinalium circa capitulum *Liceat*, quod est 6 de Reformat., in sess. 24 Concilii Tridentini.

2. Atque hinc facile constat, camdem regulam negativam veram et indubitatam esse in ultimo genere personarum. Quia illæ non solum subjectæ non sunt, verum etiam nec conjunctæ aut unitæ tali religioni. Observare autem oportet, sermonem hic esse de potestate concessa religioni per modum jurisdictionis in foro exteriori, et in ordine ad externum regimen. Aliquando enim conceditur aliqua potestas dispensandi in ordine ad forum conscientiæ, et quasi annexa jurisdictioni in foro sacramentali, quæ sic concessa non ordinatur ad regimen religionis, sed ad ministeria circa salutem animarum, et in favorem pœnitentium. Et hoc posteriori modo conceditur interdum religiosis per sua privilegia potestas dispensandi cum externis vel in aliquibus votis, vel in aliquo impedimento affinitatis, vel quid simile. Sed quia hoc universale non est, unusquisque consulere debet sua privilegia, et satis cognitam habere potestatem sibi concessam. Quando autem potestas hujusmodi est, circa illum poterit exerceri, qui in foro pœnitentiæ fuerit subjectus, quia illa potestas, cum in ordine ad illud forum detur, illam subjectionem postulat, et non aliam.

3. *Expeditur jam quæstio circa primum genus, an Prælati secum dispensare valeant.* — Jam igitur circa priora tria genera personarum dubium imprimis est, an Prælatus religionis possit secum ipse dispensare. Et ratio dubitandi oritur ex dictis, quia ipse non est sibi subjectus, neque habet in se jurisdictionem ; ergo non potest secum dispensare. Confirmatur, quia semper esset suspecta et periculosa talis dispensatio ; quia nemo recte potest in propria causa judicium ferre. Denique, hi Prælati semper habent superiorem ad quem recurrant, Conventualis ad Provincialem, Provincialis ad Generalem, et Generalis ad Papam ; ergo non possunt ipsi secum dispensare; hac enim ratione non possunt Episcopi secum dispensare, quia superiorem habent, juxta doctrinam Panormitani, in c. *Magnæ*, de Voto, de qua supra in materia de voto, lib. 6, cap. 11, dictum est. Propter hæc aliqui absolute negant hos Prælatos posse secum dispensare. Aliis vero hoc nimis onerosum videtur, quia non debent esse hi Prælati pejoris conditionis quam sint sui subditi ; ergo, si subditus potest dispensari, verbi gratia, a Provinciali in aliquo casu, ergo etiam ipse Provincialis poterit dispensari per eamdem potestatem Provincialis ; alias gravius cum illo ageretur. Item, quia Prælatus potest sibi concedere licentiam quam potest subdito dare, quia vix potest alio modo convenienter gubernari ; ergo eadem ratione potest sibi concedere dispensationem quam subdito, quia non magis hoc repugnat quam illud, et utriusque necessitas frequenter ac moraliter occurrit.

4. *Non quæritur an requiratur distinctio inter dispensantem et dispensatum.* — *Proprius sensus quæstionis, an possit Prælatus potestatem saltem delegare ut secum dispensetur.* — In hac quæstione difficultas esse potest de modo necessario ex parte actus dispensandi, an, scilicet, exerceri possit ab eodem circa seipsum. Quo sensu difficultas generalis est ad plures alias materias, de Legibus, de Voto, etc., in quibus sufficienter tractata est, citato c. 11, de Voto, et lib. 6 de Legib., c. 12, a n. 8 ; et ideo hic omittitur, quia vim non facimus in hoc, quod Prælatus possit per seipsum secum dispensare, vel eligere aliquem cui committat dispensationem, hoc enim satis illi est, quamvis probabile sit, si per alium potest secum dispensare, in rigore etiam posse per seipsum ; quia distinctio personarum non est de substantia dispensationis, sicut est de substantia sacramentalis absolutionis, licet moraliter convenientius sit illud judicium alteri committere, ut probat ratio dubitandi in principio facta. In alio ergo sensu intelligenda est dubitatio de potestate ipsa, an sit in Prælato ad hujusmodi dispensationem faciendam, sive per se, sive per commissionem suo confessori factam.

5. In hoc ergo sensu dico imprimis, supremum Prælatum religionis posse secum dispensare, quia non esset sufficienter provisum, si deberet semper extra religionem quærere

remedium talis dispensationis, quod plane est contra intentionem Pontificum concedentium religioni hujusmodi facultates, seu privilegia et exemptiones, ut omnes ejus religiosi possint illis gaudere ; non excipiunt autem Generalem ; ergo illum etiam comprehendunt. Esset etiam id contra intentionem religionis, ad quam spectat habere debitam providentiam sui Prælati, non minus quam aliorum. Unde eo ipso quod religio committit Generali absolute et sine restrictione omnem potestatem suam quoad actus dispensandi, consequenter illam committit erga ipsummet. Posset tamen religio, ut existimo, existens tota in Capitulo generali, designare personam cui has vices respectu Generalis committat, ut postea etiam dicemus de absolutione ; et tunc non posset Generalis secum dispensare, sed a Commissario Capituli generalis, quia revera potestas principaliter est in tota religione, et ille modus utendi illa non habet repugnantiam neque indecentiam , imo potest esse conveniens. Quamdiu tamen religio non utitur hoc genere providentiæ circa suum supremum Prælatum, prout regulariter non utitur, talis potestas commissa censetur Generali propter rationem factam, et quia non est a nobis sine causa restringenda. Modus autem utendi illa potestate per se, vel per alium, si speciali lege religionis non præscribitur, consequenter etiam relinquitur, ut juxta rei naturam et prudentiam Prælati fiat.

6. Secundo, de inferioribus Prælatis dicendum est, de illis non posse aliam generalem regulam assignari, nisi unumquemque in hoc dependere a suo superiore, juxta institutionem et usum suæ religionis ; per se enim loquendo, pertinet talis dispensatio ad proximum Prælatum uniuscujusque ; et in Prælatis conventualibus ita existimo regulariter observari, nimirum a suis Provincialibus postulari debere hujusmodi dispensationes, vel ex facultate eorum habere designatum aliquem confessorem, vel licentiam eligendi illum, cui hæc potestas sit commissa ; quod si ex usu religionis constiterit, Prælatis inferioribus esse concessam hanc facultatem, id satis erit, nam consuetudo ostendit hanc esse voluntatem superioris Prælati, ut sæpe alias dixi. In Provincialibus autem, quamvis in rigore, considerata qualitate sui muneris, habeant eamdem dependentiam a Generali, tamen frequentius non videtur servari tanta subordinatio inter hos Prælatos in multis religionibus ; sed Provincialis censetur posse in sua provincia quidquid non est expresse reservatum Generali, juxta sua statuta. Unde, si statuta in hoc aliquid disponunt, illud servandum est ; si autem nihil disponunt, videtur eo ipso commissa facultas ipsis Provincialibus, nisi ex consuetudine oppositum constet. Aliqui etiam probabile existimant, hos Prælatos posse juvari ad hanc dispensationem privilegio capitis ultimi, de Pœnit. et remiss.; licet illud privilegium extendatur ad hos Prælatos, ut dixi in 4 tom. tertiæ partis, disp. 27, sect. 2, tamen difficile est illud extendere ad hanc potestatem dispensandi, cum ibi solum concedatur facultas eligendi confessorem, qui confessor nec per se habet hanc potestatem ex vi muneris confessoris, nec in illo textu ei datur, cum solum de munere confessoris fiat mentio ; maxime cum hæc dispensatio, de qua agimus, nullo modo sit annexa absolutioni sacramentali, quia neque est prævia ad illam ex necessitate, ut est absolutio a censura, neque aliam connexionem necessariam cum illa habet.

7 *Hæc assertio procedit de propria dispensatione, non de simplici licentia, ubi ea locum habet.* — Est autem ultimo in hoc puncto advertendum, hæc omnia intelligi de dispensatione proprie dicta, quam in superioribus, c. 12, n. 45, distinximus a communi licentia ; et ita proprie habent locum in dispensatione votorum, et præceptorum Ecclesiæ, et impedimentorum quæ ex illorum transgressione interdum contrahuntur, et præceptorum etiam religionis simpliciter prohibentium vel præcipientium aliquid ; nam circa has materias versatur proprie dispensatio. At vero in aliis actibus, qui non prohibentur simpliciter fieri, sed licentia Prælati postulatur ut recte fiant, non videtur dubitandum quin hi Prælati, etiam conventuales, possint hujusmodi licentias sibi concedere, quas aliis dare possunt, dummodo debita moderatione secum utantur, quam etiam circa alios observare tenentur. Probatur, quia hoc est moraliter necessarium juxta statum horum Prælatorum. Item, quia hujusmodi licentia non tam est actus jurisdictionis, quam cujusdam dominii ; eo autem ipso quod Prælatus relinquitur in hac domo tanquam pater et superior illius, relinquitur tanquam dominus suarum actionum, earum scilicet, quæ ad ordinarium modum talis vitæ pertinent, in cujus solet esse necessaria licentia Præpositi totius domus ; ergo hoc ipso illi conceditur ut ipse possit sua facultate facere, quod alii possunt de ejus licentia efficere. Quod semper intelligitur, nisi aliquid ei spe-

cialiter prohibeatur, cujus licentiam sibi reservet superior Prælatus.

8. *Explicatur deinde quæstio quoad secundum genus, an scilicet, novitii dispensari valeant. — Primum pronuntiatum, de dispensationibus ad tempus.*—In secundo puncto de novitiis, quod ad vota attinet, superius tractatum est; quod vero pertinet ad communes observantias vel præcepta religionis, in eis locum non habet, quia illi non obligantur in rigore his præceptis, et ita non indigent propria dispensatione; sed ut suæ religioni et probationi satisfaciant, indigebunt licentia Prælati, quam certum est posse ab ipso dari, quamvis, ut recte fiat, prudens causa necessaria sit. Solum ergo potest dubitari de ecclesiasticis præceptis, aut de effectibus eorum. In quo agi potest vel de observantia et executione talium præceptorum pro tempore tantum illius anni probationis; vel de dispensatione aliqua perpetua et durabili. Priori modo, dicendum est posse Prælatum dispensare cum novitio in his, in quibus posset a suo Episcopo dispensari, ut in jejunio, vel in audienda Missa, et similibus. Ratio est, quia pro illo tempore gaudent privilegio exemptionis, et quoad spiritualia sunt sub propria cura Prælatorum religionis; ergo hi Prælati possunt exercere circa illos jurisdictionem quasi Episcopalem, ad quam pertinet hæc dispensatio. Et confirmatur, quia hic modus dispensationis regulariter est necessarius, et in tali statu neque expedit, nec convenienter fieri potest ut novitius habeat recursum ad alium Prælatum, præter eum regularem, sub cujus disciplina vivit; ergo. Unde, si Prælatus religionis ex propriis privilegiis majorem aliquam in hoc habet potestatem circa suos religiosos, etiam illam extendendam censeo ad novitios; quia, licet novitius in rigore non sit religiosus, et quoad odiosa non comprehendatur sub hac appellatione, nihilominus quoad gratias et favores comprehenditur, juxta communem doctrinam. Potestas autem dispensandi favorabilis est, et ideo ample interpretanda, licet dispensatio sit restringenda.

9. *Secundum pronuntiatum de dispensationibus in perpetuum.*—Posteriori autem modo dicendum est, Prælatum religionis non posse cum novitiis dispensare, scilicet, dispensationes perpetuas eis concedendo, quæ in eis durent, etiamsi postea non profiteantur, sed habitum relinquant. Probatur, quia illi non sunt absolute et perpetui subditi. Item, quia esset irrationabilis dispensatio, quæ potius cedere posset in nocumentum religionis, quam in favorem. Denique, nullo jure vel privilegio talis potestas ostendi potest. Unde etiam colligo non posse novitium dispensari virtute privilegiorum religionis ad effectus perpetuos, seu permanentes in tali persona, etiamsi religionem relinquat; quia illa formaliter vel virtualiter est quædam dispensatio perpetua. Hujusmodi esse censeo dispensationem ad ordines suscipiendos, sive sit dispensatio in irregularitate, sive in interstitiis, sive in recipiendo ordines extra tempora; esto enim possit Prælatus per privilegia cum suis religiosis in hujusmodi dispensare, non est extendenda illa potestas ad novitios, nisi in ipso indulto expressa mentio illorum fiat. Ratio est, quia, considerata materia talium privilegiorum, non potest prudenter ad novitios fieri extensio, cum tamen in rigore verborum sub religiosis non comprehendantur, ut per se constat. Assumptum declaratur, tum quia illa extensio non est accommodata statui novitii, ut sic, nam ille habet statum annuum (ut sic dicam) et facile mutabilem, dispensatio autem fit ad rem perpetuam; tum etiam quia potestas super novitios solum conceditur ad spirituale regimen eorum pro tempore probationis, et consequenter solum extenditur ad ea quæ ad hunc finem sunt necessaria; hujusmodi autem dispensationes nihil solent ad illum finem referre; tum denique quia talis dispensatio posset interdum cedere in injuriam Episcopi, cui novitius, ut secularis, subjectus est quasi radicaliter, et erit etiam actualiter, si ad seculum revertatur, manebitque clericus secularis irregulariter ordinatus, sine licentia sui Episcopi, quod est inconveniens, et contra debitum ordinem; et ideo præsumendum non est Pontificem in hoc sensu concedere privilegia. Neque obstant privilegia quædam Sixti IV, quæ referuntur in Mari magno [1], et in lib. Monum. ordin., concessa Prædicatoribus et Minoribus, ut cum novitiis possint dispensare in quibusdam irregularitabus; quia si illa comprehendunt novitios, ideo est quia illos expresse nominant; unde potius sumitur argumentum ab speciali, nimirum, quando expresse non nominantur, non comprehendi in hujusmodi privilegiis; quomodo autem illa privilegia intelligenda sint, alibi tractatum est. Et simile privilegium concessum est Societati a Paulo III.

10. *De tertio genere personarum in eodem n.* 1.

[1] Vide Emman. Roder., tom. 1, quæst. 24, art. 15.

In tertio puncto, de dispensatione cum extraneis familiaribus, vel servientibus religioni, pro regula habendum est, tunc solum extendi hanc facultatem ad has personas, quando in indulto fuerint expressæ. Quia neque in proprietate verborum sub religiosorum nomine comprehenduntur, neque etiam secundum aliquam extensionem, quæ in jure, vel in communi modo loquendi habeat aliquod fundamentum. Necessaria ergo est extensio, quæ ab ipso Pontifice fiat per expressa verba, de qua nihil dicere possumus ex jure communi, quia nullum est quod talem potestatem concedat. Consulenda ergo sunt particularia privilegia : hujusmodi autem est privilegium quod Eugenius IV concessit monachis S. Hieronymi, quo aliæ religiones per communicationem utuntur, scilicet, ut Prælati conventuales possint dispensare cum familiaribus monasteriorum in jejuniis ecclesiasticis, vel etiam ut diebus prohibitis possint ratione infirmitatis carnes et ova comedere, de consilio medici, vel etiam sine illo, si commode habere non possit; de quibus vide in Compendio Minorum, verb. *Jejunium*, § 7, et in Compendio Societatis, verb. *Dispensatio*, § 7.

## CAPUT XV

### AN IN PRÆLATIS RELIGIOSORUM SIT POTESTAS TUM AD ABSOLVENDUM SUOS SUBDITOS A CULPIS NON RESERVATIS, TUM AD DELEGANDUM ALIIS TALEM POTESTATEM.

1. Quoniam in superioribus constituimus differentiam inter dispensationem et absolutionem, ideo, explicata in tribus proximis capitibus potestate dispensandi, necessarium est de potestate absolvendi in specie dicere. Duplex autem est absolutio, quæ ad præsens pertinere potest, scilicet, a peccatis, et a censuris vel pœnis ecclesiasticis; nullum enim aliud spirituale vinculum excogitari potest, quod per absolutionem tollatur; nam, si quæ sunt alia, ut legum, irregularitatum, aut votorum, non tolluntur per absolutionem, sed per dispensationem. Duplex ergo hinc oritur quæstio principalis: una est de potestate absolvendi a peccatis in foro sacramentali; alia de potestate absolvendi a censuris.

2. *Prima assertio, de absolutione a peccatis indistincte.* — Circa priorem, multa in præsenti dici possent, nisi ex principiis positis in 4 tomo, circa jurisdictionem fori sacramentalis, et ex dictis in superioribus de munere et jurisdictione Prælatorum regularium, res esset satis nota; et ideo breviter applicabimus generalia principia ad hanc materiam, proponendo ea quæ in ipsa servanda sunt, tam circa peccata non reservata, in hoc et duobus capitibus sequentibus, quam circa reservata in c. 18 et 19. Primo ergo certum est habere Prælatos religionum ordinariam jurisdictionem ad absolvendum suos subditos religiosos a peccatis. Patet, quia sunt ordinarii pastores animarum suorum subditorum, et in eos translata est cura, quam Episcopi vel Parochi habent circa suos subditos seculares; ergo habent prædictam jurisdictionem ex vi sui muneris, quod est habere illam tanquam ordinariam. Denique hoc est per se notum ex usu, et institutione fere omnium religionum exemptarum, sequiturque necessario ad ipsam exemptionem, ut supra dictum est. Et ideo hic nihil agimus de religionibus non exemptis, nam illæ, sicut sunt sub jurisdictione Episcoporum, ab ipsis, vel per ipsos habere debent suos proprios sacerdotes, seu vicarios, a quibus absolvantur; vel si circa hoc habuerint aliqua specialia privilegia Pontificia, juxta illa debent quoad hanc partem seu jurisdictionem ab Episcopis gubernari.

3. *Secunda assertio. — Comparatio Generalis cum Papa, vel cum Archiepiscopo, in quo deficiat.* — Secundo est certum, hanc jurisdictionem esse in pluribus Prælatis regularibus inter se subordinatis respectu ejusdem seu eorumdem subditorum. Explicatur, nam Prælati conventuales habent hanc jurisdictionem circa religiosos sui conventus, et circa eosdem habet Provincialis eamdem jurisdictionem de se æque immediatam quoad usum absolvendi subditos, si velit, independenter a voluntate Prælati conventualis, vel etiam ipso renuente. Et cum eadem proportione habet similem jurisdictionem Generalis in eosdem subditos totius religionis, seu ditionis suæ. Hoc etiam est certum ex praxi religionum, et ex intrinseca ratione talium munerum; omnes enim hi sunt proprii et ordinarii Pastores talium animarum magis vel minus universales; quæ universalitas non tollit prædictam immediationem quoad potestatem, sed ponit subordinationem inter dictos Prælatos, etiam in usu hujus potestatis, ita ut inferior pendeat a superiore, non vero e converso. Exemplum est in Parocho, Episcopo et Pontifice, qui omnes habent jurisdictionem immediatam dicto modo in hoc foro cum subordinatione. Unde Prælati conventuales solent Parochis compa-

rari in hoc foro, quia sunt proximi pastores ordinarii talium animarum; Provinciales autem tanquam Episcopi; Generales vero non habent tantam proportionem cum Pontifice, quia ille est simpliciter supremus et ordinarius Pastor etiam in hoc foro ipsorum religiosorum; Generales autem sunt sub ipso Summo Pontifice, et ideo solent comparari Archiepiscopis vel Patriarchis. Sed in hoc differunt ab eis, quod Archiepiscopus non habet jurisdictionem ordinariam in hoc foro in diœcesibus suffraganeorum, nisi dum visitat; Generalis autem semper est ordinarius Pastor, et ideo ipse etiam uti potest immediata tali jurisdictione modo supra dicto. Et hanc existimo esse institutionem et observantiam omnium religionum. Video enim non repugnare institui alio modo hujusmodi prælationes universales, et præcipue Generalis Prælati, ut, scilicet, in hoc foro non præoccupet munus proprii et immediati Prælati, ad quem maxime pertinet conscientiam subditi cognoscere; sed nihilominus talis institutio non esset accommodata statui religioso, nam illa Prælatio esset magis forensis et externa, quam spiritualis et paterna, quam postulat religiosus status in quocumque gradu et ordine Prælationis.

4. *Tertia assertio. — Prælatus regularis obligatur ad delegandam potestatem ad absolvendum a culpis.* — Tertio, hinc etiam certum est quemlibet ex his Prælatis posse hanc jurisdictionem pro suis subditis aliis delegare. Probatur, quia quicumque habet potestatem ordinariam, potest illam delegare, ut dicto tomo 4 late diximus; neque in præsenti est ulla ratio limitandi hoc generale principium, seu faciendi exceptionem. Imo est hic quiddam speciale adnotandum; nam inter seculares ordinarii Pastores, ut Parochi, verbi gratia, licet possint, non tenentur suam jurisdictionem delegare, sed possunt velle per se audire confessiones suarum ovium, ordinarie loquendo; at vero in religionibus hoc non esset expediens; licet enim superior, ratione sui muneris et potestatis, debeat esse paratus ad confessiones subditorum audiendas, si ipsi velint ei confiteri, non tamen debet ordinarie ad hoc illos cogere, et ideo necesse est, moraliter loquendo, jurisdictionem hanc alicui alteri delegare, cui religiosi libere confiteantur. Quod si quis quærat quanta et qualis sit hæc necessitas, seu obligatio Prælati, respondetur imprimis ex natura rei videri esse gravem, quia retinere in se solo jurisdictionem hanc esset abusus quidam in illa, contra religionem sacramenti, et contra salutem animarum subditorum, nam ob hanc causam multis periculis exponentur. In quo est magna differentia inter superiorem regularem, et secularem Parochum, tum propter majorem dependentiam quam habet religiosus ad suum superiorem tum etiam quia ab eo regitur in omnibus rebus, et timere potest ne notitia sacramentalis fori cum alio regimine misceatur, maxime cum ab eodem possit suo modo in exteriori foro judicari et puniri. Propter quæ etiam ex proprio instituto et regula existimo teneri unumquemque Prælatum ad hanc delegationem faciendam, et ita etiam crescet obligatio quamvis ex hoc capite non excedat obligationem regulæ. Quia vero res hæc magnæ considerationis est, ut obligatio esset clarior, speciali lege imposita est a S. D. N. Clemente VIII in Decreto de Reservatione casuum pro regularibus, ubi, § 2, sic inquit : *Non liceat superioribus regularium confessiones subditorum audire, nisi quando peccatum aliquod reservatum admiserint, aut ipsimet subditi sponte, aut proprio motu id ab eis petierint.*

5. In quibus verbis primum expendo loqui de superioribus indefinite, et ita comprehendere omnes, tam conventuales quam majores. Ex quo fit, necessario teneri ad delegandam suam jurisdictionem aliis confessoribus; alioqui cogerentur religiosi illis confiteri, et ipsi eos audire. Deinde adverto, sermonem esse de ordinariis culpis, et confessionibus earum, non de reservatis ; de quibus proinde exceptio adjungitur, quam infra in cap. 18 tractabimus. Præterea ponderanda sunt illa duo verba *sponte, aut proprio motu ;* nam quod fit proprio motu, excludit alterius inductionem, petitionem aut consilium, quæ non excludit particula *sponte ;* et ideo securius quidem est ut hoc non fiat nisi proprio motu ipsius pœnitentis ; si tamen fiat sponte, id satis erit, quia verba Pontificis disjunctiva sunt; fiet autem sponte, etiamsi consilium aliquod vel inductio antecedat; cavendum est autem ne timor aliquis reverentialis, aut nimia persuasio, quæ est virtualis quædam præceptio, intercedat nam tunc moraliter non censetur actus fieri sponte, prout Pontifex per illa verba intendit. Denique verbum *non liceat,* præceptivum est et sufficiens ad inducendam gravem obligationem, si materia sit gravis, cujusmodi esse videtur materia hujus præcepti, cum pertineat ad debitum usum sacramenti adeo necessarii.

6. *Unus modus delegandi plures confessario*

*in uno conventu.* — *Alter modus.* — Hinc consequenter jubet idem Pontifex ibidem, num. 3, ut superiores in singulis domibus deputent duos, tres, aut quatuor confessarios pro subditorum numero majori vel minori, qui generalem habeant facultatem absolvendi a non reservatis. Quod præceptum consequens est ad superiorem prohibitionem, ut declaravi, et confirmat assertionem nostram. Addit vero delegationem hanc esse multis faciendam, ad minimum enim numerat duos, plures autem adjungit, si necessarium fuerit. Dubius autem est sensus horum verborum, nam potest esse duplex. Unus est, ut illic duo vel plures confessores indifferenter pro omnibus religiosis talis domus designentur, ita ut liberum sit unicuique religioso, cui voluerit eorum, confiteri. Alius est, ut signentur quidem plures, qui inter se habeant divisum onus audiendi confessiones omnium; ita tamen ut unicuique definita pars et certæ personæ designatæ sint, neque possint, qui uni commissi sunt, alteri confiteri. Videri autem potest Pontifex intendere primum sensum, quia intendit providere quomodo religiosorum confessiones liberius fiant, ita ut propter verecundiam, vel difficultatem se aperiendi, non versentur in periculo committendi sacrilegium; ad hunc autem finem multum conferret, si confessores sint plures priori modo. Item, quia alias non esset necessarium semper duos designare, sed unus satis esset, si pro parvo conventu sufficeret.

7. Nihilominus non opinor fuisse mentem Pontificis obligare superiores religionum ad designandum plures confessores priori modo, scilicet, pro singulis religiosis. Primo, quia id non satis explicat; si autem voluisset hoc onus imponere, cum sit novum et extraordinarium, amplius declarasset illud. Secundo, id colligo ex verbis illis, *pro numero subditorum majori, vel minori;* nam ex eis constat rationem postulandi plures, non esse ut singuli religiosi multos habeant confessores, alias non pro numero pœnitentium, sed pro uniuscujusque conditione vel indigentia essent multiplicandi confessores; ergo ratio solum fuit, ut onus divideretur inter plures, si opus esset, quod spectat ad secundum sensum supra positum. Unde etiam censeo non esse mentem Pontificis, ut hi confessores debeant ad minimum ac necessario esse duo, etiam in parvo conventu; nam illa verba, *pro numero subditorum*, reddunt etiam conditionalem sensum, scilicet, si numerus subditorum plures vel pauciores confessores postulaverit; si ergo unus confessor pro tali numero satis sit, non est voluntas Pontificis ut duo necessario constituantur. Idque usu ita receptum est, ut videre maxime licet in monasteriis monialium, quibus non minus necessaria est providentia illius Pontificii decreti; et tamen quando numerus religiosarum magnus non est, unus tantum vicarius, vel confessor ordinarius ab Episcopo vel Prælato eis solet assignari. Idque plane supponit Concilium Tridentinum, sess. 25, de Regular., cap. 10, solumque providet, ut, *præter ordinarium confessorem, alius extraordinarius ab Episcopo, et aliis superioribus, bis aut ter in anno offeratur, qui omnium confessiones audire debeat.* Unde possumus retorquere argumentum supra factum, quia non est necessarium multiplicare hos confessores, ubi numerus religiosorum plures non requirit; ergo ubi propter numerum plures multiplicantur, non oportet singulos designari pro toto conventu, sed satis est unicuique certam aut definitam partem ejus committere. Quarto, secluso speciali jure, potest uterque illorum modorum eligi, et unaquæque religio, vel superior ejus, posset inter illos duos modos prudenter arbitrari, vel priorem eligendo, tanquam humanæ fragilitati magis accommodatum, vel posteriorem, tanquam ad severitatem disciplinæ religiosæ et ad perfectius regimen spirituale animarum magis aptum; ergo non est verisimile voluisse Pontificem excludere hunc posteriorem modum, et priorem omnino præcipere, præsertim pro ordinariis confessionibus peccatorum non reservatorum, nam de reservatis infra dicemus, in cap. decimo octavo.

8. *Quæstiuncula suborta, an confessor, juxta Clementem designandus, dicendus sit delegatus.* — Sed quæret aliquis cur hujusmodi confessarius delegatus a nobis dicitur, et non potius ordinarius, sicut Prælatus ipse conventualis ordinarius est, non obstante jurisdictione Provincialis. Est enim considerandum, quod, licet Prælatus conventualis comparetur Parocho, quia ad unam tantum Ecclesiam seu locum jurisdictionem suam ordinariam definitam habet, nihilominus quoad jurisdictionem habet illam superioris rationis, et quasi Episcopalem, et ideo casus habet sibi reservatos, et non constituitur ut ordinarie confessiones subditorum audiat; ergo optime potest habere sub se confessorem,

qui vere sit tanquam Parochus in hoc foro, et consequenter habeat jurisdictionem ordinariam; ergo, cum talis confessor ex legis necessitate constituendus sit pro tali munere, potius dicendus est habere jurisdictionem ordinariam, quam delegatam. Et confirmatur, nam hujusmodi confessor solet a Provinciali vel Definitorio eligi, sicut alii ordinarii officiales; et ex vi sui muneris, requirit hanc jurisdictionem; ergo est ordinaria.

9. Respondetur, imprimis a posteriori constare, hanc solum esse delegationem jurisdictionis, quia (quod ad rem maxime spectat) non potest hujusmodi confessor suam jurisdictionem alteri committere; si autem haberet illam ut ordinariam, posset eam delegare. Antecedens patet ex consuetudine, et ex mente Prælatorum. Item est optima ratio, quia Prælati dum committunt vices suas hujusmodi confessori, eligunt industriam personæ. Unde etiam Clemens, in Decreto, dicit designandos esse confessores qui sint docti, prudentes, et charitate præditi. Ergo solum eis committitur ut per se possint talem jurisdictionem exercere, juxta commissionem sibi factam. Denique, hæc jurisdictio pendet ex hominis concessione, et ab illius voluntate descendit; est ergo delegata. Nec refert quod ex necessitate legis seu regiminis talis confessor constituendus sit, nam hoc ipsum sufficienter fit per delegationem. Quod vero talis jurisdictio committatur a Provinciali, vel a proximo superiore, parum refert, quia ab utroque fieri potest per modum delegationis. Nec invenio hoc universali aliquo jure definitum; nam Clemens VIII, in dicto decreto, solum dixit: *Superiores in singulis domibus deputent*, etc., quod respective referendum est ad eos superiores, ad quos provisio talium officiorum spectat; qui autem illi sint in unaquaque religione, ex proprio jure et modo regiminis intelligendum est.

10. *Observanda circa hanc partem.* — Addendum vero ulterius est, non obstante illa delegatione, vel ordinaria commissione, quam Prælatus ex officio facit, constituendo ordinarium confessorem, posse extraordinarie eamdem jurisdictionem suam aliis delegare, vel ex parte Sacerdotis, dando illi directe jurisdictionem; vel ex parte subditi pœnitentis, dando illi facultatem ad eligendum confessorem. Hoc constat, quia ordinaria potestas pluribus delegari potest, quod maxime locum habet in hac jurisdictione, quæ non exercetur sine voluntate et subjectione pœnitentis; per hoc autem quod superior potestatem suam uni commisit, non se privavit potestate et libertate delegandi aliis eamdem jurisdictionem. Solum observare debet Prælatus primo, ne hoc faciat modo sibi prohibito per suam regulam; nam, licet pro una vice, seu ad aliquem actum facile hoc concedatur Prælatis, tamen concedere subdito absolutam et permanentem facultatem eligendi confessorem quem voluerit, forte non possunt secundum regularem disciplinam. Et similiter, quamvis possit committere cuicumque Sacerdoti ut semel audiat confessiones subditorum, tamen constituere illum ut ordinarium confessorem simul cum alio, præsertim respectu eorumdem pœnitentium, sæpe etiam non poterit secundum regulam; illa ergo est consulenda et observanda. Plurimum etiam advertere debet, ne nimia facilitas in his facultatibus vel delegationibus vergat in spirituale nocumentum subditorum, quod facile accidere potest, nisi in personarum delectu magna consideratio habeatur.

## CAPUT XVI.

### AN IN ALIIS ETIAM PRÆTERQUAM IN PRÆLATIS RELIGIOSORUM, VEL EORUM DELEGATIS, SIT POTESTAS ILLOS ABSOLVENDI.

1 *Resolutio affirmativa quoad absolutionem venialium. — Quæstio præsentis capitis bipartita pro mortalibus.* — Hic occurrit quæstio, an liceat religiosis alteri confiteri præterquam confessori sibi designato a suis Prælatis, vel de illorum facultate. Et ut certa ab incertis separemus, non est quæstio de confessione venialium, vel in universum de materia non necessaria : quia ad hanc, ut rite fiat, non est necessaria specialis jurisdictio, sed illa sufficit quæ omnibus simplicibus Sacerdotibus communis est; et ideo si a religioso fiat talis confessio sine licentia Prælati, in rigore valida erit, nec erit gravius peccatum quam sit unius regulæ transgressio, quæ, si non obligat in conscientia, illa imperfectio per se non attinget venialem culpam; et licet obliget in conscientia, non credo esse illam materiam mortalis culpæ, per se loquendo, ac secluso contemptu vel scandalo; quia, cum sacramentum de se sit validum, et alioquin non simpliciter necessarium, modus ille non est adeo gravis, ut defectus illius ad peccatum mortale sufficiat. Difficultas ergo est de confessione de materia necessaria. In qua etiam

est certum, jure ordinario, et secluso privilegio, non posse regulares aliis confiteri, nisi confessoribus a suis Prælatis designatis : quia reliqui jurisdictionem in illos non habent. De privilegiis ergo est dubium, quod ex parte pœnitentium, et ex parte confessorum tractari potest.

2. *An per* Cruciatam *queant religiosi eligere Confessorem.*—De pœnitentibus est commune dubium, an religiosus per Bullam Cruciatæ possit eligere confessorem approbatum quem voluerit, invito, vel non consentiente suo Prælato. Quæ res satis est controversa inter modernos, et multi partem affirmantem sequuntur; quia Bulla illa pro omnibus fidelibus conceditur, et quoad hanc facultatem generaliter etiam loquitur, illam tribuendo omnibus fidelibus; ergo comprehendit etiam religiosos, maxime cum sit favor, qui ampliandus est. Et quamvis religiosus, ratione status, indigeat facultate Prælati, ut licite accipiat Bullam, vel ut expendat eleemosynam ad illam necessariam, vel ut faciat actionem sine qua effectus Bullæ comparari non potest, tamen hæc licentia Prælati solum est necessaria ut recte et ordinate hæc fiant. Si tamen, prætermisso hoc ordine, et sine debita licentia fiant, facta tenent, et sufficiunt ad effectus Bullæ consequendos, si aliud impedimentum non obstet; quia ille modus recte operandi non est de substantia talis actionis vel effectus; nec culpa illa videtur ex suo genere esse grave peccatum; quod si aliquando fuerit, per pœnitentiam deleri poterit, acceptio tamen Bullæ valida manebit, et consequenter usus ejus poterit postea esse fructuosus. Igitur sive religiosus Bullam acceperit de licentia Prælati, sive non, poterit postea per illam eligere confessorem independenter a voluntate Prælati, quia non potest inferior Prælatus prohibere facultatem a superiore datam, vel usum ejus; Pontifex autem, qui est supremus Prælatus, dat facultatem eligendi confessorem; ergo non potest Prælatus religionis illam prohibere. Et confirmatur : nam multi religiosi docti et timorati hanc sententiam sine scrupulo sequuntur in praxi, etiam videntibus suis Prælatis, et tacentibus.

3. Respondeo nihilominus contrariam sententiam esse veram, securam, et religioni maxime consentaneam, quam plures et graves Theologi nostri temporis tenent; quibus addi possunt Garzia, de Benef., 2 p., cap. 5, a num. 6; Ledesm., 2, p. 4, q. 29, artic. 2; Corduba, in Annot. super regul. D. Francis., c. 7, q. 8, puncto 2; Parasel., de Privil. Minimorum, cap. 10; Sebastianus a Costa d'Andrade, in Exposit. Cruciatæ, q. 107 Potest autem dupliciter fundari : primo, quia, licet in principio cum ea generalitate concessa sit, postea Pontifices revocarunt illam concessionem, quantum ad religiosos, eisque tanquam religionis privilegium concesserunt, ne quis posset ea facultate Bullæ uti. Ita concessit Minoribus Leo X, ut refertur in Supplem., concess. 144 et 168; et Pius V, Prædicatoribus, ut refert Paraselus, in Compendio privilegiorum Minimorum; et Emmanuel Rodriquez, post expositionem Bullæ Cruciatæ; et Alexander VI idem concessit Cisterciensibus, ut refertur in eorum Compendio, verb. *Cruciata ;* et Gregor. XIII Societati Jesu, in Bulla de Usu facultatum. Ad hæc vero, et similia indulta responderi potest, hos Pontifices potuisse revocare priores Bullas, vel restringere quas ipsi concedebant; non tamen potuisse modum ponere posterioribus Pontificibus, et ideo per posteriores Bullas Cruciatæ revocari concessiones illas, et denuo facultatem illam generaliter concedi.

4. Sed contra hoc est, quia in ultima clausula ejusdem Bullæ, etiam expeditæ a posterioribus Pontificibus, additur limitatio, *exceptis tamen quæ concessa sunt Ordinum Mendicantium superioribus*, *quoad eorum fratres.* Quæ exceptio generalis est, et ideo cadit non tantum in indulgentias, ut quidam sine ratione volunt, sed absolute in omnes gratias et facultates in Bulla concessas ; nam clausula in fine posita, et verbis generalibus concepta, cadit in omnia præcedentia, ut juristæ communiter docent, et est per se evidens, quia si clausula sit distributiva, non debet restringi ; si vero est indefinita, æquivalet universali, neque est ulla ratio determinandi verba ad unam partem potius quam ad aliam, juxta ea quæ tradit Abbas, in cap. *Secundo requirit*, de Appellat., num. 10 et 11, cum Bartolo, in l. *Talis Scriptura*, ff. de Leg. 1 ; ergo ex vi illius clausulæ non revocatur illud privilegium religioni et superioribus concessum. Hoc vero fundamentum, licet sit probabile pro illis religiosis quibus illa concessio facta est, non vero satisfacit pro omnibus absolute. Item, licet habeat locum in dicta revocatione Bullæ Cruciatæ facta cum illa limitatione, non tamen in aliis Bullis, quæ generalius loquuntur.

5. Secundo ergo, et melius, ut opinor, fundatur hæc sententia in hoc, quod talis facul-

tas nunquam fuit per Bullam Cruciatæ religiosis concessa. Quod primo probo : nam fere omnes citati Pontifices, in citatis rescriptis, verbis utuntur non tam concessivis quam declarativis ; ergo non revocant facultatem per Bullam concessam. Antecedens patet ex Bulla Pii V, ubi referens factum, ait : *Nonnulli his facultatibus uti præsumunt, et illarum prætextis eligunt confessorem*, ubi verbum, *præsumunt*, et vox, *prætextu*, indicant id non legitime fieri ; et postea concludit illa privilegia quoad hoc non habere locum in prædictis fratribus : *Apostolica* (inquit) *auctoritate tenore præsentium perpetuo declaramus*. Clarius vero Gregorius XIII, in decreto Societatis, *declarat, non esse, nec fore unquam mentis suæ, aut Sedis Apostolicæ, ut personæ Societatis*, etc.; et Alexander III in favorem Cisterciensium similiter declaravit, *non esse mentis suæ*, etc. Paulus V etiam confirmavit denuo omnia privilegia Societatis, quæ antea erant revocata, ut pristinum haberent vigorem, in Bulla anni 1606, quæ incipit : *Quantum Religio*. Ex his ergo et similibus, colligimus illam non fuisse restrictionem, sed juridicam Bullæ declarationem, ac proinde et esse perpetuam, nunquamque revocari, et esse universalem ; nam, licet ad peculiarem religionem dirigatur, quia ad illius petitionem facta est, omnes comprehendit, in quibus eadem ratio juridicæ declarationis versatur. Simile argumentum sumo ex quadam declaratione Cardinalium, facta ad petitionem Patriarchæ Valentini, qua declararunt, moniales Episcopo subditas non posse, vigore facultatis in Bulla concessæ, alios confessarios, præter eos qui ad audiendas ipsarum monialium confessionem ab eodem Ordinario approbati fuerint, eligere. Quæ declaratio non potuit fundari in speciali aliquo privilegio illis monasteriis vel Episcopis eorum Prælatis concesso ; quia nec de illo constat, neque illa interrogatio seu petitio declarationis fuisset necessaria, si tale privilegium existeret ; fundatur ergo in ratione juridica, quæ aliis regularibus communis est.

Accedit tandem Bulla Clementis VIII, anno 1599, 23 Novembr. edita, in qua prædictus Pontifex perpetuo declarat concessionem Cruciatæ, et aliorum privilegiorum, seu indultorum particularium, quæ ab Apostolica Sede concedi solent, quantum ad articulum eligendi confessorem, et absolvendi a casibus reservatis cum religiosis et monialibus quorumcumque ordinum, locum minime habere, nec censeri; sed suæ intentionis existere, quod prædicti religiosi et moniales quantum ad Sacramentum Pœnitentiæ, seu confessionis administrationem, dispositioni suorum Prælatorum subjecti sint. In qua quidem constitutione declarat Summus Pontifex nec suæ intentionis, nec Sedis Apostolicæ fuisse, vel esse, quod religiosi vel moniales cujuscumque ordinis uti possint privilegiis Cruciatæ quoad effectum eligendi confessorem, vel absolvendi a reservatis. Ex dictis vero jam sic efformo argumentum : non solum alii SS. Pontifices, sed Clemens VIII declarat concessionem Cruciatæ, et privilegia illius quoad eligendum confessorem, vel absolvendum a reservatis, non habuisse nec habere locum in religiosis vel monialibus usque ad ejus tempora; ergo neque modo habebit. Valet consequentia, quia tenor Bullarum subsequentium est omnino idem et immutatus, præsertim quoad extensionem seu comprehensionem personarum, quæ privilegiis Bullæ uti possunt, et solum certo numero annorum, verbi gratia, sexto quoque anno novam a Sede Apostolica accipit confirmationem, vel renovationem, eodem, inquam, manente tenore Bullæ ; ergo si antea concessio Cruciatæ non comprehendebat personas religiosas, ut prædicti Pontifices declarant, nec modo comprehendet, nam nova extensio ad illas non censetur fieri , nisi id explicetur nova aliqua clausula , seu verborum declaratione, ut per se patet.

6. Ratio autem esse videtur, quia sub clausula generali non comprehenduntur particularia, quæ non esset quis verisimiliter in specie concessurus, ut est regula in *Generali*, de Regulis juris, in 6, cap. 2, de Pœnit. et remiss., in 6. In præsenti autem facultas hæc habet in religiosis specialem quamdam rationem et (ut ita dicam) deformitatem; ergo non est verisimile comprehendi religiosos sub verbis tantum generalibus, quantum ad illam facultatem, etiamsi quoad alios favores Bullæ comprehendantur. Minor patet, quia talis facultas verget in magnum detrimentum religionum , ut Pius V in prædicto indulto fatetur; potest enim illa esse occasio dissolutionis et relaxationis disciplinæ religiosæ, ut Gregorius XIII significat; non est autem verisimile voluisse Pontifices sub generalibus verbis tantam licentiam religiosis concedere. Quod declarari potest ex alio principio, quod Pontifex, concedendo privilegium generale, non præsumitur comprehendere particulares

casus, qui includunt præjudicium tertii, vel sunt contra speciale jus alterius; in præsenti autem intervenit præjudicium religionis, et peculiare jus Prælatorum ejus, quod sine dubio habet aliquid magis speciale quam jus Parochorum vel Episcoporum circa subditos seculares, quatenus Prælati regulares habent specialem obligationem procurandi non tantum salutem, sed etiam perfectionem suorum subditorum, et conservationem suæ religionis quoad disciplinam religiosam; ergo.

7. *Accedit optimum indicium ex quibusdam Jubilæis. — Alterum indicium ex Tridentino.* — Accedit tandem quod in nonnullis Jubilæis, in quibus Pontifices volunt hanc gratiam facere religiosis, id verbis propriis et specificis declarant; ergo signum est cum generatim tantum loquuntur, non esse mentem eorum comprehendere religiosos. Ubi animadversione dignum censeo non inveniri (quod ego viderim, aut legerim) has specificas concessiones, nisi in aliquibus facultatibus, quæ pro una vice tantum et raro, et ex gravissimis causis propter aliquod solemne Jubilæum conceduntur, quod non solum sine præjudicio religionum, sed etiam cum fructu potest interdum fieri ad subveniendum omni generi personarum, et uni vel alteri, qui fortasse ob nimiam verecundiam, aut pravam consuetudinem, oneratam habent conscientiam. At vero in concessionibus perpetuis, vel quæ ad longum tempus, et quæ ad ordinarium usum confessionis conceduntur, nunquam fit illa specifica concessio, quia per licentiam generalem, et talem ordinarium usum plane everteretur disciplina religiosa; multi enim timorem ac pudorem religiosum amitterent, ex quo etiam non parva infamia religionibus crearetur; signum ergo est Pontifices per generalia verba non intendere has specificas concessiones. In quo etiam expendo circumspectionem Concilii Tridentini, sess. 25, cap. 10, ubi cum expediens judicaverit bis aut ter in anno dari monialibus extraordinarios confessores, nihilominus illos voluit esse designatos ab Episcopis vel superioribus; quia cum illa esset lex perpetua, inconveniens maximum reputavit liberam facultatem facere monialibus, ut vel semel in anno possent suo arbitrio eligere confessorem; qui ergo credibile est Pontificem eis concedere absolutam licentiam id semper faciendi quotiescumque voluerint, per hæc privilegia, quæ vel perpetua sunt, vel per continuam successionem semper durant. Quod si monialibus hoc Pontifex non concedit per generalia verba, certe nec viris regularibus, in quibus non minor ratio specialitatis militat.

8. *Dicta hactenus de Bulla Cruciatæ extenduntur ad alias.*—Quapropter quod de Bulla Cruciatæ dicimus, verum esse censemus de omnibus Bullis, ut Trinitatis, aut aliarum confraternitatum, et similibus indultis, per quæ conceditur hæc facultas permanens et generalis per similia verba, propter easdem rationes. Estque de hoc egregia declaratio et concessio facta Ordini Cisterciensium, ut habetur in ejus Compendio, verb. *Confessionale,* § 4, ubi ita concluditur : *Si quis ergo monachus vel monialis quodcumque confessionale impetraret, aut eo absque superioris facultate uti præsumpserit, eo ipso impetratis caret, ac pœnis constitutionum et definitionum inhabilitatis et suspensionis subjicitur, prout concessit Clemens VII.* In Jubilæis autem, ut dixi, quæ pro uno tantum actu conceduntur, facilius potest admitti illa extensio, sed in eis necessarium judico, ut aliquibus specialibus verbis sufficienter ostendatur illam fuisse intentionem concedentis.

9. *Ad argumentum in num.* 2. — Ad fundamentum ergo contrariæ opinionis, concessis omnibus quæ in ea præmittuntur, negamus Pontificem, talem licentiam religiosis concedere, ideoque sive accipiant Bullam de licentia Prælati, sive absque illa, non possunt uti illa facultate Bullæ; non quia Prælatus tollat illam, sed quia Pontifex non dedit. Dices : ergo, quamvis Prælatus det facultatem non solum accipiendi Bullam, sed etiam utendi omnibus facultatibus ejus, non poterit religiosus uti hac facultate, quia non est sibi facta per Pontificem. Respondeo primum, si Prælati verba sint tantum generalia, idem censeo, propter ea quæ dixi de specialitate hujus facultatis, quæ multo major mihi esse videtur in persona religiosa, quam sit in persona seculari facultas ab Episcopo data confitendi alteri de sibi reservatis; at vero jus declarat sub facultate Episcopi ad absolutionem de omnibus peccatis non comprehendi reservata; ergo similiter in præsenti sub generali licentia fruendi gratiis Bullæ, non comprehenditur hæc facultas, quæ vix potest prudenter concedi. Deinde, si in particulari hoc etiam concedat Prælatus, poterit religiosus illa facultate uti, vel quia ipse Prælatus potest per se illam concedere, vel certe quia tunc cessat præjudicium tertii, et ideo possunt verba Pontificis ad illam personam extendi, quia se

gerit tanquam liber et sui juris. Atque hoc modo excusari possunt religiosi, qui in praxi sequuntur alteram sententiam; quia Prælati eorum tacite consentiunt, dum sciunt, et non resistunt; quod si ita est, ipsi Prælati videant cur et quomodo id faciant. Ego vero existimo eos magis fundari in ignorantia, putantes contrariam sententiam esse practice probabilem; quod ego mihi non existimo.

10. *Videri quoque novitios non posse uti Cruciata.* — Solet autem peculiariter dubitari an idem dicendum sit de novitiis, quod nimirum non possint uti Bulla quoad hanc facultatem sine licentia Prælatorum. Videntur enim rationes factæ in eis procedere, nam quoad hoc judicandi sunt ac si essent veri religiosi, nam pro tunc sunt sub jurisdictione religionis quoad hoc forum, ut in simili dixit Cord., lib. 1 Quæstionarii, q. 30, ex quo loco possunt multa desumi ad hanc partem confirmandam. Nihilominus probabilius censeo, posse novitios gaudere hoc privilegio Bullæ, sive eam acceperint antequam religionem ingrediantur, sive postea illam sumpserint de licentia Prælatorum, vel absque illa. Ratio est, quia si attendantur generalia verba Bullæ, omnes comprehendunt; specialis autem illa ratio, ob quam credimus non comprehendere religiosos quoad hanc facultatem, non ita habet locum in novitiis, tum quia vere non sunt religiosi, et simpliciter liberi sunt, ut de se et de actibus suis possint disponere, cap. *Religioso*, de Sent. excom., cap. *Non solum*, de Regul., in 6, cum similibus; tum etiam quia, ex eo quod novitii habent hanc facultatem, non sequitur morale detrimentum religionis; ergo nullum habemus sufficiens fundamentum, ut eis hanc gratiam denegemus. Quin potius etiam post declarationes Pontificum, quod religiosi non possint uti tali facultate sine licentia suorum Prælatorum, probabilius est novitios posse nihilominus uti prædicta facultate Bullæ; quia quoad hunc rigorem non comprehenduntur sub religiosorum nomine, juxta generalem regulam Doctorum, dict. cap. *Religioso*, et Summistarum, verb. *Religio*, et aliorum quos congerit Tiraq., de Utroque retractu, part. 1, § 1, glos. 8, num. 28 et sequentibus, quæ hic maxime locum habet, cum non militet in præsenti eadem ratio in novitio quæ in vero religioso quoad subjectionem et dependentiam a suis Prælatis. Et hanc sententiam tenent frequentius moderni Doctores, et alii, quos referemus in puncto sequenti.

11. *An per per privilegium unius religionis possit absolvi pœnitens alterius religionis. — De privilegio tantum Papali dubium esse potest.* — Aliud membrum supra propositum in fine n. 1, erat, an ex parte confessorum sit in aliquibus jurisdictio seu potestas per privilegium aliquod concessa, ratione cujus possint religiosi eis confiteri sine suorum Superiorum facultate. In quo solum est dubium de jurisdictione delegata a Papa, seu per privilegium Sedis Apostolicæ: inferior enim sufficere non potest, eo quod religiosi sint exempti (de his enim loquimur) a jurisdictione omnium aliorum Prælatorum extra suam religionem, non minus in foro pœnitentiæ, quam in exteriori; igitur neque ab ipsis Prælatis externis absolvi possunt; multo ergo minus a delegatis eorum. De habentibus autem jurisdictionem delegatam per Pontificia indulta, est nonnulla ratio dubitandi; quia religiosi non sunt exempti a jurisdictione Pontificis; sed Pontifex concedit mihi, verbi gratia, jurisdictionem, ut possim audire confessiones sibi subditorum; ergo possum audire confessiones quorumcumque religiosorum; ergo et ipsi poterunt mihi confiteri sine facultate suorum Prælatorum, vel etiam contra prohibitionem illorum, quia non videntur posse id prohibere; sicut non potest parochus prohibere subdito suo, ne religioso privilegiato et approbato confiteatur.

12. Nihilominus dicendum est, unumquemque religiosum debere in hoc servare suum institutum, quod maxime in hac parte semper erit munitum Sedis Apostolicæ approbatione et confirmatione. Si ergo Prælati alicujus religionis juxta suam regulam non prohibent subditos suos confiteri cuicumque habenti alias jurisdictionem sufficientem in illo foro, poterunt tales religiosi absolvi non tantum a suis Prælatis, sed etiam a quibuscumque religiosis privilegiatis ad tale munus. Quia confessores ipsi de se potestatem habent ad quascumque confessiones audiendas, si alias ex parte pœnitentium non sit impedimentum; quod, seclusa prohibitione sui instituti aut Prælatorum, nullum est; ergo. Solum in hoc potest adverti, contingere posse ut in aliqua religione sint aliqui casus peculiariter reservati, quamvis alias non sint prohibiti confiteri dicto modo, et tunc licet confessio de aliis peccatis fieri possit dictis confessoribus, quoad reservata vero servanda erit regula statim tradenda de cæteris religiosis, quibus specialiter prohibitum est confiteri alicui sine licentia sui Prælati. Quia Prælati talis religionis tunc

non dant facultatem supra peccata sibi reservata, tum quia nec jurisdictionem seu facultatem tribuunt, ut supponimus, sed tantum non prohibent; tum etiam quia, licet darent facultatem confitendi cui vellent, non intelligerentur comprehendere casus reservatos sub illa generali concessione, juxta cap. 2 de Pœnit. et remiss., in 6. Neque etiam potestas, quam confessores aliunde habent, extenditur ad hos casus reservatos, propter ea quæ statim dicemus. Existimo autem paucas esse vel nullas religiones, in quibus tantam habeant religiosi libertatem, sed in omnibus observatur, ut religiosi nemini possint confiteri, nisi vel proprio Prælato, vel de licentia ejus, seu confessori ab ipso designato.

13. Sic ergo dicendum est, hujusmodi religiosos non posse confiteri aliis religiosis, vel sacerdotibus, etiam his qui alias habent jurisdictionem delegatam a Papa ut confessiones generaliter audiant. Ita sentiunt Doctores omnes, quos statim referam. Aliqui conantur hoc fundare in sola potestate ordinaria Prælatorum religionis; nam qui potest ligare, potest absolvere, cap. *Si inferior*, 21 d., et cap. *Si Petrus*, 24, quæst. 1, quod principium maxime verum habet in habente ordinariam potestatem; sed Prælatis religionum data est potestas absolvendi suos religiosos; ergo possunt etiam eos ita ligare, ut ab aliis absolvi non possint. Et confirmatur, nam ob hanc rationem possunt casus sibi reservare. Confirmatur secundo : nam Prælatis religionum commissa est propria cura spiritualis suorum religiosorum, et ideo illis data est plena jurisdictio ordinaria in hoc foro; ergo eo ipso est eis concessum, ut sine eorum facultate non possint aliis confiteri.

14. Hæ vero rationes et similes, licet probent respectu inferiorum Prælatorum, aut confessorum habentium ab eis delegatam jurisdictionem, non tamen respectu confessorum habentium jurisdictionem a Papa. Nam illud principium : Qui potest absolvere, potest et ligare (præter alias fallentias, vel interpretationes quas recipit), ad summum procedit respectu inferioris, vel æqualis judicis, non vero respectu superioris ; nam inferior non potest ita ligare subditum, quin a superiore Prælato possit absolvi. Eadem autem ratio est de superiore ac de delegato ejus, quia censetur esse una jurisdictio. Quamvis ergo Prælatus religionis possit ligare subditum, ne ab alio possit absolvi, non tamen potest in ea ligatione comprehendere Pontificem, vel habentem potestatem ab illo; hic autem agimus de confessoribus habentibus a Pontifice potestatem. Unde ad primam confirmationem eodem modo responderi potest, licet Prælatus religionis possit reservare casus respectu inferiorum, vel æqualium, non tamen respectu Papæ. Et patet, quia etiam Episcopi possunt reservare casus, et tamen religiosi aliqui per indulta Pontificia possunt ab illis absolvere ; ergo eadem ratione poterunt absolvere a peccatis reservatis a religionum Prælatis. Unde etiam non videtur urgere secunda confirmatio, quia, quamvis oves alicui ut proprio Pastori committantur, semper manet integrum jus supremi Pastoris, ut per se, vel per alium possit in eas influere.

15. Oportet ergo ostendere, non esse voluntatem ipsiusmet Pontificis delegare cuiquam suam jurisdictionem respectu aliorum regularium, repugnantibus vel non consentientibus Prælatis illorum, hic enim est punctus difficultatis ; nam revera, si Papa voluisset aliter illam jurisdictionem concedere, potuisset, et factum teneret, ut probant tam ratio dubitandi in principio posita, quam objectiones factæ contra superius fundamentum. Illud autem assumptum probatur ex privilegio Innocentii IV, concesso ordini Prædicatorum, scilicet, ut fratres habentes facultatem ut confessiones generaliter audiant, non possint talium religiosorum confessiones audire, nisi pœnitentes a suis Prælatis licentiam habeant. Quo privilegio gaudent per viam communicationis aliæ religiones, quæ illam habent. Refertur autem illud privilegium in Supplemen. Minor. et in lib. Monument. Ordin., et in Compendio Societatis, verb. *Confessarius*, § 5. Idem refertur concessum Minoribus et Carmelitis, ut refert Emmanuel Rodr., tom. 1, q. 62, artic. 4, quamvis solum videatur intelligere prohibitionem illam quoad alios Prælatos, vel confessores ab eis approbatos et jurisdictionem habentes ; tamen propter hoc solum non erat necessaria specialis prohibitio, quia illud ex vi exemptionis et jurisdictionis horum Prælatorum prohibitum erat, ut probat primum fundamentum adductum in num. 13 ; ergo universalius intelligenda est illa prohibitio de quibuscumque confessoribus. Idem concessum esse ab Innocentio VIII et Julio II Ordini Eremitarum S. Augustini, refertur in Compendio Mendicantium, verb. *Confessio*, et *Confessor*, § 6 et 7 ; et Clemens VIII ac Gregorius XI idem concesserunt Ord. Cisterciensium, ut habetur in ejus Compendio, verb. *Con-*

*fessor*, § 3, ubi etiam dicitur, ab antiquo fuisse illi Ordini indultum, ut unusquisque Monachus confiteri debeat suo Prælato, vel aliis de ejus licentia, aut designato confessori conventuali. Quæ concessio intelligi debet exclusive, scilicet ut alteri confiteri non possit, quantumcumque ipse confessor aliunde habeat jurisdictionem ad confessiones audiendas. Idem enim Pontifex, qui talem jurisdictionem concessit, potest alia via limitationem hanc adhibere, scilicet, ut respectu regularium nemo uti possit tali jurisdictione, nisi pœnitens a suo Prælato facultatem habeat. Denique limitationem illam expresse posuit Benedictus XI in Extravag. *Inter cunctas*, de Privilegiis, dicens : *Non religiosis, qui secundum statuta suorum ordinum propriis Prælatis confiteri debent, aut ab eis, ne confiteantur aliis, prohibentur*. Atque ita est etiam consuetudine receptum in omnibus religionibus bene ordinatis. Quæ consuetudo sufficiens esse solet ad suo modo dandam vel tollendam jurisdictionem in hoc foro. Unde nec moniales etiam confiteri possunt quibuscumque regularibus confessoribus, nisi de licentia suorum Prælatorum. Et ideo Congregatio Cardinalium, circa cap. 10, de Regul., sess. 25, Concil. Triden., declaravit, etiam extraordinarios confessores, qui aliquoties in anno dandi sunt monialibus, a Prælatis illarum esse approbandos, ita ut si monasteria sint subjecta regularibus, Episcopi approbatio non sufficiat, nisi in aliquo extraordinario casu, quem infra in speciali capite de monialibus fortasse attingemus.

16. Tandem ex his omnibus probabiliter conjectare possumus, a principio non fuisse mentem Pontificum concedentium religiosis jurisdictionem ad confessiones audiendas, illis concedere facultatem audiendi confessiones regularium, invitis eorum Prælatis; nam quæ a Deo et ejus Vicario sunt, ordinata sunt; cum ergo Prælatus religionis ab ipso Pontifice habeat jus prohibendi subdito ne extraneis confiteatur, inordinatum esset ut alii nihilominus haberent jurisdictionem ab eodem Pontifice ad tales confessiones audiendas. Dices: eadem ratione dicetur esse inordinatum quod habeant jurisdictionem audiendi confessiones secularium invitis parochis vel Episcopis. Respondeo non esse similem rationem, quia non est tanta dependentia voluntatis hominis secularis a suo Episcopo vel Parocho, quanta esse debet voluntatis religiosi a suo Prælato ; nec etiam est tam necessaria subordinatio inferioris ad superiorem, nec tam intima cognitio, quam superior debet habere de inferiore; et ideo in statu religioso multum invertitur debitus ordo per hujusmodi libertatem subditorum; quod non ita fit in statu seculari. Propter hoc ergo satis verisimile est, Pontifices nunquam intendisse dare hanc jurisdictionem cum detrimento religiosi ordinis ac disciplinæ; et ad hoc confirmandum juvant, quæ supra in simili puncto diximus, et per hæc satis responsum est rationi dubitandi in contrarium.

## CAPUT XVII.

### AN SALTEM PRO RELIGIOSIS PEREGRINIS AC NOVITIIS ABSOLVENDIS DETUR IN ALIIS DICTA POTESTAS.

1. *Responsio generalis.* — Peculiare autem hic dubium circa hoc occurrit de religiosis peregrinantibus, cui possint aut debeant confiteri de non reservatis (nam de reservatis in cap. 19, num. 2, dicemus). In quo, juxta regulas juris communis dicendum est, debere confiteri ei, qui in loco in quo inveniuntur, jurisdictionem habet ordinariam, vel delegatam, ut ex propria materia de pœnitentia constat. Quia vero religiosi etiam in hoc regi solent speciali jure, illud unusquisque servare debet, quod ad se pertinet, et generalis regula erit, ut unusquisque sequatur directionem sui Prælati, vel suæ regulæ, juxta dicta in proximo capite. Certum est enim religioso peregrinanti nec debere, nec posse denegari facultatem ut alicui confiteri possit, quia hæc necessaria est, considerata hominis fragilitate, et, seclusa præcisa necessitate, ad majorem perfectionem etiam confert.

2. *Deciditur unus casus circa peregrinos.— Deciditur alter casus. — Ratio decisionis.* — Deinde, distinguere possumus veluti tres casus. Primus est, quando religiosus peregrinus secum defert socium ejusdem religionis, sacerdotem, et sufficientem ad confessiones audiendas ; et tunc communis observantia esse solet, ut religiosus peregrinans debeat socio confiteri, et non alteri, quia hæc solet esse voluntas Prælatorum, quæ licet aliquando non sit expressa, sufficit tacita, et inclusa in ipsa licentia sic peregrinandi, quam recta ratio et communis consuetudo satis indicant. Secundus casus est, ut religiosus peregrinus sit hospes in alia domo vel monasterio ejusdem religionis ; et tunc regula est ut confi-

teri debeat vel Prælato ipsius domus, vel alteri de licentia ejus, vel confessori conventuali, qui est quasi Ordinarius illius loci; non tamen poterunt confiteri aliis religiosis ejusdem domus, si ad audiendas confessiones suorum religiosorum a Prælatis expositi non sint. Ratio est, quia illi non habent jurisdictionem ad audiendas confessiones religiosorum; ergo nec circa hospitem habent. Prælatus vero vel Ordinarius habent jurisdictionem, cui jure hospitii subdi potest peregrinus pro eo tempore quo ibi moratur.

3. *Evasio.* — Dices, rationem hanc procedere considerando jurisdictionem ut manantem a Prælato illius domus, vel per se illi convenientem; secus vero intelligi posse de jurisdictione manante a Prælato ipsiusmet peregrini, qui dedit illi facultatem eligendi confessorem, ut de clerico seculari statim dicemus. Ergo per illam poterit eligere quemcumque religiosum illius domus. Respondent aliqui non posse, quia alii religiosi illius domus non sunt approbati a Prælato religionis ad audiendas confessiones religiosorum; religiosi autem quamvis possint eligere sacerdotem non approbatum ab Episcopo, juxta Concilium Tridentinum, non tamen possunt eligere, juxta antiquum jus (quod Tridentinum in hac parte non mutavit), nisi sacerdotem approbatum a suis Prælatis. Sed hoc non satisfacit; nam vel approbationem intelligunt collationem jurisdictionis, et sic est verum quod assumitur, tamen in eo quod subsumitur, petitur principium; nam hoc est quod contendimus, scilicet, quemlibet religiosum electum a pœnitente, eo ipso esse approbatum ab ipsius Prælato, per facultatem quam ille fecit eligendi confessorem; sicut de seculari clerico statim dicemus. Si autem per approbationem intelligatur judicium prævium, seu declaratio authentica de sufficientia ad audiendas confessiones, qualem nunc requirit Concilium Tridentin., ab Episcopo datum ad audiendas confessiones secularium, sic falsum est assumptum, quia nec antiquo jure fundatum est, nec consuetudine constat, ut ex sequenti casu evidentius constabit. Item illo modo non satisfit difficultati; nam possunt esse in illa domo multi, qui sæpius fuerunt confessores fratrum, et tunc non sint, qui, quantum ad approbationem, quæ excogitari potest, seclusa jurisdictione, merito censeri debent approbati, et tamen non licet hospiti eis confiteri. Dico ergo rationem hujus esse, quia in eo casu non potest manare jurisdictio a Prælato pœnitentis. Nam facultas, quæ illi datur ad eligendum confessorem, solum est pro casibus necessitatis, quando deest ordinarius confessor ejusdem religionis; tunc autem jure hospitii ille habet sufficientem ordinarium confessorem ejusdem religionis, etiam applicando cum proportione jus commune; ergo tunc cessat facultas eligendi confessorem, et consequenter deest omnis jurisdictio, quæ manare potest a Prælato pœnitentis. Unde si Prælatus concessisset expressam facultatem eligendi quemcumque sacerdotem, etiam in monasteriis ejusdem religionis, tunc sine dubio posset cuicumque confiteri, nisi statuta religionis ita repugnarent, ut illam facultatem irritam redderent. Regulariter autem superiores talem facultatem non concedunt, vel quia per regulam prohibentur, vel certe quia per se est irrationabilis, et contra debitum ordinem sine ulla necessitate. Quapropter eo ipso quod talis facultas non est expressa, censetur non concessa, nec comprehensa sub generali facultate, quæ et necessitatem respicit, et debitum ordinem religiosum.

4. *Quid quando concurrunt ambo præcedentes casus.* — Addendum vero occurrit circa hunc et præcedentem casum, si ambo simul concurrant, liberum esse religioso alterutro ex illis modis confiteri, id est, si religiosus habens socium sacerdotem in aliquo monasterio suæ religionis hospes sit, posse vel socio suo, vel Ordinario ipsius monasterii confiteri. Ita enim, quantum intelligere possum, habet consuetudo. Et ratio esse potest, quia in utroque illorum est sufficiens titulus jurisdictionis, et per se non repugnat habere duos confessarios idoneos; neque ibi intervenit voluntas proprii Prælati, quæ unum illorum acceptet, et alterum excludat; nullam enim est ratio sufficiens ad præsumendam illam, cum uterque illorum modorum sit per se satis ordinatus, et consentaneus religioni. Secus vero esset, si vel superior aliud ordinasset aut declarasset, quod sine dubio facere potest, vel per specialem regulam aut consuetudinem religionum aliquid etiam definitum esset, nam illud semper observare necesse est.

5. *Deciditur tertius casus.* — Tertius casus est, quando religiosus divertit ad loca extra monasteria suæ religionis; et tunc, seclusis particularibus voluntatibus, seu instructionibus Prælatorum, quæ non cadunt sub scientiam, nisi quoad hoc solum quod servandæ

sunt, quando non fuerint plane injustæ, his, inquam, seclusis, generalis regula est, tunc posse confiteri cuicumque sacerdoti seculari, vel regulari, quia non debet privari subsidio confessionis. Atque ita docent omnes ; dubitant tamen an ad hoc sit necessaria expressa licentia Prælati, vel sufficiat tacite inclusa in licentia peregrinandi. Respondetur tamen quamcumque sufficere, ut alias in materia de Pœnitentia generaliter diximus de hujusmodi peregrinis; non enim debent esse pejoris conditionis religiosi peregrinantes quoad hanc facultatem. Præterea, quia talis facultas secundum rectam rationem debita est, et quasi necessitate morali annexa peregrinationi; ergo concesso antecedente, virtute est concessum consequens. Deinde, communis consuetudo satis in hoc interpretatur voluntatem Prælatorum ; eo vel maxime quod vix potest fieri, quin in regulis vel constitutionibus uniuscujusque religionis hoc satis declaratum sit. Imo etiam sunt aliqua privilegia Pontificia, concedentia religiosis, *ut dum itineraverint, vel fuerint extra conventus suos duntaxat, valeant confiteri quibuscumque sacerdotibus regularibus, vel secularibus.* Ita concessit Sixtus IV Minoribus, ut refertur in lib. Monumenta Ordinum; et Innocentius VIII Cisterciensibus, ut in eorum Compendio refertur. In quo indulto notari possunt illa verba, *vel fuerint extra conventus suos;* nam si intelligatur absolute de omnibus conventibus sui Ordinis, confirmant optime quæ diximus in superiori puncto, num. 2, estque expositio satis pia, et probabilis, sed non cogens, quia possunt illa verba exponi respective de conventibus suis, id est, propriis, in quibus habitant, unusquisque, scilicet, in suo.

6. *Quæstiuncula secunda circa proximum tertium casum.* — Interrogari ulterius potest quem sacerdotem debeat tunc religiosus eligere, an habentem alias jurisdictionem, an approbatum ab Episcopo, an regularem, si possit. Respondetur ad primum : non est necessarium ut sacerdos eligendus alias jurisdictionem habeat, quia non debet religiosum absolvere per jurisdictionem Episcopi vel Parochi, sed per jurisdictionem quam recipit a Prælato regulari, media facultate eligendi ipsum, quod satis patet ex dictis. Unde in hoc est notanda differentia inter peregrinum secularem et religiosum, quia secularis absolvitur in aliena diœcesi more incolarum illius loci in quo versatur, ut alibi diximus in materia de Pœnitentia. Religiosus autem, etiam peregrinus, semper absolvitur jure religiosorum, atque adeo per jurisdictionem manantem a suis Prælatis. Et ratio fortasse est, quia religiosus, licet peregrinetur, nunquam vagatur extra suam diœcesim, quia religio non clauditur certis terminis localibus alicujus diœcesis ; unde religiosus semper retinet actualem subjectionem perfectam ad Prælatum suum, ut per illius jurisdictionem in utroque foro gubernetur, quantum fieri possit.

7 Ad secundam interrogationem respondetur, non esse necessarium religiosum eligere sacerdotem approbatum ab Episcopo, nisi a Prælato suo in facultate sibi concessa id fuerit specialiter præscriptum. Ratio prioris partis est, quia illa approbatio nec ex natura rei, nec ex jure antiquo est necessaria, sed solum ex novo jure Concilii Tridentini; Concilium autem solum voluit illam approbationem esse necessariam ad confessiones secularium audiendas, ut ex contextu constat, et alibi ex professo tractatum est. Ratio vero alterius partis est, quia Prælatus potest facultatem concedere limitatam ad certum genus personarum ; ergo potest etiam limitare illa conditione adjecta. Verumtamen, nisi illam aperte exprimat, non est præsumenda, quia non est verisimile voluisse Prælatum imponere onus quod Concilium non posuit; si enim voluisset, expressisset, hæc enim regula in oneribus maxime imponendis servanda est, præsertim cum respectu regularium non sit tam necessaria hæc conditio, tum quia frequentius confitentur, tum etiam quia cautius vivunt, et ita facilius possunt idoneum confessorem eligere, etiamsi illo solemni ritu approbatus non sit.

8. Ad tertiam interrogationem eodem modo respondendum est, per se loquendo, liberam esse electionem secularis vel regularis sacerdotis, nisi Prælatus expresse adhibeat limitationem aliquam; tunc enim illi standum est, alioquin non est cur præsumatur. Solum posset quis dubitare, quando contingit in eodem loco concurrere religiosum ejusdem ordinis ; tunc enim videtur valde probabilis præsumptio voluntatis Prælati, ut subditus extraneo sacerdoti, sive seculari, sive regulari non confiteatur, cum possit habere suæ religionis confessorem. Et sane ita est consulendum, quia per se est magis ordinatum, magisque commendat unitatem, et fidelitatem erga religionem. Nihilominus, ubi non fuerit vel in regula præscriptum, vel a supe-

riore ordinatum, non censeo esse necessarium, quia omnis hæc limitatio est onerosa et scrupulosa, et ideo nisi de illa expresse constiterit, non est imponenda.

9. *Peregrinantes religiosos alicubi teneri aperire suam conscientiam cum redeunt.* — Tandem quæri hic posset an hæc facultas peregrinantium regularium se extendat ad obtinendam absolutionem a casibus in sua religione reservatis. Sed de his casibus dicemus in cap. 19, nunc enim tantum de ordinaria confessione simpliciter locuti sumus. Observandum vero est, in multis religionibus præscriptum esse ut qui iter egit, cum primum ad monasterium redit, integre confiteatur omnia quæ gessit ab ultima confessione in monasterio ante discessum facta. Et quidem D. Basilius, in regula 44, ex fusioribus, monet ut Prælato omnia manifestentur; sed ibi non agit de sacramentali confessione: tamen illud statutum habent Carthusiani, ut ferunt; et idem habet Ordo S. Hieronymi in suis Constitutionibus, cap. 20. Et in Societate universalior regula traditur, ut *qui alii quam suo confessario designato confiteretur* (utique ex justa causa, qualis est absentia), *debeat postmodum quantum recordari poterit eidem confessario suo totam suam conscientiam aperire, ut nihil ignorando quod ad eam pertineat, melius in Domino possit eumdem juvare*, habetur tertia part. Constit., cap. 1, lit. Q, et in Summario Constitutionum, § 9. Ubi autem similis constitutio vel consuetudo servatur, videri potest facultatem religioso concessam, ut tempore absentiæ vel peregrinationis confessorem eligat, non esse absolutam, sed sub onere iterum eadem confitendi proprio Prælato, vel confessori; nisi enim hæc conditio fuisset in facultate apposita, non posset postea obligari religiosus ad confessionem iterandam, quia hæc non est materia præcepti.

10. *Talis obligatio non est ex reservatione, sed ob majorem perfectionem.* — Verumtamen, seclusis peccatis reservatis, de quibus postea, non censeo esse ita explicanda hujusmodi statuta, tum quia illa non solum loquuntur de materia peccati mortalis, sed etiam de venialibus, quando talis est ut ad majorem perfectionem pertineat illam expresse confiteri; tum præterea, quia etiam in materia mortali non solum comprehendunt externa peccata, sed etiam interna per solam cogitationem et consensum; durum est autem dicere, facultatem confitendi peccata mere interna dari sub illo onere; quia illa esset quædam eorum reservatio, quæ in usu non est. Unde etiam confirmatur, quia per illa statuta non reservantur omnia peccata quæ religiosus committit dum iter agit; ergo facultas ad confitenda illa non datur sub hoc onere, quia illo modo dari non solet, nisi pro peccatis reservatis. Est ergo facultas absoluta, et ita ex vi confessionis nulla obligatio remanet. Nihilominus tamen illa statuta sancta et perfecta sunt, tum quia, licet iteratio confessionis in qua fuerunt peccata absolute remissa, non cadat sub præceptum, cadere tamen potest sub regulam perfectionis, quando illa iteratio specialem habet rationem utilitatis; tum etiam quia, esto præceptum illud, nulla suppositione facta, imponi non possit, tamen voluntarie, media professione et voto, obligare posse, ut graves Doctores docuerunt, Major, in 4, d. 17, quæst. 6; Gerson, in regulis moralibus, tit. de Pœnitentia, tom. 2, Alphab. 25, lit. F; Adrianus, in 4, quæst. 5, de Confessione; Medina, Cod. de Confessione, quæst. de Facultate et fructu reiterandi confessionem; Navar., in cap. *Placuit*, de Pœnit., distin. 6, num. 118. Dico tamen similia instituta non inducere specialem obligationem in conscientia, sed solum simplicis regulæ, ubi aliud expresse non declaratur; quia illa obligatio, quæ manet, non nascitur ex modo potestatis concessæ ad absolvendum, seu ex virtute clavium in foro sacramentali, ut ex dictis patet; sed nascitur præcise ex voto. Et hæc de peregrinis religiosis.

11. *Quid dicendum circa novitios.* — *Prima sententia insufficienter fundata.* — *Secunda sententia probabilis.* — Jam quoad novitios dubitari etiam potest an confiteri possint sine licentia Prælati sacerdoti alias habenti jurisdictionem. In quo tres possunt esse sententiæ. Prima, sine distinctione docens non posse novitium tali sacerdoti confiteri; tenet Corduba, lib. 1, quæst. 30; citatur Gerson, alphab. 34, lit. P; sed ibi solum ait Abbatem posse absolvere novitios sicut professos. Hinc vero sumitur ratio hujus opinionis, quia novitii pro eo tempore sunt commissi jurisdictioni religionis. Sed hæc ratio, ut supra cap. 16, num. 14, dixi, non convincit, nisi addatur exclusio ab alia jurisdictione, quæ ex vi illius principii non necessario sequitur. Et ideo est secunda opinio satis probabilis, quæ distincte ait, posse novitium confiteri cuicumque sacerdoti habenti jurisdictionem, vel ab Episcopo ipsius novitii, vel a Papa, per privilegia, verbi gratia, religionum; ita simpliciter

tenent nonnulli moderni, Henriq., lib. 6 de Pœnitent., cap. 16, § 3, lit. X, et lib. 7 de Indulgentiis, cap. 22, § 7, lit. I et V, qui citat pro hac sententia Angel., verb. *Novitius*, § 18, et Armillam, ibidem; Sylvestr., *Religio*, 5, § 6, qui solum dicunt novitium non teneri ad præcepta regulæ; unde videtur inferre, non obligari ad confitendum Prælato, vel ordinariis confessoribus religionis, et consequenter posse confiteri aliis quibuscumque habentibus jurisdictionem. Quæ illatio non videtur necessaria, quia, seclusa obligatione præcepti, potest novitius esse exemptus a jurisdictione extranea religionum, et ideo ex defectu jurisdictionis non posse aliis confiteri. Soto vero, qui etiam citatur lib. 7 de Justit., quæst. 2, art. 1, in fine tertii argumenti, vers. *Ex hac*, solum agit de differentia inter votum religionis vel votum perseverandi in religione, quod nihil ad rem præsentem facit. Fundamentum autem, quod pro hac opinione afferri potest, statim examinabimus.

12. *Tertia sententia veluti media per duo pronuntiata. — Primum pronuntiatum.* — Tertia opinio distinctione utitur, de confessoribus privilegiatis habentibus jurisdictionem a Papa, et de ordinariis pastoribus et delegatis ab illis, ut sunt Episcopus, Parochus, et aliquis adjutor ejus. Primo ergo dicimus, novitium unius religionis posse libere confiteri cuicumque confessori privilegiato, habenti jurisdictionem a Papa. Probatur ex dictis cap. præced., num. 10, de usu privilegiorum ab ipso Papa concessorum, ex parte pœnitentium; nam, sicut talia privilegia generaliter conceduntur omnibus fidelibus, ita per privilegia confessorum datur illis jurisdictio ad audiendas confessiones omnium fidelium; ergo, sicut in prioribus privilegiis comprehenduntur novitii sub fidelibus, et non sub exceptione religiosorum, ita etiam in posterioribus privilegiis comprehenduntur sub eadem appellatione fidelium, et exceptio, quæ fit de religiosis non habentibus facultatem Prælatorum, non complectitur novitios, quia revera religiosi non sunt. Atque ita omnia privilegia, quæ in hoc pacto excipiunt confessiones religiosorum, et ratio, quæ suadet exceptionem illam fuisse necessariam, non extenduntur ad novitios, quia quoad illos est materia odiosa, et sub proprietate verborum non comprehenduntur, neque habent substantiale fundamentum talis exceptionis. Quæ ratio apud me convincit, supposita resolutione illius prioris puncti.

13. *Observatio per quam temperatur hoc pronuntiatum.* — Unum tamen adverto, jurisdictionem hanc, quæ per hæc privilegia datur, regulariter non descendere ad singulos religiosos, nisi media concessione et voluntate suorum Prælatorum. Unde fit, si Prælatus religionis expresse suis subditis prohibeat novitiorum suorum confessiones audire, non poterunt novitii illis confiteri, non quia ipsi novitii ex parte sua impediti sint, sed quia ipsi religiosi jurisdictionem non habent, nam superior potest illam coarctare, et communicare prout voluerit; sicut etiam non habent jurisdictionem ad audiendas confessiones religiosorum ejusdem domus, quia illis non communicatur a Prælatis suis; vel, sicut etiam potest Prælatus approbare subditum, et dare jurisdictionem ad audiendas confessiones virorum, et non feminarum; sic etiam potest approbare ad audiendas confessiones secularium, et non regularium, etiam novitiorum. Quando autem Prælatus absolute et directe prohibet novitiorum confessiones audire, sine dubio intendit vetare quantum potest, et consequenter jurisdictionem auferre, juxta communiorem doctrinam Canonistarum in materia de Legibus tractatam. Quocirca, si tota religio (ut in Societate fit, sicut in tractatu decimo, libro nono, cap. 2, numero secundo, trademus) per influxum Generalis jurisdictionem accipiat, ipse potest omnibus et singulis sacerdotibus totius religionis efficaciter prohibere, ne confessiones novitiorum totius religionis audiant, nec eos absolvere valeant; idemque, cum proportione Provinciales in suis provinciis, et conventuales Prælati in suis domibus; nam hæc jurisdictio ita communicatur subditis, ut semper in illius usu a proximis Prælatis pendeant. Imo eodem modo possent Prælati religionum, si vellent, ita limitare jurisdictionem suorum subditorum, ut ab ea excluderent non solum novitios propriæ religionis, sed etiam omnium aliarum, quia delegatio potestatis omnem hanc limitationem admittit, ut ratio facta probat, neque in hoc male facerent, sed potius unionem et charitatem ostenderent ac foverent, et incommodis (si quæ sequi possunt ex illa libertate novitiorum) occurrerent. Quanquam, si moraliter res spectetur, satis illis occurri possit per hoc quod intra eamdem religionem non possunt novitii confiteri alicui sine licentia Prælati, nam extra illam raro aut nunquam id facere possunt.

14. *Secundum pronuntiatum.* — Secundo dicitur juxta hanc sententiam, novitios non posse confiteri, invito Prælato, alicui confessori habenti tantum jurisdictionem Episcopalem. Hanc partem satis probabiliter suadent variæ rationes, quas Corduba supra multiplicat. Præcipuum vero fundamentum est, quia novitius censetur mutasse domicilium et territorium, præsertim quoad ea quæ spectant ad sacramenta necessaria, argumento eorum quæ tradunt Doctores in cap. *Omnis utriusque sexus,* et in cap. ultim., de Parochiis, et cap. *Ad Apostolicæ*, de Decimis; et Sylvester, et alii Summistæ, verb. *Domicilium ;* et Tiraquel., de Utroque retractu, part. 1, glos. 8, num. 23 et 24. Sed ad hoc responderi potest, novitium mutare quidem aliquo modo domicilium, acquirendo, non tamen amittendo. Acquisivit enim domicilium vel quasi domicilium in religione, quatenus ad illam transtulit animo ibi remanendi, non quidem absoluto et immutabili, sed sub conditione, quod satis est ad acquirendum domicilium, ratione cujus subsit jurisdictioni Prælati religionis. Inde autem non statim sequitur quod amittat omnino prius domicilium, quia non repugnat simul habere duo domicilia, et multo minus habere unum domicilium, et alium quasi domicilium, etiam in ordine ad confessionem, ut constat ex materia de pœnitentia. Cum ergo novitius non acquirat domicilium omnino firmum, adhuc retinet prius, et consequenter simul cum subjectione ad Episcopum, præsertim in foro confessionis, quod voluntarium est. Sed contra hoc est, quia fieri non potest ut aliquis simul et eodem tempore habeat duos ordinarios pastores non subordinatos inter se in hoc foro, quia repugnat debito ordini, et pareret confusionem. Unde, licet quis possit habere plura domicilia, tamen pro eo tempore in quo in uno habitat, non potest adire Parochum alterius domicilii; sed pro eo tempore pastori tantum illius loci, in quo habitat, subjectus est; ergo novitius quando in religione habitat, soli Prælato illius subjectus est. Sed hoc etiam argumentum, licet sit satis probabile, non tamen convincit, quia illud antecedens non ab omnibus recipitur; Navarrus enim tenet oppositum, cui ego magis adhæsi in 4 tom., in 3 part., de Sacramento Pœnitentiæ.

15. Addendum ergo est, novitium ita mutare domicilium, ut omnino fiat extra jurisdictionem secularium pastorum, et ideo ex vi prioris jurisdictionis non posse illis confiteri. Assumptum declaratur, quia tota religio est exempta a jurisdictione Episcopi in utroque foro; in hac autem exemptione religio accipienda est, non ut ex professis tantum constat, sed etiam ut novitios complectitur; ut, exempli gratia, Societas Jesu (ut in ejus Constitutionibus adnotatur, part. 5, in principio) uno modo accipitur ut complectitur omnes qui sub obedientia Præpositi generalis vivunt, etiam novitios; cum ergo Pontifices Paulus XIII et Gregorius XIII illam sub sua protectione suscipiunt, et ab Ordinariorum jurisdictione eximunt, intelligendi sunt de illa loqui sub illa amplissima acceptione, ut patet ex illis verbis Pauli III, in sua Bulla ultima: *Ipsamque Societatem, et universos illius socios, et personas, illorumque bona quæcumque ab omni superioritate, jurisdictione, et correctione quorumcumque Ordinariorum eximimus,* etc. Ubi particula illa, *universos socios et personas*, videtur habere emphasim, et ampliare etiam ad novitios. Idem ergo erit in aliis religionibus, sive quia habent similia indulta, sive quia per communicationem hoc etiam gaudere possunt, sive etiam per regulas juris communis. Quia beneficium principis amplissime est interpretandum, et privilegia sunt amplianda, quantum verba juxta communem usum patiuntur; hoc autem est privilegium et beneficium principis, et verba optime admittunt hanc ampliationem. Nam religio Minorum in omni proprio usu dicitur tota illa congregatio, ut ex omnibus membris, etiam novitiis, constat; nam, licet novitius proprie religiosus non sit, proprie tamen est in illa congregatione, quæ illo nomine appellatur.

16. *Objectio contra allatum fundam. diluitur.* — Dices, hanc extensionem esse ipsis novitiis onerosam, et ideo admittendam non esse. Respondeo imprimis negando consequentiam, quia gratia privilegii magis est consideranda respectu totius religionis, cui immediate fit, quam respectu particularium; nam sæpe etiam potest esse illa exemptio onerosa multis professis. Secundo respondetur negando assumptum, quia, licet interdum onerosa esse possit ex aliquo accidenti, simpliciter tamen est favorabilis. Unde confirmatur præcipue hoc fundamentum, quia novitius gaudet non solum privilegio canonis, sed etiam fori, et propriæ exemptionis religionis quoad alios actus jurisdictionis; ergo etiam et majori ratione quoad jurisdictionem fori pœnitentiæ. Quæ ratio amplius in sequen-

tibus comprobabitur. Hæc ergo tertia opinio videtur mihi verisimilior, et ex dictis fit satis fundamentis aliarum, quæ sua probabilitate non carent.

## CAPUT XVIII.

### QUID CIRCA RESERVATIONEM CULPARUM IN RELIGIONIBUS STATUERIT CLEMENS VIII.

1. *Duplex modus reservandi.* — Ut de absolutione religiosorum a culpis, in qua versamur, dicamus etiam specialiter de reservatis, præmittenda est explicatio diplomatis Pontificii circa reservationem. Dupliciter vero possunt casus aliqui esse reservati respectu religiosi, scilicet vel a Pontifice, vel ab ipsa religione. Prior reservatio communi et usitato jure non fit nisi cum aliqua censura reservata, juxta dicta in 4 t. tertiæ part., et ideo de his peccatis reservatis, simul cum censuris dicemus in c. 20. Circa aliam ergo reservationem supponendum est, posse Prælatos religionum reservare sibi aliquos casus, quod est certum eadem certitudine, qua id constat de Episcopis, et aliis Prælatis circa suos subjectos; nam, licet Concilium Tridentinum, sess. 14, cap. 7, solum Pontificem Maximum, et Episcopos nominaverit, tamen sine dubio sub Episcopis intellexit omnes habentes Episcopalem jurisdictionem; nam actus reservandi jurisdictionis est, et per se non pendet a charactere Episcopali, sicut neque actus absolvendi a peccatis. Item, quia religiosi exempti (de quibus semper agimus) non ligantur reservationibus Episcoporum; ergo justum est ut subdantur reservationi propriorum Prælatorum. Denique ita habet consuetudo fere omnium religionum, ut infra in tractatu de Societate, lib. 8, cap. 5, in particulari referam; quam consuetudinem Pontifices confirmarunt et approbarunt, præsertim Alexander VI, ut refertur in Supplemento Minorum, et in lib. Monumenta ordinum, concess. 66, et novissime S. D. N. Clemens VIII, peculiari decreto de hac re edito anno 1593, qui aliqua peculiariter circa hanc reservationem ordinavit, quæ hic adnotare, adjuncta brevi declaratione, propter dubia quæ quotidie interrogantur, necessarium visum est.

2. *Enumeratio casuum qui reservari permittuntur.* — Primo ergo ipse enumerat undecim casus, qui in religionibus reservari possunt: *Primus, veneficia, incantationes, sortilegia; secundus, apostasia a religione sive habitu dimisso, sive retento, quando eo pervenerit, ut extra septa monasterii seu conventus egressio fiat; tertius, nocturna ac furtiva e monasterio seu conventus egressio, etiam non animo apostatandi facta; quartus, proprietas contra votum paupertatis, quæ sit peccatum mortale; quintus, juramentum falsum in judicio regulari seu legitimo; sextus, procuratio, auxilium, seu consilium ad abortum faciendum post animatum fœtum etiam effectu non secuto; septimus, falsificatio manus aut sigilli officialium monasterii aut conventus; octavus, furtum de rebus monasterii seu conventus, in ea quantitate quæ sit peccatum mortale; nonus, lapsus carnis voluntarius, opere consummatus; decimus, occisio, aut vulneratio, seu gravis percussio cujusque personæ; undecimus, malitiosum impedimentum, aut retardatio, aut apertio litterarum a superioribus ad inferiores, vel ab inferioribus ad superiores.*

3. *Prima observantia principalis circa hos casus in universum.* — Circa quos casus primum advertere oportet, quamvis in aliquibus eorum explicetur necessariam esse materiam peccati mortalis, et opus externum, nihilominus has duas conditiones in omnibus illis esse intelligendas, quia peccata venialia, sicut non sunt materia necessaria confessionis, ita nec proprie reservationis; peccata autem mere interna, etiamsi mortalia sint, secundum communem Ecclesiæ usum non reservantur, etiamsi in rigore reservari possint. Pontifex autem, cum aliud expresse non declaret, loquitur secundum ordinariam legem, vel consuetudinem Ecclesiæ. Præterquam quod verba, quibus utitur, in rigore et proprietate, prout sunt accipienda, significant externos actus. Ubi ergo hujusmodi declaratio addi videtur, non est solum propter has conditiones, ut generales sunt, sed propter aliquid speciale circa aliquam earum explicandum. In primo ergo casu nihil additum est, quia non erat necessarium; nam illud genus peccati externum est, et gravissimum, et vix potest in individuo committi, quin mortale sit. Quid autem sub illis vocibus comprehendatur, dictum est in 1 tom., tract. 3, lib. 3, de Vitiis virtuti religionis oppositis; et videri possunt Summistæ in illis verbis, et verb. *Maleficium*, ac verb. *Superstitium.*

4. *Circa secundum casum.* — In secundo casu peculiariter explicatur, non sufficere quemcumque exteriorem actum; nam, licet

quis deliberato animo apostatandi exuat habitum regularem, et secularem induat, et curet ac tentet egredi septa monasterii, et tandem id non exequatur, vel quia mutat voluntatem, vel etiam quia non potest, casus ille reservatus non est, quia non pervenit ad statum et effectum quem Pontifex designat. Et ratio esse potuit, quia vel antea non est perfecta injuria illata religioni, ita ut cedat in infamiam ejus, vel certe quia antea non potest illa dici apostasia exterior.

5. *Circa tertium casum.* — *Duo dubia expediuntur circa hunc casum.* — In tertio casu solum notanda est illa particula, *furtiva*, quæ idem significat quod sine licentia Prælati. Unde, licet quis exeat per vim, vel metum gravem immissum Prælato ne resistat exterius, nihilominus furtive dicetur egredi, quia invito Prælato, vel sine legitimo consensu ejus egreditur; unde illud peccatum non solum est quasi furtum, sed quasi rapina in illo genere, ut sic loquamur; generatim autem comprehenditur sub furtivo egressu, quia fit invito Prælato. Sed quid si Prælatus consentiat, tamen inique, et contra suum officium, et contra honorem Dei et religionis? Quid etiam si ipse Prælatus sic occulte egrediatur? Utrumque censeo egressum furtivum, et in hac reservatione comprehensum. Primum quidem, quia illa licentia injusta est et nulla, et ita nihil operatur; secunda autem, quia, licet Prælatus conventus non habeat præsentem Prælatum cujus voluntate regatur, habet tamen regulam et voluntatem superioris Prælati, aut totius religionis, aut expressam, aut secundum rectam rationem præsumptam, respectu cujus talis egressio furtiva est. Denique modus talis egressus qualis ille sit manifestat, quia semper fit occulte ac furtive.

6. *Aliud dubium.* — Dubitari vero etiam potest an hic casus extendatur ad egressum furtivum diurnum. Verba enim Pontificis sunt, *nocturna, ac furtiva e monasterio egressio;* ergo omnis furtiva egressio illicita reservata est. Respondeo nihihilominus illam dictionem *ac*, complexive, et non divisive esse intelligendam, ac propterea furtivam egressionem, si nocturna non sit, etiamsi contingat esse peccatum mortale, ex vi illorum verborum non reservari. Sicut enim nocturna egressio non reservatur, nisi furtiva sit, ut est per se evidens, tam ex ipsa re quam ex intentione Pontificis, ita, e converso, furtiva egressio, nisi sit nocturna, non reservatur, quia, ut illud prius verum sit, necesse est particulam *ac* complexive sumi; et inde sequitur etiam posterius, ut per se constat.

7. *Circa quartum et quintum casum.* — Circa quartum casum nihil occurrit adnotandum, præter ea quæ dicta sunt de voto paupertatis. In quinto solum desiderari potest, ut explicetur quid vocetur judicium legitimum. Breviter tamen dicitur esse quodlibet judicium forense, quod secundum leges vel canones in suo foro, qui solet dici actus legitimus duarum personarum sub eodem judice, etc., juxta Glossam in cap. *Forus*, de Verborum significat. Videntur ergo ibi numerari judicium regulare et legitimum ad excludenda judicia privata per conventiones vel arbitria particularia. Addendum vero censeo, tunc esse hunc casum reservatum, quando religiosus legitime interrogatur, et sub juramento veritatem negat; secus autem erit si injuste interrogetur, nam tunc licet sub juramento neget, si respondere sciat, et debitam intentionem haberet, non erit perjurus; si autem ex ignorantia et conscientia erronea peccet, existimans illud esse perjurium, non erit casus reservatus, quia illud externum non est verum perjurium, sed putatum; reservatio autem restringenda est ut cadat super verum actum. Idem opinor dicendum esse, si quis juret falsum testimonium contra aliquem in judicio quod est nullum, vel quia fit coram non legitimo judice, vel ob aliam causam, quia tunc illud judicium non est legitimum, et quia judicium, quod est nullum, non est judicium, licet appareat, et ideo nec illud est perjurium in judicio vere, sed tantum apparenter.

8. *Circa sextum.* — *Circa septimum una quæstiuncula.* — Sextus casus non indiget declaratione, sed videri potest motus proprius Sixti V contra illud genus peccati; et moderatio, quæ a Clemente addita est, quæ attigimus in 5 tom. de Censur. In septimo interrogari potest, qui vocentur Officiales monasterii. Ad quod breviter dicitur, sub illa voce comprehendi et Prælatum ipsum, et omnes, qui sub illo habent aliquam administrationem personarum aut bonorum conventus, ut sunt Vicarius, Subprior, vel in Societate Minister, Procurator, et si qui sunt alii similes. Addo etiam comprehendi a fortiori Provincialem et Generalem, juxta mentem Pontificis, quia, eo falsificatio gravior esset, et magis perniciosa religioni. Item, quia quilibet eorum dici potest Officialis monasterii vel conventus; nam, licet magis proprie appelle-

tur totius provinciæ vel religionis, tamen ibi a fortiori singuli conventus includuntur, quæ extensio maxime locum habet in his, quæ ipsi Prælato favorabilia sunt, et quæ pertinent ad reverentiam et fidelitatem ejus officio debitam, quale est hoc de quo agimus. Occurrit etiam hic obiter adnotandum, supponere hic Pontificem tacite approbare usum religionis, quod officiales ejus propria habeant sigilla distincta ab his quibus privati religiosi uti possunt; non enim falsificatio cujuscumque sigilli, sed propria talis muneris, reservata est. Quare, licet privatus religiosus utatur aliquando proprio sigillo, et alius illud falsificet, non incurret in hunc casum reservatum; et e converso, si Officialis non habeat speciale sigillum, sed ejusdem figuræ cum aliis, vel privatum, quodcumque illud sit, falsificatio ejus ex hoc capite non erit reservata, quia non est sigillum Officialis ut sic, neque habet (ut ita dicam) auctoritatem religionis. Dixi autem *ex hoc capite*, quia ex alio falsificandi manum, erit casus reservatus.

9. Interrogari etiam potest an fabricare sigillum simile sigillo religionis vel Officialium ejus occulte et furtive, sit falsificare sigillum, si per illud nulla falsa scriptura consignetur. Respondeo: sicut falsificare manum est subscribere cum nomine alterius, imitando subscriptionem ejus, quæ illius non est, ita falsificare sigillum proprie est consignare similem scripturam sigillo alieno. Quod dupliciter fieri potest, scilicet, vel subfurando proprium et verum sigillum et consignando, vel fabricando aliud sigillum simile, et illo utendo. Quamvis autem hæc furtiva fabricatio sigilli grave peccatum sit, tamen non videtur esse propria falsificatio, donec falsæ litteræ per illud consignentur; et ideo non videtur esse peccatum reservatum, etiamsi hac intentione fabricetur, donec ad prædictum usum et effectum perveniat; sicut etiam furari sigillum Prælati ea prava intentione, si ad effectum sigillandi non perveniatur, non erit peccatum reservatum ex hoc capite.

10. *Tertia quæstiuncula.* — Denique interrogari potest, si scriptum, quod falso consignatur manu aut sigillo Officialis, non pertineat ad officium, nec ad res monasterii, sed sit familiaris epistola, verbi gratia, falso alteri attributa, an tale peccatum reservatum hic sit. Et ratio dubitandi esse potest, quia illa non est falsificatio signi Officialis, ut Officialis est; videtur autem hæc reservatio intelligenda respectu Officialis formaliter, quia non respicitur persona ejus, sed munus, quod sane videtur probabile; nihilominus non excusarem hujusmodi actionem a ratione peccati reservati, quoties materia ejus sufficeret ad peccatum mortale, quia simpliciter est contra fidelitatem debitam tali personæ ratione talis muneris, et est injuriosa non tantum personæ, sed etiam officio.

11. *Circa octavum.* — *Primum dubiolum.* — De octavo casu, quantum spectat ad quantitatem sufficientem ut illud furtum mortale sit, superius tactum est, nam hoc peccatum semper habet adjunctam malitiam proprietatis. Quia vero ibi dicitur, *de rebus monasterii*, dubitatum est an furari aliquid a privato religioso, ex rebus illi ad suum usum concessis, sub hac reservatione comprehendatur; et pars affirmans dicitur fuisse ab ipso Pontifice declarata, in qua nulla mihi dubitatio esse posset; quia quod res sit applicata ad usum unius fratris, non tollit quin, absolute loquendo, sit monasterii, vel conventus. Quin potius, licet privatus religiosus habeat usum ejus cum facultate donandi illam etiam extra religionem, nihilominus furari illam erit reservata culpa, si mortalis sit, quia quando illa res non est consumpta, vel alienata extra religionem, semper est monasterii quoad proprietatem et dominium, vel quoad principalem administrationem et dispensationem (ut monasteria comprehendamus, quæ dominium in communi non habent), et hoc satis est ut comprehendatur sub verbis Pontificis in omni proprietate. Sed quid si res non sit alicujus monasterii in particulari, ut solet esse, verbi gratia, pecunia, qua Provincialis utitur, vel res aliæ similes? Respondetur sine dubio comprehendi, juxta dicta in præcedenti casu; nam sub illo singulari *monasterii, vel conventus*, a fortiori comprehenditur plurale *conventuum, vel monasteriorum;* bona autem provinciæ ut sic sunt omnium monasteriorum simul.

12. *Circa nonum casum.* — Circa nonum casum est familiare dubium, quid significent illa verba, *opere consummatus;* duobus enim modis intelligi possunt. Primo, ut sint posita ad excludendum lapsum per consensum internum, vel morosam delectationem, ita ut solum significetur, oportere ut tale peccatum in opus externum progrediatur, et in illo consummetur quatenus peccatum mortale est. Alius sensus est, ut peccatum sit consummatum in sua specie. Prior sensus est rigo-

rosus, nam juxta illum omnia peccata externa habentia malitiam mortalem ex ipsamet materia, et actione exteriori, continentur sub hac reservatione sic declarata, ut sunt, verbi gratia, tactus impudici, qui ad ultimam consummationem non perveniunt. Dixi autem *ex ipsamet materia, et actione exteriori*, quia si materia exterior revera sit levis, quamvis ex pravitate intentionis fiat actio exterior, peccatum mortale non erit reservatum ex vi horum verborum, quia revera dici non potest opere consummatum. Alius sensus est mitior, et, quantum intelligere potui, communiori sensu receptior ; juxta quem sensum actus impudicus, si non perveniat ad consummationem actus in sua specie, fornicationis, verbi gratia, vel alia simili, non erunt casus reservati, quia non sunt opere consummati. Solum adverto, quoties peccatum pervenit ad pollutionem, esse in omni rigore opere consummatum, et consequenter sub illa reservatione comprehendi, quia illud peccatum habet propriam speciem, in qua consummatur, juxta doctrinam D. Thom. 2. 2, quæst. 154, art. 11, et hoc satis est ut sit reservatum, quamvis non perveniatur ad consummationem illius actus, quem fortasse peccans intendebat, vel in quem natura sua actus impudici ordinabantur, copulam scilicet carnalem.

13. *Circa decimum et undecimum.* — In decimo casu nihil occurrit adnotandum. In undecimo solum est ponderandum illud verbum *malitiosum*, ut inde colligatur, si fiat bona fide, etiam imprudenter, et cum gravi negligentia, non esse casum reservatum; nam verbum *malitiosum* non tantum significat fieri cum gravi culpa, sed etiam fieri ex malitia, id est, ex directa intentione impediendi effectum litterarum, et retardandi illas ; existimo etiam illud verbum conjungendum esse etiam cum apertione litterarum ; nam, ut reservata sit, oportet ut ex malitia fiat : ad hoc autem satis erit quod fiat intelligendo aut præsumendo id esse contra voluntatem Superioris, nam tunc sufficiens malitia intervenit.

14. *Secunda principalis observatio circa eosdem casus in universum.* — Est autem circa hos casus ulterius advertendum, Pontificem non præcipere ordinarie ut omnes hi casus reserventur in religionibus, ut manifeste patet ex illis verbis : *Decrevit* (scilicet Pontifex) *ut nemo ex regularium Superioribus peccatorum absolutiones sibi reservet, exceptis iis quæ sequuntur, aut omnibus, aut eorum aliquo, prout subditorum utilitati expedire in Domino judicaverint.* In quibus verbis nullum est præcipiens ut hi casus reservati sint, sed solum prohibens ne Superiores religionum alios reservent, et eis permittens ut ex his possint, quos expedire judicaverint, reservare. Unde infertur, per hoc decretum non auferri a Superioribus potestatem reservandi casus, sed ad talem materiam limitari. Et quoniam in prædictis verbis Pontifex indefinite loquitur de Superioribus, existimo ex vi illorum non solum Generalem, vel Provincialem, sed etiam Prælatum Conventualem posse prædictos casus, et quemlibet eorum reservare, etiam si in religione reservati non essent. Quod non ita intelligendum est, ut Pontifex censeatur dare Prælatis novam aliquam potestatem, sed solum non auferre ; ita ut, si Guardiani vel Priores antea habebant privilegia reservandi casus (quod esse concessum ab Alexandro VI refertur, in lib. Monum. ordin., et in Supplemento Minorum) etiam nunc habent eamdem potestatem, sed restrictam ad hos casus a Pontifice designatos ; imo ex potestate ordinaria existimo posse idem facere, nisi alias sint prohibiti per suam regulam, quia sunt veri Prælati ordinarii, et habent altiorem jurisdictionis rationem quam Parochi.

15. *Tertia observatio.* — Præterea observandum est quod, licet Pontifex restrinxerit potestatem Prælatorum ad illos undecim casus, non abstulit omnino religionibus potestatem alios reservandi, sed voluit ut id solum fieri posset vel a Capitulo generali pro tota religione, vel a capitulo provinciali pro sua provincia. Ubi etiam adverto, non fuisse mentem Pontificis dare Capitulis novam potestatem, sed solum non auferre quam juxta sua privilegia vel constitutiones habebant. Unde in Societate, in qua congregatio provincialis juxta suum institutum non habet jurisdictionem ad hujusmodi actus, etiam nunc illam non habet, non obstantibus prædictis verbis Pontificis. Ad quod etiam expendo, solum negative dicere : *Non aliter fiat quam generalis vel provincialis Capituli*, etc., non dicere autem positive, ut ab eis et a quolibet illorum fieri possit.

16. Dicunt autem aliqui, hanc prohibitionem seu limitationem non esse usu receptam in aliquibus religionibus, quia sæpe contingit evenire casus particulares, qui propter bonum regimen necessario sunt statim reservandi, non expectato Capitulo generali, quia

alias maxima incommoda religioni sequerentur. Sed nullo modo censeo hoc esse admittendum in praxi, nam lex Pontificia non pendet ex acceptatione, sed ipsa obligat ut acceptetur, et ideo primi transgressores post sufficientem promulgationem non excusantur a culpa, nec continuata transgressio sufficit revocare legem, donec valde frequens sit, et ab ipso legislatore scienter tolerata, quod in præsenti nullo modo video dici posse; quia nec talis consuetudo huic legi contraria ostendi potest, et multo minus quod Summus Pontifex scienter tolerat illam ; maxime vero hoc habet locum in lege irritante, qualis est hæc; aufert enim potestatem, et consequenter reddit nullam reservationem aliter factam. Quapropter sine scrupulo possunt subditi non timere illam, quantumcumque illis dicatur, prohibitionem Pontificis non esse acceptatam. Ratio autem de incommodis religionis vel probat Pontificiam prohibitionem esse contra commune bonum religionum, quod dicere plusquam temerarium esset ; vel certe nihil probat, quia vel nulla sunt talia incommoda, quibus aliis mediis occurri non possit, præsertim pro brevi tempore ; vel si aliquod interdum sequatur, est rarum et particulare, quod lex humana non considerat.

17 *Dubium an possint Prælati religionum reservare censuras, esto non possint culpas.* — *Resolutio vera.* — Potest autem dubitari, esto non possint Prælati immediate et directe reservare sibi alias culpas, possint nihilominus reservare censuras. Et ratio dubitandi est, quia a diversis non fit illatio ; censura autem, et peccatum, et utriusque reservatio diversa sunt. In contrarium autem est, quia, juxta communem usum Ecclesiæ, quoties peccatum habet excommunicationem ipso facto annexam, si excommunicatio reservata sit, etiam peccatum censetur reservatum. Item, quia alias possent Prælati religionum per hanc viam eludere hoc præceptum, adjungendo censuras, et illas sibi reservando. Respondeo, debere Prælatos omnino cavere ne hac occasione multiplicent censuras ; nam, ut in jure dicitur, transgressor legis merito judicatur, qui verba legis tenens, contra legis nititur voluntatem. Nihilominus existimo Prælatos religionum non esse privatos per hanc legem suo jure reservandi censuram, quia revera est per se distincta ; et mens Pontificis non fuit de illa tractare. Declaraturque in hunc modum, quia vel censura fertur a lege, vel ab homine ; si a lege, reservari poterit ab auctore legis, quia in religionibus auctor talis legis non est nisi Capitulum generale vel provinciale, quæ potestatem habent reservandi casus, etiam ex ordinatione Pontificis. Si autem censura est ab homine, eo ipso absolutio ejus pertinet ad ferentem illam, et ita dici potest illi reservata. Et quamvis de illa, quæ fertur per sententiam generalem, sint opiniones, tamen non dubito quin ad tollendas illas possit superior etiam nunc sibi talem absolutionem reservare, cum illi non sit prohibitum, ut dixi, et per accidens sit quod ratione censuræ non possit a tali peccato absolvi, nam hoc etiam sequitur ex censura per sententiam particularem.

## CAPUT XIX.

### QUIS POSSIT ABSOLVERE RELIGIOSOS A CULPIS RESERVATIS.

1. *Prima assertio, negans hanc potestatem extra religionem.—Quid de novitiis.*—Supposita jam reservatione superiori capite explicata, facile est definire quis possit religiosos absolvere a peccatis sic reservatis. Primo enim dicendum est, per se loquendo, et jure ordinario, a nemine posse absolvi extra suam religionem, præterquam a Summo Pontifice. Hoc patet, quia dictum est in cap. 16, a communibus etiam peccatis non posse extra religionem absolvi ; ergo a fortiori idem dicendum est de peccatis specialiter reservatis. Unde fit ampliandum esse etiam ad eos qui habent jurisdictionem delegatam a Papa, per generalia privilegia absolvendi a reservatis ; nam in illo cap. ostensum est hæc privilegia, sive sint concessa ex parte pœnitentium, sive ex parte confessorum, non extendi ad personas religiosorum ; ergo nec facultas in eis concessa extenditur ad peccata reservata in religionibus. An vero hæc ampliatio extendenda sit ad novitios, juxta superius d. cap. 17, a n. 11, definiendum est. Novitii enim gaudere possunt dictis privilegiis, et ideo absolvi poterunt per eorum facultates ; per communem autem jurisdictionem Episcoporum absolvi non possunt a reservatis, quia neque ab aliis possunt, ut diximus eod. cap. decimo septimo, numero decimo quarto.

2. *Quid de iter agentibus nonnulli resolvant.* — *Verior resolutio auctoris.* — Sed quid de religiosis iter agentibus ? Quidam aiunt non posse absolvi ab externis confessoribus ab

hujusmodi peccatis. Ratio est, quia per privilegium Sixti V, Innocentii VIII, et similia, solum eis conceditur ut possint confiteri sacerdotibus regularibus, vel secularibus, dum iter agunt; in hac autem facultate generali non comprehenduntur casus reservati, ut in jure declaratum est. Neque etiam illa facultas censetur concessa a Prælatis, nisi expresse et in specie declaretur, ob eamdem causam, quod casus specialis sub generali concessione non comprehenditur. Et hoc specialiter confirmat, quia nonnulli Pontifices prohibuerunt Mendicantibus Prælatis ne casus reservatos extra suos ordines committant, ut ex lib. Monumenta ordinum referunt Corduba in cap. 7, Regul. S. Francisci, quæst. 3, et Emmanuel Roder. tom. 1, quæst. 62, art. 5. Respondeo nihilominus nullam posse in hac re generalem regulam assignari, sed consulendam esse regulam, consuetudinem, vel peculiarem providentiam Prælatorum uniuscujusque religionis. Moraliter enim loquendo, necessarium est ut aliquo modo in hac parte subditis religiosis provideatur; nam si sint sacerdotes, quotidie possunt indigere confessione, quia debent frequenter celebrare; et per plures dies abstinere, et scandalosum esse potest, et eis nocivum, et nimis molestum. Si autem sacerdotes non sunt, etiam expedit ut sæpius communicent; essetque præter debitam religionis providentiam eos cogere, ut a communione abstineant usque ad reditum in monasterium; quamvis enim hæc posset esse justa pœna religiosi sic peccantis, esset tamen nimis rigorosa, et non admodum medicinalis, nisi ubi censura intervenit; præterquam quod periculosum esset cogere religiosum, qui fortasse ex fragilitate mortaliter peccavit, ut per multos dies sine sacramentali absolutione permaneat.

3. *Indultum Innocentii pro hac resolutione expenditur.* — Ob hanc ergo causam Innocentius VIII, ut dicti autores referunt ex Compendio Cisterciensi, verbo *Confessor*, § 15, concessit Prædicatoribus monachis, ut *extra monasterium ordinis existentes de licentia superiorum* cuicumque regulari, seu seculari sacerdoti, confiteri possint, et a quocumque casu, quomodocumque reservato, absolvi, sicut a confessariis ordinis. Quæ verbi mihi ambigua sunt, nam illa particula *de licentia superiorum*, potest cum antecedentibus et consequentibus conjungi, quia nulla virgula interponitur; reddet autem sensum valde diversum, si uno vel alio modo construatur; nam conjuncta præcedentibus, sensus est, religiosum, qui ex licentia superiorum extra monasterium existit, eo ipso posse absolvi, etc., ita ut illa verba addita sint ad excludendum fugitivos ab hujusmodi gratia, et ad significandum licentiam sic confitendi, vel ab ipso Pontifice eo ipso dari, vel intelligi inclusam in ipsa licentia peregrinandi. Si autem prædicta verba tantum subsequentibus conjungantur, sensus est, eos, qui extra monasterium existunt, posse de licentia suorum superiorum absolvi. Sed hic posterior sensus minus aptus videtur, tum quia hoc per se notum est; tum etiam quia idem dici posset de existentibus in monasterio. Prior ergo sensus videtur proprius et intentus. An vero illa concessio sit usu recepta in aliis religionibus, mihi non constat, neque existimo fuisse necessarium, tum quia non est omnibus directe facta, et aliæ non coguntur communicationem ejus admittere; tum etiam quia non continet præceptum, sed datur per modum privilegii cui renunciare potuit illa religio, cui directe concessum est. Et adhuc certius existimo non cogi Prælatos religionum illam facultatem absolute dare, sed eo modo quo expedire judicaverint. Quod et per se est rationi consentaneum, quia Pontifex non intendit relaxare disciplinam religiosam, sed tantum sufficienter providere necessitati religiosorum. Et ex ipsa concessione colligi potest, quatenus dicit ita posse absolvi, sicut possent *a confessariis ordinariis;* confessarii autem Ordinis non possunt absolvere a reservatis, nisi juxta modum a superiore præscriptum; ergo neque alii in prædicto casu.

4. *Prædicta auctoris resolutio solidius fundatur in usu, vel regula cujusque religionis.*— Propter hoc ergo censeo, magis esse attendendam regulam vel consuetudinem religionis, aut ordinationem Prælatorum, quam alia privilegia. In aliquibus ergo religionibus fortasse vel ex regula vel ex consuetudine constat, talem licentiam absolute et simpliciter censeri concessam, eo ipso quod Prælatus non prohibet nec limitat illam, et in talibus religionibus, eo ipso quod quis peregrinatur, peccata desinent esse reservata, quia perinde absolvi possent a quolibet confessore, ac cæteri. Quod difficile creditu est, quia non potest non esse in dispendium religionis: si enim reservatio adhibetur ut sit tanquam frænum ad non cadendum, quomodo auferenda omnino est, quando religiosus extra monasterium vagatur, cum tunc majori fræno et pluribus mediis

indigeat? Ob hanc ergo causam religiones aliquæ licentiam illam concedunt peregrinantibus cum onere comparendi postea coram suis Prælatis; sic enim utrique necessitati subveniunt, quia nec subditus cogitur diu carere absolutione, nec ei aufertur frænum reservationis, et alioquin modus ille dandi facultatem sub illo onere, sanctus est, et in Ecclesia usitatus, ut in tom. 4, disput. 30, sect. ult., late tractatum est, et ita servari dicitur in religione Carthusiæ et S. Hieron., et de Societate, ut infra tract. 10, lib. 8, cap. 5, dicetur.

5. *Quid ubi nec regula providit, nec de usu constat.*—Tandem, ubi nec per regulam satis declarata sit hæc facultas, vel modus ejus, nec de consuetudine satis constiterit, quia fortasse solet peti facultas a superiore, si contingat aliquem ex oblivione naturali discedere non petita facultate, credendum est implicite esse concessam a superiore in ipsa facultate peregrinandi, salvo rigore reservationis quoad fieri potest. Prior pars constat, tum quia, qui unum concedit, virtute concedit aliud quod moraliter necessarium est ad illud convenienter exercendum; tum etiam quia universalis consuetudo ita videtur interpretari voluntatem Prælatorum. Altera vero pars probatur, quia illa licentia non datur nisi propter necessitatem; ergo est explicanda juxta ea jura quæ in similibus casibus facultatem concedunt; quotiescumque autem hæc facultas in jure datur ratione occurrentis necessitatis, datur salvo onere reservationis, atque adeo sub obligatione comparendi; ergo hoc sensu interpretandum est, quoties superior aliud expresse non declarat. Imo, aliqui volunt in eo casu non dari ullam facultatem, sed ob inopiam confessoris, qui a reservatis absolvat, posse religiosum absolvi tunc directe ab aliis peccatis; reservata autem solum per accidens remitti, sicut oblita, et ideo manere integram obligationem illa confitendi superiori. Quod quidem non repugnat, ut infra in simili videbimus; est tamen rigorosius, et quod dixi videtur verisimilius. Nam quod alii aiunt, in eo casu neutro modo posse absolvi, sed posse ac debere celebrare aut communicare cum sola contritione, mihi verisimile non est, ut statim in simili dicam.

6. *Secunda assertio, excludens quoque religiosos non habentes licentiam Prælati.* — Secundo dicendum, religiosum non posse absolvi a casibus reservatis ab aliquo religioso, seu confessore suæ religionis, nisi de licentia Prælati specialiter ad hoc concessa. Probatur, quia hæc est vis reservationis; supponimus autem peccatum esse reservatum ipsi Prælato; ergo qui ab illo non habet jurisdictionem, non potest hanc absolutionem præstare; non datur autem talis jurisdictio per generalem facultatem audiendi confessiones religiosorum, ut ex regula juris sæpe citata constat; ergo necessaria est specialis facultas. Limitandum vero hoc est, nisi ex regula, vel ex usu jam constaret, talem facultatem esse annexam tali muneri confessoris. Verumtamen in eo casu peccatum non esset reservatum jam soli Prælato, sed ipsi, vel confessori domus. Sicut respectu novitiorum, si eorum magister habet ex officio talem facultatem, eorum peccata non tantum superiori, sed etiam magistro suo dicentur reservata, vel sub disjunctione, quamvis in hoc semper excedat Prælatus, quod possit sibi reservare, si velit. Et ideo posset esse quæstio de modo loquendi. Dicet fortasse aliquis, jam hoc esse debere jus ordinarium religionum, quia Summus Pontifex Clemens VIII ordinavit, ut superiores in singulis domibus deputent duos, vel tres confessarios, quibus etiam casus reservati committantur. Respondetur, imo hinc colligi, hujusmodi confessarios non habere hanc jurisdictionem ex vi sui muneris, imo nec debere illis committi habitualiter (ut sic dicam), sed solum pro re nata, quando occasio id postulaverit.

7 *Nota pro servientibus in religione.* — *Item pro novitiis.* —Sed, licet hoc verum sit communi jure, quæri potest an ex communi aliquo privilegio religionum possint regulares absolvi a quocumque Sacerdote vel confessore sui ordinis. Circa hoc nonnulla privilegia referuntur in Compendiis privilegiorum religionum, et in lib. Monumenta Ordinum, quæ in summa redegit Emmanuel Roder., q. 62, art. 6, ex quibus duos casus præcipue elicio. Unus est, in quo datur facultas religiosis Minoribus, ut possint semel eligere de eadem observantia confessorem, qui de omnibus peccatis reservatis et censuris possit illos absolvere, imo et dispensare in irregularitatibus, excepto homicidio, et mutilatione voluntaria. Quod privilegium, cum generale sit, complectitur omnia peccata, etiam in ipsa religione reservata; cumque ex parte personæ eligendæ nullam aliam conditionem requirat, nisi quod sit ejusdem ordinis, non videtur amplius restringenda, nec postulanda specialis licentia

Prælati. Sed nihilominus probabile existimo, confessorem sic eligendum debere esse ex approbatis vel expositis a Prælato religionis ad audiendas confessiones suorum subditorum, tum quia non sine causa dixit Pontifex: *Possit eligere confessorem de eadem observantia;* et non dixit, possit eligere *sacerdotem*, aut *presbyterum;* tum maxime quia privilegium debet, quoad fieri possit, secundum jus intelligi, quando ita potest suum effectum operari sufficienter, et magis ordinate, quod ita contingit in præsenti; nam privilegium hoc operatur dando bene amplam jurisdictionem; tamen ex parte personæ non excludit ordinarium jus religionum, quod requirit Prælati approbationem ad illud munus exercendum. Unde quatenus idem privilegium ibi extenditur etiam ad servientes et famulos, oportebit ut confessor eligendus, sit approbatus ab Episcopo, juxta Concilium Tridentinum. De novitiis autem ad quos etiam fit extensio, non idem judico, sed sufficere illis confessorem approbatum a religione; nam quoad hoc non ut seculares, sed ut regulares computandi sunt. Denique hoc privilegio uti possunt omnes religiosi, qui in privilegiis cum Mendicantibus communicant; unusquisque tamen servare debet modum in sua religione præscriptum, et a Pontificibus approbatum circa usum talium privilegiorum. Idem sentiendum est de quibusdam aliis privilegiis, et quasi jubilæis concessis aliquibus religionibus pro aliquibus anni festivitatibus, quæ refert dictus Emman., tom. 1, q. 62, art. 10.

8. *Alter casus in articulo mortis.*—Alius casus est, quo similis facultas conceditur, pro articulo mortis, quæ in quodam Privilegio Sixti IV cum his exaggerationibus conceditur: *Quicumque confessor quemlibet religiosum Mendicantium, vel eorum qui gaudent illorum privilegiis, ab omnibus casibus, nullo excepto, cum omnimoda auctoritate, ac si in illo actu esset Summus Pontifex, absolvere potest; et eadem auctoritate ei indulgentiam plenariam concedere.* In quo primum notari potest particula *quicumque confessor*, quam intelligo de confessore qui hoc munere fungi poterat in illo articulo ante hoc privilegium; et ideo fortasse non dixit, *quicumque presbyter*, vel *sacerdos;* nam, licet in casu necessitatis quilibet sacerdos possit esse confessor in articulo, et tunc consequenter possit uti hac facultate circa religiosos, tamen, seclusa necessitate, non quilibet sacerdos, sed solus proprius, vel delegatus ejus, potest esse confessor, etiam in illo articulo; hoc autem privilegium non facit confessorem eum, qui non erat, sed auget facultatem legitimi confessoris. Et ob hanc causam existimo non posse religiosum virtute hujus privilegii confiteri in articulo mortis cuicumque simplici sacerdoti, omisso legitimo confessore, si adsit, et velit suum munus juste exequi. Item, licet ex vi eorum verborum non fiat determinatio ad confessores ejusdem ordinis, nihilominus ex alio capite existimo, quando adest proprius confessor, non posse eligi presbyterum alterius ordinis, quia non est confessor respectu talis personæ; prædicta autem verba videntur respective et proprie intelligi, quia ibi, ut dixi, non datur facultas ad eligendum quemcumque sacerdotem in confessorem, sed augetur potestas cujuscumque legitimi confessoris talis personæ. Et confirmatur hæc expositio, quia ibi solum intenditur favor articuli mortis quantum ad plenam remissionem, qui potest obtineri non immutando debitum ordinem, nec jus alterius auferendo; ergo ita explicandus est.

9. *Secunda observatio.* — Secundo est notanda illa particula, *quemlibet religiosum ;* nam ex vi illius constat non extendi ad familiares, vel servientes. De novitiis autem dubitari posset, quia religiosi non sunt; tamen in re adeo favorabili potest nomen religiosi ad novitium extendi: item quia in eodem privilegio, sub his verbis, *Omnibus Prædicatorum, et Minorum ordinum Professoribus*, novitii manifeste continentur; nam inferius dicitur, ut consequantur indulgentiam etiamsi ante professionem moriantur; ergo eadem ratione possunt comprehendi sub nomine religiosorum. Erit autem hoc certius, si in religione sit generale aliquod privilegium concedens, ut novitii frui possint hujusmodi gratiis et favoribus. Idemque dubium locum habet in donatis, qui tria vota substantialia non emittunt, et ideo proprie religiosi non sunt. Et quia neque ad illa vota emittenda, vel professionem faciendam tendunt, ideo adhuc minus proprie religiosi sunt, quam novitii; et ideo securius est pro his personis uti aliis privilegiis continentibus similem gratiam pro articulo mortis, et expresse extensionem faciunt ad hujusmodi personas, ut refertur in Compendio D. Hieronymi, § 6, cum quibusdam limitationibus et conditionibus quæ ibi explicantur.

10. *Tertia observatio, et quorumdam placitum circa illam.* — Præterea advertere oportet, in prioribus privilegiis simpliciter concedi

hanc gratiam pro articulo mortis. Unde inferunt aliqui, quod ex vi illorum si quis absolvatur in vero periculo (quod sub articulo comprehenditur, ut tom. 4, disp. 26, sect. 4, et disp. 21, de Fide, sect. 4, num. 23, diximus), et postea non moriatur, non potest iterum per illud privilegium absolvi ; quia talis facultas jam habuit suum effectum, et ita per primum usum expiravit, ut generaliter de similibus facultatibus tenet Navar., in Summa, cap. 26, num. 31, dicens esse juxta mentem omnium ; solumque id confirmat argumento l. *Boves*, ff. de Verb. signific., ibi : *Hoc sermone dum nupta erit, primæ nuptiæ significantur.* Et confirmari potest, nam ob hanc causam quando Papa vult majus privilegium concedere, addit : *Quod si de illo reputato tunc mortis articulo, aut infirmitate, in qua eorum quilibet constitutus fuerit, non discesserit, semper indulgentia prædicta intelligatur reservari ad verum mortis articulum.* Quæ verba adduntur in privilegiis concessis ab Eugenio IV, et a Nicolao V, relatis in dicto compendio S. Hieronymi, § 6 et 7 ; ergo signum est, ubi hæc extensio non additur, finiri facultatem per primum usum. Et hanc sententiam videtur sequi Cordub., lib. 5 de Indulgentiis, quæst. 29, in fine.

11. *Auctoris decisio quoad concessionem indulgentiæ in articulo mortis.* — Sed in his privilegiis oportet duo distinguere, scilicet, absolutionem a reservatis, de qua nunc præcipue agimus, et indulgentiam plenariam. Quantum ergo attinet ad indulgentiam, Navarri opinio frequentius recepta est, ut intelligi potest ex Sylvestro, verb. *Indulgentia*, num. 25, et Anton., 3 part., tit. 10, c. 3, § 4 et 5. Nihilominus probabilius censeo semper reservari in verum articulum mortis ex conjecturata mente Pontificis, nam revera intentio ejus est concedere hanc gratiam, ut, quantum in se est, habeat efficaciam perducendi hominem immediate ad gloriam, ita ut illi non sit necessaria purgatio post hanc vitam. Item, quia hæc etiam est intentio postulantis hoc privilegium, quia tota mens ejus fertur ad veram mortem ; nam vera necessitas hujus gratiæ in illo vero articulo existit. Unde ubi hoc expresse ponitur, fieri censeo ad majorem declarationem, et ad tollenda dubia ; tamen, considerata materia, etiam sine tali declaratione, videtur ex re ipsa satis constare de mente Pontificis.

12. *Duplex modus differendi indulgentiam usque ad articulum mortis.* — Hæc autem suspensio usque ad verum articulum, dupliciter potest intelligi : primo, ut indulgentia nunquam habeat effectum, donec vera mors sequatur, et ideo, illa non secuta, reservetur. Secundo, ut indulgentia statim operetur, et nihilominus si mors non sequatur, iterum atque iterum in simili articulo concedi possit cum effectu, donec vera mors sequatur. Et licet prior modus sit probabilis, tamen posterior est magis pius, et veritati magis consentaneus. Primo, quia beneficium principis ample interpretandum est, quando ipse non limitat illud ; hic autem non limitat, quia non dicit *semel in articulo mortis*, tunc enim fortasse statim fieret effectus, propter rationem quam statim faciemus, et expiraret gratia, propter illam restrictionem *semel*, quæ in præsenti non additur, sed est concessio indefinita pro articulo mortis ; ergo ample intelligendum est hoc beneficium pro quovis articulo. Et confirmatur, quia in hujusmodi rebus indefinita æquivalet universali. Secundo, quia Pontifex absolute dat confessori facultatem concedendi illam indulgentiam in articulo mortis ; ergo etiam confessor utens illa absolute, absolvit plenarie, et non sub aliqua conditione ; ergo absolutio non manet suspensa, quasi expectans adventum mortis ; nec debemus recurrere ad præscientiam Dei, quia hi effectus morales fiunt juxta virtutem et intentionem agentis, independenter ab extrinseca scientia ; ergo in illa absolutio statim operatur ; ergo reservatur in verum articulum mortis nova absolutio. Tertio, potest ita explicari, quia per talem indulgentiam vult concedere Pontifex plenariam remissionem totius vitæ usque ad articulum mortis ; quia tamen de vero articulo mortis homini constare non potest, ideo consequenter ac necessario vult ut talis absolutio instanti periculo, et quando moraliter timetur mors, concedatur ; et quia non vult absolutionem, quæ debet esse actus legitimus, esse conditionatam, ideo statim habet effectum. Si autem postea mors non sequitur, effectus ille non est adæquatus gratiæ, seu facultati, quia non est de reatibus totius vitæ usque ad veram mortem ; ergo semper superest facultas absolvendi in vero articulo mortis a reatibus qui superfuerint ; ergo semper reservatur indulgentia aliqua ad verum articulum mortis. Atque ita sentit Gerson, 2 part., tract. de Absolutione sacramentali, § *Quæris ulterius*, Alph. 33, lit. K, et quoad hanc partem idem sequitur Corduba supra.

13. *Decisio quoad absolutionem a reservatis in*

*eodem articulo.* — Hinc vero colligo idem a fortiori dicendum esse de potestate absolvendi a peccatis reservatis pro articulo mortis simpliciter concessa; nam sine dubio per illam potest quis absolvi in gravi et morali periculo mortis, quia non potest humano et rationabili modo aliter dari, vel plus differri absolutio. De qua multo certius est statim operari, quia sacramentalis absolutio suspendi non potest, nec conditionem de futuro recipere. Si autem mors non sequatur, dari poterit similis absolutio in quocumque simili eventu, usque ad verum articulum mortis. Primo quidem ratione indulgentiæ plenariæ, quando illa conjungitur, ut in Indultis, de quibus agimus; nam eodem sensu conceditur potestas absolvendi a reservatis, quo indulgentia plenaria pro articulo mortis, ut ex eodem contextu patet. Imo illa potestas absolvendi ordinatur ad indulgentiam plenariam obtinendam, ut in jubilæis, et per bullam Cruciatæ fieri solet; ergo quamdiu homo manet capax talis indulgentiæ, manet etiam capax absolutionis, quæ est dispositio ad illam; nam qui dat formam, dat consequentia ad formam. Secundo, etiamsi Indultum non haberet adjunctam indulgentiam plenariam, sed tantum daret potestatem absolvendi a reservatis in articulo mortis, non extingueretur illa potestas per primum actum, sed semper maneret sufficiens ad absolvendum in vero articulo mortis, propter easdem rationes in priori puncto factas, quia revera finis intentus a Pontifice per hanc facutatem, est efficax auxilium pro ipsa morte, et quia, illa non secuta, nondum habet illa facultas plenum usum. Et revera hoc potius opinatur Corduba, imo ex hoc exemplo confirmat illud de indulgentiis: *Sicut aliæ concessiones* (inquit) *factæ pro articulo mortis, ut ad absolvendum a peccatis et censuris in articulo mortis, ad celebrandum domi suæ, et communicandum in articulo mortis, intelliguntur toties, quoties talis articulus occurrit, ut patet* (ait) *ex practicata consuetudine.* In fine autem illius §, solum dicit, licentiam absolvendi a reservatis expirare per primum actum, nisi aliud constet de mente concedentis. Nos autem dicimus id satis constare de mente concedentis, et priorem actum non fuisse adæquatum tali facultati.

14. Sed quæret tandem aliquis quæ sit utilitas hujus Induti de reservatis pro articulo mortis, seclusa plenaria indulgentia; quia in mortis articulo nulla est peccatorum reservatio, ut Concilium Tridentinum, sess. 14, dicit; ergo illa facultas nec necessaria tunc est, nec utilis. Respondetur, duo per hanc facultatem concedi. Unum est, ut confessor ordinarius, qui alias non posset in illo articulo a reservatis absolvere, cum adsit Prælatus qui absolvere possit, valeat absolutionem a peccatis reservatis impendere. Quamvis enim in articulo mortis, si necessitas urgeat, nulla sit reservatio culparum, nihilominus non excluditur ab illo articulo debitus ordo, ut nimirum ab illo petatur absolutio, qui per se habet jurisdictionem, quia solus mortis articulus non dat aliis jurisdictionem, sed solum in defectu habentis illam, ideoque quando adest superior, ad quem per se spectat reservatorum absolutio, non potest inferior sacerdos, vel ordinarius confessor absolvere a reservatis per solum commune jus. Addito autem hoc privilegio, potest quilibet confessor absolvere, prætermisso Prælato, et absque alia facultate ejus, quia Pontifex dat illi jurisdictionem.

15. Secunda utilitas hujus privilegii est, quia ex vi illius absolvitur religiosus simpliciter, et sine ullo onere comparendi. Nam, licet omnia peccata in articulo mortis a quolibet sacerdote absolvi possint, tamen interdum si habeant censuram reservatam annexam, ratione illius relinquitur onus comparendi, quando absolutio datur ab eo a quo alias dari non posset, ut alibi tractatum est. Quando autem absolutio datur ex vi hujus privilegii, nullum relinquitur onus comparendi, sed tantum satisfaciendi. Non omittam autem advertere, in quodam privilegio relato a citatis auctoribus, et in dicto Compendio S. Hieronymi, haberi hæc verba: *Cum aliquis fratrum incurrerit in dementiam, letargiam, vel amiserit expressionem loquelæ antequam absolvatur, vel quia non fuit copia confessoris, in tali casu, vel simili, absolvere eum possit in periculo mortis, et remissionem plenariam auctoritate Apostolica impendere quilibet presbyter secularis, aut regularis.* Oportet enim hæc verba sapienter intelligere; nam si in illis sit sermo de absolutione sacramentali, necessarium est ut aliqua confessio fieri potuerit, saltem per generalia signa confessionis in ordine ad absolutionem postulatam. Si autem confessio nullo modo præcedere potuit, non est danda absolutio sacramentalis, nec privilegium potuit talem facultatem concedere; absolutio vero seu remissio indulgentiæ plenariæ dari potest in eo casu virtute illius privilegii, quia hæc non est sacramentalis, nec requirit necessario præcedentem confes-

sionem, sed solam gratiæ dispositionem. quæ præsumitur quamdiu oppositum non constat.

16. Tertio dicendum est, Prælatum religionis jure suo posse subditos absolvere a peccatis in religione reservatis, vel alteri eam jurisdictionem committere. Hæc assertio quoad priorem partem est per se nota, quia cum peccatum reservatur superiori, apud illum manet jurisdictio ad absolvendum a peccatis hujusmodi. Est autem hoc respective intelligendum de superiore non tantum reservante, sed etiam cui fit reservatio : quamvis enim Generalis vel Provincialis solus, vel cum Capitulo sibi proportionato, juxta morem religionis, reservet peccatum, non tamen semper sibi reservat, sed conventuali Prælato ; de illo ergo dicimus posse jure suo absolvere, et a fortiori omnem superiorem Prælatum. Sed quid si peccatum reservetur soli Generali, vel Provinciali? Respondeo, tunc non posse conventualem Prælatum jure suo absolvere ; sicut non potest Parochus absolvere jure suo a peccatis reservatis Episcopo. Ad providentiam aut Provincialis, vel Generalis pertinet providere modum quo possint subditi absolvi a talibus peccatis in absentia sua, quia cum hæc sit frequens et diuturna, et confessio cum absolutione non possit fieri per litteras, injustum esset cogere subditos tanto tempore confessione privari, vel cogere illos ut vel diminute confiteantur, tacendo peccata reservata, quia ab eis absolvi non possint, vel licet integre confiteantur, ut ab eis absolvi non possint, nisi per accidens, sicut a peccatis oblitis. Imo, licet peccatum habeat annexam excommunicationem reservatam Provinciali, cujus absolutio per litteras potest impetrari, qua impetrata, tollitur reservatio culpæ, nihilominus molestissimum esset subditis gravamen expectandi absolutionem censuræ per litteras a Provinciali, tum propter moram, tum propter periculum reservationis ; et ideo semper esse debet præsens qui possit absolvere, vel simpliciter, vel saltem sub onere comparendi tempore commodo.

17. Altera pars etiam est certa, quia in Prælato jurisdictio circa hæc peccata est ordinaria, convenit enim illi ex vi sui muneris ; ergo potest illam delegare. Dices : quando reservatio fit a Capitulo vel Prælato superiore, tunc inferior Prælatus solum ex commissione superioris reservantis habet jurisdictionem circa talia peccata ; ergo est jurisdictio delegata ; ergo non potest illam alteri committere. Respondetur negando antecedens, si de nova aut de speciali commissione intelligatur : nam reservare peccatum conventuali Prælato, non est novam jurisdictionem illi committere, sed est non auferre, quæ convenit illi ratione muneris ; quod si hæc vocetur commissio, non est delegatio, sed traditio ordinariæ jurisdictionis. Occurrit autem hic mihi peculiare dubium, si peccatum sit reservatum Provinciali vel Generali, et ipse designet aliquem, qui in absentia sua absolvat, an ille possit vices suas alteri committere. Respondeo tamen non posse, quia revera ille tantum est delegatus. Unde idem dicam in illo casu de ipsomet Prælato locali, etiamsi illi facta sit commissio a Provinciali vel Generali, quia tunc etiam est pure delegatus, quia illa commissio non est ex proprio munere, neque a jure, sed ab homine ; ut si Episcopus committat Parocho peccata sibi reservata, non potest illam jurisdictionem alteri subdelegare.

18. Dices : ergo cogitur subditus tunc confiteri Prælato proximo, vel uni confessori, cui facta est commissio, nec potest ab eis obtinere facultatem confitendi alteri, quod esset valde molestum, et sæpe etiam nocivum. Ponamus deinde Provincialem lapsum esse in peccatum, quod respectu illius est reservatum Generali ; cogetur ergo illud confiteri soli confessori sibi designato a Generali, nec poterit obtinere facultatem confitendi alii, nisi ad Generalem recurrendo, et ita esset ipse pejoris conditionis quam cæteri. Respondeo ad priorem difficultatem, illud non esse inconveniens, in rigore loquendo, quia satis est quod Provincialis uni committat vices suas, qui ad illud opus quasi permanenter expositus sit, et sit quasi pœnitentiarius ejus; quod si aliquis subditus illo contentus non fuerit, recurrere poterit ad Provincialem, medio alio sacerdote, nomine pœnitentis tacito, petente facultatem ; quod si passus fuerit moram, sibi imputet, cum ad pœnitentiarium expositum nolit recurrere. Suavius tamen faciet Provincialis, committendo talem facultatem cum potestate subdelegata, vel duobus aut tribus illam committendo, si commode fieri potest.

19. Atque idem fere dici potest ad alteram partem, quamvis in eo casu sit specialis difficultas, eo quod recursus ad Generalem et difficilior est, et tardior, et præterea, quia Provincialis vix aut nullo modo potest petere novam facultatem, tacito suo nomine. Et ideo in designando confessore Provinciali cum tali

facultate, videtur magis necessarium ut habeat illam cum potestate delegandi, vel certe ut illam habeat tanquam ordinarius minister respectu talis personæ. Utcumque tamen id fiat, non potest vitare Provincialis quin ab eo petat facultatem confitendi alteri, et sive illam per se, sive per alium petat, excusari non potest quin confessori innotescat persona, pro qua facultas postulatur; quia non habet alium pœnitentem pro quo possit postulari. Sed hoc non est inconveniens, est enim tanquam onus illius muneris quod tolerandum est, nam et est necessarium ad debitum ordinem, quia etiam Prælatus, cum sit homo, indiget fræno reservationis, et non potest alio convenienti modo illi provideri de ministro, qui eum possit absolvere, eo quod superiorem distantem habeat. Et aliunde, sicut ratione muneris, et donorum quæ ad illud supponuntur, tenetur liberior esse hujusmodi culpis, mirum non est, si in illas inciderit, quod majus etiam sentiat onus et gravamen.

20. Occurrit tamen statim quæstio, an superior non solum possit, sed etiam teneatur delegare hanc facultatem quando subditus id postulet. Sed hanc quæstionem tractavi sufficienter in 4 tom., disp. 30, sect. 4; et in 5 explicavi modum concedendi illam; quæ hoc loco repetere necesse non est. Sed propter quosdam, qui nimiam licentiam in hoc negotio subditis concedunt, addendum hic occurrit vulgare dubium, si Prælatus neget hanc licentiam subdito petenti illam per se, vel per alium, an eo ipso possit subditus alteri confiteri, et ab illo absolvi a peccatis reservatis. Non enim defuerunt qui id affirmarent; quia tunc subditus vim patitur a Prælato; ergo eo ipso habet jus confitendi alteri. Antecedens patet, quia Prælatus graviter peccat negando hujusmodi facultatem, contra suum munus, et contra præceptum Pii V, in quodam Motu proprio anni 1571, Prædicatoribus concesso, in quo declarat eos non posse per Bullam Cruciatæ eligere confessorem sine licentia Prælatorum. Et subdit: *Eisdem tamen Prælatis in usu hujusmodi potestatis, seu cum subditis, benignos et faciles se exhibeant, præcipimus.* Consequentia autem probatur, quia, eo ipso quod inferior Prælatus injuste negat dictam facultatem, præsumitur superior Prælatus, vel ipse Papa concedere illam, ne subditus perplexus et sine remedio maneat.

21. Sed nihilominus sententiam hanc falsam esse existimo, quia nullo jure fundatur, nec auctores antiqui illam docent, nec talis consuetudo est inter timoratos viros, nec denique ratio ulla illi suffragatur. Nam in hoc sacramento non sufficit ratihabitio de futuro, nec voluntas præsumpta, si non sit de aliqua voluntate, quam revera habeat vel habuerit Prælatus, et præsumptio fundetur in aliquibus sufficientibus signis talis voluntatis; in præsenti autem nulla sunt talia signa, neque ulla verisimilitudo, quod superior habeat vel habuerit talem voluntatem. Imo, si prudenter res consideretur, existimo nec ratihabitionem de futuro hic intervenire, quia potius Prælati superiores præsumendi sunt gravate ferre hujusmodi subditorum libertatem, quia licet alicui fortasse interdum posset esse utilis, sæpius esset in ruinam, et in dispendium religionis. Denique illa sententia, intellecta de absolutione directa a reservatis, parum consentanea est doctrinæ Concilii Tridentini, sess. 14, c. 7; quomodo autem possit sano modo explicari, statim dicam. Videantur quæ generatim de hac facultate petita, et non obtenta, dixi in 4 tomo, disp. 17, sect. 4.

22. Sed quæret aliquis, quid faciet pœnitens cui hæc facultas negatur, et necessitatem habet celebrandi vel communicandi, ita ut si omittat, scandalum vel infamia sequatur. Quidam dicunt, habita contritione, vel probabili existimatione ejus, posse communicare, non præmissa confessione, tanquam is qui non habet copiam confessoris. Sed circa hoc est imprimis advertendum, non quodcumque peccatum Prælati in deneganda facultate sufficere, ut statim concedamus subdito hanc, vel similem licentiam. Potest enim hoc peccatum consistere, vel solum in nimio rigore, et in periculo in quo constituit subditum, vel male confitendi, vel concipiendi aversionem et quasi odium confessionis; vel potest esse peccatum in hoc quod superior intendit abuti notitia confessionis, ita ut subditus inde probabiliter timeat aliquod grave damnum, vel fractionem sigilli. Quando peccatum est tantum primi generis, illud non est satis ut subditus deobligetur ab observatione divinorum præceptorum, quando vincendo difficultatem, et sustinendo rigorem nimium superioris, nullum probabile incommodum, neque injuriam sacramenti timet, licet superiori confiteatur, sed solum ruborem, verecundiam, et similes difficultates, quæ, moraliter loquendo, non sufficiunt ad excusandum a divino præcepto. Si ergo

in eo casu communicare vult, confiteatur integre cui potest, quia habet divinam obligationem, et nullam sufficientem excusationem.

23. Quando autem peccatum est posterioris rationis, habet sine dubio subditus sufficientem excusationem, ut constat ex materia de Pœnitentia. Potest ergo tunc communicare, licet superiori non confiteatur. Addo vero, etiam posse confiteri alteri ordinario confessori, et ab eo posse absolvi, quamvis absolutio solum cadat directe in peccata non reservata, et alia tollantur solum indirecte, sicut oblita. Imo vero non solum existimo hoc posse fieri, sed etiam esse convenientius, et omnino faciendum, si quis habeat conscientiam alterius peccati mortalis non reservati; quia ille est dispositus ad confessionem, et ad effectum absolutionis, quantum est ex se, ut supponimus, et alioquin confitetur quantum potest, et quomodo potest; et quod licite id facit, cum sit in necessitate communicandi; quæ est sufficiens ut debeat sic confiteri, tum ut impleat præceptum divinum, tum ut fiat ex attrito contritus, si fortasse non pervenit ad veram contritionem. Confessor autem potest et debet tunc absolutionem præstare, si sibi constet pœnitentem habere justam excusationem non confitendi superiori, quia pœnitens est dispositus, et integre confitetur quantum potest, et est in sufficienti necessitate absolutionis. Neque est quod confessor de jurisdictione dubitet, quia tunc non utitur jurisdictione præsumpta (in quo differt hæc sententia a præcedenti), sed utitur jurisdictione certa, quam habere debet circa alia peccata confessa, quæ sufficit ad conficiendum sacramentum, quo indirecte tollantur peccata reservata, etiamsi in illa nulla sit jurisdictio. Per hoc autem remedium subvenitur necessitati pœnitentis, et servatur reverentia debita sacramento Eucharistiæ, et non minuitur rigor reservationis, nam semper manet eadem obligatio confitendi directe illa peccata superiori, vel ei qui ab illo jurisdictionem habuerit; in quo maxime differt hic modus dicendi a præcedenti in n. 20, nam juxta illum, consecuta semel absolutione, non oporteret illa peccata iterum confiteri superiori, quia remissa fuisse dicuntur per jurisdictionem ipso jure, vel tacite datam a majori Prælato; imo etiam fit ut pœnitens maneat liber ab omni onere comparendi, quia sicut præsumitur jurisdictio data, ita præsumetur absolute et simpliciter data; maxime ubi peccatum non habet annexam censuram reservatam, quod sine dubio maximum inconveniens est. Et ideo illa jurisdictio præsumpta, ut dixi, nullo modo est admittenda; absolutio autem directa juxta mensuram propriæ jurisdictionis, cum remissione indirecta eorum peccatorum, in multis casibus necessario admittenda est, ut ex propria materia constat; unus ergo illorum est hic, de quo agimus, et alium similem in sequenti videbimus.

## CAPUT XX.

### AN PRÆLATI REGULARES POSSINT ABSOLVERE SUOS SUBDITOS A CENSURIS.

1. Hactenus de peccatorum absolutione dictum est, jam de absolutione censurarum agendum, quæ possunt etiam distingui in censuras ipsiusmet religionis, et ab extrinseco provenientes; item in censuras a jure vel ab homine; item in reservatas et non reservatas. Deinde potestas absolvendi ab illis esse potest vel ex jure communi, vel ex jure et privilegiis regularibus. Primo ergo dicendum est, Prælatum religionis jure communi posse absolvere ab omnibus censuris non reservatis, et ipso jure latis, sive sit jus commune, sive proprium religionis. Probatur ex cap. *Nuper*, de Sentent. excom., ubi quilibet proprius sacerdos dicitur habere hanc potestatem; quia ubi conditor juris absolutionem non reservat, concessisse videtur, ut ibidem dicitur. Quæ regula in omni jure, tam communi, quam regulari, eadem ratione locum habet; Prælatus autem religionis est proprius sacerdos suorum subditorum, ut per se constat; ergo. Ex quo infero, etiam ordinarium confessorem conventus, vel quemcumque alium approbatum ab ipso Prælato ad audiendas confessiones subditorum, cum jurisdictione absolvendi a mortalibus non reservatis, posse etiam absolvere a quibuscumque censuris non reservatis per talia peccata contractis; nam juxta probabiliorem sententiam, quam in tom. 5 approbavimus, decisio cap. *Nuper* extenditur ad quemlibet sacerdotem habentem jurisdictionem ad absolvendum a peccatis mortalibus, ratione quorum censetur consequenter concessa potestas absolvendi ab hujusmodi censuris; nam, qui delegat potestatem ad aliquid, censetur concedere potestatem ad omnia necessaria ad talem finem, ut est vulgatum in jure. Et confirma-

tur, quia aliqua est constituenda differentia inter excommunicationem reservatam vel non reservatam Prælato; nulla autem esset, si confessor ordinarius non posset absolvere ab excommunicatione non reservata. Hic autem oriebatur dubium de censuris juris communis peculiariter commissis Episcopis, de quo infra dicemus.

2. Secundo dicendum est, Prælatum religionis jure ordinario posse absolvere subditum ab omni censura lata ab homine, tam per sententiam generalem, quam per particularem, nisi sit lata a superiore Prælato suo. Probatur assertio, quia censura ab homine, ab eodem tolli potest a quo fuit posita, vel ab ejus superiore; sed religiosus non potest ab alio homine excommunicari nisi a Prælato suo; ergo ab eodem potest et debet absolvi. Habet ergo Prælatus jure ordinario hanc potestatem, quæ, si consideretur in Prælato superiore, extendetur ad omnes censuras latas ab inferioribus Prælatis sibi subjectis. Atque hinc facile probatur exceptio: nam inferior non potest superioris sententiam revocare.

3. Potest autem quæri an illa exceptio intelligenda sit tam de sententia generali, quam de particulari. Breviter tamen respondeo quod, licet in rigore juris utrique adhibenda videatur, nihilominus ex usu et pia interpretatione, generalis sententia in hoc æquiparatur juri, ita ut, si censuram sic latam Prælatus sibi expresse non reservet, eo ipso illam ordinariis Prælatis vel confessariis reservare censeatur, juxta regulam dicti cap. *Nuper*. Solum ergo in sententiis specialibus illam limitationem intelligit. Ex dictis autem constat, nomine Prælati in præsenti comprehendi Summum Pontificem, qui generali et speciali titulo est supremus Prælatus religiosorum, et ideo ipse potest absolvere quoscumque religiosos a quibuscumque censuris latis a quibuscumque aliis Prælatis; alii vero non possunt absolvere a latis ab ipso, nisi quatenus ab eo conceditur, vel expresse, vel per generalem regulam cap. *Nuper*.

4. *An de censuris ab Episcopis latis procedat assertio.*—Peculiarem vero difficultatem habet quid dicendum sit de excommunicatione religiosi lata ab Episcopo in casibus in quibus eam in religiosos ferre potest, etiamsi exempti sint; nam de sibi subjectis nulla est quæstio, quia cum ipse sit ordinarius Prælatus talium religiosorum, regula posita in eo locum habet. Potest autem interdum Episcopus aliquid præcipere religiosis sub pœna excommunicationis, ut quod ad processionem vocati accedant, juxta Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 13, de Regul., et in aliis casibus illis commissis in eadem sessione, variis decretis de Regularibus, et sess. 5, cap. 1, de Reformat., et aliis locis similibus. Tunc ergo, cum certum sit ipsummet Episcopum posse absolvere, et a fortiori Pontificem, de Prælatis religionis dubium est, nam cum non sint subditi Episcopis, non videntur comprehendi sub exceptione posita; poterunt ergo absolvere subditos ab his censuris. Respondeo nihilominus non posse, quia in eo actu revera sunt Episcopi superiores Prælati respectu Prælatorum religionis; nam vel Episcopi in eo actu procedunt ut delegati Sedis Apostolicæ, ut sæpe in dicto Concilio dicitur, et tunc constat non solum esse superiores, sed quodammodo supremos, quia utuntur jurisdictione Pontificia sibi delegata; vel se gerunt ut propria jurisdictione utentes, ablata exemptione, quantum ad talem casum; et sic etiam sunt superiores, quia omnes Prælati religionum jure ordinario essent subditi Episcopis, nisi essent exempti; ergo pro illis casibus, in quibus exempti non sunt, manent inferiores Episcopis; ergo non possunt absolvere a censura lata ab Episcopo in aliquo tali casu per sententiam particularem, nam de generali aliud est, ut diximus.

5. *Privilegium eximens religiosos a censuris, nisi nominentur.*—In quo tamen obiter notandum est privilegium concessum a Nicolao IV, quod his verbis refertur in Compendio Societatis, verb. *Excommunicatio*, § 3: *Nicolaus IV noluit fratres ligari aliqua sententia excommunicationis, suspensionis et interdicti, hominis, nisi nominatim fieret mentio, nec sufficeret, si diceret in sententia generali, ut perinde valeant, ac si essent nominati expresse.* Quod privilegium si intelligatur de expressa nominatione singularam personarum regularium, est satis magnum; si autem intelligatur solum de expressa nominatione talis vel talis religionis, vel monasterii, et omnium religiosorum ejus, minorem continet gratiam, sufficientem tamen ad explicationem privilegii, si alia verba non repugnant. Videtur prior sensus magis consentaneus verbis, quia proprie non dicitur fieri mentio nominatim aliquorum quando sub generali appellatione talium religiosorum comprehenduntur; præsertim quia ibi dicitur, *non sufficere, si dicatur in sententia generali, ut perinde valeant ac si essent nominati expresse.* Quod credibile non est

positum esse propter nominationem religionis aut monasterii, quæ facillimo negotio fieri potest expresse; positum ergo est propter expressam nominationem personalem. Ita ergo videtur hic favor intelligendus, ampliandus, et valde notandus.

6. Dico tertio: a censuris latis et reservatis jure religionis, eodem jure absolvere potest Prælatus, ad quem reservatio facta est, et a fortiori Prælatus superior, et consequenter delegati ab ipsis. Hæc omnia constant ex communi doctrina de censuris, et ex dictis in præcedenti capite de solutione a culpis reservatis; nam quoad hoc eadem est ratio et proportio. Solum quæri potest, si reservatio censuræ fiat Prælato absolute, et absque addito determinante, quis veniet sub illa appellatione, et præsertim an Prælatus, etiam localis, possit absolvere. Respondetur affirmando; nam sub illa voce, absolute prolata, quilibet Prælatus comprehenditur, et indefinita locutio in his rebus universali æquivalet. Item, quia Præpositus conventualis est vere Prælatus, et participat suo modo jurisdictionem Episcopalem, ut supra cap. 2, a num. 9, dixi.

7. Circa delegationem autem occurrit illa vulgaris interrogatio, si superior committat potestatem absolvendi subditum a censuris, an censeatur commissa ad absolvendum a censuris reservatis. Videtur enim negative respondendum, juxta regulam textus in cap. 2, de Pœnit. et remiss., in 6. In contrarium autem est, quia per illam facultatem plus videtur concedi quam per facultatem absolvendi a peccatis mortalibus non reservatis; sed per hanc conceditur consequenter potestas absolvendi a censuris non reservatis, ut num. 1 diximus; ergo ut illa facultas aliquid operetur, oportet ut extendatur ad censuras reservatas. Respondetur nihilominus, si aliunde non colligatur hanc fuisse mentem concedentis, non esse facile extensionem illam admittendam, propter citatam regulam, et quia potest illa expressa et directa concessio fieri ad tollendam omnem dubitationem vel opinionem; nam in jurisdictione delegata non est certum, eum, qui potest absolvere a mortalibus, posse etiam absolvere ab excommunicatione majori non reservata, licet sit probabile; item potest operari illa facultas, ut absolutio a censura per se detur sine ordine ad absolutionem sacramentalem. Hoc autem procedit quando in religione sunt quædam censuræ reservatæ, et aliæ non reservatæ; nam si tantum essent reservatæ, necessario venirent sub generali appellatione, quia in tali religione non sunt aliæ; et ideo ex materia ipsa fit sufficiens determinatio.

8. Dico quarto: Prælatus religionis, partim jure communi, partim ex privilegio, potest absolvere subditos a censuris reservatis Papæ quæ in jure commissæ sunt Episcopis. Non agimus de censuris quas ipsi Episcopi sibi reservant, quia illæ non ligant religiosos exemptos, de quibus agimus; censuræ autem Papales ligant illos, si alioquin ad illos vel speciatim, vel generatim dirigantur; et consequenter etiam reservatio Papalis ex se vim habet respectu illorum; ideoque nisi ab ipso Papa detur aliquo modo jurisdictio, non poterunt ab illis absolvi. Solet autem in jure committi Episcopo in aliquibus casibus absolutio a censura Papæ reservata: quod dupliciter contingit, scilicet, vel simpliciter ex generali ratione Episcopalis jurisdictionis, vel ex peculiari commissione, et præsertim si addatur, *ut legato Pontificis*. Priori modo committitur ei absolutio ab excommunicatione can. *Si quis suadente*, ut in cap. *Pervenit*, cum similibus, de Sent. excom., et in Concilio Lateranensi, sub Alexandro III, p. 14. In his ergo casibus et similibus, absolvere possunt Prælati religionum suos subditos jure ordinario. Probatur, quia habent in illos jurisdictionem Episcopalem, et præsertim in his rebus quæ ad spiritualem salutem et medicinam pertinent, ut est absolutio a censura; sicut ergo illam jurisdictionem habent communi jure, ut supra probatum est, ita etiam habent potestatem absolvendi in his casibus.

9. *Non procedit æquiparatio, sumptis Episcopis ut legatis Sedis Apostolicæ. — Novo tamen privilegio Pii V revera procedit.* — Posteriori modo sunt multæ concessiones factæ Episcopis in Concilio Tridentino; illa vero præcipua est, quæ habetur sess. 24, cap. 6, de Reform., ubi conceditur Episcopis facultas absolvendi in quibuscumque casibus occultis, Sedi Apostolicæ reservatis. Quæ concessio, si nuda verba inspiciantur, videtur esse prioris generis, et consequenter extendi ad Prælatos religionum, etiam jure ordinario. Nihilominus, in quarto tomo tertiæ part., disp. 30, sect. 2, n. 7, propter quamdam responsionem Congregationis Cardinalium, oppositum dixi; retuli tamen ibidem Motum proprium Pii V, in quo facultatem illam extendit ad Prælatos ordinis Prædicatorum; quo

privilegio aliæ etiam religiones per viam communicationis uti possunt. Conceditur autem illa facultas tam Prioribus conventualibus, quam superioribus Prælatis. Unde constat superiores aut vicarios ordinarios non posse illa facultate uti, nisi eis a Prælatis delegetur; intelligetur autem delegata, quoties Prælatus, a monasterio absens, vicarium loco suo relinquit. Fruentur autem illa facultate superiores parvorum conventuum, qui, licet Abbates aut Priores non nominentur, munus tamen integre exercent, et immediate Provinciali subjiciuntur. Atque idem dicendum est circa priores casus, in quibus hi Prælati utuntur sua jurisdictione ordinaria, juxta superius dicta de his Prælatis, et eorum jurisdictione in genere.

10. *An quoad censuram ob hæresim æquiparentur etiam Episcopis iidem Prælati.* — Hic autem occurrebat specialis quæstio de excommunicatione incursa per peccatum hæresis, an possit ab his Prælatis absolvi per illud privilegium Pii V; dicendum autem est, si Concilii facultas revocata non esset, sine dubio id possent hi Prælati, quia extensio Pii V generalis est quoad omnes facultates; Concilium autem concedit hanc facultatem Episcopis, saltem per seipsos. Ego autem, in d. sect. 2, probabilius censui dictam facultatem esse revocatam per Bullam Cœnæ, quod explicando eamdem Bullam in tom. 5, et disp. 21, de Fide, sect. 4, n. 12, iterum confirmavi, et nunc etiam verum censeo, etiamsi nonnulli moderni oppositum docuerint, in quibus sunt Henriq., lib. 3 de Pœnit., cap. 3, et Emman. Rodr., tom. 1, q. 20, art. 10, et in explicat. Cruciatæ, § 9, num. 70; Guttier., in Quæst. canon., statim citandus. Unde consequenter in præsenti pro indubitato habeo, non posse hos Prælatos absolvere ab hac censura ex vi Concilii, et privilegii Pii V, quod etiam sensit Sanc., lib. 2 Decal., c. 11, n. 7, tum quia ille non vult ut hi Prælati in hac parte habeant majorem jurisdictionem quam Episcopi, sed tantum ut non sint pejoris conditionis; tum etiam quia revocatio, quæ fit in Bulla Cœnæ, generalis est quoad omnes, qui non habent facultatem peculiarem in casus ibi contentos, prout ibi reservantur.

11. Addunt vero aliqui, quod, licet Episcoporum facultas non esset revocata, Prælati religionum illam non haberent, quia illa non est data Episcopis, ut Episcopi sunt, sed ut inquisitores sunt, quod munus Prælati religionum non habent. Sed hoc non potest satis probari ex verbis Concilii Tridentini; nam, postquam generaliter de aliis criminibus occultis dixerat, subdit: *Idem et in hæresis crimine*, etc.; ergo hoc etiam committit Episcopis, ut Episcopi sunt; solum addidit restrictionem, ut non possint eam potestatem delegare; de cujus restrictionis sensu alibi disputandum est. Vide quæ dixi disp. 30 de Pœnit., sect. 2, et disp. 21 de Fide, sect. 4, et disp. 21 de Censur., sect. 3, n. 5; et Cordub., in Summa Hispana, quæst. 8; Guttier., in suo Quæstionario, cap. 13, num. 28; Emman. Rodr., tom. 1, q. 20, artic. 11. Igitur, licet Concilium ex se non extendatur ad Prælatos religionum, sed solum ex concessione Pii V, tamen, illa supposita, non dubito quin extensio comprehendat etiam crimen hæresis; tamen revocatio æque etiam extenditur, ut dixi, et in sequentibus amplius explicabo.

12. *Probatur ex variis privilegiis.* — Dico quinto: per privilegia religionum, præsertim Mendicantium, possunt Prælati regulares absolvere suos subditos ab omnibus censuris a jure vel ab homine latis. Priorem partem hujus conclusionis, quæ spectat ad censuras a jure (sub quibus nunc censuras Bullæ Cœnæ comprehendo), colligo ex his, quæ breviter notantur in Compendio Societatis, verb. *Absolutio*, et ex multis privilegiis quæ indicat Emmanuel Rodericus, tom. 1, q. 20. Non censeo tamen necessarium per singula privilegia discurrere: quædam enim concedunt absolutionem tantum ab una censura, excommunicatione, verbi gratia, alia ab aliis, vel ab omnibus, et interdum extendunt sermonem ad dispensationem ab irregularitate, de qua nunc non agimus. Item, quædam addunt hanc limitationem: *Nisi adeo fuerint graves, et enormes excessus, quod sint ad Sedem Apostolicam merito destinandi*, ut ex Clemente IV refertur in libr. Monumenta ordinum, concess. 318 et 319. Alia vero addunt contrariam extensionem, *etiamsi talia forent, propter quæ Sedes Apostolica esset consulenda*, etc., prout refertur in dicto Compendio Societatis, § 10, ex privilegio Benedictinis concesso. Ex omnibus ergo privilegiis sufficienter inspectis colligitur universalis conclusio posita (etiam quoad utramque partem), in qua sunt tria explicanda. Primum, materia circa quam hæc facultas versatur; secundum, quis Prælatus possit illa uti: tertium, circa quas personas.

## CAPUT XXI.

A QUIBUS CENSURIS ET PŒNIS POSSINT PRÆLATI REGULARES ABSOLVERE SUOS SUBDITOS PER PRIVILEGIUM RELIGIONIBUS, PRÆSERTIM MENDICANTIBUS, CONCESSUM.

1. In hoc puncto, quod primum in fine præcedentis capitis proposuimus, dicendum est censuras Pontificias esse materiam horum privilegiorum. Hoc constat ex eorum verbis, quæ universalia sunt, et prædictam distributionem multis modis declarant. Quia vero sub universali clausula non solent speciales casus comprehendi, dubitari imprimis potest an sub ea comprehendantur casus reservati in Bulla Cœnæ; qui, ut aliqui censent, ita sunt speciales, ut sub generali facultate non comprehendantur, qua de re vide Staphylæum, de Reservat. in forma Brevium, pag. 191; Gomez, in tract. Brevium, num. 26. Nihilominus dicendum est comprehendi, non quidem sub singulis privilegiis, nam, ut dixi num. 12, cap. præced., in aliquibus sunt vel tantum generalia, vel nimis limitata, sed sub omnibus simul. Primo quidem est privilegium Sixti IV, cujus fit mentio in nostro Compendio, § 6, verb. *Absolutio*, ex Monumentis Minorum. In eo enim a generali exceptione quatuor tantum casus excipiuntur; exceptio autem, ut juristæ aiunt, firmat universalem regulam in contrarium; ergo ex vi illius Indulti extenditur hæc facultas ad omnes alios casus in Cœna Domini contentos, et quomodocumque Pontifici reservatos. Erant autem casus excepti a Sixto IV Primo, *relapsus in hæresim; schisma; litterarum Apostolicarum falsificatio; et delatio prohibitorum ad infideles*. Qui omnes sunt casus in Bulla Cœnæ contenti, et ex his quæ circa illius expositionem, tomo de Censur., disput. 21, sect. 2, diximus, satis clari. Ex his autem intelligitur vis rationis factæ; nam ex eis constat, illam facultatem extendi etiam ad primum lapsum in peccatum hæresis, quod inter omnia reservata habet maximam specialitatem; ergo a fortiori intelliguntur concessi omnes alii casus ibi non excepti. Item cum in sola hæresi relapsus excipiatur, in aliis non exceptis quicumque relapsus, seu quodcumque recidivum intelligitur concessum.

2. *Neque hodie excipitur casus hæresis. — Quid de aliis tribus casibus exceptis cum hæresi a Sixto IV — Extenduntur etiam ad omnes casus cap. Si quis suadente.* — Addo vero ulterius, illam exceptionem magna ex parte sublatam esse per concessionem Gregorii XIII Societati factam, *absolvendi ab hæresi, et a relapsu etiam in hæresim, eos omnes qui sub Societatis obedientia vivunt, si quis (quod Deus avertat) in eam incideret*, ut dicitur in dicto Compendio, § 7; et in 9, additur, eamdem facultatem concessisse Alexandrum VI Minoribus de Observantia, cum duplici tamen limitatione, scilicet, pro solis Ultramontanis, et dummodo relapsorum crimina publica et notoria apud seculares non sint; Gregorius vero nullam limitationem addit. Circa quam extensionem dubitari potest, an per illam sublatæ sint aliæ tres exceptiones positæ a Sixto IV, nam ita videtur affirmandum, quoniam potissima illarum exceptionum erat relapsus in hæresim, et inter omnes casus ille habet maximam specialitatem; ergo illo concesso, reliqui omnes censentur concessi. Sed nihilominus ex vi illius solius Indulti non auderem hoc affirmare, quia in materia jurisdictionum et potestatum argumentum illud non est firmum, nam potest quis habere jurisdictionem ad judicandum de gravissimo crimine, et non de minori, maxime in jurisdictione delegata, qualis datur per hæc privilegia. Verum est, juxta materiam subjectam, intentionem illorum Pontificum videri fuisse, ut omnis exceptio et limitatio auferretur Existimo tamen supposuisse alias exceptiones jam sublatas, et ideo illam tantum, quæ maxima erat, abstulisse; ablatæ autem videntur aliæ exceptiones per privilegia generalia, quæ exceptiones non habent, et addunt illam clausulam: *Etiamsi talia forent, propter quæ Sedes Apostolica esset consulenda*. Dices, per hanc clausulam, etiam exceptionem relapsus in hæresim videri sublatam. Respondeo, adeo esse specialem casum illum, ut sine specifica expressione non putaretur concessus, etiam per illa generalia verba; sicut in disput. 21 de Fide, sect. 4, diximus per privilegia concedentia facultatem absolvendi a casibus Cœnæ, non comprehendi hæresim, nisi exprimatur. Propterea igitur specifica concessio et extensio merito obtenta est. Atque ita relinquitur satis probata conclusio quoad omnes censuras a jure, et Pontificias, quia omnes continentur vel extra Bullam Cœnæ, vel intra illam; sed ad utraque extenditur hæc facultas; ergo. Quocirca, non est dubium quin hæc facultas se extendat ad excommunicationem cap. *Si quis suadente*; nam, licet

olim de jure communi hæc censura committeretur Episcopo in gravioribus casibus, et Abbati in levioribus, cap. *Monachi*, de Sentent. excommun., tamen etiam illa concessio generalis non erat, sed solum quando percussio erat monachorum inter se. Et licet postea extensa sit ad percussionem clerici secularis, cap. *Religioso*, de Sentent. excommun., in 6, tamen et soli Episcopo committebatur, et non universaliter, sed in percussione non enormi, juxta communem interpretationem; at vero juxta prædicta privilegia absolute concessa est hæc facultas, non in speciali, sed per sufficientem clausulam generalem, ut explicatum est.

3. *Dubium insurgens, an dicta privilegia hodie valeant.* — Dubitari vero hic potest, an hæc privilegia hodie sufficiant ad hujusmodi observationem. Est autem duplex ratio dubitandi: prima, quia privilegia non cadunt in futuras reservationes; eæ autem reservationes Cœnæ Domini singulis annis renovantur, et tanquam de novo fiunt; ergo privilegia prius concessa non extenduntur ad illas. Quæ ratio procedit de quibuscumque casibus post dicta privilegia reservatis, etiam extra Bullam Cœnæ. Alia ratio est, quia hæ facultates videntur revocatæ per posteriores Bullas Cœnæ, in quibus ad finem dicitur, *etiam prætextu quarumvis facultatum vel Indultorum, quibuscumque personis quorumvis ordinum, etiam Mendicantium, ipsisque Ordinibus, et eorum monasteriis*, etc. Per quæ verba videntur expresse derogata dicta privilegia. Dicendum nihilominus est primo, hæc privilegia de se sufficere ad absolvendum a quibuscumque peccatis reservatis, tam in Bulla quam extra illam, etiamsi reservatio post concessionem privilegiorum facta sit. Probatur, quia sensus illorum privilegiorum non est per ea dari facultatem ad absolvendum ab illis peccatis, quæ tunc reservata sunt, quando privilegium conceditur; sed ab illis quæ tunc reservata sunt, quando fit confessio, et absolutio præstanda est; ergo, licet reservatio sit posterior, nihil refert. Antecedens probatur, quia imprimis Papa potest hoc sensu suam jurisdictionem delegare, ut est apud omnes indubitatum, quia potest facere delegationem de se perpetuam, id est, quamdiu revocata non fuerit, et potest suam propriam jurisdictionem, et pro tempore vitæ suæ illo modo delegare; ergo pro omnibus futuris temporibus. Quod autem hoc etiam intendat probatur, quia concedit illa privilegia ut perpetua, et ut generalia ad omnes casus reservatos; non possent autem esse talia, nisi ea intentione concederentur. Item, quia privilegia illa sunt absoluta, et continent gratiam et favorem, quæ in nullius præjudicium cedunt, nisi ipsius concedentis: ergo non sunt a nobis restringenda, sed amplianda potius, juxta communem regulam juris.

4. Confirmatur a simili: nam, si Rex eximat oppidum ab aliquo onere, quantumcumque postea crescat, totum id, quod in futurum auctum est, censetur exemptum, ut tradit Baldus, in l. *Cum fundus*, ff. de Legatis, 2, et tractat Covar., in Pract., cap. 2; ergo similiter, etc. Confirmatur secundo a simili, nam si Pontifex concedat regi præsentationem beneficiorum talis provinciæ, vel civitatis, extenditur illa concessio etiam ad beneficia postea creata, argum. cap. *Quia circa*, de Privileg., ubi ratio affertur, quia in beneficiis plenissime est interpretatio adhibenda; ergo multo magis in præsenti adhibenda est, tum quia novæ reservationes sunt quotidianæ, et ideo facilius creditur de eis cogitasse Pontificem, quando tale privilegium concessit; tum etiam quia hæc privilegia data sunt propter publicam et magnam utilitatem, scilicet spiritualem, juxta ea quæ tradunt Joan. Andr., in c. *Qui sentit*, de Regulis juris, in 6; et Panormit., in c. *Quia circa*, n. 5; Alexand., lib. 2 Consil., consilio 178, n. 21. Tandem confirmatur ex usu sequentium Pontificum; quando enim volunt ut talia privilegia non valeant ad absolvendum a casibus denuo ab ipsis reservatis, revocant expresse dictas facultates; ergo supponunt illas de se extendi ad subsecutas etiam reservationes.

5. Secundo dicendum est, prædictas facultates non esse revocatas per Bullam Cœnæ Domini; circa quam assertionem sciendum est, olim in revocatione, quæ fiebat in Bulla usque ad Gregorium XIII, solita fuisse poni illa tantum verba quæ supra retulimus; illis vero, ut notavit Navar., c. 27, n. 73, addidit Sixtus V hæc verba: *Nisi in eis etiam casus præsentibus litteris expressi comprehendantur*, quæ etiam adduntur in Bulla S. D. N. Clementis VIII. Igitur juxta hanc additionem manifesta est conclusio posita, quia per illa verba declaratur non revocari privilegia, in quibus conceditur specifica facultas absolvendi a casibus Bullæ Cœnæ; hujusmodi autem sunt privilegia regularium, ut ostendimus; ergo. Specialiter etiam concessit Gregorius XIII Societati, ut nullæ ejus facultates per Bullam

Cœnæ Domini derogatæ censeantur, ut refertur in Compendio Societatis, verb. *Bulla Cœnæ*, § 2.

6. *Discutitur assertio, spectata Bulla Cœnæ ante hos Pontifices. — Qui stant pro revocatione. — Qui revocationem negent.* — At vero juxta antiquam formam, dubium erat an talia privilegia essent revocata, propter verba superius citata, sine prædicta, vel aliqua alia limitatione posita. Et affirmandum censuit Collector privilegiorum Mendicantium, verb. *Absolutio ordinaria quoad fratres*, § 13, ubi refert responsum Cardinalis Alexandrini, ita affirmantis. Aliquibus tamen viris doctis nimis rigorosa visa est illa interpretatio, quia non putant verisimile Pontificem voluisse revocare omnes facultates datas in specie ad ipsosmet casus Cœnæ; quia inde possunt inferri multa incommoda, quæ videntur absurda, quæ indicant magnam inconstantiam in voluntate principis, quæ præsumenda non est, ut latius refert Emman. Roder., tom. 1, q. 20, art. 9. Ad illa vero incommoda respondere possunt, hanc revocationem non esse intelligendam respectu ejusdem Pontificis, qui concessit privilegium, ut adnotavit etiam Cardinalis Alexandrinus, quia de eodem verisimile non est infra eumdem annum velle revocare facultatem perpetuam, quam in specie concesserat, præsertim cum illa revocatio, cum sit ordinaria, censeatur prævisa: nam videretur eludere vel decipere concedendo hoc privilegium, quod statim est revocaturus; respectu ergo ejusdem magnam habet vim illa conjectura, quæ, quando est adeo vehemens, magnam vim habet in interpretatione legum, ut late prosequitur Tiraquel., in Præfatione ad l. *Si unquam*, n. 37; at vero quando Bulla revocatoria edita est a diverso Pontifice, nulla potest argui inconstantia, quia, cum diversa sit voluntas, non est inconstantia quod una revocet quod alia voluit, ut quotidie fieri videmus; nec particularia incommoda, quæ hinc inferuntur, aut potius cogitantur, apud me vim habent, quia sunt valde privata et extraordinaria, quæ morales leges non considerant. Probabilius fundamentum illius sententiæ esse potest, quia facultas absolvendi a casibus Cœnæ, non conceditur, nisi in specie detur, nec sufficit clausula generalis absolvendi a casibus reservatis Papæ, ut multi sentiunt; ergo et e converso facultas specialis ad absolvendum a casibus Cœnæ non revocatur per clausulam generalem, donec expressa mentio illius fiat; sed in Bulla Gregorii XIII, et aliis, non fiebat talis revocatio, sed tantum generalis. Unde juxta hanc sententiam et rationem, per illa verba solum revocantur generales facultates absolvendi a censuris reservatis Papæ, ut nimirum illæ non sufficiant ad absolvendum a casibus Cœnæ, non vero revocentur facultates expresse hoc concedentes, quod quidem explicavit Sixtus V, non vero addit.

7. *Prima objectio contra allatam rationem. — Secunda objectio.* — Verumtamen hæc ratio videtur seipsam falsificare; nam, si facultas generalis ad absolvendum a casibus omnibus Papæ reservatis non comprehendit casus Cœnæ, ergo talis facultas non est revocabilis per prohibitionem absolvendi a casibus Cœnæ; quia non revocatur nisi facultas quæ antea erat; sed antea illa non erat facultas absolvendi a casibus Cœnæ; ergo per Bullam Cœnæ non revocabantur illa privilegia generalia: atque adeo ex illa ratione potius sequitur, per illa verba solum revocari illa privilegia, quæ in specie illos casus concedebant, nam alia generalia per se erant limitata et exclusa. Dices: ergo immerito in Bulla Sixti V illa additio facta est, quia destruit ipsam revocationem. Respondeo, inde fieri probabile oppositum ejus, in quo fundatur prædicta ratio, quæ alio modo ita impugnatur. Nam per universalem clausulam absolvendi a casibus Papæ reservatis, datur facultas etiam ad casus Cœnæ in specie; ergo e converso per revocationem generalem absolvendi a casibus Cœnæ, revocantur etiam facultates expresse illos concedentes. Antecedens probatur ex mente Sixti V et Clementis VIII; addendo enim illam limitationem, supponunt dupliciter dari facultatem ad absolvendum a casibus Cœnæ, scilicet, per generalem clausulam, vel per specificam, et ideo declarant se revocare priorem facultatem, non posteriorem. Idemque confirmari potest ex aliis Indultis, in quibus Pontifices generaliter concedentes suos casus, excipiunt casus Bullæ Cœnæ, supponentes comprehendi, nisi excipiantur. Sed hæ rationes non concludunt, quia in his litteris Apostolicis aliqua verba addi solent tantum ad majorem declarationem, et ad tollenda dubia.

8. *Ad primam objectionem in numero præcedenti. — Ad secundam objectionem in eodem numero.* — Unde sustinendo illud fundamentum (quod probabile est), sub concessione generali casuum Pontificis non comprehendi casus Cœnæ, dicendum est ad priorem objec-

tionem, hoc ipsum provenire ex vi illius clausulæ, et ideo respectu præcedentium privilegiorum esse revocatoriam ex parte; respectu vero subsequentium esse quasi declaratoriam seu impedientem, ne ad hos casus extendantur. Per illa enim verba factum est ut illi casus tam specialem habeant reservationem, ut sub generali clausula absolvendi a reservatis non comprehendantur. Si enim non adderetur illa clausula revocatoria privilegiorum, non esset cur illa omnia delicta non comprehenderentur, quia atrocitas culparum non sufficit per se sola; alia enim fortasse delicta, ut simoniæ, vel blasphemiæ, sunt tam gravia ac multi casus Bullæ Cœnæ, et nihilominus licet habeant annexam excommunicationem reservatam Pontifici, comprehenderentur sub illa clausula generali *absolvendi a reservatis.* Si ergo casus Cœnæ non comprehenduntur, ideo est quia per illam clausulam revocatoriam sunt exempti, et ita per illa verba et revocantur vel limitantur quoad hanc partem privilegia prius concessa, et simul fit ut subsequentia privilegia, sub generali clausula concessa, hos casus non comprehendant. Ad secundam ergo objectionem ex verbis Pii V, respondetur, solum esse addita ad hoc ipsum explicandum, scilicet, privilegia generalia non sufficere ad absolvendum ab his casibus, et forte ita explicasse mentem suorum prædecessorum. Et simili modo, si aliquando in generalibus privilegiis fit exceptio casuum Cœnæ Domini, ad majorem claritatem fieri, non quia sit necessarium; et ideo raro fit illa exceptio. Frequentius e converso quando Pontifex vult privilegium extendere ad casus Cœnæ, eos specialiter exprimit, sentiens in universali clausula non comprehendi. Est ergo probabile, privilegia religionum in hac parte nunquam fuisse revocata per Bullam Cœnæ; incertum tamen; et ideo prudenter Societas declarationem vel renovationem obtinuit a Gregorio XIII; jam vero per posteriores Bullas dubium sublatum est.

9. *An dicta privilegia extendantur etiam ad censuras propter simoniam contractas. — Resolutio, extendi ad omnes præter contractas ex ordinatione simoniaca.* — Superest vero aliud speciale circa censuras quæ per simoniam contrahuntur. Nam, licet dicta privilegia ad illas etiam extendantur, ut declaratum est, tamen Sixtus V, in Motu proprio adversus clericos male promotos, § 8, easdem pœnas renovans, et alias addens, sibique eas reservans, revocat omnia privilegia, etiam in Mari magno contenta, vel quibuscumque ordinibus aut personis regularibus concessa, et similiter derogat facultatem Concilii Tridentini concessam Episcopis ad absolvendum a casibus occultis. Quæ revocatio integra adhuc manet, quia, licet Clemens VIII, Motu proprio edito anno 1595, constitutionem illam Sixti V reduxerit ad terminos communis juris et Concilii Tridentini, addidit exceptionem: *Prætérquam contra simoniace ordinatos et ordinantes inflictas.* Respondetur imprimis hanc revocationem non esse generalem de quacumque simonia, sed de illa tantum quæ circa ordines committitur, et ideo si aliqua censura contrahitur per simoniam circa beneficia, vel prælationes obtinendas, facultas absolvendi ab illa revocata non est. De alia vero, quæ contrahitur per ordinationem simoniacam, concedendum est, nunc non habere Prælatos religionum hanc facultatem circa suos subditos, nisi a Sede Apostolica habeant, saltem vivæ vocis oraculo, novam confirmationem suorum privilegiorum. Estque admiratione dignum, quod possint hi Prælati absolvere a peccato hæresis, et non a peccato simoniæ; ubi constat verum esse, quod supra numero secundo diximus, in his facultatibus non valere argumentum, qui potest in majus, posse etiam in minus. Et ad illam admirationem responderi potest, licet peccatum simoniæ minus grave sit quam hæresis, esse tamen frequentius, et plerumque esse homines, præsertim regulares, nimium proclives ad ordines suscipiendos; et ideo non immerito potuisse reservationem illius delicti magis restringi.

10. *An extendantur ad censuras contractas spe et fiducia privilegiorum.* — Dubitari præterea potest de quadam restrictione, quæ in dictis privilegiis addi solet, scilicet, ut possit ab his censuris absolutio dari, nisi fuerint peccata commissa in contemptum clavium, vel nisi commissa fuerint spe et fiducia talium privilegiorum, ut constat ex privilegiis Bonifacii IX et Eugenii IV, quæ referuntur in Supplemento, et Monum. Minorum. In contrarium autem est, quia, licet illa privilegia non plus concedant, tamen alia et noviora et universaliora non addidere illas restrictiones, et ideo certum est ex vi priorum privilegiorum non esse limitatam hanc materiam, nam potuit per alia privilegia amplificari. Neque oportuit priorem limitationem expresse revocari, quia per solam additionem tollitur limitatio. Manet autem dubium, an generalia

verba sufficiant ad hujusmodi extensionem. Nam de posteriori præsertim limitatione, spe scilicet et fiducia, quidam existimant tacite contineri in hujusmodi privilegiis vel facultatibus, et in aliis similibus, etiamsi non exprimatur. Ratio est, quia in generali concessione non comprehenditur casus specialis, qui verisimiliter non esset a Pontifice in particulari concedendus; sed illud genus peccati est valde speciale, et contrarium intentioni Pontificis, qui non vult ut ejus gratia fiat alicui occasio peccandi. Atque hæc sententia sumi potest ex Antonino, 1 p., tit. 10, cap. 3, § 5, ubi in forma generali concedendi indulgentiam plenariam, ponit hanc particulam: *Præter ea quæ ex confidentia hujus indulti commisisti*, sentiens includi in hujusmodi Indultis dictam conditionem, et in eamdem inclinat Corduba, lib. 5 de Indulgentiis, q. 37, quem sequitur Emman. Rodr., tom. 2, q. 20, art. 16, qui consequenter idem sentiunt de quibuscumque similibus gratiis vel facultatibus, quæ a Pontifice concedi solent.

11. *Contraria sententia suadetur* — Sed, licet hæc opinio pio zelo cogitata sit tanquam securior et cautior, ne privilegiati sumant occasionem peccandi, nihilominus videtur nimis rigorosa. Primo, quia quando Pontifices volunt cum illa limitatione facultatem concedere, expresse declarant, quod frequenter faciunt, præsertim in Bullis Compositionis propter damnum tertii; ergo quando non exprimunt, præsumendum potius est noluisse illam addere, præsertim in privilegiis, quæ per se solum ordinantur ad spiritualem reparationem et medicinam subditorum. Unde argumentor secundo, quia hæc facultas necessaria est etiam pro illis qui ex beneficio privilegii sumunt occasionem peccati; ergo ad benignitatem principis, intendentis reparationem lapsi, pertinet tota illa amplitudo facultatis; ergo quando ipse eam non limitat, ita interpretanda est tanquam principis beneficium. Tertio, quia gravius est crimen hæresis, et præsertim cum lapsu, quam peccatum aliud commissum etiam cum illa circumstantia fiduciæ privilegiorum; ergo, si facultates extenduntur ad hæresim, cur non etiam ad illam pravam fiduciam, cum non excipiatur? Et confirmatur, nam in aliquibus Indultis fiunt aliquæ exceptiones particulares, et reliqua generaliter conceduntur; ergo nihil aliud excipere nobis licet. Et hanc sententiam tradidimus lib. 6 de Voto, cap. 13, n. 6, et secutus est Sancius, lib. 4 de Voto, c. 54, num. 18. Tenet item Sylvest., verb. *Indulgentia*, q. 10, partic. 5, ubi contra Antoninum ait, illam limitationem solum esse necessariam, si in Indulto exprimatur; et Corduba fatetur, in rigore hoc ita esse.

12. *Ad fundamentum adversariorum.*—Neque obstat quod Pontifex non intendat dare incentivum peccandi; quia cum hoc stat, quod intendat ut absolvatur etiam ille qui talem occasionem sumpsit, quam ipse non dedit; sicut Deus, quando promittit omnium peccatorum veniam, non intendit dare incentivum peccati, et nihilominus suam promissionem extendit etiam ad ea peccata quæ ex fiducia in sua misericordia et promissione fiunt; quia illud spectat ad perfectam misericordiam, quam exaltat hominum malitia, et quia alio modo non sufficienter esset provisum fragilitati hominum. Ita ergo suo modo se gerit Pontifex in his Indultis erga religiosos, quibus non esset alio modo sufficienter provisum. Unde etiam prædicti auctores fatentur, in casu particulari, ne nimia tristitia absorbeatur, qui sic peccavit, posse absolvi per dictam facultatem. At certe, si facultas de se non haberet dictam amplitudinem, non posset quis in eo casu absolvi simpliciter, sed cum onere comparendi; ergo, si pro illo, et similibus casibus, creditur facultas concessa, verius dicitur absolute et simpliciter concessam esse, quamvis non omnibus hoc prædicandum sit, ne inde sumant occasionem peccandi. Igitur prædictæ limitationes hodie omnino sublatæ sunt.

13. *Arguitur primo contra verba privilegiorum concedentium absolutionem ab irregularitate*, etc. — Tandem quæri potest de quadam extensione, quæ in his Indultis addi solet, quia non solum datur potestas absolvendi a censuris, sed etiam a pœnis, et interdum additur potestas absolvendi ab irregularitatibus, infamia, inhabilitate, etc.; sed de illa generali particula *a pœnis*, dicam ex professo infra, tract. 10, l. 9, c. 2, a n. 20, explicando potestatem quam habent confessarii Societatis ad absolvendos quoscumque fideles; ubi etiam ostendam, sub illis verbis non comprehendi irregularitatem quæ in pœnam delicti solet imponi. Quia vero ad id asserendum, unum ex præcipuis fundamentis esse solet, quia irregularitas non absolvitur, sed dispensatur, quod etiam in materia de censuris et de irregularitate ostensum est, difficultatem in præsenti ingerunt illa Indulta, quatenus dant potestatem absolvendi ab irregularitati-

bus; aut enim illud principium falsum est, aut illa verba includunt repugnantiam. Idemque dubium est de concessione absolvendi ab infamia vel inhabilitatibus; nam hæ sunt etiam veluti irregularitates quædam, quæ non absolvuntur, sed dispensantur. Item, quia pœnæ perpetuæ non absolvuntur, alias extenderetur illa potestas ad absolvendum a depositione perpetua vel degradatione, si fieret sine mortis pœna subsecuta, quod plane falsum est; sed hujusmodi inhabilitates de se sunt pœnæ perpetuæ, vel, si imponantur ad præfixum tempus, intra illud non absolvuntur, sed dispensantur; quæ est ergo hæc potestas absolvendi? Propter hanc forte difficultatem solet hæc concessio ita explicari, ut per absolutionem ab irregularitate non intelligatur ablatio ipsius irregularitatis, sed absolutio a culpa, cui est annexa talis irregularitas. Potest enim absolutio sacramentalis a culpa dari, irregularitate manente, ut est communis doctrina, quam in tom. 4 et 5 tertiæ part. tractavimus; et videri etiam potest Cardinalis, receptus in Clem. *Dudum*, de Sepultur., q. 8; ergo etiam potest concedi potestas absolvendi a culpa, et non tollendi irregularitatem. Ita exponit Collector Compendii Cisterciensis, verb. *Absolutio;* sequitur Emman. Rodr., tomo primo, quæstione vigesima, articulo decimo octavo.

14. Objici vero potest, quia, juxta hanc interpretationem, nulla facultas conceditur per hæc verba talium privilegiorum. Probatur primo, quia, quamvis culpa habeat irregularitatem annexam, non propterea absolutio peccati quoad culpam reservata est, non solum Summo Pontifici, verum etiam neque Episcopo, ut tractavi tom. 4, in tertia parte, disp. 28, sect. 3; ergo si per illa verba solum conceditur absolutio a culpa, nihil conceditur, quia jure communi habebatur. Secundo, multum repugnat proprietas verborum, quia absolutio a sola culpa revera dici non potest absolutio ab irregularitate, cum illam non tollat.

15. Ad hæc vero responderi potest, ex his quæ subobscure insinuat prædictus auctor, seu Collector, absolutionem hanc ab irregularitate, non intelligi ab irregularitate jam contracta, sed de absolutione a delictis quibusdam, quæ producunt irregularitatem si cum eis celebretur, quia secum afferunt suspensionem, ut sunt publicus concubinatus, et similia, juxta doctrinam Navarri, c. 25, n. 76. Sed hoc et gratis dicitur, quia verba Indulti generalia sunt, et sine fundamento sic limitantur; et non solvit difficultatem, tum quia illa est major improprietas verborum, quia non absolvitur quis a vinculo quod nondum contraxit, nec necessario est contracturus, si nolit; non enim dicetur sacerdos absolvi ab irregularitate, quando ab excommunicatione absolvitur, eo quod esset contracturus irregularitatem, si excommunicatus celebraret; ergo idem est in suspensione. Tum etiam quia illa peccata non sunt reservata ratione illius suspensionis, præsertim Summo Pontifici; ubi enim facta est talis reservatio? imo neque inter peccata, quæ olim dicebantur ipso jure Episcopis reservata, numerari solebant, ut patet ex dictis in illa sect. 3. Tum denique quia illa doctrina Navarri, ut existimo, vera non est, ut alibi ostendi, quia illa suspensio non est vera censura, cum ipse fateatur, per solam pœnitentiam tolli.

16. *Vera auctoris responsio.* — Videtur ergo dicendum, ibi verbum absolvendi latius sumi pro verbo abolendi seu tollendi, quæ verba abstrahunt a propria absolutione et dispensatione; sicut enim sub potestate ligandi et solvendi includitur potestas dispensandi, ita verbum absolvendi potest interdum sumi in illa generali significatione, quæ dispensationem includit. Verum quidem est juxta ordinarium et proprium usum juris canonici, non ita solere accipi verbum illud, et ideo ubi verba adjuncta non cogunt, propria significatio retinenda est, et hic est sensus illius principii, seu fundamenti: *Irregularitas non absolvitur*, etc., quod aliis locis posuimus. Si autem adjuncta verba cogant ad intelligendum, verbum accipi in illa latiori significatione, non est adeo impropria quin admitti possit. Eo vel maxime quod conjunctio illarum duarum vocum, *absolutio irregularitatis*, cogit nos ut in alterutra illarum improprietatem, vel extensionem significationis admittamus; ergo eligenda est quæ minor fuerit; multo autem minor improprietas est in extensione verbi absolvendi ad dispensationem, quam in acceptione vocis *irregularitatis*, pro culpa quæ irregularitatem produxit, aut producere potest. Præsertim quia per priorem verbi interpretationem ampliatur privilegium, quod fieri debet quando cum nulla vel minori improprietate verborum fieri potest. Tandem in hismet privilegiis statim subjungitur exceptio (ut iidem auctores referunt) homicidii voluntarii, mutilationis et bigamiæ; ergo signum est non esse sermonem

de absolutione a culpa, quia nec bigamia est culpa, nec peccatum homicidii aut mutilationis tale est, ut per hæc privilegia absolvi non possit. Et hactenus de materia hujus potestatis.

## CAPUT XXII.

### IN QUIBUSNAM RELIGIONIBUS PRÆLATIS SIT DICTA POTESTAS ABSOLVENDI SUBDITOS AB OMNIBUS CENSURIS, TAM A JURE QUAM AB HOMINE.

1. Circa secundum punctum, de personis quibus hæc potestas conceditur, quod etiam in fine c. 20 proposuimus, primum omnium consideranda sunt verba privilegiorum; nam, si in specie quædam nominantur, et non alia, illa solum habebunt potestatem, quia privilegia tantum valent quantum sonant. Si autem generatim potestas conceditur Prælatis, vel Prælato, dicendum est dari Prælatis conventualibus, et a fortiori omnibus universalioribus. Ratio prioris partis est, quia illi sunt veri Prælati, ut supra ostendimus, et concessio indefinita æquivalet universali. Quod est manifestius quando locutio est in plurali; nam cum est sermo de Prælato in singulari, nonnihil dubitationis habere videtur. Nihilominus tamen restringi non potest ad unum tantum Prælatum supremum, tum quia potius nomine proprio Generalis quam communi nominaretur; tum etiam quia regulariter hoc est contra communem usum religionum, nam ipso jure censentur hæ facultates per ipsamet privilegia communicata Provincialibus, et ad usum earum moraliter necessarium est. Quantumvis ergo Prælatus in singulari nominetur, sub illa voce comprehenditur Generalis et Provincialis; ergo etiam conventualis Prælatus, quia nulla est ratio restringendi. Dices: alii habent magis proprie jurisdictionem Episcopalem. Respondeo parum hoc referre; nam hic etiam habet eam jurisdictionem, quæ sufficit ut sit vere et simpliciter Prælatus, ut hac ratione sub illa voce comprehendi possit, quæ indefinite posita tantum valet, ac si diceretur, quicumque Prælatus. Aliunde vero actus absolvendi, propter quem datur hæc facultas, magis ordinatur ad internam salutem, quam ad forense judicium, ideoque merito censetur concessa illa facultas proximo Prælato, qui curam gerit animarum subditorum. Unde quando in jure committitur Prælato casus aliquis reservatus Pontifici, Abbas specialiter nominatur, ut patet ex cap. *Cum illorum*, cum similibus, de Sent. excom., quia nimirum ille est veluti proprius pastor religiosorum; idem autem est de quocumque Prælato conventuali.

2. Nihilominus tamen (ut alteram partem probemus) non potest sub illa voce, etiam in singulari posita, ita intelligi particularis Prælatus, ut excludantur universales, tum propter rationem factam de indefinita locutione, tum maxime quia illi sunt præcipue Pastores, et magis proprie. Unde sicut alibi, in tomo de Pœnitentia, diximus nomine proprii sacerdotis ita in jure significari Parochum, ut non excludatur Episcopus vel Pontifex, ita de nomine Prælati in præsenti dicendum est. Quapropter, etiamsi Indulta solum facerent mentionem Prælati conventualis, verbi gratia, Prioris vel Guardiani, aut Abbatis, non existimo excludi superiores Prælatos eorumdem subditorum, propter rationem factam, et quia revera hoc postulat debitus ordo, et verisimile non est Pontificem velle aliquid præter illum concedere.

3. *Limitatio prædictæ partis, et ejus explicatio.* — Dico autem, *respectu eorumdem subditorum*, quia interdum privilegium conceditur in favorem unius tantum monasterii, et religiosorum vel Prælati ejus, ut sic; et tunc, quamvis dicamus, non solum Abbatem, vel Priorem localem, sed etiam Provincialem vel Generalem posse uti illo privilegio, nihilominus non poterunt illo uti nisi circa religiosos illius monasterii, quia non conceditur illis ut Provinciales vel Generales sunt absolute, sed ut sunt Prælati talis monasterii. Exemplum esse potest in multis privilegiis concessis Abbati monasterii S. Benedicti Vallisoleti, quæ in Compendio etiam Mendicantium, et in nostro interdum referuntur, verbo *Absolutio*, et verbo *Dispensatio*, si tamen supponamus illa ipsi concedi ut Abbati illius monasterii, non ut Generali sui ordinis, prout est in Castella, de quo mihi non satis constat, quia originales litteras videre non potui. Addo etiam per alias Bullas, et Indulta, quæ concedunt communicationem omnium privilegiorum, factum jam esse, ut fere nullum sit privilegium uni domui, vel provinciæ aut nationi concessum, quibus non possint alii conventus gaudere, ut constare potest in nostra Societate ex Bulla Pii V *Dum indefessæ*, ubi communicationem privilegiorum illi concedens, addit illa verba: *Tam in genere, quam in specie, et tam communiter et conjunctim, quam particulariter et divisim, etiam per mo-*

*dum extensionis seu communicationis, et alias quomodolibet quibusvis ordinibus fratrum et sororum Mendicantium, quocumque nomine nuncupentur, illorumque congregationibus, conventibus et capitulis, ac utriusque sexus personis, ac illorum monasteriis, domibus, ecclesiis*, etc. Et similia verba habet Gregorius XIII, in Bulla anni 1575, *Ad perpetuam rei memoriam,* addens extensionem ad omnes religiones : *Mendicantium* (inquit) *aliarumque religionum ordinibus, congregationibus, conventibus, capitulis, monasteriis, domibus, Ecclesiis*, etc.; et multæ aliæ religiones habent similem communicationem, et ideo, ut dicebam, jam non multum refert an privilegium in principio fuerit uni monasterio, vel Abbati illius, aut toto ordini concessum.

4. Secundo dicendum est, ex vi talium privilegiorum, in quibus Prælati nominantur, non posse inferiores ministros vel confessores absolvere a prædictis casibus. Probatur, quia nulli alii sunt proprii Prælati, et privilegium non extenditur ultra verborum proprietatem. Unde fit ex vi horum privilegiorum vicarios ordinarios monasteriorum, quocumque nomine appellentur, non posse hanc absolutionem dare ex vi talium privilegiorum. Probatur, quia non sunt Prælati, ut supra ostensum est.

5. *Dubium trimembre circa assertionem. — Resolutio primi membri. — Resolutio secundi membri.* — Dubitari autem potest an sit aliquod speciale privilegium, per quod facultas concedatur vicariis seu subprioribus, etc. In hoc duo videntur certa inter auctores, et tertium incertum. Primum est, vicarium illius domus, quæ non habet alium Prælatum conventualem, vel quia mortuus est, vel tempus suum absolvit, vel certe quia in tali domo non consuevit alius provideri Prælatus, hunc, inquam, vicarium gaudere his privilegiis, quia, licet non nomine, re ipsa Prælatus conventualis est, ut supra tetigimus; unde ad hoc non est necessarium speciale privilegium, sed supradicta verba sufficiunt. Secundum est, hujusmodi vicarium vel subpriorem ordinarie non habere hanc potestatem, dum scilicet proprius Prælatus suum monasterium præsens gubernet, propter conclusionem et rationem adductam, et quia nullum invenitur privilegium quod majorem extensionem habeat, ut statim dicam.

6. *Tertii membri. — Auctoris judicium.* — De tertio vero puncto est nonnulla dubitatio, scilicet, quando monasterium habet proprium Prælatum, ille autem absens est, an possit tunc vicarius his facultatibus uti. Nam Collector privilegiorum in Compendio Mendicantium, verb. *Absolutio quoad fratres*, § 7 et 34, partem negantem indicat. Contrarium vero cum Veracruce, quem citat, tenet Emmanuel Rodericus, dict. q. 20, art. 2 et 3, nimirum, quemcumque vicarium Prioris conventualis relictum ab ipso Priore pro tempore suæ absentiæ habere eamdem auctoritatem. Fundatur in quodam privilegio Clementis IV, quod ipse refert art. 1, ex lib. Monumenta ordinum, ubi hoc videtur concedi *Generali, Provincialibus, Prioribus conventualibus, et eorum vicem gerentibus in eorum conventibus, et locis sibi commissis.* Hæc verba refert dictus auctor, art. 3, quæ si eodem tenore habentur in originali, plane convincunt, nec possunt bene exponi de vicario, qui sede vacante loco Prælati substituitur : nam illa verba, *eorum vicem gerentibus in eorum monasteriis*, non possunt commode intelligi, nisi de monasteriis vel provinciis habentibus proprios Prælatos, qui, dum absunt, alios relinquunt qui vices suas gerunt. Et inde recte sequitur vicarium vel ministrum, absente Prælato, seu Rectore, posse uti illis facultatibus, quia tunc vices Prælati gerit. Verumtamen idem auctor, in art. 1, alio tenore refert illud privilegium, scilicet : *Concessit Generali et provincialibus ministris, et eorum vicariis, atque etiam Custodibus fratrum Minorum, in provinciis et custodiis sibi commissis*, etc. In quibus verbis constat nec Prioribus conventualibus, nec eorum vicariis factam esse illam concessionem, ut idem auctor fatetur. Imo, si tenor verborum servetur, nec vicariis custodum fit concessio, sed tantum vicariis generalibus vel provincialibus, fortasse propter majorem illorum auctoritatem. Addit vero idem auctor, in eodem art. 1, ex lib. Monum. ordin., concessione 548, et concess. 432, privilegium illud extensum fuisse ad Priores conventuales in gratiam Prædicatorum et Carmelitarum; de vicariis autem ibi nihil dicit : sed in art. 2, statim in principio, ait, ex Mari magno Prædicatorum constare hæc privilegia extendi ad Priores conventuales, et eorum vicarios; nihil tamen in particulari allegat, sed refert se ad art. 1. D. autem Antoninus, 1 p., tit. 19, c. 2, prius dicit, generalem vicarium Magistri ordinis, ex potestate sibi a privilegiis tradita, ita posse fratres absolvere ab omnibus peccatis et censuris, sicut magistrum ipsum, et idem postea subdit de vi-

cario Prioris provincialis, et infra inquit : *Item vicarius Prioris conventualis in suo conventu potest omnia quæ superius de vicario Magistri ordinis posita sunt ;* addit vero exceptionem, quæ ad absolutionem non spectat, et subjungit : *Hæc, quæ dicta sunt de vicariis, habentur in diversis privilegiis, et præcipue Bonifacii, Virtute.* Ex his autem Antonini verbis non possumus satis judicium ferre, an loquatur de vicariis, qui sede vacante constituuntur, vel in quacumque absentia loco Prælatorum relinquuntur; tamen dum alia restrictio non constiterit, possumus in ampliori sensu verba accipere, cum omnes ibi sint vere ac proprie vicarii.

7 *Illatum contra proximum auctoris judicium diluitur* — Dicet aliquis : eadem ratione extendendæ sunt hæ facultates ad vicarios, etiam pro eo tempore quo Prælati sunt præsentes, quia etiam tunc sunt vere ac proprie vicarii. Respondetur negando sequelam, quia, licet in aliquibus religionibus ita appellentur, non tamen in eadem significatione, quia tunc non gerunt vices proprii muneris Prælatorum, quod in jurisdictione consistit, sed habent proprium ministerium cujusdam domesticæ administrationis ; in dictis autem Indultis nomen vicarii significat eum, qui vices gerit in jurisdictione et Prælatione, imo his verbis aliquando explicatur, ut dicti auctores referunt; in religionibus autem, ubi subprior vicarius appellatur, vox illa significat idem ministerium seu officium, quod in religionibus monachalibus nomine Prioris significari solet, et in reg. S. Benedicti, c. 65, vocatur Præpositus monasterii. Quando ergo Abbas, Guardianus, etc., præsens adest, ille, qui vicarius dicitur, non proprie vicem ejus gerit, sed proprium ministerium exercet, et ideo tunc non gaudet dictis facultatibus ; at vero quando Prælatus abest, jam vices illius gerit in proprio illius munere, et ideo jam est vicarius, de quo loquuntur Indulta. Unde, ut omnis tollatur scrupulus, optimum consilium est, ut Prælatus, dum recedit, omnes potestates suas committat vicario, et, ne hoc pendeat ex memoria vel voluntate singulorum, debet esse stabili lege, aut recepta consuetudine introductum.

8. *Secundum dubium. — Ratio dubitandi. — Vera resolutio, quæ primo suadetur ex usu, et ex Pontificiis Indultis.* — Ut autem hoc magis declaretur, dubitari potest secundo an hæ facultates delegabiles sint. Et ratio dubitandi est, quia non pertinent ad jurisdictionem primariam, sed ad delegatam in foro conscientiæ, quæ subdelegari non potest. Item, quia nemo potest privilegium, sibi personaliter concessum, in alium transferre ; hæc autem sunt privilegia concessa talibus personis ; ergo non possunt et aliis committi. Item confessor Societatis, verbi gratia, qui ex privilegio habet potestatem absolvendi a casibus Papæ reservatis, non potest hanc facultatem committere alii sacerdoti non habenti ; ergo. Respondetur nihilominus posse Prælatos committere vices suas aliis, etiam in usu harum facultatum. Ita docent omnes qui de his privilegiis scribunt, et usu ipso satis comprobatum est. Item in aliquibus Indultis Pontificiis hoc expresse explicatur, ut in Bullis Societatis, Paulus III in sua Bulla ultima expresse concedit Generali, *ut omnes gratias, concessiones et indulta sibi concessa a Sede Apostolica, exercere possit per vicarios, aut personas ad id sibi bene visas.* Quod etiam declaravit Gregorius XIII in Bulla de usu facultatum. Idem concessit Sixtus IV Prælatis Minorum in quodam Indulto supra relato, ut, scilicet, per se, vel per alios possint hanc absolutionem præstare.

9. *Altera aliorum suasio.* — Est etiam hoc consentaneum juri communi, maxime supponendo jurisdictionem Episcopalem ex jure communi, divino vel ecclesiastico, extendi quasi natura sua ad omnes hos casus, si non impediatur, vel limitetur ab aliquo superiore. Unde fit (ut multi opinantur) ut, quando Summus Pontifex casus sibi reservatos Episcopo concedit, non censeatur jurisdictionem delegare, sed tantum impedimentum aut prohibitionem auferre, qua ablata, statim ex vi suæ ordinariæ jurisdictionis potest ab illis casibus absolvere. Sic ergo de Prælatis religionum ratiocinari possumus ; habent enim jurisdictionem Episcopalem, et ideo in hoc æquiparantur Episcopis, ut ex vi suæ jurisdictionis possint quidquid eis non prohibetur, quod maxime verum habet in absolutione a censuris, juxta doctrinam Panormitani, in cap. *At si Clerici*, § *de Adulteriis,* de Judiciis, et aliorum ibi ; ergo eadem ratione per hæc privilegia non delegatur illis jurisdictio, sed solum tollitur prohibitio, qua ablata, ex vi muneris, atque adeo per jurisdictionem ordinariam hæc omnia possunt.

10. *Displicet una ex parte dicta suasio. — Sustinetur vero ut probabilis ex alia parte.* — Quod fundamentum prout nititur in jure di-

vino, mihi probari non solet, quia in universum censeo, jurisdictionem Episcoporum non esse immediate a jure divino, sed per Pontificem; maxime vero id censeo de potestate immutandi vel tollendi præcepta, vel quæcumque vincula a superiore posita; non enim video quo jure divino, naturali, vel positivo, habeat inferior potestatem ad destruendum quod superior construxit; id enim nec in Evangelio scriptum, neque ulla traditione confirmatum reperio, neque etiam necessariam illationem video, ut ex principiis revelatis naturali discursu inferatur: quin potius nec rationi consentaneum videtur in illa generalitate sumptum, quia est contra debitam subordinationem inferioris ad superiorem. At vero limitatum illud fundamentum ad absolutionem a censuris, et fundatum non in jure divino, sed in canonico, est satis probabile propter cap. *Nuper*, de Sent. excomm., in quo ponderanda sunt illa verba: *Quia conditor canonis absolutionem sibi specialiter non reservavit, eo ipso concessisse videtur facultatem relaxandi;* per quæ satis significatur, illam facultatem non esse a jure divino immediate, sed ab auctore ipsiusmet censuræ, ut alibi, in tomo de Censuris, latius ostendi.

11. *Infirmatur tamen absolute dicta suasio.* -- Ex hoc tamen videtur infirmari illatio facta, nam hæc concessio potest esse et ordinaria et delegata; ergo ex vi illius juris neutra colligi potest. Nec dubito quin possit Papa concedere Episcopis suos casus reservatos per modum delegationis tantum, sicut in Concilio Tridentino multa eis committuntur ut Papæ delegatis, quæ alias possent ab eis fieri jure ordinario, seclusis privilegiis vel exemptionibus. Et multi valde probabiliter putant, commissionem ad absolvendum in casibus occultis factam Episcopis a Concilio Tridentino, sess. 24, c. 6, de Reformat., fuisse specialem delegationem, et non restitutionem juridictionis ordinariæ Episcopalis, alias hodie casus illi occulti essent Episcopales, et consequenter, qui haberet generale privilegium absolvendi a casibus Episcopalibus, posset ab illis casibus absolvere, quod plane falsum est, et contra communem usum, ut etiam sentiunt Henriquez, lib. 3 de Pœnit., c. 15, § 7, lit. P; et Emmanuel Rodriquez, in expositione Bullæ, num. 135, et contra illa verba ejusdem Concilii: *Per seipsos, aut vicarium ad id specialiter deputandum*, quæ satis indicant illam jurisdictionem esse valde specialem, et non communem Episcopalem; imo etiam indicant esse delegatam, quia si esset ordinaria, eo ipso posset per vicarium exerceri; quanquam hoc indicium non convincat, ut ex statim dicendis constabit.

12. Quidquid ergo sit, an illa sit dicenda concessio vel restitutio ordinariæ jurisdictionis, vel solum commissio jurisdictionis propriæ, nihilominus ex alio etiam principio satis probatur assertio posita, quia commissarius ex privilegio perpetuus potest alteri vices suas committere; quod esse communiter receptum a Doctoribus, ait Corduba, in Summa Hispana, q. 8, ex Sylvestro, verb. *Absolutio*, 4, num. 6, dub. 2, qui refert glossam, in. c. ult. de Offic. Ordin., et favet textus ille, ubi sic dicitur: *His, quibus ex officio in certis casibus, competit illos absolvere, qui pro violenta manuum injectione incidunt in canonem sententiæ promulgatæ, licet aliis absolutionem hujusmodi committere, cum viderint expedire.* Hæc autem potestas, quæ datur Prælatis per privilegia perpetua, propriissime dicitur competere ex officio, quia ratione officii convenit; nam privilegium illud quoad hoc magis est reale quam personale, quia dignitati adhæret, et ratione illius competit personæ; ergo ex officio competit. Neque oportet ut omnino conveniat ex officio tanquam jurisdictio ordinaria, nam particula *in certis casibus*, quæ ibi additur, satis indicat sufficere, quod ex privilegio conveniat ratione dignitatis, ut recte ibi glossa expendit, quæ subdit, idem esse in omnibus aliis communicationibus, quod illi, qui ordinario jure, vel delegato a principe, possunt absolvere, possint etiam committere vices suas, ut viderint expedire, dummodo delegatio vel commissio sit ratione officii, ac perinde per privilegium perpetuum. Atque idem tenent ibi Panormitanus, Felinus, et alii, in cap. ult. de Offic. deleg.

13. Atque ita responsum est ad rationem dubitandi in num. 8 positam; nam hæc jurisdictio vel ordinaria est, vel in hoc æquiparatur ordinariæ, quia ex officio ratione legis, seu perpetui privilegii competit. Quando autem Prælatus committit vices suas alteri quoad hanc absolutionem, non transfert privilegium in illum, proprie loquendo, sed utitur ministerio ejus ad suum privilegium exequendum, quod valde diversum est. Unde ille commissarius non potest alteri vices suas committere, quia non tam jurisdictio, quam nudum ministerium ei commissum est, juxta caput ultimum, § ultimo, de Offic. delegat.;

atque ita procedit exemplum eodem numero octavo de simili potestate absolvendi commissa confessori religioso, qui illam committere non potest, quia nudum ministerium ei commissum est. Advertendum est tamen pro nostra Societate, et si quæ est alia religio quæ hunc modum observet, quod in ea omnis hæc potestas censetur concessa Generali, juxta Bullas Pontificum, ut infra videbimus, tractatu 10, lib. 9, cap. 2, a num. 2, et per illum conceditur Prælatis inferioribus, ut constat etiam ex Compendio privilegiorum ejusdem Societatis. Nihilominus tamen et Provinciales, et Rectores, seu Præpositi locales possunt aliis committere vices suas, vel delegare hanc potestatem, quotiescumque in concessione sibi facta non fit expressa restrictio vel prohibitio, ut per se, et non per alios absolvere in aliquo casu possint, quia, eo ipso quod talis restrictio non ponitur, censetur eis concessa potestas, eo modo quo per Indultum conceditur, seu eo modo quo juxta commune jus administrari potest facultas, quæ ratione officii Prælato competit.

14. *Tertium dubium.* — Hinc vero nascitur tertium dubium, an possint superiores Prælati restringere hanc facultatem inferioribus, scilicet Generalis Provincialibus, et Provincialis Prælatis Conventualibus. Oportet autem loqui præcise stando in virtute dictorum privilegiorum, nam ubi est speciale Indultum declarans vel concedens hanc potestatem, ut est in Societate, sublata est quæstio. De aliis ergo videtur res dubia, quia cum Pontifex immediate, et quasi ex æquo concedat hanc potestatem omnibus his Prælatis, licet alias sint subordinati in jurisdictione ordinaria, et in ea possit Superior restringere jurisdictionem inferioris, ut supra dictum est, tamen in hac commissione videntur æquales, et ideo non posse in uno eorum ab altero restringi. Nihilominus etiam in hac potestate probabilius censeo posse restringi a superioribus Prælatis respectu inferiorum, quamdiu expresse hoc non prohibetur in ipso Indulto. Ratio est, quia Papa concedens privilegium in favorem religionis, censetur conferre juxta debitum ordinem, et magis consentaneum ipsi religioni, quamdiu aliud expresse non declarat; sed debitus ordo religionis postulat ut inferiores Prælati pendeant a superioribus; ergo credendum est hanc esse voluntatem Pontificis concedentis talia privilegia, atque ita tunc non dici potest inferior auferre facultatem a superiore concessam, quia non creditur simpliciter concessa, sed cum hac subordinatione.

15. Sed fortasse hæc conjectura alicui non satisfaciet, quia privilegia absolute loquuntur, et potius sunt extendenda. Item, quia, cum hi casus jam sint extra jurisdictionem ordinariam Prælatorum, et sint proprii ipsius Pontificis, potest ipse æqualiter illos concedere, sine illa subordinatione, quæ in re tam favorabili ad remedium subditorum non videtur necessaria. Nihilominus illa mihi videtur moralis conjectura satis probabilis, quam aliter ita explicare possumus; quia Pontifex, concedendo has facultates, non aufert ab his Prælatis potestatem reservandi sibi casus, quia hoc expedit ad disciplinam religiosam; sed expedire potest ut ex his casibus Pontificiis aliqui sint reservati Provinciali vel Generali; ergo credendum est ita concedi hanc facultatem Prælatis religionis, ut semper maneat in majori Prælato jus reservandi sibi casum, quem expedire judicaverit. Quod maxime locum habet juxta opinionem asserentem, per hæc privilegia solum auferri prohibitionem, et rem statim reduci ad commune jus; nam stando in jure communi, licet aliqua censura Pontificia non esset ab ipso Pontifice reservata, posset Generalis vel Provincialis religionis eam sibi reservare; ergo post hæc privilegia possunt etiam id facere, quia per privilegia solum constituuntur in terminis juris communis; et quamvis Papa auferat suam prohibitionem, non tollit jus Provincialis vel Generalis, ut possit id prohibere, si religioni fuerit expediens. Præterea, sustinendo, ut videtur verius, per hæc privilegia non tantum auferri prohibitionem, sed etiam concedi positivam facultatem et jurisdictionem, nihilominus unaquæque religio cum approbatione Sedis Apostolicæ habere solet auctoritatem distribuendi has facultates prout sibi judicaverit expedire; ergo potest unaquæque religio statuere, ut quædam ex his facultatibus sint reservatæ Generali, aliæ Provincialibus, etc.; nec dubito quin factum teneat propter præsumptam, ut dixi, voluntatem Pontificum, qui religionibus ipsis et propter majus earum bonum has facultates concedunt. Denique tota ipsa religio potest cedere juri suo, et non obstante privilegio sibi concesso pro singulis Prælatis, aliqua eorumdem privilegiorum pro majoribus Prælatis reservare. Dices, esto possit hoc fieri a Capitulo generali vel Provinciali, non tamen a singulis Prælatis majoribus. Respondeo, hoc pendere ex modo gu-

bernationis uniuscujusque religionis; nam earum Prælati habent potestatem a Capitulis, a quibus eliguntur, et ideo si ab eis fuerit concessa etiam ad hunc actum, poterunt illa uti, non vero aliis. Addo tamen ultimo, nunc standum circa hoc esse novo decreto Clementis VIII, circa reservationes regularium; nam quælibet restrictio harum facultatum ad absolvendum a casibus reservatis Papæ, re vera est nova reservatio in tali religione facta, et ideo circa illam decretum Clementis servandum est. Ex quo duo colligo : unum est, non posse fieri nisi in generali vel provinciali Capitulo respective, juxta formam in eodem decreto præscriptam; aliud est, a Capitulo posse fieri, nam Pontifex hanc generalem facultatem præbet hujusmodi Capitulo ad reservandum quoscumque alios casus ultra designatos ab ipsomet Pontifice; et mirum profecto esset, quod posset religio reservare casus minus graves, et non aliquem ex gravioribus reservatis Papæ.

16. *Quartum dubium.—Videri per privilegia religionum tolli omnem reservationem, quæ non sit ab ipsa religione facta.*—Hinc porro emergit quartum dubium, an, scilicet, omnia peccata, quæ in jure, vel in Bulla Cœnæ, aut aliis, sunt reservata Summo Pontifici, censenda sint reservata in quacumque religione, non obstantibus prædictis privilegiis; et consequenter an Prælatus concedens alicui religioso absolutam potestatem audiendi confessiones suorum subditorum, censeatur illi concedere has facultates, seu hos casus; nam, si reservati non sunt in tali religione, comprehenduntur sub generali facultate; non videntur autem reservari, quia Summus Pontifex per illa privilegia abstulit reservationem, et religio aliam non addidit, ut supponimus. Unde Clemens VIII, in suis casibus reservatis regularium, non facit horum mentionem, nec singulæ religiones in suis propriis reservationibus, ut de Societate nobis constat, et de aliis supra tetigimus.

17. *Contraria resolutio vera.*—Nihilominus respondetur, hos casus non solum esse reservatos, sed etiam altiori et strictiori modo quam sint particulares casus religionum. Declaratur, nam Pontifex nunquam simpliciter abstulit suam reservationem ab his casibus, etiam respectu religiosorum, sed solum eorum absolutionem religiosorum Prælatis commisit, quod longe diversum est; nam si ablata fuisset simpliciter reservatio respectu talium personarum, absolvi possent ab illa censura a quocumque proprio confessore, juxta c. *Nuper*, de Sent. excom., quod tamen falsum est, ut ex primo et secundo dubio constat. Unde, eo ipso quod Pontifex hanc potestatem concessit solis Prælatis, et eorum vices gerentibus, voluit absolutionem hanc esse illis reservatam. Hæc autem reservatio non fundatur in potestate et voluntate ipsius religionis, sed manat ex voluntate ipsius Sedis Apostolicæ, quæ prius talem reservationem absolute fecit, et postea circa illam majorem potestatem non concessit; neque amplius (ut sic dicam) illam remisit; et ideo dixi hanc reservationem altiorem esse quam sint propriæ reservationes uniuscujusque religionis. Et ideo fortasse hi casus Pontificii non numerantur inter particulares reservationes religionum, quia sunt alterius ordinis, et supponuntur tanquam omnibus communes.

18. *Consectarium ex proxima resolutione.*—Ex quo infertur, hos casus non comprehendi sub generali delegatione, vel commissione facta a Prælato religionis ad absolvendum a peccatis vel censuris, juxta regulam textus in c. 2, de Pœnitent. et remiss., in 6. Quin potius, licet superior concedat facultatem ad absolvendum a peccatis reservatis in religione, non videtur concedere facultatem ad absolvendum ab his casibus Pontificiis, quia habent reservationem longe alterius rationis, ut dixi, et ideo habent specialitatem sufficientem, ut sub illa generalitate non comprehendantur. Item, quia circa peccata reservata in religione habet Prælatus ordinariam jurisdictionem, quam per illa verba delegare videtur; circa hos autem casus Pontificios habet solum jurisdictionem ex peculiari commissione Pontificis, quæ difficilius et majori cum consideratione committi alteri debet, ideoque sub illa generalitate non comprehenditur. Quod maxime verum censeo de casibus Cœnæ Domini, et inter eos lapsus in hæresim, propter eorum specialem, vel specialissimam gravitatem et reservationem. Ideoque prudenter in Compendio Societatis, licet absolutio a casibus Cœnæ respectu subditorum committatur superioribus cum facultate delegandi, nihilominus lapsus in hæresim soli Generali reservatur, ita ut nec Provinciales possint absolvere, nisi sub onere comparendi. Et alibi etiam diximus [1], ipsummet Pontificem, committendo casus suos, non censeri committere casus Cœnæ, nisi exprimat; et com-

[1] Tomo de pœnitentia.

mittendo casus Cœnæ, non committere absolutionem ab hæresi, nisi in specie id declaret; ergo idem dicendum est de commissario Pontificis. Unde Episcopus, verbi gratia, committens alicui casus suos, non videtur committere absolutionem, verbi gratia, a censura canonis *Si quis suadente*, pro illis casibus, in quibus ipsi in jure committitur, quia illi non sunt proprie casus Episcopales, ut alibi diximus. Ut ergo Prælatus religionis censeatur committere hos casus Pontificios, oportet, ut vel in specie eos exprimat juxta uniuscujusque exigentiam, vel, si utatur generalibus verbis, quod talia sint, ut omnem tollant ambiguitatem; ut si dicat, verbi gratia, concedere omnes facultates suas, vel quantum per privilegia potest, aut quid simile. In quo etiam observare oportet, ut distincte explicetur an concedatur potestas absolvendi a culpis, vel etiam a censuris; nam hæc duo diversa sunt. Verum est in casibus Pontificiis ita esse conjuncta, ut, uno concesso, alterum concessum esse intelligatur. Videantur dicta in 4 tomo, disp. 30, sect. 1.

## CAPUT XXIII.

### AN NON SOLUM IN RELIGIONIS PRÆLATIS, SED ETIAM IN EPISCOPIS SIT PRÆDICTA POTESTAS AD ABSOLVENDUM RELIGIOSOS.

1. *Ex vi privilegiorum regularium non habent Episcopi hanc potestatem. — Triplex casus proponitur, in quo videntur habere Episcopi talem potestatem.* — In hac quæstione imprimis certum est non convenire Episcopis hanc potestatem ex vi privilegiorum ipsorum regularium, cum in eis nulla de Episcopis fiat mentio, sed potius ab eorum jurisdictione eximantur. Loquimur enim de exemptis, nam circa regulares sibi subjectos, clarum est posse Episcopos quidquid in hoc genere possunt jure communi, et si quid amplius per privilegia Pontificia talibus religiosis fuerit concessum respectu suorum Prælatorum, nam Episcopi sunt proprii illorum Prælati, quod munus non habent respectu exemptorum. Solum ergo habere potest locum dubitatio posita in duobus vel tribus casibus : primo, in nonnullis casibus, in quibus jure communi scripto seu canonico possunt Episcopi absolvere a casibus alias Pontifici reservatis, ut a leviori læsione clerici, c. *Monachi*, et c. *Cum illorum*, de Sentent. excommunicat. Secundum est de aliquo casu necessitatis, in quo propter difficilem recursum ad Pontificem censetur tacito jure, et recepta consuetudine, facta commissio Episcopo, quæ necessitas potest interdum in religioso exempto occurrere. Tertium est de Prælato religionis, qui non potest absolvere seipsum, neque habet alium a quo possit commode absolvi; nec debet esse pejoris conditionis : poterit ergo ab Episcopo absolvi.

2. *Quorumdam placitum in primo casu, et eorum fundamentum. — Contrarium verius.— Ejus fundamentum.*— Circa primum casum, quidam putant quod, licet religiosus exemptus possit in illis casibus absolvi a suo Prælato, nihilominus posse etiam absolvi ab Episcopis, si velit; quia, licet Pontifex concesserit illam potestatem Prælatis religionis, non abstulit Episcopis; ergo liberum est religiosis, si velint, eis subjici quoad hanc absolutionem. Nec videtur obstare exemptio, quia hæc videtur esse a jurisdictione coacta, non a voluntaria. Item videtur esse in his quæ spectant ad gravamen, non in his quæ ad favorem; est autem major favor religiosi quod a pluribus Prælatis possit absolvi. Atque ita opinati sunt Fredericus de Senis, consil. 14, et Joannes de Lignano, in Clemen. *Ne in agro*, de Statu regularium, et alii, quos Sylvester citat. Contrariam sententiam tenet Abbas, in c. *Monachi*, de Sentent. excommunicat., num. 4, ubi refert Joannem Andream, et seipsum in aliis locis; quos sequitur Sylvester, verb. *Absolutio*, 5, n. 2. Fundamentum est, quia religiosus exemptus non tantum eximitur a jurisdictione fori contentiosi, sed etiam a jurisdictione fori pœnitentialis; nam hac ratione non potest confiteri Episcopo sine licentia sui Prælati, ut supra visum est; ergo in neutro foro potest Episcopus absolvere religiosum, quantumvis ipse se illis subjiciat. Et confirmatur, quia exemptiones privilegii non in favorem privatum religiosi, sed in favorem totius religionis concessæ sunt, et in favorem etiam Prælatorum ejus; ergo nullus religiosus potest in hoc cedere juri suo, nec sibi judicem constituere extra Prælatos suos, juxta c. *Significasti*, de Foro compet. Atque hæc sententia plane videtur in rigore juris vera, et, per se loquendo, ac suppositis religiosorum privilegiis omnino servanda.

3. *Quomodo posset procedere prius placitum. —Favet ei jus.—Ad fundamentum in num. 2.* —Dico autem suppositis privilegiis, quia si Prælati religiosorum non haberent potesta-

tem absolvendi suos subditos ab aliquo casu reservato Papæ, et alias concesso Episcopis, in eo casu probabilem censerem primam sententiam. Exemplum esse poterat in facultate absolvendi a casibus occultis concessa Episcopis in Concilio Tridentino; nam si illa non fuisset extensa ad Prælatos religionum, possent, ut opinor, religiosi absolvi ab Episcopis, quia non debent esse deterioris conditionis; et rationabiliter interpretamur non esse exemptos, nisi in his, in quibus subduntur jurisdictioni suorum Prælatorum. Si enim in foro exteriori non possent de aliquo delicto judicari a suis Prælatis, profecto eo ipso non censerentur in illa causa exempti a jurisdictione Episcoporum, quia non debent sine ordinario judice relinqui. Potestque hoc non improbabiliter colligi ex c. *Si Papa*, de Privilegiis, in sexto; ergo idem cum proportione in absolutione a censuris locum habet. At vero nunc, quia tota jurisdictio Episcoporum ad absolvendum a censuris, etiam eis jure commissa circa Pontificios casus, commissa est Prælatis regularibus per privilegia perpetua, non possunt religiosi, per se loquendo, in talibus casibus ab Episcopis absolvi, quia prorsus exempti sunt, et quia Prælati religionum merito possunt respectu suorum subditorum sibi tales casus reservare, quia illis judicium eorum commissum est, et in favorem ipsorum, ut plane significavit Pius V, in Motu proprio, quo Prælatis Prædicatorum concêssit facultatem illam Concilii Tridentini, cum ait: *Nec Prior conventualis, et superiores Prælati dicti ordinis in hac parte deterioris conditionis existant.* Nec fundamentum contrariæ sententiæ tunc habet vim, quia sufficienter provisum est religiosis, et illa major licentia, licet videatur favor privatæ personæ, non tamen religionis; et fortasse etiam respectu privatorum non esset favor in ordine ad eorum spiritualem profectum; nam inde fortasse sumerent licentiam peccandi.

4. *Secundus casus. — Impugnatur quoad casum necessitatis non extremæ.* — Circa secundum casum necessitatis, in quo religiosus non potest adire Prælatum suum, potest autem convenire Episcopum, Sylvester supra, numero 3, affirmat cum Panormitano, in eo casu posse religiosum absolvi ab Episcopo ex æquitate, licet non possit de rigore juris. Per æquitatem autem intelligit epiikeiam, ut Panormitanus expresse declarat. Itaque intelligunt, ex vi legis et exemptionis in rigore sumptæ non posse; ex quadam tamen interpretatione voluntatis Pontificis posse, ne religiosus in eo casu sit deterioris conditionis quam seculares, quod videtur esse contra intentionem eximentis. Sed difficile mihi est, in materia jurisdictionis, et in lege irritante actum, hujusmodi epiikeiam admittere extra casum extremæ necessitatis; hæc autem materia jurisdictionis est, sine qua non potest Episcopus absolvere religiosum: lex etiam quæ vetat exercere jurisdictionem circa personam exemptam, est irritans actum, ut constat ex juribus citatis, et ex c. *Frater*, 16, quæst. 1; ergo extra casum extremæ necessitatis, id est, periculi mortis, non possumus hanc licentiam Episcopo dare. Dicit enim Concilium Tridentinum, sessione 14, capite 7, loquens de casibus reservatis, extra illum articulum inferiores sacerdotes nihil posse; vocatur autem inferior sacerdos respective omnis ille, qui est inferior comparatione reservantis, et ab illo non habet commissam facultatem; ita vero se habet Episcopus in eo casu respectu religiosi exempti, quia et est inferior Papa reservante, et ab illo non habet commissionem ordinariam, ut supponimus; ergo nec ex interpretatione possumus illam admittere, nisi in periculo mortis, juxta doctrinam Concilii. Alias pari ratione possemus dicere, posse nunc Episcopum absolvere in simili casu clericum sibi non subditum, solum, quia habet difficilem recursum ad suum Prælatum, quod plane videtur falsum, quia illa difficultas non præbet alteri jurisdictionem. Similiter etiam posset Episcopus absolvere religiosum in casu in quo recursum habet ad suum Prælatum, et illi injuste negat absolutionem; quod etiam non videtur admittendum, quia injustitia unius Prælati, ut cap. 19, num. 21, diximus, non dat alteri jurisdictionem, quando subordinati non sunt. Alioqui aperiretur via, ut in similibus casibus religiosi quasi appellent a suis Prælatis ad Episcopos, quod magnum incommodum est, et contra intentionem eximentis.

5. *Vera hujus casus decisio.* — Dico igitur, non videri necessariam hanc interpretationem ad favorem religiosorum, sed per generales et communes regulas casuum reservatorum posse illis sufficienter subveniri absque ulla epiikeia, quæ admittenda non est, nisi ubi manifesta necessitas urget; hic autem nulla erit necessitas, si aliter potest sufficienter subveniri necessitati religiosi. Quod autem possit, declaro ex generali principio in

jure fundato, quod posui in 4 tomo tertiæ partis, disputatione 30, sectione 3, scilicet, in casibus Pontificiis, quoties non patet aditus ad Summum Pontificem vel commissarium ejus, nisi cum magna difficultate et mora, tunc posse peccatorem absolvi ab inferiori sacerdote cum onere comparendi coram Pontifice, vel habente jurisdictionem ab illo circa tales casus respectu talis personæ. Hoc ergo principium censeo in præsenti esse applicandum. Quando enim religiosus non habet facilem aditum ad suum Prælatum, absolvi quidem poterit ab alio, non tamen ita ut maneat omnino liber a reservatione, sed ut absolvatur cum onere comparendi coram Summo Pontifice, aut coram suo Prælato, qui respectu sui vices illius gerit. Hoc enim satis est ad subveniendum necessitati religiosi, et aliunde servatur rigor reservationis, et debita subjectio ad Prælatum. In eo autem casu non est necessarium ut religiosus recurrat ad Episcopum, quia a quolibet sacerdote, a quo potest absolvi a culpis mortalibus, poterit pro tunc absolvi a tali censura, quia non absolvitur simpliciter, sed cum onere comparendi; sicut posset ex sententia omnium absolvi, quando etiam ad Episcopum esset difficilis accessus; idem autem est quamvis sit facilis, quia ad absolvendum cum illo onere non habet majorem facultatem Episcopus respectu personæ sibi non subditæ, quam ordinarius confessor. Et ex hac parte hic modus absolutionis cedit in majorem favorem religiosi, quia facilius absolvi poterit, et ita melius poterit onus comparendi tolerare, præsertim quia nullum est jus quo possimus illum eximere a tali onere, quod secum affert reservatio, quando potestas absolvendi solum datur occasione talis difficultatis vel necessitatis.

6. *Confirmatur amplius.* — Tandem confirmatur hoc et declaratur, quia Prælatus regularis, quando mittit subditum ad peregrinandum, potest illi dare facultatem eligendi confessorem, a quo possit absolvi etiam a casibus Papæ reservatis, sub onere comparendi coram se. Tunc ergo, si talis religiosus incidat in censuram canonis *Si quis suadente,* in eo loco, ubi non potest recurrere ad Prælatum absentem, non potest recurrere ad Episcopum, ut ab eo simpliciter absolvatur sine onere comparendi coram suo Prælato, quia tunc jam habet sufficientem judicem, seu confessorem a suo Prælato designatum, nec est recurrendum ad jurisdictionem interpretativam, ubi expressa et sufficiens haberi potest; at vero quamvis Prælatus expresse non declaret illam voluntatem, ex ipso communi jure satis explicatur. Relinquitur ergo solum Prælatum regularem habere hanc jurisdictionem in religiosos exemptos sub Pontifice Summo, nisi in casu extremæ necessitatis, in quo nulla est reservatio.

7. *Tertius casus. — Prælati religiosi etiam absolvi possunt intra religionem per ejus privilegia. — In quibus sacerdotibus sit talis potestas ordinarie.* — In tertia autem interrogatione seu casu petitur, quid dicendum sit de ipso Prælato religionis. Quæ difficultas magis pertinet ad caput sequens, de his qui per hanc potestatem absolvi possunt. Nam certum est, absolutionem Prælati religiosi in his casibus non pertinere ad Episcopum, tum quia non minus est exemptus quam reliqui; tum quia non minus potest absolvi per privilegia religionis, quia non debet esse deterioris conditionis, cum sit principale membrum ejus, et privilegia generaliter pro omnibus dentur. Igitur, si juxta communem usum præcise loquamur, potestas absolvendi ab hujusmodi censuris Prælatum conventualem est apud Provincialem, et respectu Provincialis apud Generalem, nam unusquisque solum pendet a suo proximo Prælato, et quando privilegia concedunt hanc facultatem Prælatis, intelligenda sunt respective, scilicet, illis Prælatis, vel illi Prælato, quos, vel quem unusquisque religiosus habuerint; Generalis vero, quia intra religionem non habet superiorem Prælatum, sed solum generale capitulum, absolvi poterit ab illo confessore, cui capitulum suas vices commiserit.

8. *De modis aliis non tam ordinariis habendi hanc potestatem erga Prælatos.* — Quod si capitulum ipsum nihil circa hoc obligaverit, eo ipso poterit Generalis eligere confessorem cum omni potestate quam privilegia concedunt; quia non superest alius modus quo possit ipse Generalis passive frui hujusmodi privilegiis, quibus privari non debet. Estque ille modus consentaneus juri communi, in cap. ult. de Pœnitent. et remiss. Quin potius in multis religionibus observari intelligo, ut etiam Provinciales et conventuales Prælati eodem modo sibi eligant confessores cum omnibus facultatibus, quas ipsi possunt suis subditis communicare. Quod fieri potest, vel quia in ipsa religione ita specialiter et positive (ut sic dicam) ordinatum est, quod sine dubio fieri potest, vel etiam consuetudine recipi, aut certe quia contrarium

ordinatum non est; quod censeo etiam sufficiens. Quia ex privilegio dicti capitis ult., de Pœnitent. et remiss., hi Prælati possunt sibi eligere confessorem *præter licentiam suorum Superiorum*, ut dixi in 4 tom., disput. 27, sect. 2, dub. 5, et nunc in confirmationem eorum quæ ibi dixi, expendo illam particulam, *præter suorum superiorum licentiam*; non enim dicit contra eorum ordinationem aut voluntatem, sed solum præter, id est, absque eorum licentia, et quando illi non provident alio modo de ordinario confessore; qui est casus de quo loquimur. Deinde confessor, sic electus, eo ipso habet circa talem Prælatum omnes facultates Pontificias, sive hoc sit quia ab ipsomet communicantur, sicut Papa eligendo confessorem dat illi jurisdictionem in seipsum, sive (quod verius existimo) quia virtute privilegiorum immediate ei conferuntur, eo quod vices gerit superioris Prælati in eo munere.

9. *Quid ubi duo tantum sunt sacerdotes, Prælatus et subditus, amboque excommunicati.* —Hic vero occurrere potest casus, in quo in religioso conventu tantum sint Prælatus et alius sacerdos, et ambos incurrisse in censuram reservatam Pontifici, ut, verbi gratia, per mutuam rixam, in censuram canonis *Si quis suadente*, quomodo possint absolvi; quia tunc nec Prælatus potest absolvere subditum, cum ipse sit excommunicatus, neque etiam potest illum eligere in confessorem, quia similiter ligatus est; quid ergo in eo articulo facient? Quidam, ut Emmanuel Rodriquez, tom. 1, q. 20, art. 12, citans Joannem Fabianum, verb. *Absolutio*, 2, § 6, et alii, respondent, ob necessitatem posse tunc mutuo absolvere, quia necessitas caret lege. Item, quia excommunicatus potest in casu necessitatis absolvere a peccatis; ergo et a censuris. Quod si in praxi sequenda esset hæc sententia, deberet Prælatus prius absolvere subditum, et jam ille absolutus, esset idoneus minister ad absolvendum Prælatum.

10. *Limitanda dicta responsio ad casum occultum.* — Indiget tamen, ut opinior, illa sententia magna declaratione et limitatione. Et imprimis, si neuter illorum est nominatim excommunicatus, vel si censura fuit canonis *Si quis suadente*, et delictum est occultum, videtur Prælatus posse absolvere subditum, quia nondum est omnino privatus jurisdictione et communicatione cum illo, saltem in bonum subditi. Dices: hoc haberet locum, si subditus non esset etiam excommunicatus; quia vero excommunicatus supponitur, non videtur posse uti favore Extravag. *Ad evitanda*. Respondeo : etiam licet subditus excommunicatus sit, Prælatus non est jurisdictione privatus in suos subditos, quantum est ex se; licet autem talis subditus excommunicatus sit, non peccat petendo a Prælato absolutionem, quia illa communicatio cum sit ordinata ad bonum animæ, et ad se liberandum a censura, non est prohibita ex vi suæ excommunicationis ; neque etiam propter Prælati excommunicationem prohibetur ratione Extravag. *Ad evitanda*, et ideo in eo casu non dubito quin, servato hoc ordine, licite petatur et detur absolutio.

11. *Quando casus est publicus, neuter in alterum habet potestatem.—Quo remedio tunc sit utendum.*—Urgendo tamen casum, ita ut delictum sit publicum, cessat hoc remedium, et tunc non censeo statim esse dandam licentiam Prælato absolvendi subditum, vel e contra, cum hoc sit contra rationem factam, et contra jura, argum. c. *Audivimus*, 24, q. 1, et c. *Prudentiam*, § 6, de Offic. deleg., et c. *Duobus*, de Sentent. excommunicat., per argumentum a contrario; ibi enim dicitur, duos habentes facultatem sese invicem absolvendi, si ambo in excommunicationem minorem incidant, non privari dicta potestate, nec usu ejus, ut recte glossa exponit, quia excommunicatio minor privat receptione Sacramentorum, non usu jurisdictionis; ergo de excommunicatione majori contrarium tacite exponit, quia hæc privat usu jurisdictionis; et ita sentiunt ibi glossa et Doctores. Quapropter in eo casu Prælatus extra religionem debet eligere alium sacerdotem habilem, ut ab eo absolvatur, et postea ipse absolutus poterit absolvere subditum. Dico autem Prælatum debere hoc facere, quia subditus non habet hanc facultatem ; neque ipse Prælatus, dum excommunicatus est, potest illam concedere, ut alibi dixi.

12. *Instantia contra id remedium diluitur.* —*Replica removetur.—Ultima instantia hujus casus publici.*—Dices : ergo nec ipse potest eligere sibi confessorem. Respondetur negando consequentiam, quia dare licentiam subdito ut eligat confessorem, est actus jurisdictionis, cujus usu privatus est excommunicatus ; eligere autem confessorem non est usus jurisdictionis, sed cujusdam privilegii, quo non privatur excommunicatus. Dices, cum Prælatus eligit confessorem, committit illi jurisdictionem suam, ut illa circa se uta-

tur; ille autem videtur esse actus jurisdictionis. Respondeo : non ipse committit, sed Pontifex, vel superior Prælatus virtute privilegiorum, ut supra, in fine n. 8, dictum est. Sed instabit aliquis, fingendo casum, in quo non sit copia alterius sacerdotis secularis, vel alterius religionis qui eligi possit. Respondeo, in eo casu ita se habere quemlibet illorum ac si esset solus, et non haberet copiam confessoris, extra casum articuli mortis, quia excommunicatus vitandus extra hunc articulum non habet usum jurisdictionis ; in illo autem articulo possunt se invicem absolvere a peccatis, et ratione illorum etiam a censuris, ut in 4 tomo generaliter dictum est.

## CAPUT XXIV.

### AD QUAS PERSONAS ABSOLVENDAS EXTENDANTUR HÆC PRIVILEGIA.

1. *Prima assertio pro professis et similibus.* — Hoc est tertium punctum superius in fine capitis 20 propositum. In quo imprimis certum est, talia privilegia posse habere effectum circa omnes professos talis religionis, quia pro illis maxime conceduntur hæc privilegia. Quia vero privilegia hæc concedi solent sub his verbis, ut Prælati possint absolvere subditos suos, oriebatur dubium de ipsis Prælatis. Sed hoc jam expeditum est in fine capitis proxime præcedentis; nam illi etiam sunt subditi vel superioribus Prælatis, vel saltem ipsi religioni. Oriebatur deinde dubium speciale de scholaribus, et Coadjutoribus Societatis, qui non sunt professi. Sed nullam habet rationem dubitandi, tum quia sunt veri religiosi et regulares, sub quibus vocibus solent hæc privilegia concedi ; tum etiam quia eorum incorporatio et vota sub nomine professionis comprehenduntur, præsertim in favorabilibus, ut infra, tractatu 10, lib. 3, cap. 5, ostendam ; tum denique quia Pius V et alii Pontifices expresse illis communicant hæc privilegia.

2. *Secunda assertio pro peregrinis.* — Secundo dicendum est, hanc facultatem extendi non tantum ad proprios religiosos subditos, sed etiam ad hospites, seu peregrinos qui jure hospitii possunt ab eis sacramentaliter absolvi [1]. Probatur primo ex ipsis privilegiis ; sæpe enim expresse nominant hospites, nam Clemens IV in privilegio citato inquit : *Necnon fratribus aliis ejusdem ordinis interdum ad eos declinantibus undecumque.* Alia vero privilegia indefinite loquuntur de suis monachis, aut religiosis, unde convenienter intelliguntur de illis, qui ab unoquoque Prælato sacramentaliter absolvi possunt, quia hæc privilegia, ut dicemus, ad forum conscientiæ præcipue ordinantur. Et licet aliqua privilegia loquantur de subditis, recte etiam exponuntur de subditis in foro conscientiæ secundum præsentem statum. Secundo probatur ex quadam declaratione Cardinalium , ad cap. *Liceat*, sess. 23 Concilii Tridentini, quæ habet, forenses, dum versantur in aliquo Episcopatu, posse absolvi a casibus occultis ab Episcopo loci per facultatem ibi concessam ; ergo similiter religiosus hospes absolvit poterit per facultates religionis a Prælato illius loci, in quo tanquam hospes degit; ibi enim se habet tanquam forensis, et militat in eo eadem ratio.

3. *Peregrinis absolutio, non dispensatio danda.* — Est autem notanda differentia quæ ibi assignatur inter dispensationem et absolutionem ; nam de dispensatione dicitur non posse dari homini forensi ab Episcopo loci per illam facultatem Concilii, sed petendam esse a proprio Episcopo ; absolutio autem dicitur posse dari ab Episcopo loci. Et ratio insinuatur, quia absolutio solum conceditur in ordine ad forum sacramentale, et ideo sicut sacramentum Pœnitentiæ ministrandum est in præsentia pœnitentis, ita et hæc absolutio, per se loquendo, danda est ab Episcopo præsente, ideoque Episcopo loci commissa censetur; dispensatio autem postulari potest ab Episcopo absente, et ideo semper reservatur proprio Prælato et Episcopo. Juxta quam doctrinam in proposito etiam observandum erit, quia in multis eorum et dispensandi et absolvendi facultas committitur, absolutionem semper extendi ad hospites, non vero dispensationem, nisi in ipso privilegio Clementis IV, nam immediate post citata verba subdit : *Absolutionem vel dispensationem indigentibus.* Seclusa autem expressa concessione, est illa doctrina valde probabilis, tum propter auctoritatem Congregationis, ejusque rationem ; tum etiam quia absolutio a censura conceditur hospitibus, quia est necessaria ad absolutionem a culpa, quæ differenda non est, *ne propter dilationem pœnitentiæ, periculum immineat animarum*, ut dicitur in cap. ult., de Pœnit. et remiss. ; dispensatio autem non est necessaria ad ministerium pœnitentiæ, nec

[1] In lib. Monum. Ordinum, concess. 318 et 319 , sic.

ad salutem animæ, unde differri potest, et reditus ad Prælatum expectari, vel ab absente postulari.

4. *Locus ex declaratione Cardinalium difficilis.*—Unum vero aliud insinuatur in illa doctrina, quod, si verum est, satis singulare est, scilicet, per facultatem absolvendi a censuris, concessam tantum in foro pœnitentiæ (qualis est illa Concilii Tridentini), non posse absolutionem etiam a censura dari absenti, quia debet dari in Sacramento Pœnitentiæ, unde ibi expresse exponitur, Concilium loqui de absolutione sacramentali. Sed hoc receptum non est, quia videtur nimia restrictio privilegii et facultatis, sine cogente ratione. Unde multi putant posse Episcopum ex vi Concilii per seipsum absolvere a censura hæresis occultæ monialem, vel aliam impeditam personam absentem, quia nec facultatem potest delegare, ut Concilium indicat, quamvis Corduba in Summ. Hispan., quæstione 8, et alii aliter exponant; nec cogendus est Episcopus ad pœnitentem impeditum accedere, ut illum absolvat, nam data absolutione a censura, tollitur reservatio culpæ, et ita poterit a quocumque legitimo confessore absolvi. Sed quid in hoc sentiendum sit pro re de qua agimus, inferius explicabimus; vide interim Navarrum, consil. 15, de Sentent. excommunicat., juxta primam impressionem; Emmanuel. Rodriquez, tom. 1, quæst. 20, articulo 11, in fine; Guttierez, in Practicis quæstionibus, capite decimo tertio, numero vigesimo octavo.

5. *Tertia assertio pro novitiis. — Hoc privilegio gaudent etiam ante susceptionem habitus volentes ingredi serio.* — Dico tertio: hæc potestas absolvendi extenditur etiam ad novitios, qui virtute dictorum privilegiorum possunt absolvi: ita habetur expresse in multis privilegiis citatis, in quibus etiam explicatur, ut possint absolvi ab omnibus peccatis ante vel post ingressum commissis, et ab omnibus ecclesiasticis et secularibus sententiis, censuris, et pœnis, a jure, vel ab homine latis, ut refertur ex privilegio Sixti IV, in Compendio Societatis, verb. *Absolutio,* §6, ex Monumentis Minorum, et idem habetur in citato privilegio Clementis IV, et in aliis. Est autem advertendum, in eis non tantum concedi hanc facultatem pro novitiis, qui jam habitum susceperunt, sed etiam pro his qui ingredi volunt; quod etiam Paulus III concessit Societati in Bulla ultima, qui addit limitationem, quæ eisdem verbis in antiquis privilegiis continetur, scilicet: *Volentes ingredi Societatem, seu religionem, nisi mox ingrediantur, eo ipso in pristinas sententias, a quibus absoluti fuerint, reincidant, etiamsi super hoc induciæ eis a peccatis religionis concedantur.* Aliqui vero exponunt ut qui vult ingredi per professionem, possit ante illam absolvi, non vero ante ingressum per susceptionem habitus ad novitiatum. Indicat Vivaldus, 1 part. Summæ, tit. *de Absolutione,* num. 22. Sed prior expositio verior est, nam in privilegio prius dicitur, *volentes ingredi,* etc., et postea, *ac eos qui post assumptum habitum, vel professionem emissam, recoluerint,* etc. Ita sentit D. Antoninus, referens idem privilegium, 3 part., tit. 24, in ultimis verbis. Et in Bulla Societatis evidenter constat sermonem esse de his, qui volunt ingredi, priusquam recipiantur. Unde hæc absolutio videtur concessa quasi præparatio ad ipsum ingressum, seu receptionem habitus. Ex prædicta vero limitatione constat, si quis postulet ingredi sine animo ingrediendi, solum ut absolvatur, absolutionem esse nullam; imo, nisi habeat animum ingrediendi et profitendi, saltem bona fide ingrediendo ad probandum cum animo profitendi, si justa causa ad illum mutandum non occurrerit. Unde in illo privilegio Societatis expresse dicit Paulus III: *Reincidunt in pristinas sententias, nisi mox ingredi, et peractis experientiis secundum Constitutiones Societatis vota emittere parati sint;* ergo qui non habet hunc animum et bonam fidem, non consequitur absolutionem. Et idem est proportionaliter in aliis religionibus, nam eadem fere verba in privilegiis Mendicantium habentur.

6. *Quid de non perseverante? — Ingrediens de facto, sed absque sua culpa non perseverans, non reincidit. — Secus de eo, qui ante vel post ingressum sua voluntate retrocedit.* — Sed quid, si quis sic absolutus bona fide suscipiat habitum religionis cum animo profitendi, postea non profiteatur absque culpa sua, quia vel a religione ejicitur, vel ex justa causa egreditur? Numquid reincidet in priores censuras? Communiter auctores affirmative respondent[1], et non afferunt aliud privilegium, nisi vel Clementis IV et Pauli III. Sed ex illis obscure colligitur, nam Clemens solum ait: *Nisi mox ordinem intraverint;* et Paulus fere similia habet verba. Quæ intelligenda videntur de primo ingressu ad novi-

[1] Emman. Rodr., tom. 1, q. 3, art. 4, et q. 20, art. 21; Vivald. supra, n. 23 et 24.

tiatum, nam de illo erat sermo supra, ubi dicitur: *Volentes ingredi ordinem;* ergo qui semel ingressus est bona fide et animo profitendi, secundum jus, jam implevit conditionem requisitam; ergo, licet postea egrediatur, præsertim licite, non reincidet; nulla est enim ratio extendendi illud verbum: *Nisi intraverint*, ad introitum per professionem, quia talis expositio nec consonat superioribus verbis, nec rigor ipsius verbi ad illam cogit, cum de se sit indifferens; nec privilegium coarctandum est, sed extendendum. Præsertim cum sit valde consentaneum rationi, ut qui absolutus fuit in ordine ad insignem actum ingrediendi religionem, et illum bona fide explevit, non privetur postea illo beneficio, et quod facultate sibi a jure concessa legitime utatur, dimittendo religionem. Et confirmatur, nam illa esset quidam modus cogendi novitium ad profitendum, saltem timore reincidendi in censuras, quam coactionem jura valde abhorrent, præsertim Concilium Tridentinum, sess. 25, de Regularib., c. 15 et sequentibus. Quapropter probabile reputo, hanc absolutionem datam novitio, qui bona fide in religione versatur cum animo profitendi, non esse ad reincidentiam, sed omnino absolutam ac permanentem; datam vero ei qui vult ingredi antequam novitius sit, esse ad reincidentiam, si cum effectu non ingrediatur, aut ingressus nimium differatur: si autem cum effectu ingrediatur, omnino firmetur absolutio, ita ut licet casu postea non profiteatur, non reincidat. Hæc omnia videntur satis probari conjecturis adductis, et maxime patebunt, si attente legatur Pauli III Indultum. Prius enim concedit facultatem absolvendi *omnes et singulos Societatis socios, et personas sub eorum obedientia, disciplina, et correctione pro tempore degentes.* Sub quibus verbis clarum est novitios comprehendi, et de horum absolutione nulla conditio ponitur: postea vero solum ponitur conditio circa eos qui ingredi volunt, et eo titulo absolvuntur, prius nimirum quam ad aliquid recipiantur.

7. *Ex alio tamen privilegio absolvi possunt, absque onere reincidendi, esto non perseverent.—Hoc vero privilegium non extenditur ad absolutionem omnium casuum. — Neque ad dispensationes omnes.* — Quia vero hæc nostra sententia incerta est, alia via poterunt hæ personæ certius liberari a periculo reincidendi, si nimirum non absolvantur titulo hujus privilegii, sed absolute, ut seculares, per facultatem quam ibi concedit idem Paulus III religiosis Societatis, ad absolvendum quoscumque fideles a quibuscumque censuris, etc., extra Bullam Cœnæ, quod privilegium infra, tract. 10, lib. 9, c. 2, declarabimus. Verum est quidem absolutionem sic datam, etiam ante receptionem habitus, esse omnino absolutam, et sine periculo reincidentiæ, quia non datur titulo religionis, sed sicut dari potest cuicumque seculari. Est tamen magna differentia inter has facultates et absolutiones: nam hæc, quæ communis est omnibus secularibus, non extenditur ad casus Cœnæ; alia vero, quæ datur titulo religionis, extenditur ad omnes fere casus Pontificios, juxta ea quæ diximus c. 21, n. 1 et sequentibus; item est alia differentia, quia facultas pro secularibus solum est ad absolutionem, alia vero extenditur ad dispensationem in aliquibus irregularitatibus.

8. *Referuntur alia privilegia ampla pro novitiis absolvendis et dispensandis.—Discutitur an proxime allata privilegia extendantur ad casus Cœnæ.* — Præter hæc autem sunt alia privilegia, per quæ possunt novitii absolute et sine ulla conditione absolvi a censuris reservatis, ut est illud Eugenii IV et Cœlestini V, quod refertur in Compendio Cisterciensi, verb. *Absolutio*, § 1, ubi datur facultas Generali reformatori regularis observantiæ *absolvendi monachos et novitios*, et postea extenditur etiam ad dispensationem in irregularitatibus, et nulla conditio ad reincidendum apponitur, possuntque per viam communicationis aliæ religiones ea facultate uti; per illam tamen semel tantum in vita potest dari hæc absolutio. Dubito vero an illa extendatur ad casus Cœnæ Domini, quia non fit illorum propria et specifica mentio, sed verba generalia sunt hæc: *Ab omnibus qualitercumque enormibus peccatis;* et infra: *A quibusvis excommunicationis*, etc. Verum est particulam illam, *qualitercumque enormibus*, multum augere præcedentem distributionem, *ab omnibus;* ergo, ut aliquid addat, necessarium videtur ut extendat facultatem ad casus Cœnæ. Quæ ponderatio esset efficax apud me, si præcessisset particula, *ab omnibus reservatis;* nunc vero non ita est, sed dicitur, *ab omnibus qualitercumque enormibus*, et ideo dici potest in sola distributione *ab omnibus*, non includi reservata; per aliam vero particulam extendi ad reservata tantum generaliter, et ideo non oportere ut extendantur verba ad casus Cœnæ. Sed contra hoc insto, et expendo particulam *qualitercumque*. Nam ad illam extensionem

generalem de casibus Papæ reservatis sufficeret dicere, *ab omnibus etiam enormibus;* dum ergo additur *qualitercumque enormibus*, major ampliatio significata est; ergo fit ad casus Cœnæ, saltem in generali (ut specialitatem hæresis excludam), quia non est alia ampliatio propter quam illa particula poni potuerit. Et potest confirmari a simili ex glossa in Clemen. 1, de Re judic., verbo *Quaris*, quam commendat Panormitanus, 1 p., consil. ult., n. 5, et ad hanc partem confirmandam videtur adduci ab Emmanuele, tom. 1, q. 20, a. 4, ubi, licet non loquatur expresse de casibus Cœnæ, dicit tamen illud privilegium extendi ad casus quomodolibet reservatos Papæ; est ergo hæc extensio satis probabilis. Non tamen videtur illa ponderatio sufficiens, ut vere possimus dicere, in hoc Indulto esse expresse comprehensos casus Cœnæ, et ideo quoad hanc partem videri potest revocatum per Bullam Cœnæ, nisi eam revocationem impediat speciale Indultum Gregorii Societati concessum, de quo supra, c. 21, num. 8, in fine, dictum est. Verumtamen etiam absque illo existimo non esse revocatam illam facultatem, quia illa est sufficiens expressio, præsertim si alia verba ejusdem Indulti ponderentur.

9. *Ultimum privilegium pro iisdem novitiis.* — Ultimo addo, etiam videri concessam sufficientem facultatem absolvendi novitios absolute et sine reincidentia per privilegium Benedictinorum, quod sub his fere verbis refertur in Compendio Societatis, verb. *Absolutio*, § 10 : *Possunt Prælati absolvere omnes, qui in Societate* (seu in tali religione) *proposuerunt perpetuum Deo reddere famulatum, a quibuscumque peccatis*, etc. Expendo enim non dicere *qui promiserunt*, sed *proposuerunt*, et ideo verisimile est extendi ad novitios, qui eo animo in religione versantur, qui licet postea non perseverent, absoluti manebunt, quia ibi nulla limitatio nec conditio adjungitur. Intelligo tamen necessarium esse, ut illi jam sint aliquo modo in religione, saltem per susceptum habitum, nec sufficere illud propositum, si extra religionem habeatur, quia verba Indulti diriguntur ad eos qui in religione jam sunt.

10. *Quarta assertio pro donatis. — Prima observatio pro assertione. — Secunda observatio.—Tertia observatio.* — Dico quarto, privilegia hæc etiam extendi ad donatos, seu oblatos religioni ; ita habetur expresse in privilegio concesso Cisterciensibus ad observandum semel in vita, de quo proxime in numer. 8 locuti sumus, ubi cum monachis et novitiis expresse numerantur donati et commissi ; sub quibus vocibus comprehenduntur omnes illi, qui conversi appellantur, licet professi non sint, nec tria vota substantialia emittant, dummodo religioni donati seu dicati sint cum aliqua firmitate et obligatione, sive per obedientiæ votum, sive per aliud genus promissionis et pacti ; nam omnes hi dicuntur proprie donati aut oblati, ut in 3 tom. dixi, explicando canonem *Si quis suadente*. Quia vero hæc extensio ad donatos in aliis privilegiis non fit, sed semper est sermo de monachis, fratribus, aut religiosis, ideo assertio hæc non est universaliter intelligenda de omnibus gratiis et facultatibus quas explicuimus ; sed solum de illis in quibus talium personarum expressa mentio facta fuerit. Nam hi revera non sunt monachi nec religiosi; et quamvis interdum, late sumpto vocabulo, soleant hæ personæ nomine regularium aut monachorum comprehendi, præsertim in dispositione favorabili, juxta doctrinam Panormitani et aliorum in rubrica de Regularibus, nihilominus in his privilegiis comprehendi non debent, nisi exprimantur, tum quia ex communi usu constat hanc esse intentionem Pontificum, et ideo ubi volunt plus concedere, id exprimunt; tum etiam quia, licet privilegia contineant favorem, sunt juxta proprietatem verborum intelligenda, ubi jura ipsa illa non extendunt. Hoc autem intelligimus de illis conversis, qui tria vota substantialia non emittunt, nam de illis, qui hæc profitentur, non est dubium quin sub illis privilegiis comprehendantur, etiamsi monachorum tantum mentionem faciant, quia, licet monachus interdum stricte dicatur, ut distinguitur a converso, tamen in generali significatione satis proprie significat quemcumque religiosum fratrem. Adverto ulterius, si privilegium utatur aliis verbis generalibus quæ in rigore non requirant illa vota, extendi posse ad hujusmodi donatos. Talia videntur esse verba illa supra, num. 9, citata ex privilegio Benedictinorum : *Omnes, qui in tali religione proposuerunt perpetuo Deo reddere famulatum;* nam hi donati vere et proprie dici possunt proposuisse, imo et promisisse perpetuo in tali religione Deo reddere famulatum. Idem videtur dicendum de his verbis : *Omnes qui sub obedientia talis religionis vivunt ;* nam hoc etiam de his personis in proprietate dicitur, quia vel votum obedientiæ emittunt, vel certe promissionem aut pactum illi perpetuo serviendi ; quod satis est ut dicantur sub obe-

dientia talis religionis vivere. Semper tamen consulenda sunt alia verba ipsius privilegii, ut ex tenore illius verus sensus colligatur; ad quod etiam multum conferre potest religionis consuetudo.

11. *An laici servientes gaudeant etiam dictis privilegiis.* — Sed quid de aliis laicis servientibus religioni? Respondeo : de his nihil speciale invenio, quod attinet ad religiones virorum, præter ea quæ de administratione sacramentorum respectu talium personarum dicam infra, tract. 10, lib, 9, c. 2, tractando de ministerio Societatis erga pœnitentes. De servitricibus autem monialium nonnulla tradit Emmanuel Rodriquez, tom. 1, q. 20, a. 24, quæ in eo videri possunt.

12. Ultimo, circa hanc absolutionem explicandum superest, quomodo danda sit. Et imprimis quæri potest an danda sit solum in foro sacramentali, quod iterum occurret tract. 10, lib. 9, cap. 2, n. 24. Et ratio dubii est, quia in his privilegiis sæpe dicitur, ut hæc absolutio detur in foro conscientiæ tantum. Responderi potest, per hæc verba non significari modum dandi absolutionem, sed effectum ejus; quæ duo valde diversa sunt; potest enim absolutio a censura dari per se, et extra sacramentum Pœnitentiæ, et nihilominus non habere effectum quoad externum forum, sed solum quoad obligationem in conscientia. Et ita exponunt illa verba moderni Doctores, et revera in rigore non videntur aliud postulare. Sed difficultatem mihi ingerit quædam declaratio Cardinalium, quam supra retuli, n. 4. Nam cum Concilium Tridentinum, sess. 24, c. 6, tribuat Episcopis facultatem absolvendi in casibus occultis Sedi Apostolicæ reservatis, et addat illa verba : *In foro conscientiæ imposita pœnitentia salutari,* inde colligunt Cardinales, Concilium loqui de absolutione sacramentali in foro conscientiæ; ergo pari ratione idem dicendum est de quolibet Indulto per similia verba concesso. Verum est tamen illud non affirmari in responsione directa, quæ in ea declaratione datur ad dubium directe propositum; sed incidenter in quadam ratione, quæ non semper est efficax aut necessaria, etiam in decretis. Nihilominus distinctione uti possumus : nam hæc facultas interdum conceditur solum ad absolvendum a peccatis reservatis in foro conscientiæ, nulla facta mentione censurarum, et tunc verisimilius est per se concedi potestatem ad absolvendum a culpis, a censuris vero consequenter ratione culparum, et ideo tunc censuras non posse tolli nisi in ipso usu sacramenti, et in ordine ad absolutionem sacramentalem, et in hunc modum loquitur Concilium Tridentinum, illo loco, et in hoc videtur fundata dicta expositio. At vero sæpe conceditur hæc facultas directe ad absolvendum a censuris, vel a peccatis et censuris, et tunc directe conceditur absolutio censurarum, et ideo non limitatur ad sacramentalem absolutionem; quia, quando potestas alicui conceditur directe, censetur juxta modum et naturam suam concedi; et ideo extra sacramentum exerceri potest, cum per se et natura sua illud non requirat. Sed quid si Indultum dicat : *In foro conscientiæ et pœnitentiali?* Quidam putant per hæc verba fieri majorem restrictionem, ita ut facultas sic data, etiam directe ad censuras tollendas, restringatur ad forum sacramentale. Dico tamen illa verba vel esse æquivalentia, vel solum addi ad magis explicandum finem et modum hujus absolutionis. Quamvis enim censura extra sacramentum absolvi possit in foro conscientiæ, nihilominus simul esse debet forum illud aliquo modo pœnitentiale, quia absolvi non debet nisi qui pœnitentiam ostendat, et ad satisfaciendum paratus sit, et ideo in hujusmodi Indultis addi solet : *Salutari pœnitentia injuncta, et satisfacta parte.* De quibus particulis quid operentur, et an valor absolutionis ex illarum executione pendeat; item an, satisfacta parte, possit hæc absolutio extendi, et valere etiam quoad forum externum, dicemus infra, tract. ultimo, lib. 9, c. 2, tractando de privilegiis religiosorum Societatis ad absolvendos quoscumque fideles, nam doctrina illa omnibus generalis est. Hæc autem omnia, quæ diximus, præcipue pertinent ad absolutionem a censuris a jure latis, in quibus semper comprehendimus latas generaliter ab homine, ut in quinta assert., c. 20, posuimus, vel quia ex generali consuetudine jam æquiparantur quoad effectus et quoad absolutionem, vel quia in prædictis Indultis exprimuntur, ut constat, et statim etiam dicam.

## CAPUT XXV

### AN SUPERIORES RELIGIONUM POSSINT PER SUA PRIVILEGIA ABSOLVERE SUBDITOS ETIAM A CENSURIS SPECIALIBUS AB HOMINE.

1. Dicendum vero superest de excommunicatione ab homine speciali, an per hæc In-

dulta tolli possit. Quidam enim moderni affirmant per hæc privilegia concessum esse absolvere religiosos a censura lata ab homine in particulari contra talem religiosum; ita Emmanuel, dict. quæst. 20, art. 4; non tamen affert expressum de hoc privilegium, sed nonnulla inducit. Primum est, illud Clementis IV supra citatum, cap. præced., in quo facultas hæc extenditur etiam ad casus Bullæ Cœnæ, paucis exceptis, juxta aliam declarationem Sixti IV, supra etiam allegatam, in cap. 21, num. 1. Unde sic colligitur: qui concedit majus, concedit etiam et minus, in regula *Qui licet*, de Regulis juris, in 6; ergo qui concedit facultatem a casibus Cœnæ, quæ major est, concedit etiam quamcumque censuram ab homine quomodocumque latam. Similis collectio fit ex verbis illis Martini V, in privilegio Benedictinis concesso: *Etiamsi talia forent, propter quæ esset Sedis Apostolica consulenda, vel quæ Summus Pontifex reservare consuevit;* item ex illis Eugenii IV, in privilegio Cisterciensibus concesso: *Ab omnibus etiam qualitercumque enormibus.* Nam ex his et similibus verbis potest idem argumentum fieri a concessione majoris facultatis ad concessionem minoris. Secundo adducit privilegium Gregorii XIII, concessum Generali ordinis Ministrorum infirmorum, ut possit per se, vel alios, absolvere subditos a quibusvis censuris a jure vel ab homine (*non tamen nominatim*) quomodolibet latis; refert vero Cassarubius, in Addit. ad Compendium Mendicantium, verb. *Solutio quoad fratres*, integram Bullam hujus privilegii. Fit autem vis in exceptione illa, *non tamen nominatim;* nam hæc exceptio firmat regulam in omnibus aliis; ergo extenditur illa facultas etiam ad sententias particulares ab homine, dummodo persona non sit nominatim excommunicata. Tertio addere possumus, quod in illo Indulto Eugenii IV, generaliter et sine restrictione dicitur: *Ab omnibus censuris, et sententiis a jure vel ab homine, in genere, vel in specie, promulgatis, vel promulgandis.*

2. Nihilominus contraria sententia suaderi potest retorquendo hæc eadem argumenta. Primum quidem, quia Clemens IV, in dicto privilegio, expresse dicit, *a jure vel a judice generaliter promulgatis;* ergo non est verisimile alia ejus generalia verba extendi ad sententias etiam particulares, cum illa expressa limitatio ad illas excludendas posita sit. Unde argumentum illud a majori facultate ad minorem in potestatibus non ordinariis, nec subordinatis (de quibus regula juris intelligenda est) parum efficax esse, supra ostendimus. Hujusmodi autem sunt hæ potestates; non proveniunt enim ab intrinseco ex vi proprii muneris, sed per voluntariam Pontificis concessionem, et quasi delegationem, et inter se subordinatæ non sunt; ergo ex concessione majoris non recte alia infertur. Maxime, quia quotidie videmus per Jubilæa, vel alia Indulta Pontificia, concedi casus reservatos Papæ, etiam Bullæ Cœnæ, et non concedi censuras ab homine particulariter latas, quia, licet in his non sit major gravitas quoad culpam et censuram, tamen, in earum absolutione concedenda, est major difficultas propter peculiare jus illius judicis, qui tulit sententiam, et ne perturbetur ordo judicialis. Et ideo parum probant alia generalia verba de concessionibus casuum reservatorum Pontifici, vel quantumcumque enormium, quia in eis vel est sermo de censuris a jure, vel ad summum per sententiam generalem.

3. Secundo, illa particula *nominatim*, posita in Indulto Gregorii XIII, videtur potius excipere hujusmodi sententias particulares; excommunicatio enim, verbi gratia, tunc fertur particulariter in aliquem, quando fertur nominatim in eum; neque apparet quomodo sententia possit esse particularis ex parte personæ (sic enim loquimur), nisi in illam nominatim feratur. Dico autem ex parte personæ, quia posset ferri sententia excommunicationis pro delicto speciali, verbi gratia, furto, generaliter tamen in eum qui illud commisit, et post trinam admonitionem satisfacere noluit, quia occultus est; tunc enim licet in reipsa excommunicatio feratur in personam, vel personas particulares, quia particulare factum a particularibus personis necessario extitit, nihilominus ex forma sententiæ generaliter fertur in personas incertas, et de hujusmodi sententia recte probatur ex vi illius privilegii et aliorum, ut dicemus, comprehendi sub hac facultate. Non tamen id probatur de sententia particulari, id est, quæ directe fertur in particularem personam. In quo etiam est considerandum, aliud esse excommunicationem esse latam nominatim in aliquem, aliud vero illum declarari nominatim excommunicatum. Nam potest primum stare sine secundo; declaratio enim non facit censuram, sed supponit, ut alibi dictum est; igitur in illo privilegio non tantum excipitur censura, quam declaratio nominatim facta subsecuta est, sed omnis illa quæ nondum

declarata est; sic enim ibi dicitur: Vel ab homine (non tamen nominatim) quomodolibet latis. Sic autem excommunicatio nominatim lata, et excommunicatio per sententiam particularem idem sunt; ergo.

4. Tertio, sub generali clausula, ut est regula juris, non comprehenduntur specialia, quæ in particulari concedi non consueverunt, præsertim ubi peculiaris difficultas, vel injuria tertii intercedit; sed hujusmodi est facultas absolvendi a particulari censura ab homine lata, ut constat tum ex usu, tum ex ratione facta, quia cedit aliquo modo in injuriam judicis; ergo talis facultas non comprehenditur sub clausulis generalibus; specialis autem concessio non invenitur; ergo negandum est esse concessam. Et ideo non satis colligitur ex alio indulto Eugenii IV et Cœlestini V, nam omnia illa verba generalia sunt. Licet enim in eis dicatur, *a jure vel ab homine*, et infra addatur, *in genere, vel in specie promulgatis*, non satis determinantur verba ad sententias particulares ab homine; nam illa particula *vel in specie*, non videtur referri ad personam in quam specialiter fertur censura, sed ad speciem censuræ, vel pœnæ; aliquando enim fertur censura sub nomine generali, ut suspensionis, verbi gratia, aliquando sub nomine speciali, ut suspensionis ab officio vel beneficio. Potest etiam illud verbum referri ad speciem delicti commissi, ut supra declaravimus.

5. Nihilominus censeo per privilegia religionum absolvi posse religiosos et novitios, seu ingredientes religionem, ab omnibus censuris latis, etiam ab homine per sententiam specialem. Hoc suadet satis probabiliter privilegium proxime tractatum; nam verba illa, *vel in specie promulgatis*, revera habent vim, et difficile distrahuntur ad alios sensus, nam sententia specialis distinguitur a generali; dicitur autem generalis sententia, quæ non fertur in determinatam personam, et proprie dicitur illa, quæ nec ratione delicti determinatur ad auctorem ejus; ergo specialis dicitur ratione determinatæ personæ in quam fertur. Et licet verum sit posse dici specialem, eam quæ fertur in auctorem singularis delicti commissi, licet incognitum, non est tamen cur ad illam solam verba illa limitentur, cum magis proprie sit specialis quæ fertur in personam nominatam, et verba privilegii absoluta sint. Præterea persuadet omnino, ut opinor, hanc sententiam Indultum Pauli III Societati concessum, et sub his verbis conceptum: *A quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti, aliisque ecclesiasticis et secularibus sententiis, censuris et pœnis, a jure vel ab homine quomodolibet latis et promulgatis.* Expendo enim illud adverbium *quomodolibet;* si enim absolute dixisset *ab homine*, posset per argumentum supra factum restringi ad sententiam generalem; cum vero additur *quomodolibet*, non habet locum restrictio: nam solum ad hoc addi potuit, ut talis restrictio tolleretur. Unde infero, doctrinam hanc procedere, etiamsi quis nominatim denunciatus sit, quia Pontifex non fuit contentus dicere, *quomodolibet latis*, sed addit etiam *promulgatis;* denunciatio autem excommunicationis latæ nihil aliud est quam promulgatio talis sententiæ; at sententia quomodolibet promulgata, per hanc potestatem remitti potest; ergo etiamsi nominatim denunciatus sit. Et ideo in Compendio Societatis, verb. *Absolutio*, § 6, ubi de hac facultate fit mentio, simpliciter dicitur, *vel ab homine latis*, sine ulla restrictione vel declaratione, in quo significatur nullam esse necessariam. Sed de hoc privilegio iterum in tract. 10, libro nono, capite secundo, numero vigesimo secundo.

6. Dices: ergo, si contingat religiosum excommunicari ab Episcopo in casu aliquo sibi commisso, poterit nihilominus a suo Prælato absolvi, imo etiamsi excommunicatus sit a legato, vel judice aliquo Apostolico. Item, licet sit excommunicatus a suo Generali vel Provinciali, poterit absolvi a Guardiano vel Priore. Quæ omnia videntur absurda, quia sunt contra debitum ordinem et regimen, et in injuriam judicis ferentis sententiam. Sequela autem patet, quia verba illa, *quomodolibet ab homine*, tam generalia sunt, ut omnia hæc comprehendant. Imo in illo privilegio additur exceptio, nisi casus sint adeo graves et enormes, ut merito censeatur Sedes Apostolica consulenda, et declaratur hujusmodi esse solum illa quatuor a Sixto IV excepta, supra, cap. 21, num. 1, allata; ergo hæc exceptio firmat regulam quoad omnes alias sententias a jure, vel ab homine quomodolibet latis; ergo comprehenduntur omnes casus supra numerati. Quin potius, nisi illi comprehenderentur, non posset hæc facultas exerceri circa religiosos quoad sententias particulares in eos latas postquam religiosi sunt. Consequens est absurdum; ergo. Consequentia patet, quia in illo statu jam constituti excommunicari non possunt, nisi vel a

suis Prælatis, vel ex speciali commissione et potestate Apostolica. Minor probatur, quia, licet in favorem religionis concedatur hoc privilegium pro his qui volunt ingredi, non tamen pro solis illis, sed maxime pro jam professis, seu religioni per vota conjunctis, imo ad eos principaliter dirigitur privilegium, ut ex ejus tenore constat, et in eo expresse additur, ut absolvi possint ab omnibus ante vel post ingressum religionis in Societate commissis; ergo etiam a sententiis in eos latis quomodolibet ab homine, etiam postquam religiosi sint.

7. Respondeo igitur concedendo sequelam quoad eam partem de censura lata a judice, vel Prælato aliquo extra religionem, quia privilegium ad hæc omnia extenditur, et ex vi alterius privilegii, Benedictinis concessi, possunt superiores etiam locales Societatis, juxta Compendium, in verbo *Absolutio*, § 10, absolvere subditos a quibuscumque sententiis et peccatis, *etiamsi talia forent propter quæ Sedes Apostolica esset consulenda.* Additur autem ibi, *ut id fiat præmissa ex parte subditorum debita satisfactione.* Ad hanc autem satisfactionem pertinere existimo, ut, quando specialis sententia ab homine præcessit, ut non solum parti læsæ, si qua fuerit, sed etiam Ecclesiæ, id est judici (juxta modum loquendi Evangelii), nam per contumaciam specialem illi facta est specialis injuria. Oportet ergo ut ante omnia absolvendus a contumacia recedat; deinde ut satisfactionem exhibeat, vel offerat, aut promittat, prout potuerit, et tandem ut judicem, a quo excommunicatus est, saltem reddat certum de obedientia sibi et Ecclesiæ reddita, et absolutione obtenta; ita enim vitantur incommoda quæ ex dicto privilegio sequi posse videbantur. Et hæc est sufficiens ratio hujus interpretationis, quia privilegium ita debet sortiri suum effectum, ut in reliquis omnibus quam minimum lædat aliorum jura, et præsertim ea quæ ad convenientem gubernationem pertinent.

8. Ad alteram vero partem, quæ spectat ad sententias majorum Prælatorum ejusdem religionis, dicendum est, in eis esse hoc speciale, quod superiores possunt sibi casus, vel sententias reservare, et inferiorum Prælatorum jurisdictionem restringere, non obstantibus privilegiis, ut dictum est. Si ergo superior Prælatus hoc modo tulerit sententiam, vel ex Constitutionibus, aut ex consuetudine religionis constiterit hanc restrictionem seu reservationem esse factam, tunc neganda est sequela, quia quoad hanc partem habet inferior Prælatus restrictam, vel non sibi communicatam hujus privilegii facultatem. Si autem talis restrictio vel reservatio non est facta, concedenda est sequela, eodem modo quo in superiori parte dictum est. Et fortasse hæc est intentio superioris Prælati non restringentis jurisdictionem inferioris, ut subditus statim ac fuerit bene dispositus, et satisfactionem obtulerit, sine dilatione possit absolvi.

## CAPUT XXVI.

### DE POTESTATE PRÆLATORUM RELIGIONIS CIRCA BONORUM TEMPORALIUM ADMINISTRATIONEM EX PRIMÆVA INSTITUTIONE, A JURE ANTIQUO PERMISSAM.

1. *Notationes aliquot pro decisione præsentis capitis.* — *Triplex caput administrationis temporalium, acquisitio, conservatio, alienatio.* — Præter potestates circa personas, necesse est ut Prælatus religionis habeat potestatem circa bona temporalia ejusdem religionis, quia non potest religio omnino carere his bonis temporalibus, vel quoad proprietatem, possessionem et usum, vel saltem quoad simplicem tentionem et usum, juxta uniuscujusque modum; quomodocunque autem habeantur, necesse est ut eorum administratio et cura ad aliquem pertineat. Non potest autem pertinere ad singulos, tum quia per se repugnat ordini, et conservationi rei; tum etiam quia potius per votum paupertatis simul impediti sunt, ne propria voluntate et arbitrio possint de temporalibus bonis disponere, ut supra tractatum est. Quamvis autem hæc potestas in tota communitate, ut sic, esse possit, tamen non potest communitas per se ipsam immediate exercere omnia quæ ad hanc administrationem pertinent; et ideo necesse est ut hæc potestas vel omnino, vel magna ex parte Prælato commissa sit. Explicandum ergo a nobis est quantum potestatis in hoc genere commissum sit Prælatis religionis, et ad quos actus, et cum quibus conditionibus extendatur. Quia vero hæc concessio potestatis aliquo jure constare debet, triplex jus hic distinguere possumus, scilicet naturale, commune seu canonicum, et speciale ex privilegiis seu ordinationibus Pontificum circa singulas religiones. Primum breviter expediemus, quia fere ad usum non deservit. Ter-

tium autem latissime patet, et fere non cadit sub generalem doctrinam; sed unaquæque religio sua debet scire statuta et privilegia; et ideo solum obiter et gratia exempli, aliquod particulare institutum indicabimus. Dicemus ergo præcipue de potestate quam ad hanc administrationem habet Prælatus religionis jure communi. Et quamvis hæc potestas de facto amplior videatur esse in universalioribus Prælatis, quia tamen jura canonica, ut supra notavi, frequentius loquuntur de Abbatibus, quibus respondent omnes Prælati conventuales, ideo potestatem hanc in eis explicabimus, unde facile constabit quid de cæteris dicendum sit. Tandem, quia actiones hujus administrationis variæ sunt, omnes possumus ad tria capita revocare, quæ sunt recipere, conservare et alienare. Sub prima comprehendimus omnem acquisitionem bonorum, quæ religioni fit; sub secunda, omnem actionem quæ pertinet ad gubernationem, beneficentiam, augmentum, custodiam et usum talium bonorum; ad tertiam pertinet omnis consumptio, distractio, seu alienatio; imo etiam omnis usus talium bonorum.

2. *Positam assertionem non procedere loquendo ex natura rei, probatur. — Confirmatur* — Primo ergo dicendum est, juxta primævam institutionem religionum, quam jus antiquum admittebat, totam administrationem bonorum monasterii esse seu fuisse apud solum Abbatem. Colligitur ex c. *Nullam*, 19, q. 2, ubi Pelagius Papa inquit: *Universa, quæ vel ad divini cultus reverentiam, vel ad utilitatem monasterii pertinent, Abbatis sollicitudo, ad quem potestas tota pertinere conferet, debeat adimplere.* Hoc autem jus, quantum ex verbis ejus colligitur, non constitutivum, sed declarativum fuit; non enim de novo statuit, sed pro constanti supponit totam potestatem esse apud Abbatem. Est ergo advertendum, ex vi status religiosi, et secluso omni jure positivo ecclesiastico, fieri potuisse, et antiquitus ita factum esse, ut hæc potestas tota in solo Prælato existat. Dico fieri potuisse, quia hoc semper dependet ex voluntate et consensu totius communitatis. Si enim ex sola rei natura loquamur, ex vi institutionis religiosæ congregationis, in qua singulæ personæ paupertatem profitentur, potestas administrandi quæcumque bona, immediate est in ipsa communitate, quia illa est domina, vel usuaria per se primo. Item, quia ex natura rei non est major ratio de uno membro illius communitatis, quam de alio. Præterea, quia, cum omnes habeant votum paupertatis, nullus potest proprio nomine uti hujusmodi bonis; ergo oportet ut facultas, in quocumque particulari sit, derivetur ab alio; non potest autem resolutio ultima fieri nisi ad totam communitatem ut sic; quia in nulla particulari persona sistere possumus intra communitatem ipsam; non oportet autem extra illam progredi, ut, scilicet, potestas illa manet ab Episcopo, vel Pontifice, nam unaquæque communitas habet jus proprium administrandi sua bona, quo non privatur communitas religiosa, eo quod religiosa sit, quia non repugnat voto paupertatis singulorum, nisi hoc etiam voluntarie profiteatur; pendet ergo hoc ex voluntate eorum, qui ad instituendam, vel inchoandam talem communitatem primum convenerunt; nam illi possunt inter se statuere, et quasi pacisci ut tota administratio temporalium rerum sit apud solum Prælatum; ergo ita fieri potuit in initio religionum; semel autem facta et approbata institutione, qui eam postea profiterentur, consequenter præberent suum assensum, et quantum in ipsis esset, idem jus in Prælatum transferrent. Confirmatur ac declaratur, nam hæc potestas administrandi bona temporalia nec est jurisdictionis, nec per se requirit illam, sed est potestas dominativa, sub hac comprehendendo potestatem ministerialem a domino commissam; ergo talis potestas respectu communitatis religiosæ, per se, et ex natura rei, ac secluso jure positivo, non pendet a concessione Pontificis, vel alterius Prælati ecclesiastici, sed ex voluntate eorum, qui in tali communitate sociantur; ergo per eamdem voluntatem fieri poterit, ut in solum Prælatum ea potestas transferretur.

3. *Probatur jam assertio loquendo ex positiva voluntate ipsius communitatis. — Primo, auctoritate. — Secundo, ratione. — Administratio hæc cur in solidum competebat Prælato.* — Quod autem ita in initio religionum factum sit, intelligi potest ex antiquis institutoribus religionum, et Regulis eorum. Basilius, in regula 7 et 8, ex fusius disputatis, et serm. 2 de Instit. monachor., et sæpe alias docet, totam hanc curam debere esse apud Antistitem, et ita interpretatur exemplum primitivæ Ecclesiæ, quando omnia erant communia, et singulis dividebantur prout unicuique opus erat. Et de eadem re videri possunt, in regulis brevioribus, 87, 91, 100 et 101, et 302. Similiter Augustinus, in Regula, statim in principio: *Non dicatis aliquid proprium, sed sint*

*vobis omnia communia, et distribuatur unicuique vestrum a Præposito vestro*, etc., et infra præcipit ut nihil occulte accipiatur, sed sit in potestate Præpositi. Cassianus etiam, lib. 4 de Institutis renunciant., c. 13 et 14, idem de antiquis monachis refert, de quo etiam legi potest c. 20 et sequentibus, in quibus plane supponit, totam hanc curam penes Abbatem fuisse ; et idem sumitur ex toto lib. 7. Idem constat ex Regula S. Benedicti, c. 32 et 33, et 54 et 57, in quibus locis, et aliis, supponit totam hanc potestatem esse apud Abbatem ; quod generalius declarat c. 65. Idem habetur in Regula S. Pachomii, c. 18 et 19, et regula 40. Denique reduci hoc posset ad primam congregationem religiosam quæ in Ecclesia fuit, nimirum Collegium Apostolicum, in quo ita erant omnia communia, ut eorum dispensatio et administratio præcipue ad Christum Dominum pertineret. Unde cum Joannis 13, Christus Judæ dixisset : *Quod facis, fac citius*, discipuli existimarunt, *quia loculos habebat Judas, quod dixisset ei Jesus : Eme ea quæ opus sunt nobis ad diem festum, aut egenis ut aliquid daret*. Ratio vero hujus institutionis reddi potest, quia, ut in principio num. 1 dicebamus, necessarium fuit hanc potestatem alicui committere, quia non poterat per totam communitatem administrari ; ergo maxime debuit committi Prælato, ut debitus ordo, et perfecta obedientia in omnibus servaretur. Et quamvis possit non soli Prælato, sed cum consilio et consensu paucorum hæc potestas committi, non tamen legimus ita olim esse factum, sed potestatem fuisse soli Prælato commissam, quamvis ad prudentiam et obligationem ejus pertineret uti consilio aliorum juxta rerum qualitatem. Ratio autem esse potuit, quia vel monarchia etiam quoad hanc partem tanquam perfectior gubernatio electa est, vel quia hoc judicatum est pertinere ad majorem sui et rerum omnium abnegationem, et obedientiæ ac paupertatis professionem. Juvare etiam potuit, quia monachorum bona parva tunc indigebant administratione, et Abbates veri patres erant, et aliorum utilitati, non suæ consulebant.

4. *Hanc in solidum administrationem jus commune approbavit.* — Ob has ergo et alias causas talis fuit olim religionum institutio quoad hanc partem, eamque jure communi antiquo Pontifices approbarunt, ut docet Panormitan. et communis sententia, in c. *Edoceri*, de Rescriptis, et in c. *Ad Apostolicam*, de Regul., et Navarr., Commen. 3, de Regularib., n. 5 et 6, et sufficienter probatur ex d. c. *Nullam*, et ex d. c. *Ad Apostolicam*, et ex c. *Cum ad monasterium*, de Statu monachorum, juncta glossa ibi, verbo *Amoveri*, et c. 2 ejusdem tituli, ibi : *Nisi ab Abbate fuerit ei pro injuncta administratione permissum*. Item ex c. *Edoceri*, de Rescriptis, ibi : *Cum ex officio suo teneantur* (scilicet Abbates) *congregationis suæ negotia procurare*. Additur autem statim : *Nisi Abbatis et conventus negotia essent omnino discreta*, ubi Panormitanus, n. 2, advertit hoc non esse secundum jus commune, nam ex hoc jure omnia debent esse communia in statu regulari quoad dominium, et pertinere ad Abbatem quoad administrationem. Ratio autem hujus communis juris fuisse videtur, quia in eo Pontifices non tam condiderunt novum jus quantum ad monachos spectat, quam approbaverunt et confirmaverunt quod ex vi suæ professionis institutum erat.

5. *De potestate acquirendi.* — Sed quæres ad quos actus, ex tribus allatis in fine n. 1, extendatur ex vi juris antiqui hæc potestas Prælati. Respondetur, nullam in hoc inveniri limitationem in jure scriptam, præter eam, quæ, in d. c. *Nullam*, significatur per illa verba : *Fideliter et studiose, universa, quæ vel ad divini cultus reverentiam, vel ad utilitatem ejusdem monasterii pertinent*. Per quæ verba nihil speciale additum est, sed explicatur solum quod ex natura rei necessarium est. Itaque ex tribus illis actibus, quos supra numeravimus, in primo, scilicet acquirendi monasterio, nulla limitatio ponitur, sed tota auctoritas est penes Abbatem ; supponendum est enim acquisitionem esse justam, et decentem religioso statui ; talis enim acquisitio ex se cedit in utilitatem monasterii, et ad cultum Dei ex se refertur, et ideo absolute et simpliciter comprehenditur sub prædictis verbis, et pertinet ad dictam potestatem. Unde ratione illius potest Prælatus recipere quidquid monasterio oblatum fuerit, et quod sibi fuerit donatum, quamvis non sibi, sed monasterio acquirat. Item, cum illius facultate alii possunt acquirere monasterio, quamvis non sibi : sine illa autem nec sibi, nec monasterio. Et ideo quoad hunc actum recte additum est in illo textu : *Ad utilitatem ejusdem monasterii*, quia hæc potestas non extenditur ad acquirendum alicui personæ privatæ, sed soli monasterio, cum alia acquisitio paupertati repugnet.

6. *An Abbas unius monasterii possit acquirere alteri monasterio.* — Sed ponderanda est particula *ejusdem ;* quia unus Abbas non potest acquirere alteri monasterio, sed solum illi cujus administratio illi commissa est ; quia in alia monasteria nullam habet potestatem. Inquiret vero aliquis quomodo posset unus Abbas acquirere suæ religioni pro alio monasterio, quando unusquisque Abbas erat supremus, et non habebant unum Prælatum generalem, neque etiam capitulum generale celebrabant, cujus consensu et potestate posset talis acquisitio fieri. Respondetur, in eo casu nullum Abbatem unius monasterii potuisse ex vi sui muneris acquirere alteri monasterio, vel (ut ita dicam) potuisse acquirere aliud monasterium et bona ejus suæ religioni, cum ejus prælatio non extenderetur extra suum monasterium. Potuisse nihilominus facultatem concedere aliquibus ex suis subditis, ut in alio loco novum monasterium erigerent, cujus acquisitio et acceptatio ab eisdem, non ut singulis, sed ut universis, id est, ut constituentibus novum capitulum, fierent, et tunc ad illos etiam pertinere proprium eligere Abbatem, ad quem administratio bonorum novi monasterii pertineret. Addo insuper, monachos tunc fuisse Episcopis subjectos, quorum auctoritate et consensu respective monasteria erigebantur, et ita accedente consensu Episcopi diœcesis in qua monasterium erigendum erat, et concurrente novo capitulo religiosorum illuc convenientium de licentia sui Abbatis, vel suorum Abbatum, facile poterat nova acquisitio fieri tali religioni.

7. *De potestate conservandi.* — *Conservatio hæc ad alios etiam subditos attinet suo modo.* — Quoad secundum actum, qui est conservatio bonorum, nulla etiam necessaria est limitatio, præter eam quam citata verba præ se ferunt ; habet enim Prælatus totam potestatem, quæ ad debitam conservationem et gubernationem talium bonorum necessaria est, non minus quam si essent sua propria, quia et ad bonum regimen hoc necessarium est, alioqui communia bona facile perirent ; tum etiam quia hæc est intentio domini talium bonorum, id est, conventus, a quo, ut diximus, manavit hæc potestas. Unde etiam fit, ut juxta mensuram potestatis sit etiam mensura obligationis quoad hanc curam et sollicitudinem ita fideliter administrandi talia bona, ut ad majus Dei obsequium, majoremque monasterii utilitatem conserventur. Unde, quia per se non potest totam curam immediate exercere, ad eamdem potestatem spectat posse officiales et ministros creare, per quos hanc temporalem curam exequantur, quibus etiam obligationem res fideliter administrandi et conservandi imponant, quæ obligatio tantæ æstimationis erat inter antiquos Patres, ut delictum reputarent tres lenticulas e manibus per nonnullam incuriam elabi, ut est apud Cassianum, lib. 4 Instit., c. 20 : *Cujus* (inquit) *negligentiæ reatus non aliter ei remissus est, nisi eum publica pœnitentia diluisset.* Et rationem declarans subdit : *Non solum enim seipsos non esse suos, sed etiam omnia quæ sua sunt, credunt Domino consecrata. Propter quod si quid fuerit monasterio illatum, ut sacrosanctum cum omni decernunt reverentia debere tractari, tantaque fide universa procurant atque dispensant, ut etiam ea, quæ despectui habentur, parvaque reputantur, ac vilia, sive loco moverint, vel competentius collocaverint, si tenuem festucam de oratorio cellave submoverint, mercedem se consecuturos a Domino tota credulitate confidant.* Ex quibus verbis intelligi potest, curam hanc conservandi bona monasterii, ad omnes et singulos religiosos pertinere, sed diverso modo ; nam ad omnes pertinet conservatio quasi per accidens, per obligationem (ut sic dicam) negativam, non dissipandi, aut non male tractandi res monasterii ; quæ obligatio et ad paupertatem et interdum ad justitiam pertinere poterit. Positiva autem cura conservandi res, per se non spectat ad singulos, nisi quatenus charitas interdum eam dictare potest ; spectat ergo ex officio et justitia ad Prælatum, cui est primario commissa dicta potestas, per participationem vero ad ministros quos ipsi sibi constituerint. Denique etiam pertinet ad Prælatum strictiori modo conservatio rerum per negativam obligationem non consumendi vel alienandi res nisi juxta mensuram statim explicandam.

8. *De potestate alienandi, ac primo quoad mobilia.* — *Notatio variorum bonorum mobilium ac usus eorum.* — *Usus pecuniæ duplex.* — Tertius ergo actus, et præcipuus hujus potestatis est alienatio talium bonorum ; sub qua voce comprehendimus omnem usum quo talia bona consumuntur. Hic ergo actus etiam est commissus ex vi juris antiqui Prælato monasterii sine ulla limitatione, præter eam quam jus naturæ postulat, nimirum ut talis dispensatio sit *fidelis, et in monasterii utilitatem.* Ut autem hoc magis in particulari explicetur, distinguere possumus bona monaste-

ri in immobilia et mobilia; de quibus terminis diximus lib. 4 Defensionis fidei, c. 18; et mobilia rursus in ea quæ permanentem habent durationem cum ipso usu, ut sunt vestes, libri et similia; et in ea quæ usu consumuntur, quæ duplicia etiam distingui possunt: quædam, quæ pertinent immediate ad conservationem vitæ, ut sunt esculenta et poculenta, quædam quæ mediate, ut pecunia. Ab hac ergo ultima incipiendo, duplicem habet usum (quantum ad præsens spectat) quo potest consumi, nimirum aut emendo, late hac voce utendo, ut explicavi; aut gratiose donando; et uterque est suo modo in potestate Prælati religiosi, quatenus uterque vel necessarius, vel utilis, vel decens monasterio, aut religiosis ejus (inter quos Prælatus ipse præcipue computatur) esse potest, et ideo necessario debet potestas Prælati ad hunc usum extendi. Est tamen differentia inter illos duos usus, quod prior licet sit consumptio pecuniæ, non tamen est consumptio bonorum, sed commutatio, quia loco pecuniæ succedit illud, quod per illam emitur, quodque ad usus humanæ vitæ necessarium est, et ideo in eo usu major facultas conceditur.

9. *De usu pecuniæ qui est emptio.* — Nam extenditur imprimis ad ea omnia, quæ ad divinum cultum necessaria, vel decentia prudenter judicata fuerint, servata proportione ad monasterii facultates, et ad modum ac institutum religionis; quod et per se satis est consentaneum rationi, et sufficienter fundatur in illo verbo d. c. *Nullam: Vel ad divini cultus reverentiam*, sub quo verbo, ut recte notavit Navarrus, comprehenduntur omnes sumptus fabricæ et ornamentorum ecclesiæ; addo etiam ministrorum secularium, si qui forte ad servitium ecclesiæ necessarii sunt: nam hæc omnia pertinent ad reverentiam divini cultus, et hos omnes sumptus nomine *emptionis* comprehendimus. Deinde extenditur ad ea omnia quæ ad religiosos sustentandos, et convenienter, et decenter, juxta suum statum fuerint opportuna; quia ad hunc finem maxime talia bona deputata sunt, et sub his sumptibus comprehenduntur omnia quæ pertinent ad fabricam monasterii, et ad supellectilia ejus, tam communitati quam singulis necessaria, tam quoad corporis conservationem, ut sunt ea, quæ ad delectum et vestitum spectant, quam ad alia ministeria juxta institutum religionis convenientia, ut sunt libri, et similia. Et hoc etiam spectant expensæ, quæ fieri solent cum operariis, seu servitoribus, et jumentis familiæ religiosæ necessariis. Hæc enim omnia et similia prudenti arbitrio Prælati commissa sunt, et ideo ad illa omnia plenam accipit potestatem, commensuratam regulæ, et rectæ rationi. Addo etiam non solum posse, sed etiam debere Prælatum hujusmodi sumptus et expensas facere, quia non solum charitas, sed etiam officium illum rigorose obligant; nam sub hac lege et conditione munus accepit, unde, ut supra dicebamus, intercedit quasi pactum mutuum inter religiosos et religionem, cujus potestatem et obligationem Prælatus suscepit.

10. Addit vero Navarrus posse Prælatum imprimis accipere necessarios et honestos usus suæ personæ, et secundo loco ponit usus fabricæ, et in tertio sustentationem conventus, juxta doctrinam Abbatis, in c. *De his*, de Eccl. ædific.; ibi tamen Panormitanus loquitur de clericis secularibus habentibus beneficia in alia ecclesia, de quibus ait, non teneri ex fructibus sibi necessariis ecclesiam ædificare, vel instaurare, vel pauperes alere, sed ex superabundantibus. At in nostra materia longe diversa ratio est; tractamus enim de conventibus religiosis, in quibus perfectus modus vivendi in communi, et rigor disciplinæ servatur, ubi non est (seclusis abusibus) certa portio ad sustentationem Prælati, alia ad fabricam, alia ad religiosos sustentandos designata; sed omnia monasterii bona indivise destinata ad omnia onera hujus conventus sustentanda. Quapropter, non invenio ordinem ullum quem possit Prælatus inter se et alios servare, præter eum quem necessitas potest exigere, quæ interdum obligabit ad subveniendum prius aliis quam sibi, interdum e contrario. Per se autem loquendo, æque primo ad alendum totum conventum tenetur, in quo ipse etiam comprehenditur, potest autem cedere juri suo, non vero aliorum, nisi in his quæ regulæ consentanea sunt; et e converso, sicut non debet terminos regulæ aut modestiæ religiosæ cum aliis excedere, ita nec secum, quod multo magis cavere debet, tum propter exemplum, tum propter periculum quod ex propensione, quam unusquisque habet ad seipsum, oriri facile potest. Per hæc tamen non excluditur, imo maxime commendatur proportionalis distributio, nam æqualitas religionis non consistit quoad hanc partem in absoluta unitate, seu pariformitate, sed in proportionali distributione; optima autem

illa est, quæ in Actibus, c. 4, docetur: *Dividebatur singulis prout cuique opus erat*, ut Basilius, Augustinus et alii religiosorum Patres frequenter expendunt.

11. *De secundo usu pecuniæ qui est donatio.* — *Prælatus, donans inhoneste, peccat contra justitiam et contra votum paupertatis.* — Circa alium modum distrahendi pecunias per gratuitam donationem, sciendum imprimis est, non esse commissum Prælato religionis ut solo titulo liberalitatis possit hujusmodi largitiones facere, tum quia non est dominus, sed dispensator fidelis et prudens, cujus non est liberales donationes ex alienis facere; tum etiam quia, in dicto c. *Nullam*, solum dicitur posse expendere in Dei cultum, et proprii monasterii utilitatem. Et confirmat optime c. *Abbati*, dist. 54, ubi dicitur non licere Abbati servum monasterii facere liberum; et redditur ratio: *Qui enim nihil proprium habet, libertatem rei alienæ dare non potest;* hoc enim intelligendum puto quando illa est mera et liberalis donatio libertatis, alienando rem quæ erat monasterii; idem ergo erit in pecunia. Unde a fortiori sequitur non posse turpes donationes facere, quales sunt in præsenti omnes illæ quæ nullo titulo honesto fiunt, sed ad vanam ostentationem, vel ad quemcumque pravum finem. Quapropter Prælatus sic expendens pecuniam monasterii, et contra suum officium, atque adeo contra justitiam peccat, abutendo sua potestate, et contra votum paupertatis, quia utitur illis bonis, non ut Prælatus religiosus, sed ut dominus.

12. *Titulo eleemosynæ donare potest juxta facultates conventus.*—Nihilominus tamen potest ex aliis honestis titulis aliquid gratiose donare: primo titulo misericordiæ in eleemosynam, ut est certum apud omnes, quia monasterium potest, imo et debet facere eleemosynam, si valeat; hæc autem cura demandata est Prælato, quantum est ex jure communi, ut loquimur, et ex antiqua institutione, quia neque alii singuli possunt eam facere sine licentia Prælati, ut supra tractatum est, nec ad hoc erat semper totus conventus congregandus, neque etiam legimus hoc fuisse commissum alicui Concilio ex pluribus suffragiis decisivis constante; ergo erat commissum Abbati. Et in dicto c. *Nullam*, comprehendi potest tam sub his quæ pertinent ad reverentiam et cultum Dei, quam sub his quæ ad utilitatem monasterii pertinent, utrumque enim habet eleemosyna. Quantum autem in hoc genere largitionis possit Prælatus, non potest certa regula præscribi, sed prudenti arbitrio relinquendum est, consideratis monasterii facultate, et aliis occurrentibus circumstantiis.

13. *An possint dare omnia superflua.* — Specialiter autem quæri solet, an possit vel debeat Prælatus omnes superabundantes redditus in eleemosynam dare. Respondetur, neque in hoc etiam posse assignari generalem regulam; regulariter autem id necessarium non est, nec conveniens, quamvis interdum possit esse laudabile, et aliquando præceptum. Pendet enim hoc ex occurrentibus necessitatibus proximorum; nam si illæ sint extremæ, non solum superflua, sed etiam aliqua ex necessariis danda sunt, habita ratione aliorum, qui ad talem necessitatem sublevandam solent concurrere. Si vero necessitas sit gravis, omnia superflua sunt danda, nisi ex concursu aliorum necessitas minuatur. Si autem necessitates tantum sint communes, licet aliquid ex superfluis dandum sit, maxime a religiosis propter exemplum, dare tamen omnia nec necessarium est, ut suppono ex materia de eleemosyna, neque in Prælato religioso esset consilium, et ideo non opinor esse in potestate ejus, regulariter loquendo, tum quia melius est, si commode potest, augere et perficere monasterium ipsum, vel quoad ea quæ pertinent ad cultum divinum, aut habitationem, vel quoad perpetuos redditus, ut ex eis plures religiosi sustentari possint, quod majus Dei obsequium est, quam abundans eleemosyna in communibus necessitatibus, ut adnotavit Navarrus, dicto Comment. 3, de Regul., n. 7, in fine.

14. *Potest Prælatus religiosus donare ad remunerandam gratiam.*—*Imo et ad novam acquirendam.*—Potest præterea Prælatus hujusmodi gratuitam donationem facere titulo gratitudinis, seu remunerationis, quæ ex justitiæ obligatione non debeatur; hactenus enim donationem hanc gratuitam appellamus, quam jurisperiti *antidoralem* vocant, quia non omnino liberalis, sed ex aliqua obligatione naturali exorta, quamvis efficaci ad agendum, l. *Sed et si*, § *Consuluit*, ff. de Petitione hæreditatis. Ob hanc ergo naturalem æquitatem et obligationem quam talis largitio supponit, necessarium est ut comprehendatur sub potestate Prælati, tum quia necessaria est ad perfectam bonorum temporalium administrationem; tum etiam quia talis gratitudo et remuneratio maxime decet statum religiosum,

nam est solutio alicujus debiti moralis. Dici etiam potest pertinere ad utilitatem monasterii: nam qui gratum animum non ostendit, etiam in his temporalibus bonis, juxta modum suo statui convenientem, non potest aliorum benevolentiam et amicitiam conservare, quod est magnum incommodum, etiam humanum ac temporale. Unde etiam addo non solum habere potestatem Prælatum ad remuneranda obsequia vel beneficia jam recepta, sed etiam ad præveniendum aliquid, gratis erogando, ut se urbanum et benevolum ostendat, respiciendo semper ad majorem proximorum ædificationem, vel ad monasterii utilitatem; atque ita omnia hæc comprehenduntur sub citatis verbis c. *Nullam*. Et ad hæc capita videtur revocari omnis erogatio pecuniæ, quæ a Prælato religioso fieri potest; mensura autem et modus in qualibet earum regula prudentiæ præscribenda sunt, quia nulla alia vel jure taxata est, vel generali ratione definiri potest; considerandus ergo est finis largitionis, et potestas monasterii, ut, servata proportione et respectu ad utrumque, medium in largitione servetur.

15. *De Motu proprio Clementis VIII contra largitiones.*—Hic autem occurrebat specialis difficultas orta ex speciali Motu proprio Clementis VIII, quem late explicat Sancius, lib. 6 de Matr., disp. 4, n. 7, et adducit Azor, tom. 2, lib. 12, cap. 9, q. 5, quo largitiones religiosorum prohibentur. Sed præterquam quod nunc loquimur stando præcise in antiquo jure communi, non credimus ibi esse prohibitas largitiones, quæ et nomine communitatis, seu, quod perinde est, per potestatem ab illa acceptam, et honestissimis titulis a nobis explicatis et cum debita moderatione fiunt; quod facile ex ipso Motu proprio constabit, et per se est verisimile, quia hæc omnia et valde decentia sunt, et religioso statui necessaria, ut rationes factæ ostendunt; addo etiam non videri eum Motum satis usu receptum, saltem in hoc Lusitaniæ regno.

16. *De usu aliorum mobilium qui est eorum consumptio.—Duplex consumptio, et utraque licita Prælato.*—Ex his facile intelligi potest quid possit Prælatus circa alienationem vel consumptionem aliorum bonorum, quæ ipso usu consumuntur; nam de his eadem proportionalis ratio est quæ de pecuniis, imo interdum sub pecunia comprehenduntur, quatenus et pecunia æstimantur, et quoad multa eumdem habent usum. Dupliciter ergo possunt hæ res consumi, aut alienari: primo simpliciter, id est, per puram amissionem seu consumptionem earum; vel per aliquam permutationem, sub hac voce comprehendendo venditionem, et quemcumque alium contractum, per quem ita hæ res alienantur, ut loco illarum aliæ monasterio acquirantur. Uterque ergo modus dispensationis cadit sub potestatem Prælati, et consequenter ab illius voluntate pendet, eisdem rationibus, et cum eisdem regulis et moderationibus, quibus de pecunia id explicavimus. Et ob easdem etiam causas uterque modus cadit sub obligationem Prælati; sed prior frequentior est, et magis necessarius, quia immediate ordinatur vel ad religiosorum sustentationem, vel ad sacra ministeria, et cultum Dei. Posterior autem per se necessarius non est, sed tunc solum quando vel ad conservationem bonorum monasterii, vel convenientem eorum administrationem, fuerit necessaria. Interdum etiam est opportuna talis alienatio ad religiosos sustentandos, dum quidam fructus venduntur, vel pro aliis necessariis commutantur, aut immediate et unico contractu, vel mediante pecunia, et duplici contractu, ex pretio unius rei venditæ aliam emendo. Hoc enim modo contractus hujusmodi efficere non est alienum a statu religioso, sed usitatum etiam ab antiquis monachis, qui etiam propria opera suis manibus et arte facta ad se sustentandos vendere solebant, ut in superioribus retulimus; sola enim emptio et venditio per modum negotiationis ad temporale lucrum, religiosis prohibita est.

17. *De aliis mobilibus quæ in usu diu permanent.—Quid de donatione gratuita horum bonorum.—Quid de onerosa.*—Præterea, de aliis bonis mobilibus, quæ in usu diu permanent, licet paulatim conterantur, et tandem consumantur, eadem fere regula servanda est; nam etiam est apud Prælatum potestas alienandi illa, quia hæc actio interdum esse potest utilis vel necessaria monasterio; ergo oportet ut potestas circa illam alicui demandata sit; ergo est in Prælato, cui est tota potestas commissa. Limitatio autem hujus potestatis eadem est quoad illa duo principia in dicto textu insinuata, quia non ut dominus, sed ut dispensator potest Prælatus alienare hæc bona, vel ad majorem cultum et reverentiam supremi domini, vel ad proprii monasterii utilitatem. Unde fit ut ex illis duobus modis alienandi, vel simpliciter donando aut consumendo, vel pro pecunia seu alia re commutando, prior rarius liceat Prælato, et cum magna mode-

ratione, in rebus parvæ æstimationis, et supervacaneis monasterio, quanquam in hoc etiam non possimus aliam regulam nisi prudentiam assignare, quia nulla certa quantitas absolute limitata est; regulis ergo superius positis et cum proportione applicatis utendum est. Posterior autem alienandi modus sæpius potest esse conveniens, quanquam etiam debeat rarior in his bonis quam in fructibus, qui usu consumuntur, quia quo res ipsæ majorem habent stabilitatem, eo etiam eorum dominium, vel possessio majorem firmitatem postulare videtur; tum etiam quia hæ res ex suo genere solent esse gratiosiores, et habere meliorem usum in uno individuo, quam in alio; ac denique venditio vel commutatio talium rerum raro solet esse utilis monasterio, nisi in aliqua gravi necessitate, vel nisi in alias utiliores commutetur.

18. *De potestate alienandi immobilia. — Ostenditur hanc etiam potestatem fuisse in Prælatis jure antiquo.* — Hinc tandem immobilium alienatio ex suo genere difficilior est, quia talia bona solent esse quasi fundamenta monasterii in his quæ ad usum et conservationem corporum pertinent, sine quibus spiritualia non possunt subsistere. Unde fit, ut nunquam fuerit in potestate Prælatorum talia bona ita distrahere, ut monasterium omnino illis privetur sine æquivalenti vel meliori compensatione, quia hæc non esset administratio, sed dissipatio bonorum, Prælato autem tantum data est potestas administrandi, non in destructionem, sed in ædificationem (ut verba Pauli, 2 Corinth. 13, usurpem). Nihilominus tamen non omnino caret Prælatus, ex vi juris communis, potestate alienandi hæc bona, quia si alienatio sit in utilitatem, etiam continebitur sub regula in dicto c. *Nullam*; quia verba generalia sunt, et nullo alio jure antiquo fit illa exceptio; nec ratio cogit ad illam admittendam; quin potius, si superius factæ pro licitis alienationibus mobilium, convenienter applicentur, etiam ostendunt hujus facultatis necessitatem, supposita monarchia antiquorum monasteriorum. Quod erit evidentius, si nomen alienationis aliquantulum extendamus; in rigorosa enim significatione importat venditionem, donationem, vel quamcumque aliam similem actionem, per quam dominium rei in alium transfertur; latius autem solet extendi illa vox ad locationem, vel conductionem, et alios similes contractus, per quos usus vel ususfructus rei, vel dominium utile ejus perpetuo, vel ad aliquod certum tempus sub aliquo onere seu pensione alienatur, juxta ea quæ statim dicemus, et constat ex c. *Nulli*, de Rebus Eccles. non alien., et l. ult., C. de Rebus alienis non alienandis, et Auth. de Non alienandis, § *Nos igitur*, vers. *Alienationes*, collat. 2. Manifestum autem est in monasteriis habentibus bona immobilia necessarium sæpe esse hujusmodi contractus facere; ergo necesse fuit potestatem administrandi Prælato concessam ad hujusmodi actiones extendi, sub limitatione posita in dicto cap. *Nullam*, nam in his bonis est maxime necessaria.

19. *Quæ solemnitas olim in his alienationibus.* — Neque invenio in antiquis historiis limitationem aliam Prælato regulari impositam in usu hujusmodi administrationis quoad alienationes talium bonorum, præter illam generalem, quæ ex natura rei est per se conveniens, ut graviora negotia sine prudentum consilio non transigantur; hæc enim alienatio rerum immobilium inter res graves monasterii merito computatur; et ideo comprehenditur sub dicta regula, quæ a S. Benedicto, cap. 3, et ab aliis exprimitur. Quantum autem et quale futurum esset illud consilium, non fuit fortasse eodem modo ab omnibus constitutum, sed unaquæque religio suam consuetudinem vel regulam servabat. Nec etiam invenio in antiquo jure canonico, ante Leonem X, peculiarem modum aut formam circa hoc præscriptam. In jure autem civili inveniuntur quædam leges imperatorum prohibentes alienationes talium bonorum, ut patet in leg. *Jubemus*, 2, C. de Sacros. Eccles., cum sequent., et Authenticis quæ ibi referuntur ex collatione 2, tit. de Non Alienan., et collat. 9, tit. de Alienat. et emphyt. Sed illæ leges, cum essent civiles, non poterant directe ligare personas ecclesiasticas, nisi quatenus per Ecclesiæ Pontifices admittebantur, licet quoad forum externum et civile, et quoad personas laicas, vendentes et ementes talia bona, possent habere aliquos effectus. Sed circa illas leges nunc immorari non oportet, quia in hoc standum est juri canonico, quod jam sequenti capite explicabimus.

20. *Enucleatur conclusio posita num. 2.* — Ultimo vero addendum est circa dictam conclusionem exclusivam (ut vocant), num. 2 positam, non excludere concomitantia. Cum ergo dicimus solum Prælatum habere hanc potestatem, non excludimus dependentiam ejus a suo superiore, si talem habeat; sed

dependentiam a suis subditis, de qua expresse loquitur dictum caput *Nullam*. Unde cum olim Abbates regulares essent subditi Episcopis, tenebantur in hac administratione, et nihil agere contra eorum voluntatem, et in rebus gravioribus, præsertim in alienationibus earum, Episcoporum consensum expectare, ut expresse cavetur in c. *Abbatibus*, 12, quæst. 2, ex Concilio Aurelianensi III, c. 23, et in cap. *In venditionibus*, 17, quæst. 4, ex Concilio Agath., c. 56, in quo etiam advertendum est bona monasteriorum, seu religionum, semper habita esse in Ecclesia tanquam ecclesiastica, ut constat ex decretis 10, q. 2, et 12, q. 2, et 17, q. 4, per multa capita, et in Decretalibus, de Rebus Ecclesiæ non alienandis, et Cod. de Sacrosanct. Eccles., et merito, quia et monasterii ipsa loca sacra sunt, et religiosi personæ sunt ecclesiasticæ, ac bona eorum peculiariter sunt divino cultui dicata. Hinc ergo fit ut quamvis prædicta potestas esset apud Abbates, nihilominus tenerentur non uti illa contra ecclesiasticos canones, in his quæ de rebus Ecclesiæ nullo vel certo modo alienandis disponunt; nam illi non erant a sacris canonibus exempti.

## CAPUT XXVII.

### DE POTESTATE PRÆDICTÆ ADMINISTRATIONIS IMMOBILIUM, JUXTA POSTERIUS JUS CANONICUM.

1. Diximus præcedenti capite de hac potestate juxta antiquum jus commune; nunc juxta posterius agendum. Dico ergo : potestas administrandi bona religionis, nunc etiam stando in jure communi, eadem est in Prælato regulari, excepta solum restrictione quæ jure canonico advecta est, quoad alienationem aliquorum bonorum. Probatur prima pars, quia ab antiquo jure non recedimus, nisi quatenus per posterius immutatum est; sed nullum invenitur novum jus commune seu Pontificium quod potestatem hactenus explicatam amplius restringat; ergo. Minor, quoad negationem quam includit, probatur, quoniam neque in corpore juris canonici, neque extra illud extat lex in universum aliquid circa hoc statuens, vel generaliter de ecclesiasticis bonis, vel specialiter de regularibus, præterquam circa alienationem rerum immobilium aut pretiosarum; de quibus, ut ad posteriorem partem assertionis veniamus, multa sunt antiqua decreta, quæ prohibent Prælatis res immobiles vel pretiosas Ecclesiæ alienare; tamen omnia intelliguntur de alienatione contraria divino cultui, vel utilitati Ecclesiæ, et ideo semper intelliguntur excepti casus, in quibus vel pietas, vel necessitas, aut utilitas, causa est talis alienationis, ut notant glossa et Doctores in c. *Nulli*, de Rebus Ecclesiæ non alienand. Tamen pro illis casibus, in quibus talis alienatio licet, verum est in Authenticis citatis inveniri specialem formam servandam in alienatione rerum ecclesiasticarum, quam multi Doctores censent semper fuisse servandam, quia erat canonizata, 10, q. 2, c. 2. At vero licet Gratianus ibi eam inseruerit, non sequitur esse canonizatam, ut constat ex materia de legibus et ideo plures Canonistæ censent neque esse, nec fuisse semper necessarium formam illius Authenticæ servare; de qua re videri potest glossa, in c. 1, de reb. Eccles. non alienand., in 6; Glossa, Panormit. et alii in cap. *Nulli*, extra, eodem titulo; et Rebuffus, in tract. de Alienatione rerum Ecclesiasticarum, n. 2.

2. *Solemnitas alienationum quo posteriore jure fundetur.* — Omissis ergo similibus legibus, per jura canonica specialis solemnitas postulatur, sine qua Prælatus religionis nequit bona immobilia aut mobilia pretiosa, quæ servando servari possunt, et cum illa alienare potest, nulla habita ratione aliarum conditionum, etiamsi per jus civile requirantur, ut tradunt prædicti Doctores, et Innocentius, in cap. 1, de Rebus Eccles. non alienandis, in 6; Panorm., in cap. *In præsenti*, de Probat., n. 28. Et ratio facta convincit, quia hæc materia ecclesiastica est, non civilis. Primo autem fundatur necessitas hujus formæ seu solemnitatis, in cap. *Sine exceptione*, 12, q. 2, quod a Gratiano tribuitur Leoni Papæ, in epist. ad Episcopos Siciliæ, non citat autem numerum epistolæ; inter epistolas autem Leonis I, solum quarta est ad Episcopos Siciliæ, in qua hoc caput non habetur. Neque in tomis Conciliorum inter opera ejus refertur. Unde non mihi constat an fuerit Leonis I, vel alterius, quia neque a Gratiano notatur. Neque inter decreta vel gesta alicujus Pontificis Leonis vocati illud invenio. Ut autem in Gregoriano Decreto advertitur, alii referunt illud caput ex Leone in Concilio apud Valentias, vel ex Concilio Carthaginensi IV; sed in nullo Concilio ex Valentinis, quæ habemus, illud cap. habetur; in Concilio autem Carthaginensi IV, can. 30, ita legitur : *Ut Episcopus rebus Ecclesiæ tanquam commendatis, non tanquam propriis utatur.* Et c. 32 subjungitur :

*Irrita erit donatio Episcoporum, vel venditio, vel commutatio rei ecclesiasticæ, sine conniventia et subscriptione clericorum.* Quæ verba habentur in ultima parte illius capitis, *Sine exceptione;* et in c. 1, de His quæ fiunt a Prælatis, etc., ubi tribuuntur Concilio Valent. Cujuscumque igitur auctoris fuerit illud decretum, certum est esse authenticum, et formam in eo præscriptam esse necessariam, ex vi juris communis, prout nunc loquitur.

3. *Prima conditio ut subsit causa sufficiens alienandi. — Prima causa, necessitas. — Secunda, utilitas. — Tertia causa ad secundam spectat.* — Plura autem sunt quæ in illo capite requiruntur. Primum est, causa, quæ explicatur his verbis : *Nisi forte aliquid horum faciat, ut meliora prospiciat,* et infra, *quod non sit dubium, profuturum Ecclesiæ.* Sub quibus verbis comprehenduntur quatuor causæ, quæ ab auctoribus numerantur, ut videre licet in Panormitano, et Rebuffo, supra, ex Glossa, in Summ., 12, q. 2. Prima est necessitas, quæ a fortiori comprehenditur sub utilitate. Secunda est utilitas, quæ solet etiam appellari necessitas, ut philosophi dicunt, ad melius esse, et ita existimo quoad hæc duo capita jura indifferenter loqui, ut patet ex dicto c. *Sine,* c. *Sicut,* c. *Non habenti,* 12, q. 2, et c. *Ut super,* de Rebus Eccles. non alien., et in Authen. *Hoc jus,* Cod. de Sacros. Eccles., 10, q. 2. Tertia causa dicitur esse quando res est incommoda Ecclesiæ, c. *Terrulas,* 12, q. 2., et c. *Fugitivi,* de Rebus Eccles. non alien. Sed hæc quid est nisi quædam utilitas ? Si enim rem utilem pro utiliori commutare magna utilitas est, d. c. *Super,* § 1, etiam rem inutilem in utilem convertere, vel damnosam divendere, utile est ; nam hoc ipsum, scilicet vitare damnum, est quædam utilitas. Non enim existimo rem immobilem, quantumvis inutilis vel damnosa videatur, ita licere divendere, quin, si commode fieri possit, alia illius loco substituatur, quæ nonnullam utilitatem afferat ; quia, ut dicitur d. c. *Sine exceptione,* illud semper eligendum est, quod sit profuturum Ecclesiæ ; semper autem talis commutatio est profutura, si fieri potest.

4. *Instantiæ occurritur* —Dices : interdum potest res ita esse inutilis, ut nec vendi possit, nec commutari pro alia utili; tunc ergo licet talem rem donare absque alia utilitate. Respondeo primum, si habere talem rem esset onerosum religioni, quia nimirum in conservanda illa aliquid expendit, tunc jam esset utilitas in ea donanda, quia vitare expensas infructuosas utile est ; sed hoc vix accidere potest in rebus immobilibus, sed solum in se moventibus, quæ, quando hujusmodi sunt, tam parvæ æstimationis sunt, ut non pertineant ad bona de quibus agimus. Si autem res immobilis sine ullo damno, vel incommodo, monasterio sub ejus dominio conservari posset, quantumvis inutilis videatur, non potest, ut opinor, liberaliter donari sine aliqua commoditate, vel morali utilitate monasterii, tum quia habere illud non nocet, et quod nunc videtur inutile, in aliqua occasione poterit esse utile; tum etiam quia, ut causa sit legitima, non satis est quod alienatio non sit inutilis, sed oportet ut sit utilis, ut jura citata docent, et ideo inter res utiles non licet commutare æqualem pro æquali, licet aliquid commodi inde monasterio accrescat; omnes ergo hæ causæ sub una utilitate continentur.

5. *Ultima causa, pietas.* — Addunt vero auctores citati aliam causam, scilicet, pietatem, qualis est, verbi gratia, redemptio captivorum, nam pro illa dicunt posse bona Ecclesiæ alienari, quod probant ex leg. *Sancimus,* C. de Sacros. Eccles., ibi : *Excepta videlicet causa captivitatis et famis ; nam si necessitas fuerit* (inquit) *in redemptione captivorum, tunc venditionem præfatarum rerum divinarum, et hypothecam, et pignorationes fieri concedimus, quoniam non absurdum est animas hominum quibuscumque vasis vel vestimentis præferre.* In qua lege solum est sermo de rebus mobilibus ; expendi autem possunt illa verba, *quibuscumque vasis et vestimentis,* nam plane extenduntur ad res pretiosas quæ æquiparantur immobilibus ; expresse vero in Authent. de Alienat. et emphyt., tit. 3 de Alienatione et emphyteusi, c. 9 : *Sanctissimas,* dicitur, *Ecclesias, seu æconomos civitatum præcipimus alienare res immobiles pro captivorum redemptione, nisi sub hac conditione possessiones aliqui dederint, ut nullo modo has alienent.* Sed hæ leges cum ecclesiasticæ non sint, non possunt de rebus Ecclesiarum disponere, et ita non videtur illis standum, nisi vel quatenus ipsum jus naturale et divinum explicant, vel canonibus consentaneæ sunt. Invenimus autem illas leges canonizatas per jura canonica, c. *Sacrorum,* 12, q. 2, ubi Gregorius ait : *Sacrorum canonum statuta, et legalis auctoritas permittit, licite res ecclesiasticas in redemptionem captivorum impendi.* Similia verba habet lib. 6, epist. 35, c. 199, et apud Gratianum supra, c. *Et sacrorum.*

6. *Ministeria Ecclesiæ vasa sacra vocantur.*

— Sed oportet caute exponere verbum illud *Ministeria Ecclesiæ ;* non enim est sensus, ecclesiastica munera aut actiones vendi posse propter opera misericordiæ, constat enim illud non licere ; sed vasa sacra, quia ad divina ministeria deputata sunt, ministeria nuncupavit, ut patet ex verbis infra subjunctis : *Si de prædicta Ecclesia usuale argentum est, suprascriptam quantitatem accipiet; alioqui de sacratis vasis vos hac in re eam, quam prædiximus, qualitatem præbere necesse est ; nam sicut omnino grave est frustra ecclesiastica ministeria vendere, sic iterum culpa est, imminente hujusmodi necessitate, res desolatæ Ecclesiæ captivis suis præponere, et in eorum redemptione cessare.* Quod etiam eleganter prosequitur Ambrosius, lib. 2 de Offic., cap. 28, et habetur apud Gratianum, c. *Sicut*, c. *Aurum*, q. 2. Ex prædictis autem verbis constat, hunc casum comprehendi sub Ecclesiæ utilitate, imo etiam necessitate, ut Gregorius in citatis verbis satis declaravit, recteque comprehenditur hæc causa in dicto c. *Sine exceptione,* in verbis illis, *Ut meliora prospiciat.* (Vide Molin., t. 2 de Just., d. 468, et Covar., l. 2 Var., c. 16, n. 8 et 9.) Addit quintam causam Hostiensis, in Summa, tit. de Rebus Eccles. non alien., scilicet æquitatem, ex c. *Ad aures*, eod. tit. Verumtamen in illo etiam textu major Ecclesiæ utilitas considerata, est ut patet ex illis verbis : *Nisi forte tunc aliis possint ad majorem Ecclesiæ utilitatem cum eodem labore et onere conferre.* Solum ergo potest ratio æquitatis facere, ut cum æquali Ecclesiæ utilitate is præferatur, cui alia ratio æquitatis favet.

7. *Hactenus explicata conditio est juris naturalis.* — Atque hæc conditio ita explicata per hæc omnia membra non tam est positivi juris, quam divini et naturalis, quod quidem verum est de quocumque Prælato ecclesiastico, quantum ad bona ipsius Ecclesiæ, quorum ipse non est dominus, sed dispensator ; multo vero magis in Prælato regulari propter paupertatem, quam profitetur. Additur vero ex positivo jure necessarium esse ut de hac causa constet per publicum instrumentum ad hoc specialiter factum, ita ut non sufficiat hoc inseri in instrumento alienationis. Ita docent Dominicus, Philippus, Socinus, et Guido, quos refert et sequitur Rebuffus supra, n. 10. Hanc vero solemnitatem non invenio expressam in d. c. *Sine exceptione ;* ipsi vero allegant cap. 1, de Rebus Eccles. non alien., in 6, cujus verba sunt : *Præsertim cum evidens necessitas quare fieri deberet, vel utilitas non subesset.* Ex quibus non video quomodo illa peculiaris conditio et solemnitas colligatur, nam ibi solum requiritur ut vere subsit evidens necessitas et utilitas ; quod autem hoc constare debeat per speciale instrumentum, ibi non dicitur, neque ego invenio aliud in jure expressum ; durum autem est admittere conditionem ut necessariam ad contractus valorem vel honestatem, quam jura non exprimunt. Præsertim, quia in c. 2, de Rebus Eccles. non alien., in 6, solum postulatur ut alienatio fieret *in forma, et casibus a jure permissis;* casus autem sunt supra numerati, circa quos, ut de illis constet, nulla forma ponitur in jure, sed circa alia, quæ statim dicemus. Quocirca, nisi consuetudo fortasse obstet, videtur probabile, ex parte causæ sufficere quod in re subsit, et sufficienter possit de illa in judicio constare, sive per speciale instrumentum, sive aliis modis. Ad quem autem pertineat probare hujusmodi utilitatem Ecclesiæ, si forte post alienationem lis exorta sit, videri potest in citatis auctoribus, et præsertim in Covarr. lib. 2 Variarum, c. 17 ; ad nos enim non spectat.

8. *Secunda conditio alienationum immobilium bonorum.* — Secundo, ut recte fiat alienatio, necessarium est ut ante illam præcedat tractatus, d. cap. *Sine exceptione*, ibi : *Et cum totius cleri tractatu et consensu,* et in c. 1, de Rebus Eccles. non alien., in 6, quædam concessio reprobatur, *quia tractatus solemnis, et diligens, qui in talibus concessionibus perpetuis, et alienationibus rerum* ecclesiasticarum exigitur, non fuit habitus in eadem. Est autem tractatus mutua collatio conventus, seu capituli, de necessitate vel utilitate alienationis ; unde ad illum convenire debent omnes, qui circa talem alienationem suffragium habent, nam eorumdem petitur tractatus, quorum consensus postulatur. Oportet etiam (juxta communem interpretationem) ut tractatus fiat inter religiosos vel clericos capitulariter congregatos, ita ut non sit satis separatim cum singulis rem tractare, aut per litteras cum eis conferre, nisi in unum conveniant, et inter se conferant, nam et verba jurium hoc indicant, et juvat c. *Tertio loco*, de Probationibus, et res ipsa ita postulat, ut convenienter agi possit, et Doctores consentiunt, ut patet ex superius citatis. Addit Rebuf., supra, numero suo 12, debere fieri speciale instrumentum de hoc tractatu, quod in jure non invenio expressum, et ideo non judico esse necessarium in foro cons-

cientiæ ; tamen in exteriori praxi sequendus est usus et communis sententia ; existimo tamen sufficere quod in eodem instrumento alienationis narretur tractatus præcedens, non tantum præsupponendo, sic enim oportebit ut alia via de suppositione constaret ; sed narrando illum, et dando fidem illius, ex sententia capituli, quæ ex illo resultaret circa utilitatem alienationis; et fortasse juristæ nihil aliud intelligunt.

9. *Tertia conditio.* — *Unus actus pertinens ad hanc tertiam conditionem.* — *Alter actus.* — Tertia conditio est consensus capituli in talem alienationem. Patet ex citatis verbis c. *Sine exceptione,* et ex aliis statim citandis ; unde quoad hanc partem multum diminuta est potestas Prælati, quia non est monarchica, sed conjuncta cum aristocratia. Ratio autem seu congruentia hujus juris fuisse videtur, ut difficilior fieret hæc alienatio, et quia fortasse Prælati abutebantur potestate quam antea in solidum habere solebant, et, si petebatur consilium seniorum, vel capituli, non erat decisivum, sed consultivum; juxta hanc vero formam omnes de conventu habent suffragium decisivum. Unde duo actus hic distinguendi sunt, unus pertinens ad tractatum, alius pertinens ad ipsum contractum alienationis. Prior pertinet ad intellectum seu judicium, per illum enim quasi fertur sententia quod talis alienatio expediat, vel necessaria sit monasterio, ad hanc enim ordinatur tractatus, et, si in ea Prælatus non confirmaretur capitulo, saltem pro majori parte, non esset ultra progrediendum, quia jam deesset justæ alienationis fundamentum, nec posset rationabiliter postulari consensus in alienatione, ab his qui eam convenientem non esse judicassent. Alius actus est voluntatis, quia proprie nomine consensus significatur, et est voluntas quod talis alienatio fiat ; potest enim aliquis judicare utile esse monasterio ut fiat alienatio, et nihilominus nolle ut hic et nunc, vel cum tali persona fiat, propter extrinsecos respectus, vel rationes ; propterea ergo requiritur consensus in ipsamet alienatione. De quo consensu, quomodo debeat exprimi in instrumento per propria nomina, et subscriptiones singulorum, et de aliis circumstantiis ejus, videri possunt auctores citati.

10. *Explicatur hic posterior actus.* — Quod ad nos spectat, solum est advertendum requiri simul consensum Prælati, et capituli. Ut autem capitulum consentire dicatur, non est necesse ut omnes de capitulo consentiant, sed sufficit major pars, ut ibi glossa advertit, nam quod a majori parte fit, censetur a toto fieri, ut supra, capit. 5, tractando de electionibus, diximus ; si autem saltem magna pars non consentiat, etiamsi plures cum Prælato velint, nihil poterit, quia tunc verum non est, capitulum consensisse ; e contrario vero, quamvis totum Capitulum, excepto Prælato, consentiret, non posset alienatio fieri, ut est communis sententia Doctorum quos retuli, quia utriusque simul, Prælati scilicet et capituli, consensus necessarius est. Item, quia per hanc formam non privatur Prælatus sua potestate, sed solum limitatur ne possit illa uti sine consensu capituli, ut aperte colligitur ex juribus citatis ; ergo semper necessarium est ut interveniat auctoritas et potestas Prælati, quod esse non potest sine consensu ejus. Tandem ob hanc causam, sede vacante, non potest capitulum cathedralis Ecclesiæ bona ejus alienare, ut constat ex c. 1, de Rebus Eccles. non alien., in 6, ubi glossa advertit idem esse in minoribus Ecclesiis, c. *Si qua,* et c. *Precariæ*, 12, q. 2. Hujus autem ratio inter alias est, quia auctoritas Prælati est maxime necessaria ad hujusmodi actum ; ergo quando Ecclesia non vacat, fieri non potest sine consensu ejus.

11. *Quæstiuncula insurgens.* — *Auctoris probabilis resolutio.* — Solum quæri potest, si contingat in capitulo paria esse suffragia præter Prælatum, et inter se æqualiter dividi, an id sufficiat ut, accedente consensu Prælati, fieri possit alienatio ; videtur enim non satis esse : quia capitulum in hoc negotio debet considerari ut condistinctum a Prælato, nam jura dicunt, Prælatum non posse hoc facere sine consensu capituli ; et e converso dicimus consensum totius capituli sine Episcopo non sufficere ; considerantur ergo capitulum et Prælatus tanquam duæ personæ condistinctæ, quarum consensus simul necessarii sunt ; sic autem considerando capitulum non potest dici in eo casu consentire, quia major ejus pars non consensit. Nihilominus probabilius videtur, saltem in religionibus, ubi capitulum non ita condistinguitur a Prælato, sicut in cathedralibus Ecclesiis, illum consensum capituli sufficere, quia Prælatus est pars capituli, et ideo absolute verum est tunc majorem partem capituli, et consequenter capitulum ipsum consentire. Neque est inconveniens quod Prælatus suo consensu operetur, et ut pars habens suffragium in capitulo, et

ut caput, et superior sua fungens potestate ; atque idem censeo de quocumque capitulo, in quo Prælatus eodem modo præsideret. Alia multa possent de his conditionibus tractari, quæ omitto, quia pertinent ad universaliorem materiam de bonis ecclesiasticis, et quia unaquæque religio hæc observat, ut statim dicam, juxta privilegia sibi concessa ; videri ergo possunt in citatis auctoribus, præsertim in Panormitano, in c. 1, et c. *Tua*, de His quæ fiunt a Prælatis, etc. ; Geminiano, et aliis, in c. 1 de Rebus Eccles. non alien., in 6.

12. Solum ergo addendum est, pro regularibus Prælatis jure novo confirmatum et declaratum esse illud antiquum jus, in Clemen. unic., de Rebus Ecclesiæ non alienandis, ubi omnibus *religiosis, monasterio, Prioratui, Ecclesiæ, seu administrationi cuivis præsidentibus*, prohibetur hæc alienatio, *nisi necessitas aut utilitas monasterii, Prioratus, Ecclesiæ, aut administrationis hujusmodi hoc exposcant, conventus sui, aut, si conventum non habeant, Prælati proprii assensu ad hoc nihilominus accedente.* In quo jure solum superest explicanda illa ultima conditio, quæ additur, quando deest conventus : tunc enim solius Prælati consensus postulatur. Ex quo imprimis videtur a contrario sensu colligi, quando Prælatus, aut Prior habet conventum, tunc, si uterque consentiat, non esse necessarium consensum superioris Prælati. Probatur, quia hic specialiter postulatur quando deest conventus ; ergo, quando non deest, sufficit consensus ejus, sine consensu superioris Prælati.

13. *Objectio.* — Sed contra hoc objici potest, quia Prælatus non exemptus non potest aliquid alienare sine consensu Episcopi, etiamsi conventus consentiat, ut colligitur ex c. *Abbatibus*, 12, q. 2, et c. *In venditionibus*, 17, quæst. 4, et tradit glossa recepta in Summa, 12, q. 2 ; Prælatus autem conventualis exemptus indiget consensu sui Provincialis, quem habet loco Episcopi, nam, cum sit exemptus, in illo consensus Episcopi necessarius non est, ut notavit Turrecr., in dicta Summa, in princ., 12, quæst. 2 ; tamen loco illius est necessarius consensus sui Prælati. Respondetur ad priorem partem, in dicta Clementina non requiri in eo casu consensum superioris Prælati ; et ita ex vi illius non esse necessarium consensum Episcopi ; tamen, quia illa non revocat antiquum jus, nec de hoc aliquid positive disponit, ideo, ea non obstante, verum esse communem sententiam. Nam argumentum in contrarium, licet sit efficax ad probandum, ex vi illius non postulari talem consensum, non tamen est efficax ad probandum non requiri ex vi aliorum jurium. Atque idem dicendum est ad posteriorem partem, quæ per se est consentanea juri communi, quatenus Provincialis vel Generalis vicem Episcopi tenet respectu monasterii exempti ; nihilominus tamen illud pendet ex proprio jure uniuscujusque religionis. Ubi autem nihil in contrarium statutum fuerit, prædictum jus commune servandum est, adeo ut Archidic., Hostiens. et alii, quos refert et sequitur Rebuff. supra, n. 85, non valere consuetudinem in contrarium dixerint.

14. *Circa postulandum consensum Prælati superioris, dubium unum.* — Circa eamdem vero partem, quatenus postulat consensum superioris, quando Prior vel administrator non habet conventum, interrogari potest primo an Prælatus superior vel Episcopus possit solus consensum præstare, vel simul debeat concurrere capitulum Ecclesiæ vel monasterii, cui talis Prælatus præest. Et ratio dubii esse potest, quia, juxta formam c. *Sine exceptione*, Episcopus non potest alienare bona Ecclesiæ sine consensu capituli, quæ forma non est revocata per dictam Clementinam. Respondetur nihilominus, ex vi illius textus non requiri consensum nisi solius Episcopi, verbi gratia. Quam sententiam significant Geminianus, Perusius, Speculator, quos refert et sequitur Rebuffus supra, n. 88, ubi allegat etiam alia jura. Sufficiunt tamen verba ejusdem Clementinæ, quæ solum requirit consensum Prælati proprii ; nec oportet addere onus quod lex non addit. Nec ex vi antiqui juris id erat necessarium, nam in dicto c. *Sine exceptione*, expresse dicitur : *Ne quis Episcopus de rebus Ecclesiæ suæ :* unde omnes colligunt, ad alienanda bona inferiorum Ecclesiarum non requiri consensum capituli Ecclesiæ cathedralis, sed Episcopi et eorum ad quos pertinet proxima cura talium Ecclesiarum. De quo possunt optime intelligi ultima verba ejusdem textus, quæ generalius loquuntur de alienatione rei ecclesiasticæ, et prohibetur fieri ab Episcopo, *absque conniventia, et subscriptione clericorum.* Quæ intelligenda sunt respective, id est, clericorum uniuscujusque Ecclesiæ, vel unius tantum, si plures non habuerit. Ergo, si Ecclesia fuerit regularis, et, si conventum non habuerit, etiam ex vi illius textus sufficit consensus Episcopi et Prioris.

15. *Dubium alterum per distinctionem duplicis casus resolvitur.— Quid in posteriori.—*

*Quid in priori.*—Sed quid si talis Prior fuerit exemptus? Respondeo : aut est immediatus Papæ, aut habet Prælatum superiorem intra eamdem religionem; in hoc posteriori casu, proprii Prælati regularis consensus necessarius est, et sufficit. Solum tenebitur ipse Prælatus superior, ad præbendum suum assensum, uti consilio sibi juxta suam regulam præscripto ad similes res graves definiendas, sive illud consultivum sit, sive definitivum : quoad hoc enim verum est, dictam Clementinam, licet in eo casu non requirat consensum alicujus capituli vel consilii, non tamen excludere alia jura specialia, quæ illud possunt requirere. Quocirca, si bona illius Ecclesiæ, quæ per hujusmodi Priorem sine proprio conventu administrantur, sunt ita annexa alteri monasterio, ut censeantur etiam bona illius, ideoque talis Prior sit subjectus Prælato illius monasterii, tunc sine dubio erit necessarius consensus non tantum Prælati, sed etiam capituli monasterii ; quia ipsemet Prælatus non potest dare suum consensum ad alienanda bona monasterii sine consensu capituli ; illa autem bona etiam sunt talis monasterii. At vero in priori casu necessarius erit consensus Pontificis, nam ille est proprius Prælatus talis Abbatis seu religiosi exempti ; quod notat glossa in dicta Clementina, verbo *Proprii*, et Rebuffus supra, num. 86. Qui omnes addunt, si talis Abbas Ecclesiam habeat pleno jure sibi subjectam, id est, cum Episcopali jurisdictione, tunc non indigere consensu Pontificis, nam potius ipse potest præbere auctoritatem alienationibus bonorum cujuscumque Ecclesiæ sibi subjectæ, consentiente illius Rectore. Adverto tamen non solum in regularibus, sed etiam in secularibus Prælatis inveniri minime posse aliquem habentem jurisdictionem Episcopalem, et Pontifici immediate subjectum, qui tamen conventum non habeat, seu capitulum, vel saltem clerum; quapropter nullum existimo esse talem Abbatem, qui solo arbitrio suo sine consensu alicujus Prælati sibi superioris, saltem Papæ, et sine consensu alicujus capituli, vel cleri, vel saltem proximi rectoris Ecclesiæ, possit bona Ecclesiæ alienare. Nam in dicto cap. *Sine exceptione*, generalis regula ponitur, Episcopum non posse alienare bona Ecclesiæ sine consensu cleri ; ergo multo minus poterit inferior Prælatus habens jurisdictionem Episcopalem ; ergo, e contrario, quotiescumque locum habet casus dictæ Clementinæ, in quo religiosus Præfectus non indiget consensu alicujus conventus, vel cleri, quia illum non habet, necessarius illi est consensus alicujus Prælati superioris, saltem Papæ, quantumcumque ipse exemptus sit ; nec in hoc existimo posse habere locum limitationem vel exceptionem, sed solum in illis Prælatis, qui, cum habeant conventus, in eis habent Episcopalem jurisdictionem solum Pontifici Summo subordinatam.

*De quibus rebus alienandis intelligatur prædicta solemnitas.*

16. *Responsio de bonis immobilibus, et quæ talia sint.* — Additur vero in dicta Clementina limitatio hujus formæ seu prohibitionis, his verbis : *Verum præmissa ad locationes, vel etiam redditGuum aut fructuum venditiones ad tempus modicum faciendas, declaramus nullatenus non extendi.* Circa quæ verba duo in hoc puncto declaranda supersunt. Primum, in quibus bonis alienandis requirantur prædictæ conditiones ; secundum, in qua eorum alienatione necessaria sit ; utrumque autem horum satis distincte explicatur in Extravag. *Ambitiosæ*, de Rebus Eccles. non alien., nam generalis regula, ibi statuta de Ecclesiasticis bonis, ad regularia etiam applicanda est. Quoad priorem ergo partem, declaratur ibi, bona, circa quæ prædicta omnia servanda sunt, esse omnia *immobilia*, et *pretiosa mobilia* ; unde fit, circa alia omnia, quæ hujusmodi non fuerint, conditiones illas non esse necessarias, ac proinde circa alienationem illorum integrum manere jus antiquum, et potestatem quam juxta illud habent regulares Prælati. Quid autem per immobilia bona intelligatur, res nota est, et videri potest Panormitanus, cap. *Nulli*, de Rebus Ecclesiæ non alienandis, n. 9 et 10, et tomo præcedenti illud attigimus, tractando de materia paupertatis. In præsenti ergo sub immobilibus bonis comprehenduntur tam res corporeæ, fixæ et immobiles, quam actiones et jura vel redditus longi temporis, seu jus diuturnum ad illos ; censetur autem diuturnum, si sit saltem decem annorum. Item etiam jura, seu debita rerum immobilium, quæ naturam eorum participant.

17. *Quæ immobilia non subdantur dictæ solemnitati.*—Circa hæc autem debita oportet advertere, necessarium esse ut jam sit monasterio jus acquisitum, nam antea non sunt bona monasterii, nec ecclesiastica, et ideo nondum comprehenduntur sub prædictis legibus, ideoque si quis modus alienationis in eis esse potest, manet sub ordinaria potestate

administrativa Prælati. Exemplum est, si donatio offeratur monasterio sub his vel illis conditionibus, vel legatum relinquatur, ante acceptationem non habet monasterium jus acquisitum, et ideo ad non acceptandum manet potestas apud Prælatos, possuntque alienare vel commutare bona sibi relicta modo supra dicto, tractando de paupertate, in majorem utilitatem vel commoditatem monasterii. Quam sententiam tenuit Freder. de Senis, consil. 9, quem refert et sequitur Panormit., in cap. 1, de In integrum restit., n. 9, et cap. *Tua*, de His quæ fiunt a Prælatis, n. 9, ubi additio refert Romanum, Ancharanum, et Lapium; et alios refert Rebuffus supra, n. 30, ubi tamen refert etiam Ancharanum et alios in contrarium, et ipse, licet distinctione utatur, in eam sententiam magis inclinat, et eam sequitur noster Molina, disp. 468, de Justitia. Sed mihi in rigore prior opinio vera videtur, nam ante acceptationem non est proprium jus acquisitum, quod inter bona immobilia computari debet. Facit ad hoc confirmandum dictum Pauli de Castro, cons. 11; Felin., c. *Cognoscentes*, de Const., n. 7, limit. 3, mulierem posse repudiare donationem sibi factam nondum acceptatam, omissa solemnitate statuti loquentis de alienationibus mulierum, quia loquitur ubi jus est acquisitum in re. Quod etiam sentit Sanch., lib. 6 de Matr., d. 4, n. 11. Verum est debere Prælatos in hoc servare modum sua regula præscriptum, vel si in hoc nihil esset speciale definitum, servare debent generalem regulam, ut in rebus arduis nihil agant sine consensu conventus: de qua videri potest Felinus, in cap. *Doceri*, de Rescriptis, numero tertio.

18. *Quæ censeantur mobilia pretiosa.—Quæ mobilia non censeantur pretiosa.* — Quæ vero censeri debeant mobilia pretiosa, non invenio in jure declaratum, neque ab auctoribus de illa re certa regula assignatur, præter quædam exempla sumpta ex l. *Lex*, C. de Administr. tut., ut videre licet in glossa, in c. *Tua*, De his quæ fiunt a Prælatis; et Panormitano, in d. c. *Nulli*, num. 8 et 11; prudens ergo judicium intervenire debet. Primum autem locum inter hæc bona obtinent vasa et vestimenta divino cultui deputata, quando sunt ex materia multæ æstimationis, præsertim si in eo genere et quantitate materiæ, et artis qualitate præstent, ut sunt vasa aurea, vel argentea, gemmæ, vestes aureæ, aut sericæ majoris pretii; et de his præcipue loquitur dicta extravagans *Ambitiosæ*, dicens: *Pretiosa mobilia Deo dicata, ex quibus Ecclesiæ, monasteria, et pia loca reguntur, illustranturque.* Existimo præterea in hoc numero computari copiosam bibliothecam monasterio competentem; nam, licet singuli libri, vel plures illorum alienari possint sine illa solemnitate, vendere tamen totam bibliothecam est sine dubio res gravissima, quæ inter mobilia pretiosa, quæ servando servanda sunt, ut jura loquuntur, merito computatur. Et idem judico de grege integro ovium, aut similium rerum se moventium, quæ fructiferæ sunt, et immobilibus bonis communi æstimatione æquiparantur. Idem censuit Navarrus, consil. 7, de Reb. Eccles. non alien., de cæsione arborum ferentium et non ferentium fructus, quæ magno pretio æstimantur et venduntur; nam, licet illa res videatur mobilis, est pretiosa, et quatenus pertinet ad utilitatem prædii, et illi adhæret, quodammodo est immobilis; et nihilominus in consil. 6 ait idem Navarrus, succidere aliquas arbores inutiles, vel opacas, et eas vendere, non transcendere æstimationem et modum rerum mobilium, quæ servando servari non possunt, vel non debent, quia revera et sunt parvæ æstimationis, et non pertinent ad utilitatem prædii, et ideo nullo modo reputantur immobiles; cætera autem bona mobilia, quæ hujusmodi non sunt, et servando servari non possunt, etiam ratione quantitatis, si aliquando sint magni pretii, inter mobilia pretiosa non computantur, ut sunt pecunia, oleum, triticum, vinum et alii fructus, atque etiam vestes quæ quotidiano usu facile teruntur, et magnæ æstimationis non sunt.

19. *Consectarium verum de his non pretiosis. — Exceptio. — Notandum.* — Ex quo infert Panormitanus, dicto cap. *Nulli*, cum glossa ibi, hæc omnia permutari posse a Prælato, aut vendi sine prædicta solemnitate, quia in eis integram retinet administrandi potestatem, nam, ut supra dicebamus, jus antiquum integrum manet, ubi per novum non est immutatum; circa hæc autem bona nihil innovatum est in prædictis juribus. Solum excipitur, in dicto c. *Nulli*, *rusticum mancipium*, juxta Authenticum, de Non alienandis, § *Nos igitur*, nam juxta jus antiquum computabatur hujusmodi mancipium quasi accessorium, vel quasi pars ipsius prædii, et ideo fortasse idem nunc censendum erit de jugis boum aut aliorum jumentorum cum aliis rebus deputatis ad cultum prædii; nam, licet singula ex his non sint mobilia pretiosa, tamen peculium illud rusticanum (ut sic dicam) quid pretiosum dici

potest, et conjunctum prædio est, veluti quid immobile; in eo ergo etiam videtur servanda forma juris. In cæteris autem mobilibus, ut dixi, Prælatus habet suam integram potestatem, ut plane colligitur ex dicta Extravagante, per argumentum ab speciali, et ex dicta Clemen., in fine, per argumentum a fortiori, et est communis sententia his locis, et 12, quæst. 2, in princ., cum glossa ibi, et in cap. *Tua*, ubi etiam Panormitanus, de His quæ fiunt a Prælat., etc. Additur vero in dicta Extravagante verbum notandum : *Ac de fructibus, et bonis, quæ servando servari non possunt pro instantis temporis exigentia.* Quo significatur, etiam hæc bona non esse alienanda nisi quando opportunitas vel occasio id exigit, respiciendo semper ad necessitatem vel commoditatem monasterii, vel ad debitam pietatem.

*De qua alienatione intelligatur eadem solemnitas.*

20. *Variæ alienationes in quibus requiritur dicta solemnitas. — Defectus illius solemnitatis irritat alienationem.* — Quoad alteram vero partem num. 16 propositam, in qua scilicet alienatione requiratur prædicta solemnitas, dicitur in prædicta Extravagante : *Omnium rerum, et bonorum ecclesiasticorum alienationem, omneque pactum per quod eorum dominium transferatur, concessionem, hypothecam, locationem, et conductionem ultra triennium, necnon infeudationem, vel contractum emphyteuticum, præterquam in casibus a jure permissis, et de rebus et bonis in emphyteusim ab antiquo concedi solitis, et cum Ecclesiarum evidenti utilitate.* Per quæ verba imprimis sublata est ambiguitas, quæ in dicta Clementina relinquebatur, quod censeatur modicum tempus; quam ibi tractat glossa, et refert varias opiniones; et Panormitanus ibi videtur approbare illam, quæ tempus infra decennium censet esse modicum; tamen dicta Extravagans limitavit tempus trium annorum, et ita de facto servatur, et servandum est. Deinde possent hic quæstiones institui de singulis contractibus istorum, quomodo Prælato prohibiti sint, et an sint omnino invalidi sine debita solemnitate facti, et an saltem valeant pro tempore permisso, quando pro majori indebite facti sunt. Sed ab his et similibus quæstionibus nunc abstineo, quia generales sunt de omnibus ecclesiasticis bonis, et late tractantur a citatis auctoribus, et videri potest Molina, tom. 2 de Justit., disp. 466, et tribus sequentibus. Nunc solum suppono ex dictis juribus manifestum esse, hujusmodi contractus esse irritos ex vi prædictarum legum absque alia sententia vel declaratione, quia in ipsa lege satis explicatur, neque talis irritatio est pœna, ut sit necessaria sententia. Nec mihi placet sententia eorum, qui dicunt, si non cesset justa causa et utilitas Ecclesiæ, propter solum defectum solemnitatis non teneri quempiam in conscientia recedere a contractu, quod sentit Navarrus, Commentario de Alienatione rerum Eccles., num. 15 et sequentibus, et in Comment. de Spoliis clericorum, § 2, num. 6, quia solemnitas (inquit) inducta est ad præsumendam justam causam; ubi autem intercedit veritas, cessat præsumptio. Sed non placet, quia non est tantum ad præsumendum, sed ad præcavendum ne aliter fiat, et ideo, non obstante veritate causæ, necessaria est solemnitas. Tum quia effectus legis et obligatio non cessat, etiamsi finis in particulari cesset; tum etiam, quia deest potestas ad contrahendum alio modo; ergo actus est simpliciter nullus.

21. *Tunc aut contractus rescindendus, aut solemnitas denuo adhibenda. — De pœnis indebite alienantium.* — Quapropter qui hoc modo accipit bona alienata a monasterio, non potest illa in conscientia retinere, nec fructus; imo, si sit in mora restituendi, tenebitur ad damna monasterii, nisi propter bonam fidem a culpa excusetur. De quo videri potest Navarrus, tribus consiliis ultimis de Rebus Eccles. non alien.; Covar., in reg. *Peccatum*, § 3, n. 11; Anton. Gom., l. 3 Tau., numero centesimo vigesimo quarto; Guttier., de Jure confirm., 1 p., c. 1, n. 42; Rebuff., referens alios antiquos, supra, n. suo 42; et Molina, loco citato; neque in hoc potest monasterium cedere juri suo, nisi confirmando denuo contractum, et supplendo priorem defectum; nam quando jus præscribit certam formam essentialem servandam in contractibus, nemo potest huic juri renunciare, ut sumitur ex leg. *Contra jura*, ff. de Legat., 1; notat Panormitanus, in c. *Si diligenti*, de Foro compet., num. 7, ex Bartolo, in l. *Si quis in conscribendo*, C. de Pactis. Unde si in præsenti casu consensus capituli, verbi gratia, prætermissus fuisset, actus quidem in rigore esset invalidus, potest tamen ratificari per consensum capituli, præmisso tractatu, et tunc incipiet valere contractus, non a tempore quo factus est, sed a tempore quo fuit ratificatus, ut est communis sententia Doctorum, quos refert Rebuffus supra, n. 95. Et per hæc satis videntur dicta

jura explicata quantum ad præsens institutum spectat. De pœnis autem excommunicationis, suspensionis, vel interdicti, quæ ibi adduntur, præsertim in Extravag. *Ambitiosæ*, dictum in particulari est in tomo de Censuris, disp. vigesima secunda, sect. 6, a n. 6. De aliis vero, quæ pertinent ad privationem beneficiorum, aut officiorum, juxta generales regulas materiæ de Legibus judicandum est, ubi etiam in specie illam Extravagantem attigimus, et cum Navarro adnotavimus, quoad has pœnas non videri usu receptum.

## CAPUT XXVIII.

### DE POTESTATE PRÆDICTÆ ADMINISTRATIONIS JUXTA STATUTA ET SPECIALIA INDULTA RELIGIONUM, NOMINATIM SOCIETATIS JESU.

1 *Assertio pro prima parte tituli. — Privilegia religionum partim derogant solemnitati juris communis.* — In hac re dicendum est, Prælatum uniuscujusque religionis posse et debere administrare bona monasterii aut religionis juxta indulta et privilegia a Sede Apostolica suæ religioni concessa, et juxta suam regulam, vel constitutiones ab eadem Sede approbatas. Probatur, quia Indulta Apostolica dant potestatem derogando etiam juri communi, quando id sufficienter exprimunt (nam quod possint id facere, manifestum est). Constitutiones autem constituunt jus quod hujusmodi Prælatus servare tenetur; ergo et potest, et debet juxta talia Indulta ac statuta religionis bona administrare. Quæ vero sint hujusmodi statuta et Indulta in singulis religionibus, non est nostrum nunc inquirere vel examinare, sed videri possunt quæ de his privilegiis, sicut et de cæteris aliis, docte et diligenter tractat Emmanuel Rodericus, in 1 tomo Quæstionum regularium, quæstione 27. Si quis autem attente animadvertat, in privilegiis communiter concessis Mendicantibus aut monachalibus religionibus, nihil fere derogatum est de solemnitate ad alienationem requisita; in reliquis vero, quæ ad administrationem pertinent, idem fere jus commune est omnibus. Quod si aliqua sit varietas in specialibus statutis, eorum intelligentiam et observantiam unicuique Prælato remittimus.

2. *Privilegium alienandi non obstante ultima voluntate.* — Solum est notatu dignum, privilegium illud a Sixto IV et Leone X concessum Minoribus ad alienandum aliqua bona immobilia, *non obstantibus ultimis voluntatibus testatorum, vel donantium*, prout refertur in Supplemento Minorum, concess. 93 et 317. Quanquam, quia illi non habent bona immobilia, solum conceditur eis commutatio talium bonorum, quando primum illis traduntur. Alii vero Mendicantes, qui habere possunt dominium rerum immobilium, uti possunt illa facultate, etiam postquam acceptant et possident talia bona, juxta testantis voluntatem, dummodo observent conditiones in privilegio requisitas, nimirum, ut sine scandalo fiat, et cum diligenti informatione de talis alienationis vel commutationis necessitate. Et ita habetur in privilegiis Augustinianorum, et in Compendio Societatis, verb. *Alienatio*, § 3, ubi usus hujus facultatis reservatur Generali, juxta proprium et peculiarem modum procedendi Societatis. De quo pauca hic addere necesse est, ne oporteat iterum postea, in tract. 10, de hac temporali administratione sermonem facere, et quia antiquus modus procedendi religionum videtur in ea, quoad hanc partem, innovatus. Ac denique quia, ut in fine dicam, aliqui putant posse alias religiones, vel Generales earum, per communicationem privilegiorum uti Pontificiis facultatibus Præposito generali Societatis in hac parte concessis.

3. *Ampla Generalis Societatis potestas ad alienandum, cum duplici limitatione.* — Est igitur in hac materia advertendum, quod, sicut in Societate religiosum regimen ad perfectam monarchiam revocatum est, ut infra tract. 10, lib. 10, cap. 1, dicam, ita tota potestas administrandi omnia domorum vel collegiorum Societatis bona temporalia, illi per constitutiones Societatis attributa est, hoc solo excepto, quod collegia semel acceptata dissolvere non potest, nec etiam immobilia bona omnino alienare, ut habetur 9 p. Constit., his verbis : *Est penes Præpositum generalem omnis facultas agendi quosvis contractus emptionum aut venditionum quorumlibet bonorum temporalium mobilium, tam domorum quam collegiorum Societatis; et imponendi ac redimendi quoslibet census super bonis stabilibus ipsorum collegiorum, in eorumdem utilitatem ac bonum, cum facultate sese onere liberandi, restituta pecunia quæ data fuerit. Alienare autem aut omnino dissolvere Collegia, vel Domos jam erectas Societatis, sine generali ejus congregatione Præpositus generalis non poterit.* Et statim, § 6, Generali datur facultas disponendi, et applicandi huic vel illi loco

quæcumque bona Societati indifferenter relicta, prout magis censuerit expedire, et infra, § 17, declaratur posse etiam admittere collegia et domos, quamvis non possit ea dissolvere, ut statim additur in 18. Ex quibus constat hanc potestatem ex vi constitutionum esse latissimam, extendique ad omnia mobilia sine ulla limitatione, ideoque etiam pretiosa comprehendere. Item extendi ad immobilia quoad imponendos census super illis, dummodo redimi possint, et cedant in religionis utilitatem, qui est modus quidam alienationis; ex quo plane sequitur posse etiam locare, vel facultatem dare ad locandum ultra triennium, et omnes alios contractus efficere, qui non continent propriam ac perpetuam alienationem, vel translationem dominii directi aut utilis; nam omnes illi sunt minores alienationes rerum immobilium, quam venditio census super illis; cui autem majus conceditur (ut habet regula juris 53, in 6), censetur etiam minus concessum, in his saltem quæ ejusdem sunt rationis.

4. *Prima limitatio, non alienandi omnimode bona immobilia.* — At vero absoluta seu perpetua alienatio rerum immobilium, ex vi hujus constitutionis Generali non conceditur, quamvis sub his terminis ibi expresse non dicatur, sed ex his quæ illi specialiter conceduntur, constat hoc non esse concessum, et consequenter esse prohibitum, cum desit potestas. Unde inferius, c. 4, § 5, inter graves lapsus, propter quos posset Societas Generalem officio privare, ponitur, *aliqua stabilia bona domorum vel collegiorum alienare*; quomodo autem hoc intelligendum sit, infra explicabitur.

5. *Secunda limitatio, non dissolvendi Collegia*, etc. — *Quid requiratur, ut hæc limitatio cesset.* — *Sententia auctoris in hoc dubio.* — Alia vero limitatio expressius ponitur in eadem constitutione, § 18, scilicet, non posse Generalem transferre vel dissolvere, quod intelligitur de Generali solo, nam ipse cum Societate, hanc habet potestatem, ut habetur in 4 p. Constit., cap. 2, § 3, ubi in Declaratione exponitur, per Societatem commode intelligi congregationem generalem; tamen fieri etiam posse sine congregatione generali, concurrentibus his, qui habent jus suffragii, mittendo, scilicet, sua suffragia. Qui autem tunc habeant jus suffragii cum Generali, ibi non explicatur; ad minimum autem in Societate solent esse Provinciales omnes in Europa, quando res sine congregatione generali transigenda est, ut a simili constat, ex p. 9 Constit., cap. 5, § 3, ubi agitur de electione Assistentis, quando extra congregationem generalem fit, ad quam sufficere dicuntur suffragia omnium Provincialium. Tamen in aliis casibus postulari solet cum Provincialibus suffragium duorum Præpositorum, vel Rectorum localium uniuscujusque provinciæ, ut patet ex eadem 9 p., cap. 4, § 6, et 8 p., cap. 2, litt. C; et ideo ambiguum manet, an hic etiam ad alienandum, tot suffragia necessaria sint. Sed considero tunc solum extra congregationem generalem requiri suffragia Præpositorum localium præter Provinciales, quando Generalis cum eis non concurrit, sed ipsi inter se per litteras conferunt ad supplendum aliquem defectum Generalis, et cogendum vel obligandum eum ad aliquid faciendum, quod solum facere possunt in casibus expressis, et modo præscripto in constitutionibus. Quoties autem Generalis ipse cum consensu Societatis absque congregatione generali aliquid facturus est, tantum solent postulari suffragia Provincialium, ut constat ex primo loco citato, et clarius ex altero loco, 9 p., cap. 4, § 6, ubi prædicta differentia expresse constituitur; nam si Generalis velit sibi Vicarium generalem eligere, potest id facere cum solis suffragiis Provincialium; si autem Societas velit illi dare vicarium, necessaria sunt suffragia aliorum Præpositorum. In præsenti ergo censeo, jus suffragii in eo casu esse apud solos Provinciales, quia solus Generalis potest alienare cum consensu Societatis; ergo sufficienter tunc præbet consensum per Provinciales; in quo receditur a jure communi, nam juxta illud non sufficiunt suffragia per litteras, nec sigillatim extra Capitulum. E contrario vero nunquam potest Societas sine Generali alienationem facere, et ideo extra congregationem generalem non requiruntur suffragia Præpositorum localium. Quin potius nec congregatio generalis, sede vacante, licet vicarium generalem præsidentem habeat, potest talem alienationem facere, quia constitutio citata expresse dicit : *Præpositus generalis simul cum ipsa Societate potestatem habebit*, quæ verba cum omni proprietate sunt intelligenda, et ideo de Præposito, non de vicario illa intelligo; sic enim et magis conformia sunt juri communi, et magis prospiciunt indemnitati Societatis. Ratio etiam in ipsamet constitutione insinuata juvat, quia non est membrum a corpore abscindendum sine consensu capitis; et ideo, dum corpus quasi truncum est, et caret proprio capite,

non est aliquod principale membrum abscindendum, donec caput eligatur.

6. *Quid etiam ut cesset quoad dissolutionem universitatis. — Responsio probabilis.* — Specialiter etiam de universitatibus Societatis dicitur in 4 p., cap. 11, § 2, ad Generalem pertinere eas admittere, *non tamen postquam admissæ fuerint, sine congregatione generali per eum dissolvi posse.* Ubi neque in textu, neque in Declaratione ponitur disjunctiva de suffragiis Provincialium extra congregationem; unde videtur probabile, præcise requiri consensum congregationis in unum corpus convenientis, nam hoc significat vex *congregatio* in proprietate; et ita magis consulitur firmitati universitatum, et minus receditur a jure communi. Potestque ratio hujus specialitatis reddi, quia universitates sunt magis publicæ, et solent esse graviores quam privata collegia aut domus, et ideo earum dissolutio aut mutatio potest esse in majus dispendium et scandalum, ideoque prudenter potuit reservari ad congregationem generalem stricte sumptam. Nihilominus probabile est hanc constitutionem non esse diversam a præcedenti, et congregationem ibi sumptam esse tanquam æquipollentem Societati, cujus rei judicium ei remitto, ad quem auctoritas interpretandi constitutiones ex officio spectat.

7. *Quid denique requiratur, ut prima limitatio posita n. 4 cesset.* — Ex his a fortiori constat, posse Generalem cum consensu Societatis alienare bona stabilia collegiorum et domorum, quia plus est dissolvere collegium, quam aliqua bona stabilia illius alienare; cui autem in his majus conceditur, non negatur quod est minus. Tum etiam quia hæc actio interdum potest esse conveniens Societati; ergo oportet ut in ea sit potestas ad illam; sed non est in solo Generali, neque in sola congregatione; ergo saltem esse debet in utroque simul. Denique hoc est consentaneum juri communi, imo plus est quam jus commune requirat, quia jus commune solum requirit consensum conventus cum Prælato, vel Episcopo, aut Provinciali; hic autem cum Generali postulatur consensus congregationis generalis, vel Provincialium totius Societatis pro majori parte. Necessarium autem est ut talis alienatio cedat in utilitatem domus vel collegii; hæc enim conditio ex natura rei necessaria est, et jura omnia illam requirunt; nec esset rationabilis constitutio, quæ in hoc esset illis contraria. Unde notari potest differentia inter dissolutionem omnimodam unius collegii, vel alienationem bonorum stabilium ejus, quod dissolutio non potest cedere in utilitatem ipsius collegii, cum per illam omnino destruatur, et rei destructæ nulla sit utilitas; alienatio autem aliquorum bonorum stabilium collegii vel domus permanentis potest cedere in utilitatem ejus; et ideo in dissolvendo collegio non habetur ratio privatæ utilitatis ejus, sed Societatis; in alienandis autem aliquibus bonis primum omnium habenda est ratio utilitatis ejus Collegii, cujus sunt talia bona.

8. *Quæstiuncula suborta dissolvitur.* — Sed quid si fingatur casus in quo talis alienatio sit utilis Societati, et non privato collegio, cujus sunt bona. Videtur certe in eo etiam casu habere Generalem cum consensu Societatis hanc potestatem, ex argumento facto, quod propter hunc finem potest id quod majus est; ergo etiam quod est minus. Id autem intelligendum erit dummodo non sit ita onerosum collegio quod privatur talibus bonis, ut sine illis commode sustentari non possit, neque ex alio capite institutioni repugnet. Dices: ergo posset Generalis cum consensu Societatis partem bonorum stabilium unius collegii auferre, et applicare alteri, si priori superflua sint, et posterius indigeat; quod videtur grave incommodum, et contra usum. Respondeo, non videri hoc esse ultra absolutam potestatem, si aliunde ex circumstantia extrinseca non repugnet, et alias constet illud secundum se esse majus Dei obsequium, majusque bonum Societatis. Probatur, quia Societas est unum corpus, et bona singulorum collegiorum magis sunt totius corporis quam partis; ergo potest totum ipsum corpus cum capite dictam mutationem facere, cum cedat in majus bonum totius corporis, et tali collegio non fiat vera læsio, cum supponantur illa bona esse illi superabundantia. Item hæc potestas non est prohibita Societati, aut specialiter reservata Summo Pontifici; ubi enim est hæc prohibitio vel reservatio? ergo continetur sub potestate dissolvendi collegium, præsertim quia in toto pars continetur.

9. Dico autem, si aliunde non repugnet; tum quia si bona sint beneficia ecclesiastica tali collegio unita, non possunt disjungi, et alteri uniri sine auctoritate Pontificis; tum etiam quia si ex pacto inito cum fundatoribus, vel conditione ab eis posita hoc prohibeatur, non licebit, quia justa pacta servanda sunt. Sicut in 4 p. Constitut., cap. 2, in prima Declaratione, dicitur, quando Societas dimittit

aliquod collegium, non posse bona ejus extra Societatem donare, sed vel debere ea in manu Patroni relinquere, si aliquis talis sit, cui ex institutione et voluntate fundatoris reservata est pia dispositio de talibus bonis, pro tali casu; si vero nulla intercesserit talis reservatio, Societatem posse applicare illa bona, prout expedire judicaverit, id est, applicando illa aliis collegiis vel Domibus indigentibus, id enim necessario sequitur, cum dictum fuerit non posse extra Societatem donari; idem ergo cum proportione dicimus de parte bonorum unius collegii in casu dicto. Qui, ut dixi, raro potest contingere, tum quia fere semper intervenit aliquod ex dictis impedimentis; tum etiam quia nullum est et vix esse potest collegium quod habeat superabundantia bona, quia si plures habet redditus, plures etiam habet quos alat, et semper plures habere potest, omnesque solent esse necessarii ad finem talis collegii, ubicumque ita copiose fundatum est. Frequentius autem posset hoc subsidium fieri ex redditibus unius collegii eleemosynam alteri faciendo, ad quod habet potestatem solus Generalis, quia illa non est alienatio bonorum immobilium, sed mobilium tantum.

10. *Tertia limitatio, non tam potestatis Generalis, quam capacitatis aliorum.*—Addenda vero est limitatio, quæ in dictis constitutionibus sæpe exprimitur, pertinetque maxime ad paupertatem Societatis professæ, nimirum Generalem non posse redditus collegiorum in usum Societatis professæ convertere, nedum ipsa bona stabilita; ita habetur 4 p., c. 2, § 5, et p. 9, c. 3, § 18. Quod ita intelligendum est, ut non modo Præpositus solus, verum etiam nec cum consensu totius Societatis, aut Societas ipsa hoc possit efficere, quod ex dictis locis insinuatur, expressius vero habetur in 4 p., c. 10. Supremam curam collegiorum, dicitur ibi, juxta Sedis Apostolicæ litteras, professa Societas habebit; cum enim quidquam privatæ utilitatis ex redditibus quærere, vel in suum usum convertere non possit, est valde probabile quod majori cum puritate procedat, etc.; et in Examine, c. 1, § 4, declaratur idem esse intelligendum de redditibus domorum probationis, quæ sunt veluti collegiorum membra. Hæc autem limitatio non inde oritur, quod potestas Generalis ad administranda bona collegiorum diminuta sit, sed ex eo præcipue quod Societas professa ratione sui peculiaris voti est incapax hujusmodi usus. Per hoc tamen non videtur excludi, quin, interveniente vera necessitate, possit collegium Societatis eam eleemosynam facere domui professæ, quam posset facere monasterio S. Francisci; sed de hoc plura infra, tractando de paupertate Societatis, in tract. decimo, lib. quarto, cap. nono et sequentibus.

11. *Indultum Pii V, confirmans prædicta jura Societatis de alienationibus.*—Hæc sunt peculiaria jura, quæ circa hanc administrationem habet Societas ex vi suarum constitutionum, quæ in hac parte specialiter approbatæ sunt per varia Indulta et privilegia Apostolica. Et imprimis Pius V, in Bulla anni 1568, *Innumerabiles,* constitutiones quoad hoc expresse confirmavit, ut contractus in Societate non celebrentur capitulariter, sed per generalem Præpositum, ad quem ordinario jure tota facultas eos celebrandi spectat, vel per eum inferiorem Prælatum aut delegatum, cui ipse hoc commiserit. Per hoc tamen non excluditur, quin ad dimittenda vel transmutanda collegia indigeat Generalis consensu Societatis, quia non de hujusmodi dimissione ibi agitur, sed de his contractibus, ut in Compendio, verb. *Alienatio,* § 1, adnotatur, et merito, tum quia non fuit mens Pii V derogare in aliquo constitutionibus, sed confirmare illas; tum etiam quia in principio expresse dicit sub disjunctione, gubernationem collegiorum pertinere *vel ad Præpositum, vel ad ipsam Societatem,* indicans se velle tribuere vel relinquere unicuique quod ad illum spectat. Et nihilominus illa confirmatio posset ad dictum casum applicari, quando sine congregatione generali cum suffragiis Provincialium a Præposito fiunt; tunc enim licet fiat cum consensu Societatis, non fit capitulariter.

12. *Indultum Julii III ad idem.*—Et juxta hoc etiam intelligendum est quod de hoc casu dicitur in Bulla I Julii III, ubi, cum dictum esset Præpositum debere graviora statuere cum consilio Societatis, subditur : *Concilium vero necessario convocandum ad condendas vel immutandas constitutiones, et alia graviora, ut alienare, vel dissolvere domus, vel collegia semel erecta, intelligatur esse major pars totius professæ Societatis ;* et hoc inferius confirmat Pontifex; ex quibus posset aliquis intelligere, omnino esse necessariam convocationem Societatis ad illum actum, atque ita non posse nisi capitulariter fieri. Sed non ita est, illa enim verba non sunt Pontificis, sed petitionis et narrationis oblatæ Pontifici ab ipsa Societate, quæ expresse statim adjungit, *juxta Constitutionum nostrarum declarationem ;* in Declarationibus autem explicatum

est, ut capitularis congregatio non sit necessaria ad talem actum; ergo tantum abest quod hoc ibi revocatum sit, ut sit potius a Julio III confirmatum. Unde quoad hunc effectum Provinciales omnes simul sumpti, licet in unum locum congregati non sint, totam Societatem repræsentant, et quod Generalis facit ad plura illorum suffragia, censetur facere cum consensu majoris partis Societatis.

13. *Indulta varia Gregorii XIII ad idem.*— Ad hæc Gregorius XIII prædicta privilegia et Indulta variis modis declaravit, confirmavit et auxit; nam in Bulla anni 1575, de usu facultatum, concessit ut possit Societas uti privilegiis concessis aliis religionibus ad exercendos contractus, vel alios actus qui ab aliis religionibus capitulariter fiunt, uti (inquam) more suo, et juxta Constitutiones suas per eos quibus administratio talium bonorum commissa est; in Bulla autem anni 1576, *Apostolicæ Sedis*, hoc amplius declaratur, et tota potestas Præposito relinquitur cum facultate eam delegandi, quibus et quomodo expedire judicaverit, juxta Constitutiones. Ampliatur præterea ibi Præpositi potestas etiam ad alienationes bonorum immobilium, vel quasi mobilium, et ad pretiosa mobilia cujuscumque qualitatis et quantitatis, ac valoris. Quod privilegium amplius extenditur ab eodem Gregorio in Bulla anni 82, *Ex debito*, etc., ubi omnia genera contractuum numerantur, et conceduntur Præposito, ut per se vel alium eos possit exercere, cum variis clausulis et extensionibus, quæ ibi et in Compendio privilegiorum videri possunt; semper tamen cavetur ut omnia fiant in evidentem collegiorum utilitatem, quamvis ibi concedat Gregorius, ut qui cum Societate contrahunt, aut bona illius emunt, non teneantur probare evidentem utilitatem, nec pretium ab eis datum in Societatis commodum fuisse conversum, sed solum ostendere patentes litteras a Societate, seu Præposito generali de contractu cum ea inito, et pretio soluto. Additurque non esse necessariam specialem Sedis Apostolicæ confirmationem ad omnimodam talium contractuum firmitatem, sed consensum Præpositi vel congregationis generalis respectivum sufficere. Additur etiam ibi extensio notanda, et necessaria ad componendas lites. Datur enim Generali facultas, ut *possit de bonis Societatis compromittere, et quomodolibet super illis transigere, illisque simpliciter vel liti desuper habitæ, et actionem in non possessorem cedere, et renuntiare.* Quod etiam intelligitur sub illa conditione, in evidentem utilitatem vel necessitatem; nam hæc fuit in principio posita, et sub illa, omnia sequentia unico textu conceduntur. In hujusmodi autem compositione, non oportet ut utilitas sit semper temporalis, sed sufficiet spiritualis, ut ad tollenda scandala, vel perturbationes, ne impediatur fructus animarum, cujus rei judicium in toto hoc negotio prudenti arbitrio ejusdem Generalis relinquitur, his verbis: *Utilitatemque venditionum, et aliorum hujusmodi, vel etiam necessitatem, aut aliam causam, propter quam fiant, simpliciter, et absque figura judicii cognoscere, judicare, definire, et penitus terminare, libere et licite valeat.*

14. *Observatio prima circa præcedentia Indulta.—Secunda.—Tertia.*—Circa quæ privilegia nihil fere notare necesse est, cum et per se et ex dictis sint satis clara; in eis autem considerare licet, quantum Apostolica Sedes approbet monarchicum regimen Societatis, quantumque de fidelitate et prudentia Præpositi generalis confidat: illi enim præcipue hanc facultatem concedit, nec requirit cum illo aliquod definitivum consilium, sed ordinarium modum procedendi Societatis. In quo etiam adverto, nullam formam vel specialem solemnitatem canonicam esse hodie necessariam ad validitatem horum contractuum, sed simpliciter fieri posse per ordinarias scripturas, sicut fiunt inter seculares, quia ita concedit Gregorius in hac ultima Bulla. Imo, cum in priori Bulla citata anni 1576, quamdam peculiarem solemnitatem postulasset, et contractus, aliter factos, irritos declarasset, in hac ultima hoc onere Societatem liberavit, et simplicius procedendi facultatem concessit. In quo tamen ulterius advertere oportet, concessionem disjunctive fieri his verbis: *Præposito generali dictæ Societatis, vel ipsi Societati, dum ea scilicet erit generaliter congregata;* ad utrumque ergo membrum cum proportione applicandum est quod dixi. Et de Præposito res est clara; quando autem res in congregatione agitur, vel si congregatio sibi aliquid reservaret (quod facere potest), tunc ex natura rei sequitur, ut res ad plura suffragia decisiva definienda sit, quia non potest alio modo congregatio consentire, vel sua potestate uti; posset tamen eam potestatem delegare alicui singulari personæ, et tunc ad delegationem esset necessaria major pars suffragiorum congregationis; delegatus autem postea poterit simpliciter et solus, juxta morem Societatis, negotia transigere.

15. *Quid possit fieri in alienationibus vacante Sede in Societate.* — Dubitari autem hic

posset an, vacante generalatu, vicarius generalis habeat quoad hoc plenam potestatem Generalis. Idemque interrogari potest de congregatione generali, sede vacante, antequam Generalem eligat, an, scilicet, intelligatur habere potestatem ibi concessam. De quibus infra, tract. 3, lib. 10, cap. 4, dicetur ; nunc breviter ad utrumque respondeo negative, quia utriusque potestas est limitata per constitutiones, et quasi determinata ad finem eligendi Generalem, et quia privilegium illud in hac parte potius coarctandum est quam extendendum.

16. *Quid requiratur in Prælato Societatis, ut juste utatur dictis Indultis.* —Tandem dubitari potest quid teneatur facere Prælatus Societatis, ut juste ac valide utatur hac potestate, præsertim in alienatione bonorum immobilium, vel pretiosorum mobilium. Respondeo, quod attinet ad justitiam et conscientiam, nullam peculiarem obligationem habere ex jure positivo, præter eam, quam naturalis ratio ex vi talis muneris postulat, procurandi per hujusmodi contractus majorem utilitatem Societatis ; nihil enim aliud in prædictis Bullis postulatur ; neque in modo inquirendi de hujusmodi utilitate, ut plena illius notitia et informatio habeatur, nulla specialis solemnitas vel diligentia præscribitur, sed totum relinquitur prudentiæ et conscientiæ Generalis, ut constat ex verbi Gregorii, in ultimo privilegio, in numero 13 citato, quæ amplissima sunt, nam prius refert concessionem in priori privilegio factam : *Nos eidem Societati, illiusque præposito generali pro tempore assistente, quod informatione de contractibus ineundis per litteras, vel alias prout ipse Generalis statueret a subordinatis localibus Præpositis, vel Rectoribus, aut Præfectis, seu horum vice gerentibus, vel a Provincialibus, seu visitatoribus, aut Commissariis, vel ab aliis sibi bene visis, auditis juxta eorum institutum Consultoribus, accepta concedimus*, etc. Postea vero subjungit : *Ex nunc de cætero perpetuis futuris temporibus* (*supra concedimus*) *sicut præmittitur, vel si utrilibet* (*id est Præposito, vel congregationi generali*) *visum erit extrajudicialiter, ac summarie et simpliciter accepta, vel etiam ea omnino omissa*, etc. Quod verbum ultimum positum est, non quia Præpositus vel congregatio possit ad contractum faciendum procedere sine sufficienti notitia utilitatis ; id enim contra rationem naturalem est ; sed quia interdum possunt habere hanc notitiam sine nova informatione, quod maxime contingere potest in congregatione generali, ubi adesse solent hi, quibus ex officio incumbit talem habere notitiam, et possunt cæteris illam præstare, et Præpositus ipse potest interdum non indigere nova informatione, quia sufficienter novit qualitatem rei, de qua agitur. Itaque in conscientia solum tenetur recta intentione et prudenter procedere, ut Societas non damnificetur, et nihilominus in Societate magna diligentia et peculiaris etiam forma observatur, ut hæc informatio plene ac fideliter Generali tradatur.

17. *Quid requiratur ut utatur valide.*—Unde tandem fit, hujusmodi contractus validos esse, quotiescumque bona fide ob majorem utilitatem fiunt, quæ est manifesta intentio Pontificis in dicta Bulla. Quare, licet postea effectus probet venditionem, verbi gratia, non fuisse utilem, non propterea judicandum est contractum fuisse nullum, quia ejus valor non pendet ex futuro eventu, dummodo in ipsomet contractu non interveniat deceptio, vel enormis læsio ex parte ementis, nam hæc sunt alia principia generalia nullitatis, de quibus nunc non agimus. Si autem contractus a principio fieret mala fide propter complacendum alteri in utilitatem ejus cum nocumento Societatis, existimo in conscientia contractum esse nullum, non propter solam injustitiam, sed quia non servatur forma in usu potestatis concessæ, sed exceduntur limites potestatis. Sicut enim hæc privilegia tollunt obligationem aliarum solemnitatum juris communis, ita dum hanc conditionem retinent, cum eadem vi et necessitate, quam in jure communi habet, illam requirunt ; constat autem secundum commune jus esse de substantia contractus. Unde si emptori constet de tali defectu, et iniquo modo alienandi, tenebitur in conscientia non contrahere ; vel si ita contraxit, rescindere contractum ; imo, si ipse fuit in causa, restituere Societati damna quæ fortasse Prælatus reparare non valet. Et ita etiam esset in externo foro judicandum, si defectus sufficienter probaretur ; difficile autem esset utrumque ad praxim reducere. Hæc ergo sunt propria Indulta Societatis in hac administratione.

18. *Quousque aliis religiosis possit communicatio horum indultorum competere.*—An vero alii religiosi per viam communicationis illis uti possint, ipsi examinabunt et videbunt. Ego solum adverto, per communicationem non intendere Pontifices invertere modum procedendi uniuscujusque religionis secundum suas constitutiones, neque ad hoc licentiam dare ; communicatio ergo ad unam-

quamque accommodari debet juxta modum suum, ut, verbi gratia, si Pontifex concedit Generali Societatis, ut in alienationibus simpliciter procedat juxta suas constitutiones, non conceditur per communicationem Generali, verbi gratia, S. Augustini, ut possit similiter uti illo privilegio juxta constitutiones Societatis, sed juxta suas, quia intentio Pontificum non est derogare aliquibus constitutionibus, nec privare religionem vel religiosum suo jure, quod fortasse juxta suas constitutiones habet. Unde, licet in Societate tantum requiratur consilium consultivum, in aliis requiretur definitivum; et licet in Societate non sit de substantia actus, in aliis esse poterit. Observata ergo hac moderatione, et convenienter applicata, habebit locum dicta communicatio.

## CAPUT XXIX.

### QUAM POTESTATEM HABEANT PRÆLATI REGULARES AD ORDINES CONFERENDOS.

1. *Esse in Prælatis religionum aliquam ejusmodi potestatem.—Prima suppositio pro hac potestate explicanda.* — Duplex potestas ecclesiastica distingui solet, jurisdictionis et ordinis; ad priorem pertinent quæ hactenus de potestate horum Prælatorum tractavimus, nam potestas administrandi temporalia quasi accessorie jurisdictioni adjungitur; potestas autem ordinis vocatur illa, quæ est ad quoscumque actus sanctificandi, consecrandi, aut solemniter benedicendi rem aliquam vel personam. Hæc autem potestas non convenit specialiter Prælatis religionis per se, et præcise ex eo quod Prælati sunt, sed supponi solet in illis ex eo quod sacerdotes sunt. Nihilominus tamen ex peculiari institutione vel concessione Ecclesiæ aliquid eis in hac parte concessum est, quod vel omnibus vel multis eorum est communicatum, et ideo breviter est hoc loco explicandum. Supponendum imprimis sacerdotem simplicem solum posse ex vi suæ ordinationis et communis institutionis Ecclesiæ, præter sacramenta, quædam pauca sacramentalia conficere, ut aquam benedictam, et similia quæ in Missali, et Manuali Romano continentur; nihilominus tamen posse Pontificem hanc potestatem extendere per specialia privilegia. Unde si Prælati religionum aliquid amplius potestatis in hoc genere habeant, per specialia Indulta Pontificia illis concessum esse necessarium est, et ideo illa consulenda sunt, licet aliqua sint in jure communi inserta, ut videbimus.

2. Secundo supponendum est, Abbates religionum quosdam esse benedictos, alios non benedictos, ut ex usu constat, et ex privilegiis statim referendis. Et colligitur etiam ex cap. 1, de Supplen. neglig. Prælat., quod sumptum est ex sexto privilegio Cisterciensium, et idem habetur in 8, ab Urbano III concesso, ex quo nonnulla ad rem præsentem notari possunt. Primo, Abbatem non constitui in suo munere per benedictionem, sed per electionem et confirmationem, ut ibi glossa notat, Panormitanus et omnes; atque ita benedictionem se habere veluti quoddam ornamentum, et quasi ordinationem, seu consecrationem personæ in ea dignitate constitutæ. Unde recte infert Navarrus, Consil. 2, de Sacramentis non iterandis, benedictionem illam non posse iterari, sicut prima tonsura, et aliæ benedictiones ecclesiasticæ circa eamdem rem permanentem non iterantur. Secundo colligitur ex dicto textu, hanc benedictionem habuisse olim aliquos actus proprios, qui dici possunt veluti actus Ordinis, ut insinuavit Sylvester, verb. *Abbas*, n. 4, nam Abbas electus et confirmatus potest actus jurisdictionis exercere ; tamen benedicere aut ordinare, qui sunt veluti actus Ordinis, non poterat olim, nisi esset benedictus, quod in illo textu supponitur, et statim amplius patebit. Simul vero constat ex illo textu, per concessionem Pontificis fieri posse ut Abbas non benedictus possit eosdem actus quasi Ordinis exercere, quos potest benedictus ; cum enim olim Abbates ab Episcopis benedicerentur, antea non exercebant prædictos actus Ordinis; quia vero Episcopi interdum negabant, vel nimium differebant benedictionem, concedit ibi Alexander III, *ut si Episcopus tertio cum humilitate ac devotione, sicut convenit, requisitus, Abbates benedicere renuerit, liceat Abbatibus proprios monachos benedicere, et alia, quæ ad officium hujusmodi pertinent, exercere.* Constat igitur illam benedictionem Abbatis non esse simpliciter necessariam ad tales actus.

3. Dico ergo : aliqui Prælati religionum possunt primam tonsuram et minores Ordines conferre, et olim poterant etiam subdiaconos et diaconos ordinare. Hæc assertio partim constat jure communi, partim privilegiis extra illud existentibus. Primum jus, quod in hac re invenio, est in c. 1, 69 dist., ex septimo Synodo, c. 14, ubi dicitur, *Abbates posse tantummodo in proprio monasterio lectores ordi-*

*nare*, unde glossa colligit, etiam posse facere ostiarios, quia inferior gradus est. Et Innocentius III, in c. *Cum contingat*, de Ætat. et qualit., inde concludit, posse etiam dare primam tonsuram, quia qui majus potest, etiam potest id quod est minus, maxime quando sunt per se subordinata. Hoc ergo jus antiquum indubitatum est. Nonnulla vero ad illius declarationem interrogari possunt.

*Prima quæstio, in quibus sit hæc potestas?*

4. Primum sit, qui Prælati regulares habeant hanc potestatem. Respondeo, qui quatuor conditiones habuerint, quantum ex textu colligitur. Prima, ut sit Abbas, id est Prælatus monasterii, et, si hæc sola esset necessaria, existimo ibi comprehendi quoscumque veros Prælatos regulares, etiamsi Abbates non appellentur, quia hoc non pendet ex nomine, sed ex re significata per nomen, et in re, quantum attinet ad dignitatem Prælationis, æquales sunt, ut sæpe in superioribus dictum est. Et confirmatur, nam in originali, saltem prout habetur in editione latina Conciliorum (græcam enim videre non potui), non est nomen Abbatis, sed Præfecti monasterii. Secunda conditio est, ut Abbas sit sacerdos, ut etiam Innocentius expressit; olim enim sæpe Abbates non erant sacerdotes, quod usque ad sua tempora durasse Innocentius significat. Tertia conditio est, ut sit benedictus, et significatur illis verbis : *Si eidem Abbati manus impositio facta noscatur ab Episcopo secundum morem perficiendorum Abbatum;* illa enim manus impositio ibi non est nisi benedictio, ut glossa advertit, quia revera nihil aliud commode intelligi potest. Quarta conditio est, ut habeat jurisdictionem, de qua statim.

*Secunda quæstio, qui possint ordinari.*

5. *Triplex sensus privilegii ad ordinandum.* — Secundo interrogari potest quos possint Prælati ordinare ex vi illius juris, id est, an solum monachos ejusdem religionis, vel etiam extraneos aut seculares. Hoc pendet ex intelligentia illorum verborum, *solummodo in proprio monasterio;* nam referri possunt vel solum ad personas, vel solum ad locum, vel ad utrumque simul. Juxta primum sensum, dicendum est unumquemque Abbatem tantum posse ordinare monachos sui monasterii; posse tamen illos ordinare ubicumque reperiantur, quia monasterium ibi sumitur formaliter pro personis, et quia qui potest ordinare subditum in sua diœcesi, etiam potest extra illam, quia ille est actus voluntariæ jurisdictionis, ut Canonistæ docent, quos refert et sequitur Rebuffus, in Practica, p. 1, cap. *de Clericis*, etc. Juxta secundum sensum, Abbas solum poterit ordinare in loco sui monasterii, ibi tamen poterit extraneos illuc legitime venientes ordinare; quia juxta hunc sensum in personis nulla ponitur limitatio. Juxta tertium vero sensum, solum poterit ordinare suos subditos, et intra suum monasterium.

6. Et hunc sensum existimo verum : nam quod hæc potestas solum conferatur respectu propriorum monachorum, certissimum est ex usu, et ex aliis privilegiis quæ infra referemus, et declarat aperte Innocentius III supra, dicens : *Cum contingat interdum quod laici ad monasteria convolantes a suis Abbatibus tonsurantur*, etc. Et juxta hoc intelligit statim decretum septimæ Synodi, cujus ratio et motivum non tam fuit favor Abbatis quam religionis, et ut facile et sine distractione possent religiosi ordinari; ergo solum pro subditis data est hæc potestas. Denique conjectura sufficiens est, quia similia privilegia ad subditos tantum referri solent, nisi aliud expresse declaretur, quod in præsenti non fit. Deinde, quod talis facultas limitetur ad propria monasteria, patet etiam ex proprietate verborum, et communi interpretatione. Item potest reddi ratio, quia nullus Episcopus potest in aliena diœcesi ordines conferre, etiamsi proprios subditos ibi ordinare velit, vel alios exemptos, qui ab ipso ordinari cupiunt, argumento c. *Episcopum non*, et sequentibus, 9, q. 2, et c. *Placuit*, 7, q. 1, et Clementin. unica, de Foro competenti. Sed diœcesis (ut sic dicam) uniuscujusque Abbatis non extenditur extra proprium monasterium; ergo non possunt extra illud Ordines conferre. Quæ ratio optime probat etiam ex vi juris communis non posse ordinare in alio loco invito Prælato illius diœcesis; quæri autem potest an ex consensu alterius Prælati possit id facere; nam glossa, in dicto cap. *Quoniam*, verb. *Monasterio*, affirmat posse si invitetur ab alio Prælato, quod solum probat ex c. ult., 9, q. 2, ubi sermo est de Episcopis, de quibus ratio longe diversa esse videtur, quia Episcopus ex vi suæ consecrationis potest ordinare quoscumque, et solum ex lege ecclesiastica requiritur certus modus, ut licite fiat; in præsenti autem potestas est ex privilegio. Unde non videtur excedere formam et concessionem illius.

*Tertia quæstio, an valida sit ordinatio excedendo formam privilegii.*

7 Ut ergo circa hoc veritas constet, insurgit alia quæstio, si Abbas excedat formam canonis ordinando sibi non subditos, vel extra suum monasterium, ordinatio sit valida, esto licite non fiat. Videri enim potest ita esse affirmandum, quia facultas per hoc decretum concessa est veluti quædam potestas ordinis; potestas autem ordinis non pendet ex loco aut jurisdictione, ut validum efficiat actum, si alias versetur circa materiam capacem; ergo postquam hæc potestas per privilegium data est, quamvis non liceat ea uti, nisi modo et circumstantiis a concedente præscriptis, si tamen aliter fiat, factum tenebit, si concurrant reliqua omnia necessaria ad tale sacramentum. Atque ita sentit glossa in c. *Abbates*, de Privilegiis, in 6, verb. *Tonsuram*, ubi cum Archidiacono ait Abbatem alteri (id est, non subdito) conferendo Ordines, imprimere characterem. Quod si hæc pars vera est, probabiliter defenditur, quod dicta glossa in c. *Quoniam*, supra relata, affirmat, quam aliqui sequuntur, et tunc non solum valide, sed etiam licite poterit Abbas ordinare extra suum monasterium, quia illa limitatio solum censetur addita in favorem Prælati alterius loci; et ideo, illo cedente jure suo, cessat illa obligatio. Imo eadem ratione (quod etiam glossa sentit), poterit unus Abbas licite ordinare subditos alterius Abbatis invitatus ab illo, quia potestas Ordinis non deest, ut supponitur; reliqua autem, quæ ad jurisdictionem pertinent, per licentiam alterius Prælati licite fiunt.

8. Nihilominus, in priori puncto de ordinatione non-subditorum contraria pars videtur probabilior, saltem quoad circumstantiam personarum. Itaque si Abbas ordinans seculares vel religiosos, non sui ordinis, aut sibi non subditos, ordinatio non tenebit ex defectu potestatis in ordinante. Ita sentiunt communiter Doctores in dicto c. *Quoniam*, et in c. *Cum contingat*, de Ætate et qualitate, et Rebuffus, in Practica, p. 1, c. *de Clericis*, n. 14, et ideo in num. 15, ait extraneos promotos ab Abbatibus debere privilegium Abbatis ostendere, sine quo tonsura eorum non valet. Ratio autem est quia, licet hæc potestas sit ad actum Ordinis, et ideo late potestas Ordinis dicatur, tamen non est ex intrinseca et quasi divina extensione sive characteris sacerdotalis, qui solus in Abbate supponitur, sed est ex quadam veluti extrinseca extensione per Pontificis voluntatem; ergo hæc extensio non excedit terminos a Pontifice præscriptos; ergo extra illos nulla est potestas in tali ministro, non solum ut licite, verum etiam ut valide faciat; ergo si potestas solum data est ad ordinandos regulares subditos, circa alios facta nulla est. Probatur consequentia, quia illa extensio et potestas non est de se indifferens ad omnes, ad modum potentiæ naturalis, sicut dici potest de charactere Episcopali, sed est voluntaria, juxta concessionem delegantis; ergo non extenditur ultra illa, etiam quoad potestatem faciendi actum validum. Confirmatur exemplo : nam si Pontifex det licentiam sacerdoti ad confirmandum tantum personas hujus civitatis, non potest valide alios extraneos confirmare, quia per se non est minister hujus sacramenti, sed solum quantum ei conceditur; idem est autem in præsenti.

9. Declaratur etiam ex alio effectu : nam Pontifex potest concedere hoc privilegium solum pro tali tempore, quo transacto, si quis tentaret Ordines conferre vel confirmare, nihil faceret, quia jam non est minister ex commissione. Item potest Papa tale privilegium absolute datum revocare, ut per se certum est; ergo potestas ejus non est in omnibus similis potestati characteris, quæ indelebilis est et irrevocabilis; ergo etiam quoad personas limitari omnino potest a concedente. Ex qua resolutione sequitur hujusmodi Abbates non posse ordinare alios sibi non subditos, etiam rogatus a Prælato illorum, quia unus Prælatus solum potest invitare alium, supposita in alio sufficienti potestate Ordinis, vel sufficienti commissione Pontificis; neutra autem in præsenti invenitur, ut ostensum est; ergo. Major patet, quia nullus Prælatus infra Summum Pontificem potest committere extraordinario ministro (ut sic dicam) ea quæ pertinent ad potestatem ordinis, sed solum possunt inferiores Prælati dare licentiam subditis, ut ab his, qui vel per consecrationem, vel per concessionem Pontificis possunt esse ministri hujus Sacramenti, illud recipiant.

10. *Rationes dubitandi de altero puncto ordinandi extra locum a privilegio expressum.*— Magis autem videtur res dubia de circumstantia loci proprii monasterii; videtur enim res nimis extrinseca, ut ab illa validitas actus pendere censeatur. In contrarium autem objici potest, quia, si facultas Pontificis detur ad tempus determinatum, extra illud non manet potestas; ergo si dat pro loco definito, extra illum non est potestas. Est enim eadem ratio,

scilicet, quod hæc potestas commensuratur concessioni, ut dictum est. Mihi sane videtur posse Pontificem cum tanta restrictione delegare hanc potestatem, ut extra locum ab ipso designatum, nec valide exerceri possit, quia cum totum pendeat ex illius voluntaria concessione, potest conditionem, quam voluerit, apponere.

11. *Quomodo vera sit glossa in n. 7 allata de licita ordinatione.*—Nihilominus ex vi verborum dicti c. *Quoniam,* non existimo esse positum, neque esse præsumendum, nisi satis expresse declaretur, propter conjecturam factam, quod hæc circumstantia est nimis extrinseca ad substantiam et valorem talium actuum. Et ideo non est simile de personis, quia concessio et potestas illas principaliter respicit, et ideo ad personas designatas præcise terminatur ubicumque sit; neque etiam est simile de limitatione temporis, quia ex illa pendet substantia (ut sic dicam), seu totum esse talis potestatis; pendet enim in fieri et conservari a concedente, et transacto tempore ab ipso designato statim desinit conservari, atque ita cessat. A loco autem non ita pendet, sed solum respicit illum, ut circumstantiam actus necessariam ut licite fiat. Qua sententia supposita, existimo veram esse sententiam glossæ, quoad monachos subditos Abbati, quia et valide et licite poterit illis conferre Ordines dictos extra suum monasterium, si a Prælato alterius loci vel invitetur, vel permittatur De valore patet ex dictis. De honestate autem probatur, quia, licet textus dicat *in suis monasteriis* quoad circumstantiam loci, solum eam postulat quatenus jure communi ad debitum ordinem necessaria est; consentiente autem Prælato alterius loci, nullus pervertitur ordo, et ideo non fit contra hanc legem, sicut non fit contra commune jus.

*Quarta quæstio, an per hoc privilegium ordinari possint novitii.*

12. Quarto interrogari potest, utrum hæc potestas ex vi illius juris extendatur ad novitios ejusdem monasterii, et suo modo subditos Abbatis; videtur enim non extendi, quia novitii non sunt religiosi, neque in rigore sunt subditi. Item, quia novitius potest discedere; Ordo autem semel datus est indelebilis; ergo non est verisimile pro illis etiam datam esse hanc potestatem, præsertim quia est communis opinio, novitios secundum commune jus non posse licite ordinari; ergo illa concessio intelligenda est secundum hoc commune jus. In contrarium autem est, quia verior sententia fert novitium posse ordinari, si aliud speciale non impediat, et præsertim ad tonsuram vel minores ordines, ad quos specialis titulus non est necessarius; ergo in favorem religionis extendenda potius est hæc potestas, quam restringenda, cum sit etiam beneficium principis, quod late explicandum est, quantum verba legis patiantur. Verba autem illius legis solum habent *in suis monasteriis*, in quibus etiam comprehenduntur novitii, et aliquo modo sunt partes illius communitatis religiosæ; ergo.

13. Confirmatur, quia Innocentius III, in dicto cap. *Cum contingat,* solum ait : *Laici ad monasteria convolantes a suis Abbatibus tonsurantur;* per quæ verba proprie videntur novitii significari, qui ex sæculo ad religionem convolant. Unde Alexander IV, in c. *Abbates,* de Privilegiis, in 6, duo membra distinguit, dicens, *monasteriorum suorum conversis, et qui ad illa convolaverint.* Ubi per conversos non intelligit religiosos laicos, prout solent conversi a monachis distingui; constat enim potestatem hanc non pro illis præcipue dari, sed intelligit monachos professos, qui conversi appellantur, quia in professione promittunt modum conversionis; ergo per illos, qui convolaverunt ad monasteria, intelligit novitios; quos enim alios intelligere potest? quod sensit glossa ibi, verb. *Convolaverunt,* addens : *Ut ibi convertantur, et fiant monachi.* Et idem sentiunt ibi Francus et Cardinalis Alexandrinus, et expresse Rebuffus supra, n. 18, dicens valere talem ordinationem intra annum probationis, neque annullari (loquitur de prima tonsura), etiamsi novitius egrediatur, quia legitime facta est, juxta regulam *actus legitimi,* de Regul. juris, in 6; et efficacior ratio est, quia ordo est indelebilis. Atque hæc sententia ut magis favorabilis ac probabilis sustinenda est, quam a Julio II confirmatam et declaratam invenio in privilegio concesso ordini Cisterciensi, in Hispania, ubi inter alia sic habet : *Nec non novitios, et alios quoscumque dicti monasterii subditos, prout poterant præfati perpetui Abbates, clericali charactere insigniendi,* per quæ verba multa alia ex his, quæ diximus, comprobantur.

*Quinta quæstio, an ad omnes ordines conferendos privilegium hoc extendatur.*

14. Quinto interrogari potest, ad quos ordines conferendos hæc potestas extendatur, ex vi illius antiqui usus. In quo duo sunt certa.

Primum, non extendi ad sacros ordines, quia ibi non exprimuntur, et posse conferre aliquem ordinem sacrum absque Episcopali consecratione ordinantis, est magnum privilegium, quod non conceditur, nisi exprimatur in specie. Secundo, est certum potestatem extendi ad omnes gradus infra lectorem, ut in principio n. 3 dixi; nam qui dat potestatem ad formam, dat vel supponit potestatem ad dispositionem præviam; prima autem tonsura, et gradus ostiarii est quasi dispositio ad ad gradum lectoris, qui in eo textu expresse conceditur; ergo, etc. Solum ergo superest difficultas de duobus gradibus exorcistæ, et acolyti; nam glossa, in c. 1, de Ordinatis ab Episcopo qui renuntiavit Episcopatum, partem affirmantem indicat. Cum enim in textu dicatur omnes ordines usque ad subdiaconatum exclusive a non Episcopis quandoque conferri, glossa id confirmat ex dictis capitulis *Quoniam*, et *Cum contingat;* sentit ergo ex vi illorum jurium posse Abbates omnes dictos ordines conferre. Et potest ex textu sumi argumentum, quia Alexander III affirmat hoc fieri, et nullum extat aliud jus quo possit fieri.

15. Nihilominus contraria sententia probabilior est, quam tenet glossa in dicto c. *Quoniam*, communiter ibi approbata, ut constat ex Turrecremata, et aliis. Ratio est, quia in textu expresse limitatur potestas ad lectoratum, et non potest a nobis extendi ad id quod majus est; privilegia enim nec per similitudinem rationis possunt extendi ultra verborum proprietatem, nec dum ubi est tanta disparitas. Denique privilegia tantum valent quantum sonant, et ideo supra, n. 8, dicebamus, si concedant facultatem circa tales personas, non posse ad alias extendi; ergo cum verba illius textus de lectoribus tantum mentionem faciant, non possunt cum fundamento ultra extendi. Nec verba Alexandri III in contrarium urgent; nam, licet referat omnes ordines minores interdum dari a non Episcopis, non tamen dicit fieri ex vi illius juris antiqui, imo nec alterius juris communis scripti, sed poterat tunc fieri ex vi aliorum privilegiorum, ut mox dicemus.

*Sexta quæstio, an Prælatus non benedictus uti possit hoc privilegio in aliquo casu?*

16. Sexto interrogari potest, an hoc jus quoad omnia in illo statuta nunc duret, vel quoad aliqua mutatum sit. Et specialiter quoad eam conditionem Abbatis ordinantis, quod scilicet debeat esse benedictus, dubitatur utrum Abbas non benedictus possit nunc ordines conferre. In quo dicendum est ex parte ampliatum esse hoc jus per concessionem Alexandri III, quæ habetur dicto c. 1, de Supplenda negligentia Prælatorum, ubi sic inquit: *Si Episcopus tertio cum humilitate, ac devotione, sicut convenit, requisitus Abbates benedicere renuerit, licet Abbatibus proprios monachos benedicere, et alia, quæ ad hoc officium pertinent, exercere.* Ubi glossa, verb. *Alia*, intelligit, *ut conferant lectoratum in proprio monasterio*, quam Panormitanus ibi, et alii approbant; et idem tenet Joannes Andreas, in Clementina *Attendentes*, § *Statuimus*, de Statu monachorum; Felinus, in cap. *Eam te*, de Rescriptis; Panormitanus, et communis, in cap. *Inter monasterium*, de Re judicata. Et quamvis verba Alexandri III obscura sint, nam in originali, quod est privilegium sextum Cisterciensibus concessum, sic habet: *Liceat novitios proprios benedicere, et alia, quæ ad illud officium pertinent, exercere.* Unde obscurum redditur, an facultas solum referatur ad illud officium benedicendi monachos, aut vestes, vel similia; licet hoc (inquam) ita sit, nihilominus Urbanus III, in privilegio octavo eorumdem Cisterciensium, clarius dixit, concedens idem privilegium: *Et cætera, quæ ad officium suum pertinent, exercere;* pertinet autem ad officium eorum lectores in suo monasterio ordinare; ergo, in eo casu, non est dubium quin Abbas non benedictus possit hoc præstare. Neque etiam potest dubitari quin possit Papa hoc concedere; quia illa benedictio non imprimit characterem, neque est ex Christi institutione, ut necessaria reputetur ad hanc concessionem; sicut ergo potest Papa simplici sacerdoti absque prævia aliqua benedictione committere confirmationem, ita etiam ordinationem; et ita pro illo casu de facto illam commisit.

*Septima quæstio, an extra dictum casum possint Prælati non benedicti seu non perpetui ordinare.*

17. Ulterius vero inquiritur septimo, an extra illum casum habeant aliqui Abbates non benedicti, imo nec benedicendi, prædictam potestatem ordinandi. Quod dubium movetur propter Abbates triennales, qui non benedicuntur, ut perpetui, eo quod benedictio sit etiam quasi perpetua et indelebilis, et ideo non datur propter officium temporale, prout statuit Eugenius IV, in privilegio sexto Cisterciensibus de Observantia in Hispania con-

cessum; de illis ergo Abbatibus dubium est, an possint tunc Ordines conferre in suis monasteriis. Et quidem, quod de jure communi non possint, neque etiam ex antiquis privilegiis Cisterciensibus, aut aliis similibus, certum est, quia in eis non invenitur concessum. Nihilominus aliqui id affirmant ex privilegiis concessis Cisterciensi familiæ in Hispania. Primum est dictum privilegium sextum concessum ab Eugenio IV, anno 1437, ubi vult, *ut Abbates triennales, licet eis munus benedictionis non impendatur, omnibus, et singulis honoribus, præeminentiis, privilegiis, prærogativis, juribus, et insigniis Abbatialibus fungi possint.* Hæc autem verba nimis generalia sunt, et de illis merito dubitari posset, quia potestas conferendi ordines est privilegium valde speciale. Tamen privilegium Julii II supra relatum omnem tollit dubitationem, quia expresse et in specie concedit his Abbatibus triennalibus potestatem insigniendi clericali charactere, quam habebant perpetui; quid autem per characterem clericalem ibi intelligendum sit, infra dicemus. Aliæ item concessiones de hac re citantur in Compendio Cisterciensi, verbo *Abbas*, § 4 et 5.

*Octava quæstio, an per hæc privilegia soli subditi religiosi nunc valeant ordinari.*

18. Octavo interrogari potest, an hæc potestas etiam nunc limitetur ad solos subditos religiosos. Ratio dubitandi sumitur ex cap. *Abbates*, de Privilegiis, in 6, ubi expresse conceditur his Abbatibus, *ut possint primam tonsuram conferre monasteriorum suorum conversis, et qui ad illa convolaverint, et in quos ecclesiasticam et quasi Episcopalem jurisdictionem obtinent.* Deinde Innocentius VIII, anno 1489, concessit Cisterciensis ordinis Generali, et quatuor præcipuis Abbatibus (et est privilegium 118), *ut possent omnes ordines minores personis ejusdem religionis intra monasteria prædicta conferre;* imo ibidem refert antea hoc ipsum fuisse ab Apostolica Sede illis concessum; quæ concessio non limitatur ad subditos, sed extenditur ad omnes religiosos ejusdem ordinis, quamvis non ad seculares etiam subditos, sicut præcedens, in qua tertium membrum plane intelligitur de secularibus, qui interdum subjiciuntur his Abbatibus habentibus jurisdictionem Episcopalem. Unde illa concessio quoad hoc magis ampla est, licet quoad potestatem conferendi sit magis restricta, ut in sequenti quæstione dicam.

19. *Resolutio vera, de solis subditis religiosis Abbatum triennalium.* — Sed, licet verum sit per hæc jura seu privilegia amplificatam fuisse antiquam concessionem juris communis, nihilominus quoad Abbates triennales videtur restricta a Julio II ad solos subditos, per illa verba: *Novitios, et alios quoscumque dicti monasterii subditos*, per quæ certum est excludi non subditos etiam religiosos ejusdem ordinis; an vero comprehendantur subditi, etiam seculares, dubium est propter illa verba, *alios quoscumque.* Tamen dubitationem abstulit Concilium Tridentinum, sess. 23, c. 10, de Reformatione, ubi statuit, ut amplius non liceat his Abbatibus, *cuiquam, qui regularis subditus sibi non sit, tonsuram, vel minores ordines conferre*; et infra subdit, *non obstantibus quibusvis privilegiis, præscriptionibus, aut consuetudinibus, etiam immemorabilibus.* Circa quæ verba dubitari potest, an per illa revocetur privilegium etiam in jure insertum, ut est in dicto c. *Abbates*, quia hæc privilegia difficilius revocari solent; sed nihilominus etiam illud revocatum censetur, et ita declaratum invenio a congregatione Cardinalium.

20. *Quoad subditos seculares horum Abbatum ordinatio valet, sed non licet.* — Sed quid si aliquis subditus secularis ordinetur ab Abbate? numquid ille indigebit nova tonsura vel ordinatione? Ad hoc responsum invenio ejusdem congregationis tam manuscriptum, quam ex variis impressionibus, circa citatum c. 10 Tridentini, illum non indigere iterum tonsurari, seu ordinari quoad minores jam receptos, sed solum indigere dispensatione. Unde tacite videtur explicari illud verbum Concilii, *non licet*, ut contineat prohibitionem, non vero auferat potestatem. Nam si potestatem abstulisset, revera illa ordinatio non fuisset valida, quia ignorantia vel bona fides, etiamsi intercedat, non reddit actum validum, quando potestas deest; ergo si ordo bona fide susceptus a tali Abbate fuit validus, non deerat potestas in Abbate, sed solum prohibitus est illa uti circa talem personam. Et ideo dicitur esse necessaria dispensatio, quia per illam ordinationem, quamvis sit datus character, non tamen usus ejus, eo quod sit datus ab habente potestatem impeditam, seu ab alieno, et non a proprio Episcopo, et absque litteris ejus. A quo autem sit danda hæc dispensatio, ibi non explicatur; credo tamen pertinere ad proprium Episcopum ordinati, juxta principia posita in materia de suspensione, disp. 31, sect. 1

21. *Licebit tamen juxta responsionem Car-*

*dinalium, si sint Abbates mitrati*, etc. — Additur vero, in ejusdem responsionibus Cardinalium circa idem caput Concilii Tridentini, unum valde notandum, scilicet Abbates, qui habent jus baculum deferendi, et mitram, si sacerdotes sint, et benedicti, posse et valide et licite conferre omnes minores ordines, quibuscumque, tam regularibus, quam secularibus, etiam sibi non subditis, si tamen ordinandi habeant dimissorias litteras, a proprio Episcopo, vel Prælato, per quas singulatim et in particulari hanc licentiam præbeat, et consensum etiam Episcopi illius loci, in quo sunt ordines ministraturi. Ex qua responsione plane sequitur, quod si hujusmodi Abbates hos ordines conferant talibus personis sine dimissoriis litteris suorum Prælatorum, ordinatio substantialiter erit valida, et non iteranda, quamvis sic ordinati indigeant dispensatione, propter suspensionem contractam ratione ordinis male suscepti. Consecutio est evidens, quia si Abbas licite hoc faciat, suppositis dimissoriis litteris, supponitur potestatem habere, quia dimissoriæ litteræ non dant illi potestatem, sed solum licentiam, vel jus utendi sua potestate circa talem personam.

22. *Hæc Cardinalium responsio, si authentica est, parit difficultatem.* — Hæc autem omnia videntur repugnare resolutioni traditæ circa tertiam quæstionem, in num. 8. Nam hic clare supponitur potestatem horum Abbatum ex vi suæ benedictionis se habere ad modum potestatis collatæ per characterem, quæ de se sufficit ad operandum circa personam quamcumque, licet ad juste operandum requirat jurisdictionem. Sed nos supra tantum diximus, ex illo jure antiquo septimæ Synodi id non haberi, quod revera videtur sufficienter probatum; fortasse autem per posteriora privilegia id ampliatum est, aut consuetudine idem est explicatum, et in hac consuetudine potissimum videtur fundata illa resolutio; nam de jure aut de privilegio scripto mihi non satis constat. An vero illi resolutioni standum sit, aliis judicium relinquo; nam de auctoritate et certitudine illius responsi, mihi hactenus dubia res est.

*Nona quæstio, an dicta privilegia extendantur ad aliquos ordines conferendos ultra lectoratum.*

23. *Resolutio affirmativa quoad omnes ordines minores.* — Nono interrogari potest, an illud antiquum jus sit ampliatum quoad potestatem conferendi aliquos ordines ultra lectoratum. Ad quod affirmando respondendum est; nam Alexander III, in dicto cap. 1, de Ordinatis ab Episcopo qui renuntiavit Episcopatum, refert, solere aliquos non Episcopos omnes ordines infra subdiaconatum conferre; ergo cum ex jure communi hoc non constet, credendum est ex privilegio factum esse. Item Innocentius VIII commemorat, ut supra retuli, nonullos Abbates Cistercienses ex privilegiis et indultis Apostolicis hoc posse. Imo Congregatio Cardinalium, in responso supra citato, supponit, omnes Abbates benedictos, habentes jus deferendi mitram et baculum, posse omnes minores ordines conferre, ita ut benedictio illa sit quasi ordinatio quædam conferens hanc potestatem. Potuit enim sub hac ratione a Pontificibus institui; an vero a principio habuerit hanc institutionem, affirmare non possumus, quia non est in jure expressum; sed potius jus cum limitatione loquitur, ut videmus. Privilegium etiam Innocentii VIII non de omnibus Abbatibus benedictis, sed de Cisterciensi et quatuor aliis loquitur. Alexander III etiam, in dicto capite primo, solum indefinite dicit, *hujusmodi ordines a non Episcopis, quandoque conferri*. Non est etiam dubium quin Abbates Sancti Benedicti habeant hoc privilegium. Idem de Abbate Camaldulensi, et aliis; hinc ergo vel usu, vel expressa concessione, extensa est hæc potestas conferendi omnes minores ordines ad omnes Abbates benedictos, ex vi suæ benedictionis.

24. *Resolutio negativa quoad sacros ordines, saltem post Tridentinum.* — Additum præterea est, ab Innocentio VIII in dicto Indulto, ut Abbas Cisterciensis, et quatuor principales Abbates ejusdem ordinis possint etiam diaconatum et subdiaconatum conferre. De qua commissione controversia est inter Theologos, an possit a Papa fieri, ut in materia de Ordine tractandum est; nunc autem factum tanquam certum supponimus, et ideo credimus jure etiam esse factum, quamvis in ratione et modo explicandi hoc jus possit esse varietas, de qua suo loco. Verumtamen privilegium hoc quoad hanc partem revocatum esse per Concilium Tridentinum, sentit Navarrus, consilio decimo tertio, de Privilegiis. Nam sessione 23, capite 8, de Reformatione, statuit Concilium, ordinationes sacrorum ordinum a proprio Episcopo faciendas esse; unde significat solos Episcopos posse Ordines sacros conferre; illud vero caput non multum urget; nam, ut ex contextu constat, et a Congregatione Cardinalium declaratum est, caput illud, etiam in minori-

bus ordinibus locum habere. Majus indicium est, quod in capite decimo, cum de ordinatione Abbatum loquitur, solum tonsuram vel minores ordines respectu subditorum monachorum eis permittit; et capite duodecimo, Episcopis tribuit curam eligendi et examinandi dignos ad sacros ordines, et subdit : *Regulares quoque, nec in minori ætate, nec sine diligenti examine Episcopi ordinentur, privilegiis quibuscumque quoad hoc penitus exclusis ;* ergo vult Concilium ut regulares ordinari non possint in sacris, nisi ab Episcopis, et revocat privilegia contraria, quale erat hoc, de quo tractamus. Quæ sententia Navarri mihi placet ; nam, licet (ut ipse etiam putavit) revocatio illa non sit tam expressa, quin possint conjecturæ illæ dissolvi, nihilominus privilegium illud adeo est exorbitans, ut ejus revocatio etiam tacita, et insinuata tantum, admittenda sit. Videtur enim Concilium consulto noluisse expressam mentionem privilegii facere, sed tacite illud præterire, ne videretur illud tanquam validum recognoscere (quod controversum est), sed simpliciter statuit, et supposuit quæ in privilegio repugnabant, addita solum generali revocatione, per quam hoc etiam privilegium revocatum intelligitur. Quod etiam sensit collector compendii Privilegiorum Ordinis Cisterciensis, hoc privilegium omittens.

25. *Eadem resolutio valet a fortiori pro Abbatibus triennalibus.* — Unde multo certius est Abbates non benedictos et triennales non gaudere hoc privilegio, quibus solum conceditur ut possint subditos suos clericali charactere insignire, prout poterant perpetui Abbates, sub quibus generalibus verbis certum est, tam singulare privilegium non comprehendi, maxime, quia illud commune non erat omnibus perpetuis Abbatibus ; ibi autem solum conceditur quod omnibus commune erat. Unde certum existimo, etiam ante Concilium Tridentinum, hoc non potuisse. De aliis vero quatuor minoribus ordinibus contrarium dicendum est, etiam de his Abbatibus non benedictis, ratione illius privilegii ; nam, licet verbum *character clericalis* sufficienter posset in sola prima tonsura verificari, tamen ex se ad illa non limitatur, et ideo convenienter extenditur ad omnes ordines minores, ad quos saltem ex consuetudine extendebatur potestas perpetuorum Abbatum, quibus quoad hoc triennales æquiparantur.

26. *Objectio contra nunc dicta, non recte eruditur a quibusdam.* — *Vera evasio.* — Sed objici potest capitulum *Abbates*, de Privilegiis, in 6, ubi solum permittitur Abbatibus primam clericalem conferre tonsuram, per quod videtur etiam antiquum jus limitari. Nonnulli volunt extendere textum illum ad omnes minores ordines, ut videre licet in expositoribus, et aliis, quos refert Sylv., v. *Ordo*, 3, q. 2. Sed plane repugnat proprietas litteræ; nam prima tonsura clericalis proprie significat solam illam, ut a propriis ordinibus distinguitur. Et ideo dicendum est, in illo textu non præcipue disponi de ordinibus quos possunt Abbates conferre, sed de personis quibus possunt eos conferre, et quoad hoc ampliabat textus ille jus antiquum (ut dixi) ad quoscumque subditos Abbati habenti jurisdictionem Episcopalem, etiam seculares. Igitur ratione hujus ampliationis solum primæ tonsuræ mentionem fecit, quia quoad omnes illos subditos noluit illi Pontifex majorem potestatem dare ; si tamen aliunde habeatur, non abstulit illa ; nullum enim verbum revocatorium quoad hanc partem addidit. Eo vel maxime, quod privilegia, quæ minores ordines concedunt, posteriora sunt, et consuetudo etiam id semper obtinuit.

*Decima quæstio, an in privilegio ordinandi communicent alii religiosi.*

27. Ultimo dubitari potest utrum Prælati aliarum religionum per viam communicationis gaudere possint hoc privilegio ; et ratio dubitandi est, quia Prælati Mendicantes, v.g., communicant non solum inter se, sed etiam cum religionibus monachalibus, ut constat ex variis privilegiis quæ in eorum compendiis referuntur, verb. *Communicatio ;* sed hæc facultas conferendi ordines minores pertinet ad unum ex privilegiis Apostolicis; ergo in illo etiam communicabunt. Patet consequentia, quia verba Pontificum generalissima sunt, ut constat præcipue ex privilegio Clementis VIII Minoribus concesso, in quo inter alia dicitur, *omnibus facultatibus et gratiis, nostræ professionis regularis observantiæ non contrariis, aliis ordinibus quibuscumque non Mendicantibus quomodolibet concessis, et in omnibus, et per omnia, perinde ac si nobis concessa specialiter fuissent ;* ubi hæc potestas comprehenditur sub nomine facultatis et gratiæ, maxime cum illa ampliatione, *in omnibus, et per omnia.* Nec talis facultas repugnat institutis aut regulari observantiæ religionum, quæ monachales non sunt. Cur ergo Prælati earum non participabunt hanc potestatem, cum sint vere

Prælati, et æqualem habeant in suos subditos jurisdictionem Episcopalem, et consequenter in re ipsa habeant æqualem dignitatem, etiamsi non eodem nomine appelletur?

28. *Pars negativa probatur multipliciter.— Tacite objectioni occurritur.* — De hoc nihil invenio a Doctoribus tractatum; tamen, ex perpetuo eorum silentio colligo, omnes pro manifesto supponere Prælatos aliarum religionum, qui Abbates non sunt, non gaudere hoc privilegio. Idem videtur certum ex perpetuo non usu omnium religionum non monachalium; nullus enim earum Prælatus hac utitur potestate; ergo signum est non agnoscere illam sibi concessam per viam communicationis. Et idem existimo etiam de canonicis regularibus, quorum instituto et procedendi modo posset facilius hæc facultas accommodari, et nihilominus non utuntur illa per viam communicationis, nisi aliquibus sit specialiter concessa. Deinde potest reddi ratio, quia hoc privilegium adeo speciale est, ut sub generali clausula non censeatur comprehendi. Item, quia non est ex his privilegiis quæ pertinent, vel ad spiritualem utilitatem, vel ad conveniens regimen religionis, sed potius ad quamdam dignitatem et præeminentiam talium Prælatorum, quæ non videtur ita accommodata statui aliorum religiosorum, præsertim mendicantium; et ideo non censetur ad illam extendi communicatio. Denique, quoties jura loquuntur de inferioribus Prælatis, quibus hæc potestas ordinandi communicata est, semper loquuntur de illis sub nomine *Abbatis*, quod est signum, per eam vocem, in jure significari peculiarem dignitatem, quam non habent Prælati aliarum religionum, qui hoc nomine non vocantur. Et ideo in hac potestate non communicant; præsertim quia ex se et ex primæva institutione postulabat hæc potestas benedictionem ipsius Abbatis; et licet specialiter commissa postea sit Abbatibus non benedictis eorumdem ordinum, id solum fuit quia eis quodammodo erat debita benedictio, ne omnino privarentur commodis ejus. Prælati vero aliarum religionum per se nullam habent benedictionem, et ideo nec ex jure communi habent hanc potestatem, neque illa specialis concessio facta Abbatibus triennalibus ad illos spectat, etiam per communicationem. Cujus signum etiam est, quia neque aliis insigniis dignitatis uti possunt, scilicet mitra, baculo, etc., neque ad hoc privilegium extenditur communicatio, quia revera non est res accommodata aliis institutis; ergo multo minus extendetur ad potestatem ordinandi, cum hoc ministerium sine Pontificalibus insigniis perficere non possint.

## CAPUT XXX.

### DE POTESTATE EORUMDEM PRÆLATORUM AD RES AUT VESTIMENTA BENEDICENDA VEL CONSECRANDA.

1. *Notationes pro decisione.* — Sciendum est quædam ex his jure communi concessa esse simplicibus sacerdotibus[1], ut est aquæ aut panis benedictio, de quibus in Missali ordinario mentio fit, et de his hic non tractamus, quia supponimus Prælatos, de quibus agimus, esse sacerdotes, et eo titulo posse quidquid possunt sacerdotes simplices; alia vero sunt propria Episcoporum jure ordinario, ut sunt consecratio calicis vel altaris, et benedictio sacrarum vestium, et de his est in præsenti sermo. Est tamen ulterius advertendum, quasdam ex his benedictionibus fieri adjuncto chrismate, ut calicis, vel aræ, aliæ vero per simplicem orationem, et aspersione aquæ benedictæ. Tandem supponendum est, quamvis jure ordinario hæc non conveniant nisi Episcopo consecrato, nihilominus per Summum Pontificem posse regulariter committi Presbytero. Dico *regulariter*, quia de quibusdam dubitarunt aliqui, ut de confectione chrismatis, et de benedictione olei infirmorum, an scilicet possint ex delegatione Pontificis ita confici aut benedici a simplici sacerdote, ut sit sufficiens materia sacramentorum Confirmationis et Extremæ-Unctionis, contra quos dictum a nobis est in tertio tom. 3 part., disp. 33, sect. 2, et 4 tom., disp. 40, sect. 2. Sed in illis est specialis ratio propter ordinem ad sacramentum, cujus materia et minister sunt de jure divino; relictis ergo illis materiis, quæ ad sacramenta pertinent, de cæteris benedictionibus ad sacramentalia tantum spectantibus, certum est posse Pontificem illas committere simplici sacerdoti, quia, cum omnia sint immediate ex institutione Ecclesiæ, per ejusdem potestatem supremam designari potest earum minister. Unde etiam fit ut ex communi sententia Doctorum multum in his posset valere consuetudo, præsertim quoad simplices benedictiones, quæ sine unctione chrismatis fiunt.

2. *Assertio bipartita. — Dubium circa primam partem hujus assertionis, unde ad Abbates manaverit hæc potestas benedicendi.—Manasse ex consuetudine quidam aiunt.* — His positis,

dicendum imprimis est Abbates regulares posse vestes sacras, et pallas altaris, et corporalia benedicere ; non tamen possunt consecrare calices, vel aras, nec consecrationem ullam efficere quæ unctionem chrismatis requirat. Utraque pars communis est Canonistarum in cap. *Abbates*, de Privilegiis, in 6, et in Clementina *Attendentes*, de Statu monachorum. Ut autem singulas partes probemus, dubitari potest circa priorem, unde duxerit originem hæc potestas, vel quo jure fundetur; nam in decretis cap. præced. citatis nulla de hac potestate fit mentio, sed solum de benedictione, et ordinatione monachorum, ex quibus, esto majoris momenti sit saltem quoad sacramentalem ordinationem, non licet inferre hanc potestatem, quæ diversæ rationis est; et similiter in d. cap. *Abbates*, dicitur quidem hujusmodi Abbates posse in suis Ecclesiis, quæ ad eos pertinent, pleno jure benedictionem solemnem post Missam, Vesperum aut Matutinum tribuere; de alio vero benedictionis genere non fit mentio, neque ex illa colligi potest propter argumentum factum ; quin potius, per argumentum ab speciali, dum hæc benedictio tantum exprimitur, aliæ videntur negari. Propter hæc Doctores communiter hoc reducunt ad consuetudinem. Difficile autem est explicare quomodo actus ordinis consuetudine præscribatur, quia pendet ex potestate ordinis, quam non potest dare consuetudo, licet dare valeat potestatem jurisdictionis. Quod autem hi actus sint potestatis ordinis, constat, tum quia non possunt fieri nisi saltem a sacerdote; tum etiam quia in eis servatur certa forma, et solemnitas ad rem aliquam divino cultui sacrandam ordinata; tum etiam a posteriori, quia sacerdos vel Episcopus ligatus censura, et hos actus exercens, fieret irregularis.

3. *Quo pacto explicetur a nonnullis talis consuetudo.* — Duobus ergo modis hoc explicari potest: primum, juxta sententiam Angeli, verb. *Benedictio*, num. 1, dicentis, Sacerdotem simplicem, ex vi suæ ordinationis posse conficere hæc sacra, benedicendo vestes, etc., nisi prohibeantur (imo , quod gravius est, idem dicit de benedictione calicis). Quod si hoc verum est, facile intelligitur potuisse per consuetudinem introduci, ut his Abbatibus non censeatur prohibitum hoc ministerium. Verumtamen fundamentum Angeli, ut ipse fatetur, receptum non est communiter, et illud etiam reprobarunt postea Sylvester et alii. Deinde ipse tantum illud ostendit a posteriori, quia potestas illa consuetudine acquiritur, quæ nec est bona collectio, ut statim dicam, nec ostenditur cui sacerdoti conveniat hæc potestas, eo ipso quod sacerdos est ; quocirca, ut sacerdos habeat hanc potestatem, non satis est quod non sit prohibitus, sed necesse est ut positive illi sit concessa. Nam, ut dixi in tom. 3 tertiæ part., disp. 15, sect. 3, sicut hæc sacramentalia ab Ecclesia sunt instituta, ita ministri eorum per Ecclesiam determinari potuerunt et debuerunt. Nec videtur dubium, quin potuerit Ecclesia a principio instituere simplicem sacerdotem, ut proprium et ordinarium ministrum harum benedictionum, cum in hoc nulla sit repugnantia, ut ibi cum Durando dixi. Quod autem ita factum sit a principio, nec probari potest neque est verisimile ; ergo et gratis asseritur sacerdotem hoc posse, nisi prohibeatur, sed dicendum potius esset, si ei concedatur, et verisimilius est (quod communis habet sententia), ex primæva institutione solos Episcopos esse ordinarios ministros harum benedictionum, et consequenter in illis solis esse hanc potestatem quasi ordinariam. Probatur, tum ex c. *Consulto*, de Conseer., d. 1, ubi dicitur corporale debere esse ab Episcopo benedictum, neque id ponitur tanquam speciale, ut Sylvester indicat, sed pro occasione loci illud potius quam alia nominatur ; significatur autem talium rerum benedictionem ordinario jure Episcopalem esse, tum ex Pontificali Romano, ubi semper ponitur Episcopus tanquam ordinarius minister harum benedictionum, semperque supponitur debere esse Pontificem, qui mitra uti valeat ; tum etiam quia ad majorem reverentiam et æstimationem talium rerum, ita fieri oportebat ; cujus signum etiam est, quia nunquam legimus hoc licuisse omnibus sacerdotibus, cum tamen etiam expressam prohibitionem non legamus ; ergo ideo fuit semper prohibita, quia non fuit concessa, ut a simili colligitur ex c. *Quamvis*, 68 dist., ubi de Chorepiscopis dicitur, non posse ea quæ sunt propria Episcoporum, quoniam, quanquam consecrationem habeant, Pontificatus apicem non attigerunt.

4. *Melior explicandi modus.* — Alio ergo modo explicari potest illa consuetudo, distinguendo, quædam convenire Episcopis ratione suæ consecrationis, ex vi juris divini, qualia sunt confirmationis sacramentum dare, ordinare, et similia, et de his verum est non posse consuetudine acquiri, c. *Quanto*, de Consuetudine ; et ratio a priori est, quia nec consecratio potest acquiri consuetudine, nec consue-

tudo potest mutare jus divinum, et de his intelligi debet communis doctrina Canonistarum in dicto c. *Quanto*, et in c. *Aqua*, de Consecratione ecclesiæ vel altaris. Alia vero sunt quæ Episcopis conveniunt et reservantur ex institutione Ecclesiæ, ut ea de quibus agimus, et in his videtur consuetudo posse habere vim ad conferendam potestatem, quia hæc potestas in hoc comparatur jurisdictioni, quod per solam extrinsecam concessionem dari potest ; ergo sicut jurisdictio propter hanc causam consuetudine acquiritur, ita etiam hæc potestas. Item, quia hæc dari potest per extrinsecum privilegium ; sed consuetudo dare potest privilegium.

5. *Instantia solvitur.* — *Explanatur solutio.* — Dices : ergo posset consuetudine acquiri, ut sacerdos possit Ecclesiam reconciliare, quia hoc etiam ex institutione Ecclesiæ pertinet ad Episcopum ; consequens est contra dictum c. *Aqua*, de Consecrat. Ecclesiæ vel altaris. Respondetur ibi esse sermonem de privata consuetudine Episcopatus Bracharensis, quæ ad hanc potestatem introducendam satis esse non poterat, sine consuetudine Ecclesiæ Romanæ, quod est valde considerandum, ut ita intelligatur sententia communis, quam tractamus. Ut autem hujus ratio intelligatur, advertendum est quoddam principium in eo textu positum, scilicet, Episcopum non posse delegare quæ sunt ordinis Episcopalis inferioribus sacerdotibus, sed tantum aliis Coepiscopis, ut habetur etiam in c. *Quod sedem*, de Offic. ordin., cum tamen Summus Pontifex possit aliqua ex his committere inferioribus sacerdotibus, ut nunc supponimus. Ratio autem differentiæ est, quia actus ordinis, aut est jure divino annexus ordini Episcopali, et sic vel a nemine potest committi inferiori sacerdoti, vel non nisi in aliquo raro casu a solo Summo Pontifice ex plenitudine potestatis. Aut talis actus est annexus Episcopali ordini ex institutione Ecclesiæ, et sic etiam talis institutio ad Summum Pontificem spectat, et ideo nullus inferior potest institutiones mutare, aut alteri sua potestate illud ministerium committere, nisi in casibus in jure expressis. Quia ergo consuetudo non habet vim ad dandam aliquam potestatem nisi ex tacita voluntate illius principis, qui talem potestatem delegare potest, ideo in præsenti privata (ut sic dicam) diœcesana consuetudo non fuit sufficiens ad hujusmodi potestatem conferendam ; generalis autem consuetudo Ecclesiæ Romanæ sufficit, quia in ea Pontificia auctoritas intervenire censetur.

6. *Consuetudo non dat potestatem Abbatibus ad benedicendum vestes sacras, sed est signum datæ.* — *Quomodo probabiliter credatur collatam fuisse hanc potestatem a Pontificibus.* — Ultimo tamen observandum est, quod alias diximus de jurisdictione, multo magis habere locum in hac potestate, scilicet, consuetudinem ipsam non concedere hanc facultatem, sed esse signum concessionis a superiori factæ, quod multo magis in præsenti verum censeo ; nam jurisdictio absque speciali concessione potest acquiri per consuetudinem legitime præscriptam adminiculo juris, ita circa hoc expresse disponentis ; de hac vero potestate nullum extat expressum jus, quod consuetudine possit acquiri ; est ergo hæc consuetudo signum concessionis a Summis Pontificibus factæ circa talem facultatem ; et verisimile mihi est manasse ex aliqua expressa concessione vel institutione Pontificum, quam in hunc modum probabiliter declaro, supponendo Abbates non posse jure ordinario, seu ex vi hujus consuetudinis has res sacras benedicere, nisi ipsi benedicti sint. Argumento c. *Quoniam*, d. 69, et c. *Cum contingat*, de Ætate et qualitate, quod etiam sentiunt communiter Doctores, et patet etiam, quia sine benedictione non possunt jure communi uti insigniis Episcopalibus; ergo multo minus possunt hos Episcopales actus participare. Requiritur ergo benedictio ; et illi censetur esse annexa ipso jure potestas benedicendi has res sacras. Et hinc verisimile fit, hujusmodi Abbatum benedictionem, ex voluntate et institutione Summorum Pontificum habuisse vim conferendi hanc potestatem, e potest ita declarari. Nam in ipsa benedictione Abbatis dicitur per eam ordinari Abbatem, et constitui in ordine Prælatorum Ecclesiæ, et quodammodo participare dignitatem Episcopalem ; ergo mirum non est quod, ex vi benedictionis hujusmodi, participet etiam aliquos actus Episcopales inferioris ordinis, et qui etiam possunt simplici sacerdoti committi.

7. *Objectio contra nunc dicta ex communi sententia.* — Sed adhuc obstat huic communi sententiæ privilegium ab Innocentio VIII concessum Cisterciensibus, ut Generalis et quatuor præcipui Abbates possint pallas altaris et omnia ornamenta Ecclesiastica benedicere ; ergo signum est hoc non convenire illis ex vi benedictionis, nec esse commune omnibus Abbatibus perpetuis, alias nihil Abbatibus illis speciale concederetur. Respondeo propter hoc incertum mihi esse quid ante tempora Innocentii VIII in hoc habuerit consuetudo; potuit ta-

men ab eo tempore vel ea occasione introduci. Nam Innocentius IV, qui plusquam ducentis annis præcessit, in Clem. *Attendentes*, de Statu Monachorum, negat Abbates hoc posse ex consuetudine. Deinde dicitur ex consuetudine solum posse Abbatem benedicere paramenta sui monasterii, ut notat Geminianus, in c. *Abbates*, de Privilegiis, in 6. In illo autem privilegio amplior potestas illis Abbatibus specialiter conceditur; nam verba sunt: *Pallas altaris et omnia ornamenta ecclesiastica*, quæ non limitantur ad sola illa quæ monasterii sunt, sed absolute ad omnia extenditur. Addit vero Sylvest., verb. *Benedictio*, n. 5, consuetudinem jam tenere, ut omnes possint cujuscumque loci paramenta benedicere; quod ipse etiam fundare conatur in dict. c. *Abbates*, juncta gloss., verb. *Quasi Episcopalem*. Sed ex jure illo nihil colligitur, quia jurisdictio quasi Episcopalis non dat facultatem ad actus ordinis, nisi alias expresse concedatur; de consuetudine autem probabilius id est, quamvis jam magis videatur in privilegiis fundata.

8. *Ostenditur jam secunda pars ejusdem primæ assertionis, quod sit vera de facto. — De possibili tamen contraria pars vera est.* — Ex his ergo satis probata est prior pars assertionis affirmativa; altera vero, quæ negativa erat quoad consecrationes, quæ fiunt cum unctione chrismatis, probatur primo, quia nullo jure vel consuetudine (ut omnes fatentur) concessum est; et alias constat hos actus esse Episcopales. Imo sunt qui censeant esse adeo stricte Episcopales, ut consuetudine præscribi non possint, quod tenuit Sylvester supra, et non parum favet usus non concedendi talem facultatem. Contrarium tamen tenet Angelus cum Cardinali, quod in rigore verius est, quia hoc simpliciter est ex jure humano, et ita potuisset Papa, si voluisset, hunc actum etiam adjungere, quasi ex officio, Abbatiali dignitati, ac benedictioni. Deinde in dicto privilegio Innocentii VIII, dictis quatuor Abbatibus et Generali Cisterciensi conceditur, ut possint etiam calices et altaria consecrare, chrismate sacro prius ab aliquo Antistite Catholico recepto; non est ergo dubium quin possit Pontifex hunc actum committere sacerdoti non Episcopo; cur ergo non poterit etiam consuetudine præscribi, vel benedictioni Abbatis ipso jure conjungi? De facto vero certum est non ita factum esse, imo et de illo speciali privilegio mihi incertum est an fuerit usu receptum, et an nunc duret.

9. *Facultas prædicta, seu annexa quodammodo Abbatibus ad quid extendatur, seclusis aliis privilegiis.* — Atque hinc ulterius addendum est facultatem hanc non esse extendendam ultra benedictiones earum rerum quæ ad sacra vestimenta pertinent, vel pallas, seu ornamenta altaris, sub quibus etiam corporale comprehendimus; nam ad hæc omnia, et hæc sola extenditur consuetudo, ut omnes Doctores docent. Quare, licet in Pontificali Romano multæ aliæ res nominentur, quæ sine benedictione olei benedicuntur, nihilominus non extenditur hæc facultas ad omnes illas, sed tantum ad supradictas. In dicto autem privilegio Innocentii VIII conceditur dictis Abbatibus, ut possint etiam benedicere vascula ad reponendam sacram Eucharistiam, et quascumque imagines. Item ut possint ecclesias seu monasteria sui Ordinis, quoties fuerit opportunum, dummodo ex homicidio polluta non forent, reconciliare aqua prius per aliquem catholicum Antistitem (ut moris est) benedicta obtenta; hoc autem privilegium quoad hanc partem non est commune, sed particulare quorumdam Abbatum. Denique, licet hæc facultas olim solum concederetur Abbatibus benedictis, tamen Julius II, in privilegio *Sacræ Religionis*, concesso familiæ Cisterciensi in Hispania, quod inter impressa est 19, concessit Abbatibus triennalibus ut vestes, tunicas, et alia ornamenta, pro celebratione Missarum et aliorum divinorum officiorum, in ecclesiis monasteriorum prædictorum duntaxat necessaria, benedicerent.

10. *Assertio tripartita.—Prior pars suadetur per viam communicationis.—Dubitatio contra hanc partem removetur.* —Secundo dicendum est Prælatos ordinum Mendicantium etiam posse sacra ornamenta benedicere, imo et suas ecclesias vel cœmeteria. Prior pars probatur imprimis per vim communicationis; nam quoad hanc benedictionem, est in usu et praxi religionum, eamque supponunt omnia compendia privilegiorum religionum, ut videre licet in Compendio Minorum, verbo *Benedicere*, et in Compendio Societatis, eodem verbo, § 3. Unde considerandum est, quoad alios Prælatos, qui non sunt Abbates, non posse allegari consuetudinem, ut immediatam rationem, seu titulum hujus facultatis, quia revera nulla est talis consuetudo, nec probabilis ratio ejus; debet ergo fundari in aliquo privilegio, quod potest esse vel directe concessum in hac specie Mendicantibus, vel omnibus, vel alicui religioni illorum; vel tantum indirecte per viam communicationis cum religionibus monacha-

libus. Et de hoc posteriori modo posset alicui esse dubium, propter dicta in capite præcedenti. Nam si non est communicatio cum illis in collatione ordinum minorum, cur erit in hac benedictione ? Item quia non communicant cum eis in facultate utendi insigniis Pontificalibus; ergo neque in hac benedictione ; nam hæc duo sese comitantur Unde Congregatio Cardinalium, in quodam responso, circa Concilium Tridentinum, sess. 23, c. 10, sic inquit : *Abbas qui est benedictus, vel qui ex privilegio Sedis Apostolicæ habet, ut Pontificalia exercere possit ac si esset benedictus, potest omnia sacra benedicere, illis exceptis, in quibus unctio requiritur.* Nihilominus omnes, ut dixi, in hoc admittunt communicationem, cujus ratio statim patebit.

11 *Posterior pars etiam per directam concessionem ostenditur cum suis limitationibus et ampliationibus.* — Secundo ergo probatur assertio, quia simile privilegium directe concessum est Minoribus per Leonem X, ut habetur in Supplemento Minorum, concessione 55, et in Compendio eorumdem, verb. *Benedicere*, § 14, et in Compendio Societatis, eodem verbo, § 1. In quo privilegio duplex ponitur limitatio : una, ut solum pro suorum fratrum usu possint hæc benedicere ; alia, ut benedicere non possint ea in quibus chrisma intervenit ; in reliquis vero amplissima est concessio, nam extenditur ad ecclesias, cœmeteria, capitula et oratoria benedicenda, et consequenter etiam ad reconciliandam ecclesiam pollutam, quoties opus fuerit, sine alia limitatione, ut notatur etiam in Compendio Societatis, verb. *Ecclesia*, § 2. Item extenditur ad paramenta et ornamenta, et alia quæcumque ad divinum cultum necessaria. Unde fit, ut etiam corporalia possint benedicere, et pyxidem Eucharistiæ, et omnia alia, quæ ad altaris ornamentum, vel ad usum sacrificii Missæ juxta morem Ecclesiæ Romanæ benedici solent. Deinde quoad personas conceditur hæc facultas non solum Generalibus et Provincialibus, sed etiam conventualibus Prælatis ; et sub his comprehenduntur omnes vicarii, qui in defectu Prælatorum eorum regimen et jurisdictionem tenent ; illos enim supra, c. 22, n. 4, diximus sub nomine Prælatorum comprehendi, et in præsenti expressius declaratum est a Pio V, in quodam privilegio Hieronymianis concesso. Præterea in dicto privilegio Minorum additur, *ut idem possint alii fratres ejusdem Ordinis, qui ad hoc in Capitulo generali deputati fuerint.* Alii vero referunt concessum fuisse a Sixto IV ordini Minorum, ut omnes simplices sacerdotes possint hæc sacra benedicere, exceptis corporalibus. Ita refert, ex Summa Rosell., Sylvester, verb. *Benedictio*, n. 4, qui inde infert idem posse sacerdotes Ordinis Prædicatorum. Existimo tamen hanc tantam amplificationem non esse in usu, neque etiam expedire. Præterea, limitatio illa de benedicendis tantum vestibus ad proprium usum, sublata creditur per viam communicationis, per dictum privilegium Innocentii VIII concessum Cisterciensibus. Nam expresse dixit, *tam sui monasterii, quam undecumque sit.* Et in Compendio Societatis, verb. *Benedicere*, § 2, refert privilegium concessum, a Julio II, Priori generali Canonicorum Sancti Salvatoris, quos impliciter et sine limitatione conceditur facultas benedicendi hæc, quæ sunt sacris usibus necessaria. Atque ita supponitur fieri posse, in scholio ejusdem compendii, dum pro usu hujus potestatis quoad externos, prudens moderatio adhibetur, scilicet, ut non fiat nisi necessitate urgente et Prælatis distantibus, et sine illorum offensione. Ex quibus tantum constat actionem hanc esse ex his quæ a Prælatis Mendicantium juxta suum institutum exerceri possunt, alias per propria et directa privilegia non ipsis concederetur, et ideo quoad ipsam gaudere possunt, per viam communicationis, etiam privilegiis Abbatibus concessis, et hactenus de Prælatis religionum.

FINIS LIBRI SECUNDI.

# INDEX CAPITUM LIBRI TERTII

## DE RELIGIOSIS DESERENTIBUS VEL MUTANTIBUS ALIQUO MODO STATUM SUUM, ET DE OBLIGATIONIBUS EORUM.


CAP. I. *Quando religiosus sit fugitivus vel apostata censendus, et quas pœnas ob tale crimen incurrat.*

CAP. II. *Expediuntur aliquot dubia circa doctrinam capitis præcedentis.*

CAP. III. *De culpa, obligatione ac pœna cooperantium modo aliquo ad alterius apostasiam.*

CAP. IV. *An religiosus professus juste possit a religione expelli.*

CAP. V. *Ad quid teneatur professus e religione ejectus, ac primum an teneatur ad illam redire.*

CAP. VI *Ad quid obligetur religiosus expulsus, licite et libere in seculo permanens.*

CAP. VII. *An liceat religioso professo extra monasterium vivere, retento vel mutato habitu de licentia Prælati, et ad quid tunc teneatur.*

CAP. VIII. *An ex natura rei, seu secluso jure humano, liceat professo unius religionis ad aliam perfectiorem propria auctoritate transferri.*

CAP. IX. *An liceat etiam ex natura rei transitus propria auctoritate factus ad religionem laxiorem vel æqualem.*

CAP. X. *Quousque ex vi juris communis liceat transitus ad religionem perfectiorem.*

CAP. XI. *An ex vi dicti juris communis liceat transitus ad religionem æque vel minus strictam.*

CAP. XII. *An spectato jure particulari, seu indultis religionis, liceat transitus ad aliam religionem.*

CAP. XIII. *An religiosus legitime transiens ad aliam religionem possit secum transferre aliquod peculium.*

CAP. XIV. *An cum religioso transeunte transeant etiam immobilia vel mobilia pretiosa quæ forte ratione illius pertinebant ad priorem religionem.*

CAP. XV. *An cum religioso transeunte transeant etiam prærogativæ quibus in prima religione fruebatur.*

CAP. XVI. *De transitu religiosi ad Episcopatum, et de obligationibus ejus ex vi votorum castitatis et paupertatis.*

CAP. XVII. *De obligationibus ejusdem ex vi voti obedientiæ.*

CAP. XVIII. *An prædictus Episcopus gaudeat gratiis suæ religionis, et utrum omnia dicta a cap. 16 procedant de religioso assumpto ad Cardinalatum.*

CAP. XIX. *An religiosus transferri queat ad beneficium infra Episcopatum, et quibus obligationibus tunc teneatur.*

# LIBER TERTIUS

DE

# RELIGIOSIS DESERENTIBUS

## VEL MUTANTIBUS ALIQUO MODO STATUM SUUM, ATQUE DE OBLIGATIONIBUS EORUM.

1. Hactenus dictum est de omnibus, quæ spectant ad statum religiosum in communi sumptum. Nunc, priusquam sequenti tractatu descendamus ad species ejus, oportet etiam in generali tractare de his qui ab hoc statu deficiunt, vel illum mutant quocumque modo, nam oppositorum cognitio ad eamdem doctrinam spectat, atque adeo quas obligationes per talem mutationem deponant, vel retineant, aut etiam de novo incurrrant; unde merito præsens liber ad tractatum hunc de obligationibus veluti accessoriis annectitur.

2. *Mutatio de religioso in non religiosum duplex, et utraque ab hoc libro aliena. — Prima mutatio per totalem dispensationem.* — Potest autem in præsenti duplex distingui mutatio: una, qua fit aliquis ex religioso non religiosus; alia, qua retento statu religioso, fit mutatio in usu et vita illius, vel in alium statum. De priori modo hic non agimus, quia solum duobus modis contingit: unus est per dispensationem Summi Pontificis, de qua satis in superioribus ostensum est esse possibilem ex causa gravissima; facta autem illa mutatione modo legitimo, per se loquendo, nulla superest obligatio prioris status, quia omnino sublatus est, si dispensatio fuit absoluta; nam si habet admixtam commutationem aliquam, manebit obligatio ad illud opus in compensationem impositum, quæ obligatio est vel præcepti a superiore dispensante impositi, vel erit potius cujusdam voti simplicis, quod virtualiter fit, quando talis commutatio acceptatur, quia suscipitur illa tanquam obligatio religiosa succedens loco alterius quæ aufertur, et accipitur sub eodem genere obligationis. Dico autem, *seclusa commutatione*, nullam tunc manere obligationem rigorosam prioris status, quia nec vota manent, nec subjectio ad regulam; nihilominus ex quadam decentia manet quædam obligatio honeste vivendi, et consentanee ad priorem statum, quoad fieri possit. Dixi etiam, dummodo legitima sit dispensatio, quia si sit subreptitia, aut sine justa causa, et consequenter nulla, nullam auferet obligationem, et ita erit judicandum de tali persona, sicut de Apostata et fugitiva; de quibus statim dicemus.

3. *Secunda mutatio per relaxationem votorum.* — Alius modus, quo hæc mutatio contingit, est, per talem ejectionem a religione, quæ includat votorum irritationem, et hic modus non habet locum in religiosis professis, sed est specialis in religione Societatis, quoad aliqua membra illius, et ideo in specialem tractatum hunc modum reservamus.

4. *De mutatione non tollente vinculum substantiale religiosi status hic tractatur. — Multiplex modus dictæ mutatonis tractandus.* — Retento autem religioso statu quoad vinculum et substantiam ejus, potest fieri desertio vel mutatio illius quoad usum communis vitæ, habitationem, habitum, subjectionem ad regulam, et alios mores vitæ religiosæ. De hac ergo mutatione duo præcipue a nobis explicanda sunt, quibus, scilicet, modis licite vel illicite fiat, et post illam factam, quæ obligatio maneat in religioso, quatenus talis est. Ut autem in particulari distincte rem tractemus, distinguere possumus quinque vel sex modos hujus mutationis. Quædam enim est voluntaria, sed illicita, ut est per fugam vel apostasiam. Alia est involuntaria, quæ supponit causam illicitam; tamen cum fit, sine culpa fieri potest, ut est per justam ejectionem. Alia est voluntaria, et potest esse licita ex justa dis-

pensatione, solum ad vivendum extra conventum, vel ad tempus, vel perpetuo, vel retento habitu, vel mutato. Quarta mutatio fit per transitum ad alium statum, non repugnantem priori, qui potest esse vel status in alia religione, vel ascensus ad gradum Episcopalem, quibus etiam addere possumus transitum ad serviendum Ecclesiæ, in aliquo beneficio sæculari, vel regulari, de quibus omnibus sigillatim dicemus.

## CAPUT I.

### QUANDO RELIGIOSUS SIT FUGITIVUS VEL APOSTATA CENSENDUS, ET QUAS OB ID CRIMEN INCURRAT POENAS.

1. *Generalis assertio de peccaminoso discessu a conventu.— De primo ejus modo.* — Primum omnium supponendum est, religiosum professum non posse licite suo arbitrio, et sine debita facultate, a sua religione, imo nec a suo conventu discedere, quia ratione sui status et professionis ad perpetuam perseverantiam obligatur, et consequenter ratione regulæ vel obedientiæ tenetur aliquo modo ad vitam religiosam in claustro vel in clausura retinendam sub propriis insigniis seu habitu talis religionis, ut supra, lib. 1, a c. 5, ostensum est. Non potest ergo licite suam religionem vel monasterium relinquere absque legitima facultate. Hæc igitur mutatio sine culpa non fit. Sunt autem varii gradus hujus mutationis, et consequenter etiam culpæ, quos oportet distinguere. Primus et minimus est quando quis egreditur e monasterio sine scientia Prælati, servando, in reliquis, omnia quæ in ordinario et quotidiano egressu servari solent, id est, de die, et per communem januam, et ab breve tempus. Et licet talis egressio, secluso scandalo ac prava intentione, imo et secluso præcepto sub obedientia vel declaratione alia Prælati, aut statuti (materia enim capax est gravis obligationis si imponatur, quia multum spectat ad custodiam disciplinæ religiosæ), videri possit esse levis culpa, de quo Navar., commento 4, de Regularibus, a n. 29, præsertim in 35, imo et ab ea excusari, si fingantur casus justæ necessitatis, vel magnæ utilitatis, ita ut prudenter præsumatur superioris absentis, vel etiam ad quem non sit aditus in eo articulo, licentia; attamen vix poterunt in tali egressione omnes dictæ circumstantiæ convenire; unde juxta earum defectum, gravior etiam erit culpa; ut si non per consuetam januam, aut nec per januam, sed per aliam extraordinariam viam fiat egressio, quod vix poterit per aliam honestam circumstantiam a mortali peccato excusari saltem propter morale periculum scandali et infamiæ, non tantum ipsius egredientis, sed etiam religionis. Multo tamen erit gravius si sit de nocte, quia nunquam excusabitur, etiamsi fingamus, quod vix credi potest, fieri sine intentione graviter peccaminosa ex suo objecto. Et ita Clemens VIII, in decreto de casibus pro regularibus reservandis, absolute ponit nocturnam ac furtivam e monasterio egressionem, etiam non animo apostatandi; reservatio autem de gravi culpa fit. Quocirca etiamsi nullum sit expressum jus canonicum quod in universum egressionem sine licentia, sub mortali prohibeat; nec etiam in regula alicujus religionis sit fortasse expressum præceptum hoc prohibens sub mortali; nihilominus ex communi observantia, et consuetudine omnium religionum hoc videtur esse receptum sub gravi obligatione, quia ea consuetudo (quæ vim legis habet) non curat rarissimum casum, qualis esset qui propter illas omnes circumstantias omni malitia careret. Est tamen difficile ad explicandum in qua specie talis malitia sit, et contra quam virtutem directe militet, seclusis effectibus scandali vel infamiæ prædictæ, ac seclusa malitia ex pravo fine, quæ omnia sunt per accidens. Dico tamen esse extrinsece contra justitiam, et, quia versatur circa rem sacram, includere malitiam sacrilegii. Monasterium enim, et clausura ejus, res quædam sacra est, quæ graviter violatur per furtivam ac nocturnam egressionem, ideoque intrinsece continet gravem injuriam religionis et rei sacræ. Quanquam ob tale crimen nulla sit censura vel pœna alia ipso jure posita, neque etiam sequatur alia obligatio ex eo delicto, per se loquendo, præterquam ad emendationem, et condignam pœnitentiam, et ad procurandum omnimode ne talis actus in religionis vel alterius infamiam vel nocumentum aliud redundet.

### *De secundo modo peccaminosi discessus.*

2. *Hic modus fugæ continet peccatum mortale.*— Secundus gradus hujus mutationis est, quando quis sine licentia egreditur monasterium fugiendo ab obedientia et subjectione proprii Prælati, non quidem animo manendi in sæculo, nec relinquendi religionem aut habitum; sed alia occasione vel prætextu, cum mora notabili et scandalosa, quamvis semper quasi in via ad redeundum. Et hic

lapsus gravior est, et videtur sane ex objecto peccatum mortale (nisi justa excusatio interveniat), quamvis non attingat veram et propriam rationem apostasiæ, ut omnes Doctores statim citandi docent. Potest ergo illa proprie dici fuga a monasterio, non tamen apostasia, quæ plures conditiones requirit infra tractandas, ubi etiam dicemus, quomodo in rigore differant malitiæ horum peccatorum. Est autem hujusmodi fuga peccatum grave. Primo quidem (ut mihi videtur) ex natura talis status, vel professionis, ratione cujus tenetur quis subesse potestati et imperio Prælati talis religionis, et esse unitus suo corpori sub tali capite; qui autem hoc modo exit a monasterio, subtrahit se durabiliter, seu permanenter, pro aliquo notabili tempore, a potestate et dominio sui Prælati et religionis; ergo peccat graviter contra justitiam et religionem. Secundo, constat hoc esse opus natura sua scandalosum, tam ipsis religiosis, quam externis, et de se creans magnam infamiam religioni. Tertio, hoc specialiter prohibitum est in Concilio Tridentino, sess. 26, c. 4, de Regularibus, ubi specialiter de hoc egressu loqui videtur, cum dicit: *Non liceat regularibus a suis conventibus recedere.* Non enim possunt hæc verba proprie accommodari ad egressum ex sola domo ad breve tempus, de quo in priori puncto dictum est, quia per illum non dicitur quis proprie recedere a conventu. Nec propter illum potest quis juste reputari desertor sui instituti, sicut hic quem tractamus damnatur ibi a Concilio. Nam subdit, eos, qui ita recedunt a suis conventibus fugitive, ab Ordinariis *tanquam desertores suorum institutorum* puniendos esse.

3. *Quomodo punienda talis culpa. — Quarto dicta punitio probat a posteriore gravitatem.*— Ubi etiam obiter adnotari potest propter hoc crimen nullam incurri pœnam ipso facto ex vi communis juris; specialia enim religionum singuli religiosi consulent. Adnotant etiam Cardinales in quodam responso suo, non dixisse Concilium, ut excommunicentur, sed ut puniantur, in quo indicat, alio modo cogendos et castigandos esse, non vero excommunicandos, nisi fortasse necessarium sit. Quam jurisdictionem Ordinariorum amplificavit Sixtus V, in Motu proprio contra illegitimos, etc., qui est 73 in Bullario, ubi præcipit Ordinariis et ministris eorum, ut curent diligenter inquiri, an regulares vacantes vel divertentes ad sæcularia hospitia litteras suæ obedientiæ secum ferant, et alioquin contra illos procedant, et tamdiu sub custodia detineant, donec de illis certa notitia habeatur. Prælatis autem regularibus præcipit, ut eos sine tali licentia (nisi alias cogniti sint) in hospitium recipiant sub gravibus pœnis. Ipsis autem regularibus sic vagantibus, vel sine licentia incedentibus, nullam novam prohibitionem aut specialem pœnam imponit. Hæc autem omnia satis manifeste ostendunt esse hoc grave crimen ex genere suo.

4. *De excusatione ab hac culpa.* — Dixi autem *nisi justa excusatio intercedat*, quia non est hoc adeo intrinsece malum, quin ex justa et necessaria causa possit honestari. Omitto autem ignorantiam, quæ vix in hujusmodi negotio intervenire potest, quamvis juvare nonnihil possit, concurrentibus aliis circumstantiis, de quibus statim. Communis ergo excusatio esse solet, si interveniat nimia vexatio proximi Prælati cum manifesta injuria, vel ultra modum puniendo aliquod delictum, vel certe sine justa causa affligendo, vel auferendo ea quæ ex ordinario jure religionis debentur, præsertim cum dedecore et infamia; tunc enim si religiosus sine licentia recedat, non animo vagandi, sed eundi ad superiorem Prælatum, qui se defendat, videtur excusari a culpa, tum quia jus defensionis naturale est, tum etiam quia ibi intervenit voluntas interpretativa majoris superioris.

5. *Bannes et alii eam non admittunt.*—Hanc vero excusationem in nullo casu admittendam putant aliqui viri graves, quibus assentitur Bannes, 2. 2, quæst. 13, art. 1, tum propter absolutam prohibitionem Concilii Tridentini, quod addit, etiam prætextu ad superiores suos accedendi, etc., et sub pœna adeo severa, ut indicet satis in illo facto peccatum grave; tum etiam quia id non fit sine gravi scandalo et perturbatione Religionis. Tenetur autem quis paulisper sustinere et cedere juri suo propter commune bonum, et ideo ipsi etiam Superiores Prælati non solent tales excusationes admittere, sed graviter puniunt ad se hoc prætextu confugientes. Nihilominus contrariam sententiam tenet Navarrus., Comment. 2, de Regularibus, num. 61, citans Baldum, Decium, et alios, quia hujusmodi accessus ad superiorem est quædam virtualis seu implicita appellatio, argumento cap. *Dilecti*, 2, de Appellat., et legis *Contra pupillum*, § *Is qui*, ff. de Re judicata. Justa autem appellatio nemini denegatur Hoc autem fundamentum parum profecto urget, quia appellatio etiam est interdicta religiosis, ut præced. lib.,

cap. 11, visum est; et licet in manifestis injuriis permittatur, non tamen subtrahendo religiosum propria auctoritate ab obedientia sui superioris. Quidquid vero sit de voce appellationis, propria ratio est paulo ante insinuata de justa defensione. Quam (inquit Navarrus) noluit prohibere Concilium Tridentinum, quia non est verisimile voluisse impedire tam intrinsecum et naturale jus; solum ergo prohibet voluntarium accessum propter alias causas.

6. *Auctoris sententia.*—Inter has sententias prior est magis tuta et regulariter sequenda; quia, licet hic accessus per se non sit intrinsece malus, tamen et de se male sonat, et regulariter habet adjuncta gravia incommoda. Nihilominus in rigore, si causa sit evidenter justa, et satis publice nota, res non est per se mala, propter rationem factam de justa defensione; nec etiam prohibita est a Concilio Tridentino, ut bene explicatum est. Et optime confirmat Sixtus V, in declaratione ad suum Motum proprium supra citatum, ubi de his regularibus peregrinantibus sine licentia suorum superiorum addit: *Quod si dicerent se ad Apostolicam sedem confugere, ob gravamina a suis superioribus sibi illata, et ideo ab ipsis superioribus licentiam et litteras obtinere non potuisse, non propterea ullo modo recipi debet, nisi fide dignorum testimonio de petita ab eis licentia, et per suos superiores denegata constiterit.* Ex qua exceptione manifeste colligitur, non esse omnino et semper malum egredi claustrum sine licentia Prælati prætextu adeundi superiorem. Et quamvis ibi Sixtus solum loquatur de prætextu confugiendi ad Apostolicam Sedem, tamen eadem proportionalis ratio est de prætextu adeundi Provincialem, vel Generalem, tum quia in his est sufficiens jurisdictio ab eadem Sede Apostolica communicata; tum etiam quia, si rationes extrinsecas respiciamus, non minus scandalizare et perturbare solet hujusmodi Romana profectio sine voluntate Prælatorum regulariter, quam profectio ad superiorem Prælatum religionis, sine inferioris consensu; si autem respiciamus rationem intrinsecam, eadem necessitas et justa causa esse potest adeundi tales Prælatos; imo, quoties sufficiens fuerit intra religionem defensionem quærere a majore Prælato, sine causa tentaretur major profectio.

7. *Quando non sit opus patrono licentia adeundi ad superiorem Prælatum.* — Unum autem valde notandum occurrit in dictis verbis; significat enim Sixtus, ut hoc recte fiat, necessariam esse licentiam petitam, licet non sit obtenta, quia sine sufficienti testimonio petitæ licentiæ non vult admitti excusationem; per quod videtur excludi quod Navarrus supra ait, non esse petendam licentiam ab eo cujus gravamen per superiorem tolli procuratur, quod significat glossa, 1, in cap. *Cum pastoris*, 2, q. 7, et sumi videtur ex cap. *Ex parte*, de Accusationibus. Sed glossa prædicta non loquitur de licentia petita, sed de consensu, qui includit licentiam etiam concessam; quod si hoc tantum voluit Navarrus, non repugnamus. Addo vero etiam petitam licentiam, de rigore juris, et in foro conscientiæ, non videri simpliciter necessariam, quia nullo alio jure positivo præcepta est in hoc casu, in quo scilicet consensus Prælati non est necessarius, nec Sixtus V directe hanc præcipit, sed, ex præsumptione quadam, sine illa non vult admitti excusationem ab Ordinario; illa vero præsumptio non oberit conscientiæ, si revera solum omissa sit, quia nullus ejus fructus sperabatur. Quocirca hoc in particulari pendet ex circumstantiis. Nam si subditus timeat Prælatum immediatum non solum non esse concessurum facultatem, sed etiam omnino impediturum recursum ad superiorem, vel negotiationibus effecturum ut superior Prælatus falsis informationibus præveniatur, vel alio modo noceat suæ defensioni, tunc excusari poterit subditus etiam a petenda licentia. Quod si fortasse ob eam rem in itinere capiatur, vel alias pœnas sustinere cogatur, non est hoc argumentum sufficiens culpæ in conscientia, sed præsumptionis ejus in exteriori foro: in quo si de veritate constiterit, cessabit sine dubio afflictio, et dabitur religioso testimonium, quo possit secure ad superiorem pervenire.

8. *Quando sit opus.*—Si autem ex petitione licentiæ nullum damnum timetur, petendam esse censeo, et imprimis si est aliqua spes obtinendi illam, vel etiam, si nulla est sufficiens ratio desperandi, omnino necessarium judico illam petere, quia tenetur religiosus, per se loquendo, non ire sine licentia; ergo tenetur etiam prius procurare illam, neque habet justam causam hoc omittendi, quando non habet probabilem rationem desperandi, neque timet aliquid incommodi. Imo, licet non habeat spem obtinendi licentiam, debet illam petere. Primo ex quadam urbanitate, ne suum Prælatum contemnere videatur: Secundo, ut causam suam, quantum in se est, justiorem faciat; tertio, quia hæc potest ess

maxima ratio sedandi scandalum; nam si quod postea nascitur, illius causa potius Prælatus quam subditus censendus est. Denique necessarium est ut tanta sit necessitas, quæ non det locum petendi prius licentiam a superiori Prælato, et expectandi illam, nisi res talis sit, ut ad plenam informationem necessaria sit præsentia, nec speretur per solas litteras aliquod remedium vel licentiam posse obtineri. Est autem raro et difficile hæc omnia simul concurrere; difficilius item est subdito in hujusmodi casu prudens judicium ferre in sua causa, et ideo nunquam hoc facere debet sine prudentium consilio, qui raro, ut existimo, id suadebunt aut permittent.

9. *Propter culpam prædicti secundi gradus incurri excommunicationem putat Rebuffus.*—Tandem vero quæri potest, an sit aliqua censura vel pœna propter hunc exitum. Nam Rebuffus, in Practica, part. 2, tit. de Dispensatione cum regularibus, dicit propter hoc delictum incurri excommunicationem ipso facto. Probat primo, ex cap. 2, de Clericis vel monachis, in 6; sed ibi solum est sermo vel de religioso dimittente habitum, de quo statim dicemus, vel de accedente ad studium litterarum, sine legitima licentia sui Prælati. Unde illa excommunicatio non extenditur extra hos casus, ut tom. 5 tertiæ partis latius explicuimus. Probat secundo, quia sicut piscis sine aqua caret vita, ita sine monasterio monachus, cap. *Placuit*, 2, part. 16, quæst. 1. Sed illud dictum est ratione periculi vel ratione culpæ, non ratione censuræ.

10. *Oppositum suadetur primo.*—*Secundo.*—Dicendum est ergo propter hoc crimen nullam esse censuram vel pœnam ipso jure latam, ut recte docet Navar. supra citatus, in n. 5, et colligitur ex Concilio Tridentino, d. cap. 4, in verb. *Puniantur*, et maxime adjuncta congregatione Cardinalium supra relata, num. 3. Secundo probatur ex Extravag. 1, de Regul., ubi religiosus sine licentia recedens, et vagans, non excommunicatur, nisi, monitione prævia, post quindecim dies ad monasterium non revertatur; verum est non loqui generaliter, sed de illo qui exiit prætextu transeundi ad aliam religionem; sed inde sumitur a fortiori argumentum, atque etiam ab speciali; nam si in eo casu non excommunicatur quis ipso facto, nisi monitione prævia, neque etiam in cæteris, cum in eis non sit lata major excommunicatio. Imo, neque illo modo extendenda est censura ad alios casus, cum tantum in illo speciali posita sit, ne quis, prætextu fictæ licentiæ transeundi ad monachalem ordinem, propriam mendicantem dimittat. Dices ibi esse sermonem etiam de illo qui exiit habitu dimisso. Respondeo, ex vi illius textus etiam illum non incurrere censuram, nisi post dictam monitionem et contumaciam; tamen ille textus est antiquior quam cap. 2, *Ne clerici, vel monachi*, ubi absolute excommunicantur dimittentes habitum, ut statim videbimus. Nam Martinus IV, auctor illius Extravagantis, præcessit Bonifacium VIII, qui fuit auctor dicti cap. 2. Ex quo tandem capite potest idem confirmari, quia ibi etiam fertur censura hæc solum in speciali casu; ergo extra illum non est extendenda, cum in jure non sit expressum.

*De tertio modo peccaminosi discessus.*

11. *Probatur gravitas ejus.*—Tertius gradus hujus mutationis est, quando quis deserit propriam religionem animo non redeundi amplius ad illam, etiam si habitum ejus non deserat, quod dupliciter fieri potest. Primo, animo transeundi ad aliam religionem, et de hoc transitu dicemus infra, a cap. 9. Secundo, fieri potest animo manendi in sæculo, vel cum proposito retinendi semper habitum, vel absolute cum animo sese gerendi prout ibi magis placuerit, aut expedire censuerit. Et in hoc imprimis certum est grave peccatum mortale per hanc fugam committi, quod a fortiori patet ex dictis in præcedenti discessu, quia hoc peccatum includit totam malitiam illius, et auget illam propter animum perpetuum deserendi religionem, et consequenter negando Prælatis ejus obedientiam in toto tempore vitæ, et defraudandi perpetuo religionem suis obsequiis, et actibus, seu ministeriis, in quo est magna injustitia et sacrilegium.

12. *An hic modus discessus sit apostasia.*—Difficultas vero est, an peccatum illud sit vera apostasia a religione. In quo suppono primo vulgarem distinctionem de triplici apostasia, a fide, ab ordine, et a religione, ex Theologis, cum D. Thom. 2. 2, q. 12, art. 1, et Canonistis, cum glossa, c. 1, de Apostatis; quam distinctionem attigi disp. 16, de Fide, sect. 5. Suppono secundo apostasiam a religione, de qua sola hic loquimur, non committi sine desertione religionis; itaque quantumvis aliquis sit incorrigibilis, vel rebellis obedientiæ, si in conventu perseveret, apostata non est, ut bene notavit Navarrus, consil. ult., de Regular., alias consil. unico, sub tit. de Apostatis,

quia, licet retrocessio ab obedientia possit late dici apostasia, tamen proprio et usitato modo loquendi jurium, non committitur sine retrocessione ab ipso statu. Sic ergo inquiritur an in prædicto casu ille religiosus dicendus sit apostata; videtur enim non esse, quia non deserit habitum, ut supponimus; ergo non deserit professionem talis religionis, nec statum ejus, sed solum usum et habitationem, quod longe diversum est. Confirmatur. Nam hæc egressio a religione solum differt a fuga superiori puncto explicata, secundum magis et minus, id est, in majori temporis duratione; ergo, si prior non est apostasia, neque hæc etiam erit, quia apostasia videtur esse peccatum specie differens ab omni peccato, quod apostasia non est.

13. *Contraria sententia approbatur.—Evasio præcluditur.* — Nihilominus dicendum est peccatum illud esse propriam apostasiam a religione ; hæc est communis sententia Canonistarum cum Innocentio, in cap. finali, de Renuntiatione, ubi Abbas, n. 3 ; idem Cajetanus et alii expositores; D. Thom. 2. 2, q. 12, artic. 1; et Sylvest., verb. *Apostasia* § 9 ; Angelus ibi, num. 4; Armilla, n. 11, et reliqui Summistæ; sumitur ex Clement. VIII, in decreto de casibus reservatis regularium, ubi ponit apostasiam a religione, sive habitu dimisso, sive retento. Ratio est, quia ille, qui sic recedit a religione, non manet, nec perpetuo vult manere sub obedientia religiosa alicujus Prælati; ergo vult simpliciter retrocedere ab statu religioso ; ergo est apostata a religione. Antecedens supponitur ex casu; prima consequentia probatur, quia sine obedientia non potest perdurare status religiosus, quia et ipsa obedientia substantialis est, et sine illa non potest paupertas exerceri, ut in superioribus declaratum est. Dices, hac solum impediri quantum ad usum ; usum autem non esse de substantia religiosi. Sed contra hoc objicitur probando simul secundam consequentiam rationis factæ, quia ad apostasiam a religione, non est necesse ut aliquis se privet a substantiali vinculo religionis, quia hoc impossibile est propria auctoritate fieri ; quod si fieret auctoritate Papæ, jam non esset apostasia ; ergo sufficit actu relinquere illum statum, quantum in se est ; hoc autem facit qui recedit a religione, proposito perpetuo manendi sine jugo obedientiæ, et consequenter sine usu paupertatis.

14. *Ad argumentum in num.* 12. — Nec refert quod non relinquat habitum, neque habeat propositum relinquendi, quia habitus non facit monachum, neque est de substantia religionis. Et ideo potest esse vera religio sine speciali habitu, ut ex usu Ecclesiæ constat, unde in tali religione potest esse evidens apostasia, sine mutatione habitus ; ergo et in qualibet alia, quia retentio signi accidentalis parum refert, si substantia religionis relinquitur. Et confirmatur, nam, licet quis retineat observantiam castitatis, quæ magis substantialis est statui religioso, non propterea apostasiam evitat, et idem est etiamsi retineat observantias, ut jejunii, etc. ; ergo idem erit etiamsi habitum retineat. Et ita responsum est ad rationem dubitandi.

15. *Confirmatio in eodem n.* 12 *conficit institutum, loquendo speculative.* — In confirmatione autem petitur, an hoc peccatum reipsa differat specie a fuga, quæ solum ad tempus fit. De hac re nihil invenio ab auctoribus explicatum, sed, speculative loquendo, satis probabile apparet non esse diversitatem specificam inter hæc peccata, ut videtur probare confirmatio facta, quæ declaratur amplius; nam tota malitia utriusque peccati est injustitia contra religionem, et sacrilegii contra Deum, frangendo promissionem illi factam, et contrectando injuste (ut sic dicam) rem Deo sacratam ; ergo malitiæ sunt ejusdem speciei, licet una sit major quam alia. Declaratur item exemplo, nam furari rem animo restituendi illam post aliquod tempus, vel cum proposito nunquam eam restituendi, peccata sunt ejusdem speciei, licet unum sit gravius alio; sed ita prorsus in præsenti comparantur; ergo. Dices : qui recedit sine animo redeundi, simpliciter retrocedit a statu religioso; alter vero non retrocedit; ergo committunt peccata specie diversa. Respondeo utrumque retrocedere, sed priorem simpliciter, posteriorem vero ad tempus, et proinde secundum quid, quod patet, quia pro eo tempore non vult talis fugitivus ut religiosus vivere; ergo pro tunc vult retrocedere a religione, quamvis habeat animum postea redeundi; ut si novitius relinquat vitam sub obedientia religiosa, animo redeundi postea ad religionem, id satis est ut retrocedere pro tunc dicatur, et novitiatum interrumpere ; ergo similiter in professo illa est quædam retrocessio, licet dicatur secundum quid, quia solum est ad tempus. Quæ differentia non satis est ad distinctionem specificam, quia semper manet privatio ejusdem honestatis, solum differens secundum magis et minus.

16. *Non conficit tamen loquendo moraliter, quod ostenditur primo in ordine ad confessionem.*— Moraliter autem videntur reputari hæc peccata tanquam specie diversa, primo in ordine ad confessionem; nam sine dubio religiosus, temere dimittens suam religionem animo nunquam redeundi ad illam, tenetur hanc circumstantiam in confessione explicare; hoc videtur certum ex communi sensu omnium Doctorum. Unde, licet sit controversia an circumstantia notabiliter aggravans, et non mutans speciem, sit necessario in confessione aperienda, in præsenti puncto non videtur admittenda. Non enim censeo esse probabile practice, negare hanc circumstantiam esse confitendam, eo quod non mutet speciem, sed tantum notabiliter aggravet; quidquid enim sit de illa speculatione, moraliter est recepta illa differentia tanquam sufficiens ad illam obligationem, sive hoc sit propter rigorosam distinctionem specificam, sive quia non potest status pœnitentis aliter sufficienter explicari, sive propter notabilem gravitatem, et quia se habent tanquam completum vel incompletum in illa specie, quod ego verius censeo, et sicut multi censent, de mutilatione et homicidio, et idem valde probabile est in exemplo furti supra posito, quamvis nomen furti absolute dictum de se includat illam intentionem, nisi aliud explicetur; et idem erit in præsenti, si quis declaret suum peccatum nomine apostasiæ.

17. *Secundo, ex ordine ad pœnam.* — Secundo differunt moraliter in ordine ad pœnas juris; nam propter temporariam fugam nulla est pœna ipso jure imposita, ut supra num. 10 dixi; propter hanc vero incurruntur omnes pœnæ quæ propter apostasiam a religione ipso jure impositæ sunt. Et de aliis quidem pœnis dicemus inferius, in quinto modo discessus. De excommunicatione vero inquiri hic potest, an propter hoc crimen incurratur. Quidam affirmant, quia ille est apostata, et apostata est excommunicatus pro jure, c. *Et periculosa,* Ne clerici vel monachi, et hanc opinionem aliqui tribuunt Sylvest. et Cajet., sed immerito; magis hoc insinuat Armilla, verb. *Apostasia,* num. 11, dicens absolute apostatam a religione hodie esse excommunicatum. Dicendum ergo est propter hoc crimen nullam esse jure communi impositam excommunicationem. Ita sentiunt Sylvest., verb. *Apostasia,* § 8, ubi primum ait, apostatam a religione, si habitum dimiserit, esse excommunicatum; ergo non impleta illa conditione de habitus dimissione, sentit non incurrere excommunicationem, et infra clarius id explicat; et Cajetan., verb. *Apostasia,* ubi ait, apostatas a religione excommunicatos esse ob habitus dimissionem, in quibus verbis clare sentit excommunicationem non incurri donec apostasia perveniat ad illum actum. Idem sentiunt Innocentius et Panormitanus, in cap. *Intelleximus,* de Ætate et qualitate. Ratio est, quia pro his apostatis nulla est alia excommunicatio in jure, nisi quæ lata est in dicto cap. *Ut periculosa.* Sed ibi non fert in hos apostatas absolute, sed in dimittentes habitum; ergo non est extendenda ultra verba textus. Præterea, in Extrav. 1, de Regularibus, exiens sine licentia, et ita vagando incedens, non excommunicatur, donec, monitione prævia, per quindecim dies in suo malo statu perseveret, et tunc dicitur: *Quod si efficere neglexerit, post ipsum terminum, tanquam notorius apostata excommunicatus in omnibus et per omnia debet ab omnibus reputari;* ergo antea non est excommunicatus. Quod intelligendum est de jure communi; nam jure speciali aliud potest contingere in particularibus religionibus propter propria Indulta Apostolica, quæ consulenda sunt, et aliqua statim attingemus.

18. *Objectio contra nunc tradita.*— Sed opponesitulum ultimum de Apostatis, ubi dicitur de monacho apostata, si in apostasia sacrum ordinem recipiat, non posse sine dispensatione Summi Pontificis in suscepto ordine ministrari; quod non potest in alio impedimento fundari, nisi quia, cum esset communicatus, suscipiendo ordinem factus est irregularis. Respondetur, primum, probabile esse ibi esse sermonem de apostata qui habitum monachalem dimisit, et in clericali ordinatus est, quod significat Panormitanus. Sed hoc et est divinare, quia textus indistincte loquitur, et non satisfacit, quia eo tempore non incurrebatur excommunicatio propter hanc apostasiam etiam cum dimissione habitus, quia nondum erat conditum decretum Bonifacii VIII, et antea nullum erat continens illam sententiam. Dico ergo illam non esse irregularitatem propter ordinationem receptam cum censura, sed esse specialem pœnam suspensionis reservatæ, impositam propter grave crimen suscipiendi ordines, in pravo et infami apostasiæ statu. De qua suspensione et ejus reservatione late dixi in tomo de Censuris. Cætera, quæ de hac apostasia dici possunt, communia sunt cum illa quæ fit per habitus dimissionem, de qua dicemus in quinto puncto.

*De quarto modo peccaminosi discessus.*

19. *Triplex pronuntiatum circa hunc modum.*—Quarta mutatio fieri potest per fugam a religione cum dimissione habitus, sine intentione perpetuo manendi extra religionem, sed solum pro aliquo tempore, et de hac mutatione, primo, certum est esse grave peccatum mortale, ut a fortiori constat ex dictis. Secundo, est certum propter illud incurri ipso facto excommunicationem latam in cap. 2, Ne clerici vel monachi, in 6, quam in tomo de Censuris late explicui. Tertio, dicendum censeo illam circumstantiam dimissionis habitus esse de necessitate in confessione aperiendam, tum quia, quando illa adjungitur, incurritur censura, et non alias, et ita ratione illius habet peccatum specialem circumstantiam contumaciæ contra præceptum Ecclesiæ; tum etiam quia illa per sese notabiliter aggravat et multum variat judicium confessoris, juxta communem sensum omnium prudentum; tum denique quia, moraliter loquendo, illa circumstantia, ratione scandali, addit malitiam specie distinctam. Dubitari insuper potest an per se addat specialem malitiam, quod pendet ex illa quæstione, ad quam virtutem et ad quod præceptum spectet obligatio quam religiosus habet ad non dimittendum habitum religionis. De qua re supra dictum est in num. 1, et juxta ibi dicta probabile est illud esse speciale delictum, saltem ratione ecclesiastici.

20. *Prædictum modum non continere apostasiam arguunt quidam tripliciter.* — Difficultas autem superest, an talis censendus sit apostata; videtur enim non esse. Primum, quia in definitione apostasiæ poni solet quod sit cum animo omnino relinquendi statum religiosum; sed ille non habet hanc intentionem, ut supponimus; ergo. Secundo, quia si quis temere discedat a propria religione animo transeundi ad aliam, non est apostata, ut est communis sententia Doctorum, cum glossa, in cap. 1, de Apostatis; Cajetani et aliorum, 2. 2, q. 12, art. 1; et Summistarum, verb. *Apostasia*. Quod censetur esse verum, etiamsi habitum propriæ religionis dimittat; ergo a fortiori, si dimittit habitum cum animo reassumendi, et redeundi ad propriam religionem, non erit apostata. Tertio, est ratio a priori, quia apostasia est retrocessio a statu religionis; sed qui sic recedit, non retrocedit a statu, quia semper habet animum redeundi; ergo. Et confirmatur, nam hac ratione dicimus in secundo puncto, fugitivum cum animo redeundi, et retento habitu, non esse apostatam; ergo quamvis relinquat habitum, non erit apostata, cum habitus non sit de substantia religionis, et consequenter dimissio illius non addit substantialem mutationem; atque hanc sententiam tenent moderni expositores D. Thom., 2. 2, q. 11, art. 1, Bannes et Aragon., et putant esse sententiam Cajetani, qui non satis illam declaravit. Nam cum distinguit de eo qui recedit cum intentione redeundi vel non redeundi, sic inquit : *Distinguere oportet, quia religiosum cum habitu sine licentia et alterius obedientia manere dupliciter contingit*, etc. Ubi constat loqui de religioso qui retinet habitum; postea vero nihil dicit de dimittente habitum cum animo resumendi : tamen in Summa, verb. *Apostasia*, satis explicuit mentem suam pro hac sententia.

21 *Continere tamen probari potest.*—Est ergo mihi difficilis illa recentiorum opinio : primo, quia multi ex antiquioribus indicant oppositum, ut patet ex Innocentio, Panormitano et aliis, in cap. ult. de Renuntiatione, et in cap. *Intelleximus*, de Ætate et qualitate. Secundo, quia ex illa opinione sequitur monachum, qui dimittit habitum animo vagandi vel militandi per aliquot annos, cum intentione revertendi tandem ad religionem, non esse apostatam, neque incurrere infamiam, et pœnas apostatarum; consequens est falsum; ergo. Minor patet ex communi modo loquendi, et sentiendi omnium jurium, et Prælatorum Ecclesiæ; omnes enim hos vocant apostatas, et ut tales eos puniunt. Tertio, clericus in sacris, qui dimisso habitu clericali seculariter vivit aut militat, simpliciter est et censetur apostata ab Ordine, sive habeat intentionem redeundi ad pristinum statum, sive non; ergo idem est in præsenti. Probatur consequentia, quia utraque apostasia consistit in retrocessione a perfectiori statu; ergo si in Ordine est vera retrocessio sine intentione perpetuitatis, erit etiam in religione. Unde argumentor quarto ratione impugnante simul fundamentum contrariæ sententiæ, quia, ut aliquis retrocedere dicatur, non est necessaria intentio nunquam redeundi ad priorem statum, sed sufficit velle nunc cadere a priori statu, et converti in alium, etiamsi postea redeundum sit ad priorem; ut, qui recedit a fide, absolute est apostata, etiamsi fingamus habere animum redeundi ad fidem; et qui cadit a gratia, simpliciter retrocedit a via Dei, etiamsi eodem tempore quo peccat, habeat animum postea pœnitendi; ergo intentio non redeundi non est

de ratione apostasiæ; ergo in illa fuga cum dimissione habitus nihil deest ad veram apostasiam.

22. Hæc argumenta videntur facere hanc partem valde probabilem. Cavendum tamen est ne in aliud extremum incidamus, omnem exitum a religione cum dimissione habitus, quæ sufficit ad peccandum mortaliter, et ad incurrendam excommunicationem, esse apostasiam; hoc enim nullum eruditum dixisse ait Navarrus, in dicto consil. de Apostatis, n. 6. Respondere tamen possumus id satis sentire glossam, in d. c. *Ut periculosa*, verb. *Horum*, ubi ita exponit, *id est, quod apostata dimittendo habitum, vel quia vadit ad studium sine licentia*, per quæ verba sentit omnem fugam religiosi cum temeraria dimissione habitus, sufficiente ad excommunicationem incurrendam, esse apostasiam; quod etiam sentiunt ibi Joannes Andreas, et Bernardus, quos refert Sylvest., verb. *Excommunicatio*, 9, num. 52, et ex parte sequitur, quamvis dicat istos non semper esse proprie apostatas, sed tantum ad aliquid, scilicet, assumptione alterius habitus. Sed nec declarat nec ostendit cur illa non sit proprie et simpliciter apostasia. Unde hoc concedere fortasse non est magnum inconveniens. Cum limitatione tamen existimo esse verum, nimirum, si fuga et dimissio sit cum animo permanendi et vivendi stabiliter, ut sic dicam, in statu sæculari pro longo tempore, sive determinato trium vel quatuor annorum, sive indeterminato ad suum arbitrium, vel donec aliquam actionem perficiat: nam in hujusmodi casu censeo committi veram apostasiam, etiamsi quis habeat animum redeundi ad religionem, finito tempore vel negotio. Hoc mihi probant rationes posteriori loco factæ; neque enim concipere possum quin esset apostata religiosus, qui in Lusitania dimitteret habitum ut iret in Indiam, animo ibi negotiandi aliquid, et redeundi, et tunc revertendi ad suam religionem, quia illa revera est moralis retrocessio, et abdicatio sui status. Item quia, quoad malitiam, ejusdem speciei est cum dimissione ex intentione non redeundi, ut supra in simili est probatum; quoad quantitatem vero est gravissimum, satisque in sua specie consummatum; quoad pœnas vero juris, propter illud incurruntur, ut in sequenti puncto ostendam; ergo quantum ad rem spectat habet omnes effectus morales apostasiæ, et communiter ita vulgo nominatur; cur ergo non censebitur et theologice et juridice apostasia?

23. Et fortasse alii auctores hoc non negarent in eo casu, quia Navarrus, dicto num. 6, solum dicit illam dimissionem habitus, quæ fit cum animo eum cito resumendi, et sine animo religionem deserendi, non esse apostasiam. In prædicto autem casu deest illa prior conditio, quia ille non habet intentionem cito resumendi habitum, sed post longum tempus. Item in hac re morali intentio mutationis pro tempore diuturno potest tanquam perpetua reputari, tum propter periculum mortis, tum propter periculum nunquam redeundi, propter pravam consuetudinem, et majores difficultates quæ in tanto tempore timeri possunt.

24. *Ad primum argumentum in num.* 20.— Ad fundamenta ergo prioris sententiæ respondemus imprimis, si per intentionem deserendi simpliciter religionem intelligatur cum toto rigore intentio nunquam redeundi ad religiosum statum, sine fundamento poni talem intentionem in definitione apostasiæ, quia nullo jure probatur, nec efficaci ratione, neque in aliis speciebus apostasiæ ita est, nec denique est consentaneum communi modo loquendi et sentiendi, cui multum debent hæ morales definitiones accommodari. Si autem illa intentio latius sumatur pro intentione permanendi simpliciter in statu sæculari, id est, pro aliquo tempore notabili, sic facilius admitti potest, et non repugnat resolutioni datæ, quamvis habeat aliquam difficultatem, ut statim attingemus. Ad secundum idem cum proportione dicendum est. Nam, si quis relinquat habitum suæ religionis, ut in sæculo aliquandiu permanenter vivat, quamvis simul habeat propositum ingrediendi aliam religionem etiam laxiorem, apostata est; quod expresse docent Innocentius et Panormitanus supra, imo ipsi largius loquuntur. Sed hoc nunc nobis satis est, et sufficienter probatur illo secundo argumento, et aliis rationibus factis. Secus vero est quando aliquis relinquit habitum suæ religionis, ut immediate transeat ad aliam; tunc enim non censetur proprie apostata, quia non retrocedit a statu religioso ut sic, et hoc tantum docet communis opinio; quando vero id fiat licite vel illicite, et quæ pœna incurratur, et an possit habere aliquam rationem apostasiæ, infra dicemus. Ad tertium jam responsum est, satis recedere a statu religioso, qui pro diuturno tempore sæcularem assumit. Nam moraliter ita se gerit ac si non haberet alium statum. Ad confirmationem responderi potest primo, quamvis habitus non sit de essentia religiosi status, esse tamen publicum quoddam signum professionis et retentionis

ejus, juxta doctrinam D. Thom., 2. 2, q. 186, art. 7, ad 1; et ideo quandiu habitus retinetur cum intentione redeundi ad claustrum, seu ad obedientiam Prælatorum, non censeri aliquem permanenter reliquisse religionem, quia semper exterius profitetur illam, et reditum ad usum ejus. Quando autem exuit habitum, ut ita durabiliter vivat, censetur simpliciter exuere religionem quoad exteriorem statum, etiamsi retineat animum redeundi. Secundo, et fortasse verius, respondetur negando assumptum, nam etiam retento habitu potest committi apostasia per notabilem moram in seculo extra omnem obedientiam, ut capite sequenti in quodam dubio explicabimus; in secundo autem puncto superiori, solum de fuga quasi in transitu quodam, licet gravi et peccaminoso, locuti sumus.

25. *Difficultas orta ex sententia tradita num.* 21 *et* 22. — Rationes autem factæ pro altera parte probant sufficienter resolutionem positam, pariunt vero aliam difficultatem, quando, scilicet, judicanda sit mora sufficiens ad apostasiam post dimissum habitum, et quæ sufficiat ad excommunicationem incurrendam, et non ad apostasiam; nam si hæc non distinguuntur per intentionem manendi vel non manendi perpetuo in sæculo, difficile videtur ea distinguere per majorem vel minorem temporis moram. In qua re imprimis assero aliquam esse dimissionem habitus, etiam post temerarium egressum, quæ non sufficit ad excommunicationem incurrendam, ut est in exemplo Navarri dimissio habitus solum ad exercendum aliquem actum turpem. Idemque est si fiat dimissio solum ad se occultandum in aliqua occasione ne capiatur, dummodo fiat animo statim resumendi illum, quia tunc non censetur temeraria dimissio, ut sentit etiam Cajetanus, verb. *Apostasia*, et latius explicui in tomo de Censuris. Deinde dico fugam vel exitum temerarium secundum cum dimissione habitus ad evagandum, etiam per breve tempus, esse peccatum mortale cum excommunicatione annexa ipso facto, juxta cap. 2, Ne cleric. vel monach., in 6, et quæ circa illud notavimus in 5 tom. tertiæ p. Denique propter communem sententiam addere possumus, hanc non censeri simpliciter apostasiam, quoad alias pœnas juris, nisi quando quis censetur absolute dimittere tam permanenter habitum, ut censeatur etiam simpliciter dimittere religionem, et hac ratione posse aliquando dimissionem habitus sufficere ad excommunicationem incurrendam, et non ad apostasiam simpliciter, propter temporis brevitatem. Quanta autem esse debeat illa temporis mora, quæ ad apostasiam sufficiat, prudentis arbitrio æstimabitur, scilicet, quando tanta est, ut moraliter censeatur mutatio quædam totius status. Neque hoc est inconveniens, quia etiam in ipsa dimissione habitus, ad judicandum quando sufficiat ad incurrendam excommunicationem, necne, utuntur auctores prudentis viri arbitrio, ut videre licet in Sylvestro supra, et in Navar., in Summa, cap. 27, n. 131. Est autem advertendum, an fugitivus dimittens habitum a principio id faciat cum intentione seculariter vivendi per multum tempus, vel cum intentione statim habitum resumendi. Nam in priori casu statim committit apostasiam, quia revera ex tunc dimittit religionem et habitum simpliciter; in alio vero casu non fit statim apostata, propter contrariam rationem; tamen, si postea paulatim differat reassumere habitum per tempus notabile, incipit esse apostata, quando formaliter, aut virtualiter id decreverit, vel voluntarie consummaverit.

*De quinto modo peccaminosi discessus.*

26. *Hic modus continet apostasiam et pœnas ejus, cum completur per externum actum.* — Quintus gradus hujus mutationis est, quando religiosus deliberato animo relinquendi in perpetuum religiosam vitam fugit, et dimittit habitum, et hic est consummatissimus actus in hoc genere malitiæ; quare certum est esse apostasiam, et qui illud committit, statim in ipso puncto fieri apostatam, et incurrere excommunicationem, et alias pœnas apostatarum. Circa quod primum oportet distinguere apostasiam internam ab externa; illa committitur per solum propositum dimittendi religionem; illa vero non sufficit ad pœnas ecclesiasticas, etiam excommunicationem, neque etiam ad reservationem, ut ex aliis locis suppono. Exterior consistit in ipsa reali dimissione habitus vel religionis.

27. *Quæstiuncula prima circa hunc modum, quando consummetur externus actus.* — *Ante consummationem nec apostasia a Clemente reservatur, nec aliæ pœnæ incurruntur.*—Quæri autem potest quando primum ita exterius consummetur, ut ad censuram et reservationem sufficiat. Hoc videtur nobis declarasse Clemens VIII, in dicto Decreto casuum reservatorum, dicens apostasiam reservari, *quando eo pervenerit ut extra septa monasterii seu conventus egressio fiat.* Igitur quamvis religiosus

mutet habitum, et sæcularem accipiat, et egrediatur cella, et perveniat usque ad septa monasterii, si ibi ad se convertitur, et mutat animum, imo, licet per vim capiatur et detineatur, non est absolute apostata, quia non consummavit actum quem apostasia significat, et ideo casus ille reservatus non est ex vi illius Decreti Clementis; nam ex speciali statuto alicujus religionis reservari posset, quia est sufficienter exterior. Non sufficit etiam ad pœnas in jure latas contra apostatas ut sic, quia hujusmodi pœnæ restringuntur ad actus consummatos, ut diximus latius in materiis de censuris et de legibus. Dixi autem *ut sic*, quia de excommunicatione fortasse est alia ratio, quia non fertur in apostatas, ut sic, propter quod diximus supra, non omnes apostatas illam incurrere; sed fertur in dimittentes habitum religionis suæ, ut constat ex dicto cap. 2, Ne clerici vel monach., in 6. Hoc autem peccatum satis consummatum est in illo actu. Nihilominus satis probabile existimo etiam excommunicationem tunc non incurri, quia verba illius textus sunt: *Ne in scholis vel alibi temere habitum suæ religionis dimittant;* ex quibus, juncto principio textus, *ut periculosa religiosis evagandi materia subtrahatur*, valde verisimile fit, sermonem præcipuum Pontificis esse de locis extra monasterium, et illa referri, per illam particulam, *vel alibi*, ac proinde donec quis extra monasterium dimisso habitu existat, non incurrere illam censuram, quem sensum confirmant verba Clementis supra citata; cur enim voluisset peccatum illud non esse reservatum ante exitum extra septa monasterii, si censeret esse sufficiens ad excommunicationem Papalem incurrendam?

28. *Quæstiuncula secunda*, *quæ sint pœnæ apostasiæ consummatæ.* — *Prima assertio*, *incurri quamdam veluti irregularitatem.*— Secundo, quæri potest quænam pœnæ incurrantur propter hanc apostasiam. In quo primum certum est, seclusa excommunicatione, esse annexam apostasiæ, ut sic, quamdam inhabilitatem et quasi irregularitatem ad ordines sacros suscipiendos durante illo statu; ita enim expresse habetur in cap. ult. de Apostatis. In quo imprimis observo hoc impedimentum non esse propriam censuram, quia per solam pœnitentiam et reditum ad pristinum statum tollitur, absque alia absolutione, ut colligitur ex illis verbis: *Monachus in apostasia Ordinem sacrum recipiens*: nam ex eis colligitur, esto ponatur apostasia ante ordinationem, eo ipso tolli impedimentum, absque alia absolutione vel dispensatione, quæ est communis intelligentia. Unde etiam fit non esse irregularitatem perpetuam et absolutam, sed esse ex illis quæ per temporis successum, vel rei mutationem ipso facto cessant, ut est illa quæ nascitur ex infamia, vel ex defectu ætatis. Quod secus est de impedimento quod nascitur ex susceptis ordinibus in tali apostasia; nam illud sine dispensatione aut absolutione auferri non potest; sed de illo impedimento, quæ non est pœna apostasiæ, sed alterius criminis ordinis male suscepti, non est hic dicendum, sed dictum est in tom. de Censuris, disput. 21, de Suspensione.

29. *Observatio altera.* — Deinde observo vocem illam *monachus*. Nam ex illa colligi potest pœnam hanc non esse communem omnibus religiosis. Nam in odiosis, non solent sub ea voce comprehendi canonici regulares, argumento cap. *Quod Dei timorem*, de Statu Monach., ubi id notat Panormit., et Navar., Comment. 5, de Regular., n. 4 et 41. Sed nihilominus verior sententia est, legem hanc comprehendere omnes religiosos, etiam canonicos, vel quoscumque clericos regulares. Ratio est, quia tota illa lex habet respectum ad statum religiosum ut sic, et non quantum ad id quod est speciale monachis; ergo licet illud decretum de solis monachis expresse loquatur, de omnibus religiosis intelligendum est, nam in substantia et perpetuitate status sunt pares. Quod plane confirmat cap. 2 de Postulando, ubi Pontifex declarat canonem prohibentem monachum esse advocatum, comprehendere canonicum regularem, *licet de monachis specialiter in canone sit expressum*, ut ibi dicitur. Et ratio illius declarationis est, quia illa prohibitio facta est intuitu religiosi status; ergo idem est in præsenti, imo etiam in omni simili casu, ut ibi fatetur Panormitanus, et Navar., dicto num. 41, ubi ex communi sententia ait, quando fundamentum canonis tale est, ut in eo æquiparentur secundum jus antiquum monachi et clerici regulares, tum dispositionem etiam odiosam de monachis extendi ad canonicos regulares, quia tunc revera intentio legislatoris est, loqui de religiosis, licet quasi materialiter nominet *monachos*. Ita vero est in præsenti. Nam apostasia æque damnata est in clericis regularibus ac in monachis, et fundamentum illius legis est obligatio ad religiosum statum, quæ ejusdem substantiæ est in utrisque.

30. *Observatio tertia, de majoribus ordinibus procedere dictam pœnam.* — *An procedat etiam*

*de ordine Episcopali.* — Tertio expendi potest verbum illud, *aliquem sacrum ordinem;* nam ex illo oritur dubium, an hoc impedimentum extendatur ad ordines minores; nam interdum omnes ordinationes generaliter vocantur sacræ, quatenus sacramentum sunt; propria vero et speciali ratione solum dicuntur ordines sacri, subdiaconatus, et superiores; est ergo dubium quomodo ibi accipiendi sint ordines sacri; vera tamen interpretatio est ibi ordines sacros proprie sumi, tum quia juxta communem usum juris hæc est magis propria significatio; tum etiam quia non oportet legem pœnalem ampliari. Unde fit religiosum suscipientem minores ordines in statu apostasiæ non manere suspensum quoad usum talis ordinis, et consequenter, si apostasiam relinquat, et pœnitentiam agat, posse sine nova dispensatione ad superiores ordines ascendere. Scio multos ex Canonistis ibi asserere, ipsum contrahere impedimentum, dispensabile tamen per Episcopum, et in eo textu fieri mentionem sacrorum ordinum solum propter specialem reservationem; sed illud nullo jure probatur, et ideo non est admittendum, ut dixi latius, tom. 5, in tertia parte. Loquimur autem ex vi apostasiæ, ut loquitur ille textus; nam si dimittendo habitum excommunicationem incurrisset, et in eo statu susciperet ordines minores, ratione excommunicationis fieret irregularis; sed illa pœna est ex alio generaliori principio, de quo in eodem 5 tom. Hic vero ulterius potest interrogari, si religiosus apostata esset sacerdos, et in apostasia consecraretur Episcopus, an maneret suspensus ab Episcopali ordine; et est ratio dubii, quia consecratio Episcopi inter sacros ordines non numeratur. De hoc nihil invenio in expositoribus et Summistis; mihi tamen videtur illum manere suspensum ab executione ordinis Episcopalis, tum per argumentum a fortiori, quia plus est consecrari Episcopum, quam ordinari diaconum; tum etiam (et melius) quia consecratio Episcopalis est veluti extensio quædam characteris sacerdotalis, et ideo sub illo comprehenditur in numeratione sacrorum ordinum.

31. *Secunda assertio, excludens alias pœnas.* — *Objectioni de pœna infamiæ occurritur.* — Secundo principaliter dicendum est, nullam aliam pœnam esse ipso jure impositam propter hanc apostasiam. Ita sentiunt Sylvest., Angelus, et alii, verb. *Apostasia;* et ratio est, quia nullo jure invenitur talis pœna imposita. Dices, in jure impoui infamiam propter hoc crimen, c. *Alieni*, 2, q. 7 Respondeo primo verba illius canonis amplissima esse, et extendi ad apostasiam largissime sumptam pro inobedientia ecclesiastica, juxta illa verba: *Aut sacris Patrum regulis et constitutionibus non obedientem.* Potest etiam intelligi de apostatis tam a fide, quam ab Ordine et religione, quæ est communior expositio, et consentanea principio textus: *Alieni erroris socium, vel a sui propositi tramite recedentem.* Postea vero subditur, *infames omnes esse censendos qui suam aut Christianam prævaricantur legem, aut Apostolicam, vel regularem libenter postponunt auctoritatem;* et in hoc sensu recte probatur hæc pœna, non tamen ipso facto, neque ante sententiam judicis incurrendam, quia ibi nulla sunt verba quæ talem rigorem indicent. Idemque confirmatur ex cap. *Beatus*, 3, quæst. 4, ubi *apostata refutandus dicitur ante conversionem suam*, scilicet, ab accusatione, vel testimonio; ergo, donec refutetur per judicem tanquam infamis, non incurrit hujusmodi pœnam ipso facto; unde Sylvester, explicans hanc pœnam in apostasia ab Ordine, solum dicit: Interim ab accusatione et testimonio tanquam infamis repellitur; ergo sentit ante sententiam judicis non incurri hanc pœnam. Hoc autem intelligimus de infamia juris; nam si delictum sit publicum, propter ejus gravitatem sufficiat ad infamiam facti, juxta ea quæ de infamia in materia de irregularitate tradidimus.

32. *Quorumdam placitum de pœnis aliis rejicitur.* — Præter has vero pœnas traduntur aliæ a Doctoribus, quæ propter apostasiam ab Ordine incurruntur, quas nonnulli extendunt ad apostasiam a religione; sed ego pro regula constituo, nullam pœnam impositam propter apostasiam Ordinis in specie esse extendendam ad apostasiam religionis, nisi in ipsamet lege vel in alia fiat talis extensio, quia in pœnali lege, ut talis est, non admittitur talis ampliatio, etiamsi fortasse delictum sit gravius. Nec sufficit similitudo rationis, tum quia requiritur voluntas legislatoris, tum etiam quia illa similitudo nunquam est exacta. In aliis vero pœnis non invenitur talis extensio facta in jure, et ideo in eis explicandis non immoror; nam de apostasia ab Ordine, Deo dante, dicturi sumus in 6 tom. tertiæ partis. Tandem advertendum est, hæc omnia intelligi de jure communi, contento, scilicet, in corpore juris; nam extra illud sunt quædam constitutiones Pauli IV et Pii V, ferentes speciales pœnas, quas inferius attingemus; sunt etiam in par-

ticularibus religionibus specialia Indulta quæ consulenda sunt, ut de Societate jam dicemus.

## CAPUT II.

### EXPEDIUNTUR DUBIA QUATUOR CIRCA DOCTRINAM CAPITIS PRÆCEDENTIS.

1. *Primum dubium, an sint apostatæ qui non professi discedunt. — Primum pronuntiatum in hoc dubio.* — Supersunt vero hic nonnulla dubia. Primum est, an religiosi non professi per vota solemnia, retrocedendo modis supradictis, fiant veri apostatæ, eorumque pœnas incurrant; antiqui enim Doctores partem negantem ut certam supponunt. Nam novitius propterea non fit apostata retrocedendo, quia professionem nondum emisit, ac proinde religiosus non est, c. *Religioso*, § 1, de Sentent. excommun., in 6. Præterea, quia non dicitur quis simpliciter ingredi religionem donec profiteatur, juxta ea quæ auctores notant in Authentica *Ingressi*, et Authentica *Si qua mulier*, de Sacrosanctis Ecclesiis, per Bartolum, et alios, quos refert Tiraq., de Utroque retractu, tract. 1, § 1, gloss. 8, num. 24; Felinus, cum additione in cap. *Cum deputati*, de Judiciis, num. 2; ergo neque antea potest esse egressio a religione; ergo neque apostasia [1]. Ad hoc dubium duo dicenda sunt: primum est, non esse verum apostatam, neque incurrere pœnas ejus, nisi qui est verus religiosus. Hoc convincit ratio dubitandi proposita, et hic est sensus communis sententiæ antiquorum Doctorum. Unde infertur, si quis post votum simplex castitatis matrimonium contrahat, non esse apostatam. Item neque illum, qui post tria vota simplicia, paupertatis, castitatis et obedientiæ in seculo emissa, sive in privatum vivendi modum, sive in aliqua communitate, et modo ejus vivendi non approbato ab Ecclesia pro vera religione, ut dicuntur esse feminæ quæ Mantellatæ aut Tertiariæ vocantur; neque hunc, inquam, esse apostatam, neque incurrere pœnas, etiamsi assumat statum omnibus illis votis repugnantem. Ratio est, quia ille non est religiosus, et ita non retrocedit a statu religioso, in quo ratio hujus apostasiæ consistit.

2. Dices, retrocedere ab obligatione ejusdem rationis; nam hæc est eadem in votis simplicibus et solemnibus, ut supra dixi. Respondeo primum, id nos non tractare speculative, an malitia illorum peccatorum differat specie, necne; satis enim est quod loquendo ecclesiastico more, illa peccata differant quamplurimum in æstimatione, appellatione et punitione, quia unum est longe gravius alio, et quia illud est contra instituta ecclesiastica, et non aliud; ac denique quia unum est multo magis consummatum in sua specie quam aliud. Addo vero illa peccata etiam differre specie quoad aliquam malitiam, nempe in malitia injustitiæ quam committit verus religiosus apostatando a sua religione, propter traditionem illi factam, et ab Ecclesia acceptatam, quam malitiam non incurrit retrocedens ab alio vivendi modo, quantumvis pio, quia in eo non intervenit traditio valida; hæc enim sine Ecclesiæ approbatione esse non potest.

3. *Secundum pronuntiatum.* — Dico secundo, omnes vere religiosos, etiam illos qui tantum simplicia vota emittunt in religione ab Ecclesia approbata ad verum statum religiosum, etiam in illo gradu esse vere apostatas, et incurrere pœnas jure communi apostatis impositas, retrocedendo criminose a sua religione. Hæc conclusio est certa, ex declaratione et approbatione Pontificum. Supponitque posse dari verum statum religiosum, cum votis simplicibus, quod esse certum secundum doctrinam Ecclesiæ infra ostendemus, tract. 10, lib. 3, cap. 3. Ex hoc autem principio manifeste infertur assertio posita: nam apostasia est iniqua retrocessio a statu religioso; sed verus status religiosus constitui potest aut per professionem, aut traditionem votis tantum simplicibus confirmatam; ergo etiam potest esse vera apostasia huic statui contraria. Unde Paulus III, in ultima Bulla quam Societati concessit, hujusmodi recedentes a Societate post vota simplicia emissa apostatas vocat, et omnem potestatem superioribus præbet ad eos cogendos et puniendos, quia revera injuriam suæ religioni faciunt, ut statim explicabimus; et Pius IV, ac Pius V, in Bulla *Æquum reputamus*, addunt pœnam excommunicationis ipso facto in eosdem apostatas, et ut tales puniendi et cogendi declarantur; et Gregorius XIII, in constitutione *Ascendente Domino*: *Si a Societate* (inquit) *deficiant, excommunicationis et aliis apostatarum pœnis sint subjecti*; et infra: *Excommunicationis majoris latæ sententiæ, et aliis apostatarum pœnis, si qui a Societate deficiant, subjacere, et tanquam veros apostatas puniri posse.* Quæ verba omnem tergiversationem excludunt; nam hos

[1] Vide Gregor. Lop., leg. 17, tit. 1, part. 1.

non fictos, aut reputatos, sed veros apostatas esse declarat.

4. *Satisfit motivis in num.* 1 — Neque antiqui auctores huic veritati repugnant; nam verum est novitium non posse esse apostatam, quia non est verus religiosus, quod de his religiosis, de quibus loquimur, dici non potest. Verum est etiam proprium ingressum in religionem, quo, scilicet, quispiam fit membrum illius, et particeps religiosi status, esse professionem; tamen modus talis professionis pendet ex institutione Ecclesiæ, quæ potest facere ut per vota simplicia firmetur professio seu incorporatio sufficiens ad religiosum statum, et ita potest esse verus ingressus in religione, sine votis solemnibus. Antiqui autem auctores locuti sunt secundum morem sui temporis, in quo non erat in usu professio vel incorporatio religiosa, nisi per vota solemnia, et ideo indifferenter de his loquuntur. Formaliter autem intelligendum est dictum eorum de professione quatenus est incorporatio cum religione, et assumptio religiosi status. Unde etiam jura antiqua, loquentia de apostatis, in his etiam apostatis locum habent; nam si loquuntur nomine religiosorum, aut regularium, etiam isti veri religiosi et regulares sunt; si vero loquuntur nomine monachorum, tamen, ut capite præcedenti, num. 29, dicebam, formaliter respiciunt religiosum statum, et ideo omnes veros religiosos comprehendunt, juxta communem doctrinam.

5. *Vera et propria traditio religiosa stat per vota simplicia.* — Et potest ratione declarari; nam hi religiosi vere se tradunt Deo, ut loquuntur Pius IV et Pius V, supra, et religioni, ut loquitur Gregorius XIII; et quantum in se est in perpetuum hanc traditionem per vota confirmant; ergo dum injuste recedunt, privant religionem et Deum jure suo, et ita committunt apostasiam ejusdem malitiæ cum altera quæ est contra professionem solemnem. Et ideo merito datur religioni potestas capiendi hujusmodi fugitivum et apostatam; nam dominus etiam potest capere servum fugitivum, ubicumque illum invenerit, leg. 1, Cod. Ubi causæ status agi debet, et in leg. 1, § *Per servum,* ff. de Acquirenda possessione, facitque lex 1, Cod. Ubi quis de Curiali, etc. Quibus locis Bartolus, Baldus et alii dicunt in hoc casu valere argumentum a servo ad religiosum. Cum ergo hi religiosi, de quibus agimus, verum sui dominium religioni tradiderint, veram apostasiam recedendo committunt, et in omnia jura apostatis contraria peccant, et consequenter eorum pœnas incurrunt.

6. Sunt autem aliqui moderni auctores, qui post hanc institutionem simpliciter scripserunt, eum qui non fecit votum solemne non esse apostatam, ut Aragonius 2. 2, q. 12, art. 1, qui solum dicit eas quæ vulgo *Beatæ* dicuntur, non esse apostatas, licet contra simplex votum castitatis nubant, quod erat per se clarum; sed ille reddit rationem, quia non sunt professæ, nec fecerunt aliquod votum solemne. Sed hic auctor locutus est more antiquorum, et fortasse non vidit Bullas Societatis, neque ejus institutum satis perspectum habuit; nam quando ipse scripsit, nondum erat hæc res in judicio contradictorio (ut sic dicam) ventilata. Difficilius ibidem locutus est Dominicus Bannes, dicens apostatam esse qui retrocedit a religione, quam vovit solemniter, *quoniam si sit religio in quo emittatur votum simplex tantum, retrocedere ab illa non est apostasia.* Non est autem ausus ponere exemplum in Societate, neque ego volo intentionem ejus judicare, sed ponit exemplum in feminis tertii ordinis S. Francisci, vel Dominici. Sed immerito, quia quam illæ profitentur non est religio, nec religio appellari potest quæ ab Ecclesia ut religio approbata non est; et ideo conditionalis illa, *si sit religio, in qua fit tantum votum simplex, retrocessio ab illa non est apostasia,* in rigore et proprietate sermonis falsa est; nam si sit religio approbata, erit apostasia recedere ab illa post veram incorporationem ejus, per quæcumque vota fiat, ut probatum est; si vero non est approbata, non est religio, et ideo recessus a tali modo vivendi non est quidem apostasia, tamen nihil refert ad veritatem illius conditionalis.

7. *Qui ex legitimo consensu religionis ab ipsa eximitur, non est apostata.* — Dixi autem hunc recessum esse apostasiam si criminose fiat, quia nullus recessus a religione sine peccato factus dici potest apostasia, ut recte notavit Cajetan., dicta q. 12, art. 1, et commemorat Navar., in dicto consilio, de Apostatis, num. 4. Nam apostasia est nomen vitii secundum propriam significationem et communem usum ejus, et ideo in clericatu, qui post ordines tantum minores relinquit habitum et statum clerici, non est apostata, quia in eo non peccat, neque etiam est apostata religiosus professus, qui ex licentia Pontificis dimittit habitum, et vivit extra claustrum, vel licet ducat uxorem, si dispensatio ex legitima cau-

sa ad hoc extenditur. Ad hunc ergo modum in præsenti, si quis retrocedat a tali statu ex legitimo consensu religionis, quamvis ipse etiam consentiat, non est apostata, quia in tali consensu vel egressu non peccat; imo, licet peccaret malo fine consentiendo, aut procurando egressum, vel licet prius peccando daret causam dimissioni, nihilominus in ipso egressu non committeret apostasiam, quia nec vota violaret, nec religioni proprie faceret injuriam per quam apostasia consummatur. Dico autem si hoc fiat ex legitimo consensu religionis, nam si esset extortus per fraudem et subreptionem, fingendo causam ubi vere non est, vel per quamdam moralem vim, ex instituto male vivendo, ut liber dimittatur, non esset consensus legitimus, nec reddet quempiam securum ab apostasiæ crimine in conscientia, etiamsi exterius non ita appareat.

8. *Tertium pronuntiatum : apostatæ a Societate Jesu incurrunt excommunicationem reservatam, licet habitum non mutent.* — Addendum denique est peculiariter pro religione Societatis, non solum committi hoc vitium ab omnibus inique ab ea retrocedentibus post incorporationem in quocumque gradu ejus, sed etiam præter alias juris pœnas incurri excommunicationem ipso facto Pontifici vel Generali Societatis reservatam, etiamsi fiat sine dimissione habitus, vel etiamsi fiat transeundo ad religionem. De hoc secundo puncto dicemus infra, in cap. 12. Primum autem patet ex Bulla Pii V, et Gregorii XIII, qui hanc censuram ferunt præcise propter apostasiam, vel illis verbis : *Si qui a Societate deficiant*, nihil aliud postulatur, quod est contra jus commune, in quo dimissio habitus postulatur ad censuram. Fuitque hoc necessarium in hac religione, quia non habet peculiarem habitum a clericali distinctum; imo, quamvis in illo observet peculiarem modum et decentiam, et fugitivus statuat illam retinere et observare, nihilominus dictam excommunicationem incurret, si egrediatur animo manendi extra obedientiam Societatis, quia est verus apostata. Secus vero esset, si exiret titulo adeundi superiorem, vel animo redeundi ad Societatem sine permanentia in sæculo. Tunc enim, licet alias peccaret, non esset proprie apostata, et ideo non incurreret hanc censuram. In qua etiam est notanda reservatio ejus, nam inde constat graviter decipi eos qui putant, posse ordinarium confessorem ab illa absolvere.

9. *Dicta reservatio nec per Cruciatam cessat.* — Dices, esto non possint per potestatem ordinariam, posse per Bullam Cruciatæ, quæ concedit omnes casus reservatos Pontifici; ergo etiam hunc, cum illum non excipiat. Sed hoc etiam est falsum. Primum, quia supra, lib. 2, cap. 16, ostensum est religiosos absolvi non posse sine licentia suorum Prælatorum virtute illius Bullæ; apostata autem religiosus est, et suis Prælatis jure subjectus. Secundo, quia, vel ille permanet in sua apostasia, et sic est incapax absolutionis; vel recedit ab apostasia, et sic debet redire ad suam religionem, ac proinde a propriis Prælatis ac judicibus absolvi, non ab extraneis. Dices, licet in apostasia manens sit incapax absolutionis a culpa, quia est in statu damnationis, posse tamen absolvi a censura, saltem valide. Respondeo : esto possit facere hoc Pontifex, tamen per Bullam Cruciatæ non concedit hanc potestatem, quia vel solum concedit illam in ipsa confessione, ut multi volunt [1], vel certe solum conceditur in ordine ad confessionem et satisfacta parte, et ideo solum conceditur pro his qui saltem sunt dispositi ad absolutionem de tali culpa. Denique cum in illa absolutione interveniat præjudicium tertii, scilicet religionis, non intelligitur comprehensa sub generali clausula, juxta communem doctrinam, et intelligentiam privilegiorum, fundatam in cap. *Quamvis*, de Rescriptis, in 6, et in cap. *Suggestum*, de Decimis, et in leg. *Quoties*, Cod. de Precibus Imperat. offeren., et in leg. 2, § 2, et leg. *Officii*, ff. Si quis a principe, et in ratione naturali, quia intentio principis non est injuriam alicui inferre, vel ad hoc occasionem dare, et ideo, quando est necessarium ad bonum commune privare aliquem jure suo, id exprimitur in lege vel privilegio; et e converso, quando non exprimitur, generalis concessio non intelligitur ad talem casum extendi; sicut etiam in aliis religionibus Prædicatorum, Minorum, etc., si apostatæ aut fugitivi excommunicationem reservatam incurrunt, juxta talia privilegia talium ordinum, non possunt per hujusmodi Bullas absolvi in injuriam talium religionum. Ad quod etiam applicari potest illa regula juris, in generali concessione non comprehendi, quod in specie non esset princeps verisimiliter concessurus.

[1] Navar., c. 26, n. 31; Cord., in Sum., q. 19; Sarmient., lib. 1 Selectarum quæstionum, c. 10, num. 5.

*Dubium secundum, de religioso fugitivo prout distinguitur ab apostata.*

10. Secundo, dubitari potest an fugitivi a religione incurrant pœnas apostatarum. Supponimus per fugitivum intelligi religiosum qui vagatur extra monasterium, et extra obedientiam suorum Prælatorum, sine animo deserendi religionem, juxta superius explicata in 2, 3 et 4 puncto, et juxta leg. 17, ff. de Ædilitio edicto : *Quid sit fugitivus* (dicitur ibi), et respondetur : *Fugitivus est, qui extra domini domum fugæ causa, quo se a domino celaret, mansit ;* ita ergo cum proportione vocatur monachus fugitivus, ut notant Doctores communiter in cap. ult. de Regular., et quamvis Panormitanus, ibi, dicat eo ipso quod Religiosus recedit a monasterio, et non est sub obedientia Prælati, esse apostatam, et ita videatur hæc duo confundere, nihilominus, juxta superius dicta, licet omnis apostata sit fugitivus, non e converso omnis fugitivus est apostata, quæ est sententia Joannis Andreæ ibi, et magis recepta ; ita ergo nunc loquimur de fugitivo, et inde nascitur propositum dubium, quia si non est apostata, non incurret pœnas eorum.

11. *Quid sit esse fugitivum.— Resolutio de pœnis fugitivi juxta varios modos ejus.* — Et quidem dubium, suppositis quæ diximus, difficultatem non habet, stando in jure communi ; nam fugitivus aut dimittit habitum, aut non dimittit ; si dimittit, excommunicationem incurrit, non vero alias pœnas, si non fugiat cum animo deserendi religionem modo supra explicato ; si autem non dimittat habitum, nec excommunicatus est ipso jure, neque alias pœnas incurrit, quamdiu apostata non est, quæ omnia ex superioribus constant ; et excipitur casus specialis de eo qui accedit ad studia, sine legitima licentia ; nam est excommunicatus, licet habitum non dimittat, nec apostata sit, ex cap. 2, Ne clerici vel monachi, in 6, quod in 5 tomo explicatum est. Solet autem quæri de fugitivo qui, licet non dimittat habitum, occultat illum, an ille sit apostata vel excommunicatus. Sed de apostasia judicandum est juxta modum fugæ ; nam si sit ad deserendam religionem simpliciter, erit apostata ; sin minus, sola occultatio non facit apostatam eum qui alias non esset, quia non sufficit ad consummandum actum in ratione desertionis seu retrocessionis a statu religioso, qua de re consule Quintilianum Mandosium, de Signatura gratiæ, tit. Licentiæ, fol. 101. De excommunicatione vero videri possunt dicta in citato 5 tom.

12. *Videri Pontifices, contra hanc resolutionem, æquiparare fugitivos cum apostatis.* — Habet autem difficultatem propositum dubium de pœnis latis a Paulo IV, in 3 constitutione, quæ in Bullario habetur, ubi contra hujusmodi fugitivos simul et indifferenter cum apostatis varias multiplicat pœnas ipso jure incurrendas, scilicet, privationem omnium beneficiorum, inhabilitatem ad illa recipienda, incapacitatem fructuum ecclesiasticorum, ita ut illos suos non faciant, sed restituere teneantur, et perpetuam suspensionem ab omni ordine et ecclesiastico ministerio, etc. Quæ omnia confirmavit et auxit Pius IV, in sua constitutione prima, in eodem libro. Videntur ergo ibi æquiparari fugitivi apostatis quoad has pœnas, quia generaliter feruntur contra omnes, *qui temeritate propria, et contra juramentum in sua professione præstitum, et contra regularia sui ordinis instituta extra claustra suorum regularium locorum degunt, habitu retento, vel dimisso.* Unde in ipsomet titulo utriusque constitutionis dicitur contra religiosos extra claustra vagantes et apostatas ; ergo contra utrosque indifferenter feruntur pœnæ.

13. *Ostenditur tamen non id voluisse Pontifices.* — Nihilominus dicendum est solos veros apostatas incurrere illas pœnas. Et imprimis supponendum est non loqui Pontifices illos contra eos, qui ex legitima facultate extra claustra morantur, vel cum habitu, vel sine habitu, quia illud nec est contra votum in professione factum, neque dici potest contra regularia instituta, quia regula non excludit superioris Prælati legitimam facultatem, nec denique dici potest factum temeritate propria. Et quamvis ibi subjungatur, *temeritate propria, et quovis prætextu, vel causa*, intelligendum profecto est de iniquo prætextu, et causa non vera, sed ficta, ut Pius etiam IV declaravit, dicens non incurrere illas pœnas nisi apostatas, qui cum litteris et dispensationibus *subreptitiis* in sæculo vagantur. Et ratione facile persuaderi potest : Paulus IV noluit punire quæ licite fiunt, nec damnare aut irritare licentias, vel dispensationes ex veris et justis causis concessas. Deinde, quod ad illas pœnas incurrendas necessaria sit apostasia, probatur ex verbis illis Pauli IV : *Volentes contra apostasiam ipsam plenius providere, et eam quantum nobis ex alto conceditur de medio tollere ;* et juxta hanc intentionem semper loquitur repetendo frequenter nomina *apostatarum*, vel

*apostasiæ*; et Pius IV ita declarat ejus intentionem, dicens: *Paulus prædecessor, quod diversorum Romanorum Pontificum Constitutionibus contra Apostatas editis deerat supplere studens, et apostasiæ morbo per amplius mederi intendens*, etc.; ergo juxta hanc intentionem explicanda est dispositio talis legis, maxime cum pœnalis sit et restringenda; ita enim esse jura interpretanda, et ipsa jura, et eorum interpretes docent, ut patet apud legem finalem, ff. de Hæredibus instituendis, et Bartol., Baldum, et alios; ac ratio ipsa convincit, quia ex intentione et voluntate legislatoris tota legis efficacia pendet, et quia pœna et ejus intentio maxime restringenda est, quantum verba patiuntur. Quamvis ergo simul cum vocibus apostasiæ et apostatarum alii termini in illis constitutionibus addantur, omnes eo tendunt, ut turpitudinem apostasiæ declarent, et exaggerent, non tamen ut propter aliud vitium, præsertim minus grave, eædem pœnæ imponantur.

14. *Apostatæ nomen ad quos se extendat, etiam proprie.* — Probant autem sufficienter, ut opinor, constitutiones illæ, quod capite præcedenti, a num. 19, diximus, ad apostasiam satis esse, longo tempore et quasi permanenter in sæculo manere, et extra omnem obedientiam vagari; manifeste enim ibi dicitur hoc sufficere ad incurrendas omnes illas pœnas, et consequenter censetur per illa verba sufficienter describi vitium apostasiæ, quod ibi tantum punitur. Imo ex eisdem decretis etiam colligitur (quod supra, capite præcedenti, num. 14, fortasse non tam expresse diximus), hoc satis esse ad apostasiam, etiamsi habitus non dimittatur, ut patet ex illis verbis Pauli IV: *Alii vero nullo suffulti prætextu, temeritate propria*, etc., *extra claustra suorum regularium locorum degunt, et in sæculo, aliqui habitu sui ordinis retento, aliqui illo abjecto in habitu presbyterorum sæcularium, et quamplurimi in habitu laicali temere vagantur.* Hos ergo omnes censet apostatas, et pro omnibus illis pœnas imponunt inferius; ergo eamdem moram, vel evagandi tempus in sæculo, censet sufficere ad apostasiam, habitu retento aut dimisso, sicut censet eamdem sufficere cum habitu clericali et laicali, et in nullo ex his modis postulat, quod fiat egressio sine animo unquam revertendi. Et sine dubio quoad forum externum ita semper judicabitur.

15. *Evasio de apostatæ nomine in foro externo refellitur.* — Responderi autem potest illud judicium esse ex præsumptione; nam, qui ita vagatur diu, præsumitur non habere animum revertendi. Sed certe si tale judicium fundaretur in præsumptione, non deberet æque puniri qui habitum retinet, nam de illo potius posset præsumi habere animum revertendi, cum semper retineat propria insignia religionis. Deinde falsum existimo, illam legem vel pœnam ejus fundari in præsumptione; nam in ea solum consideratur id quod exterius committitur et convinci potest, scilicet, temeraria desertio et evagatio sine justo prætextu. Unde, si quæ ex ibi impositis incurritur ipso facto, et in conscientia ante omnem sententiam etiam declaratoriam, illam incurret religiosus, qui temere in sæculo commoratur seu vagatur, etiamsi habitum non dimittat, et sive habeat animum redeundi ad religionem, sive non, quia Pontifex expresse ponit pœnam propter illud crimen, quod in illo actu sufficienter consummatur, et illa intentio redeundi vel non redeundi est valde extrinseca, pertinens magis ad futuram et contingentem resipiscentiam, quam ad crimen quod in præsenti committitur, et propter quod pœna imponitur. Sic igitur pœnæ ibi latæ non extenduntur ultra apostatas a religione; qui vero sint apostatæ difficilius declarari videtur, quam multi auctores opinati sunt, nisi juxta modum supra insinuatum explicentur.

16. *Quæ pœnæ ex prædictis incurrantur ipso facto, necne.* — *Quæ item a Prælatis infligi valeant.* — Occurrebat vero statim declarandum, an pœnæ illæ incurrantur ipso facto, et ante omnem sententiam declaratoriam criminis; sed non censeo necessarium in hoc immorari, sed legantur attente et ponderentur verba, et applicentur generales regulæ de lege pœnali, et erit facilis resolutio. Præsertim, quia Pius IV, quoad pœnas privationis beneficiorum et dignitatum, videtur declarasse non incurri ante sententiam declaratoriam criminis, quod secus esse de censuris ibi latis manifeste supponit. Addendum denique est præter hæc omnia habere Prælatum religionis potestatem capiendi, cogendi, et incarcerandi hujusmodi apostatas, eosque condigne puniendi, etiam corporaliter, juxta suam regulam, vel juxta prudens arbitrium, regulari statui consentaneum. Et quoad hoc genus pœnæ et coactionis æquiparantur fugitivi apostatis, non quoad quantitatem pœnæ, nam hæc imponenda est juxta modum delicti, sed quoad modum coactionis, quæ illis

inferri potest ratione subjectionis et jurisdictionis ejusdem. De qua potestate optime scribit Navarrus, comment. 3, de Regular., num. 50, eam confirmans non solum ex titulo jurisdictionis, sed etiam ex titulo dominii, ratione cujus potest dominus servum fugientem capere, vel rem propriam recuperare ubicumque illam invenerit, etiam juxta leges civiles; et hoc in specie multi Pontifices concesserunt religionibus, ut constat ex Compendiis privilegiorum, verb. *Apostata*, verb. *Fugitivus*. In quibus multæ aliæ facultates ad hanc causam pertinentes, et aliquæ aliæ pœnæ continentur, quæ ibi videri possunt; non indigent enim speciali declaratione. Solum adverto, in aliquibus Indultis non tantum esse sermonem de apostatis, sed de recedentibus a religione sine licentia Prælati, quæ videntur extendi etiam ad fugitivos, licet non sint proprie apostatæ. Tale videtur esse privilegium concessum Minoribus, ut recedentes a religione, nisi post mandatum Superioris infra octo dies ad obedientiam religionis redeant, excommunicationem Pontifici reservatam incurrunt. Hæc enim facultas monendi, et præcipiendi reditum, veluti sub tali censura, non solum datur respectu apostatarum, sed etiam respectu omnium fugitivorum.

*Dubium tertium, de obligatione Prælatorum ad revocandos apostatas.*

17. *Resolvitur obligari.* — Sed inquiret aliquis (sitque tertia dubitatio in hoc cap.) an, supposita dicta Prælatorum potestate, teneantur Prælati hujusmodi fugitivos inquirere, et cogere ut ad sua monasteria redeant. Respondetur, *per se loquendo*, teneri, tum quia jure communi ita statutum est in cap. ult. de Regul., ubi Prælatis præcipitur ut annuatim quærant, et reduci studeant fugitivos suos; tum etiam quia ex vi muneris et officii sequitur hæc obligatio, quia tenetur Prælatus, et bono communi religionis, et spirituali saluti talis subditi prospicere, et ad utrumque finem necessaria est illa diligentia et cura Prælatorum. Satisfacient autem, ut existimo, huic muneri, si juxta ortam occasionem vel occasiones moralem diligentiam adhibuerint. Nam illa particularis circumstantia, de annali inquisitione, non videtur esse in usu, et vix potest moraliter esse necessaria vel expectari; nam si Prælato constiterit nullum esse fugitivum, nihil est quod quærat; si autem aliquis aufugit, non est expectandum tempus unius anni ad inquirendum illum, sed statim adhibenda est omnis diligentia, ut possit esse fructuosa. Quod si tunc capi non possit, non videtur necessarium singulis annis specialem inquisitionem facere, sed satis erit vigilare, et juxta occurrentes occasiones prudenti arbitrio moralem diligentiam adhibere.

18. *Excusantur aliquando Prælati a dicta obligatione.* — Dixi autem *per se loquendo*, quia si talis est persona fugiens, ut experimento constet esse incorrigibilem, vel nocivam religioni, excusandus videtur Pastor ab onere quærendi tam morbidam ovem, quia bonum commune præferendum est privato; quod significavit S. Bonaventura, de libro Quæstionum circa regulam S. Francisci, quæst. 14, ubi loquens de tali religioso inquit: *Si Deo permittente talis seipsum ejiceret, gratiæ sunt Deo agendæ, non quia ille peccavit, sed quia oves suas a pestifera contagione liberavit; utinam abscindantur, qui vos conturbant, scilicet puritatem vestram, pacem et famam*: et insinuat rationem, quia religio potest hujusmodi religiosum perniciosum a se abjicere; ergo si ipse abeat, non tenebitur eum requirere. Et ita etiam sentit Sylvester, verb. *Apostasia*, num. 10.

19. *Quærendus tamen apostata, etiam ejiciendus, ad sui correctionem et exemplum aliorum.* — Addendum vero occurrit, etiamsi talis sit religiosus ut postea ejiciendus sit, requirendum tamen esse, ut in pravo apostasiæ statu non permaneat, quia debet Prælatus quod in se est, et sine incommodo potest, facere, ut illum liberet a statu damnationis; quamvis autem religio gaudeat de illius membri abscissione, tamen quia illicito modo facta est, ille apostata manet semper in statu damnationis, donec a Prælato competente absolvatur et licencietur. Et quamvis ipse teneatur sibi consulere, et remedium procurare, tamen, quia, dum est fugitivus, semper est sub cura et jurisdictione religionis, ideo etiam Prælatus tenetur illi malo remedium adhibere; quod si id possit facere, absolutionem et facultatem mittendo absenti, et prudenter judicet ita expedire, satisfaciet suo muneri; regulariter tamen loquendo, existimo debere revocari, et propter apostasiam incarcerari et puniri, juxta cap. *A nobis*, de Apostatis, quia ita etiam expedit ad exemplum aliorum, et quia forte vexatio dabit intellectum, et quamvis ejiciendus sit, forte illi proderit ut extra religionem cautius vivat. Deinde potest talis reductio esse utilis, ut religiosus ille audiatur, an in ea religione, vel provincia habeat speciales causas

suæ perditionis et contumaciæ, atque ita remedium illi adhibeatur suæ fragilitati accommodatum, quoad fieri possit. Nam et religiosa charitas et pastoralis cura totam hanc diligentiam videntur postulare.

*Dubium quartum, ad quem pertineant bona parta in apostasia.*

20. — *Primum pronuntiatum quoad bona alieni domini.—Quid quando domini ignorantur.*—Quarto dubitari potest de bonis acquisitis ab his apostatis, dum in eo statu permanserunt, ad quem pertineant quoad jus et dominium ; et consequenter cui reddi debeant, vel durante apostasia, vel recedendo ab illa, aut per mortem, aut per reditum ad religionem, aut per licentiam obtentam manendi in sæculo. Circa quod imprimis distinguendum est de modo acquisitionis; aut enim talia bona sunt acquisita per injustitiam contra commutativam, ut per furtum, usuram, vel quamcumque negotiationem iniquam, vel sine injuria alicujus. In priori casu videtur clara responsio, nam bona illa obnoxia sunt restitutioni, ut per se constat ; ergo propriis dominis restituenda sunt ; hoc ergo certissimum est, quando certi sunt domini, ad quos jus talium bonorum spectat. Contingit autem dominos esse incertos et occultos, et tunc, quamvis bona sint restituenda pauperibus, seu in pias causas, dubitari potest an hoc fieri possit arbitrio ipsius apostatæ, vel debeat hoc suis Prælatis committere, vel etiam an Camera Apostolica habeat jus aliquod ad talia bona : sed in hoc puncto suppono non habere jus, quamdiu vivit qui ea lucratus est, sed solum post mortem ejus posse illa recuperare, juxta modum infra tractatum. Quod semper intelligendum est, deducto ære alieno, habente certum dominum, ut est per se notum ex materia de justitia ; pro incertis autem dominis bene potest Camera Apostolica substitui. Dum vero Pontifici non est acquisitum jus, non video præcisam obligationem in conscientia, ob quam non possit apostata pœnitens statim bona illa restituere erogando pauperibus prout sibi placuit intra latitudinem justitiæ, quia hoc non est contra votum paupertatis, et nullum aliud præceptum occurrit, cui repugnet ; ergo. Probatur major, quia illa dispensatio seu elargitio non est actus dominii vel proprietatis, quia potius est alieni restitutio, unde non fit nomine proprio, sed nomine ipsius domini talium bonorum ; nam ex voluntate illius interpretativa pauperibus erogantur. Addo vero posse Prælatum religionis, ex obedientia præcipere tali apostatæ ut in restitutione talium bonorum servet modum a se præscribendum, supponendo illum esse justum ; probatur, quia illud præceptum non excedit materiam voti obedientiæ, cum sit de re honesta, et quæ multum potest conferre, et ad salutem, et ad perfectionem, ut ipsamet restitutio alias necessaria optime fiat. Secundo etiam in pœnam delicti apostasiæ et injustæ acquisitionis, potest Prælatus hoc onus imponere subdito. Tunc ergo peccabit subditus contra obedientiam, si aliter faciat ; tamen si faciat, videtur factum tenere, quia non est de bonis monasterii, nec contra paupertatem ; existimo tamen posse Prælatum factum irritare, juxta principia in superiori tomo posita.

21. *Secundum pronuntiatum quoad bona licite acquisita.*—Superest dicendum de bonis acquisitis sine injustitia, quæ possunt esse in duplici differentia, quædam obtenta sine turpi negotiatione vel lucro, alia per modum prohibitum acquisita. De prioribus clarum est reddenda esse monasterio vel religioni, juxta dispositionem Prælati et jura religionis, quia religionis nihil sibi acquirit, et per se loquendo, et ex vi status, acquirit suæ religioni, ut supra eodem tomo probatum est ; et hoc jus religionis per nullum aliud impeditum est circa hæc bona ; oporteret enim esse Pontificium jus, quod ostendi non potest. Tenetur ergo apostata, ad monasterium rediens, secum deferre hæc omnia bona, nec potest illa donare, vel superflue consumere, sed tantum necessariis uti. Quomodo autem hæc bona pertineant ad spolia Cameræ Apostolicæ, si apostata extra claustrum ea lucretur, et ibi cum illis decedat, infra declarabimus. Dices : qui fieri potest ut apostata licite aliquid acquirat, cum in eo ipso contra paupertatem peccet ? Respondetur : imprimis dicitur *licite acquirere,* quantum est ex parte actionis, aut medii per quod acquiritur, quia nimirum actio, per quam acquirit, non est ei prohibita, neque indecens in statu religioso, ut si acquirat petendo eleemosynam, vel acceptando liberalem donationem, vel recipiendo stipendium justum pro Missa aut concione, etc., vel denique si laborando manibus suis in re honesta. Deinde, quamvis religiosus nihil possit accipere sine licentia Prælati ratione paupertatis, non est necesse ut apostata semper peccet, cum dictis modis aliquid accipit sine licentia, quia est in statu in quo est

illi moraliter impossibilis talis licentia, cum tamen sit illi necessarium aliquid accipere. Et quamvis antecedenter illa impossibilitas nata sit ex peccato, tamen, postquam inest, excusare potest a novo peccato, ut per se constat. Quod si fortasse ille ex dissoluto animo peccet intendendo id accipere ut proprium, vel contemnendo licentiam Prælati, illæ sunt circumstantiæ internæ magis quam externæ, et ideo illis non obstantibus bona illa reputantur honeste acquisita, scilicet ex se, et ex modo acquisitionis.

22. *Tertium pronuntiatum, quoad bona illicite, sed non injuste parta.*—De aliis autem bonis turpiter et non injuste acquisitis, certum est ex se non esse obnoxia restitutioni, sive illa turpitudo sit contra naturalem legem, ut si monialis acquireret abutendo sua castitate, vel monachus accipiendo pretium ut actioni turpi cooperetur; sive sit tantum contra sacros canones, ut si lucrum fiat per negotiationem prohibitam personis ecclesiasticis, non quia intrinsece mala sit, sed quia secularis est, et habet speciem mali, vel periculum peccandi adducit, vel quia indecens est, ut omnis mercatura et negotiatio, militare, exercere officium forense, et similia. Ratio est, quia sola injustitia obligat ad restitutionem, non autem alia turpitudo quæ facit inæqualitatem in bonis acquisitis, juxta communem doctrinam, 2. 2, q. 62. Hinc ergo fit ut, secluso jure positivo, talia bona etiam acquirantur monasterio, quia acquirerentur ipsimet religioso, si esset capax; ergo loco illius succedit monasterium, nisi aliunde impediatur, quod et est consentaneum juri communi, cap. *Non dicatis,* cum gloss., 12, quæstione secunda, et cap. *Cum olim,* 2, cum notatis ibi per Innocentium, et alios, de privilegiis. Atque ita expresse declaravit Paulus IV

23. *Opponitur contra hoc primum constitutio pro Camera Apost.* — Solum ergo facit in hoc puncto difficultatem quædam constitutio Pii IV, quæ est quinta illius Pontificis, in Summa constitutionum, et incipit: *Decens esse censemus.* In qua declarat pertinere ad Cameram Apostolicam bona acquisita a clericis in sacris, tam regularibus, quam secularibus, per illicitam negotiationem, vel alias contra sacros canones. Et Navarrus, in comm. de Spoliis, § 7, num. 3, 4 et 5, refert aliam constitutionem ejusdem Pontificis, quæ in margine notatur esse trigesima prima, et incipere *Romanus Pontifex.* Sed eam non habet Summa Lugdunensis, habetur tamen in copiosiori Bullario Romano, in quo prior est vigesima tertia in ordine; et posterior, quod ad præsens attinet, non mutat difficultatem, quia in ea dicitur confirmare eamdem applicationem illorum bonorum, solum quia eam limitat, ne locum habeat in Cardinalibus, neque in eo, qui ex legitima facultate Pontificis, testamentum condit, vel licentiam habet ut ei ab intestato succedatur. Videtur ergo per illas constitutiones ablatum esse jus monasterio ad talia bona, et translatum esse in Cameram Apostolicam, et ita indistincte fatetur Navarrus, ponens exemplum de quodam religioso apostata, qui in Indiis ad viginti millia ducatorum negotiando acquisierat, quæ secundum antiquos canones ad religionem pertinebant. Juxta novum autem jus illius constitutionis, dicit pertinuisse ad Sedem Apostolicam, et ideo consulit monasteriis ut circa talia bona se componant cum Camera Apostolica, ut possent jure firmo illa petere, et nonnullas ampliationes ac limitationes adhibet, quæ in eo videri possunt.

24. *Dicta constitutio an procedat de acquisitis a religioso laico.*—In quibus decretis duo mihi notanda occurrunt. Primum, ibi tantum esse sermonem de clericis, et ideo dubitari posse an religiosus conversus, seu laicus, veram professionem emittens, seu vota substantialia religionis, ibi etiam comprehendatur. Et ratio dubii esse potest, quia nomine *clerici* venire solet aliquando quælibet persona ecclesiastica, præsertim in favorem ejus: illa autem constitutio, cum sit favorabilis Cameræ Apostolicæ, licet sit aliis onerosa, videtur simpliciter inter favores computanda, et ita Navarrus supra absolute loquitur de quocumque religioso apostata. Nihilominus videntur bona talis apostatæ ad religionem pertinere. Probatur, quia talis monachus non est clericus, nec sub tali appellatione etiam late sumpta comprehendi solet, ut patet ex canone *Si quis suadente,* et similibus, et ex titulo, ne Clerici vel monachi. Confirmatur primo, quia constitutio non est favorabilis clericis, imo est pœnalis, ut statim dicam; ergo ex ea parte non est amplianda, sed restringenda; ergo etiamsi nomen *clerici* posset ita ampliari, non esset ibi extendendum. Confirmatur secundo, quia illa constitutio non fit directe in tuitionem status religiosi, ut sic, sed clericatus et decentiæ ejus, ut constat ex illis verbis, *per quosvis clericos tam seculares, quam regulares, etiam in sacris ordinibus constitutos,* etc. Ergo, licet laicus monachus illicite negotietur, bona sic acquisita non adjudican-

tur Cameræ Apostolicæ, quia casus ille non pertinet ad intentionem hujus legis.

25. *Eadem negativa responsio procedit etiam de religioso clerico, si solum contra regulam acquirat, et non contra canones.* — Unde obiter infero, licet religiosus apostata sit clericus, et acquirat modo sibi illicito ratione sui peculiaris status, non tamen ratione clericatus, vel propter prohibitionem sacrorum canonum, bona illa non esse comprehensa sub illa constitutione, quæ tantum loquitur de bonis acquisitis per illicitam negotiationem, vel alias contra sacros canones. Illa autem acquisitio, ut supponimus, non contra sacros canones, sed contra regulam, vel constitutiones religionis; nec potest dici negotiatio illicita, tum quia non est illicita clerico, ut sic, ut etiam supponimus, et textus ille, utpote pœnalis, cum hac formalitate videtur explicandus; tum etiam quia Pontifex loquitur secundum jus commune. Unde non vocat simpliciter negotiationem illicitam, quæ ex peculiari instituto aliquibus prohibetur, si alias regulariter ecclesiasticis personis licita est. Quæ omnia vera quidem videntur attenta sola constitutione Pii IV Tamen juxta aliam constitutionem Gregorii XIII, plane dicendum est omnes regulares comprehendi modo infra explicando.

26. *Nec item procedit nisi in duobus casibus præfata constitutio.* — Secundo adverto ibi non simpliciter adjudicari hæc bona Cameræ Apostolicæ, sed in duobus casibus. Unus est per successionem quasi hæreditariam post mortem, quando talis persona vel condit testamentum sine legitima facultate, vel, licet haberet facultatem testandi, intestata decedit, nisi in facultate esset expressum, ut ei ab intestato succederetur, argumento legis *Ex imperfecto*, et legis *Hac consultissima*, Cod. de Testam. Secundus casus est, quoties talis persona privata fuerit illis bonis in vita sua. Circa quem dubitari potest primum de quibus bonis loquatur Pontifex; quidam eum intelligunt solum de bonis quæ relinquit apostata extra claustra decedens, nam hæc significantur nomine *spoliorum;* vel ea etiam bona, quæ post ejus mortem inventa fuerint extra religionem, ut sic dicam. Unde fit ut, si apostata redeat ad religionem, bona non pertineant ad Cameram, sed ad monasterium. Ita Emm. Rodr., tom. 1 Quæstionum regularium, quæst. 30, art. 11, citans Navar., cons. 17, de Statu monachorum; sed ibi Navarus affirmat quidem, in eo casu, quo apostata decedit extra ipsam religionem, talia bona pertinere ad Cameram Apostolicam, non tamen negat extra illum casum non pertinere, et præterea ibi ad hoc non allegat constitutionem Pii IV, sed aliam Gregorii XIII, *Officii nostri*, quæ est 44 in Bullario Romano majori, et 19 in minori, quæ directe facta est circa illum casum. Pius autem IV videtur latius loqui, quia adjudicat Cameræ etiam illa bona, quibus apostatæ privantur dum vivunt. Unde, licet verum sit hæc bona non numerari inter spolia, neque occupari a Collectore, seu Camerario Apostolico, usque ad mortem ejus ad quem pertinent, tamen tunc non solum inter illa bona videntur computanda ea quæ apud illum tempore mortis inveniuntur, sed etiam quælibet alia, quibus vivens privatus est.

27. *Auctoris responsio probabilis. — Quæ bona viventis apostatæ spectent ad Cameram Apostolicam. — Opinio quorumdam.* — Dici ergo potest, omnia hujusmodi bona apostatæ pertinere ad Sedem Apostolicam, ita tamen ut, vivente ipso apostata, hoc intelligendum sit ad modum legis pœnalis, ita ut tunc solum intelligantur hæc bona applicata Cameræ Apostolicæ, quando, vivente tali persona, in pœnam illis privata fuerit; si autem ipsa propria sponte de illis disposuerit, non teneatur in conscientia illa reddere Cameræ Apostolicæ, quia nemo tenetur ad pœnam ante condemnationem. Poterit ergo ea in vita dare suæ religioni, et consequenter etiam religio, si ad se revocet personam, poterit etiam cum illa talia bona recuperare, nec poterit postea illis privari, quia justo titulo illa usurpat, cum nondum essent Cameræ Apostolicæ adjudicata; nec etiam possunt dici fuisse confiscata, ut postea retrotrahatur sententia, quia in illa consideratione nullum est verbum confiscationis, neque aliud ex quo id colligi possit. Quæ expositio et sententia probabilis videtur, quia cum constitutio illa privet religionem antiquo jure, videtur quoad fieri possit restringenda; illa autem restrictio videtur accommodata juri communi ex proprietate illius verbi, *privati fuerint.*

28. *Obstaculum removetur.* — Sed obstat aliud verbum, quod statim subjungitur, *et eis destitui contigerit.* Nam illud verbum in rigore significat quamcumque abdicationem, seu derelictionem talium bonorum. Si quis autem recte consideret, Pontifex non dicit, Si contigerit eos destituere talia bona, sic enim consideratio dicta haberet vim; sed passive dicit, Si contingat destitui illis bonis, et ita idem significat quod privari, et cum sit pas-

sivum, optime per modum pœnæ explicatur. Nihilominus interpretationem hanc non assero tanquam securam, sed aliis considerandam propono. Et præcipue observare oportet quo sensu consuetudo interpretata fuerit hanc legem. Nam fortasse Camera Apostolica et jus et usum habet exigendi et recuperandi hæc bona, ubicumque illa invenerit post mortem talium personarum; si tamen illæ viventes ea donarunt, vel alias alienarunt, qui ea possident, fortasse non tenentur in conscientia ea reddere Cameræ, donec exigantur, propter rationem dictam. In religioso vero apostata, oportet specialiter observare, quod si ea non tradat Cameræ Apostolicæ (id enim semper facere potest, se huic juri conformando), non potest suo arbitrio de istis disponere, quia repugnat voto paupertatis, sed tunc debet religioni ea donare, quæ poterit illa retinere saltem usque ad mortem apostatæ. Post mortem autem ejus, si adhuc bona illa in individuo extent, et non censeantur consumpta in sustentatione ejus, magis dubia res est, an in conscientia pertineant ad Cameram Apostolicam, etiamsi ab ipsa non exigantur, tum quia Pius IV non loquitur tantum de apostatis, sed de omnibus clericis per illicitam negotiationem, vel contra sacros canones lucrantibus aliqua bona. Constat autem quod, licet secularis clericus, postquam lucratus est aliqua bona hujusmodi, cesset a tali negotiatione, et convertat illa bona in utilitatem Ecclesiæ suæ usque ad mortem, nihilominus post ejus obitum pertinere ad Cameram Apostolicam; ergo idem erit cum proportione in apostata regulari, etiamsi dum vivit, illis bonis fruatur monasterium; tum etiam quia Gregorius XIII dicit Cameram Apostolicam habere vices et nomen veri hæredis in hujusmodi bonis, et in ea dominium ac possessionem eorum, nulla traditione præcedente, transire; est ergo optimum Navarri consilium, ut de his bonis semper compositio fiat cum Camera Apostolica.

29. *Varia discrimina inter Pontificum decreta circa bona apostatarum adeunda.* — Sed est advertenda differentia inter Gregorium XIII et Pium IV. Nam hic tantum loquitur de bonis per negotiationem illicitam vel contra canones acquisitis; Gregorius autem absolute loquitur de omnibus acquisitis extra claustra in apostasia, quocumque modo acquirantur, et ibi fere numerat omnes modos in specie, qui per se alias prohibiti non sunt. Et ideo quantum ad successionem post mortem apostatæ extra claustra morientis, videtur hoc extendendum ad omnia ejus bona, quocumque modo illa acquisiverit, ex vi constitutionis Gregorii. At vero si apostata ad claustrum redeat ante mortem, non habet in illo locum illa constitutio, et ideo quoad bona licite acquisita procedit regula superius posita; quoad bona autem illicite comparata videtur semper habere locum constitutio Pii IV, quamvis res sit incerta, ut dixi.

30. *Quid de bonis illicite partis a religioso non apostata.* — Imo etiam ex vi illius constitutionis dubitari potest, an religiosus non apostata, sed sub obedientia suorum Prælatorum vivens, si aliquid acquisivit per illicitam negotiationem, vel per modum a sacris canonicis prohibitum, an illud in morte ejus pertineat ad spolia Pontificis, si in propria specie extet, ut in pretiosis mobilibus, vel copiosa pecunia, etc. Et ratio dubii est, quia Pius IV non loquitur de apostatis, sed in universum de clericis illicite lucrantibus, sive secularibus, sive regularibus, et sane in secularibus indistincte id accipimus, etiamsi apostatæ non sint; ergo eodem modo intelligendum est in regularibus; est enim eadem ratio, nimirum, quod ubi lex non distinguit, nec nos distinguere valemus, quando nec ratio, nec jus aliud cogit. Addo præterea Gregorium XIII etiam non loqui de solis apostatis, sed de omnibus religiosis extra claustra degentibus, etiam de licentia legitima suorum Prælatorum, et velle, ut bona ibi ab eis lucrata ad spolia Pontificia pertineant, saltem si apud eos tempore mortis extra eadem claustra inveniantur; ergo a fortiori constitutio Pii IV ad non apostatas extendenda est. Observandæ autem sunt multæ differentiæ. Prima, quod Pius solum loquitur de clericis, Gregorius simpliciter de regularibus. Secunda, quod Pius solum loquitur de bonis illicite acquisitis; Gregorius simpliciter de acquisitis. Tertia, quod Pius loquitur de bonis, sive usque ad mortem retentis, sive in vita ablatis; Gregorius autem videtur solum loqui de bonis usque ad mortem possessis, et hæ tres differentiæ a nobis jam explicatæ sunt. Quarta addi potest, quia Gregorius solum loquitur de bonis acquisitis extra claustrum; Pius autem non adhibet hanc limitationem, et ideo dubitari ulterius potest, an bona illicite acquisita a clerico regulari, etiam in claustro assistente, pertineant ad spolia post mortem ejus, ubicumque inventa fuerint; et ratio dubii est, quia Pontifex indistincte loquitur; ergo ita est a nobis intelligendus, propter rationem supra factam. Item, quia Gregorius noluit in-

distincte id statuere, vel intelligere, cum limitatione locutus est; ergo e converso Pius sine limitatione loquens, indistincte et sine limitatione voluit intelligi. Præterea habet hoc probabilem congruentiam, quia Pius, ut dixi, non loquitur indistincte, ut Gregorius, de bonis acquisitis, sed tantum de illicite partis, et ideo merito loqui potuit etiam de regulari sic lucrante intra claustrum, quia illa culpa et indecentia, quam in ea lege maxime respexit Pontifex, in totum monasterium et Prælatum ejus redundat, quando religiosus ejus, præsertim clericus, vel illicite negotiatur, vel contra sacros canones lucratur; videntur ergo sane hæc bona prædicta constitutione comprehendi, saltem cum dicta limitatione legis pœnalis, ut, scilicet, possint a Pontificio collectore recuperari modo explicato.

## CAPUT III.

### DE CULPA, OBLIGATIONE AC PŒNA COOPERANTIUM MODO ALIQUO AD ALTERIUS APOSTASIAM.

1. *Varii gradus positivæ cooperationis ad apostasiam explicantur.* — Ultimo circa hanc materiam de religiosis fugitivis dubitari potest quid peccent, vel quam obligationem aut pœnam incurrant, qui hujusmodi apostatis cooperantur, vel illis auxilium præbent aut favorem, eos recipiendo, defendendo, etc. In quo possumus considerare, vel jus tantum naturale divinum, vel jus ecclesiasticum. Priori modo dicendum est, hujusmodi cooperatores peccare graviter ex genere suo contra divinum et naturale jus, quia cooperantur ad rem intrinsece malam, sacrilegam et injustam. Duæ autem difficultates circa hoc occurrunt. Prima est, quando aliquis censeatur cooperari huic peccato, in qua dicendum est duos esse modos generales hujus cooperationis, scilicet positivum et negativum, et in utroque esse varios gradus. Primus et maximus positivæ cooperationis est, inducere et excitare religiosum ad exitum vel fugam, nam hoc non solum est cooperari, sed etiam quodammodo principalius operari, et esse primum auctorem ipsius apostasiæ. Secundus est, consilium dare petenti, et approbare similem deliberationem, nam hoc præter moralem cooperationem est perniciose decipere proximum in re gravi. Tertius est adjuvare ad ipsummet iniquum exitum, vel fugam, vel aperiendo januas, aut tollendo alia impedimenta, vel certe aliis modis auxilium præbendo ad illa superanda. Quartus esse potest post exitum recipiendo, occultando, aut defendendo apostatam. In quo oportet advertere hunc non esse concursum ad proprium peccatum apostasiæ, quod in ipso pravo exitu committitur; quia vero apostata non solum peccat exeundo, sed etiam permanendo in sæculo, seu non redeundo ad claustrum, ideo isti receptatores, etc., in tantum peccare possunt, in quantum cooperantur huic detentioni, vel sunt in causa ne hujusmodi apostatæ statim ad suam religionem redeant.

2. *Quæ receptio apostatæ sit aut non sit cooperatio.* — *Quæ etiam occultatio ejusdem.* — Quapropter si amicus vel consanguineus recipiat hujusmodi apostatam in domo sua, vel præbeat ei necessaria ad vitam, solum quia amicus vel consanguineus est, et alio modo non cooperetur suæ detentioni, non videtur cooperari peccato ejus, quia nullo modo causat illum, sed solum naturam sustentat; si autem illi præbeat instrumenta necessaria ad fugam, ut æquum, aut pecunias, videtur sane cooperari peccato ejus. Nam si sciret illum ire ad occidendum hominem, et præberet illi equum, sine dubio cooperaretur; et in universum, dare instrumentum necessarium ad opus, est magnus concursus ad illud. Nec refert quod talis res, et præsertim pecunia de se sit indifferens ad alios usus; nam res moraliter consideranda est, prout hic et nunc constat esse moraliter determinatam ad pravum usum. Idem erit, si per vim defendatur, ne a Prælato religionis vel ministris ejus capiatur, quia est defensio injusta, et quædam veluti apostasiæ conservatio. De occultatione vero non est omnino idem, si secludatur positiva vis, aut injusta deceptio, quia, quod reliquum est, solum videtur esse negativum, ut non prodere apostatam, vel non cogere illum, ut domo exeat, vel certe habere clausam januam domus, vel cubiculi; quanquam in hoc jam videatur esse positivus concursus, quod magis moraliter quam physice prudenter spectandum est, juxta occurrentes circumstantias, et præsertim ex intentione; nam si id fiat ut apostata liber evadat et vagetur, plane est cooperatio; si autem fiat solum ad tuendum honorem ejus, ut cum minori dedecore ac pœna reducatur ad monasterium, in interiori foro, ut opinor, excusabitur a cooperatione, quamvis in exteriori præsumatur cooperari.

3. *Explicatur alia cooperatio negativa.* — Negative dicimus cooperari illum, qui cum

possit impedire apostatæ exitum, vel commorationem in seculo, id facere negligit; necessarium autem est ut in eo supponatur obligatio, alias non delinquet : nam omissio non imputatur, nisi supposita obligatione ; hæc autem obligatio duplex in præsenti esse potest, una charitatis, alia officii, quæ ad justitiam pertinet. Prior non sufficit ad propriam cooperationem, neque ad incurrendam propriam malitiam apostasiæ, quia illud solum est peccatum contra charitatem vel misericordiam. At vero posterior obligatio censetur sufficere ad positivam cooperationem, quia ille infert injuriam religioni, non impediendo tale peccatum, et ideo illi imputatur nocumentum inde proveniens religioni, ac si positive illud inferret, et ideo censetur moraliter cooperari. Et quamvis possit speculative controverti, an ille proprie participet malitiam apostasiæ, quia non videtur in ea negligentia peccare contra votum, vel contra virtutem religionis, tamen et certum est peccare concurrendo moraliter ad nocumentum religioni illatum, ac proinde contra justitiam ; et probabilius est peccare contra virtutem religionis, quatenus illud nocumentum est rei sacræ, et contra personam sacram ; imo etiam dici potest contra votum, non quod habet Prælatus, verbi gratia, negligens sic delinquens, sed quod habet subditus, et ipse tenetur ex justitia illæsum custodire.

4. *Alia difficultas : ad quam restitutionem teneatur apostasiæ cooperans.* — Altera vero difficultas est, an hujusmodi cooperator teneatur ad aliud quam ad restitutionem, non quidem respectu apostatæ, quia scienti et volenti non fit injuria; sed respectu religionis, quæ grave nocumentum patitur, dum privatur persona in quam habet dominium et jus, et consequenter obsequiis vel utilitatibus ejus, cujus nocumenti hujusmodi cooperator causa est, et maxime si fuit excitator et inductor. Unde consequenter videtur teneri ad restitutionem. Quod non solum de inducente ad exitum eum, qui jam professus est, sed etiam de impediente, vel consulente alicui ne ingrediatur, vel profiteatur religionem, affirmat Scotus, in 4, d. 15, et ibi Major, q. 17, § *Quia hic;* Palud., q. 2, art 2; et ibi Gabr., q. 17, artic. 3, dub. 1; Richard., art. 5, q. 4, ad 8; D. Anton., 3 p., tit. 11, c. 2, § 1; Sylvest., verb. *Restitutio,* 3, q. 1, ubi dicit esse opinionem non solum Richardi et Scoti, sed etiam S. Thomæ ; locum tamen non adducit, nec existimo S. Thomam alicubi hoc in particulari dixisse. Refert etiam in hanc sententiam Archidiaconum, Summam Angelicam, Rosellam, et alios. Ratio hujus sententiæ est, quia ille, qui causam damni dat, damnum dedisse videtur, ut ait regula juris : qui autem infert damnum, tenetur illud restituere ; ergo in præsenti nascitur obligatio ad restitutionem respectu religionis propter damnum datum. De modo autem restitutionis dicitur imprimis debere exhortari apostatam, ut redeat; quod si obtinere non possit, alium quærere debere, qui ingredi velit, et locum apostatæ supplere; quod si non inveniat, ipsum teneri ingredi religionem, ut per seipsum reddat æquivalens religioni, cum non possit idem. Quod etiam sentit Adrianus, in 4, quæst. 3, in fine, et Quodlib. 12; et Navar., c. duodecimo, numero quadragesimo quarto, capite decimo septimo, num. undecimo et decimo quarto.

5. *Prima assertio, negans cooperatorem in aliquo casu obligari, ut ipse pro altero ingrediatur* — Sed hæc sententia absolute probari non potest, et ideo distinguamus modum cooperationis, seu causalitatis, an fuerit per vim vel fraudem, aut solum per inductionem et preces; alii etiam distinguunt intentionem, an, scilicet, factum fuerit ad nocendum religioni, vel ob alias rationes humanas. Sed ad obligationem restitutionis parum refert intentio, et ideo distinctio illa necessaria non est. Dico ergo primo : qui religiosum apostatare facit, in nullo casu tenetur religionem ingredi, ut locum alterius suppleat. Quod intelligo, etiamsi vis vel fraus intervenerit, et aliter reparari non possit damnum. Ita tenet Major supra ; et Soto, lib. 4 de Justitia, q. 6, art. 3; Navar., cap. 12, n. 44; Ledesm., 2, 4, q. 18, artic. 2, dub. 1. Probatur primo, quia ingressus religionis est opus adeo difficile et supererogationis, ut nemo sit cogendus ad restituendum cum tanto onere. Secundo, quia si quis alienum servum ad fugam incitavit, licet teneatur illum restituere, non tamen tenetur se pro illo in servitutem dare, ut illum restituat, etiamsi aliter non possit, quia præceptum restituendi non obligat cum tanto detrimento. Tertio, qui occidit religiosum, non tenetur ingredi religionem pro illo, ut videtur manifestum ex communi usu et existimatione; ergo a fortiori, etc. Et hoc magis ex sequentibus constabit.

6. *Secunda assertio, nec obligari quærere qui pro se ingrediatur.* — Dico secundo : non tenetur quis quærere alium, qui loco apostatæ velit religionem ingredi. Ita tenent Sot. et

Ledesm., et potest probari applicando rationes factas, et præterea, quia ingressus religionis non debet fieri propter hunc finem imo per se non fit propter commodum religionis, sed propter spirituale bonum ipsius religiosi; ergo nec justitia per se obligat ad compensandam hoc modo fugam alterius. Et confirmatur, quia non esset prudens consilium inducere aliquem ad ingressum religionis principaliter ob eum finem, ut suppleat absentiam alterius. Dices : esto prius debeat considerari an expediat ingressuro, et an satis voluntarie id faciat, tamen si, servatis his circumstantiis potest quis suo consilio vel alio auxilio juvare illum ad ingressum, tenebitur id facere in recompensationem apostasiæ alterius. Respondeo, optime quidem facturum si id faciat, et ita esse consulendum, tamen in rigore ex vi restitutionis non teneri, quia nemo tenetur restituere de alienis bonis, etiam petendo consensum a domino. Nam si ego teneor restituere mille aureos quos non habeo, non teneor petere ab alio ut pro me restituat; et in exemplo de servo supra posito, non teneor procurare ut alius se donet in servum, pro altero quem feci fugere, et sic de aliis, præsertim quia hic alia specialis ratio intercedit, ut jam exponam.

7 *Tertia assertio, nec solam carentiam religiosi, obligare ad restitutionem.* — Dico ergo tertio : in dicto casu non tenetur quis aliquid restituere religioni pro sola carentia talis personæ, quando ipsammet restituere non potest. Dico *sola*, ut excludam alia damna, vel carentiam lucri, de quibus statim dicam. Probatur primo ratione generali, quia hoc damnum est ex his, seu in his bonis quæ in eodem genere restitui non possunt, neque est obligatio compensandi illa in bonis inferioris ordinis. Declaratur exemplo de homicidio ; nam qui patrem alicujus interficit, non tenetur præcise pro vita vel carentia patris aut mariti aliquid in conscientia restituere, quia non est damnum ab homine reparabile, sed solum tenetur ad alia nocumenta, quæ inde sequuntur. Idem est in exemplo supra posito de interficiendo religioso; item de abscindente manum alterius, etc. Secundo est hic specialis ratio, quia religiosus non est ita sub dominio religionis, sicut servus; nam, ut supra dictum est, servus principaliter est propter utilitatem domini; religiosus autem non ita est in religione propter ejus utilitatem, præsertim temporalem, sed propter suammet spiritualem perfectionem, et ideo carentia religiosi præcise spectata non est proprium nocumentum religionis, quod ab homine restituendum sit; nam præscindendo emolumenta temporalia, quæ ex tali persona possunt provenire religioni, sola ejus præsentia et societas non potest reputari damnum factum religioni in propriis bonis, ex quo obligatio restituendi nascatur, sed est veluti damnum proveniens uni amico ex absentia alterius. Quod si inde cessat religioni aliquod spirituale commodum, etiam illud est ab homine irreparabile, neque cadit sub humanam restitutionem, nisi fortasse modo statim explicando.

8. *Quarta assertio tripartita. — Probatur prima pars de vi in extrahendo alterum a religione. — Qui per vim extraxit religiosum non tenetur per vim reducere.* — Dico quarto : si quis per vim vel fraudem religiosum professum religioni eripiat, tenetur imprimis cessare a vi, vel deceptionem auferre, ut religiosus religioni se restituat. Si autem hic effectus non sequatur, non tenetur ad aliam restitutionem ratione personæ; si tamen monasterium amisit aliqua temporalia lucra propter absentiam religiosi, tenebitur illa restituere monasterio. Probo singula, nam imprimis violentia est contra justitiam ; ergo si illa durat, durat etiam peccatum contra justitiam ; ergo, sicut est obligatio cessandi a peccato, ita etiam est obligatio cessandi ab hujusmodi vi. Unde si coactio semel facta est, et religiosus, postquam est per vim extractus, in sua libertate omnino relinquitur, cessat consequenter hæc obligatio. Quæri autem potest an teneatur ille, qui per vim extraxit religiosum, per similem vim eum ad monasterium reducere; videtur enim teneri, quia non debet esse aliquis minus efficax in restituendo, quam in auferendo. Nihilominus dicendum est non teneri, imo nec propria auctoritate posse id facere, quia nemo potest privata auctoritate personæ liberæ vim inferre; religiosus autem est liber ut possit redire et non redire; ergo non potest cogi ab aliquo privata auctoritate. Confirmatur, quia si sua voluntate exiisset, non posset ab alio cogi ad reditum ; ergo, licet fuerit ereptus per vim, si postea sua voluntate vult extra manere, non potest cogi ut redeat. Patet consequentia, quia prior injuria non dedit eripienti potestatem aut jurisdictionem ad talem actum. Dices, saltem posse illam vim et coactionem inferre auctoritate ipsius religionis, illa, scilicet, petente aut consentiente ut illum ad se per vim reducat; ergo tunc tenebitur id facere si valeat. Respondeo : difficile est tantam obli-

gationem imponere, quia illud munus est valde odiosum et periculosum, et quodammodo vile, quando non fit per propriam jurisdictionem, sed tanquam a ministro alterius; et ideo, licet tunc possit licite fieri, et consulendum sit quando sine incommodo potest, non existimo tamen pertinere ad obligationem restitutionis, quia est medium valde remotum ac violentum, magisque pertinet ad punitionem delicti, vel ad remedium ipsiusmet religiosi, quam ad restitutionem quæ religioni fiat; nam hujusmodi coacta reductio potius solet esse onerosa religioni.

9. *Probatur secunda pars de fraude, decipiendo ut recedat.* — Secunda pars de fraude communis est in omni materia, præsertim morali, vel pertinente ad salutem animæ, in qua unus ab alio decipitur; tenetur enim ille ad restitutionem faciendam, non minus in nocumento spirituali quam in corporalibus, ut recte docuit Cajetanus, in Summa, capit. 7, verb. *Restitutio*, et omnes auctores citati. Et ratio est, quia illud est grave nocumentum, et fit alteri contra ejus voluntatem, quia ipsamet deceptio causat involuntarium; ergo est actio injuriosa, quæ de se parit restitutionem. Prima autem restitutio in hoc damno est deceptionem auferre, plane confitendo, et admonendo personam quod a se decepta fuerit, vel quod suum consilium fuerit erroneum. Unde talis obligatio (sicut et præcedens) tam est respectu ipsius religiosi, quam respectu religionis; illius, quia ei immediate est facta injuria, et nocumentum illatum, ipsa enim deceptio ipsius religiosi decepti magnum damnum est; hujus vero, quia etiam ipsa religio per illud medium passa est injuriam.

10. *Proxima probatio conficit etiam tertiam partem assertionis, de obligatione ad spiritualia damna, non tamen ex justitia.*—Ex quo ulterius infertur, teneri hujusmodi deceptorem respectu ipsius religiosi, ad restituendum ei omnia damna quæ ob eam causam passus est, et involuntarie patitur, etiam postquam deceptio sublata est. Hæc illatio potest intelligi, vel de spiritualibus damnis, vel de temporalibus. De prioribus non est ita certa quoad obligationem justitiæ, quia talia nocumenta, nec sequuntur ex absoluta necessitate extrinseca sine proprio consensu et voluntate ipsius hominis, nec reparari possunt aut compensari per aliquid, quod ab homine restitui possit. Dices, saltem posse procurari per aliqua media, ut sunt orationes, exhortationes, consilia, etc. Tenebitur ergo ille qui decepit, vel vim intulit, non solum vim et tenebras auferre, sed etiam orare pro alio, vel exhortari illum, ac denique quod in se est facere, ut ad pristinum statum spiritualem redeat. Item inter spiritualia bona computari potest ipsemet quietus et pacificus status religiosus, a quo alterum deturbavit; et sic etiam tenetur facere quod in se est, ut restituatur ad illum statum, vel ex parte ipsius consulendo et admonendo, vel ex parte religionis excusando illum, et procurando ut admittatur ad eamdem vitam sicut antea erat.

11. Respondetur ad priorem partem, generalem esse quæstionem, scilicet, an qui alium ad peccandum induxit, ad illa omnia damna postea fortasse secuta teneatur ex justitia; et quamvis multi auctores in num. 4 citati ita censeant, verior tamen sententia est non teneri ex justitia, sed ex charitate obligari posse, et fortasse speciali titulo ratione prioris nocumenti, vel strictiori obligatione secundum ordinem charitatis; quod tenent Sylvest., Sot. et Ledesm. supra; et Corduba, in Summa, quæst. 172; et Navar., cap. 14, num. 45; et in capit. *Noli*, de Pœnit., d. 1. Et ratio est, quia sicut injuria solum est in damno, quod invito infertur, ita restitutio ex justitiæ obligatione solum est usque ad tollendum damnum quod alter patitur invitus; nam cætera, quæ pendent ex arbitrio ejus, ab eo fieri possunt, eo ipso quod vis vel deceptio tollitur; ideoque non est necesse ut ab alio procurentur. Imo, eo ipso quod ipse liber et instructus de veritate non vult redire, et virtute remittit priorem injuriam, et incipit sibi esse auctor sui nocumenti. Ad alteram vero partem respondetur admittendo omnia, quantum ad ea quæ non pendent ex arbitrio ipsius apostatæ, sed ex parte religionis, quod ex sequenti puncto magis patebit, nam illa restitutio directa magis pertinet ad temporalia nocumenta, licet per quamdam relationem dicantur spiritualia, quatenus possunt spiritualia bona impedire.

12. *De obligatione quoad damna temporalia.* — De posterioribus ergo seu temporalibus bonis obligatio est manifesta ex consensu omnium Doctorum, quos citavi, et ex contrario fundamento, quia nocumenta his bonis contraria inferuntur invito, et ad ea tollenda ac reparanda, non sufficit auferre vim vel deceptionem; ergo manet obligatio restituendi illa. Hujusmodi est, verbi gratia, infamia, quam fortasse incurrit talis religiosus; nam tenetur alter, vel omnino illam auferre, si potest, demonstrando illum non voluntate sua, sed per

vim fuisse a claustro eductum; vel certe minuere, dicendo illum fuisse deceptum, etc. Aliud damnum est amissio honoris, et sui gradus in religione sua, et quædam inhabilitas quæ inde relinquitur ad honores vel ministeria religionis. Tenetur ergo hujusmodi malefactor procurare, ut hæc omnia incommoda vel nulla, vel minima sint. Pro his autem quæ evitare non potuerit, aliam satisfactionem facere non tenetur, quia non potest, neque illa talia sunt, ut in bonis alterius ordinis restitui ex justitia debeant. Aliud damnum erit, si religiosus ob eam causam fecit temporales sumptus, quorum est debitor, vel si amisit, verbi gratia, libros, aut alias res similes; tenebitur enim deceptor omnia hujusmodi resarcire. Denique maximum nocumentum est, si religio nolit illum recipere, sed a se illum expellat; tunc autem tenebitur deceptor illum alere, et de temporalibus providere, saltem donec habeat unde commode sustentari possit, quia per gravem injuriam et fraudem privavit illum etiam hoc temporali commodo, quod est maxime advertendum pro his religiosis Societatis, qui tantum per vota simplicia incorporati sunt, ad quos expellendos majorem libertatem habet religio, et pro illis tota hæc doctrina communis est.

13. *Hanc obligationem esse ex justitia probatur.*—Atque ex his facile intelligitur et probatur reliqua pars quartæ assertionis: nam si deceptor errorem abstulit, vel contrarium consilium dedit, et alter redire nolit, non potest aliter personam ipsam restituere religioni, et ideo præcise ex hoc capite ad nihil amplius tenetur, juxta dicta in tribus primis assertionibus. Si autem persona illa erat utilis religioni in temporalibus, quibus religio ob eam causam privata est, tenebitur, qui causam dedit per vim vel deceptionem, ad restituendum, quia per manifestam injuriam fuit causa illius nocumenti, seu carentiæ lucri certi, quod perinde reputatur, sicut qui per vim vel deceptionem impedit pauperem ne certam eleemosynam obtineat; ergo similiter in præsenti. Hoc autem intelligendum est quando vis infertur, ipsi religioso, nam si soli religioni inferatur fortasse aliud dicendum est, ut statim dicam. Est etiam hoc intelligendum de nocumento, quod passa est religio eo tempore, quo religiosus, per vim vel fraudem, extra illam detentus est. Nam de illo tempore efficaciter procedit ratio facta; at vero si ablata vi aut errore, et religioso volente redire, religio nolit illum acceptare, ex tunc cessat obligatio restituendi religioni lucra, quibus deinceps privatur, quia jam illis non privatur invita. An vero idem dicendum sit, si religiosus ipse admonitus, et suæ libertati relictus, nolit redire, patebit ex sequenti assertione.

14. *Quinta assertio bipartita.* — Dico ergo quinto: qui sine vi et fraude inducit religiosum ad apostasiam, nihil illi postea restituere tenetur, nec religioni, ex justitia. Ita sentiunt Ledesm., Sot. et alii, et tandem videtur consentire Navar. Et ratio prioris partis est, quia illa inductio respectu religiosi non est actio contra justitiam, sed contra charitatem tantum; ex hujusmodi autem culpa non nascitur obligatio restituendi, ut supponimus cum D. Thoma, secunda secundæ, quæst. 62, et communi sententia; ergo. Major patet ex verbis assertionis, nam sub vi includimus omnem actionem injuriosam, per quam metus gravis vel alicujus momenti incutiatur; sub deceptione vero omnes falsas promissiones, vel consilia erronea; his autem seclusis, scienti et volenti non fit injuria. Respectu vero religionis non habet locum hæc ratio, quia illi revera injuria fit, quia inducere alium ad faciendam injuriam injuria est; ipsamet autem actio apostatandi injuria est religioni; ergo inductio ad illam non fit sine injuria religionis.

15. Nihilominus probatur assertio; nam ex illa injuria duo damna oriuntur, vel oriri possunt, quæ postulant recompensationem: unum est separatio illius personæ, quæ est quasi abscissio unius membri; aliud est privatio utilitatum, seu emolumentorum temporalium quæ talis persona possit afferre suo monasterio. Primum ex his nocumentis tale est, ut non possit restitui nisi ab ipsomet religioso, qui voluntarie redire debet, et ideo alter qui illum induxit excusatur propter impotentiam, nec tenetur reddere æquivalens, ut supra, n. 7, probavi. Unde ad summum posset obligari ad inducendum rationibus apostatam, vel rogando, ut redeat, et securius erit ita facere, et forte frequenter erit necessarium, vel ad retractandum pravum consilium, vel ad relinquendum alium in plena libertate sua, ne forte existimet eum, qui se induxit, adhuc permanere in sententia et voluntate sua, et ideo non audeat ipse mutare etiam consilium. Per se autem loquendo, solum tenetur ad tollendam omnino priorem inductionem, et, ut ita dicam, omne semen ejus; nam eo ipso alter manet liber ad reditum, et cum alias ad illum sit obligatus, ipsamet obligatione sua satis movetur, et conscientia impellitur ut redeat, et ideo in

rigore justitiæ non videtur alter teneri ad aliam inductionem, juxta generalem etiam doctrinam supra tactam de præbente scandalum, vel inducente ad malum.

16. Aliud nocumentum de cessatione lucri non censetur esse propria injuria religionis, et ideo ex illa non nascitur obligatio ad restitutionem. Antecedens declaratur et probatur, quia religiosus non tenetur ex justitia lucrari aliquid religioni, sed solum obligari potest ex charitate vel obedientia; quamvis enim dicatur esse sub dominio religionis, non tamen eo modo quo servus. Nam servus est ad utilitatem domini, sicut equus, et ideo ex justitia tenetur esse utilis domino in temporalibus commodis, ac proinde qui servum inducit ad fugam, tenetur domino restituere lucrum cessans, leg. 1, ff. de Servo corrupto, et leg. *Qui servo*, ff. de Furtis, et sumitur ex cap. *Si servus*, 54 d. Religiosus autem non est propter utilitatem, præsertim temporalem, monasterii, et ideo non tenetur ex justitia ad lucrandum illi; ergo nec monasterium habet jus justitiæ ad talia lucra, nisi supposita voluntate et operibus ipsius religiosi. Nam si lucratur, religioni lucratur; si tamen lucrari nolit, non facit injuriam religioni contra justitiam commutativam; ergo qui illum inducit ad non lucrandum, ex hoc capite non peccat contra justitiam commutativam, nec tenetur restituere, sicut qui inducit testatorem sine vi aut fraude, ut legatum vel hæreditatem non relinquat Petro, non peccat contra justitiam, nec tenetur restituere, solum quia alter non tenebatur ex justitia dare, et consequenter Petrus non habebat jus justitiæ ad talem rem; ergo ita est in præsenti; nam qui inducit alterum ad apostasiam, mediate inducit eum ut nolit lucrari monasterio, et hoc secundum non est injustitia: ergo ex illa inductione, ut cadit in hanc partem, non oritur obligatio restituendi. Et confirmatur, nam ipsemet religiosus apostata non tenetur ex justitia restituere monasterio emolumenta quibus caruit propter absentiam ejus; ergo neque inductor tenebitur, quia solum redundare posset in hunc obligatio ex læsione alterius. Dicunt aliqui religiosum etiam per se teneri, sed excusari, quia non potest, et ideo redundare obligationem in alium. Sed certe illud prius nec fundari potest, nec verisimile est, alias religiosus doctus, qui nollet, verbi gratia, legere Cathedram, ex qua monasterio provenirent copiosi reditus, teneretur per se de justitia commutativa ad restituendos illos, ita ut, si fiat Episcopus, vel alia quacumque via possit restituere, obligetur id facere, quod incredibile est et inusitatum, et præter intentionem primariam status religiosi, qui non ordinatur ad emolumentum temporale, sicut status servi.

17. *Objectio bimembris contra probata in numero præcedenti.*—Sed objicitur contra hanc assertionis partem; nam interdum oritur obligatio restituendi carentiam lucri dependentis ex voluntate alterius sine debito justitiæ; ut qui detinet pauperem ne petat eleemosynam, tenetur illam restituere, quamvis eleemosyna non deberetur ex justitia, sed liberaliter esset conferenda. Item, quia alias etiamsi quis extraheret religiosum a religione per vim vel fraudem, non teneretur ea lucra religioni reddere, quia etiam tunc religio non habebat jus justitiæ ad illa. Ad priorem partem respondetur, non esse similem rationem, quia pauper habet proprium jus ad actum petendi eleemosynam, quo actu injuste privatur per violentam detentionem aut deceptionem; ille autem actus tanti æstimabilis est, quantum est commodum quod cum morali certitudine ex illo reportari solet, et ideo tunc non obstat quod lucrum pendeat ex voluntate alterius, quia de voluntate illa moraliter constat; si autem contingeret mutari voluntatem eorum qui daturi sunt eleemosynam, et hæc etiam mutatio certo cognita esset, cessaret etiam obligatio restituendi illud emolumentum. Ita est autem in præsenti, nam mutatur voluntas ipsius religiosi, sine qua non habet monasterium jus justitiæ ad illud lucrum, et ideo cessat obligatio restituendi illud. Et hinc patet responsio ad alteram partem; nam est etiam ratio dissimilis, quia quando religioso infertur vis vel fraus, tunc non deest ejus voluntas ad obsequia et lucra religionis, et ideo injuria, quæ fit religioni, privando eam tali persona, æstimatur etiam secundum lucra et emolumenta, quæ ex tali persona illi provenirent, quia ille nunquam censetur mutasse voluntatem, quia vis et fraus tollit voluntarium; quando autem religiosus solum inducitur, ipse mutat voluntatem suam, et per illam desinit esse utilis religioni, quoad illa lucra temporalia; ideoque carentia talis personæ jam non æstimatur per respectum ad illa lucra, quia ipsamet persona non habet voluntatem acquirendi illa, et aliunde, non habere illam voluntatem, non est simpliciter contra justitiam respectu religionis, ut declaratum est.

18. Dices: ergo, etiamsi religiosus extraha-

tur per vim factam religioni, et non religioso, non sequeretur obligatio ad restituendum, quod videtur contra dicta in præcedenti assertione, num. 8. Explicatur sequela. Si religiosus habeat voluntatem fugiendi, et religio ei resistat, eumque diligenter custodiat, tunc potest tertia persona, inferendo vim religioni, et non religioso, illum eripere. Probatur ergo tunc sequela, quia ille religiosus non habet voluntatem lucrandi tunc aliquid religioni; ergo damnum illatum religioni, privando illam per vim tali persona, non est æstimandum ex quantitate lucri quo privatur religio, quia illud lucrum futurum erat voluntarium, et voluntas deest. Sicut si illa persona esset impotens ad lucrandum, nulla æstimatio ex lucro fieret; perinde autem reputatur esse nolentem ac esse impotentem. Respondeo, consequenter loquendo argumentum convincere, et ita concedendam esse sequelam; nec consequens est contra dicta, quia locuti sumus de deceptione ipsius religiosi, et similiter de vi ipsi illata, vel per absolutam coactionem, vel saltem per gravem metum, qui suo modo impedit voluntarium.

19. Sed adhuc superest scrupulus, quia obligatio restituendi principaliter oritur ex damno re ipsa illato, vel lucro cum effectu impedito per actionem injuriosam. At vero in præsenti casu, si religiosus maneret in monasterio, moraliter loquendo, vel amore religionis, vel timore pœnæ, cum effectu lucraretur religioni tantam quantitatem, vel operas tantæ æstimationis in ejus obsequium vel utilitatem impenderet; ergo, qui infert religioni dictam vim, re ipsa privat illam tali emolumento per actionem injuriosam; ergo re ipsa tenetur illud restituere. Et ideo etiam non videtur satisfacere prior responsio, de mutatione voluntatis, tum quia indecens est causa illius mutationis; non sine injuria religionis, nam ipsa inductio injuriosa est illi; tum etiam quia hæc æstimatio non debet fieri tantum secundum præsentem voluntatem ipsius religiosi, sed multo magis secundum effectum, qui in re futurus esset, si vis illa vel injuria non fieret religioni. Confirmatur exemplo, nam si quis de manibus judicis eriperet reum vel debitorem desiderantem fugere, teneretur ex justitia satisfacere, vel judici, lucrum quod revera esset recuperaturus, si ob eam causam illud amittit.

20. Respondeo rationem factam esse valde probabilem, et reddere rem dubiam ac consideratione dignam. Nihilominus respondeo restitutionem non semper esse faciendam secundum effectum in futuro præsumptum, seu qui creditur futurus, si talis actio vel mutatio non fieret, nisi in præsenti habeat quis jus justitiæ ad illum effectum, et ad causas a quibus pendet, quatenus cadunt sub humanam potestatem, alioquin effectus est mere contingens, et extra dominium alterius, et ideo carentia illius non censetur damnum ab altero illatum, quod restituendum sit; ut, verbi gratia, si Petrus per injustitiam cogatur esse absens a domo, vel civitate sua, et ea occasione contingat non eligi ad officium, vel non consequi aliud commodum, pendens omnino ex voluntate alterius, non tenetur qui vim intulit totam hanc carentiam lucri restituere, quia est res valde extrinseca; ita ergo est in præsenti. Neque est simile de judice, quia ille habet proprium jus justitiæ ad pœnam media condemnatione, quæ jam erat in potestate et voluntate ejus. Et simile est de creditore; nam habet jus justitiæ ad rem sibi debitam, quod ostendimus non ita esse in religione respectu lucri, vel operis quo comparandum est. Esset autem exemplum magis simile, si aliquis esset debitor non ex justitia, sed ex aliquo voto, et ab alio persuaderetur ne impleret votum; nam licet graviter peccaret inductor, non tamen teneretur ad restitutionem, quia debitum non erat ex justitia. Idemque esset si per vim illatam tali creditori pararetur via alteri habenti votum ad fugiendum, et non solvendum. Est item simile si quis religiosum, in monasterio manentem, induceret ut non obediat Prælato præcipienti ut legat, vel aliud simile faciat, unde monasterio lucrum reportaret; nam, licet moraliter constet cum effectu ita fuisse futurum, si ipse non induceret, non tenebitur ad restitutionem. Idemque erit si per vim vel metum cogat Prælatum, ne vim inferat subdito nolenti legere aut laborare. Non potest tamen negari quin ratione hujus violentiæ teneatur ad aliquam satisfactionem arbitrio boni viri, ut dicit Soto; non tamen ad cessationem lucri, si aliud damnum in propriis bonis non intercessit, hoc enim semper restituendum est.

### *Consectaria ex hactenus dictis.*

21. *Primum consectarium negans obligationem restituendi in impediente ingressum sine vi et fraude. — Imo negans esse peccatum mortale contra religionem defraudatam.* — Ex dictis sequitur a fortiori, quid dicendum sit de illo, qui impedit alterum ne in religionem

ingrediatur, vel ipsi, vel religioni, et potest esse sermo, ut in num. 4 proponebatur, vel de solo ingressu per professionem, ut cum quis impedit jam novitium ne profiteatur, vel de primo ingressu, ut cum quis impedit secularem ne habitum religionis assumat. Et de utroque dicendum est, si inductio sit sine vi et fraude per solas preces, et alia humana motiva, nullam inde oriri obligationem restituendi respectu utriusque partis. Probatur, quia neutrius respectu illa actio est contra justitiam. Imo, si consideretur præcise ut est aliquo modo in damnum religionis, nec peccatum mortale ex genere suo esse videtur, quia religio non habet jus in tali, vel ad talem personam; ergo peccatum illud respectu religionis non est contra justitiam; ergo non habet ex objecto gravem malitiam, quia nulla apparet alia virtus cui graviter repugnet; maxime enim charitati repugnaret; inde autem gravem malitiam non habet, per se loquendo, quia religio non est in gravi necessitate, ut ob eam causam sit mortale peccatum impedire illi bonum illud, seu commodum talis personæ; sicut non est peccatum mortale impedire ne aliquis instituatur hæres, quando id fit sine vi et fraude, et sine formali odio. Et ita etiam hic limitari solet hæc pars, quæ communis est: Dummodo hoc non fiat ex intentione damnificandi religionem, quæ limitatio vera est quoad peccatum mortale. Nam illa intentio includit odium graviter repugnans charitati; non tamen est necessaria illa limitatio in ordine ad restitutionem, quia etiam illa intentio non est contra justitiam, neque actio, ab illa procedens, ob illam causam injuriosa fit.

22. *Videtur tamen mortale contra statuentem ingredi.* — At vero respectu ipsius personæ, quæ tanto bono impeditur, videtur esse actio illa peccatum mortale ex genere suo, non tantum ratione intentionis, ut si fiat ex odio et invidia spiritualis profectus fratris (quod est manifestum), sed etiam ex ipsa materia, quia est illud genus quoddam gravis scandali. Nam scandalum non tantum est inducere proximum ad malum, sed etiam avertere illum a bono, vel meliori, præsertim quando illud jam inchoaverat, vel in proposito habebat. Vel si quis nolit hoc vocare proprie scandalum (ne in voce hæreamus), certe est quoddam opus inferens grave nocumentum proximo; quod licet non sit contra justitiam, quia non fit invito, est tamen contra charitatem inducere hominem in eam voluntatem, quæ talis nocumenti causa est. Et confirmatur, nam inducere aliquem pravis consiliis et precibus ut dilapidet bona sua, grave peccatum est contra charitatem, quia est causa damni notabilis contra eamdem virtutem.

23. Nihilominus aliqui censent hoc non esse peccatum mortale ex genere suo, nisi ex aliqua prava intentione illam accipiat, quia non tenetur quis magis diligere proximum in spiritualibus, quam seipsum; sed non peccat quis graviter nolens ingredi religionem, vel mutando propositum ingrediendi, et consequenter se privando omnibus bonis quæ status ille secum affert; ergo nec etiam peccabit graviter, eodem modo se gerens circa proximum, prout potest sine injuria, scilicet inducendo voluntatem ejus. Confirmatur; nam objectum illius inductionis, scilicet, ut proximus nolit ingredi religionem, non est intrinsece malum; ergo neque actus inducendi, ex vi objecti est aliquod peccatum, nedum mortale; cujus signum etiam est, quia ex justa causa potest esse actus bonus, ut est per se notum; ergo ex causa seu motivo, propter quod fit, sumenda est ratio et gravitas talis culpæ; ergo nisi fiat ex mortali intentione, non erit peccatum mortale. Non ergo peccabit mortaliter parens retrahens filium a religionis ingressu, solum ut habeat hæredem; nec amicus retrahens amicum, cujus conversatione et familiaritate sine Dei offensione gaudet; neque dominus retrahens servum propter suam utilitatem temporalem, quia in his casibus, et similibus, non est malitia mortalis; sed vel nulla est, vel ad summum erit venialis, si delectatio aliqua humana et indifferens, vel temporalis utilitas propter se diligantur; ergo absolute dicendum videtur hoc non esse peccatum mortale, nisi, vel ratione intentionis pravæ, vel nisi aliquis modus moralis violentiæ adjungatur ut est in parente timor reverentialis, aut nimis importunæ preces, vel etiam promissiones vanæ, quæ vix possunt a deceptione excusari. Videatur Navarrus, lib. 2 de Restit., c. 2, numero 15.

24. *Secundum consectarium tripartitum.* — *Qui contra justitiam impedit, et religioni et impedito est injuriosus.* — Secundo infero ex dictis, eum qui per vim vel dolum ingressum vel professionem religionis impedit, peccare mortaliter, et teneri ex justitia ad tollendam vim, et ignorantiam, seu errorem, non tamen teneri ad ampliorem restitutionem faciendam, aut personæ, aut religioni. Prima pars clara est, quia actio illa non solum est contra cha-

ritatem, sed etiam contra justitiam, saltem respectu personæ cui vis infertur, vel quæ decipitur; respectu autem religionis erit etiam actio injuriosa, si coactio fiat Prælato, ne talem personam recipiat, aut si per dolum et deceptionem Prælati idem fiat; an vero vis facta volenti esse religiosus, sit etiam injuria religionis, et e converso, dubitari potest, quia tunc sunt quasi personæ minus distinctæ. Nihilominus affirmative respondendum est, quia unusquisque habet jus ut, per vim et fraudem cuicumque factam, nemo impediat ne sibi beneficium conferatur; ut si quis per violentiam impediat divitem, ne faciat eleemosynam pauperi, non solum diviti, sed etiam pauperi injuriam facit; ita ergo est in præsenti. Quando enim Prælatus per timorem gravem cogitur ne aliquem admittat, huic fit gravis injuria, quia per iniqua media et injusta invitus privatur magno bono. Et e converso, cum vis infertur personæ, injuria fit religioni, quia impeditur progressus, et augmentum ejus. Item indirecte privatur unusquisque sua libertate per violentiam alteri factam, quod in quocumque humano contractu injustum est. Atque idem est de deceptione, in qua solet peculiaris injuria intervenire, quia solet decipi una pars infamando aliam, quæ est nova et directa injuria. Et hinc probata relinquitur secunda pars, nam justitia obligat ad cessandum ab injuria, et ad tollendum injustum impedimentum, ut supra satis dictum est.

25. Tertia vero pars, quæ nunc est communior, ut patet ex Soto, Ledesm. et aliis recentioribus, probanda est a fortiori ex superius dictis. Nam damnum spirituale, quod ibi considerari potest, non potest, ut sic dicam, in se et efficaciter restitui, et quoad præteritum tempus, est quasi irreparabile; quoad futurum vero satis reparatur tollendo omne impedimentum; et quamvis possint dari alia auxilia monendi, precandi, intercedendi, etc., illa, vel sunt ad melius esse, vel ad summum ad charitatem pertinent, non ad justitiam. Damnum vero temporale ex parte religionis non consideratur, ob rationem supra factam, quæ hic majorem vim habet, quia religio nondum habet jus in talem personam; ex parte vero futuri religiosi posset magis considerari, quia forte privatur temporali subsidio, etc. Tamen, quia illud est valde accidentarium et remotum, et quia regulariter plus in hoc genere relinquitur per ingressum religionis, ideo etiam hæc obligatio moraliter non æstimatur, præsertim, quia quoad tempus futurum satis resarcietur illud damnum, si quis ablato impedimento religionem ingrediatur, quod in ejus est potestate; incommodum autem præteritum, quatenus temporale est, moraliter quasi nihil æstimatur. Possunt quidem excogitari circumstantiæ quæ reddant hoc damnum æstimabile, et dignum temporalis recompensationis; sed hoc adeo est rarum, ut non impediat generalem regulam, et tunc arbitrio prudentis relinquendum est.

26. *Tertium consectarium de cooperantibus ad apostasiam.* — Tertio infertur ex dictis, eos qui cooperantur religioso volenti apostatare, adjuvando, recipiendo, etc., licet graviter peccent pro ratione cooperationis, non teneri ad aliquam restitutionem. Probatur, quia non tenentur religioso, quia respectu illius peccatum illud non est injustitia, sed sacrilegium. Nec tenentur religioni, propter fundamenta superius adducta; si enim is, qui inducit, non tenetur, multo minus obligabitur qui solum adjuvat. Atque hæc sunt quæ ex jure naturæ consequuntur; jure autem ecclesiastico (ut tertiæ parti tituli satisfaciamus) additum est, ut hæ personæ excommunicationem ipso facto incurrant, ut constat ex privilegiis concessis Mendicantibus ab Innocentio IV, et Leone X, et Julio II, in lib. Monument. Ordin., concessione 554, et 651, et 452, et in Compendio privilegiorum Mendicantium, verb. *Apostatæ*, § 8; et in Compendio Societatis, verb. *Apostata*, § 3 et 4, ubi notatur hanc excommunicationem esse reservatam Pontifici. Solumque indiget hæc censura declaratione, quoad receptatores, quam trademus infra, a capit. 8, tractando de transitu ab una religione ad aliam.

## CAPUT IV

### AN RELIGIOSUS PROFESSUS JUSTE POSSIT A RELIGIONE EXPELLI.

1. Ratio dubitandi est, quia professio est contractus reciprocus inter religiosum et religionem, ut sæpe dictum est; ergo debet esse æqualis ex utraque parte; sed religiosus ipse ob nullam causam potest invita religione illam deserere, vel ad seculum redire, etiam quoad habitationem et vitam a religionis communitate segregatam; ergo nec e contrario potest religio ipsum religiosum invitum a se expellere. Atque ita sentit Cardinalis, in Clement. 1, § *Quia vero*, de Stat. monach., monachum incarcerari et aliis modis puniri, non tamen posse expelli. Quod videtur posse

confirmari ex cap. ult. de Regular., ubi Pontifex præcipit omnes ejectos inquiri, et ad monasterium, si ordo religiosus id patitur, vel ad habitationem aliquam monasterio conjunctam revocari, ut ibi pœnitentiam agant; ergo saltem post illud jus non licet talis ejectio. Alii ita moderantur hanc partem, ut dicant religiosum, quantumcumque incorrigibilem, expelli non posse, si permanere vult, atque adeo nisi ipse consentiat. Ita sentit Sylvester, tribuens D. Thomæ, verb. *Religio*, 6, § 17; Armilla, verb. *Religio*, § ultimo.

2. *Prima probatio ex jure communi.*—Nihilominus res certa est, posse licite religiosum a religione expelli justa de causa. Probatur primo ex jure communi, cap. *Cum ad monasterium*, de Statu monach., ubi de proprietario contumaci, et post regularem monitionem præmissam, dicitur: *De monasterio expellatur, nec recipiatur ulterius nisi pœniteat secundum monasticam disciplinam.* Exponet fortasse aliquis, ibi non dici, ut expellatur a religione, sed a monasterio, nimirum quasi relegando illum in aliud, non vero extra totam religionem pellendo; ita enim in simili interpretari conatur Archid., in cap. *Abbates*, 18, q. 2, n. 5. Verumtamen considerandum est, Pontificem loqui de monasticis religionibus, in quibus professio fit in particulari monasterio, in quo acquiritur filiatio, et peculiaris unio et obligatio, ita ut nec religiosus possit ad aliud monasterium ejusdem religionis sine monasterii consensu transire, nec aliud monasterium possit cogi ad illum recipiendum in proprium membrum ac socium: et ideo perinde loquitur Pontifex de monasterio, ac de integra religione, quia ad illum modum professionis alia monasteria sunt omnino per accidens; intelligit ergo ut expellatur simpliciter a religione. Et ita sentit ibi glossa, licet addat, posse mitti in arctius monasterium, ne evagetur, sed pœniteat; quod est verum, si religio velit, et expedire judicaverit; tamen, si aliud judicat, etiam potest omnino expellere, juxta Pontificis mentem, et communem intelligentiam. Quod clarius explicavit Honorius, in cap. ult. ejusdem tituli, dicens: *Ovem morbidam ejiciant ab ovili, ne inficiat sanas oves.* Idem probatur aperte ex c. *Relatum*, Ne clerici vel monachi, ibi: *Vel si restiterint ausu temerario, eis ejectis*, etc., et cap. *Cum in Ecclesiis*, de Majoritate et obedientia, ibi: *Alioquin de fratrum consortio penitus excludatis.*

3. *Probatio ex juribus et usu peculiaribus religiosis.* —Secundo idem probatur ex regulis et consuetudinibus religiosis. Nam Basil., in reg. 28, ex fusius disputatis, de inobediente post plures admonitiones contumaci ait: *Ut membrum vitiatum inutileque, medicorum more, præcidere convenit.* Affert illud Matth. 5: *Si oculus tuus dexter scandalizet te*, etc. Idem habet reg. 44, ex Brevioribus, et sane non ob culpam nimis gravem, sed quia impatienter suffert correctionem cum contumacia. Idem reg. 57 et 61, pro quocumque vitio incorrigibili, vel quia laborare non vult, nec psalmos discere, et similia cum incorrigibilitate conjuncta. Idem in animadvers. ad canonicos delinq., reg. 8, et in Constit. monast., c. 34. Benedictus etiam in sua regula, c. vigesimo octavo, præcipit contumaces et incorrigibiles expelli, et plane loquitur de absoluta ejectione a tota religione, nam supponit præcessisse plures admonitiones, correctiones, pœnas, usque ad flagella et excommunicationem, et alia media, nullaque sufficere, et tunc, ait, utatur Abbas consilio Apostoli: *Auferte malum ex vobis ipsis*, 1 Cor. 5, et: *Si infidelis discedit discedat*, 1 Cor. 7, *ne ovis morbida totum gregem contaminet.* Et ita observant religiones monachales, quæ fere omnes (Carthusiam excipio) sub regula S. Benedicti militant, ut sumitur ex Concilio II Aquisgran., sub Ludovico, tit. de Ordine Rectorum, c. 15; et ex Bern., epist. 122, ubi eodem consilio utitur. Et usu etiam id servasse S. Benedictum, refert Gregorius, lib. 2 Dialog., c. 25. Augustinus, in regula, cum dixisset contumacem graviori pœna plectendum esse, subdit: *Quam si ferre recusaverit, etiam si ipse non abscesserit, de vestra societate projiciatur; non enim hoc fit crudeliter, sed misericorditer, ne contagione pestifera plurimos perdat.* Et ita etiam observant religiones, quæ regulam Augustini profitentur, ut de Canonicis regularibus dicitur in Concilio I Aquisgran., sub Ludovico, c. 134, ubi latissime plura ponuntur remedia, priusquam ad hoc extremum supplicium perveniatur. Idem observare licet in sacra Prædicatorum religione, distinct. 1 suarum Constitut., c. 19, ubi post alias pœnas additur: *Vel secundum regulam Patris nostri Augustini, si magis expediens judicetur, exutus habitu ordinis de nostro ordine expellatur*; quod etiam confirmat D. Thomas, Quodlib. 12, a. ult. Idem statutum est a S. Francisco, in sua regula [1], c. 13, ut apos-

[1] Cord., q. 31, in c. 2 suæ regulæ, Manuel Roder., 1 tom. Quæstionum regul., q. 30, art. 13, 14.

tata, qui religionis habitum voluntarie exuerit, penitus ab ordine expellatur; quod, licet cum aliqua moderatione infra tractanda, in illo ordine receptum est, et ad alios casus ampliatum per Alexandrum VI, ut refertur in lib. Monumenta Minorum, concess. 65; et alia videri possunt in Compend. privileg. Mendicant., verb. *Ejicere ;* et in Specul. Minor., 2 p., tit. 1; et apud Bonavent., q. 14 in regulam.

4. Tandem probatur ratione, quia commune bonum religionis privato commodo religiosi præferendum est; sed ad commune bonum religionis moraliter necessarium est ut possit a se expellere membrum putridum, ne alia inficiat, ut Sancti citati docent; ergo. Quæ ratio multis juribus confirmari potest, quæ de censuris ecclesiasticis, præsertim de excommunicatione loquuntur, cum proportione tamen in præsenti locum habent. Facit c. *Resecanda,* c. *Ecce,* 24, q. 3, c. *Sed illud,* 45 d., cum similibus. Unde facile solvitur ratio dubitandi proposita, et confirmatur veritas. Primum enim nulli parti fit injuria, si pacta et fœdera, juxta conditiones, quibus inita sunt, serventur; pactum autem religionis cum religioso, quando se illi obligat, ejus professionem acceptando, habet hanc conditionem inclusam, ut secundum regulam vivere studeat, et religionem non perturbet, sed obedientem et corrigibilem se exhibeat; ergo si ipse religiosus fidem non servat, nec religionis obligatio integra manet; poterit ergo illum a se expellere. Quod autem illa conditio subintelligatur (reliqua enim clara sunt) constat, quia tam in communi jure, quam in ipsis regulis religionum et quam in ratione naturali continetur; vota autem et professio fiunt secundum regulam, et commune pactum censetur fieri secundum jus, et secundum rectam rationem; ergo.

5. *Moderatio in eodem n. 1 impugnatur tripliciter.*—Atque hinc colligitur, non esse necessarium ut ipse religiosus ejectioni consentiat, si alias sufficiens causa præcessit. Probatur primo ex omnibus juribus et regulis adductis, quæ absolute loquuntur, et consensum ipsius personæ non requirunt. Secundo probatur ex usu; ita enim nunc fit in omnibus gravioribus religionibus, esseque antiquissimum morem intelligi potest ex facto magni Pachomii, quod ex Simeone Metaphraste refert Surius in vita ejus, cap. 59, die 14 Maii, ubi ait, cum quidam monachus, Sylvanus nomine, inhoneste se gereret, eum vocasse post vigesimum annum suæ exercitationis, jussisseque veste exui monastica, et expelli monasterio. Eum autem, ad pedes Patris procidens, rogasse: *Hoc adhuc mihi condona, Pater,* etc.; Pachomium autem respondisse: *Si, tot acceptis monitionibus, noluisti accipere id quod est melius, neque plagis affectus eligere id quod est utile, quemadmodum possum diutius permittere ut membrum morbosum congregetur cum grege Christi; ne forte unius oris affricata scabies non parvam ejus partem inficiat, et corrumpat.* Potestatem ergo in se agnoscebat Pachomius illum invitum expellendi, quamvis tandem precibus et promissis sub fidejussore datis cesserit, et illum cum magno illius fructu retinuerit. Idem intelligitur ex Joan. Climach., in gradu 4 Obedientiæ, ubi refert de antiquis monachis, dissidentes jussu Prælati solitos reconciliari ante solis occasum, et privari cibo, donec in gratiam redirent, *aut certe* (inquit) *e monasterio expellebantur.* Tertio declaratur ratione, quia ejectio hæc non tam est medicinalis pœna, quam vindicativa, propter commune bonum: ergo non pendet per se ex consensu delinquentis, sed ipso invito inferri potest, si ad commune bonum expedire judicetur.

6. Dices, hoc ad summum procedere, si religiosus nollet suæ ejectioni consentire, nec etiam vellet emendari; tunc enim propter contumaciam et incorrigibilitatem ejici posset invitus; at vero si cum voluntate permanendi in religione ostenderet etiam emendationis propositum, non videtur posse expelli, quia tunc jam non est contumax, nec dici potest incorrigibilis; cum tamen propter solam contumaciam et incorrigibilitatem possit expelli, juxta c. ult. de Statu monach. Unde D. Thomas, Quodlib. 12, art. ult., comparat ejectionem hanc excommunicationi, ut sicut excommunicari non potest quis, nisi quia contumax est, et emendari non vult, ita nec a religione expelli; nam æquiparantur hæ personæ; utraque enim spiritualis est, et pœna spiritualis non fertur nisi in contumacem.

7. Respondeo, semper quidem esse necessariam aliquam incorrigibilitatem, non tamen semper necessariam esse actualem contumaciam. Priorem partem probat dict. ult. de Stat. monach., et alia testimonia supra adducta in n. 3, et illam intendit præcipue D. Thomas loco citato, ex Bonav., q. 14, in Exposit. regular., et sumitur etiam ex Bulla Alexandri VI, quæ refertur in lib. Monumenta Ord., concessione sexagesima quinta, et hoc convincit ratio quam D. Thomas insinuat;

nam hæc est gravissima pœna, quæ privat hominem non solum temporalibus commodis, sed etiam spiritualibus, et ideo non debet statim imponi propter delictum commissum, etiam grave; sed debent aliæ medicinales pœnæ adhiberi prius, et omnibus modis tentari, ut talis religiosus emendetur. Est etiam hoc consentaneum statui religioso, qui est schola virtutis ac perfectionis, ad quam pertinet non solum promovere ad virtutem, sed etiam vitia corripere, et specialiter infirmos curare; ergo est valde alienum a tali statu infirmos statim deplorare, quod fieret eos ejiciendo absque multa curatione prævia, quæ inefficax inveniatur propter contumaciam infirmi.

8. Nihilominus probatur altera pars, quia si quis iterum ac sæpius correctus non emendetur, aut iterum atque iterum recidat, etiamsi postea offerat et promittat emendationem, potest et interdum debet expelli: nam ille satis dici potest incorrigibilis, et ideo in eo locum habent jura, quæ incorrigibilem expellendum dicunt. Aliud est enim esse incorrigibilem, aliud actu contumacem; hoc enim etiam actualem resistentiam voluntatis, illud vero solum dicit iteratum lapsum contra adhibitam correctionem. Unde jura canonica statuunt, incorrigibilem clericum in aliquibus criminibus degradandum esse, et tradendum brachio sæculari; quod fieri potest, etiamsi tunc convertatur, et maxime doleat ac promittat emendationem, si jam sufficiens castigatio et monitio semel vel iterum præcessit; quomodo etiam se gerit Ecclesia in puniendis hæreticis relapsis; ita ergo de ejectione a religione censemus. Non est ergo omnino comparanda cum censura seu excommunicatione, sed solum quoad hoc ut requirat aliquam præviam monitionem, castigationem et contumaciam; non tamen in hoc quod illam etiam actualem et perseverantem postulet. Ratio autem differentiæ est supra facta, quod excommunicatio est pœna medicinalis, quæ per se primo respicit bonum ejus qui punitur; hæc autem non est hujusmodi, sed principaliter respicit bonum aliorum, scilicet totius religionis, tum in exemplum, et ut alii timeant esse ita rebelles ordinariæ correctioni et disciplinæ religiosæ; tum etiam ut auferatur malum de medio fratrum, ne et ipsi contaminentur, quod alia via non efficaciter cavetur; nam, licet talis persona dicatur offerre emendationem, non est tamen fide digna, nec probabilis de illa spes concipitur, propter præcedentem incorrigibilitatem; et ideo licet in ordine ad bonum ejus credendum illi sit, et ideo absolutio a censura statim detur, quia solum pendet ex præsenti bona dispositione, nihilominus in ordine ad bonum aliorum id non sufficit, quia propositum illud facile mutabitur, vergetque ejus societas in aliorum detrimentum.

*Quæ sit causa justæ expulsionis.*

9. *Prima conditio ad justam expulsionem, grave delictum.*—Ex dictis declaratum fere est, ob quam causam possit religiosus professus a religione expelli. Ordinarie enim loquendo, duæ conditiones necessariæ sunt. Prima est, ut grave aliquod peccatum præcesserit, externum, et de se inferens scandalum aliis, vel infamiam religioni; tam gravis enim pœna non potest inferri nisi propter gravem culpam; oportet etiam esse externam culpam, quia de internis Ecclesia non judicat, extra forum sacramentale. Addit S. Bonav., opusc. 9, in regulam S. Francisci, q. 14, non satis esse quod sit externum, et sæpius correctum, si sit occultum, ne oriatur scandalum ex publica ejectione cum culpa non pateat. Intelligendum est autem satis esse quod sit publicum juridice, id est, ita ut de illo sit sufficienter convictus in regulari judicio, juxta debitam formam et modum ejus, quia in omni delicto hoc satis est ad condignam pœnam. Nec potest ab aliis existimari injuste punitus, eo quod delictum non fuerit publicum notorietate facti; quia potius debent præsumere Prælatum ut judicem juste procedere; nec etiam reo fit injuria publicando delictum vel pœnam ejus, quando in judicio satis probatum est, et ita expedit ad commune bonum. Dices: nisi tale peccatum in aliorum vergat detrimentum, non meretur pœnam separationis a consortio aliorum; non vergit autem in aliorum detrimentum donec sit publicum, ut infamiam vel scandalum generet; ergo. Respondetur non oportere expectare effectum, sed satis esse quod delictum de se tale sit, nam tale peccatum in persona religiosa, quæ in communitate vivit profitente perfectionem, non potest non esse de se scandalum et religionem infamans. Unde Alexander VI Minoribus concessit, ut possint contumaces expellere, nulla addita restrictione de infectione fratrum, vel scandalo, et notorietate facti; quin potius expectare ut delictum sit notorium externis, quod Bonav. supra, q. 17, clarius indicat, non solum necessarium

non videtur, verum nec conveniens, sed maxime nocivum religioni.

10. *Secunda conditio, prævia monitio.*— Altera conditio est, ut de tali peccato præcesserit correctio et admonitio sine fructu, vel emendatione; hoc etiam constat ex dictis, quia oportet, ut non solum religiosus peccator sit, sed etiam incorrigibilis, ut juribus et ratione declaratum est. Quæri autem potest circa hanc secundam conditionem primo, quanta vel quotuplex correctio necessario præcedere debeat. Secundo, an semper et in omni casu necessaria sit, vel aliquando gravitas peccati semel commissi, et scandalum vel infamia inde secuta sufficiat. Ad priorem interrogationem dicendum est, de ea re non esse unam certam regulam pro omnibus religionibus præscriptam, sed maxime relinqui prudentiali judicio. Hoc constat ex Basilio, Augustino, et aliis adductis; solum enim asserunt, eum, qui sæpius correctus contempserit emendari, ejiciendum esse. Quam regulam sequitur ordo Prædicatorum, nam in suis Constitutionibus, d. 1, c. 19, ubi ille dicitur incorrigibilis, *qui culpam non timet committere, et pœnas recusat ferre, vel ex earum sepius repetita inflictione judicio discretorum cognoscitur non proficere.* At vero in religione Minorum ille proprie censetur incorrigibilis, qui ter convictus et punitus de crimine, non emendatur, ut habetur in Ordinat. general. Toletan., tit. de Incorrigibil., c. 6, et refert Emman. Roder., q. 80, art. 14; et in regula S. Benedicti, c. 58, qui ter deserit religionem, post professionem factam, amplius admitti prohibetur, atque ita omnino expellitur, tuncque censetur satis incorrigibilis: quod si aliqua moralis regula tradi potest, hæc certe videtur maxime probabilis, magisque usitata. Unde clericus, qui de gravioribus criminibus his est canonice punitus, vel ter admonitus, et non emendatur, censetur incorrigibilis, ut degradari possit, et tradi brachio seculari, ut videri potest in Julio Claro, lib. 5, § ult., q. 36, num. trigesimo tertio et trigesimo quarto; Menochio, consil. 82, n. 97; Bernard. Dias, in Praxi, c. 151, qui alios referunt.

11. Nihilominus non est hæc regula adeo certa, quin detur semper locus prudenti judicio Prælatorum, vel amplius expectandi, vel citius expellendi reum, si ad commune bonum valde conveniens existimetur, et nulla sit expressa lex specialis, quæ oppositum statuat; jus enim commune nullum est, sed loquitur indefinite, ut vidimus. Unde etiam in religione Minorum, ex concessione Leonis X, quæ refertur in compendio privilegiorum, § 5, potest aliquando expelli religiosus pro atroci delicto semel tantum perpetrato, ut si ex illo delicto tanta infamia tantumque scandalum ortum esset, ut sine magno detrimento detineri reus inter religiosos non posset. Et religioni S. Hieronymi in Hispania concessit Pius V, anno Domini 1566, ut in delictis gravioribus aut gravissimis, velut inobedientiæ contumacia seu incorrigibilitate, possit suos religiosos etiam usque ad privationem habitus inclusive punire. Ubi etiam cum indefinite de gravioribus et gravissimis delictis loquatur, solumque gratia exempli ponat contumaciam inobedientiæ, constat non ponere regulam omnino definitam, sed prudentiæ judicis relinquere, quando delictum sufficientem gravitatem habeat ad hanc pœnam, et an, quæve contumacia expectanda sit. Similem in Societate nostra instructionem a Pontificibus probatam infra, tract. 10, ostendemus. Denique, secluso speciali jure ac privilegio, ex ratione naturali hoc ipsum significavit Sylvest., verb. *Abbas*, n. 6, ubi referens sententiam D. Thomæ dicentis, non posse expelli religiosum nisi propter contumaciam, addit: *Quod intelligo, nisi incorrigibilitas præsumatur de facto propter conditionem viri, vel de jure propter regulam ita mandantem.* Ubi imprimis modum et distinctionem indicat explicandi regulam a D. Thoma et communiter traditam de contumacia vel incorrigibilitate, scilicet, vel actuali, seu præterita, et præsumpta. Deinde duos modos insinuat præsumendi juste incorrigibilitatem, etiamsi actu non præcesserit, vel de jure, ut quando regula aliqua religiosa illam præsumit in aliquo delicto, vel de facto, ut quando tales sunt circumstantiæ personæ, ut nulla sit moralis spes correctionis. Addo, etiam interdum fieri posse ut, licet sit spes correctionis in ipsa privata persona, non tamen possit satisfieri publicæ infamiæ, vel scandalo totius religionis, nisi expellendo religiosum delinquentem; vel non posse convenienti modo, et sine magno dispendio religionis in perpetuo carcere detineri, vel alio simili modo puniri; et tunc etiam esse posse sufficientem causam expulsionis, quantum est ex vi juris communis, si jus speciale alicujus religionis non repugnet. Quia commune bonum religionis præferendum est privato; et quia interdum juste punitur quis perpetuo exilio, imo et morte, propter unum delictum sine alia contumacia; et in-

terdum potest hoc fieri arbitrio judicis propter gravissimas circumstantias, ut videri potest apud Emman. Roder., tom. 1 Quæstionum regul., quæstione trigesima, articulo decimo quarto, ubi pro se citat Jul. Clar., lib. 5, § *Sacrilegium*, n. 3, et Maranta, in Speculo, fol. 29, post n. 53; quid ergo mirum quod hoc possit fieri in aliqua religione, maxime ubi proprium jus non resistit?

12. *Qui putent ejectionem corrigibilis esse illicitam in foro conscientiæ.* — Addunt vero aliqui ex doctrina S. Bonavent., licet in exteriori foro possint Prælati juste expellere religiosos propter graves excessus, etiam sine propria incorrigibilitate, non tamen in foro conscientiæ, propter scandalum quod in animis secularium potest generari, et propter periculum damnationis cui exponuntur sic ejecti, quia nequeunt servare regulam quam promiserunt, a cujus obligatione non possunt liberari. Sed debent (aiunt) tales religiosi perpetuis carceribus mancipari, et ibi puniri pro qualitate delictorum. Hanc vero distinctionem de foro interno et externo, ad hanc materiam applicatam, apud S. Bonaventuram non invenio, nec videtur mihi posse probabiliter accommodari, per se loquendo; itaque quoties juxta regulam approbatam, vel juxta Pontificia diplomata, seu concessionem, licitum est in exteriori foro expulsionis sententiam ferre et exequi contra religiosum professum, etiam in foro conscientiæ id est licitum, per se loquendo.

13. *Probatur tamen talem ejectionem non esse illicitam contra justitiam commutativam.* — Ratio est, quia ex duplici tantum capite posset id non licere, vel quia esset contra justitiam, vel quia contra charitatem, alia enim radix in præsenti cogitari non potest: neutrum autem ex his potest cum probabilitate affirmari; ergo. Probatur minor quoad priorem partem de justitia, quia vel hoc intelligitur de justitia commutativa, ratione mutui contractus facti inter religiosum et religionem in ipsa professione; et hoc non, ut etiam S. Bonaventura, dict. q. 14, fatetur, quia pactum illud intelligitur secundum regulam approbatam, et secundum privilegia Pontificia, et secundum rationem rectam; juxta hæc autem jura omnia, includit conditionem ex parte religionis, Si ita professus vixerit, ut decet, vel debetur religioso statui, et communitati; aut clarius, Nisi se reddat dignum expulsione, juxta regulam et mentem Pontificis; ergo quoties quis ejicitur juxta regulam et privilegia, non frangitur pactum a principio factum; ergo ex hac parte non peccatur contra justitiam; ergo ex eodem capite, quod licet in foro exteriori, licet etiam in foro conscientiæ.

14. *Nec contra vindicativam.* — Vel sermo est de justitia vindicativa, et ex hac parte non potest etiam contra conscientiam agi, saltem per excessum contra religiosum (nam de defectu contra religionem, vel Rempublicam, statim dicam). Probatur, quia in tali religione, per legem justam, qualis est regula approbata, vel per Pontificiam declarationem, quæ in privilegio continetur, illa judicata est condigna pœna talis delicti, vel talium delictorum; ergo non fit injuria reo illam exequendo. Nec enim putandum est illam concessionem Pontificis esse permissivam tantum, sed approbativam, tum quia oppositum constat ex verbis concessionum, tum etiam quia esset contra omnem rationem. Cur enim permitteret Pontifex religioni (quæ tenetur non solum ad justa, sed etiam ad perfecta) ut injustam pœnam imponeret, et exequeretur sine impedimento, et sub Pontificis umbra et auctoritate? Quod si quis dicat, Pontificem non approbare hanc vel ejectionem in particulari, sed illam quæ fit justa causa, hoc est quod intendimus; nec enim nos defendimus ut justam omnem expulsionem in individuo; sed ex hypothesi dicimus, eam quæ fuerit justa in foro externo, juxta regulam vel privilegia, non posse esse in foro conscientiæ injuriosam ejectionem. Unde si judicium particulare de causa ejectionis in re verum sit, et prudentiale, juxta verum sensum regulæ et privilegiorum, reddet sine dubio Prælatum tutum in foro conscientiæ, saltem quoad hanc partem non inferendi injuriam reo; si vero judicium sit falsum, quia nimirum delictum tale non est, quale regula vel privilegium requirit, tunc nec ipsa expulsio est justa secundum regulam, et ideo neque in conscientia erit justa, per se loquendo, imo etiam erit contra obligationem inclusam in primo pacto professionis, ut patebit facile convertendo rationem superius factam. Dico autem, per se loquendo, quia per ignorantiam et bonam fidem Prælati poterit interdum factum excusari. Nunquam ergo hic separatur justitia in conscientia, et in judicio externo, respectu religiosi.

15. *Nec denique contra justitiam legalem.* —Majus dubium esse posset, an talis expulsio possit interdum esse contra justitiam legalem

et bonum commune, quia nimirum delictum non satis punitur illo modo; imo sæpe fortasse ipse delinquens desiderabit hanc pœnam, ut possit liberius vivere. Unde quoad hanc partem regula vel privilegium non videntur esse præceptiva, seu ordinativa, sed concessiva, ut ita fiat; semper autem videntur subintelligere conditionem, *Nisi ratio justitiæ plus fieri postulaverit*. Respondeo, Pontificem per hanc concessionem vel regulam non tam intendere punitionem delicti, quam præservationem, quietem et decentiam religionis; et ideo si ad hos fines necessaria sit religiosi ejectio, non est omittenda, eo quod delictum non videatur adæquate puniri, nam hoc non est ita intrinsece necessarium, ut ex justa causa omitti non possit. Accedit, quod semper potest antecedere alia vindicta delicti, quæ pro capacitate status religiosi videatur sufficiens. Potest etiam sic ejectus ad triremes mitti, si dignus judicetur, vel perpetuo, vel ad tempus; itaque nunquam condigna punitio repugnat cum ejectione, ideoque qui concedit facultatem expellendi a religione, non aufert obligationem puniendi delicta modo sufficienti ad publicam satisfactionem, quatenus simul esse potest cum expulsione a religione; et ideo non refert ad justitiam et honestatem talis concessionis quod sola expulsio non sit interdum sufficiens pœna. Esset autem contra rationem tale privilegium, si ratione illius posset quis expelli, etiam in eo casu in quo talis expulsio esset contra justitiam in foro conscientiæ.

16. *Probatur deinde neque esse contra charitatem. — Concluditur contra citatos in n.* 12. — Venio ad alteram partem, de obligatione charitatis, quæ imprimis locum non habet ubi hæc pœna non est arbitraria, sed lege præscripta, in qua inferior seu ordinarius Prælatus dispensare non potest. Deinde, etiamsi Prælatus religionis ex charitate teneatur procurare bonum religiosi quantumvis criminosi, magis tamen tenetur custodire puritatem et pacem suæ religionis, et auferre scandala, etc. Unde Bonaventura, dict. q. 11, dixit: *Crudelis est miseratio, unde plures et meliores graviter offenduntur*. Præterea obligatio ex charitate, cessante justitia, plures conditiones requirit, quæ vix possunt in hujusmodi casu inveniri. Primum enim necessarium est ut proximus sit vel constituatur in gravi periculo morali et proximo suæ salutis: deinde, ut alius possit sine magno incommodo, præsertim spirituali, suo vel aliorum, illi necessitati succurrere; at in præsenti religiosus per ejectionem non statim constituitur in proximo periculo, imo neque in morali salutis suæ; potest enim vexatio dare intellectum, et humiliatio conversionem, vel potest multis modis sibi consulere, ut pericula effugiat; aliunde vero sæpe non potest Prælatus sine magno onere religionis, et periculo aliorum religiosorum, et suæ famæ et quietis, illum detinere; non ergo obligatur ad hoc ex charitate. Asserendum ergo simpliciter est, id quod regula per Pontificem approbata, vel privilegia, aut bullæ Pontificiæ permittunt seu concedunt singulis religionibus, circa ejectionem contumacium, seu discolorum religiosorum, non solum in externo foro, sed etiam in conscientia, per se loquendo, licita esse. An vero in aliquo particulari casu charitas exigat moderationem aliquam in executione, id ad factum pertinet, non ad jus, estque accidentarium, et ex prudenti arbitrio pendens. Et tunc etiam considerare oportet, an Prælatus auctoritatem habeat ad talem moderationem faciendam, vel potestatem superiorem juxta regulam requirat: id enim servandum est.

*In quo Prælato sit potestas ad expulsionem.*

17. *Est in Papa. — Est in tota religione.* — Tandem facile etiam ex dictis intelligitur, quis possit religiosum a religione ejicere, supposita causa sufficienti, nam sine illa nullus potest, et cum illa non quilibet, sed qui jurisdictionem ad hunc actum habet, nam est actus vindicativæ justitiæ et magnæ coactionis, qui sine jurisdictione fieri non potest. Primo ergo ac præcipue habet hanc potestatem Summus Pontifex; non solum ut supremus Pastor Ecclesiæ, quod clarum per se est, sed etiam ut supremus Prælatus religionis, ad quem spectant actus supremi, ad bonum ejusdem religionis pertinentes. Deinde habet hanc potestatem corpus ipsum religionis; ut autem illam habeat, non est necesse ut a Summo Pontifice specialiter conferatur, sed satis ut non auferatur seu reservetur talis actus. Ratio prioris partis est, quia hæc ejectio ex natura rei justa est, ex vi conditionis inclusæ in priori pacto inter religionem et religiosum, ut supra explicatum est; ergo ex natura rei est in ipsa religione tota, seu ut est unum corpus, si aliunde non impediatur; sicut e contrario ex natura rei est apud illam onus retinendi et alendi religiosum, qui nullam causam præbet ejectioni. Confirmatur, quia omne corpus habet jus separandi a se contagiosa membra, et

omnis Respublica abjiciendi qui eam conturbant, et potestas ad hanc actum per se est in corpore Reipublicæ; ergo similiter est cum proportione in corpore religioso.

18. *Excipe, nisi a Papa reservetur.* — Posterior vero pars, quæ est limitatio prioris, patet, quia potestas corporis subordinata est capiti, alias esset summa confusio; ergo si per caput restringatur, id est, per Pontificem reservantem sibi illum actum, non poterit tota religio sine consensu ejus religiosum ejicere. Considerandum itaque est corpus integrum religionis, in rigore sumptum, Pontificem ipsum ut supremum Prælatum includere, qui, quatenus jurisdictionem in illam habet, non ab ipsa, sed ex se, seu a Christo illam habet; quatenus vero habet potestatem dominativam, licet a religione illam habeat, in illo tamen ordine est suprema etiam respectu totius corporis religionis simul sumpti, quod non habent Prælati intrinseci (ut sic dicam) ipsius religionis. Hac ergo ratione potest hanc potestatem non solum ut universalis Pastor, sed etiam ut supremus Prælatus sibi reservare. Quia vero jure et potestate ordinaria relinquit religionem seipsam plene gubernare, ideo quamdiu hæc potestas ablata seu reservata non est, in ipsa religione integra manet. Et in eo casu, quo Pontifex illius usum sibi reservaret, teneretur ex justitia, post plenam causæ cognitionem, in ejectionem religiosi consentire, si et culpas haberet tali pœna dignas, et ad religionis bonum, illius pœnæ executio necessaria moraliter videretur.

19. *Est denique in Generalibus.* — *Quid de inferioribus Prælatis.* — Tertio solet hæc potestas esse in Generalibus religionum. Nam illis commissa est tota potestas necessaria ad gubernandam religionem, et ad universale bonum ejus; hujusmodi autem est hæc potestas, de qua agimus, ut ostensum est. Unde Pius V, in privilegio supra citato, concesso Ordini S. Hieronymi, in Hispania, quod habetur in Compend. privileg. ejusdem ordinis, verb. *Condemnare*, inter alia sic ait : *Considerans quod Prior Generalis per constitutiones dicti ordinis habet omnimodam et ordinariam potestatem, quam ipsum Capitulum generale, tempore quo celebratur, habet, Priori Generali concessit facultatem relegandi*, etc. In quibus verbis solum expendo rationem quæ movit Pontificem, ad concedendum Generali potestatem quam Capitulo concedebat; quia tota potestas Capituli translata esse debet in Generalem : eadem ergo ratione jure ordinario habere videtur Generalis potestatem ejiciendi religiosum ex justa causa. De aliis vero inferioribus Prælatis, ut sunt Provinciales, Priores, Guardiani, etc., nihil certum dicere possumus ex communi jure, sed solum consulenda esse jura specialia regularium, seu privilegiorum singularum religionum, et illa esse observanda. Regulariter autem videtur esse in solo Generali jure ordinario, nec immerito, quia abscindere membrum corporis est res gravissima, et ideo merito postulatur consensus capitis. Provinciales autem aliquando hac potestate utuntur ex commissione, vel generali, vel speciali, juxta varios usus religionum.

20. *Requiraturne consultatio ut Prælatus ejiciat religiosum.* — Quæri autem hic potest an Prælatus habens hanc potestatem possit illa uti suo justo arbitrio, sine consilio aliorum qui in ordinibus ad hoc ministerium deputari solent, vel potius hujusmodi consilium sit omnino necessarium ad valorem actus. Nam in prædicto privilegio Pii V ad Hieronymianos, additur : *Dum tamen hæc omnia faciat de consilio fratrum*, etc., et similia haberi solent in Constitutionibus religionum, ut in Constit. Prædicatorum, c. 19, d. 1, dicitur : *De consilio discretorum, si expediens judicetur, potest Magister ordinis*, etc. Verumtamen in hac etiam re non possumus generalem regulam tradere, sed observandum est in unaquaque religione institutum ejus ab Ecclesia approbatum; nam in quibusdam suffragia consulentium decisiva sunt, ita ut sine illis, vel eorum numero competenti, nihil valide fieri possit, et in eis responsio est clara, quia consilium est de substantia actus, imo solum apud illud est potestas. In aliis vero consulentium suffragia sunt tantum consultiva, quibus auditis, potest Prælatus statuere quid judicaverit expedire; duobus autem modis potest intelligi hujusmodi consilium necessario esse adhibendum, ut in superioribus notavimus, tractando de receptione novitiorum, scilicet, vel ex præcepto tantum, vel ut res bene fiat, non tamen ad valorem actus, vel utroque modo; ex jure autem communi non constat, quis istorum modorum in præsenti requiratur, sed consulenda sunt privata jura uniuscujusque religionis, et illa sunt servanda. In eis autem attente considerandum est, an potestas absolute detur Prælato, postea vero solum injungatur ut tales vel tales personas consulat; an vero detur talis potestas, quasi sub ea conditione, ut in dicto privilegio Pii V dicitur : *Concedimus*

*Priori Generali*, etc., *dum tamen hæc omnia faciat de consensu fratrum*, etc. Quando enim concessio est sub hac posteriori forma, est sine dubio illa substantialis conditio, ita ut, licet necesse non sit consilia sequi, necessarium sit illa audire, juxta communem sententiam fundatam in proprietate verborum, quam in citato loco exposui. At vero quando potestas priori modo datur, consultatio solum est necessaria ex præcepto vel regula, et, si illa omittatur, male fit, nihilominus actus est validus, quia illa tunc non est substantialis forma, ut eodem loco dixi.

## CAPUT V

### AN ET QUOMODO PROFESSUS EJECTUS TENEATUR AD RELIGIONEM REDIRE.

1 *Supponitur ejectum non liberari a vinculo trium votorum substantialium solemnium.* — Imprimis supponendum est, per hujusmodi ejectionem non solvi religiosam professionem quoad vinculum, sed solum quoad usum seu cohabitationem, sicut quando separantur conjuges propter alterius adulterium, semper manet vinculum matrimonii integrum. Quanquam enim de antiquo usu Ecclesiæ incertum sit, an religiosi dyscoli ejicerentur omnino liberi a professione religiosa, nunc tamen in his, qui solemniter profitentur, certum est non ita fieri. Quam diversitatem videre licet in una Societatis religione, in qua scholares approbati ejiciuntur soluto vinculo, professi vero minime; idemque est in omni alio professo. Nam, licet ejiciatur, non desinit esse religiosus, ut est concors sententia Doctorum, in 4, dist. 48; Innocen., c. *Dilectus*, 2, de Simon.; Cardin., Clement. 1, de Regularib., § *Quomodo*, q. 1. Estque evidens ex supra dictis de immutabilitate professionis religiosæ, et ex usu Ecclesiæ, nam constat hos manere semper inhabiles ad matrimonium, etiamsi non sint in sacris ordinati. Denique hoc aperte supponitur in cap. ult. de Regularib., ut statim in num. 6 expendemus. Manet ergo in his religiosis integra professio, et quidquid est de substantia ejus, atque adeo tria vota, castitatis, paupertatis et obedientiæ in eo perseverant; quomodo autem eis uti debeat, et ad quid ratione eorum et professionis obligetur, explicandum superest. Et de castitate quidem nulla est difficultas, tenetur enim illam integre servare. quia potest, et in hoc non ita pendet ab actuali subjectione vel unione cum sua religione.

*De obligatione redeundi ad religionem.*

2. *Prima sententia Navarri, negans obligationem ad reditum.* — De aliis ergo inquiri potest primo, an teneatur semel ejectus ad suam religionem redire, quamdiu aliam professus valide non est, nam in eo casu certum est non teneri; an vero possit id facere, infra videbimus. Quidam ergo asserunt absolute non teneri ad reditum, nec ad illum posse compelli, si per sententiam definitivam et justam ejectus in perpetuum est. Ita tenet Navarr., Comment. 2, de Regularib., numero trigesimo sexto, Comment. 3, numero quinquagesimo secundo, et lib. 3 Consilior., tit. de Regularib., consil. 77 et seq. Fundamenta ejus sunt, primo, quia per sententiam definitivam extinguitur obligatio, quæ proinde non potest amplius reviviscere: *In perpetuum enim sublata obligatio restitui non potest*, ut dicitur in leg. *Qui res*, § ult., ff. de Solution. Secundo, quia res judicata servanda est, leg. *Res judicata*, ff. de Regul. jur., et quod bene definitum est, retractari non debet, c. *Quod bene*, 6, q. 4, adeo ut res judicata impediat litis ingressum, Clement. 1, de Except. Tertio, quia est res durissima, ut ejectus definitive contra suam voluntatem reducatur ad monasterium, ubi vix æquo animo ferre possit improperia, quæ in eum alii de more objicient. Quarto, quia degradatus realiter a suis ordinibus non potest cogi ut redeat ad gradum quem prius tenebat; ergo nec monachus ejectus, etc. Tandem ad hoc inducit auctoritas Bernardi, Abbatis, Cardinalis et Antonini, qui de ejectis nunquam hoc asseruerunt, sed solum de fugitivis. Addere ultimo possumus, quia religio non tenetur semel ejectum iterum recipere; ergo nec ipse tenetur redire, etiamsi revocetur. Debet enim esse par utriusque conditio seu obligatio.

3. *Secunda sententia Soti, in tribus propositionibus consistens.* — Alii dicunt, teneri hujusmodi ejectum imprimis ad emendationem, ita ut fiat aptus ad religionem, et dignus ut in ea recipiatur. Deinde, teneri ad petendum et procurandum, ut in religione iterum recipiatur, et consequenter teneri ad ingressum, si admittatur. Tertio vero aiunt, si post moralem petitionem sufficientem repellatur, non teneri amplius ad ingressum, etiamsi maxime cogatur vel præcipiatur. Ita tenet Soto, lib. 7 de Justitia, q. 2, art. 1, circa ad 3. Qui conse-

quenter ait, hunc religiosum in eo casu manere liberum a vinculo religionis et ab obedientiæ voto, imo et a voto paupertatis, de quo infra.

4. Et prima quidem hujus opinionis propositio verissima est, teneri, scilicet, hunc religiosum ad emendationem non solum per sese, id est, propter vitia vitanda propter quæ punitus est, sed propter statum religiosum, ut, quantum in ipso est, non stet per illum quominus ad illum restituatur, et alias non esse tutum in conscientia; quam partem tenet etiam Sylvest., *Religio*, 6, q. 12, et idem supponit in verb. *Apostasia*, q. 5 et 6; tenet etiam Angles, tit. de Voto, art. 2, difficult. 8, c. 3; Cordub., in c. 2 suæ Regulæ, q. 21; et favet Bonaventura, q. 14, super Regulam. Sumitur etiam ex c. ult. de Regularib., ut statim videbimus. Ratione probatur, quia ille ejectus verus religiosus manet; ergo per se et ex vi suæ professionis obligatus manet ad vivendum secundum illum statum; ergo tenetur, quantum in se est, illum non impedire. Confirmatur, quia habens votum simplex religionis, tenetur non ponere ex parte sua voluntarium impedimentum receptioni quam etiam procurare tenetur; ergo multo magis ad hoc tenetur religiosus jam professus, etiamsi ejectus sit, nam ejectio non abstulit vinculum, et consequenter nec obligationem; maxime cum sua culpa juste ejectus fuerit, et nemini debeat sua iniquitas patrocinari.

5. Et hinc etiam probatum manet secundum dictum illius sententiæ, quod etiam alii auctores recipiunt, et ego verum censeo. Nam qui tenetur vivere in aliquo statu, tenetur non solum illum non impedire, sed etiam illum procurare, et si admittatur, tenetur acceptare, ut exemplo etiam adducto de habente votum simplex religionis ostenditur; sed religiosus sua culpa ejectus tenetur semper obligatione vivendi in statu illo; ergo tenetur illum sufficienter procurare, quantum in se est. Confirmatur, quia non censetur sic ejectus satis moraliter emendatus, donec humiliter petat iterum in religionem recipi, sed tenetur emendari sufficienter, ita ut satisfaciat religioni, ut in eam posset iterum recipi; ergo. Imo, addit Tabiena, verbo *Religio*, n. 25, si in uno monasterio non recipiatur, teneri alia adire, si sit probabilis spes. An vero teneatur aliam religionem ingredi, vel hoc ei liceat, dicemus n. 18, nunc enim loquimur de reditu ad priorem religionem. Tertia vero propositio illius sententiæ probari maxime potest argumentis Navarri; mihi tamen nihilominus non placet.

6. Dico ergo, religiosum semel ejectum etiamsi iterum atque iterum petierit iterum recipi, et repulsus sit, teneri ad ingrediendum iterum, quoties revocatus fuerit, si ad aliam religionem non transit; tunc enim jam prima obligatio cessavit, et quasi commutata est, ut statim dicam. Probatur ergo assertio ex c. fin. de Regularib., ubi Gregorius IX præcipit Superioribus religionum, ut fugitivos et ejectos de ordine suo requirant sollicite annuatim, eosque recipiant, si regularis ordo id permittit, alias eis provideant modo ibi statuto, quod intelligitur, si illi ejecti et fugitivi emendati inventi fuerint; nam si adhuc sint contumaces, aliud remedium adhibendum est, ut ibi statuitur. Exponitur in illo textu, Superiores semper habere jus revocandi ejectos, et cogendi ad iteratum ingressum, si regula non resistat. Unde etiam supponit, eos teneri ad obediendum, et revertendum si præcipiantur, et ideo præcipit eos excommunicari si contumaces sint. Et, quod notandum est, ibi in hoc æquiparantur fugitivi et ejecti; constat autem fugitivos semper teneri ad religionem reverti, si admittantur; ergo et ejecti. Respondet Navarrus caput hoc intelligendum esse de ejectis injuste, vel non per sententiam definitivam, rite et recte latam. Sed hoc gratis dictum est, et sine fundamento inventum, quia dictum caput absolute, et sine restrictione loquitur; imo supponere videtur nullum religiosum posse ita definitive ejici, quin religio retineat jus revocandi illum.

7 Unde argumentor ratione, quia per ejectionem non solvitur religiosus ab obedientiæ voto, licet pro tunc careat usu illius, quia caret actuali regimine Superioris; ergo si ad obediendum revocetur, tenetur ex vi voti revertere et obedire. Antecedens patet, tum quia votum illud solemne extingui non potest ordinario jure; tum etiam quia ille manet verus religiosus, et consequenter retinet omnia essentialia; tum denique quia non debet reportare commodum ex culpa sua; fuit autem propter culpam ejectus, et privatus commodis religionis, non tamen fuit liberatus onere obedientiæ omnino. Respondet Navarrus, licet fuerit propter culpam ejectus, jam tamen fuisse sufficienter punitum, et ideo non debere iterum puniri propter idem delictum, sed qui sensit onus, debere potius sentire commodum illi annexum. Sed contra, nam hæc non est secunda punitio, sed debita observantia

voti, quod semper manet; unde, licet ille fuerit sufficienter punitus, dum postea revocatur, non iterum punitur, sed mandatur ei ut obligationem suam expleat. Neque hoc commodum exonerandi se hac obligatione annexum est illi pœnæ : cur enim aut quo jure id cautum est ? Nulla enim ratio per se, spectata rei natura, id postulat, sed potius debitus ordo requirit ut post debitam satisfactionem pro delicto, persona redeat ad priorem statum, vel solvat obligationem, in qua semper mansit.

8. Dices, religionem, eo ipso quod noluit religiosum petentem et rogantem admittere, cessisse juri suo, et ideo illum jam non teneri redire, licet revocetur. Sed falsum est quod assumitur. Aut enim religio justa ex causa recusavit illum acceptare, et quasi ab exilio revocare, et tunc non est cur censeatur juri suo cessisse simpliciter, et pro omni tempore, sed solum voluisse illum condigna pœna afficere donec satis pateretur; aut injuste et contra rationem negavit illi reditum, et tunc error non est totius religionis, sed unius Prælati, vel conventus particularis ; unde non sufficit ut tota religio juri suo cessisse censeatur. Quare potius existimo, etiamsi velit cedere juri suo in perpetuum, et sine ulla limitatione, non posse ; quia illud jus considerandum est ut pertinet principaliter ad Deum, quo modo non potest tolli per voluntatem hominis sine justa causa; sicut non posset nunc religio licentiam dare religioso, ut extra illam maneat, cedendo juri suo; ita ergo est in quolibet ejecto, nam licet ad ejiciendum illum possit esse justa causa, tamen ad cedendum in perpetuum absolute et simpliciter, ita ut religiosus, quantum est ex se, non teneatur redire, non habet religio potestatem, quia nulla potest subesse justa causa, supposito perpetuo vinculo professionis. Et eadem ratione, non potest religiosus remittere religioni obligationem quam habet recipiendi illum, quando et delictum est sufficienter punitum, et in futurum nullum est periculum, quia hoc etiam est contra jus acquisitum per vinculum perpetuæ professionis.

9. Dices : etiam vinculum matrimonii est perpetuum, et tamen interdum fit separatio quoad totum ita perpetua, ut non teneantur conjuges iterum ad se redire ; aliquando etiam unus eorum propter delictum ita privatur jure in alium, ut alter amplius non teneatur ad ipsum redire; ergo similiter esse potest in præsenti. Respondeo primo, exemplum posse retorqueri quoad id de quo agimus. Nam, si separatio fiat, verbi gratia, propter adulterium unius, licet ille, qui passus est injuriam, non teneatur amplius conjugi alteri consentire, nec eum acceptare in suum consortium, tamen si velit idem, qui injuriam est passus, alterum revocare, et cum eo redire in amicitiam, alter semper tenetur acceptare, et vitam maritalem cum alio agere, debitum reddere, etc., ut est communis resolutio Doctorum, in 4, cum D. Thoma, in 4, d. 35, et q. 62. Addit art. 6, quia innocens non privatur jure suo propter peccatum alterius, sed in favorem illi conceditur, quod possit alium a se abjicere; quod autem in favorem conceditur, non debet in detrimentum verti, l. *Quod favore*, C. de Legib., et e contrario, nullus debet reportare commodum ex suo delicto, et ideo non liberatur conjux adultera propter peccatum suum ab onere cohabitandi, et reddendi debitum, si alter velit uti jure suo, et cedere favore sibi concesso. Unde etiamsi adultera prius rogasset admitti, et alter noluisset, si postea ille mutet voluntatem, et revocet adulteram, ipsa tenetur consentire ; sic ergo in proposito. Deinde dico, quoad aliam partem esse dissimilem rationem, tum quia in separatione adulteræ a marito agitur de vindicanda injuria mariti; hic autem agitur præcipue de vindicanda offensione divina, et de tollendo omni impedimento perfectionis, præcipue ipsi religioni, et ideo postquam hoc sublatum est, et Deo est satisfactum, cessat ratio divortii spiritualis ex utraque parte inter religiosum et religionem. Tum etiam quia jure declaratum est, illam perpetuam pœnam esse debitam injuriæ adulterii, vel alteri simili, seu (quod perinde est) perpetuum illum favorem esse concessum innocenti ; in exclusione vero a religione, nihil tale declaratum est, sed potius ei imponitur onus quærendi ejectos, cum limitatione supra explicata.

10. Atque hinc facile respondetur ad argumenta Navarri. Ad primum enim negatur antecedens, nam per sententiam definitivam, per quam aliquis ejectus est, non extinguitur obligatio ejus, cum vinculum professionis, et obedientiæ votum non tollatur, quatenus exercitium ejus per subtractionem materiæ impeditur. Ad secundum concedo, rem judicatam esse servandam, neque hic proprie mutari sententiam, sed finitur effectus ejus, tempore ab ea virtualiter præscripto. Cum enim aliquis per definitivam sententiam a religione ejicitur, non est sensus talis sententiæ, ut ille liber omnino maneat ab onere religionis, seu ad manendum extra illam, sed solum ut a reli-

gione separetur, quamdiu religioni juste placuerit. Sicut sententia definitiva divortii perpetui non mutatur, etiamsi nocens cogatur redire ad petitionem innocentis, quia hæc ipsa conditio in sententia erat inclusa. Ad tertium respondetur, illud incommodum esse valde accidentarium et extrinsecum, quod sua culpa meruit talis religiosus. Addo præterea, minus malum esse illa improperia in religione sustinere, quam extra religionem perpetuo manere. Denique addo, si ille vere pœnitens redeat, et vitam omnino aliorum ædificatione mutet, non esse cur timeat talia improperia vel incommoda; et ad obligationem Prælatorum religionis pertinebit illa impedire.

11. Ad quartum primo negatur consequentia et similitudo, nam degradatus non tenetur speciali voto ad obediendum et perseverandum in illo statu sicut religiosus. Item degradatus ad ea quæ sunt oneris tenetur, etiam perseverante degradatione, quia tenetur servare castitatem, et Horas canonicas recitare; reliqua vero sunt magis honoris et utilitatis, quibus potest renuntiare; at religiosus ejectus excusatur pro tunc a multis oneribus religionis, quæ sustinere incipit cum redit, et ideo non debet liber manere omnino ab obligatione redeundi, alias commodum saltem temporale et humanum ex sua culpa reportaret. Secundo respondeo negando assumptum, quia degradatus realiter a nullo præter Romanum Pontificem potest ad pristinum statum seu dignitatem revocari; ab eodem autem potest præcipi et obligari, si oportuerit, ut ad talem statum redeat, eo prorsus modo quo sacerdos non degradatus cogi potest, ut convenienter suo statui vivat, ejusque munera exerceat. Nec enim justa pœna liberavit reum ab hac obligatione, ut probant cum proportione rationes factæ; nec adduci potest jus vel ratio in contrarium, quæ probet efficaciter Pontificem fuisse privatum hac potestate propter degradationem.

12. Ad quintum, ponderationes illorum auctorum, quas Navarrus affert, non multum nos movent, non solum quia jus et ratio plus movent, sed etiam quia parum fundamentum in eis habent; nam Bernardus, in positione casus dicti capitis ultimi, aperte dicit, utrosque, scilicet fugitivos et ejectos, reducendos esse ad claustrum; supponit ergo utrosque teneri ad reditum, quantum est ex se. Quod autem in fine dicitur, sicut fugitivi inobedientes extiterunt, etc., ubi videtur omittere ejectos, ut Navarrus ponderat, vel brevitatis tantum causa fecisse credendum est, nec enim a textu ipso, in quo utrique in eadem clausula numerantur, dissensisse verisimile est; vel certe subtiliter judicavit, etiam ejectos, postquam incipiunt esse inobedientes quoad non redeundum contumaciter, incipere etiam esse fugitivos. Et eodem modo intelligendi sunt Abbas et alii Canonistæ, quos ibi citat, qui interdum de utrisque, interdum de fugitivis loquuntur.

13. In ultimo argumento petitur, an religio teneatur suscipere hos ejectos; ad quod dicendum fere est sicut supra de fugitivis. Posset ergo negari consequentia, quia non est æqualis ratio, cum religio sit innocens, et qui ejicitur sit nocens, et sua culpa mereatur privari omni bono religionis, licet religio jus suum integrum retineat, sicut exemplo matrimonii declaratum est. Unde secundo dicitur, in hoc spectandum esse jus religionis, nam si juxta propriam regulam potest propter certa, vel gravia crimina aliquos perpetuo ejicere sine obligatione amplius eos recipiendi, ipsa libera manebit, quamvis alter non omnino maneat liber. Nam a principio intelligitur pactum inter religiosum et talem religionem sub ea conditione initum, quod tacite approbatur in dicto cap. ult., dum dicitur, ejectos recipiendos esse, nisi regula obstet; quod non est injustum, quia jus religionis majus est, quia ejus bonum divinius, utpote communius, est; item quia, ut dicebam, religio est innocens, alter autem nocens, et pro eo casu, et non pro alio ponitur dicta conditio. De qua re plura in simili dicemus tractatu decimo de Societate.

14. *Quid jus commune statuerit de ejectis.*— Adduntur vero duo jure communi statuta in illo cap. ultimo. Unum est, quod ubi regula non obstiterit, ejecti recipiendi sunt in religione secundum regularem disciplinam, id est, sufficienter emendati et castigati, et exhibita cæteris religiosis sufficienti satisfactione. Secundum est, ubi secundum regulam recipi non possint ad communem vitam, recipiendos esse ad arctam aliquam custodiam, vel separatum vivendi modum prope monasterium, ut sub illius providentia, et expensis, ne in perniciem suarum animarum vagari cogantur. Nam quia hic status principaliter ordinatur ad salutem animæ, hujus major ratio habenda est, quam alicujus oneris, vel expensarum religionis. Unde colligo, juxta jus illud, nullum religiosum esse ita ejiciendum, ut libere vagari permittatur, quia si vagantes reducendi sunt juxta textum illum, nunquam

vagari permittendi sunt; ergo nec a principio sunt liberi permittendi, sed custodiendi eo modo quo in illo capite disponitur. Regulariter autem hoc non servatur, quia vel religiones non possunt sine magno suo detrimento hos custodire, vel quia religiones nova habent privilegia aut statuta a Pontificibus confirmata, quæ consulenda sunt.

*Quomodo recipiendus sit in eamdem religionem professus expulsus.*

15. *Debita potestas ad receptionem.*—Quæri autem potest ulterius, quando hujusmodi ejectus revertitur ad religionem, vel ipso petente et religione consentiente, vel e contrario religione cogente, et ipso non resistente, quomodo recipiendus sit. Respondeo imprimis requiri sufficientem potestatem in recipiente, quia est res gravissima, et pertinens ad gubernationem religionis, et ideo non potest privata auctoritate fieri, sed publica potestate religionis. Apud quem autem sit talis potestas, juxta varia instituta et regulas religionum respondendum est. Nihil enim video jure communi statutum, præter ea, quæ de receptione religiosorum tomo præcedenti diximus, et quod in dict. capite ultimo disponitur, ubi Abbates præcipiuntur hujusmodi ejectos recipere, si regula non resistat, vel aliquo modo eos custodire, ubi aliter juxta regulam recipi non possunt. Quod ergo ibi de Abbatibus dicitur, in aliis religionibus cum proportione intelligendum est de Prælatis ad quos hæc cura pertinet, vel solis, vel cum aliquorum consilio, juxta regulam.

16. *Nova professio in antiqua religione non requiritur.—Secus si ad aliam fiat reditus.*—Deinde respondeo non debere ejectum, cum recipitur, novam professionem emittere; cum enim supra, numero primo, dictum sit, hos non liberari per ejectionem a vinculo professionis et votorum solemnium, clarum est non indigere nova professione, sed solum revocatione prioris suspensionis, et actualis separationis a gremio religionis, ratione cujus erat quis impeditus ab actuali usu obedientiæ, et ab actuali unione cum tali corpore, postea vero restituitur ad talem unionem actualem per solam mutationem voluntatum, et mutuum consensum in actualem usum (ut sic dicam), non in vinculum. Sicut in exemplo supra posito, in n. 9, de matrimonio, cum illi, qui perpetuo divortio erant sejuncti, per novum voluntarium consensum iterum conjunguntur, non contrahunt matrimonium, quia non est novum vinculum, sed novus usus ejus. Unde non solum non est necessaria nova professio, verum nec proprie videtur possibilis, quia professio valida, et eadem omnino non est multiplicabilis in eadem persona, licet ad majorem devotionem possit exterius renovari. Dixi autem *eadem omnino*, quia si in alia diversa religione ille ejectus reciperetur, deberet in ea denuo profiteri, quia nunquam se illi tradidit, nec votum obedientiæ ibi fecit, et ita est professio quodammodo specie diversa, eo modo quo instituta distinctarum religionum moraliter diversa sunt. Similiter, si religio esset ex his monachalibus, in quibus unusquisque in sua domo speciali profitetur, tunc ejectus ab una domo, si in aliam ejusdem religionis reciperetur, deberet in illa profiteri, ut esset filius illius domus, nam hoc necessarium esset etiamsi ejectio non intercederet, sed immediatus transitus ab una domo in aliam. Ut autem iterum recipiatur in eamdem religionem absolute, non indiget nova professione, sed externa acceptatione habentis potestatem, nam hoc ipso manet actualiter subjectus, sicut antea erat.

17. *An ejectus receptus gaudeat antiquis præeminentiis. — Judicium auctoris.* — Interrogari autem potest ulterius circa hoc punctum, an recipiendus sit talis ejectus in eodem gradu antiquitatis professionis, quoad locum sedendi, ferendi suffragium, et alias prærogativas ad quas professionis antiquitas necessaria est, juxta varios usus religionum. Quidam enim affirmant, alii partem negantem absolute docent; mihi autem videtur neutrum esse simpliciter necessarium, sed arbitrio prudenti recipientium committendum esse. Regulariter autem loquendo, ille qui ejici meruit, consequenter videtur amisisse jus ad suæ professionis gradum, et ideo merito recipi posse in novissimo loco. Item, ratione prioris delicti, dignus est hac privatione in pœnam, nam si dignus fuit ejectione, multo magis hac privatione, et licet ei, dum iterum recipitur, ex parte remittatur pœna, nihilominus non est necesse ut omnino remittatur, quoad hanc conditionem accidentalem. Sed, licet hoc regulare sit, nihilominus talis esse posset conditio personæ, tantaque pœnitentia et emendatio, ut censeatur dignus majori remissione, et ideo juste possit vel ad pristinum gradum, vel ad mediocrem alium recipi. Imo aliquando id expediet ad bonum religionis, ut alii ejecti ad pœnitentiam agendam animentur.

*Ad quid teneatur religiosus expulsus, si in suam religionem non recipiatur.*

18. *Primum pronuntiatum in hoc tertio puncto, posse ejectum ingredi aliam religionem.— Non tamen laxiorem.*—Tertio vero quæritur, quid teneatur facere ejectus quoad statum suum, si in sua religione non recipiatur, an scilicet, teneatur aliam ingredi religionem vel possit libere in seculo manere. Nam Bonaventura, d. q. 14 super regulam, sensit, teneri aliam religionem ingredi, quod sequitur Corduba, dict. q. 21, in cap. 2 suæ regulæ, prope finem. Dicendum autem est primo, religiosum semel ejectum posse libere aliam religionem ingredi, si velit, quod est manifestum, si prius diligentiam aliquam adhibuit ut in sua religione reciperetur, nec potuit obtinere, ut a fortiori patebit ex dicendis ; verumtamen absolute id verum existimo, posse, scilicet, statim ac ejicitur, nulla alia expectata licentia, vel diligentia præmissa, aliam religionem ingredi, si strictior vel saltem æqualis sit, quia tunc nec suæ religioni faciet injuriam, cum ipsa eum expulerit, nec statui religioso ut sic, cum æqualem accipiat. De transitu vero ad laxiorem, dubitari potest, quia talis religiosus ex vi professionis tenetur permanere, quantum in se est, in statu tantæ perfectionis; ergo donec per illum stat quominus in illo permaneat, non potest libere ad laxiorem transire. Confirmatur, quia non potest libere manere in seculo, quandiu ipse est in causa, ut sit a religione ejectus, et ideo tenetur tollere impedimentum, et se ostendere paratum ad reditum, ut supra, a numero sexto, dixi. Ergo eadem ratione, in eodem casu et cum eadem proportione minuere (ut sic dicam) statum perfectionis, quem professus est, donec per ipsum non stet quominus in priori statu maneat. Tandem confirmatur, quia Innocentius IV concessit Minoribus, ut refertur in lib. Monumenta Ordinis, concess. centesima sexagesima secunda, ut semel ejecti possent libere ad aliam religionem transire, exceptis militaribus ; ergo signum est, hoc per se non esse licitum propria auctoritate, saltem quantum ad religionem laxiorem. Alioqui non fuisset necessaria specialis concessio, nec debuissent excipi religiones militares, nam illæ veræ religiones sunt, esto sint laxiores. Et hæc pars mihi probatur.

19. *Aliorum placitum et fundamentum.*— Non desunt tamen quibus videatur in eo casu posse religiosum sic ejectum statim transire ad religionem laxiorem, si velit, quia in ea salvatur substantia status religiosi ; ad modum autem seu austeritatem ejus, ille non se obligavit absolute, sed solum in ea religione, quam professus est ; ab illa autem jam est ejectus in perpetuum, ut supponitur ; ergo eo ipso manet liber ab illo speciali vinculo. Sed hæc ratio solum probat hoc licere post factam diligentiam, ita ut per religiosum non stet quominus in priori austeritate perseveret nam ex sua culpa non debet commodum et libertatem ab obligatione arctioris religionis comparare ; ergo, donec emendatus a culpa ostendat se paratum ad illam obligationem implendam, et per illum non stet, non potest ei talis libertas concedi. Quamvis autem ex natura rei hoc ita esse videatur, ex dicta concessione Innocentii id licebit cum limitationibus in ea positis. Quia ex dispensatione Pontificis licitum est ad laxiorem religionem transire ; illa autem concessio continere videtur in hac parte generalem dispensationem, quæ potuit habere justam causam ad evitanda majora mala. Limitationes autem sunt, prima, ut non fiat transitus ad religionem militarem quoad milites arma portantes, nam quoad clericos vel monachos qui in eis religionibus spiritualem vitam profitentur, non videtur id prohibitum. Alia limitatio est, ut sic ejecti deferant litteras testimoniales Provincialis vel Generalis sui ordinis, et aliter recipi non possint absque licentia speciali Sedis Apostolicæ. Et quantum ex verbis concessionis colligitur si hæc forma receptionis non servetur, professio erit invalida, non minus quam si alius non ejectus reciperetur. Ultima limitatio est quod hæc concessio specialiter facta est Minoribus, et ideo solum alii, qui cum illis in privilegiis communicant, illa uti poterunt.

20. *Secundum pronuntiatum, ejectum non obligari ad transitum illum.*—Secundo dicendum est, religiosum ejectum nunquam teneri ad aliam religionem transire, sed posse in seculo libere manere, postquam jam emendatus repulsus est, licet se sufficienter ostenderit paratum ad reditum ; ita tenet Soto supra et a fortiori Navarrus, Sylvester, et alii citati. Et probatur, quia ille sic professus non se obligavit alteri religioni et per illum jam non stat quominus in ea vivat, ut supponitur ergo non tenetur alteram ingredi, quia in his quæ ad consilia pertinent, nemo tenetur nisi ad id quod voto se obligavit. Sicut qui promisit ingredi determinatam religionem, si in ea non recipiatur, non tenetur aliam quærere

quia ad illam solam se obligavit; sed similiter per professionem in hac religione, solum illi ejusque regulæ se obligavit; ergo si ab ea repellitur, non tenetur aliam quærere. Dices, esto ipse ex vi votorum non teneatur, posse a Prælato religionis cogi et obligari, ut ad arctiorem religionem transeat in pœnam delictorum. Respondeo, etiam hoc modo non posse simpliciter obligari, ut docet Navarrus, cons. 77, de Regularibus, quod ipse probat, quia postquam ejectus est, non est subditus; ergo non tenetur parere, quia extra territorium jus dicenti impune non paretur. Sed contra, quia potest religio non prius hunc ejicere, sed immediate condemnare ut transeat ad religionem actiorem. Item quia in pœnam delicti prius commissi, potest illum obligare, ut post ejectionem jejunet, vel sit relegatus a tali civitate, sicut potest ad triremes condemnare. Ratio ergo est, quia nemo potest ad statum religiosum obligari (etiam in pœnam delicti), si illum non vovit; eadem ergo ratione non potest cogi ad arctiorem religionem absolute; poterit tamen sub conditione vel disjunctione obligari, ut vel transeat ad aliam, vel maneat in perpetuo carcere, aut ad triremes eat, supposito delicto digno tali pœna.

21. Dices: ergo saltem si prius ante professionem in ea religione factam vovisset absolute religionem, teneretur postea ejectus, ex vi priori voti, repulsus a tali religione aliam quærere. Respondetur ita sentire Sotum, neque id esse directe contra nostram assertionem, in qua solum consideramus obligationem per se et ex vi professionis. Respondemus tamen secundo negando consequentiam; probabilius enim nobis videtur, etiam in eo casu non obligari religiosum ejectum, et omnino repulsum, aliam religionem ingredi, ex duobus capitibus: unum est, quia prius votum simplex, etiamsi de religione absolute fuerit, jam satis fuit completum, et ideo amplius non obligat. Sicut qui bona fide ingressus est unam religionem, ut probaret illam, et ante professionem licite dimittit habitum, non tenetur aliam ingredi, quia implevit votum, ut supra dictum est; ergo a fortiori, etc. Aliud caput est, quia prius votum per priorem professionem prorsus fuit extinctum. Imo addo, licet prius votum fuisset de particulari religione strictiori, ita ut ille peccaverit laxiorem ingrediendo, et in ea profitendo, nihilominus postea ab hac ejectus, jam non teneatur alteram, quam voverat, vel aliam æqualem aut inæqualem ingredi, quia votum illud simplex omnino extinctum fuit per talem professionem, ut definit Pontifex in c. *Qui post votum*, de Regularib., in 6; et resolvit D. Thomas 2. 2, q. 188, art. 8, ad 3; et ibi Cajetanus, et a nobis est in superioribus declaratum.

## CAPUT VI.

### AD QUID OBLIGETUR RELIGIOSUS EXPULSUS, LICITE ET LIBERE IN SECULO PERMANENS.

1 *Resolutio quoad obligationem castitatis.* —Jam vero de hoc religioso ejecto, et in seculo licite permanente, multa occurrunt circa obligationem honestumque modum vivendi ejus; certum est enim in eo manere vincula professionis, et trium votorum, ut ostendimus; in usu ergo illorum, et in actualibus obligationibus, quæ ex illis nasci possunt in tali statu, est tota hujus rei difficultas. Quæ in voto castitatis nulla est, nam observantia ejus non pendet ab aliquo Prælato, nec ab speciali vivendi modo, et ideo ubique servari potest et debet integre. Igitur de voto obedientiæ est dubitatio, cui tenetur ille religiosus actu obedire, quia videtur nemini teneri ex vi voti, sed solum ex vi communium legum, aut præceptorum. Quod si ita est, ad nullum usum obedientiæ religiosæ tenebitur, et consequenter nec ad usum paupertatis, quia hic intelligi non potest sine ordine ad aliquem Prælatum religiosum, quia votum paupertatis involvit ex parte materiæ ordinem ad aliquem Prælatum, qui possit licentiam dare utendi temporalibus bonis, ut supra dictum est, et consequenter nec ad alia onera religionis omnino tenebitur; quæ omnia videntur incommoda, quia illa persona ex vi sui status semper manet obligata ad statum perfectionis; ergo necesse est ut ad aliquem usum ejus maneat obligata.

*De obligatione quoad votum obedientiæ.*

2. *Navarri sententia.*—Primo ergo circa obedientiæ votum est sententia Navarri, religiosum sic ejectum teneri ad obediendum Episcopo, non tantum ut alii fideles vel clerici tenentur ratione suæ jurisdictionis, sed specialiter, ratione voti obedientiæ, atque adeo in his, quæ ad perfectionem aliquo modo pertinent, secundum modum illi rationi vivendi proportionatum. Ita habet in Comment. 2 de Regularib., n. 33, et Comment. 3, n. 46. Et inde refert teneri ejus-

modi ejectum, ad se præsentandum Episcopo, et manifestandum se esse religiosum, et paratum ei obedientiam præstare. Unde intelligitur ipsum loqui de speciali obedientia religiosa et ex voto, nam si solum teneretur obedire ut alii clerici, non oporteret se amplius manifestare quam clericum. Fundamentum ejus est, quia nullus potest manere sine Superiore, c. *Nulla*, 93 d.; sed ille ejectus manet sine Superiore suæ religionis; ergo necesse est ut alteri subesse incipiat; nullus est autem nisi Episcopus; ab ejus enim obedientia per professionem liberatus erat; ergo in illius obedientiam incidit cum a jugo professionis per ejectionem liberatur.

3. Contrariam sententiam indicat Soto, lib. 7 de Justitia, q. 1, a. 1, dum ait hujusmodi religiosum manere liberum a voto obedientiæ. Expressius id docuit noster Molina, tom. 1, de Justit., disp. 140, ubi sententiam Navarri dicit esse contra praxim Ecclesiæ, ideoque omnino improbabilem. Fundamentum est quia nemo tenetur ex voto obedire, nisi cui promisit; sed religiosus ille non promisit obedire Episcopo, sed Prælatis suæ religionis; ergo si his obedire non potest, nec tenetur, quia ab eis ejectus est, non est unde obligetur Episcopo ex speciali voto, sed ab usu talis voti liber manet, solumque manebit sub obedientia Episcopi sicut cæteri clerici vel fideles. Confirmatur, nam hac ratione supra dicebamus, non teneri aliam religionem ingredi, quia illam non vovit; ergo similiter, etc. Atque hinc sequitur (juxta hanc opinionem) non teneri religiosum hunc manifestare Episcopo quod religiosus sit, quia satis est quod ei obediat ut simplex clericus, ad quod necesse non est ut Episcopus sciat illum esse religiosum. Solum ergo tenebitur esse paratus redire ad obedientiam religiosam, quoties revocatus et admissus fuerit, et hoc satis est ut vinculum voti obedientiæ maneat.

4. Nihilominus opinio Navarri contemnenda non est, nec minus probabilis, sed absolute probabilior debet reputari, quamvis in usu adeo limitanda sit, ut non relinquatur magna diversitas. Hæc posterior pars ex discursu eorum, quæ num. 10 dicemus, constabit. Prior autem suadetur, quia imprimis eam significant graves Doctores: Panormitanus, in c. unico, de Infantibus et languidis, in fine, ait religiosum legitime ejectum esse sub potestate Episcopi. Idem sentit Innocent., in c. *Cum olim*, 2, de Privileg., n. 3, quatenus dicit hunc monachum ejectum acquirere Episcopo, a cujus jurisdictione non est absolutus; videtur enim loqui de jurisdictione religiosa, quia alia communis non sufficeret ut Episcopo acquireret. Hanc autem Innocentii opinionem videntur probare Doctores ibi communiter, ut affirmat et sequitur Alexander de Neap., in Addition. ad Panormit. supra; tenet etiam Archidiacon., in c. *Abbates*, 16, q. 2; Specul., de Stat. Monach, vers. 41; Fredericus de Sen., consil. 38; Sylvest., verb. *Apostasia*, q. 6. Præterea est hæc opinio per sese valde consentanea rationi: nam hic ejectus manet verus religiosus; ergo tenetur, eo modo quo commode potuerit, servare statum suum, et vitam religiosam, saltem quoad substantialia; sed hoc non potest nisi alicui specialiter obediat; nullus autem est alius cui hæc obedientia magis præstari possit et debeat, quam Episcopo. Quod in hunc modum confirmatur, quia olim in Ecclesia, qui profitebantur statum religiosum privatum, seu solitarium, eo ipso subjiciebantur specialiter Episcopo, et omnes monachi erant illi specialiter subjecti, nisi eximerentur; sed iste religiosus, postquam ejectus est, manet in statu religioso quasi solitario, seu particulari; privatur etiam per ejectionem privilegio exemptionis; ergo eo ipso reducitur ad jus antiquum, manetque Episcopo subjectus, non solum communi modo, ut alii fideles, sed speciali titulo religiosorum.

5. *Expeditur fundamentum contrarium in n.* 3. — Argumentum in contrarium expediri potest primo, supponendo quod supra diximus, votum obedientiæ religiosæ non tantum fieri Prælatis intrinsecis ejusdem religionis, sed etiam extrinsecis, ut ita loquamur, et ideo diximus nunc fieri a religiosis exemptis ipsi Papæ, nam ille speciali modo est Prælatus omnium religionum; a religiosis autem non exemptis fit etiam Episcopo, cui subjiciuntur tanquam Prælato superiori omnibus Prælatis, seu Præfectis religionis, et consequenter etiam Papæ tanquam supremo. Si ergo religiosus ejectus sit non exemptus, clarum est manere sub obedientia Episcopi, ex vi sui voti, quia a principio illi tanquam Prælato illam promiserit, ut declaratum est. In religioso autem exempto videtur id difficilius explicari. Dicendum autem est, quamvis in eo tempore seu statu non promiserit obedientiam Episcopo materialiter, ut sic dicam, promisisse tamen illam omnibus Prælatis suis, et quia pro eo tempore Episcopus non erat proprius Prælatus ejus, ideo non obligatur illi ex voto obedientiæ; tamen, quia post ejectionem incipit esse

Prælatus ejus, ideo incipit etiam illi ex voto obligari. Confirmatur et declaratur, quia prius votum factum est non solum Prælatis religionis, sed etiam Summo Pontifici, imo huic primo ac præcipue, aliis autem ut gerentibus vicem ejus ; ergo etiam post ejectionem obligat votum ad obediendum Pontifici ; ergo et gerenti vicem ejus, qui tunc est Episcopus, nam per ejectionem perdit religiosus privilegium exemptionis, et consequenter ex voluntate Pontificis, vel expressa, vel tacita, subjicitur Episcopo, quia non est verisimile ut Pontifex, qui vere est Prælatus et Superior ordinarius talis religiosi, relinquat illum liberum omnino, et sine ullo regimine. Sicut ergo ante exemptionem omnes religiosi erant sub obedientia Episcoporum, ita intelligendum est ad eamdem redire, finito privilegio exemptionis, ut per ejectionem finitur, et sub hac tacita conditione concedi. Declarari potest exemplo religiosi, qui ad seculare beneficium promotus est, nam eo ipso desinit esse sub obedientia Prælatorum suæ religionis ; et incipit esse sub obedientia Episcopi, sub quo habet beneficium, ut est communis sententia, quam ostendit Navarrus, supra, ex glossa ; Cardin., in Clement. 1, de Statu Monach., verb. *Claustrum ;* Joan. Andr., Panorm. et alii, ex textu ibi, in c. ult., de Capellis Monach. ; Panormitanus, c. *Quod Dei timorem*, de Statu Monach., n. 9 ; Sylvest., verbo *Religio*, 7, quæst. 11. Nec est verisimile illam obedientiam esse communem tantum, prout illam debent seculares clerici, sed accommodatam religioso statui, quia aliud esset prorsus inordinatum, et contra bonum animarum ; ergo signum est, eo ipso quod religiosus liberatur ab obedientia Prælati exempti, incidere in obedientiam Episcopi ; idem ergo est in casu ejectionis.

6. *Altera ejusdem fundamenti enodatio.*— Denique dicitur, præter votum obedientiæ, et directam obligationem ex illa ortam, Episcopum, ex vi sui muneris et jurisdictionis, habere potestatem regendi personam quamcumque religiosam non exemptam, modo convenienti et apto statui religioso. Nam, ut supra dicebam, esto religiosus non voveat obedientiam Episcopo, eo ipso quod religiosus est, et in foro Ecclesiæ in eo statu constitutus, pertinet ad Episcopum eum in illo statu gubernare, et convenientia illi statui præcipere, et inconvenientia removere, sicut persona clerici, eo ipso quod ordinatur, subjicitur specialiter Episcopo, nam persona religiosa eo ipso est specialiter res sacra et ecclesiastica, unde vel hoc solo titulo incipit esse sub speciali cura Prælatorum Ecclesiæ, et consequenter, remota exemptione, pertinet ad specialem curam Episcopi, et ob eamdem causam debet illi specialem obedientiam longe alio modo, quam reliqui seculares laici vel clerici, quia in ordine ad diversum finem, et consequenter etiam in diversis mediis et rebus. Hoc ergo satis est ut, secluso etiam voto, dicatur religiosus ejectus esse sub speciali obedientia Episcopi, tenerique ad obediendum illi in rebus suo statui convenientibus, si non ex voto, saltem ex pastorali potestate Episcopi tali statui proportionata ; licet fere non sit tam ampla sicut addito obedientiæ voto. Unde etiam consequenter fit, ut talis religiosus teneatur se manifestare Episcopo, et sui status notitiam ei dare, ut ab eo possit gubernari. Qui enim ad aliquid agendum tenetur, consequenter obligatur ad ea, quæ necessaria sunt ut illud fieri possit, argumento cap. 1, et cap. *Præterea*, de Offic. deleg.

*Cui Episcopo, habitationisne an originis, an forte beneficii, teneatur ejectus se præsentare.*

7. Statim vero oritur secundum dubium, quod late supra tractat Navarrus, dict. Comment. 2, n. 34, cui Episcopo teneatur hic religiosus se præsentare et obedire, an Episcopo originis, vel domicilii seu loci in quo ejicitur, aut beneficii regularis, si quod habebat. Et respondet, subjici Episcopo originis, unde vult, eo ipso quod ejicitur, incipere esse subjectus Episcopo originis, quantumvis ille distet, ideoque teneri adire, vel convenire illum, eique obedientiam præstare, et sub ejus dispositione vivere, aut, si velit ad alium Episcopatum transire, ab illo licentiam postulare, nec posse licite suo arbitrio id facere. Fundamentum illius est, quia solus Episcopus originis est certus et immutabilis. Nam, licet per beneficium vel aliis modis alibi possit acquiri domicilium, et subjectio ad Episcopum, nunquam tamen aufertur domicilium originis, sed accumulatur aliud, reliqua vero mutabilia sunt, et facile auferuntur. Confirmatur, quia alias religiosus ejectus, cum primum incipit esse extra religionem, maneret quasi sui juris, ut libere possit cui voluerit Episcopo se se subdere et præsentare, quod est contra statum ejus.

8. Hæc vero sententia practice pati potest plures difficultates, et non sufficienter fundatur, ideoque non videtur sequenda, nec ipsi

ejecti in has angustias redigendi sunt. Contingit enim sæpe religiosum ejici in loco remotissimo a loco suæ originis ; cur ergo cogetur statim peregrinari, et illum adire? Interdum etiam illud erit magnum incommodum, non solum spirituale, sed etiam temporale, vel quia erit illi occasio libere divagandi per multum tempus et varia loca, vel quia redire ad locum originis erit fortasse nocivum. Sæpe etiam erit molestissimum, vel propter honorem, vel propter ruborem, et verecundiam nimiam; cur ergo tam duram obligationem imponemus sine sufficienti fundamento? Nam quod immutabilior sit origo, non refert; inde enim habetur ad summum, posse hunc ejectum, si velit, se subdere statim Episcopo originis, non vero quod illi necessario subjiciendus sit, nam hoc præstant alii tituli domicilii aut beneficii, ut possit quis alteri subdi, si velit. Et ita quoad alios actus jurisdictionis liberum est aliis personis se subdere Episcopo beneficii aut domicilii, et non originis; ut, verbi gratia, ad recipiendum ab eo litteras dimissorias, et similia ; ergo idem erit in præsenti.

9. *Judicium auctoris, liberum esse ejecto subdi Episcopo originis, vel loci monasterii.— Quid quando alterum jam elegit.* — Quocirca probabile mihi est, esse liberum huic religioso ejecto statim se præsentare Episcopo loci, in quo est monasterium a quo ejicitur, et illi obedire; sive hoc sit ratione domicilii quod sibi eligit, et incipit ibi habere, sive quia tunc est quasi peregrinus, et nullum habens domicilium, et ideo subjicitur pastoribus illius loci, in quo præsens est, et quasi peregrinari incipit. Nec tamen ad hoc ipsum censeo esse obligandum, quia, si velit, potest etiam adire Episcopum originis propter fundamentum Navarri. Nec est inconveniens quod Navarri confirmatio aiebat, ejecto liberum esse inter hæc eligere, præsertim priusquam se præsentet, quia est veluti carens determinato Prælato, cui actu subjectus sit, ideoque aliquam spontaneam electionem in eo habere potest. Videri autem potest probabile inter hos duos Episcopos debere necessario eligere, quia respectu aliorum nullum habet titulum subjectionis. Nam quod habuerit domicilium sub alio Episcopo antequam ingressus esset religionem, non refert, quia jam omnino domicilium mutavit; et idem est, si ante beneficium habuit, quod jam omnino reliquit, nulla enim inde manet subjectio. Sed, licet sit verum, nullam rationem subjectionis respectu aliorum Episcoporum, adhuc manet dubium an pro suo arbitrio possit illam præbere cui voluerit, quod pendet ex alia dubitatione, scilicet an postquam uni se præsentavit, et actu subjecit, teneatur perpetuo sub illo manere, ita ut sine illius licentia non possit mutare domicilium, de quo statim numero decimo sexto dicam, et inde patebit alterius dubii resolutio.

### *Quomodo et in quibus rebus debet ejectus obedire Episcopo.*

10. *Ostenditur jam secunda pars assertionis positæ in n. 4. — Dubium prævium de obligatione ejecti ad regulam religionis.* — Dubitari enim ulterius potest, quomodo et in quibus rebus teneatur hic religiosus ejectus obedire Episcopo, cui jam se præsentavit, et subjectus actu est, ut secundæ parti assertionis satisfaciamus. Ratio autem dubitandi esse potest, quia ille solum promisit obedire Prælato secundum talem regulam ; sed ejectus jam non tenetur servare regulam ; ergo non tenetur obedire secundum illam ; ergo nulla in re tenetur obedire, quia quidquid extra regulam præcipitur, non cadit sub tale votum, ut supra ostensum est. Quæ dubitatio supponit aliam simul hic necessario tractandam, an teneatur religiosus ejectus regulam servare, quantum in illo statu potest; illa enim, quæ pendent ex actuali vita regulari et communitatis, servare non potest, et ideo clarum est ab illis excusari; ut est, verbi gratia, assistere in choro, clausuram suo modo servare, ita ut sine licentia Prælati non possit claustrum exire, interesse Capitulo, et communem pœnitentiam suscipere, et similia; sunt vero alia multa, quæ possent extra claustrum servari, a quibus non videtur exonerandus hic ejectus, cum possit ea servare, ne commodum ex iniquitate sua reportare videatur. Hujusmodi sunt imprimis privatim recitare officium canonicum, quæ videtur esse generalior obligatio consequens professionem ; item jejunia ordinis custodire, quæ videtur etiam gravissima obligatio; item disciplinas, vel alias pœnitentias, quas regula præscribit, et si quæ alia sunt ejusmodi. Eadem quæstio est de habitu, quem, scilicet, deferre teneatur, aut quem possit ei præcipere Episcopus cui subjectus est. Tandem quæstio similis est de habitatione, et de aliquali modo clausuræ, ita ut ei præcipi possit ne tam facile domo exeat, vel non solus, vel non sine alicujus facultate. Ac denique an possit illi prohiberi mutatio in alium locum,

vel etiam an possit ei præcipi. Nam ex una parte videtur valde alienum ab statu religioso, ut possit suo arbitratu locum vel domicilium mutare, vel etiam ut non possit a suo Superiore mutari. Ex alia vero parte non apparet quomodo possit ad aliquid horum præcepto cogi, cum ea non promiserit, nec sint secundum regulam quam promisit.

11. In hac re, incipiendo a secundo dubio, Soto, lib. 7 de Justitia, quæst. 2, art. 4, et circa ad 3, pro certo habet non teneri hujusmodi ejectum ad observationem regulæ, cum ad nullum obedientiæ usum obligetur. Idem Molina loco citato; Navarrus etiam, licet in puncto de obedientia Episcopi ab eis differat, in hoc tamen consentit, quod non putet teneri ad regulam servandam, tum citatis locis, tum etiam lib. 3 Consiliorum, consil. septuagesimo nono. Alii dixerunt hunc teneri ad observanda substantialia regulæ, non vero ad accidentalia. Et hoc posterius communiter receptum est, ut ait Navarrus supra. Primum vero videtur sensisse Fredericus de Senis, quem ibi citat cons. 38. Sed difficile est aliqua substantialia in regula distinguere præter tria vota. Et ideo absolute asserendum videtur cum communi, hunc non teneri ad regulæ observationem. Ita tenet cum Soto supra Navarr., Comment. 3 de Regularib., n. 46. Et ratio est, quia ad regulam non obligatur quis nisi ex vi professionis, et quasi sub pacto et conditione, ut permittatur vivere in tali statu et communitate : nam civis in tantum obligatur legibus civitatis, in quantum in illa vivere permittitur; si autem ab illa ejiciatur ac relegetur, cessat obligatio. Item, quia observantia talis regulæ in tali vita communi, est suo modo facilis propter proportionem quam habet cum tali modo vivendi, et auxilia quæ in eo statu sunt ad illam observantiam sustinendam, quod extra claustrum, et in seculari vita esset molestissimum religioso; ergo non intendit se obligare ad regulam, nisi ex suppositione talis status. Item ille non gaudet privilegiis religionis, nec alitur bonis ejus, et consequenter non exoneratur cura et diligentia quærendi necessaria ad vitam; ergo non debet onerari cæremoniis vel observantiis religiosis.

12. *Enucleatur assertum discurrendo per obligationes regulæ n.* 10 *recensitas. — De officio canonico.* — Ut vero assertum hoc magis in particulari explicetur, dicendum est, hunc religiosum ejectum non teneri ad officium canonicum recitandum, si clericus in sacris non sit. Ita Soto supra; et probatur, quia vel teneretur ex voto, et hoc non, quia illud non expresse, et in specie vovit; vel ratione regulæ, et hoc non, quia non tenetur ad regulæ observationem, ut ostensum est; vel ratione ecclesiastici præcepti, quod obliget omnes in religione professos, et hoc nullum extat, ut diximus lib. 4, de Horis canon., c. 10, n. 7; vel ratione consuetudinis, et hæc solum probari potest de religiosis suum statum profitentibus ac retinentibus, et ad chorum per se obligatis, nam illi, qui chorum non profitentur, vel qui non sunt ad chorum deputati, nec talem habent consuetudinem, nec ad hoc obligantur, ex sententia omnium ; multo autem minus potest ostendi consuetudo in his ejectis ; nec consuetudo, quæ est intra religionem, potest obligare ad illam extra religionem servandam, tum quia non est major ratio de consuetudine quam de regula ; regulam autem non tenetur servare; ergo nec consuetudinem ; tum etiam quia modus vivendi longe diversus est, et consuetudo respicit istum specialem vitæ modum ; tum etiam quia extra religionem deficit fundamentum illius consuetudinis, quod est obligatio ad chorum ex vi regulæ, et fortasse sustentationis ex eleemosynis aut ecclesiasticis bonis, ut aliqui volunt; ejectus enim jam non alitur ex bonis religionis, sed oportet ut quærat unde alatur ; durum ergo est illum obligare, nam habens titulum beneficii sine sacris ordinibus, si omnino fructibus ejus gaudere non potest, non obligatur pro tunc ad recitandum; ergo similiter, etc. Vel tandem tenetur ille præcise ratione professionis, et hoc non, quia, ut tract. 4, supra citato, et tract. 8, cum Cajetano, Joanne de Medina, et aliis diximus, professio per se non affert secum obligationem officii canonici, sed media consuetudine orta ex prædictis capitibus. Et hac ratione professi laici non tenentur ad officium canonicum, quia non sunt ad chorum deputati. Unde omnes dicunt, si monachus professus, et constitutus in gradu eorum qui ordinandi sunt, et chorum profitentur, arbitrio Superioris mutetur ab illo gradu ad gradum fratrum laicorum, jam non teneri ad officium recitandum; major autem mutatio fit in religioso per ejectionem, magisque separatur a choro (ut sic dicam), potestque perpetuo manere licite in statu laicorum, extra conjugium; ergo multo magis deobligatur ab illo officio.

13. *Contra proxime dicta de officio sentientes refutantur.* — Contra hanc vero partem

opinatus est Navarrus in Enchirid. de Orat., c. 7, n. 20, tum quia culpa non debet ei patrocinari, nec libertatem conferre; tum etiam quia semper manet religiosus, et ad suum monasterium aliquo modo reverti potest, si velit. Hanc opinionem sequitur Emmanuel Roder., tom. 1 Quæstionum regular., quæstione 30, art. 19, quia non sunt hi exonerandi, nisi in his quæ in seculo commode servare non possunt, cum sua culpa extra religionem sint; sed possunt commode canonicum officium dicere; ergo. Sed hæc non cogunt, quia prius quærendum est fundamentum obligationis, quam quæratur ratio excusationis. Hic ergo non ideo hos excusamus, quia commode servare non possunt hanc obligationem, sed quia in eis deest obligationis fundamentum, quod non est nuda professio, ut dictum est, sed professio, cum actuali deputatione ad chorum, et consuetudine in illa fundata; per ejectionem autem, licet non tollatur professio, tollitur actualis deputatio ad chorum, et mutatur quodammodo status, in quo illa obligatio fundatur. Nec refert quod sua culpa ejectus sit, quia illa fuit causa remota, ad cujus pœnam per accidens secutum est, ut tolleretur fundamentum hujus obligationis. Ut si intra religionem ipsam aliquis propter delicta transferretur a statu monachorum chori, ad gradum laicorum, consequenter tolleretur illa obligatio; et de obligatione ad servandam totam regulam idem dicendum est. Nec illud reputatur commodum, quia plus habet incommodi et pœnæ, licet, supposito tali malo pœnæ, aliquod onus auferat. Unde quoad hoc non est eadem ratio de fugitivo, nam ille revera non mutavit statum et gradum in suo ordine, et ideo cum eadem obligatione manet.

14. *De gestatione habitus.* — Tertio, quod ad habitum pertinet, certum est hunc religiosum non teneri, imo nec posse habitum suæ religionis deferre, quia juste illo privatus est, et quia est depositus et quasi degradatus a monachatu, et ideo ei non permittitur habitus religionis. Item, illud cederet in magnam injuriam et infamiam talis religionis. Denique habitus ille, juxta communem impositionem et conceptionem, significat actualem unionem eum tali religione, et vitam sub obedientia ejus; quæ significatio in tali persona falsa est. Atque ita sentit Navarrus, citatis locis, præsertim Comment. 3 de Regularib., ubi significat teneri hunc religiosum ejectum ad deferendum habitum clericalem; existimo tamen ex vi professionis ad hoc non teneri; nam, si sit clericus, ratione ordinum tenebitur, quantum gradus ordinis postulaverit; si autem clericus non sit, existimo posse manere in habitu laicorum, quia potest in eorum statu perpetuo manere sine animo suscipiendi ordines; cur ego obligabitur clericalem habitum deferre? Item, si ejectus sit ex religiosis laicis, certum videtur non cogi ad habitum clericalem; ergo idem est, licet esset ex deputatis ad chorum, si nondum erat ordinatus, quia sine culpa potest animum mutare, et cælibatum in statu laicorum servare. Quare nec per obedientiam Episcopi existimo posse cogi ad talem habitum deferendum, quia hoc directe non vovit, nec etiam vovit obedire in omnibus sine discrimine, etiam si per se non pertineant ad statum religiosum; habitus autem clericalis per se non pertinet. Solum ergo potest obligari ut honestum habitum deferat, consentaneum ei qui castitatem, imo etiam statum perfectionis profitetur; in particulari autem prudenti arbitrio hoc relinquendum est. Ut, si persona ejecta, esset monialis professa, cogi posset ad habitum honestum, virginibus accommodatum, perferendum, non vero ad aliquem specialem modum, vel figuram propriam aliquam, ut est in viris habitus clericalis.

15. *De habitationis modo.* — Quarto, idem cum proportione dicendum est de loco et habitatione hujus ejecti. Fuit enim opinio Frederici de Senis, posse ab Episcopo obligari ut in aliquo loco solitario vivat, ut ibi servet substantialia religionis. Sed hoc merito refellit Navarrus, dict. consil. 79, quia nullo jure nec ratione fundatur; ille enim ejectus nec solitariam vitam vovit, nec etiam promisit obedire in hujusmodi rebus, nec ille modus vivendi est secundum regulam, secundum quam obedire promisit; nec etiam est illud medium necessarium ad servandam castitatem, vel paupertatem quam vovit. Quocirca solum poterit ab Episcopo obligari, ut in loco honesto vivat, ubi sine periculo morali castitatis violandæ conservari possit.

16. Major enim dubitatio est supra tacta in fine n. 9, an possit hic religiosus obligari ad vivendum in eodem loco semper, vel sub obedientia ejusdem Episcopi, vel possit libere et pro arbitrio suo mutare solum, vel intra eamdem diœcesim, vel ad aliam transeundo, in reliquis parendo Episcopo sub quo fuerit, juxta mensuram suæ obligationis. Navarrus, dict. Comment. 2, n. 34, sentit non posse mutari

suo arbitrio, cum sit religiosus, et consequenter velle aut nolle non habeat, cap. *Quorumdam*, cap. *Si religiosus*, de Elect., in 6; ideoque teneri ibi habitare ubi Episcopus præscripserit, et postquam uni Episcopo subjectus est, non poterit sine licentia ejus mutare domicilium. Quæ sententia, etsi tutissima videatur, non video tamen quomodo fundari possit sufficienter. Quia ille non vovit clausuram nisi religiosam et cœnobiticam, seu conventualem, ut sic dicam; seu, quod perinde est, non vovit obedire quoad habitationem nisi secundum regulam; habitatio autem secundum regulam supponit permanentiam in religione, ejusque communi vita; ergo, ablato hoc fundamento, non manet obligatio obediendi in hac materia. Et confirmatur, quia alias durior et strictior esset quoad hanc partem obligatio religiosi ejecti, quam erat in sua religione, quia tenetur semper manere sub obedientia ejusdem Episcopi, si ipse velit, et in loco ab eo designato, quod jugum durissimum est. Quare non censeo esse imponendum sine majori fundamento obligationis. Nam obligatio obediendi non est absolute in omnibus, sed secundum regulam, ut supra declaratum est, et cum eadem limitatione intelligitur religiosus non habere velle aut nolle, scilicet, in his quæ secundum regulam præcipiuntur; in his autem quæ sunt extra, vel supra regulam, potest habere aliquam libertatem. Et ita in præsenti existimo posse mutare domicilium sine licentia obtenta a suo Episcopo, vel intra eamdem diœcesim, vel ad aliam migrando. Et consequenter censeo, in dubitatione supra posita, in num. 9, etiam a principio cum ejicitur, esse in suo arbitrio eligere Episcopatum in quo vivat, et Episcopum cui se subjiciat, quamdiu ibi vixerit; quia nullum video votum vel præceptum quod ad aliud cogat.

17. *De actibus pœnitentiæ, orationis et misericordiæ. — Limitatio, circa hos actus pro tuenda castitate.* — Quinto censeo idem esse dicendum de specialibus actibus, seu exercitiis virtutum, ut sunt jejunia, disciplinæ, aut aliæ corporis afflictiones, orationes vocales aut mentales, aut opera misericordiæ corporalis vel spiritualis circa proximos; existimo enim non posse obligari per specialem obedientiam Episcopi, nisi quatenus ad castitatis observationem judicaverit esse necessarium. Probatur, quia ex vi regulæ pro eo statu non tenetur ad talia opera, ut ostensum est; sed ex vi obedientiæ solum potest ad illa obligari, quatenus sunt secundum regulam, id est, quatenus regula ipsa ad ea obligat : ergo. Item, quia alias posset obligari ab Episcopo ad hæc opera pro arbitratu Episcopi, sine ullo respectu ad regulam, quod repugnat; alias potestas Episcopi ad præcipiendum ex vi voti obedientiæ major esset quam fuisset in Prælatis religionis, quod dici non potest, cum sit quasi subrogata loco illius. Sequela vero patet, quia respectu ejecti regula perinde se habet ac si non esset, quia (ut sic dicam) non est pro illo posita, sed pro religiosis et obligatione et usu. Addidi vero limitationem de necessitate talium operum ad observationem castitatis, quia existimo, unam ex potissimis materiis voti obedientiæ esse, ea quæ pertinent ad observationem aliorum duorum votorum, et ob eam causam potissimum requiri hoc votum in omni statu religioso, etiam privato, ut supra tetigi, et infra latius dicam. Unde, quia votum castitatis in tota sua vi et usu integrum manet, licet aliæ regulæ et obligationes cessent, hæc semper durat, et consequenter secundum illam potest per obedientiam injungi quidquid specialiter ac prudenter judicatum fuerit necessarium. Hujus autem rei judicium apud Prælatum esse debet, ut per se constat. Nec expectanda est extrema necessitas aut evidens periculum. Sed satis est quod tale medium judicetur valde conveniens ad præcavendum periculum, vel ad quamdam majorem securitatem, qualis in omni statu religioso procuranda est.

18. *De subjectione ad Episcopum in tribus.* — Sexto et ultimo concludo, hunc religiosum non teneri obedire Episcopo, nisi in tribus materiis. Primo, in his rebus quæ secundum generale arbitrium prudentiæ pertinuerint ad decentiam status religiosi, prout in illo modo vivendi durat, in honestate ac decentia habitus, occupationis, seu negotiationis, conversationis, et similia. Secundo, in his quæ pertinent ad castitatem religiosam. Tertio, in his quæ ad usum paupertatis necessaria sunt. Hæc probantur imprimis, quia nulla probabilior ratio hujus obedientiæ et subordinationis assignari potest. Quia non debet hæc obedientia esse sine aliqua mensura, cum hoc sit ultra ordinariam mensuram status religiosi ; illa autem mensura non est prior regula, quia ad illam non tenetur, nec alia, quia illam professus non est; ergo non potest alia excogitari, nisi quæ ex ipsis votis et decentia status sumitur. Confirmatur, quia in illis tribus reperitur ratio clara ; nam imprimis votum obedientiæ vix potest ad usum reduci sine subordinatione obedientiæ ad aliquam personam in

materia ejusdem voti, ut ex superioribus constat. Deinde obedientia religiosa ex generali ratione sua ordinatur ad debitam instructionem, et aliquam disciplinam pro illo statu, et maxime ad observantiam castitatis; ergo si manet in hoc religioso obedientia ad Episcopum, maxime propter illa tria capita manet; præter illa vero nullum aliud potest cum fundamento addi; ergo. Et per hæc satisfactum est omnibus interrogationibus in præcedenti dubio propositis.

*De obligatione quoad votum paupertatis.*

19. *Ejecto non in perpetuum incumbit afferre quæ in seculo acquisivit, si revocetur.*— Dixi a n. 10 de voto obedientiæ; superest dicendum de effectibus, et obligationibus quas votum paupertatis habere potest in hujusmodi religioso ejecto. Et imprimis quæri solet cui acquirat ea, quæ quacumque via recipit vel lucratur: certum est enim non acquirere sibi talium rerum dominium, quia non est capax ejus; cui ergo acquirit? Est autem quæstio, quando juste et per definitivam sententiam in perpetuum ejectus est; nam si temere et injuste sit ejectus, adhuc acquirit monasterio secundum omnes, quia temeritas aut injustitia particularis Prælati non potest nocere monasterio, ut notavit Panorm., in cap. *Sicut nobis*, de Regular., n. 6, et in cap. unic., de Infantibus et langui. expos; Archidiaconus, cap. *Abbates*, 18, quæst. 2, ex Regula *Delictum*, de Regul. jur., in 6, in quibus auctoribus, et aliis citandis, advertendum est, promiscue tractare hoc punctum, de ejectis, fugitivis vel translatis; sed nos sigillatim de his agimus, et ideo confundendæ non sunt difficultates, nam sunt valde diversæ; hic enim solum de juste ejectis agimus, et maxime de perpetuo ejectis; nam si non sit perpetuo expulsus, sed ad tempus, monasterio acquirit, quia, licet pro eo tempore, quo extra illud vivere compellitur, possit usus rerum ad suam sustentationem retinere, tamen non potest eas in alios usus distrahere, cum revera sit subditus religionis, et finito tempore, tenetur cum suis omnibus rebus ad religionem redire. Imo etiam existimo, quod licet juste et omnino ejectus sit, quamdiu non emendatur, nec procurat redire, sed per eum stat quominus recipiatur, pro tunc acquirere monasterio, saltem quoad hunc effectum, ut si monasterium velit illum revocare, teneatur omnia secum deferre et monasterio tradere; nec possit ea in alium usum distrahere, quod a fortiori patebit ex dicendis.

20. *Ejectus in perpetuum non acquirit monasterio.* — *Imo nemini acquirere, quidam censent.* — *Aliorum placitum, quod acquirat Episcopo.* — *Navarri placitum, quod acquirat Deo.* — Difficultas vero est, postquam jam est omnino ejectus sine spe redeundi, etiamsi per ipsum non stet. In quo casu fere omnes Doctores conveniunt, hunc ejectum non acquirere monasterio, a quo ejectus est, quia jam non habetur ut membrum ejus. Item, quia videtur renuntiasse juri suo, vel potius necessario amisisse illud, ita expellendo personam, quia abdicat a se dominium ejus quantum potest. Dici imprimis posset, nulli acquirere, quia non monasterio, eo quod ab illo absolutus sit; nec alteri, quia nullius alterius est; ergo nulli. Unde fiet, ut contractus ab illo facti nihil valeant, sed solum accipiat usum rerum. Hanc opinionem refert Innocentius, cap. *Cum olim*, 2, de Privileg., n. 2. Non est tamen verisimilis, præsertim quoad ultimam partem; nam si ille dono accipit aliquid ab eo qui potest donare, et cum aliis conditionibus requisitis ad valorem donationis quantum est ex parte donantis, revera tenebit donatio, saltem quoad hoc, ut a donante revocari non possit; ergo abdicavit se dominio rei donatæ. Idemque argumentum fieri potest de venditione, emptione, et similibus. Unde etiam fit ut talium rerum dominium alicui acquiri debeat, quia non manent sine domino, et quasi pro derelicto, ut magis ex dicendis patebit. Alii ergo dixerunt, illum acquirere Episcopo, quia sub ejus obedientia vivit. Ita Innocentius supra, quem videtur sequi Panormitanus, locis citatis, et cap. ult., de Regul.; Antonin., 3 p., tit. 16, c. 5, § 4; Angel., verb. *Monasterium* n. 6; Tabiena, verb. *Relig.*, numero vigesimo septimo. Verumtamen hæc opinio non satis explicat quis sit proprius dominus illorum bonorum; certum enim est Episcopum non esse dominum illorum, cur enim? ad summum ergo esse potest dispensator, tanquam Prælatus, cujus facultate distribuenda seu applicanda sunt; dominus autem esse non potest, quia nullum titulum dominii habet. Et ideo Navarrus, dict. Comment. 2, de Regularib., numero trigesimo tertio, dixit, hunc ejectum acquirere Deo, et administrationem ejus pertinere ad Episcopum; et ita exponit auctores proxime citatos. Ipse autem fundatur in suo generali principio, quod omnia ecclesiastica bona sunt immediate sub solo dominio Dei, de quo alias; nobis enim necessarium videtur semper addere aliquod dominium humanum, seu

quod ad aliquem hominem vel hominum communitatem pertineat circa talia bona.

21. *Resolutio, quando religiosus transfertur ad aliquam Ecclesiam regularem, vel secularem.* — Dico ergo, hunc ejectum considerari posse vel solum ac præcise ratione ejectionis, vel ratione translationis ad aliam Ecclesiam regularem, per professionem in illa; vel secularem, per beneficium. Ratione translationis certum est acquirere Ecclesiæ, vel monasterio ad quod translatus est, cap. 1, 18, quæst. 1, cap. *Si quis translatus*, 21, quæst. 2; et infra, c. 13, latius dicetur de translatione ad monasterium. Translatio autem ad Ecclesiam secularem fieri potest vel per beneficium in illa susceptum, et tunc etiam est res clara, et infra c. 19 tractanda; vel fieri potest solum per habitationem et domicilium, ac obedientiam jam præstitam Episcopo illius loci, absque ullo beneficio, sed vivendo ex eleemosynis, vel aliis suorum operum fructibus, vel stipendiis (non est enim dubium quin utroque modo liceat tali religioso vivere, cum neutrum sit prohibitum, nec per se malum, nec ab statu religioso alienum aut indecens, ut in superioribus generatim tractatum est, et in particulari tractat Navarrus, dict. Comment. 2, n. 37). Igitur de religioso hoc tantum modo translato ad Ecclesiam secularem, etiam censeo veram esse communem sententiam, scilicet, acquirere illi Ecclesiæ ad quam specialiter translatus est, id est, bona illius pertinere ad bona communia illius Ecclesiæ, cum onere alendi illum, et cum potestate utendi bonis illis quæ acquirit, de licentia Episcopi, quæ debet esse justa, et in pios usus, non extraneos, nec alienos ab illa Ecclesia, quamvis ex rationabili causa et pia possint etiam alii Ecclesiæ applicari. Ratio est, quia per hanc qualemcumque translationem acquiritur jus illi Ecclesiæ, quia illa quodammodo suscipit onus alendi talem religiosum; et Episcopus acquirit etiam jus distribuendi et dispensandi talia bona; ac denique quia jura canonica ita disponere videntur satis rationabiliter. Quocirca, si contingat hunc religiosum revocari ad monasterium, non habet monasterium jus repetendi bona illo tempore acquisita, imo nec religiosus voluntarie illa deferre poterit, sine consensu Episcopi, cui jam fuit jus acquisitum, quoad dispensationem eorum. Et eadem ratione, si talis religiosus se transferat ab una Ecclesia in aliam, prout diximus facere posse, non poterit secum deferre bona acquisita ibi, sine licentia Episcopi, propter eamdem rationem, sed solum ea quæ suo actuali usui sunt moraliter necessaria.

22. *Quid quando simpliciter ejicitur sine tali aliqua translatione.*—At vero si hic ejectus nunquam proprie transfertur ad aliam Ecclesiam, quia nec beneficium in aliqua recipit, nec sub speciali obedientia alicujus Episcopi vivit, nec tanquam religiosus se gerit (sive hoc male, sive licite faciat), semper videtur mihi acquirere suæ religioni, illamque habere jus ad revocandam personam, et cum ea, omnia quæ acquisivit; et, si illa in tali statu moriatur, credo posse recuperare bona, si quæ reliquit. Ratio est, quia per solam ejectionem nulli alteri Ecclesiæ, nec certo aut determinato Episcopo acquisitum est jus ad talia bona, quia nullius Ecclesiæ ille est speciale membrum effectus, neque in ulla vivit aut alitur ut religiosus, sed ut alii clerici vel seculares. Unde in eo casu existimo habere locum quod dixit Sylvest., verb. *Apostasia*, quæst. 9, jus disponendi de bonis acquisitis a tali religioso pertinere ad supremum Prælatum religionis a qua ejectus est. Ipse tamen in hoc distinguit inter religiosos exemptos, et non exemptos, quod mihi non probatur. Nam si religiosus ejectus, est translatus, etiamsi exemptus sit, subjicitur Episcopo, et procedunt quæ diximus; quia per ejectionem totalem amittit jus exemptionis, quia desinit gaudere privilegiis suæ religionis, et ipsa etiam religio amittit hoc jus respectu talis personæ, quia, quantum potest, illam a se præscindit, et ita relinquit illam sub obedientia Episcopi, saltem quamdiu illam ad se non revocat: quod idem est in religioso non exempto, in eodem casu, in quo sit omnino translatus ad Ecclesiam secularem, seu potestatem Episcopi, tanquam proximi Superioris sui. Si autem translatio facta non est, tunc de exempto vere dicitur manere sub obedientia Prælati suæ religionis, saltem supremi, vel superioris illi, a quo ejectus est; et consequenter verum est illum acquirere suæ religioni, licet fortasse non acquirat suo monasterio, a quo ejectus est, sed applicatio sit in potestate Prælati superioris; tamen idem est proportionaliter de non exempto; nam, licet ille maneat subjectus Episcopo, id est quia ipse Episcopus est veluti superior Prælatus talis religionis.

## CAPUT VII.

UTRUM LICEAT RELIGIOSO PROFESSO EXTRA MONASTERIUM VIVERE RETENTO VEL MUTATO HABITU, DE LICENTIA PRÆLATI, ET AD QUID TUNC TENEATUR.

1 *Non licere sic vivere absque licentia.* — Diximus de vitiosa, ut sic dicam, et pœnali mutatione religiosi status; sequitur dicendum de mutationibus, quæ per se ac licite fieri possunt, quarum minima esse videtur, quæ fit per solam separationem, seu habitationem, sine assumptione alterius status, vel officii quod per se postulat talem mutationem. De hac igitur separatione religionis, primo certum est non esse licitam sine legitima facultate alicujus Prælati, qui possit illam concedere. Hoc satis constat ex dictis in cap. secundo et seq., quia sine tali licentia committeretur peccatum apostasiæ, ut ibi probatum fuit.

2. *De licentia vero licere.*—Secundo est certum ex legitima facultate posse hoc licite fieri. Probatur, quia non est hoc intrinsece malum, neque etiam est contra votum, quia paupertas, castitas et obedientia extra claustrum possunt servari. De castitate id supponimus, ut in clericis secularibus, etc. De paupertate infra id declarabimus. De obedientia vero constat, quia per eamdem legitimam facultatem servatur debita subordinatio obedientiæ ad Prælatum; nam semper talis religiosus pendet a Prælati voluntate quoad locum habitationis suæ. Religiosus autem de se ibi habet claustrum et monasterium, ubi per voluntatem Superioris habitaverit. Denique hoc satis constat ex usu Ecclesiæ, quem antiquissimum etiam esse ex dicendis constabit.

3. *Dictam licentiam potest Papa concedere. — Potest etiam Prælatus regularis, attento jure communi.* — Dubium vero imprimis est, quis possit hanc facultatem concedere. Et quidem de Summo Pontifice constat posse, quia est supremus Prælatus, et in eo est suprema potestas. Dubium ergo est de Prælato ipsius religionis, quod potest tractari, vel secundum jus commune, vel secundum privilegia ac specialia jura religionum. Priori modo dicendum est habere Prælatum hanc potestatem. Ita sentit Navarrus, Comment. 2, de Regularib., n. 16 et 40, et Comment. 4, n. 14 et sequentibus. Et probatur primo, quia jure communi potestas supra religiosum est penes Prælatum, c. *Nullam*, 18, q. 2. Secundo, quia jure communi potest quis profiteri aliquam regulam alicujus religionis, manens in domo sua de licentia Prælati, et ad nutum ejus, c. *Insinuante*, Qui clerici vel voventes, quod antiquum jus nullo posteriori revocatum est, nec potestas Prælatorum limitata; ergo integrum manet. Tertio, quia licentia non est dispensatio in aliquo voto, sed ad summum in regula; sed Prælatus potest dispensare in regula; ergo potest illam licentiam concedere.

4. Sed objici potest, primum, quia Prælatus non potest dispensare in jure communi; sed communi jure videtur prohibitum monacho vivere extra claustrum; ergo. Minor colligitur ex c. *Placuit*, 2, 16, q. 1, ubi dicitur : *Placuit communi nostro Concilio, ut nullus monachorum pro lucro terreno de monasterio exire nefandissimo ausu præsumat;* et infra : *Sit claustro contentus, quia sicut piscis sine aqua caret vita, ita sine monasterio monachus.* Idem sumitur ex c. *Monachi*, 2. Ex quibus sumi potest secunda ratio, quia Prælatus non potest dispensare in his quæ sunt vel substantialia statui religioso, vel adeo propinqua et necessaria, ut sine illis vix possint substantialia conservari; sed ita se habet vita claustri respectu status religiosi, ut ex dictis juribus constat. Licet enim status religiosus in communi possit esse in vita solitaria, vel in privata domo, nihilominus specialis status vitæ cœnobiticæ et regularis non potest extra claustrum retineri, quia non potest ibi regula et communitas observari. Tertio, non potest Prælatus eximere aliquem ab obedientia sua; sed extra claustrum vivens manet ab obedientia exemptus; ergo non potest hoc illi concedere. Quarto, est similis difficultas de voto paupertatis, quia extra claustrum vivens necesse est ut habeat bona et reditus unde vivat, et ut de bonis, quæ habet, libere possit disponere, quod videtur repugnare voto paupertatis et observantiæ ejus, quam præscribit Concilium Tridentinum, sessione vigesima quinta, c. 2, de Regular.

5. Ad primum dicitur imprimis posse Prælatum regularem dispensare cum subditis, in his quæ sunt juris communis, ut in superioribus visum est. Deinde dicitur nullam esse talem prohibitionem absolutam ex vi solius juris communis; nam in dicto c. *Placuit*, solum prohibetur ne monachus præsumat exire nefandissimo ausu, etc. Qui autem egreditur cum licentia Prælati, non egreditur nefandissimo ausu; et in c. *Monachi* additur, *Nisi cum Abbatis imperio*; ergo potius supponitur

Abbatem posse dare hanc facultatem. Magis absolute videtur id præcipi in c. *Qui vere*, eadem causa et quæstione, quod est Concilii Chalcedonensis, can. 4. Et juxta illud ait Alexander II, in cap. *Juxta*, ibidem, *juxta Chalcedonensis optimi Concilii tenorem, monachis, quamvis religiosis, ad normam Sancti Benedicti intra claustrum morari præcipimus, vicos, castella, civitates peragrare prohibemus.* Tamen, in priori canone Concilii Chalcedonensis expresse additur, Nisi forte jubeantur propter urgentes necessitates ab ipsius civitatis Episcopo. Erant enim tunc monachi illi subjecti. Unde nunc in exemptis illa potestas translata est ad Prælatum, et juxta eamdem limitationem præceptum Alexandri intelligendum est, cum ad aliud referatur. Et c. 2, Ne clerici vel monachi, in 6, sumitur optimum argumentum ab speciali. Nam ibi præcipitur ut nullus religiosus se conferat ad studia litterarum, ut scilicet, ea occasione extra claustrum vivat, nisi de licentia Prælati, et ibi specialiter postulatur ut illa non detur sine consensu majoris partis capituli, quæ conditio ibi specialis est, et ideo si licentia detur ad alios fines, neque illud concilium necessarium est; est ergo potestas apud solum Prælatum ex vi communis juris.

6. Ad secundum respondetur, probare quidem argumentum facultatem hanc, sine gravissima et fere necessaria causa dari non debere, non tamen simpliciter non posse dari, quia habitatio in claustro multum sine dubio confert ad vitam religiosam, et ad cavenda pericula, et ad servandam conformitatem et perfectam unionem cum toto corpore, et ad externorum etiam et secularium exemplum et ædificationem; nam sine dubio hæc separatio religiosi a suo choro, et privatus vivendi modus, ex suo genere non confert populo ædificationem, nisi gravibus et manifestis causis honestetur. Absolute tamen non est res simpliciter necessaria ad honestum vivendi modum, etiam supposito statu religioso, quia non est de substantia ejus, nam extra claustrum possunt servari tria substantialia vota, et vita etiam regularis quoad præcipuas ejus observantias. Nam qui extra claustrum vivere permittitur, non eo ipso absolvitur ab omnibus oneribus et obligationibus religiosæ regulæ; cur enim, aut quæ est ratio talis consecutionis? nullo ergo modo admittenda est talis extensio, nisi in Indulto exprimatur, et fiat quasi specialis dispensatio. Quæ multo quidem difficilior est, et vix potest habere causam justam, præsertim si generaliter fiat, nam in aliquibus specialibus regulis posset aliquando tolerari. Seclusa autem hujusmodi dispensatione, tenetur hujusmodi religiosus ibi servare totam suam regulam, pro loci et temporis opportunitate, præsertim quoad actiones quæ privatim et solitarie fieri possunt, ut sunt jejunia, et alii modi austeritatis ac pœnitentiæ, orationes, et similia, quia nulla est ratio excusationis, per se loquendo, cum sine consortio aliorum fieri possit, et regula simpliciter et sine loci determinatione loquatur. Quod si aliquæ regulæ determinate respiciunt claustrum vel communitatem, licet non dentur executioni, non fit earum transgressio, sed quasi suspenditur earum obligatio, quia pro tali loco et tempore deest occasio et facultas exequendi hujusmodi regulas. Et, quod caput est, formaliter in eo servari potest omnis regula, quod semper fieri potest aliquid ex obedientia, vel quod censetur esse voluntati Superioris consentaneum. Unde etiam servatur vita communis et Cœnobitica, quia servatur unio cum toto corpore sub obedientia ejusdem Prælati, et quia est semper quis paratus redire ad monasterium, quando jussus fuerit, ut in tertia objectione dicitur.

7 *Prælatus peccat graviter dando sine causa licentiam ad habitandum extra claustrum.* — Sed quid si talis licentia sine causa legitima detur? Respondeo imprimis graviter peccare Prælatum eam concedentem, quia omnis dispensatio in lege justa, sine causa data, iniqua est ex parte dantis. Dices, hoc esse verum quando lex obligat ad peccatum mortale, et continet absolutam prohibitionem; regula autem quæ obligat religiosum ad habitandum in claustro, vel non obligat de se sub peccato mortali, vel saltem non continet absolutam prohibitionem contrariam, sed sub illa conditione, Nisi de licentia Prælati; et ideo Prælatus dans talem licentiam non videtur proprie dispensare, sed solum necessariam conditionem apponere, ut actus debito modo fiat. Sicut, quando Prælatus dat licentiam religioso ad egrediendum e monasterio, non dispensat proprie, alias male faceret dando talem licentiam sine speciali causa.

8. Ad hoc responderi potest ex Navarro, dict. Comment. 4, de Regularib., n. 32, legem prohibentem religiosum egredi claustra monasterii, includere non solum illam conditionem, Sine licentia Prælati, sed etiam hanc, Neque cum illa, nisi justa necessitate vel utilitate id suadente; quod ipse solum probat ex

capit. citatis, *Placuit*, et *Monachi*, *Juxta*, et *Qui vere*, 16, q. 1, in quibus, ut supra tractavimus, videtur religiosis præcipi clausura, et prohiberi exitus, nisi de licentia cum necessitate concessa. Unde videtur sentire Navarrus, etiam ordinariam licentiam ad exeundum e monasterio ad breve tempus vel horam non posse licite dari sine justa necessitate vel utilitate. Erit tamen differentia, quia dare hanc licentiam ad communem exitum erit tantum culpa venialis : dare autem ad commorandum extra monasterium erit culpa mortalis, quia, quoad hoc lex et materia ejus gravissima est, et talis dispensatio tam religioso quam religioni potest afferre grave incommodum.

9. Ne tamen nimium hoc restringere videamur, advertere oportet antiquos illos canones non loqui de omnibus religiosis, sed de propriis monachis qui vitam magis solitariam, et a consortio hominum remotam profitentur; et præcipue factos esse illis temporibus, quando monachi non permittebantur ministeria clericorum exercere in populis concionando, aut sacramenta ministrando; unde præcipue illis prohibent exitum ad hunc finem, et ideo requirunt Episcopi licentiam ex necessitate vel magna utilitate concessa ; nam ad ordinarium exitum pro aliis ordinariis occasionibus, non videtur verisimile fuisse etiam tunc necessariam licentiam Episcopi, nec tantam circumspectionem in ea concedenda. Nihilominus tamen verum existimo in illo statu juxta suum institutum non posse illam licentiam licite concedi, sine aliqua necessitate, vel utilitate alicujus momenti, quia revera censetur hæc una ex præcipuis observantiis illius status, et ad decorem et puritatem ejus maxime pertinens. Tamen quoad hoc non est æqualis ratio de omnibus aliis institutis religionis, quæ tantam clausuram ex vi sui instituti non profitentur, ut sunt religiones mendicantes, et aliæ similes, quia, licet in eis necessaria sit licentia ad exitum, tamen facilius potest concedi, non quidem omnino sine causa rationabili, quia hæc in omni actu humano necessaria est ut honeste fiat, sed sine tanta necessitate vel utilitate, quia interdum sufficere potest ratio honestæ amicitiæ, vel moderatæ recreationis, ut reddat causam rationabilem, quæ in monachali statu fortasse non sufficeret. Et cum eadem proportione gravior fortasse causa et magis extraordinaria necessaria est in proprio monacho, ut ei concedatur licentia habitandi extra claustrum, quam in aliis religiosis, qui cum proximis magis versantur. Et nihilominus etiam in illis gravissima causa necessaria est, et regulariter urgens necessitas, aut tanta utilitas vel propriæ religionis, aut alterius boni communis, ut prudenter censeatur incommoda talis facultatis compensare.

10. *Prædicta licentia, a Prælato regulari data, est nulla. — Nunc dicta procedunt etiam de licentia Episcopi.* — Ulterius vero dubitari potest, esto peccet Superior concedendo hanc facultatem sine causa legitima, an illa valida sit. In quo mihi distinguendum videtur inter Prælatum religionis et Summum Pontificem. Nam de licentia concessa a Prælato religionis existimo esse nullam, si absque causa legitima concedatur. Ratio est, quia dispensatio data ab inferiori in jure Superioris est nulla, si absque causa detur ; Prælatus autem religionis concedit hanc licentiam, tanquam dispensans in jure Superioris; ergo. Declaratur minor. Primo, quia si attendamus jus religionis, quilibet Prælatus religionis est inferior illo. Nam semper est constitutum a tota religione, quæ superior est cuicumque personali Prælato, etiam si Generalis sit, et solet esse approbatum vel confirmatum a Papa, quod ad minimum facit difficiliorem dispensationem. Eo vel maxime quod hoc jus jam non est quoad hanc partem unius vel alterius religionis, sed totius status religiosi, prout nunc est in usu Ecclesiæ. Unde dici potest saltem usu, et acceptatione omnium religionum introductum esse tanquam jus omnibus commune, jam non tantum obligans ad modum regulæ, sed ut rigorosum præceptum. Denique censeri etiam potest hoc jus Pontificium et Conciliarium ex decretis supra citatis, a quibus consuetudo etiam declaravit omnes religiones comprehendi, et merito, quia hoc clausuræ genus non respicit peculiarem vitam monachorum, sed communem statum regularium, et ideo in hoc jure conveniunt, ut etiam indicat Navarrus supra. Unde clarius constat in ordine ad hoc jus dispensationem Prælati esse inferioris. Quod idem censeo de licentia Episcopi, respectu non exemptorum, quia licet in ipsis decretis illi concedatur hæc facultas, semper conceditur ut inferiori, et ideo in eis postulatur expresse justa necessitas, vel utilitas.

11. *Quid de licentia Papali.* — At vero si talis licentia a Summo Pontifice concedatur sine causa legitima, valida erit, quia non est dispensatio in voto, cum hæc per se non sit materia voti, ut ostensum est, neque in jure divino aut naturali, quia, seclusc voto, nul-

lum tale excogitari potest, ut supra disputando de clausura ostensum est; est ergo dispensatio in jure ecclesiastico, in quo dispensatio, a Pontifice data sine causa, valida est, ut ex materia de legibus suppono. Solum oportet cavere (quia in hoc aliquid est periculi) ne licentia subreptitia sit falsas causas allegando, aut aliquid necessarium occultando, nam tunc ex alio capite dispensatio invalida erit.

12. *Non peccat subditus obediendo, quando præcipitur, etiam sine causa, habitare extra claustrum. — Potest tamen licite non obedire.* — Atque hinc constat quid dicendum sit de subdito, an sit tutus in conscientia utendo tali facultate sine causa data. Primum enim distinguendum est inter licentiam et mandatum. Nam si Prælatus non solum permittat, sed etiam præcipiat subdito habitare extra claustrum, non peccabit subditus parendo, etiamsi Prælatus peccet præcipiendo, quia subditus non tenetur examinare factum Prælati. Dices: subditus non potest obedire Prælato injuste præcipienti. Respondeo tamen posse, quando non præcipit aliquid per se malum, aut divinæ vel ecclesiasticæ legi contrarium; manere autem extra claustrum non est hujusmodi, et ita fieri potest, etiamsi imprudenter præcipiatur. Dices: religiosus non debet obedire Prælato præcipienti aliquid contra regulam, quia tunc excedit suam potestatem, et ideo prævalere debet directio regulæ, etiam si non servare illam alias malum non sit, ut sentit Bernardus, lib. de Præcepto et dispensatione; vivere autem extra claustrum, per se est contra regulam, imo et contra rigorosum jus, ut diximus; ergo non licet obedire Prælato id præcipienti sine causa. Respondetur respectu subditi, hoc jus non esse absolutum, non morandi extra claustrum, sed non morandi sua voluntate et arbitrio. Unde, quando simpliciter ducitur præcepto Superioris, formaliter non agit contra tale jus, sive Superior bene, sive male præcipiat. Probabile autem est propter rationem factam, non teneri subditum ad obediendum in illo casu; oportet autem ut certo et sine dubitatione constet de injustitia præcepti, juxta vulgare principium, quod in dubiis parendum est Prælato, quod multo facilius locum habet quando non dubitatur de re intrinsece mala.

13. *Peccat tamen graviter quando non præcipitur, petendo licentiam, et illa utendo.*—At vero quando non intervenit mandatum, sed solum licentia seu dispensatio, primum quidem graviter peccat subditus eam petendo a Prælato, si certus est nullam intervenire rationabilem causam, sed solum appetitum libertatis, vel alterius humanæ commoditatis, quia vel decepit Prælatum in re gravi, vel inducit illum ad id, quod non potest sine gravi peccato concedere. Et præterea religiosus ipse non manet tutus in conscientia cum tali facultate, quia ostensum est illam esse nullam; ergo non excusat a culpa quæ in transgressione illius præcepti committitur. Dices: ergo ille vivens extra claustrum cum tali facultate erit apostata, quia si id faceret sine ulla facultate, tale peccatum committeret, et facultas illa, ut dictum est, culpam non excusat; nam actus nullus nihil operatur. Respondetur negando sequelam, quia non est apostata qui manet sub obedientia Prælati. Et quoad hoc est magna differentia inter eum, qui manet extra claustrum sine licentia, vel cum licentia, licet invalida; nam prior non manet sub obedientia, et ita dupliciter peccat, scilicet manendo extra claustrum, et recedendo a subjectione debita Prælato, et in hoc secundo apostasia consummatur; alter vero, licet peccet contra præceptum manendi in claustro, manet tamen in subjectione Prælati, et ideo apostata non est. Licentia ergo illa quamvis sit nulla quoad effectus juris, operari nihilominus potest aliquid facti, quale est, quod talis persona recognoscat alium ut Prælatum, et de facto ejus obedientiæ subsit.

14. Sed hinc potest quispiam in contrarium argumentari: licet talis religiosus peccaverit inducendo Superiorem ad malum, tamen post licentiam datam, licet inique, non peccabit, saltem graviter, illa utendo, quia jam non agit contra præceptum, saltem ex defectu materiæ illius; nam, ut dicebamus, materia hujus prohibitionis non est absolute vivere extra claustrum, sed vivere sine voluntate Prælati; illa autem licentia sufficit ut id non fiat sine voluntate Prælati; ergo sufficit ut ille non sit transgressor præcepti; ergo ut non sit peccatum grave. Respondeo primo cum Navarro supra, præceptum non solum requirere voluntatem Prælati, sed etiam justam causam, et ex hac secunda parte semper fieri contra præceptum. Secundo dicitur ipsum præceptum postulare licentiam vel voluntatem Prælati, non quamcumque, sed validam, seu efficacem ad tollendam præcepti obligationem, quia verba legis intelliguntur secundum jus, et quia ipsa ratio et justitia legis hoc postulat; nam hæc licentia non postulatur solum ut servetur debita subordinatio inter subditum et

Prælatum, sed maxime ut religiosa clausura juxta exigentiam religiosi status illæsa servetur. Ad hoc autem necessarium est ut non quæcumque voluntas Prælati sufficiat, sed illa, quæ valida et efficax est.

15. *Licentia Papalis sine causa, etiam peccaminosa est, valet tamen.* — Sed quid si facultas sit Pontificia? Respondeo imprimis etiam male concedi, si absque legitima causa conceditur Ita Navarrus, dict. n. 40, qui rationem reddit, quia Papa non potest dispensare in voto sine causa justa. Quæ ratio probat dispensationem illam non solum esse injustam, sed etiam nullam, si illa est dispensatio in voto, ut Navarrus indicat. Sed re vera non est dispensatio in voto; nam supra ostendimus vota per se non obligare ad manendum intra claustrum, nisi ratione obedientiæ, seclusis religionibus monialium, vel si aliquæ virorum illud specialiter promittunt. Sufficiens ergo ratio est, quia etiam Pontifex male faciet dispensando in suis legibus sine legitima causa, regulariter loquendo, ut ex propria materia de legibus suppono, et maxime verum habet in materia adeo odiosa, et quodammodo perfectioni religionis et proximorum ædificationi contraria. Verum est respectu Pontificis plures esse posse causas legitimas ad hanc facultatem concedendam, quæ non erunt respectu Prælati religionis, ut si Pontifex hoc concedat alicui veterano Ecclesiæ ministro ad majorem quietem, et quasi in præmium laborum, illum suæ obedientiæ servando, vel si id faciat in gratiam alicujus Prælati, etiam sine magna necessitate, quia cum ipse sit auctor juris in quo hæc obligatio fundatur, facilius potest in illo legitime dispensare. Si tamen omnino causa sufficiens desit (quod raro sine surreptione continget), peccaret concedens, etiam si sit Pontifex; unde etiam peccabit postulans, tanquam inducens ad malum, nisi per ignorantiam excusetur. Videtur autem nihilominus valida illa licentia, quia dispensatio, data a Pontifice sine causa, in lege positiva valida est. Non est autem ita valida, quin teneatur semper Pontifex illam revocare, quia ejusdem rationis et malitiæ esse videtur eam conservare, cujus fuit concedere, cum semper retractabilis sit, et in virtute illius, quasi continue contra legem fiat.

16. *Religiosus illa utendo, esto non peccet contra præceptum clausuræ, aliunde delinquet.* — Quandiu vero non revocatur, videtur reddere religiosum tutum in conscientia, ne sit violator clausuræ, manendo extra claustrum, quia licentia est valida; ergo tollit obligationem prohibitionis; ergo excusat culpam transgressionis ejus. Sed, licet hoc ex directa obligatione illius legis ita esse videatur, juxta communem doctrinam, non excusatur quis ab aliqua culpa utendo tali facultate, quia *turpis pars est quæ sine causa legitima discordat a toto*, quæ culpa in aliis legibus humanis reputari solet venialis. Vereor tamen ne in præsenti, ratione materiæ, sit mortalis, quia separatio a toto corpore in re tam gravi sine causa legitima videtur notabilis deformitas, cujus signum est, quia regulariter scandalum generat, et nonnullam etiam infamiam creat religioni, præter alia pericula, quæ magis extrinseca sunt.

17 *Quæ sit justa causa licentiæ.* — Tandem in hoc puncto interrogari potest quænam sit censenda legitima causa ad hujusmodi facultatem concedendam. Respondeo, cum Navarro supra, has causas non esse per jus definitas, et ideo prudenti arbitrio Superioris committi, argumento cap. *De causis*, § *Illis*, de Offic. deleg., et legis 1, ff. de Jure deliberandi. Generalia autem capita harum causarum sunt supra insinuata, n. 9, scilicet utilitas monasterii, argumento cap. *Monachi*, 16, quæst. 1, quod Navarrus extendit, sive sit utilitas directa, sive indirecta, ut si sit utilitas patroni ipsius monasterii, vel si sit amicus valde utilis monasterio, aut princeps magnus defensor ejus, quod in simili docuit Innocentius, in cap. *Cum G. et A*, de Sentent. et re judicata, n. 2, ubi eum sequitur Panormit., n. 29, et communis. Idem dicendum censeo de alia utilitate publica Ecclesiæ, aut totius populi, et Navarrus ponit exemplum, ut gratia docendi facultatem aliquam regulari licitam, juxta cap. *Non magnopere*, Ne clerici vel monachi. Quam conditionem in omni simili causa vel utilitate subintelligendam censeo, quia si negotium vel ministerium non esset licitum monacho, quomodo posset causa honestari? Aliquando etiam potest sufficere privata causa, præsertim pietatis, præcipue si ad ipsammet personam religiosi pertineat.

18. In tertia objectione petitur, an hæc facultas possit concedi perpetua et irrevocabilis. Et quoad priorem partem respondeo, facilius posse dari ad breve tempus quam ad diuturnum, et minorem causam sufficere, ut per se clarum est, et eadem ratione posse melius concedi ad tempus limitatum, *quamvis diuturnum*, quam indefinite sine temporis limitatione. Nihilominus certum est posse etiam hoc modo dari, non solum a Pontifice, sed

etiam a Prælato, quia nullo jure prohibetur, et causa potest esse talis, quæ ad illum modum facultatis sufficiat. Igitur in hoc sensu potest hæc licentia esse perpetua negative, ut aiunt, id est, sine certo termino. Perpetua autem positive, atque adeo irrevocabilis esse non potest, proportione servata, quod recte sensit Navarrus, Comment. 2, de Regul., n. 16; et convincit ratio in objectione n. 4 insinuata, quia non potest Prælatus eximere subditum ab obedientia sua. Quamdiu autem facultas est revocabilis, semper manet subditus sub obedientia Prælati, et ideo non repugnat talis facultas obedientiæ voto, quia non est de necessitate ejus, ut subditus sit loco conjunctus alicui Prælato, a quo possit in singulis proxime gubernari; sed hoc ipsum subordinatum est prudenti arbitrio ipsius Prælati. At vero si facultas esset irrevocabilis, eo ipso maneret subditus exemptus ab obedientia Prælati, ut per se clarum est. Est autem hoc intelligendum, servata proportione, ut dixi; nam si concedens licentiam est Prælatus regularis, non potest dare illam irrevocabilem a se, vel a superiore Prælato, propter discursum factum. Potest tamen dare irrevocabilem ab inferiori, et majore ratione potest Pontifex ita illam dare, ut a nullo Prælato religionis revocari possit, quia est supremus Prælatus. Neque hoc est contra obedientiæ votum, quia ipsamet obedientiæ ratio postulat ordinem et subordinationem, et consequenter petit ut superior Prælatus possit dare facultatem, quam inferior revocare non possit, et consequenter integra ratio obedientiæ servatur, si supremo Prælato obeditur, quando omne jus in talem personam ipse sibi reservavit.

19. *Vivens extra claustrum, cum licentia, nihil potest habere proprium.—Neque oportet habere jus administrandi bona immobilia.—Quomodo possit acquirere bona aliqua.* — In quarta objectione petitur, quomodo servandum sit paupertatis votum ab eo qui extra claustrum vivere permittitur; nam quod servari debeat certissimum est, cum illud non tollatur. Primo ergo nihil proprium habere potest propter illam mutationem, quia repugnat voto. Nec necessarium est, quia talis religiosus manet semper membrum suæ religionis, et ideo si quid habet, dominium ejus esse potest apud religionem, vel apud eum apud quem est dominium omnium bonorum, quibus sua religio utitur, quod propter fratres Minores dicimus. Deinde (ut satisfaciamus Concilio Tridentino) non est necesse ut habeat administrationem aliquorum bonorum immobilium, neque annuos redditus certos, ad quos jus aliquod quasi proprium habere videatur; nam sunt plures alii modi quibus sustentari possit. Primum, recipiendo certam aliquam portionem a suo Prælato vel monasterio, cujus usum, et non amplius recipiat. Secundo, petendo eleemosynam. Tertio, suis laboribus vel ministeriis aliquid acquirendo, vel sustentationem aut stipendium ab aliquo Prælato, Ecclesia, vel Academia, etc., recipiendo. In quibus modis omnibus integra servari potest paupertas, non solum quoad proprietatem, sed etiam quoad usum, quia semper est dependenter ab aliena voluntate, et juxta beneplacitum ejus. Unde etiam fit ut talis religiosus possit disponere, dum sic vivit, de bonis quæ veluti in peculium habet, suo arbitrio, et salva nihilominus paupertate, quia totum illud facit ex licentia Superioris. Et ideo, licet ejus arbitrium sit veluti proxima regula, principalis vero, cui conformari debet, est justa licentia Prælati, vel formalis, vel interpretativa, juxta superius dicta de voto paupertatis. Tandem licet possit etiam in eo statu aliquid acquirere modis licitis ac sibi permissis, atque ita suum peculii modum congregare, per illam tamen acquisitionem nullum jus sibi comparat, sed totum transit in monasterium juxta commune jus religiosorum supra explicatum, quod eodem modo locum habet in religioso, etiamsi extra claustrum vivat; non agimus enim de Episcopo vel beneficiario, de quibus infra, a cap. 16, dicemus, quibus titulis seclusis, nulla est ratio eximendi quemcumque religiosum propter solam separatam habitationem.

20. *Concluditur modus paupertatis extra claustrum degentis.*— Itaque in omnibus servare debet paupertatis regulas supra positas, solumque intercedit differentia, quod existenti extra claustrum necessario conceditur licentia, veluti permanens, et aliquo modo generalis, dandi et recipiendi; quæ tamen necessario limitatur, vel juxta expressam voluntatem Prælati, vel juxta generales regulas de obligatione voti paupertatis. Unde recte advertit Navarrus supra, ex vi facultatis vivendi extra claustrum, si nihil aliud exprimatur, nullam specialem licentiam concedi ad disponendum libere de bonis quæ in eo statu acquiruntur, quia nulla est inter hæc connexio necessaria. Imo nec per se rationabilis est, nisi specialis causa intercedat ad eam extensionem faciendam, quia major effectus majo-

rem causam requirit. Quod ego verum esse opinor, non solum de tam ampla licentia, qualis est convertendi omnia in suos usus, sed etiam de quacumque relaxatione in regulari paupertate, quam ille modus vivendi non postulat. Sed tantum vel ex necessitate quadam humana, vel ex decentia et honestate, præsertim misericordiæ, ut est facultas faciendi aliquam eleemosynam, prout recta ratio dictaverit, quæ censenda est concessa, eo ipso quod non negatur, quod a fortiori confirmari potest ex his quæ Navarrus supra tractat, n. 41.

## CAPUT VIII.

### AN EX NATURA REI LICEAT PROFESSO UNIUS RELIGIONIS PROPRIA AUCTORITATE AD ALIAM STRICTIOREM TRANSIRE?

Transitus ab una religione ad aliam potest esse vel ad strictiorem, vel ad æqualem, vel ad laxiorem. Potest item considerari tripliciter : primo, ex natura rei ; secundo, stando præcise in jure communi ; tertio, juxta peculiare privilegium per Sedem Apostolicam religioni concessum. De primo ergo modo dicemus in hoc et sequenti capite ; de aliis duobus, in sequentibus.

1. Dico igitur primo : transitus ab una religione ad aliam non est per se et intrinsece, seu ex natura rei malus, etiamsi propria auctoritate fiat, dummodo sit ad religionem perfectiorem. Dixi *etiamsi propria auctoritate fiat,* quia si Pontificis auctoritas interveniat, res est extra omnem controversiam, ut constat ex usu, et ex his quæ infra dicemus de jure canonico. Ratio etiam id ostendit, quia juxta humanam conditionem sæpe occurrere potest moralis necessitas faciendi hunc transitum ; ergo oportet ut saltem auctoritate Pontificis licite fieri possit. Addimus ergo in assertione, sine hac etiam facultate interdum fieri posse. Et præterea per illam particulam intelligimus non esse necessariam licentiam ejusdem religionis, nam si ipsa consentiat, nulla etiam est dubitandi ratio, quia volenti et consentienti nulla fit injuria ; ergo si religio, quæ relinquitur, consensit, nulla injuria fit illi ; neque etiam fit Deo, quia ejus obsequium et cultus in utroque loco quæritur. Quæ ratio etiam videtur probare, ex consensu religionis, licitum esse hunc transitum etiam ad æqualem, seclusa humana prohibitione, de qua infra videbimus, quia, seclusa injuria tertii, non est improbabile posse propria auctoritate votum licite commutari in æquale. Opposita tamen sententia est longe probabilior, eamque late defendimus tract. 6, lib. 6, c. 19, a n. 5. Conclusio ergo posita loquitur de transitu qui fit ad perfectiorem, invita propria religione. Ratio autem ejus est, quia per hunc transitum non fit contra obligationem Deo factam in professione religionis ; ergo non est unde sit illicitus ex natura rei, etiam si propria auctoritate fiat. Antecedens patet, quia per professionem religionis præcipue intenditur tendentia ad perfectionem ex vi status ; ad hanc ergo per se primo religiosus obligatur ; sed per hunc transitum non receditur ab hac tendentia in perfectionem, sed potius magis apprehenditur ; ergo non est contra illam obligationem.

2. Sed contra, in hac obligatione non est attendendus finis ejus, sed materia, ita enim in omni lege et promissione servatur ; sed per professionem licet intendatur tendentia ad perfectionem, non est tamen illa materia promissionis et voti, nisi quatenus in particulari promittitur talis paupertas et obedientia secundum talem regulam ; hæc autem materia non servatur transeundo ad aliam religionem, quia ad minimum mutatur obedientia secundum regulam. Ad hoc vero respondendum est per aliam partem assertionis, ideo enim restricta est ad transitum in religionem perfectiorem. Unde probatur simul illa pars, et satisfit difficultati ; nam in materia voti, licet mutare unam in aliam, præsertim quando in ordine ad finem intentum divini cultus et propriæ perfectionis fit commutatio in meliorem, ut supra, tract. 6, probatum est ; sed ita est in præsenti ; ergo. Dices illud esse verum, quando votum fit soli Deo, et non datur jus in re alicui homini ; at in perfectione religionis, præter vota Deo nuncupata, fit promissio vel potius traditio tali religioni, quæ acquirit dominium in talem personam ; ergo non potest professus privare religionem illo dominio sua auctoritate, quod facit transeundo ad aliam religionem sua auctoritate. Sicut, qui se alicui vendit, aut tradit in servum, non potest se alteri donare, privando priorem dominum suo jure, propter quodcumque majus commodum suum. Respondetur, etiam in religiosa professione licitam esse illam commutationem ejus, loquendo ex sola rei natura, quia sicut in matrimonio rato, verum jus et dominium acquiritur sponso, et nihilominus potest a contractu recedere transeundo ad religionem,

quia in illo contractu intrinsece inest conditio melioris frugis, ita multo majori ratione in contractu qui per professionem cum religione fit, involvitur intrinsece conditio melioris frugis; multo enim major ratio in hoc contractu intervenit quam in illo, quia matrimonium non ita per se et immediate ordinatur ad spiritualem perfectionem, et cultum Dei, sicut professio religiosa. Et ideo merito est major hæc licentia in professione quam in matrimonio, quia in matrimonio solum durat quandiu consummatum non est, quia postea involvit intrinsecam malitiam; in professione vero est perpetua, quia nunquam involvit malitiam, neque tractu temporis, aut aliquo usu vel actione jus majus religioni acquirit, et ut sic dicam, status ille talis est, ut usque ad gloriam seu finem vitæ non censeatur consummari.

3. *Accedunt exempla.* — Denique propria ratio est, quia ipsamet traditio professionis, licet fiat religioni, non fit principaliter propter ipsam, sed propter religiosum et perfectionem ejus, et ideo semper censetur reservata facultas assumendi statum perfectiorem, et in hoc est magna differentia inter servum et religiosum, ut supra tactum est. Atque hoc confirmat usus antiquorum monachorum; legimus enim fuisse solitos sua monasteria relinquere, vel ad vitam solitariam et magis austeram sustinendam, vel ad vitanda aliqua spiritualia incommoda. Optimum de hac re exemplum legimus apud Cassianum, lib. 4 de Institutis renunciantium, c. 30, ubi refert Abbatem Pynuphium, suum cœnobium reliquisse vitandi honoris gratia, propter maximam reverentiam et subjectionem quam omnes illi præstabant; ut ergo humilitatem et subjectionem, quam desiderabat, exercere posset, *clam fugiens de cœnobio, secessit solus in Thebaidis ultimas partes, ibique, deposito habitu monachorum, assumpta seculari veste, cœnobium Tabennensitarum expetiit, quod sciebat cunctis esse districtius;* et c. trigesimo primo, refert eumdem Sanctum, semel revocatum ad suum cœnobium, iterum in Palæstinam aufugisse, et in alio monasterio receptum fuisse. Nec lectorem perturbet illa mutatio habitus monachalis in secularem, quia non fuit temeraria, nec ad permanendum vel vagandum in illum habitum, sed ex pia causa, et ad breve tempus, quantum scilicet ad illud sanctum propositum esset necessarium. Idem fecisse Macharium, et a Sancto Pachomio ignoranter fuisse susceptum, refert Paladius, in Prato spirituali, alias in Lausiaca historia, c. 6; et simile refert c. 21, de quadam Sanctimoniali. Præterea de Sancto Benedicto legimus, prius mutasse monasterium, ut ad regendum aliud petentibus fratribus accederet; postea vero illis inique se gerentibus erga illum, ad pristinum monasterium rediisse: apud Gregorium, lib. 2 Dialogorum, c. 3. Et, quod amplius est, idem Benedictus, in sua regula, c. 61, agens de Monachis peregrinis, dicit recipiendos esse, et si ibi perseverare voluerint, et stabilitatem suam firmare, et bonum specimen sui dederint, admittendos esse. Tamen D. Benedictus ibi loquitur de monachis ejusdem religionis suæ, qui cum profitentur secundum illam regulam, eo ipso habent hanc facultatem modo in ea præscripto.

4. Sed objici potest, nam sequitur religiosum, qui habet licentiam a Summo Pontifice ad transeundum ad determinatam religionem, posse auctoritate sua transire ad strictiorem; consequens est falsum; ergo. Sequela probatur a paritate rationis. Minor autem patet, quia delegatus non potest mutare voluntatem delegantis, quia delegatio est stricti juris, cap. *P. et G.*, de Offic. deleg.; ergo similiter, qui talem habet licentiam, non potest virtute illius aliud facere, nisi quod in illa præscriptum est; non potest ergo ordinem mutare. Respondeo concedendo sequelam, etiam si viri aliqui docti aliud sentiant. Duobus autem modis potest alia religio esse strictior. Primo, etiam comparatione illius religionis a qua fit transitus; et sic constat esse licitum, non tam virtute illius facultatis, quam ex natura rei, ut dictum est, et ex jure communi, ut infra, c. 10, patebit. Nisi forte ex privilegio esset prohibitus ille transitus; nam tunc necessarius erit usus facultatis, et tunc dico etiam illam sufficere eadem ratione, qua in puncto sequenti.

5. Alio ergo modo potest religio esse strictior comparatione alterius, ad quam transitus concedebatur, licet non sit respectu ejus a qua fit, et tunc est nonnulla major ratio dubitandi. Dico tamen etiam tunc posse fieri. Primo, quia votum de quacumque religione determinate sufficienter impletur in quacumque strictiori; ergo a fortiori hæc facultas. Nam duo respectus possunt in ea considerari: unus est libertatis, quæ datur ad relinquendam propriam religionem, et hic semper est idem, seu eadem revocatio juris seu privilegii talis religionis; secundus est ad aliam religionem, ad quam fit transitus, et quoad hoc fit restrictio transeundo ad meliora. Est enim considerandum, determinationem talis religionis factam a Ponti-

fice in tali facultate, non esse in specialem favorem vel auxilium talis religionis; nam si de hoc constaret, tunc verum esset non posse mutari Pontificis voluntatem; nunc autem non ita loquimur, sed prout ordinarie conceditur talis licentia in gratiam religiosi, et frequenter fit determinatio ad petitionem ejus, vel si fit ab ipso Pontifice, solum est ad restringendam facultatem, ne transitus fiat ad laxiorem, et ut obligatio relinquatur magis certa et determinata; ergo, quando quis utitur facultate illa ad transeundum ad arctiorem, non excidit, sed potius minus utitur illa facultate, quam possit. Tertio argumentor ex voluntate præsumpta concedentis. Cur enim vellet impedire Pontifex transitum ad perfectiorem, si ad minus perfectam illum concedit? Declaratur in hunc modum; nam si quis utens illa facultate transeat ad religionem sibi designatam, potest deinde transire ad perfectiorem illa; ergo potuit etiam a principio immediate transire; nam ille intermedius terminus non est per se necessarius, neque ulla ratio probabilis apparet, ob quam censeamus Pontificem voluisse cum hoc rigore illum præscribere. Quocirca, sicut in jure dicitur non esse reum voti, qui in melius illud commutat, ita hic dicimus non esse reum talis facultatis, ut sic loquamur, id est, non excedere illam, neque ea abuti, qui virtute illius ad strictiorem immediate transit: nam, ex parte termini a quo, eam formaliter implet; ex parte vero termini ad quem, impletur eminenter.

6. Per quod patet responsio ad fundamentum contrariæ sententiæ, tum quia, licet delegatio sit stricti juris, in præsenti non extenditur, sed potius restringitur, ut declaratum est; tum etiam quia in dicto cap. *P. et G.*, solum significatur delegationem esse stricte juris quoad jurisdictionem, ut non possit extendi ab una persona in aliam, vel ab una causa in aliam, ubi nulla est connexio; non est tamen ita stricti juris, ut sub formali concessione non possimus, et sæpe debeamus intelligere aliquid virtualiter concessum. Neque existimo Navarrum aliud sensisse, consil. 63, de Regul., n. 4, cum de quadam delegatione facta ad certum ordinem seu conventum, ait nihil potuisse fieri virtute illius, nisi ad illum ordinem; loquebatur enim manifeste comparatione ordinis laxioris, ut constat ex clausula proxime præcedenti.

7 *Quæstiuncula de voto non transeundi ad aliam religionem. — Resolutio, quando votum factum est ante professionem in priore religione. — Item quando factum est post professionem, de non transeundo ad æqualem, vel laxiorem.* — Sed quid si religiosus habeat votum non transeundi ad aliam religionem? licebitne nihilominus hujusmodi transitus? Respondeo, duplici tempore et duobus modis potuisse fieri tale votum: primo, ante ingressum in primam religionem, vel post professionem in illa. Item fieri potuit vel absolute non transeundi, vel determinate non transeundi ad perfectiorem, vel ad laxiorem, vel ad æqualem. Si ergo votum fuit factum ante professionem primæ religionis, quocumque sensu factum fuerit, postea non obligat, quia per professionem extinguitur tota ejus obligatio. Nam, licet fecisset votum determinatum ingrediendi strictiorem religionem, et nihilominus profiteretur laxiorem, amplius non tenetur priori voto, ut declaratum est in capite penultimo de Regularib., in 6; ergo multo minus obligabitur priori voto transeundi vel non transeundi ad aliam religionem. Si autem votum non transeundi factum est post professionem, obligare quidem potest specialiter ad non transeundum ad laxiorem, neque ad æqualem; nam, licet ad hoc teneatur religiosus ex vi suæ professionis, ut dicemus, non repugnat novam voti simplicis obligationem superaddere. Quia religiosus capax illius est, nam præcedens professio non extinguit aut impedit subsequentia vota, ut supra vidimus. Materia etiam illa apta est ad votum, quia respectu talis personæ est de meliori bono, quod est manifestum, quoad non transeundum ad laxiorem; habet autem etiam locum in ordine ad æqualem, quia, licet absolute, et secundum se, non sit melius esse in una religione quam in alia æquali, tamen, supposita professione jam facta in una religione, melius est illi permanere quam ad æqualem transire, quia est jam jus acquisitum priori religioni, et quia, cæteris paribus, mutatio est in minus bonum. Operabitur autem tale votum duo: unum est, ut si, eo non obstante, transitus ad laxiorem vel æqualem indebite fiat, gravius peccetur propter transgressionem talis voti, quæ adjungitur priori malitiæ; aliud est, quia si petenda sit dispensatio ad transeundum, oportebit hanc specialem obligationem declarare, alioquin, licet solvantur alia vincula, semper hoc manebit; oportet ergo ut illud etiam dispensetur vel irritetur a Prælato religionis, nam hoc etiam modo tolli potest, ut ex superioribus constat.

8. Dices, non videri hoc votum distinctum

a prioribus, sed idem repetitum seu renovatum; ut, licet religiosus post professionem iterum promittat Deo servare castitatem, vel servare professionem, quoad hanc partem non addit novam voti obligationem, et si dispensatio in ipsa professione petenda esset, non oporteret illam quasi reflexam promissionem explicare, et idem est si post professionem addat votum non nubendi, vel quid simile; ergo idem est in præsenti, quia hoc votum non transeundi non videtur esse aliud, quam repetitio et explicatio voti obedientiæ facti in tali religione; nam ratione illius tenetur quis ibi perpetuo manere; sicut votum non apostatandi non videtur distinctum ab ipsa professione, nec circumstantia necessario in confessione aperienda. Respondetur hoc non esse improbabile; sed, eo non obstante, multi putant illud votum addere novam obligationem, et esse circumstantiam, vel aperiendam in confessione, si tale votum violetur, vel explicandam in obtinenda dispensatione, quia indiget etiam propria relaxatione. Sed hoc non credimus convenienter nec consequenter dici, ut supra, tractando de voto in communi, disputavimus.

9. Respondetur ergo aliter, votum illud revera esse specie, et forma, ac materia distinctum a tribus votis substantialibus professionis, quod est manifestum quoad castitatem et paupertatem. De obedientia autem probatur, quia formaliter hoc non est votum obediendi, sed permanendi tantum in tali statu, vel non transeundi ad alium incompossibilem, nec satis est quod una materia ad aliam ordinetur, ut vota confundantur; nam, licet quis habens votum castitatis voveat non ingredi in talem domum, in qua periclitatur castitas, nihilominus votum illud distinctum est, et addit specialem circumstantiam et obligationem; ita ergo in præsenti censeo. Hoc enim votum immediate et directe non respicit ipsam obedientiam, sed quid veluti prævium ad illam; imo nec pro motivo proprio habere videtur obedientiæ bonum, sed firmam semper habere traditionem huic religioni factam, quæ est materia distincta a materia trium votorum, et illi addi potest obligatio voti, quia obligatio ipsius traditionis, ut sic, revera non est voti, sed quasi justitiæ, ut in superioribus visum est.

10. *Denique quando fit de non transeundo ad strictiorem.* — At vero non potest tale votum obligare ad non transeundum ad perfectiorem religionem, sive in speciali de hoc fiat, sive in generali de non transeundo, quia priori modo est imprudens et nullum, posteriori autem modo non potest intelligi, neque esse efficax cum tanta extensione. Ratio est, quia tale votum de se est impeditivum majoris boni, et ideo est nullum. Dices, hunc transitum non esse regulariter consulendum, quia moraliter non expedit; ergo hoc satis est ut non efficere illum sit materia voti. Respondetur, ascensum ad perfectiorem statum secundum se cadere sub consilio, et hoc satis esse ut possit esse materia voti, et consequenter ut oppositum ejus de se non sit materia voti, quamvis ex circumstantiis possit interdum non expedire, ut statim declarabimus, quod non satis est ut possit absolute fieri votum non transeundi ad perfectiorem religionem, sed cum addito, non transeundi, scilicet, sine debito modo vel consilio.

## CAPUT IX.

### AN LICEAT EX NATURA REI TRANSITUS PROPRIA AUCTORITATE FACTUS AD RELIGIONEM LAXIOREM VEL ÆQUALEM?

1. Hac in re dicendum est, transitum ad religionem laxiorem vel æqualem, propria auctoritate, seu absque dispensatione, esse illicitum. Probatur prior pars de laxiori, quia commutare votum de re meliori in minus bonam, non licet sine justa dispensatione; ergo. Quia vero hæc ratio non ita urget in transitu ad æqualem, addenda est alia, quæ comprehendat utramque partem, scilicet, quia hujusmodi transitus est contra jus acquisitum tali religioni. Nam conditio supradicta, inclusa in tali contractu, solum est de meliori fruge, quia solum est propter majorem cultum Dei, vel majus animæ bonum. Nam sine hoc respectu irrationabilis est libertas ad relinquendam propriam religionem. Essetque magna inæqualitas, si ipsa obligaretur absolute ad retinendum perpetuo religiosum, et ille posset eam relinquere pro alia æquali; quod nec religio expresse vult, ut dicamus renuntiare juri suo, nec præsumi potest id velle, cum nemo contra seipsum contrahere præsumatur. Dices, eamdem inæqualitatem intervenire in transitu ad meliorem religionem; nam plus obligatur religio, cum non possit dimittere ipsum religiosum, ut meliorem recipiat. Respondeo primo, non esse similem rationem, quia respectu perfectioris status est rationabilis causa præsumendi, vel potius obligandi re-

ligionem ad contrahendum sub illa conditione; respectu vero alterius æqualis nulla est talis ratio. Secundo, dicitur aliunde compensari hanc apparentem inæqualitatem; nam religio potest dimittere unum religiosum propter defectum ejus, ut supra, cap. 4, visum est; nulla ergo est inæqualitas, quod ipse possit dimittere religionem solum propter defectum minoris ejus perfectionis. Religio autem non potest communi jure dimittere religiosum professum quamdiu vita ejus moraliter tolerabilis est; iniquum ergo esset si ipse posset eam dimittere, non solum tolerabilem, sed etiam æque perfectam.

*Dubium primum, an transitus ex natura rei licitus expediat.*

2. *Ordinarie non expedire, docent Patres.*— Supersunt vero nonnulla dubia circa hanc assertionem. Primum, esto hic transitus per se licitus sit, an sit expediens, et moraliter vel regulariter consulendus. Tractat hoc D. Thom. 2. 2, quæst. 189, art. 8, et respondet his verbis: *Transire de religione ad religionem, nisi propter magnam necessitatem, non est laudabile, tum quia ex hoc plerumque scandalizantur illi qui relinquuntur, tum etiam quia facilius proficit aliquis in religione quam consuerit, quam in illa quam non consuevit, cæteris paribus.* Et deinde affert sententiam Nestorii Abbatis, quam refert Cassianus, collat. 14, cap. 5: *Unicuique* (ait) *utile atque conveniens est, ut secundum propositum quod elegit, sive gratiam quam accepit, summo studio ac diligentia, ad operis arrepti perfectionem pervenire festinet, et aliorum quidem laudans admiransque virtutes, nequaquam a sua quam elegit professione discedat.* Et cap. 6 addit, ex hac mutatione sequi dispendium potius quam profectum, quia dum quis varias inchoat vias, per nullam earum ad terminum tendit. Unde concludit: *Multis viis ad Deum tenditur, et ideo unusquisque illam, quam semel arripuit, irrevocabili cursus sui intentione conficiat, ut sit in qualibet professione perfectus.* Basilius etiam, in Constitutionibus monasticis, cap. 34, loquens etiam de monasteriis ejusdem religionis monasticæ (in ea enim professio de se perpetua fit in uno monasterio), monet Prælatos eorum, ne temere vel inconsiderate desciscentes invicem alter alterius fratres suscipiat: *Siquidem hoc facere* (inquit) *summa confusio est, dissolutio, atque perversio spiritualis ædificii,* quod late prosequitur, ac tandem concludit: *Tunc autem tantummodo reprehensione vacare fratris segregatio debet, quandocumque ex Antistitis judicio, occultæ alicujus, quam ipse sciat, utilitatis causa fiat.* D. etiam Bernardus, in Epistola 1 ad Robertum, tractans de transitu Roberti, nepotis sui, a suo Cisterciensi ordine ad Cluniacensem, graviter invehit in hujusmodi transitum, dicitque esse contra regulare decretum, et contra votum. Quod si quis dicat Bernardum ibi conqueri de transitu a religione austeriori ad laxiorem, obstat idem Bernardus in lib. de Præcepto et dispensatione, cap. 20, ubi ex professo tractat de stabilitate professionis in eodem loco, et an liceat mutare illam vel expediat: *Ad quod* (inquit) *interim nunc securus responderim, a bono, quod semel quis voverit, non licere discedere, et ad hoc mutare locum, quem sibi quisque delegerit, et cui se sua voluntate ac voce firmaverit omnino non consulo.* Sed in his verbis plane loquitur de transitu, vel ad sæculum, vel ad laxiorem ordinem; nam ille est proprie decessus, et ideo simpliciter dicit, *non licere.* Inferius vero subdit: *Sane de religiosis, ac bene ordinatis monasteriis nullus professorum meo consilio, ne arctioris quidem vitæ desiderio, sine licentia sui senioris egredietur;* et inferius adhibet exemplum: *Forte vult aliquis de Cluniacensibus institutis ad Cisterciensium sese stringere paupertatem, eligens præ illis. nimirum consuetudinibus, magis regulæ puritatem. Si me consulit, non consulo; si non, sane id sui Abbatis usurparit assensu.* Et in Apologia ad Guillelmum Abbatem, testatur se multos religiosos ab illo transitu removisse, cum tamen in eadem Apologia illius ordinis relaxationem reprehendat.

3. *Primum consectarium ex adductis Patribus.* — Ex mente igitur istorum Patrum imprimis colligimus, hujusmodi transitum, etiamsi fiat titulo majoris perfectionis, periculosum esse, et raro aut nunquam esse consulendum. Primum (aiunt Bernardus et D. Thomas), propter scandalum eorum quos deserit. Secundo (prosequitur Bernardus), quia certa pro dubiis relinquere tutum non est; forsan enim hoc tenere potest, illud non poterit. Tertio, ex D. Thoma, quia bona consueta relinquere, et insolita inchoare, non solet ad proficiendum esse utile. Quarto (ait Bernardus), *suspectam habeo levitatem*, etc., quæ prosequitur.

4. *Secundum consectarium.* — Secundo colligitur ex dictis Patribus, hunc transitum non esse faciendum sine assensu et judicio Prælati, quod duplici ratione verum est: una, quia res

adeo gravis et lubrica fieri non debet sine prudenti consilio; quod subditus a Prælato suo, quem Dei loco habet, accipere debet, regulariter ac per se loquendo; præsertim quia, cum ille cognoscere soleat vultum pecoris sui, et naturam ac mores ejus, facilius poterit et rectum consilium illi dare, et, si fortasse occasione aliqua leviter moveatur, illi remedium adhibere. Altera, videtur hoc necessarium propter convenientem subordinationem subditi ad Prælatum. Unde aliqui censent ex natura rei esse grave peccatum egredi monasterio ea intentione, sine licentia Prælati petita et obtenta, vel saltem injuste negata, quia Prælatus pro eo tempore habet jus custodiendi et regendi talem personam; ergo non potest subditus inscio Prælato licite egredi, etiam illo titulo; item quia illo tempore sollicitus erit Prælatus de statu subditi, quod est magnum morale incommodum, et præterea occasio scandali multum inde augetur, et exponuntur alii periculo judicandi eum esse apostatam.

5. Quæ rationes judicio meo probant occultam fugam, etiam hoc titulo factam, vix posse moraliter excusari a peccato mortali. Quia vero hæc malitia non est in ipso opere, ut sic dicam, id est, in transitu, ideo si semel fiat, et alia religio perfectior assumatur (loquendo ex natura rei, ut loquimur), non est iterum ad priorem statum revertendum, ut ait Bernardus supra, sed sufficiet priorem Prælatum certiorem reddere de suo statu, ne sollicitus sit. Addo præterea dependentiam a proprio Prælato in hoc negotio non esse ita debitam ex natura rei, ut sine assensu et consensu ejus nunquam possit licite fieri. Ratio est, quia ex voto obedientiæ religiosus ad hoc non obligatur; ergo simpliciter non tenetur. Patet consequentia, quia ex nullo alio capite potest oriri obligatio per se, cum ex contractu et traditione non oriatur, ut supra ostendi; et alia incommoda, quæ sequi possunt, accidentaria sunt, et aliis modis præveniri possunt. Antecedens autem patet, quia votum obedientiæ solum obligat secundum regulam, non autem ad ea quæ spectant ad superiorem regulam, quale est, illam assumere vel relinquere. Et ideo diximus tract. superiore, Prælatum regularem non posse irritare votum ascendendi ad perfectiorem ordinem, etiam si possit irritare cætera. Unde, quod spectat ad assensum, id est, judicium Prælati, an transitus expediat necne, optimum consilium est expectare illud, et stare illi; non tamen video unde sit præceptum ex natura rei, imo aliquando potest Prælatus in hoc esse suspectus, quia est veluti pars propter affectum ad suum monasterium, et curam ejus, quam gerit. Interdum etiam potest auctoritate et numero aliorum contrarium consulentium vinci; cæteris autem paribus, Prælati judicium præferendum est. Unde a fortiori constat, non esse præceptum expectare consensum ejus, quia si assensus non est necessarius, multo minus erit consensus, cum secundum rectam rationem voluntas debeat sequi intellectum; et ratio a priori est supra tacta, quia obedientia Prælati non obligat in illa materia; ergo ex vi voti vel præcepti, non tenetur subditus sequi voluntatem Superioris. Et hoc etiam supponit jus canonicum capite sequenti citandum, quia non disponit contra jus Superioris, sed potius in favorem ejus.

6. Addunt vero auctores communiter limitationem, quæ, si vera est, locum habet non tantum respectu juris communis, sed etiam ex vi juris naturalis. Est autem limitatio, ut ex transitu hujusmodi non graviter lædatur vel infametur prius monasterium; nam tunc nec Prælatus tenetur dare licentiam, nec subditus potest recedere sine illa obtenta, nec recedens erit securus, licet alibi recipiatur, sed revocandus est, argum. cap. *Licet*, de Regularibus, ibi: *In jacturam vel injuriam sui ordinis*; et ibi: *Sicut majus bonum minori bono præponitur, ita communis utilitas privatæ utilitati præfertur* Ita refert Panormitanus, ibi, n. 12, et sequitur Sylvest., verb. *Religio*, 4, q. 2; et quia Panormitanus dubitat, addit non esse dubitandum, quando illa infamia vel jactura non provenit ex culpa monasterii, sed ex rerum conditione; et idem sequitur referens Innocentium Antoninus, 3 p., tit. 16, c. 4, quia *non debet* (inquit) *esse causa scandali, nec gravis jacturæ;* citatque illud Ambrosii, 2, de Officiis, cap. 21: *Veritatis est regula ut nihil facias commendandi tui causa, quo minor alius fiat;* habetur in cap. *Si quis vero*, 11, q. 3, ubi Glossa aliam confirmationem adducit. In fine tamen addit aliquid, quod dubitationem Panormitani confirmat: *Si tamen* (inquit) *facies aliquid, eo proposito ut tibi prosit, licet alii noceat, non peccas.* Quod verum est, nisi nocumentum alterius tam grave sit, ut charitas obliget ad carendum proprio commodo propter vitandum malum proximi; et ita est limitanda illa doctrina communis.

7 *De occulta fuga ad strictiorem regulam.*

— Denique in hoc dubio animadverto occultam fugam a monasterio, etiam propter hunc finem, *per se loquendo*, non videri licitam ex natura rei, propter rationem insinuatam, quod Prælatus habet jus custodiendi talem personam, et talem locum, contra quod jus sine rationabili causa facere inordinatum est. Est etiam de se scandalosum, et habens speciem mali, quia opus ipsum ex se habet apparentem apostasiam, vel fractionem clausuræ, intentio autem in occulto latet. Dixi vero *per se loquendo*, quia si religiosus injuste impediatur a suo proposito, quod sanctum esse credit, vel probabiliter timet per importunas preces fore impediendum, et alioquin est tam integræ vitæ, ut non possit generare scandalum, vel si adhibet aliud remedium sufficiens ad præveniendum illud, poterit illa actio excusari a culpa, sicut excusatur in antiquis Sanctis, quorum exempla, cap. præced., n. 3, retulimus; quia potest quis uti jure suo, et consulere suæ perfectioni spirituali, non servato jure Superioris, quando vel ipse Superior male illo utitur, vel subditus non potest sine gravi suo incommodo illud custodire; quin potius, secluso gravi scandalo activo, non apparet in illo actu ex sola rei natura malitia mortalis, quia illud jus Superioris in hujusmodi materia magis videtur pertinere ad quamdam decentiam et debitum ordinem, quam ad rigorem justitiæ; nihilominus tamen perversio hujus ordinis et imprudens fuga est magnum indicium, instinctum illum vel motionem non esse ab Spiritu Sancto; nam quæ a Deo sunt, ordinata sunt. Et ideo hujusmodi transitus tali modo factus, id est occulte, et sine scientia saltem Superioris, ex se habet speciem mali, et minime expedientis, et ideo nec consulendus, nec permittendus est, etiam seclusa prohibitione positiva, nisi ubi evidens apparuerit necessitas.

*Secundum dubium, quænam judicanda sit religio perfectior ad hoc, ut transitus ad illam per se sit licitus?*

8. *Interrogantur quatuor in hoc dubio.* — Secundo dubitari potest circa eamdem assertionem, quando una religio judicanda sit perfectior alia, ad hunc finem ut hujusmodi transitus per se sit licitus. Ratio dubii est, quia religiones propriæ et perfectæ (de his enim loquimur) in substantialibus, id est in tribus votis, conveniunt. In reliquis autem solent se habere tanquam excedens et excessum. Nam una excedit in paupertate, alia in austeritate habitus vel cibi; alia in diuturna contemplatione vel assistentia chori; alia in amplitudine et perfectione obedientiæ; alia in excellentioribus operibus charitatis. Qua ergo regula utendum erit? Præterea contingit unam religionem esse quoad hoc securiorem alia, quod majorem solitudinem et separationem a conversatione hominum profitetur, et ideo pauciores occasiones peccandi in ea esse videntur, propter quod securior appellatur; et nihilominus alia potest esse perfectior, quia revera in ea sunt majora media ad consequendam excellentiam sanctitatis; quæ igitur illarum erit præferenda ad hujusmodi transitum? nam utrumque est per se intentum in statu religioso, scilicet, et major securitas, et major perfectio. Rursus contingit unam religionem ex vi suæ institutionis et regulæ esse perfectiorem et strictiorem alia, et nihilominus de facto melius et facilius tendi ad perfectionem in ea quæ de se videtur inferior, quia integre servat suum institutum, et in altera remisse vivitur, etc.; quid ergo ad hunc transitum magis expectandum est, institutum, an actualis observantia? Denique potest accidere religionem secundum se in omnibus esse perfectiorem, et jure, et facto, et nihilominus huic personæ non sit accommodata ad crescendum in perfectione; nam, ut Gregorius alias dixit, licet diuturna contemplatio secundum se melior sit multis, non est melior propter naturam inquietam et improportionatam; idemque dici potest de austeritate vitæ, et similibus proprietatibus. Eritne igitur hæc sufficiens ratio ad faciendum hunc transitum sine ulla dispensatione, si per diuturnam experientiam de illa inæqualitate constet?

9. *Quorumdam responsio ad primam interrogationem.* — Circa primam interrogationem aliqui existimant ad hunc effectum honestandi hunc transitum, illam esse religionem præferendam quæ arctior est; vocant autem arctiorem illam, quæ in exterioribus observantiis corporis asperior et rigorosior est. Ita sentit Panormitanus, citans Joannem Andream, cap. *Sane*, de Regularibus, in fine, et dicit esse opinionem Canonistarum. Sed ipsi non loquuntur ex natura rei, sed secundum jura, et solum dicunt, attendendum esse ubi vivitur strictius; in quo autem hæc stricta vita consistat, non declarant; videntur tamen loqui de exteriori austeritate, quia de illa potest esse exterior certitudo, quam ipsi requirunt propter externum forum; et favet lex Hispaniæ, partita 1, tit. 7, leg. 9, ubi

etiam Gregorius Lopez, glossa 3, ubi ita etiam interpretari videtur arctiorem religionem, distinguens illam contra sanctiorem et fructuosiorem. Denique hanc opinionem secutus est Emmanuel Rodriq., 3 tom. Quæstionum regularium, quæstione quinquagesima secunda, art. 4; solumque fundatur, quia hic transitus debet ita fieri, ut in exteriori foro valeat. In exteriori autem foro, major perfectio consistit in majori austeritate: nam si ex uberioribus fructibus et sanctitate esset pensanda, cum hoc pertineat magis ad factum quam ad jus, nihil certum statui posset.

10. Contrariam sententiam tenet D. Thomas, dicto art. 8, qui vult attendendam esse excellentiam et perfectionem religionis secundum veritatem; sic autem *non attenditur secundum solam arctitudinem, sed principaliter secundum id, ad quod religio ordinatur, secundario vero secundum discretionem observantiarum, debito fini proportionatarum;* et idem dixerat q. 188, art. 6. Sequitur Sylvester, verb. *Religio*, 4, quæst. 1 et 2; Navar., Comment. 4, de Regular., n. 3; idemque sentiunt Palud., Antoninus, et alii infra citandi. Estque hæc opinio sine dubio vera, præsertim prout nunc loquimur ex natura rei, in qua magis attenditur veritas, quam præsumptio. Nam ratio et fundamentum hujus transitus, ut sit licitus, est major Dei honor, et major spiritualis perfectio propria; si ergo vere et in re ipsa religio in hoc præeminet, in ea invenitur fundamentum hujus liciti transitus; ergo. Confirmatur, et declaratur. Nam si professus in religione perfectiori, licet minus austera, transeat ad minus perfectam, licet magis austeram, revera retrocedit, quia minus exacte tendit ad perfectionem quam promiserat. Ergo e converso, qui ab arctiori ad perfectiorem transit, non retrocedit; ergo licite facit. Confirmatur secundo a simili de voto simplici; nam qui vovet opus perfectius, verbi gratia, diuturnam orationem, non potest illud commutare in opus austerius, ut, verbi gratia, jejunium, solum propter austeritatem, si, omnibus pensatis, prius opus semper judicetur gratius Deo. Ergo similiter in præsenti. Unde intelligitur conditionem inclusam in voto, tam solemni, quam simplici, non esse de austeriori vita aut opere, sed de meliori, seu gratiori Deo.

11. *Ad fundamentum Emmanuelis in calce numeri* 9. — Ad fundamentum prioris sententiæ, primum dicimus, nos magis loqui in foro conscientiæ, et secundum veritatem, quam in foro exteriori et apparentia. Deinde dico (quod statim cap. seq. latius tractabitur), jus canonicum non discordare ab hac veritate. Nam in cap. *Licet*, de Regularibus, prius dicitur, *arctioris religionis obtentu*, postea vero dicitur, *prætextu majoris religionis;* et ne quis dicat textum, arctiorem vocasse majorem, subdit tertio: *Ad frugem melioris vitæ valeat transmigrare;* et iterum subdit: *Licite potest sanctioris vitæ propositum adimplere.* Certum est autem illam esse vitam meliorem et sanctiorem, quæ perfectior est in ordine ad finem charitatis. Si ergo semel concedatur dari posse perfectiorem religionem cum minori arctitudine quoad austeritates corporis, ut revera concedendum est, negari non potest quin illa sit major religio, quia majorem Dei cultum profitetur, et consequenter, quod vita ejus ex vi status sit melior et sanctior; ergo juxta illud jus est licitus transitus ad illam. Unde, quoties jus loquitur de arctiore religione, vel intelligit cæteris paribus in aliis perfectioribus, vel certe (quod verisimile mihi est) loquitur non de arctitudine tantum quoad corporis austeritates, sed absolute quoad totam regulam, totumque vivendi modum. Quod recte sensit Paludanus, in 4, d. 38, q. 3, n. 17, dicens: *Arctior dicitur religio, non quæ majoris austeritatis, sed quæ est perfectioris et majoris meriti.* Sic enim existimo nullam esse religionem simpliciter perfectiorem alia, quæ non sit etiam simpliciter arctior, quoad totam regulam. Primo quidem ob generalem rationem virtutis, quæ versatur circa difficile, et ideo status, qui ex vi sua majorem perfectionem in exercitio virtutum requirit, difficilior est ex suo genere; ergo est etiam arctior ex vi regulæ. Secundo, quia, ut religio simpliciter sit perfectior, necesse est ut, omnibus pensatis, observantiam trium votorum substantialium perfectius profiteatur, præsertim si in exteriori austeritate minus excellat; quia si in accidentalibus inferior est, oportet ut in substantialibus excellat; alias cur erit simpliciter perfectior? At vero religio, quæ circa materiam trium votorum strictior est, non tantum perfectior, sed etiam arctior dicenda est, quia major rigor et difficultas est in perfecta obedientia, verbi gratia, quam in corporali pœnitentia, et sic de cæteris, cum proportione.

12. Quamobrem non recte existimatur comparatio religionum in perfectione pertinere ad factum, et non ad jus; falsum enim hoc est, quia etiam hæc comparatio fit secun-

dum regulam, considerato fine ad quem ordinatur religio (ut dixit D. Thom.), et mediis illi proportionatis, quibus utitur, utique secundum regulam, quidquid sit de fructibus seu effectibus, quos nunc non consideramus. Atque ita non video cur etiam in exteriori foro non possit constare ex vi regulæ major perfectio unius religionis, et major etiam austeritas in rebus difficilioribus, sed magis substantialibus, etiamsi in corporali austeritate inferior esse videatur. Non ergo inextricabiles quæstiones ex hujusmodi comparatione oriuntur, etiam quoad externum forum. Nam ex fine et regulis uniuscujusque religionis, per principia certa, et conformia sacris Scripturis et canonibus, id discerni potest, ut videbimus infra in sequentibus tractatibus, agendo de varietate religionum, et in particulari de Societate. Quod si tandem res fuerit dubia, non est contentiose agendum, sed Superioris, hoc est Apostolicæ Sedis, judicium expectandum est, et interim subditus non potest mutare suam religionem invito suo Prælato, tum quia in dubio, judicio Prælati standum est; tum etiam quia in dubio melior est conditio possidentis; tum denique quia durante dubio reputantur illæ religiones tanquam æquales, et ideo non est licitus transitus invito Prælato.

13. *Completur enodatio interrogationis primæ in n.* 8. — Igitur, ut illi primæ interrogationi integre satisfaciamus, dicimus in hujusmodi transitu omnes conditiones utriusque extremi considerandas esse ad judicium ferendum. Nam si cætera sint paria, et una religio excedat in asperitate vitæ, sine dubio est licitus transitus ad illam, quantum est ex parte perfectionis ejus. Si autem in aliis non est æqualitas, consideranda sunt ea, in quibus invicem se excedunt, ut ea præferatur quæ excedit in re altioris ordinis, et magis grata Deo. Et præcipue conferre solet excellentia finis, quia in moralibus est præcipua circumstantia; et si res bene sit instituta, ut est quælibet religio approbata, habebit etiam media suo fini proportionata. Quamvis in hoc etiam possit esse inæqualitas, et ideo si religiones in fine conveniant, illa præferenda est, quæ plura vel meliora observat media, magisque fini proportionata ex vi suæ regulæ. Sicut etiam licet duæ religiones videantur æquales in vitæ austeritate, non statim credendum est esse prohibitum transitum ab una ad aliam, quia in alia perfectione potest una excedere, quod satis est ut illa præferatur.

14. Tunc vero difficultatem ingerit, quod secundo loco interrogavi, si una excedat in perfectione, et alia in securitate, quid dicendum sit; casus enim profecto non repugnat, status enim Episcopi perfectior est, non tamen securior; et actus martyrii perfectissimus est, in eo autem plus periculi esse potest, propter majores occasiones et difficultates; et solitaria vita, per se spectata, est perfectissima, sed periculosior quam cœnobitica, ut cum Hieronymo sentit D. Thomas 2. 2, q. 188, art. 8; et inter cœnobiticas, seu communes vitas, contemplativa videtur securior quam activa vel mixta, et tamen non semper perfectior est. De hac ergo comparatione nihil speciale dictum invenio ab auctoribus, et mihi est res dubia, spectata (ut loquimur) sola ratione, et secluso jure humano. Tamen, juxta mentem D. Thomæ videtur dicendum semper esse licitum transire ad perfectiorem, etiamsi non videatur ita secura. Nam D. Thomas sine ulla limitatione illud prius affirmat, et ratio esse potest, quia major perfectio est per se primo intenta per professionem, et alioqui nulla est religio quæ non habeat sufficientem moralem securitatem, si quis eam diligenter observare procuret.

15. *An ex natura rei liceat transitus a Carthusiensibus ad Prædicatores, et alios Mendicantes.* — Et fortasse in hoc fundatum fuit quod refert Sylvester, verb. *Religio*, 4, q. 6, Parisiensem Academiam decrevisse licitum esse transitum ab ordine Carthusiensium ad ordinem Prædicatorum, quod ipse etiam affirmat, cum Antonino, 3 p., art. 16, cap. 4, § 4, qui in hanc sententiam refert Joannem Andream, et Monaldum, et Zabarellam Cardinalem, et Joannem Dominicum, qui idem dicit de ordine Minorum; imo de Mendicantibus in universum idem sentiunt cum Paludano, in 4, dist. 38, q. 2, n, 17, qui etiam addit inter Mendicantes licitum esse transitum ab aliis ad Minores et Prædicatores. Denique Navarrus, consil. 68, de Regul., in prima impressione, et 53, in 2, referens sententiam Sylvestri, solum dicit se non vidisse textum qui hoc in specie declaret; tamen, si bono zelo fiat et sine scandalo, posse recte fieri in foro conscientiæ, quod plane intelligit sine licentia obtenta a suo Prælato, sicut intellexit Sylvester. Fundamentum enim hujus resolutionis est, quia, licet religio Carthusianorum securior sit, religio tamen Prædicatorum ex vi suæ institutionis est perfectior, ut D. Thomas

sentit. Quod enim illa prior sit securior, videtur sufficienter probari ex Extravagant. *Viam*, de Regularibus, ubi Martinus Papa declarat licitum esse transitum ex Ordinibus Mendicantium ad Carthusiensem, quod saltem fundari debuit in majori securitate. Verum est eumdem Navarrum, consil. 51, in 2 impressione, et 10, in prima, affirmare ordinem Carthusiensem esse arctiorem omnibus ordinibus Mendicantibus: *Carthusiani* (inquit) *notabiliter omnes Mendicantes præcedunt vitæ austeritate*, quam maxime fundat in perpetuo silentio, et clausura ; vix tamen poterit hoc dictum cum priore conciliare ; nam, si religio Carthusianorum est arctior, cum sit etiam securior, cur licet in conscientia transitus ab illa ad Minores vel Prædicatores? nisi dicamus esse arctiorem quoad aliquas externas observantias, non vero quoad perfectionem simpliciter, quomodo nunc nos de arctiori loquimur.

16. Dices : si ex natura rei non licet transire a religione perfectiori ad minus perfectam, etiam titulo majoris securitatis, cur Pontifex illud permittit ? Respondeo, multa similia facta esse de jure positivo, respiciendo ad bonum commune, quæ propria auctoritate non licerent, et alia esse prohibita quæ licerent, ut infra videbimus ; potest enim in his Pontifex disponere vel dispensare, prout judicaverit expedire. Deinde ratio in præsenti esse potuit, quia excessus in perfectione status incertus et controversus esse solet, quia pendet ex multarum circumstantiarum comparatione ; de majori autem securitate potest esse major certitudo. Item quia, licet major perfectio sit melior, securitas tamen existimatur regulariter magis necessaria; leges autem considerant id quod frequentius necessarium est, atque de hoc transitu iterum tractatu sequenti, libro secundo, cap. quarto, a numero septimo, dicemus.

17. *Religio remissior tripliciter : a remissa primo modo licet transitus.* — In tertia interrogatione petitur, an hic excessus inter religiones, ut sit licitus transitus ab una ad aliam, spectandus sit secundum jus vel secundum factum, id est, secundum primariam regulæ institutionem, vel secundum actualem observantiam ejus. Ad quod respondet D. Thomas, dict. art. 8, observantiam potius quam institutionem spectandam, et affert exemplum Joannis monachi, ex Cassiano, collatione 29, cap. 3 et sequentibus, quæ sententia est communiter recepta, non solum a Theologis, sed etiam a Canonistis, ut patet ex Innocentio et Panormitano in cap. *Sane*, et in cap. *Licet*, de Regular., ad quod expendunt verba textus in dict. cap. *Sane : Si locus ubi nunc permanet, majoris religionis quam Ecclesia Aromatensis existit*, etc., ubi existentia, non institutio ; et similiter ponderant verbum cap. *Licet : Vitam duceret arctiorem*, quo significatur non sufficere strictam regulam, nisi vitæ et mores sint illi conformes, Idem tenet Gregorius Lopez, in leg. 9, tit. 7, partita 1 ; Sylvest., verb. *Religio*, 4, q. 2 ; Paludanus et Antoninus supra, et omnes. Ratio autem est, quia hic transitus fit licitus ex intentione, et occasione majoris perfectionis ; sed ad hoc parum refert institutio, si usus et mores non sint illi conformes ; ergo. Et confirmatur, quia lex, consuetudine abrogata vel derogata, jam non est lex, vel non est tam rigorosa sicut antea, sed juxta moderationem quam per consuetudinem accepit ; ergo similiter judicandum est de religione et ejus perfectione, secundum eum statum, ad quem per consuetudinem deducta est, et non juxta rigorem regulæ. Unde considerari potest, tribus modis posse religionem esse temperatam, seu remissam a prima institutione. Primo, de licentia Pontificis, et quasi per novam institutionem, vel saltem consensionem totius religionis, et tunc est res clara, et sine limitatione.

18. *A remissa secundo modo quousque liceat vel non liceat transitus.* — Secundo, potest contingere sola consuetudine adeo præscripta, ut revera obligationem remiserit, ideoque in tali statu licite vivatur, quamvis minus perfecte, et tunc æque procedit eadem ratio, si consuetudo sit universalis. Contingit tamen reservari aliqua monasteria, in quibus rigor et perfectio regulæ observatur, et tunc ait Joannes Andreas, et sequitur Sylvester, transitum debere fieri ad monasterium strictum ejusdem ordinis ; idemque a fortiori dicent, si ex approbatione Pontificis quædam monasteria vel Provincia rigorem regulæ, aliæ vero mitigationem observent. Veruntamen, si religiosus solum professus est secundum regulam sic mitigatam, licet velit transire ad perfectiorem modum vivendi, non credo teneri transitum facere ad monasteria, in quibus totus rigor primitivæ regulæ observatur, tum quia potest ille quærere majorem perfectionem, et non tantam; dari enim potest medium inter illa duo extrema ; tum maxime quia potest quærere majorem perfectionem, et non majorem austeritatem,

Unde cum alias non teneatur ad illum rigorem, quem non est professus, non est cur obligetur ad sumendam austeritatem suæ primæ regulæ, eo ipso quod vult majorem perfectionem. Si autem velit transire ad aliam æque austeram et perfectam, tunc verisimile est debere potius manere in religioso statu propriæ religionis, quam ad aliam transilire, tum quia illud fit cum minori nota, vel infamia religionis, et cum minori periculo, ac mutatione antiquæ consuetudinis; tum etiam quia ibi potest servare omne id ad perfectionem spectans, quod professus est, et aliquid addere , in alia vero religione necesse est multa omittere vel mutare; tum maxime quia conditio melioris frugis, in professione inclusa, potest servari manendo in eadem religione, et obediendo Prælato ejus; ergo ex vi professionis adhuc tenetur ibi manere, quia solum est illi licita mutatio, quando est necessarium ad finem melioris frugis. Quæ ratio convincit maxime, quando tota religio est sub uno Generali; nam si militent sub capitibus omnino diversis, fere reputantur tanquam religiones distinctæ, et ideo magna ex parte cessat hæc ratio; aliæ vero non probant præcisam obligationem, probant tamen maxime expedire ita omnino consulendum esse et faciendum, nisi aliunde magna causa intercedat.

19. *Quid de remissa tertio modo.*—Tertio modo contingit regulam non servari, solum ex abusu et prava consuetudine, quæ non excusat a culpa, vel propria, vel regulari, et tunc non solum licite, sed etiam suo modo necessaria est illa mutatio, si quis expertus sit se moraliter non posse vivere, nisi secundum illam consuetudinem, quia tunc non est professus secundum regulam sic violatam, sed secundum regulam observandam ; et ideo quærere debet statum et vivendi modum, in quo moraliter id facere possit ; tunc autem si in religione sint monasteria ubi regula servatur, et in eis firmiter et stabiliter manere potest, nec sit periculum quod aliquando cogatur redire ad monasteria relaxata, tunc in eis manere tenebitur, nec poterit totam religionem relinquere propter laxiorem, quia revera professus est secundum observantiam talis regulæ, quam tenere potest, et sic retenta est perfectio status ; ergo non habet jus relinquendi illum. In hoc etiam tertio modo consuetudinis locum habet, quod Joannes Andreas addit: si quis habeat spem, quod permanendo in religione reformabitur, non potest illam dimittere propter laxiorem, quod est quidem verissimum, supposita prædicta spe, quia tunc illa consuetudo non impedit perfectiorem vitam, imo præbet occasionem operis perfectæ charitatis, ut est reformatio propriæ religionis ; tamen illa spes, in primo et secundo modo relaxationis, nulla profecto est, moraliter loquendo, et in postremo erit rara; unde ex hoc capite raro etiam privabitur quis dicta libertate. Ait denique D. Thomas supra citatus in num. 10, ad hanc mutationem in illo casu necessarium esse judicium Prælati ; quid autem nomine *judicii* intelligat, non declarat. Sed, loquendo ex natura rei, ut nunc loquimur, existimo eodem modo esse intelligendum, quo in superiori puncto explicatum est, nam est eadem ratio, quamvis Cajetanus ibi oppositum sentiat, dicens, in hoc casu necessariam esse licentiam petitam et obtentam. Et ratio, inquit, est, quia hic transitus non est ad melius absolute, sed in casu; regulare est autem ut quod est agendum in casu, a Superioribus hauriendum sit ; quæ ratio non cogit, quia ille transitus est ad melius simpliciter in individuo, licet non sit melius ex specie vel genere; et hoc satis est, quando de excessu certo et sine dubitatione constat; et ita sentiunt auctores citati, æquiparantes in hoc prædictos casus.

20. In quarta interrogatione petitur, an hæc comparatio religionum debeat absolute inter eas fieri, an respective ad personam religiosi, qui sperat magis proficere in religione laxiori, quam in arctiori quam professus est. Ad quod respondetur intelligendam esse absolute, et non cum illo respectu, ideoque non licere tali religioso sua auctoritate hunc transitum facere. Hoc sentit D. Thomas communiter receptus, dicto art. 8, dum ait, in eo casu necessariam esse dispensationem. Et ratio est, quia illud votum religiosum simpliciter factum est de meliori bono, et absolute loquendo potest impleri ; nam, licet forte sit difficilis et repugnans, natura cum divina gratia et auxiliis religionis superari potest ; ergo non potest propria auctoritate in minus commutari. Unde confirmatur et declaratur; nam quando quis per professionem se tradit religioni, non includitur ibi hæc conditio, *Nisi experiar hunc statum esse repugnantem meæ naturæ, aut conditioni ;* vel, *Nisi mihi sit arduum ac difficile illum integre observare ;* alioquin non esset firma nec stabilis illa traditio, et qui-

cumque vellet, facile posset illo prætextu retrocedere; imo non solum ad laxiorem religionem, sed etiam ad sæculum, et ad nuptias illo prætextu liceret descendere, quia *melius est nubere quam uri*, et quia non absolute, sed sub ea conditione se obligavit, quam multi dicerent in toto statu religionis, quantum ad ipsos, non impleri; quod absurdissimum est, et in errores hujus temporis contra cœlibatum inducit. Ergo professio religiosa talem conditionem non includit; ergo et voto et justitiæ repugnat recedere a professione facta, illo solo titulo. Tandem confirmari hoc potest ex his quæ de votis simplicibus supra, tractat. 6, diximus, non licere in eis similem commutationem in minus bonum, ob similes difficultates, propria auctoritate facere.

21. Nihilominus tamen certum est, quod D. Thomas ait, ex dispensatione licitum esse hujusmodi transitum. Constat enim dispensationem transeundi ad laxiorem religionem esse possibilem, quod nullus negat, quia tunc non dispensatur in voto solemni, sed in qualitate ejus, ut sic dicam. Deinde est certum posse esse justum, quia in hac materia, quod non est justum, nec validum est, quia est dispensatio in obligatione voti; quæ si non est ex justa causa, non est valida. Inter causas autem maxime justas ad hanc dispensationem, una est quæ in dicta objectione tangitur, de impedimentis specialibus talis personæ ad proficiendum in tali religione, sicut etiam dictum est de voto simplici; nam, servata proportione in omnibus quæ ad hanc commutationem vel dispensationem pertinent, eadem est in præsenti ratio. Unde, si quæratur apud quem sit potestas concedendi hanc dispensationem, respondendum est jure divino esse in Summo Pontifice; an vero de facto sit in illo solo, dicemus in sequentibus.

22. *Sitne aliquando procuranda talis dispensatio?*— Quæret autem fortasse aliquis, utrum in eo casu non solum liceat, verum etiam expediat aut necessarium sit, et sub præcepto, talem dispensationem postulare. Non enim desunt, qui hoc ultimum affirmant, quando defectus commissi in tali religione de se meliori, sunt peccata mortalia, et occasio eorum nascitur in tali subjecto, supposita ejus fragilitate, ex modo vivendi talis religionis. Quia unusquisque tenetur vitare periculum peccandi; ergo si religioso constet talem statum essse sibi periculum peccandi, etiamsi illud periculum non oriatur ex imperfectione status, sed ex improportione suarum virium ad perfectionem ejus, tenetur procurare illud periculum vitare; ergo et dispensationem ad hoc necessariam petere. Sed difficile est hujusmodi obligationem imponere, cum status perfectior de se inducat ad majus bonum, et occasio, si quæ est, tota nascatur ab ipso homine, et ideo non debeat illam fugere fugiendo ab statu, cum secum deferat seipsum; non ergo ob eam causam teneri potest ad petendam facultatem mutandi statum, sed ad faciendam vim sibi ipsi, servando regulas talis status. Confirmatur, quia alias obligandus est qui habet votum castitatis, et propter fragilitatem suam sæpius labitur, ad petendam dispensationem; quod sane non ita est, quia, licet possit illam petere, non tamen tenetur; alias clericus in sacris, æque fragilis, esset ad id obligandus, et cognita ejus necessitate, necessario esset illi dispensatio concedenda, quod est aperte falsum, quia potest pugnare, et cum divina gratia vincere. Ita ergo est in præsenti.

23. Quare censeo, regulariter non esse talem obligationem, nisi fingatur casus in quo est in monasterio aliqua occasio proxima et moralis peccandi, quæ non possit manendo in tali religione vitari, qui casus non est moralis. Facilius posset excogitari casus in quo ministeria et occupationes religionis, quamvis alias sanctæ et perfectæ, afferant tali personæ occasiones cadendi, nec possit in tali religione permanere, quin paratus sit et expositus ad tales actiones exercendas, quando illi injunctum fuerit; tunc enim non videtur improbabile, posse hanc obligationem intervenire; sicut enim nemo potest tuta conscientia exercere officium, quod scit certo sibi esse periculum peccandi, ita videtur non posse retinere statum, in quo ad tale officium seu ministerium cum tanto periculo cogendus est. Sed neque hoc etiam est morale, sunt enim alia remedia; alias frequentissime deberent omnes petere dispensationes ad relinquendos suos status. Aperiat ergo talis persona fragilitatem suam, et periculum Prælatis suis, ut hujusmodi occasionem removeant, quod moraliter semper facere possunt et debent, quia non desunt in religione, præsertim perfecta et bene instituta, occupationes variæ, in quibus possit religiosus sine periculo occupari, si ipse etiam, ex parte sua, quam potest et debet diligentiam adhibeat. Non est ergo absolute imponenda talis obligatio; sub disjunctione tamen neganda non est in prædicto

casu, id est, vel ad procurandum remedium, et adhibendam ex parte sua omnem diligentiam necessariam, ut religiose vivat juxta suam professionem, vel certe ad procurandam dispensationem transeundi ad alium statum ubi careat illo periculo, sive in reliquis observantiis laxior sit, sive æqualis, vel strictior.

## CAPUT X.

### QUOUSQUE EX VI JURIS COMMUNIS LICEAT TRANSITUS AD RELIGIONEM PERFECTIOREM.

1. *Objectio quædam difficilis.* — Ad hanc quæstionem, quæ initio capitis 8 secundo loco ponebatur, dico ex vi juris posse religiosum transire ad perfectiorem religionem, sine dispensatione, non tamen sine licentia Prælati, saltem petita. Hæc assertio communis est Theologorum, cum D. Thoma, dict. q. 189, art. 8; et Canonistarum, in cap. *Sane*, et cap. *Licet*, de Regul., ex quibus juribus hoc sufficienter probatur. Est autem, in hac assertione, et in illo jure, perfectior religio intelligenda modo explicato in præcedenti capite; nam ibi ostendimus illud esse consentaneum juri communi, tam quoad hoc, ut excessus debeat esse simpliciter in statu perfectionis, et non necessario in austeritate exteriori, quam quoad hoc ut talis excessus attendi debeat secundum actualem statum et observantiam, non juxta regulam secundum se. Habet autem locum posita assertio in omnibus religiosis, tam clericis quam laicis, etiam illis qui conversi dicuntur, quia si sunt professi, veri etiam religiosi sunt, et in eis procedunt rationes factæ, et probat optime c. *Non est*, de Regul., ibi, *monachos vel conversos;* idemque est de monialibus cum proportione, ut habetur ex Concilio Triburiensi II, q. 4, cap. 1. Propter clausuram autem nunc indigebunt licentia ad exeundum de monasterio. Solet autem dubitari de oblatis vel conversis, qui professionem non emittunt, an habeant hanc licentiam transeundi ad arctiorem religionem; nam Gloss.. in cap. *Ut lex*, 27, q. 1, negat illis hanc facultatem, quia sunt veluti servi monasterii, et eam sequitur Panormitanus, in dicto cap. *Non est.* Sed mihi non probatur eorum sententia, quia hi oblati non efficiuntur servi monasterii, nec per oblationem aut contractum cum monasterio initum redduntur inhabiles ad profitendam religionem. Proprie enim dici non possunt transire ab una religione ad aliam, quia religiosi non sunt, sed ex non religiosis fieri religiosos, quod omnibus per se licet. Neque oblatio simplex priori monasterio facta excludit conditionem illam *melioris frugis*, alias non esset rationabilis oblatio, cum principaliter ad Dei obsequium et animæ salutem ordinetur; non ergo debet majus bonum impedire, Et ita sentit Archidiaconus, in dicto c. *Ut lex*; et Gregorius Lopez, in leg. 9, tit. 7, partit. 1. Imo probabile existimo, ad emittendam veram professionem religiosam, posse ad quamcumque religionem transire, quia ille est simpliciter status perfectionis, et ita fit transitus ad meliorem statum, et non invenio jus aliquod illud prohibens, aut irritans professionem a tali persona factam, neque etiam ex natura rei video cur male fiat, si revera ex intentione majoris perfectionis fiat. Videantur supra dicta de ingressu religionis.

2. Superest vero objectio circa assertionem positam, ex decreto Urbani Papæ, in c. *Mandamus*, 19, q. 3, prohibentis ne quis Canonicus regulariter professus monachus fiat, cum tamen constet monachorum professionem esse arctiorem, quam sit canonicorum regularium, ut expresse dicitur in cap. *Quod Dei timore*, de Statu monachorum. Hanc objectionem tangit D. Thomas supra, ad 2. Et primo dicit decretum illud esse intelligendum de monachis consideratis secundum statum quem ex prima institutione habebant; nam erant laici, et non clerici; et quia Canonici regulares directe ordinantur ad divina ministeria, et sunt religiosi clerici ex vi sui instituti, ideo prohibentur transire ad monachos, etiam arctiores, quia, licet ex hac parte viderentur ascendere, ex alia nobiliori descenderent a statu sacri ministerii ad laicorum statum. Secundo addit D. Thomas, quod si monachi essent laici, licitum esset transire ab statu monachorum ad statum Canonicorum regularium, juxta illud Hieronymi, Epist. 4 ad Rusticum: *Sic vive in monasterio, ut clericus esse merearis.* Tertio denique dicit nunc licitum esse Canonico regulari ad monachatum transire, petita Superioris licentia, quia jam monachi sacerdotes sunt, et divinis ministeriis inserviunt, et alias in arctitudine superant.

3. Sed in his omnibus dictis D. Thomæ est nonnulla difficultas, et imprimis circa textus expositionem difficile creditu est, ibi esse sermonem juxta antiquum ritum monachorum, quando non ordinabantur, quia illud decre-

tum est Urbani II, qui floruit post annum 1180, quando jam monachi, tam Benedictini, quam Carthusiani, et alii, frequenter ordinabantur; nam a tempore D. Gregorii videtur hæc consuetudo introducta, ut infra, in tract. 9, lib. 1, c. 7, n. 2, dicam. Deinde, hoc etiam admisso, videtur difficilis D. Thomæ sententia, quia propter ordinationem non videtur debuisse impediri, quominus Canonicus regularis monachus fieri possit; alias nec clericus sæcularis deberet permitti monachus fieri, quod est falsum, et contra jura, cap. *Licet*, de Regularib., cum similibus, ut supra tractatum est; et sequela patet, quia etiam clericus sæcularis non debet transire ad statum laicorum. Quod si respondeatur illum non esse in statu perfectionis, et ideo posse ad illum transire, non obstante clericatu, instabimus etiam Canonicum regularem non esse in statu majoris perfectionis, ac proinde non esse propter clericatum impediendum, quominus ad illum transire possit. Eo vel maxime quod, licet monachi non essent clerici, ex vi instituti non omnino prohibebantur esse, unde status ille de se erat indifferens clericis et laicis; ergo, licet Canonicus regularis ad illum transiret, non propterea assumeret statum repugnantem clericatui, nec privaretur fructu quem ex ministerio sacro habere posset; cur ergo illi prohibitus est ascensus ad majorem perfectionem.

4. Hinc etiam difficile est secundum dictum D. Thomæ, quod monachi laici possent transire ad Canonicos regulares; sequitur enim inde monachum laicum religionis arctioris, vere professum, et obnoxium rigori regulæ, posse transire ad Canonicos regulares, vel ad laxiorem religionem, si recipiatur ad gradum clericorum, seu eorum qui ad chorum deputantur. Consequens videtur plane absurdum, quia rationes factæ in præcedenti capite, et jura citata, æque de omnibus religiosis, tam clericis, quam laicis, probant. Nam clericatus per se non pertinet ad perfectionem, neque illam confert, licet eam suo modo postulet; ergo non est licitum deserere statum majoris perfectionis sine sacerdotio, propter statum minus perfectum cum sacerdotio. Responderi potest, supposito statu perfectionis, etiamsi in aliis observantiis minus strictus sit, eo ipso quod illi ex proprio instituto conjungitur sacrum altaris ministerium, constitui statum simpliciter perfectiorem quam sit monachatus laicorum, quantumvis strictus sit. Sed hoc profecto incredibile est, præsertim quando uterque status ad eumdem finem vitæ contemplativæ tendit, et in eo sistit, ut de Canonicis regularibus D. Thomas supponit, et de primæva institutione monachorum certum est. Nam, licet ad hunc finem multum conferant sacra illa ministeria, quæ sunt propria clericorum, tamen in ordine ad propriam perfectionem obtinendam, possunt multo plus conferre diuturnæ vigiliæ, et contemplationes, et obedientiæ, humilitatis, et pœnitentiæ opera; ergo, pensatis omnibus, potest esse monachatus laicorum ex vi status perfectior quam religio Canonicorum. Neque oppositum suadent verba Hieronymi, quæ D. Thomas affert; nam in eis solum docet Hieronymus monachum non debere affectare clericatum, sed vitam quæ clericatum mereatur. Unde non fit, esse meliorem statum clericatus quam statum laici, quando alias non habet tot media ad perfectionem assequendam. Alias dicendum esset antiquos illos sanctissimos monachos, Benedictum, Paulum Antonium, Pachomium, et similes, ex vi status non fuisse professos majorem perfectionem quam Canonicos religiosos.

5. Circa primam difficultatem num. 3 propositam, Sylvester, *Religio*, 4, n. 8, sentit illud decretum esse fundatum in communi jure, quod non licet transire a religione magis perfecta ad minus perfectam, etiamsi hæc arctior sit; et ita inde sumit argumentum contra opinionem Canonistarum, c. præced., a num. 17, tractatam. Sed difficile est credere religionem clericorum, ex eo solum quod clericorum est, esse magis perfectam quacumque religione monachorum laicorum, etiamsi arctissima, et tam in austeritate, quam in contemplatione et clausura vel solitudine perfectissima fit, ut objectiones factæ declarant. Et ideo addi posset Canonicos regulares, tempore Urbani II, non fuisse professos laxiorem, vitam quam monachi tunc etiam servarent; unde enim potest contrarium constare? nam, licet regula D. Augustini, quam Canonici regulares profitentur, per se non sit nimis austera, vel stricta, capax tamen est cujuscumque rigoris et austeritatis, quam unaquæque religio per suas constitutiones et observantias addere potest; sic enim Prædicatorum religio, quamvis Augustini regulam profiteatur, satis arcta religio est, et in Lusitania, Canonicorum regularium observantia, præsertim in hoc insigni Conimbricensi cœnobio Sanctæ Crucis, satis arcta censetur propter rigorosam clausuram, et exercitium vitæ

contemplativæ, præsertim in choro et divinis officiis; sic igitur fieri potuit ut, tempore Urbani II, eorum professio non fuerit æstimata laxior quam monachorum, prout communiter tunc vivebant; nondum enim tunc Mendicantium ordines, ut nunc sunt in Ecclesia Romana approbati, inceperant. Et quamvis Carthusiensium ordo paulo ante Urbanum II, sub Victore III, aut Gregorio VII, incepisse videatur, fortasse sub illo decreto comprehensa non est, quia sub generali clausula non videtur tam specialis casus comprehendi, qui semper solet a similibus legibus a Pontificibus excipi. Vel fortasse ille ordo nondum natus erat, nam multi putant ab ipsomet Urbano, tam Carthusiensem, quam Cisterciensem ordinem fuisse confirmatum, Platina in ejus vita ita referente.

6. Sed hæc sicut non facile expugnari possunt, ita plane incerta sunt, et nullo fere fundamento nituntur, et ideo D. Thomas, ne divinare videretur, aliquid in illis statibus monachorum et Canonicorum consideravit per se illis conveniens, in quo illam prohibitionem fundaret, sive monachorum vita arctior esse supponatur, sive non. Potest enim Pontifex, ut infra videbimus, propter commune bonum prohibere transitum unius religionis ad aliam, etiam arctiorem vel perfectiorem, quia bonum commune præfertur privato, et quia per hoc in rigore non impeditur spiritualis profectus singularum personarum, quia, licet status ipse non obliget ad majorem perfectionem, nunquam tamen illam excludit, nec de se impedit quominus unusquisque possit proficere quantum cum divina gratia velit; et præterea, si in particulari casu aliud expediat, semper est locus recurrendi ad Pontificem, ut legitime fiat. Unde talis prohibitio (quod valde notandum est pro omni simili) non est nisi reservatio quædam facultatis necessariæ ad hujusmodi transitum. Nam, ut capite præcedenti, n. 4, dixi, ratio postulat ut non fiat sine licentia Prælati; cum ergo Pontifex sit supremus Prælatus omnium religionum, potest hanc facultatem sibi reservare, quando expedire judicaverit; hoc autem facit per similem prohibitionem, nam, licet absolute fiat, semper includit tacitam conditionem, Sine facultate mea.

7 Duo ergo consideranda sunt in statu Canonicorum regularium: unum est, quod ex genere suo, qnatenus est religio Clericorum, perfectior est quam religio monachorum, quod plane supponit D. Thomas, loco citato, et nos tractatu sequenti, cap. 7, ex professo ostendemus; aliud est, quod ille status per se ac principaliter ordinatur ad ea quæ aguntur in divinis mysteriis; igitur propter honorem et dignitatem tanti muneris et ministerii, supposita sufficienti perfectione illius status, et excellentia quam ex suo genere habet, merito potuit Pontifex illum transitum prohibere. Neque obstant quæ in contrarium objiciuntur; nam respiciunt tantum privatas et et particulares rationes, et ita facile solvuntur ex dictis.

8. *An sufficiat licentia Prælati ad transitum de Canonicis regularibus ad monachos, ex vi juris communis.* — Sunt autem qui existimant, non obstante illa prohibitione, potuisse Canonicum regularem transire ad arctiorem religionem monachorum, de licentia sui Prælati, quod est probabile, si intelligatur de licentia obtenta, ut ibi Gratianus sentit; ubi etiam videri potest Glossa, et Archidiaconus, et Joannes Andreas, in cap. *Sane,* de Regular. Sed fortasse probabilius est ex vi illius textus, non potuisse fieri sine licentia Pontificis, tum quia prohibitio est valde absoluta, et per verba rigorosa, *Mandamus et universaliter interdicimus*, etc.; tum etiam, quia addit exceptionem, *Nisi publice lapsus fuerit,* quæ firmat regulam in contrarium, maxime cum in eo etiam casu non posset Canonicus fieri monachus, nisi ex voluntate sui Prælati, cui conceditur illa facultas, ut possit in pœnam publici lapsus illum transitum concedere; ergo extra illum casum non posset id concedere ex vi illius juris. Sed jam illud jus revocatum est, vel moderatum, ut mox explicabimus, et ideo non obstat conclusioni positæ in n. 1.

9. In dubio secundo petitur, an monachus laicus arctioris professionis possit transire ad Canonicos regulares, et intelligitur dubium, si in gradu clericorum recipiatur; nam etiam in religione clericorum regularium sunt fratres laici professi, de quibus non potest esse controversia, quia certum est ad illorum statum non esse licitum transitum, quia in laicali gradu est æqualitas, et in arctitudine vitæ supponitur excessus in monachali religione. De transitu vero ad clericalem gradum D. Thomas significat esse licitum; et idem affirmat Turrecremata, dicto cap. *Nullus,* q. 5, concl. 3, quæ sic habet: *Monachi laici possunt transire ad ordinem Canonicorum propter altitudinem et excellentiam actuum ad quos ordines sacri constituti sunt.* Idem tenet Navarrus,

comment. 4, de Regul., n. 2 et 4. Qui auctores videntur loqui de monachis laicis prout nunc sunt communiter in religionibus monachorum, et ex sententia D. Thomæ videtur sequi a paritate rationis; idemque sequitur ex opinione Sylvestri, n. 5, supra recitata, quod status clericorum simpliciter perfectior sit.

10. Posset tamen aliquis respondere non esse eamdem rationem de monachis laicis prout nunc sunt, et prout olim erant, quia olim ipsi efficiebant principaliter totum corpus religionis, et ita tota perfectio illius status ex capacitate illorum mensurabatur; jam vero nunc religiones etiam monachales præcipue constant ex clericis, et ad eorum ministeria destinantur, et ita jam habent totam perfectionem religionis clericalis, et juxta illam perfectionem judicandum est de illo statu quoad omnes personas ejus, etiamsi quædam, quæ sunt veluti membra minus principalia, ad ordines non destinentur; nam hoc accidentarium est; et ideo non est judicandum de illis secundum personalem conditionem, sed secundum totius corporis perfectionem. Quæ differentia est utcumque probabilis, non tamen satisfacit, quia status perfectionis respectu uniuscujusque non est considerandus quasi per denominationem extrinsecam, ex concomitantia aliorum, sed ex modo intrinsecæ professionis et obligationis; illæ autem personæ ex vi sui status terminantur ad functiones laicorum, neque possunt jure ordinario ultra progredi. Imo hæc limitatio major in illis est, quam in antiquis monachis; nam antiqui, licet per se non tenderent ad ministeria ordinum, non tamen ex vi status ab ordinibus suscipiendis positive excludebantur, sed arbitrio Episcopi et Abbatis, juxta personæ dignitatem, monasterii, vel Ecclesiæ necessitatem, ordinari poterant, ad quod alludit Hieronymus dicens: *Sic vive in monasterio, ut clericus esse merearis.* Nunc autem positive excluduntur monachi laici ab omni spe et cogitatione ordinum; neque alicui conceduntur nisi rarissime, et ex privilegio extraordinario. Quapropter consequenter loquendo juxta illam sententiam censeo idem esse dicendum de his monachis laicis, quantum est ex vi juris communis, quod nunc consideramus.

11. Mihi tamen difficile est hoc admittere. Et imprimis non video id sequi ex dicto c. *Mandamus*; nam, licet Pontifex prohibeat transitum ab una religione in aliam, non propterea fit consequens ut concedat contrarium transitum alterius in istam; ut, licet esset prohibitus transitus a religione Prædicatorum ad Carthusianos, non sequeretur esse Carthusianis permissum transitum ad Prædicatores, et sic de aliis. Et ratio est, quia sæpe fit illa prohibitio propter æqualitatem, sæpe propter dubium, et frequenter ad tollendas contentiones vel occasiones instabilitatis, etiamsi religio ad quam transitus prohibetur perfectior sit, quod ita in præsenti factum esse probabile est, ut supra declaravi; secluso autem hoc jure, ex nullo alio probari potest hoc esse licitum, quia nullibi est positive concessum; quin potius in c. *Licet*, de Regular., absolute prohibentur monachi transire ad laxiorem ordinem, neque ex parte monachorum distinguitur inter laicos et clericos, neque ex parte laxioris religionis fit distinctio inter religionem Canonicorum, et monachorum; ubi autem lex non distinguit, nec non distinguere debemus, juxta doctrinam Bartoli, in leg. unica, Cod. *Quorum legatorum*, et Jasonis, in leg. *Triticum*, ff. de Verborum obligationibus, numero 6. Præsertim quando ratio non cogit, nec favet, ut est in præsenti, supposito illo principio, quod status monachi laici non solum austerior, sed etiam arctior simpliciter, id est, perfectior esse potest quam status religiosi per se clerici, quod principium videtur satis probatum in objectionibus factis; propter quæ hanc partem censeo veriorem de jure communi, et per sese valde convenientem ad pacem et quietem laicorum monachorum. Nam si hoc titulo liceret illis religionem clericorum appetere et postulare sub titulo majoris perfectionis, magna occasio illis daretur ambiendi clericalem dignitatem, et fugiendi sui status austeritatem et humilitatem. Multum autem in suo statu stabilientur, si intelligant in ordine ad veram perfectionem animæ coram Deo obtinendam, suum statum excedere posse etiam statum eorum, qui ad sacra ministeria per se ordinantur, quamvis illi superent in dignitate, et in aliquorum operum excellentia; et hoc magis explicabimus infra tractando de juribus specialibus, quæ habent religiones quoad hanc partem.

*An ad hunc transitum sufficiat petita licentia, et non obtenta, et quam necessaria illa sit.*

12. *Arguitur de secunda parte assertionis initio capitis positæ.* — Circa tertiam D. Thomæ propositionem est tertia dubitatio, pertinens ad alteram partem nostræ assertionis, an sufficiat ad hunc transitum petita licentia et non

obtenta. Et ratio dubitandi est, quia D. Thomas solum dicit *petita licentia*, nihilque amplius declarat. Textus autem, quem citat, videtur postulare licentiam obtentam. Nam verba c. *Statuimus*, 19, q. 3, sunt, *Sine Patris et totius congregationis permissione recedere;* vel, ut alia littera habet, *Sine Patris totius congregationis permissione;* ergo requiritur consensus, vel Abbatis et capituli, vel saltem Abbatis. Alii in hoc distinguunt inter forum conscientiæ, et externum, et dicunt in foro conscientiæ necessariam esse licentiam obtentam a Prælato, quia fit illi injuria recedendo ab obedientia illi promissa, eo invito, et ita locutum fuisse Urbanum II. In exteriori autem foro dicunt sufficere licentiam petitam et non obtentam, juxta determinationem Innocentii III, in c. *Licet*, de Regular.

13. Sed hæc sententia licet ab aliquibus referatur, a nullo auctore classico defenditur, neque est probabilis, neque ad mentem Urbani. Primum patet ex supra dictis, quia secluso jure positivo, licitum est transire ad arctiorem religionem renuente Prælato, in quo illi non fit injuria, ut ibi explicatum est; ergo in foro conscientiæ non est necessaria licentia obtenta. Innocentius autem III expresse etiam id concedit in foro conscientiæ: *Postquam*, inquit, *a Prælato suo licentiam postulaverit, ex lege privata absolutus, libere potest sanctioris vitæ propositum adimplere, non obstante proterva indiscreti contradictione Prælati.* Non diceretur autem vere absolutus ex lege privata, si haberet legem conscientiæ ad id obligantem, nec esset liber ad transeundum, si absque peccato id facere non posset, quia id possumus quod jure possumus, maxime in locutionibus juris.

14. Secundum patet, quia Urbanus etiam in foro exteriori loquitur, dum subdit: *Discedentem vero nullus Abbatum vel Episcoporum, nullus monachorum sine communi litterarum cautione suscipiat.* Unde ex vi illius textus potius dici posset, Urbanum in foro exteriori postulasse licentiam obtentam, etiamsi in exteriori non sit necessaria, quia quando hic transitus fit contra judicium et voluntatem Prælati, non præsumitur fieri bono spiritu, sed ex animi levitate, et hanc expositionem insinuat Glossa ibi. Mihi tamen etiam non probatur, primum, quia in ipso textu expresse distinguitur, vel alicujus levitatis instinctu, vel districtioris religionis obtentu, nec verisimile est præsumpsisse Pontificem hujusmodi obtentum semper esse fictum, seu palliatum: hoc enim in universum non potest nisi temere judicari; scimus enim D. Antonium de Padua, ex Canonico regulari factum esse monachum, quod optimo fecisse spiritu, sine dubio credimus. Stante ergo illa lege, quod secundum illam necessarium erat in uno foro, erat etiam sine dubio in altero, neque in re adeo pertinente ad sanctitatem animæ, convenienter possent illa duo sejungi.

15. Melius ergo alii distinguunt de duplici jure, antiquo et novo, dicuntque ex illo jure Urbani, quod antiquius est, necessariam fuisse licentiam petitam et obtentam; postea vero jus illud temperatum esse ab Innocentio III, ut sufficiat petita, et non obtenta; atque ita successu temporis hæc res multipliciter variata est. Nam Gregorius VII, cum Concilio Educensi, in c. 1, 19, q. 3, non simpliciter, sed cum quadam moderatione hunc transitum prohibuit, dicens: *Nullus revocare, et ad monasticum habitum trahendum suscipere audeat, ut monachi fiant*, etc. Ubi verbum illud *revocare* et *trahere* energiam habet, et ideo Glossa ibi inquit: *Quidam Abbates vel monachi suis suggestionibus Canonicos regulares ad monasteria pertrahebant, et ideo statuit Gregorius*, etc. Ex vi ergo illius decreti non erat prohibitum Canonicum sponte ad monachatum venientem suscipere; sed solum suggestionibus attrahere, et sic attractum suscipere; fortasse enim circa hoc abusus aliquis monachorum percrebuerat. Postea vero Urbanus II, quia fortasse illud remedium non fuerat sufficiens, absolutam fecit prohibitionem, cum sola exceptione publici lapsus, ut explicatum est. Quia vero illa videbatur nimia restrictio, idem Urbanus illam moderatus est, requirens tamen semper consensum Prælati; quia vero hoc privilegio abuti poterant Prælati, ideo Innocentius III (ut in ratione sua ipse insinuat) abstulit necessitatem licentiæ obtentæ, et petitam sufficere voluit.

16. Atque hæc sententia verissima est quoad hanc partem, scilicet, quod nunc hoc jus vigeat, et servandum sit; ad concordiam autem jurium, intelligi potest Innocentium non derogasse, sed declarasse decretum Urbani. Nam quod Urbanus ait, *sine permissione*, intelligi debuit, vel concessa, vel debita; nam si injuste negetur, non debet impedire jus subditi, nec spiritualem profectum ejus, quia fraus et injuria nulli patrocinari debet. Ita ergo lex Innocentii quoad hanc partem haberi potest magis ut declarativa quam ut constitutiva, quod ipse indicat dicens, hoc

fuisse concessum, ne quis ex temeritate vel levitate transferatur, non vero ut ei facultas denegetur, qui vere frugem melioris vitæ intendit; et infra dicit, Prælato indiscrete negante facultatem, subditum manere liberum, non ex sua lege canonica, sed ex privata lege Spiritus Sancti, quod non diceret Innocentius, si intelligeret talem inspirationem esse contra præceptum Pontificis Urbani; nam idemmet Innocentius, in c. *Nisi cum pridem*, de Renuntiatione, legem privatam, quæ est contra obedientiam Ecclesiæ, non esse credendam esse ab Spiritu Sancto, nec dare homini libertatem sine licentia sui Prælati, quod secundum legem ordinariam, ut loquimur, certissimum est. Denique hoc confirmat c. *Sane*, de Regular., quod est Alexandri III, qui Innocentium antecessit, et tamen in eo confirmat similem translationem sine consensu Prælati factam, quod est signum, etiam ante Innocentium legem Urbani non obligasse cum tanto rigore; est ergo probabile licentiam obtentam, etiam ex illo jure antiquo, non fuisse necessariam; sed de illo cap. *Sane* plura statim.

17 *Obligatio petendi licentiam ad transitum gravis est.*—Quarto, dubitari potest circa assertionem positam, quam necessaria sit facultas petita, in quo certum est esse necessariam ex præcepto obligante sub mortali culpa; in hoc conveniunt omnes doctores infra citandi, et probabile est esse hanc obligationem ex lege naturæ, supposito hoc statu; tamen multo est certior ex lege ecclesiastica in decretis citatis; nam Innocentius ait: *Sicut subditus a Prælato debet transeundi licentiam postulare, ne bonum obedientiæ contemnere videatur, ita Prælatus debet illam indulgere*, etc. Ubi verbum *debet*, licet non sit nimis rigorosum, tamen juxta contextum, ex capacitate materiæ, satis indicat obligationem in conscientia, quam esse gravem, et ipsa etiam materia, et ratio subjuncta satis indicat, ne obedientiam contemnere videatur, hoc enim valde necessarium et gravissimum est in statu religioso. Denique id constat ex illa æquiparatione, quæ ibi fit inter subditum et Prælatum per idem verbum *debet*, quod in Prælato significat gravem obligationem; nam sine dubio mortaliter peccat Prælatus, si sibi constet licentiam, nec temere, nec de re incerta aut dubia peti; quia injuriam facit subdito denegando illi jus suum, et quantum in se est impediendo meliorem statum, et præbendo occasionem scandali, vel infamiæ, si se invito subditus discedat; ergo etiam in subdito indicat verbum illud gravem obligationem. Denique Urbanus usus est verbo *statuimus*, quod propriam legem significat, quam saltem in hac parte certum est non esse revocatam.

18. *Violationem dictæ obligationis irritare transitum, arguitur ex textu.*—Difficultas vero est, an petitio hujus licentiæ sit ita necessaria ut sit de substantia et valore actus; videtur enim ita esse ex dictis decretis Urbani; nam in cap. *Mandamus*, 19, q. 3, præcipit ut Canonicus regularis, si contra suam legem monachatum profiteatur, ad ordinem Canonicorum redeat, et cucullam memorialem deferat, *non quia sit monachus*, inquit ibi Glossa, *sed ratione prioris maleficii*. Si enim vere esset monachus, non deturbaretur a suo monachatu, sed aliter puniretur propter illud crimen. In cap. autem *Statuimus*, licet mitiget prohibitionem transitus, concedendo illum cum debita facultate, tamen quoad transeuntes indebite non mitigat pœnam, neque irritationem. Ergo ex vi illarum legum est irritus hic transitus sine licentia factus. Ergo etiam nunc irritus est. Probatur consequentia, quia Innocentius III quoad hoc non immutavit hanc legem: nam, licet daremus moderatum fuisse illam quantum ad necessitatem consensus Prælati, si fortasse ex vi decreti Urbani esset necessarius, tamen quoad necessitatem licentiæ petitæ integram illam reliquit; ergo, sicut antea erat ita necessaria ut omissio illius irritaret actum, ita etiam nunc. Confirmari hoc potest ex vulgari regula, quod quæ contra legem fiunt, debent pro infectis haberi, Regul. 64, in 6, et leg. *Non dubium*, Codic. de Legibus. Quod maxime verum habet, quando peccatur in forma præscripta ad faciendum actum; sic enim forma præscripta in hujusmodi transitu est, ut fiat petita licentia.

19. Est igitur prima sententia simpliciter affirmans petitionem licentiæ esse de substantia hujus actus. Ita tenet Panormitanus, in dicto c. *Licet*, n. 10, et lib. 1 Consil., consil. 95, dicit esse communem opinionem Hostiensis, Joannis Andreæ, et Modernorum; citat Gloss. in c. *Intelleximus*, de Ætate et qualitate, quæ varias opiniones refert, et tandem in hanc partem inclinat, quod monachus sic translatus revocandus est, indicans transitum fuisse nullum. Citat etiam Gloss., in c. *Cum singula*, § *Prohibemus*, verb. *Canonicæ*, de Præbend., in 6. Sed illa solum dicit, ad hunc transitum sufficere licentiam Prælati re-

quirere, etiam si non obtineatur. Denique citat Glossam in dicto c. *Mandamus*, quæ expresse dicit regularem Canonicum sic translatum non esse monachum; loquitur tamen juxta illud jus antiquum. Videtur tamen posse illud jus confirmari ex dicto cap. *Intelleximus*, de Ætate et qualitate, quod est Innocentii III, et tamen in eo allegatur jus illud tanquam obligans et habens effectum illo tempore; ergo etiam nunc eamdem vim habet, nam post Innocentium revocatum non est. Addit rationem Panormitan., quia necessitas petitæ licentiæ imposita est, ne bonum obedientiæ contemni videatur; ergo si sine tali licentia discedit, præsumitur contemnere bonum obedientiæ; ergo non potest dici quod instinctu Spiritus Sancti transierit; ergo non est validus transitus.

20. Secunda sententia distinctione utitur. Nam in Canonicis regularibus censetur transitus ad monachatum nullus, si fiat sine licentia petita; non vero in quolibet alio transitu, vel Canonicorum regularium inter se, vel monachorum inter se, vel monachorum ad Canonicos regulares. Sunt enim etiam inter ipsos diversi modi religionum, vel familiarum militantium sub diversis Generalibus et constitutionibus, quarum una est arctior alia, et similiter potest esse aliqua regularis Canonica strictior aliquo monachatu; ita ergo potest intelligi transitus, et monachi ad strictiorem monachatum, ut per se constat, et ad statum strictiorem Canonici regularis, et Canonici etiam regularis ad Canonicatum strictiorem. Dicit ergo hæc opinio omnem hujusmodi transitum factum absque petita licentia validum esse, etiamsi peccaminose fiat. Hæc opinio potest tribui Joanni Calderino, qui, ut refert Panormitanus, distinctione usus est, sed revera erat alia ejus distinctio : nam omnem transitum hujusmodi a monasterio privilegiato quoad hanc partem, dicebat esse invalidum; si autem monasterium, a quo fit transitus, non est privilegiatum, dixit esse validum; et fundamentum illius erat, quia privilegium aliquid debet operari. Quæ ratio, ut bene advertit Paludanus, generatim sumpta non convincit, nam posset privilegium alium effectum operari. Considerandus ergo est tenor privilegii. Nam, si illud non solum prohibeat, sed etiam irritet transitum factum sine licentia petita, tunc illud operabitur, et revocari poterit sic translatus; si autem privilegium non fecerit hujusmodi, nihil confert ad hunc effectum, sed alium operabitur secundum tenorem suum; quod si fortasse Calderinus non est locutus de privilegio privato, sed de inserto in corpore juris, sic coincidit ejus distinctio cum superiori, quia in jure non invenimus hoc privilegium concessum nisi Canonicis regularibus in prædictis decretis, licet Glossa, in c. *Licet*, de Regular., indicet simile concessum esse Cisterciensibus, in c. *Non est*, de Regular., quod ex illo non satis colligitur, ut infra videbimus. Esto vero sit aliquod tale privilegium, prout commemorat Innocentius, in dicto c. *Licet*, idem erit de illo judicium.

21. Ratio ergo illius distinctionis est, quia transitus Canonici regularis ad monachatum sine licentia sui Prælati, erat nullus ex vi decreti Urbani II; sed Innocentius III non revocavit vel declaravit illud decretum, nisi quoad hoc, ut sufficiat licentia petita, et non obtenta; ergo quoad reliqua omnia manet prius decretum in sua vi; est ergo irritans, sicut antea erat, et eadem ratio procedit de quacumque religione, quæ simile privilegium habebat ante declarationem Innocentii III, nam ipse de omnibus expresse, et eodem modo loquitur; in aliis vero, in quibus facta non fuerat talis irritatio, cessat hæc ratio, quia Innocentius, in dicto c. *Licet*, solum prohibet transitum sine licentia petita, non vero addit clausulam irritandi, neque post illam legem est alia edita in jure communi, quæ illam addat; ergo non est unde illa professio sit irrita, quæ ratio recte probat hanc posteriorem partem, sed prior non sufficienter probatur.

22. Unde est tertia sententia, quæ mihi magis probatur, negans generaliter petitionem licentiæ esse de substantia actus, ideoque professionem esse validam, si certum sit factam esse in religione perfectiore, etiam si transitus ad illam factus fuerit absque licentia petita. Ita tenet Glossa, in c. *Sane*, et in c. *Licet*, de Regularibus, et Abbas antiquus, Gofredus, et Ancharanus, quos Panormitanus refert. Sequitur Sylvester, verb. *Religio*, 4, n. 1, citans Archidiaconum, Vervetium, et Supplementum; idem Turrecremata in c. *Nullus*, 19, q. 3, in sua q. 2. Ratio est, quia illa professio non est irrita ex natura rei, neque ex jure canonico; ergo nullo modo. Prima pars antecedentis constat ex dictis in capite præcedenti, nam ille transitus in substantia non est contra professionem priorem, cum sit juxta conditionem in illa inclusam; ergo ex natura rei non habet unde sit invali-

dus, quia si quid peccatum fuit, solum fuit in modo, non tamen in justitia, et consequenter nec in substantia contractus. Secunda vero pars probatur, primo, quia hæc irritatio non est facta ex vi capituli *Licet*, ut Panormitanus vult, quia in eo textu nullum est verbum irritans, sed solum præcipitur subdito, ut licentiam petat, etc. Verba autem illa, quæ expendit Panormitanus, *ne bonum obedientiæ contemnere videatur*, solum declarant rationem seu motivum talis præcepti, quod ad irritationem nihil refert. Item, quia ex ratione Panormitani, solum sequitur peccare religiosum in modo illius transitus; inde tamen non sequitur, professionem postea factam in se non fuisse bonam, et ab Spiritu Sancto intentam, sæpe enim Deus inspirat opus de se bonum, et homo in executione ejus miscet aliquam malitiam, quæ non obstat quominus opus suum effectum et valorem habeat. Quin potius (quod notandum est propter aliquos modos loquendi Canonistarum), licet ex parte religiosi transitus fieret ex levitate, vel passione aliqua, si tamen revera fiat ad religionem arctiorem, validus est. Sicut est validum votum de materia licita, etiamsi ex parte voventis fiat modo illicito, qui modus non obstat quominus effectus ipse possit esse intentus a Deo, qui, ut Augustinus dixit, novit permittendo mala exequi bona quæ fieri decrevit. Nec denique Innocentius, ponendo illud præceptum, dedit formam servandam in tali contractu, sed solum voluit illum ordinem servari propter reverentiam debitam Prælatis, ut verba rationis ejus satis declarant; nullum ergo est fundamentum irritationis in illo decreto; nec etiam post illud facta est in jure communi, nullibi enim extat in corpore juris. Quid vero de privatis privilegiis postea concessis sentiendum sit, infra dicam.

23. De antiquioribus vero decretis, quæ solum de specialibus religionibus loquuntur, primum dici potest, si quod fuit tale privilegium concessum per illa decreta, non postulasse tantum licentiam petitam, sed etiam obtentam, atque ita voluisse ut valor transitus, et receptionis ex illo secutæ, penderet ex consensu prioris Prælati, et ideo Innocentium, auferendo necessitatem hujus consensus, abstulisse etiam talem dependentiam, et consequenter irritationem, quia ablato fundamento auferuntur reliqua; neque mens antiquorum Pontificum fuit, ut petitio licentiæ esset necessaria nisi propter concessionem; nunc autem non est necessaria propter illum finem, sed solum propter subordinationem obedientiæ; et ideo licet retenta sit quoad necessitatem novi præcepti, non vero, quoad necessitatem valoris actus; nam hanc solum habebat ratione consensus, et quatenus erat via ad illum.

24. Deinde assero etiam in dictis decretis non inveniri hanc irritationem. Quod quidem de Canonicis regularibus videtur probari ex c. *Sane*, de Regular., ubi Alexander III præcipit non revocari Canonicum regularem, qui ad monachatum sine licentia transierat; et tamen tunc decretum Urbani non erat revocatum ab Innocentio III. Respondet Panormitanus illam fuisse dispensationem, quod colligit ex illo verbo, *remanere permittas*. Sed non est verisimile, tum quia illa declaratio habet vim legis semper servandæ in simili casu; tum etiam quia solum fundatur in ratione majoris religionis; tum præterea quia, si fuisset dispensatio, neque ille religiosus antea fuisset ibi cum bona conscientia, ut in textu supponi videtur, nec simpliciter relinquendus esset sine confirmatione vel iteratione professionis, si nulla fuerat. Verbum ergo *permittas*, neque semper, neque in rigore significat idem quod dispenses, sed, non compellas ad contrarium; ita enim hæc duo verba in illo textu opponuntur. Deinde probatur ex ipsis decretis Urbani II, nam in c. *Mandamus*, ubi absolute prohibuit hunc transitum, verisimile est irritasse etiam illum, quia revocationem transeuntis præcipit; at vero in c. *Statuimus*, in quo moderatur prohibitionem, et concedit posse transitum fieri ex permissione Prælati, irritationem etiam abstulisse videtur, quia non præcipit revocari eum, qui sine licentia transierit, sed solum addit: *Discedentem nullus Abbatum vel Episcoporum sine communi litterarum cautione suscipiat*. Si autem suscipiatur cum effectu, non irritat receptionem vel professionem, nec receptum revocari præcipit; ergo indicium est abstulisse irritationem, quod fortasse indicium per se solum non convinceret, tamen junctum cum c. *Sane*, magnam facit persuasionem.

25. *Proxime dicta valent etiam quoad illos transitus qui n. 20 recensentur.* — De transitu præterea regularium Canonicorum vel clericorum inter se, ex laxiori ad strictiorem, nulla est specialis dispositio in jure illum prohibens, nedum irritans. Nec denique de monachis respectu strictioris religionis, sive aliorum monachorum, sive clericorum, talem prohibitionem invenio in jure communi,

quamvis eam referat Innocentius, in dicto c. *Licet*, ubi Glossa, verbo *Monachis*, refert cap. *Non est*, de Regular.; sed ibi solum præcipit Alexander III Prælatis Galliæ, *ne monachos, vel conversos Cisterciensis ordinis post professionem, sine licentia Abbatum suorum, per Episcopatus suos recipi nullatenus permittant.* Quam prohibitionem cum irritatione factam esse, ex fine textus, et ex ipso originali manifestum est. Tamen in citatis verbis nulla est mentio religionis arctioris, quare optime intelliguntur secundum commune jus, de transitu ad laxiorem vel æqualem, ut ibi Glossa sentit. Nam pro ratione reddit, quia non reperitur ordo arctior, quod non placet Hostiensi, quia Carthusia arctior est, et forsan, inquit, *etiam alii, quos non expedit nominare.* Unde ipse intelligit ibi esse datum privilegium Cisterciensibus, ut sine consensu Abbatis ad arctiorem transire non possint. Tamen ex Concilio Lateranensi, sub Alexandro III, c. 6, colligimus priorem fuisse mentem Pontificis, sic enim dicitur : *Non est dubium, nec incertum, quomodo fratres religiosi Cisterciensis ordinis ea religione præemineant et virtute, quod ex institutione patrum et prædecessorum nostrorum, hi, qui in eorum monasteriis professionem faciunt, sine licentia sui Abbatis prohibentur de claustro discedere, et discedentes in aliis monasteriis non recipi. Inde est, quod nos eamdem institutionem, non solum amicam religioni, sed rationi consonam sollicite conservare volentes, universitati vestræ mandamus*, etc. Ex quibus verbis satis constat, Pontificem respexisse ad arctitudinem et perfectionem illius religionis, in qua fortasse tunc adeo vigebat disciplina et reformatio, ut Pontifex eo tempore nullam aliam existimaverit esse arctiorem. Quapropter, mutatis jam rebus, non credo ex vi illius textus esse prohibitum Cisterciensibus transitum ad arctiorem sine consensu Prælati. Unde idem Hostiensis, in c. *Licet*, non adducit illum textum, sed allusisse putat Innocentium ad quamdam decretalem antiquam, *Si qua libera*, de Statu regularium, quæ nunc non habetur in corpore juris, sed habetur in secunda collectione Decretalium Antonii Augustini, ejusque verba sunt : *Apostolica auctoritate interdicimus ne quis vestros fratres clericos, sive laicos, post factam in monasterio vestro professionem absque vestra licentia suscipere audeat, vel tenere*, quæ verba magis generalia sunt; tamen mihi non constat an illud privilegium suam vim retineat, cum a corpore juris rejectum sit, vel fortasse ideo fuit omissum, quia idem reputatum est cum c. *Sane*, et ideo juxta tenorem illius erit intelligendum.

26. *Concluditur valere transitum, etiamsi licentia petatur post discessum a priori monasterio.*—Sic igitur concluditur petitam licentiam esse necessariam ut actus recte fiat, non tamen ut valide fiat ex vi juris communis; unde fit religiosum sic translatum, et jam receptum in alio monasterio arctiori, non esse revocandum, quod est manifestum, si in alio monasterio professionem jam emisit, quia est valida, et consequenter obligat et revocat priorem. Si autem tantum ad habitum receptus sit, posset esse major dubitatio, quia adhuc est sub obedientia alterius Prælati, et indebito modo ab illa recessit; ergo potest revocari. Nec satis esse videtur inde petere licentiam, ut, si negetur, jam compelli ad reditum non possit ; nam ubi jus requirit licentiam, non satis est illam petere post factum, sed debet peti a principio, ut ait Panormitanus, in dict. c. *Licet*, n. 11, et in c. ultimo, de Ecclesiis ædificandis, n. 7 et 8. Sed, licet hoc verum sit, ut actus recte fiat, ut in præsenti clare disponit dictum c. *Licet*, si tamen transitus jam est factus, etiam quoad solam receptionem habitus, videtur sufficiens illam petere ad ibi permanendum, quia quod prætermissum fuit, accidentarium erat, et ideo satis esse videtur ut suppleatur eo modo quo fieri possit, non retractando prius factum, cum id nullius videatur esse utilitatis, quandoquidem ille potest redire, statim post petitam licentiam, etiamsi non concedatur. Quod maxime verum habet, quando licentia in principio fuit prætermissa ex aliqua rationabili et urgente causa, juxta doctrinam ejusdem Panormitani, in dicto cap. ult.

27 *Limitatur, nisi sit dubium an alterum monasterium sit strictius.* — Sed hæc omnia intelligenda sunt, ut dixi, quando omnino indubitatum fuerit transitum fieri, vel factum esse ad strictiorem religionem. Nam ubi res dubia fuerit, nullo modo erit validus transitus sine licentia factus, quia tunc vel non solum est necessaria licentia petita, sed etiam concessa; vel, si Prælatus noluerit eam concedere, non potest privari jure suo, priusquam res per Superiorem decidatur, juxta dictum capitulum *Licet*, quia in dubio melior est conditio possidentis ; quapropter, si, existente dubio, religiosus transeat sine licentia, revocandus est, etiam post professionem alibi factam, ut proprium monasterium

ad suam possessionem restituatur, et postea de dubio et controversia inter subditum et Prælatum agatur.

28. *Ad quem spectet id dubium definire.* — Solet autem quæri ad quem pertineat illam litem definire; nam in textu solum dicitur : *Superioris est judicium requirendum.* Sed quisnam est iste Superior? Quidam aiunt esse proximum Prælatum utriusque partis ; ita dicit Sylvester, *Religio*, 4, n. 1, cum Panormitano et Innocentio. Sed si hoc intelligant de proximo Superiore ejusdem religionis, ut verbi gratia, de Provinciali, si contentio erat cum Priore, vel de Generali, si dubium erat cum Provinciali, videtur sequi idem inconveniens quod Prælatus sit judex in causa sua, propter quod vitandum committitur hoc judicium Superiori, ut iidem auctores fatentur. Sequela patet, quia respectu omnium Prælatorum ejusdem religionis, illa causa est tanquam propria, quia nullus eorum contendit pro commodo suæ personæ, sed pro jure et dignitate suæ religionis. Unde illud dubium non versatur in rigore inter Prælatum et subditum, sed inter religiones, quæ, scilicet, illarum arctior sit, et ideo verosimilius censeo hoc judicium reservari Superiori utriusque religionis, qui erit Pontifex, si religiones, vel altera earum sit exempta. Si vero essent monasteria eidem Episcopo subjecta, ad ipsum judicium pertinebit; vel si fuerint monasteria diversarum diœcesum, ut in monasteriis monialibus facile accidere potest, tunc per metropolitanum videtur lis dirimenda. Denique quoniam hoc ad forum externum spectat, ille Superior, ad quem pertinet alias causas judicare, inter illas duas religiones vel monasteria est judex in hoc dubio.

29. *Resolutio prioris partis, ubi monasterium uni tantum Prælato subordinatur.* — Quinto dubitatur, a quo sit hæc licentia postulanda, et quomodo. Respondetur ad priorem partem, ex vi juris communis satis esse postulare illam ab Abbate seu Prælato proprii monasterii. Probatur, tum quia jure communi tota potestas, in his quæ ad talem domum pertinent, est apud illius Prælatum, ut supra visum est; tum etiam quia jura citata non amplius requirunt. Solum in dicto capit. *Statuimus*, videtur requiri licentia *Patris et totius congregationis*, ex quibus verbis aliqui colligunt necessarium esse ut licentia petatur ab Abbate cum conventu. Ita colligit Turrecremata ibi, qui ad hoc etiam ponderat alia verba ejusdem textus, *sine communi litterarum cautione*, putat enim vocari communes litteras, quia dari debent a toto conventu. Sed hoc posterius parum cogit, quia non litteræ vocantur communes, sed cautio, quæ per litteras datur, dicitur communis, id est, usitata; vel dicitur communis non ex parte dantium litteras, sed eorum ad quos dantur. Priora autem verba non constat ita esse in originali, nam alia habent, *Patris totius congregationis.* Nihilominus si juxta illud jus requirebatur licentia obtenta, probabile est eo modo fuisse tunc necessarium concursum conventus ad talem licentiam, quod ad receptionem monachorum necessarium esse supra diximus ; tamen, juxta novum jus dicti c. *Licet*, sine dubio sufficit a solo Prælato monasterii licentiam postulare. Probatur ex verbis ejusdem capituli *Licet Subditus a Prælato debet licentiam postulare;* probatur etiam ex ratione ejus, scilicet, ut bonum obedientiæ non contemnatur; nam obedientia exhibenda est Prælato, et ordinarie non pertinet ad totum conventum.

30. *Idem putant aliqui etiam nunc, ubi habentur Provinciales et Generales.* — Difficultas vero est an nunc quando monasteria habent majores Prælatos universales, quibus graviora negotia reservantur, an teneatur subditus petere a Provinciali vel a Generali licentiam, quando juxta morem religionis hæc causa illis reservata est. Videtur enim non posse ad hoc obligari, quia jus commune tantum imponit illi onus petendi licentiam a Prælato suo proximo ; ergo si ille non dederit, vel distulerit responsum usque ad Provincialis vel Generalis consultationem, non tenetur expectare, quia jura particularia non possunt auferre libertatem jure communi concessam, nisi ad hoc speciali privilegio Pontificio munita sit religio; quæ ratio videtur non improbabiliter partem hanc suadere ; et potest addi congruentia, quia cum hæc licentia non petatur propter consensum Prælati, sed propter reverentiam ei debitam, non videtur pendere ex universaliori jurisdictione Provincialium aut Generalium, neque illam postulare. Nihilominus oppositam censeo securiorem, et omnino servandam. Itaque ab illo Prælato petenda est facultas ad quem similia negotia secundum mores et statuta religionis pertinent. Ratio est, quia, supposita tali institutione, et limitatione jurisdictionis, proximus Prælatus quoad hoc negotium non est Prælatus, et ideo petenda est licentia ab illo Prælato, qui in tali negotio jus Prælationis

habet. Unde per hoc non derogatur juri communi, sed propter mutationem quæ fit veluti ex parte materiæ ipsummet commune jus applicatur diversis Prælatis, juxta varia instituta religionum ; nam in dicto c. *Licet*, non dicitur satis esse petere licentiam a Prælato conventuali, sed simpliciter *a Prælato*, quod est, juxta materiam subjectam, intelligendum de Prælato ad quem licentia illa pertinuerit ; et confirmatur ex ratione ejusdem textus, ne obedientia contemni videatur. Nam ad hoc necessarium est ut unicuique Prælato religionis servetur obedientia, in his quæ ad illum pertinent, juxta institutum religionis. Denique licentia hæc non præcipitur postulari propter solam exteriorem cæremoniam, sed etiam ut intentio et zelus religiosi, qui mutationem appetit, possit prudenter examinari, et per judicium Superioris dirigi, quoad fieri possit. Et ideo monet Sylvester supra, et recte, mea sententia, si post petitam licentiam Prælatus differat responsum, donec de re cogitet et consulat, et a Deo etiam lumen petat, subditum teneri ad expectandum convenienti tempore ; ergo quamvis consensus Prælati necessarius non sit, nihilominus merito potest reservari hæc licentia superiori Prælato, cujus judicium et consilium pluris æstimari solet ; neque illa mora debet subdito injuriosa vel onerosa videri, quia pro tam gravi negotio non potest esse nimia, et ipse tenetur, ut dixi, tempus sufficiens ad prudentem consultationem concedere, et in tali religione saltem per modum consultationis ille recursus judicatur moraliter necessarius.

31. *Resolutio posterioris partis hujus quinti dubii de servandis duobus modis in petenda licentia ad transitum.— Quomodo violetur prior modus, non petendo coram.* — Atque ex his constat, quis modus servandus sit in hac facultate petenda, qui per hæc verba explicatur in dicto c. *Licet : Debet cum humilitate et puritate licentiam postulare*, id est, cum reverentia Superiori debita, et veram causam ac motivum suæ deliberationis Prælato proponendo ; nam primum pertinet ad humilitatem, secundum ad puritatem. Unde contra priorem conditionem raro peccabitur graviter, si duæ conditiones serventur : una, ut licentia petatur ante omnem mutationem, seu egressum e monasterio ; alia, ut ab eo Prælato, et modo quo juxta institutum et morem religionis peti debet, postuletur. Solum in hoc dubitari potest, an sit necessarium semper licentiam postulare intra monasterium ad excusandam culpam gravem ; ut, verbi gratia, si religiosus esset absens a monasterio cum legitima facultate, et inde petat facultatem per scriptum, an satisfaciat suæ obligationi, ita ut si denegetur, possit tuta conscientia propositum suum exequi ; videtur enim satisfecisse, quia etiam per litteras potest humiliter et cum puritate postulare, et jus non postulat ut licentia petatur coram, seu in præsentia Prælati. Item quia si petenda sit a Provinciali, sufficit per litteras postulare, et si neget, vel etiamsi non respondeat (sentit Sylvester supra), non tenetur subditus amplius expectare. Item, quia supra, n. 26, dicebamus, qui jam receptus est in alio monasterio, licet non servato debito ordine, satisfacere petendo licentiam per nuntium, vel per litteras ad profitendum ; ergo quod illi licet præcedente culpa, licebit alteri per aliam occasionem, in qua culpa non præcessit. Nihilominus existimo, si Prælatus nolit esse contentus tali petitione licentiæ, de se non sufficere, nec posse subditum sine culpa statim transire invito Prælato, sed teneri redire ad proprium monasterium, et inde debito modo ac ordine egredi, vel negotium tractare. Ratio est, quia ille modus petendi facultatem est contra jus quod Prælatus habet, ut subditus ad suam obedientiam, seu potestatem redeat. Item quia petendo illo modo facultatem videtur decipi et contemni Prælatus, et ita non satisfieri illi præcepto. Hæc autem obligatio intelligitur per se loquendo, nam si grave aliquod periculum vel impedimentum timeretur, posset inde honestari, et sufficiens reputari petitio talis facultatis ; et hæc ratio locum habet quotiescumque res non est integra, sed status mutatio inchoata est, per receptionem alterius habitus ; tunc enim non potest reditus fieri sine magno incommodo, et ideo existimo tunc in conscientia excusari, etiamsi culpa sua in eo statu se constituerit : sic ergo servanda est illa conditio, quoad fieri possit juxta occurrentes circumstantias.

32. *Quomodo violetur posterior non petendo ex sana intentione.* — Altera vero conditio, quæ puritatem requirit in postulanda licentia, maxime violabitur, si quis fingat se procurare transitum ex affectu majoris perfectionis, cum revera ex alia humana causa moveatur, in qua deceptione non credo excusari culpam gravem ; quia si Prælatus totius causæ veram notitiam haberet, non teneretur petitam facultatem concedere ; et ipso dene-

gante juste, non posset subditus licite transire, quia tunc solum hoc licet, quando Prælatus injuste negat, ut diximus. Sicut ergo in petitione cujuscumque gratiæ vel dispensationis necessaria est vera narratio, ne gratia fiat surreptitia, et nulla, ita in præsenti necesse est ut hæc licentia cum puritate, id est, pura veritate petatur; alioquin talis licentia, etiam ut petita, erit surreptitia, et ideo non sufficiet ad excusandam culpam, quamvis non irritet actum postea subsecutum, quia talis licentia non est de substantia ejus, ut diximus numero vigesimo secundo.

## CAPUT XI.

### AN EX VI PRÆDICTI JURIS COMMUNIS LICEAT TRANSITUS AD RELIGIONEM ÆQUE VEL MINUS STRICTAM.

1. *Responsio ad primam partem tituli, requiri licentiam obtentam.* — Ulterius vero inquirendum superest, de hoc transitu ex vi juris communis, ut loquimur, an possit Prælatus religionis, ex jure communi, dare facultatem transeundi ad religionem æqualem vel laxiorem. Quod ad primam partem attinet, certum est non posse transitum ad religionem æqualem fieri a religioso sine facultate non solum petita, sed etiam obtenta, quia ex natura rei hoc necessarium est, ut supra, c. 9, ostendi, et jus canonicum non id concedit, quia solum de arctiore religione loquitur, quando vult licentiam petitam sufficere. Ex quo sequitur, necessarium esse hanc licentiam postulare ab illo Prælato, qui possit illam concedere, quia alias nihil operaretur licentia ab alio obtenta. Præterea, indubitatum est posse Pontificem hanc licentiam dare, ut a fortiore constabit ex dicendis in sequenti dubio.

2. *An possint illam dare Prælati infra Papam.* — *Resolutio affirmativa de Prælatis supra locales.* — Solum ergo superest difficultas de Prælatis inferioribus, circa quod multi sentiunt posse Abbatem seu Prælatum religionis hanc licentiam dare. Ita sentit Glossa, in c. *Non est,* de Regular., et in c. *Cum singula,* de Præbend., in 6. Sequitur Panormitanus, dict. c. *Non est*, n. 6. Addit vero cautius esse habere dispensationem Episcopi, cum Innocent., in cap. finali, de Renuntiatione. Sed videtur nihil referre, considerato præsenti usu Ecclesiæ, quod de Episcopo, vel de Prælato religionis habente jurisdictionem quasi Episcopalem loquamur. Nam si religiosi sunt exempti, Episcopus non potest talem licentiam dare, cum nullam in eos potestatem habeat, in his quæ spectant ad ordinarium regimen eorum; si vero loquamur de monasteris subjectis Episcopo, ipse ibi est quasi proprius Prælatus, et ideo eadem erit de illo ratio. Oportet tamen advertere in monasteriis virorum subditis Episcopis, dari proprium Prælatum regularem, scilicet Abbatem vel Priorem, ad quem comparatur Episcopus, sicut in religionibus exemptis comparatur Provincialis ad conventuales Prælatos. Omnes ergo tanquam manifestum supponunt Prælatum superiorem, id est, Episcopum, vel Provincialem, posse hanc licentiam dare respective. Ratio autem est, quia in hoc transitu duo sunt: unum est commutatio votorum, quatenus ad Deum obligant, et hæc ordinaria potestate potest a quolibet fieri, ut tunc supponimus; aliud est alienatio et quasi abscissio cujusdam membri ab hoc corpore religioso; ergo quoad hoc habent etiam potestatem hujusmodi Prælati, quia hoc pertinet ad ordinarium regimen religionis, et nullibi invenitur Papæ reservatum.

3. *Discutitur an Prælati locales possint dictam licentiam dare.* — Difficultas vero est, an solus Abbas sine Episcopo, etiam si supponatur illi subjectus, vel nunc sine Generali aut Provinciali cui est subjectus, possit talem licentiam dare, et in hoc sensu videtur id negare Innocentius, dicto c. ultimo, de Renuntiatione, n. 2, citans cap. *Qui vere*, 16, q. 1, ubi dicitur monachos debere esse subjectos Episcopo, permanentes in locis in quibus semel se Deo devoverunt. Panormitanus ergo non putat esse licentiam Episcopi necessariam, licet securius judicet illam postulare. Navarrus autem, comment. 4, de Regular., n. 10, simpliciter affirmat sufficere licentiam Prælati minoris, per quem Abbatem et quemlibet alium Prælatum intelligit, juxta quam opinionem consequenter dicendum est, in religionibus exemptis non requiri licentiam Provincialis ex vi juris communis. Præcipuum fundamentum sumitur ex c. *Statuimus*, 19, q. 3, ibi, *sine Patris et totius congregationis permissione*, etc., ex quo imprimis solum sumitur argumentum a contrario, et præterea juxta illam lectionem Prælatus solus sine conventu non potest illam licentiam dare. Potest vero eadem sententia probari ex dicto cap. *Non est,* de Regularib., ibi, *sine licentia Abbatum suorum;* nam clare ibi

supponitur cum licentia posse transire; ergo maxime ad æqualem. Verumtamen qui existimant ibi prohiberi transitum sine licentia ad quamcumque arctiorem, respondere possunt illud solum intelligi de transitu ad arctiorem, ut, scilicet, cum licentia Abbatis fieri possit, ad aliam vero non arctiorem nullo modo.

4. Quare non videtur hæc sententia positive, ut sic dicam, satis ex jure convinci, quod etiam Navarrus sensit. Existimo tamen sufficiens fundamentum esse, quod non inveniatur in jure prohibitum Abbati, quominus possit hanc licentiam dare; atque adeo, eo ipso quod non reservatur, esse concessam, quasi ordinario munere. Assumptum patet, quia in dicto c. *Qui vere*, neque agitur de transitu ad aliam religionem, sed ad ministeria clericorum in Ecclesiis exercenda, quod tunc non permittebatur monachis, nisi jussu Episcoporum; nec negatur monachos esse subjectos Abbatibus, quoad ea quæ pertinent ad eorum jurisdictionem, licet affirmetur debere esse subjectos Episcopis. Ex quo ad summum sequitur, contradicente Episcopo, non posse Abbatem licentiam hanc dare, sicut nec potest localis Prælatus exemptus, contradicente Provinciali, illam dare, quia est superior Prælatus. Quod autem sit per se necessarium petere et obtinere licentiam ab Episcopo, inde non probatur, quia licet ipse superior sit, nihilominus Abbas habet suam ordinariam jurisdictionem.

5. Altera vero pars, seu illatio, nimirum si hoc non est prohibitum, esse concessum Abbati, probatur primo, quia supra ostensum est jure communi apud illum esse totam monasterii potestatem. Secundo declaratur in hunc modum, quia ad hanc licentiam non tam est necessaria potestas jurisdictionis, quam administrativa bonorum monasterii, et quasi dominativa in personas ejus. Hæc autem potestas est in Prælato, vel solo, regulariter loquendo, vel simul cum conventu, in casibus in jure vel in regula expressis, ut supra ostensum est; ergo talis est potestas ad hanc facultatem concedendam. Major patet, quia ex vi commutationis votorum non est necessaria jurisdictio, cum sit in æquale, juxta receptam doctrinam, vel, licet secundum quosdam necessaria sit, minima sufficit, vel solius confessoris. Ad reliquum autem sufficit ut religio cedat juri quod habet in talem personam, quod potest facere Prælatus per potestatem administrativam, quam a religione habet, et eodem modo potest cedere obedientiæ sibi et suis superioribus debitæ; ergo nihil aliud necessarium est. Unde existimo antiquos Abbates habuisse hanc potestatem etiam quando clerici non erant, nec propriam jurisdictionem ecclesiasticam habebant. Nunc vero erit in his Prælatis hæc potestas, si per propriam regulam vel constitutiones non sit ablata; facile enim id fieri potest, cum jus commune positive non resistat, sed solum non assistat, seu non prohibeat; et eadem ratione existimo posse facile Episcopos in monasteriis sibi subjectis hanc facultatem sibi reservare.

6. *Ad valorem dictæ licentiæ non eget Papa justa causa.* — Explicandum solum superest an sit necessaria justa causa, ut talis facultas, vel valide, vel licite detur. In quo aliter de Summo Pontifice, aliter de inferioribus loquendum est; nam, si Summus Pontifex talem facultatem concedat, etiam sine causa, valida est, quia nullam involvit dispensationem in voto, sed meram commutationem in æquale, quæ, sine causa facta, valida est. Aliunde vero peculiaris obligatio personæ ad talem religionem in particulari, est solum ex humana institutione, quæ pendet ex voluntate Pontificis; ergo si ipse illam auferat, vel licentiam det commutandi illam in aliam, factum tenebit, etiamsi absque causa fiat; nam dispensatio, in jure humano data a supremo principe, etiam sine causa valida est. Dices, illud non tantum esse dispensari in jure, quatenus jus legem significat, sed esse tollere alicui jus suum, prout jus dominium et actionem significat, quia religio habet jus acquisitum et dominium in talem personam, quo privatur per translationem ejus. Quamvis autem hoc jus media institutione humana acquisitum sit, tamen postquam est acquisitum, non videtur posse a Pontifice auferri valide pro sua tantum voluntate sine justa causa, quia non est dominus omnium jurium religionis, sed fidelis dispensator et prudens. Sicut non posset sine causa auferre ab una religione omnia temporalia bona, et conferre alteri, nec factum teneret, quia esset contra justitiam commutativam; ergo a fortiori idem dicendum est de persona, quia non minus habet religio dominium suarum personarum, quam aliorum bonorum, et magis videtur lædi per privationem personarum, quam bonorum.

7. Respondeo, Pontificem esse supremum Prælatum cujuscumque religionis, et ratione hujus supremæ potestatis posse eximere

quemcumque religiosum ab obedientia inferiorum Prælatorum, et sibi reservare, quod factum erit validum, etiamsi absque ulla causa ob solam benevolentiam, vel gratiam talis personæ fiat, et ita potest privare religionem omni jure fruendi, vel utendi tali persona, in quo non facit illi injuriam, quia utitur jure suo. Eodem ergo jure utitur, quando dat facultatem transeundi ad aliam religionem, nam sicut sibi reservare potest, ita etiam potest concedere, ut mediis Prælatis alterius religionis promissam obedientiam servet. Denique, quamvis per professionem persona se tradat religioni, et religio acquirat dominium in persona, tamen illud non est (ut ita dicam) principaliter dominium utile religioni, præsertim in temporalibus, sicut est dominium servi, sed est principaliter ordinatum ad spirituale bonum, et ideo illa traditio principaliter censetur fieri supremo Pastori, unde non est simile de aliis bonis temporalibus et dominio eorum.

8. *Eget tamen causa justa, ut licite det licentiam.* — Probat autem recte illa objectio, non posse etiam Pontificem licite dare hanc facultatem sine causa legitima, tum quia nec reservare sibi potest quemcumque religiosum eximendo illum ab obedientia suorum Prælatorum sine rationabili causa, quia illud non esset in ædificationem, sed in destructionem; tum etiam quia illa facultas nonnullum nocumentum est propriæ religionis; non debet autem favor uni fieri cum detrimento alterius habentis jus et possessionem rei, sine causa. Tum prætere̤a quia hæ mutationes ex suo genere sunt odiosæ, et parum utiles, ut supra visum est, c. 9, a n. 2; ergo non recte faceret Pontifex illas permittendo sine legitima causa; nam ad illum maxime spectat procurare ut omnia ordinate fiant. Quæ rationes multo magis probant inferiores Prælatos non posse hanc facultatem dare sine legitima causa; quæ autem illa sit, et an sit eadem respectu omnium, infra dicetur.

9. *Prælati regulares infra Papam quousque valide vel licite concedant transitum ad aliud monasterium ejusdem ordinis.* — De aliis vero inferioribus Prælatis, dubium est an, si dent hujusmodi facultatem sine causa legitima, valida sit, quod tractari potest, vel de Prælatis exemptis, vel de Episcopis, quoad monasteria ipsis subjecta. De prioribus Prælatis dicendum videtur valide posse dare hanc facultatem intra monasteria ejusdem ordinis sibi subjecta, non tamen ad extranea, nisi ex legitima causa. Prior pars non habet proprie locum in religionibus in quibus non fit specialis professio pro uno particulari monasterio, sed absolute pro tota religione; nam in illis clarum est posse Prælatum superiorem mutare ab una domo in aliam, prout judicaverit expedire, et licet aliquando forte excedat vel imprudenter faciat, constat subditum non solum posse, sed etiam debere obedire, quia illa non est mutatio professionis, sed loci tantum. Procedit ergo illa pars in religionibus ubi professio fit determinate ad certum monasterium, in quo dicitur filiatio acquiri, ut solent esse monachales, et in eis interdum fit mutatio tantum localis, ut professus unius domus mittitur ad habitandum in altera, quod quidem, ut recte fiat, non debet sine legitima causa fieri, quia per id derogatur, vel juri religiosi, si absque causa invitus ad id cogatur, vel monasterii, si ipso invito mittatur. Nihilominus tamen si fiat, factum tenebit, quia illa facultas sufficit, ut ex parte subditi sine peccato id fiat, et similiter ex parte monasterii, tam illius a quo recedit, quam alterius ad quod tendit, quia illa solum est mutatio etiam localis, quæ ad rem præsentem non satis est. Aliquando ergo fit mutatio quodammodo in statu, quia fit quoad determinationem professionis, relinquendo filiationem unius monasterii, et acquirendo in alio, et ad hoc dicimus validam esse licentiam Prælati superioris utrique monasterio, vel certe licentiam proprii Prælati conventualis, et voluntariam admissionem alterius. Ratio est, quia in ordine ad Deum supponitur æqualitas, et in ordine ad ipsam religionem non videtur hoc excedere potestatem administrativam Prælati, quantum ad substantiam ejus, ut sic dicam, licet in modo seu prudentia utendi illa potestate committatur aliquis excessus; quod ita declaratur, quia hic non agimus de præcepto, seu de coactione; sic enim existimo non posse subditum professum in uno monasterio compelli profiteri in alio, quia professio debet esse voluntaria, et obedientiæ votum semper fit juxta regulam et primam professionem, et per se non obligat ad secundam. Intercedere ergo debet voluntas subditi petentis, vel saltem acceptantis facultatem; ergo Prælato voluntarie illam concedente id sufficiet, ut incorporatio ex vi illius facta in alio monasterio valida sit, et hoc est illam facultatem esse validam. Probatur consequentia, quia Prælatus sufficienter consentit nomine monasterii, cum habeat potestatem

administrandi jura ejus, nec per hunc transitum censetur ita notabiliter lædi, ut ob eam causam actio irrita sit, quia tota religio est unum corpus, et ita illa non censetur substantialis mutatio, sed valde accidentalis, in qua totius corporis utilitas seu commodum conservatur.

10. *Observationes duæ pro nunc resolutis.*— Hoc autem intelligimus ex vi juris communis, quo tota potestas confertur Abbati; at vero secundum jura specialia talium religionum (quæ consulenda sunt), sæpe non potest dari talis facultas sine censensu totius monasterii, quando non est transitus ad arctius monasterium. In quo etiam est observandum, quod, licet una religio videatur unius observantiæ et perfectionis, ex vi institutionis, nihilominus in monasteriis vel provinciis ejus potest esse magna inæqualitas, et ideo loquimur de transitu ad æquale monasterium; nam si manifeste sit majoris observantiæ et arctitudinis, tunc res est evidentior; imo, servata proportione, in eo habet locum doctrina in præcedenti capite tradita, sicut e contrario, si sit laxius, applicanda erunt potius quæ in sequenti dubio, a n. 13, dicemus.

11. *Ad aliam religionem, invalidam dabunt iidem Prælati licentiam absque justa causa.— Resolvitur idem quoad Prælatos non exemptos, id est, Episcopos.* — Altera vero pars est, quando transitus futurus est ad aliam religionem omnino distinctam, et tunc videtur sane non posse Prælatum sine causa legitima dare validam facultatem subdito ad hujusmodi transitum, quia ipse habet potestatem a tota religione, vel a conventu respective; nunquam autem religio habuit animum dandi talem potestatem, quia per illam intendit suam conservationem et ædificationem, non destructionem aut mutilationem; per illam autem facultatem privatur tota religio suo membro, et suo jure sine ulla utilitate, cum supponatur nullam intercedere legitimam causam. Item potestas Prælati regularis non est tanta ut possit alienare rem pretiosam sine utilitate monasterii, vel causa urgente, neque etiam ut possit eximere subditum ab obedientia sua, vel suæ religionis in perpetuum, in quo multum differt a Pontifice, qui potest eximere religiosum ab obedientia totius religionis ejus, et per hoc, vel etiam dando illi facultatem transeundi ad aliam religionem, non eximit eum ab obedientia sua. Atque hæc pars videtur communiter recepta ab Innocentio, Panormitano et aliis supra citatis, qui ad hanc facultatem seu dispensationem requirunt legitimam causam etiam in Episcopo; et quamvis in particulari non declarent an sit necessaria ad honestatem vel ad valorem actus, satis indicant hoc secundum, tum quia de Pontifice aliter loquuntur, tum etiam quia loquuntur de potestate simpliciter, eamque censent non esse sine causa legitima.

12. *An saltem monialem subditam possit Episcopus mutare ad aliam regulam æqualem.* — Nonnulla tamen dubitatio potest circa hoc esse de Episcopo habente sibi subjecta plura monasteria monialium, verbi gratia, diversarum quidem professionum seu regularum, æqualis tamen perfectionis, an possit concedere facultatem transeundi ab uno ad aliud, sine speciali causa, sed solum ut complaceat tali personæ, vel, esto non possit licite (ut revera non potest nisi aliqua ratio divini obsequii intercedat), factum nihilominus teneat si id faciat; in eo enim videtur esse specialis ratio ut factum teneat, quia est Superior utrique monasterio, et ita potest sibi reservare totum jus, seu subjectionem talis personæ; ergo et illi concedere ut in alio monasterio sub sua obedientia militet, sicut in Pontifice argumentabamur; nam cum proportione videtur procedere ratio. Nihilominus non videtur hoc Episcopo concedendum, quia videtur actus supremæ potestatis; talis enim mutatio per se est contra jus commune, et ideo dispensatio quæ circa illam fit a quocumque inferiore, sine legitima causa, est nulla; ergo quidquid virtute illius fit est invalidum. Confirmatur, quia alias pejoris conditionis esset monasterium subjectum Episcopo, quam Prælato regulari. Denique nulla est sufficiens ratio cur concedamus Episcopo hanc potestatem, quæ ad ordinarium regimen monasterii necessaria non est, et nullibi invenitur concessa, nec consuetudine recepta. Nec satis est quod ipse non se privet, nec suam sedem, subjectione talis personæ, quia potestas non est illi data propter ipsum, sed propter monasterium, et ideo non extenditur ad actum de se perniciosum monasterio, et sine causa legitima factum. Tandem vero inquiri hic posset, quæ sit censenda causa legitima, sed hoc explicabimus in sequenti puncto.

### *An et ex qua facultate liceat transitus ad religionem laxiorem.*

13. *Tria certa in hoc puncto.*—Jam ergo vi-

dendum est de transitu ad laxiorem religionem, de quo primum est certum, etiam jure communi ecclesiastico non esse licitum, sine dispensatione legitima. Patet, quia de se est contra votum, et contra pactum cum religione initum, ut ex supradictis constat, et nullum est jus quod talem licentiam præbeat, ideoque, quantumvis rationabilis causa intercedere videatur, nunquam id licet propria auctoritate, quia commutatio voti in minus, præter causam, requirit potestatem, ut supra, tract. 6, de Voto, visum est; et ita hic sentit D. Thomas, dicta q. 189, quem omnes sequuntur. Secundo, est certum ex legitima dispensatione hunc transitum esse licitum, quia jus commune illi non repugnat, nec potest, quia ipsamet dispensatio derogat juri communi, et prævalet contra illum, si legitima sit, alias in ipsismet terminis involveretur repugnantia. Tertio, est certum hanc dispensationem, a quocumque detur, requirere causam rationabilem ut licite detur. Hoc a fortiori patet ex dictis de transitu ad æqualem, de quo hactenus, et patebit amplius ex dicendis.

14. *Papæ licentia ad laxiorem religionem absque causa non valet. — Videri tamen validam professionem, si de facto fiat.*—Difficultas vero est primum, an hæc facultas data a Summo Pontifice sine causa rationabili valida sit: Glossa enim, in c. *Cum singula*, de Præbend., in 6, sentit de licentia Papæ posse hunc transitum fieri sine causa, quamvis secus sit in inferioribus Prælatis; sed, ut recte dixit Panormitanus, in dicto c. *Non est*, de Regul., hoc ad summum est verum quoad forum Ecclesiæ, non quoad Deum; quod significavit similis Glossa in cap. *Non est*, verb. *Adimplere*, de Voto. Dico ergo facultatem Papæ sine causa datam non esse ita validam, ut religiosus possit tuta conscientia in virtute illius transire ad laxiorem religionem; ita sentit Navarrus, dict. Comment. 4, n. 10, et probatur, quia illa est commutatio voti de meliori bono in minus bonum; sed talis commutatio, sine causa legitima, est iniqua contra jus divinum et naturale; ergo licentia ad talem commutationem faciendam non potest esse valida. Sed quæri ulterius potest, an professio tunc facta in laxiori religione, etiamsi male fiat, nihilominus valida sit; nam hæc duo simul esse non repugnat, quando nullum intercedit decretum irritans; in præsenti autem nullum esse videtur. Imo Pontifex ipse, qui est super omnia decreta, assistit illi professioni per talem dispensationem, et illam acceptat per monasterium, seu monasterium in virtute ejus; ergo cum ibi intercedat voluntaria traditio, et Ecclesiæ acceptatio, erit valida professio. Neque obstare potest jus prioris monasterii, quia Pontifex illi cessit, quod, quantum ad hanc partem, valide facere potuit, juxta superius dicta.

15. *Oppositum verius probatur, tum quoad vota Deo facta.—Tum quoad traditionem factam religioni laxiori.* — Respondeo nihilominus probabilius videri illam professionem ipso facto irritam esse, non tam humano, quam divino jure naturali. Probatur, quia si vota, in professione emissa, sunt invalida, et obligationem non inducunt, nec professio valida esse potest, quia substantia ejus principaliter in votis consistit; sed vota illa sunt invalida et nulla, et non obligant; ergo etiam professio est nulla. Minor probatur, quia votum secundum, factum contra primum melius, est nullum, quia est de re iniqua; est autem hujusmodi posterius votum, sive quis explicite voveat non servare quod Deo promisit, sive voveat facere aliquid repugnans priori obligationi; ut si monialis, quæ vovit clausuram, voveat visitare externam ecclesiam: talia autem sunt vota in laxiori professione facta, quod maxime cerni potest in voto paupertatis et obedientiæ, nam in obligatione castitatis quædam æqualitas est in omnibus. Materia autem paupertatis strictior est in una religione quam in alia; qui ergo vovet paupertatem laxiorem, vel intendit deobligari a priori stricta paupertate, et sic vovet contra perfectius votum; vel intendit servare nihilominus priorem paupertatem, et hoc repugnat secundæ professioni. Multo autem evidentius cernitur hæc repugnantia in voto obedientiæ. Tum quia ad illud reducitur tota observantia asperitatum regulæ, ad quam vel obligatur religiosus, vel saltem potest obligari per hujusmodi votum; tum etiam quia promittit obedientiam diversis Prælatis, et *nemo potest duobus dominis servire*. Prior autem obedientia erat perfectior, ut supponitur: unde, licet in paupertate esset æqualitas, imo, licet in materia ejus excederet secunda religio, illa repugnantia in voto obedientiæ sufficeret ad annullandam posteriorem professionem, quia supponimus priorem religionem, licet excedatur in paupertate, esse simpliciter perfectiorem, quod esse non potest, nisi propter excessum in materia voti obedientiæ, ut explicatum est. Præcipuum enim votum in professione religiosa est obedientiæ, et ideo si illud repugnat me-

liori bono, non potest professio esse valida. Eo vel maxime quod, propter connexionem quam habent talia vota in tali professione, si unum eorum invalidum est ex natura rei, etiam reliqua. Et eadem ratione, invalida est traditio quæ fit religioni, quia non fit nisi ut annexa et conjuncta hujusmodi votis et in ordine ad eorum observationem, per quod responsum est ad rationem dubitandi in contrarium posita.

16. *Facultatem cum causa datam a Prælatis infra Papam licere quidam putant.* — Ex quibus a fortiori concluditur, non posse Episcopum, vel quemlibet inferiorem Prælatum, licite aut valide hanc licentiam dare, sine legitima causa. Superest vero inquirendum, an saltem possit cum causa legitima, vel hæc facultas sit soli Papæ reservata, in qua re communis sententia esse videtur, Episcopum posse dispensare. Tenet Innocentius, in c. *Dilectus,* de Temp. ordin., n. 3, et in dicto c. ult., de Renuntiatione; sequitur Panormitanus, in dicto c. *Non est,* de Regular., n. 6; Sylvester, verb. *Religio,* 4, q. 2, qui bene advertit hoc esse intelligendum respective, scilicet, de proprio Episcopo respectu religiosorum sibi subditorum, vel de Prælatis habentibus jurisdictionem Episcopalem respectu exemptorum; et de illis respective, scilicet, de unoquoque respectu suorum subditorum; et idem sequitur Navarrus, dicto Comment. 4, n. 11. Ad hoc autem probandum Innocentius, præter c. *Qui vere,* 16, q. 1 (quod nihil probat, ut supra vidimus, quia solum in genere dicit monachos debere esse subjectos Episcopis), adducit cap. *Significatum,* de Regular.; sed ibi solum scribit Pontifex ad quemdam Episcopum: *Eum ad aliam religionem transire compellas,* ubi Glossa exponit ad aliam professionem ejusdem vel majoris religionis. Panormitanus autem ibi recte advertit, quoniam textus indistincte loquitur, indicare, professionem de qua ibi est sermo, scilicet tacite factam a puero oblato vel recepto ab infantia, per delationem habitus, usque ad annos pubertatis, illam, inquam, solum obligasse ad religionem in genere, juxta cap. *Constitutionem,* de Regul., in 6. Et ita nihil probat. Ipse ergo Panormitanus adducit alia duo jura : unum est in c. *Non cogantur,* d. 41; aliud est c. *Non mediocriter,* de Consecratione, dist. 5; sed in eis solum continetur sententia quædam D. Augustini et D. Hieronymi, quibus docent tractationem corporis quoad austeritates et vivendi modum, accommodandam esse uniuscujusque fragilitati; hinc tamen solum colligitur ex hoc capite oriri posse justam causam hujus dispensationis, quod verum est, ut statim declarabimus. Ex hoc autem non satis probatur esse in Episcopis potestatem ad dandam hanc dispensationem, quod nunc inquirimus. Quocirca, non videtur hoc posse probari positive ex jure; nam canon alius, quem Innocentius adducit, supra a nobis explicatus est; fundanda ergo videtur illa sententia, solum in hoc, quod talis dispensatio nullibi legitur Papæ reservata, et ideo censenda est Episcopo commissa.

17. Contrariam sententiam tenuit expresse Glossa, in cap. *Cum singula,* § *Prohibemus,* verb. *Canonice,* de Præbend., in 6, ubi dicit solum Papam dispensare. Tenet etiam Socinus, consil. 270, quem refert et sequitur Rebuffus. Idem tenet Rebuffus, in Practica, p. 1, tit. de Translatione monachorum, num. 9, qui tamen addit in num. 10, si causa exigeret celeritatem, tunc sufficere dispensationem Episcopi; et ita interpretatur sententiam Innocentii, in d. cap. finali, de Renuntiat., et in c. *Dilectus,* sed revera non juxta mentem ejus. Illam vero limitationem ex Antonino refert Panormitanus, in dicto cap. *Non est,* de Regular. Dixit enim Episcopum tantum posse hoc facere, quando est periculum in mora accedendi ad Pontificem, quæ exceptio generalis est, in aliis dispensationibus reservatis Papæ, quæ habent instantem et evidentem necessitatem; ergo sentit ordinario jure hanc dispensationem esse reservatam Papæ. Tenet etiam Antonin., 3 p., tit. 16, c. 4, qui etiam rigorosius loquitur, dicens solum Papam posse dispensare in transitu etiam ad æqualem ; sed de hoc jam dictum est.

18. Ratio pro hac sententia esse potest, quia Episcopus in hujusmodi dispensationibus non potest quidquid ei non prohibetur, sed solum quod ei conceditur. Hoc autem non est ei concessum in aliquo canone, ut dictum est; ergo. Major in tom. de Censuris, et tomo secundo, tractando de dispensatione voti, et in materia de legibus, fuse tractata est, et eam admittit expresse Innocentius, in dicto capit. *Dilectus,* et sumitur ex capit. *Proposuit,* de Concessione Præbendæ, et ex Clement. *Ne Romani,* de Electione. Nunc autem declaratur exemplis ad rem præsentem pertinentibus, alias etiam possit Episcopus dispensare cum religioso, ut ad vitam clerici secularis transeat, quæ laxior

est, tamen in ea possunt servari tria substantialia vota; quia hoc nullibi invenitur prohibitum, aut Papæ reservatum; consequens est contra communem consuetudinem Ecclesiæ. Imo etiam sequitur posse Episcopum dispensare cum religioso in aliis votis, relicto solum perpetua continentia, quia de solo voto castitatis constat factam esse prohibitionem Episcopo; ergo ex illa negatione prohibitionis seu reservationis, non sumitur regula sufficiens; ergo oportet quærere positivam concessionem; alias non potest cum fundamento attribui potestas Episcopo. Confirmatur, nam hæc dispensatio involvit aliqua contra jus commune: primum, quod religiosus dimittat suum habitum, quod jus simpliciter prohibet. Deinde, si sit monialis, quod exeat extra claustrum in casu a jure non concesso, et similia; sed Episcopus non potest dispensare in jure communi, nisi in rebus ordinariis, et quæ frequenter occurrunt, vel quæ specialiter conceduntur, aut consuetudine constant. Hic autem transitus ad laxiorem non potest dici res ordinaria, aut cujus necessitas frequens sit, imo est res valde gravis cujus necessitas raro occurrit, et de qua merito videatur Sedes Apostolica consulenda.

19. Præterea, licet olim quando immediata jurisdictio in religiosos tota erat in Episcopis, haberent forte ipsi hanc potestatem, nunc, considerato præsenti statu religionis, vix videtur posse fieri hic transitus sine dispensatione Papæ. Primum fit verisimile, quia Episcopi tunc approbabant religiones, quod maximum esse videtur, nam consequenter poterant illas reformare, aut si necesse esset mutare, vel tollere; ergo multo facilius poterant religiosum ad laxiorem mutare. Denique tota gubernatio religionum apud ipsos erat, sub qua multa graviora comprehendebantur; ergo non est cur putemus hac potestate potius quam aliis caruisse. Altera pars declaratur, quia si nunc loquamur de religiosis exemptis, clarum est non posse ordinarios Episcopos cum eis dispensare, quia non sunt ei subditi, unde neque in aliis votis aut præceptis cum eis dispensare possunt. Prælati autem regulares, quamvis habeant jurisdictionem quasi Episcopalem, non videntur tantam habere jurisdictionem, ut possint, saltem ex parte, in votis substantialibus religionis dispensare, quod fit per licentiam ad hujusmodi transitum. Antecedens patet, quia illa vota sunt quasi fundamentum, quod necessario supponitur ad potestatem talium Prælatorum; ergo non extenditur potestas ad immutandum illum. Confirmatur, nam ob hanc causam non potest Prælatus religionis irritare votum subditi transeundi ad arctiorem religionem, quia ejus potestas non extenditur extra ea quæ pertinent ad talem statum; ergo eadem ratione non potest concedere transitum ad laxiorem. Denique potestas, quæ olim erat in Episcopis circa religiosos, non est tota translata ad Prælatos exemptos, tum quia ipsi non approbant religionem, vel aliquid simile; tum etiam quia hujusmodi religiones sunt specialiori modo sub protectione et gubernatione Papæ, quam olim essent antiqui religiosi. Unde, etiamsi loquamur de religiosis, qui nunc sunt subjecti Episcopis, non est eadem ratio potestatis Episcoporum in ipsos, quæ antiquitus erat, nam dispositiones juris canonici, quæ nunc sunt, comprehendunt regulares etiam subjectos Episcopis, et ideo, in his, quæ sunt contra canones, non possunt cum illis dispensare, nisi ubi constiterit illis esse concessum; transire autem ad laxiorem religionem, est specialiter per canones prohibitum, c. *Sane,* de Regular., cum similibus.

20. Inter has sententias hæc posterior videtur mihi verior ex vi juris communis, quamvis prior sit practice probabilis propter auctoritatem Innocentii, Hostiensis, Joannis Andreæ, et Panormitani. Et quia in dicto c. *Significatum* probabiliter fundatur, quia Pontifex indistincte ait: Ad aliam religionem, et ubi jus non distinguit, nec nos distinguere debemus; et ibi interveniebat rationabilis causa dispensandi, etiam ad laxiorem, propter religionis ingressum in tenera ætate, unde videtur sumi argumentum ad alios casus similes, quando legitima causa intervenerit. Facile etiam possunt congruentiæ adduci ad hanc partem confirmandam, quia est favorabilis, et juxta hominum fragilitatem, et occasiones, non ita raro necessaria. Maxime autem fiet probabilis si consuetudo illi favet, quia in his rebus plurimum potest; sed de illa mihi non constat, et vereor contrarium potius esse in usu.

21. *Quæ sit causa justa transeundi ad laxiorem, ut dispensatio concedi possit?* — Superest ut breviter explicemus quæ sit causa hujus dispensationis; de qua dicendum est non esse aliquo jure præscriptam, et ideo prudenti arbitrio dispensantis relinqui. Solum ergo adnotare possumus hanc causam posse respicere, vel commodum religiosi tantum, vel re-

ligionis a qua transfertur, vel ejus ad quam transit. Et quidem si omnium utilitas concurrat, erit consummatissima causa, ut si religiosus sit utilis religioni ad quam tendit; et alteri, a qua redit, potius sit onerosus, quia forte non est utilis ad ministeria ejus, et est aptus ad canendum in choro, quod alia religio magis profitetur; et ipsi etiam religioso speratur fore utilius in eo vitæ genere occupari, licet alioqui ex suo genere minus austerum aut perfectum sit.

22. *An sufficiat solius translati utilitas.* — Quando autem hæc omnia simul concurrere non possunt, primum regulariter considerandum est spirituale commodum religiosi; quacumque enim ratione prudenter speretur futurum esse majus, sufficit ad justam causam dispensationis, quia per religiosam vitam est hoc per se primo ac proxime intentum, et ideo D. Thomas, dict. q. 189, a. 8, hanc fere posuit ut unicam causam hujus dispensationis. Significat autem necessarium esse, ut procedat *ex infirmitate vel debilitate personæ*. Intelligendum autem existimo de infirmitate et debilitate, non tantum corporis, sed etiam animi, quia providentia Prælati utrique debet providere, et ad majus Dei obsequium attendere. Ita etiam interdum expedit, quando experientia docuit non solum ex pura malitia, vel pravo habitu, sed veluti ex innata conditione habere aliquem quamdam ineptitudinem ad talem statum, vel ingentem difficultatem in portandis oneribus ejus, quam ante professionem satis prospectam non habuit. Ad quod etiam juvare potest emisisse professionem in tenera ætate, quia solet multum postea natura mutari, vel certe dignosci. Addi etiam potest, si sufficiat dispensatio Prælati circa onera religionis, non esse facile procedendum ad dispensandum in transitu, nisi vel illemet modus vivendi cum dispensationibus, aliis odiosus sit, vel ipsimet religioso nimis molestus, nam hoc ipsum multum impedire solet spiritualem profectum, qui semper præ oculis habendus est. Unde quando intercedit hæc ratio majoris boni spiritualis ipsius religiosi, non obstabit etiamsi aliquod onus, vel incommodum monasterii intercedat; nam si loquamur de monasterio ad quod fit transitus, nihil hujusmodi in eo consideratur, quia voluntarie est admissurum talem personam; hanc enim conditionem omnia jura et Indulta imprimis postulant, et ideo ipsa religio debet sibi consulere, et de utilitate, vel onere personæ judicare; qualiscumque enim illa sit, volenti non fit injuria, et ideo ex hac parte non potest dispensatio esse injusta. Nisi per illam cogeretur alia religio talem personam suscipere, quod solus Pontifex de plenitudine potestatis facere potest; ordinarie autem non facit, neque expedit fieri, sine gravissima causa. Respectu autem religionis a qua receditur, non consideratur incommodum ejus, quia illud ad summum esse potest in re temporali vel externa; tenetur autem ipsa religio magis procurare spirituale bonum religiosi, quam hujusmodi commodum suum. Præterquam quod, simpliciter loquendo, vix potest esse commodum religioni habere intra se religiosum, qui juxta statum et perfectionem ejus non possit perfecte vivere.

23. *Quid quando intervenit solum commodum religionis unde fit transitus.*—Aliquando vero contingit transitum non esse in majorem utilitatem spiritualem religiosi, cedere tamen in utilitatem religionis a qua fit transitus, et tunc vix potest causa esse rationabilis; aliquando tamen esse poterit, si multa concurrant. Primum est, ut ipsa persona religiosa saltem non exponatur periculo morali detrimenti spiritualis, quia hoc repugnat professioni et obligationi ejus, et ordini charitatis; oportet ergo ut, licet major profectus non speretur, saltem non timeatur defectus alicujus momenti, quod facile sperari poterit, si persona sit adeo religiosa, ut plus soleat operari, quam ex obligatione regulæ teneatur. Deinde necessarium est, moraliter loquendo, ut religio, a qua recedendum est, cedat juri suo, quod habet maximum, quando transitus non est necessarius propter ipsum religiosum; nam si ipsimet religioni commodum est, talem religiosum dimittere, quia licet sit probus, non tamen est sibi utilis, vel ad suum finem accommodatus, oportet ut ipsamet religio hujusmodi utilitatem cognoscat, et velit, quia non fit beneficium invito, maxime cum diminutione suorum bonorum.

24. *Quid quando est commodum tantum religionis ad quam transitur.*—Si autem utilitas est tantum alterius monasterii ad quem fit transitus, multo magis est necessarius consensus proprii monasterii, quia non potest unus ditari ex bonis alterius illo invito. Atque hoc procedit non solum in transitu ad laxiorem, sed etiam ad æqualem religionem, nam procedit eadem ratio. Imo existimo in hujusmodi casibus, quando causa non ex parte religiosi, sed ex parte alterius religionis con-

sideratur, solum Pontificem posse dare hujusmodi dispensationem, præsertim si transitus sit ad laxiorem, et illa causa est valde extrinseca ad obligationem voti, pertinetque ad Prælatum habentem superiorem providentiam et gubernationem utriusque religionis. Unde tunc etiam magis urgent omnes rationes in superioribus factæ. Præter has causas possunt aliæ excogitari extrinsecæ et accidentariæ, ut sunt necessitas subveniendi parentibus, si possit naturalis illa obligatio impleri in religione minus stricta quam sit propria. Item, si quis patiatur injustissimam persecutionem, et similes, quas omitto, quia generales sunt, et tot modis variari possunt, ut interdum etiam liceat in seculo ob similem causam remanere cum debita facultate.

## CAPUT XII.

### AN, SPECTATO JURE PARTICULARI SEU INDULTIS RELIGIONUM, LICEAT TRANSITUS AD ALTERAM RELIGIONEM.

1. *Proponuntur Indulta, ac primum vetans recipere alienos religiosos.*—Ultimo pro tertio principali, quod initio cap. 8 proponebatur, dicendum est, in unaquaque religione, præter jus commune, spectanda esse specialia privilegia et Indulta, et illa esse servanda. Declaratur, nam multa emanarunt Apostolica Indulta in favorem religionum, quibus hic transitus prohibitus est, vel simpliciter, vel cum aliqua limitatione ; et imprimis Pius V, sua constitutione 91, *Quæcumque,* videtur generaliter hunc transitum prohibere sine licentia a Superioribus obtenta ; nam prohibet ne volentes transire recipiantur, etiamsi laxiorem professi fuerint. Verumtamen in illa constitutione solum irritantur privilegia concessa religionibus, aut quibuscumque piis locis aut Prælatis, etc., præter juris communis dispositionem emanata, recipiendi hujusmodi religiosos, et consequenter irritat quidquid virtute talium privilegiorum, facultatum aut dispensationum factum fuerit. Imo etiam, quod mirandum est, etiam præcipit Pontifex ut, qui antea fuerant translati virtute talium facultatum, ad proprias religiones redeant. Quod dico esse mirandum, quia professiones antea factæ erant validæ, quia etiam facultates et privilegia valida fuerant, donec ab ipso Pio irritata fuere ; quomodo ergo potuerunt illi religiosi revocari ad suas pristinas religiones ? Dicendum vero est, Pontificem imprimis potuisse id facere, quia, licet professionem semel validam non possit in totum, seu quoad substantiam irritare, tamen prout ad hanc vel illam religionem determinatur, potest eam irritare seu mutare, etiam invito religioso, vel religione, quia hoc totum pendet ex jure humano. In eo ergo casu credendum est interfuisse legitimam causam id faciendi, propter majus commune bonum et quietem, seu pacem religiosorum ; nam multi fortasse eo titulo religiosum statum indigne tractabant, ut in principio illius constitutionis significatur. Ex vi ergo illius Indulti, nihil circa jus commune immutatum est, ut bene notavit Navarrus, cons. 88, de Regularibus. Quocirca translati alio titulo, vel secundum commune jus, sive ante illam constitutionem, sive post, non prohibentur retineri aut recipi. Ubi etiam considerandum est, aliud esse loqui de privilegiis datis ad recipiendum alienos religiosos, et aliud de privilegiis datis, ne proprii religiosi ab aliis recipi possint, sine suorum Superiorum licentia. Priora enim privilegia sunt exorbitantia jure communi, suntque odiosa aliis religionibus ; possunt enim inter eas scandala et dissensiones generari, ac denique facile possunt in occasionem relaxationis et inconstantiæ perverti, et ideo merito revocata fuere. Alia vero privilegia favorabilia sunt, quia directe consulunt immunitati, et quieti ejus religionis cui conceduntur, et aliis non nocent, sed solum vetant ne cum alterius detrimento velint proficere, quod est maxime consentaneum charitati ; et ideo talia privilegia revocata non sunt, sed potius in variis religionibus multiplicata, quæ ab aliis observanda sunt, dummodo de illis constet.

2. *Proponuntur Indulta Societatis vetantia transitum ad quamcumque aliam religionem, præter Carthusiam, absque licentia obtenta.* — Exemplum sit de privilegio Societati concesso, ut nullus in ea professus, vel per tria vota substantialia admissus, possit ad aliam religionem (Carthusia excepta) transire, sub pœna excommunicationis ipso facto incurrenda, tam a transeuntibus, quam a recipientibus ipsos, prætextu cujusvis Indulti concessi aut concedendi, etiam quæsito colore ob frugem melioris vitæ aut strictioris observantiæ , quodque secus facta non teneant. Habetur in litteris Apostolicis ejusdem Societatis, in Bulla ultima Pauli III, *Licet debitum*, § *Ac inhibemus,* etc., et in Bulla prima Pii V, *Æquum reputamus,* in principio, ubi expendit et con-

firmat concessionem illam, quam Pius IV jam fecerat. Idemque Pius V, vivæ vocis oraculo, Carthusiæ limitationem ita limitavit, ut transitus ad illam semel tantum fieri possit; quod si in ea usque ad professionem non perseveret translatus, ad Societatem redeat, et amplius ad Carthusianos transire non possit invita Societate; quam limitationem confirmavit, et sub eadem censura obligare declaravit Gregorius XIII, in speciali Bulla de hac re *Dilecte fili*, etc. Et aliæ circumstantiæ in illis privilegiis declarantur, quæ ad modum servandum in hoc transitu pertinent, quas in sequentibus, quantum ad generalem doctrinam pro hujus loci opportunitate utile fuerit, attingemus. Ex dictis vero constat in hac religione hoc jure standum esse, quantum ad transitum ab illa, nam ad illam nullus fieri potest juxta suas constitutiones, ut suo loco, tract. 10, lib. 2, c. 1, videbimus. Ad eumdem ergo modum dicendum est de singulis religionibus respective, juxta sua privilegia vel Indulta.

*Primum dubium circa prædicta Indulta, an vetent transitum sine licentia obtenta, etiam ad religionem strictiorem.*

3. *Primum argumentum pro parte negante.* — Dubitari autem potest primo, an per similia Indulta prohibeatur transitus ad perfectiorem religionem, sine consensu Prælati; et ratio dubitandi est primo, quia non videtur Pontifex posse tale privilegium concedere, quia non potest obligare aliquem ut servet quod non promisit; sed nullus, qui profitetur religionem, promittit perseverantiam in illa respectu melioris, id est, non transire ad meliora; ergo non potest ad hoc cogi per tale privilegium. Minor patet, quia in professione includitur conditio seu exceptio melioris frugis, ut diximus. Unde illa negatio transitus nullo modo dici potest comprehensa sub voto obedientiæ directe vel indirecte, ut ea ratione ad illam possit quis cogi; nam est extra totam regulam, et quasi intrinseca limitatio omnis voti obedientiæ. Dices, ex vi talis Indulti fieri, ut in illa religione professio, vel incorporatio non fiat sub ea conditione, sed renuntiando illi, vel potius sub conditione opposita. Quia promissio seu votum obedientiæ fit juxta constitutiones et litteras Apostolicas; litteræ autem Apostolicæ excludunt illam conditionem, et ponunt oppositam. Sed contra hoc insto, quia videtur contra rationem excludere; ut si Ecclesia ordinaret, quod a contractu matrimonii rati excluderetur conditio seu libertas transeundi ad meliorem frugem ante consummationem, non esset conveniens institutio, utpote impediens majus bonum; ergo similiter in præsenti ita ligare hominem inferiori religioni, ut privetur libertate ascendendi ad perfectiorem statum, videtur esse impedimentum majoris boni spiritualis; non est ergo licitum, imo nec videtur cadere sub Ecclesiæ potestate.

4. *Secundum argumentum.* — Secundo argumentor ex cap. *Licet*, de Regular., ubi Innocentius III refert privilegia aliquibus religiosis concessa, *ne postquam aliquis apud ipsos professus fuerit, ad alium locum possit ipsis invitis arctioris etiam religionis obtentu transire;* et tamen postea ita illa interpretatur, ut, illis non obstantibus, possit hic transitus fieri petita licentia et non obtenta; sed in privilegiis specialibus religionum non plus conceditur, quam quod ibi Innocentius refert, ut, exempli gratia, videre licet in prædictis Indultis Societatis; ergo, illis non obstantibus, eadem semper declaratio admittenda est; patet consequentia, quia privilegia, quantum fieri possit, secundum jus declaranda sunt. Maxime vero quia Innocentius indicat declarationem illam esse secundum jus divinum et naturale, *quia ubi spiritus Domini, ibi libertas;* et : *Qui Dei spiritu aguntur, non sunt sub lege;* quæ ad hoc propositum ibi adducit Innocentius, ut concludat tale privilegium non dari ut licentia denegetur, sed ut prudenter res agatur. Unde talem indicat rationem, quia vel Prælatus confisus tali privilegio negat facultatem, cum rationabili causa, vel sine illa. In priori casu, etiam jure communi, non habet subditus jus transeundi, quia non est certum religionem esse meliorem; in posteriori autem casu, abutitur privilegio suo Prælatus, et ideo meretur illud amittere, ut ibidem ait Innocentius, et ex vi illius sui decreti ipso facto illud amittit quantum ad hunc effectum, et subditus habet jus transeundi ex vi illius decreti. Quod non est revocatum quoad hanc partem per dicta privilegia.

5. *Resolutio bipartita.* — Nihilominus certissimum est posse Pontificem eo sensu talia privilegia concedere, ut absolute non liceat ad aliam religionem transire sine licentia obtenta, etiam titulo majoris perfectionis, certumque est de facto ita esse concessum in dictis Indultis Societatis, et idem erit de aliis, si per similia æquipollentia verba con-

cessa fuerint. Probatur primo ita esse factum, quia in Bulla Pii IV et V in particulari subjungitur, non obstante dicto cap. *Licet*, ad excludendum nimirum declarationem vel limitationem in illo factam; nam quoad hoc derogatum est. Secundo probatur, quia expresse postulatur ibi *licentia obtenta*, in quod verbum non potest cadere illa declaratio, nisi quis forte exponat, obtenta de facto, vel de jure, id est, debite et non injuste negata. Sed præterquam hæc evasio excluditur per derogationem dicti c. *Licet*, etiam rejicitur sufficienter per illa verba, *sine expressa licentia*, ut ait Paulus III, vel per illa, *sine expressa, et ad id specialiter obtenta*, ut ait Pius. Tertio, exceptio, quæ de ordine Carthusiensium fit, hoc satis confirmat, quia etiam ad illum non licet transire sine licentia petita, et juxta tenorem cap. *Licet*; ergo aliquid amplius prohibitum est, ex vi hujus Indulti, respectu aliarum religionum, scilicet, ut non fiat sine licentia reipsa obtenta. Quarto ad idem faciunt illa verba Pauli III: *Nisi de expressa ipsius Præpositi*, *vel dictæ Sedis licentia transferri*, etc. Nam in eis indicatur, si Prælatus religionis negaverit facultatem, et subditus contendat injuste negari, non posse statim sua auctoritate propositum suum exequi, sed debere ad Sedem Apostolicam recurrere, nam per tale Indultum illa sibi hoc judicium reservavit.

6. *Ostenditur pars prior*, *de jure*. — Atque hinc recte colligitur potestas; impium enim esset dicere, talia Indulta esse iniqua, aut sine sufficienti potestate concessa, quia in re adeo gravi, et ad salutem et perfectionem animarum pertinente, non potest Pontifex errare, præsertim cum non tantum unus vel alter, nec semel aut iterum, neque sub aliqua probabilitate, et cum formidine, sed plures, et sanctissimi ac doctissimi Pontifices, et sæpius, multisque religionibus, similia Indulta ex certa et plenaria potestate concesserint; non potest ergo de tali potestate dubitari, cum de facto constet.

7. *Primus modus justificandi Indulta n.* 2 *relata.—Secundus modus.—Tertius modus.*— Modus autem explicandi justitiam et rationem hujus facti, in superioribus insinuatus est, et primo dici potest, quando Pontifex hoc Indultum alicui religioni concedit, hoc ipso supponere, non esse inferiorem aliis, quas non excipit, scilicet quatenus est via ad perfectionem; nam, licet in una vel alia conditione possit esse inferior, absolute ac simpliciter comparata potest judicari non minus apta ad perfectionem assequendam. Certum est enim posse Pontificem hoc judicium ferre, et ad illum maxime pertinere. Non oportet tamen adeo restringere hæc Indulta; nam in majori amplitudine videntur concessa. Secundo ergo potest Pontifex hoc concedere, saltem supponendo rem esse dubiam, an religiones aliæ, vel omnes, vel aliquæ, sint arctiores necne, et reservando sibi judicium in particulari quando licentia postulatur a tali religione, et ipsa non vult eam dare, nec cedere juri suo, et hoc insinuare videtur Paulus III, in verbis citatis. Per sese constat esse justum, quando ex parte religionis, cui privilegium conceditur, est sufficiens fundamentum illius ambiguitatis, ut re vera est in exemplo adducto de Societate, cum quacumque alia religione conferatur, ut infra, tract. 10, lib. 1, cap. 9, ostendemus. Nam, et universaliter loquendo, in quacumque controversia ecclesiastica potest Pontifex judicium sibi reservare, et maxime in his quæ spectant ad approbandum, vel declarandum statum perfectionis, et hoc etiam a fortiori colligitur ex cap. *Licet*, de Regular. Tertio dicitur, etiamsi constet aliam religionem esse perfectiorem, posse Pontificem juste prohibere transitum ad illam sine licentia obtenta; tum quia per hoc non impeditur simpliciter ascensus ad statum perfectiorem, sed prohibetur ne fiat sine maturo consilio, et sine regula voluntatis Prælati; quantumvis enim alia religio sit perfectior, potest mutatio ad illam in individuo non esse conveniens, et ideo hujus rei judicium potest convenienter Prælato reservari, ita ut consensus ejus omnino necessarius sit, eo vel maxime quod semper relinquitur recursus ad Pontificem, si resistentia Prælati injusta reputetur. Quod si ipse etiam Pontifex facultatem neget, temerarius erit, qui velit resistere, et non potius sentire sibi non expedire talem mutationem, etiamsi alia religio perfectior videatur. Tum etiam quia hæc difficultas transeundi potest esse valde conveniens ad commune bonum, et ad stabilitatem singulorum religiosorum, et ad pacem et unionem religionum inter se, et ideo, licet uni vel alteri possit esse incommoda, illud in morali lege non æstimatur, quæ commune bonum respicit. Præsertim quia, licet transitus ad religionem perfectiorem impediatur, nemo simpliciter impeditur, quominus semper possit esse perfectior; nam in quacumque religione est ad

hunc profectum sufficiens occasio, si homo velit facere quod in se est, et voluntarie adjungere quod in tali statu sub obligatione non imponitur.

8. *Ad primum argumentum in num.* 3.— Unde ad primam rationem dubitandi, præter responsionem ibi insinuatam, dicitur, etiam stante professione, quam diximus fieri cum subintellecta conditione melioris frugis, posse Pontificem illud privilegium concedere, et prohibere transitum, quia, ut diximus, non tam simpliciter prohibet quam præscribit modum ejus, scilicet, ut non fiat sine tali facultate, et ideo potest etiam irritare quidquid sine illa conditione seu solemnitate fit. Neque hoc præceptum excedit jurisdictionem Pontificis, in qua magis quam in voto obedientiæ fundatur, quamvis prærequirat illud ut conditionem necessariam. Supposita enim obligatione quam religiosus habet ad statum perfectionis, eo ipso habet jus Summus Pontifex, sub cujus speciali cura sunt omnes religiosi, ut possit modum præscribere circa perseverantiam, vel mutationem talis status; nam hoc sine dubio est necessarium ad conveniens regimen religionum et singulorum religiosorum.

9. *Prædicta Indulta non deobligant a danda licentia juste petita.*—Ex quibus intelligimus per hujusmodi privilegium non liberari Prælatum religionis ab obligatione dandi licentiam subdito petenti transitum ad aliam religionem, quando et judicaverit aliam religionem esse simpliciter perfectiorem, in quo non debet tantum suo sensu et affectione duci, quia posset facile errare, et esse injuriosus alteri, sed ex receptis sententiis et doctrinis, vel ex sapientum consilio judicium ferre debet. Et præterea, necesse est ut judicet huic subdito suo expedire, seu magis utilem esse talem transitum; debet autem ita sentire, quoties rationes non occurrunt, quæ contrarium suadeant, præter solam mutationem, quia illius incommodum vincitur ex majori perfectione alterius religionis, quando aliud non obstat. His autem concurrentibus injuriam facit Prælatus subdito negando facultatem, et cogendo illum adire Summum Pontificem; nam ipsemet Summus Pontifex, suppositis eisdem conditionibus, non posset licite negare in individuo similem facultatem, per se loquendo, quia non potest impedire viam majoris perfectionis. Semper tamen excipitur necessitas boni communis. Unde si Prælatus religionis negaret talem facultatem, quia revera credit esse valde nocivam suæ religioni, et ob eam causam illam remitteret Summo Pontifici, nihil, ut existimo, peccaret, imo hunc esse puto unum ex potissimis effectibus talis privilegii.

10. *Expenditur evasio ejusque præclusio in num.* 3.— Unde constat non esse necessariam responsionem positam supra, num. 3, in argumento, quia Pontifex non solum potest concedere, et de facto concedit privilegium pro his qui postea professionem emittunt, sed etiam pro jam professis, ut constat manifeste ex Indultis citatis; Pontifex autem non immutat professionem Deo factam, sed, illa non obstante, vel conditione in illa inclusa, præcipit observari certum modum in ejus assecutione, et aliter fieri prohibet. Cur enim non prohibebit Pontifex aliquid, quod alias ex vi professionis non est prohibitum, quando ratio boni communis id postulat? Addo vero, etiam modum ibi insinuatum non esse impossibilem, nec contrarium rationi, quia, ut dixi, per hanc prohibitionem non tollitur omnino facultas ascendendi ad arctiorem religionem, sed cum hoc addito, *nisi de consensu Prælati vel Pontificis*. In eodem ergo sensu recte potest quis obligari, ut in ipsa professione renuntiet libertati transeundi, nisi sub hac conditione sic intellecta, nam ille quasi contractus inter religiosum et religionem liber est ex parte religionis, sicut ex parte religiosi; ergo potest religio professionem non acceptare, nisi religiosus se obliget sub tali conditione, quam ostensum est esse honestam. Neque est simile de matrimonio, tum quia status matrimonii est longe inferioris ordinis, et absolute excludens statum perfectionis simpliciter, de quo nunc loquimur; religiones autem conveniunt substantialiter in ratione talis status, et differunt secundum magis et minus; tum etiam quia in matrimonio jus utriusque partis est privatum, in professione autem religiosa ex parte religionis intercedit jus pertinens ad bonum commune, quod majoribus privilegiis gaudet; tum denique quia in matrimonio mutabilitas illa, quæ est in transitu ad religionem ante copulam, non solum est honesta, sed etiam nullam habet speciem indecentiæ aut inconstantiæ, neque infert scandalum, et non solum in genere, sed in individuo, et regulariter consulendum, ideoque non esset justa lex, vel conditio contractus, quæ ad illum transitum imponeret gravamen expectandi consensum, vel alterius conjugis, vel principis, aut Pon-

tificis, quia esset ponere obstaculum statui perfectionis simpliciter sine justa causa; mutabilitas autem in statu religioso etiam in ordine ad meliorem, regulariter non consulitur, indigetque multis circumstantiis, ut convenienter et sine scandalo fiat; ideoque justa est lex, et conditio, quæ simile gravamen imponit.

11. Dices: ergo, seclusa prohibitione Pontificis, posset religio hanc conditionem ponere profitentibus, ut se obligent ad non transeundum etiam ad perfectiorem, sine suo consensu, vel Pontificis, quia conditio est de se justa, et religio potest pacisci ut voluerit, intra latitudinem justitiæ. Respondeo de facto hoc non posse sine approbatione Pontificis, quia est contra jus commune tale gravamen apponere. Tamen, secluso jure communi, et sola rei natura spectata, non videtur improbabile id admittere, propter rationem factam; tamen, quia id nunquam factum legimus in religionibus sine Pontificio privilegio, ideo simpliciter negatur sequela; et ratio reddi potest, quia, licet illa conditio non sit iniqua, est tamen satis exorbitans a communi regula, et ideo non potest imponi privata auctoritate; aliquod enim gravamen potest esse justum auctoritate publica impositum, quod in ordine ad auctoritatem privatam esset iniquum. Præsertim quia in religionis statu est magna latitudo et varietas, possetque illa conditio in uno esse justa, et non in alio, et ideo ad Pontificis auctoritatem hoc judicium pertinet. Unde quodammodo spectat ad specialem talis religionis approbationem, et stabilitatem quam Pontifex dare potest; nulla autem religio debet auctoritate sua illam usurpare.

12. *Ad secundum argumentum in num. 4.*— Ad secundam rationem dubitandi negatur non plus concedi per hujusmodi privilegia, quam per antiquiora jura fuerat concessum, saltem prout declarata fuerant ab Innocentio III, nam per hæc posteriora privilegia declaratio illa Innocentii expresse revocatur. Quamvis autem Innocentius afferat verba Scripturæ ibi citata, ad ostendendum illam declarationem esse consentaneam rationi, et divinis litteris, et ideo potuisse tunc convenienter dari, non tamen ostendunt ita esse necessariam illam limitationem, ut privilegium, cum majori amplitudine concessum, divino juri aut Scripturæ contrarium esse appareat; nam eadem Scriptura, quæ dicit: *Qui spiritu Dei aguntur, hi sunt filii Dei*, dicit: *Probate spiritus an ex Deo sint;* et quæ dicit: *Ubi spiritus Domini, ibi libertas*, consulit *ut unusquisque in ea vocatione, in qua vocatus est, permaneat*. Cum ergo privilegium non ordinetur ad impediendam libertatem et efficaciam illius vocationis, quæ vere est a divino spiritu, sed ad probandam vocationem, ut ea, quæ est a Spiritu Sancto, constanter retineatur, nulla est repugnantia inter hoc privilegium, et privatam legem, quam Spiritus Sanctus per suam inspirationem imponere solet, ut in simili sensit idem Innocentius, in cap. *Nisi cum pridem*, de Renuntiatione.

13. *Ad primum membrum dilemmatis ibid. positi.* — Unde ad rationem ibi factam respondemus, in utroque membro dilemmatis inveniri differentiam inter jus commune et hoc privilegium; nam in priori posset contingere, ut Prælatus prudenter negaret licentiam transeundi, non propter dubium de majori perfectione alterius religionis, sed propter circumstantias personæ, quia vel non putat esse aptam ad illud institutum, vel tunc non moveri bono spiritu, sed turbatione aliqua, vel quid simile, et nihilominus ex vi juris communis posset tunc subditus transire licentia petita, et non obtenta, quia, si constat religionem, ad quam tendit, esse perfectiorem, hoc satis erat ex vi dicti cap. *Licet*, ubi solum requiritur judicium Superioris, quando de arctitudine majori alterius religionis dubitatur; nunc autem in simili casu nullo modo licebit transitus invito Superiore, hoc operante dicto privilegio. In posteriori etiam casu est differentia, quia Superior, indebite negans licentiam, ipso jure dicti cap. *Licet* privatur privilegio quoad hoc, ut non possit obligare subditum ad non transeundum, imo ut possit subditus sua auctoritate, et renuente Prælato, transire. Posito autem hoc privilegio, etiamsi fingamus Prælatum indebite negare licentiam, quia nullum grave damnum suæ religionis rationabiliter timet, et certo scit aliam esse perfectiorem, et nihil habet cur judicet hanc personam non bono spiritu moveri, et nihilominus non vult permittere transitum ejus, subditus in hoc casu non potest sua auctoritate transire, sed indiget Pontificia, nec Prælatus ipso facto amittit potestatem obligandi, et retinendi illum, donec per Pontificem privetur.

14. *An religio ob relaxationem amittat privilegium.* — Posset autem hic non immerito dubitari, si religio, cui hoc privilegium concessum est, multum a sua observantia declinet, censenda sit amittere tale privilegium

ipso facto ; videtur enim id valde verisimile, tum quia non minus meretur privilegium amittere, qui fit illo indignus, quam qui illo male utitur ; tum maxime quia tollitur fundamentum talis privilegii necessarium ad justificationem ejus ; hoc enim esse debet talis ac tanta religionis observantia, ut in favorem ejus possit merito ille transitus interdici. Atque ad eam partem suadendam possent hic adduci multa generalia principia de legibus et de privilegiis, præsertim de cessatione eorum, cessante causa et fine adæquato. Et quidem in conscientia, si evidenter constaret de tanta religionis mutatione, sine dubio cessaret obligatio talis prohibitionis. Ad quod etiam confirmandum valet communis opinio, in cap. 9, a num. 17, adducta, dicens majorem perfectionem non esse attendendam secundum primævam institutionem, sed secundum actualem observantiam. Nihilominus, quia evidenter constare vix potest de tanta mutatione, quæ ad hoc sufficiat, ideo non est privanda religio tali privilegio, præsertim in exteriori foro, donec in eo declaretur aut privetur.

*Primum dubium, an transiens absque facultate Superioris sit apostata ?*

15. *An sint apostatæ, qui mutant religionem sine facultate.* — Interrogabit vero ulterius aliquis, an religiosi, transeuntes sine facultate Superiorum juxta illud privilegium necessaria, sint apostatæ, et incurrant censuras non solum speciales illius Indulti, sed etiam jure communi impositas contra apostatas, vel dimittentes habitum suæ religionis. Ratio dubii est, quia communiter Doctores asserunt non esse aliquem apostatam transeundo ad aliam religionem, etiam indebite. Unde in definitione hujus apostasiæ ponunt, quod sit desertio hujus religionis, sine transitu ad aliam, ut videre licet in Sylvest., verb. *Apostasia*, q. 1, cum Glossa, in cap. finali de Apostatis, et cap. *Ex parte*, de Temporibus ordinationum, ubi Innocentius, Panormitanus et alii idem sentiunt. Idem Innocentius in cap. ult., de Renuntiatione, et in cap. *Intelleximus*, de Ætat. et qualit.; Cajetan., 2. 2, q. 12, art. 1 ; Navar., consil. unico, de Apostatis ; et Summistæ ac moderni communiter, quorum fundamentum est, quia apostasia est retrocessio ab statu religioso ; in eo autem casu non retrocedit quis a religioso statu, sed solum a tali statu religioso, quæ licet sit illicita mutatio, non tamen apostasia. Quæ quidem sententia esset mihi indubitata secundum antiquum jus, in eo casu in quo quis transiret ad religionem strictiorem absque ulla licentia saltem petita, quia licet peccaret, non tamen in substantia mutationis, sed in modo, neque illa potest dici retrocessio, tum quia non est recessus a promissione facta ; tum etiam quia potius est progressus et tendentia ad majorem perfectionem. Unde magis ibi peccatur per excessum temerarie tendendi, quam per defectum retrocedendi.

16. Extra hunc vero casum, difficilem semper judicavi illam sententiam, quamvis communem, quia, considerata rei natura, illa videtur formalis apostasia, et antiquum commune jus nullam quoad hoc faciebat mutationem. Hæc posterior pars in confesso est. Prior vero probatur, primo, quia apostasia a religione dicit retrocessionem ab statu religioso, et a pacto cum Deo et cum religione inito ; sed, qui relinquit suam religionem propter aliam non meliorem, retrocedit a pacto inito, et ab statu quem retinere tenebatur ; ergo. Quod si dicatur non recedere a religione in communi, sed a tali, contra hoc est imprimis D. Thom., dict. quæst. 12, art. 1, ubi dicit : *Contingit aliquem apostatare a Deo, retrocedendo a religione, quam professus est*, nec posuit limitationem, sine transitu ad aliam : qui autem exit animo transeundi præsertim ad laxiorem, revera retrocedit a religione quam professus est ; quando enim tendit ad meliorem, licet relinquat illam, quam professus est, non retrocedit, sed ulterius pergit ; quando vero tendit ad æqualem, licet retrocedere non videatur in ordine ad perfectionem, ut sic, in eo tamen retrocedit, quod infidelis est promissioni factæ. Secundo argumentor in hunc modum, nam professio facta in alia religione, sive æquali, sive laxiore, est ipso jure nulla, quando fit sine dispensatione, et sine licentia propriæ religionis, ut supra probavi ; ergo transitus ad talem professionem non est transitus ad statum religiosum verum, sed apparentem et fictum ; ergo simpliciter est retrocessio a vero statu religionis.

17. Potest controversia hæc, ut dixi in simili aliquanto superius, esse de modo loquendi ; tamen si loquamur de specie malitiæ quam peccatum illud in re ipsa habet, profecto est ejusdem speciei ; nam ejus intrinseca malitia non consideratur ex termino ad quem tendit, licet inde possit minui vel auge-

ri juxta intentionem operantis, sed sumitur ex termino a quo recedit, id est, ab injuria quam propriæ religioni facit, quæ ejusdem rationis est, quocumque indebite tendat, et ita si unum peccatum est apostasiæ, etiam et aliud. Nisi quis contendat, vocem apostasiæ, non utcumque significare peccatum habens illam malitiam, sed connotando quod fiat animo relinquendi omnem religionem, seu simpliciter statum religiosum, quod pertinebit ad quæstionem de modo loquendi; oportebit tamen ostendere vocem illam, aut ex primæva significatione habere illam vim, aut ex usu juris; neutrum autem, ut opinor, potest satis ostendi.

18. Primum quidem, quia apostatare, in latino rigore tantum significat deficere, et impugnare quod antea probabatur. Unde dicitur apostata a fide qui ab illa deficit, et impugnat, cum antea probaret, et ibi quidem non potest esse transitus ad aliam veram fidem vel Ecclesiam, quia hæc est una tantum. Tamen, quacumque ratione excogitarentur duæ, transitus ab una ad aliam contra fidelitatem vel professionem ejus esset apostasia, sicque inter hæreticos censetur apostata, qui ab una secta ad aliam transit. Magisque accommodatum exemplum est, si tempore legis veteris aliquis circumcisus vellet adducere præputium, et transire ad solam legem naturæ etiam sub vera fide, et cultu unius Dei; esset enim nihilominus apostata, ut satis significat Paulus, 1 ad Corinth. 7; ergo ex vi vocis non potest illa significatio colligi. Neque ex vi juris, quia nullibi in jure id explicatur, et potius jura in universum vocant apostatas, omnes iniquos desertores suorum institutorum, quod statim ex Indultis Pontificum ostendemus. Nec etiam ad effectus juris erat necessaria significatio, quia nulli sunt effectus quos jus operetur in apostatas, quos non etiam operetur in hos desertores suæ religionis propter aliam non meliorem. Quia, ut supra vidimus, propter apostasiam, ut sic, nulla excommunicatio est ipso jure lata, et infamia, quæ inde contrahi potest, etiam in hoc casu contrahitur durante delicto; nam ingressus indebitus et invalidus in aliam religionem nihil excusat, secundum veram rationem juris, etiamsi in hominum opinione nonnihil diminuat. Excommunicatio autem, quam apostata incurrit, dimittendo suæ religionis habitum, non evitatur propter transitum ad aliam, ut probavi in 5 tom. tertiæ part., disp. 23, sect. 4, num. 26; ergo nullius utilitatis est negare hoc delictum esse veram apostasiam, quoad nomen, cum tota res in illo inveniatur.

19. *Consectarium ex nunc traditis.* — Ex quo infero nunc, omnes transeuntes a sua religione ad quamcumque aliam quocumque titulo majoris perfectionis, in casibus per nova jura vel Indulta Pontificia prohibitis, et sine licentia in eisdem Indultis requisita, esse veros apostatas. Exempla sunt primum in extravagante *Viam*, de Regularibus, ubi prohibet Papa sub excommunicatione latæ sententiæ, et sibi reservata, ne aliquis ex ordinibus Mendicantibus ad monachales transeat, Carthusia excepta, sine Sedis Apostolicæ facultate; religiosus enim mendicans transiens contra illam legem apostata consendus est, propter rationes factas. Idem dicendum est de quolibet religioso Societatis, si ad quamcumque religionem sive monachalem (Carthusia pro semel tantum excepta), sive mendicantem, sive quamcumque aliam, sine facultate Summi Pontificis, vel sui Generalis transeat, erit enim apostata, atque ita illum appellant Pontifices: Paulus III, in sua Bulla ultima, ubi post privilegium concessum, et factam prohibitionem aliter egrediendi, subdit: *Illos sic egressos ac alios quoscumque dictæ Societatis apostatas, ut etiam alios quosvis insolentes, et qui id mereri videbuntur, in quocumque habitu apostatas prædictos contigerit inveniri, excommunicare, capere, et incarcerare licite valeant,* ex quo verborum contextu constat illos sic egressos vocari apostatas, tum ibi, *et alios apostatas*, tum maxime quia in quocumque habitu inveniantur sic egressi, ut apostatæ excommunicari et capi permittuntur. Pius vero V expressius dicit: *Si quis absque Superioris licentia exiret, et in seculo vel alio etiam regulari loco degere præsumeret, liceat dicto Generali, aliisque dictæ Societatis Præpositis et superioribus eosdem transgressores, et transeuntes tanquam apostatas, ad suam societatem revocare.* Nec dici potest illam particulam *tanquam* esse diminutivam, quia æque cadit in egredientes ad manendum in seculo, vel transeundum ad aliam religionem. Denique Gregorius XIII, in citata Bulla *Dilecte fili*, expresse dicit: *Qui secus fecerit, in excommunicationem, et alias apostatarum pœnas et censuras eo ipso incurrat.* Quid ergo illi deest, ut sit verus apostata? Loquitur autem etiam de transeunte secunda vice ad ordinem Carthusiensium. Unde constat nihil referre, quod tran-

situs fiat titulo majoris perfectionis, vel securitatis, nam hic titulus maxime colorari poterat in ordine ad Carthusiam.

20. Dices : qui sic transit, non potest dici retrocedere ab statu religionis, cum majorem perfectionem intendat. Respondeo : hoc argumento probaretur, si quis illo titulo in eremum tenderet, ut duriorem et perfectiorem vitam ageret sub aliquo habitu religioso, vel quantumcumque austero, non retrocedere, quia semper intendit majorem perfectionem, et consequenter non esse apostatam, quod falsum esse constat. Non sufficit ergo intentio, nisi medium proportionatum sit, ad quod necessarium est ut in vero statu religionis perseveret. Hoc autem non fit in illo transitu; nam ille status qui videtur assumi, non assumitur re vera, et ita duplici titulo fit retrocessio, etiam in eo casu, quia et non permanetur in statu religioso, et violatur pactum religionis prius assumptæ. Ampliari hoc potest, etiamsi religiosus prius fugitivus fuerit, sine animo apostatandi; nam ille etiam non potest suo arbitrio, vel ad vitandum supplicium suæ religionis, aliam ingredi non arctiorem ; nam de arctiori tolerari posset, supposito priori malo; de aliis vero minime, quia illud per se malum est, et non fit licitum ex priori malo, id est, ex præcedenti fuga, quia nemo debet ex iniquitate sua commodum reportare. Addit vero lex quædam Hispaniæ, part. 1, tit. 7, lib. 10, si religiosus fugitivus in ea regione, in qua versatur, cum ad meliorem mentem convertitur, non inveniat monasteria sui ordinis, nec arctioris, vel æqualis, posse ad laxiorem transire, quia si nullum inveniat, etiam potest inter honestos seculares vivere. Ubi Gregorius Lopez advertit legem illam non esse sumptam ex aliquo canone, sed ex dictis Raimundi, quem refert, et sequitur Summa Angelica, verb. *Religiosus*, num. 34. Et intelligendum est quando reditus ad propriam provinciam esset moraliter impossibilis.

### *Secundum dubium, sitne etiam apostata, qui, obtenta quidem licentia, alias Indultorum prædictorum conditiones violat.*

21. Sed quæret ulterius aliquis, an necesse sit servare in hujusmodi transitu ultra licentiam etiam modum vel alias conditiones in prædictis Indultis, seu privilegiis positas ; ita ut etiam per earum violationem apostasiæ crimen incurratur. Ad hoc, generatim loquendo, solum respondere possumus, consideranda esse verba privilegii, et juxta tenorem ejus esse judicandum ; nam modus et circumstantiæ omnes, quæ præceptæ fuerint, servandæ sunt, et siquidem fuerint tales, ut earum omissio irritet ingressum vel professionem in alia religione, vel illa impediat, incurretur per illam transgressionem crimen apostasiæ ; si tamen modus non est tantæ necessitatis, ejus omissio ad tantum crimen non sufficiet. Ratio prioris partis est, quia, eo ipso quod alia professio non est valida, et vel non tempore debito, et in eo statu permanetur, existit religiosus extra statum et obedientiam suæ religionis, cum animo ita perdurandi, sine debita facultate, quod est apostasiæ crimen. Ratio autem posterioris partis e converso est, quia tunc non receditur a statu religioso, etiamsi in modo commutandi illum aliquis defectus committatur, et ideo substantialiter, ut sic dicam, non receditur a pacto professionis, quia transitus fit cum licentia sufficiente, saltem ad valorem actus.

22. *De conditione in speciali, ut intra trimestre fiat transitus.*—Intelligetur hoc melius descendendo ad aliquod particulare, ad cujus instar poterunt facile reliqua declarari. Persistemus autem in eodem exemplo num. 19 allato, de Indulto Societatis, in quo imprimis pro transitu ad ordinem Carthusiensem designantur tres menses, intra quos teneatur illum Ordinem ingredi, qui eo titulo e Societate egressus est. Pro aliis vero religionibus, quando transitus ex licentia Superioris fit, eidem Superiori committitur, ut tempus præfigat. Si ergo sic egressus intra tres menses, vel designatum tempus, religionem aliam ingressus non fuerit, et ad Societatem statim non revertatur, pœnam excommunicationis ipso facto imprimis incurret, juxta Constitutionem Pii V dicentis : *Absque ulla mora ad dictam Societatem regredi teneantur sub pœna excommunicationis præfata*, quam incurrent sive voluntarie non ingrediantur, sive quia non recipiuntur, ut ibidem explicatur.

23. *Temperatur dicta conditio de trimestri.* — Oportet tamen ut ipsa mora non redeundi voluntaria sit, alioquin non erit peccaminosa; si propter impotentiam, vel naturalem, vel moralem, reditus aliquantulum differatur, non incurretur censura, quia excusatur culpa, idemque erit si mora sit adeo brevis, ut prudenti arbitrio non censeatur sufficiens materia peccati mortalis. In quo tamen scrupulose cavenda est mala fides, quia ubi lex præfixit certum terminum ad solvendum de-

bitum, eo ipso quod totum tempus elabi permittitur, tota substantia præcepti violatur, ut patet in præcepto confessionis annuæ, vel recitandi horas quotidie ; non enim licet transferre actum ab uno die in alium, nec differre confessionem in primum diem alterius anni ecclesiastici, nec propter brevitatem moræ fiet illa culpa venialis. Sic ergo posset quis in præsenti argumentari. Non tamen est omnino simile, quia ex vi illius legis non cogitur quis intra terminum trium mensium ad Societatem redire, sed ingredi aliam religionem ; si autem intra illum terminum non ingrediatur, finito illo termino tenetur sine mora redire, et ita tempus redeundi non habet indivisibilem terminum præfixum, sed tantum hunc, ut fiat, scilicet, sine mora, in quo necessario debet intervenire prudens arbitrium, et bona fides, ideoque licet aliqua parva negligentia aliquantulum detineat, non erit statim peccatum mortale.

24. *Quando posset simile evadere.* — Et hoc quidem verum est quoad illud tempus a jure designatum pro Carthusia ; nam, in eo quod Prælatus pro aliis religionibus limitare potest et debet, potest ipse præfixum terminum eumdem, vel diversum ad utrumque effectum designare, verbi gratia, ut intra mensem teneatur redire, vel ingredi ; aut, quod si intra mensem non recipiatur, intra alios quindecim dies redire teneatur ; et tunc videtur procedere ratio facta, quod si, intra præfixum terminum, præceptum non impleatur, substantialiter violatur, et ideo gravis erit culpa, etiamsi post elapsum terminum mora sit brevissima, nisi alia excusatio impotentiæ intervenerit. Posset etiam sufficere ad excusationem probabilis præsumptio voluntatis Prælati, quod non fuerit mens ejus cum tanto rigore terminum illum præfinire, sed cum ea amplitudine qua in moralibus parum pro nihilo reputatur. Et juxta hoc privilegium cessat sollicitudo Doctorum admonentium ne Prælatus religionis det licentiam monacho abeundi, donec ei constet, et aliam religionem esse paratam ad suum subditum recipiendum, et ipsum esse expeditum ad immediate transeundum ; quia alias daretur ei occasio vagandi. Ita Innocentius et alii, in cap. ult. de Renunciatione, et notat Rebuffus, in Practica, tit. de Translatione monachorum, num. 8, et latius referens plures Gregor. Lop., in l. 7, tit. 7, part. 1, verb. *Aotra*. Hoc vero consilium non in aliquo jure, sed in prudenti consideratione auctorum fundatum est : sæpe autem non potest moraliter ad praxim reduci, sed necessarium est dare licentiam subdito, ut eat ad quærendum locum ubi recipiatur. Unde id fieri posse Innocentius fatetur, retento tamen habitu, ut ego intelligo, et præfixo termino, ut vitetur illud incommodum vagandi, et ad hunc finem, et ad tollendam omnem dubitationem, et augendam potestatem, privilegium illud concessum est.

25. *Assignatum tempus ad transitum, an licite insumatur sine animo transeundi.* — Sed quæres an peccet religiosus manens toto illo tempore, verbi gratia, per tres menses extra monasterium, si multo antea vel mutavit propositum ingrediendi alium ordinem, vel certe intellexit non fore in illam recipiendum ; videtur enim non peccare, nam Pontifex absolute concedit, *ut infra tres menses*, etc. ; ergo potest libere uti tota illa concessione, etiamsi jam de effectu desperet, quia, licet data sit licentia propter illum finem, non cessat ipso facto cessante fine, ut patet de quacumque alia facultate data ad existendum extra monasterium per annum, verbi gratia, ad aliquod negotium peragendum ; nam, licet antea perficiatur, non cessat licentia ipso facto, quia ille terminus videtur positus, ut ultra illum reditus, vel ingressus non differatur, non vero sub conditione, ut si antea finitum negotium fuerit, expiret facultas, nisi talis conditio in ipsamet facultate exprimatur.

26. *Primus casus in hac quæstiuncula resolvitur.* — Hæc interrogatio non habet unam simplicem responsionem, quia multis modis possunt circumstantiæ variari. Primo ergo si quis a principio non habeat animum transeundi ad aliam religionem, sed eo colore petat facultatem, ut habeat occasionem eo tempore libere vagandi, non est tutus in conscientia, nam et exeundo graviter peccat, et permanendo eadem intentione extra claustrum, et extra actualem obedientiam alicujus religionis. Probatur, quia illa facultas est subreptitia ; prima enim conditio requisita in tali Indulto est, *ne ad alium ordinem transire velint* ; ergo si revera nolunt, sed solum fingunt velle, nec possunt uti facultate juris, quia de illis jus non loquitur, nec in eis completur conditio quam jus postulat, neque etiam uti possunt facultate Prælati quem decipiunt. Est ergo ille exitus sine legitima facultate ; ergo peccaminosus, et quidem non sine culpa gravi, juxta dicta in superioribus de obligatione ad clausuram ; quamvis enim illa dici non possit apostasia, quia et retine-

tur habitus, ut suppono, et intentio redeundi intra illud breve tempus, neque in exteriori foro appareat fuga, tamen coram Deo revera est quædam fuga, quia est exitus invito Prælato; deceptio enim reddit illum involuntarium; est etiam illa deceptio ex mendacio perniciosa, et contra Prælatum, quia decipit illum in re gravi, et privat illum subjectione et obedientia ipsi debita, et contra religionem, cui potest magnum detrimentum ex similibus fictionibus provenire.

27. *Secundi casus resolutio.* — *Nota.* — Deinde, licet exitus sit factus bona fide, si postea mutat animum, et statuit non ingredi alium ordinem, tenetur statim ad proprium redire, nec potest licite abuti tempore a lege concesso, vel a Superiore designato. Probatur, primo ex natura rei, quia jam non habet legitimam causam permanendi extra claustrum; loquimur enim per se, et ex vi talis exitus, cujus totum fundamentum sublatum est. Unde etiam colligitur licentiam, sive juris, sive hominis, ipso facto cessasse, quia non potest intelligi data nisi ex causa legitima, et juxta exigentiam ejus; illa ergo conditio in ipso Indulto posita, *si alium ordinem ingredi vellent,* intelligitur supponi pro toto tempore, pro quo datur facultas, quia est fundamentum ejus, et veluti causa motiva adæquata, qua cessante, facultas, non tantum inutilis, sed etiam perniciosa efficitur; cessat ergo cessante illa. Unde addo ulterius, si religiosus infra illud tempus desperet se posse ingredi illam religionem, pro qua habuit facultatem, vel quia intellexit se habere inhabilitatem aliquam, vel impedimentum propter quod in nullo illius loco recipietur, eo ipso teneri statim redire ad suam religionem; probatur, quia tunc etiam cessat ipso facto facultas manendi extra claustrum, tum quia rationes factæ non minus probant, quando deest potestas, quam ubi deest voluntas; tum etiam quia si desperatur ingressus, necesse est etiam deficere ab intentione procurandi illum. In his autem duobus casibus, non facile damnabo peccati mortalis quamcumque moram, quæ non excedit terminum a lege vel a Prælato transactum, neque est cum scandalo, vel extrinseca intentione mortali, quia non videtur materia nimis gravis, et a principio non intervenit dolus, ut supponimus.

28. *Ultimus casus expeditur.*—Unde e converso, si hujusmodi religiosus possit statim vel infra tempus brevius intrare alium ordinem, nolit tamen usque ad finem temporis sibi designati, ut toto illo libertate fruatur, non videtur, per se loquendo, peccare mortaliter, quamvis minus religiose faciat. Probatur prior pars, quia ex vi legis solum ei imponitur onus ingrediendi infra illud tempus, et semper habet propositum hoc implendi, ut supponimus; ergo ex hac parte servat jus; ergo facultas sibi concessa semper etiam durat, quia semper durat fundamentum ejus, quod est esse quasi in via ad alium ordinem; ergo in rigore non est ibi gravis transgressio alicujus præcepti, quia non obligatur quis summa celeritate, ut sic dicam, illam viam peragere, sed potius facultas illa concedere videtur totum illud tempus ad transitum illum consummandum. Quia vero directa intentio illius concessionis est terminum illum ponere, ut ultra illum non differatur ingressus, non vero ut per totum illum retardetur, sed quoad hoc permissio tantum esse videatur, ideo si talis detentio sine rationabili causa fiat, non potest aliqua culpa excusari, quia est contra debitum clausuræ religiosæ, et abusus quidam permissionis, sub facultate sibi concessa.

29. *De altera conditione redeundi ad priorem religionem, si in posteriore non perseveretur.* — Additur præterea in illo Indulto, quod explicamus, si hujusmodi translatus, et in alio ordine jam receptus, in illo nolit vel non possit perseverare vel profiteri, teneri, postquam ab illo egreditur, ad Societatem, seu religionem suam, sine mora reverti; cujus ratio manifesta est, quia ille semper manet religiosus Societatis, seu prioris religionis, et solum concessum est ei esse extra obedientiam ejus, ut posset aliam religionem probare; ergo, eo ipso quod ab alia deficit, tenetur ex vi suorum votorum ad propriam religionem redire. Ad hunc autem reditum nullum certum tempus conceditur, sed præcipitur fieri absque mora, et additur eadem excommunicatio, nisi ita fiat; quod intelligendum est juxta supra dicta, quando mora culpabilis est, et ita notabilis, ut prudenti arbitrio ad culpam mortalem sufficiat.

30. Dubitari autem hic solet, an teneatur prior religio sic redeuntem admittere, quod tractat Sylvester, verb. *Religio,* 4, q. 5, et affirmative respondet; estque res manifesta, quia nemo potest a religione expelli sine causa sufficiente; ille autem qui ex legitima facultate voluit ad aliam religionem transire, non dedit causam ut expellatur postea, quia

in alia receptus non est, vel in ea non perseveravit; ergo debet recipi; quin potius addo esse cogendus, et ad hoc teneri Prælatum religionis, quia nec religio, nec ipse religiosus possunt in hoc cedere juri suo, quia esset contra bonos mores, et contra obligationem professionis, quatenus Deo principaliter fit. Idque confirmat cap. *Abbates*, 18, q. 2. Et idem satis indicant Pius IV et Pius V, in dicto Indulto, quatenus dicunt hos religiosos teneri ad reditum, et excommunicant tam ipsos in mora existentes, quam illos recipientes, vel eis auxilium, consilium vel favorem præstantes. Nam hæc omnia supponunt, ex parte etiam religionis esse obligationem illos suscipiendi. Et licet ibidem statim tantum subjungatur, ut Prælatis liceat eos per coactionem, si necessaria sit, revocare, illud verbum *liceat*, non excludit obligationem quam ipsi Prælati ex officio habeant reducendi, seu colligendi hujusmodi vagantes, sed explicat specialem potestatem ibi concessam dictis Prælatis, ut expeditius et efficacius hoc præstare valeant.

31 *De tertia conditione, si translatus deserat illicite secundam religionem, subjaceat jurisdictioni primæ.* — Tertio hic addere possumus concessionem aliam ad modum seu conditionem hujus transitus pertinentem, quæ facta Minoribus est, ut in eorum Compendio refertur, et in Compendio Societatis, verb. *Apostata*, § 10; ratione ergo illius sic translatus ex legitima facultate suæ religionis, non solum si in alia non profiteatur, sed etiam si post professionem in ea factam illam deserat, ut in sæculo maneat, vel etiam ut ad laxiorem transeat, subjacet jurisdictioni Societatis, vel religioni Minorum a qua translatus est. Nam ex vi dictæ concessionis possunt Prælati talis religionis contra illum translatum, tanquam contra apostatam, procedere. Quæ quidem est satis nova potestas, nam ille, profitendo in alia religione, liberatus est ab obedientia prioris; ergo et a potestate coactiva ejus. Unde etiamsi sit proprietarius, vel subornator, non potest a Prælatis religionis puniri, quia jam non est illi subditus; ergo nec propter apostasiam cogi, aut puniri potest. Respondetur tamen, ideo necessariam fuisse specialem Pontificis concessionem, quem constat potuisse hanc jurisdictionem Prælatis prioris religionis communicare, seu delegare. Congruentia autem fuisse videtur, tum quia talis apostasia etiam cedit in injuriam prioris religionis; tum etiam ad vitandam fraudem, ne quis illum transitum procuraret spe liberius postea vagandi, deficiendo ab altera religione, in qua fortasse circa hoc non tanta diligentia adhibetur, licet fortasse in aliis observantiis strictior sit.

32. *Dicta tamen conditio ad duos eventus limitatur.* — Advertendum est autem hoc solum concedi in duobus casibus. Primo, quando ille translatus iterum in sæculum redit; secundo, quando ad religionem laxiorem se transfert. Unde si ad æqualem secundo transeat, etiamsi in eo peccet, non habet Societas, seu prima ejus religio, jus in illum, quia ibi non conceditur, et aliunde non habet, ut probatum est; nec potest fieri extensio per similitudinem rationis, tum quia in privilegiis hoc locum non habet; tum etiam quia nec similitudo rationis ibi reperitur, nam potius congruentiæ adductæ ibi cessant, quia ubi est æqualitas religionis, nec timeri potest fraus, nec propria injuria, sed hæc fit tantum illi religioni a qua proxime receditur, ad quam spectabit illam propulsare. Dubitari autem potest an secundus casus de transitu ad religionem laxiorem intelligendus sit quando fit sine debita dispensatione, vel etiamsi fiat cum illa, si non intercessit consensus Societatis, seu primævæ religionis. Posset enim hic consensus postulari, et tunc dispensatio esset subreptitia, ac proinde nulla, si absque illius mentione impetraretur. Verius tamen existimo intelligendum esse casum illum, quando transitus ad laxiorem fit sine legitima dispensatione, quia si fiat cum legitima dispensatione, nullum crimen committitur, et ideo non potest sic translatus ut apostata tractari. Nec verisimile est talem dispensationem pendere ex licentia vel consensu Prælati prioris religionis, quia neque ad illum cura illius personæ jam pertinet, per se loquendo, neque concessio illa ad hoc extenditur, quantum ex tenore ejus intelligi potest.

### *Tertium dubium principale, an Prælatus religionis gaudentis prædictis Indultis possit dare facultatem ad transitum.*

33. Ultimo circa hæc Indulta inquirit potest an possit Prælatus Societatis, verbi gratia (et idem de aliis intelligi potest cum proportione, juxta uniuscujusque privilegia), an possit, inquam, dare suis subditis licentiam transeundi ad aliam religionem, et an, circa hoc, jus commune aliquo modo immutatum sit, nam cum subditi prohibeantur transire ad aliam religionem sine licentia sui Præla-

ti, consequenter permitti videtur, ut cum illa transire possint; ergo et Prælato datur potestas illam concedendi. Rursus cum Indultum indifferenter loquatur de quacumque religione, imo maxime prohibeat transitum ad laxiorem, videtur etiam transitum ad illam concedere de licentia Prælati, et a fortiori ad æqualem. Confirmatur, quia in illis Indultis sub disjunctione dicitur, nisi de licentia Generalis, vel Summi Pontificis; ergo significatur licentiam Generalis sufficere ad quemcumque transitum, sicut sufficit Pontificis Summi. In contrarium autem est, quia privilegium non extenditur ad aliquid contra jus commune, quantum ad id quod neque in ipso exprimitur, neque ad effectum directe intentum in privilegio necessarium est; talis vero est licentia; ergo.

34. *Primum pronuntiatum in hoc dubio, non solum posse dare, sed interdum debere.* — Circa hoc imprimis certum est posse hos Prælatos dare licentiam transeundi ad aliam religionem arctiorem, seu perfectiorem; probatur, quia hoc jure communi est concessum, vel potius naturali et divino, et per Indulta non est prohibitum, ut per se constat, quia neque in eis invenitur talis prohibitio, neque finis eorum est tollere, sed augere potius jus et potestatem Prælatorum. Quin potius, ut supra dixi, tenebitur Prælatus dare hanc facultatem, si conditiones superius etiam positæ concurrant. De Prælatis autem Societatis existimo nunquam obligari, per se loquendo, id est, ex vi perfectionis alterius religionis, quia merito judicare possunt institutum suum ab aliis non superari in absoluta perfectione, licet in aliquibus austeritatibus corporalibus superetur, ut constabit ex infra dicendis, in tract. 10, de hoc instituto.

35. Solum posset quis dubitare de ordine Carthusiensi, quando secundo postulat licentiam transeundi ad illum, qui jam semel ad illum transiit, et in illo non perseveravit, sed ad Societatem rediit; nam, cum Pontifices in his privilegiis excipiant ordinem Carthusiensem, etiamsi exceptionem limitaverint ad unam vicem, propter vitandam inconstantiam, tamen per hoc satis videntur declarasse, illum ordinem esse arctiorem; ergo quamvis prohibeant secundum transitum ad illum sine licentia, cum non prohibeant hanc licentiam concedere, videtur statim sequi obligatio naturalis dandi illam, quæ etiam est juxta cap. *Licet*, de Regul., quod suam vim retinet, in eo in quo revocatum non est. Respondeo imprimis non teneri in particulari, quando judicant, vel personæ ipsi non expedire, vel religioni esse nocivum; nam, hoc ad minimum, vel concedit, vel supponit privilegium, alias esset inutile, et præter rationem. Deinde assero etiam per se, et ex parte religionis non teneri ad hanc facultatem secunda vice dandam, quia non coguntur credere illum statum esse perfectiorem, nec Pontifices fecisse illam exceptionem, sed ob majorem securitatem, ut supra dicebam. Non dubito tamen, quin in hoc casu possint illam concedere, quia possunt renuntiare privilegia sua, quando hæc renuntiatio non vergit in damnum suæ religionis, ut supponimus in tali casu, etiam in individuo.

36. *Secundum pronuntiatum.*—Secundo dicendum est: quotiescumque Prælatus Societatis judicaverit, vel ad bonum suæ religionis, vel ad majus bonum ipsius religiosi non professi, sed tantum per vota simplicia in Societate emissa, expedire, dare illi licentiam, ut ad aliam religionem transeat, etiam laxiorem, potest id facere, et subditus securus transire. Hoc non assero ex vi Indultorum, quæ nunc explicamus; nam, ut statim de professis dicam, ex illis non satis probatur, sed fundatur hoc in speciali potestate, quam habet Societas ad dimittendos hujusmodi religiosos, etiam a votis suis liberos, ex justis causis, juxta suas constitutiones; nam inde evidenter fit, posse eis dare licentiam ad hujusmodi transitum, per quem non tollitur religiosus status, licet fortasse minuatur. Unde fit ex minori causa posse Prælatum hanc licentiam dare, quam dimittere religiosum, ut ad seculum transeat, quia minor immutatio fit in statu religioso. Verum est tamen non posse religiosum Societatis cogi ad admittendam illam conditionem, quia nemo potest compelli ad profitendam religionem, quam non promisit; si tamen ipse acceptare vellet, Prælatus optime potest sub illa conditione eum dimittere, et ipse tenebitur eam implere, vel ad Societatem redire.

37. Sed quid, si solutis votis dimittatur, cum eo tamen onere ab ipso acceptato? Respondeo, consultius videri ut in eo casu vota non irritentur, sed relinquantur, donec per professionem in alia religione extinguantur, quia nulla apparet necessitas anticipandi solutionem votorum, et aliunde securius id erit ut impleatur conditio, quam si subditus statim liber dimittatur, si tamen postea nolit implere conditionem, vix poterit efficaciter

compelli; nam, licet possit, vel capi, vel puniri, in rigore non est apostata, quia jam non est religiosus, quem statum sine apostasia reliquit; postea ergo ad summum peccat, quia non implet promissum ingrediendi religionem, pro qua infidelitate poterit aliquandiu puniri vel affligi juxta retentam jurisdictionem in talem personam, ex vi prioris pacti, et privilegiorum; si tamen sit pertinax in suo proposito, non est perpetuo excommunicandus aut incarcerandus ob eam rem, sed tandem erit suæ conscientiæ relinquendus.

38. *Tertium pronuntiatum bipartitum.*—Dico tertio, Prælatos Societatis non posse ex vi superioris Indulti dare licentiam professis Societatis transeundi ad strictiorem religionem, nisi aliud habeant. Prima pars probatur, quia imprimis non potest dari hæc licentia ad transeundum ad religiones omnes monachales, excepta Carthusiensi, quia in extravag. *Viam*, de Regul., hoc prohibitum est omnibus mendicantibus, etiam de licentia suorum Superiorum; Societas autem una est ex mendicantibus, quæ, licet nondum existeret quando illa constitutio edicta est, nihilominus ad illam extenditur, tum quia generaliter loquitur Constitutio, et extenditur etiam ad futura; tum etiam quia Pius V, declarans Societatem esse veram religionem mendicantem, concessit illi frui omnibus privilegiis mendicantium; unum autem est quod in illa Extravagante conceditur; nam in favorem totius religionis facta est illa prohibitio, ut constat etiam ex illis verbis, *volentes etiam conservationi ordinum mendicantium providere*; ergo hoc etiam privilegio fruitur Societas, ut religio Minimorum, et quælibet alia vera religio mendicans, quamvis novior sit. Hoc autem decretum revocatum non est per prædictum privilegium, ut statim ostendemus.

39. *Deinde quoad mendicantes.* — Respectu vero religionum mendicantium, non invenitur universalis prohibitio transeundi ab una ad aliam. Referuntur autem speciales prohibitiones transeundi de licentia Superiorum, vel a Minoribus ad Minimos, vel e converso, quo Indulto, quatenus favor est religionis, a qua transitus prohibetur, uti potest Societas per communicationem privilegiorum. Respectu vero aliarum religionum mendicantium, utendum est generalibus principiis supra positis in c. 11, de potestate quam habent Prælati religionum, concedendi licentiam subditis transeundi ad religionem æqualem, vel laxiorem. In quo nos probabilius credimus non posse dispensare saltem in ordine ad laxiorem, ut videtur etiam satis probare Concilium Tridentinum ibi, *cujuscumque facultatis vigore*; nam plane comprehendit etiam facultates propriorum Prælatorum. Quod quidem jus non derogatur per dictum privilegium, quia nec expresse ac formaliter id fit, nec etiam virtute, cum talis derogatio necessaria non sit ad proprium finem et effectum ipsius privilegii. Et hæc est ratio ob quam existimo ibi non esse datam talem potestatem, nam directe solum conceditur, ut subditus non possit exire sine licentia Prælati; inde autem non sequitur quod cum illa simpliciter possit; nam aliud est licentiam esse necessariam, aliud esse sufficientem, multoque magis ad hoc posterius requiritur quam ad primum; ibi ergo solum statuitur ut necessaria sit; ergo inde inferri non potest sufficere, neque ad hoc dari potestatem in Prælato, si aliunde non habeat. Quapropter, nisi Prælatus Societatis judicet aliam religionem mendicantem esse simpliciter perfectiorem (quod nec faciet, nec facere debet in ordine ad suum regimen), non potest ex vi illius privilegii, nec etiam ex vi juris communis, ut existimo, talem facultatem concedere.

40. *Secunda pars declaratur.* — Sciendum est autem (ut aliam pronuntiati partem declaremus) Gregorium XIII, in quadam Bulla *Cum alias*, anni 1582, concessisse Præposito Generali Societatis, ut possit professos e Societate emittere, et eis licentiam conferre ut possint ad quamlibet aliam religionem, etiam laxiorem, transire. In quo Indulto considerandum occurrit non concedi absolute potestatem dandi hanc licentiam professis quibuscumque volentibus transire ad alias religiones, sive monachales, sive mendicantes, sive pares, sive laxiores, solum per modum cujusdam dispensationis, quia magis appetunt aliud vitæ genus, vel sperant se majorem consolationem ibi habituros, vel quid simile. Sed solum concedit cum limitatione ad illas personas, in quibus tales causæ inveniuntur, ut, licet professi sint, eos expediat e Societate ejicere, quod esse non potest nisi propter graves culpas; aliæ enim causæ, quæcumque illæ sint, non sufficiunt ad professum emittendum, ut infra, tract. 10, lib. 11, ostendam.

41. *Suadetur declaratio.*—Quod autem hæc fuerit mens Gregorii, constabit expendendo tenorem privilegii; nam imprimis in petitione seu dubitatione solum proponitur, an Præpositus pro tempore existens valeat etiam

professos ex causis id exigentibus ab ipsa Societate emittere, et ipsis sic emissis liberum sit, de ejus licentia, se ad quemvis alium mendicantium vel non mendicantium ordinem transferre : non ergo de omnibus professis, sed de illis, in quibus tales causæ inveniuntur, quæstio mota est ; nec potestas dandi talem licentiam pro aliis quam pro sic emissis desiderabatur. Et juxta tenorem hujus propositionis respondet Pontifex : *Nos Societatis puritati atque incremento, emissorumque pro tempore saluti consulere volentes*, *statuimus ut in perpetuum liceat dicto Præposito, quos judicaverit, ab ipsa Societate emittere, eosque de ipsius Præpositi licentia, non tantum ad Carthusiensium*, *sed ad quemvis alium*, etc. In quibus verbis primo expendo verba illa, *Volentes consulere puritati Societatis ;* nam ex eis colligo causam hujus emissionis solum esse posse peccata et pravos mores ; nam hæc tantum sunt, quæ puritati religionis repugnant ; hujusmodi ergo causa supponi debet, priusquam illa licentia locum habeat. Deinde, ex cæteris verbis satis constat, solum professis sic emissis talem licentiam dari posse, nam hoc satis expresse in eis continetur ; quod etiam indicatum est in illa particula *et incremento*, quam Pontifex in sua ratione posuit ; nam dare hanc licentiam probis et bonis professis per se non conferret ad incrementum Societatis. Atque hinc per argumentum ab speciali confirmatur prior pars assertionis, quia manifeste supponitur extra hunc casum et modum non habere Præpositum hanc potestatem. Imo ulterius mihi etiam probat, jure communi non habere Prælatos religionum potestatem concedendi suis subditis similem facultatem, maxime extra illum casum ; præsertim quia ibidem prohibentur, ne illa gratia per viam communicationis uti possint, etiamsi alias amplissimam communicationem habeant.

42. *Objectio bimembris.* — Sed occurrit objectio, quia hoc modo nihil novi per illud privilegium conceditur ; nam jure communi possunt Prælati religionis cujuscumque ejicere professos, qui talem pœnam merentur, ut supra probatum est. Item absolute ejectus, sine alia licentia potest quamcumque religionem intrare, cum possit in seculo manere. Respondetur ad priorem partem, primum, privilegium sæpe concedi ad dubium tollendum, et privilegium illud ad hunc finem directe postulatum esse, ut ex ejus initio constat ; et ideo, licet aliud non concederet, quoad hanc partem satis foret. Addo vero ex vi hujus privilegii concedi Præposito, ut non solum juxta rigorem juris communis, sed etiam ex minoribus causis possit professum emittere, si causæ illum gradum attingant, ut ad puritatem, et incrementum Societatis expediat talem personam emittere, ut latius infra, tract. 10, lib. 11, in proprio loco dicemus. Unde ad alteram partem respondetur eisdem modis, scilicet id, quod assumitur, non esse tam certum, quin ad tollendam dubitationem privilegium expediri potuerit. Deinde dicitur videri concessum specialiter Societati, ut possit professum dimittere cum onere transeundi ad quamcumque religionem, quam Prælatus voluerit assignare. Verum est tamen non posse subditum absolute cogi ad exeundum cum illa obligatione, sed necessarium esse ut voluntarie illam acceptet, ut supra generatim vidimus. Nihilominus tamen juste compelli potest proponendo illi optionem, aut sustinendi in Societate condignam suis delictis pœnam, aut transeundi ad aliam religionem, quia religio habet jus puniendi illum ; et liberum eum ad seculum dimittere, cum alias verus religiosus Societatis semper maneat, non judicat expedire ad puritatem et bonum nomen Societatis, et ideo justa est illa compulsio. Ut tamen sit suavior, et facilius conditio a subdito acceptetur, data est ampla facultas Præposito, ut ad quamcumque religionem illi magis accommodatam, licet alias laxiorem, possit transitum concedere. Atque hactenus de privilegiis.

## CAPUT XIII.

### AN RELIGIOSUS LEGITIME TRANSIENS AD ALIAM RELIGIONEM POSSIT TRANSFERRE SECUM ALIQUOD PECULIUM.

1. *Quæstio de transeunte indebite*, *negative resolvenda est.* — Superest explicandum quid religiosum transeuntem consequatur ; vel potius quid transeat cum ipso, vel quid amittat transeundo, quod per tria sequentia capita expediemus. Et primo, ac præcipue dubitari solet, an possit secum deferre mobilia, seu peculium aliquod quod prius habebat de licentia Prælati, vel aliquam partem ejus, vel saltem ea bona quæ ad monasterium attulit. Procedit autem dubium, quando transitus legitime factus est, id est, ex debita facultate, vel justa dispensatione ; nam alias transitus est nullus, et ideo si seipsum transferre non

valet, multo minus bona sua secum deferre poterit. Unde, licet postea contingat religiosum, sic male translatum, manere in alio monasterio, permittente priori religione, et obtenta dispensatione, nihilominus non tenebitur prior religio aliquid de bonis, quæ occasione talis personæ habuit, reddere secundo monasterio, quia ipsa invita translatus est, et altera religio voluntarie illum suscepit, cum suo onere, et sine talibus bonis; ergo, licet postea prior religio consentiat in transitu, intelligitur id facere sine suo præjudicio, et consentiendo receptioni solius personæ prout jam facta fuerat, quod ex dicendis a fortiori constabit.

2. *Imo et de transeunte etiam legitime.* — *Ratio.* — Addo igitur, etiamsi transitus sit validus et legitimus, non posse religiosum secum deferre aliquid ex bonis, quæ in priori religione quovis titulo comparaverat, vel donatione, vel industria, vel alio simili modo. Ita docet Navar., Comment. 4, de Regular., num. 24, vers. *Undecimo*, et cons. 55, de Regular., ubi refert Abbatem, Cardinalem, et alios. Ratio ejus est, quam modo attigimus, quia beneficium per legem concessum intelligitur sine præjudicio tertii; ergo cum jus concedit transitum personæ, intelligi debet sine præjudicio prioris religionis, quoad cætera omnia. Hæc vero ratio supponit aliam fundamentalem, scilicet, quod religiosus nihil sibi acquirit, sed religioni, vel monasterio; ergo, licet postea discedat, non potest privare monasterium dominio talium rerum sua auctoritate, neque aliud monasterium potest illa accipere invito domino; utrumque enim contra justitiam est. Necesse est ergo ut vel prius monasterium velit illa donare, quod non præsumitur regulariter, nisi suum consensum satis exprimat, vel Superior, dispensando in transitu, in hoc etiam dispenset, quod etiam non præsumitur, nisi id declaret, propter rationem a Navarro inductam.

3. *Dicta ratio valet pro quovis transitu.*— Atque hic discursus ostendit, hanc regulam indistincte procedere in quacumque mutatione religiosa, sive sit ad monasterium arctius, sive ad alia, et sive sit ad petitionem ejus per modum dispensationis, sive ex alia causa necessaria, vel per modum coactionis propter culpas, vel etiam propter utilitatem et exonerationem ipsius monasterii cum consensu religiosi, et dispensatione seu privilegio Superioris. In omnibus enim his casibus, si transitus absolute concedatur sine apposita conditione, quasi per modum mutui contractus, de aliquibus bonis secum deferendis, nulla prorsus transferre potest; ratio est, quia dominium acquisitum monasterio in talia bona fuit omnino absolutum, et independens a futura conditione vel mutatione personæ; ita ut, licet in professione includatur conditio, ut persona possit transire ad meliorem frugem, non tamen illa extenditur ad bona, quæ religiosus acquirit post professionem in tali religione.

4. Ratio autem hujus est, primo, quia status religiosus non postulat, nec per se requirit hujusmodi bona, sed potius abnegationem eorum, et ideo, licet quoad personam includatur conditio melioris frugis, non oportet ut illam comitentur bona. In quo est magna differentia inter vinculum matrimonii rati, quando dissolvitur per professionem; tunc enim unicuique parti reddenda sunt bona quæ ad illam pertinent, quia et illorum habebat dominium, et quodammodo per se sunt necessaria in tali statu, quod secus est, ut dixi, in statu religioso. Secundo, quia, quamvis in professione includatur dicta conditio, quamdiu illa non impletur, religiosus est sub absoluto dominio religionis, quia dum conditio non impletur, status est absolutus; omnes ergo actiones ejus, et quidquid ex eis resultat, transeunt in absolutum dominium religionis. Ut si Petrus sit servus Pauli pro certo tempore, vel non, ut talis conditio impleatur, quidquid eo tempore servus acquirit, fit domini, ita ut licet postea impleatur tempus vel conditio, et persona servi fiat libera, bona prius acquisita maneant apud dominum; imo nulla est servitus tam perpetua, quæ non includat saltem hanc conditionem, Nisi dominus voluntarie manumittat; nemo autem dixerit servum manumissum secum posse deferre bona in servitute acquisita; ita ergo de religioso censendum est, qui in his maxime rebus, quæ ad dominium bonorum spectant, fere æquiparatur servo, ut in superioribus dictum est.

5. Dices: esto hæc vera sint de his bonis quoad dominium eorum, non vero quoad usum. Nam hic usus debebatur tali religioso, et hoc jus non amisit propter transitum ad aliam religionem; ergo potest ea bona deferre, non ut dominus illorum, sed tantum ad utendum illis, atque adeo sub hac conditione, ut si post mortem ejus duraverint, ad prius monasterium redeant. Et confirmatur primo, quia qui sentit onus, debet et sentire com-

modum ; sed monasterium secundum recipit onus sustentandi et alendi talem personam ; ergo debet etiam bona recipere, saltem, ut ipsa eis utatur. Confirmatur secundo, quia alias neque vestimenta propria, quibus induitur, nec instrumenta artis, si aliquam fortasse exercet, nec propria scripta etiam proprio ingenio et manu elaborata, nec etiam libros, ubi in particulare peculium conceduntur, poterit talis religiosus secum ferre, quod videtur durissimum. Probatur autem sequela, quia in his omnibus procedit ratio facta, nam omnium illorum dominium religioni fuit acquisitum, et apud eam semper retentum.

6. Respondetur ad rationem, regulam positam tam de usu, quam de dominio esse intelligendam, quia, sicut religiosus non habet dominium, ita nec jus utendi, sed tantum usum facti, et ideo in ipsa persona ex se nihil transit, vel potius nihil in ipsa est, ratione cujus possit secum deferre hujusmodi bona ad usum eorum, nec prior religio tenebatur in rigore concedere illi usum talium bonorum in particulari, sed tantum absolute ad alendum illum ; hoc autem debitum extinctum fuit per translationem; sicut in exemplo de servo, etiam dominus tenetur illum alere, quamdiu servus est ; si autem illum manumittat, cessat obligatio, nec potest secum deferre bona quibus utitur. Sic ergo religio non tenetur dare religioso obligatione justitiæ, nisi quamdiu religiosus ejus est, nam hæc obligatio nascitur vel ex naturali debito, quo totum obligatur alere partem, vel ex mutua æqualitate, et justo contractu inter religionem et religiosum ; sicut enim religiosus non tenetur servire religioni, nisi quamdiu religiosus ejus est, ita nec religio obligatur ad illum alendum, nisi pro eodem tempore, vel sub eadem conditione. Ex quo a fortiori constat, si bona acquisita religioni industria religiosi sint immobilia, non transire cum religioso, etiam quoad usumfructum quamdiu ille vivit, quia etiam dominium talium bonorum fuit absolutum, nec religiosus acquisivit jus fruendi, nec fingi potest alius titulus, nisi forte sustentationis ; ad hanc autem non tenetur prior religio, ut declaratum est.

7. Neque obstat prima confirmatio ; haberet enim locum principium quod assumit, si prior religio alteri invitæ imponeret onus alendi suum religiosum ; non tamen ita est, quia posterior religio voluntarie recipit talem personam, et ideo si non possit sustinere illud onus sine tali subsidio, oportet ut in ipsa receptione conditionem illam explicet, et quod prior religio consentiat, vel quod aliquis Prælatus utrique superior rem componat ; alioquin sibi imputet, quod onus susceperit sine illo commodo. Et deinde jam non alit religiosum alienum, sed suum ; ideoque non deest sufficiens æqualitas, cum actiones etiam et futuræ utilitates talis personæ illius jam sint. Eo vel maxime quod hic modus recipiendi onus sustentandi religiosum sine speciali subsidio temporali, per se est conveniens tali statui, ut in superioribus declaratum est.

8. *De vestibus.*— Ad aliam confirmationem respondetur, ex vi justitiæ concedendam esse sequelam, ut probat ratio ; tamen ex præsumpta voluntate rationabili, et ex recepta consuetudine aliquam posse admitti exceptionem. Quod vero spectat ad vestes, si tantum sit sermo de his quæ ad actualem usum, ut sic dicam, et decentem exitum e monasterio necessariæ sunt, clarum est posse illas secum deferre, tum quia nec debet nudus incedere, nec mutare habitum suæ religionis, donec alterius induat ; tum etiam quia cum ille sit adhuc religiosus talis religionis, licite potest habere usum pro tunc necessarium, saltem rerum quibus tegatur. Quæ ratio probat etiam tunc posse ali de bonis religionis, nec compellendus est mendicare, nisi religio ipsa hoc profiteatur. Si autem de duplicatis vestibus aut aliis ornamentis sit sermo, sine dubio nihil horum potest secum deferre, nisi ex consensu Prælati quem relinquit ; nam de illis omnibus procedit optime discursus factus, quia illarum rerum usus est pro alio tempore futuro, non pro præsenti ; quidquid enim pro eo tempore necessarium est, non duplicatum, sed simplex vestimentum appellamus, etiam si ex variis partibus constet. Quin potius de hoc simplici vestimento dubitari potest, an teneatur secunda religio illud priori restituere, postquam religiosus professus est ; videtur enim in rigore teneri, non minus quam si ibi esset naturaliter mortuus ; vel sicut, si vestem aliquam mutuo acceptam a tertia persona tulisset, teneretur religio illam restituere vero domino ; sic enim quilibet religiosus etiam proprium vestimentum non habet nisi quasi mutuatum a sua religione. Esto tamen hoc ita sit, quoad hanc partem censemus temperare rigorem hunc ex quadam urbanitate, et interpretativo consensu omnium religionum,

quem satis declarat consuetudo; neque enim decebat in re tam minima, vel amaritudinem animi erga transeuntem, vel nimiam affectionem ad temporalia bona ostendere. Unde etiam consuetudo hæc in diversis religionibus, pro majori vel minori paupertate earum, habet majorem etiam vel minorem amplitudinem, quæ sine scrupulo servari poterit.

9. *De peculio librorum.* — De libris autem, sicut non est eadem ratio, ita non est etiam eadem consuetudo; nam libri ex suo genere computantur inter mobilia pretiosa, vel saltem multæ æstimationis, et alioquin non habent usum simpliciter necessarium, sed voluntarium, et præterea potest per alios similes in futurum supplere, et ideo nulla ratio postulat, quod prior religio cogatur librorum peculium concedere, etiam quoad usum, pro futuro tempore, seu pro vita talis personæ in alia religione. Neque etiam est ulla ratio ad præsumendum talem consensum,ubi non fuerit satis expressus, vel ubi non fuerit materia tam parva, ut quasi pro nihilo reputetur. Nec refert quod, juxta morem religionis, libri quasi in peculium stabile, vel ad vitam concedantur, quia nunquam potest ista concessio ita fieri, quin semper pendeat ex voluntate Prælati, qui ad nutum potest illam licentiam revocare, et libros ad usum aliorum religiosorum applicare, ut supra ostensum est; eo autem ipso quod subditus mutat religionem, nec Prælatus persistit in priori voluntate, neque ipse potest ejus facultate uti. Imo, licet talis concessio fiat ex vi regulæ, semper habet conditionem adjunctam perseverantiæ in tali statu; nam omnis lex ad eos tantum, qui sub ea sunt, loquitur.

10. *De manuscriptis ad proprium usum.* — De scriptis autem est mihi nonnullum dubium, licet nonnulli absolute idem de illis affirment, quia illa etiam sunt bona quædam temporalia, et interdum non parvo pretio æstimabilia, quorum dominium etiam acquiritur monasterio; ergo procedit in eis ratio facta. Neque est ibi ratio præsumendi tacitum consensum, quando occulte, et inscio Superiore scripta deferuntur. Hæc ergo sententia sine dubio tutior est. Nihilominus dico esse dubiam, quia scripta videntur esse quasi pars scientiæ et doctrinæ, quam aliquis in religione comparavit; sunt enim in adminiculum memoriæ, a qua maxime scientia pendet. Potest autem religiosus suam scientiam et doctrinam secum deferre; ergo et talia scripta, quibus, ut videtur, injuste privaretur, quia non esset sine magno scientiæ et doctrinæ suæ nocumento, et dominium religionis non videtur esse adeo absolutum, ut possit cum tanta jactura talis personæ illa retinere. Et declarari potest, quia accessorium sequitur principale; scripta autem sunt veluti quid accessorium respectu scientiæ; ergo possunt et debent comitari personam, ad cujus propriam scientiam pertinent. Nihilominus Navarrus, dicto consilio, num. 10, eadem certitudine, qua de aliis bonis, affirmat religiosum translatum solum posse deferre scripta quæ inutilia essent suæ religioni priori, et quæ probabiliter crederet Prælatum donaturum; addere vero possumus, vel quæ juxta morem religionis Prælatus non potest juste negare, vel auferre, nisi in pœnam alicujus gravis culpæ. Addo etiam ob rationem factam, si quis deferat scripta sibi unica, et singularia, quorum copiam invenire non poterit, majorem aliquam excusationem habere, ita ut non audeam illum condemnare, præcipue si solum ad propriam utilitatem illa deferat, animo restituendi illa cum primum, vel transumptum eorum habere potuerit, vel saltem in fine vitæ, si prius absque magno incommodo non potuerit.

11. *De instrumentis artis, quam forte novit translatus.* — Tandem a fortiori constat, instrumenta artis multo magis comprehendi sub bonis quæ deferri non possunt, quia et sunt æstimabilia pretio, et facile etiam possunt pretio comparari, et ab eis non pendet ars ipsa, sed tantum usus ejus. Unde cum talis usus in utilitatem alterius religionis transferatur, ad illam spectabit instrumenta artis præbere. Solent autem esse etiam inter religiosos aliqui insignes artifices, habentes exquisita aliqua instrumenta, quibus similia, vel non invenient, vel non sine magno labore et difficultate, et in his posset habere aliquam vim illa ratio, quod privari tali instrumento esset magnum incommodum; quæ ratio suadet quidem debere Prælatum tunc se facilem exhibere, saltem ad mutuandum simile instrumentum, ad usum ejus, vel pro toto tempore vitæ, vel donec aliud simile habeat, vel certe ad vendendum illud, si alius posset illud pretio redimere.

## CAPUT XIV.

### AN CUM RELIGIOSO TRANSEUNTE TRANSEANT ETIAM IMMOBILIA, VEL PRETIOSA MOBILIA QUÆ FORTE RATIONE ILLIUS PERTINEBANT AD PRIOREM RELIGIONEM.

1. Superest vero dicendum de bonis præsertim immobilibus, vel mobilibus pretiosis, quæ in propria specie extant, vel quibus monasterium ditius factum est, sub quibus maxime pecuniæ comprehenduntur; de his ergo omnibus, quæ secum attulit religiosus, quando primam religionem ingressus est, non immerito dubitatur an possit illa secum deferre, cum ad aliam transit, etiam reluctante Prælato; nam in his videtur esse dissimilis ratio, quia, licet per professionem transeant in dominium religionis, tamen ibi intervenit pactum, quod habet implicitam conditionem, donandi, scilicet, illa monasterio, pro tempore quo personam ipsam secum habuerit, nam illa bona comitantur personam, cujus hæc videtur esse justa et rationabilis intentio.

2. Circa hoc aliqui jurisperiti, ut videri potest in Decio, in Authent. *Generali*, C. de Sacrosanct. Eccles., num. 4, et Anchar. cons. 69, num. 8, distinguunt de illo, qui ante legitimam ætatem professus est, vel debito tempore; et de priori aiunt, bona, quæ attulit, transire cum illo ad alium monasterium; de posteriori autem negant. Sed distinctio non est necessaria; quia si professio ita est facta ante legitimam ætatem, ut fuerit invalida, et nunquam fuit ratificata, clarum est personam illam, quocumque transeat, posse deferre secum sua bona, neque oportebat specialiter loqui de defectu ætatis, sed generaliter de quocumque annullante professionem. Ratio enim generalis est, scilicet, quia semper retinuit dominium illorum, nam votum paupertatis validum nunquam fecit; ergo neque a se bona sua abdicavit; item seipsum non tradidit valide monasterio; ergo nec bona; nam quoad hoc saltem, certissimum est illud principium, quod in hoc negotio bona sequuntur personam, quod est commune Bartoli et Doctorum in Authent. *Si quæ mulier*, et Authent. *Ingressi*, et Authent. *Generali*, de Sacrosanctis Ecclesiis, quia saltem hoc necessarium est in principio traditionis. De hoc ergo casu nulla est quæstio, saltem juxta antiquum jus; nam ex quodam jure novo Concilii Tridentini potest habere aliquam difficultatem, quam in capite sequenti attingam. Si autem professio, invalide facta ante ætatem, postea valide ratificata est, sive expresse, sive tacite, parum refert quod professio nulla antecesserit. Itaque generaliter loquimur de quocumque religioso vere professo, et de transitu etiam valido ac legitimo, ut in cap. præced., n. 1, etiam monui.

3. Alii ergo censent hujusmodi bona transire cum religioso etiam quoad dominium et proprietatem, pro qua citantur Calderinus, cons. 29, de Regular., colum. 2; Socinus senior, lib. 4 Consil., cons. 92, num. 14 et sequent. Et Menochius, lib. 2 de Arbitrariis, cap. 436, num. 11, qui fundantur in ratione dubitandi proposita. Et potest confirmari ex cap. *Quod a te*, de Clericis conjugatis, ubi de clericis apostatantibus a suis Ordinibus dicitur: *Sane Ecclesiis quibus intitulati fuerunt si de possessionibus, aut aliis bonis, aliqua contulisse noscuntur, cum ab earumdem Ecclesiarum ministerio fuerint et beneficio sequestrati, ad ipsos debent recta via sine contradictione remitti;* ergo a fortiori in præsenti casu debent transire, cum ipsa persona, bona quæ monasterio donaverat.

4. Alii distinguendum putant, si religiosus transit cum legitima licentia, vel sine illa; item de bonis quoad proprietatem vel quoad usumfructum; nam in priori casu, quando transitus illicite fit, negant posse ullo modo secum deferre bona; quando autem juste fit, affirmant posse et debere, saltem quoad usumfructum, ne fiat difficilior hujusmodi transitus ad perfectiorem religionem; nam si cogatur relinquere talia bona in monasterio, non erit ita liber et expeditus, ut transire possit ad perfectiorem statum, quod esset impedimentum ponere ascensui ad perfectiorem statum, quod esset inconveniens.

5. Mihi placet sententia Navarri absolute negantis talia bona transire cum persona, quam etiam tenet Covar., referens multos in cap. 1, de Testamentis, num. 20 et 21, juxta quam sententiam dicendum est, nec transeuntem posse tuta conscientia per vim vel fraudem illa secum deferre sine consensu monasterii, nec monasterium teneri de justitia ea donare, quoad proprietatem, usumfructum aut usum; quod intelligo per se, et seclusa exceptione, quæ propter accidentales circumstantias fieri potest. Quia vero

hoc non est æque certum in omnibus bonis, neque in omni transitu, ideo oportet hæc distinguere, et sigillatim probare. Duobus ergo modis potest religiosus conferre monasterio quæ prius habebat, vel jus ad illa quæ habere poterat, primo necessaria consecutione, et ex vi juris communis, eo ipso quod vult ibi religionem profiteri. Secundo, liberali voluntate, et donatione distincta a traditione suæ personæ, quia nimirum poterat ante professionem illa bona aliis donare, et voluit potius dare monasterio, quod maxime procedit, quando non solum ex negatione donationis, vel legati, aut testamenti facti in favorem alterius, sequitur necessaria successio monasterii facta professione (hunc enim casum in priori modo includimus), sed, quia necessaria est positiva actio donandi, et hanc etiam voluntarie habuit.

*Ostenditur data resolutio, quando bona obveniunt priori religioni ex vi professionis in ea facta.*

6. Quando ergo bona transierunt in monasterium priori modo, in nullo casu potest illis privari, saltem quoad proprietatem, propter transitum personæ, quia jure quasi hæreditario acquisivit absolutum dominium eorum, sine dependentia ab actuali existentia, seu perseverantia talis personæ in tali religione, vel monasterio. Quis enim talem dependentiam, vel conditionem apposuit; an religiosus ipse? at ille non potuit, quia, licet voluntas ejus fuerit necessaria ad profitendum, tamen, supposita voluntate hac, jam non ex ipsius arbitrio, sed ex necessitate juris transeunt illa bona in monasterium. At jus illam conditionem non ponit, sed absolute vult bona illa transire in monasterium, quia supponit personam illam quasi mortuam, et statum illum perpetuum, et propter accidentales et raros casus non adhibuit dependentiam, vel conditionem, quæ possit magis obesse, quam prodesse stabilitati illius status.

7. Dices : ille poterat testari, vel illa bona aliis donare; ergo etiam potuit hanc conditionem vel hoc onus monasterio ponere. Respondeo primo, probabile esse illam conditionem esse repugnantem professioni, de quo statim dicam. Deinde, quando nullum condit testamentum, sed permittit religionem quasi ab intestato succedere, licet voluntarie et liberaliter hoc faciat, tamen per hoc nullam apponit conditionem, sed relinquit ut religio succedat juxta dispositionem jurium, sicut qui non instituit hæredem, solum hac intentione, ut nepos ab intestato succedat, gratiam quidem illi facit, non tamen propter hoc aliquam illi conditionem apponit; si autem religiosus condat testamentum, et monasterium instituat hæredem, et dictam conditionem expressam non apponat, absoluta est etiam successio, quia illa conditio, nec ex natura rei subintelligitur, nec præsumi debet, præsertim præsumptione juris, cum illa reputetur mors quædam civilis; qui autem ante mortem naturalem instituit hæredem, non habet subintellectam hanc conditionem, ut si contingat ad vitam redire, ei etiam restituantur bona. Si autem fingatur casus, in quo illa conditio in testamento expresse ponatur, primum non existimo esse moralem, quia illa conditio indicat animum non satis constantem et firmum in statu quem assumit, et ideo nemo illam adhibebit, nec religio deberet illam vel personam acceptare ; an vero in rigore addi possit, statim dicam a numero decimo sexto.

8. Atque hinc infero idem judicium esse de quibuscumque bonis, quæ post professionem talis religiosi adveniunt monasterio per necessariam successionem, quatenus induit seu repræsentat personam ejus. Probatur, quia illorum omnium dominium absolute acquirit non ex nova voluntate religiosi, sed ex vi ac necessitate juris communis, supposita solum priori voluntaria professione. Nec potest religiosus jam professus illam conditionem, vel onus aliquod super talia bona religioni apponere, quia jam mortuus est, neque ullum jus habet circa talia bona. Neque etiam ex vi prioris pacti, vel professionis intelligitur talis conditio magis apposita pro bonis adventitiis in futurum, quam pro illis quæ statim cum ipsa persona proveniunt. Imo, licet aliqua bona postea adveniant religioni, jus ad illa vel ad successionem illorum, translatum fuit in religionem in puncto professionis, quod jus inter bona incorporalia statim acquisita religioni computari potest; ergo, sicut alia bona tunc absolute acquiruntur, et sine ulla conditione, ita et jus illud; ergo eodem modo acquiruntur postea religioni omnia bona, in quæ necessario succedit propter illud jus.

9. Sequitur etiam resolutionem positam procedere de transitu talium bonorum, non solum quoad proprietatem, sed etiam quoad usumfructum vel usum. Probatur, quia imprimis nullum est jus positivum, quod in præsenti materia aliud disponat de usufructu, quam de proprietate ; secluso autem jure po-

sitivo, ususfructus ex natura rei est domini cujus est proprietas, nisi etiam ex aliquo pacto humano hæc separentur, quod hic etiam nullum est ; ergo sicut prior religio juste retinet proprietatem talium bonorum, ita etiam professionem tam civilem, quam naturalem, et usumfructum eorum. Solum superest declaranda ultima particula antecedentis ; nam cætera omnia et illatio per se nota videntur ; probatur autem ex dictis, nam, præter professionem, nullum pactum intervenit super talia bona inter religiosum et religionem, ratione cujus pacti ususfructus talium bonorum reservetur religioni posteriori, si ad illam transire contingat ; ostendimus enim religionem succedere non ex speciali voluntate religiosi, sed ex vi juris communis ; cum ergo jus commune illam reservationem non faciat, nec religiosus potest sua voluntate illam superaddere. Deinde, esto posset, de facto nihil tale declarat, nullam enim omnino conditionem adhibet, nec etiam est cur ex natura rei subesse intelligatur, ut explicuimus, et magis ex dicendis constabit.

*Ostenditur deinde eadem resolutio quando bona obveniunt ex mera liberalitate religiosi.*

10. *Probatio, quando liberalis donatio facta est absque ulla conditione.* — Superest ut dicamus de aliis bonis, quæ religiosus suo mero arbitrio extra legis dispositionem religioni donat in ipsa professione, vel ante ipsam ; nam post ipsam non habet locum hic modus donationis, cum religiosus, neque aliquid sibi retinere possit, ut de illo postea, cum voluerit, donationem faciat, nec potest aliquid de novo acquirere, quod non ipso facto statim in religionem transeat. De hujusmodi ergo bonis idem imprimis dicendum est, quando donatio in principio simpliciter facta est, nulla in ea adjecta conditione vel limitatione ; quia etiam tunc monasterium obtinet absolutum dominium talium bonorum ; ergo quidquid postea eveniat, non posset juste sine suo consensu illis privari ; patet consequentia, quia hic etiam nullum est jus naturale, vel positivum, quod illam obligationem imponat, nec etiam est ulla ratio subintelligendi hanc tacitam conditionem in illa donatione ; nam, licet fiat occasione professionis, non tamen fit sub conditione aliqua pendente in futurum ; imo ipsa professio est actus ita legitimus, et intrinsece perpetuus, ut non pendeat in futurum, et ideo ad summum potest intelligi illa donatio dependenter a professione, ut de præsenti fit, ita ut, si contingeret professionem esse nullam, donatio etiam nulla redderetur ; tamen facta professione valida, nulla conditio de futuro intelligitur nisi exprimatur.

11. *Hæc probatio non solum valet quando religio vult retinere religiosum, sed etiam quando expellit.* — Et hæc ratio maxime urget, quando non stat per religionem quominus religiosum semper retineat, quia, quantum est ex se, parata est ad illum alendum, et ad implendam conditionem, etiamsi fingamus fuisse in donatione inclusam ; ergo injustum esset illam cogere ad bona alteri tradenda. Imo idem certum existimo, etiamsi ex justa causa religiosum emittat ; quia donatio monasterio facta, neque ipsi religioso debet dare licentiam ad liberius peccandum, nec religioni debet adimere libertatem ad expellendum illum, si suis peccatis id mereatur ; utrumque autem sequeretur, si cogeretur religio bona reddere quando illum expellit. In hoc autem casu si religiosus sic punitus transferatur in aliud monasterium, ut ibi in pœnam detrudatur, alendus quidem erit sumptibus monasterii quod illum ejecit. Id tamen non est propter bona quæ in monasterium contulit ; eodem enim onere tenebitur monasterium, etiamsi nulla temporalia bona ab illo habuisset ; sed ratio est, quia non debet gravari aliud monasterium, nisi omnino sponte velit ipsum sine alimentis recipere, de qua re in simili materia optime loquitur Gregorius, lib. 1, epist. 42, ubi latius tractat non solum de monachis, sed etiam de clericis sæcularibus habentibus propria bona, qui propter lapsus detruduntur in monasteriis. Si autem contingeret injuste expelli, etiam tunc non debet pati religio grave nocumentum propter unius Prælati injustitiam, vel imprudentiam, sed cogendus est Prælatus, vel illum iterum admittere, vel alere, aut alio modo injuriæ factæ satisfacere. Et quando justum esset monasterium privare bonis propter tale delictum, id non esset ex intrinseca obligatione orta ex priori donatione, quod nunc agimus, sed esset quædam pœna per Superiorem imponenda.

12. *Valet etiam de usufructu, sicut de proprietate.* — Atque hic discursus non minus probat de usufructu bonorum quam de proprietate, quia hic etiam habet locum ratio supra facta in num. 9, cum monasterium sit verus dominus, esse etiam usufructuarium, quia nullum est jus vel pactum humanum, ratione cujus impediatur verus dominus frui

et uti re sua. Neque etiam talis obligatio provenit ex alia obligatione, quam habebat hæc religio ad alendam talem personam, tum quia hinc ad summum sequeretur obligatio ad tribuendum ei sufficientia alimenta in alio monasterio, non vero ad dandum totum usumfructum, aut totum dominium utile, si fortasse pluris æstimatur. Tum etiam quia nec alimenta tenetur dare, quia parata est ad alendum illum in suo gremio permanentem, et ad hoc solum a principio se obligavit.

13. *Objicitur saltem non videri valere nisi quando transitur ad religionem laxiorem vel æqualem.*—Dices, hoc ad summum procedere, quando religiosus transit ad laxiorem vel æqualem sine culpa religionis, et solum permittente, vel dispensante ad illius postulationem, ex opinione probabili cap. 11, a num. 16, tractata; tunc enim nisi in ipsa permissione, seu licentia, ipsamet religio se voluntarie obliget ad aliqua alimenta præstanda, profecto non potest ex conscientia vel justitia obligari, etiamsi in præstando suo consensu hanc conditionem seu libertatem a tali obligatione non expresserit; quod fortasse esset consultoris, non tamen necessarium, quia per se nullus est in re ipsa titulus talis obligationis, sed alia religio, quæ illum recipit, sibi consulat et videat quale onus assumat. At vero quando transit ad perfectiorem religionem, utitur religiosus jure suo; ergo non debet privari actione quam habet ad usumfructum talium bonorum, vel saltem ad alimenta. Et hic etiam habet locum congruentia alterius opinionis, scilicet, ne difficilior fiat transitus ad meliorem frugem; unde sicut in ipsa professione includitur conditio, nisi velit transire ad altiorem religionem, in donatione bonorum intelligi potest inclusa proportionata conditio. Quæ ratio si quid probat, in omnibus bonis, etiam per necessariam successionem comparatis, locum habet, et licet in usufructu vel alimentis majorem quamdam speciem congruitatis habere videatur, tamen in rigore etiam procedit de proprietate, quia si semel admittatur illa conditio subintellecta, etiam in ipsa donatione proprietatis dicetur includi.

14. Dico ergo, quantacumque bona religiosus donaverit monasterio, non habere post professionem majorem actionem ad usumfructum eorum, quam si nihil contulisset, vel quam habeat quilibet alius religiosus professus ejusdem monasterii. Item e converso, religionem ipsam non teneri majori obligatione justitiæ ad alendum talem religiosum quam alios, qui nihil contulerunt. Quæ doctrina invenitur passim in Sanctis Patribus, Basilio, Augustino, Benedicto, et aliis, qui de monasticis institutis scribunt. Et est evidens, tum quia æque pauper dicitur, qui dives erat, ac qui nihil habebat; tum etiam quia religio non obligatur ad alendum religiosum, proprie et per se, propter temporalia bona quæ ab illo habuit, sed propter professionem religiosam; illa autem bona censentur per modum eleemosynæ liberaliter donatæ, perinde ac si inter alios pauperes fuissent distributa. Hinc ergo ad illam difficultatem respondeo, etiam si quis ad altiorem religionem transeat, non posse deferre secum talia bona, vel usumfructum eorum, quia nullum jus ad illa habet, ut probatum est, atque ita nulla actione privatur, quia religio non tenetur illum alere, nisi in eadem permanentem, nec etiam tenetur parare illi viam, ut sic dicam, per temporalia commoda, ut se relinquat et ad aliam perfectiorem etiam transeat; satis enim est quod non resistat neque impediat. Nec dici potest impedire, eo quod bona non restituat, quia carentia temporalium bonorum per se non impedit, imo est optima dispositio ad ingressum religionis, præsertim arctioris, quæ in hoc debet majorem puritatem observare, sine temporali subsidio, vel spe religiosos, admittendo; quod si contingat, aut nolle, aut non posse, accidentarium est obstaculum, quod alia religio non tenetur tollere, sua bona erogando.

15. Optimum exemplum est in monialibus, quæ non recipiuntur ordinarie sine dotibus, et tamen cum de licentia Sedis Apostolicæ de uno ad alium monasterium transferuntur, earum dotes monasteriis, quæ relinquunt, remanent, ut constat ex usu, et habetur in quadam declaratione Cardinalium ad Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 5, de Regularibus, qui absolute loquuntur de transitu, sive sit ad arctiorem, sive non, et sive sit ejusdem, sive alterius religionis. In monialibus autem maxime potest impediri hic transitus ob dotem non restitutam, quia in alio nulla recipitur regulariter sine dote, et aliam quærere non est facile; sed hoc impedimentum non imputatur huic monasterio, quia non tenetur dotare monacham suam, ut in alio recipiatur. Est etiam optimum argumentum a simili: si religiosus tempore suæ professionis copiosam donationem suorum bonorum fecisset hospitali, et postea velit transire ad arctiorem re-

ligionem, numquid teneretur hospitale reddere bona, vel usumfructum eorum, ne transitus fiat difficilior? Cur ergo obligabitur religio, cui non minus absoluta donatio facta est, et cujus bona non minus, imo magis ecclesiastica sunt, et ob eam causam difficilius etiam alienari possunt; unde ad hoc confirmandum, non parum juvant, quæ de non alienandis ecclesiasticis bonis sacri canones statuunt.

16. *Discutitur resolutio de liberali donatione, an possit fieri sub conditione.* — Superest ut explicemus quid dicendum sit, si a principio in ipsamet donatione expresse addita fuerit hæc conditio, ut quacumque ratione contingat religiosum mutare suum statum, religio teneatur vel bona reddere, vel saltem dotem competentem pro alio monasterio, vel saltem alimenta, aut quid simile. In quo imprimis dubitari potest, an talis conditio sit iniqua et invalida: videtur enim non esse, quia nulli est injuriosa, suppono enim donationem esse liberalem, de bonis, scilicet, quæ posset novitius aut novitia non donare monasterio; potest ergo ea donare prout voluerit; ergo et sub illa conditione. In contrarium autem est, quia illa conditio videtur esse contra votum paupertatis, ac proinde contra substantiam professionis. Probatur assumptum, quia per illam conditionem retinet illa persona jus aliquod ad illa bona; habere autem tale jus, repugnat voto paupertatis, nam est retinere aliquod genus dominii, quia jus illud æstimabile pretio est, et est quoddam bonum temporale, quamvis incorporeum.

17. *Deciditur affirmative, tamen ordinarie male sonare talem conditionem.—In quo eventu satis honesta esset.* — Quæ ratio procedit quidem optime, si conditio in eo sensu apponatur, ut persona retineat jus aliquod ad talia bona; posset tamen in alio sensu poni, in quo non video intrinsecam malitiam, scilicet, ut religio maneat in conscientia obligata ad subveniendum religioso in tali occasione, etiamsi ipse nec jus, nec actionem aliquam contra religionem habeat; hæc enim duo et inter se non repugnant, et optime compatiuntur cum integro voto paupertatis, ut supra visum est. Imo addi etiam posset in tali conditione, ut si religiosus transierit ad aliam religionem, eo ipso altera religio acquirat jus ad talia bona, quia hoc etiam nihil derogat paupertati ipsius personæ, et aliunde nec justitiæ repugnat, ut ratio supra facta probat; ergo talis conditio sic intellecta non est intrinsece mala. Non potest tamen negari quin male sonet, quia, ut num. 7, in fine, dicebam, indicat animum non satis constantem in statu quem assumit. In aliquo tamen casu raro possent occurrere circumstantiæ, quæ conditionem illam postulare etiam secundum prudens consilium videantur, ut si femina, religionis habitum assumens in aliquo monasterio, timeret probabilem necessitatem transeundi postea ad aliud, vel ejusdem ordinis, vel alterius, ex gravi causa, et legitima facultate; si ergo priori monasterio copiosam donationem bonorum faceret, nulla inconstantia neque indicium ejus est sub conditione ponere, ut, occurrente tali casu, vel cogente tali necessitate, teneatur monasterium primum dare secundo competentem dotem, aut usumfructum dotis, vel alimenta, aut aliquid simile; supposito ergo tali casu, seu modo donationis, dicendum plane est teneri monasterium implere conditionem, eo modo quo in contractu posita fuerit, quia est justa, et paupertati non repugnat, ut declaravimus, et nulla est lex canonica quæ resistat; nam illa non esset alienatio bonorum ecclesiasticorum, quia illa bona nunquam fuerunt simpliciter donata tali monasterio, sed sub tali modo, vel usque ad complementum talis conditionis.

18. Ex dictis sequitur, si religiosus, vel religiosa, ex dispensatione Pontificis quantumvis justa, revertatur ad sæculum sine ullo vinculo professionis et votorum, non posse deferre secum bona quæ religioni donaverat absolute, sine consensu religionis, nisi hoc ipsum Pontifex in sua dispensatione specialiter concedat. Probatur, nam idem fundamentum absoluti dominii habet locum in tali casu. Imo in eo magis urget, quia, licet persona Deo consecrata revertatur ad sæculum, non propterea debent bona Deo consecrata profanari, seu alienari, vel, ut ita dicam, ad sæculum redire; neque in dispensatione personæ continetur dispensatio in alienatione bonorum, nisi in specie concedatur; neque etiam causa, quæ ad primum sufficiat, erit semper sufficiens ad utrumque; quin potius, ut dispensatio in persona tolerabilis sit, erit regulariter conveniens ut pro bonis non concedatur, sed quod relinquantur religioni; videantur quæ in simili tractat Rebuffus, in Procemio ad regias Constitutiones, gloss. 5, n. 23, ubi ex multorum sententia dicit, religiosum factum sæcularem non succedere in hæreditate paterna, quod difficilius.

19. Dices: in eo casu tollitur fundamentum talis donationis, vel cujusvis tituli, quo mediante bona illa pervenerunt ad monasterium vel per testamentum, vel per successionem necessariam, etc.; ergo eo ipso redibunt bona ad priorem dominum, quia, ablato fundamento, evertitur quidquid in illo nitebatur. Antecedens patet, quia tota ratio translationis talium bonorum in monasterium est, vel incapacitas personæ ad dominium talium bonorum, vel voluntas donandi illa, fundata in tali professione; per illam autem dispensationem et professio tollitur, et persona fit habilis ad dominium talium bonorum. Confirmatur, quia si Papa dispenset in matrimonio rato, eo ipso revertitur ad sponsum quidquid sponsæ donaverat, et e contrario, quia destruitur fundamentum; ergo similiter in præsenti.

20. Respondetur, nec professionem, nec incapacitatem dominii esse fundamentum, ut sic dicam, a quo pendeat in conservari dominium absolute datum monasterio de talibus bonis, sed solum fuit veluti occasio aut motivum, ut talis donatio monasterio fieret, sicut si donatio illa facta esset pauperibus, vel consanguineis, quia, ut diximus, donatio æque absoluta est. Imo, in præsenti casu multo minus potest pendere a tali conditione, quia religiosum professum per religionem fieri non religiosum rarissimum est, et moraliter non consideratur in tali contractu, seu donatione. Ad simile, quod affertur de matrimonio, respondeo, unum esse casum in quo, via et jure ordinario, potest matrimonium ratum dissolvi, per professionem religionis, in quo casu jure etiam communi statutum est, quid de bonis invicem donatis ab sponsis faciendum sit, ut in superiori tractatu visum est. Dissolutio autem matrimonii per dispensationem extraordinaria est, et de his quæ raro eveniunt; et ideo pro illo casu nihil jura disposuerunt, et ideo si quæ donatio intercessit, tenor illius considerandus est; nam, si donatio fuit omnino absoluta, et non expresse ad supplementum dotis, vel ratione matrimonii sustentandi, certe non revocabitur donatio propter dispensationem illam, maxime si præbendo consensum ad dispensationem, nullam conditionem de donatione revocanda sponsus exigat; et ita ex hac parte potius confirmatur doctrina data. Si autem fuit conditio posita saltem generalis, ut si matrimonium, quacumque ex causa, non pervenerit ad effectum, donatio rescindatur, servanda est, quod nihil etiam obstat his quæ diximus.

*An saltem religiosi Societatis, qui vota tantum simplicia emiserunt, possint deferre secum bona quæ ipsi Societati donarunt, si ab ea dimittuntur.*

21. Ultimo occurrit speciale dubium in hoc puncto circa religiosos Societatis, qui professionem non emiserunt, sed per vota simplicia incorporati sunt, et aliquid de bonis suis Societati donarunt, an, si postea emittantur, possint deferre secum talia bona, et consequenter teneatur Societas ea reddere, et donationem rescindere. Est enim hoc proprium Societati, ut non necessario succedat in bonis suorum religiosorum secundum commune jus, sed ipsi religiosi possunt et debent juxta suas constitutiones de suis bonis disponere, et ita non habent hic locum omnia, quæ de priori genere bonorum diximus. Possunt autem si velint, sicut aliis pauperibus, ita etiam Societati bona sua, vel eorum partem donare, prout in tract. 10, lib. 4, cap. 6, exponetur; de hac ergo donatione dubium est, an idem sit judicium quod de religiosis professis. Videtur enim hic esse dispar ratio, quia, licet ex parte religiosi oblatio et obligatio sit perpetua, ex parte religionis non fit absoluta obligatio retinendi perpetuo hujusmodi religiosos, sed sub conditione, *Nisi ipsi hoc demeruerint*, vel alia simili; ergo ratio postulat ut donatio, quæ fit religioni, habeat etiam hanc conditionem, Si religiosum non expellat, vel similem. In contrarium autem est, quia forma donationis absolute fit; ergo etiam confert absolutum et irrevocabile dominium: patet consequentia, tum quia talis persona potest hoc modo donationem facere, et voluntas ejus ex verbis colligenda est; tum etiam quia, si eodem modo faciat donationem consanguineis vel pauperibus, non rescindetur donatio, etiamsi postea e Societate emittatur. Accedit præterea quod alias sequerentur incommoda supra tacta in aliis religiosis. Primum ac præcipuum est, quod tales religiosi non perfecte renunciarent temporalibus bonis, nam semper haberent spem recuperandi illa, si ad sæculum redirent, quod vel repugnat omnino, vel derogat multum religiosæ paupertati. Secundum, quia hinc sequeretur occasio licentiose vivendi, quia vel sperarent non esse dimittendos a religione, ne cogantur etiam bona dimittere, vel certe minus timebunt dimitti, quia jam habent unde vivant. Tertium,

ex parte etiam religionis minuetur libertas ad dimittendum religiosum dyscolum, ne cogatur bona illi reddere, quæ fortasse sustentando alios jam consumpsit, quod ad commune bonum ejus esset magnum incommodum.

22. *Decisio per triplex pronuntiatum.* — In hac re nihil existimo posse ex communi jure definiri, quia pendet ex modo contractus seu donationis, quæ est res facti potius quam juris. Nam, loquendo de possibili, certum est potuisse hujusmodi religiosum absolute talem donationem facere, sine ulla conditione quæ in futurum pendeat, quod probat evidenter ratio facta pro parte affirmante, quia voluntarie facit, et est absolutus dominus, et quia ita potest alienare, vel donare aliis ; cur erit in hoc religio pejoris conditionis, aut magis incapax talis donationis ? Secundo, censeo certum, facta in hunc modum donatione, non teneri religionem in rigore justitiæ, talia bona reddere tali personæ, si eam juste a se dimittat. Probatur primo ex ratione facta ; nam in eam fuit absolute translatum dominium. Item, quia tertia persona, cui facta esset similis donatio, non teneretur ea restituere in eodem eventu. Dices, non esse eamdem rationem, quia alia persona non est causa talis mutationis in hujusmodi religioso; at religio est causa illius, et constituit illum in novo statu, in quo indiget talibus bonis. Sed hoc parum refert ; nam vel religio injuste hoc facit, vel juste. Si injuste, est contra conditionem positam in pronuntiato, estque ille casus distinctus, in quo merito obligatur, et cogenda est religio, ut reddat bona ei quem injuste dimisit ; illa vero obligatio non est ob defectum prioris donationis, sed propter specialem injuriam respectu talis personæ sic donantis. Si vero justa est dimissio, ut in casu supponimus, non debet propterea religio obligari ad relinquenda bona quæ juste possidet, cum nec ratione rei acceptæ, nec ratione alicujus injuriæ teneatur. Neque in eo casu imputari potest religioni infelix eventus talis religiosi, sed ipsi imputandus est ; nam propter hanc etiam causam, nulla facta est in principio injuria tali religioso, obligando illum ad relinquenda bona sua, exponendo se illi periculo ; nam imprimis non obligatur unquam relinquere talia bona religioni, sed liber ad hoc relinquitur. Deinde sicut non cogitur talem religionem ingredi, ita nec bona alienare ; si autem voluntarie utrumque facit, nulla ei fit injuria. Denique non potest dici exponi periculo, quantum est ex parte religionis, cum nunquam dimitti possit, si ipse velit vivere juxta regulam status quem assumit, ut latius, tractat. 10, suo loco dicemus. Unde addo tertio, hujusmodi renuntiationem, etiamsi fiat in favorem religionis, fieri in hoc sensu absoluto et immutabili, seu independente a mutatione, quæ potest accidere circa statum personæ. Probatur rationibus factis, quæ mihi certe probant alium modum donationis esse valde perniciosum religioni, non tam in temporalibus quam in spiritualibus, et ideo nec acceptat, nec acceptare debet donationem in alio sensu factam, nec permittere ut renuntiatio aliter fieret, in cujuscumque favorem fiat.

23. *Moderamen prædictorum pronuntiatorum* [1].—Quamvis autem religio ex justitia non teneatur hæc bona reddere in hujusmodi casibus, ex quadam æquitate, et ad tollendam omnem occasionem offensionis, potest licite, vel omnia, vel aliquam eorum partem priori domino reddere, vel pretium eorum, quia hæc non censetur alienatio simpliciter bonorum religionis, sed quædam justa dispensatio, necessaria ad conservandam libertatem, quam talis religio profitetur, ad dimittendas personas quæ sibi non congruunt ; imo, ex praxi, et consuetudine instituto consentanea, videntur hæc bona a principio acceptari a religione, cum hac potestate et libertate dimittendi etiam illa simul cum persona, si fuerit expediens ad finem Societatis, et ad communem ædificationem. In hac tamen æquitate facienda, observare etiam necesse est ne nimium gravetur religio, quæ per multos annos alit personam, quæ postea litteris et aliis donis instructa dimittitur, et nihilominus integra vult recipere bona quæ donaverat, quod non potest non esse grave onus religionis. Cavendum etiam est ne facilitas in hac parte generet in subditis certam spem recuperandi bona in simili eventu ; nam posset hæc esse occasio licenter vivendi, ut supra dicebamus. Denique præcavendum est etiam ne hoc sit tam frequens, et tali modo fiat, ut inducatur consuetudo obligationem inducens.

[1] Vide p. 2 Constit., c. 3, lit. B, et decretum 8 Congreg. 5.

## CAPUT XV.

AN CUM RELIGIOSO TRANSLATO TRANSFERANTUR ETIAM PRÆROGATIVÆ QUIBUS IN PRIORI RELIGIONE FRUEBATUR?

1. *Prima regula circa prærogativas religionis a qua fit transitus. — De prærogativa antiquitatis, et eam consequentibus. — De prærogativa Prælaturæ.* — Per prærogativas hoc loco intelligimus quamcumque facultatem activam, ut eligendi, ferendi suffragium, etc., vel capacitatem passivam, ut eligatur, verbi gratia, ad tale officium, ministerium, vel beneficium; item jus sedendi in tali loco, et similia; item immunitates vel exemptiones a tali onere, vel labore, etc. Circa quod advertendum est, sermonem esse posse, vel de his omnibus, quatenus fundantur in professione facta in religione a qua fit transitus, et in ejus regula, vel quatenus fundari possunt in professione et regula alterius religionis. Nam, quatenus ex natura rei consequuntur quamcumque personam in religioso statu existentem, nisi ab extrinseco illis privetur, constat transitum nihil obesse talibus prærogativis. Duas ergo generales regulas constituo. Prima est: omnis prærogativa præcise fundata in professione primæ religionis, et in regula ejus, non transit cum persona, sed amittitur transitu consummato; exempla sunt, primum de antiquitate religionis, nam illa fundatur in professione facta in tali religione, et ideo quamdiu in illa permanetur, computatur per se loquendo a die quo ibi professio facta est. Talis autem professio non valet pro alia religione, quia per illam non est effectus membrum ejus, nec obligatus obedientiæ ejus. Hac enim ratione, qui transfertur, et aliam religionem per annum probare, et in ea professionem emittere debet, ut recte Navarrus, consil. 60 et 67, de Regular., in 2 impressione. Hinc ergo fit, ut translatus amittat antiquitatem quam habebat in monasterio priori, et consequenter fit, ut amittat locum, et quodcumque privilegium sibi debitum ratione antiquitatis. Fit etiam ut translatus ad monasterium alterius ordinis, non sit capax Prælationis in illo ordine, nisi in eo professionem emittat, quia capacitas ad Prælationem alicujus ordinis, secundum ordinarium jus, fundatur in professione facta in eodem ordine, ut in superioribus late tractatum est, et habetur etiam ex Tridentino, sess. 15, cap. 21, de Regular., et sess. 14, cap. 10, de Reformat. Unde etiam si quis ad hunc finem ex uno ad alium ordinem transferatur, ut ibi Prælationem exerceat, non debet sine speciali dispensatione ad Prælationem admitti, nisi prius ibi professionem emittat. Unde cum professio perpetua sit, quamvis ille postea Prælationem dimittat, vel quacumque de causa illa privetur, in eodem ordine ad quem fuit translatus manere debet, ut recte dixit Navarrus, cons. 61, de Regular., et sequitur Emmanuel Rod., tom. 3, quæst. 52, art. 16, ubi fusius hoc disputat; sed mihi videtur res extra omnem controversiam.

2. *Secunda regula bipartita de prærogativis religionis ad quam transitur.* — Secunda regula est: postquam translatus ad alium ordinem ibi professus est, consequenter habet quamcumque prærogativam, facultatem, aut capacitatem quam alii religiosi ejusdem ordinis habent ex vi suæ professionis et regulæ, nisi specialiter in aliquo prohibeatur per jus. Probatur prior pars, quia ille translatus post professionem est verus religiosus talis ordinis; nam professio, ibi facta, vera professio est, ejusdem speciei, ut sic dicam, cum professionibus aliorum ibi solum profitentium; et ratione prioris professionis, non est talis persona incapax, nec per se demeretur omnia privilegia et commoda talis religionis. Prior enim professio optima fuit, unde habuisse illam non nocet; in præsenti autem jam non existit, neque obligat, quatenus repugnare poterat posteriori, quia quoad hoc per illam irritata est. Mutatio autem ab una in aliam, vel fuit consilii, ut si translatio fuit in religionem perfectiorem. Si autem fuit ad laxiorem, supponitur autem facta ex legitima dispensatione, et consequenter honeste; ergo translatio ex nullo capite impedit quominus translatus fruatur omnibus effectibus et commodis professionis illius religionis ad quam translatus est, et quam denuo est professus. Confirmatur primo, nam per professionem posterioris religionis amittit omnia jura specialia prioris professionis, argumento capituli *Si quis jam translatus*, 21, quæst. 2, et c. *Ne pro*, 16, quæst. 1; ergo debet gaudere omnibus juribus secundæ professionis. Confirmatur secundo, nam ille per secundam professionem tenetur sustinere onera omnia talis religionis, quia eodem voto obedientiæ et paupertatis astringitur, ad quod faciunt quæ tractat Navar., Comment. 4, de Regular., num. 26 et 27; ergo debet

etiam gaudere omnibus commodis talis professionis, nam qui sentit onus, debet etiam et commodum sentire. Atque hinc fit, ut hujusmodi translatus jam professus habere debeat locum et suffragium juxta morem et regulam talis religionis; sequitur etiam posse eligi in Prælatum ejusdem religionis, quantum est ex hoc capite, et similiter posse habere beneficia regularia talis religionis, et sic de aliis privilegiis, etc., de quibus multa apud Navarrum, in dicto Comment. 4, et in citatis consiliis de Regularibus.

3. *Dicta Clementina ad omnes Mendicantes extenditur.* — Exceptio autem, seu posterior pars regulæ, addita est primo propter Clementinam primam de Regularibus, in qua statuitur ut mendicantes omnes, qui ad religiones non mendicantes transierint, vocem aut locum in Capitulo habere non possint, etiamsi ab aliis concedatur, et ut assumi non possint ad Prioratus, administrationes, officia, curam animarum, vel regimen, vel etiam ad hæc loco aliorum exercenda. Et ita fiunt ad hæc omnia incapaces, ut quidquid in contrarium factum fuerit, sit irritum et inane. Quæ constitutio suam vim retinet, et omnino servanda est; ratioque illius fuisse videtur, ut religiosi mendicantes in sua paupertatis professione stabilius et quietius perseverent. Gaudent autem illo privilegio, non tantum quatuor antiquiores ordines mendicantes, sed etiam recentiores, ut religio Minimorum, et religio Societatis, ut supra cap. 12, num. 38, in simili dictum est, quia tam veræ mendicantes sunt hæ posteriores, sicut et priores, ut per Pontifices declaratum est, et infra, tractatu 9, ostendemus, et ita comprehenduntur sub lege universali, quæ, disponens in ea specie, comprehendit etiam futuras religiones mendicantes, sicut decreta, quæ generaliter disponunt de regularibus, comprehendunt quamcumque religionem de novo approbatam.

4. *Huic extensioni obstare videtur Navarrus.* — Potest autem contra hoc citari Navarrus, cons. 57, de Regularibus, in prima impressione, et 66, in secunda, ubi ait religiosum Sanctæ Mariæ de Mercede, translatum ad ordinem non mendicantem, non incurrere dictas inhabilitates, quia religio Mercedis non est ex quatuor mendicantibus de quibus Clementina loquitur; sentit ergo solum dictos quatuor ordines comprehendi in illa Clementina; idem etiam suadet ejus ratio, quia illa dispositio est pœnalis, et ideo non debet extendi. Sine dubio tamen non fuit hæc mens Navarri, sed ratio ejus in illa responsione fuit, quia dicta religio Sanctæ Mariæ omnino non est ex mendicantibus, ut ipse sentit in cons. 63 ejusdem impressionis, vel 65 alterius. Ubi etiam addit, quod si illa religio ex primæva institutione, vel ex nova reformatione a Papa confirmata, profiteretur paupertatem in communi, in ea haberet locum dispositio dictæ Clementinæ; ergo sentit non limitari ad quatuor ordines prædictos, et ita confirmat declarationem datam.

5. *Ad locum citatum in num. præced.* — In priori ergo consilio, illa dictio *quatuor* casu addita videtur; et ita in fine ejusdem consilii melius dixit Clementinam loqui de mendicante transeunte, et ideo non extendi ad non mendicantem, et hoc ad summum concludit congruentia. Quamvis autem lex illa, licet respectu translati videatur pœnalis, vel potius odiosa, simpliciter est favorabilis et privilegiativa, quia respectu totius religionis, cujus bonum majus est, continet privilegium et favorem. Hinc vero non sequitur, etiam ad non mendicantes extendendam esse, quia etiam privilegia maxime debent propriis terminis contineri. Sicut e converso, quamvis lex illa esset pœnalis, extenderetur ad omnes vere mendicantes, etiam denuo approbatos, quia lex etiam pœnalis non est ita limitanda, quin proprietas terminorum servetur.

6. *Extenditur deinde ad omnes non mendicantes, præter Carthusianos.* — Sicut autem ex parte mendicantium universalis est constitutio, ita etiam ex parte religionum ad quas fit transitus, est prorsus universalis, et comprehendit omnes non mendicantes, etiamsi Apostolica auctoritate ad eas transitus fiat, ut in textu expresse dicitur. Invenio autem quamdam limitationem adhibitam a Congregatione Cardinalium, circa Concilium Tridentinum, sess. 14, cap. 11, his verbis: *Omnes cujuscumque religionis legitime translati ad Carthusianos possunt in eadem Carthusiensi religione in claustro Priores, et extra claustrum Procuratores esse.* Quæ exceptio firmat regulam in contrarium quoad omnes alias religiones, et ipsa videtur fundata in principio juris, sub generali regula non includi casum specialem rationem habentem, qualis in præsenti est Ordo Carthusiensium, juxta frequentem juris consuetudinem.

7. *Extenditur denique ad omnem administrationem.* — *Non tamen recte extenditur ad officium prædicandi et docendi.* — Quæri au-

tem ulterius potest, quid comprehendatur sub officiis et muneribus quæ his religiosis translatis prohibentur. Sed de hoc videri potest glossa ibi, et Panormitanus, qui sentiunt sine distinctione omnia officia illis interdici, non solum quæ jurisdictionem habent, de quibus est res indubitata, sed etiam quæ solam habent administrationem, ut officium Œconomi, Syndici, et Castaldi, ut loquitur illa Glossa, quam vocem alia Glossa, in § *Pœna*, Institut. de Injuriis, significare dicit actorem servum. Quæ ampliatio ex verbis textus satis colligitur; nam prohibet assumi ad omnes administrationes et officia, non solum tanquam principales ministros, sed etiam ut tenentes locum aliorum. Quod vero Glossa et Panormitanus habet de ministerio prædicandi, nimium mihi videtur, tum quia in verbis textus in rigore non comprehenditur, nam in prioribus verbis, *Ad prioratus quoque, administrationes*, etc., sermo tantum est de muneribus pertinentibus ad administrationem rerum temporalium; postea vero de spiritualibus solum dicitur : *Quodque animarum curam et regimen, nec pro se possint, nec pro aliis exercere ;* prædicare autem non est exercere curam aut regimen animarum ; neque obstat quod prædicare sit officium curæ; non est enim officium, prout dicit potestatem, sed prout dicit actum : ibi autem non prohibetur his translatis omnis actus curandi, sed ipsa cura et regimen. Nam etiam ministrare sacramentum Confessionis seu Eucharistiæ, est officium curæ, et tamen dicendum non est hos esse factos inhabiles ad hæc sacramenta ministranda. Tum etiam quia, in hac actione, non est eadem ratio quæ in aliis ministeriis, quia non est verisimile aliquem transire a mendicantibus ad non mendicantes, ex nimio affectu concionandi, nam ad hoc munus ex se aptiores sunt mendicantes ordines, quod secus est de ministeriis temporalibus, vel de aliquo beneficio, etc. Pontifex autem voluit hujusmodi occasionem præcidere. Et ideo non credo prohibuisse hoc munus prædicandi, præcipue cum ad commune bonum spirituale ordinetur, sicut nec prohibuit munus legendi, seu docendi, quæ oneris esse, et non honoris exposuit Sixtus V, in declaratione sui Motus proprii de legitimis, quæ hanc etiam interpretationem confirmat.

8. *Secundum fundamentum ejusdem posterioris partis sumitur ex Tridentini decreto. — Prima prohibitio hujus decreti, et ne fiat transitus nisi ad manendum in claustro.* — Secundo posita est illa exceptio propter quoddam decretum Concilii Tridentini, sess. 14, c. 11, de Reformatione, quod sic habet : *Quia regulares de uno ad alium ordinem translati, facile a suis Superioribus licentiam standi extra monasterium obtinere solent, ex quo vagandi, et apostatandi occasio tribuitur, nemo cujuscumque ordinis Prælatus, vel Superior, vigore cujusvis facultatis aliquem ad habitum, et professionem admittere possit, nisi, ut in ordine ipso ad quem transfertur, sub sui Superioris obedientia in claustro perpetuo maneat; ac taliter translatus, etiamsi Canonicorum regularium fuerit, ad beneficia sæcularia, etiam curata omnino incapax existat.* In quo decreto duæ prohibitiones continentur : una pertinet ad observantiam clausuræ in hujusmodi translatis, et directe ibi solum præcipitur ne hujusmodi recipi possint, nisi ut, in ordine ad quem transferuntur, in claustro sub Prælati obedientia perpetuo maneant. Ponderanda est enim illa particula *ut*, per quam significatur mentem Concilii fuisse prohibere, ne translatio vel receptio translati fiat ad hunc finem, ut ea occasione translatus maneat extra claustrum de licentia Prælati illius ordinis ad quem fit translatio. Unde, si expresse vel tacite eo fine translatio fiat, sine dubio graviter peccabit et transiens et recipiens illum.

9. *Transitus absque illo fine manendi in claustro, licet illicitus, non est irritus.— Nisi dispensatio ad transitum sit surreptitia aliunde.* — Quæri autem potest an receptio in eo casu sit irrita ; nam Concilium solum dicit : *Admittere non possit nisi*, etc. Tamen quia non addit verba irritantia, non videtur ex vi illius prohibitionis receptio , vel professio irrita ; quando enim Concilium hoc intendit, id exprimit, et verbum *non possit* solam prohibitionem significare frequenter solet. Ex alio tamen capite posset illa translatio esse irrita, si quis, procurans transitum revera illa intentione, dispensationem peteret sub alio titulo vel colore, tacita illa circumstantia; talem enim dispensationem subreptitiam judico, utpote obtentam ex falsa vel diminuta narratione contra Pontificis mentem, quæ, sine dubio, in hac parte Concilio conformis est. Hac ergo ratione, omnia subsecuta in vi talis dispensationis erunt irrita, sicut essent si absque ulla dispensatione fierent. Et præterea etiam post factam hujusmodi translationem prædicta intentione, non potest Prælatus dare licentiam sic translato ad manendum extra

claustrum juxta expressam vel tacitam conventionem præcedentem, quia hoc manifeste est contra intentionem Concilii. Unde nihil aliud est quam consummare delictum contra prohibitionem Concilii. Propter hujusmodi autem delictum nulla pœna imponitur a Concilio ; non tamen propterea causa gravis non est, nam materia est gravissima, et verba Concilii satis etiam rigorosa sunt.

10. Addit vero Navarrus, Comment. 4, de Regular., n. 12, Concilium in hac parte non videri novum jus inducere, sed antiquum declarare ; antiquum autem vocare videtur ipsum jus naturale et divinum, quod hujusmodi transitum ea intentione factum videtur reprobare, quia nullum jus scriptum invenitur prius circa hunc casum conditum. Unde, quia ille modus transeundi non est per se ita intrinsece malus, quin possit ex aliqua magna necessitate honestari, concludit Navarrus, si nunc occurrat casus in quo ex natura rei licite posset fieri talis receptio propter illum finem, etiam nunc posse fieri , non obstante Concilio, quia non est verisimile, voluisse Concilium prohibere receptionem alias justam, in eo casu, in quo potest esse ad remedium alicujus religiosi necessaria.

11. Hæc interpretatio Navarri pia est ; non possumus tamen adhærere illi, quia magis pium est præcepta servare, et lex Concilii non est tantum declarativa juris naturalis, sed etiam dispositiva, et constitutiva novi juris, ut constat ex verbo illo *possit ;* si enim tantum declarare intenderat, diceret *nemo posset*, etc. Quia vero novam prohibitionem imponit, dicit *nemo possit*. Cujus etiam signum est, quia si ex natura rei tantum loquamur, sæpissime illud fieri posset sine peccato, saltem mortali, quando existentia extra claustrum futura esset ad determinatum locum, et opus religioso dignum, et ex parte personæ sine morali periculo , etc. Non potest autem dici in omnibus illis casibus nunc etiam hoc licere, non obstante Concilio , quia est contra tenorem verborum ejus, et contra disciplinam religiosam, quam reformare intendit, unde nec Navarrus id admittit, nisi in raro casu. Neque est verum illam legem latam esse ex præsumptione , et ideo non obligare ubi cessat præsumptio. Nam aliud est motivum legis, aliud præsumptio. Concilium autem motum est ad eam legem ferendam, ex eo quod ex facilitate dandi licentiam ad permanendum extra claustrum sumi solet occasio vagandi, ut in principio dicit ; hæc autem non est præsumptio, sed certum judicium, ratione cujus fertur generalis et absoluta prohibitio, quæ omnes casus, etiam de se non malos, comprehendit, quia indistincte fertur, et hæc est vis positivæ prohibitionis. Non ergo prohibet omnia, quia præsumat omnia et singula futura fuisse mala , etiamsi non prohiberentur, sed quia illa materia moraliter est nociva et periculosa, id satis est, ut absoluta prohibitio fiat, quia leges morales considerant quod frequentius accidit, ut dicitur in leg. 4, 5 et 6, ff. de Legibus. Quocirca, licet in aliquo casu particulari cesset finis hujus legis, non ideo cessat obligatio ejus, ut constat ex doctrina de legibus, nisi fingatur casus , in quo esset contra charitatem non admittere volentem transferri eo fine et modo. Sed imprimis , licet casus admittatur , solum sequitur per epiikeiam cessare obligationem prohibitionis, non vero illam non esse veram legem de novo aliquid prohibentem. Et deinde casus ille vix potest evenire , et multo minus potest esse tam urgens , quin concedat locum et tempus ad petendam dispensationem.

12. *Secunda prohibitio decreti allati num.* 8. — Altera prohibitio illius decreti est, ut religiosus translatus non possit habere sæcularia beneficia etiam curata, imo, ut sit incapax illorum, unde fit, etiamsi illi dentur, collatio non teneat. Sed advertendum verba Concilii poni cum illo addito, *taliter translatus*, et in eis oriri dubium , an referantur ad verba posita in principio capitis, *de uno ad alium ordinem translati* , an vero ad eos qui translati fuerint, ut extra claustrum maneant. Quod est quærere an hæc sit pœna eorum , qui in posterum translati fuerint contra illam dispositionem Concilii , an vero sit conditio apposita pro omnibus translatis ab uno ordine in alium , quantumcumque licite ac recte facta sit translatio, ita ut illa non sit pœna, sed quasi irregularitas pœnæ adjuncta a Concilio, ad præcidendas occasiones translatis manendi extra claustrum. In qua re dubius ego sum, et ob hoc ipsum dubium videbatur prior sensus præferendus , quia sumus in materia odiosa, quæ restringenda est, et quia si Concilium de omnibus translatis loqui voluisset , non dixisset *taliter translatus* , sed absolute *translatus*.

13. Nihilominus juxta sincerum contextum posterior sensus videtur præferendus ; præcipit enim Concilium ut religiosus unius ordinis non admittatur in alio, *nisi ut in ordine ipso ad quem transfertur , sub sui Superioris*

*obedientia in claustro perpetuo maneat;* statim vero subdit, *ac taliter translatus*, etc., ubi manifeste constat, illud *taliter*, referri ad modum recipiendi et transeundi proxime præscriptum; loquitur ergo de translato etiam legitimo modo. Nec propterea superflue addita est particula *taliter*, quia posita est ad augendam et exaggerandam curam, et providentiam quam Concilium adhibuit in hac lege, per quam voluit, ut etiam legitime translati nullo modo possent occasione beneficiorum sæcularium extra claustra manere. Et ideo etiam interposuit illam particulam augmentativam, *etiamsi Canonicorum regularium fuerit*, quia illi maxime videntur capaces horum beneficiorum, ut inde etiam constet nullam in hac prohibitione admittendam esse exceptionem, etiam positam in præcedenti puncto de ordine Carthusiensi, cujus institutum magis abhorret ab hujusmodi curis, et sæcularibus beneficiis. Voluit ergo Concilium, in hac parte, non solum auferre translatis intentionem manendi extra claustra, sed etiam impedire qualemcumque spem, quam concipere possent de hujusmodi libertate obtinenda, mediis hujusmodi beneficiis, quamvis transitus non esset ad eum finem ordinatus.

14. *Decretum loquitur de transitu ad alium distinctum ordinem.* — Attente autem ponderanda sunt illa verba, *de uno ad alium ordinem translati*. Nam ex eis plane constat, non habere locum in transitu intra eumdem ordinem, etiam si sit mutando filiationem ab uno monasterio in aliud, vel ab una provincia in aliam, ubi hujusmodi filiationes sunt in usu; quia illa non est translatio ab uno ordine in alium, sed ab uno monasterio ad aliud, vel ab una provincia in aliam, et ideo tunc non est necessaria nova professio, sed quædam incorporatio; et transitus fit cum tota antiquitate professionis, et cum aliis prærogativis communibus toti religioni. Unde obiter confirmatur quod supra, numero 11, dixi, legem hanc Concilii non tantum esse declarativam juris naturalis, sed specialem addere prohibitionem; nam si solam rationem spectemus, tam alienum est a vera religione, mutare monasterium ejusdem ordinis, propter finem obtinendi facilius licentiam vivendi extra claustrum, ac mutare ordinem; et nihilominus Concilium hoc specialiter prohibuit inter diversos ordines, et de eodem nihil locutum est, sed hoc reliquit arbitrio et prudentiæ Prælatorum ejusdem ordinis; nam interdum fortasse potest hoc expedire religioni, cui necessarium est habere religiosum extra claustrum, et non habet in tali monasterio personam accommodatam; tunc ergo alium transferri ex altero monasterio propter hunc finem, ut maneat extra claustrum, non est malum.

15. *An sit distinctus ordo eo ipso quo habet distinctum Generalem.* — Solum potest dubitari an habeat locum hoc decretum Concilii in transitu a familia unius ordinis ad aliam familiam ejusdem ordinis, quando sunt ita divisæ, ut unum caput, seu Generalem communem non habeant, quales sunt familiæ S. Benedicti, aut S. Bernardi in Lusitania, Castella, et Italia, et in Ordine Carmelitarum Mitigati, et Discalceati, et in Ordine S. Francisci, Conventuales, Observantes, et Capucini Hispaniæ. In his enim et similibus est specialis ratio dubitandi, quia, licet propter convenientiam in regula et primo fundatore, censeantur una religio, tamen simpliciter videntur distinctæ, quia unitas religionis est unitas corporis politici, quæ sine uno capite non videtur esse posse. Sed de hac unitate vel distinctione talium religionum dicturi sumus tractatu sequenti; nunc, quod ad præsens attinet, videtur hæc unitas sufficiens, ut hic transitus non censeatur esse ab uno ordine in alium. Quod præcipue videtur clarum, quando pluralitas illa familiarum solum est propter diversitatem nationum aut regnorum; nam hæc diversitas valde materialis est, cum alioquin in fine, et substantialibus mediis, cæremoniis, regula, clausura, et habitu sit conformitas. Convenientia autem in uno capite etiam erat ex vi institutionis inter has familias, et semper remanet aliquod ejus vestigium; quod autem Summus Pontifex exemptionem majorem aut minorem huic vel illi familiæ, et Prælatis provincialibus vel nationalibus earum tribuat, non tollit prædictam unitatem; imo, licet singulas cum suis Prælatis immediate sibi in omnibus subjiceret, sufficienter in illo unirentur, tanquam in uno supremo Prælato talis religionis, præsertim in ordine ad transitum de quo agimus, in quo magis consideratur unitas, vel distinctio in modo vivendi, et tendendi ad perfectionem, ex vi talis professionis. Et ideo ubi distinctio harum familiarum est etiam in rigore vitæ, et observantia regulæ, et aliquo modo in habitu, magis dubia est dicta resolutio. Nihilominus tamen etiam pro his religionibus censeo esse retinendam, tum quia substantialis

convenientia semper manet; tum maxime quia verba legum intelligenda sunt juxta communem usum; communiter autem, quælibet ex his religionibus una reputatur, ut tota religio S. Francisci numeratur una ex mendicantibus, et alia religio Carmelitarum; et ideo communiter etiam, qui mutatur ab una familia in aliam, non censetur mutare religionem.

16. *Quid dicendum de asportatione bonorum in hoc transitu.* — Est autem advertendum in hoc transitu intra eamdem religionem posse habere locum quæ cap. præced. diximus de bonis temporalibus secum deferendis vel relinquendis; nam, quantum attinet ad religiosum ipsum, idem est fundamentum paupertatis, ut nihil secum deferre possit, nisi quæ ad necessarium usum conceduntur. Quod vero spectat ad ipsa monasteria, potest quidem intra eamdem religionem esse major quædam bonorum communicatio, in qua imprimis servanda est regula; deinde honesta consuetudo; postea decens ac prudens liberalitas Prælati, quæ paupertatis et discretæ administrationis limites non excedit. Quando vero tanta est distinctio provinciarum, seu familiarum ejusdem religionis, ut nec convenientiam in uno Generali habeant, nec communes congregationes, seu capitula, tanta solet esse distinctio in temporalibus bonis, quanta inter diversas religiones, et ideo omnia superius dicta in rigore servanda sunt, nisi ubi aliud habuit consuetudo.

17 *An jam legitime translatus possit licentiari ad vivendum extra claustrum.* — Ultimo dubitari potest, an post translationem factam ab una religione ad aliam, legitime, et juxta intentionem Concilii, possit postea Prælatus æquali libertate, seu facultate, seu ex simili ratione dare licentiam translato ad vivendum extra claustrum, sicut cæteris subditis suis. Ratio dubii est, quia si hoc admittimus, nullius utilitatis est providentia Concilii, quod in legibus interpretandis cavendum est. Antecedens patet, quia Concilium cavere voluit, ne hi translati facile obtineant licentiam manendi extra claustrum; et ideo prohibet ne ad hoc recipiantur; si autem eadem facilitate possent hanc licentiam obtinere, qua cæteri, non obstante hac prohibitione Concilii, non consequeretur Concilium quod intendit. Respondetur nihilominus posse Prælatum eodem modo mittere, vel licentiam dare his translatis, ac cæteris, solum facta exceptione, ne illa facultas detur titulo beneficii sæcularis. Ratio est, quia Concilium hoc non prohibet; seclusa autem prohibitione, nihil est cur hi sint pejoris conditionis, aut cur religio minorem potestatem in eos habeat, si fortasse illis extra claustrum indigeat. Antecedens patet, quia Concilium nullam de hac re mentionem fecit, sed solum ne transitus seu recessio fieret ad hunc finem manendi extra claustrum. Item, quia postea Concilium addidit specialem prohibitionem, et incapacitatem beneficiorum sæcularium; solum ergo prohibere voluit ne hoc titulo possent extra claustra manere; ergo, quoad reliqua, commune et antiquum jus integrum reliquit.

18. Nec propter hoc fit inutilis prior Concilii prohibitio, quia per illam solum voluit cavere, ne a principio in ipso transitu, fieret quasi implicitum pactum inter religiosum transeuntem, et religionem ad quam fit transitus, non recipiendi illum ad eum alendum, sed solum quasi ad acquirendum jus in illum, et remittendum seu licentiandum illum, ut extra claustrum vivat, et quærat unde ali possit; nam hinc magna religionum perversio et infamia creari posset. Quæ incommoda non sequuntur ex eo, quod religiosus legitime translatus æque in hoc subsit potestati Prælatorum ac cæteri religiosi. Atque ita sensit etiam Navarrus, dicto Comment. 4, de Regular., n. 21, et 15, ubi alias rationes adducit, quæ in eo videri possunt. Unum vero addit, quod mihi dubium est, scilicet hunc translatum posse esse vicarium Episcopi, nisi obstet Clementina I, de Regularibus, id est, nisi sit translatus a religione mendicante, ad non mendicantem. Censet itaque quoad hoc Concilium nihil obstare, et in hoc dico esse dubium, ex ea parte qua Concilium prohibet hunc translatum habere beneficia sæcularia, etiam curata; nam, licet vicaria Episcopi, in rigore, beneficium non sit, tamen videtur esse quid majus quam ordinarium beneficium curatum, et ratio, quæ Concilium movere potuit, in illa etiam viget. Nihilominus tamen, quia in lege rigorosa proprietati verborum standum est, veram existimo illam Navarri assertionem, de qua plura inferius, in c. 19.

## CAPUT XVI.

### AD QUID TENEATUR RELIGIOSUS EPISCOPUS FACTUS, QUANTUM AD VOTUM CASTITATIS ET PAUPERTATIS.

1. *Assumi ad Episcopatum convenienter potest religiosus.* — Non inquiro an hic transi-

tus licitus sit, quia id certum et indubitatum est. Cum enim status Episcoporum perfectior sit quam status religiosorum, sine dubio licitum est ab hoc ad illum ascendere, dummodo debitus modus servetur. Est autem debitus modus, quod et rite electus sit seu provisus, et quod de licentia sui Prælati, et non alias, Episcopatum acceptet, juxta juris dispositionem, in c. *Si religiosus*, et in c. *Quorumdam*, de Electione, in 6, quam supra, tom. præced., explicando materiam voti religiosæ obedientiæ, declaravimus, et in tract. 10 aliquid addemus; si ergo in reliquis debitus modus servetur, nihil est in persona religiosa, ex vi status, cur non possit ad Episcopatum assumi. Quia nec jure aliquo positivo id prohibetur, nec ex natura rei sequitur prohibitio aut impedimentum ex vi professionis religiosæ; quin potius cum status religionis sit via ad perfectionem, et status Episcopalis sit quasi terminus, seu existentia in statu perfectionis, videtur, quantum est ex hoc capite, valde proportionatus ascensus a religione ad Episcopatum.

2. *An ei liceat id appetere.* — An vero liceat religioso desiderare vel procurare hunc ascensum ad Episcopatum, dicemus alibi in 6 tom. tertiæ partis, si Deus dederit; interim videri possunt quos late refert Henriquez, lib. 10, c. 32, n. 3, in Commen.; Salmeron, et expositores in illud 1 Tim. 3, *qui Episcopatum desiderat*, etc. Nam illa quæstio non est propria de religiosis, ut existimo; nec enim placet quod quidam dicunt, habere hoc desiderium specialem malitiam in persona religiosa, propter stabilitatem, quam in suo statu habere debet, quod insinuat S. Bonaventura in expositione regulæ, c. 2, post medium, tractans specialiter de suis religiosis. Sed ascensus ad Episcopatum non est contra stabilitatem religionis, tum quia ille status secundum se perfectior est; tum etiam quia Episcopatus non destruit statum religiosum, ut statim dicemus. Nec S. Bonaventura ex illo capite damnat hoc desiderium, sed quatenus ex ambitione, et ex affectu fugiendi religiosam humilitatem et austeritatem oritur, quomodo etiam in non religioso erit damnabile, si ex illis vel similibus motivis oriatur. Ex objecto igitur et per se non habet illud desiderium majorem malitiam in religioso quam in cæteris; quamvis fortasse intra latitudinem perfectionis, majori quadam obligatione teneatur religiosus cavere hoc desiderium, quam sæcularis. An vero liceat etiam voto se obligare ad non acceptandum Episcopatum, dicemus infra, tractando de Societate, in lib. 6, cap. 7 et 8.

3. *Arguitur religiosum factum Episcopum non manere religiosum.* — Difficultas ergo est, an religiosus factus Episcopus desinat esse religiosus; quod si non desinit, quas religiosi obligationes, et quomodo implere teneatur. Videtur enim non manere religiosus, quia non potest esse religiosus, nisi alicujus religionis; sed ille nullius religionis religiosus manet; ergo religiosus non est. Probatur minor, quia si alicujus esset, maxime illius cujus antea erat; sed non illius; ergo nullius. Probatur minor. Primo, quia omnino disjungitur a tali religione, ita ut non maneat membrum ejus, nec teneatur legibus ejus, nec comprehendatur (ut sic dicam) appellatione ejus; item non tenetur obedire Prælatis ejus; item si aliquid acquirit, jam non illi acquirit; ergo non habet moralem unionem cum illa; ergo, etc.

4. *Prima assertio generalis.* — Nihilominus certum est religiosum, cum fit Episcopus, non amittere substantialem statum religiosi. Ita docet D. Thomas 2. 2, quæst. 185, art. 8, et est communis omnium sententia, quos statim referemus, et sumitur ex glossa in c. 3, 16, quæst. 1, et in c. unico, 18, quæst. 1 Citat D. Thom. decretum Innocentii I, in Epistola 2, c. 10, quod refertur 16, quæstione prima, c. 3, de Monachis, qui diu morantes in monasteriis, si postea ad clericatus ordinem pervenerint, non debere eos a priore proposito deviare. Nam sub clericatus ordine Episcopatum etiam comprehendi, et D. Thomas ibi supponit, et omnes pro comperto habent, et ex ratione, quæ in ipsa Epistola subjungitur, optime colligitur, scilicet, *Quia sicut in monasterio fuit, et quod diu servavit, id in meliori gradu positus amittere non debet.* Et huc etiam tendit ratio D. Thomæ, quia status religiosus comparatur ad Episcopatum, sicut dispositio ad perfectionem, vel sicut disciplina ad magisterium. Dispositio autem non tollitur adveniente perfectione, quoad id in quo illi non repugnat, sed potius congruit, imo simul manet, et magis confirmatur; ergo nec status religiosus tollitur adveniente Episcopatu. Probatur consequentia, quia religiosus status, quoad substantiam suam, non repugnat cum statu Episcopali. Et quia in hoc ultimo consistit tota vis hujus rationis, et intelligentia assertionis, ac sequentium capitum resolutio, ideo sigillatim discurrendo per

tria vota religionis, et consequenter per alia onera eis annexa, videndum est quæ possint manere, et maneant simul cum statu Episcopali, quæ vero repugnent vel tollantur.

5. *Castitatis votum magis qualificatum fit in Episcopo regulari.* — Et quidem circa votum castitatis immorari non est necesse, nam constat esse conjunctum cum statu Episcopali, etiam per se spectato, et separato a regulari, quod votum idem est, et eamdem inducit obligationem, et idem impedimentum ad matrimonium contrahendum. Quin potius in regulari sacerdote erat jam illud votum duplici titulo; per consecrationem ergo Episcopalem non aufertur, sed magis quodam modo consecratur. Unde fit ut ejus obligatio aliquantulum augeatur; gravius enim peccabit religiosus jam factus Episcopus violando castitatem, quam simplex religiosus, imo et quam sacerdos et religiosus, propter majorem consecrationem et obligationem. Quanquam hoc argumentum non videatur tam grave, ut sit circumstantia necessaria in confessione explicanda, nisi adjunctum fuerit scandalum, vel alia specialis circumstantia, quia illa sola nec speciem malitiæ addit, nec judicium confessoris graviter immutat, ut disp. 22, de Pœnit., sect. 4, num. 1, diximus.

6. *Secunda assertio quadrimembris.* — Secundo dicendum est, paupertatis votum non repugnare cum statu Episcopali, et ideo manere in religioso facto Episcopo, quantum ad vinculum, et substantialem effectum ejus, licet in usu paupertatis major licentia Episcopo religioso detur. Prima pars per se est evidens, quia divitiæ, præsertim quoad earum dominium et proprietatem, non sunt per se necessariæ ad Episcopale ministerium; ergo nec votum paupertatis repugnat tali statui. Antecedens patet, quia, licet habere usum et dispensationem talium bonorum, moraliter necessarium sit in eo statu, non tamen habere proprietatem seu dominium; paupertati autem non repugnat usus, nisi sit rei tanquam propriæ. Unde multi putant Episcopum etiam sæcularem non habere dominium redditum sui Episcopatus, et nihilominus habere administrationem sufficientem ad essentiam et finem illius status. Paupertas ergo, quamvis non sit necessaria ad statum Episcopalem, nec per se cum illo conjuncta, ut probat D. Thomas, dicta q. 185, art. 6, et alibi dicendum est latius, non tamen repugnat illi statui, sed potius esse potest decor et ornamentum ejus, quale fuit in Apostolis, qui Episcopi fuerunt, simulque paupertatis votum habuerunt, ut supra ostensum est. Imo non solum regularis Episcopus, sed etiam sæcularis, qui ante Episcopatum non haberet paupertatis votum, posset illud simplex emittere; quamvis enim non possit sine dispensatione renunciare Episcopatum ut religiosus fiat, potest tamen in suo statu manens paupertatem vovere, quia hoc nulli juri repugnat, et est major perfectio.

7. Altera vero pars, quæ ex hac priori infertur, probatur ex illo principio, quod status religiosus manet simul cum Episcopali, in omnibus quæ cum illo non repugnant, vel ex natura rei, vel ex canonico jure; neutro autem modo Episcopatui repugnat promissa paupertas. Unde ratio a priori est, quia religiosus quando promittit paupertatem, in perpetuum, seu pro toto tempore vitæ suæ illam promittit; ergo illud vinculum semper manet, quia nihil est a quo expellatur. Dices, religiosum non vovere simpliciter paupertatem, sed in tali statu; ergo non aliter promittit perpetuitatem paupertatis, nisi quatenus promittit perpetuitatem talis status; sed status ille non est perpetuus simpliciter, sed sub conditione, nisi in meliorem mutetur, ut de facto mutatur per ascensum ad Episcopatum; ergo tunc cessat obligatio prioris voti paupertatis, quæ non obligabat nisi in tali statu, et quasi sub hac conditione, quamdiu in hoc statu fuerit. Confirmatur ac declaratur, quia non omnes religiosi eamdem vovent paupertatem, sed unusquisque secundum talem regulam; ergo signum est solum vovere paupertatem pro eo statu in quo unusquisque subjectus est regulæ, qui est status religiosi non Episcopi.

8. Respondeo, votum solemne paupertatis, de quo agimus, absolute et simpliciter perpetuum esse; nam hæc est intentio institutoris religionis, et Ecclesiæ approbantis illam, et consequenter ipsorum voventium, qui ita promittunt sicut institutio religiosa postulat. Imo, ex vi talis voti obligatur religiosus non accipere statum repugnantem religiosæ paupertati, et quia status Episcopalis illi non repugnat, ideo, neque acceptare illum est contra obligationem paupertatis, neque etiam ipse status excludit talem obligationem. Cum vero dicitur, quod prior status non durat, æquivocum est; nam si per statum intelligatur actualis vivendi modus in tali communitate, sub tali obedientia, etc., sic verum est

relinqui illum statum per ascensum ad Episcopatum. In hoc autem sensu falsum est dicere, paupertatem non esse promissam nisi pro illo genere status quamdiu duraverit, quia illæ sunt quædam conditiones accidentales status religiosi, a quibus substantia ejus non pendet, et ideo talis conditio, nec ponitur, nec subintelligitur in substantiali voto religionis. Si autem nomine status religiosi intelligatur pactum illud cum Deo initum in professione religiosa, seu dispositio vel præparatio ex obligatione manans in persona sic Deo consecrata, tunc verum est votum paupertatis tamdiu durare, quamdiu durat hic status; imo potius verum est ipsum votum formaliter concurrere ad constituendum hunc statum. Sic autem falsum est hunc statum amitti per ascensum ad Episcopatum; sed potius dicendus est perfici.

9. Unde ad confirmationem respondetur primo, Episcopum regularem non omnino esse extra regulam, ut paulo post dicemus; et ideo licet votum paupertatis fuerit secundum regulam, posse obligare in statu Episcopali. Deinde dicitur (quod notandum est) quamvis promittatur paupertas secundum regulam, postea non obligare præcipue ex regula, sed ex voto. Nam regula solum se habuit ut conditio vel mensura præfiniens certos terminos in materia talis voti; promissio autem fit de materia ipsa sic definita ac declarata. Quamvis ergo daremus Episcopum jam non obligari regula, nihilominus obligari potest voto paupertatis facto secundum regulam, quia ibi regula non concurrit imponendo obligationem, sed designando materiam voti. Ex quo infero (quod etiam attente considerandum est) votum paupertatis in statu Episcopali plus vel alio modo obligare unum Episcopum regularem, quam alium, juxta diversitatem regulæ, secundum quam paupertatem professus est, ut, verbi gratia, religiosus S. Francisci, si fiat Episcopus, obligabitur fortasse ad strictiorem observantiam paupertatis quam alii; et professus Societatis, factus Episcopus, retinere poterit aliquas speciales obligationes paupertatis, quas infra, tract. 10, lib. 6, videbimus. Verum est tamen hujusmodi circumstantias, vel speciales obligationes paupertatis includere conditionem non habendi, vel non faciendi hoc aut illud, nisi ex legitima facultate, et ex hac parte posse cessare in Episcopo, quia ipso jure censetur habere talem facultatem. Sed hoc ipsum non habet locum nisi quatenus ad decentiam, vel convenientem modum talis status necessarium est, et ideo intra illam latitudinem adhuc habet locum ut unusquisque regularis Episcopus servet paupertatem juxta modum suæ religioni accommodatum; ut, verbi gratia, si ponamus in religione Minorum esse materiam voti vilibus indui vestibus, licet hoc non debeat ita servari ab Episcopo, sicut a puro religioso, poterit nihilominus ad id servandum cum proportione ad suum statum obligari. Similiter in Societate, si est materia voti non accipere stipendium pro ministerio spirituali, non poterit religiosus Societatis factus Episcopus obligari, ut non alatur de reditibus sui Episcopatus: cur autem non poterit obligari, ut alia stipendia pro muneribus seu ministeriis spiritualibus non accipiat?

10. Ex his etiam constat tertia pars de effectu hujus voti in persona Episcopi regularis; nam imprimis habet in illo naturalem (ut sic dicam) effectum voti, qui est obligare ad non habendum proprium, vel non utendum aliqua re, ut propria; habet etiam effectum quasi legalem, qui in voto solemni est reddere personam inhabilem perpetuo ad dominium et proprietatem temporalium bonorum, ut supra explicatum est. Uterque ergo effectus manet in Episcopo; nam prior est inseparabilis a voto manente ipso, quia est quasi effectus formalis ejus; votum autem manet, ut ostendimus; ergo. Posterior autem esset quidem separabilis per Ecclesiam, manente etiam substantia ipsius voti, quia ille effectus magis est a lege quam ab ipso; non tamen legimus hanc separationem esse factam respectu Episcoporum, seu talem dispensationem ei concessam; neque id posset quispiam nisi temere affirmare; ergo etiam hunc effectum habet in illo paupertatis votum, et hac ratione dixit D. Thomas, ibi ad 3, Episcopum regularem nullo modo posse habere proprium, et quæstione 88, art. undecimo, ad 4, addidit: *Nihil debet habere tanquam proprium, sed sicut dispensator communium bonorum Ecclesiæ.* Immeritoque Sot., lib. 10 de Justitia, quæstione quinta, art. 7, ab hac recedit sententia, propter frivolam rationem, scilicet, quia eodem modo adjudicatur sua portio Episcopo regulari ac sæculari; ergo æque acquirit dominium. Negatur enim consequentia, quia non est æque capax, sed habet impedimentum irritans. Ex parte ergo dantium applicatur eodem modo, ex parte vero recipientis non eodem modo accipitur. Potest autem uterque ex his effectibus con-

siderari, vel in actu primo tantum, ut sic dicam, et sic sunt faciles, quia unus impedit acquisitionem dominii cum effectu, alius consistit in obligatione servandi illud genus paupertatis, et quidquid ad illam consequitur. Unde ulterius considerari possunt in ordine ad actum secundum, qui est non usus dominii, vel usus paupertatis, et quoad hoc est difficultas, quomodo paupertas in Episcopo servari possit quantum ad usum.

11. Propter hoc posita est ultima pars assertionis, *Episcopo regulari ampliorem usum temporalium bonorum licitum esse, quam antea fuisset.* Quam partem probat optime ratio superius facta, et cum proportione applicata, quia religiosus status non manet cum Episcopali, quantum ad ea quæ Episcopatui repugnant; sed in his cedit illi tanquam meliori. Repugnat autem statui Episcopali habere usum paupertatis tam restrictum et limitatum, sicut habet purus religiosus; ergo votum paupertatis non ita obligat Episcopum, quin liceat illi amplior usus, vel alterius rationis, quam antea liceret. Ut autem hoc explicemus, et simul declaremus obligationem omnem, quæ in hujusmodi Episcopo manet ex vi talis voti, advertendum est in tribus posse hanc majorem facultatem Episcopi spectari, primo in quantitate bonorum; secundo, in vario usu illorum; tertio, in modo utendi illis independenter ab alterius voluntate.

*Quantum extendatur in Episcopo regulari facultas possidendi et adquirendi bona temporalia.*

12. *Resolutio quoad priorem partem tituli.— Limitatio de aliis redditibus ecclesiasticis.* — Quoad primum clara est differentia talis Episcopi a simplici religioso; quia licitum est Episcopo habere usum omnium bonorum ad suum Episcopatum pertinentium; potest etiam habere usum et possidere suo modo bona sæcularia, quocumque legitimo titulo ad eum perveniant, sive per donationem, sive per emptionem, sive etiam per hæreditariam successionem, ut mox videbimus a n. 13. Posset vero hic quæri, an sit etiam capax aliorum bonorum, seu redditnum ecclesiasticorum, præter suum Episcopatum. Sed quia hoc alterius considerationis est, dico breviter ex dispensatione Pontificis posse, ut per se constat; sine dispensatione autem Pontificis non posse. Nec solum necessaria illi est communis dispensatio ad obtinenda plura beneficia, sed etiam specialis, ex eo quod religiosus est, quia in persona religiosi, quodlibet beneficium est incompatibile cum alio; adeo ut si utrumque velit retinere, ab utroque penitus repelli debeat, et eo ipso fiat ineligibilis, ut dicitur in c. *Cum singula,* de Præbend., in 6. Unde recte infert Rebuffus, consil. 14, q. 2, religiosum Episcopum obtinentem a Papa secundum beneficium, ut illud simul cum Episcopatu habeat, nulla facta narratione status religiosi, sed tantum quod sit Episcopus, non esse tutum in conscientia, quia gratia et narratio subreptitia est; oporteret enim narrare illam circumstantiam, quæ speciali indigebat dispensatione, et multum reddebat negotium difficile. Nec enim satis est dicere, Pontificem jam scivisse illam personam esse religiosam, quia non oportet eum recordari omnium quæ fecit, neque id in jure præsumitur, c. *Ex parte,* 1, de Offic. deleg., cum similibus.

13. *De acquisitione.—Hæc acquisitio quoad dominium cedit Ecclesiæ.*—Quoad secundum, de usu multiplici distinguenda sunt illa tria, quæ supra tractando de paupertate distinximus, scilicet, acquirere, retinere et expendere. Quantum ad acquirendum, hoc necessario manet in Episcopo regulari, ut nihil possit tanquam verus dominus et proprietarius acquirere; hoc autem secluso, quantum ad actualem receptionem et tentionem, potest acquirere omnibus modis, quibus potest secularis Episcopus, per donationem, per licitum et honestum contractum, et per testamentum; imo etiam per. necessariam et legitimam successionem, ut notavit D. Thomas, dicto art. 8, ad 3, ex c. *Statutum,* 18, q. 1, ubi ex Concilio apud Altheum (quod non extat) dicitur: *Monachus, factus Episcopus, velut legitimus hæres paternam sibi hæreditatem postea jure vendicandi potestatem habeat,* de quo textu plura statim. Quod si inquiratur cui acquirat hujusmodi Episcopus quoad dominium et proprietatem, cum sibi non acquirat, dicendum est non acquirere monasterio, in quo differt a puro religioso, sed acquirere suæ Ecclesiæ; quod etiam docet D. Thomas supra, et sumitur ex eodem c. *Statutum,* ubi dicitur: *Postquam Episcopus ordinatur ad altare, ad quod sanctificatur et titulatur secundum sacros canones, quidquid acquirere poterit, restituat.* Idem colligitur ex cap. *Cum olim,* 2, de Privilegiis, ubi id Glossa notat, et alii Doctores. Ratio autem est, quia religiosus factus Episcopus desinit esse membrum sui monasterii, et incipit esse sponsus suæ Ecclesiæ, et ideo jam non acquirit monasterio, sed Ecclesiæ

(quando vero eam non habet ut titularis, c. s eq., n. 5, intelligetur). Deinde sicut ab Ecclesia alitur, ita omnem suam operam, et industriam suæ Ecclesiæ debet, et ideo merito statutum est ut illa lucretur quidquid ad ipsum quacumque via pervenerit.

14. *Videntur tamen excipienda bona hæreditaria.* — Solum poterat hic superesse difficultas circa successionem necessariam, ut in hæreditate paterna et alia simili in qua religiosus ab intestato succederet, quomodo possit hæc transire ad Ecclesiam; et ratio dubii est, quia jus succedendi in talibus bonis translatum est in monasterium ex vi professionis; ergo non potest postea monasterium jure acquisito privari, propter translationem personæ ad Episcopatum. Hanc difficultatem tangit Glossa in dicto c. *Statutum,* et in summa respondit, per solam professionem ante mortem religiosi non acquiri monasterio jus succedendi, sed solam spem, quæ evanescit per transitum religiosi ad Episcopatum. Sed objici potest, quia jus succedendi non manet in persona ipsius religiosi, quia est incapax, ratione voti paupertatis; ergo transit in monasterium; nam in aliquo esse necesse est. Et ita sentit Innocentius, in c. *In præsentia,* de Probat., n. 4, ex c. *Si qua mulier*, 19, q. 3. Dicendum ergo est, illud jus translatum quidem esse in monasterium, eo tantum modo quo jura canonica disponunt, et non firmius; nam hic effectus mere legalis est, et ideo non excedit juris dispositionem. Dispositio autem juris est, ut hoc jus, licet sit in monasterio, pendeat a persona religiosi quantum ad hoc, ut si talis persona translata fuerit ad Ecclesiam cathedralem, ad illam transeat jus succedendi. Secus autem est si ante transitum ad Episcopatum mortuus esset pater, et hæreditas jam esset translata ad monasterium, quia tunc jam haberet jus acquisitum in re absolutum et independens a personali statu talis religiosi, juxta dicta in simili, et in c. 14, n. 8. Quod ampliandum est, ut procedat, etiam si casu aliquo hæreditas jaceret, nec monasterium illam adiisset, juxta dicenda in puncto sequenti.

15. *Tertia exceptio affertur. —Et pro ea arguitur.—Confirmatur.*—Sed quid, si talis religiosus professus fuerat in aliqua ex religionibus quæ non succedunt loco religiosorum, ut in religione Minorum, vel Societatis; videtur enim tunc succedendi jus non transire ad Ecclesiam; quia ipsa religio nullum jus acquisivit, neque etiam in persona religiosi mansit; ergo omnino amissum fuit, transivitque ad alios fratres vel cognatos, ac si talis persona fuisset mortua; ergo nullum est jus quod postea in Ecclesiam transferri possit. Confirmatur, quia hæc translatio solum fit virtute juris; sed nullum est decretum quod in eo casu disponat hoc jus transire ad Ecclesiam; ergo. Probatur minor, quia in dicto c. *Statutum,* sermo est de monachis S. Benedicti, ut ex fine ejusdem textus constat, in qua religione monasterium jus habet succedendi; præter illum autem textum, nullus est unde hoc colligi possit. Nihilominus contraria sententia communis est, quam tenet Bartolus in tractatu Minoritarum, in fine lib. 4, quem sequitur Rebuffus, consil. 14, q. 1, et id manifeste supponunt Fredericus de Senis, consil. 26; et Romanus, cons. 296, quos refert et sequitur Tiraquellus, de Utroque retractu, tract. 1, § 1, glossa 9, n. 105. Aiunt enim, si pater vel testator moriatur, priusquam talis religiosus transeat ad statum Episcopatus, vel alium in quo sit habilis, tunc hæreditatem non pertinere ad Ecclesiam, sed ad alium hæredem, qui succedat in gradu, etiam si contingat hæreditatem aliquo tempore jacere, et interim religiosum illum ad Episcopatum transire, quia jus et ordo succedendi attenditur juxta capacitatem et statum personarum, tempore quo decedit pater seu testator. Supponunt ergo, quod si translatio fuisset facta ante mortem patris, succederet religiosus vel Ecclesia, juxta exigentiam status quem tunc habebat. Fundamentum autem est idem, scilicet, quia jus succedendi spectandum est secundum statum quem quis habet, eo tempore quo pater decedit, et non secundum eum quem tempore præcedente habuit. Unde ait Bartolus, per illam translationem seu beneficium talem personam restitui in integrum, et ita recuperare jus succedendi juxta legem 2, Cod. de Sententiam passis, quæ certa parum probat; nam potius in ea dicitur, per remissionem unius pœnæ non restitui bona vel jus ad illa, *nisi speciale beneficium super hoc fuerit impetratum,* et fere similia verba habentur in leg. 1, vers. *Filio qui mortis*, ff. ad Tertullianum, quam etiam adducit. Oportet ergo in præsenti ostendere speciale beneficium principis de tali restitutione.

16. *Quomodo fundanda sit dicta communis sententia.*—Quare difficulter potest hæc sententia efficaciter probari; tamen, quia pietati favet, cujus favor ampliandus est, et quia

communiter recipitur a jurisperitis, quorum judicium in hujusmodi causis proprium est, sustinenda est et approbanda. Potest autem in hunc modum exponi : nam quamdiu talis religiosus est in religione incapaci hæreditatis, ideo non succedit religio, quia ipsa cedit juri suo, non quia, quantum est ex parte talis personæ, non posset habere jus succedendi, et ideo statim ac illa persona unitur alteri Ecclesiæ, quæ est capax successionis, et non cedit juri suo, transfert in illam jus succedendi. Unde intelligitur per professionem in tali religione non fuisse extinctum omnino jus succedendi, neque absolute fuisse translatum ad alios fratres, vel possibiles hæredes, sed vel mansisse quasi suspensum, ut secundum præsentem statum in nullo actu sit tale jus, sed sit quasi spectans rerum eventum ; vel certe, si ad alios fuit translatum, fuerit etiam non absolute, sed dependenter a futuro eventu; vel denique dici potest, hoc jus radicaliter semper manere in persona religiosi, neque hoc repugnare paupertati, quia non est ut ipse succedat, vel sibi acquirat, sed ut loco et nomine ejus Christus (ut sic dicam), vel aliquis pius locus succedat. Unde etiam considero, per professionem acquiri Christo vel Ecclesiæ jus succedendi in bonis in quibus religiosus succedere deberet; hoc tamen jus applicari illi religioni vel monasterio, cujus filius vel membrum est talis religiosus, et ideo quamdiu ipsa religio renuntiat, seu non vult tale jus, amittitur hæreditas, si eo tempore succedat, et ita transit jus succedendi ad fratres, etc. Si autem ante tempus successionis, id est, ante mortem parentis, translatio fiat ad Episcopatum, applicatur jus illud tali Ecclesiæ, quia illa applicatio est quasi deambulatoria, quamdiu vivit ille cui succedendum est; neque intelligitur Christus aut Ecclesia aliter eam fecisse, aut omnino renuntiasse ex vi primæ professionis. Hæc autem omnia non aliter probantur, nisi quia sine dubio potuit Ecclesia hoc modo disponere circa successionem religiosi, estque talis modus valde consentaneus pietati et rationi, et nihil repugnat tali statui religioso ; nam illi satisfit per hoc, quod ejus communitas non succedat, neque etiam religiosus ipse (eo modo quo posset) quamdiu est membrum ejus. Neque etiam hic modus est injuriosus aliis, qui cupiunt esse hæredes, quia non debetur illis jus succedendi, cui religiosus voluntarie renuntiat, et ideo potest renuntiare sub quacumque conditione, vel modo ab Ecclesia instituto. Denique jus dicti cap. *Statutum* non fundatur in hoc, quod prius monasterium fuerat ordinis S. Benedicti, et capax hæreditatis, sed in hoc solum, quod consecratio Episcopalis absolvit monachum a priori lege, et facit capacem paternæ hæreditatis ; ergo non est a nobis restringendum, sed extendendum.

17. Quin potius relati auctores non solum de translatione ad Episcopatum hanc legem intelligunt, sed etiam illam ampliant ad omnem legitimam translationem ad alium statum. Ita ut si monachus S. Francisci vivente suo patre transeat ad alium ordinem capacem hæreditatis, et ibi secundo profiteatur, postea, mortuo patre, secundum monasterium succedit in hæreditate paterna, quia cum persona transfertur hoc jus, et secundum monasterium illi non cedit, neque illi præjudicat quod prius monasterium illud non acceperit, quia non fuit propterea omnino extinctum, neque absolute translatum ad alios sæculares, ut explicuimus. Et eadem ratione hoc ampliant, etiamsi primum monasterium fuerit capax hæreditatis, quia si de facto non successit, eo quod pater semper vixit, et eo vivente filius transfertur ad aliud monasterium capax etiam hæreditatis, et ibi legitime profitetur, postea moriente patre non prius, sed posterius monasterium succedit propter eamdem rationem, quia prius monasterium nunquam habuit jus firmum, vel certe tantum habuit spem, et utriusque fundamentum per transitum sublatum est, et in aliud monasterium translatum. Unde consequenter etiam dicendum est, si secundum monasterium sit incapax hæreditatis, nihilominus prius amittere jus vel spem succedendi, licet posterius illam non acquirat. Nam amissio per se fit ex vi translationis et ablationis fundamenti ; quod autem altera religio nolit tale jus succedendi, accidentarium est ; unde in eo casu transibit hæreditas ad alios legitimos hæredes. Quæ omnia minus mihi certa sunt, quia non sunt in aliquo expresso jure fundata ; tamen, quia probabiles rationes sunt deductæ ex supradicto jure, et quia communiter doctores cum Bartolo ita sentiunt, probanda sunt, nisi alicujus regni expressum jus obstiterit, ut Rebuffus, dict. cons. 14, significavit.

18. *Cui acquirat professus rediens legitime ad sæculum.* — Unum autem inconveniens ex dictis sequi videtur, scilicet, si hujusmodi religiosus vivente patre ad sæculum redeat, tunc etiam monasterium privari successione,

si contingat, eo tempore quo religiosus a tali religione absolutus in sæculo manet, testatorem, vel parentem mori ; quod videtur contra superius dicta, et contra rationem, quia per solemne votum paupertatis acquisitum fuit Christo aut Ecclesiæ speciale jus ad illam hæreditatem, et ideo licet ab una religione possit transferri in aliam, vel in aliquam Ecclesiam, ad quam legitime transfertur persona, tamen semper respectu Dei conservatur illud jus tanquam sacrum quid, solumque in applicatione ad locum sacrum fit mutatio. In mutatione vero ad sæculum si religio amittat successionem, jus illud (ut sic dicam) omnino amittitur Christo, et quod sacrum effectum fuerat, iterum profanum efficitur, quod videtur inconveniens. Circa hoc Bartolus , dicto lib. 4 Minoritarum, c. 3, generaliter affirmat, quoties religiosus absolvitur ab ordine suo sine translatione ad aliquam Ecclesiam seu dignitatem, non recuperare jus succedendi, etiamsi absolutio licito modo fiat.

19. Verumtamen hanc doctrinam intelligendam censeo, quando absolutio solum est ab actuali obedientia, vel clausura religionis, et non ab ipsomet vinculo professionis; ita enim intelligendum est exemplum Bartoli ibidem; aut certe nec verum est, nec consequenter positum. Ait enim religiosum propter sua merita ejectum a religione, et translatum ad aliam de licentia Prioris, non transferre in aliam jus succedendi, quia illa absolutio magis est ad pœnam, quam ad præmium. Hoc autem erit verum, si translatio ad aliud monasterium, solum sit quasi per coactionem et detrusionem in illud in pœnam; nam tunc quoad proprietatem semper illa bona pertinent ad prius monasterium, quamvis secundum possit eis frui, quamdiu talis religiosus in eo vixerit. Si autem sit vera translatio per novam professionem in altera religione , plane transfertur in illam jus succedendi, juxta superius dicta. Neque enim obstat quod abjectio fuerit pœna, quia illa non potest impedire jus alterius religionis, quod necessario consequitur ex professione et admissione talis personæ, et prior religio, eo ipso quod permisit talem personam aliam profiteri, permisit etiam amittere spem, quam de illius successione habere poterat. Sic ergo dicendum censeo de transitu ad sæculum; nam si solum fiat quoad separationem a consortio religionis, manente vinculo, tunc certum est religiosum nunquam recuperare jus succedendi in propria persona, quia semper est incapax; unde si sit frater Minorita, nullo modo succedere potest; si autem sit alterius religionis capacis hæreditatis, semper illi acquiret succedendo, nisi ita sit omnino separatus, ut alteri Ecclesiæ vel Episcopatui addictus sit, sive intercesserit ejectio, juxta superius dicta de illa, sive fuerit pura et legitima translatio; tunc enim succedet acquirendo Ecclesiæ vel Episcopatui, ut dictum est.

20. At vero, si transitus ad sæculum fiat per ablationem vinculi professionis, media legitima dispensatione (supponimus enim interdum esse possibilem), tunc recuperabit illa persona jus succedendi et acquirendi sibi, quia facta est capax ante mortem parentis, et quia prior religio amittendo personam amisit spem ad successionem ejus, ut constat ex præcedentibus punctis. Unde qui legitime dispensavit cum persona sacra, ut desineret esse sacra, consequenter dispensavit ne jus illud, vel spes, quæ videbatur aliquo modo consecrata Deo, amplius permaneret. Neque hoc repugnat dictis in c. 14, nam ibi locuti sumus de bonis non tantum in spe, sed in re ipsa acquisitis monasterio, de quibus longe alia ratio est. Et in hanc sententiam inclinat Gregorius Lopez, in glossa 1, ad legem 22, tit. 3, partit. 6, et videri etiam potest noster Molina, tomo 1 de Justitia, disp. 140.

*Quantum in Episcopo regulari extendatur facultas retinendi bona temporalia.*

21. *De quibus acquisitis sit hæc retentio licita.*—Hactenus de acquisitione; sequitur dicendum de retentione, seu possessione bonorum acquisitorum, quæ secundo loco in numero decimo tertio proponebatur, nam in hoc etiam multum differt inter religiosum factum Episcopum, et alios, quia quidquid acquirit in Episcopatu, sive ex bonis sui Episcopatus, sive quolibet alio titulo, etiam hæreditario, juste et licite possidet, seu tenet apud se. Ita docent omnes, et colligitur ex dicto c. *Statutum*, in quo imprimis expendo illam particulam, *sibi hæreditatem vindicandi potestatem habeat;* nam illa particula *sibi*, demonstrat quoad commoditatem, atque adeo quoad possessionem seu tentionem, sibi acquirere , quanquam Glossa ibi exponat *sibi*, id est, Ecclesiæ suæ, quod ad textum non est necessarium; nam infra satis explicat quomodo acquirat sibi. Si autem admittatur expositio, intelligendum est quoad proprietatem, quod in textu significatur, cum infra dicitur : *Ad altare restituat*, intelligiturque postquam de-

cesserit, vel Episcopatum dereliquerit, juxta statim dicenda.

22. *De quibus non liceat.* — Loquimur autem de acquisitis in Episcopatu; nam quæ prius in religione seu monasterio acquisierat, vel peculium quod de licentia Prælati habebat, amplius retinere non potest; ita enim habetur in eodem c. *Statutum*, cujus verba sunt : *Sed quidquid acquisierat, vel habere visus fuerat, monasterio relinquat, et Abbatis arbitrio.* Quæ verba nonnulli limitant ad bona acquisita per industriam religiosi; nam patrimonialia transferri putant, quod tenuit Panormitanus, cum Cardinali, in c. *Quod ad te*, de Clericis conjugatis, n. 8, ubi additio ejus idem sequitur, et alia refert. Sed oppositum censeo verius, quod tenuit Petrus de Perusio ibi, et Anton. de Butrio, consil. 76, et satis probant verba illius textus : *Quidquid acquisierat vel habere visus fuerat,* quæ disjunctio excludit omnem aliam distinctionem, et præterea id satis confirmant supradicta circa translatos de una religione ad aliam. Constat ulterius ex illis verbis, statim esse talia bona relinquenda; nec posse retineri, etiam quoad usum vel usumfructum, ut postea restituantur monasterio tempore mortis; nam textus manifeste in hoc etiam distinguit inter bona prius et posterius acquisita. Quod similiter confirmant supradicta de religioso transeunte ab una religione ad aliam. Unde D. Anton., in tractatu de Suspensione, c. 4, num. 20, refert privilegium concessum, a Clemente IV, ordini Prædicatorum, ut qui assumitur ad Episcopatum, priusquam consecretur, resignet ordini libros et alia quæ habebat, et alioqui sit ab executione Pontificalis ministerii suspensus; idemque præcepit Minoribus Alexander IV, ut refert in libro *Monumenta Minorum,* tract. 1, non longe a principio.

23. *An translatus ad alterum Episcopatum possit retinere acquisita in priore.* — Quæri autem hic potest, an idem judicium cum proportione sit de bonis acquisitis in Episcopatu; nimirum, si talis Episcopus regularis ab uno Episcopatu ad alium transferatur, an possit secum deferre bona in illo acquisita, ut eis utatur et fruatur quamdiu vixerit, quamvis postea tempore mortis restituenda sint priori Ecclesiæ; an vero teneatur statim illa relinquere. In dicto enim c. *Statutum,* solum dicitur esse restituenda Ecclesiæ vel Episcopatui bona in illo acquisita, non tamen declaratur quando sunt restituenda : videtur autem proportio servanda inter hunc transitum ab uno Episcopatu ad alium, et priorem a religione ad Episcopatum; nam, sicut Episcopus adquirit suæ Ecclesiæ, ita religiosus suo monasterio; sed propter hujusmodi acquisitionem tenetur religiosus, cum fit Episcopus, statim relinquere omnia bona monasterio; ergo eadem ratione transiens ad alium Episcopatum tenetur statim relinquere priori Ecclesiæ quidquid in illa acquisierat. Confirmatur primo, quia proprietas illorum bonorum est apud talem Ecclesiam; ergo, eo ipso quod dissolvitur spirituale matrimonium inter Episcopum et suam Ecclesiam, nascitur obligatio relinquendi illi bona sua, quia nullum justum titulum habet ad retinendum illa bona, et usum vel usumfructum eorum invito domino. Et confirmatur secundo, quia quoad utilitatem et servitium suæ Ecclesiæ, perinde est mutare Episcopatum ac mori; ergo perinde tenetur in utroque casu relinquere hujusmodi bona tali Ecclesiæ. In contrarium autem est, quia in dicto cap. *Statutum,* dicitur monachum, factum Episcopum, vendicare sibi hæreditatem paternam; ergo simpliciter sibi comparat talium bonorum commoditatem; illam ergo retinere potest quamdiu vivit, satisfacietque ultimæ parti illius canonis, si ea restituat monasterio tempore mortis; et confirmatur, quia cum in jure non sit major obligatio expresse imposita Episcopo, non est cur nos illam augeamus.

24. *Responsio quoad acquisita ex fructibus prioris Episcopatus.* — In hac re ego non invenio expressam juris decisionem, imo nec in auctoribus adhuc reperi hanc dubitationem expresse tractatam. Videtur autem probabiliter posse distingui inter bona acquisita ex reditibus Episcopatus , vel aliunde comparatis, sive fuerint jure hæreditario obtenta, sive quocumque alio sæculari titulo. De prioribus enim probabilius videtur debere statim relinqui illi Ecclesiæ, in qua acquisita fuere, quia omnino sunt ejus. quasi ex intrinseco titulo, eorumque usus et administratio solum concedebatur huic personæ ratione Episcopatus talis Ecclesiæ; ergo, quocumque ratione dimittat Episcopatum, non potest amplius illa bona apud se retinere, neque eis frui; item quia alias etiamsi esset magna quantitas pecuniæ, vel aliarum rerum quæ usu consumuntur, posset omnia secum deferre, et illa in sua vita consumere, quod esset in magnum præjudicium talis Ecclesiæ, idque sine sufficienti titulo et ratione, cum ille jam tali Ecclesiæ non inserviat, et aliam habeat unde sustentari possit.

25. *Responsio verisimilis quoad acquisita alio titulo.* — De aliis autem bonis proprio et peculiari titulo acquisitis, videtur satis verisimile quod transeant cum persona, argumento ex c. *Ex transmissa,* de Renuntiatione, et c. *Quod a te,* de Clericis conjugatis, ubi Panormitanus notat bona patrimonialia sequi personam, citans etiam legem primam, ff. de Collegiis illicitis; et ratio differentiæ esse potest quia bona patrimonialia seu extranea per se non pertinebant ad Ecclesiam, sed solum per accidens, ratione conditionis talis personæ. Unde alii Episcopi per se directe illa sibi acquirunt, et possunt de illis testari, etiamsi de bonis intuitu Ecclesiæ acquisitis non possint, ut notant Panormitanus et omnes, in c. 1, de Testamentis; ergo verisimile est, translata persona ad alium Episcopatum, transferri cum ea hæc bona patrimonialia, seu sæcularia.

26. Dices: si illa jura et hic discursus aliquid probaret, etiam suaderet talia bona transire ad secundum Episcopatum quoad dominium et proprietatem, quia dicta cap. *Ex transmissa*, et *Quod a te,* ita loquuntur, et Panormitanus et alii Doctores in eodem sensu aiunt, bona donata Ecclesiæ a clerico habente in ea beneficium, translata inde persona, secum deferre bona quæ antea erant illius propria. Nihilominus in præsenti non censeo tantam extensionem admittendam; nam in dicto c. *Statutum* dicitur illa bona *esse restituenda ad altare*, *ad quod sanctificatur et titulatur;* item quia dominium illorum bonorum semel acquisitum fuit primæ Ecclesiæ; ergo non debet illo privari, quamvis privetur persona, tum quia beneficium principis semper intelligitur fieri sine præjudicio tertii; tum etiam quia afflictis non est augenda afflictio; sic ergo Ecclesia orbata suo pastore non est simul bonis ejus privanda. Neque alia jura loquuntur in simili specie, sed de clerico sæculari capace proprii dominii, de quo est longe diversa ratio; et eodem modo loquuntur citati auctores, qui variis modis explicant et limitant illam doctrinam, etiam in eo casu; et summa omnium est, in illo reddi bona tali clerico, vel ex benignitate potius quam ex justitia, vel quia in donatione talis conditio inclusa subintelligitur, ex dispositione juris. In præsenti autem casu nullum habemus simile jus, quare illud extendendum non est in Ecclesiæ præjudicium.

27. Quin potius, propter has rationes est mihi res valde dubia, an liceat Episcopo in eo casu deferre secum talia bona, etiam quoad usum vel usufructum, nisi in eo casu in quo ipse Episcopus illis indigeret ad suam sustentationem, ut si renunciasset Episcopatui, sine transitu ad alium, vel sine aliqua pensione aut beneficio ecclesiastico ad suam sustentationem sufficientem. Tunc enim ipsa ratio postulat, ut de bonis quæ ad ipsum pertinebant, alatur. Extra hos vero casus, non video sufficiens fundamentum ad limitandum dictum jus, etiam quoad possessionem et usumfructum talium bonorum, cum ille non sit dominus eorum, et desinat esse administrator, quia hoc munus solum ratione Prælationis illi conveniebat, ut bene notavit Panormitanus, in cap. 1, de Testament., in fine.

*Quantum in Episcopo regulari extendatur facultas expendendi bona temporalia.*

28. *Sententia multorum æquiparans in hoc usu Episcopum regularem et secularem.* — Ultima actio est usus seu dispensatio bonorum, quæ tertio loco, in n. 13, posita est. In qua etiam manifestum est habere Episcopum ampliorem facultatem, quam religiosus status postulet, vel etiam permittat, quia multo plura in statu Episcopali necessaria sunt. Quæri autem solet an in hoc usu habeat Episcopus regularis tam liberam facultatem sicut sæcularis; nam quod illam habeat videtur esse communis sententia, quam tenet Navarrus, q. 1 et 2, de Reditibus ecclesiasticis; et Sot., lib. 10 de Justitia, art. ult., idem sentit, tamen ex diversis principiis; Navarrus enim putat Episcopos etiam sæculares non esse veros dominos, imo nec perfecte usufructuarios redituum ecclesiasticorum, sed tantum administratores, cum plena facultate utendi et disponendi de illis bonis in pios usus. Hanc autem facultatem sine dubio habet æqualem regularis Episcopus, quia non minus fideliter hoc munus præstare potest, quam sæcularis, et quia illa facultas convenit ex vi tituli Episcopalis, qui titulus ejusdem rationis est in utroque; et hanc sententiam tenuit Cardinalis, in Clementina 2, § *Sed et talis*, de Vita et honestate Clericorum, et videtur favere Concilium Tridentinum, capite 4, De Reformatione, dicens de Episcopis: *Omnino vero eis interdicit, ne ex reditibus Ecclesiæ consanguineos familiaresve suos augere studeant, cum et Apostolorum canones prohibeant ne res ecclesiasticas, quæ Dei sunt, consanguineis donent, sed, si pauperes sint, iis ut pauperibus distribuant,* etc.; et infra subdit hoc habere locum non solum in Episcopis, sed etiam in quibuscum-

que tam sæcularia, quam regularia beneficia obtinentibus; ergo idem etiam sentit Concilium de Episcopo regulari, neque ampliorem facultatem sæculari concedit. At vero Soto longe diverso nititur fundamento; ipse enim, q. 4 ejusdem libri, ex professo probat Episcopos esse veros dominos suorum redituum, et consequenter, tanquam veros dominos, habere liberam dispensationem, cum onere tamen fideliter implendi onera Episcopalia; postea vero in alio articulo ultimo facit æquales Episcopos regulares, etiam in ipso dominio, ut supra retulimus; ex quo manifeste concludit, monachos Episcopos perinde possidere ecclesiastica bona ac reliquos sæculares. Itaque Navarrus, dum sæculares Episcopos re ipsa pauperes facit, æqualitatem inter eos et regulares constituit; Soto vero, ut eamdem faciat æqualitatem, regulares Episcopos divites facit.

29. *Non æquiparari dictos Episcopos verior sententia.* — Inter has sententias, Navarri opinio minus improbabilis est; nam fundamentum Soti, quoad hanc partem de dominio regularium Episcoporum, revera est improbabile. Absolute vero etiam opinio Navarri non placet; probabilius enim censeo Episcopos sæculares esse dominos fructuum suorum Episcopatuum, ut plane sentit D. Thomas, dicta quæst. 185, art. 7, ubi prius dicit, Episcopos habere propriorum bonorum dominium; postea vero subdit, eamdem esse rationem de his reditibus ecclesiasticis, qui specialiter sunt Episcopatui deputati, de qua re alibi in opere de Ordine tractari solet. Ex hac ergo inæqualitate, quam regularis et sæcularis Episcopus habet in dominio talium bonorum, infero non esse æquales in facultate dispensandi illa. Probatur primo ratione generali, quia major est potestas domini quam dispensatoris, ex genere suo; ergo etiam in præsenti est major, quia nullo jure speciali impeditur illa inæqualitas. Secundo declaratur, nam aliqua dispensatio seu usus talium bonorum esse potest licita Episcopo sæculari, quæ non sit regulari; ut, verbi gratia, si ille pauperum necessitatibus, et aliis piis operibus sui Episcopatus sufficienter providit, et adhuc habeat superflua de suis reditibus, nihil profecto peccabit, si aliquid donet ob solam cognationem vel liberalitatem, quidquid Navarrus dicat in citata quæstione prima, monito 40, n. 12, neque id repugnat Concilio Tridentino, quia fieri potest sine dissipatione ecclesiasticorum bonorum, ut alibi dicemus. Episcopo autem regulari hoc non licet, nisi cum magna moderatione. Præterea in multis casibus, licet uterque peccet, abundantius donando quam possit, est tamen diverso modo; nam sæcularis non peccabit contra justitiam, sed contra religionem, abutendo bonis aliquo modo sacris; vel contra misericordiam, omittendo pauperes propter consanguineos; vel contra obedientiam canonum ecclesiasticorum, præsertim dicti Concilii Tridentini. Regularis vero, præter hos modos, peccabit etiam contra justitiam, cum ea donet quorum non est dominus, et ultra facultatem dispensandi quam habet. Dices: cui facit injustitiam? non enim suæ religioni, quia illa nullum jus habet ad talia bona; nec suæ Ecclesiæ, quia illa potius tenetur ex justitia portionem suam dare Episcopo. Respondetur, injustitiam fieri propriæ Ecclesiæ, in qua manet dominium talium bonorum, propter incapacitatem talis personæ; et ideo, licet ex justitia teneatur alere Episcopum, eique administrationem illorum bonorum committere, nihilominus ipse etiam tenetur ex justitia jus Ecclesiæ illæsum servare.

30. *Ratio ex multis discriminibus.* — Præter hæc, Episcopo sæculari, per se loquendo, licitum est habere ditiorem supellectilem, et ampliorem familiam quam regulari; nam, licet uterque possit et debeat Episcopalem dignitatem cum omni decentia et honore tractare, tamen sæcularis, etiamsi in hoc aliquantulum excedat, vel nihil, vel saltem non graviter peccabit, si aliunde sufficientem pauperum curam habeat; regularis vero, mea sententia, facile poterit in hoc graviter peccare, quia debet servare paupertatem religiosam, in his quæ dignitati Episcopali non repugnant. Et simili modo dicam, facilius posse graviter peccare religiosum Episcopum notabilem pecuniæ quantitatem per ludum aut alium modum similem expendendo, quam sæcularem, ex eodem fundamento. Denique, quamvis neuter ex his Episcopus possit testari de bonis intuitu Ecclesiæ acquisitis, nihil tamen repugnaret consuetudine alicubi introduci, ut Episcopi testari possint de illis bonis, et nihilominus ex vi talis consuetudinis non posset testari Episcopus regularis propter incapacitatem personæ; imo fortasse, quoad hoc nunquam posset consuetudo prævalere, quia voto contraria videtur. Et ob eamdem causam, licet Pontifex possit utrique Episcopo facultatem testandi concedere, longe tamen facilius, et ex leviori causa, Episcopo sæculari quam regulari; imo facultas data sæculari sine ulla cau-

sa valida esset, licet illicite daretur; data autem regulari videtur invalida; nam prior est tantum contra jus humanum, posterior vero includit dispensationem in voto, quæ sine causa data nulla est. Denique patrimonialia bona potest sæcularis Episcopus libere expendere, et de eis testari, quod non potest regularis Episcopus. Ex his ergo, ut existimo, manifeste convincitur, non habere tam amplam facultatem dispensandi, et expendendi bona temporalia religiosum Episcopum quam sæcularem, quanquam auctores non tam accurate et in particulari hanc comparationem expenderint. Fortasse tamen Cardinalis et alii, cum hos Episcopos faciunt æquales in libera dispensatione bonorum, non loquuntur de æqualitate in actibus et radice hujus dispensationis, prout a nobis explicata sunt, sed solum in libertate quoad modum dispensandi, ut in proximo sequenti puncto declarabimus.

31. *In qua independentia æquiparentur Episcopus regularis et sæcularis.* — Ultimo enim ex his constat, quod ultimo etiam loco supra, in fine n. 11, proposuimus, quare, scilicet, dicatur religiosus factus Episcopus habere ampliorem usum rerum quoad modum, et quamdam independentiam ab alterius voluntate. Diximus enim, tomo præcedenti, in hoc maxime consistere uti re aliqua, non ut propria, quia solum fit ad arbitrium Prælati, et dependenter a voluntate ejus; religiosus ergo factus Episcopus jam non habet hanc dependentiam, sed ipso jure, ut sic dicam, et ex vi tituli Episcopatus, potest libere dispensare talia bona in omnem usum alias sibi non prohibitum; in hoc ergo recte æquiparatur Episcopus regularis sæculari, et id solum probant fundamenta Soti, Navarri et aliorum, quia, scilicet, titulus Episcopalis ejusdem rationis est in regulari et in sæculari Episcopo. Nihilominus tamen multa sunt prohibita in hoc genere dispensationis Episcopo regulari, quæ non prohibentur sæculari. Quod quidem non oportet intelligi de prohibitione speciali juris positivi; sufficit enim naturalis prohibitio, quæ sequitur ex vi voti paupertatis, et status religiosi, ut declaratum est.

32. Dices: illamet independentia a facultate alterius, etiam quoad usus licitos, videtur esse contraria voto paupertatis. Respondetur imprimis non esse contrariam, quia est quasi intrinseca tali statui, et ideo Superior qui illum statum concessit, consequenter fecit facultatem utendi bonis ejus quantum ejus conditio postulat. Unde, licet hæc dicatur independentia a facultate per hominem (ut sic dicam) concedenda, includit nihilominus facultatem Prælati per jus ipsum datam, quod satis est ad substantiam paupertatis. Quod inde maxime declaratur, quia ipsemet Superior, hoc est Summus Pontifex, posset in hoc modum ponere Episcopo regulari, limitando modum disponendi de hujusmodi bonis, quia est illi specialiter subjectus per obedientiæ votum, ut statim videbimus, et votum etiam paupertatis retinet, ut hactenus demonstravimus; de essentia autem voti paupertatis est, ut dispositio talium bonorum ex Superioris arbitrio semper pendeat. Sicut ergo in superioribus diximus, non posse Prælatum religionis ita concedere peculium religioso, et facultatem disponendi de illo, quin semper possit a Prælato revocari, vel determinatus modus præscribi, ita regularis Episcopus non potest in hoc esse omnino independens a Pontifice, sed ejus arbitrio in usu talium bonorum semper debet subesse, et ita satis constat quomodo substantiam paupertatis retineat.

## CAPUT XVII.

### AD QUID TENEATUR IDEM EPISCOPUS QUANTUM AD VOTUM OBEDIENTIÆ ERGA PRÆLATUM SUÆ RELIGIONIS, AUT ETIAM REGULAS.

1. *Prima assertio tripartita pro priore parte tituli.*— Superest dicendum de obedientia, quæ dupliciter a religiosis exercetur. Primo, circa præcepta Prælatorum religionis, quæ ab homine, ut sic dicam, imponuntur; secundo, circa observationem regulæ religiosæ, et observantiarum, quæ ratione illius unicuique regulari competunt. Quantum ergo spectat ad priorem partem tituli, dicendum est, quamvis Episcopus regularis substantiale votum obedientiæ retineat, nihilominus ratione illius non teneri ad obediendum Prælatis suæ religionis, sed soli Pontifici Summo subesse. Prima pars constat ex dictis, quia hoc votum est maxime de substantia religionis; item quia non repugnat statui Episcopali, ut per se constat. Secunda pars declaratur primo, quia votum obedientiæ, etiam factum in tali religione, non postulat essentialiter actualem subjectionem ad aliquem Prælatum talis religionis, nam Generalis religionis, etiamsi perpetuus sit, votum obedientiæ retinet, et tamen nulli Prælato regulari subest; item quia Summus Pontifex est summus Prælatus cujuscumque religionis, et substantia voti obedientiæ

sufficienter salvatur respectu cujuscumque Prælati religionis, cujuscumque gradus vel conditionis sit. Sic ergo sufficienter probatur hoc non repugnare substantiæ hujus voti; quod autem ex vi dignitatis Episcopalis illa exemptio sequatur, probatur primo ex usu Ecclesiæ; secundo ex dicto c. *Statutum*, 18, q. 1, ibi: *Monachus, quem canonica electio a jugo regulæ monasticæ professionis absolvit, et sacra ordinatio de monacho Episcopum facit*; nam hoc maxime de jugo obedientiæ ad Prælatos religionis ver m est, et dicitur esse a regula, quia obedientia esse debet secundum regulam, ut statim amplius exponemus. Tertio, quia hæc vota non manent in his quæ repugnant statui Episcopi, ut sæpe dictum est; repugnat autem Episcopum, qui suæ Ecclesiæ curam gerere debet, et omnes actiones suas in illius utilitatem consecrare, subesse obedientiæ suæ religionis. Quæ ratio probat optime respectu Episcopi habentis propriam Ecclesiam, et Episcopatum, in quo hæc exemptio ex natura rei consequitur, propter incompatibilitatem inter Episcopale munus et obedientiam regularem.

2. *Episcopi etiam titulares hac assertione comprehenduntur.* — In Ecclesia autem observatur ut religiosus, eo ipso quod consecratur Episcopus, licet revera non habeat proprium Episcopatum, sit liber ab obedientia omnium Prælatorum suæ religionis; de illis ergo alia est ratio, scilicet, quia non decet dignitatem Episcopalis consecrationis, ut talis persona maneat subdita inferioribus Prælatis regularibus, quo sensu talis exemptio fundanda est in Ecclesiæ institutione, quæ ex traditione satis nobis constat; sola enim ratio decentiæ congruentiam ostendit, non tamen per se sufficit obligationem promissæ obedientiæ tollere. Accedit tandem, quod nullus consecratur Episcopus nisi sub titulo alicujus Ecclesiæ, ratione cujus habet jus illam regendi, quod per se satis est ut ex vi talis status liberari debeat a privata obligatione religionis; nam quod actu non possideat suam Ecclesiam, accidentarium est. Unde ex vi etiam talis consecrationis desinit religiosus esse actuale membrum in sua religione, quia per se, et ex vi suæ dignitatis factus est caput alicujus Ecclesiæ; ergo eadem ratione liberatur a jugo obedientiæ religionis.

3. Hinc vero facile concluditur ultima pars assertionis, in qua primo probanda est pars negativa, scilicet, quod hujusmodi Episcopus alteri quam Romano Pontifici, ex vi hujus voti, non subsit. Contingere enim potest ut hujusmodi Episcopus subordinationem aliquam habeat, saltem in aliquibus rebus ad Archiepiscopum, vel ad Patriarcham, aut Primatem; nulli autem eorum subesse potest eo quod regularis est, seu ratione voti obedientiæ. Ratio est, quia ipse non promisit obedientiam nisi Prælatis suæ religionis, inter quos non computantur ullo modo Archiepiscopus, vel alii Superiores extra Summum Pontificem; ergo ex vi illius voti non obligatur obedire illis, etiam in his quæ ipsi possunt præcipere per ecclesiasticam jurisdictionem, sed obligabitur tantum ratione illius, eo modo quo alii Episcopi sæculares obligantur. Item hac ratione non tenetur Episcopus regularis obedire ex voto Concilio Provinciali præcipienti, sicut nec servare alia jura, vel leges ecclesiasticas, quia hoc specialiter non promisit, licet aliunde ratione officii, vel aliis titulis ea servare teneatur.

4. Hinc ergo recte concluditur teneri ex speciali vinculo religionis obedire Summo Pontifici, tum a sufficienti partium enumeratione; tum etiam quia Pontifex est vere Prælatus religionis, et semper manet illi Superior, et obedientia ad illum non repugnat, imo maxime congruit cum statu Episcopali. Adverti autem potest quod, sicut votum obedientiæ religiosæ non est illimitatum, sed secundum regulam, ita Episcopus regularis non tenetur ex vi sui voti obedire in omnibus Summo Pontifici, sed in his tantum quæ directe, vel indirecte ad suam regulam pertinent; quia votum obedientiæ mutatum non est in se, sed tantum usus ejus, quoad respectum ad hunc vel illum Prælatum. Fieri tamen potest ut, supposito statu Episcopali, aliquid indirecte pertineat ad observantiam regulæ in tali persona, quod in aliis non pertinet, sicut intra camdem religionem in eo, qui habet munus Prælati Procuratoris, vel aliud simile, aliquid pertinere potest ad observantiam regulæ, quod in aliis non habentibus tale munus non pertinet. Et hac ratione existimo, quidquid in tali persona potest esse moraliter necessarium, supposito tali statu, vel ad spiritualem animæ salutem, vel ad perfectionem secundum regulam, esse materiam hujus obligationis, si ex vi illius voti præcipiatur, quia indirecte et reductive sub illo continetur.

5. *Dubium, an titularis teneatur obedientiæ voto respectu Ordinarii ubi commoratur.* — Occurrit vero hoc loco circa exclusivam positam, incidens dubium de Episcopo titulari, et regulari, qui intra diœcesim alterius Epis-

copi habitat, cujus jurisdictioni ordinariæ videtur subjectus, an teneatur ex vi voti obedientiæ eidem obedire, nam videtur tunc perinde se habere ac religiosus a sua religione separatus omnino, quoad habitationem et subjectionem, de quo diximus supra, cap. 6, manere subjectum obedientiæ Episcopi. Dicendum vero est, etiam hunc Episcopum regularem soli Pontifici debere obedientiam religiosam. Et imprimis si talis Episcopus antea erat professus in religione exempta, evidens est non manere subjectum Episcopo loci, quia ante consecrationem erat exemptus ab ejus obedientia, et per consecrationem neque exemptionem amisit, nec denuo factus est illi subjectus. Quin potius, licet ponamus antea non fuisse de religione exempta, ex vi consecrationis eximeretur a jugo Episcopi, sub ea ratione, qua Prælatus est talis religionis, cui ex voto alii regulares fortasse obedire tenentur. Nam, sicut quilibet religiosus exemptus per Episcopatum eximitur ab obedientia omnium Prælatorum religionis præter Pontificem, ita etiam non exemptus, quia eadem est utriusque ratio; ergo, licet Episcopus loci sit unus ex Prælatis talis religionis, ab illius etiam obedientia eximitur. Quin potius existimo hujusmodi Episcopos titulares jure ordinario esse immediate subjectos Summo Pontifici quoad ecclesiasticam jurisdictionem, de qua re alibi dicendum est. Hinc etiam obiter intelligitur cui acquirat regularis Episcopus titularis, quia non habet Ecclesiam cui acquirat, et certum est non acquirere religioni a qua separatus est. Dicendum est enim per se, et ex vi juris, acquirere illi Ecclesiæ cujus titulum habet; quia vero non possunt illi cum effectu applicari talia bona, in pia opera dispensanda sunt, quæ dispensatio ipsi Episcopo est commissa, dependenter autem a Summo Pontifice, modo explicato in superiori puncto.

*An Episcopus regularis teneatur ad observantiam regulæ vel constitutionum suæ religionis.*

6. *Secunda assertio præsentis capitis. — Probatur tamen primo quoad immunitatem a constitutionibus. — Probatur secundo quoad immunitatem a regula. — Confirmatur.* — Ad secundam partem tituli dicendum est, Episcopum regularem per se et directe non teneri ad observationem regulæ, vel constitutionum religionis, nisi quoad ea, quæ sunt materia alicujus voti, vel quæ per aliquam ecclesiasticam legem scripta sunt. Contrarium hujus assertionis sentiunt multi Summistæ, ut Angelus, verb. *Monachus*, n. 7; Armil. n. 8; Tabiena, § 5; Sylvester, *Religio*, 6, q. 10, et *Religio*, 7, q. 11, qui dicunt teneri ad observandas eas observantias regulæ, quæ non impediunt Episcopale munus; cui sententiæ multum certe favet D. Thomas, d. art. 8. Sed assertio posita communior est, ut statim referemus, et sine illa limitatione habetur in dicto c. *Statutum*, in illis verbis : *Quem canonica electio a jugo regulæ monasticæ professionis absolvit;* ubi Glossa id advertit. Ratione declaratur, distinguendo omnes leges religionis in illa duo membra, constitutiones, et regulas, quæ supra, lib. 1, c. 1, declarata sunt. Primo ergo quoad constitutiones ratio est clara, quia illæ non obligant nisi ut præcepta Prælatorum, vel Capitulorum religionis ; sed talis Episcopus non tenetur obedire Prælatis ; ergo nec hujusmodi legibus ; par enim est ratio præcepti scripti, seu legis permanentis; et præcepti ab homine impositi, si ex æquali jurisdictione procedunt ; imo præcepta ab homine rigorosius obligare solent, quia, ut Juristæ dicunt, mitius agitur cum lege quam cum homine. De regula vero potest esse nonnullum majus dubium, quia, sicut esse solet a primis fundatoribus tradita, ita substantialis professio videtur directe respicere observantiam ejus. Nihilominus idem de illa censeo, præcise loquendo, ex vi regulæ; ita colligitur ex dicto c. *Statutum*, 18, q. 1, ibi : *Quem canonica electio a jugo regulæ monasticæ professionis absolvit*, ubi Glossa: Id est, a jejuniis, vigiliis, etc.; idem habet Glossa, in dicto c. 3, 16, quæstione prima, citans cap. secundum ejusdem quæstionis, ubi Gregorius ait : *Nemo potest et ecclesiasticis obsequiis deservire, et in monarchica regula ordinate persistere, ut ipse monasterii districtionem teneat, qui quotidie in ministerio ecclesiastico cogitur permanere.* Ex quibus verbis congruentia hujus exemptionis colligitur. Idem sentit Glossa in c. *Carnem*, de Consecrat., d. 5. Et idem plane tenent Sot. et Cajetanus infra citandi. Ratio autem est, quia illa regula solum obligat tanquam quædam lex huic communitati imposita ; ergo solum obligat personas hujus communitatis, quamdiu sunt membra illius, quia omnis lex pro communitate per se primo fertur, et ita ad eos tantum loquitur, qui sunt partes illius communitatis ; sed religiosus, eo ipso quod fit Episcopus, desinit esse membrum talis communitatis, quia nec est subditus, nec Prælatus ejus ; ergo non obligatur legibus ejus ;

ergo nec regula ejus. Confirmatur, nam ob hanc causam non tenetur hujusmodi Episcopus servare consuetudines proprias suæ religionis; nam consuetudo est quædam lex non scripta, quæ servanda est, quamdiu vivitur inter eos qui talem consuetudinem servant, ut Augustinus dixit; ergo eadem est ratio de omnibus aliis legibus positivis propriis talis communitatis, inter quas regula connumeratur.

7. *Prima objectio contra hanc assertionem. — Hæc objectio concludit de observantiis substantialibus, non de accidentalibus.* — Sed contra, quia multa esse possunt in regula quæ servari optime possunt in statu Episcopali; ergo ad illa servanda tenebitur talis Episcopus; patet consequentia, quia juxta doctrinam D. Thomæ, quam supra etiam secuti sumus, licet observantiæ religiosæ, quæ impediunt Episcopale munus, cessent in eo statu, non tamen illæ quæ cum illo statu optime conveniunt. Cur enim cessabit prior obligatio, cum nullum ei ponatur impedimentum? Respondetur, doctrinam illam procedere de his observantiis quæ sunt de substantia status religiosi, vel directe, aut indirecte, seu implicite sub votum cadunt, et ideo hanc exceptionem primo loco in assertione posuimus. Ratio autem differentiæ est, primo, quia status religiosus quoad substantiam est immutabilis, quoad accidentalia vero mutari potest; per transitum autem ad Episcopatum fit in eo maxima mutatio accidentalis. Secundo, quia obligatio voti est personalis, et ideo sequitur personam, quocumque tendat; obligatio autem legis est communitatis per se primo, et ideo cessat per separationem a communitate.

8. *Inter observantias substantiales censentur vota, si quæ fiunt ultra tria ordinaria. — Exemplum de voto Minimorum. — Item de votis aliis professorum Societatis. — Quid de quarto voto solemni.* — Unde fit, exceptionem illam extendendam esse ad vota specialia quæ in aliqua religione fiunt, præter tria substantialia, si talia sint, quæ statui Episcopali non repugnent. Ut, verbi gratia, si religiosus ex ordine Minimorum Episcopus fiat, tenebitur ad observantiam non comedendi carnes, quia illa non est tantum ex regula, sed ex proprio et speciali voto; cessabit autem illa obligatio, quando speciali conditione personæ illa abstinentia impedimentum fuerit ad Pontificalia munera. Similiter in Societate, si professus fiat Episcopus, tenebitur servare votum speciale quod pro tali statu emittit, de quo nullum potest esse dubium, ut infra videbimus, tract. 10, lib. 6, c. 19; et idem censeo de cæteris votis simplicibus, quatenus materia eorum in tali statu occurrere potest, quia omnia illa perpetua sunt, et, supposita occasione seu materia, executio et observatio ejus nihil repugnat cum statu Episcopali. De voto autem solemni obediendi Pontifici circa missiones, potest esse specialis ratio excusationis, quia videtur repugnare cum obligatione inserviendi proprio Episcopatui. Dico tamen obligationem de se manere, quia votum immutabile est. Unde imprimis, si quis esset tantum Episcopus consecratus, et titularis, ex vi illius voti posset obligari ad quamcumque missionem, æque ac cæteri religiosi. Deinde, licet habeat Episcopatum, potest ex vi illius voti obligari ad relinquendum illum, ut in Indiam, verbi gratia, mitti possit, vel ad alium Episcopatum illuc transferri. Denique cum impedimentum illud subsit dispositioni ejusdem Pontificis, cui ipsum votum fit, non potest censeri impedimentum ad non obediendum Pontifici, juxta obligationem illius voti præcipienti; nam ipse poterit impedimentum hujusmodi auferre; solum ergo necessarium est de re tota illum certiorem facere, et postea obedire.

9. *Objectio contra eamdem assertionem. — Episcopus regularis tenetur ad habitum religionis.* — Sed objicitur secundo, nam sequitur non teneri Episcopum regularem ad deferendum habitum suæ religionis; consequens est falsum; ergo. Probatur sequela, quia deferre habitum non est materia voti, sed tantum est una ex constitutionibus religionis, nec etiam est canon aliquis ecclesiasticus, qui Episcopum regularem obliget ad habitum suæ religionis deferendum. Circa hoc communis sententia est, teneri hujusmodi Episcopum ad deferendum habitum suæ religionis; ita affirmat D. Thomas, dict. art. 8, quem ibi alii sequuntur; Sylvester, verb. *Religio*, 7, q. 11; Covar., c. 1, de Testam., n. 18, ubi alios auctores refert. Et colligitur ex c. *Clerici*, 2, de Vita et honest. cleric., ubi dicitur: *Pontifices autem in publico, et in Ecclesia, superindumentis lineis omnes utantur, nisi monachi fuerint, quos oportet ferre habitum monachalem.* Unde constat hanc obligationem non tantum ex regula, sed ex jure communi desumptam esse, et ideo addidimus aliam limitationem in conclusione; nam si de aliqua observantia religiosa per jus canonicum declaratum sit ab Episcopis esse observandam, tunc respectu il-

lorum non oritur obligatio immediate ex regula, sed ex tali jure. Imo significat D. Thomas hanc obligationem sequi ex substantiali statu religioso; cum enim dixisset Episcopum manere ad hæc substantialia obligatum, subdit: *Et per consequens ad portandum habitum suæ religionis, qui est obligationis signum, indicans professionem tum perpetuo obligare ad signum ejus deferendum, sicut ad præstandum actus ad quos obligat.* Unde, licet verbum *oportet*, positum in dicto c. *Clerici*, non sit adeo rigorosum, ut gravem obligationem sub mortali soleat significare, tamen juxta subjectam materiam ita interpretandum est et intelligitur ab auctoribus, ut patet ex Panormitano, ibi, n. 6. Et hoc tandem confirmat generalis Ecclesiæ consuetudo; nam quod Soto supra dixit, in Italia hoc non servari, quia Itali non dignantur Episcopos in habitu monachali videre, non video quo fundamento dictum sit.

10. *Imo putant aliqui teneri sub excommunicatione.* — Imo addit Sylvester supra, hanc obligationem tantam esse, ut Episcopus, si habitum suæ religionis omittat, incurrat excommunicationem latam in cap. 2, *Ne clerici vel monachi*, in 6. Covar. autem de hac excommunicatione dubitat: *Non enim est* (inquit) *in aliquo canone excommunicatio indicta monacho, qui prætextu Episcopalis dignitatis non dimisso habitu monachorum assumit albam illam, vel candidam vestem, quæ ab Episcopis exterius defertur, tametsi male faciet monachus Episcopus ea uti.* Verumtamen Covarrus non contradicit formaliter Sylvestro, sed aliquid addit, et utrumque indiget consideratione. Duo ergo hic distinguenda sunt, scilicet, dimittere habitum, vel, illo retento, superinducere rochetum. Propter hoc ergo secundum ait Covarrus, non inveniri in jure positam excommunicationem, quod ego verum censeo, quamvis inter Doctores dubium sit an occultare habitum religiosum sufficiat ad excommunicationem dicti capitis secundi incurrendam; in eo autem casu occultaretur habitus religiosus.

11. *Id tamen non est verum, si occultat habitum sub rocheto.*—Nihilominus, quidquid sit de alia occultatione, in hoc casu non censeo esse sufficientem causam illius excommunicationis, quia est nimia extensio legis pœnalis ultra verborum proprietatem. Eo vel maxime quod, non obstante indumento albo, posset retineri aliquod signum habitus religiosi, sive habitum longiorem deferendo, vel in colore et forma caputii, aut manicarum. Sylvester autem loquitur in priori casu, in quo etiam non videtur res adeo certa, tum quia illud cap. 2 aperte loquitur de religiosis in suo puro statu et clausura manentibus; quod patet ex principio textus: *Ut periculosa religiosis evagandi materia subtrahatur*, etc., quæ non possunt ad Episcopum accommodari; tum etiam quia illa non videtur temeraria dimissio habitus, cum sit commutatio in alium habitum proprium Episcopalis status. Sed cum Ecclesia non concesserit regularibus Episcopis habitum illum, nec monachalis habitus desertionem, certe non posset illa commutatio a temeritate excusari; aliunde vero, quamvis ratio textus non videatur tam proprie habere locum in Episcopo, verba tamen in rigore illum comprehendunt, et ideo timendam esse censeo talem excommunicationem, præsertim quia monachalis habitus etiam in Episcopo deservire potest ad subtrahendum saltem evagandi nimium excessum.

12. *Quando habitus mutatio liceat.*—Dices: in c. *Deus qui*, de Vita et honestat. cleric., conceditur religiosis ut possint habitum mutare propter uniformitatem unius conversationis, quando in unam Ecclesiam conveniunt, quia unusquisque se debet conformare illis, cum quibus vivit, cap. *Quisque*, dist. 41, cap. *In nona*, 16, q. 7 Ergo, cum monachus fit Episcopus, permitti deberet monachalem habitum in clericalem mutare, cum inter clericos vivere debeat. Respondetur, id solum permitti, quando ex dispari habitu scandalum generatur; jam vero nullum generatur scandalum, eo quod monachus Episcopus suum habitum retineat; quin potius oppositum subditis scandalum inferret.

13. *Tertia objectio contra eamdem assertionem in num. 6.* — Tertio objici potest, quia sequitur Episcopum regularem nihil peccare omittendo jejunia, et similia opera præcepta in sua regula, etiam sub mortali, quamvis possit facile et commode in suo statu illa servare: consequens est falsum; ergo. Sequela patet, quia si ille non est subjectus legi, nihil peccat non servando illam. Minor autem probatur ex D. Thoma dicente, posse Episcopum uti dispensatione in hujusmodi observantiis regularibus, quæ non repugnant Episcopatui. Qui autem indiget dispensatione, peccat, si absque illa transgrediatur legem; imo oportet dispensationem esse rationabilem, et ideo addit D. Thomas: *Secundum quod requirit necessitas personæ, vel officii, vel conditio homi-*

*num cum quibus vivit ;* loquitur ergo de propria dispensatione, quæ veram obligationem supponit. Confirmari hoc potest ex cap. 3, 16, q. 1, ubi dicitur : *De monachis, qui diu morantes in monasteriis, si postea ad clericatus ordinem pervenerint, statuimus non debere eos a priori proposito discedere, seu deviare ;* satis autem discedit a priori proposito, qui regulam non observat, quando in illo statu commode potest.

14. *Responsio quorumdam ad hanc objectionem.* — Propter hæc Cajetanus in Comment. dict. art. 8, et tom. 1 Opusculorum, tractat. 25, q. 2, et Sot., lib. 10 de Justitia, q. 5, art. ult., et alii Thomistæ communiter concedunt, teneri hujusmodi Episcopum in conscientia ad servandas regulas vel constitutiones sui ordinis obligantes ad culpam. Addunt vero non obligari debito legali, sed morali, id est, non ex directa obligatione talis legis ( verum enim esse putant, quod hactenus diximus, eos non manere subjectos his legibus ), sed ex rectitudine quadam rationis naturalis, quia ex ascensu ad perfectiorem statum non debet religiosus deficere a fructu prioris vitæ ; deficeret autem, si ea, quæ per se conferunt ad perfectionem, et Episcopale munus non impediunt, desereret. Unde ulterius addunt iidem auctores, hanc obligationem in Episcopo in suo genere non esse mortalem. Itaque, licet lex religionis de jejunio, verbi gratia, obliget religiosos sub mortali, eum, qui factus est Episcopus, non ita obligabit, sed tantum sub veniali. Ratio eorum est, quia illa obligatio in Episcopo non est ex virtute illius legis, sed ex illa morali decentia, qua tenetur non desistere ab operibus perfectionis, qui perfectionis statum conscendit ; hæc autem decentia solum levem obligationem inducit. De legibus autem seu constitutionibus religionis, quæ tantum pœnales sunt, indicant dicti auctores nullo modo obligare Episcopum, cum ad pœnas religionis ipse non teneatur.

15. Hæc sententia mihi non probatur ; seclusa enim obligatione regulæ, in vi regulæ, aut legis, nullam invenio naturalem rationem, quæ sufficienter obliget ad eosdem actus regulæ sub aliqua culpa. Primo, quia illa ratio Cajetani ad summum probat, debere Episcopum exerceri in actibus perfectionis, et hoc pertinere ad decentiam sui status. Quod autem illi actus iidem futuri sint, qui per regulam suæ religionis præscribuntur sub obligatione ad aliquam culpam, non potest inferri ex illo generali principio ; nam existens in statu perfectionis non potest omnes actus perfectionis exercere ; determinatio ergo ad hos vel illos voluntaria est, seclusa lege obligante ; ergo cum Episcopus non teneatur legibus suæ religionis, esto debeat ex decentia occupari in operibus perfectionis, nihilominus non obligatur determinate ad præscripta per talem regulam. Secundo, status ipse Episcopalis secum affert proprios actus perfectionis, quos ex intrinseca obligatione postulat, ut sunt docere et illuminare alios, spiritualiter regere, et omnes eorum miserias, quoad fieri possit, sublevare, ad quos actus alii necessarii sunt, qui consequenter sub eamdem obligationem cadunt, quantum ad alios fuerint necessarii, scilicet, orare, legere, vigilare, etc. ; ergo si Episcopus etiam religiosus suo muneri, quoad omnes istos actus, satisfaciat, sufficienter implet illam rationem decentiæ exercendi opera perfectionis suo statui consentanea. Ergo si alioqui paupertatem etiam, castitatem et obedientiam perfecte observet, et omnia, quæ cum illis connexa sunt, vel ex absoluta necessitate, vêl ex decentia, per hoc satisfaciet etiam decentiæ religiosæ, etiamsi alias particulares observantias non observet, quia non pertinet ad decentiam superioris status, ut oneremus illum, et propriis obligationibus, et aliis pertinentibus ad inferiorem statum, non tantum substantialiter, et per se, sed etiam accidentaliter. Et huc tendunt verba supra citata in num. 6, ex c. 2, 96, q. 1, quod est Gregorii, l. 4 Epistolarum, quamvis ipse ibi non tractet de religioso translato ad Ecclesiam sæcularem, sed potius de clerico sæculari, qui vult regimen monasterii assumere. Tamen per similitudinem rationis verba illa nostro proposito accommodantur.

16. *Ad objectionem in num. 13 vera responsio.* — Respondeo ergo ad objectionem, concedendo non teneri Episcopum in conscientia, etiam sub veniali culpa, per se loquendo, ad observantias suæ regulæ. Hoc mihi probant sufficienter omnia adducta ; nam canones, et Glossa illorum, ac interpretes, simpliciter absolvunt Episcopum regularem a jugo regulæ, et nulla sufficiens ratio naturalis est quæ illum obliget, ut declaratum est. Solum ergo ad hoc tenetur, ut juxta integrum statum suum, scilicet religiosi Episcopi, decenter vivat, et consentanee operetur ; quod autem hujusmodi opera sint hæc vel illa, nisi lege aliqua ecclesiastica vel divina sint præscripta, vel ex voto vel ex officio sint debita, liberæ optioni et determinationi operantis relinqui-

tur. Quapropter, si Episcopus Dominicanus sit, non magis tenetur in conscientia ad abstinendum a carnibus, quam Franciscanus, vel, e converso, Franciscanus non magis tenetur ad suas peculiares observantias, quam Dominicanus. Neuter etiam tenetur ad habendum socium sui ordinis, et similia, de quibus etiam Cajetanus et Soto inter se non conveniunt. Et ob eamdem causam nihil quoad hoc distinguendum puto inter opera dissona vel consona statui Episcopali, sed in omnibus censeo prudenti arbitrio relinquendum, an talia opera expediant vel deceant, aut magis conveniant in tali statu, et post tale judicium libera etiam est electio eorum, et non sub obligatione ad aliquam culpam, nisi aliquod indecens opus, vel inutile otium, loco talium operum admittatur. Non nego tamen esse aliquam congruitatem, ut, cæteris paribus, unusquisque potius eligat opera suæ religioni et regulæ conformia, quam alia, cæteris paribus; non credo autem illam esse tantam, ut per se inducat obligationem in conscientia, quia nullum est principium ex quo sufficienter colligatur, seclusa directa obligatione ipsarum constitutionum positivarum.

17. *Replica diluitur dupliciter.* — Dices, teneri saltem ex illo principio, *quod turpis est pars quæ non concordat toti.* Respondeo primum etiam ex hoc principio non teneri omnes partes ad servandas omnes leges communitatis, sed unamquamque teneri ad illas quæ ad ipsam spectant; unde, si leges aliunde habeant non obligare in conscientia, sed tantum ad pœnam, ex illo principio non erit culpa illas non servare; sic ergo non obligatur Episcopus ad servanda statuta religionis, propter illud principium, quia non cadunt in illum; neque eorum observantia postulat tantam uniformitatem in membris adeo disparibus, et statuum diversorum. Unde secundo dicitur Episcopum, in rigore, jam non esse membrum illius communitatis, et ideo ex hoc titulo conformitatis cum illa non obligari ad observantias ejus. Nec propterea licet inde colligere, illum non manere religiosum talis religionis in specie potius quam alterius, quia in substantialibus et in habitu semper manet religiosus in tali specie, et quoad vinculum præcipue obedientiæ, semper manet ita ligatus habitualiter, ut, si a Pontifice privetur munere et exemptione Episcopali, manebit subjectus suæ religioni, et non alteri. Hoc ergo satis est ut statum religiosum ejusdem rationis retineat, quamvis subjectus actu non sit, nec Prælatis, nec legibus talis religionis.

18. *Illatum ex dictis per quod satisfit ad D. Thomam in illo numero* 13. — Atque ex his infero, hujusmodi Episcopum non indigere propria dispensatione ad comedendum carnes prohibitas, verbi gratia, per præceptum regulæ; et idem est de similibus, quia dispensatio solum est ad tollendam obligationem; ubi ergo non est obligatio, nec dispensatio necessaria est. Cum ergo D. Thomas, numero 13 citatus, ait posse secum dispensare, vel indicat se sequi priorem sententiam, quæ probabilis est, licet quam defendimus, in rigore juris, videatur vera; vel certe in lata quadam significatione illo verbo usus est, ut indicaret melius esse, magisque consulendum cuilibet Episcopo religioso, ut regulam suæ religionis quoad hanc partem observet. Et ideo noluit licentiam præbere ad oppositum faciendum nisi per modum dispensationis, quia vir religiosus et perfectus ea, quæ meliora, et suo statui convenientiora sunt, etiamsi sub obligationem non cadant, absque justa causa prætermittere non debet, et ideo quando sub hac tantum consideratione sibi indulget, aliquid hujusmodi secum dispensare dicitur. Nec ex cap. *De monachis*, seu 3, 16, quæst. 5, aliud colligitur, quia in eo non est sermo de Episcopis, nec etiam necesse est textum illum intelligere de monachis translatis ad Ecclesiam sæcularem, sed de quocumque monacho clerico ordinato; olim enim monachi ex vi status non ordinabantur; quamvis ergo interdum ex indulgentia ordinarentur, non propterea liberabantur a regulari obedientia et observantia. Vel denique, licet extendamus textum illum ad monachum translatum ad Episcopatum, respondetur cum Glossa ibi, non posse deficere a suo proposito, quoad substantialia sui status; et quamvis alias regulas non observet, non potest dici proprie deviare a proposito, quia ubi cessat obligatio, non habet locum deviatio a proposito.

19. *Quid de observantia sextæ feriæ in quam incidit Natalitium Christi.* — *Responsio Cajetani.* — *Eam ipse retractat verius.* — Solum superest specialis difficultas, an hoc generale corollarium habeat locum in speciali casu capitis ultimi, de Observatione jejuniorum, de die Nativitatis, quando incidit in sextam feriam, an possit religiosus Episcopus sine dispensatione comedere carnes illa die quando ex regula suæ religionis erat prohibitum. Cajetanus enim in hoc puncto contraria docuit, nam in 2. 2, dicto articulo

octavo, dicit non posse hoc facere sine peccato mortali, quia non gaudet beneficio, seu indulgentia concessa omnibus fidelibus; nam in illo capite excluduntur ab illa omnes religiosi quorum instituta obligant ab abstinendum a carnibus, seu ad jejunandum sexta feria, et ideo præceptum Ecclesiæ abstinendi a carnibus sexta feria, rigorose obligat hujusmodi Episcopum. Idem vero Cajetanus in citato opusculo negat illud esse peccatum mortale, et ait Sot. Cajetanum ibi cordatius mutasse sententiam, quod ipsemet Cajetanus significavit in ultimis verbis illius opusculi, dicens: *Tu lector memento scripta nostra, de hujus quæstionis materia in commentarii super 2. 2, ad hæc referre subtilius discussa.* Itaque dicendum est, ubi abstinentia a carnibus, vel jejunium, solum est ex regula, vel præcepto ejus, et non ex speciali voto, Episcopum posse licite eo die carnes comedere, quia jam ipse regulari observantia non est astrictus, et textus solum excipit eos qui aut voto, aut regulari observantia sunt astricti; unde Carthusianus, si fiat Episcopus, licite poterit carnes comedere eo die; religiosus autem de ordine Minimorum, etiam factus Episcopus, non poterit, quia specialiori voto obligatur, quod semper durat.

## CAPUT XVIII.

### AN EPISCOPUS REGULARIS GAUDEAT GRATIIS SUÆ RELIGIONIS, ET QUÆ OBLIGATIONES MANEANT IN RELIGIOSO FACTO CARDINALI.

1. *Pro priore parte tituli arguitur negative. — Arguitur affirmative.* — Duo in titulo posita supersunt breviter inquirenda circa hanc materiam. Primum est, an religiosus factus Episcopus gaudeat privilegiis et indulgentiis concessis suæ religioni. Ex dictis enim videtur sequi pars negativa, quia Episcopus jam non tenetur oneribus religionis; ergo nec privilegiis et commodis gaudere debet; item hæc privilegia conceduntur intuitu religionis; sed Episcopus jam non est membrum illius religionis; ergo nec communicat cum ipsa in privilegiis et gratiis. Propter hæc quidam absolute et sine ulla limitatione excludunt Episcopum regularem a participatione omnium gratiarum suæ religionis; nam cessante causa fundamentali privilegii, cessat privilegium, ut in materia de legibus tractavimus, et notat glossa, in cap. *Ita nos*, 25, q. 2, verbo *Cessaverint*; Decius, in cap. *Cum accessissent*, de Constitutionibus, n. 15. Sed ex eodem fundamento potest contrarium suaderi, quia privilegia conceduntur in favorem status religiosi, qui non tantum est in toto corpore mystico religionis, sed etiam in singulis personis ejus; sed hic status vere manet in Episcopo, non solum in genere, sed etiam in tali specie, ut ostensum est capite præcedenti; ergo in illo non cessavit causa et fundamentum privilegii aut indulgentiæ; ergo nec gratia ipsa cessavit, quia non est specialiter revocata, ut supponimus, nec sublatum est fundamentum ut per se ipsa cesset.

2. *Decisio per distinctionem.* — Quapropter distinctione mihi utendum videtur, nam aut gratiæ et privilegia concernunt corpus religionis, ut sic, et favorem ejus, quoad jurisdictionem, administrationem temporalium bonorum, et alia hujusmodi, aut respiciunt singulas personas. De prioribus, non videtur dubium quin Episcopus illis gaudere non possit, ut convincit prior ratio facta; talia enim privilegia non fundantur in toto statu religioso personali, sed in vinculo et conjunctione ad hoc corpus, cui per se primo conceduntur, et ad illius usum et commodum ordinantur. De posterioribus autem iterum distinguendum est, quia vel usus talium gratiarum aut privilegiorum, ab Episcopo usurpatus, esset onerosus ipsi religioni, vel non. Quando privilegium concedit gratiam, qua persona religiosa gaudere potest in commodum suæ animæ, vel corporis, sine onere vel gravamine suæ religionis, profecto non cessat propter statum Episcopalem. Sicut enim diximus obligationes et vincula substantialia religionis, quæ non repugnant muneri Episcopali, in ipso, seu cum ipso durare, ita etiam ratio postulat ut gratiæ et indulgentiæ status religiosi, quibus potest Episcopus frui sine incommodo suæ religionis, in ipso etiam perseverent, et ita omnes rationes pro utraque parte propositæ hanc assertionem persuadent, quia verisimile est solum religiosum statum quoad substantiam ejus esse sufficiens fundamentum et causam talium gratiarum, et quoad eas retorquetur optime illa ratio, quod qui retinet religionis onus, debet etiam retinere favores ejus.

3. At vero, si usus talium gratiarum redundet in onus religionis aut monasterii, admittendus non est, quia semper censetur hujusmodi favor principaliter concessus in favorem religionis. Et quoad hoc procedit quædam declaratio Sixti IV, quæ refertur in monumentis Minorum, fol. apud me 149, concess. 365, quæ sic habet: *Ne ex habilitationibus ad beneficia,*

*cum facultate, quod etiam post illa obtenta, in domibus dicti ordinis residere, cameras habere in illis, et in generalibus capitulis fratrum eorumdem Prædicatorum et Minorum ordinum vocem activam et passivam habere, ac privilegiis, favoribus, gratiis, et Indultis concessis ipsorum ordinum professoribus gaudere possint, præfatis ordinibus, et illorum professoribus gravamen inferatur : eisdem Motu et auctoritate decernimus, hujusmodi habilitationis litteras intelligi, et interpretari debere, ut fratres ipsi quibus concessæ sunt, vel concedentur in posterum per Sedem Apostolicam, postquam aliquod beneficium adepti fuerint pacifice, aut pro Capellanis in aliquibus Ecclesiis cœperint deservire, concessionibus prædictis, prout vocem activam et passivam, residentiam in domibus dictorum ordinum, ac retentionem dictarum domorum, camerarum, et alia quæ ordinum præfatorum sunt concernentia, de eorum ordinum Prælatorum consensu, duntaxat gaudere possint, et non alias, neque alio modo. Idem statuentes de promotis ad cathedrales, etiam titulares appellatas Ecclesias, et alias dignitates ecclesiasticas.* In quo Indulto expendo Pontificem non absolute excludere hos Episcopos a participatione gratiarum, sed cum duplici limitatione : una est, si illa sit cum onere religionis, quæ significatur in illis verbis, *prout vocem activam*, etc., usque ad illa, *quæ ordinum Præfatorum sunt concernentia.* Alia est, ut illa non sit sine consensu Prælatorum; unde colligitur, de consensu Prælatorum etiam posse frui his gratiis concernentibus aliquo modo religionem ipsam, et consequenter ad fruendum aliis gratiis, quæ corpori religionis nihil obstant, Prælatorum consensum necessarium non esse.

4. *Resolvitur secunda pars tituli quoad paupertatem. — Quoad obedientiam. — Quoad alias observantias regulæ. — Quoad habitum. — Excipitur assumptus ad Papatum.* — Aliud dubium est, an omnia, quæ diximus de Episcopis, eodem modo locum habeant in Cardinalibus religiosis, etiamsi Episcopi non sint. Ad quod breviter dicitur, eodem modo omnia accommodanda esse, quia religiosus Cardinalis vere religiosus manet; eadem enim est de illo ratio, vel certe major, quia ex vi illius dignitatis non ita constituitur in statu perfectionis, sicut Episcopus. Quare vinculum paupertatis retinet, et incapax est proprii dominii, et ideo sine dispensatione testari non potest, ut recte dixit Baldus, in Authentica *Licentiam*, de Episcopis et Clericis. Vide Martinum Laudensem, in tract. de Cardinalibus, q. 58 et 59, et Andream Barbatiam, de Præstantia Cardinalium, 1 p., q. 3; et Hieronymum Manfredum, de Cardinalibus, q. 133. Unde quidquid acquirit post talem dignitatem, Ecclesiæ suæ videtur acquirere; semper enim habet alicujus particularis Ecclesiæ titulum, et regimen; alias acquiret Ecclesiæ Romanæ, seu Apostolicæ Sedi. Quod vero ad obedientiam attinet, clarum est soli Pontifici immediate subesse, retinet tamen idem obedientiæ vinculum. De obligatione vero ad alias observantias regulæ eadem ratio exemptionis est, quia, juxta institutionem Ecclesiæ, per illam dignitatem æque separatur quis a corpore religionis atque Episcopus. Habitum tamen deferre debet, ita enim observat Ecclesiæ usus, et favent jura supra citata. Solus religiosus factus Summus Pontifex hac obligatione liberatur, quamvis substantiam status religiosi non amittat, ut in superioribus, tractando de obedientiæ voto, tactum est.

## CAPUT XIX.

### UTRUM RELIGIOSUS PROFESSUS POSSIT AD BENEFICIUM, VEL DIGNITATEM INFERIOREM EPISCOPALI TRANSIRE, ET QUO JURE TUNC OBLIGETUR?

1. *Prima suppositio, professioni religiosæ ex se non repugnare beneficium ecclesiasticum. — Id probatur quantum ad jus spiritualium ministeriorum. — Item quoad commoda fructuum temporalium.* — Suppono imprimis religiosum, ex vi professionis suæ, non esse incapacem ecclesiastici beneficii, etiam curam animarum annexam habentis. Sunt quidem multa antiqua decreta prohibentia ne monachi clericorum officia populis celebrare aut ministrare præsumant, quæ congerit Gratianus, 16, q. 1; verumtamen illa decreta loquuntur primo secundum antiquam consuetudinem monachorum qui laici erant, et ex vi suæ professionis clerici non erant, neque ad hunc finem instituebantur Deinde non omnino excludunt monachos ab hoc ministerio, tanquam inhabiles, vel ad ordines, vel ad beneficia, aut ministeria ecclesiastica, sed prohibentur ne suo arbitrio et usurpato jure his ministeriis se ingerant, nec sine debita superiorum facultate ad illa assumantur. Nunc autem solum asserimus professionem religiosam per se et vi sua non reddere personam incapacem ecclesiastici beneficii, quod declaratur in hunc modum; nam duo sunt in beneficio ecclesiastico distinguenda : primum est spirituale jus ad tale ministerium,

quod jus interdum etiam includit jurisdictionem ecclesiasticam, vel in administratione verbi Dei, et Sacramentorum, vel etiam fori contentiosi. Secundum est temporale commodum, quod ratione officii habet beneficium. Quantum ad primum, constat religiosum non esse incapacem illius juris, quia non repugnat cum aliquo voto substantiali religionis. De castitate constat; de paupertate probatur ex dictis supra de materia illius voti, quia per illud non excluduntur nisi jura et bona temporalia quoad proprietatem et proprietarium usum; ministeria autem, et officia, præsertim spiritualia, non excluduntur per illud votum, etiam quoad proprietatem et possessionem eorum, ut ibi declaravimus; hujusmodi autem sunt beneficia ecclesiastica quoad hanc partem. Quoad alteram vero de temporalibus bonis, non est de ratione beneficii ut eorum proprietas acquiratur habenti beneficium, sed satis est quod ad illum pertineat administratio, usus et dispensatio talium bonorum; imo multi existimant beneficiarios sæculares non plus habere; ergo ex vi paupertatis religiosus non est incapax beneficii. Neque etiam ex vi voti obedientiæ, quia in obtinendo beneficio servari potest obedientia, ut statim declarabimus. Denique quoad hoc eadem fere est ratio de Episcopali beneficio, et de quacumque Superiori dignitate.

2. *Secunda suppositio, nec juri canonico id repugnare. — Beneficiorum genera varia. — Quæ beneficia regularia huc non spectent.* — Secundo supponendum est, etiam ex jure canonico non esse religiosum incapacem ecclesiastici beneficii inferioris Episcopatu, etiam habentis annexam animarum curam; ut hoc ostendamus supponenda est vulgaris distinctio beneficii: quoddam est sæculare, aliud regulare, quæ sumitur ex cap. *Cum singula*, et cap. *Cum de beneficio*, de Præbend., in 6, et ex Doctoribus çommuniter, eisdem locis. Sæculare dicitur, quod clericis sæcularibus dari solet, ex debito, seu institutione, aut legitima consuetudine. Regulare autem vocatur, quod alicui religioni vel monasterio addictum est, vel ex institutione, vel ex præscripta consuetudine quadraginta annorum, juxta citata jura. Et utrumque beneficium multiplex est, ut videre licet in Rebuffo, in Practica, p. 1, a principio, et de sæcularibus beneficiis, Deo dante, alibi dicturi sumus; hic enim necessaria non est distinctio, quia generatim de omnibus agimus. Circa regularia autem beneficia advertendum est, sub illis interdum numerari prælationes ipsiusmet religionis, ut Abbatia conventualis, vel Prioratus, et in universum omnia munera eorum regularium, qui aliis religiosis præficiuntur. Imo, ipsemet monachatus, vel simplex munus Canonici regularis, solet interdum beneficium simplex appellari, ut videre licet in Rebuffo, supra. Quidquid vero sit de hoc modo loquendi, hic non agimus de beneficiis in hoc sensu, quia manifestum est in hoc sensu omnes veros religiosos habere jus ex se perpetuum, ut a sua religione alantur, cui ipsi etiam inservire et obedire tenentur; certum est etiam religiosum ex vi suæ professionis esse capacem prælationis præfecturæ, vel administrationis ejusdem religionis, seu personarum et bonorum ejus, quod satis constat ex dictis supra, lib. 2, a cap. 7, de Prælatis et eorum electionibus. Loquimur ergo de beneficiis regularibus in alio sensu, videlicet, de his quæ sunt propria beneficia ejusdem rationis quoad substantiam cum sæcularibus; solumque dicuntur regularia, quia pleno jure ad monachos seu regulares pertinent, et per eos administrantur.

3. *Ostenditur jam prædicta secunda suppositio.*—Ex his ergo constat, religiosum non esse incapacem beneficii, etiam secundum jus canonicum, quia quantum ad beneficia regularia ipsum jus illa permittit vel concedit; ergo supponit per regulares administrari posse et debere, nam commune axioma juris est, beneficia regularia regularibus conferenda esse, sæcularia vero sæcularibus. De sæculari autem beneficio probatur, quia, licet jura prohibeant monachum non assumi ad tale beneficium sine debita facultate et legitimo titulo, seu provisione illius qui potestatem habeat, non tamen absolute prohibent, nec reddunt regulares personas inhabiles ad talia beneficia. Primo ergo videndum est de beneficiis regularibus, et de omnibus quæ ad illa pertinent, et deinde de sæcularibus.

4. *Prima assertio, posse regulares habere beneficium regulare sui ordinis.— Hæc beneficia conferuntur solum a Prælatis regularibus.* — Primo ergo dicendum est, regularem posse habere beneficium regulare sui ordinis, vel monasterii, non vero alterius, nisi ex speciali dispensatione. Utraque pars est certa et communis, ut videre licet in Rebuffo, in Practica, p. 1, tit. ultimo, qui est de translatione monachorum, et p. 2, titulo de Dispensatione cum regularibus facta; et ex Navar., Comment. 4, de Regularibus, num. 22; Sylvest., verb. *Religio*, 6; et Panormitan., in cap.

*Deus qui*, de Vita et honestate cleric., et cap. *Quod Dei timorem*, de Statu monachorum, et sumitur ex cap. *Cum singula*, § *Prohibemus*, de Præbend., in 6, in quo prior pars supponitur potius quam asseratur; nam officia et beneficia, consueta administrari per monachos alicujus monasterii, illis non solum possunt, sed etiam debent conferri. Unde si talia beneficia pleno jure sint tali monasterio subjecta, per solam voluntatem Prælati regularis, potest religiosus ad tale beneficium transferri, ut Panormitanus et Sylvester notant, et colligi potest ex cap. *Doctos*, et cap. *Si monachus*, cum sequentibus, 16, quæst. 1. Et ratio est, quia tunc provisio beneficii omnino pertinet ad Prælatum monasterii; hac enim ratione dicitur pleno jure ad monasterium pertinere; sub Prælato autem Capitulum monasterii comprehendimus, si juxta monasterii statutum, vel consuetudinem ad illud pertineat provisio. Persona etiam est plene subjecta Prælato monasterii; ergo non ab Episcopo, sed ab illius voluntate pendet, quoad provisionem, seu receptionem talis beneficii.

5. *Subditi tenentur illa acceptare. — Quid si non sufficeret ad alendum religiosum.* — Unde addit Navarrus supra, non solum posse, sed etiam teneri ad acceptandum tale beneficium, si Prælatus præcipiat, quia illud præceptum justum est, et non excedit latitudinem obedientiæ religiosæ, quia gubernatio beneficiorum monasterii valde pertinet ad utilitatem et regimen ejusdem monasterii, argumento cap. *Quorumdam*, de Electione, in 6, ibi : *Extra administrationes proprii ordinis solium prælaturæ conscendere moliuntur*; ergo comprehenditur illa administratio, vel susceptio beneficii sub materia obedientiæ illius monasterii. Quapropter merito etiam hoc extendit Navarrus ad beneficium tenue, et paucos redditus habens, quia obedientia religiosa non fundatur in propria auctoritate, aut commodo temporali, sed in obsequio religionis. Ait tamen Navarrus, si beneficium sit tam tenue, ut religiosus non possit ex illo sustentari, non posse obligari ad relinquendum monasterium, ut in tali beneficio resideat, non obstante Clementina I, § *Cæterum*, de Electione, quia nemo potest cogi ministrare sine sufficientibus saltem alimentis; debet ergo tunc monasterium alere religiosum in alia Ecclesia residentem, ut ad hoc possit eum obligare. Quod videtur etiam intelligendum nisi religiosus mendicitatem professus sit, et juxta suum institutum ad mendicandum posset obligari.

6. *Ad quas observantias teneatur.* — De hujusmodi autem religioso in tali beneficio proviso, dubitari potest an teneatur ad omnem observantiam regularem. Nam, quod vere maneat religiosus, et teneatur substantialia vincula religionis servare, et habitum deferre, non est dubium; et a fortiori patet ex dictis cap. 17, de Episcopo regulari. Hic vero addendum est, hunc religiosum manere obnoxium regulæ, quantum extra monasterium et in privata domo servari potest, ut a fortiori patet ex dictis supra, cap. 7, de religioso vivente extra claustrum, cum licentia vel dispensatione legitima. Ratio vero est, quia talis religiosus vere manet sub obedientia sui Prælati, et adhuc est membrum suæ religionis; ergo obligatur regula religionis eodem modo quo antea, solumque excusabitur ab his observantiis, quæ vel in tali habitatione, a communitate separata, impleri non possunt, vel tale munus impediunt.

*Cuinam acquirat beneficiarius regularis habens beneficium suæ religioni pleno jure subjectum.*

7. *Arguitur beneficiarium regularem acquirere fructus ipsi Ecclesiæ. — Arguitur acquirere potius monasterio. — Confirmatur.* — Duæ vero supersunt difficultates: una est circa paupertatem, cui scilicet acquirat talis religiosus, an, scilicet, religioni vel suæ Ecclesiæ; nam cum aliis nulla potest fieri rationabilis comparatio, nec cum ipsomet religioso; nam certum est sibi non acquirere quoad proprietatem. Ratio ergo dubii est, quia in aliis beneficiis religiosus acquirit Ecclesiæ suæ, ut statim dicemus; ergo etiam in his quæ subsunt suæ religioni seu monasterio. Probatur consequentia, quia jura generaliter loquuntur, et quia ratio est eadem, quia omnis beneficiarius efficitur sponsus Ecclesiæ suæ; illi ergo acquirit. In contrarium vero est, quia talis religiosus manet sub obedientia sui Prælati, et eodem modo totus est monasterii sicut antea erat; ergo et acquirit monasterio sicut antea; et in usu paupertatis omnino subordinatur voluntati Prælati, et consequenter illi acquirit cui ipse vult; ergo acquirit monasterio. Quæ ratio maxime procedit quando beneficium pleno jure subjectum est monasterio, et præsertim si sit ad nutum auferibile. Et confirmari potest, quia quando Ecclesia et beneficium sunt ita subjecta pleno jure monasterio, ut beneficium sit auferibile ad nutum Prælati, tota utilitas totusve usus-

fructus beneficii directe pertinet ad bona monasterii; ergo beneficiarius solum potest sibi retinere, quæ vel sibi consignata fuerint, vel ad Ecclesiæ obsequium debitum necessaria fuerint; ergo quidquid ultra hoc acquirit religiosus ex beneficio, ad monasterium pertinet. Quod si aliunde quam ex beneficio acquirat, manet in eo integra ratio acquirendi monasterio, neque sub ea ratione spectatur tanquam minister seu sponsus talis Ecclesiæ; unde si paupertatis votum non haberet, clarum est non acquirere talia bona Ecclesiæ, sed sibi. Votum autem paupertatis non confert jus aliquod propriæ Ecclesiæ, quamdiu integra manet unio in propria religione, et subordinatio ad obedientiam ejus.

8. *Approbatur prior pars dubii quoad fructus acquisitos intuitu Ecclesiæ.* — Hæ rationes videntur aliquam probabilitatem efficere, et fortasse propter eas, quando auctores dicunt monachum, translatum ad aliam Ecclesiam, non acquirere monasterio, sed Ecclesiæ, loqui solent cum hac limitatione : Si Ecclesia non sit pleno jure monasterio subjecta, ut infra videbimus. Nihilominus distinguendum videtur de bonis acquisitis a tali religioso intuitu ipsius Ecclesiæ, vel aliunde. De prioribus dicendum est acquirere Ecclesiæ, et non monasterio. Ita sentit Bartolus, in leg. *Si servus communis*, 37, ff. de Stipulatione servorum, num. 6, ubi idem sequitur additio ad illum; idem tenet Navarr., comment. 2, de Regularibus, num. 6, vers. *Octavo*, et probatur ratione priori loco facta, et quia eadem est proportio beneficii perpetui respectu totius temporis, et beneficii temporalis respectu temporis pro quo durat; semper enim beneficium et fructus ejus debent in commodum Ecclesiæ redundare. Quod optime confirmat Navar., ex Clement. unica, de Supplenda negligentia Prælatorum, ubi prohibentur Prælati regulares ne hujusmodi beneficia applicent mensis suis, pensionesve novas imponant, aut veteres augeant, et infra declarat hoc habere locum in beneficiis, *quæ speciales Priores, administratores, seu Rectores consueverunt habere, licet Priores, seu administratores hujusmodi libere possint ad claustrum cum oportuerit revocari.* Et infra statuit, ut hujusmodi Prælati bona talium beneficiorum vacantium occupare non possint. In quibus omnibus plane supponit Pontifex quæsita ex fructibus beneficii non pertinere ad monasterium, alias cur non posset Prælatus pensionem imponere, imo et reservare sibi aut suo monasterio omnia quæ ipsi beneficiario in suo munere necessaria non essent? Dicet aliquis, ibi non prohiberi pensionem imponi pro monasteriis, sed pro mensis Prælatorum. Respondetur, pro eodem reputari Prælatum et monasterium, tanquam caput et corpus; utriusque enim jus unum et indivisum est, ex vi status religiosi, nam Prælatus monasterii non habet veluti proprium jus ad fructus vel reditus monasterii, sed solum ratione communitatis. Unde intelligitur quod supra, in quadam confirmatione, num. 7, sumebatur, in hujusmodi beneficiis fructus eorum directe pertinere ad monasterium, non esse in universum verum.

9. *Exceptio aliquorum beneficiorum, de quibus non procedit dicta prior pars dubii.— De quibus procedat.—Satisfit argumento pro posteriore parte dubii in num. 7.* — Possunt quidem aliquando beneficia esse sic unita monasteriis ex speciali gratia Pontificum, et tunc non habet in eis locum decisio illius Clementinæ; nam in ea expresse declaratur illam intelligi *de beneficiis quæ non sunt de mensa Prælatorum ipsorum.* Quod idem est de beneficiis quæ non sunt ipsorum monasteriorum. Unde illa nec censentur vacare propter mortem beneficiarii, juxta capitul. unicum, vers. *Quidam etiam*, de Excessibus Prælat., in 6; semper enim monasterium vivit, cujus sunt tales fructus. Et ideo mirum non est, quod beneficiarius tunc acquirat monasterio; non enim ipse proprie acquirit, sed dat monasterio quod suum est, ex speciali unione, vel applicatione alias ei facta. Possunt autem esse alia beneficia etiam manualia, seu, quod idem est, ad nutum auferibilia, et pleno jure ad monasterium seu Prælatum ejus pertinentia, quorum reditus non sint applicati monasterio, nec mensæ Abbatiali, ut manifeste supponitur in dicta Clementina, et de his tractatur præsens quæstio, an ratione personæ religiosæ, et subditæ tali monasterio, acquiratur aliquid eidem monasterio, de fructibus seu bonis quæ intuitu beneficii et talis Ecclesiæ acquirit beneficiarius. In his ergo beneficiis non procedit dicta ratio, et ideo dicimus non acquirere monasterio, sed Ecclesiæ. Neque quoad hoc obstat quod talis persona subsit obedientiæ monasterii, quia hæc obedientia debetur secundum regulam, et secundum jura monasterii; ditare autem monasterium ex bonis Ecclesiæ, non pertinet ad obedientiam, secundum regulam, neque ad jus monasterii, et ideo non sequitur ex dicta subjectione. Unde, sicut religiosus, pro tempore quo residet in tali Ecclesia, tenetur

ei inservire, nec potest obligari ad aliquid incompossibile illi ministerio, nisi a beneficio revocetur, ita pro eodem tempore non potest obligari, ut ex bonis vel fructibus Ecclesiæ acquirat monasterio.

10. *An possit dictus beneficiarius dare aliquid monasterio suo.—An testari.*—Sed quæres an saltem possit licite ipse beneficiarius de fructibus sui beneficii partem aliquam voluntarie monasterio tribuere. Respondetur, ipsum non esse dominum sed dispensatorem, habere tamen liberam administrationem illorum bonorum, id est, independentem a voluntate sui Prælati regularis, quia quoad hanc partem non est illi subjectus, ut declaratum est. Nihilominus tamen ex natura rei, et ex vi sui muneris, tenetur debitum ordinem servare in dispensandis bonis suo usui non necessariis, nam providere imprimis debet Ecclesiæ suæ, deinde pauperibus sibi subjectis, seu ejusdem Ecclesiæ. Si quid vero postea superfuerit, juste et religiose potest, dum vivit, suo monasterio ea donare, quia est opus religionis et misericordiæ, nulloque jure invenitur prohibitum. Testari autem in morte religioso non permittitur, ut supra dictum est, nisi ex speciali privilegio. Unde, si talis religiosus peculium habeat ex hujusmodi bonis usque ad mortem (prout habere potest, nisi speciali regula prohibeatur), in eis succedet Ecclesia, et non monasterium.

11. *Quid fiet de peculio, si vivens revocetur ad monasterium.* — Sed quid si talis religiosus revocetur ad monasterium, et amoveatur a beneficio? poteritne secum deferre suum peculium, et omnia bona mobilia et se moventia, quæ in illo habebat? Respondeo, posse quidem illa, si velit, Ecclesiæ relinquere, vel successori, vel in pauperes distribuere, quia, donec recedat, liberam administrationem illorum habet. Ob eamdem vero rationem censeo etiam posse illa secum deferre, tum quia administratio secundum se ad hoc extenditur ; tum etiam quia talia bona jam erant ejus usibus applicata. Existimo tamen, eo ipso quod persona iterum redit ad monasterium cum talibus bonis, incorporari bona illa bonis monasterii, quia imprimis, talis religiosus jam non potest habere liberam administrationem talium bonorum, quia hoc repugnat religiosæ vitæ, cum jam illa persona sit omnino actu subjecta Prælato religionis ; ad illum ergo jam spectat talium bonorum administratio. Unde, eo ipso quod religiosus secum defert talia bona, ad monasterium, quantum est ex se, illa applicat, et Prælatus illa permittendo consequenter acceptat, et ideo ex tunc incipit dominium talium bonorum esse apud monasterium.

12. *Quid sentiat Bartolus circa eamdem priorem partem dubii, quoad fructus aliunde quam ex Ecclesia quæsitos.* — De bonis vero aliunde acquisitis a tali beneficiario, quocumque modo, est major difficultas, quia Bartolus supra dicit, quoad talia bona non acquirere Ecclesiæ suæ, sed monasterio, cujus opinionem videntur multum suadere rationes prius factæ in num. 7 et in num. 8, præsertim cum nullum sit jus quod talia bona applicet monasterio. Nam capitul. *Statutum*, 18, quæst. 1, et loquitur de Episcopo, et licet extendatur ad inferiora beneficia, merito requiri potest ut cum Episcopatu conveniant in perpetuitate, et consequenter in vi eximendi religiosum a jugo regulæ, quia alias non est similitudo rationis; et ideo neque extensio locum habet. Declaratur assumptum, nam, quando religiosus liberatur a jugo regulæ, totaliter (ut sic dicam) disjungitur a corpore suæ religionis, et unitur suæ Ecclesiæ, et ideo merito illi tantum acquirit. Quando autem non liberatur a jugo obedientiæ et regulæ, adhuc manet conjunctus suæ religioni, et actu subjectus illi, in omnibus quæ non repugnant ministerio Ecclesiæ; ergo etiam in his bonis, quæ non comparat intuitu Ecclesiæ, sed aliunde, non acquirit Ecclesiæ, sed monasterio cujus est membrum. Est enim illa persona quasi divisa; nam partim est monasterii, partim Ecclesiæ, ita tamen ut quoad omnia quæ per se non pertinent ad jus Ecclesiæ, sit monasterii; quoad acquisitionem autem talium bonorum per se non pertinet ad Ecclesiam, cujus signum optimum est supra tactum, cap. 16, num. 25 ; quia si illa persona esset sui juris, nullo modo talia bona pertinerent ad Ecclesiam ; ergo cum sit juris monasterii, ut sic dicam, illi potius acquirit talia bona, quam Ecclesiæ. Unde confirmatur tandem, quia antea monasterium habebat hoc jus ratione talis personæ, et non amisit illud propter tale beneficium, quia per illud non fuit persona translata simpliciter, sed tantum secundum quid, ut declaratum est. Neque etiam potest aliud colligi ex dicta Clementina, quidquid Navarrus dicat, quia illa solum disponit de beneficio, et de immunitate ejus (ut ita dicam), non vero de persona, nec de omnibus bonis quæ quacumque via possunt ad illam pervenire.

13. Nihilominus Navarrus supra, dicto Com-

ment. 2, de Regularibus, num. 6, tenet hujusmodi religiosum beneficiarium acquirere suæ Ecclesiæ, quocumque titulo vel ratione aliquid acquirat, qui videtur maxime fundari in dicta Clementina; nam ad Bartolum postea respondet, vel non vidisse illam Clementinam, vel non satis eam ponderasse. Sed, ut dixi, nullum argumentum efficax ab illa sumi potest: quæ enim consecutio est a fructibus beneficii, ad bona quæ, vel jure hæreditario, vel libera donatione, aut alio simili modo acquiruntur? Citat deinde Panormitanum, in cap. *Monachi*, de Statu regular., et in cap. ultimo, de Capellis monachorum; sed in neutro loco aliquid dicit ad hanc quæstionem pertinens; sed potius ait religiosum, promotum ad beneficium perpetuum, non habere amplius communionem cum primo monasterio; eum vero, qui tantum habet beneficium naturale, non esse separatum a monasterio, neque extra obedientiam Prælati; de acquisitione vero bonorum nihil dicit. Deinde argumentatur Navarrus ex quadam doctrina Frederici Senens., cons. 35, num. 74, dicentis, occiso beneficiario manuali, pœnam homicidæ applicandam esse Ecclesiæ, et non priori monasterio, quia pro tunc est verus beneficiarius talis Ecclesiæ, et secundum illum statum judicandus est, ut ibi latius prosequitur, adductis variis conjecturis, ex quibus fit quidem probabile illud assumptum, non tamen certum, nec sufficiens ad confirmandam rem multo magis dubiam. Præsertim quia est longe diversa ratio: illa enim pœna applicatur ratione injuriæ et nocumenti; in eo autem casu proxime et principaliter nocumentum et injuria fit Ecclesiæ, quæ, ut sic dicam, actu possidet talem personam, et ideo ad illam maxime pertinet jus acquirendi illam pœnam, quamvis fortasse prudenti arbitrio judicis etiam esset pars aliqua monasterio applicanda. At vero quando acquisitio non fit ratione injuriæ, neque titulo ipsius Ecclesiæ, nullum apparet fundamentum sufficiens, ob quod Ecclesia habeat jus ad bona talis personæ aliunde acquisita.

14. Addit tamen Navarrus rationem aliam, quam censet efficacem, quia bona acquisita ex fructibus beneficii manualis, et ex opera ipsius monachi, non debentur monasterio; ergo nec bona aliunde acquisita; probat consequentiam, nam si religiosus acquireret monasterio, multo magis acquireret ex re ipsius monasterii quam ex re aliena; sed fructus et opera monachi sunt quodammodo ipsius monasterii cujus est monachus: ergo, si per illa non acquirit monasterio, multo minus aliunde. Verumtamen neque hæc ratio videtur efficax. In antecedente autem duo involvuntur: unum est de fructibus, et quoad illam partem admittitur facile, et negatur consequentia; nam quoad eam partem falsum est quod in probatione ejus sumitur, scilicet, monachum, acquirendo ex illis fructibus, acquirere ex re monasterii; nam illi fructus nullo modo sunt monasterii, neque immediate, ut per se constat, nec mediate, ratione personæ, quia ostensum est eum non acquirere monasterio talia bona, sed Ecclesiæ. Unde tales fructus non possunt dici bona monachi, sed Ecclesiæ, quamvis administratio et usus illorum commissa sint beneficiario monacho.

15. Altera vero pars antecedentis erat de acquisitis per opera monachi, et quoad hoc dubito de veritate illius antecedentis universaliter sumpti; nam, licet illud sit verum de operibus pertinentibus ad ministerium Ecclesiæ aut beneficii, quando ratione illorum aliquid per modum stipendii vel eleemosynæ datur; hæc enim omnia, lato quodam modo possunt in fructibus beneficii computari; de aliis vero operibus mere personalibus, seu temporalibus, quæ omnino sunt extra obligationem vel titulum beneficii, non videtur illud antecedens adeo certum, quia monachus non exercet illa opera, ut beneficiarius talis Ecclesiæ, sed ut homo, vel ut monachus; ergo non est cur per talia opera acquirat Ecclesiæ, et non potius monasterio, cum secluso respectu beneficiarii, semper illa persona, et consequenter actiones ejus sint monasterii. Nihilominus Bartolus, in leg. *Sed et si*, 30, § *Interdum*, ff. de Usufructu, sentit hujusmodi monachum per opera sua acquirere Ecclesiæ; nam si emat (inquit) rem aliquam, et solvat illam pecunia acquisita de opera sua, res illa Ecclesiæ acquiritur; et rationem reddit, quia illa Ecclesia, cui est præpositus, debet habere usumfructum personæ suæ. Verum est illum non loqui in particulari, quando beneficium est manuale; loquitur tamen indifferenter de monacho alicui Ecclesiæ deputato. Et ratio, quam reddit, generalis videtur. Unde quoad hanc partem probabile est, quidquid talis monachus acquirit per opera sua, acquirere suæ Ecclesiæ, quia pro tunc quoad usum seu ministerium deputatus est illi Ecclesiæ, et consequenter omnes actiones ejus illi sunt consecratæ; ergo et fructus earum.

16. Sed, licet hoc admittamus, non sequitur idem esse dicendum de quocumque alio

modo acquirendi, ratione suæ personæ, præcise per hæreditariam successionem, vel per aliam donationem, ac denique recipiendo potius quam agendo, quia persona illa non est omnino translata, ut sic dicam, in dominium talis Ecclesiæ, etiam pro illo tempore, sed solum quoad ministerium et quasi usumfructum actionum, non vero quoad reliqua omnia, quæ ad talem personam pertinere possunt, cum illa semper maneat actu subjecta et unita monasterio. Neque tunc verum est quod Navarrus supponit, monachum, acquirendo Ecclesiæ per sua opera, acquirere illi ex re aliena, seu ex re monasterii; non enim ita est; nam illa opera jam non sunt monasterii, sed Ecclesiæ, quia licet persona quoad proprietatem sit monasterii, quoad possessionem et usum seu usumfructum pro tunc est Ecclesiæ. Sic enim si servus alicujus alteri ad usum et servitium tantum pro aliquo tempore donetur, acquiret usuario per operas suas, quia pro illo tempore illæ operæ non sunt proprietarii domini, sed proximi possessoris, seu usuarii. Et simili modo non censeo verum, monachum illum, acquirendo monasterio per hæreditariam successionem, vel similem modum, acquirere ex alieno; nam, licet acquirat id quod erat alienum, non tamen ex alieno, sed ex re maxime propria, qualis est propria persona, vel nativitas aut origo, ratione cujus habet jus succedendi, vel alia personalis conditio, ratione cujus, sine intuitu actionum, vel Ecclesiæ, aliquid ei donatur. Unde non recte applicatur illud axioma: *Qui potest alteri acquirere ex re aliena, magis posset ex re sua.* Possumus ergo retorquere rationem Navarri, quia multo major ratio est acquirendi monasterio ea bona, quæ præcise intuitu personæ acquiruntur, quam alia, quæ respiciunt opera, vel fructus Ecclesiæ; nam persona secundum se manet semper sub potestate, et quasi sub dominio monasterii, licet quoad opera sit pro tunc applicata Ecclesiæ.

17. Ex his ergo videtur sententia Bartoli fieri satis probabilis. Et sane cum ex vi professionis et actualis subjectionis ad Prælatum monasterii, per se constet de jure religionis ad bona pertinentia ad religiosum, quamdiu non constet, certa aliqua ratione aut lege, monasterium esse privatum illo jure, seu jus illud translatum esse in Ecclesiam, non est facile proferenda sententia contra monasterium, præsertim cum in dubiis melior sit conditio possidentis. Accedit etiam, quod beneficia manualia non simpliciter, sed secundum quid beneficia censentur, quia beneficium debet esse perpetuum, ut notat glossa, in cap. unico, de Capellis monachorum, in 6, verb. *Perpetui*, ex text. ibi, et ex cap. *Præcepta*, d. 55, et in cap. *Sanctorum*, d. 70; et ideo, licet inter regulares propter eorum peculiarem statum hæc manualia beneficia admittantur, non oportet in eis habere locum omnia, quæ ex perpetuis beneficiis consequuntur, cum in eis non fiat absoluta et integra personæ translatio. Atque ex hac sententia consequenter dicendum videtur, non posse religiosum beneficiarium ad nutum amovibilem retinere hæc bona, aliunde quam ex suis operibus vel fructibus acquisita, vel quoad naturalem possessionem, vel quoad usum, usumfructum, vel administrationem, nisi quantum ei fuerit a suo Prælato permissum; nam illa bona statim acquiruntur monasterio; ergo ratione beneficii non acquirit monachus speciale jus administrandi illa, quia, cum non sint bona suæ Ecclesiæ, beneficium non confert administrationem illorum; ergo pertinet ad Prælatum monasterii, cui etiam ipse monachus subditus est; ergo sine licentia illius non potest detinere aut contrectare talia bona. Quod secus dicendum esset consequenter loquendo juxta opinionem Navarri, ut ex superioribus constat.

*An beneficiarius regularis, habens beneficium suæ religionis pleno jure subjectum, Prælatis suis obedire teneatur, ut alii simplices religiosi.*

18. *Religiosus beneficiarius subditur regulæ in iis quæ compatiuntur cum cura beneficii. — Non vero in aliis quæ suæ curæ repugnant.* — Secunda difficultas est circa obedientiam hujus religiosi, an se extendat ad omnia, in quibus alii simplices religiosi obedire tenentur. Sed hoc expeditum fere est ex dictis; cum proportione enim applicanda est regula supra posita in dubio præcedenti de paupertate. Nam in his quæ pertinent ad statum religiosum, et ad observationem propriæ regulæ, et cum munere, et occupatione beneficii non repugnent, tenetur hic religiosus favere Prælato suo, quia non est disjunctus omnino a corpore monasterii, ut ostensum est, et ideo manet sub obedientia Prælati; ergo maxime in his rebus quæ non repugnant beneficio, et in illis omnibus, quia non est major ratio de quibusdam, quam de aliis. Specialiter vero circa hoc disponitur in jure, ut talis religiosus habeat secum socium sui ordinis, ut constat ex cap. *Monachi*, et cap. *Quod Dei timorem*, de Statu

monachorum; et Clement. 1, § *Ad hæc*, de Statu monach., quibus in locis Doctores notant, hoc maxime intelligi de monachis beneficiariis, qui ad nutum Prælati moveri possunt, ut notat Joannes Andreas, in glossa Clementinæ *Ne in agro*, § *Ad hæc*, de Statu regularium, verb. *Ad claustrum;* et Panormitanus, in d. c. *Quod Dei timorem*, de quo plura in sequentibus dicemus. In his vero quæ fuerint contraria seu repugnantia obligationi beneficii, aut utilitati Ecclesiæ suæ, non tenebitur talis religiosus parere suo Prælato, quia *nemo potest duobus dominis servire*, maxime si repugnantia jubeantur; item quia ille ex justitia tenetur implere munus suum; ergo non potest Prælatus contrariam obligationem imponere, esset enim de re iniqua.

19. *Subditur quoque Prælato in his quæ præceperit ad bonum beneficii exempti.* — *Non tamen si beneficium sit subjectum Ordinario.* — Dubitari autem posset an habeat Prælatus jus præcipiendi in his quæ spectant ad administrationem beneficii, et non sunt contra utilitatem vel finem ejus, sed potius illi consentanea, arbitrio Prælati. Respondeo, si talis Ecclesia sit exempta omnino a jurisdictione Episcopi, et subjecta Prælato regulari, ea ratione tenebitur beneficiarius monachus illi parere, sicut teneretur parere Episcopo, si ordinario jure illi esset Ecclesia subjecta, ut per se manifestum est. Si autem Ecclesia sit subjecta Episcopo, non tenetur monachus parere Prælato, in his rebus quæ pertinent ad regimen vel administrationem Ecclesiæ, cujus est beneficiarius. Probatur primo, quia in his rebus tenetur parere Episcopo; ergo non proprio Prælato regulari, quia in eadem materia non potest habere duos superiores inter se non subordinatos. Secundo, quia illa non est materia obedientiæ, quia non pertinet ad regulam, neque ad observantiam religiosam, et ob hanc posteriorem rationem, etiamsi Prælatus religionis simul sit quasi Episcopus illius Ecclesiæ, non tenebitur monachus beneficiarius illi parere in tali materia, ex vi voti obedientiæ, sed solum ratione jurisdictionis, sicut teneretur obedire Episcopo.

20. *Dubium bimembre de subjectione quoad revocationem religiosi a beneficio.* — Tandem dubitari potest an hic monachus teneatur semper obedire Prælato revocanti eum ad monasterium, in quo duo possunt inquiri: unum est, an beneficium regulare ex genere suo, et quasi ordinario jure tale sit, ut ad arbitrium Prælati auferri possit. Aliud est, supposito beneficio quod constat esse ad nutum auferibile, quod manuale dicitur, an possit auferri sine ulla causa, solum ad voluntatem Prælati, ita ut subditus teneatur statim parere. De utroque dubio possunt videri Joannes Andreas, in cap. *Cum singula*, de Præbend., in 6; Panormitanus aliique Doctores, in c. *Monachi*, et in cap. *Quod Dei*, de Statu monachorum. Ex quibus breviter dicendum est ad priorem partem, quando Ecclesia est pleno jure subjecta monasterio, regulariter loquendo, beneficium regulare illius esse manuale: ita sumitur ex Panormitano, dicto cap. *Monachi*, in fine, et ex Rebuff., tractat. de Pacificis possess., num. 279, ubi refert alios. Et probatur, quia monachus per tale beneficium non eximitur ab obedientia sui Abbatis; ergo tenetur illi parere; nam cum non habeat velle nec nolle, non potest revocationi ejus resistere; ergo tale beneficium manuale est. Dices, in hac ratione peti principium, quia hoc est quod inquirimus, an tale beneficium sit manuale. Respondetur non peti, sed ex ipsa conditione status religiosi ostendi, quando Ecclesia est pleno jure subjecta monasterio, etiam monachum beneficiarium ejus debere esse plene subjectum Prælato monasterii. Et confirmatur, quia beneficia regularia ex suo genere, et ratione talis status, non sunt ita firma et perpetua, sicut beneficia sæcularia, argumento cap. *Per tuas*, in fine, de Simonia; ergo si alioquin accedat subjectio Ecclesiæ pleno jure, merito censetur tale beneficium esse manuale. Intelligendum autem hoc est, nisi contrarium aliunde constet, vel ex institutione beneficii, vel ex recepta consuetudine, vel ex privilegio concesso ipsi Ecclesiæ, vel beneficio; nam si sit tantum concessum personæ, non mutat naturam beneficii, sed impedit effectum in tali persona, ut statim explicabimus. In illis autem casibus beneficium ipsum erit perpetuum, ut notavit Navarr., Comment. 2, de Regular., numer. 6, quia non repugnat habere hanc conditionem, etiamsi regulare sit, et in Ecclesia pleno jure subjecta; ergo potest illa conditio vel consuetudine acquiri, vel a principio poni, vel a Pontifice concedi; neque enim illa conditio iniqua est; oportet tamen ut de aliquo ex prædictis titulis sufficienter constet. Quod ergo dicimus, solum est, quamdiu oppositum non constat, seu sufficienter probatur, tale beneficium præsumi manuale. Quid autem dicendum sit quando Ecclesia non est pleno jure subjecta, paulo post videbimus.

21. Hinc ad alteram partem respondetur facile, teneri monachum obedire Prælato revocanti illum, quia Prælatus utitur jure suo, et alter est illi subjectus. Et quidem si Prælatus id faciat ex causa, non solum valide, sed etiam licite id facit, ex omnium sententia, quia tunc rationabiliter utitur sua potestate. Causam autem rationabilem esse intelligo, non tantum culpam aliquam beneficiarii, sed quamcumque utilitatem vel commoditatem sufficientem religionis aut Ecclesiæ, quia hæc mutatio seu revocatio non est pœna, neque actus justitiæ vindicativæ, sed prudentis gubernationis et jurisdictionis, quam Prælatus habet in subditum. Si autem Prælatus revocet hujusmodi subditum sine causa, quidam dicunt illicite agere, et posse subditum coram majore Superiore conqueri. Ita significat Innocentius, in cap. *Insinuantes*, Qui clerici vel voventes, num. 2 : *Si Superior* (inquit) *vellet ex malitia removere illum a loco, posset supplicare Superiorem, et Superior eum audire deberet ad similitudinem servi.* Expressius Rebuffus, referens alios, tractatu de Pacificis possess., numer. 275, ubi plura de his beneficiis tradit. Ex eisdem tamen auctoribus colligitur, non posse hujusmodi religiosum sua auctoritate resistere Superiori revocanti illum; neque ex solo defectu causæ posse veluti ex justitia postulare coram superiore Prælato ut non revocetur, sed solum proponere, aut supplicare, ut ait Innocentius. Præterea existimo majorem Prælatum non teneri, etiam ex prudenti regimine, revocationem impedire, nisi ei constiterit ex malitia fieri, quia, seclusa extrinseca deformitate, revocatio religiosi ad claustrum est valde utilis, et vicissitudo illa est moraliter necessaria ad bonum religionis, ne per longam consuetudinem existendi extra claustrum amittat religiosus consuetudinem etiam obediendi, et alios religiosos mores; quapropter, nisi aliunde constet malitiam intervenire, vel scandalum generari, aut infamiam, revocatio illa potius sustinenda est a superiori Prælato, quam cassanda. Denique consulendam etiam in hoc censeo consuetudinem, nam si usu receptum sit, ut revocatio saltem infra aliquod tempus non fiat sine causa, et aliter facta cedat in infamiam religiosi, tunc inique ageret Superior, revocando subditum cum ejus infamia, nec superior Prælatus id permittere debet. Vide Navarrum, Comment. 2, de Regularibus, num. 65, versicul. *Ad octavum.*

*Quid dicendum de beneficiariis regularibus habentibus beneficia regularia, non tamen suæ religioni pleno jure subjecta.*

22. *Ad collationem horum beneficiorum, duorum voluntas concurrit.* — Ex his facile intelligitur quid dicendum sit de beneficiis regularibus, quæ non subsunt pleno jure potestati Prælati vel monasterii; nam, quatenus hæc beneficia regularia sunt, possunt conferri religioso sine dispensatione speciali, quia jam sunt ex propria conditione pro religiosis deputata, ut dixi. Quatenus vero talia beneficia non subsunt pleno jure religioni, dari non possunt religiosis per solam voluntatem Prælati regularis, quia si voluntas ejus sufficeret, haberet plenum jus in collatione talis beneficii; si ergo jus plenum non habet, ideo est quia pendet ab Episcopo, vel alio simili Prælato quoad institutionem, ut notavit Navarrus. Duplex ergo voluntas ibi concurrere debet, scilicet Prælati regularis, sine cujus consensu nullus religiosus potest ad aliquod beneficium transire, ut est frequens in jure, 16, q. 1, et 18, q. 2, et tomo præcedenti, tractando de obedientia, late dictum est; et præterea voluntas Episcopi, cui talis Ecclesia subjecta est. In quo etiam observandum est, religiosum tantum posse transire ad beneficium regulare sui ordinis, juxta cap. *Cum singula*, de Præbend., in 6, quia neque proprius Prælatus potest dare subdito licentiam transeundi ad beneficium alterius ordinis, cum non possit monachus locum habere in diversis monasteriis, nec etiam Episcopus potest beneficia pro tali ordine seu monasterio deputata aliis tradere. Denique, licet monachus possit ad hujusmodi beneficium transire, specialiter tamen et maxime illi prohibetur ne plura possit habere, ut in dicto cap. *Cum singula.*

23. *Sola voluntate Prælati non potest religiosus amoveri a tali beneficio.* — Igitur de monacho sic translato longe aliter judicandum est, quam de habente beneficium tantum manuale, quia quando Ecclesia non est pleno jure subjecta religioni, beneficium ejus, licet regulare sit, non est manuale, sed perpetuum, quia religiosus in illo semel constitutus non potest ad nutum sui Prælati amoveri; sicut enim non potuit per solam voluntatem Prælati provideri, ut dictum est, ita nec privari potest. Dices : semper religiosus pendet a voluntate Prælati; unde potest argumentum retorqueri, quia in principio solus dissensus

Prælati impediret receptionem beneficii; ergo etiam postea sufficit ad impediendam retentionem; nam, licet plures causæ simul requirantur ad aliquem effectum, cujuscumque tamen defectus sufficit ad illius destructionem. Respondetur, consensum Prælati postulari in principio ad receptionem talis beneficii, non ut causam per se illius, sed ut conditionem necessariam, et ideo non immutare naturam talis beneficii, sed potius illi accommodari. Est autem natura beneficii ut sit perpetuum, quæ conditio ex speciali ratione mutatur, seu deficit in beneficiis regularibus pleno jure subjectis religioni, quia illa per se debent tantum ex voluntate Prælati regularis, et aliunde obedientia religiosa postulat illum modum subordinationis. Quando ergo beneficium non ita pendet a Prælato regulari, ex se perpetuum manet, et Prælatus ipse, quando præbet consensum, ut suus subditus de illo provideatur, consequenter consentit ut perpetuo tali Ecclesiæ adscribatur, quia concessio rei facta censetur juxta illius qualitatem, ut notatur in Clement. unica, de Supplenda negligentia Prælatorum, cum Glossa ibi, verbo *Monasteriorum*. Cedit ergo Prælatus tunc juri suo, et ideo non potest postea sua voluntate revocare religiosum, neque ille tenebitur parere, donec juridice beneficio privetur ex legitima causa ab habente potestatem.

24. *Nec subditur obedientiæ aut regulæ monasterii.* — Atque hinc infertur cum Navarro, dicto Comment. 2, de Regular., numer. 6, religiosum, translatum ad tale beneficium, durante eo statu manere liberum ab obedientia Prælati, et consequenter etiam a jugo regulæ, argumento cap. unici, 18, q. 2, et omnium, quæ supra dicta sunt de regulari translato ad Episcopatum, et quæ statim dicemus de translato ad beneficium sæculare; nam quoad hoc æquiparantur, quia in hoc conveniunt, quod omnino separant religiosum a corpore religionis, et perpetuo illum dedicant et uniunt Ecclesiæ cujus est beneficium. Præterea, ille incipit esse subjectus Episcopo seu Ordinario talis Ecclesiæ, et debet perpetuo sustinere onera talis Ecclesiæ, et illi inservire, et ideo merito manet exemptus ab actuali subjectione suæ religionis, et consequenter etiam ab accidentalibus observantiis ejus.

25. *Quoad paupertatem convenit cum dictis de Episcopo.*—Unde etiam fit, ut in his etiam, quæ ad paupertatem pertinent, differat ab habente beneficium manuale, et conveniat potius cum Episcopo. Nam undecumque acquirat per successionem hæreditariam, vel alio modo, non monasterio, sed Ecclesiæ suæ acquirit, ideoque administrationem eorum retinet et usum, cum subordinatione tamen ad suum Episcopum, in quo solum differt ab Episcopo regulari. Idemque Navarrus censet de regulari, cui Papa concedit ad vitam suam beneficium regulare, etiamsi illud alias esset ad nutum auferibile, quia, licet per talem concessionem natura beneficii non mutetur, tamen in tali persona accipit perpetuitatem, estque communis sententia Canonistarum, ut intelligi potest ex Felino, in c. *In nostra*, de Rescriptis, in fine; Joanne Andrea, Dominico, et aliis, in cap. *Cum singula*, de Præbendis, in 6; Panormitano, in c. *Porrecta*, de Confirmatione utili vel inutili, et in c. *Nisi essent*, de Præbendis, n. 12. Quia per confirmationem Papæ censetur religiosus fieri obedientiarius Papæ, et beneficium censetur plene illi concedi; de qua re plura videri possunt in Rebuffo, dicto tractatu de Pacificis possess., n. 279 et sequentibus; et hactenus de beneficiis regularibus.

*Quid denique dicendum de beneficiariis regularibus habentibus beneficia sæcularia.*

26. *Regularis absque dispensatione Papæ non transfertur ad beneficium sæculare.* — De sæcularibus beneficiis brevius potest res expediri, suppositis his quæ diximus; nam imprimis ordinario jure, non potest regularis transire ad beneficium sæculare sine dispensatione Pontificis, etiam de licentia sui Abbatis, quia, juxta generalem regulam juris, beneficia regularia regularibus, sæcularia sæcularibus danda sunt, argumento cap. *Cum singula*, et cap. *Cum de beneficio*, de Præbend., in 6, et cap. *Nullus*, de Electione, in 6, quibus locis Doctores id notant, et ex natura, seu institutione talium beneficiorum, est per se manifestum. Sumitur denique ex cap. *Monachi*, de Statu regularium; nam, licet ibi directe solum prohibeantur monachi, ne singuli per villas vel oppida in Ecclesiis constituantur, tamen consequenter prohibentur habere beneficia sæcularia; quia, si illa habeant, consequenter possunt soli et sine sociis habitare, ut ibi omnes notant, et ideo illam prohibitionem intelligunt de beneficiis manualibus; unde in regularibus etiam perpetuis constitui possunt sine dispensatione; in sæcularibus autem minime, ut ex Cardinali et aliis notat Rebuffus, in Practica, tit. de Dispensatione cum regularibus, n. 5, 6 et 7. Ratio etiam ex

parte ipsorum beneficiorum est, quia beneficia illis debent conferri, quibus vel jure vel consuetudine sunt destinata. Ex parte vero personarum est optima congruentia, quia religiosus status per se non ordinatur ad hujusmodi ministeria clericorum sæcularium propria, et ideo nisi beneficia speciali ratione ad religionem pertineant, non debent monachi se illis immiscere; unde in cap. *Super eo*, de Regul., dicitur : *Neque amplius in Ecclesiis sæcularibus debent assumi, ne contra votum quod Domino fecerunt, venire probentur.*

27. Multi vero Doctores excipiunt ab hac generali regula beneficia parochialia, vel quæ curam animarum habent annexam, et consequenter regulam solum procedere in beneficiis simplicibus, præbendis, canonicatibus, dignitatibus, etc. Ita sentit Panormitanus, in cap. *Quod Dei timorem*, de Statu regular., numer. 5 et sequentibus, cum gloss. ibi, et glossa in Clement. 1, de Electione, verbo *Sæculari;* idem tenet Hostiensis, in dicto cap. *Quod Dei timorem*, n. 8 et sequenti, et in Summa, tit. de Statu regular., § *Utrum.* Fundamentum est, quia religiosus potest sine dispensatione transire ad Episcopatum propter curam animarum. Contrariam vero sententiam tenet Calderin. et multi alii, ut supra refert Panormitanus, quibus non parum favet per argumentum ab speciali Clement. 1, de Electione, ibi : *Per hoc autem, quin religiosus in Episcopum secularis vel cujuslibet regularis Ecclesiæ licite possit eligi, non intendimus prohibere;* ergo significat superiorem prohibitionem extendi ad omnem Ecclesiam sæcularem, sola Episcopali excepta. In quo etiam est specialis ratio, propter perfectionem status Episcopalis; unde Episcopatus quasi abstrahit a beneficio sæculari, et regulari, ideoque non comprehenditur sub regula data. At beneficium curatum communiter est sæculare, et tale esse præsumitur, nisi oppositum probetur, ideoque generalis regula in eo servanda est, ut regulari dari non possit sine dispensatione. Quare hæc posterior opinio videtur magis usu recepta, ut intelligitur ex Rebuffo supra, n. 7, et ex Quintiliano Mandosio, de Signatura gratiæ, tit. *Dispensatio pro obtinendis beneficiis*, et in ea servanda sunt privilegia et leges singularum religionum.

28. *Translatus ad tale beneficium æquiparatur translato ad Episcopatum quoad paupertatem, obedientiam,* etc. — Supposita autem translatione legitima religiosi ad beneficium sæculare, quoad paupertatem, idem judicium de illo est, quod de translato ad Episcopatum, servata proportione; nam acquirit suæ Ecclesiæ, quocumque titulo acquirat; habet tamen, dum vivit, administrationem talium bonorum. Deinde quoad obedientiam liber est a Prælatis religionis, nec potest ad eam revocari, nec tenetur in suo regimine eis parere, sed Episcopo, nec etiam tenetur habere socium religionis, ut docent glossa, Panormitanus et alii Doctores supra citati, in cap. *Monachi*, et in cap. *Quod Dei timorem*, de Statu regular. Denique, in rigore præcepti et legis, non tenetur servare particulares observantias suæ religionis, licet ex consilio illas servare debeat, ut significatur in cap. *Quod Dei timorem*, de Statu monach., juncto cap. *Recolentes*, eodem titulo, et quæ supra de Episcopo regulari diximus. Nam quoad hoc procedit eadem ratio separationis perpetuæ talis personæ a corpore religionis, ex qua nascitur exemptio ab actuali obedientia, et legibus ejus. Hæc autem, quæ diximus, locum habent in propriis beneficiis, nam de pensione longe diversa ratio est, nam ex vi illius, etiamsi per dispensationem Apostolicam habeatur, non liberatur quis ab obedientia religionis suæ, nisi tantum quoad administrationem talis pensionis; quoad reliqua ergo religiosis obligationibus subjectus manet, et suo monasterio acquirit, ut bene notavit Navar., Comment. 4, de Regular., n. 68 et seq., ubi plures differentias respectu religiosi constituit inter pensionem et beneficium, quas extendit etiam ad pensiones perpetuas, quæ præstimonia appellantur, quæ in eo videri possunt; censeo enim principia a nobis posita sufficere, et juxta ea de illis omnibus esse judicandum.

FINIS LIBRI TERTII.

# TRACTATUS NONUS

DE

# VARIETATE RELIGIONUM

TAM IN GENERE QUAM IN SPECIE,

COMPLECTENS LIBROS DUOS.

# INDEX CAPITUM LIBRI PRIMI

## DE VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.


CAP. I. *An potuerit vel debuerit esse in Ecclesia religionum varietas.*

CAP. II. *De divisione vitæ religiosæ in solitariam et cœnobiticam, et utra sit perfectior.*

CAP. III. *An militaris religio sub genere status religiosi proprie comprehendi possit.*

CAP. IV. *An militares religiones, quæ de facto dantur, comprehendantur proprie sub genere status religiosi.*

CAP. V. *De divisione religionis in activam et contemplativam.*

CAP. VI. *Quæ religio sit perfectior, activane, an contemplativa, an mixta.*

CAP. VII. *De divisione religionis in clericalem et monachalem simpliciter.*

CAP. VIII. *An recte dividatur religio monachalis simpliciter, seu prout contradistinguitur a clericali, in monachalem presse, et in mendicantem.*

CAP. IX. *Quot sint ordines clericorum regularium.*

CAP. X. *An religiones monialium a virorum religionibus, atque etiam inter se distinguantur.*

CAP. XI. *De receptione ac novitiatu monialium, earumque professione cum ceremonia veli.*

CAP. XII. *De observantia monialium, tam quoad substantialia vota, quam quoad subjectionem erga Prælatos ac regulam.*

# LIBER PRIMUS

DE

# VARIETATE RELIGIONUM IN GENERE.

*Ordo et partitio hujus tractatus.* — Postquam ea omnia explicuimus, quæ de statu religioso absolute spectato consideranda occurrunt, quoniam propositum nostrum est, ea omnia in religione Societatis specialiter contemplari, et pro viribus explicare, ut completa doctrina sit, necesse est de distinctione et varietate religionum aliqua præmittere. Possunt autem religiones distingui vel per quædam generalia capita, seu conditiones et fines earum, ut religio contemplativa, vel activa, etc., vel per species proprias earum, ut Prædicatorum, Minorum, etc.; hoc ergo libro priorem divisionem, in sequenti vero posteriorem explicabimus.

## CAPUT I.

### UTRUM POTUERIT VEL DEBUERIT ESSE IN ECCLESIA RELIGIONUM VARIETAS.

1. *Impugnatio hæreticorum pro parte negativa. — Impugnatio altera ab incommodis.* — Hæretici, qui summo odio hunc statum prosequuntur, multitudinem ac varietatem religionum maxime damnant, ac perinde putant esse dicere, hos religiosos esse sancti Dominici, illos sancti Francisci, ac dicere : *Ego sum Pauli, ego autem Apollo,* quod reprehendit Paulus, 1 Corint. 1 et 3 ; quia hoc est schismata et divisiones in Ecclesiam introducere, unde videntur contendere, salva unitate fidei et charitatis, non posse hanc multiplicationem admitti. Nam, sicut fides et charitas una est, et ideo esse potest una religio Christiana, ita etiam perfectio charitatis una est ; ergo non possunt in ordine ad illam religionem multiplicari, maxime quia nos docemus viam consiliorum esse viam ad hanc perfectionem, et consilia eadem sunt respectu omnium ; ergo et religio debet esse eadem. Tandem concluditur, saltem non expedire hanc varietatem propter divisionem et incommoda quæ ex ea nascuntur. Quod videtur experimento posse comprobari ; nam occasione hujus diversitatis multæ contentiones inter varias religiones ortæ sunt, dum aliæ alias præcedere contendunt, vel honore et loco, vel fama, et existimatione apud homines, vel litteris, et aliis hujusmodi bonis. Ex quo etiam fit ut sæpe proximorum fructus propter religiosorum contentionem inter se impediantur ; quæ omnia cessarent, si omnes idem corpus religionis conficerent. His accedit Divi Basilii auctoritas ; ille enim similem fere quæstionem pertractat in Regulis fus. disp., quæst. 35, ubi quærit an expediat in eodem pago plures esse religiosorum conventus ; respondet non expedire, tum quia difficile est unum invenire condignum Prælatum, nedum plures ; tum quia inter eos qui sunt ejusdem artis, facile oriuntur contentiones et æmulationes, quod (inquit) idem fere in hac vita solet accidere : *Initio enim contentiones a rebus honestis auspicantes, cum inter se certatim alii alios studeant superare, dum progressus majores faciunt, postremo in simultates contentiosas delabuntur* Loquitur autem Basilius de monasteriis ejusdem rationis et religionis; multo autem gravius sequuntur illa incommoda in diversitate religionum. Accedit tandem quod, si semel hæc varietas admittatur, in infinitum crescere et multiplicari potest, ut etiam experientia nos docet, quia homines semper amant nova, et inventiones proprias ; at hæc nimia multitudo non potest non parere confusionem, ut dicitur in c. ult., de Regular., et cap. unic., eodem tit., in 6 ; ergo, etc.

2. *Puncta tria tractanda proponuntur.* — Nihilominus veritas catholica est, varietatem religionum, ad decorem et utilitatem Ecclesiæ majusque Dei obsequium pertinere. Hæc veri-

tas de fide certa est, ad quam confirmandam sufficiunt nobis Sanctorum exempla, qui varias religiones instituerunt, et communis Ecclesiæ consensus, Pontificumque auctoritas, quæ illas approbarunt, et optima verba Gregorii XIII, in quadam Constitutione *Ascendente Domino*, in Societatis confirmationem, ubi sic inquit: *Cum divina providentia, pro temporum necessitate, varia et salutaria ordinum instituta in Ecclesia sua produxerit, novisque in ea subinde nascentibus morbis nova remedia, novisque emergentibus hostium impugnationibus, nova regularium ordinum auxilia excitarit, et cuique illorum, juxta cujuslibet peculiaris gratiæ vocationem, peculiares quasdam notas, peculiaria insignia, et opportuna ad finem, quem intendunt, media suggesserit*, etc. Constat ergo varietatem religionum divina providentia introductam esse, esseque Ecclesiæ opportunam et auxiliarem. Ut autem hanc veritatem magis explicemus et confirmemus, tria puncta declaranda sunt: primum, qualis distinctio et varietas inter religiones intelligi possit; secundum, quæ sit sufficiens ratio ejus; tertium, si quæ incommoda ex illa nasci possint, quomodo caveantur; per quod allatis in num. 1 impugnationibus satisfiet.

### *Qualis distinctio et varietas inter religiones intelligi possit.*

3. *Hæc varietas aut ex fine peculiari, aut ex mediis petenda.* — Circa primum statuendum imprimis est, omnes religiones necessario convenire in substantiali ritu status religiosi, qui consistit in duobus, scilicet, in intendenda perfectione charitatis erga Deum, et consequenter etiam circa proximum, et in renunciatione seculi per tria vota substantialia, et traditionem illam talibus votis firmatam, per quam homo se totum consecrat divino obsequio. Hæc duo satis constant ex omnibus hactenus dictis de statu religionis; cum hæc enim sint substantialia illi statui, non possunt non convenire omni veræ religioni, sive illa sit substantia generica, sive specifica, de quo statim. Hinc D. Thomas 2. 2, quæst. 188, articulo 1, concludit duobus tantum modis posse distinctionem inter religiones inveniri, scilicet, vel in fine proprio, vel in exercitiis et mediis quibus ad eumdem finem tendit. Cum enim religio sit status tendens in finem perfectionis, necesse est ut per certa ac determinata media tendat: ergo non potest alia distinctio inter religiones cogitari, nisi ex fine proprio, vel mediis.

4. *Objectio contra varietatem ex fine.—Quid quando duæ religiones habent eumdem finem proximum.* — Dices: imo non videntur religiones distingui in finibus, sed solum in mediis; omnia enim, quæ intendunt vel operantur, sunt media in finem charitatis perfectæ; ergo solum possunt distingui in mediis quibus utuntur ad hunc finem charitatis perfectæ. Respondeo, verum quidem esse, omnes fines particulares religionum singularum esse media, si cum generali perfectione charitatis comparentur; sunt tamen nihilominus fines proprii, quia sunt bona per se honesta, quæ propter se proxime expetuntur, et propter ipsa reliqua omnia exercitia talium religionum instituta sunt, vel assumuntur. Dici etiam possunt illi fines, quia sunt quasi formales quædam actiones ipsius charitatis, quæ, ut in se tales sunt, intenduntur ut fines; ut vero per eas comparatur perfectio charitatis absolute et secundum se spectatæ, media dici possunt. Itaque si charitas secundum se consideretur, plura habet officia, in quibus exercetur, et eisdem proxime augetur; sunt autem illa adeo diversa, ut non possint omnia et singula per se primo ab omni religione intendi, quia quædam in contemplatione Dei, aliæ in operatione circa proximum versantur, et inter actiones erga proximum magna est varietas, quæ non potest sub eodem vitæ instituto principaliter intendi, ut redemptio captivorum, infirmorum curatio, etc. Hinc ergo factum est, ut quædam religio dicatur instituta ad hunc finem proprium, id est, ad hoc officium charitatis, alia ad alium, et hac ratione distinguuntur aliquæ religiones ex finibus, ut religio contemplativa ab activa, et sic de aliis. Ad hunc autem finem proprium consequendum, et religiose exercendum, utitur unaquæque religio propriis modis et observantiis, ut orationibus, jejuniis, operibus manuum, et similibus, et hæc vocantur propria media, quia immediate referuntur ad illum proprium finem, et illo mediante ad generalem finem perfectionis charitatis. Contingit autem aliquando duas religiones ad eumdem proximum scopum esse institutas, ut ad militiam, verbi gratia, uti tamen diversis observantiis, ad illum finem religiose exercendum, et tunc dicuntur religiones distingui in mediis, et non in fine; sicut motus interdum distinguuntur, quia ad diversos terminos tendunt, aliquando vero quia ad eumdem tendunt diversa figura,

vel per diversa spatia; quæ posterior distinctio solet a Philosophis revocari ad distinctionem terminorum formalium, cum prior distinctio sit per terminos reales et formales; sicque in proprio dici possunt religiones omnes distingui ex fine, quia, licet aliquæ in proximo fine realiter convenire videantur, tamen, quatenus illum intendunt per diversa media, et exercitia, etiam in ipso formaliter distingui videntur, quia sub alia ratione, aut modo, aut perfectione illum intendunt. Modus autem loquendi D. Thomæ sicut magis realis est, ita etiam est magis perspicuus et clarus.

5. *Distinctio religionum ex finibus majoribus.* — Ex quo recte idem infert, magis distingui religiones, quæ ex fine, quam quæ ex solis mediis, sive exercitiis in ordine ad eumdem finem distinguuntur. Quod est per se satis clarum; tum quia distinctio in rebus moralibus maxime est ex finibus; religio autem moralis res est; tum etiam quia religiones, quæ in finibus distinguuntur, regulariter etiam in mediis et exercitiis diversitatem habent, quia ad fines diversos regulariter media diversa requiruntur, etiamsi in aliquibus eorum possit esse convenientia; tum denique quia, quo major est convenientia inter aliqua duo, eo illa minus distinguuntur; religiones autem, quæ in fine conveniunt, magnam inter se habent convenientiam, quam aliæ non habent; ergo. Quapropter adeo verum hoc est, ut religiones, quæ in fine distinguuntur, possint quodammodo dici specie diversæ, aliæ vero tantum accidentaliter. Patet proportionali ratione, nam finis est, qui in moralibus dat speciem; ergo religiones, quæ distinguuntur in fine, dici possunt specie diversæ. Item artes, quæ tendunt ad diversos fines, specie distinguuntur; sed religiones sunt veluti quædam spirituales disciplinæ seu artes; ergo. Hæc autem distinctio in finibus tanto erit major, quanto inter ipsos fines secundum se spectatos major fuerit. Aliquando enim fines ipsi erunt quasi substantialiter diversi, ut hospitalitas, et prædicatio verbi Dei; aliquando vero solum secundum magis et minus, ut contemplatio perpetua, seu diuturna, vel solum definitis horis; item prædicatio Evangelii inter fideles, vel in universo orbe et inter infideles, et sic de aliis. Clarum est ergo majorem esse diversitatem religionum, quando fines sunt substantialiter diversi, tuncque magis dici posse religiones ipsas substantia diversas; quamvis in hoc oportet magnam vim in verbis constituere, quia hic revera non potest esse diversitas in substantia physica, ut sic dicam, quia traditio et tria substantialia vota, quæ in omnibus religionibus fiunt, ejusdem speciei et essentiæ sunt; igitur religionum diversitas non potest esse in substantia status. Moraliter autem dici possunt quodammodo substantialiter differre, quæ in primario fine differunt, comparatione earum, quæ in ordine ad eumdem finem solum in mediis seu exercitiis distinguuntur.

6. *Ex mediis quoque ad tales fines varii gradus distinctionis inveniuntur.* — Rursusque inter has tanto erit major diversitas, quanto media et exercitia fuerint magis diversa; aliquando enim tam parva est differentia, ut solum in habitu, et insigniis, et paucis cæremoniis distinguantur, ut religio S. Benedicti, et S. Bernardi inter monachales; et inter militares, Alcantaræ, aut Calatravæ, et similes, quæ videntur solum numero distingui, quamvis in ea latitudine magis distinguantur quam duo monasteria ejusdem habitus, sicut in naturalibus homo albus et niger solum numero differunt, quamvis magis in ea latitudine quam duo homines albi distingui videantur. At vero mendicantes religiones, ut Minorum et Prædicatorum, non videntur distingui in fine, sed in modo et mediis, et est differentia longe major, ita ut ad specificam differentiam magis accedere videatur.

7. *Distinctio ex finium simul ac mediorum diversitate, maxima.* — *Distinctio ex diversis Prælatis.* — Maxime vero distinguentur religiones, si in utroque, fine scilicet et exercitiis, distinctionem habeant. Et præsertim si in votis ipsis et in observantiis eorum diversitatem habuerint, quia cum in votis consistat substantia religionis, diversitas in illis maxime ad substantiales accedit. Sicut dicimus, Beatos distingui in essentiali beatitudine, quia in re illa, in qua est substantia beatitudinis, habent aliquam varietatem, licet in rigore diversitas illa specifica aut essentialis non sit. Tandem aliquando intra eamdem religionem videtur esse tanta varietas, ut plures religiones esse appareant, ut inter Minores, quod maxime verum est quando sub diversis Prælatis generalibus versantur, quia tunc sunt veluti diversi exercitus, habentes diversos duces, et insignia distincta, et interdum etiam arma diversa, quamvis in fine et aliis multum conveniant. His ergo modis potest distinctio et varietas in religionibus reperiri.

8. *Unitas religionis e contrario ab unitate finis petenda.* — Ex quibus intelligere licet, ad

unitatem religionis requiri convenientiam in fine et in mediis, quæ, quanto major fuerit, tanto erit major unitas; nam bonum, ut aiunt, ex integra causa; unitas autem habet rationem boni, pluralitas vero, qua talis, a perfectione declinat; nam, ut dixit Augustinus, serm. 27, de Verbis Domini, *præponitur unum multis, non enim a multis unum, sed multa ab uno*. Item res morales maxime recipiunt unitatem vel distinctionem ex fine; unitas autem religionis, ut num. 5 dicebam, moralis est; maxime ergo requirit unitatem et convenientiam in fine proprio, qui est veluti scopus religionis.

9. *Item ab unitate modorum.* — Deinde necessaria est etiam convenientia in mediis, tum quia, ut n. 4 attigi, nunquam finis est omnino et formaliter idem, si per diversa media et vias omnino distinctas quæritur; tum etiam quia religio est quasi via quædam et tendentia in finem; via autem, ut sit eadem, non satis est quod ad eumdem terminum tendat, sed per eadem media; tum denique quia, si media sunt diversa, mores etiam et vitæ consuetudinem diversa esse oportet, cum qua diversitate non stat vera unitas moralis. Hoc autem intelligendum est de præcipuis et substantialibus mediis, quia nonnulla diversitas in rebus minutioribus et accidentalibus non obstat. Intelligendum etiam est de mediis non subordinatis aut connexis inter se, siquidem intra eamdem religionem possunt esse plura media, et consequenter plures gradus personarum, quæ ad diversa munera destinentur; quæ varietas non impedit unitatem, quia sunt velut membra eterogenea ejusdem corporis.

10. *Unitas capitis conducit, sed non requiritur.* — Præter illa autem duo, finis scilicet ac mediorum convenientiam, requiri potest ad unitatem, convenientia in uno capite, vel supremo Prælato proprio ejusdem religionis; sed, si considerentur ea, quæ tractatu præcedente, lib. 2, cap. 2, de Prælatis religionum diximus, hæc conditio non videtur ita necessaria, si alias sit convenientia in regula, et origine religionis; maxime secundum modum loquendi, non solum vulgi, sed etiam juris; sic enim moniales omnes regulam sanctæ Claræ, verbi gratia, profitentes, ejusdem religionis esse perhibentur, quamvis aliqua earum monasteria Episcopo subdantur, aliqua vero Prælato regulari, qui inter se minime subordinantur; et eadem Prælatorum diversitas in aliis, tam feminarum, quam virorum conventibus facile deprehendi potest, quanquam negari non debet majorem fuisse futuram unitatem, si non solum regulam, sed etiam Prælatum eumdem haberent, quia politicum corpus, qualis est religio, ex unitate capitis recipit etiam unitatem, sive id caput una sit persona, sive aggregatum ex pluribus.

11. *Similiter et uniformitas omnimoda in habitu.— Quæ uniformitas in habitu servanda in Societate.* — Addi præterea potest, requiri ad religionis unitatem convenientiam in exteriori habitu; quia, licet hic non sit de substantia religionis, est tamen signum talis vel talis professionis. Hæc etiam conditio non est adeo necessaria, quin intra eamdem religionem nonnulla diversitas in exteriori habitu permittatur, ut sentiunt Glossa et Doctores ex textu in Clement. 1, de Electione, et usu ipso constat. Et ratio est, quia interdum ipsamet regula postulat positive (ut sic dicam) hanc diversitatem, justas ob causas, ut videmus in religiosis laicis et clericis ejusdem religionis. Aliquando vero illam diversitatem permittit, quatenus directe non prohibet, et id quod de habitu statuit, servari potest cum aliqua diversitate in aliis conditionibus; ut si statuat de figura et materia, non vero de colore habitus, tunc, licet aliqua varietas in colore in diversis monasteriis aut provinciis permittatur, non erit contra unitatem religionis. Hæc autem varietas in habitu nunquam potest tanta esse, quin aliqua unitas seu convenientia conservetur, quæ unitatem talis religionis indicet, ut videre est in religione S. Francisci Observantiæ et Conventualium ac Capuccinorum, et in religione SS. Trinitatis, ac multo magis in religione Canonicorum regularium. Omitto Societatem Jesu, quæ peculiarem habitum non assumpsit, et ita admittit illam varietatem, quam habitus clericorum in diversis regionibus habuerit; servando tamen illam unitatem, nimirum ut ubique eo habitu honesto et ad statum religiosum decente utatur. In aliis vero religionibus semper servatur aliqua unitas, vel in figura, vel in colore, vel in utroque signo, vel in aliquo alio signo speciali, quod juxta uniuscujusque religionis regulam observandum est, ut unitas religionis quoad habitum retineri censeatur. Et hæc de primo puncto.

### *Approbatur ac defenditur dicta religionum varietas.*

12. Secundo dicendum est, varietatem religionum non sine magna divinæ providentiæ

dispositione, et Spiritus Sancti directione inventam esse, et in Ecclesia introductam, tanquam illi valde utilem. Ratio penetrabilis est, quia status religionum proponitur hominibus tanquam via utilissima ad perfectionem acquirendam; fieri autem non poterat, moraliter loquendo, ut una religio unusque vivendi modus omnibus accommodaretur, propter varias hominum complexiones ac propensiones, ut notavit Gregorius, 6 Moral., c. 26, alias 27: *Nonnulli namque hominum* (ait) *ita otiosæ mentis sunt, ut, si eos labor occupationis accipiat, in ipsa operis occupatione succumbant, et nonnulli ita inquieti sunt ut, si vacationem laboris habuerint, gravius laborent, quia tanto deteriores tumultus tolerant, quanto eis licentius ad cogitationem vacat. Unde necesse est ut nec quieta mens ad exercitationem se immoderati operis dilatet, nec inquieta ad studium contemplationis angustet.* Ob hanc ergo causam utilissimum fuit quasdam esse religiones ad quietem et otium contemplationis ordinatas, alias ad actiones, alias ex utroque mixtas, ut omnes haberent unde, quod sibi magis expediret, eligere possent. Et eadem est ratio de aliis differentiis; hi enim his actionibus et exercitiis potius quam aliis delectantur; quidam ad solitariam, alii ad socialem vitam propensi sunt; quidam corporibus fortiores ad labores et rigores corporis sunt apti, alii ad studia, et spiritualia exercitia; sic ergo per varietatem religionum omnibus subventum est. Alia ratio etiam valde generalis est, quia religiones ex intentione Spiritus Sancti non solum institutæ sunt ad bonum eorum qui in eis congregantur, sed etiam ut per eos alii, atque adeo universa Ecclesia juvetur; quia ergo variæ sunt actiones et ministeria in quibus possunt religiones Ecclesiæ inservire, et non sufficit una pro omnibus actionibus, ideo ex earum varietate consurgit plenitudo ministrorum, qui possint omnibus modis, et in omni actionum genere Ecclesiam juvare. Et hoc est etiam quod Gregorius XIII, citato loco, dixit: *Pro temporum etiam varietate providisse Deum varias religiones, prout occasiones, vel necessitates temporum postulabant.* Addit etiam Bernardus, in Apolog. Guillel. Abb., ad pulchritudinem Ecclesiæ pertinere hanc varietatem, juxta id Psal. 44: *Astitit regina a dextris tuis in vestitu deaurato, circumdata varietate: Nec mirum* (inquit) *si in hoc exilio, peregrinante Ecclesia, sit hujusmodi pluralis unitas, et una pluralitas, cum in illa quoque patria, quando et ipsa regnabit, futura sit aliqua dispar æqualitas, cum scriptum sit: In domo patris mei mansiones multæ sunt.*

13. Ex his ergo constat, quam longe sit hæc religionum distinctio ab omni Ecclesiæ divisione et schismate; sicut enim in eadem domo diversitas mansionum et cubiculorum non destruit, sed pulcherrime construit unitatem domus, et in republica vel civitate, pluralitas artium et officiorum non est contra unitatem, sed potius est maxime necessaria, ut civitas sit consummata et perfecta, ita in Ecclesia varietas religionum ejus unitatem non dividit, sed illustrat. Neque obstat quod charitatis perfectio una sit, quia viæ ad illam possunt esse plures, non quidem quoad substantiam omnino diversæ, sed quoad actionem, vel quoad modum, et (ut ita dicam) quoad mistionem et participationem actionum. Omnes enim religiones in substantia easdem fere actiones exercent, tamen quædam in quibusdam excedunt, aliæ in aliis, quædam hoc modo, aliæ alio illas participant, omnes tamen sunt sanctæ, et ad supra dictos fines necessariæ. Incommoda autem, quæ ex hac varietate sequi objiciuntur, minoris momenti sunt, neque cum utilitatibus numeratis possunt comparari. Res enim humanæ hujusmodi sunt, ut nunquam omnibus incommodis careant; et ideo quando hæc sequuntur, non ex re ipsa vel actione, sed ex infirmitate, vel malitia hominum, non sunt propter illa omittenda bona majora, sed adhibenda remedia, ne illa mala sequantur; potissimum autem est charitas. Unde eleganter Bernardus, in dicta Apologia: *Requiritur* (inquit) *a me, cur, cum omnes ordines laudem, omnes non teneam, laudo enim omnes, et diligo, ubicumque juste et pie vivitur in Ecclesia; unum opere teneo, cæteros charitate; faciet autem charitas* (*fidenter loquor*) *ut ne illorum quidem fructu frauder, quorum instituta non sequor.*

14. Divus autem Basilius citato loco non loquitur proprie de diversitate religionum, sed de multiplicatione domorum seu monasteriorum ejusdem religionis in eodem oppido, tractatque prudentialem quæstionem, an expediat talia monasteria multiplicari in eodem oppido: et ipse fert probabile judicium, expedire magis ut in uno domicilio, et sub uno Prælato omnes aggregentur. Hæc autem quæstio longe diversa est ab ea, quam nunc tractamus, estque in ea satis verisimile Basilii judicium, et fortasse regulariter ita est; et maxime eo tempore, in quo, ut supponere videtur Basilius, religiosæ domus erant ita distinctæ, ut

non unirentur sub uno capite, quarum multiplicatio vicina poterat facile discordiam parere, et non erat necessaria, quia regula erat uniformis omnino in modo vivendi separato et remoto ab actionibus externis. Ait etiam Basilius fuisse tunc penuriam hominum, qui hujusmodi domos regere utiliter possent, quia monachi regulariter sacerdotes non erant, neque docti. Quæ rationes hoc tempore cessant, nam in eadem religione sunt variæ actiones, vel ad studia, vel ad conciones et alia ministeria; est etiam unio earum inter se, et sub uno superiori Prælato; nec desunt homines docti et prudentes, per quos possint gubernari, et ideo etiam hoc modo possunt utiliter sæpe monasteria in eadem civitate multiplicari. Quia vero in utraque multiplicatione poterat esse excessus, ideo multiplicatio religionum Summo Pontifici merito reservata est, ut patet ex Concil. Lateranensi, in c. ult., de Religios. dom., et Concilio Lugdunensi, in c. unic., eod. tit., in 6. In Concilio autem Tridentino, sess. 25, c. 3, de Regul., ad alia incommoda vitanda statuitur, ut sine licentia Episcopi monasteria non erigantur.

## CAPUT II.

UTRUM RELIGIOSA VITA IN SOLITARIAM ET CŒNOBITICAM RECTE DISTINGUATUR, ET UTRA PERFECTIOR SIT.

1. Supponendum est, sermonem esse de proprio statu religioso; late enim potest religiosa vita appellari omnis illa, quæ ad divinum cultum instituitur, etiamsi non habeat omnia requisita ad religiosum statum, ut ex superius dictis satis notum est. Videtur autem hoc modo non posse habere locum distinctio proposita, quia repugnat vitam esse vere religiosam, et esse solitariam. Primo, quia vota religiosa esse debent sub speciali obedientia alicujus Prælati; qui autem solitariam vitam agit, nullius obedientiæ specialiter subjectus est, ut patet de Joanne Baptista, de Paulo, primo eremita, et similibus; ergo. Secundo, quia vita religiosa debet esse regularis, debet enim statui et firmari per professionem sub aliqua certa regula; unde et in jure religiosi regulares appellantur, et pro eodem reputantur; sed qui vitam solitariam agit, nullam regulam profitetur, ut per se constat; ergo. Tertium, quia status religiosus requirit Ecclesiæ approbationem et acceptationem; in vita autem solitaria nihil horum reperitur. In contrarium est, quia antiqui et perfectissimi monachi hanc vitam professi sunt; imo hac ratione, Joannes Baptista eorum princeps et dux in lege gratiæ appellari solet; et ante illum, in lege veteri, Elias censetur huic statui principium dedisse; cujus exemplum etiam Christus dare voluit, quando in desertum per quadraginta dies secessit, ut jejunio et contemplationi vacaret. Atque ita est apud Patres vulgaris distinctio monachorum in anachoretas et cœnobitas, ut videre licet apud Hieronymum, epist. 22 ad Eustochium, de Custod. virgin.; Cassianum, collat. 18, c. 4; Isidorum, lib. 2 de Offic. Eccles., cap. 15, de Monachis, et lib. 7 Etymolog., c. 13, ubi anachoretas et eremitas in duos ordines distinguit; nam eremitas vocat, qui semper a principio solitariam vitam profitentur; anachoretas, qui post acquisitam perfectionem in vita cœnobitica, in solitudinem separantur. Sufficiens tamen est bimembris divisio: nam quicumque solitariam vitam agunt, utroque nomine appellari solent, et cum illa duo membra quasi per contradictorias differentias distinguantur, adæquate distinguunt divisum. Solent etiam Patres addere alia membra illi divisioni, ut patet ex proxime citatis, et ex S. Benedicto, in principio suæ Regulæ. Verumtamen illa alia membra non pertinent ad veros et religiosos monachos de quibus agimus, sed dantur de quibusdam fictis et reprobis monachis, qui illis temporibus vigebant.

2. Tota ergo difficultas hujus divisionis, ut argumenta ostendunt, versatur in altero membro, scilicet, vitæ solitariæ; nam de vita cœnobitica non est dubium. Dicitur enim cœnobitica vita, quæ agitur in religiosa congregatione, cujuscumque ordinis illa sit, quæ dici etiam potest vita communis et socialis. Sed quia hæ voces generaliores sunt, ideo religiosæ vitæ, quæ in conventu fratrum fit, vox illa accommodata est. Quod ergo hæc vitæ communis ratio accommodatissima sit statui religioso, per se notum est, tum ex usu Ecclesiæ, in qua hic modus vitæ religiosæ prævaluit, ac fere solus conservatur; tum etiam quia ad omnia vota religioso statui substantialia, et ad praxim omnium consiliorum et virtutum est valde opportuna, ut statim magis patebit. Unde de hac interpretatur Augustinus illud Psalmi 132: *Quam bonum et quam jucundum habitare fratres in unum;* quia in hujusmodi religiosis cœnobiis ita sunt multi, ut tamen sit cor unum et anima una, cujus initium, et

quasi exemplar ait fuisse in cœnaculo, ubi post Christi Domini ascensionem erant Apostoli cum fidelibus congregati in unum, orationibus instantes, et expectantes Spiritus Sancti adventum. Et ideo in hos etiam cœnobitas interpretatur, optime convenire monachi nomen, quia, licet ab unitate sumptum sit (*monos* enim est *unus*, unde monachus, quasi unus et solitarius dictus est), tamen etiam cœnobitæ monachi recte dicuntur : *Nam qui sic vivunt in unum* (ait Augustinus), *ut unum hominem faciant, ut sit illis verum, sicut scriptum est, cor unum et anima una, multa corpora, sed unum cor, et una anima, recte dicitur monos, id est, unus solus.* Igitur modis omnibus, et res, et vox religiosi status in hujusmodi congregationes, earumque religiosos convenit; de alio ergo membro videndum superest.

3. *Vita solitaria late et presse dicitur.—Vita eremitica late, est verus status religiosus.—Sermones ad Fratres in eremo, num sint Augustini.— Vita eremitica presse, qua.*—Est ergo ulterius advertendum, generaliter dici posse solitariam vitam, omnem illam quæ communis non est, neque in societate multorum idem genus vitæ profitentium, sive agatur in solitudine ab omni commercio hominum separata, quæ proprie dicitur vita eremitica; sive agatur in pagis, villis, et civitatibus, in propriis tamen ac privatis domibus; licet enim hæc non possit dici vita solitaria, quantum ad conversationem et convictum cum aliis hominibus, potest tamen dici solitaria, si alioqui religiosa sit, quoad societatem et unitatem in eodem genere vitæ. Fuit autem uterque modus vivendi cultus in Ecclesia ab his hominibus, qui viam consiliorum et perfectionis amplexi sunt. Nam de vita eremitica extant clarissima antiquitatis exempla. Tamen, ne sit ambiguitas in nomine, oportet advertere, interdum dici eremitas, eos, qui in cœnobiis degunt, quando talia monasteria solum in desertis locis ac eremis construebant, et ex sua vivendi ratione talem separationem a populis hominum postulabant. Hoc modo fuerunt eremitæ religiosi S. Basilii, ut ex eo accipi potest in regul. 6, ex fus. disputat.; in hac etiam amplitudine videtur mihi de solitaria vita loqui Hieronymus, cum illam mire laudat in epistola prima ad Heliodorum. Augustini monachi eremitæ dicuntur, ad quos sunt sermones ejus ad Fratres in eremo, de quorum auctore licet aliqui recentiores dubitaverint, tamen plerique doctiores, eos Augustinianos vere esse recognoscunt, et ita inveniuntur passim citati a gravibus auctoribus, præsertim a Nicolao V, in tractatu de laudibus Augustini, et a S. Antonio de Paulo, Vincentio Ferr., et Bernard. Senen., sæpe in suis concionibus; et Concilium Aquisgran. citat sermones de communi vita clericorum, qui ejusdem ordinis et rationis esse censentur. Et fortasse non pauci inter illos inserti erunt, qui non sint Augustini, de quo iterum libro sequenti, capite octavo, numero octavo; tamen quod aliquos inscripserit eo titulo, verisimillimum est ob tantam antiquitatem. Sic etiam Carthusiani eremitæ appellari solent, et in sua professione promittunt conversionem et emendationem morum in illa eremo; constat autem illorum vitam cœnobiticam esse, licet multum participet de vita solitaria. Alio vero modo dicuntur eremitæ, qui vitam solitariam profitentur extra omnem hominum congregationem, et conversationem, qualem egit sæpius Elias in monte Carmelo, et Joannes Baptista in deserto, et Paulus, primus eremita, ut in Kalendario Romano appellatur.

4. *Hæc vita laudabilis est.—Fuit etiam status religiosus quando a cœnobio ad illam transitus erat.* — Hanc ergo vitam eremiticam in hoc rigore sumptam, sanctam, et Deo gratam esse ostendit late Bellarminus, contra hujus temporis hæreticos, lib. 2 de Monachis, cap. 39, ubi plurima et optima congerit Patrum testimonia, quæ ibi videri possunt; nam res satis clara est, tam ex se, quam ex usu, et approbatione totius Ecclesiæ, propter quod in Concilio Chalcedonensi, cap. 4, dictum est : *Qui vere pureque solitariam eligunt vitam, digni sunt convenienti honore;* habetur 16, quæst. 1, cap. *Qui vere.* Supposita vero illius vitæ sanctitate, ostendere oportet fuisse vere statum religiosum. Circa quod sciendum est, vitam illam solitariam dupliciter assumi posse : primo, statim a principio conversionis ab illa inchoando; secundo, ad illam a cœnobitica vita transeundo. Hoc posteriori modo consulunt Patres vitam illam esse assumendam, postquam, scilicet, aliquis in cœnobio per multos annos se exercuerit, et magnos progressus in perfectione fecerit, ut monet Hieronymus, in epist. 22, de Custod. virgin., ad Eustochium, in fin., et epist. 4 ad Rusticum : *De ludo monasteriorum hujuscemodi volumus regredi milites, quos eremi dura rudimenta non terreant.* Idem sensit Augustinus, lib. 1 de Morib. Eccles., cap. 3; Cassian., collat. 10, cap. 3; Benedictus, cap. 1 suæ regulæ; Bernardus, serm. 3 de Circumcis.; et Isidor., lib. 2 de

Offic., cap. 15, sub titulo *De tertio genere monachorum*, refert morem antiquum fuisse, ut per viginti annos, alias triginta, prius probarentur in cœnobiis, et postea non nisi per electionem obedientiæ, ad solitariam vitam transirent; in canone autem 41 Trullano, saltem quatuor anni requiruntur, et Episcopi approbatio. Hanc ergo vitam solitariam manifestum est, et supponere et includere religiosum statum, quia ex illo, quem in monasterio quispiam professus est, ad eremum transit; per hunc autem transitum non aufertur religiosus status, qui in tali persona supponitur, cum talis status immutabilis ex se sit, sed usus ejus accidentaliter mutatur. Unde, quod spectat ad castitatem et paupertatem, manifestum est in illa solitaria vita perfectissime posse servari, et eamdem obligationem manere; quoad obedientiam vero existimo, hujusmodi transitum semper debuisse fieri servata obedientiæ lege, et obligatione; imo etiam in ipso eremo semper conservari debuisse subordinationem aliquam ad Prælatum, secundum aliquam regulam: quia obedientiæ votum in se manebat etiam integrum, et ideo aliquem usum ejus fuisse necesse est, juxta regulam tamen et consuetudinem voventium. Et eadem ratione, illa separatio a cœnobio non repugnat traditioni quam de se fecerat quispiam monasterio per professionem suam, quia illa traditio etiam intelligitur juxta mensuram regulæ et obedientiæ, et tota ordinatur ad majus bonum et perfectionem profitentis, quæ omnia in illo transitu servabantur.

5. *Quando vero immediate a seculo ad illam transitus erat, non videri statum religiosum.* — Quando vero status ille eremiticus immediate inchoabatur, sine ullo transitu per cœnobium, nec per professionem in illo factam, ut fuit in S. Paulo per totam vitam, et Antonio multis annis, et plerisque aliis, difficile est definire an et quo modo in eis fuerit vera professio religiosi status. Quia licet, quoad observantiam, summam paupertatem et perfectissimam castitatem coluerint, non constat nobis an talia vota emitterent. Deinde, licet demus ea emisisse, ex illo affectu, quem habebant se totos consecrandi cultui divino et perfectioni quærendæ, et quo vitam illam assumebant firmo proposito in illa perpetuo manendi, et ideo credibile sit perpetuam illam perseverantiam Deo promisisse, maxime quia non ignorabant hoc esse melius et gratius Deo, hoc tamen totum ad verum religiosum statum non sufficit. Et, quod caput est, illi nullam obedientiam alicui homini profitebantur, nec secundum certam regulam, vel voluntatem alienam vivere statuebant aut promittebant; quomodo ergo poterat in eis esse status religiosus perfectus? De hac vero difficultate inferius dicam in numero duodecimo.

6. *Modus quidam vitæ solitariæ memoratur, et rejicitur.* — Venio ad alium modum vitæ religiosæ privatum quidem, non tamen omnino solitarium. Ubi primum rejiciendus est quidam monachorum gradus, cujus mentionem fecit Hieronymus, in epist. 22, de Custod. virgin., in fin., eosque *Remoboth* appellat, quod nomen Ægyptium est, qui non omnino soli, sed bini, vel terni habitabant, suo tamen arbitratu, et sine obedientia vivebant; et, licet aliqua opera paupertatis, et pœnitentiæ facerent, perfectionem tamen vitæ non profitebantur. Eorumdem videtur facere sermonem Benedictus in sua Regula, cap. 1, ubi duo genera horum hominum distinguit. Sed eos missos faciamus, nihil enim ad præsentem causam pertinent, non enim erant veri religiosi, sed ficti, et perditi homines, et ut tales, dicti Patres eos reprehendunt.

7. *Alter modus a feminis præsertim usitatus, et statum religionis includens.* — Illius ergo status ac modi vivendi vestigia præcipue in feminis et sacris virginibus inveniuntur; quamvis enim olim etiam in monasteriis vivere solerent, ut ex Ambrosio, ad Virginem lapsam, cap. 7, Hieronymo, epist. 8, ad Demetriad., et 48 ad Sabinian., et aliis constat, sæpe etiam in propriis domibus vivebant, postquam coram Episcopo virginitatem professæ fuerant, et ab eo velum acceperant. Unde Augustinus, serm. 1 de Commun. vit. cleric.: *Virgo* (ait) *etsi nunquam fuerit in monasterio, si virgo sacrata est, illi nubere non licet, quamvis esse in monasterio non compellatur.* Hinc Concilium Toletanum IV, cap. 8, et est apud Burch., lib. 8 Decret., cap. 48, et Gratian., 27, q. 1, cap. 7: *De viduis* (ait) *et puellis, quæ habitum religionis in domibus propriis, tam a parentibus quam per se mutaverunt, si postea contra instituta Patrum, vel præcepta canonum conjugia putaverint copulanda, tamdiu a communione habeantur suspensæ, quamdiu quod illicite perpetrarunt emendaverint.* Quibus verbis significatur illas fuisse veras religiosas, et incapaces matrimonii, quamvis in domibus propriis professæ fuissent; imo significatur professionem tacitam per solam gestationem habitus fuisse sufficientem. Idem sumi potest ex Concilio Carthagi-

nensi IV, c. 54, et ex aliis, quæ referuntur a Gratian., 27, q. 1. Clarius ex Concilio Carthaginensi III, c, 33, colligimus virgines sacras, quæ parentes habebant, sub eorum custodia in propriis domibus vivere potuisse; ac mortuis parentibus, dicitur ibi, in monasteriis sub providentia Episcopi esse custodiendas. Quod etiam ex Concilio Afric., c. 11, refert Burch., libro 7, capite septuagesimo quinto, qui etiam, cap. 54, refert decretum Eugenii Papæ, dicentis : *Mulieres sub obtentu religionis velatæ, aut in monasterio regulariter vivant, aut domibus suis susceptum habitum caste observent.* Hinc etiam in Concilio Eliber., cap. vigesimo septimo, permittitur Episcopo et presbytero apud se habere filiam virginem Deo dicatam. Denique in c. *Ex parte,* 2, de Conver. conjug., clare supponitur, in propria domo posse religiosam professionem fieri, et idem clarius habetur in c. *Insinuante,* Qui cler. vel vovent.

8. *Juxta hunc modum satis verificatur divisio in titulo posita.* — Constat igitur etiam hoc modo recte distingui posse statum religiosum in cœnobiticum, seu regularem, et solitarium, seu vitæ privatæ, quia in hoc etiam interveniunt omnia, quæ sunt de essentia talis status; non enim est de essentia ejus quod fiat sub certa regula, ut supra ostensum est; potestque habere Ecclesiæ approbationem sufficientem, si talis professio, cum vera traditione et votis substantialibus religionis, auctoritate Ecclesiæ recipiatur et approbetur. Quamvis autem hoc ita sit, et olim fuerit in usu, nunc jam non est in Ecclesia talis consuetudo, quia nulla professio ab Ecclesia recipitur quæ non fiat secundum aliquem regulam ab eadem Ecclesia approbatam, juxta c. ult., de Religios. domib., et c. unic., eod. titul., in 6; ergo qui nunquam religiosi fuerunt, nec sub obedientia alicujus Prælati et approbatæ regulæ vivunt, sine dubio non sunt veri religiosi, etiamsi forte castitatem voveant.

9. *Hodie dicta divisio simpliciter locum non habet.* — Quapropter distinctio hæc jam non habet fere locum in Ecclesia; nam, licet sint aliqui, qui solitariam vitam agunt, et eremitæ dicuntur, illi aut professi sunt sub obedientia alicujus regulæ approbatæ, sub qua etiam vivunt, licet a consortio communis congregationis separati; aut tales professionem nunquam emiserunt. Priores, ut bene notavit Sylvester, verb. *Eremita,* non sunt præcise eremitæ, sed sunt religiosi ducentes vitam eremiticam, qui in præparatione animi etiam ducunt vitam cœnobiticam, si ad illam per obedientiam revocentur. Cujus vitæ antiqua vestigia et exempla in Hispania conservant Patres S. Benedicti, in celeberrimo et religiosissimo conventu S. Mariæ de Monte Serrato. Quocirca, licet in his distingui possit vita solitaria a cœnobitica, quantum ad actualem vivendi modum, ut sic dicam, non tamen quantum ad statum religiosum, quia est unus et idem, varias actiones sub eadem regula et obedientia exercens.

10. *Eremitæ qui non profitentur regulam aliquam non sunt religiosi.* — Posteriores autem non sunt veri religiosi, ut communiter auctores sentiunt, adeo ut multi negent eos gaudere privilegio clericali. Nam primo illi non vovent, nec se tradunt in manibus alicujus, nec profitentur secundum aliquam regulam approbatam. Secundo, vel castitatem non vovent, vel, si vovent, id est mere privatim et simpliciter, unde nec inhabiles fiunt ad matrimonium ; nec publice, et coram Ecclesia vovent per se loquendo. Tertio, non obligantur ad paupertatem, ut ait Glossa, in c. *Qui vere,* 16, q. 1, quam omnes Doctores sequuntur Unde etiam possunt condere testamentum, ut supponit Gratian, 19, q. 3, § *E contra,* ubi etiam ait Paulum, primum eremitam, testamentum condidisse; sed in facto deceptus est, ut constat ex Hieronymo, in Vita Pauli, quidquid sit de jure an illud condere potuerit. Quarto, nec obedientiam vovent, ut ait S. Thomas, in 4, d. 27, in expositione litteræ, ad finem, circa illa verba : *Eremi solitudinem elegit.* Sed solum tenentur obedire Episcopo sicut alii fideles, ut idem ait, 2. 2, q. 186, art. 5, ad 3.

11. *An saltem gaudeant privilegio clericali.* — Hinc a multis Doctoribus hi eremitæ non reputantur personæ ecclesiasticæ, nec gaudere privilegio clericali. Quod sensit Joannes de Lignano, in Clement. *Per litteras,* de Præbend.; Abb., in c. *Nullus,* de Foro compet. ; Angel., verb. *Eremita,* n. 3, qui tamen inconstanter ait hunc eremitam esse personam ecclesiasticam, et de foro ecclesiastico, per c. *Nulla ratione,* d. 93, et c. *Si autem,* 11, q. 3, qui textus nihil omnino de hac re loquuntur, nec ad illam faciunt, et hoc repugnat cum eo, quod proxime dixerat hic auctor, hos eremitas esse laicos, et manere sub jurisdictione imperatoris, quia nihil habent quod illos eximat. Item sine causa negaretur eis privilegium clericale, si personæ essent ecclesiasticæ ; unde Glossa,

in d. c. *Qui vere*, dicit, eos gaudere privilegio clericali, quia ibi in textu dicitur, *qui vere pureque solitariam eligunt vitam, dignos esse competenti honore*. Sed hoc longe diversum est, nimisque generale. Unde Archid., quem sequitur Sylvester, ait gaudere, si subsint religioni, vel personæ religiosæ gaudenti illo privilegio. Sed licet hoc demus, id non erit, quia sunt religiosi, sed quia tunc sunt veluti conversi, aut obligati religioni; de qua re dixi plura in t. 5, in 3 part., disp. 22, sect. 1, n. 1, exponendo canonem *Si quis suadente*, ubi partem negativam secutus sum.

12. *Discutitur dubium in num. 5 propositum.* — An vero idem sentiendum sit de antiquis sanctis eremitis, Paulo, et similibus, quod, scilicet veri religiosi non fuerint, judicium aliis relinquo. Nam D. Thomas, 2. 2, q. 186, art. 5, ad 3, videtur eos inter religiosos computare, et ideo conatur declarare quomodo habeant sufficientem obedientiam ad illum statum, quia, scilicet, subsunt Episcopis. Quod quidem esset verum, si constaret eos vovisse specialem obedientiam Episcopis, sed hoc nobis non constat. Idem vero D. Thomas, quæst. 188, art. 8, ad 3, significat hos sanctos habuisse obedientiam in præparatione animi, idque satis illis fuisse, quia actu obedire (ait) non est necessarium perfectis. Sed, licet hoc sit verum respectu perfectionis personalis, tamen respectu status necessarium videtur actuale votum obedientiæ, in quo illa aptitudinalis obedientia fundetur, et non tantum in generali obligatione præceptorum; de hoc autem voto nobis dubium est an illi sancti eremitæ, qui solitariam omnino vitam a principio vixerunt, illud emiserint. Et probabilius, ac fere certum videtur, non emisisse illud, nec alia vota in manu alicujus, qui vice Dei ejusque auctoritate illa reciperet et acceptaret, atque adeo nec veram professionem ad statum religiosum necessariam fecisse. In hac ergo re nihil certi habeo quod respondeam, et ideo mallem aliorum judicio hoc relinquere, quam quicquam definire. Aut enim dicendum est, hos sanctos Patres, priusquam in eremum secederent, religiosam professionem in manibus Episcoporum fecisse, quod est divinare, nam in historiis seu vitis eorum hoc non legitur; aut dicendum est eos non fuisse proprie ac formaliter religiosos quoad statum publicum, et approbatum jure ordinario in Ecclesia, sed fuisse religiosos apud Deum altiori ratione, specialiter approbata peculiari Spiritus Sancti instinctu. Quod videtur significasse D. Thomas, q. 188, art. 8, cum ait, in illis sanctis viris Spiritum Sanctum sua gratia supplevisse, quod in aliis per exercitationem acquiritur; unde dicere possumus in eis fuisse statum religiosum quasi eminenter, per abundantiam gratiæ confirmantis illos quasi immobiliter in tali vivendi modo, et supplentis directionem obedientiæ, quæ in aliis per homines fieri solet, et in illis Sanctis erat perfecta in animi præparatione respectu Prælatorum Ecclesiæ. Quod paulo inferius amplius declarabitur.

13. *Neque etiam locum nunc habet divisio quoad religiosum statum in n. 7.* — Neque etiam habet locum prædicta distinctio, etiamsi vita solitaria non sumatur in illo rigore, sed ut distinguitur a vita cœnobitica, seu in communitate aliqua. Nunc enim jam non possunt fieri vota religionis, nec professio valida in statu omnino privato, sed debent fieri in religione approbata per Romanam Sedem, juxta cap. ult., de Religios. dom., et cap. unic., eod. tit., in 6. Talis autem religio non est nisi communitas aliqua sub obedientia alicujus Prælati, et sub aliqua regula vivens; cujus membrum effici necesse est, eique se tradere, qui secundum illam statum religiosum assumit ac profitetur. Quocirca omnes, sive viri, sive feminæ virgines privatam vitam agentes, quantumvis se Deo dedicent, et voveant castitatem, vel etiam paupertatem, et obedientiam, etiam in manibus Episcopi, religiosi non sunt, quia illa non est vera professio, nec traditio, cum non sit acceptata ab habente potestatem, nec modo ab Ecclesia præscripto, ut satis ex superioribus patet.

### *Utra sit vita perfectior, cœnobiticane an solitaria.*

14. *Resolutio D. Thomæ solum procedit de utraque vita intra eumdem statum.* — Ultimo constat ex dictis, quid dicendum sit de comparatione inter hos duos status, solitarium et cœnobiticum. Nam D. Thomas, d. q. 188, art. 8, videtur simpliciter solitariam vitam præferre, quando debito ordine ac modo assumitur: quia comparatur ad aliam, sicut terminus ad viam; terminus autem ex suo genere perfectior est via. Et in præsenti cœnobia ad hoc sunt, ut homines tendant ad perfectionem, vita autem solitaria supponit perfectionem acquisitam, unde solum est ad exercendam perfectionem. Sed in primis D. Thomas

loquitur de vita solitaria, quando ad illam per vitam religiosam in cœnobio seu conventu transitur. Quomodo vita hæc solitaria jam supponit verum statum religiosum, et ita non præfertur status statui, sed in eodem statu præfertur gradus perfectorum, gradui proficientium. Unde etiam supponitur diligens exercitatio in vita communi religiosa, ita ut perfectio jam comparata sit, et ad illam exercendam solitudo eligatur, non proprio judicio, sed superioris arbitrio; nam talis solitaria vita non caret obedientiæ subordinatione, cum non destruat religiosum statum, sed perficiat.

15. *Solitaria vita ex cœnobitica ut sit perfectior, supponit licentiam Prælati.* — Quapropter in viro jam religioso solitaria vita aliter assumpta, non solum perfecta non esset, verum nec laudabilis, quia obedientiæ et obligationi prioris professionis repugnaret. Neque quoad hoc credendum esset cuicumque spiritui moventi ad vitam solitariam, contra superioris voluntatem assumendam; nam quæ a Deo sunt, ordinata sunt. Ubi applicari possunt verba Innocentii III, in cap. *Nisi cum pridem*, de Electione, ubi ad quemdam Episcopum, qui cedere Episcopatui volebat sine alia legitima causa vel auctoritate, solum ut contemplationi vacaret, sic inquit: *Sed dices: Spiritus ubi vult spirat, et nescis unde veniat, aut quo vadat; et ideo non est qui possit vias illius Spiritus perscrutari, qui vero Spiritu Dei aguntur, non sunt sub lege, quia ubi Spiritus Dei, ibi libertas; quare si cedendi* (quod nos in præsen dicere possumus, si recedendi) *potestas data ab homine non fuerit, nihilominus tamen cedes* (seu recedes) *a Deo: certe* (respondit Pontifex) *desipis, si sic sapis, nam quomodo Spiritu Dei agitur, qui contra Spiritum Dei agit? si enim vera sunt quæ præmisimus* (scilicet, de obligatione Episcopi, et idem est in præsenti de obligatione professionis) (*imo quia indubitanter sunt vera*) *procul dubio contra Spiritum Dei agit, qui aliquid contra veritatem attentat, quoniam ipse est Spiritus veritatis.* Dices: nonne licet religioso ad arctiorem religionem transire sine obtenta licentia sui Prælati? Respondeo primo, illum transitum esse ab Ecclesia illo modo approbatum. Deinde, ibi mutatur status in perfectiorem, quæ exceptio fuit in priori professione virtute inclusa, et ita non agitur contra illam; hic vero non mutatur status, sed in eodem assumitur certus vitæ modus, quem non licet propria voluntate assumere, quia, licet ille modus vitæ videatur secundum se perfectior, tamen ei, qui in tali statu existit, melius est obedire, et contra obedientiam nullus vivendi modus potest esse in tali statu perfectior.

16. At vero, quando hic status vitæ solitariæ non supponit statum religiosum, licet possit fortasse dici modus vivendi perfectior quoad actionem, vel quoad usum, non potest dici status perfectior, quia status non est; et ex ea parte imperfectus modus vitæ est, quia potest propria voluntate mutari. Quomodo dixit Glossa, in dict. c. *Qui vere*, eremitam, transeundo ad monachum, transire ad vitam arctiorem, quia jam non potest habere proprium; adde, et quia jam est sub obedientia, quod est omnium optimum, quantum ad statum spectat. Quin potius, licet supponatur religiosus status, si non supponitur exercitatio religiosa in congregatione fratrum, et magna virtus ac perfectio acquisita, illud vitæ genus, regulariter loquendo, eligibile non est, quia non est via secura ad perfectionem, sed periculis plena, *nisi divina gratia* (ait D. Thomas) *suppleat quod in aliis per exercitationem acquiritur, ut in S. Benedicto, et aliis.* Quamobrem, absolute ac humano modo loquendo, ille vivendi modus omnino solitarius, illo modo assumptus, non cadit sub humanum consilium, nec potest dici simpliciter melior, sed solum cum hoc addito, Nisi specialis Spiritus Sancti instinctus interveniat, ita ut homo interius ab Spiritu Sancto certitudinem accipiat, quod sub protectione et directione sua illum suscipiat. Quin etiam addo, regulariter item loquendo, etiam religiosis viris, et in vitæ sanctitate exercitatis, salubrius esse in fratrum congregatione quam in solitudine versari, ut docuit Basilius, serm. 1 de Institutis monachorum, ubi ad minimum in conventu denarium numerum requirit ex professo vero id disputat regula 7, ex fusioribus, comparatione facta inter vitam solitariam et cœnobiticam, et hanc multis rationibus præfert.

17. Quæ a fortiori probant, statum religiosum in vita communitatis esse longe utiliorem et securiorem, quam in vita privata domestica, et non omnino solitaria, quia in tali modo vivendi et desunt utilitates vitæ communis, quales sunt, major et quasi continuus obedientiæ influxus, adjutorium aliorum fratrum per exemplum, per correptionem, et per alia charitatis opera, plures item occasiones exercendi omnes virtutes, humilitatis præcipue ac charitatis, major custodia, et vi-

gilantia ad proficiendum, et vitandos omnes defectus, atque aliæ similes. Deest etiam in illo vivendi modo illa specialis commoditas, vacandi semper Deo, propter quam vita solitaria in veneratione et admiratione habetur. Unde factum est, ut uterque modus vitæ religiosæ privatæ seu solitariæ, fere ab usu Ecclesiæ sublatus fuerit. Domesticus quidem et urbanus (ut sic dicam), ut parum utilis, et occasionibus expositus; eremiticus vero, et omnino solitarius, ut periculosus, et ordinarie etiam minus utilis, nisi sub actuali obedientia alicujus religionis retineatur.

18. Addo præterea, etiam illo modo, quo vita eremitica præfertur a D. Thoma cœnobiticæ, intelligendum id esse præcise stando intra latitudinem vitæ contemplativæ; ideo enim solitaria vita præfertur, quia ad actualem contemplationem aptior est. Nihilominus tamen si vita illa omnino solitaria et otiosa illo sancto otio, quod diligit charitas veritatis, ut Augustinus ait, si illa (inquam) comparetur cum vita actuosa actione illa, quæ ex contemplatione manat, et aliquam conversationem inter homines requirit, perfectior simpliciter est hæc vita, quam illa omnino solitaria, ut manifeste probat discursus ejusdem D. Thomæ, d. q. 188, art. 6; et ideo in art. 8, ab illa comparatione vitæ socialis et solitariæ, separat religiones, quæ ad actiones aliquo modo ordinantur, de quibus jam dixerat, eas, quæ ad docendum et prædicandum ordinantur, ex suo genere præferre his quæ tantum contemplationi vacant, quia altius est perficere quam perfici, et ex abundantia perfectionis provenit, contemplata aliis tradere. Unde Basilius, dict. regula 7, vitam socialem maxime præfert, propter exercitium operum charitatis, inter quæ potissima sunt quæ proxime ex ipsa contemplatione nascuntur. Hoc etiam videtur confirmari exemplo Joannis Baptistæ, qui post vitam solitariam ad prædicandum accessit. Item ad hoc propositum utitur Innocentius III, in d. c. *Nisi cum pridem*, de Renunt., exemplo Jeremiæ, dicens ad quemdam Episcopum, qui propter otium contemplationis Episcopi munus recusabat : *Scire debes non esse te sanctificato in utero sanctiorem, et ideo non oportet te prædicationis jam susceptæ respuere ministerium*, etc. Et in fine illius capitis, plura dicit in confirmationem hujus sententiæ, quæ inferius cap. 8, cum iterum hæc comparatio occurret, afferemus.

19. *Utra vita sit antiquior.* — Ultimo possunt hi duo status comparari in antiquitate, uter, scilicet, antiquior fuerit. Quidam enim censent eremiticum fuisse antiquiorem, nam auctorem cœnobiorum dicunt fuisse Antonium, quem præcessit Paulus, qui eremitarum pater post Christum appellatur, quamvis ante ipsum Christum illius vitæ exempla præcesserint in Elia, Eliseo et Joanne Baptista, teste Hieronymo, epist. 22. Sed nihil certum existimo posse in hoc statui ; et si quid affirmandum est, verisimilius videtur cœnobia fuisse antiquiora. Nam a tempore Apostolorum et D. Marci inceperunt, sive clericorum, sive monachorum, ut in superioribus tactum est, et infra, tract. 10, lib. 1, etiam dicetur. Et tempore etiam Elisei et Prophetarum fuisse societatem aliquam inter solitariam vitam agentes, ex antiquis auctoribus colligitur. Verisimile autem est nunquam defuisse aliquos, qui desiderio contemplationis majoris solitariam vitam amaverint, ut ait Cassianus, collat. 18, c. 6 ; et ideo hi duo status quoad hoc dici possunt æquales, quamvis ordine magis congruo cœnobiticus debeat præcedere, ut dixi n. 16, licet interdum ex divina inspiratione ordo mutetur, sicut Paulus ad solitudinem statim vocatus est, occasione quidem vitandi persecutionem, ut supra ait Cassianus, et Nicephorus, lib. 8 Histor., c. 39 et 40, ex speciali tamen Dei providentia, ad singulare illius vitæ exemplum ; Antonius et Benedictus solitariam vitam prius coluerunt, et postea ad multorum perfectionem cœnobiticam instituerunt.

## CAPUT III.

### UTRUM RELIGIO RECTE DIVIDI POSSIT IN MILITAREM ET NON MILITAREM.

Omisso statu religionis solitario, quia vel in usu jam non est, vel, si aliquo modo est, pars est cœnobitici, et de illo jam satis diximus, agendum sequitur de varietate quadam adhuc generica ordinum religiosorum, nempe militarium. Nam militares ordines multum ab aliis differre videntur, et in controversia est, an sint religiones simpliciter, vel secundum quid ; ideo hoc imprimis discutiendum est. De aliis enim non militaribus liquet, et dari in Ecclesia, et in ea esse non solum statum religiosum simpliciter, sed etiam maxime perfectum, et pro nunc satis distingui a militaribus per negationem finis illarum, quia, videlicet, ad corporalem militiam ordinatus non est.

1. *Militia potest opus esse honestum.* — De militaribus ergo ordinibus duplex quæstio tractari potest. Una est de possibili, an possit religio militaris institui, id est, per se primo ad militandum, quam præsenti capite expediemus. Alia de facto, an ordines militares, qui nunc sunt instituti, sint vere, proprie, ac simpliciter religiones, quam in caput sequens reservamus. Præsentem ergo quæstionem tractat D. Thomas 2. 2, q. 88, art. 3, et respondet affirmando; et rationem reddit, quia militare debito modo potest esse opus insignis charitatis et religionis; religiones autem activæ ad hujusmodi actus instituuntur. Ut autem certa ab incertis discernamus, supponendum est, actum militandi, debitis circumstantiis factum, esse opus bonum et justum, quod latius ostenditur in materia de Bello, 2. 2, q. 40, contra aliquos hæreticos, qui dixerunt bellum esse intrinsece malum, vel saltem lege Evangelica prohibitum, quod est evidenter falsum, ut positive constat ex tota Scriptura veteri; ex nova autem, saltem negative, quia nulla talis prohibitio in ea continetur, nec ex traditione habetur, sed potius oppositum constat ex consuetudine Ecclesiæ; nam christianissimi principes sæpe bella gesserunt justissima propter Ecclesiæ defensionem, approbantibus, imo excitantibus Summis Pontificibus, imo et Deo ipso miraculose ea confirmante. Denique ratio est evidens, quia ad pacem et defensionem Ecclesiæ id sæpe necessarium est, et in principibus supremis est jus et potestas ad tuendam, imo et ad vindicandam suam Rempublicam.

2. *Militia honesta uno modo. — Altero modo.* — Est autem ulterius considerandum, duplex posse esse bellum justum : unum, quod ad temporalem finem tantum proxime ordinatur, ut sunt, verbi gratia, bella, quæ ordinarie geruntur inter principes christianos; nam, licet ex altera saltem parte sint justa, non tamen per ea intendunt, nisi aliquod temporale dominium, quo privati sunt, aut justam vindictam alicujus publicæ injuriæ, vel aliquid simile. Aliud vero est bellum non solum justum, sed etiam pium ac religiosum, quia proxime a militantibus ordinatur ad defendendam religionem, fidem, vel Dei populum ab injuriis infidelium, paganorum, vel hæreticorum. Tale fuit bellum Machabæorum, quorum exemplo D. Thomas maxime utitur; et in Ecclesia tale habitum semper fuit bellum contra Turcas, pro defensione vel restauratione terræ sanctæ. Et ideo antiquissimum fuit voto se Deo consecrare ad hujusmodi bellum, vel ad præstandum favorem vel auxilium in eo militantibus, et insigne crucis assumere in signum talis voti et obligationis, ut colligitur ex c. *Ex multa*, et c. *Postulastis*, cum multis aliis de voto, et ex supra dictis de votis simplicibus reservatis, inter quæ tale votum computatur. Hujusmodi etiam fuit bellum Caroli V imperatoris, contra hæreticos Lutheranos, et similia.

3. *Honestas primi modi non sufficit ad statum religiosum.* — Religio ergo ad militandum non pro quocumque bello justo institui potest, ut bene adnotavit Cajetanus, dicto a. 3, et significavit D. Thomas, cum dixit, militiam religiosam non ordinari ad bonum temporale, seu finem mundanum; hic enim finis non excludit quin bellum sit justum; nam, servata æquitate, potest quis velle sua temporalia bona propter temporale commodum, vel propter ipsum principatum terrenum. At vero militia inter hos limites contenta, quantumvis justa, non potest esse finis religiosi status, quia est actio mere terrena et temporalis, non minus quam mercatura, vel alia similis negotiatio. Item, quia status religiosus debet primario respicere cultum Dei, et pietatem ac perfectionem animæ; militia autem illo modo spectata, licet habeat quamdam bonitatem moralem, quatenus justa est, non tamen continet divinum cultum, nec est opus pietatis, nec per se confert ad animi perfectionem; quin potius ex se multis est periculis exposita, quæ nisi compensentur ex aliquo perfecto fine religionis, et boni communis, non sunt eligibilia ei, qui velit perfectionem consequi.

4. *Sufficit tamen honestas secundi modi.* — At vero si sumatur militia religiosa (ut sic dicam), id est, quæ pro defensione Christianæ religionis, et Ecclesiæ, ac innocentum assumitur, sic quidem potest esse finis aptus ut propter illum instituatur religio, et hoc modo dicendum est, possibilem esse religionem militarem, id est, ad religiose militandum, tanquam ad proprium scopum, et finem institutam. Hæc est mens D. Thomæ supra, cujus sententia sine controversia fere communiter recepta est, et usu Ecclesiæ satis confirmata; nam militares ordines sub nomine et approbatione religionum, jam diu in Ecclesia fuerunt, et initium sumpserunt ab Urbano II, ante 570 annos, ut ex historiis illorum temporum constat, et attigit Thomas Bosius, tom. 2, de Signis Ecclesiæ, lib. 19, c. 1, num. 22,

ubi originem et progressum harum religionum breviter recenset. Probatur autem ratione, quia finis ille optimus est, et valde perfectus, et ad Dei gloriam et cultum multum pertinens; sed ad illum finem possunt esse optissima media, illa eadem, quæ substantialiter constituunt religiosum statum; ergo si accedat debita potestas, seu auctoritas Summi Pontificis, ut facile potest, nihil deerit ad verum statum religiosum. Consequentia evidens est ex hactenus dictis. Major etiam declarata jam est. Minor explicatur et probatur. Nam imprimis votum castitatis aptissimum est ad illum finem, quia obligatio conjugis et onera matrimonii multum impediunt libertatem necessariam ad militandum, et ad exponendum vitam suam bellorum periculis, nulla habita cura uxoris aut filiorum. Supposito autem cœlibatu, consecratio castitatis per votum per se est gratissima Deo, eritque utilis ad obtinendum ab ipso auxilium in eo munere maxime necessarium. Est autem valde utilis ad conservandam animæ puritatem, adeo necessariam his, qui vitam suam tot periculis expositam gerunt; denique ad sanitatem, et robur corporis conservandum, ad illud munus adeo necessarium, plurimum conferre potest. Atque eædem vel similes utilitates in voto paupertatis inveniri possunt, quia, ut aliquis vere et ex corde Dei militiæ se consecret, et lucrum temporale in ea non quærat, nulla potest esse melior dispositio, quam rebus omnibus temporalibus omnino renunciasse, totumque illius affectum deposuisse; alias multum semper esset periculi bellandi potius propter rem familiarem augendam, quam propter Deum, ex qua intentione sæpissime oriuntur bella injusta, furta, ac prædationes, et similia. Deinde status militiæ requirit animum liberum omni cura et sollicitudine vel augendi, vel conservandi temporalia bona. Item requirit animum adeo despicientem res hujus mundi, ut etiam vitam suam contemnat, propter divinum obsequium, eamque quotidie periculis exponat, ad quæ omnia optima dispositio est abrenunciatio temporalium bonorum.

5. At vero obedientia, etiam seclusa religione, per sese maxime necessaria est in bello, quia sine illa nec debitus ordo, nec executio opportuna occurrentium actionum, et mediorum, nec debita sollicitudo, ac provida rerum omnium distributio, servari potest, cum tamen ex his circumstantiis felix belli successus maxime pendeat. Ergo si militia sit religiosa, et solum propter Deum, ad perfectionem ejus maxime pertinebit, ut illa obedientia voto sit consecrata Deo; sic enim et superiores majori cum potestate et fiducia præcipient, et inferiores majori cum reverentia et promptitudine obedient. Accedit, quod in negotio tam arduo nihil potest esse felicius quam divino nutu, per Vicarium, cui Dei nomine se tradidit, gubernari; sic enim et ipsa opera erunt majoris meriti, et majori ratione poterit in eis divinum auxilium sperari. Tandem, qui hoc Dei bellum militat, debet esse expositus, ut huc vel illuc, ubi fuerit necessarium, vel ad actionem communi bono magis opportunam, mittatur; hanc autem animi præparationem confert obedientia; est ergo hoc votum tali statui maxime accommodatum.

6. Unde etiam concluditur, traditionem illam, quæ in professione religiosa fit, huic statui maxime congruere, quia illa nihil aliud esse videtur quam præparatio quædam ad perfectam obedientiam, et simul ad paupertatem, et rerum omnium nudationem. Nam, qui se tradit, se abnegat, et se quodammodo derelinquit; ideoque optime dispositus est ad obediendum, etc. Quin potius qui militiam profitetur, non solum actionem, sed etiam animam et vitam ponit in manibus Prælati; perfecte ergo se tradit; nihil igitur in tali vivendi modo ad verum statum religionis deerit, si ita institutus sit.

7. Contra hanc veritatem visus est tenere Sarmiento, in suo Defens., prima parte, nam monit. 57, ita objicit: officium, quod tendit ad irregularitatem, opponitur religioni; sed officium militandi tendit ad irregularitatem homicidii, ut per se patet; ergo non est vera religio, quæ ad hunc finem instituitur. Quo argumento, ipse quidem solum intendit probare, religiones militares, quæ nunc sunt, non esse veras religiones; tamen, si ratio est alicujus momenti, etiam probat non esse possibilem talem religionem veram; an vero ipse hoc senserit, vel calore disputationis excesserit, et consecutionem non viderit, haud satis scio. Respondeo tamen facile, distinguendo majorem: officium tendens ad irregularitatem opponitur religioni clericorum, transeat; religioni laicorum, nego assumptum. Quia cum talis status non ordinetur ad sacerdotium, nihil ei officit irregularitas, cum illa nec peccatum sit, nec ex peccato trahatur, nec sit per se intenta, sed per accidens consequatur. Illa ergo consecutio irregulari-

tatis valde accidentaria est ad statum perfectionis.

8. Gravius objici potest, quia status religionis debet esse schola perfectionis acquirendæ; at vero status militiæ non potest esse status perfectionis acquirendæ; ergo. Probatur minor, tum quia perfectio duo requirit, et carentiam vel diminutionem culparum, quoad fieri possit; et profectum in omnibus virtutibus, præsertim in charitate, et cognitione Dei. Ad utrumque autem est ille status valde improportionatus. De primo patet, quia munus illud est infinitis periculis peccandi expositum, tum propter nimiam exteriorem communicationem cum aliis hominibus, qui nec religionem profitentur, nec ordinarie honeste vivunt; quæ conversatio et familiaritas vix potest moraliter excusari, tum propter ordinarium otium quod in hoc vitæ genere esse solet, quamdiu actuale bellum non agitur; tum propter alias innumeras occasiones, quarum effectus satis ipsa experientia ostendit. De secundo patet, tum quia ob easdem occasiones et causas non potest esse in his hominibus frequens virtutis exercitium; tum etiam quia nulla vel parva est, aut moraliter esse potest in tali statu institutio spiritualium magistrorum, minorque vigilantia et custodia Prælatorum; quomodo ergo potest esse talis status, status perfectionis?

9. Respondeo, statum perfectionis esse omnem illum, in quo, præter præceptorum observantiam, consiliorum via custodienda est ex vi talis vivendi modi, et præsertim ubi servanda sunt tria illa magna consilia, quæ ostendimus in tali statu posse reperiri. Certum est autem in illo statu posse servari præcepta, et illa etiam, et ad hunc finem posse provideri sufficientia media. Item status perfectionis est ille, qui destinatur ad aliquid agendum propter Deum, quod perfectionem charitatis et requirit, et ostendit, et affert; tale autem opus est animam suam ponere pro amicis suis, ut Christus dixit, quod plane faciunt, qui huic sacræ militiæ se consecrant; ergo talis status ex ratione sua sine dubio perfectionis est.

10. Considerandum autem est, in rebus creatis nullam substantiam esse perfectam, nisi debitis sit accidentibus ornata, et similiter in rebus moralibus, et præsertim in statu vitæ, non satis esse quod habeat substantiam (ut sic dicam) talis status, sed necessarium esse ut debitis sit circumstantiis, et particularibus mediis communitus. Solum ergo concludit ratio facta, in hujusmodi statu moraliter necessarium esse ut, priusquam milites actuali militiæ committantur, in virtute aliquo tempore instruantur et exerceantur, quod libenter concedimus. Tum quia digne et cum debita intentione religiosa militare, est potius opus perfectionis acquisitæ, quam acquirendæ; religio autem, licet possit esse ad exercendam perfectionem, per se requirit ut sit schola acquirendæ perfectionis, et debitus ordo postulat ut prius quis perfectionem acquirat, quam illam exerceat. Tum etiam quia, nisi hujusmodi milites prius sint in virtute radicati et fundati, non poterunt, moraliter loquendo, effugere pericula peccandi, quæ in eo statu occurrunt, ut objectiones factæ ostendunt. Ex quo etiam ulterius colligi potest, convenientissimum esse, et moraliter necessarium, ut in talibus ordinibus militaribus sint conventus religiosi, in quibus fratres milites aliquandiu versentur, et in virtute ac perfectionis via instruantur, priusquam militiæ se dedant; et ad illos aliquoties recurrant tempore pacis, seu quando ab usu militiæ commode vacare possunt, ut in virtute instaurentur, et, si pro humana fragilitate lapsi fuerint, vel de virtute aliquid remiserint, reparentur et reficiantur

11. Denique ex eodem principio colligitur, valde etiam opportunum ac expediens esse, ut hæ religiones non sint pure militares, sed conjunctionem aliquam, seu mistionem habeant cum religione spirituali, et societatem cum religiosis, qui non militiæ, sed spiritualibus exercitiis, et cultui divino incumbant, ut, nimirum, possint milites a clericis religiosis in rebus spiritualibus instrui et juvari. Unde in historiis de origine ordinis militaris S. Jacobi refertur, apud Didacum de la Mota, lib. 1 de Fundatione illius ordinis, c. 2, § 2, et c. 3, cum prius ille ordo in solis militibus per modum cujusdam fraternitatis incepisset, et in vitæ honestate, ac virtutis profectu perseverare non potuisset, milites ad se reversos intellexisse, se non posse Domino militare, nec institutum suum secundum debitum finem perficere, sine religiosis sacerdotibus, et spiritualibus, a quibus spiritualia reciperent, ideoque cum religiosis quibusdam canonicis regularibus in unum religionis corpus convenisse. Atque hunc morem aliæ religiones militares in universum servant, ut constat. Atque ita sufficienter ostensum est, et religionem militarem esse possibilem, et obiter tactum est quomodo debeat exerceri munus illud, ut statui perfectionis accommodetur.

## CAPUT IV

AN RELIGIONES MILITARES, QUÆ NUNC SUNT DE FACTO, COMPREHENDANTUR PROPRIE SUB GENERE STATUS RELIGIOSI.

1. Superest dicendum de altera quæstione, quæ difficilior est, an religiones militares, prout nunc sunt in Ecclesia, quoad milites, sint veræ religiones simpliciter et absolute. Dico autem *quoad milites*, quia, quoad clericos vel monachos cum quibus habent supradictam in proximo cap., n. 11, unionem, non est dubium quin illi veri religiosi sint; veram enim professionem faciunt, et se Deo dedicant immutabiliter, et tria vota substantialia plene observant ex vi suæ professionis. Difficultas ergo est de militibus, et constitui maxime solet in hoc, quod illi non emittunt votum castitatis simpliciter, sed conjugalis tantum; hæc autem castitas non videtur sufficiens ad constituendum statum simpliciter religiosum; ergo. Probatur minor, primo, quia de ratione status religiosi est votum castitatis, adeo ut hoc non possit Summus Pontifex immutare, ut dicitur in c. *Cum ad monasterium*, de Statu monachorum; sed illud non est votum castitatis simpliciter, sed tantum secundum quid; ergo non potest constituere statum religiosum simpliciter, sed tantum secundum quid. Secundo, quia status religiosus postulat professionem observandi consilia, præsertim castitatis; illud autem votum non est de consilio castitatis servando, sed solum de servanda ea castitate, quæ ex natura rei est necessaria, et in præcepto; ergo non satis est ad statum religiosum constituendum, quia modus ille servandi eamdem castitatem, alias necessariam, majori obligatione, non promovet homines ad opera consilii et perfectionis facienda, sed solum ad servanda strictius præcepta, vel ad summum ad majorem perfectionem ejusdem operis præcepti, quod satis non est ad opus perfectionis. Tertio, si attente consideretur ratio ob quam est necessaria observatio continentiæ ad perfectionem, plane constabit castitatem conjugalem ad hunc finem satis non esse. Quia quod maxime impedit profectum perfectionis, est ipse usus matrimonii, cum omnibus oneribus, et curis quas secum affert. Unde Paulus, 1 Cor. 7, quando consilium castitatis dat, præcipue consulit abstinere a matrimonio, et virginitatem servare; et rationem subdit dicens: *Volo autem vos sine sollicitudine esse. Qui sine uxore est, sollicitus est quæ Domini sunt, quomodo placeat Deo; qui autem cum uxore est, sollicitus est quæ sunt mundi, quomodo placeat uxori et divisus est;* et infra: *Porro hoc ad utilitatem vestram dico, non ut laqueos vobis injiciam, sed ad id quod honestum est, et quod facultatem præbeat sine impedimento Dominum obsecrandi.* Sentit ergo matrimonium, et usum ejus, hoc impedimentum afferre, et non solam illicitam venerem, sed etiam conjugii honestatem dividere cor, et afferre curas et sollicitudines quæ perfectionem impediant; ergo ad statum perfectionis simpliciter non potest sola castitas conjugalis sufficere. Unde Basilius, regula 5, ex fusius disputatis, locum hunc tractans, ait Paulum occupationes, quæ ex matrimonio nascuntur, cum his quæ propter Deum sumuntur, opposuisse, *perinde quasi hæc cum illis cohærere non possint.*

2. Quarto accedunt similes rationes ex aliis duobus votis desumptæ; nam talis paupertas ab his militibus vovetur, ut non liberet eos a sollicitudinibus hujus seculi, nec reprimat affectum conquirendi divitias; imo, quod pejus est, ad hoc talem paupertatem vovere videntur, ut ditiores fiant; denique, cum parentes filiorum sint, illis thesaurizare debent; quomodo ergo perfectam et religiosam paupertatem profiteri possunt? De obedientia formari argumentum posset simile, quia qui obligatus est uxori, et curæ filiorum ac familiæ, non potest perfectam obedientiam profiteri; tamen, quidquid sit de usu, quoad hanc partem, non est difficile rationem religiosi status salvare, si cætera non desint.

3. Propter has et similes difficultates, nonnulli moderni auctores docuerunt, hos militares ordines, prout jam instituti sunt, et usu servantur, non continere verum religiosum statum quoad milites, sed tantum secundum quid. Primus hujus assertionis auctor videtur fuisse Soto, lib. 7 de Justitia, articulo 3, et in 4, d. 27, quæstione prima, articulo quarto, ubi vehementius invehitur in mores et vitam horum equitum, quam fortasse par esset. Ejus tamen opinionem secutus est Sarmiento, in suo Defensorio, initio, et p. 1, monit. 6, et l. de Redit. Ecclesiæ, p. 4, c. 1, qui etiam addidit, hos milites non esse personas Ecclesiasticas, neque gaudere privilegio canonis vel fori; et monit. 16, negat hos emittere vota substantialia religionis. Idem tenuit postea Azevedo, libro 5 Novæ recopil., lib. 3, tit. 5, lib. 14, numero tertio; Ludovicus Lopez, in Instruct. cons., 2

p., c. 48, et nonnulli alii, qui in suum favorem afferunt D. Thom. 2. 2, quæst. 185, art. 4, ad 3, ubi sic ait: *Illi modi vivendi, in quibus homines matrimonio utuntur, non sunt, simpliciter et absolute loquendo, religiones, sed secundum quid, in quantum scilicet in aliquo participant quædam, quæ ad statum religionis pertinent.* Imo significat ulterius Soto, milites hos, cum quibus dispensatum est ut possint uxores ducere, non solum post hanc dispensationem, verum etiam ante illam, quando inhabiles erant ad matrimomium, non fuisse vere religiosos; arguens enim, quia si ante hoc privilegium matrimonium contrahere tentarent, nihil facerent, quod non aliunde emanare videtur, nisi a ratione religionis, respondet non inde provenire, quod sit vera religio, sed ex Pontificis statuto. Unde etiam concludit, non solum modo, verum etiam antea, per professionem hujus militiæ non dissolvi matrimonium præcedens ratum, et non consummatum; quod etiam de militibus S. Joannis affirmat, in 4, ubi supra. Quamvis fateatur, quod certum est, eos nunc esse inhabiles ad matrimonium, sentiens etiam illos non esse inhabiles ex vi voti, seu veritatis religionis, sed ex statuto Papæ; et ideo subjungit ibidem, posse Pontificem cum cum his dispensare, ut ducant uxores, salva eorum religione, licet non esset (inquit) ita honestum et condecens; quæ omnia fere sequitur Sarmiento, supra.

4. In quo non loquitur Sotus consequenter; nam in priori loco, lib. 7 de Institut., concedit hos milites Sancti Joannis esse proprie religiosos, quia *pro suo instituto* (ait) *conventum habent, et obedientiæ specimen, neque matrimonium contrahunt.* At in altero loco, 4, ait non contrahere matrimonium solum ex statuto Papæ, non ex proprietate religionis; et in aliis religiosis militibus censet id non fuisse antea sufficiens, ut essent veri religiosi, cum tamen in reliquis pares essent; nam etiam habent obedientiæ specimen, et antea majus habebant; ex sua etiam institutione conventum habent, quamvis hoc ad veritatem religiosi status necessarium non sit. Aliam etiam repugnantiam in dictis ejus invenio; nam aperte sentit, hæc vota omnium horum militum, etiam S. Joannis, per se esse simplicia, et solum habere vel habuisse illum effectum inhabilitandi ad matrimonium ex statuto Pontificis, sicut votum ordinis sacri; aliis vero locis, ipse contendit ad veritatem religionis necessarium esse votum natura esse sua solemne, id est, vi sua, absque constitutione Ecclesiæ, impediens ac dirimens matrimonium; quomodo ergo cum his stat, ut milites Sancti Joannis sint veri religiosi? Denique, in eo etiam non sibi constat, quod ait, non esse ita honestum, et condecens, cum his, sicut cum aliis militibus, dispensare, ut matrimonium possint contrahere; nam si votum eorum est ejusdem rationis, et in aliis fuit decens et expediens, ut in lib. de Justitia ipse docet, cur non erit in his? tam enim est observatu difficilis castitas ab his, sicut ab aliis, et in eisdem periculis versantur, et eodem modo laute vivunt. Est ergo de omnibus eadem ratio, si Papa velit sua potestate uti; de facto vero fortasse non est inventa tanta necessitas in militibus Sancti Joannis, et præsertim quia impensius suæ professioni et militiæ vacant, et majorem quamdam rationem ordinis et obedientiæ retinent.

5. *Prima assertio pro militibus.* — De militibus ergo Sancti Joannis pro constanti supponimus, esse veros religiosos ex vi institutionis suæ. Ita sentiunt omnes Doctores citandi, et Soto non negat. Et probatur, quia possibilis est religio vera et militaris, ut supra ostensum est; sed in hoc instituto invenitur quidquid ad veritatem talis religionis desiderari potest; ergo. Patet minor, quia imprimis habent integrum votum castitatis, ut supponitur; vota autem paupertatis et obedientiæ non habent certam mensuram necessariam ad veritatem status religiosi, sed satis est quod sint secundum aliquam regulam approbatam, qualis est ista religio. Præsertim, quia quoad paupertatem revera sunt incapaces dominii, et omnis usus seu dispositionis ejus, sine superiorum facultate; quod autem in hac majorem aliquam latitudinem habeant, spectare potest ad minorem rigorem, non ad tollendam substantiam religionis. Eademque ratio est de obedientia, præsertim cum ex vi instituti teneantur ad obediendum in re satis ardua et difficili, qualis est aggredi quæcumque pericula belli propter fidei defensionem.

6. Quod autem Soto ait, impedimentum contrahendi matrimonium in his religiosis esse tantum ex statuto Ecclesiæ, et non ex vi religionis, primum nihil obstat veritati status religiosi; nam hoc commune est omnibus religiosis professis, ut ex sententia Bonifacii et Gregorii Pontificum, et ratione tomo præcedenti ostendi. Deinde, voluntarie videtur hoc dictum, in hoc genere professionis, seu religionis, magis quam in aliis; nec ab ipso Soto differentia hæc aliqua ratione probatur aut

declaratur. Cur enim in aliis religionibus inhabilitas hæc intrinsece oritur ex natura talis professionis, et in hac, non nisi ex statuto Ecclesiæ? Aut enim ex sola ratione generali, quia militaris religio est, vel ex aliqua speciali : primum dici non potest, alias nulla militaris religio posset esse vera religio, quia ipse Soto putat, illam solam esse veram religionem, quæ vi sua hanc affert inhabilitatem ; consequens autem falsum esse ostensum est capite præcedenti. Secundum etiam excogitari non potest; quæ enim specialis ratio fingi potest necessaria ad hunc effectum, quæ in religione militari inveniri possit, et in hac non inveniatur? Denique, ipse ait hunc effectum sequi ex traditione, per quam efficitur religiosus, quasi servus religionis; sed hæc traditio invenitur in his religiosis, alioqui religiosi non sunt, quod ipse Soto alibi dicere non audet. Igitur si in aliis religionibus illa inhabilitas sequitur ex natura votorum, et professionis, etiam in hac; vel, quod verius est, sicut in aliis, ita etiam in hac solemnitas illa est ex constitutione Ecclesiæ, quod ad veritatem et proprietatem religionis nihil refert. Quare falsum est etiam, quod Soto ait, per professionem in hac religione non dirimi matrimonium ratum, non consummatum, oppositum enim in citato tomo ostendimus. Denique non video, qua consequentia aut ratione Soto admittat Pontificem posse in hac professione dispensare, cum de cæteris religionibus non militaribus id neget, de quo etiam infra dicendum est. Quæ fere omnia attingit et confirmat Navarrus, consil. 2, de Conversione conjugat., quod incipit *Quidam nobilis*.

7 *Consectarium ex assertione.* — Hinc concluditur, omnes religiones militares, quæ a prima sua institutione cum integro voto castitatis ac reliquis institutæ fuerunt, quamdiu in illo statu et integritate permanserunt, veras ac proprias religiones fuisse; nam rationes factæ de religione Sancti Joannis, prout nunc est, idem de cæteris probant, quoad illum statum, et tempus pro quo duravit.

*An etiam ordines militares, qui castitatem tantum conjugalem vovent, sint proprie religiones.*

8. *Non videri veros religiosos.* — Difficultas vero superest de his, quæ vel a principio solum castitatem conjugalem pro militibus professæ sunt, prout de militibus Sancti Jacobi refertur ; vel per relaxationem a Pontifice concessam ad eum statum defecerunt; nam jam perinde se habent, ac si a principio ita essent institutæ ; quia jam revera nihil amplius vovent aut profitentur, et ita remissio illa non est tantum in usu, sed in ipso statu, et ideo videtur transiisse a statu religioso ad non religiosum, seu solum secundum quid religiosum.

9. *Opinio Navarri affirmantis eos esse vere religiosos.* — Nihilominus communis opinio est, hos milites etiam nunc esse veros religiosos, simpliciter et absolute; ita tenet Navar., cons. 11, de Regul., quod incipit *Quidam eruditissimus*, ubi ad hoc confirmandum affert communem sententiam, asserentem contra D. Thomam, Pontificem posse dispensare cum religioso ut uxorem ducat : sed illa sententia, ut ego opinor, nihil ad rem præsentem facit, nam illa non asserit posse fieri per dispensationem, ut religiosus manens religiosus ducat uxorem, licite et valide, sed ut desinat esse religiosus, et ita possit id facere. Nec recte dici mihi videtur, statum hunc esse religiosum, cum perpetua (ut sic dicam) dispensatione, sed cum tali institutione, quæ jam non requirat dispensationem, et ideo dixi, numero præcedenti, perinde esse hanc rem considerandam, ac si a principio religio ita esset instituta. Affert etiam ibi Navarrus ad hoc declarandum, solemnitatem voti jure Ecclesiæ, et non divino, esse adjunctam professioni religiosæ. Sed hoc etiam non existimo ad rem facere; nam, licet inhabilitas ad matrimonium sit ab Ecclesia addita, tamen votum integrum castitatis, et obligatio ad non nubendum a Christo tradita sunt, et sub consilio posita cum statu religioso; punctum ergo difficultatis est, an tale votum, integre saltem obligans, sit de essentia status religiosi absolute dicti. Nam quod Navarrus ibidem subjungit, sicut solemnitas voti fuit ex institutione Ecclesiæ, ita etiam ex ejusdem voluntate et institutione pendere, quod ad religiosum statum requiratur votum integrum castitatis, vel partiale sufficiat, non est æque certum, nec ejusdem rationis. Nam solemnitas illa, quæ consistit in inhabilitate ad matrimonium, intrinsece non est necessaria ad perfectionem, licet deserviat ad occasiones tentationem magis tollendas; et non est res consistens in voluntate hominis, sed in extrinseca lege ; at quod votum castitatis sit integrum, vel conjugale tantum, multum videtur ad perfectionem pertinere intrinsece et natura sua; et ideo non videtur simile, quod possit Ecclesia statum perfectio-

nis approbare sine solemnitate voti, vel etiam sine integritate.

10. *Opinionem Navarri alii amplectuntur.* — Eamdem nihilominus sententiam docuit idem Navarrus statim, consil. 12, et latius in tit. de Reditibus Eccles., q. 1, monit. 55 et 56, et q. 3, monito 27 et sequentibus, quibus locis late contra Sarmiento rem hanc disputat. Eamdem sententiam comprobat Martinus Avala, in Compendio et declaratione ordinis sancti Jacobi, cap. 1 et 2. Brevius eam attigit Covarr., in Epit., 4, p. 2, c. 3, § 1, n. 18, ubi allegat Fortunium Garciam in quodam consilio pro ordine Sancti Jacobi; late Michael Medina, lib. 1 de Sacr. hominum continent., controver. 7, cap. 39. Pro eadem sententia refert alios, et præsertim varios Doctores Hispaniæ, qui ei subscripserunt, Didacus Motta, in speciali opere de hac re, l. 2, c. 1 et 2.

11. *Primum fundamentum eorum ex Bullis Pontificum.*—Fundamentum hujus sententiæ partim auctoritate nititur, partim ratione. Primo ergo ad hoc afferuntur Bullæ Pontificiæ, a quibus hæ militiæ approbatæ sunt, ut ordines regulares ac religiones; et ita in eis sæpissime nominantur. Has late et erudite adducit Didacus Motta, in primo libro illius operis; et in libro 2, earum verba docte expendit, et ideo pauca hic attingam. Solum adverto in eis nunquam expresse, directe, et quasi ex instituto tractari, an talis sit vera religio, necne; sed solum sub nomine religionis sæpius significari, et de illa tanquam de ecclesiastico quodam gradu tractari, ac denique eisdem formulis loquendi, religiosam professionem, habitum, fraternitatem, obedientiam, et cætera similia, huic statui ac aliis religionibus attribui. Sic Alexander III, in principio suæ Bullæ: *In Ecclesiasticis gradibus* (ait) *generationes justorum per tempora sibi succedunt*, judicans statum illum ad gradus ecclesiasticos pertinere; et infra: *In habitu et conversatione religionis, sub unius magistri statuerunt obedientia commorari*; et infra: *A Sede Apostolica requisistis, ut vos tanquam peculiares filios in defensionem vestram, et locum, in quo caput ordinis factum fuerit, in jus, et proprietatem sanctæ Romanæ Ecclesiæ suscipere deberemus*; et infra: *Ordinem vestrum auctoritate Apostolica confirmantes*, etc.; et infra: *Inter ea, quæ in professionis vestræ ordine statutum est observari, primus est, ut sub unius magistri obedientia, in communi humilitate absque discordia, sine proprio vivere debeatis.* Et statim adducit exemplum primitivæ Ecclesiæ, quod, ut Sancti docent, omnes religiones imitatæ sunt, et statim adjungit votum continentiæ conjugalis. Et infra prohibet, post factam professionem *redire ad seculum, vel ad alium ordinem transire sine magistri licentia*; et infra declarat, has personas frui privilegio canonis. Similia verba reperiuntur multa in aliis bullis, quarum fragmenta prædictus auctor refert, quæ omitto, quia ejusdem rationis sunt.

12. *Item ex regula ipsa.* — Ex fragmento autem regulæ hæc adnotanda censui. Primum, refertur ibid., n. 17 et 18, longam disceptationem Archiepiscoporum et Episcoporum circa illum ordinem factam fuisse, *qui* (dicitur ibi) *cum magno gaudio et celebritate ordinem sanctum, et confirmatione dignum acceptarunt*, atque ita Summum Pontificem illum confirmasse. Numero autem 21 ponuntur tria vota, quæ ab his militibus emittuntur, et subditur statim, n. 22: *Prædicta autem tria, ut veræ, et perfectæ charitatis complementum sunt instituta.* Quibus verbis aperte significatur, hunc esse statum perfectionis; ne autem quis dicat sermonem esse de substantiali tantum perfectione charitatis, subditur statim: *Cum enim perfecta charitas foras omnem abjiciat timorem, et prædicti fratres, pro exaltatione Christianæ fidei, et fratrum defensione personas, et res universas diversis periculis, et martyriis indifferenter exponant, Deum tota mente, et totis viribus, et proximum sicut se ipsos diligere comprobantur.* Constat enim hanc charitatis perfectionem, quæ foras mittit timorem, et quæ ita omnia contemnit propter Deum, non esse communem, sed excellentem ac religiosam. Denique in discursu illius regulæ multa traduntur, quæ, si serventur, magnam quidem perfectionem afferent, et sine profectu in perfectione servari non possunt; ergo signum est professionem illius regulæ esse statum perfectionis, quia et modus vivendi stabilis est, et a Pontifice probatur, ac votis firmatur, et ad perfectionem ducit; cum ergo non sit status Episcopalis, erit religiosus, quia non est alius status perfectionis.

13. *Concluditur ratio fundamentalis ipsius opinionis affirmantis.* — Atque hinc tandem manifesta relinquitur fundamentalis ratio pro hac sententia; nam hic ordo est verus status perfectionis; ergo est verus status religionis; ergo ejus membra sunt veri religiosi. Prima consequentia probata jam est, et secunda est per se nota, quia verus status religionis non est nisi in singulis personis. Antecedens autem probatum est ex verbis regu-

læ, et declaratur amplius, quia hic status non est vitæ ordinariæ et communis observandorum præceptorum; sed etiam sublevatur ad observanda consilia, non utcumque, sed cum vera traditione totius hominis, totiusque vitæ ejus ad obsequium Dei, et in actu satis difficili, qualis est vitam pro defensione honoris et Ecclesiæ ejus tot periculis ac laboribus exponere. Ac denique cum obligatione perpetua ad illa tria magna consilia, paupertatis, castitatis et obedientiæ, quatenus ad illum finem accommodata sunt, et sufficiunt; ergo est status perfectionis.

14. *Declaratur hæc ratio discurrendo per singula tria vota substantialia.* — Quia vero in his votis, et præsertim castitatis, opposita opinio n. 8 maxime hæret, amplius in hoc puncto explicanda est dicta ratio. Ponderanda ergo sunt illa ultima verba in fine præcedentis numeri posita: Quatenus ad talem finem accommodata sunt, et sufficiunt. Quia, ut recte Navarrus, Covarr. et alii advertunt, non est de ratione status religiosi in communi sumpti, ut summam paupertatem vel obedientiam profiteatur, alioqui vix ulla esset vera religio; et saltem hæ religiones, de quibus agimus, etiam quoad illam partem, qua ex clericis constant, non essent veræ religiones, quod nullus audebit concedere; sequela autem patet, quia etiam illi non profitentur summam paupertatem vel obedientiam, sed juxta suam regulam. Ergo unaquæque religio determinat sibi certum modum et mensuram circa materiam horum votorum; hæc autem non potest melius aliunde sumi, quam ex fine religionis; quia omnes res morales ex fine sortiuntur media et speciem, modum et formam; hæc autem vota sunt media ad perfectionem; unde sicut perfectio in tali religione quæritur determinate in tali actione, quæ est scopus proprius illius religionis, ita etiam vota et eorum materiæ debent illi accommodari. Cum ergo hæ religiones, etiam quoad milites, hæc vota usurpent, cum debita mensura ac modo, respectu sui finis, et finis alias sit sufficiens ad perfectionem, ut in c. 3 probatum est, nihil illis deesse potest ad veritatem religionis.

15. *Prædictam rationem non videre concludere quoad votum castitatis.* — At enim dicet aliquis rationem hanc optime satisfacere pro voto paupertatis et obedientiæ, de quibus profecto nulla potest esse ratio dubitandi, si de institutione, non de usu loquamur, ut loquimur. Pro voto autem castitatis non videri satisfacere; nam inter hoc votum et reliqua est notanda differentia, quod materia castitatis non videtur recipere moderationem, seu divisionem, nam tota materia ejus, quæ est contra matrimonium, non est consilii, sed præcepti; solum continentia a matrimonio et usu ejus est in consilio tantum; et ideo, si quis vovet castitatem, quæ est in consilio, necessario vovet totam castitatem, vel saltem tenetur servare totam castitatem, quia ex tali voto tenetur non consummare matrimonium, et consequenter vel ex eodem voto, vel saltem ex naturali jure tenetur omnino castus esse; si autem non vovet castitatem quoad abstinentiam a matrimonii copula, non amplectitur consilium castitatis, nam castitas conjugalis non est in consilio, sed in præcepto. Cum ergo ad statum perfectionis necessarium sit vovere castitatem, quæ est in consilio, non potest dividi hoc votum ex parte materiæ, ita ut ad perfectionem sufficiat. Quod non est in aliis duobus, quia potest quis vovere paupertatem et obedientiam quatenus in consilio sunt, et tamen non vovere omnia quæ in ea materia sunt in consilio, quia non est necessarium ad perfectionem sequi omnia consilia.

16. *Tria explicanda pro objectione proxima.* — Explicanda ergo sunt tria: primum, quomodo castitas conjugalis accommodata sit huic instituto; secundum, quomodo sufficiens ad statum religiosum; tertium, quomodo tale votum sit de materia consilii. Primum in regula et bullis citatis insinuatur, et ex ipso fine, et actionibus ad illum necessariis non obscure intelligitur. Dum enim finis illius instituti sit agere justum bellum pro fidei defensione, non potest natura sua non esse multis periculis humanis expositus, considerata hominis fragilitate. Quia necesse est ut inter frequentes occasiones milites versentur; item necessarium est ad conservandas corporis vires pro laboribus belli sustinendis, illud abundantius reficere, et robustius reddere, quod vix potest fieri, quin simul aculei carnis et sensualitatis augeantur. Deinde pro ratione status et muneris, hæ personæ non possunt in claustris vivere, nec ordinarie et ex regula asperioribus vestibus uti, nec denique applicare alia media ad castitatem servandam moraliter necessaria. Quia ergo status religiosus ita debet ad opera perfectionis in ordine ad aliquem finem obligare, ut non implicet homines periculis peccandi, ideo, considerata ratione illius finis et status, castitas conjugatis videtur accommodatissima.

17 Deinde erit talis castitas sufficiens, si fini illius religionis seu instituti per eam satisfiat. Quod ergo satisfiat, sic patet, quia finis illius instituti non est contemplari, nec contemplata aliis tradere, nec spiritualibus ac internis exercitiis impensius vacare, ad quos fines necessaria est perfecta custodia castitatis. Et de his loquebatur Paulus, cum dicebat: *Qui sine uxore est, sollicitus est quæ Domini sunt ; qui autem cum uxore est, sollicitus est quæ sunt mundi ;* quia illa sollicitudo revera impedit prædictos fines spirituales, et consequenter perfectionem status, qui ad illos ordinatur. At horum militum status ordinatur ad serviendum Deo in actibus externis, et re militari, ad quem finem non est absolute necessaria castitas, quæ excludat conjugium ; nam, licet quis uxorem habeat, potest cum tota perfectione necessaria debitis temporibus militiæ vacare; ergo ad talem statum sufficiens esse potest votum castitatis conjugalis.

18. *Primus modus explicandi parum sufficiens. — Secundus modus explicandi.* — Quod denique hoc votum aliquo modo sufficiat, ut consilium castitatis in tali statu aliquo modo servari dicatur, explicari potest, primo, quia offerre Deo, et voto consecrare castitatem alioqui necessariam, consilium est ; sed hoc non videtur satis, quia illud non est profiteri castitatem quæ sit in consilio, sed solum est facere opus consilii in vovendo. Secundo ergo explicatur, quia ex vi voti castitatis tenetur hic religiosus abstinere ab uxore, quæ est materia consilii castitatis, quia, secluso voto, abstinere a tali usu non esset præceptum. Assumptum patet, quia hi milites tenentur multis temporibus separari ab uxoribus, ut militiæ intersint ; et uxores etiam hoc patienter ferre, de quo debent a principio admoneri ante matrimonium, si veri jam religiosi sunt, vel postea, quando consentiunt ut religiosi fiant. Quæ explicatio non displiceret, si sufficienter probaretur hanc obligationem nasci in his militibus ex voto castitatis ; at hoc facile negabitur, sed nasci dicitur ex voto obedientiæ, vel ex regula. Et potest hoc suaderi, quia, licet hi milites aliquando forte peccent, non eundo ad bellum, contra obedientiam, aut contra justitiam, si tenentur ratione stipendii, vel commendæ adire, non tamen peccabunt contra votum castitatis, etiamsi illo tempore suis uxoribus utantur ; ergo signum est non obligari ad eundum in bellum ex voto castitatis. Antecedens patet ex bullis, et instituto ipsorum qui solum vovent castitatem conjugalem ; sed ille actus non est contra castitatem conjugalem, ut per se patet ; ergo non est contra votum. Imo, licet militiam debito tempore omittant ob amorem uxoris, vel ob nimiam libidinem, aut affectum rei uxoriæ, licet peccent contra justitiam, vel obedientiam, ratione actus præcepti a quo impediuntur, non tamen videntur peccare contra castitatem conjugalem, et consequenter nec contra votum.

19. Sed nihilominus probabile mihi est, eos peccare contra castitatis votum, saltem quando debitam militiam omittunt ex affectu ad rem uxoriam, quia jam tunc ille affectus in tali persona non solum est contra justitiam vel obedientiam, sed est contra castitatem, quia est intemperatus affectus libidinis, quia licet de se mala non sit, ex indebito modo potest affectus ejus esse malus ; et quamvis videatur illa malitia consistere in hoc, quod est causa alterius mali, seu omissionis, tamen non solum est malus ille affectus, quia causa est, sed etiam quia in se inordinatus est ; non enim ideo est inordinatus quia est causa, sed quia est inordinatus, ideo est causa; effectus ergo non confert, sed indicat malitiam, quæ in illo affectu non est alia nisi intemperantiæ contra castitatem ; ergo actus libidinis ex illo affectu procedens, etiamsi sit cum propria uxore, contra castitatem est, quia in illa delectatione ultimus finis constituitur ; ergo eadem ratione est contra votum castitatis talis personæ, quia votum castitatis conjugalis, licet non prohibeat usum castum propriæ uxoris, impedit nihilominus omnem usum intemperatum illius ; sic enim omnis usus uxoris propriæ, vel contra debitum ordinem aut modum, aut propter solam voluptatem, est contra votum castitatis conjugalis, licet sit magis vel minus grave peccatum pro ratione materiæ. Quocirca, licet votum castitatis conjugalis in aliis personis non habentibus talem statum non inducat talem obligationem, quia in eis talis affectus non esset malus nec nimius, in persona nihilominus, quæ illum statum per tale votum simul cum aliis profitetur, usus ille est castitati contrarius; atque ita necesse est ut votum solius castitatis conjugalis in tali statu factum aliquam continentiam comprehendat, quæ simpliciter sit in consilio, et non in præcepto.

20. Potest etiam hoc alio exemplo seu actu declarari ; quia verisimillimum est obligari hos milites ex vi suæ professionis ad ita moderandam rem uxoriam, ut per illam non extenuentur viribus sibi ad militiam necessariis. Nam

cum ad eum finem primario profiteantur, et hæc media ab eis assumantur, et promittantur, ut necessaria moraliter ad illum finem consequendum, videntur profecto, sicut ex voto obedientiæ obligantur ad obedientiam illi fini necessariam, et cum proportione ad paupertatem, ita etiam obligari ad castitatem conjugalem, quæ continentiam illi fini necessariam præscribat. Igitur ex hoc etiam capite nimius uxoris usus poterit in tali persona esse malus, et voto contrarius, qui alias in persona omnino libera non esset peccatum. Unde in eadem regula Sancti Jacobi, c. 9, alias 25, dicitur, milites non debere uti abstinentiis et afflictionibus corporis, quæ vires ad militiam necessarias debilitent, ideoque in his rebus obediendum esse Magistro; ergo multo magis in alia materia requiret moderationem. Et sicut ibi obedientiam, ita hic vult regulam esse castitatis observationem. Neque nunc contendo an tale peccatum mortale sit vel veniale; nam, licet sit contra votum, poterit interdum esse veniale, quia inordinatio illa in ordine ad castitatem videri potest materia levis; id quod parum refert; satis enim est ad statum perfectionis, quod ille obligetur ad servandam continentiam, quantum materia est capax in tali actu, vel opportunitate. Unde, licet hæ personæ voveant simpliciter castitatem conjugalem, tamen prudenter intelligitur de castitate conjugali proportionata tali personæ, ac statui; quæ castitas non solum includit abstinentiam ab omni vago concubitu, et ab omni turpi delectatione ad illum pertinente, sed etiam debitam moderationem in usu propriæ uxoris, convenienter ad finem talis status. Denique huc etiam spectare videtur, quod in dicta regula, c. 13, alias 32, prohibentur hi milites ad uxores accedere cum jejunaverint, et in solemnitatibus Sanctæ Mariæ, Sancti Joannis Baptistæ, Apostolorum, et in aliis majoribus festivitatibus, et vigiliis earum. Et in Bulla Alexandri III, de confirmatione illius ordinis, ante medium, significatur non debere hos milites suscipere uxores sine licentia Magistri; maxime si ad secundas nuptias, mortuis prioribus uxoribus, transire voluerint. Hæc autem omnia indicant in hoc statu servandam esse, saltem secundum regulam, aliquam castitatem, quæ non est in præcepto, sed in consilio; quam totam verisimile est sub voto comprehendi; quia vovent servare tria vota juxta talem regulam.

21 Atque hæc quidem omnia probabiliter declarant materiam talis voti; tamen ne scrupulos aut laqueos injiciam, non existimo certum, nec necessarium, has circumstantias castitatis, quas explicui, licet pertineant ad perfectionem, et ad regulam, et convenientem modum illius religionis, cadere sub proprium votum castitatis, ita ut in eis peccare sit proprie sacrilegium, aut majus peccatum, quam sit illud, ad quod obligat talis regula; quia conjecturæ adductæ, licet sint congruentes, tamen non cogunt ut asseramus illam esse materiam talis voti, sicut multa servantur ex regula in aliqua religione, quæ ad perfectionem paupertatis pertinent, et tamen non statim sunt materia voti paupertatis, ut vilioribus pannis uti, vel quid simile; ita ergo in illis omnibus dici potest. Quamvis autem hoc admittatur, nihilominus ad statum religiosum censebitur sufficiens castitatem necessariam ad salutem ex voto servare, majorem vero aliquam ex regula et generali obligatione tendendi ad statum perfectionis, quem quis professus est, etiam si illa obligatio non sit ex voto, nec etiam fortasse sub culpa mortali.

22. *Declaratur jam ratio posita numero decimo quarto, quoad paupertatem.* — Ex his, quæ de castitate diximus, facile erit de paupertate cum proportione ratiocinari. Constat enim statum illum, qui secum admittit conjugium, non posse exactum vel magnum usum paupertatis secum compati. Quia necesse est ut uxoratus suam habeat familiam, cui provideat; morale etiam est ut filios habeat, quibus thesaurizare debeat; ergo necesse est ut professio paupertatis tali statui accommodata hæc non prohibeat; non ergo potest esse nimium stricta. Item non potest esse tanta, quæ excludat omnem sollicitudinem et curam acquirendi temporalia bona, quia aliqualis cura hujusmodi intrinseca est statui matrimonii, moraliter loquendo. Quocirca, licet in regulis horum ordinum dicatur non habere proprium, et hoc vovere, nihilominus illud lato modo illi statui accommodato intelligendum est. Quia nimirum non habent dominium omnino liberum quoad omnem usum, sed dependentem a voluntate, et licentia suæ religionis; habent tamen usum illarum rerum ita firmum, ut non possit jure etiam ab ipsa religione auferri, nisi in casibus certis, ac definitis in ea, nec etiam possint filii talium militum hæreditate paterna privari, et alia hujusmodi, quæ vel sufficiunt ad dominium, licet impeditum aliquo modo, sicut est dominium majoratuum, vel certe moraliter illi æquivalet.

23. *De sufficientia dictæ paupertatis ad statum religiosum.* — Quod autem hujusmodi paupertas sufficere possit ad aliquem verum statum religiosum, eodem discursu ostendi potest, quo de castitate factum est. Quod hic facilius est, ut Covarr supra notavit, quia paupertas majorem habet latitudinem, et adhuc in perfectioribus religionibus non est æqualis. Ergo ex se non est definitus certus modus paupertatis ad verum statum religiosum; ergo ex fine definiendus est. Nam in omni religione dicantur homines Deo, ad ejus speciale obsequium, secundum aliquem finem, qui ad perfectionem sufficiat; unde paupertas illa, quæ sufficiat ad talem finem exacte consequendum, erit etiam sufficiens ad verum statum religiosum in tali specie et modo perfectionis. In hoc autem statu ad finem ejus hic modus paupertatis sufficiens est, quia, licet aliquam sollicitudinem temporalium bonorum habeat adjunctam, non tamen tantam, quæ impediat debitum modum tendendi in talem finem. In aliis autem religionibus, quarum finis est spiritualibus exercitiis vel divinæ contemplationi impensius vacare, necessaria est major paupertas, quæ omnem sollicitudinem temporalium bonorum auferat, quantum humana infirmitas ac necessitas patitur, et in superioribus declaratum est; at vero in hoc ordine religionum, quæ ad externa opera vitæ activæ, et præsertim ad militiam ordinantur, non est cur requiratur tam stricta paupertas. Sufficiet ergo illa quæ juxta conditionem et modum talis status excludat superflua, et tollat curam et sollicitudinem tali fini repugnantem, qualis est illa quæ descripta est.

24. *Disseritur denique de obedientia.*—Tandem hinc multo facilius concluditur, in hoc statu non deesse verum obedientiæ votum ad statum perfectionis sufficiens; imo, si attente bullæ et regulæ horum ordinum legantur, invenientur non parum perfectionis in hac parte profiteri, quantum est ex vi instituti, quidquid sit de usu, vel dispensationibus quibus se ab actuali exercitio obedientiæ eximunt; hoc enim non minuit veritatem et proprietatem status religiosi, licet perfectionem personarum possit minuere. Et ad eumdem modum de aliis observantiis et regulis discurrendum est. Ergo, consideratis omnibus, nihil deesse videtur huic statui, quominus proprie et vere religiosus censendus sit.

25. *Conciliatio utriusque opinionis rejicitur.* — Non desunt tamen qui, has sententias in concordiam redigere volentes, distinctione utantur, dicentes statum religiosum posse et late et stricte sumi, ut est communis distinctio juristarum, in Rubrica de Regularibus, et Summistarum, verb. *Religio.* Atque priori modo, hos milites esse religiosos, eorumque statum vere religiosum; posteriori autem modo non esse religiosos, nisi secundum quid; et hoc putant significasse D. Thomam in loco superius citato, in n. 3. Ne autem per hanc distinctionem tota quæstio revocetur ad usum terminorum, necesse est interrogare ab his Doctoribus, quid per religiosum late sumptum intelligant. Nam si sub ea voce omnes personas comprehendant, quæ speciali modo divino obsequio obligatæ sunt, et non solum præceptorum, sed etiam consiliorum viam profitentur (sic enim sæpe vox illa *religiosus*, etiam in jure accipi solet), parum profecto his personis tribuunt, idque nec Soto, nec Sarmiento, vel alii negarent; sed id satis non videtur ad ea omnia, quæ Pontifices in suis bullis significant, cum proprietate intelligenda. Si vero aliquid amplius his personis, quod ad proprietatem status religiosi pertineat, attribuunt, quid est cur eos lato modo religiosos, et non stricto, sicut alios appellent? Deinde interrogo an in illo lato modo includatur analogia, et tanta diminutio, ut non simpliciter, sed tantum cum addito, et secundum quid, hi dicendi sint religiosi, nam contra videntur procedere omnia adducta: si vero univoce et simpliciter tales sunt, non oportet ambiguitatem media illa distinctione introducere.

26. *Vera decisio controversiæ.* — Igitur absolute asserendum censemus, hos milites quoad statum esse proprie religiosos, quamvis quoad usum et observantiam revera non vivant simpliciter religiose, sed valde secundum quid; hoc enim negare non possumus, nisi adulatores videri velimus. Ut autem distinctius constet quid per verba illa, *esse, scilicet, religiosos proprie quoad statum, non ita tamen quoad usum*, significetur, addimus, imprimis ex illo principio (quod scilicet habeant statum simpliciter religiosum) haberi, has personas esse ecclesiasticas, simpliciter loquendo, et gaudere privilegio canonis et fori; ita enim in prædictis bullis expresse dicitur. Et patet, quia specialiter sunt assumptæ sub Summi Pontificis protectione, tanquam personæ specialiter divino cultui dicatæ. Deinde religiosorum appellatione in jure veniunt, simpliciter loquendo, præsertim quoad favores et gratias, tum quia in suis Pontificiis bullis ita simpliciter

appellantur; tum etiam quia censentur habere in Ecclesia proprium et specialem statum ecclesiasticum, et non secularem, nec clericalem; ergo religiosum.

27. *Objicitur a triplici absurdo. — Primum absurdum nullum esse. — Ordo militaris institui nequit absque Sede Apostolica.* — Dices : ergo talis status venit in jure sub nomine regulæ, aut religionis approbatæ; consequens videtur falsum, alias ejus personæ comprehenderentur sub cap. unico, de Voto, in 6, dicente, votum castitatis solemnizari per professionem factam in religione approbata. Item comprehenderentur sub decreto Concilii Tridentini, sess. 25, c. 15, de Regularib., quod annum decimum sextum ætatis completum, et integrum annum probationis requirit ad valorem professionis. Respondeo, concedendo primam et principalem illationem, hoc enim probant testimonia Pontificum, quæ de approbatione horum ordinum adducta sunt. Confirmari etiam potest ex c. ult., de Relig. dom., et c. 1, eodem tit., in 6, ubi prohibetur omnis professio facta in religione non approbata per Sedem Apostolicam; sed professio in his ordinibus valida est, et consentanea illis decretis; ergo revera hi ordines comprehenduntur ibi sub religionibus approbatis. Unde, e contrario, non dubito quin, si aliqui intentarent novam religionem militarem introducere sub specie religionis et professionis, sine approbatione Papæ, graviter peccarent, et inciderent in pœnam excommunicationis latam in d. c. 1, de Religiosis dom., in 6, etiamsi non perfectiora vota emitterent, quam in his ordinibus modo emittantur; quia et verba, et ratio, et consequenter intentio Pontificum in illis textibus ad has religiones proprie et merito extenduntur. Cum enim agitur de multitudine et varietate religionum, quæ est in Ecclesia, militares plane comprehenduntur; cum ergo ait Pontifex se velle ponere modum et terminum huic multiplicationi religionum, has etiam comprehendit; nam simpliciter et generatim loquitur; item non minor confusio et perturbatio sequi potest in Ecclesia ex multiplicatione voluntaria religionum militarium, si absque Apostolicæ Sedis approbatione fiat, quam ex aliis; imo eo possent sequi majora pericula, quo talis religionis modus, minus austeritatis, et plus habet libertatis; ergo hæ religiones comprehenduntur sub illo decreto, atque adeo in jure sunt simpliciter religiones approbatæ.

28. *Secundum absurdum non sequitur.* — Prima vero illatio, quæ ex ipsa principali consequentia subinferebatur, non sequitur; nam, licet votum castitatis horum militum sit emissum in religione approbata, non tamen est votum integræ castitatis; dictum autem cap. unicum, de Voto, in 6, loquitur de voto integro castitatis, et ideo non sequitur votum horum militum esse solemne; itaque, ex parte status et approbationis nihil illi deesset ad solemnitatem, de qua est sermo in illo textu, si alioqui ex parte intensionis materiæ esset sufficiens. Repugnat autem directe, votum esse de sola castitate conjugali, et esse solemne, quoad inducendum impedimentum irritans subsequens matrimonium. Et eadem ratione certum est, tale votum non esse solemne quoad irritandum matrimonium antea contractum non consummatum; impossibile enim est matrimonii vinculum dissolvi per votum, quod simul stare potest cum matrimonio postea subsecuto, ut infra, in discursu de votis Societatis iterum dicam, tract. 10, lib. 4, c. 1 et 2. Et in præsenti esset valde absurdum, vinculum matrimonii dissolvi per assumptionem status, quo perseverante et durante in tota sua perfectione, posset contrahi matrimonium cum alia.

29. *Votum hoc castitatis quid participet de solemnitate.* — Adverto tamen, licet hoc votum non habeat solemnitatem quoad prædictos effectus, nihilominus participare aliquid de voti solemnitate quoad perpetuitatem absolutam, propter conjunctionem quam habet cum vera traditione religiosa, propter quod solent a Navarro, et aliis auctoribus supra, num. 10, citatis, vota horum religiosorum solemnia appellari. Unde etiam habent, ut difficilius multo dispensari possint, quam vota mere simplicia; quia traditio ipsa ex suo genere ac natura difficiliorem habet dispensationem, quam votum mere simplex, ut in superiori tomo tactum est. Hæc autem vota vel omnino, vel certe difficillime possunt separari a tali traditione et statu, argumento cap. *Cum ad monasterium*, in fin., de Regularibus, et ideo multo difficilius dispensari possunt quam vota pure simplicia, quæ extra statum religiosum fiunt. Imo addo, ex parte causæ difficilius posse dispensari, quam votum perfecte solemne, quia in hoc potest occurrere necessitas, et causa justæ dispensationis, supposita potestate ; in illo vero, etiamsi potestas ex parte Pontificis non desit, vix potest causa sufficiens cogitari, quia cum hoc votum non impediat matrimonium, tam licitum, quam vali-

dum, nulla communis vel publica necessitas potest dare causam tali dispensationi, nam illi sufficienter per matrimonium succurritur; aliæ vero causæ privatæ et occultæ, quæ excogitari possunt ex fragilitate hominis, vel quid simile, nihil referre possunt, cum lex ipsa naturalis obliget ad superandam illam difficultatem, et alia remedia inquirenda. Unde potius quando necessitas occurrerit dispensandi in proprio solemni voto integræ continentiæ, optimum consilium erit non omnino illum religiosum in non religiosum statum transferre, sed in alicujus militaris religionis statum cum castitate conjugali commutare, si aliquid speciale non occurrat, quod talem personam ad hunc statum inhabilem, aut minus idoneam reddat.

30. *Ad tertium absurdum quid dicat Navarrus probabiliter.* — Ultima denique illatio, quæ fiebat ex Concilio Tridentino, a Navarro variis in locis admittitur, scilicet, ad professionem faciendam in his religionibus militaribus, esse necessarium integrum probationis annum, et ætatem sexdecim annorum; ita indicat in consil. 10, de Regularibus, quod incipit *Cum Vincentius*, n. 10, ad 3; agens enim de militibus Sancti Stephani, ait, in Rota declaratum esse, eos posse sua vota emittere infra annum probationis; ex quo aliqui inferebant, eos non esse vere religiosos; ipse autem respondet illud esse in eis speciale, licet veri religiosi sint ex dispensatione Pontificum, qui post Concilium Tridentinum tale illius religionis statutum confirmarunt. Unde aperte intelligit, in nulla religione militari, quam ipse veram religionem esse ubique defendit, posse professionem aliter fieri, quam servatis conditionibus Concilii Tridentini, nisi specialem dispensationem a Pontifice habeat. Et in consilio 12, quod incipit *Per dilationem*, ait, hos religiosos milites, qui in monasterio habitum suscipiunt, et postea de licentia Magistri, vel altioris legitimi Prælati, extra claustrum illum deferunt per annum, in illo probationem sufficienter implere, quia dum versantur sub obedientia Prælati cum habitu, moraliter censentur in claustro versari, quod ad probationem satis est; supponit ergo annum probationis esse his religiosis ad professionem necessarium. Præterea hoc expresse videtur affirmare in consil. 9, De iis quæ vi, incipit *N nobilis*, ubi, licet expressius loquatur de defectu ætatis, tamen et satis clare loquitur de utroque; et plane est eadem ratio quam ipse ibi expendit, quia nimirum Concilium æque de utraque conditione loquitur, et generalia valde habet verba, scilicet: *In quacumque religione virorum, aut mulierum;* et ita generaliter intelligendum est, etiamsi non militet in omnibus eadem omnino ratio, et maxime addita distributione *quacumque*, quæ magnam habet vim, ut ibi late expendit, adductis Doctoribus.

31. *Certior responsio ad absurdum.* — Quamvis hæc probabilem efficiant hanc partem, nihilominus inter responsa Congregationis Cardinalium invenio circa illa eadem verba: *In quacumque religione*, ita declaratum esse: *Hoc decreto, et decimo nono infra: Quicumque regularis, non comprehenduntur ordines regulares militares, sic etiam Rota decidit;* ubi non ex privilegio, et dispensatione Papæ, sed ex vi ipsorum decretorum, significat Congregatio non comprehendi prædictam religionem. Hoc autem supposito, respondendum est non ideo excipi ab illo decreto, quia religiones non sunt, nam oppositum in ipsa declaratione supponitur; sed quia decreta illa nec necessaria, nec accommodata sunt illis religionibus; et Concilium locutum esse de religionibus quibus, propter observantiam et rigorem, talia decreta sunt necessaria; locutum est autem generaliter, quia, juxta frequentem modum loquendi, cum est sermo de religionibus, intelligitur esse sermo de his, maxime si subjecta materia id expostulat.

32. Et per hæc satisfactum existimo difficultatibus etiam in principio positis; probant enim religiones has, vel secundum præsentem statum et usum, parum habere (regulariter loquimur quoad milites) de exercitio perfectionis ac religionis, vel etiam secundum se, minorem quamdam perfectionem religionis participare; non tamen probant secundum suam institutionem et substantiam non esse veras religiones.

## CAPUT V.

### UTRUM CONVENIENTER ET SUFFICIENTER DIVIDATUR RELIGIO IN CONTEMPLATIVAM ET ACTIVAM.

Divisio hæc aliam supponit, quæ eadem habet membra, diversum tamen divisum, scilicet, vitam, quæ in activam et contemplativam dividi solet: ex cujus divisionis intelligentia pendet illa, quam nunc tractamus, et ideo pauca de illa præmittenda sunt; plura enim legi poterunt apud D. Thom. 2. 2, a quæst. 179, usque ad 182 inclusive.

*Explicatur divisio vitæ in activam et contemplativam.*

1. *Hæc divisio quoad rem ipsam de fide est.* — Primo ergo statuendum est, vitam hominis Christiani partim contemplativam esse, partim activam, et ita convenienter in illa duo membra dividi posse. Quam partitionem irrident Lutherani, qui omnia confundunt, voluntque Christianos omnes ejusdem ordinis, status et occupationis esse; sed contra eos sufficiunt dicta de statibus in genere, tomo præcedenti. Veritas ergo hæc, quantum ad rem ipsam spectat, de fide certa est, quam aliqui colligere volunt ex illis verbis Pauli, 2 ad Timoth. 2: *Nemo militans Deo implicat se negotiis secularibus, ut ei placeat, cui se probavit.* Et illud Matth. 6: *Nemo potest duobus dominis servire ;* et infra: *Non potestis Deo servire et mammonæ.* Sed hæc loca magis conferunt ad probandum distinctionem status religiosi a seculari, quam ad distinctionem duplicis vitæ, activæ et contemplativæ, quæ et in secularibus invenitur, et maxime in ipsismet hominibus Deo specialiter dicatis, quibus omnibus, sive contemplationi, sive actioni vacent, commune esse debet, ut *non serviant mammonæ,* neque *implicent se negotiis secularibus.* Nam, si hæc verba intelligantur de servitio et implicatione illicita, per ea verba distinguuntur justi ab injustis hominibus, non contemplativi ab activis; si vero intelligantur de amore temporalium, et negotiatione in eorum lucris procurandis, licitis quidem, secularibus tamen ac temporalibus, sic distinguuntur homines sequentes perfectionem, vel obsequiis divinis specialiter dicati, a communi Christianorum vita; nam qui divitias immoderatas quærunt, et se ingerunt negotiationibus humanis propter divitias, vel honores, vel propter potentiam humanam acquirendam, non sunt apti ad perfectionem sectandam, non solum per vitam contemplativam, verum etiam nec per activam; inde ergo non recte probatur illa distinctio.

2. *Suppositio prima pro idonea probatione.* — Neque erit facile in Scriptura invenire loca, in quibus ad litteram hæc distinctio tradatur; inveniemus tamen multa, in quibus utraque pars seu membrum illius vitæ commendetur, tanquam ab alio distinctum; quod satis est ad illam divisionem confirmandam. Ut autem hoc ostendamus, oportet supponere primo, nomine vitæ hic significari actum vitæ, seu illam rationem vivendi, quæ ad talem actum exercendum destinetur ac tendat. Quod explicuit optime D. Thom., dict. q. 179, art. 1, ex generali viventium ratione, quæ in hoc consistit, quod habeant principium sese movendi, seu operandi, in seipsis, nam inde actualis vita in ipsa operatione censetur consistere, et illa operatio, ad quam unumquodque maxime tendit, dicitur vita ejus. Secundo, supponenda est distinctio illa vulgaris non solum Theologica, sed etiam metaphysica, contemplationis, seu speculationis, et praxis, seu actionis practicæ; hæc enim distinctio in præsenti accommodatur ad modos vivendi hominum, morales, studiosos et rectos. Contemplatio enim in præsenti non sumitur pro cujuscumque speculatione veritatis, sed illius quæ ad Deum ejusque cognitionem spectat; nec sumitur pro speculatione arida et sterili, quæ nullum habet fructum circa voluntatem, et rectitudinem ejus, sed pro illa quæ ita sublevat mentem in Dei cognitionem, ut ei totam animam uniat. Actio vero sumitur proprie pro exteriori opera et occupatione, non tamen pro quacumque seculari negotiatione; sed pro actione virtutis, præcipue misericordiæ, quæ sublevandis proximorum miseriis, vel corporalibus, vel spiritualibus intendit.

3. *Probatur jam divisio in re ipsa de fide.* — Sic ergo explicatis nominibus, solet præcipue colligi hæc divisio ex celebri loco Lucæ 10, ubi Christus Magdalenam defendit dicens: *Optimam partem elegit.* Vacabat enim Maria contemplationi verborum Christi, ejusque dulcedine et amore fruebatur, quod institutum Christus maxime commendavit. Dum vero eam approbat ut *optimam partem,* aliam insinuat esse partem non malam, licet non æque bonam, illam, scilicet, cui Martha intendebat, Christo ministrando, eique necessaria præparando. Ita intellexerunt locum illum Patres Ecclesiæ, qui proinde dixerunt, in illis duabus sororibus has duas vitas esse significatas. Augustinus, lib. 1 de Consens. Evangel., c. 4, et lib. 22, contra Faustum, cap. 52 et sequentibus, et serm. 27, de Verb. Dom., et tract. 127, in Joan.; Greg., lib. 5, in libros Regum, c. 4, et homil. 14 in Ezech., circa medium, et lib. 6 Moral., c. 26 et 28, alias 17 et 18; Hieronymus, in cap. 3 Threnor., circa verba illa: *Bonum est viro, cum portaverit jugum ab adolescentia sua, sedebit solitarius, et tacebit,* etc. Per quæ etiam verba dicit, laudari vitam contemplativam, et condistingui ab activa, quamvis ad activam pertinere dicat, omnem aliam vivendi ratio-

nem, præter monasticam et eremiticam; de quo postea videbimus. Idem Hieronymus, epist. 22 ad Eustoch., de Virginit., post medium, ubi vitam contemplativam virginibus sacris præcipue commendat, illamque optime describit. Idem Basilius in Constitut. monast., c. 2, late et optime, et aliqua addit c. 3. Est denique distinctio hæc apud alios Patres satis communis, quos in sequentibus referemus. Et ad confirmandam adduci possunt omnia loca Scripturæ, in quibus vel divina contemplatio, vel proximorum beneficentia et misericordia commendantur, nam priora contemplativam vitam, posteriora activam commendant. De priori dicitur Psal. 47: *Vacate, et videte quia ego sum Dominus*; ad Coloss. 4: *Sine intermissione orate*; 1 Cor. 13: *Videmus nunc per speculum in Ænigmate*; et Christus dixit, Matth. 5: *Beati mundo corde, quoniam ipsi Deum videbunt*; quod etiam in hac vita suo modo impleri Sancti interpretantur; sicut etiam dixit Joan. 14: *Hæc est vita æterna ut cognoscamus te solum Deum verum*, etc. De posteriori dicitur Matth. 25: *Quod uni ex minimis istis fecistis*; et cap. 5: *Beati misericordes*, etc., cum similibus. Ex his ergo locis recte colligimus, esse in nobis duplex genus operationum gratiæ et sanctitatis, quæ vita supernaturalis est: unum ad internam considerationem, aliud ad externam operationem pertinens: cum ergo utraque hæc operatio sit quædam vita, recte secundum illam duplex vita distinguitur, quarum altera contemplativa, altera activa merito nominatur, juxta communem usum illarum vocum, etiam apud Philosophos, ut supposuimus.

4. *Objectio contra nunc resoluta.* — Sed dicet aliquis, hæc duo genera actuum humanorum et supernaturalium, non esse separabilia ab aliquo modo vivendi hujus vitæ mortalis recte instituto, et ideo non recte distingui vitam activam et contemplativam tanquam duas vivendi rationes, sed ad summum tanquam duas operationes, quæ in omni statu recte instituto copulandæ sunt. Antecedens expresse est Augustini, 19 de Civitate, c. 19, et ostendi potest ex eisdem locis supra adductis, nam omnibus hominibus recte viventibus dicitur: *Vacate, et videte*, et, *estote misericordes*; et (quod Basilius etiam tanquam mirabile advertit) Paulus eisdem hominibus ait: *Sine intermissione orate*, et, *nocte ac die laborantes*. Et idem Basilius, in Regulis fusius disputatis, regula trigesima octava, ex professo ostendit, neminem esse excusandum ab operatione et labore, prætextu contemplationis, sed statis horis utrumque esse exercendum. Et Christus ipse, quando Magdalenam defendit, non negavit actionem esse necessariam, sed excessum et nimietatem ejus reprehendit; concludit autem unum esse necessarium, scilicet, quod ad sustentationem vitæ, vel propriæ, vel proximi fuerit necessarium, ut idem Basilius notavit in Brevioribus regulis, in 20. Et ratio est, tum quia in vita mortali non potest homo semper esse continue intentus contemplationi, et ideo oportet ut in aliarum virtutum actibus exerceatur; tum etiam quia unusquisque indiget propria mortificatione, et societas hominum sine mundi obsequiis conservari non potest, et ideo aliqua actio omnibus est necessaria. Martha etiam, licet ministerio incumberet, non omnino privabatur contemplatione, ut ponderavit Gregorius, libro quinto in Regum c. 4, circa finem, circa illa verba Lucæ 10: *Quæ stetit, et ait: Quo exemplo* (inquit) *instruimur ut, qui fratribus ministeria exhibemus, si per moram sedere ad Redemptoris pedes non possumus, per aliquantulam morulam Redemptori assistere debeamus.* Considerat autem Gregorius Martham, dum sedulo ministrabat, aliquando per transitum vidisse et audisse Christum, aliquando vero stetisse, unde concludit: *Sed bene assistimus, si transeundo et serviendo videamus. Quid est autem transeundo Dominum cernere, nisi in omni nostro bono opere ad ipsum dirigere cordis intentionem? transimus enim cum, huc, illuc discurrendo, in membris suis Domino ministramus; sed transeundo Dominum cernimus, si per omne, quod agimus, præsentem nobis ipsum, cui placere cupimus, contemplamur.* Vult ergo actionem non debere esse sine contemplatione, et merito, tum quia sine oratione nihil possumus rectum et pium ex nobis facere; tum etiam quia sine interna consideratione homo innumeris periculis exponitur, etiamsi in bonis operibus versari videatur, juxta illud Jeremiæ 12: *Desolatione desolata est omnis terra, quia nullus est qui recogitet corde.*

5. *Vera responsio.* — Hæc objectio postulat ut sensum et sufficientiam divisionis explicemus. Et imprimis responderi potest, ad vitam activam proprie non pertinere quamcumque externam actionem, sed illam tantum quæ ad alium dirigatur, ut sunt misericordiæ opera. Hoc autem modo recte posse vitam contemplativam ab activa separari, quia potest esse vita, quæ nullis misericordiæ operibus incumbat. Et e contrario contemplationem so-

lum dici considerationem veritatis ratione sui, et ita etiam posse inveniri actionem sine contemplatione; sed hoc simpliciter verum non est, nam, licet contemplationis præcipuum objectum sit Deus, non tamen adæquatum, sed est omnis veritas, quæ ad Deum ordinatur. Item, licet speculatio philosophica sistat in cognitione, hæc vero contemplatio affectiva eminenter est practica, et non excludit ordinem ad effectum. Ac denique, licet vita activa præcipue versetur in actionibus ad alterum, ut in optimo agibili, adæquate vero comprehendit omne agibile, et virtutes omnes morales, ut tradit D. Thomas, 2. 2, q. 180, art. 1, et q. 181, art. 1; et 3, d. 35, q. 1, art. 2 et 3, quæstiuncula 1, et sæpe alias, et ex dicendis amplius constabit. Concedendum ergo est, nullum esse posse vitæ studium recte institutum ad perfectionem obtinendam, quod non aliquid de actione et de contemplatione participet, ut discursus factus probat. Unde distinctio illa non est in eo sensu intelligenda, ut vita activa omnem excludat contemplationem, aut vita contemplativa omnem actionem. Sed ita denominantur ex eo, quod principaliter intenditur in unaquaque; sicut enim medium, quod ex contrariis compositum est, ab eo denominatur simpliciter, quod prædominatur et excedit, ita hominis vita, quæ ex actione et contemplatione, non tanquam ex contrariis, sed diversis muneribus coalescit, ab ea denominatur, quæ in vitæ instituto præeminet. Dicitur autem præeminere in præsenti (quod notandum est), non illa, quæ majori tempore vitæ vel diei exercetur, sed illa quæ habet rationem finis propter quem omnia illa intenduntur; nam finis in moralibus est, qui dat speciem et præcipuam denominationem. Sicut Aristoteles dixit, qui furatur propter mœchiam, magis est mœchans quam fur, quod verum est, etiamsi plus temporis furando, quam mœchando consumat. Sic ergo quoddam est vitæ institutum, quod per se primo ac principaliter respicit, tanquam proprium finem et scopum, opera misericordiæ, hospitalitatem, redemptionem captivorum, etc., tamen adjungit aliquam orationem et considerationem, ut opus illud sancte exercere valeat, et propter generalem rationem cultus divini, et hæc vita dicitur activa a suo fine. E contrario vero, quando principaliter quæritur contemplationis perfectio, et actio ac mortificatio corporis in eum finem ordinatur, ut contemplationi inserviant, illa est proprie vita contemplativa, et ita cessat objectio facta. Estque differentia hæc consentanea D. Thomæ, d. quæst. 179, art. 1, dicenti: *In hominibus vita uniuscujusque videtur esse id, in quo maxime delectatur, et cui maxime intendit. Quia ergo quidam homines præcipue intendunt contemplationi veritatis, quidam vero intendunt principaliter exterioribus actionibus, inde est, quod vita hominis convenienter dividitur per contemplativam et activam.*

*Bonam esse divisionem religionis in activam et contemplativam, non tamen adæquatam.*

6. *Declaratur et probatur.* — Atque hinc etiam concluditur cum eadem proportione, recte statum religiosum dividi in contemplativum et activum, nam religio supra communem vitæ rationem solum addit conditionem status tendendi ad perfectionem; certum est autem illud secundum genus vitæ, aptum esse perfectioni quærendæ, nam utrumque perficit charitatem, et quantum est ex se excludit omnia peccata, in quibus duabus rebus substantia perfectionis consistit. Unde optime Nazianzenus, orat. 10, in Laudem Cæsarii, § *Age nunc: Philosophari* (inquit, eo verbo indicans contemplativam vitam) *ut maximum, ita et difficillimum est, nec id aggredi multorum est, nec aliorum, quam quos divinæ afficit mentis magnitudo, quæ bonæ hominum voluntati manum porrigere solet. Non parum autem hoc quoque æstimandum est, si quis secundum vitæ genus complexus probitati studeat. Utrumque ergo vitæ genus proprie sanctificationi et perfectioni principaliter studet.* Ergo utrumque aptum est, ut per modum status tendendi ad perfectionem assumatur, et votis religiosis consecretur.

7. Quod etiam ita factum esse usus ipse Ecclesiæ catholicæ satis ostendit; nam quædam sunt religiones monasticæ quæ ad contemplationem solam principaliter ordinantur, cujusmodi sunt omnes illæ quæ per se, et ex institutione sua, circa proximos non versantur, et in laude Dei præcipue occupantur; et, si quid habent actionis, ad propriam tantum perfectionem refertur, vel accidentarium est tali statui. Aliæ vero sunt religiones, quæ ad actiones misericordiæ exercendas erga proximum præcipue institutæ sunt, et in ordine ad illas expedite et perfecte exercendas, et cœlibatus eligitur, et curæ omnes divitiarum tolluntur, et obedientia promittitur, ut patet in religionibus mendicantibus, et aliis, quæ vel infirmis curandis, vel redimendis captivis, aut aliis similibus operibus incumbunt. Recte

ergo dividitur religio in contemplativam et activam, quia religio una distinguitur ab alia ex proprio fine, seu scopo, et propriis mediis, ut supra dictum est cum D. Thoma, quæst. 188, art. 1, et 6. At hæ religiones habent diversos fines proprios; quamvis enim conveniant in generali fine quærendi propriam perfectionem, et divinum obsequium, tamen proximos fines habent diversos, scilicet, perfectionem contemplationis, vel actionis, ut declaratum est.

8. Unde consequenter necessarium est ut in propriis mediis principalioribus differant; nam, licet aliqua generalia habeant communia, ut sunt tria vota substantialia, aliqua corporis castigatio, oratio aliqua et similia, necessarium nihilominus est ut in aliquibus omnino propriis differant, quia necesse est ut ad proprium et singularem finem propria etiam media accommodentur, qualia sunt, verbi gratia, confabulatio cum proximo, vel ab illo separatio; peregrinari extra domum, aut in claustro semper manere; exercitium chori aut studii, et similia. Ergo merito religionis status in hæc membra dividitur, ut diversa; nam in his rebus non metaphysica aut physica distinctio quærenda est, sed moralis, quæ cum illa physica quamdam proportionem observet.

9. *Quorumdam pars negativa probatur.* — Major difficultas est circa sufficientiam hujus divisionis. Aliqui enim censent, addendum esse tertium membrum religionis mixtæ ex contemplatione et actione; nec sine magno fundamento, quia non repugnat dari religionem, quæ simul contemplationi et actioni principaliter intendat. Primo, quia hæc duo non sunt inter se ita repugnantia, quin simul possint cum magna perfectione simul principaliter intendi. Secundo, quia Christus Dominus hoc vitæ genus professus est, ideo enim et pernoctabat in oratione Dei, et prædicabat, ac discurrebat, benefaciendo et sanando. Unde idem vitæ genus Apostolos docuit, nam et cum ipso in montem ascendebant, et in hortum Gethsemani frequenter cum ipso ad orandum conveniebant; et cum eo similiter incedebant ad prædicandum, et ab eo mittebantur bini ad prædicandum, et curandum infirmos; denique hac ratione ipsi dicebant, Actor. 5: *Nos autem orationi, et verbo instantes erimus.* Tertio sumi potest argumentum ex verbis Christi, Lucæ 10: *Maria optimam partem elegit,* prout expenduntur a Cajetano 2. 2, q. 182, articulo primo. Maria enim puræ vacabat contemplationi, et ideo Christus illam appellavit partem, eam præferens alteri parti, quæ in sola actione consistit. Significans esse aliud vitæ genus totale (ut sic dicam) et ex utraque parte mixtum et compositum. Atque ita Cajetanus ibi hanc videtur sequi sententiam.

10. *Pro parte affirmativa arguitur primo ex Patribus.* — *Item ratione.* — Contrariam vero partem suadere videtur imprimis auctoritas D. Thomæ, dicta quæst. 170, art. 2, ubi divisionem illam bimembrem sufficientem esse docet, et videtur esse communis sententia Patrum, quos supra, n. 3, retulimus; duas enim tantum vitas ubique distinguunt, et ideo per duas sorores Martham et Mariam significari dicunt, et similiter per Rachel et Liam, ut late Augustinus, 22 contra Faustum, cap. 52, et seq.; Gregorius, lib. 6 Moral., cap. ult. Ratio est, quam D. Thom. ibi, ad 2, insinuat, quia nullum est vitæ sanctæ genus, quod contemplationem et actionem non amplectatur, ut supra explicatum est, ac denominatur contemplativum vel activum, ab eo quod excellit; semper autem aliquod horum prædominatur; ergo necesse est ut vel contemplativum vel activum dicatur, et ita divisio erit sufficiens.

11. Dicet forte aliquis, posse dari genus vitæ cum tanta æqualitate utramque partem complectens, ut nulla prædominetur, et consequenter a neutra denominari, et ita esse addendum tertium membrum. At profecto id morale non est, nec ostendetur tale genus vitæ in Ecclesia; quod autem non est, nec fortasse unquam fuit, non est in moralibus recensendum. Accedit quod, illo etiam posito, denominaretur saltem a nobiliori, et ita esset vita illa contemplativa.

12. *Ratio altera pro eadem parte.* — Tertio tamen argumentor aliter, quia non potest unus et idem status habere duos fines proximos, quos propter se intendat; quæcumque ergo religio contemplationem et actionem complectitur, vel intendit actionem propter contemplationem, vel e contrario contemplationem propter actionem, non autem utramque propter ipsam; status autem denominatur ex fine; ergo semper est vel contemplativus, si actionem solum propter contemplationem quærat; vel activus, si quærat contemplationem propter actionem. Et ita D. Thom. 2. 2, q. 188, art. 6, religiones illas, quæ ad spiritualia ministeria circa proximos ordinantur, vitam activam profiteri dicit, licet magna ex parte divinis laudibus et contemplationi vacent, quia contemplationem ad actionem ordinant, scili-

cet, ut contemplata aliis tradant. Et ita Societas, quæ una ex his religionibus est, contemplationem sumit ut unum ex præcipuis mediis ad auxilia spiritualia convenienter proximis præstanda, ut constat ex ejus constitutionibus, p. 10, § 2. Sic ergo erit sufficiens divisio, nec oportebit tertium membrum adjungere.

13. *Arridet magis pars negativa.* — Controversia hæc magna ex parte potest esse de nomine, et ideo non multum refert alterutro modo loqui, nam uterque loquendi modus in Patribus invenietur. Dico tamen satis apte dividi statum religiosum in illa tria membra, majoris claritatis gratia, et quia D. Augustinus, 19 de Civitate, cap. 19, tertium vitæ genus adjungit, ex actuoso et otioso compositum. Potestque hæc sententia confirmari ex doctrina Prosperi, in discursu librorum de Vita contemplativa. Nam, in lib. 1, postquam vitam contemplativam declaravit, a cap. 13, ostendit Pontifices Ecclesiæ et prædicatores vitam contemplativam debere profiteri, quibus nihilominus tam in illo, quam in sequentibus libris, magna officia tribuit vitæ activæ. Idem licet colligere ex doctrina Abbatis Nestorii, apud Cassianum, collat. 14, c. 4, ubi sic ait : *Quidam summam intentionis suæ erga eremi secreta, et cordis constituunt puritatem, ut in præteritis Eliam et Eliseum, nostrisque temporibus B. Antonium, aliosque ejusdem propositi sectatores familiarissime Deo per solitudinis silentium cohæsisse cognoscimus. Quidam erga institutionem fratrum, et pervigilem cænobiorum curam, omnem studii sui sollicitudinem dediderunt, ut nuper Abbatem Joannem, qui in vicinia civitatis cui nomen est Thumis, grandi cænobio præfuit, ac nonnullos ejusdem meriti viros Apostolicis etiam signis meminimus claruisse. Quosdam Xenodochii et susceptionis pium delectat obsequium, per quod etiam in præteritis Abraham Patriarcham et Loth Domino placuisse scimus, ut nuper B. Macarium singularis mansuetudinis ac patientiæ virum, qui Xenodochio ita apud Alexandriam præfuit, ut nulli eorum, qui solitudinis sunt secreta sectati, inferior sit credendus. Quidam, eligentes ægrotantium curam, alii intercessionem, quæ pro miseris atque oppressis impenditur, exequentes, aut doctrinæ instantes, aut eleemosynas pauperibus largientes, inter magnos ac summos viros pro affectu suo ac pietate viguerunt.*

4. Hæc autem partitio magis est enumeratio quædam singulorum statutum, qui sub activo et contemplativo inveniri possunt, quam methodica et immediata divisio status religiosi. Si enim omnia verba attente considerentur, supponunt divisionem supra datam de contemplativa et activa vita, et utramque subdividunt. Nam in duabus primis clausulis videtur dividi vita contemplativa in solitariam et cœnobiticam ; de qua divisione nos supra, cap. 2, sub generaliori ratione diximus; significatur autem in verbis prædictis solitariam vitam tenere apicem puræ vitæ contemplativæ ; cœnobiticam autem aliquid de activa participare, præcipue in illis, qui aliorum institutionem et pervigilem curam ac sollicitudinem suscipiunt ; et ita quoad hanc partem indicatur ibi trimembris divisio. In aliis vero duabus ultimis clausulis dividitur vita activa in varias species, juxta varietatem finium et actionum. Potuisset autem aptius distingui in vitam activam, quæ corporalibus misericordiæ operibus occupatur, qualia sunt plura eorum quæ ibi numerantur ; et quæ incumbit spiritualibus actionibus, quæ in solo illo verbo ibi insinuantur, *aut doctrinæ instantes,* sub quo verbo (ut adæquata sit partitio) comprehendi debent omnia ministeria, quibus animæ proximorum juvantur, sive sit concio, sive confessio, sive privatum colloquium, et similia. Et hoc posterius genus vitæ activæ non solum non excludit contemplativam, verum potius illam requirit ut germanam sororem, vel potius eam quodammodo intrinsece includit, quia magnam internam considerationem in operante exigit ; ergo ex illo etiam tertium membrum vitæ mistæ recte colligitur.

15. *Idem institutum conficitur consideratis actibus concionandi,* etc. — Nam concio, verbi gratia, tota est contemplatio quædam externis actibus expressa, quæ non solum ipsos concionantes, sed etiam alios, quantum in se est, in Deum elevat ; supponit autem, ut recte fiat, diuturnam orationem, et meditationem eorum, quæ dicenda sunt; et hæc præcedere debet lectio, quæ pars etiam est vitæ contemplativæ, ut D. Thomas docet, 2. 2, q. 188, a. 6, et per se constat, quia est veluti primum initium elevationis mentis in Deum : lectione enim discimus et accipimus quæ per meditationem conservamus et digerimus, et ita paulatim inflammatur anima in Deum. Hinc sunt illi quatuor gradus, quos posuit et exposuit Bernardus, lib. de Scala claustrali, lectio, meditatio, oratio et contemplatio. Quamvis enim ultimus, tanquam perfectissimus, contemplationis no-

men per antonomasiam sibi usurpet, tamen, generaliter loquendo, vita contemplativa omnes complectitur: *Quia lectio inquirit, meditatio invenit, oratio postulat, comtemplatio degustat*, ut ibidem ait Bernardus, qui postea recte subjungit: *Ex his possumus colligere quod lectio sine meditatione arida est, meditatio sine lectione erronea, oratio sine meditatione est tepida, meditatio sine oratione infructuosa, oratio cum devotione contemplationis acquisitiva, contemplationis adeptio sine oratione aut rara, aut miraculosa.* Sicut ergo inter se connexa sunt, ita contemplativus status, ut talis est, illa omnia complectitur, tanquam initium, medium et finem. Sic enim dixit Isidorus, et confirmari potest ex illo Bonaventur., in Pharetra, lib. 4, cap. 26: *Omnis profectus ex lectione et meditatione procedit; quæ enim nescimus, ex lectione discimus, meditationibus conservamus.* Et Sanctus Vincentius, tract. de Vita spirit., 6, de Somno et vigilia: *Lectio* (inquit) *et oratio sese vicissim excipiunt, mutuoque juvant.* Docent præterea Augustinus et Patres omnes, Magdalenam, cum ad Christi pedes sedebat, audiens verbum ejus, actum contemplativæ vitæ exercuisse, et occasione illius idem dicit Augustinus, serm. 27 de Verb. Domini, de his qui cujuscumque prædicatoris Evangelici concionem audiunt, quia per illum loquitur Deus; at etiam loquitur per librum, dum simili intentione legimus; nam, ut ait Richardus de Sancto Victore, lib. 4 de Contemplatione, cap. 14: *Sicut per orationem nos ad Deum loquimur, ita per lectionem ipse loquitur nobis.*

16. *Item consideratis actibus docendi.* — Addo etiam sub verbo illo *instantes doctrinæ*, non solum doctrinam illam comprehendi debere, quæ per conciones datur, et ad inflammandos affectus præcipue ordinatur, sed etiam illam doctrinam quæ ad eruditionem et illustrationem proximorum ordinatur. Nam, ut infra agentes specialiter de Societate, tractatu 10, lib. 5, cap. 4, ostendemus, institui potest religio, quæ ad hoc etiam actionis genus ordinetur, saltem secundum aliquem gradum ministeriorum, seu mediorum quibus ad bonum proximorum utitur. Quod etiam D. Thomas docuit, opuscul. 19, c. 2 et sequentibus, et 2. 2, quæst. 188, artic. 5 et 6. Ex quo etiam licet intelligere, tale docendi institutum, licet ex parte activum sit, quatenus actus docendi exterior est, et ad alios ordinatur, nihilominus intrinsece ac necessario includere contemplationem, quando doctrina est de veritate per se intenta, ut expresse docet etiam D. Thomas 2. 2, quæst. 181, articulo tertio, et quæstione undecima, de Verit., artic. 4, citans Augustinum, dicto serm. 27 de Verb. Domin., ubi absolute de doctrina loquitur, cum ait: *Vacent verbo, inhient doctrinæ dulcedini*, tum quia hæc doctrina potissimum est sacra, includens meditationem, et considerationem veritatis divinæ ac supernaturalis, quæ ex se multum juvat ad contemplationem divinæ sapientiæ, et ad inflammandum affectum. Tum etiam quia, licet interdum hæc studia versentur circa creaturas, tamen ordinantur ad Dei cognitionem et amorem, ut principalem scopum, et jam dictum est, quidquid ad contemplationem ordinatur, ad vitam contemplativam pertinere; præsertim quia creaturarum cognitio, debita intentione assumpta, ducit in cognitionem Dei, et ut sic contemplationem participat. Unde D. Thomas, 2. 2, q. 180, art. 4, ait, omnem considerationem veritatis creaturæ, quæ ad divinam conducit, pertinere ad vitam contemplativam; et quæst. 179, articulo secundo, ad 4, ait, omnia humana studia, quæ conducunt ad cognitionem talis veritatis, pertinere ad vitam contemplativam. Igitur talis etiam vita simul contemplativa et activa esse videtur.

17 *Satisfit probationibus adductis n. 11.* — Videtur ergo satis fundata illa trimembris divisio, adjungendo præsertim ea, quæ in principio dubitationis, num. 10, posuimus. Nec in re ipsa, ut dicebam, potest in hoc esse dissensio; nam per hanc trimembrem divisionem solum declarare intendimus esse quoddam genus vitæ, quod utrumque munus exacte colit et exequitur, quidquid sit de denominatione illi tribuenda. Et hoc solum D. Thomas, relatus in num. 11, voluit in prædicta divisione, ut satis in solutione ad 3 declaravit; nec aliud intendunt Patres ibi citati. Et prima ratio solum insistit in denominatione, de qua plura statim.

18. *An religio, complectens contemplationem et actionem, necessario unam ad alteram ordinet.* — In ultimo vero argumento, num. 12 posito, quippiam tangitur, quod ad quæstionem de re pertinere potest, scilicet, an illa religio, quæ utrumque munus amplectitur, unum ad alterum necessario ordinet, vel utrumque per se intendat tanquam finem. Quidam enim putant primum necessario esse dicendum, et ideo religionem semper denominari ab eo munere quod pro fine habet, sicque non esse necessarium tertium mem-

brum. Mihi autem verius videtur, utrumque munus intendi ut finem, in his præcipue religionibus quæ ad eam partem vitæ activæ ordinantur, quæ in spiritualibus actionibus circa proximum consistit. Nec tamen assero utrumque munus intendi tantum per modum finis; negari enim non potest quin actus vitæ contemplativæ in tali religione ad actionem ordinentur, nam studium, lectio, meditatio, frequentius ad serviendum proximis referuntur; imo etiam ipsa oratio, et unio cum Deo, propter illum finem potest rectissime desiderari, et procurari, quia, eo quis est aptius instrumentum Dei in auxilio animarum, quo ipse fuerit Deo junctior, ut recte dicitur in loco supra citato, n. 12, ex constitutionibus Societatis. Nihilominus tamen etiam debet per se ac præcipue intendi contemplatio, etiam in tali religione, primo, quia contemplatio non est pure medium, sed propter se maxime appetibilis. Secundo, quia in tali religione magis per se intenditur propria perfectio quam proximorum; at perfectio propria in contemplatione maxime sistit, et in ea comparatur; ergo. Tertio, quia talis religiosus non solum ea contemplatione utitur, quæ ad auxilium proximorum sibi necessaria est, sed etiam illa fruitur, quæ sibi proficua, et in Deo delectabilis est. Unde, ut recte suo munere fungatur, quoties circa proximum occupari necesse non est, contemplationi, vel alicui actui vitæ contemplativæ se statim applicat; non propter actionem, sed quia *otium sanctum diligit charitas veritatis*, et ita statim ad illud redit, qui vere amat, quoties *negotium justum non imponit necessitas charitatis* unde subdit Augustinus, 19 de Civitate, capite decimo nono: *Quam sarcinam si nullus imponit, percipiendæ atque intuendæ vacandum est veritati.* Igitur talis religio per se contemplativa est, et non tantum propter actionem, sed propter se contemplationem amplectitur, quod satis significavit idem Augustinus supra, dicens: *Si autem imponitur, suscipienda est propter charitatis necessitatem. Sed nec sic omnimoda veritatis delectatio deserenda est, ne subtrahatur illa suavitas, et opprimat ista necessitas.*

19. *Religio cur activa vel contemplativa vocetur.* — Solet autem talis religio magis activa quam contemplativa nominari (quamvis proprio nomine possit dici mista), vel quia nomen contemplativæ vitæ est quasi exclusivum, ita ut significet vitam illam, quæ ita per se tendit ad contemplationem, ut actionem nullo modo per se, quæ ad proximos ordinatur, intendat, sed solum illam exerceat, quam vel charitas ipsa exigit, vel quæ conducere potest ad contemplationem. Omnis vero alia religio, quæ ad actionem circa proximos versatur, dici potest activa, quæ si in actione corporalis misericordiæ occupatur, proprie, et quasi omnino vel præcipue talis est; si autem in actione, et auxilio spirituali proximorum versatur, dicitur activa, quia non in sola contemplatione sistit, non quia illam non per se ac principaliter amplectatur, vel saltem amplecti possit, si ratio sui instituti hoc patiatur. Potest etiam ita denominari, quia contemplationem potest aliquo modo ordinare ad actionem, actionem vero non ita proprie ad contemplationem.

20. *Objectio contra nunc dicta.—Dilutio.*— Dices: potius solet inferius ad superius ordinari, quam e contrario; contemplatio autem actione superior est; ergo magis potest actio ad contemplationem, quam contemplatio ad actionem ordinari. Unde et Gregorius, 6 Moral., sæpe repetit, præsertim capite decimo septimo, actionem debere præcedere, tanquam parans viam ad contemplationem. Respondeo, quando ordo est causalitatis et auxilii, optime ordinari superius ad inferius; ita vero ordinatur contemplatio ad actionem, ut det illi efficaciam, et ut illam moderetur, ne spiritum extinguat. Actio vero non potest hoc modo ordinari ad contemplationem; alio vero modo potest aliqua actio referri ad contemplationem, tanquam dispositio præparans subjectum, de qua maxime loquitur Gregorius supra, et D. Thomas 2. 2, q. 180, art. 2; tamen illa non solet esse actio circa proximum, per se et ex intrinsecis loquendo, sed est illa actio quæ versatur circa propriam mortificationem, pœnitentiam, etc. Aliquo tamen modo magis extrinseco potest actio erga proximum ad contemplationem ordinari, per modum meriti, vel impetrationis apud Deum, nam qui erga proximum recta intentione, et vitæ puritate, ministerium suum implet, a Deo obtinebit facilius donum contemplationis, quod ex ipsius gratia, magis quam ex ulla humana industria pendet.

## CAPUT VI.

### QUÆ RELIGIO SIT PERFECTIOR, ACTIVANE, AN CONTEMPLATIVA, AN EX UTRAQUE MISTA.

1. *De pure activa certum cedere aliis, quidquid nonnulli sentiant.*—Superest dicendum circa divisionem hactenus tractatam, quæ re-

ligio perfectior sit, activa, vel contemplativa, aut mista. Et de pure activa nulla est difficultas. Quamvis quidam juristæ, ut suos labores exaggerent, suam vitam activam contemplativæ præferant, et illi etiam actioni, quæ in spiritualibus ministeriis circa proximos versatur; quod videtur sentire Hostiens., in principio Summæ, nam comparans hujusmodi vitam reliquis, ait, *quæ si recte duceretur, magis esset fructifera*. Addit Albert. l. *Per diversas*, C. Mandati, fore etiam magis meritoriam; sequitur Jas., l. 1, ff. de Justitia et jure; Lucas de Penna, l. 2, C. de Pignoribus, lib. 12; licet hi (inquam) auctores ita loquantur, tamen vel per exaggerationem locuti sunt, vel non comparando status seu rationes vivendi, sed personales labores et merita. Comparando ergo vitam ipsam secundum se, certissimum est, hanc pure activam in infimo gradu esse constituendam, ut comparatione aliarum minus perfecta sit; nam id satis colligitur ex verbis Christi, Lucæ 20: *Optimam partem elegit sibi Maria*, quem locum ita exponunt Sancti communiter, ut cap. superiore, ex Augustino, et Gregorio, et aliis relatum est, et videri etiam potest Gregorius, hom. 13 et 14 in Ezech., et lib. 6 Moral., c. 28; Bernard., sermone quinto Assumptionis, et quadragesimo primo in Cant.; Ruper., lib. 7 in Genes., c. 81; Richardus de Sancto Victore, lib. 1 de Vita contemplativa, c. 1; Cassian., collat. 1, cap. 8; Innocent. III, l. 1 de Myster. Missæ, c. 63, et in serm. de Assumpt.; Bonavent., de Septem itiner. æternit., d. 5; Anton., 4 p., tit. 10, c. 4, § 4. Et ita ut certum supponunt omnes Doctores citandi, et probabitur clare ex omnibus rationibus statim afferendis pro sequentibus opinionibus.

2. *Quod etiam mixta cedat puræ contemplativæ arguitur auctoritate quorumdam.* — Igitur quod ex duabus aliis pure contemplativa præferenda sit, tenet Henric., Quodlib. 12, q. 14 et 18. Et primo favent huic opinioni auctores qui, comparando absolute vitam contemplativam cum activa, tanquam duo membra adæquate dividentia vitam hominis, absolute præferunt contemplativam; nam juxta illum dividendi modum, vita mista sub activa comprehenditur, ut paulo antea, c. præced., n. 19, dicebamus, et sentiunt omnes, qui vitam activam dividunt in eam, quæ circa actiones corporales, vel in actionibus spiritualibus doctrinæ et similibus versatur, ut divus Thomas 2. 2, q. 188, art. 6; Bonaventura, in Meditat. vitæ Christi, c. 45; Carthus., opusc. de Contemplat., lib. 1, art. 14; et Gregorius, hom. 14 in Ezech., circa medium: *Activa vita est panem esurienti tribuere, verbo insipientem docere*. Constat ergo in ea divisione bimembri mistam vitam sub activa comprehendi; si ergo in eadem divisione vita contemplativa simpliciter præfertur activæ, etiam mistæ antefertur. Ita vero sentit D. Thomas 2. 2, quæstione centesima octogesima secunda, art. 1; et Cajetanus ibi; Bonaventura, loco proxime citato, c. 57, et omnibus aliis supra allatis. Multum etiam favet huic sententiæ D. Thomas, 2. 2, quæstione centesima octogesima octava, articulo octavo, quatenus ait, vitam solitariam ex se, et ex suo genere esse perfectissimam, et ita religionem solitariam comparari ad omnes reliquas, sicut perfectum imperfecto; quod non est nisi propter puriorem usum contemplationis, ad quam status ille omnino ordinatur; ergo contemplativa religio, ut sic, est perfectior, nam supremum in aliquo genere est mensura cæterorum.

3. *Arguitur etiam ratione.* — Ratione item suaderi potest hæc opinio, quia vita pure contemplativa est aptior ad meritum, et ad divini amoris augmentum; ergo est de se perfectior ex vi status; consequentia per se patet, nam hæc comparatio ex vi status facienda est, ut a principio diximus. Ut autem antecedens probemus, advertendum est non debere fieri comparationem inter vitam pure contemplativam, et mistam, in eo sensu, ut simul pro eodem tempore actus solius contemplationis cum actu utriusque vitæ simul sumpto conferamus; sic enim non erit æqua comparatio, sed totius ad partem. Ut si quis nunc exerceatur in solo amore Dei, alter vero simul æqualem Dei amorem exercendo actu prædicet, sine dubio hic posterior pro hoc tempore magis merebitur, cæteris paribus, quia habet totum meritum amoris, et ultra prædicationis. Quo sensu etiam vita mista ex actione exteriori erit perfectior, ut si in dicto exemplo simul amet æqualiter Deum, et peregrini pedes lavet. Debet ergo mistio intelligi pro diversis temporibus, prout humano modo fieri potest, nunc orando, postea legendo, prædicando, et comparari cum vita simplici, quæ pro omnibus temporibus in actibus vitæ contemplativæ licet variis versetur. Sic ergo intellectum antecedens probatur, quia formalis actus charitatis, et amoris Dei, ex se sunt magis meritorii, magisque perficiunt charitatem; ergo status, qui ex se aptior est ad hos actus

frequentius et ardentius exercendos, aptior est ad perfectionem charitatis, et consequenter perfectior; hujusmodi autem est status vitæ pure contemplativæ, tum quia frequentius in ea vacatur hujusmodi actibus, tum quia in meditatione magis ardet divinus amor.

4. Secundo, perfectio hujus vitæ in duobus principue consistit, in majori peccatorum diminutione, et in frequentiori Dei memoria ac dilectione, ut in superioribus, cum D. Thoma, tradidimus; at illa duo facilius, securius et uberius comparantur per vitam pure contemplativam, quam per mistam; ergo. Probatur minor, nam vita contemplativa minorem habet occasionem peccandi, sive graviter, sive leviter; deinde nihil fere habet quod avertat animum ab actuali Dei memoria et consideratione. In actionibus vero circa proximum multa similia impedimenta et occasiones occurrunt, ut per se notum est. Unde in hoc statu vitæ mixtæ servari minime possunt multæ circumstantiæ exteriores, quas sancti Patres ut necessarias ad perfectionem acquirendam commendarunt, ut habere habitationem sejunctam ab his qui communem vitam agunt, ut ait Basilius, in regula 6 et 7, ex fusius disputatis; item custodia claustri, tum ne religiosi illud egrediantur, tum ne ad confabulandum seculares admittant, ut late Basilius, in Procem. regul. fusius disput., et duobus sermonibus asceticis proxime præcedentibus; item, ut omni careant sollicitudine, et externa cura, quæ illorum mentem possit distrahere, ex eodem Basilio, regula 5, ex fus. disput., circa principium; hæc autem omnia et similia in vita mixta nec servantur, nec servari possunt. Unde Bernardus, epist. ad Sugerium Abbatem, ad hos religiosos, qui cum proximis multum conversentur, alludens, ait: *Claustrum frequenter stipari militibus, urgeri negotiis, jurgiis personare, patere interdum et feminis, quid inter hæc cœleste, quid divinum, quid spirituale poterit cogitari? juge quippe silentium, et ab omni strepitu secularium perpetua quies cogit cœlestia meditari;* et epist. 42, in fine: *Labor, et latebræ, et voluntaria paupertas, hæc sunt monachorum insignia, hæc vitam solent nobilitare monasticam.*

5. Tertio argumentor, quia quo homo in hac vita magis abstrahitur a corpore in actionibus suis, et Deo, Angelis, ac Beatis similior efficitur, eo sine dubio perfectiorem vitam profitetur; at vita contemplativa quo purior, eo similior vitæ Dei et Angelorum, quia spiritualior, et vitæ Beatorum, quia intentior est Dei cognitioni et amori; et quia in vita beata cessant hæc ministeria.

6. Quarto denique, quia omnes rationes, quæ probare possunt vitam activam, quæ in actionibus corporalis misericordiæ versatur, esse minus perfectam contemplativa, probant cum proportione de alia vita mista. Probatur antecedens, nam imprimis illa vita activa non est sumenda sine ulla contemplatione, sic enim etiam hæc vita actionum spiritualium esset valde imperfecta et periculosa; sumenda ergo est cum proportione ex parte contemplationis; sic enim dixit D. Thomas 2. 2, quæst. 188, art. 2, agens de hac vita: *Dum religiosi operibus vitæ activæ insistunt intuitu Dei, consequens est ut in eis actio ex contemplatione derivetur.* Quæro ergo cur hæc vita, in hoc gradu sumpta, sit minus perfecta quam pure contemplativa. Certe non alia ratione, nisi quia illæ actiones erga proximum minoris meriti et perfectionis sunt, quam actus contemplationis, qui circa Deum versatur; vel (quod in idem redit) quia tales actiones ad summum procedunt ex charitate proximi, contemplatio autem habet adjunctam dilectionem Dei, quæ excellentior est.

7. Hæ autem rationes eodem modo procedunt de illo gradu vitæ activæ, quæ in spiritualibus actionibus circa proximum versatur; nam, licet hæ actiones perfectiores sint corporalibus, et majoris meriti, non excedunt gradum charitatis proximi, unde non attingunt gradum charitatis Dei. Quod si dicas, eas posse fieri ex imperio charitatis Dei, idem dicetur de actionibus corporalibus; ergo, si hoc non obstat quominus hæc vita absolute maneat minus perfecta, quia totum hoc mistum (ut sic dicam) non adæquat simplicem dilectionem Dei, in sua puritate, et summa perfectione existentem, ad quem gradum de se tendit, vel etiam accedit vita contemplativa, idem plane de alio statu misto dicendum erit.

8. *Contraria sententia, præferens religionem mixtam.* — Contrariam sententiam, nimirum religionem, quæ simul contemplativam vitam ex sua institutione profitetur, et ad spiritualia opera circa proximos descendit, præferendam esse quoad perfectionem et dignitatem, tenet aperte D. Thom. 2. 2, quæst. 188, art. 6, et opus. 19, cap. 1, et 3, d. 35, quæst. 1, art. 4, quæstiuncula 2, et quæstione 2, art. 3; ubi etiam Durand., quæst. 2; Cajet. 2. 2, dicta quæstione 188, art. 6, et quæst. 182, art. 1; Palud., 4, d. 38, quæst. 3, art. 1, in fin., et q. 5, art. 2; Anton., 3 p., tit. 16, c. 1, § 2; Sylv.,

in Summa, verb. *Religio*, 1, quæst. quarta; Tabien., quæst. quinta; et magis videtur in hanc partem inclinare Henr., Quodlib. 12, quæst. vigesima quinta. Hanc etiam sententiam sequuntur Canonistæ, in cap. *Quod Dei timorem*, de Statu monachor., et in cap. *Nisi cum pridem*, de Renunc.; Archi., in cap. *Si quis*, 36 d. Et probatur primo ex Innocentio III, in d. cap. *Nisi cum pridem*, de Renunc., circa finem, ubi prius ait, licet vita Mariæ sit securior ac suavior, vitam tamen Marthæ utiliorem, magisque fructiferam esse. Deinde vero subdit: Quamvis simul in unum et contemplativus esse valeas, et activus, exemplo Domini; affertque in exemplum Moysem, qui nunc ascendebat in montem, ut ibi gloriam Dei videret, nunc descendebat ad castra, ut cum majori utilitate necessitatibus populi provideret: *Et ideo* (inquit) *facilius indulget, ut monachus ascendat ad præsulatum, quam ut præsul ad monachatum descendat.* Quod expressius declaravit idem Pontifex, in cap. *Licet*, § *Si vero*, de Regularib.: *Illa* (inquit) *regula observata, ut nullus sine licentia Romani Pontificis præsumat occasione quacumque deserere præsulatum, quoniam sicut majus bonum minori bono præponitur, ita communis utilitas speciali utilitati præfertur, et in hoc casu recte præponitur doctrina silentio, sollicitudo contemplationi, et labor quieti.*

9. *Quid adversarii respondeant ad citata jura.*—Dices, Pontificem ibi loqui de statu Episcoporum, quem esse perfectiorem certum est, et a nobis supra, tractatu præcedenti, est probatum; non vero licet inde argumentari ad statum religiosum, quia in Prælato non ideo est illa actio perfectior, quia secundum se magis conferat ad perfectionem propriam, sed quia supponit majorem perfectionem, a qua proficiscitur, ut argumentatur Durandus, 3, d. 35, quæst. 2, art. 8; et ideo est accommodata statui Episcoporum, qui est status jam perfectorum; at religio est status acquirendæ perfectionis, et ideo respectu illius non videtur esse hæc major perfectio; quia ad propriam perfectionem acquirendam magis confert quies contemplationis. Et ob hanc etiam causam non sunt argumenta efficacia, quæ ex vitæ Christi Domini et Apostolici muneris exemplis desumuntur, quia illi etiam fuerunt in statu perfecto, et consummato perfectionis.

10. *Refelluntur.* — Sed hæc differentia nihil obstat. Primo, quia, abstrahendo ab hoc vel illo statu, inquiro an vita, habens actionem spiritualem erga proximum admistam contemplationi, sit perfectior coram Deo, magisque illi grata, quam simplex contemplatio, vel minus; si primum asseratur, profecto in quocumque statu illa vita assumatur, si pro dignitate exerceatur, erit etiam secundum se melior, et gratior Deo; si autem dicatur secundum, etiam in statu jam perfecto non erit vita illa præferenda, tum quia in hac vita nullus est status ita perfectus, quin in illo proficiendum semper sit; et ideo illud vitæ genus est in illo statu præferendum, quod secundum se melius est, magisque confert ad crescendum amplius in perfectione; tum etiam quia id repugnat exemplo Apostolorum, qui sine dubio magis merebantur et proficiebant prædicando, et laborando pro salute animarum, quam solum contemplando, idque non solum per accidens ex fervore affectus, sed etiam per se ex vi actionum; impossibile enim videtur quod altissimum munus et perfectissimum obliget ad opera minoris meriti, vel quæ secundum se majus meritum impediant.

11. Secundo, quia, licet illa differentia ostendat, in omni statu bene instituto ad salutem proximorum, necessarium esse ut propria perfectio supponatur, et ideo in omni religione ad eum finem instituta, ante usum talium actionum præcedere debeat sufficiens contemplatio et actio ad propriam perfectionem acquirendam, non tamen licet inde colligere, esse improportionatum illud genus vitæ statui religioso, quia in illo non solum potest perfectio acquiri, sed etiam exerceri; ergo religio, quæ utrumque amplectitur, ex se perfectior erit. Si enim monachus jam bene institutus convenienter ascendit ad præsulatum, et consentanee ad perfectionem, ut Innocentius supra sentit, cur etiam religiosus jam bene in perfectione institutus non assumetur ad opera perfectionis ex charitate circa proximos exercenda? Hinc Bernardus ad Fratres de monte Dei, colum. 3, monachos suos, soli contemplationi vacantes, ad humilitatem hac consideratione exhortatur: *Longe* (inquit) *supra vos virtutem eorum suspicientes, et admirantes gloriam, qui ambidextri fortissimi* (*Sicut Ahod, ille fortissimus judex Israel, qui utraque manu utebatur pro dextera*), *et quamdiu licet, devotissime intus vacare amant charitati contemplandæ veritatis, et cum necessitas vocat, vel officium trahit, promptissime se foras mittunt pro veritate adimplendæ charitatis.* Et sermon. 57 in Cant., egregie ad hanc rem exponit idem Bernardus verba illa Cantic. 2: *Surge, propera, amica mea*, ubi primum ait, animæ con-

templanti dari interdum latitudinem mentis insolitam, et infusionem luminis illuminantis, *vel ad scientiam Scripturarum, vel ad ministeriorum notitiam, quorum alterum* (ait) *propter nos oblectandos, alterum propter ædificandos proximos reor dari*; et infra : *Post hunc tantæ dignationis ac miserationis respectum, sequitur vox blande et leniter divinam insinuans voluntatem, quæ non est aliud quam ipse amor, qui otiosus esse non potest, de his quæ Dei sunt, sollicitans, et suadens. Hoc siquidem vera et casta contemplatio habet, ut mentem, quam divino igne vehementer succenderit, tanto interdum repleat zelo et desiderio acquirendi Deo, qui cum similiter diligant, ut otium contemplationis pro studio prædicationis libentissime intermittat, et rursum potita votis aliquantulum in hac parte, tanto ardentius redeat in id ipsum, quanto fructuosius intermisisse meminerit, et iterum sumpto contemplationis gustu, valentius ad conquirenda lucra solita alacritate recurrat.* Ex quibus verbis multa poterit unusquisque argumenta sumere ad hanc partem confirmandam.

12. Alia pleraque suppeditabit Basilius, in regula 7, ex fusius disputatis, ubi non agit quidem de hac comparatione vitæ solitariæ cum cœnobitica; tamen dum hanc præfert, et argumentum sumit ex occasionibus exercendi charitatis opera, plane sentit tanto fore perfectiorem hanc mistionem, quo illa opera charitatis fuerint excellentiora et fructuosiora, ut sunt ministeria circa salutem animarum. Unde in regula 37, ex eisdem, et sæpe alias, ex professo probat contemplationi oportere adjungere aliquem laborem, et actionem, *cum non ad corporis castigationem, modo utilis nobis hujusmodi vita sit, sed ad charitatem etiam erga proximum*, scilicet, ad elemosynas faciendas ex comparatis per laborem manuum. Multo ergo magis idem censeret idem Sanctus de charitate erga proximum per opera spiritualia misericordiæ. Quod expressius sumi potest ex eodem Basilio, in Constitutionibus monasticis, cap. 2 et 5, nam in priori distinguit vitam activam et contemplativam, et hanc illi præfert, afferens doctrinam Christi in duobus sororibus Maria et Martha. Subdit autem hæc verba : *Quod si utramque simul potes imitari, utrinque omnino salutis fructum reportabis. Cæterum, præcipuum spiritualis doctrina locum tenet, reliqua vero omnia in secundis consistunt.* Expendendum est autem, semper ibi loqui de activa vita, quoad actiones vitæ corporalis, nam aliam videtur sub contemplatione includere, et ita spiritualem doctrinam non solum ex parte audientis, sed multo magis ex parte docentis, inter ea ponit quæ præcipuum locum tenent. In cap. vero 5, ex professo probat, perfectiorem vitæ rationem esse, quando contemplationi aliquis labor vel actuosa charitatis negotiatio adjungitur. Posteaque in exemplum adducit Christi Domini vitam, quam dicit semper habuisse admistam actionem aliquam, prius quidem in pueritia, in laboribus et ministeriis domesticis parentes juvando, vel etiam eis serviendo; postea vero in prædicatione Evangelii, et conversione animarum. Et postea subdit : *Quid Apostoli, nonne ipsi quoque Dominum suum imitati, nonne assidui in laboribus erant? Animadverte Paulum indivulse laborantem, contenteque itinera facientem, navigantem, pericula adeuntem.* Et infra concludit : *Quamobrem præclare is facere existimandus est, qui cum Domini et discipulorum, atque adeo Apostolorum ipsius, et animi virtutem, et corporis exercitationem sibi imitandam proposuerit, haudquaquam otio marcere corpus sinit, sed in optimis assidue officiis illud continet.* Et infra de Domino, Moyse et Elia inquit : *Auxiliaria opera corporis animæ virtutem illustriorem reddiderunt, dum omnibus suis partibus absolvendæ spirituali suæ conversationi operatoriam ejusmodi et activam vitam, seu sigillum ac clausulam adjecerunt.* Et postea addit exemplum Joannis Baptistæ : *Qui cum aliquando ex arcano quodam Dei consilio se in solitudine illa tenuisset, in loca culta postea egressus est, ibique prædicando et baptizando, quæ munera ipsam etiam rerum actionem attingunt, illa sua demum apud Herodem intrepida sui animi libertate certaminis sui finem invenit.*

13. Hinc Gregorius Nazianzenus, orat. 20, in magna ejusdem Basilii laude ponit, quod actionem cum contemplatione perfectissime conjunxerit. Et primum ait, præclare reconciliasse ac permiscuisse inter se solitariam ac socialem vitam, quæ inter se dissidere videbantur : *Non* (inquit) *velut muro quopiam interjecto ea distinguens, atque a se invicem separans, verum proprie conjungens ac dirimens, ut nec contemplatio communicationis expers esset, nec actio contemplatione careret : sed quemadmodum terra et mare, ita etiam hæ duæ vitæ, commoda sua inter se communicantes, ad unicam Dei gloriam concurrerent.* Hinc idem Gregorius Nazianzenus, orat. 23, in laudibus Neronis philosophi et martyris ponit, quod esset *virtute dexter*, tam quæ in contem-

platione, quam quæ in actione versatur. Et infra de eodem refert, cum de genere vitæ deliberasset, eam elegisse, *quæ ad multorum utilitatem se diffundit, atque ad divinam dispensationem prope accedit. Quod* (dixerat superius) *perfectissimi animi ac sapientissimi esse judicaret, privatæ utilitatis cum publicis commodis conjunctam habere rationem; neque enim quemquam nostrum sibi soli natum esse, sed omnibus, qui ejusdem naturæ participes sunt.* Quæ fuit Platonis sententia, cujus meminit etiam Cicero, 1 de Officiis. Multaque ad eamdem rem sumi possunt ex eodem Nazianzeno, orat. 1, ubi, ex hujus muneris et mistionis excellentia, exaggerat quam sit arduum Episcopale munus.

14. Hanc etiam utriusque vitæ permistionem satis commendat Augustinus, lib. 19, de Civit., cap. 19, dum ait, perfectam charitatem, et otium amare, et negotium justum suscipere, cum necessitas ita postulat. *Neque sic* (inquit) *quisquam debet esse otiosus, ut in eodem otio utilitatem non cogitet proximi, nec sic actuosus, ut contemplationem non requirat Dei;* et libr. 22 contra Faustum, capit. 54, de eisdem vitis agens, ait : *Una amatur, et altera toleratur; sed quæ toleratur, ipsa prius et uberius fœcundatur, ut si non propter se ipsam, certe propter filios diligatur. Labor enim enim justorum maximum fructum habet in eis, quos regno Dei generant, inter multas tentationes et tribulationes prædicando Evangelium.* Hoc ergo vitæ genus plane anteponit Augustinus.

15. Egregia vero est sententia Isidori, lib. Differentiarum, in 29 : *Quibusdam* (ait) *sola contemplatio proficit, aliis vero sola activa est consolatio; his media utriusque composita utilior est; nam quod Salvator per diem signis et miraculis in villis coruscabat, activam nobis commendabat vitam; quod vero in nocte per orationes tamdiu pernoctabat, vitam contemplationis significabat; idcirco Dei servus, juxta imitationem Christi, nec actualem vitam omittit, et contemplativam agit. Aliter enim incedens offendit; sicut enim per contemplationem amandus est Deus, per actualem vitam amandus est proximus, ac per hoc sic non possunt sine utraque esse vita, sicut sine utraque dilectione.* Hæc vero posteriora verba intelligenda sunt pro articulo necessitatis proximi; sicut autem ex necessitate Isidorus colligit obligationem, ita ex magna utilitate, quæ respectu totius communitatis est quædam necessitas, infert majorem perfectionem.

16. Eamdem omnino doctrinam late commendat et exaggerat Chrysostomus, homil. 34 ad Populum : *Hanc* (inquit) *viam teneamus, hæc enim est quæ maxime reducit ad Deum, quæ Christi facit imitatores, et, quoad fieri potest, Deo similes reddit;* et infra : *Sint igitur duæ optimæ vivendi viæ, et earum quidem una bonum facit obeuntem, altera vero et proximum. Videamus utra probabilior, et ad virtutis culmen nos magis perducit.* Postea vero ita respondet, ut priorem comparatione posterioris reprehendere videatur : *Igitur* (ait) *ille, qui sua duntaxat quærit, a Paulo mille accusationes accipiet* (*cum autem Paulum dixero, Christum significavero*), *hic autem laudes et coronas;* infra vero hoc magis explicans ait : *Jejunare quidem, et humi cubare, et exercere virginitatem, et temperantiam colere, solis hæc obeuntibus utilitatem afferunt; quæ vero proximis a nobis exhibentur, ut eleemosyna, doctrina et charitas, hæc et nobis ipsis, et proximis, ad quos a nobis transeunt, prosunt.* Unde infra concludit, qui propter proximi ædificationem occasionem martyrii vel differt, vel etiam omittit, magis probari apud Deum. Multa similia habet homil. 36 et 79, et alii Patres frequenter, præsertim Gregorius, hom. 5, in Ezech., et hom. 14, versus finem, et lib. 5 in 1 Regum, c. 4, et lib. 1 Regist., epistol. 5.

17. *Suffragantur exempla varia ex sacris litteris.* — Possumus præterea veritatem hanc exemplis persuadere. Nam imprimis etiam in veteri Testamento, Elias et Eliseus, qui videntur fuisse vel primi, vel ex præcipuis professoribus vitæ contemplativæ, ita illam professi sunt, ut zelum Dei et salutis animarum maximum haberent, et ab instruendis populis, et corrigendis vitiis non desisterent, ut patet ex lib. 3 Regum, c. 17 et sequentibus. Postea Joannes Baptista, qui etiam contemplationis arcem ascendit, tempore opportuno ad docendum et prædicandum descendit. Potissimum vero hujus vitæ mistæ exemplar in Christo Domino conspicimus, ut Sancti allegati sæpe attingunt, et in Evangeliis compertum est, et in 2 tomo tertiæ partis, disput. vigesima septima, late declarabimus. De Apostolis etiam res est manifesta, imo in illis occupatio erga proximos potissimum videtur habuisse locum, nam ad hoc vocati sunt, ut fierent piscatores hominum, et Christi nomen portarent coram gentibus et regibus, ac filiis Israel; et in hac vocatione, et munere explendo vitam suam consumpserunt. Nihilominus tamen dubitari non potest, quin simul vitam contemplativam

summa cum perfectione intenderint; nam in omni perfectione primitias Spiritus habuerunt, et quamdiu cum Christo conversati sunt, in eo genere vitæ ab ipso sine dubio fuerunt instructi; nam cum ipso in horto ad orandum sæpe conveniebant, cum eo in montes secedebant, cum eo pernoctabant in oratione Dei, vel saltem exemplo et doctrina ad hoc paulatim inducebantur; postea vero ascendente Christo in cœlum, jussi sunt sedere et orare, donec induerentur Spiritu Sancto; rursus post adventum Spiritus Sancti ipsi dixerunt: *Nos orationi et verbo instantes erimus*, et utrumque suis temporibus exercuisse, sæpe in Actibus Apostolorum legimus. Et Petrus orationi ante prandium vacabat, quando circa vocationem gentium illuminatus est. Paulus etiam de sua excellentissima contemplatione multa narrat in epist. 2 ad Corinth. 12, et sæpe alias.

18. *Item ex Sanctis Patribus.* — De aliis item viris Apostolicis, et sectatoribus Apostolorum res etiam est clara, ut de Basilio et Nazianzeno tetigimus; idemque est de Athanasio, Augustino, et similibus. Quia vero hi omnes Episcopi fuerunt, libet hic commemorare historiam, quam de Eulogio et Protogene referunt Theodor., lib. 4 Histor., cap. decimo sexto; et Nicephorus, lib. 11, cap. vigesimo tertio. Illi enim, cum Valentis Arriani jussu relegati essent in Thebaidem, et plures gentiles, paucos vero fideles ibi esse comperissent, ita proximis subvenire procurarunt, ut Eulogius, in cella conclusus, dies noctesque totas Deum oraret; Protogenes vero, cum esset admirabilis vir, et in litteris educatus, cœpit docere et signis ac doctrina homines ad Christi gratiam perducere. Additque Theodor., eum tantæ humilitatis fuisse, ut si quem ad recipiendam Spiritus Sancti gratiam induxisset, cum ad Eulogium deduceret, pulsaretque ostium, et oraret: *Tum* (inquit) *ut aperiat, tum ut sigillum dominicum ei, quem verbo Dei ad fidem traxisset, imponat. At cum Eulogius ægre ferret, velut precibus interruptis, tum Protogenes: Est, inquit, errantium salus magis necessaria.* Additque cœpisse omnes mirari Protogenem: *Cum enim miracula edere, et tam multis lucem divinæ cognitionis impartiri cernerent, primas Eulogio concessisse, et eos, quos verbo Dei ceperat, ad illum deduxisse. Merito igitur multo majorem, præstantioremque virtutem in eo esse suspicati sunt.* Denique Antonius et Benedictus, duo præclarissima vitæ contemplativæ exempla, quando in illa fuerunt perfectiores, tunc circa salutem proximorum intentius laborarunt. Nam de Antonio refert Athanasius, descendisse aliquando in Alexandriam ad resistendum hæreticis, et nunquam se denegasse multitudini hominum ad se concurrentium, ut omnes doceret, omnibusque benefaceret: *Unde effectum est* (ait) *ut post ejus doctrinam omnes diaboli paterent insidiæ. Quid plura? totius orbis homines ad illum confluebant; nullus se frustra illuc venire conquestus est, omnibus delectabile, atque jucundum laboris commercium fuit.* De sancto autem Benedicto refert Gregorius, lib. 2 Dialog., c. 8, § *Sanctus vir*, non solum plura monasteria ædificasse, et instituisse, ac docuisse (quod sine magna actione non fit), sed etiam postea in monte Cassino idolorum templum evertisse, et oppidanos ac incolas christianis præceptis imbuisse. Est ergo hoc genus vitæ ex se perfectius, quod a pluribus ac majoribus Sanctis cultum est.

19. *Suadetur tandem ratione.* — Superest ut ratione etiam veritatem hanc declaremus. Potest autem ita formari ratio: quia hæc vita mista includit totam perfectionem vitæ contemplativæ, et in nullo eam diminuit, sed potius addit aliquid; ergo est absolute perfectior. Consequentia clara est. Major item est certa, si intelligatur de substantiali perfectione vitæ contemplativæ, quia supponimus illam per se intendi, exerceri, doceri, ac procurari in tali statu, alioqui non erit vita seu religio mista, de qua disputamus; si vero major illa intelligatur de perfectione quoad gradum, sic pendet ex probatione minoris, in qua est tota difficultas. Probatur ergo minor primo, quia si in aliquo diminuit, maxime quia illo tempore quo actioni proximorum vacatur, distrahit et occupat animum, ne actu possit Deum in se diligere; sed hoc imprimis non ita est, ex vi talis actionis, regulariter ac per se loquendo; quia illa actio per se includit cogitationem de Deo et rebus divinis; et saltem secum admittit frequentem ascensionem cordis in Deum; imo, ut recte fiat, illam postulat. Tum ratione debitæ intentionis, per quam omnis hæc actio ad Dei gloriam ordinatur, et propter ejus purum amorem fieri debet; ita ut, licet proxime sit propter charitatem proximi, hæc eadem charitas proximi sit virtualis quædam dilectio Dei, qui est tota ratio sic diligendi proximum. Tum etiam propter excellentiam ministeriorum, quæ ex divino auxilio maxime pendent; et ideo ad hoc impetrandum necessarius est frequens ascensus cordis in Deum.

20. *Causa una cur actio non impediat perfectionem contemplationis.* — Secundo probatur eadem minor, quia, esto concedamus hujusmodi actionem pro aliquibus temporibus ita occupare mentem, ut vel actu non feratur in Deum, vel non ita intense, nihilominus inde non fit ut aliquis detrimentum aliquod patiatur in tota illa perfectione, quam in vita pure contemplativa obtinere posset, ob duas præcipue causas. Una est, quia, moraliter loquendo, imo humano modo, et seclusis specialibus privilegiis, fieri non potest, ut animus hominis continue temporibus omnibus, sine intermissione actu diligat Deum in se ipso, vel quod sit in actuali consideratione ejus, et ideo in omni statu necessarium est aliquod genus actionis, ut omnes Sancti et Doctores mystici, et in vita contemplativa exercitatissimi, docent, ut ex allegatis constare potest. Si autem actualis contemplatio Dei aliquando interrumpenda est, nullo meliori ac fructuoso modo interpolari potest, quam actionibus charitatis erga proximum, et maxime in spiritualibus ministeriis, quæ sunt longe majoris meriti, quam omnes alii actus extra formalem dilectionem Dei, ut ex dicendis a fortiori constabit. Unde, licet fortasse contingat occasione horum ministeriorum interruptionem hanc, et temporis occupationem esse aliquantulum majorem, quam esset in alio genere privatæ actionis, per excellentiam actionum et ministeriorum erga proximum compensatur, ut ex verbis D. Thomæ statim citandis colligi etiam potest.

21. Alia causa est, quia ipsamet privatio dulcedinis contemplationis propter Deum suscepta, seu permissa, est magni meriti coram Dei, adeo ut ipsimet contemplationi illam præferat D. Thomas, 3, d. 35, quæst. 1, art. 4, quæst. 2, dicens : *Quantum ad intensionem meriti, videtur vita contemplativa majoris meriti illa parte activæ, quæ circa sui moderationem studet : minoris autem quantum ad illam partem, quæ profectui aliorum invigilat, quia hoc ipsum videtur esse fortioris charitatis secundum genus, quod homo, prætermissa consolatione qua in Dei contemplatione reficitur, gloriam Dei in aliorum conversione quærat ; quia etiam in humana amicitia verus amicus quærit magis bonum amici, quam de ejus præsentia delectari.* Hinc plurimum commendatur charitas Pauli, qui, ad Rom. 9, cupiebat *anathema esse a Christo pro fratribus suis ;* id est (juxta probabilem expositionem) ad tempus privari ejus consortio et visione, ut fratribus proficeret. Unde clarius, ad Philip. 1, dicebat : *Coarctor e duobus, desiderium habens dissolvi, et esse cum Christo, multo melius ; permanere autem in carcere, necessarium propter vos. Et hoc confidens, scio quia manebo et permanebo omnibus vobis ad profectum vestrum.* In quo ejus excellentia charitatis commendatur, quia bonum proximorum præferebat ei, quod sibi erat melius. Quod notavit Innocentius III, cap. *Nisi cum pridem*, commendans similiter charitatem S. Martini, qui, exemplum Pauli imitatus, dicebat : *Domine, si adhuc populo tuo sum necessarius, non recuso laborem.* Est autem considerandum, hos Sanctos non solum acceptasse carere dulcedine contemplationis hujus vitæ, sed etiam visione patriæ, in quo videtur eorum charitas excellere ; nihilominus optimum inde argumentum sumitur, ad participationem illius beatitudinis, quæ in hac vita esse potest. Et ex alio capite videtur argumentum esse efficax a fortiori ; quia privari ad tempus æterna beatitudine, licet sit quædam dilatio boni magni, tamen non est carentia alicujus meriti, quin potius inde augetur meritum ; et ob dilationem temporalem beatitudinis comparatur æternum augmentum intensivum ejusdem beatitudinis, quod lucrum incomparabiliter majus est. At vero dum homo in hac vita se privat actuali contemplatione Dei propter eumdem Deum in proximo glorificandum, non solum patitur dilationem alicujus boni, sed privationem cujusdam magni meriti, ex quo pendet æterna quædam perfectio major beatitudinis, qua perpetuo carebit, nisi meritum illud alia via compensetur ; non est autem verisimile privari hominem tanto præmio a Deo ipso propter opus bonum factum in obsequium ejus ; ergo ita augetur ex hac circumstantia, et ex tali affectu hujusmodi actus, ut compenset, et superabundanter reficiat jacturam illius boni, quantum spectat ad meritum, et sanctificationem apud Deum.

22. Hinc tertio satis probabiliter possumus eamdem minorem alio sumpto principio ostendere, nimirum, opera illa, et ministeria spiritualia circa salutem proximi, suis debitis, et opportunis temporibus, et debito modo exhibita, esse majoris meriti apud Deum, quam esset actualis contemplatio pro eodem tempore suscepta. Hoc autem probatur, quia illud opus est magis meritorium, et ad perfectionem aptius, quod est divinius, et gratius Deo ; hujusmodi autem est actio spiritualis erga salutem proximorum ex suo ge-

nere; ergo. Probatur minor, primo ex Dionysio, cap. 3, de Cœlest. hierarch., dicente, *perfectionem esse ad Dei imitationem totis conatibus eniti, quod est præstantius, atque omnibus divinius, Dei cooperatores fieri, et ostendere divinam in se ipso actionem, secundum quod possibile est.* Intelligit autem de cooperatione Dei circa salutem animarum, ut ibi omnes expositores intelligunt, juxta illud, 1 Corinth. 3: *Dei adjutores sumus;* nam hæc propriissime dicitur divina actio. Unde paulo superius dixerat de viris perfectis, *fieri a Deo perlucida specula, et omni labe pura, dignaque, quibus principalis illius ac divinæ lucis suavissimus radius influat;* et subdit: *Quæ ubi indultum si sacratissimum jubar affatim hauserint, hoc ipso postmodum absque invidia sequentibus fundunt, atque in hoc ipso divinis obtemperant legibus;* et capite quinto de Ecclesiastic. Hierar., late ostendit, actiones hierarchicas, quæ in illuminandis ac perficiendis aliis consistunt, esse omnium perfectissimas. Et hac ratione diximus supra cum D. Thoma, ac reliquis Theologis, Episcopalem statum esse omnium perfectissimum; ergo ex suo genere sunt hæ actiones gratiores Deo, ac magis meritoriæ; ergo ex participatione illarum non potest religiosus status in perfectione minui, sed potius augeri. Hoc etiam confirmat Gregorius, homil. 12 in Ezech., circa finem, dicens, *Nullum sacrificium esse Deo magis acceptum, quam sit zelus animarum.* Unde, lib. 6, epist. 5, alias cap. 169: *Si Unigenitus* (inquit) *Patris pro explenda utilitate omnium de secreto Patris egressus est ad publicum nostrum, nos quid dicturi sumus, si secretum nostrum præponimus utilitati proximorum?* Atque hoc ipsum ad perfectionem charitatis Dei pertinere ostendit ex interrogationibus Christi ad Petrum: *Amas me? Pasce oves meas.* Nam qui renuit pascere cum possit, indicat se non perfecte amare. Similia habet 1 p. Pastor., c. 5. Et Chrysostomus, lib. 2 de Sacerdot., eamdem Christi interrogationem ita expendit: *Atqui illi quidem licebat verbis hujusmodi Petrum affari: Si me amas, Petre, jejunia exerce, super nudam humum dormi, vigila continenter, injuriam passis patrocinare, orphanis patrem te exhibe, viduæ item te maritorum loco habeant.* Quod postea late declarans ait, in hoc demonstrari excellentiam et perfectionem actionum, quibus salus animarum procuratur, quod illæ maxime sunt conjunctæ charitati Dei: quod licet ab ipso dictum sit de pastorali munere et actione ejus, cum proportione habet locum in statu religioso participante onera illius muneris ex vi institutionis suæ.

23. Ratione possumus hoc ipsum declarare ex D. Thoma, in 3, d. 30, quæst. unica, art. 4, ad 2, ubi sic inquit: *Dilectio Dei et proximi, quantum ad actum interiorem, ad vitam contemplativam pertinet, unde Gregorius homil. 14 in Ezechielem dicit, quod contemplativa vita insistit dilectioni Dei et proximi; sed quantum ad actum exteriorem, utraque ad vitam activam pertinet, quamvis hujusmodi actus in proximis expendantur, quia Deus operum nostrorum non eget.* Hinc ergo argumentum conficitur, quia hæc ipsa ministeria, quæ in salutem proximorum fiunt, sunt actus externi non tantum dilectionis proximi, sed etiam Dei; ergo ex suo genere sunt magis meritorii, quam pura interna contemplatio. Antecedens patet ex citatis verbis D. Thomæ. Et ratione, quia per illos actus directe quæritur gloria et honor Dei: et ideo tales actus non tantum imperative et remote possunt esse a dilectione Dei, sicut actus eleemosynæ corporalis, vel alii similes; sed proxime et quasi elicitive sunt nati fieri ex dilectione Dei, quia velle et procurare quodlibet bonum Dei, sive internum, sive externum, opus formale est amicitiæ erga Deum; gloria autem et honor Dei est quoddam bonum externum ejus; ergo hæc procurare est officium proprium dilectionis Dei; sed hæc gloria et honor Dei existit in honorantibus et glorificantibus ipsum; ergo non potest aliter quæri, quam illuminando et convertendo homines ad ipsum; ergo actiones, per quas hoc fit, per se ac directe sunt opera externa amicitiæ in Deum; sunt ergo proprii actus externi dilectionis Dei, licet simul esse possint actus dilectionis proximi, si bonum illud consideretur ut intrinsecum ipsi proximo. Prima vero consequentia probatur primo, quia, moraliter loquendo, amor Dei, quo est efficacior, eo est melior et magis meritorius; amor autem, qui non sistit tantum in interiori affectu, sed prodit in exteriores effectus adeo perfectos, est magis efficax; ergo.

24. *Instantia removetur.* — Dices, actum exteriorem nihil addere interiori. Respondeo primo, quando exterior actus requirit novum interiorem actum, multum addere; ita vero est in præsenti; nam amor, qui sistit in pura contemplatione, non parit voluntatem efficiendi talia opera, quibus glorificetur in hominibus Deus; amor autem, qui progreditur ad hanc actionem, parit hanc voluntatem,

quam ipsamet charitas Dei elicit. Quod si dicas, etiam pure contemplativum posse habere illam voluntatem per desiderium internum, et complacentiam in illum actum tanquam in objectum quoddam pertinens ad Dei amorem, respondeo longe diversum esse velle illud objectum ut per me exercendum et efficiendum, quod est longe difficilius, et majus officium amicitiæ. Unde non est dubium quin talis voluntas longe sit magis meritoria. Quod si contemplativus extendat suum desiderium ad illud objectum, etiam sub tali ratione, aut desiderium est inefficax, et sic non est comparabile cum alia voluntate efficaci; vel est efficax, et sic desinet esse pure contemplativus, et transiet ad actionem, quantum sibi possibile est; ergo per se vita includens illam actionem melior est, magisque perficit et exequitur amorem amicitiæ erga Deum. Nec potest poni inæqualitas in intensione et ardore affectus, nam hæc est per accidens, et de se potest esse major in amore operativo, sicut erat in Paulo, cum dicebat : *Quis nos separabit a charitate Christi?* Imo quoad hoc, moraliter loquendo, multum solet addere actus exterior interiori, quia et requirit majorem et et efficaciorem affectum, et solet esse occasio, ut magis ac magis accendatur, utque in eo diutius perseveretur.

25. *Progreditur eadem ratio.— Vita mixta perficit charitatem, etiam in ratione amicitiæ.* — Aliunde vero amor etiam in proximum est major, adjuncta actione hujusmodi, quam in pura contemplatione, ut facile potest eodem discursu ostendi; quia talis actio est actus externus amoris proximi, qui, adjunctus interno amori, auget perfectionem, et meritum, quod in amore proximi ut sic esse potest. Unde etiam concluditur, hoc genus vitæ absolute et simpliciter magis perficere charitatem secundum integram rationem amicitiæ, quam includit in ordine ad Deum et proximum, quia unite (ut sic dicam) et internum amorem et externum beneficium seu obsequium amplectitur, simulque eisdem actionibus utriusque bonum, vel honorem, aut gloriam, vel commodum ac salutem procurat; et qui eam profitetur, ob hanc causam laboribus et periculis se exponit, propriaque consolatione ac suavitate quietioris contemplationis se privat. Cum ergo perfectio vitæ christianæ in perfectione charitatis consistat, erit sine dubio hoc genus vitæ perfectius ex genere suo. Accedit præterea, quod ipsemet amor Dei, ex hac extensione ad proximum perficitur, sicut dixit D. Thomas 2. 2, quæstione vigesima septima, art. 8, dilectionem proximi propter Deum, perfectiorem esse dilectione solius Dei, quia illa includit ipsius Dei dilectionem, et addit dilectionem Dei in obsequium ipsius Dei, et implementum voluntatis ejus. Et in 2. 2, quæstione centesima octogesima quarta, art. 7, addit egregie idem D. Thomas, *hoc esse majoris dilectionis signum, ut homo propter amicum etiam aliis serviat, quam si soli amico velit servire.* Eamdem sententiam habet opusc. 18, c. 18, per quam ipse declarat statum Prælatorum esse perfectiorem; idem autem est, ut sæpe diximus, de religione participante illum statum quoad ministeria et actiones quæ circa proximi salutem versantur.

26. *Objicitur contra prædicta, ex Richardo et Carthusiano.—Item ex defectu humanæ fragilitatis.* — Dicet fortasse aliquis, eum, qui contemplativam vitam pure profitetur, non carere benevolentia et beneficiis proximorum, sed efficaciori et securiori modo illis prodesse. Hoc intelligere licet ex Richardo de S. Victore, super Cant., part. 2, cap. 8, ubi agens de excellentia vitæ contemplativæ, ait excellentius extendi ad proximos, quam per actionem : *Ad hos* (id est, ad beatos Sanctos), inquit, *contemplatione transiliit sponsa, et apud hos proximorum curam secum transtulit, cum his ante Deum eorum causam intus agit;* et infra : *Bona quidem sollicitudo et turbatio carnalis* (scilicet per actionem), *sed melior et sublimior circa plures occupatio et cura spiritualis* (scilicet per orationem) *utpote tam Deo, quam cœlestibus civibus, familiaris et permanens, ac secura magis;* et infra : *Hujus messis partem occupat activus exteriori ministerio, sed contemplativus totam messem occupat orationis auxilio.* Hinc etiam Dionysius Carthus., de Vita solitaria, art. 22, monet ut vitæ contemplativæ dediti quotidie pro proximis orent, *ne a tanta perfectione sint alieni.* Hoc ergo modo excellentiori compensatur ille excessus, et alioqui eminet in multis contemplativa vita. Accedit præterea, quod, regulariter loquendo, non solent homines ex plenitudine contemplationis descendere ad actionem, sed potius ex tædio internæ quietis, vel saltem ne tædio afficiantur; et ita non assumitur actio ex illa contemplatione perfectissimæ charitatis, sed potius in remedium humanæ fragilitatis.

27. Ad priorem partem respondetur imprimis, non parum commendari perfectionem

nere; ergo. Probatur minor, primo ex Dionysio, cap. 3, de Cœlest. hierarch., dicente, *perfectionem esse ad Dei imitationem totis conatibus eniti, quod est præstantius, atque omnibus divinius, Dei cooperatores fieri, et ostendere divinam in se ipso actionem, secundum quod possibile est.* Intelligit autem de cooperatione Dei circa salutem animarum, ut ibi omnes expositores intelligunt, juxta illud, 1 Corinth. 3: *Dei adjutores sumus;* nam hæc propriissime dicitur divina actio. Unde paulo superius dixerat de viris perfectis, *fieri a Deo perlucida specula, et omni labe pura, dignaque, quibus principalis illius ac divinæ lucis suavissimus radius influat;* et subdit: *Quæ ubi indultum si sacratissimum jubar affatim hauserint, hoc ipso postmodum absque invidia sequentibus fundunt, atque in hoc ipso divinis obtemperant legibus;* et capite quinto de Ecclesiastic. Hierar., late ostendit, actiones hierarchicas, quæ in illuminandis ac perficiendis aliis consistunt, esse omnium perfectissimas. Et hac ratione diximus supra cum D. Thoma, ac reliquis Theologis, Episcopalem statum esse omnium perfectissimum; ergo ex suo genere sunt hæ actiones gratiores Deo, ac magis meritoriæ; ergo ex participatione illarum non potest religiosus status in perfectione minui, sed potius augeri. Hoc etiam confirmat Gregorius, homil. 12 in Ezech., circa finem, dicens, *Nullum sacrificium esse Deo magis acceptum, quam sit zelus animarum.* Unde, lib. 6, epist. 5, alias cap. 169: *Si Unigenitus* (inquit) *Patris pro explenda utilitate omnium de secreto Patris egressus est ad publicum nostrum, nos quid dicturi sumus, si secretum nostrum præponimus utilitati proximorum?* Atque hoc ipsum ad perfectionem charitatis Dei pertinere ostendit ex interrogationibus Christi ad Petrum: *Amas me? Pasce oves meas.* Nam qui renuit pascere cum possit, indicat se non perfecte amare. Similia habet 1 p. Pastor., c. 5. Et Chrysostomus, lib. 2 de Sacerdot., eamdem Christi interrogationem ita expendit: *Atqui illi quidem licebat verbis hujusmodi Petrum affari: Si me amas, Petre, jejunia exerce, super nudam humum dormi, vigila continenter, injuriam passis patrocinare, orphanis patrem te exhibe, viduæ item te maritorum loco habeant.* Quod postea late declarans ait, in hoc demonstrari excellentiam et perfectionem actionum, quibus salus animarum procuratur, quod illæ maxime sunt conjunctæ charitati Dei: quod licet ab ipso dictum sit de pastorali munere et actione ejus, cum proportione habet locum in statu religioso participante onera illius muneris ex vi institutionis suæ.

23. Ratione possumus hoc ipsum declarare ex D. Thoma, in 3, d. 30, quæst. unica, art. 4, ad 2, ubi sic inquit: *Dilectio Dei et proximi, quantum ad actum interiorem, ad vitam contemplativam pertinet, unde Gregorius homil. 14 in Ezechielem dicit, quod contemplativa vita insistit dilectioni Dei et proximi; sed quantum ad actum exteriorem, utraque ad vitam activam pertinet, quamvis hujusmodi actus in proximis expendantur, quia Deus operum nostrorum non eget.* Hinc ergo argumentum conficitur, quia hæc ipsa ministeria, quæ in salutem proximorum fiunt, sunt actus externi non tantum dilectionis proximi, sed etiam Dei; ergo ex suo genere sunt magis meritorii, quam pura interna contemplatio. Antecedens patet ex citatis verbis D. Thomæ. Et ratione, quia per illos actus directe quæritur gloria et honor Dei: et ideo tales actus non tantum imperative et remote possunt esse a dilectione Dei, sicut actus eleemosynæ corporalis, vel alii similes; sed proxime et quasi elicitive sunt nati fieri ex dilectione Dei, quia velle et procurare quodlibet bonum Dei, sive internum, sive externum, opus formale est amicitiæ erga Deum; gloria autem et honor Dei est quoddam bonum externum ejus; ergo hæc procurare est officium proprium dilectionis Dei; sed hæc gloria et honor Dei existit in honorantibus et glorificantibus ipsum; ergo non potest aliter quæri, quam illuminando et convertendo homines ad ipsum; ergo actiones, per quas hoc fit, per se ac directe sunt opera externa amicitiæ in Deum; sunt ergo proprii actus externi dilectionis Dei, licet simul esse possint actus dilectionis proximi, si bonum illud consideretur ut intrinsecum ipsi proximo. Prima vero consequentia probatur primo, quia, moraliter loquendo, amor Dei, quo est efficacior, eo est melior et magis meritorius; amor autem, qui non sistit tantum in interiori affectu, sed prodit in exteriores effectus adeo perfectos, est magis efficax; ergo.

24. *Instantia removetur.* — Dices, actum exteriorem nihil addere interiori. Respondeo primo, quando exterior actus requirit novum interiorem actum, multum addere; ita vero est in præsenti; nam amor, qui sistit in pura contemplatione, non parit voluntatem efficiendi talia opera, quibus glorificetur in hominibus Deus; amor autem, qui progreditur ad hanc actionem, parit hanc voluntatem,

quam ipsamet charitas Dei elicit. Quod si dicas, etiam pure contemplativum posse habere illam voluntatem per desiderium internum, et complacentiam in illum actum tanquam in objectum quoddam pertinens ad Dei amorem, respondeo longe diversum esse velle illud objectum ut per me exercendum et efficiendum, quod est longe difficilius, et majus officium amicitiæ. Unde non est dubium quin talis voluntas longe sit magis meritoria. Quod si contemplativus extendat suum desiderium ad illud objectum, etiam sub tali ratione, aut desiderium est inefficax, et sic non est comparabile cum alia voluntate efficaci; vel est efficax, et sic desinet esse pure contemplativus, et transiet ad actionem, quantum sibi possibile est; ergo per se vita includens illam actionem melior est, magisque perficit et exequitur amorem amicitiæ erga Deum. Nec potest poni inæqualitas in intensione et ardore affectus, nam hæc est per accidens, et de se potest esse major in amore operativo, sicut erat in Paulo, cum dicebat : *Quis nos separabit a charitate Christi ?* Imo quoad hoc, moraliter loquendo, multum solet addere actus exterior interiori, quia et requirit majorem et et efficaciorem affectum, et solet esse occasio, ut magis ac magis accendatur, utque in eo diutius perseveretur.

25. *Progreditur eadem ratio.— Vita mixta perficit charitatem, etiam in ratione amicitiæ.* — Aliunde vero amor etiam in proximum est major, adjuncta actione hujusmodi, quam in pura contemplatione, ut facile potest eodem discursu ostendi; quia talis actio est actus externus amoris proximi, qui, adjunctus interno amori, auget perfectionem, et meritum, quod in amore proximi ut sic esse potest. Unde etiam concluditur, hoc genus vitæ absolute et simpliciter magis perficere charitatem secundum integram rationem amicitiæ, quam includit in ordine ad Deum et proximum, quia unite (ut sic dicam) et internum amorem et externum beneficium seu obsequium amplectitur, simulque eisdem actionibus utriusque bonum, vel honorem, aut gloriam, vel commodum ac salutem procurat; et qui eam profitetur, ob hanc causam laboribus et periculis se exponit, propriaque consolatione ac suavitate quietioris contemplationis se privat. Cum ergo perfectio vitæ christianæ in perfectione charitatis consistat, erit sine dubio hoc genus vitæ perfectius ex genere suo. Accedit præterea, quod ipsemet amor Dei, ex hac extensione ad proximum perficitur, sicut dixit D. Thomas 2. 2, quæstione vigesima septima, art. 8, dilectionem proximi propter Deum, perfectiorem esse dilectione solius Dei, quia illa includit ipsius Dei dilectionem, et addit dilectionem Dei in obsequium ipsius Dei, et implementum voluntatis ejus. Et in 2. 2, quæstione centesima octogesima quarta, art. 7, addit egregie idem D. Thomas, *hoc esse majoris dilectionis signum, ut homo propter amicum etiam aliis serviat, quam si soli amico velit servire.* Eamdem sententiam habet opusc. 18, c. 18, per quam ipse declarat statum Prælatorum esse perfectiorem; idem autem est, ut sæpe diximus, de religione participante illum statum quoad ministeria et actiones quæ circa proximi salutem versantur.

26. *Objicitur contra prædicta, ex Richardo et Carthusiano.—Item ex defectu humanæ fragilitatis.* — Dicet fortasse aliquis, eum, qui contemplativam vitam pure profitetur, non carere benevolentia et beneficiis proximorum, sed efficaciori et securiori modo illis prodesse. Hoc intelligere licet ex Richardo de S. Victore, super Cant., part. 2, cap. 8, ubi agens de excellentia vitæ contemplativæ, ait excellentius extendi ad proximos, quam per actionem : *Ad hos* (id est, ad beatos Sanctos), inquit, *contemplatione transiliit sponsa, et apud hos proximorum curam secum transtulit, cum his ante Deum eorum causam intus agit;* et infra : *Bona quidem sollicitudo et turbatio carnalis* (scilicet per actionem), *sed melior et sublimior circa plures occupatio et cura spiritualis* (scilicet per orationem) *utpote tam Deo, quam cœlestibus civibus, familiaris et permanens, ac secura magis;* et infra : *Hujus messis partem occupat activus exteriori ministerio, sed contemplativus totam messem occupat orationis auxilio.* Hinc etiam Dionysius Carthus., de Vita solitaria, art. 22, monet ut vitæ contemplativæ dediti quotidie pro proximis orent, *ne a tanta perfectione sint alieni.* Hoc ergo modo excellentiori compensatur ille excessus, et alioqui eminet in multis contemplativa vita. Accedit præterea, quod, regulariter loquendo, non solent homines ex plenitudine contemplationis descendere ad actionem, sed potius ex tædio internæ quietis, vel saltem ne tædio afficiantur; et ita non assumitur actio ex illa contemplatione perfectissimæ charitatis, sed potius in remedium humanæ fragilitatis.

27. Ad priorem partem respondetur imprimis, non parum commendari perfectionem

vitæ mistæ, cum illius participatio aliqua contemplativo necessaria sit, ne tanta perfectione omnino careat. Ubi etiam intelligere licet, cum mens contemplantis descendit ad compassionem proximi, et ad orandum pro illo, non cadere ab optima via exercendi vel perficiendi charitatem, quia in eo non recedit a perfecta charitate Dei, sed illam quodammodo amplificat et extendit; ita ergo qui ad actionem ex eodem motivo descendit, nihil per se impeditur a perfectione charitatis, sed potius in ea promovetur. Unde secundo dicitur, optimum esse auxilium orationis, sed non sufficiens; necessarium est enim orationi opus adjungere, quia Deus decrevit non per se solum tantum, sed per homines salutem hominum operari, et ideo necesse est non solum oratores, sed etiam cooperatores Dei fieri in salute animarum, et hoc (cæteris paribus) perfectius est, quia Deo similius, et quia priorem modum auxiliandi per orationem non excludit. Unde Carthus. supra monet solitarios, non solum ut orent pro aliis, sed etiam ut ad se venientes prudenter et fervide ad Dei obsequium exhortentur. Et Richardus ibidem subdit, modum illum juvandi proximos per solas orationes esse imperfectorum, *quos exterior occupatio cito immutat et dejicit;* significans, a perfectioribus viris majus auxilium postulari.

28. *Ad defectum humanæ fragilitatis respondetur.* — Ad alteram partem primum dicitur cum D. Thoma, opusc. 19, cap. 27, hic non considerari personarum imperfectionem, sed naturam et perfectionem status, cui particularium personarum imperfectio nocere non potest. Deinde dicitur, si hæc non speculative, sed practice ac moraliter considerentur, necessarium esse homini internum otium externa aliqua actione interrumpere, et ideo optimum esse vitæ genus, in quo utrique parti optimum otii, et negotii, seu actionis genus consignat; primo quidem ac per se propter majorem charitatis perfectionem procurans; secundario vero etiam in illa varietate infirmitati hominum prospiciens. Si ergo particulares personæ cum hac moderatione utrumque intendant, nihil a perfectione deflectent; si autem plus nimio actioni se tribuant ob tædium contemplationis, imperfectioni eorum, non ipsius status tribuendum id est.

29. Hæc sunt quæ in comparatione hac præsentis capitis in favorem utriusque partis afferri posse videntur; in quibus sine dubio graviora, et majoris ponderis sunt, quæ hanc posteriorem partem a n. 8 hucusque persuadent. Ut autem quod suum est unicuique parti tribuam, assero imprimis, ex suo genere securiorem esse contemplativam religionem, ab externis actionibus erga proximos, et ab eorum consortio et conversatione separatam. Hoc probant rationes in favorem prioris sententiæ a num. 2 adductæ. Favet etiam usus Pontificum, permittentium transitum ab aliis religionibus etiam mistis, et in eo gradu quantumcumque perfectis, ad ordinem Carthusiensem, qui pure contemplativus est; fundari enim videntur saltem in majori securitate illius status, quamvis multi existiment etiam esse fundatos in majori perfectione vel arctitudine, quos infra lib. 2, c. 4, referemus, tractando de illo ordine in particulari; nunc enim necessarium non est. Tandem explicatur, quia in eo statu, ex vi ipsius minores sunt occasiones peccandi, quæ magna ex parte oriuntur ex communicatione cum hominibus. Unde ex hoc capite etiam est aptior ad crescendum in charitate et perfectione, quia magis separata est ab exterioribus curis, majusque habet otium ad vacandum Deo, unde minores habet etiam occasiones distractionis per sermonem, per sensus, et alia phantasmata.

30. Nihilominus assero secundo, religionem mistam, quæ cum contemplatione intendit actionem circa spiritualem salutem proximorum, ex suo genere meliorem et perfectiorem esse. Hoc probant efficaciter fundamenta secundæ sententiæ, a num. 8 posita, et declaratur in hunc modum: quia in hoc statu sunt plures occasiones exercendi simul cum charitate plures et excellentiores virtutes; est etiam commoditas consequendi majorem Dei cognitionem, et exercendi altiori modo charitatem ejus; sunt etiam plures occasiones sustinendi labores, vel patiendi mala propter ipsum. Unde excessus, qui consideratur in priori statu, est solum (ut ita dicam) in causalitate per accidens, removendo, scilicet, magis impedimenta; excessus autem hujus status est in causalitate per se, præbendo, scilicet, materiam, et opera majoris meriti, et media sufficientia ad illa perfecte præstanda. Nec vero deest in hoc statu providentia sufficiens ad cavenda pericula; nam imprimis, licet non tollat omnes remotas et humanas occasiones, fugit tamen morales, et quæ prudenti providentia præveniri possunt, et media etiam providet, quibus ordinariæ etiam occasiones levium culparum, vel distractionum, quæ ex conversatione cum hominibus etiam religiosa frequenter oriuntur, vel superentur, et vin-

cantur, vel certe aliquo majori fructu compensentur.

31. Ultimo assero hanc comparationem solum fieri ex genere, quantum est ex parte finis utriusque status ; nam in particulari fieri potest ut religio pure contemplativa superet mixtam, si hæc vel in fine ipso minus participet de contemplatione, quam ad exactam perfectionem necessarium est, vel media non habeat perfecto fini accommodata. Hoc facile intelligi potest, primo, ex vulgari comparatione virtutum, seu actuum humanorum, in qua constat aliquid, ex genere suo perfectius, posse in individuo vel in specie esse minus perfectum propter materiæ vel differentiæ contrahentis conditionem. Secundo, ex rationibus factis a numero 2, pro priori sententia ; nam contemplatio per se finis est perfectior quam actio ; et hac ratione religio pure contemplativa præfertur puræ activæ ; ergo, quamvis actioni misceatur contemplatio, potest mixtio tam imperfecta esse, ut etiam ex parte finis status ille mixtus minus perfectus sit ; potest autem id contingere dupliciter, scilicet, vel quia actio ad opera tantum corporalis misericordiæ pertinet, quæ minus perfecta sunt, et magis animum ab interna contemplatione avocant ; vel quia de usu et institutione vitæ contemplativæ modicum quid participat, de actione autem multum, unde facile fieri potest ut interior devotio et fervor spiritus impediatur. Tertio, licet finis religionis perfectus sit, potest totus status deficere ab excellentia perfectionis in proportione mediorum ; nam, ut recte dixit D. Thom., 2. 2, quæstione centesima octogesima octava, articulo sexto, et opuscul. 19, contra impugnantes religionem, capite primo, excellentia religionis non consistit tantum in fine, sed etiam in mediis, quod etiam est per se manifestum, ex generali ratione moralis prudentiæ, quia inordinatum est finem intendere per media non proportionata. Quod si media sint proportionata ad assequendum aliquo modo finem, non tamen ad consequendum perfecte et exacte, tunc, licet finis in se valde perfectus sit, nihilominus in tali statu, et per talia media non intenditur totaliter (ut sic dicam), et ideo non significat illum statum adæquate quantum ipse finis est, seu potest, sed quantum attingitur per talia media, et ideo ex improportione mediorum potest esse minus perfecta religio, quæ finem habet in se perfectiorem. Quod tamen est verum, comparando potius religionem mixtam ad contemplativam, quam comparando mixtas inter se, vel contemplativas etiam inter se ; et ideo, licet in genere possint hæ comparationes fieri sine periculo et offensione, in particulari cavendæ sunt, tum propter vitandam offensionem ; tum etiam quia difficile est singula media uniuscujusque religionis expendere, et cum aliis conferre.

32. *Observatio pro metienda perfectione religionis ex majori proportione mediorum ad eumdem finem.* — Unum tamen possumus hic generatim advertere, scilicet, in mediis duplicem bonitatem posse spectari : unam, quam habent ex propriis objectis, et quatenus sunt actus talium virtutum, temperantiæ, pœnitentiæ, etc. ; aliam, quam habent in ordine ad finem consequendum, quæ solet *utilitas* appellari. Supposita ergo majori perfectione finis, major etiam perfectio mediorum magis spectanda est sub hac posteriori consideratione, quam sub priori, quia perfectio rei consistit in consecutione finis ; si ergo finis est perfectior, illa media, quæ juvant ad perfectius illum consequendum, magis ad perfectionem simpliciter juvant, etiamsi ex propriis objectis tantam perfectionem non habeant, nam per illa perfectius attingitur talis finis. Unde si fuerint illi adæquata, et quasi totaliter illum attingentia, erunt perfectissima, quidquid sit de alia bonitate, quam ex objecto habere possunt. Hinc paupertas est aptissimum medium ad perfectionem, etiamsi ex objecto specialem honestatem forte non habeat ; et intra latitudinem paupertatis major paupertas potest esse melior ad unum finem, et minor ad alium ; quod si finis fuerit perfectior, et minor paupertas ad illum fuerit utilior, illa magis conferet simpliciter ad majorem perfectionem. Idem prorsus est de austeritate vitæ ; est enim optimum medium ad perfectionem, tam propter honestatem intrinsecam, quam propter utilitatem ad extrinsecos fines, et interdum potest major austeritas esse utilior ad unum finem, et minor ad alium ; si tamen finis sit perfectior, illa austeritas erit simpliciter melior, quæ ad illum finem perfectius consequendum aptior fuerit, etiamsi in se et circa suam materiam minor sit, propter rationem factam. In universum tamen loquendo, si cætera sint paria in fine, et in proportione ac utilitate mediorum ad finem, illa religio perfectior erit, quæ majorem etiam vitæ austeritatem observaverit, vel quæ habuerit media ad finem æque utilia, et ex objecto meliora,

quia nunc in aliquo superat, et in nullo superatur.

## CAPUT VII.

### UTRUM CONVENIENTER DIVIDATUR RELIGIO IN MONACHORUM ET CLERICORUM.

1. *Partis negantis argumentum.*—Ratio dubitandi est, quia vel illa duo membra distinguuntur in solo habitu, vel in vitæ instituto. Primum non satis est, quia habitus non facit religiosum; secundum non videtur habere locum, quia vel nomen *clerici* generaliter sumitur prout commune est personis ecclesiasticis, etiamsi substantialia vota religionis non habeant, et hoc modo, licet status clericorum possit dici religiosus, lata quadam significatione, non tamen propria, ut nunc loquimur. Vel nomen *clerici* sumitur pro illo, qui simul cum statu religioso clericalem ordinem habet, et sic omnis religio monachorum est religio clericorum, quia in ea sunt plures religiosi clerici; imo illa est præcipua pars cujuscumque religionis, et ad illum statum fere omnes religiosi tendunt; ergo non recte distinguitur religio monachorum a religione clericorum.

2. *Assertio affirmativa. — A quo tempore cœperint monachi communiter fieri clerici.*—Nihilominus dicendum est primo, recte distingui religiosum statum in clericalem et monachalem; nam imprimis constat ex jure, et Patribus, plerosque religiosos propriissime monachos esse et appellari; hoc constat tum ex etymologia vocis *monachus*, quæ solitudinem, atque adeo statum perfectionis indicat, c. *De præsentium*, 16, q. 1, ubi per totam illam quæstionem varia jura et Patrum testimonia afferuntur, ex quibus constat monachorum statum, et vere religiosum esse, et distinctum non solum a communi cœtu fidelium, sed etiam a statu clericorum, adeo ut olim monachi ad clericorum munera et ordinationes regulariter non admitterentur, sed solum ex speciali causa aut necessitate, c. *Si quis*, et c. *Si quem*, c. *Cum pro utilitate*, et c. *Nec pro*, 16, q. 1. Et idem constat ex Siricio Papa, epistol. 1, c. 9 et 13; et ex Hieronymo, epistol. 4 ad Rusticum, et in epistol. ad Joannem Hierosolymitanum, quæ est Epiphanii; et ex Palladio, in historia Lausiaca, c. 20, et 59; imo etiam ex Dionysio, c. ultimo, de Ecclesiastica hierarchia. Est etiam de hac re optimus Ambrosii locus, libro tertio, epistola vigesima quinta, ad Vercellen. Ecclesiam, post med., qui pro comparatione horum membrorum valde notandus est, et infra verba referam, in fine capitis. Qui status duravit fere usque ad tempora Gregorii, qui, lib. 4, epistol. 44, monachos promoveri ad ordines post præfixa a sacris canonibus tempora statuit; et postea in Clementina 1, de Statu monach., § *Ad ampliationem*, specialiter statutum est, ut ad ampliationem divini cultus monachi ad admonitionem Abbatis se faciant ad omnes ordines sacros promoveri. Hoc vero quasi superadditum vel immutatum fuit in statu monachali; unde in Vita Pachomii, c. 25, apud Surium, 14 die Maii, refertur, non fuisse solitum sustinere inter suos aliquem, qui ordinationem fuisset consecutus, ad tollendam ambitionem, et consequenter lites ac dissensiones : *Quomodo enim* (inquit) *minima ignis scintilla, si in arcam inciderit, nisi cito extinguatur, sæpe perdit fructus totius anni, ita etiam principatus ambitio, vel clericatus cogitatio, si inciderit in monachos, nec cito extinguatur, facile corrumpit universum laborem exercitationis.*

3. *Ab Apostolis cœpit clericorum religio.* — Constat deinde fuisse semper in Ecclesia statum aliquem religiosum per se ac ex proprio instituto clericorum, id est, sub tribus consiliis ac votis perfectionis, destinatum ad propria clericorum ministeria, vel in divino cultu, vel etiam in salute animarum procuranda. Hunc enim fuisse Apostolorum statum, ex discursu hujus materiæ constat; ostendimus enim, tomo superiore, illos tria substantialia vota religionis emisisse, non quidem ad monasticam vel eremiticam vitam agendam, sed Apostolicam et clericalem, ad quam profitendam a Christo vocabantur, quod latius infra explicaturi sumus, tractando de religione Societatis, lib. 1, c. 5. Unde merito dicere possumus primam religionem clericorum ab ipso Christo fuisse et institutam, et congregatam ac probatam. Satisque verisimile est, religionem illam non periisse cum Apostolis, sed continua successione fuisse in eorum successoribus ac discipulis conservatam. Quod significavit Urbanus Papa, in cap. *Scimus*, 12, q. 1, ubi ait, vitam communem inter Christianos usque ad sua tempora viguisse, præsertim inter eos qui in sortem Domini sunt electi, id est, clericos; et idem colligitur ex c. *Duo sunt*, c. *Quia*, c. *Dilectissimis*, cum aliis, eadem causa et quæstione; ubi inter alia Clemens I, epistola 5, sic inquit : *Communis vita omnibus necessaria est, et maxime his, qui Deo irrepre-*

*hensibiliter militare cupiunt, et vitam Apostolorum eorumque discipulorum imitari volunt.* Unde in vita Augustini refert Possidonius, c. 5, factum presbyterum intra Ecclesiam mox instituisse monasterium, et cum Dei servis vivere cœpisse secundum modum, et regulam sub sanctis Apostolis constitutam. Atque ita multi sentiunt, clericorum, seu Canonicorum regularium ordinem non fuisse primum ab Augustino institutum, sed vel reformatum, vel in Africam deductum, et peculiari regula instructum, ut in sequenti libro, c. 8, iterum attingemus, et latius prosequitur Joannes Trullus, lib. 1 de ordine Canonicorum regularium, c. 2 et 3; et attingit Navarrus, in Commentario 4, de Regular., n. 3 et sequentibus[1], ubi ex Pio IV probat religionem clericorum ab Apostolis fuisse institutam; quod etiam confirmat Benedictus XII, in præfatione ad Constitutiones Canonicorum regularium. De hac igitur re dubitari non potest, neque etiam est dubium de conservatione hujus status a temporibus Augustini usque nunc, quamvis sub magna varietate, ut postea, citato c. 8 et 9, attingemus.

4. *An usque ad tempora Augustini continue duraverit.* — De tempore vero, et successione continua hujus status religionis a temporibus Apostolorum usque ad Augustinum, non invenio seriem historiæ omnino certam, ut id affirmare possim; quamvis ex decretis Pontificiis, quæ retuli, verisimillimum sit, nunquam hoc vitæ genus in Ecclesia et ejus clero defuisse. Ut enim bene notavit Soto, lib. 10 de Justitia, q. 4, art. 3, quamvis in initio Ecclesiæ omnes clerici profiterentur vitam communem et religiosam, postea, crescente clericorum numero, non omnes illum statum amabant, ad quem non ex necessitate tenebantur, sed consilio invitari debebant, ut tandem sensit Augustinus, sermon. 2 de Communi vita clericorum, et habetur in c. *Certe*, 12, q. 1. Semper tamen observatum videtur, non solum usque ad Augustinum, sed etiam usque ad Gregorium, ut a singulis Episcopis collegia aliqua clericorum instituerentur, qui communem et religiosam vitam observarent, ut patet ex responsionibus ad Augustinum, c. 1 et 2.

5. *Prima convenientia inter monachalem et clericalem religionem.* — *Secunda convenientia.* — Ex his ergo satis constat esse ac fuisse semper in Ecclesia dictos duos ordines religiosorum, clericalem, scilicet et monachalem. Necessarium autem est ut propriam inter eos differentiam explicemus, ad quod necesse est ea, quibus conveniunt, supponere. Sunt enim imprimis ea omnia, quæ ad substantiam religiosi status pertinent, alioqui veri religiosi non essent, quod est manifeste falsum, ut constat non solum ex eorum institutis, sed etiam ex communi jure, ut patet ex c. *Quod Dei timorem*, de Statu monachorum; ubi Innocentius III inquit, regulares Canonicos a monachorum sanctorum consortio non reputari sejunctos; quod eamdem rationem et veritatem habet in omnibus clericis regularibus; et idem habet Nicolaus Papa, c. *Præsens*, 20, q. 3, et res ipsa seu convenientia in votis constat ex cap. *Cum in Ecclesiis*, de Majoritate et obedientia, et ex c. *Super*, et c. *Cum ad monasterium*, de Statu monachorum. Conveniunt deinde in multis accidentalibus conditionibus religionis, ut, verbi gratia, in vita communi, et in ordinaria institutione et observantia vitæ religiosæ, juxta modum unicuique statui accommodatum; et sic dixit D. Thomas, opuscul. 19, cap. 2, Canonicos regulares et monachos ad paria censeri in his, quæ sunt communia omni religioni, ut sunt vivere sine proprio, abstinere a negotiationibus et officiis secularibus. Præterea, si in communi loquamur, possunt tam monachi, quam clerici religiosi, convenire in aliquo fine et scopo talis status; nam utrique possunt intendere vitam pure contemplativam, ut notavit D. Thom. 2. 2, quæstione centesima octogesima nona, art. 7, ad secundum, et consequenter possunt etiam in multis mediis convenire, ut in exercitio orationis ac psalmodiæ; et hoc modo sunt nunc in Ecclesia religiones contemplativæ, non tantum monachorum, sed etiam clericorum.

6. *Prima differentia inter easdem religiones ex finibus.* — Prima ergo differentia inter hos duos status esse videtur, quod religio clericorum per se ordinatur ad ea, quæ aguntur in divinis ministeriis, non autem religio monachorum, quam insinuavit D. Thom. in dicta solutione, ad 2; et rationem reddit, quia prior est per se religio clericorum, ad quos spectant ea, quæ pertinent ad divina ministeria; ad religionem autem monachorum per se non competit, ut sint clerici, ut habetur in decretis, 16, q. 1. Quæ differentia assignatur a D. Thoma inter has religiones, etiam ut profitentur vitam pure contemplativam: extendi tamen potest ad easdem, si participent vitam activam; nam religio per se ordinari potest ad

[1] Vide Augustinum Ticinensem, Propugnaculo Canonici ordinis, p. 4, c. 1.

ministeria spiritualia, quæ circa proximos exercentur, et sunt etiam clericorum propria; et ideo talis religio dici potest per se et ex vi sui finis esse clericorum, non autem monachorum, cum per se clerici non sint, quod significavit idem D. Thomas, opusc. 19, part. 2, cap. 2, dicens, dato, quod monacho docere non liceat (scilicet per se et doctrina prædicationis), non sequitur, quod Canonicis regularibus non liceat docere, cum Canonici regulares inter clericos computentur, juxta Augustinum in sermone de communi vita clericorum. Non repugnat autem quod religio monachorum ad hos fines extendatur, ut eisdem locis docet D. Thomas, et ex dicendis sectione sequent. constabit, sed differentia quasi formaliter constituitur, tam ex parte finis primario intenti, quam ex parte conditionis per se requisitæ in ipsis personis, scilicet, status religiosi.

7 *Secunda differentia ex mediis.*—Et ex hac differentia in fine sequitur secunda differentia in mediis, quæ semper esse debent fini accommodata; nam monachorum status, sicut per se non requirit clericatum, et proprias actiones ejus, ita neque illa studia, quæ ad tales actiones clericales probe exercendas necessaria sunt, quibus tamen maxime indigent clerici regulares, non minus quam seculares, proportione servata ad suum finem. Nam religioni clericorum, quæ per se solum vacat contemplationi, et divino cultui in sacris mysteriis, minus sunt necessaria studia, per se loquendo, quam religioni clericorum, quæ ad spiritualem actionem circa proximos per se ordinatur.

8. *Tertia differentia, ex habitu.* — Hinc etiam differunt tertio in habitu; nam religiosi, qui clericale munus per se profitentur, clericalem etiam habitum aliquo modo retinere debent, ut habitus cum statu et vita concordet; monachi vero peculiarem habitum, seu cucullam (hæc enim omnibus communis est) sortiuntur. Et ita in Canonicis regularibus servatum semper fuisse colligitur, ex cap. *Mandamus*, 19, quæst. 3, ubi cuculla distinguitur ab habitu Canonici regularis, et ita observari videmus in Hispania præsertim; nam in Italia, aliqui eorum dicuntur clericalem habitum in monachalem transformasse, ut videri potest in Trullo, lib. primo, cap. vigesimo nono, numero decimo. Idem vero observant aliæ religiones clericorum, ut Societas Jesu, et ordo clericorum, qui Theatini vocantur, et alii, de quibus infra fiet mentio.

9. *Quarta differentia ab austeritatibus corporis.*—Et hinc oritur quartum discrimen, nimirum, ut vita monachorum regulariter, seu ex suo genere austerior sit, quam regularium clericorum, in his quæ pertinent ad corporis tractationem, ut sunt victus, vestitus, lectus, et similia. Hoc etiam constat ex praxi, et comparando Canonicos regulares cum profitentibus regulam S. Benedicti, id affirmat Bernardus, epist. 3. Et generalis ratio esse potest, quia hoc genus vitæ debet esse proportionatum, et exteriori habitui, et aliis personis clericalem statum, qui per se etiam sanctus et religiosus est, profitentibus. Unde D. Thomas, in dicto opusc. 14, tanquam differentiam certam inter Canonicos regulares et monachos supponit, quod Canonici non tenentur abstinere a lineis indumentis, a quibus monachi abstinere tenentur. Similiter usus carnium prohibetur monachis, in cap. *Ad monasterium*, qui non prohibetur clericis regularibus aliquo jure, nec per Augustini regulam, nec per eorum constitutiones, communiter loquendo de ordinibus clericorum, quantum nobis constare potuit. Et ob hanc rem putant aliqui dictum esse ab Innocentio III, in d. cap. *Quod Dei timorem*, regulares Canonicos sub laxiori regula militare, scilicet quantum ad jejunia, indumenta, et alias corporis austeritates, non vero quoad spirituales actiones, et opera perfectionis. Addo vero non oportere dictum illud Innocentii extendere ad omnes religiones clericorum; nam Innocentius tantum locutus est de regula, et modo vivendi Canonicorum regularium, quæ suo tempore vigebat; status autem clericorum regularium, ut sic, non postulat necessario laxam, vel laxiorem regulam, etiam in austeritatibus corporis, quantum ad finem suum expediens fuerit.

10. *Quinta differentia, ex nominibus.* — Tandem ex his differentiis, quæ ad rem aliquo modo spectant, orta est in nominibus diversitas. Nam nomen *monachorum*, juxta frequentiorem usum, non tribuitur clericis regularibus, et consequenter nec nomen *fratrum*, quod vulgo monachis accommodatum est, quia, secundum primævum jus, et institutionem, monachi a clericis condistinguebantur, 16, q. 1, per multa capita, et ideo ubi jura, præsertim odiosa, comprehendere volunt omnes religiosos, vel non loquuntur de monachis, aut clericis, vel Canonicis regularibus, sed simpliciter de regularibus, ut Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 1, de Regular., et sequentibus, quæ vox universalis est; vel utros-

que in specie nominant, ut in Clement. 1, de Statu Monach., ibi: *Monachos vel Canonicos regulares;* et cap. *Cum singula,* de Præbend., in 6, ibi: *Ne aliqui monachi, vel religiosi alii,* etc. Dixi autem *præsertim in odiosis,* quia in favorabilibus, vel in his quæ per se solum respiciunt substantiam, vel decentiam status religiosi, ampliari solet nomen *monachorum,* ut comprehendat etiam clericos regulares, ut constat ex cap. *Ex parte,* de Postulando, et indicatur in cap. *Post translationem,* de Renunciat., et notarunt Glossa, Panormitanus et alii, super hæc jura; et Navarrus, Comment. 3, de Regular., num. 1 et 41; Augustinus Ticinensis, in Propugnaculo Canonici ordinis, 4 part., cap. 12, et Joan. Trull., in ordine Canonicorum regularium, lib. 1, cap. 29.

11. *Concluditur institutum de distinctione, et sufficientia membrorum datæ divisionis.* — Atque ex his satis constat quæ sit differentia inter illa duo membra, tam in re quam in nomine. Constat etiam divisionis sufficientia; necesse est enim omnem religionem per se ordinari aut ad ministeria clericorum, aut contentam esse operibus, et modo vivendi laicis accommodato, neque inter hæc duo potest inveniri medium; ergo cum illa membra per hos fines distinguantur, sufficienter exhauriunt divisum. Posset autem aliquis tertium membrum excogitare religionis mixtæ, et participantis utrumque finem, seu utraque opera; sed non oportet nobis uti nominibus præter communem usum; nam omnes religiones, quæ cogitari possunt mixtæ illo modo, appellatione *monachorum* veniunt, ut ex sequenti capite constabit.

12. *Comparatio utriusque membri quoad antiquitatem.*—Superest ut de comparatione horum membrorum pauca dicamus; possunt autem in antiquitate vel in perfectione comparari. De priori comparatione jam dictum est, verisimile videri esse æqualem quoad originem; nam initio Ecclesiæ utriusque sufficientia indicia et vestigia inveniuntur. Quod si in hoc aliqua earum præferenda, plane illa est religio clericorum, quia certius est collegium Apostolicum fuisse religiosam quamdam communitatem, quam quod viventibus Apostolis monachatus inceperit; nam primum ex Evangelio et ex Patrum traditione constat; secundum autem, licet ex Dionysio, Philone, Eusebio, et aliis antiquis historicis fiat sufficienter fide dignum, non tamen æque certum. Est autem eodem modo certissimum, collegium illud Apostolicum constituisse religionem clericorum, non monachorum, quia fuit ille status per se primo ordinatus ad clericorum ministeria, ut supra tactum est, et tractando de Societate magis explicabitur.

13. *Objectio pro antiquitate monachatus. — Diluitur, si primitiva Ecclesia sumatur pro populo condistincto a clero.— Deinde si sumatur pro aggregato ex utroque.—Denique si sumatur pro Apostolis ante et post sacerdotium.— Ad locum Bernardi.*—Quod si quis dicat totam Ecclesiam in suo initio fuisse veluti quamdam monachalem religionem, quando, scilicet, omnes fideles habebant omnia communia; ita enim de illo statu Sancti loquuntur, ut patet ex Chrysostomo, lib. 3 contra vituperatores vitæ monasticæ; et Isidoro, lib. 2 de Officiis ecclesiasticis, cap. 15, et aliis supra citatis, propter quod dixisse videtur Bernardus, Apologia ad Guillelmum Abbatem, versus finem, suum ordinem, id est, monasticum, primum in Ecclesia fuisse, *imo, a quo cœpit Ecclesia.* Respondendum est, Ecclesiam primitivam, ut condistinctam ab Apostolis, seu a clero, et ut constantem ex fidelibus laicis, licet habuerit quamdam formam monachalem, vel secundum se totam, vel pro magna parte, nihilominus illam ortam fuisse a religione clericorum, scilicet Apostolorum. Si vero consideremus illam Ecclesiam ut unum corpus constans ex Apostolis, et aliis fidelibus, sic fuit veluti una perfecta religio, eminenter ac formaliter complectens clericos et laicos; semper tamen prima ac præcipua pars ejus fuit religio clericorum. Quod si in ipsismet Apostolis considerare quis velit, prius fuisse religiosos professos quam clericos, nam verisimilius est tria vota emisisse vivente Christo, et in manibus ejus ante passionem, ut ex Augustino, Thoma, et aliis Patribus in principio hujus materiæ, tomo præcedenti, tractavimus, et moderni auctores graviores frequentius sequuntur; clerici autem facti non sunt usque ad noctem Cœnæ, quantum ex Evangelio colligitur, et ex Concilio Tridentino, sess. 22, canon. 2. Nihilominus respondemus, a principio religiosum illum statum fuisse clericalem; nam fuit institutus et ordinatus ad finem prædicandi Evangelium, et exercendi alias actiones hierarchicas et sacerdotales, sicut modo professio Canonicorum regularium, etiamsi a multis fiat ante susceptum aliquem ordinem, semper est clericalis professio potius quam monachalis. Unde cum Bernardus dicit suum ordinem fuisse primum, vel in quo cœpit Ecclesia, intelligi debet de suo ordine, non ut monachali, et condistincto a

clericali, sed secundum communem rationem status perfectionis; nam de monastico ordine in specifica proprietate sumpto potius dicitur in Concilio Meldensi, c. 9, fuisse ab Apostolis fundatum, seu a nominatissimis ac sanctissimis Patribus excultum; et in Concilio Coloniensi, sub Hermano, tit. de Vita monastica, c. 1, dicitur, vitam monasticam, non multo post Apostolica tempora cœpisse, quod pie interpretandum est, id est, non multo post initium prædicationis Apostolorum.

14. *Probabile est monachatum, ex quo incepit, nunquam fuisse interruptum.* — An vero uterque status, ex quo incepit in Apostolis, vel per Apostolos, continua successione sine interruptione duraverit, non ita certum est, quamvis de utroque id sit longe probabilius; nam de monachatu clarum est, a temporibus Antonii usque ad Basilium, et a Basilio usque ad Augustinum, et ab Augustino usque ad Benedictum, et a Benedicto usque ad nostra tempora in Ecclesia non defuisse. Paulo autem superius ostendi, in c. 2, etiam ante Antonium fuisse monachos, et Dionysium Areopagitam monachorum quoque mentionem fecisse; inter Dionysium autem et Antonium vix fluxerunt anni ducenti quinquaginta, et fere in medio temporum illorum invenimus Dionysium, unicum hujus nominis Pontificem, fuisse monachum; ergo verisimillimum est in illis paucis annis non fuisse interruptum monachatum.

15. *Religio clericorum ab Augustino huc usque interrupta non est.* — De religione autem clericorum imprimis est constans, ab ætate D. Augustini nunquam in Ecclesia defuisse, saltem in religione Canonicorum regularium, ut ex perpetua traditione et antiquis historiis constat. Nam quod Augustinus clericorum religionem vel instituerit, vel restauraverit, receptissimum est ex Possidio, in Vita Augustini, et ex eodem Augustino, in sermon. de communi vita clericorum, et ex aliis, quæ infra, lib. 2, c. 8, referemus, et ab eo tempore nunquam religionem illam fuisse omnino extinctam, constat, quia sicut nunc durat, ita in toto superiori tempore invenitur ejus memoria, neque alicubi legitur aliud ejus initium post Augustinum.

16. *Quid a tempore Apostolorum usque ad Augustinum.* — De tempore vero intermedio ab Apostolis usque ad Augustinum, omnes etiam pro comperto habent, clericorum ordinem Apostolorum tempore fuisse in clero dilatatum, et a Clemente Romæ, a Jacobo Hierosolymis, et a Marco Alexandriæ, et sic ab aliis viris Apostolicis fuisse observatum et auctum. Unde Soto, lib. 20, de Justitia, q. 4, art. 5: *Nascens,* inquit, *clericorum Ecclesia cœpit in communi vivere, in quo vitæ instituto nonnihil temporis adolevit.* Addit vero statim: *At vero exhausto paulo plus clericorum numero, vix illa communis vita tolerari potuit,* etc. An vero hæc relaxatio clericalis status cœperit multo, vel brevi tempore post vitam Apostolorum, non certo constat; nam etiam D. Augustinus suo tempore decrevit, non admittere ad Ordinem, nisi regulares clericos; postea vero mutavit consilium, ut constat ex cap. *Certe,* 12, q. 1. Certum autem videtur non totum clerum cecidisse ab illo statu intra illud tempus, sed ad summum in illo initio successu temporis factam esse clericorum divisionem, quibusdam retinentibus vitam regularem, et aliis amplectentibus laxiorem et secularem, ut attigit Augustinus Ticinensis, in Propugnaculo, p. 1, cap. 16. Et sufficientem ejus rei fidem facit Urbanus Papa, epistola 1, dicens: *Scimus vos non ignorare, quia hactenus vita communis inter bonos Christianos viguit, et adhuc gratia Dei viget, et maxime inter eos qui in sortem Domini sunt electi, id est, clericos,* etc. Fuit autem Urbanus ducentesimo vigesimo quarto anno a nativitate Domini, id est, fere ducentis annis ante Augustinum; cum ergo ille status regularium clericorum usque ad Urbanum integer perseveraverit, verisimile non est in reliquo brevi tempore usque ad Augustinum fuisse extinctum, licet fortasse magna ex parte relaxatus ac imminutus fuerit; atque ita sentiunt de hoc statu, et ejus origine ac continuatione, qui de religione Canonicorum regularium accuratius scripserunt, quos partim retulimus, partim indicabimus inferius, c. 9, tractando de his religionibus clericorum magis in particulari.

17. *Religio clericorum ex genere suo perfectior est monachatu.* — De altera comparatione in perfectione nonnulla diximus tractatu præcedenti agendo de transitu ab una religione ad aliam. Breviter ergo dicendum est, in hac generalitate non posse fieri absolutum judicium, quia hi status se habent ad invicem, tanquam excedens et excessum; et ideo in particulari comparatio pendet ex multis circumstantiis. Nihilominus tamen dicere possumus religionem clericorum ex genere suo esse perfectiorem; primo, quia ex vi sui ordinis ad altiorem et diviniorem finem ordinatur,

nempe divinum cultum in supremis mysteriis, et ad salutem animarum, quantum est ex vi talis generis. Unde explicatur secundo, quia in moralibus illud dicitur esse perfectius ex genere, quod sumptum in supremo gradu illius generis excedit supremum alterius. Ita vero est in præsenti, nam suprema religio clericorum perfectior fuit omni religione monachorum; talis enim fuit status religiosus, quem professi sunt Apostoli, ut ostendimus; constat autem Apostolos non solum in personali gratia et perfectione, nec solum in statu Episcopali, sed etiam in religioso statu perfectionis habuisse primitias Spiritus et perfectionis. Denique ostendimus supra vitam mixtam ex contemplativa et activa esse perfectiorem quacumque simplici ex genere suo; ostendimus etiam mixtionem illam tanto esse perfectiorem, quanto ex utroque illo genere vitæ id quod perfectius est participat; hoc autem totum invenitur in hoc statu ex vi sui generis; ergo. Dices etiam posse inveniri in religione monachorum, quæ sit mixta; sicut etiam e contrario potest esse religio clericorum, quæ non sit mixta, sed simplex. Respondeo, ex superius dictis, monachatui ut sic non convenire perfectionem illam in eo gradu; quod si aliquando participat aliquid de illo, est tantum secundum quid et secundario, ut explicabimus capite sequenti; et hoc satis est ut status clericorum regularium ex suo genere perfectior dicatur. Confirmant egregie resolutionem hanc verba Ambrosii, libro tertio, epistola vigesima quinta, ad Vercellenses, § *Hos secutus Eusebius*: *Hæc duo*, inquit, *in attentiore Christianorum devotione præstantiora esse quis ambigat, clericorum officia, et monachorum instituta? Ista ad comitatem et moralitatem disciplinæ, illa ad abstinentiam assuefacta, atque patientiam. Hæc velut in quodam theatro, illa in secreto; spectatur ista, illa absconditur: ideo bonus athleta ait: Spectaculum facti sumus mundo et Angelis, dignus sane qui spectaretur ab Angelis, dum luctaretur, ut ad Christi bravium perveniret, cum certaret, ut in terris vitam Angelorum institueret, in cœlo nequitiam Angelorum refelleret, colluctabatur enim nequitiis spiritualibus. Merito mundus eum spectabat, ut mundus imitaretur. Hæc ergo vita in stadio, illa in spelunca; hæc adversus confessionem sæculi, illa adversus carnis appetentiam*; *hæc subjiciens, illa refugiens corporis voluptates; hæc gratior, illa tutior; hæc seipsam regens, illa semetipsam coercens: utraque tamen se abnegans, ut fiat Christi, quia perfectis dictum est: Qui vult venire post me, abneget semeptipsum*. Et infra: *Hæc ergo dimicat, illa vero se removet. Hæc illecebras vincit, illa refugit. Huic mundus triumphatur, illi exulat; huic mundus crucifigitur, vel ipsa mundo, illi ignoratur; huic plura tentamenta, et ideo major victoria, illi infrequentes lapsus, facilior custodia.*

## CAPUT VIII.

### UTRUM MONACHORUM RELIGIO RECTE ET SUFFICIENTER DIVIDATUR IN MENDICANTEM ET PURE MONACHALEM.

1. *Exponitur quæstio.* — Constat ex usu Ecclesiæ, *monachi* nomen dupliciter accipi, pro genere, scilicet, et pro specie, seu membro contento sub latiori significatu. Priori modo comprehendit omnes religiosos fratres, quatenus eos a clericis regularibus distinximus capite præcedenti, quos non possumus generatim melius describere, quam per professionem religiosam sub habitu monachali. Stricte vero dicuntur monachi, quos vulgo *monges* appellamus, et sic distingui solent monachi simpliciter dicti, a monachis mendicantibus. Sic ergo recte dividitur monachorum status in pure monachalem et mendicantem, quorum statuum differentia explicanda a nobis est. Ut autem in hoc certum aliquid dicere possimus, magis est usus et status Ecclesiæ considerandus, quam sola rei natura, vel possibilis institutio. Nam, loquendo hoc modo de possibili, nulla fere proprietas considerari potest in uno istorum statuum, quæ non sit possibilis in alio, quamvis de facto in eis distinguantur, et præsertim in modo paupertatis, a quo *mendicantium* nomen sumptum est.

2. *Differentia inter mendicantes et monachos presse, ex fine.* — Primo ergo ac præcipue videntur distingui hi duo status ex fine; nam status monachalis stricte sumptus (sic enim de illo nunc semper loquemur) contemplativus est, et simplex de se in illo ordine, quod patet inductione in præcipuis ordinibus monachorum, Carthusiensibus, Benedictinis, Cisterciensibus, Camaldulensibus, etc. Hoc enim fuit primum monachorum institutum, ut supra dictum est, et sumitur ex 16, q. 1, per totam, et ex c. *Nunquam*, de Consecrat., d. 5; ideoque monachi, qui hoc institutum simplex et purum conservarunt, monachorum nomen, quasi per antonomasiam, retinuerunt. At vero monachi mendicantes per se profitentur sta-

tum vitæ mixtæ ex contemplatione, et spirituali actione, præsertim circa proximum; quod patet etiam inductione; nam ordines Prædicatorum, Minorum, Eremitarum S. August., et Carmelitarum, quibus hoc nomen primum tributum est, hoc genus vitæ profitentur; nam in choro et divinis officiis contemplationi vacant; quatenus vero prædicationi, doctrinæ aut ministerio sacramentorum insistunt, actionem participant. Unde Panormitanus, in c. *Causam*, de Judiciis, n. 2: *Monachi* (inquit) *proprie et stricte dicuntur illi, qui virtute regulæ stant solitarii in monasterio, nec immiscent se prædicationibus*, argumento multorum cap. 16, q. 1. Unde subjungit: *Omnes monachi possunt dici* fratres, *non vero omnes fratres dicuntur* monachi; *nam mendicantes in rigore non accipiunt illam denominationem stricte sumptam*. Recte ergo distinguuntur monachi et mendicantes ex fine, nam priores sistunt in vita contemplativa, posteriores ad spiritualem actionem circa proximum extenduntur.

3. *Secunda differentia ex paupertatis professione.* — Et hinc sequitur secunda differentia magis propria, respectu mendicantium; nam monachi profitentur paupertatem in particulari, in communi tamen habent bona stabilia; mendicantes vero ex vi sui instituti paupertatem etiam in communi amplectuntur, et utrumque est accommodatum finibus proxime declaratis. Nam monachi, cum solitariam et separatam vitam, et majorem clausuram profiteantur, non possunt commode juxta suum institutum e mendicato vivere; imo, cum proximis non ministrent, non habent tam manifestam causam et titulum postulandi ab eis sustentationem, et ideo merito non profitentur paupertatem in communi, ut supra, cum D. Thoma, diximus. Et hac ratione monachi, quando laici erant, et possessiones non habebant unde sustentarentur, potius labore manuum, quam eleemosynis alebantur, non quia eis mendicare non liceret, sed quia eorum statui non erat ita consentaneum. Mendicantes vero, cum proximis inserviant, merito ex eorum eleemosynis vivere possunt, et quia inter ipsos proximos vivunt, et cum eis quantum expedit conversantur, ideo satis consentaneum eorum fini est, ut mendicare valeant; et quia hoc de se Evangelicam paupertatem magis commendat, et ad perfectam humilitatem utile esse potest, ideo merito hujusmodi religiones talem institutionem habuerunt a qua *mendicantium* nomen habuisse videntur.

4. *Expositio dictæ differentiæ.* — Dixi autem mendicantes *ex vi sui instituti* amplecti paupertatem in communi, quia de facto non omnes mendicantes hoc observant, sed nonnulla habent bona stabilia, ut constat ex usu, et ex constitutione Pii V, *Dum ad uberes*, quæ est 14; et aperte ex Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 3, de Regular. Tamen ad propriam rationem religionis *mendicantis* videtur necessarium, ut saltem in sua prima institutione hoc paupertatis genus amplexa fuerit, ut colligitur ex c. 1, § *Confirmatos*, de Religiosis domibus, in 6, ibi: *Quibus ad congruam sustentationem reditus aut possessiones habere professio sive regula quælibet interdicunt, sed per quæstum publicum tribuere victum solet incerta mendicitas*; ubi etiam significatur, *mendicantium* nomen inde acceptum esse. Unde Pius V, in Bulla, qua declarat Societatem esse religionem mendicantium, rationem reddit, *quippe quæ ex ejus instituto, et constitutionibus Apostolica auctoritate confirmatis, bona stabilia possidere nequit, sed incertis eleemosynis, fideliumque largitionibus et subventionibus vivit*. Indicat ergo hanc esse propriam et necessariam conditionem ad religionem mendicantem, et ideo etiam secundum commune jus, religiones mendicantes dicuntur esse incapaces stabilium bonorum ex testamento, vel alio simili modo, ut in superioribus visum est. Quædam etiam religiones dicuntur esse mendicantes ex vi suæ regulæ, ut religio Minorum; alii non ex vi regulæ, sed ex constitutione, ut de Prædicatoribus loquuntur Panormitanus, Decius, et alii, in c. *Ad nostram*, de Appellationibus, et ad comprehendendum utrumque membrum non sumus locuti de regula, sed de instituto, quod omnia comprehendit. Quod etiam additum est, ut excludamus factum, seu actualem observantiam; nam, licet aliqua religio, ex privilegio Apostolico, de facto non mendicet, nec servet hoc paupertatis genus, nihilominus, si ex fundatione sua illam profitebatur, sub eodem gradu, et ordine religionum comprehenditur. Unde, in c. 1 de Statu regularium, in 6, § *Sane*, supponitur posse etiam monasteria ordinum mendicantium habere propria bona et proventus, quod notavit Lapus, allegatione 4; Felinus, in c. *In præsentia*, de Probation., n. 53; Calderinus, consilio decimo septimo; tit. de Regularibus; Baldus, in dicto cap. *Ad nostram*, de Appellationibus; Francus, et Geminianus, in dicto § *Confirmatos*; Quintilianus Mandosius, in regulis Cancellariæ, regul.

vigesima tertia, quæst. tertia et quarta; Julius Clarus, lib. 3, § *Testamentum*, num. vigesimo nono.

5. *Observatio bipartita circa duas traditas differentias.* — Ex his vero intelligi potest neutram ex his differentiis esse omnino propriam monachorum, neque inter se esse necessario conjunctas. Primum patet, quia in religione clericorum potest etiam mendicitas reperiri, ut de Societate Jesu diximus, ex declaratione et approbatione Sedis Apostolicæ, et in eadem invenitur altera proprietas vitæ mixtæ, quam non omisit Pius V, subjungens: *Tum quia non minus quam cæteri mendicantes in excolenda vinea Domini assidue laborant, fructusque ingentes, et salutiferos producunt, ac propterea eisdem privilegiis, Indultis et gratiis, fratribus mendicantibus hactenus concessis, uti, frui, potiri, et gaudere merito possint ac debeant.* Quod autem etiam possit religio clericorum non profiteri mendicitatem, neque actionem ex vi sui instituti, in canonicis regularibus manifestum est. Ut ergo illæ duæ proprietates constituant religionem monachorum, supponendum est genus ipsum cum differentiis, quæ ex vi illius proveniunt. Et ita præsens divisio etiam de religione clericorum dari posset; non enim inconveniens est, præsertim in his rebus moralibus, ut genera non subalternata inter se per easdem differentias dividi possint, quamvis semper, prout diverso generi accommodantur, habeant etiam inter se aliquam diversitatem, ut de hismet differentiis seu proprietatibus constabit inferius, l. 2, de singulis religionibus in specie tractando.

6. Atque eadem ratione constat, paupertatem in communi, et mendicitatem non esse de se ac necessario conjunctam cum actione seu vita mista; nihil enim repugnat religionem pure contemplativam profiteri paupertatem in communi, imo et mendicitatem; nam ex sola natura rei non est repugnantia, neque jure aliquo est prohibitum; imo, aliqui ex Carmelitarum ordine, ut infra, lib. 2, n. 10, dicam, contendunt institutum suum esse pure contemplativum, licet illa sit una ex antiquioribus religionibus mendicantibus. Quanquam verius sit religionem illam, quo tempore contemplationem tantum professa est, non fuisse mendicantem, et ex quo mendicantibus annumerata est, mutasse etiam aliquo modo suum institutum, et finem, et contemplationi actionem adjunxisse. Unde, licet de possibili verum sit, illa duo non repugnare simul conjungi, tamen ex consuetudine Ecclesiæ, ut supra diccbam, n. 2, religiones mendicantes mixtæ sunt, et in vinea Domini laborant, ut dixit Pius V, in Bulla Societatis supra citata, et congruentia, supra, n. 3, data est, quia religioni solitariæ et separatæ non ita est proportionata mendicitas. Facilius autem posset e converso dari religio mixta, et inserviens proximis, et non mendicans, ut inter fratres videntur esse ordo S. Mariæ a Mercede, et ordo Sanctissimæ Trinitatis, et similes, de quibus infra, libro sequenti; nam, licet hujusmodi religiones interdum mendicent ob necessitatem vel humiliatem, mendicantes non sunt, quia ex vi proprii instituti non coguntur mendicare, aut stabilia bona non habere.

7. *Objectio, non videri adæquatam divisionem præsentis capitis.* — Hinc vero nascitur dubium de sufficientia dictæ divisionis; nam ex dictis sequitur dari in Ecclesia aliquas religiones *fratrum* seu *monachorum* generali appellatione, quæ nec mendicantes sunt, nec monachales speciali appellatione. Respondeo verum esse, divisionem in rigore non esse adæquatam, non solum spectando varietatem possibilem religionum, sed etiam praxim et usum; data est ergo illa divisio de præcipuis generibus religionum, et quæ in universali Ecclesia magis vigent. Sunt ergo alii ordines fratrum, qui ex proprio instituto non profitentur paupertatem in communi, et ex hoc capite mendicantes non sunt, neque etiam ad finem contemplationis sunt instituti, sed ad aliquam actionem, et ex hac parte deficiunt a propria et specifica ratione monachorum. Et ordinarie et frequentius videntur instituti ad actiones misericordiæ corporales, ut sunt captivorum redemptio, peregrinorum susceptio, etc., quamvis etiam possint ad actiones spirituales institui, et non esse mendicantes, ut dixi.

8. Alia difficultas ex dicta divisione oritur, nam sequitur unam et eamdem religionem non posse successu temporis prius esse monasticam, et postea mendicantem, vel e converso, quod videtur falsum. Sequela patet, quia si de ratione religionis mendicantis est, ut ex vi sui instituti non possit habere redditus, ergo non potest eadem religio nunc esse mendicans, et postea non esse, vel e converso, quia si mutat institutum, non est eadem religio. Si autem idem institutum retinet, non potest ex vi illius illas veluti contradictorias proprietates diversis temporibus admittere. Minor autem patet in religionibus S. Augustini et Carmeli, de quibus infra, lib. 2, ostendemus prius fuisse pure monachales, postea transisse in

mendicantes. Imo etiam religio Prædicatorum, ut in eorum gestis refertur, in sui initio bona immobilia possedit, ac proinde mendicans non fuit; non multo vero post, vivente S. Dominico, in primo capitulo generali Bononiæ coacto, constitutionem fecerunt de servanda in communi paupertate, et immobilibus bonis, quæ tunc habebant, renuntiarunt.

9. Unde alia interrogatio insurgit, cur, facta tali constitutione, cœpit esse religio mendicans, quæ non erat, et tamen, revocata illa constitutione, prout in alio capitulo generali, de facto revocata fuit, et privilegio Sixti IV confirmata, ut prædicti auctores referunt, cur, inquam, per priorem professionem ex non mendicante facta sit mendicans, et per posteriorem non desierit esse mendicans, quod est rationem petere illius communis sententiæ, quam supra, n. 4, posuimus, ad religionem mendicantem sufficere, habuisse ex constitutione illam paupertatem, quamvis jam non habeat.

10. Ad priorem partem respondeo, in his rebus moralibus, ut continue durare censeantur, non esse quærendam tantam unitatem et immutabilitatem, quanta in naturalibus rebus invenitur. Una enim et eadem Ecclesia (ut Patres loquuntur) censetur fuisse a principio mundi usque nunc, quamvis in modo unionis et gubernationis magnam diversis temporibus admiserit varietatem; ergo similiter esse poterit una et eadem religio, quamvis illas mutationes successu temporum accipiat. Ratio vero est, quia in his rebus ad unitatem potissime consideratur continua successio personarum aliquo vinculo substantiali, pro ratione talis status inter se unitarum in ordine ad hunc finem, ut in Ecclesia est unio veræ fidei in ordine ad eamdem beatitudinem acquirendam, et in unaquaque religione est unio per talia vota, tali modo, seu modo, seu secundum talem regulam, vel constitutiones, emissa in ordine ad talem finem. Quod ergo in una vel altera constitutione fiat aliqua mutatio etiam in materia paupertatis non tollit identitatem religionis, sed mutatio illa accidentalis censetur. Recte autem inde colligitur, divisionem illam religionis in mendicantem et non mendicantem, non esse per differentias quasi substantiales in tali genere, nam possunt eidem religioni pro diversis temporibus et statibus convenire; adjunctis autem aliis circumstantiis, faciunt diversitatem in religionibus, maxime secundum præsentem Ecclesiæ usum.

11. Ad alteram partem respondetur, religioni Prædicatorum, verbi gratia, priusquam profiteretur paupertatem in communi, nihil aliud defuisse ad rationem religionis mendicantis; et ideo addita per constitutiones illa proprietate, proprie ac perfecte cœpit esse una ex mendicantibus. Cur autem postquam illam constitutionem mutavit, non desiit esse mendicans, ratio reddi solet, quia privilegium auferens unum non aufert aliud necessario, juxta leg. *Si domus*, ff. de Servitutibus urbanorum prædiorum, et c. *Ex tuarum*, ff. de Auctoritate et usu pallii, et c. *Pastoralis*, de Privilegiis; ita respondet Lapus, allegat. 4. Est tamen difficilis responsio, quia religionem aliquam esse vel non esse mendicantem, non consistit in privilegiis, sed in substantia, ut sic dicam, vel professione ac legibus talis religionis; privilegia enim, quæ dantur mendicantibus, non faciunt illas mendicantes, sed supponunt; ergo si aufertur intrinseca conditio necessaria ad religionem mendicantem, etiamsi alia privilegia non auferantur, non erit mendicans, vel certe solo nomine et privilegiorum consortio talis poterit appellari; vel dicemus fieri quamdam ampliationem (ut ita dicam) illius vocis, scilicet, ut religio, quæ semel fuit mendicans, talis semper appelletur in ordine ad usum privilegiorum, etiamsi non talis sit; ita ut mendicans nominetur, quæ est vel fuit mendicans; quod tamen non videtur satisfacere, nam hoc nihil aliud videtur esse, quam concedere de facto talem religionem non esse mendicantem secundum præsentem statum.

12. Et ideo addendum videtur, semper talem religionem existimari secundum suam primævam institutionem, nam aliud solum est permissum per modum cujusdam dispensationis, non propter relaxationem religionis, nec mutationem in statum minus perfectum, sed quia propter iniquitatem, vel incommoditatem temporum id judicatum est expedire hoc tempore ad majorem perfectionem in tali instituto conservandam. Unde, quamvis ex dispensatione hoc liceat, nunquam est alienum sed potius magis consentaneum tali instituto paupertatem in communi servare, ubi commode fieri possit; et similiter est consonum tali statui mendicitatem exercere quoties oportuerit, et hoc satis est ut secundum præsentem statum talis religio vere ac proprie mendicans sit.

13. *Subdivisio religionis mendicantis.* — Atque ex his expeditur aliud dubium, quæ-

nam, scilicet, religiones sub mendicantibus comprehendantur, et consequenter quot illæ sint, unde etiam constabit quot sint religiones monachales. Possumus autem in communi distinguere religionem mendicantem in eam, quæ nullum dominium bonorum, tam immobilium, quam mobilium, vel se moventium, vel in communi, vel in particulari admittit, et eam, quæ, licet bona immobilia vel reditus non admittat, bona tamen mobilia in communi habere potest. Priorem paupertatis seu mendicitatis gradum profitetur sacra Minorum religio, quæ quoad conditionem hanc potest dici primatum habere inter mendicantes, quia maximam et arctissimam paupertatem, quoad bonorum dominium, profitetur, juxta c. *Exiit*, de Verbor. signific., in 6, et Clement. *Exivit*, eod. tit. Aliæ vero religiones mendicantes profitentur alium gradum paupertatis, et inde quoad usum ejus aliæ differentiæ oriuntur, quæ in superioribus tomo præcedenti, tractando de paupertate, tactæ sunt, et inferius, tract. 10, dicendo de Societate aliquid addemus. In particulari vero, quatuor numerantur principales, seu antiquiores ordines mendicantes, Prædicatorum, Minorum, Eremitarum D. Augustini, et Carmelitarum, capit. unico, § *Sane*, de Religiosis domibus, in sexto, et in constitutionibus Pii V, statim citandis, de quibus, libro secundo in particulari dicturi sumus. Postea vero alii additi sunt monachorum mendicantium, scilicet, ordo eorum, qui *Servitæ* dicuntur, seu servi S. Mariæ, et ordo Minimorum S. Francisci a Paula, et ordo S. Hieronymi Jesuatorum. Hos enim omnes mendicantes esse Pius V declaravit sua constitutione 35, *Romanus Pontifex,* ubi solum dicit, se velle ordinem Servorum Beatæ Mariæ quatuor mendicantibus annumerari, et in constitutione 48, *Apostolicæ Sedis*, et 49, *Romanus Pontifex*, annumerat alios duos ordines. Ex ordinibus autem clericorum postea declaravit Societatem Jesu esse mendicantem, in bulla ejusdem Societatis, *Dum indefessæ*. Potest autem notari differentia in ratione, quam reddit; nam de aliis solum dicit dari honestam rationem cur mendicantibus annumerentur, quia actu mendicant, et quia fruuntur privilegiis mendicantium. De Societate autem rationem reddit: *Tum quia bona stabilia possidere nequit, sed incertis eleemosynis, fideliumque largitionibus et subventionibus vivit, tum quia non minus quam cæteri mendicantes in excolenda vinea Domini assidue laborant, fructusque ingentes et salutiferos producunt, ac propterea eisdem privilegiis, Indultis*, etc.

14. *Societas Jesu proprie est mendicans.* — Unde, quod dubitari solet, an minores ordines mendicantes tam vere ac proprie mendicantes sint, sicut antiquiores, in Societate nullam quæstionem habet; nam, ut infra, tractatu sequenti, videbimus, non solum ex constitutionibus, sed etiam ex primæva regula, Pontifici Paulo III, in principio, præsentata, et ab eodem approbata, hoc genus paupertatis profitetur et solemni voto promittit, et, quod in ea singulare est, alio speciali voto confirmat, quod sui professores faciunt, nunquam consentiendo, quantum in ipsis est, ut hæc paupertas minuatur Quocirca Societas non tunc cœpit esse mendicans, quando a Pio V favorem illum accepit, sed cum primum in suo instituto approbata fuit. Ut enim religio aliqua sit mendicans in sua substantia (ut sic dicam), solum requiritur ut in ejus instituto approbato paupertas et mendicitas includatur, ut in Societate invenitur; subsequens vero approbatio, quæ in specie fit, magis est quædam solemnis et expressa declaratio illius proprietatis, et quasi specificæ differentiæ talis religionis. Unde quoad suum esse non ideo Societas est una ex mendicantibus religionibus, quia Pius V ita declaravit, sed quia ipsa talis erat, ideo Pius V talem esse declaravit, simulque dignam esse ut omnia mendicantium privilegia ei concederentur, quod magna ex parte factum jam erat, et ipse complevit.

15. *Quid de aliis ordinibus dictis etiam mendicantibus.* — De aliis vero novis ordinibus fratrum mendicantium plenum judicium ferre non possum, quia de earum institutis, de modo profitendi paupertatem mihi non satis constat. Et ad veram religionem mendicantem, non satis est actu mendicare, nisi ex vi instituti a Sede Apostolica approbati talis paupertas observetur, vel saltem observanda sit, secluso aliquo dispensationis genere, ut diximus a n. 11 De illis autem religionibus solum dicitur in prædictis bullis, quod mendicant; an vero hoc sit ex vi instituti, vel saltem ita sit consuetudine approbata et confirmata præscriptum, quæ pro regula habeatur, ibi non dicitur. Neque etiam ad veram religionem mendicantem in rigore sufficit gaudere omnibus privilegiis mendicantium, sicut non sufficit ad veritatem religionis gaudere privilegiis religiosorum, nisi res ipsa et substantia supponatur. Quia vero Pius V, in dictis bullis, non tantum dat privilegia et nomen, sed etiam

addit, *Ipsos* (videlicet ordines) *vere mendicantes esse, et sub mendicantium ordinibus esse, et comprehendi debere*, ideo credendum est eos, vel ex vi suarum institutionum habuisse hanc paupertatem, vel certe ex tunc approbatos et confirmatos fuisse ad illam mendicitatem profitendam.

16. *Varietas ordinum non mendicantium.*— Reliqui ergo ordines, extra prædictos, mendicantes non sunt ; inter eos vero, ut dixi, quidam sunt proprii monachi, secundum specialem appellationem. Alii vero nec mendicantes sunt, nec proprii monachi, sed activi, vel Crucigeri possunt appellari. Monachorum subinde varii sunt ordines, seu religiones, ex quibus antiquior est D. Basilii, sub qua omnes monachos comprehendimus ; in Occidente vero primum locum tenet religio S. Benedicti. Nam, licet fortasse prius D. Augustinus religionem monachorum instituerit, illa tamen nunc saltem in monachi statu non subsistit, et ideo illam prætermittimus, et sub mendicantium Augustiniana familia eam collocamus. Nonnullæ vero religiones monachales, quæ sub regula Augustini militant, ut Præmonstratensis, et S. Hieronymi in Hispania, recentiores sunt, ut infra videbimus, quam religio S. Benedicti, imo et quam aliæ plures religiones monachorum, quæ ex ejusdem Benedicti instituto exortæ sunt, præsertim Camaldulensium, Cisterciensium et Cluniacensium, de quibus in sequenti libro dicemus. Præter hos vero exstat in Ecclesia insignis ordo monachorum Carthusiensium, qui antiquorum anachoretarum vitam et rigorem imitatur, non tamen sub aliqua ex antiquis regulis, sed sub proprio vivendi modo ab ejus fundatore invento, de quo pauca etiam in sequenti libro, cap. 4, attingam. Similiter etiam aliorum ordinum fratrum, qui nec mendicantes, nec tantum monachi sunt, variæ sunt religiones, quæ minus universales, minusque propagatæ in Ecclesia inveniuntur. Inter eos vero duæ sunt in nostra Hispania celebriores, scilicet religio Sanctissimæ Trinitatis, et religio S. Mariæ a Mercede, de quibus etiam in particulari dicemus.

## CAPUT IX.

### QUOT SINT ORDINES CLERICORUM REGULARIUM.

1. *Divisio in regulares simpliciter, et secundum quid. — Clericos etiam tempore Augustini videri religiosos secundum quid.*—Primum dividere possumus statum clericorum regularium, in eum qui simpliciter religiosus est, vel tantum secundum quid. Non desunt enim, qui existimant clericos illos, qui in principio Ecclesiæ, etiam usque ad tempora Augustini, vitam communem agebant cum Episcopis in Ecclesiis cathedralibus, solam paupertatem observasse ; alia tamen vota non emisisse, et ideo non simpliciter, sed secundum quid religiosos fuisse ; nam D. Augustinus, in duobus sermonibus de vita communi clericorum, et Concilium Aquisgranense, sub Ludovico, c. 112 et 113, ubi iidem sermones referuntur, tantum hanc conditionem vitæ communis, quoad paupertatem clericis cum Augustino in monasterio viventibus servandam proponit. Deinde nihil aliud a suis clericis Augustinus exigit, nisi quod imitentur vitam quam fideles, Apostolorum tempore, observabant, ut Act. 4 et 5 refertur. Constat autem non omnes, qui in communi tunc vivebant, fuisse religiosos, nam etiam conjugati, vel omnes, vel plures, vitam illam communem profitebantur, ut ex generali narratione, et ex speciali facto Ananiæ et Saphiræ colligimus.

2. Verumtamen, licet non repugnet hoc genus vitæ in congregatione tam laicorum quam clericorum servari, tamen quod aliquando fuerit, et præsertim sub Augustini institutione, nec constat, nec verisimile est. Quod patet ex doctrina D. Thomæ, et juribus, c. 7 adductis, et ex c. *Præter*, 32 dist., ubi clerici communiter viventes religiosi clerici appellantur, et c. *Præsens*, 20, q. 3, in fine, ibi : *Non putamus Canonicos religiosos* (id est regulares, ut Gloss. exponit) *a sanctorum monachorum vita et consortio sejunctos ;* id est, alienos a vero religionis statu. Præterea, quia licet in dictis sermonibus Augustinus solam paupertatem commendet, et proprietatem reprehendat, non tamen alia vota excludit. Quin potius eorum integram observantiam supponere videtur, et quia in paupertate gravis lapsus contigerat, pro ea pugnat ; ibi enim non tradit regulam aut institutionem integram, sed concionatur, et solam materiam paupertatis commendandam, et proprietatem propulsandam, veluti in argumentum illorum sermonum assumpsit. In eisdem tamen domum suam *Monasterium clericorum* vocat, eosque suæ regulæ observandæ obligatos fuisse supponit. Quare verisimile non est, eos clericos non multo magis continentiam ex voto observasse, quam ipse Augustinus tanta circumspectione servarit, ut nec sororem secum habere permitteret, dicebat enim : *Quæ enim cum sorore mea sunt, sorores*

*meæ non sunt*, ut Possidonius, c. 26, in ejus vita refert; unde in c. 11, ait in monasterio Augustini servos Dei servasse *propositum continentiæ cum paupertate profunda*. Ex quibus Beatus Augustinus, ab aliis Ecclesiis rogatus, decem venerabiles viros continentes et doctissimos dedit. Unde etiam constat, illius obedientiæ specialiter subjectos fuisse, quod etiam, supposita communi et continenti vita in eadem congregatione, per se evidens est, quia si ne obedientia subsistere non possit. Et ob hanc rationem existimo hoc genus vitæ semiregularis (ut sic dicam) non posse habere locum in congregatione clericorum, si paupertatem observet, nam multo magis in eis postulatur castitas, vel eo ipso quod clerici sunt; obedientia vero saltem ex eo quod in congregatione, seu in communitate vivere supponuntur; unde facilius posset cogitari hic imperfectus status ex defectu paupertatis, si congregatio aliqua clericorum castitatem et obedientiam servaret, proprium vero non omnino abjiceret; nullam tamen nobis constat hujusmodi esse, vel aliquando fuisse.

3. *Duplex alter modus clericorum secundum quid religiosorum.* — *Primus modus.* — Ex alio vero capite contingere potest, ut congregatio aliqua clericorum regulariter viventium propria religio non sit, scilicet ex defectu votorum, quia, nimirum, vel non emittuntur, sed solum ex quadam societate vel conventione humana, aut statutis ab ea provenientibus servantur ea, quæ a religiosis ex voto servari solent; vel, si fiunt vota, non includunt obligationem ad permanendum in tali statu, sed supponunt potius libertatem relinquendi illum, solumque obligant sub conditione, quamdiu ibi perseverare libuerit. Prioris modi dicuntur esse nonnullæ congregationes in Italia, præsertim Romæ, quæ religiosos habent vivendi modos, et perfectos atque illustres viros ex se producunt, ad præsentem autem tractatum non spectant, quia proprie religiones non sunt.

4. *Secundus modus.*—Posterioris modi censetur esse congregatio sancti Georgii in Alga, quæ initium Venetiis habuit, et ab Eugenio IV instituta dicitur, sed ab eo potius illustrata fuit, jam enim a Gregorio XII fuerat confirmatus ille vivendi modus, quem Laurentius Justinianus eo jam tempore vita et doctrina multum commendaverat. Pius autem V, suo Motu proprio 75, *Lubricum vitæ genus*, hujusmodi congregationibus, et nominatim huic Sancti Georgii præcepit, aut solemnia vota sub aliqua regula approbata emittere, aut talem vivendi modum dimittere. Adhuc tamen extat in Lusitania congregatio religiosa, sub appellatione S. Joannis Evangelistæ, quæ eumdem vitæ modum absque votis solemnibus retinet. Hujusmodi autem clerici in rigore regulares non sunt, et ita in ipsis bullis Pontificalibus in quibus varia privilegia eis conceduntur, *Canonici sæculares* appellantur. Magis autem ad religionem accedunt, quam qui nulla vota emittunt; nam, quamdiu in tali congregatione perseverant, suntque membra ejus, obedientiam, paupertatem, etc., ex voto servare tenentur. Unde pro tunc, quoad eorum obligationes de illis judicandum est, eadem proportione qua de cæteris religiosis. An vero hic modus libertatis in hujusmodi communitatibus seu congregationibus expediat, ad nos judicare non pertinet; certum tamen est, id ex se malum non esse, esto non sit maxime perfectum ex parte personarum, se offerentium Deo (negare enim non possumus quin vinculum perpetuum saltem ex parte voventis perfectius sit, tum ad constituendum statum, tum ad consecrandam personam Deo). Nihilominus ille etiam modus vivendi et vovendi non solum honestus est, sed etiam ad perfectionem assequendam potest esse valde utilis, et sua peculiaria commoda liberius serviendi Deo, et majori voluntate sustinendi et superandi difficultates, quæ in perseverantia vitæ religiosæ occurrunt, habere potest. Denique ad Ecclesiæ spendorem, et pulchritudinem ac perfectionem pertinet tota hæc varietas, non solum in religionibus, sed etiam in modis vivendi religiosis, qui ad perfectionem juvant; non est enim minor, sed multo major varietas in hominum ingeniis seu propensionibus, et ad suavitatem divinæ providentiæ pertinet omnes congruenter vocare, quos vult ad perfectionem aliquo modo perducere.

5. *Secunda divisio in Canonicos regulares, et presbyteros simpliciter.* — Præterea clericorum religio vera ac propria, tribusque substantialibus votis de se perpetuis firmata, dividi potest in religionem Canonicorum, et presbyterorum simplicium, ut sic dicam. Hæc divisio constat ex usu Ecclesiæ. Est enim celebris et antiquissima religio Canonicorum regularium, de qua an sit una vel multiplex, postea videbimus; certum est autem esse religionem clericorum et presbyterorum; tamen dum specialiter Canonici appellantur, aliquo modo dignitatis vel excellentiæ nomen participare videntur, et in eo distingui a clericis regula-

ribus, qui Canonici regulares nec sunt, nec appellantur. Nam, quod sint plures hujusmodi, constat sufficienter exemplo Societatis Jesu, quæ est religio clericorum et presbyterorum, ut loquuntur Pontifices, et Concilium Tridentinum, infraque ostendemus in tractatu sequenti; et tamen Canonici regulares dici non possunt, talis enim appellatio neque in jure, neque in usu habet fundamentum, et ideo credendum est, neque in re ipsa, vel in conditionibus talis religionis illud habere. Idemque est de aliis (quas infra commemorabimus) religionibus clericorum, quos nunc simplices appellamus, ut a Canonicis regularibus eos distinguamus.

6. *Quid nomine Canonici veniat.* — Non est autem facile diversitatem hanc declarare; nam, si primam originem et usum hujus vocis *Canonicus*, spectemus, nihil aliud in principio significasse videtur, quam clericum sub regula viventem, et communem vitam, Apostolorum more, cum aliis in ecclesiastico collegio observantem, ut notavit Covarr., in Clement. *Si furiosus*, p. 1, in principio; et Navar., Comment. 3, de Regul., n. 2 et 3. Nam *canon* græce *regulam* significat, unde Canonicus dictus est clericus regularem vitam sequens. Cum enim in principio Ecclesiæ, vel omnes fideles, vel saltem omnes clerici communem vitam profiterentur, successu temporis multi etiam clericorum, relicta vita communi, cœperunt privatim vivere, et proprium habere; qui autem priorem statum retinuerunt, ut a communi clericorum turba distinguerentur, Canonici dicti sunt. Ac verisimile est illos fuisse ab Episcopis proxime apud se retentos, et ad principalia ministeria et consilia ecclesiastica fuisse assumptos, ac subinde in communibus clericorum consessibus digniora loca habuisse. Postea vero ipsi etiam Canonici vitam illam communem relinquere cœperunt, et proprias canonias et præbendas inter se dividere, *Canonicorum* nihilominus retento nomine; et ideo illi Canonici, qui in religiosa et communi vita permanserunt, Canonici regulares dicti sunt, non propter ambitionem vel ignorantiam, ut calumniatus est Ludovicus Vives, sed propter necessitatem determinandi ambiguitatem vocis *Canonicus*, in qua non unde imposita sit, sed ad quid tandem significandum sit translata, oportet expendere; jam enim absolute sumpta non significat regularem aut religiosum, sed quemcumque habentem canonicatum, seu canoniam. Est autem *canonia*, spirituale jus, ratione cujus aliquis habet stallum in choro alicujus Ecclesiæ, et locum in Capitulo, ut colligitur ex cap. *Dilecto*, de Præbendis, et notant Innocentius, et Doctores, in cap. *Cum M.*, de Constitutionibus. Ut ergo determinetur significatio ad Canonicos vitam religiosam retinentes, merito cum additione appellantur regulares.

7 *Canonici regulares sunt proprie Canonici. — Opponitur non videri distingui ab alio membro clericorum regularium.* — Hinc autem intelligitur Canonicum, etiamsi regularis sit, officium et spirituale jus Canonici retinere, hoc enim cum substantiali statu religionis non repugnat. Distinguitur ergo a clerico regulari, quia qui simplex clericus regularis est, canoniam non habet, etiamsi religionem habeat. Sicut enim inter sæculares dantur clerici qui non sunt Canonici, ita inter regulares possunt Canonici distingui a simplicibus clericis religiosis. Dices: esto hoc locum habeat in Canonicis collatis cum clericis secularibus, non tamen cum regularibus, nam hi ex vi professionis suæ habent statum in choro, et votum in Capitulo, si aliæ conditiones ætatis, antiquitatis, et similes concurrant; et eodem titulo habent jus ad congruam portionem, seu sustentationem ex bonis monasterii, seu Ecclesiæ; ergo eo ipso habent canoniam, quatenus in tali statu esse potest; quid enim aliud esse potest canonia in statu regulari?

8. *Diluitur imprimis facta comparatione cum clericis Societatis.—Diluitur item ex alio principio.*—Respondeo imprimis objectionem hanc nullum habere locum respectu clericorum regularium Societatis Jesu; nam illi nec statum in choro habent, quia illud munus chori ex vi sui instituti non profitentur, neque etiam habent proprie locum in Capitulo, quia ordinarie non per Capitula, sed per Prælatos suos gubernantur, nec electiones Prælatorum habent præter unius Generalis, nec conventualia Capitula celebrant, nec in communibus sessionibus certa habent antiquitatis vel honoris loca, unde nec vestigium, neque umbram canonicatus seu canoniæ participant. Quod etiam alio modo ex fine utriusque instituti declarari potest: nam Canonici regulares ad divinum cultum in divinis mysteriis et officiis præcipue destinantur, et hæc creditur fuisse prima eorum institutio, ut supra diximus; ideoque eorum institutio optime congruit, ut et statum habeant in choro, et vocem in Capitulo, per quod solet eorum Ecclesia vel monasterium gubernari. Religiosi autem Societatis ad ecclesiastica ministeria in ordine ad salutem ani-

marum destinantur, et ideo, licet per se et ex vi instituti clerici sint, non tamen ad munus Canonicorum per se ordinantur, ideoque nec stallum in choro habent, nec Canonici regulares dicuntur, sed tantum clerici.

9. *Quid eidem objectioni possit concedi.*—Alii vero religiosi clerici, qui vitæ tantum contemplativæ vacant, et ad sacra ministeria divini cultus primario instituuntur, fortasse possunt nomine Canonicorum regularium comprehendi, propter objectionem factam; nam regulariter omnes habent et certas sedes in choro juxta suum gradum et dignitatem, et vocem in suo Capitulo. Unde in jure, clerici regulares dici solent Canonici regulares, et e converso, ut colligitur ex c. unico, 15, q. 2, addita expositione Gratiani ibidem, in § *Hoc autem;* nam ubi in textu dicitur: *Ne quis sacerdotum, vel clericorum, more secularium judicum pro impensis patrociniis munera audeat accipere,* ipse exponit intelligendum esse de clericis, qui, canonicam vitam professi, regulariter se victuros proposuerunt. Idem colligitur ex c. *Decimas*, 16, q. 1, ibi: *A monachis sive clericis communiter viventibus nulla ratio sit, ut milites, aut Episcopi, aut personæ quælibet decimas de laboribus, seu nutrimentis suis propriis extorquere debeant.* Ubi clerici communiter viventes dicuntur Canonici regulares; non enim constat tempore Paschalis II, cujus fuit illud decretum, id est anno 1100, alium clericorum ordinem fuisse, unde in c. *In omnibus*, de Consecrat., distinct. 5, *Canonici clerici* dicuntur, id est, regulares clerici (ita enim legendum et exponendum existimo), quibus injungitur ut *canonice,* id est regulariter vivant, in quibus locis sermo est de clericis communiter et religiose viventibus, et ad servitium alicujus Ecclesiæ deputatis; omnes ergo illi sine inconvenienti possunt nomine Canonicorum regularium comprehendi.

10. *Alii etiam clerici regulares, prælerquam Societatis, a Canonicis regularibus distinguuntur.*—Quia vero, ut infra videbimus, præter Societatem sunt nunc in Ecclesia aliquæ religiones clericorum, quæ hoc nomen *Canonicorum regularium* non usurpant, possumus differentiam aliquam inter has religiones assignare; Canonici enim regulares dicuntur illi tantum, qui alicui Ecclesiæ cathedrali, vel collegiatæ deputati sunt. Alii vero, quorum Ecclesia non habet hanc dignitatem, sed est aut parochialis, aut omnino simplex, non sunt proprie Canonici regulares, sed simpliciter clerici religiosi. Sicut enim in Ecclesiis secularibus est illa distinctio juxta varios gradus dignitatis, ita in regularibus invenitur. Ecclesia enim cathedralis dicitur, quæ sedem habet Episcopalem; constat autem plures hujusmodi Ecclesias Canonicos regulares habere, etiam nostris temporibus. Collegialis autem Ecclesia dicitur, quæ dignitatem Ecclesiæ cathedralis aliquo modo participat, cujus Superior vere Prælatus est participans jurisdictionem Episcopalem, cujusmodi sunt etiam multæ Ecclesiæ regulares. Canonicatus autem proprie solum inveniuntur in Ecclesiis cathedralibus vel collegiatis, ut constat ex usu, et modo loquendi tam juris, quam vulgari; ergo convenienter dicimus omnes illos et solos regulares clericos, qui hujusmodi Ecclesiis deputantur, dici Canonicos regulares.

11. *Id impugnatur. — Occurritur distinguendo duos modos Ecclesiæ collegiatæ. — Primus modus. — Secundus modus.* — Objicies, omnes Ecclesias regulares esse collegiatas, ac proinde potius hinc sequi, omnes clericos regulares, ministerio Ecclesiæ deputatos, esse etiam Canonicos regulares. Antecedens patet ex Panormitano, in c. *Nobis,* de Jure patronat., n. 8, et insinuatur in c. *Ne pro,* de Electione, et in c. 1, de Statu monach., quæ ipse refert; et idem sumitur ex his, quæ tractant Innocentius, in c. *Postulasti,* de Jure patronat.; et Felin., in cap. *Accedentes,* de Præscriptionibus. Respondetur, aliter sumi nomen *Ecclesiæ collegiatæ* ab his auctoribus, quam in præsenti sumatur. Ibi enim *Ecclesiam collegiatam* vocant omnem illam, quæ instituta est, ut in ea sit clericorum, vel etiam monachorum collegium seu conventus, a quo gubernetur vel serviatur, et vocatur etiam *conventualis* (quamvis hæc vox ex usu monachis accommodata sit); atque hoc modo omnis Ecclesia cathedralis est collegialis, licet non convertatur; et sic etiam dantur Ecclesiæ collegiales secularium clericorum, in quibus nec canonicatus, nec dignitates, sed inferiora beneficia esse censentur. Alio vero modo vocatur *collegialis Ecclesia,* quasi per antonomasiam, illa quæ, licet cathedralis non sit, habet specialem dignitatem et honorem, in quo superat inferiores Ecclesias etiam conventuales, et de his videtur loqui Glossa, in c. *Statutum,* de Rescriptis, verb. *Cathedralium,* ubi has vocat *Ecclesias collegiatas honorabiles.* Videtur autem earum dignitas per hoc recte explicari, quod aliquam jurisdictionem habent superioris rationis, et Abbas, vel Prior, aut quocumque alio nomine vocetur, earum caput, digni-

tatem habet, et jurisdictionem quasi Episcopalem. Hoc igitur modo non omnis Ecclesia regularis est proprie collegialis, et ideo necesse non est ut omnes regulares clerici sint Canonici regulares. Potuit etiam hoc nomen sumi ex origine, et ideo non accommodari illis clericis regularibus, qui eamdem originem non habent, ut in sequenti puncto explicabimus.

12. *Subdivisio Canonicorum regularium.* — Possunt ergo ulterius Canonici regulares distingui in Canonicos Ecclesiarum cathedralium, et non cathedralium; hos enim duos ordines illorum reperiri, et usu ipso, et jure, ac historiis constat; nam in Hispania habemus Ecclesias Cæsaraugustanam, Tarraconensem, et Pampilonensem, et Oesomensem, quarum Canonici sunt regulares; et extra Hispaniam per totum orbem sunt plures hujusmodi Ecclesiæ, ut late refert Trullus, lib. 1 Ordinis canonicorum, c. 30, ubi late ostendit hujusmodi Canonicos cathedralium Ecclesiarum esse vere religiosos, et ejusdem ordinis cum aliis Canonicis regularibus, qui in monasteriis, seu Ecclesiis collegiatis degunt, quia eamdem professionem sub eadem Augustini regula faciunt, et eumdem substantialem habitum religionis portant, solumque in accidentalibus rebus, majorique aut minori observantia differunt. Imo, si originem et antiquitatem spectemus, præcipue videtur incepisse ille ordo in Ecclesiis cathedralibus, et ibi *Canonicorum* nomen accepisse, quod ad omnes postea derivatum est, etiamsi extra Ecclesiam cathedralem in privata Ecclesia vel monasterio profiteantur.

13. *Reliqui clerici regulares a Canonicis condistinguuntur.*— Reliqui ergo clerici regulares, qui illud institutum non profitentur, sed propriam et peculiarem habent institutionem, quæ per se non postulat vel cathedralem Ecclesiam, vel aliquam aliam, specialem dignitatem habentem, in rigore non comprehenduntur sub illo nomine, neque habent unde illud participent, ut satis declaratum est. Potestque hoc deservire ad intelligenda jura quæ de Canonicis regularibus loquuntur; nam ex vi verborum, et in rigore, non pertinet ad alios clericos regulares, nisi disponant de re quæ solum fundatur in religioso statu clericali, quatenus talis est, vel contineant favorem religionis ut sic. Si autem contineant licentiam vitæ laxioris, non sunt extendenda nec applicanda ad omnes clericos regulares, nisi quatenus uniuscujusque instituto accommodata fuerint.

14. *Quomodo etiam hi subdividantur.* — Tandem potest clericorum religio dividi in mendicantem, et non mendicantem, item in pure contemplativam, et mixtam ex contemplativa et activa. Societas enim, quæ sub hoc genere continetur, mendicans est, et mixta; aliæ vero religiones clericorum non profitentur mendicitatem, aut proximorum ministeriis ex instituto vacant, ut ex his, quæ in particulari tractatu sequenti, lib. 1, cap. 5, dicemus, constabit.

## CAPUT X.

### UTRUM RELIGIONES MONIALIUM A RELIGIONIBUS VIRORUM, VEL ETIAM INTER SE DISTINCTÆ SINT?

1. *Propositio tractandorum in reliquo libro.* — Ultima generalis divisio religionum esse potest in religionem virorum et feminarum; utramque enim possessionem in Ecclesia esse constat, et habere inter se distinctionem aliquam. Quoniam ergo de religionibus virorum in communi satis distinximus, de Monialibus nonnulla dicere necesse est. Et quoniam fere omnia, quæ ad statum religionis pertinent, in eis cum proportione locum habent, et in particulari religiones feminarum tanquam accessorium quid ad religiones virorum reducuntur, ideo usque ad finem libri percurremus breviter omnia, quæ ad statum religiosum pertinent, illa monialibus accommodando, et proportionem, quam servent ad virorum religiones, explicando, simulque totam illarum varietatem et distinctionem insinuabimus, ita ut nihil amplius de illis dicere necesse sit.

2. *Feminas Deo consecratas, et junctim habitantes olim fuisse ostenditur.* — Primo igitur certum est a principio nascentis Ecclesiæ fuisse consuetudinem consecrandi Deo feminas, tam virgines, quam viduas, per votum continentiæ, ut late in superiori tomo ostendimus, tractando de voto castitatis. Deinde certum est, antiquissimum esse morem congregandi in separatis domibus seu monasteriis feminas Deo consecratas, et viam perfectionis sectantes. De temporibus enim Apostolorum fertur Iphigeniam, ab Apostolo Matthæo ad Deum conversam, et sacro velamine consecratam, monasterium virginum habuisse; sed est res incertæ auctoritatis, sicut liber Abdiæ de Apostolicis institutis, unde sumpta est. Probabilior est historia, quam de B. virgine Martha refert Ecclesia, quod Massiliæ, in loco a viris

remotissimo, cum aliquot honestissimis feminis in perpetua virginitate, summa cum laude usque ad mortem vixerit. Philo etiam in libro de Vita contemplativa, non solum viros, sed etiam feminas indicat fuisse vitam illam contemplativam secutas, quam per totum illum librum describit. Post illa vero tempora legimus S. Pachomium virginum monasterium, juxta suum habuisse et gubernasse, a sorore ejus erectum, ut refert Baronius ex antiquis historiis, et ex regulis ejusdem Pachomii colligitur; et Chrysostomus, homil. 8 in Matthæum, cum de monachis Ægypti sermonem habuisset, subdit : *Atque hæc non in viris solum, verum etiam in feminis splendere conspicias;* et infra: *Communis enim illis ac viris adversus diabolum pugna est contra hujus mundi potestates, nec uspiam teneritudo sexus his congressibus impares facit, non enim natura corporis, sed voluntate animi exercentur istæ prælia, propterea sæpe in hujusmodi acie fortius viris feminæ decertarunt, ac trophæis insignibus claruerunt. Non ita variis astrorum choris cœlum refulget, ut Ægypti eremus innumeris monachorum, ac virginum distinguitur atque illustratur habitaculis.* Similia commemorat D. Hieronymus, in ep. 48 ad Sabinianum, dicens : *Moris est in Ægypti et Syriæ monasteriis, ut tam virgo, quam vidua, quæ se Deo voverint, et seculo renuntiantes, omnes divitias seculi conculcarint, crinem monasteriorum matribus offerant desecandum : non intecto postea contra Apostoli voluntatem incessuræ capite, sed ligato pariter ac velato.* Idemque Hieronymus, epist. 16, ad Principiam, refert eamdem consuetudinem incepisse Romæ, tempore Athanasii ; unde Augustinus, de Moribus Ecclesiæ, cap. 31 : *Hæc est* (inquit) *etiam vita feminarum Deo sollicite casteque servientium, quæ habitaculo segregatæ, ac remotæ a viris quam longissime decèt, pia tantum illis charitate junguntur*, etc. ; et in Hispania, et eodem tempore fuisse jam usum religiosarum virginum, constat ex Concilio Elibertino, tempore Sylvestri celebrato, canon. 13, quamvis non constet eo tempore in propriis et separatis monasteriis vixisse, nam in parentum domibus, saltem illis viventibus, habitare permittebantur, ut ex eodem Concilio colligitur, canon. 27, et ex Concilo Carthaginensi III canon. 33.

3. *Quidnam profiterentur olim prædictæ feminæ.* — Qualis autem vitæ institutio et professio a principio fuerit in hujusmodi feminis Deo dicatis, incertum est, an, scilicet, fuerit per proprium religionis statum cum omnibus votis, quæ sunt de substantia ejus, an vero fuerit per solum votum castitatis, sicut nunc a multis fit. Item, an semper sumpserint hunc statum in propriis monasteriis et conventibus, an in privatis domibus. Eademque incertitudo est de habitu ac vivendi modo; verisimilius tamen est varios fuisse modos illius status, non solum in diversis temporibus aut locis, sed etiam in eisdem, sicut nunc sunt in Ecclesia. Nam quod aliquæ essent simplex tantum votum castitatis emittentes, ex 1 ad Timoth. 5 intelligimus, et multi putant hujusmodi fuisse quatuor illas virgines filias Philippi, de quibus Actorum 21 mentio fit; nam eas semper virgines perseverasse indicat Eusebius, lib. 3 Historiæ, cap. 25, ubi de una specialiter refert ex Polycrate, Spiritus Sancti afflatu pie sancteque vitam instituisse, et Ephesi mortem obiisse; ex quibus verbis colligi potest instituisse vitam integre ac perfecte religiosam. Quod etiam consecratio illa solemnis aliquando fuerit, ut inhabilem redderet personam ad matrimonium, in superioribus, cap. 2, dictum est, aut ignorari hujus consuetudinis initium, aut certe est valde antiquum.

4. *De ipsarum habitandi modo.*—Præterea, quoad modum habitationis, ostendimus etiam in eodem cap. 2, num. 7, interdum fuisse in privata domo, interdum in monasterio et conventu communi, et ita utriusque modi vivendi fecit mentionem Hieronymus, nam epistola vigesima secunda de virginibus loqui videtur, quæ in propriis domibus habitabant; in epistola autem vigesima septima, refert monasteria sororum seu monialium a S. Paula ædificata. Indicat vero non fuisse monasteria omnino clausa : *Nam in die* (inquit) *dominico ad Ecclesiam procedebant, ex cujus habitabant latere, et unumquodque agmen matrem propriam sequebatur.* Augustinus vero, lib. 1 de Moribus Ecclesiæ, cap. trigesimo primo, etiam exactam clausuram servatam esse indicat, dicens : *Ad quas juvenum nullus accessus est, neque ipsorum, quamvis gravissimorum et probatissimorum senum, nisi usque ad vestibulum, necessaria præbendi quibus indigent gratia.* Et saltem has feminas, quæ in monasterio includebantur, integre ac rigorose statum religiosum habuisse, non solum castitatem, sed etiam paupertatem et obedientiam vovendo, ex eisdem Patribus manifestum est; et Innocentius II in Concilio Romano tandem statuit, ut Sanctimoniales, non nisi in cœnobiis seu communibus monasteriis vivant, ut habetur

in cap. *Perniciosam*, 18, q. 2. Olim enim quando Ecclesiæ non concedebatur tanta pax et securitas, propter persecutiones aut tyrannidem principum infidelium, non poterant commode tot monasteria feminarum ædificari. Cumprimum vero facultas et occasio data est, hic mos tanquam longe arctior ad virginitatem servandam ita prævaluit, ut solus ille retentus sit, et per Pontifices et Concilia approbatus, ut patet cap. *Definimus*, et in cap. *In nullo*, cap. *Monasteria*, cap. *In decima*, 18, quæst. 2, et aliis, de Religiosis domibus, et de Statu monachorum, usque ad Concilium Tridentinum, sess. vigesima quinta.

5. *Notatio subordinationis monialium, pro divisione religionum ipsarum.* — Ex his ergo satis constat in generali origo et necessitas hujus status quoad feminas; ut autem de illius varietate et de peculiaribus conditionibus monialium dicamus, advertendum est monasteria monialium ordinarie, et fere ab initio, fuisse annexa et subordinata monasteriis monachorum, ut indicat exemplum supra allatum de monasterio virginum sancti Pachomii, et significat Augustinus supra, dicens de monialibus : *Lanificio corpus exercent, atque sustentant, vestesque ipsas fratribus tradunt, ab iis invicem, quod victui opus est, resumentes*; et in Concilio Hispalensi II, cap. 11, statutum est, *ut monasteria virginum monachorum administratione ac præsidio gubernentur*; habetur in cap. *In decima*, 18, quæst. 2, et notavit Panormitanus, part. 1 Consiliorum, cons. 8. Ex illo tamen capite constat illam gubernationem ita fuisse monachis commissam, ut præcipue, et maxime ab Episcopo penderet; nam is monachus, qui ab Abbate monasterio monialium præponebatur, judicio sui Episcopi comprobandus erat, ut ibidem dicitur, et ita etiam in monasteriis monialium locum habebat, quod ex Concilio Arelatensi refert Gratianus, in cap. *Monasteria*, 18, q. 2, scilicet, ut monasteria et monachorum disciplina ad eum pertineant Episcopum, in cujus territorio sunt constituta; nam hoc etiam de monasteriis monialium verum erat; regulariter autem videtur fuisse cum subordinatione, quatenus monialium monasteria erant proxime subjecta monasteriis monachorum, omnia vero tandem erant sub cura et potestate Episcoporum; tum quia ex generali regula, omnes Ecclesiæ et loca sacra, in unaquaque diœcesi constituta, sunt Episcopo talis diœcesis subjecta, nisi probentur exempta, cap. *Contra morem*, d. 100, cap. *Omnes Basilicæ*, 16, q. 7, cap. *Cum venerabilis*, et cap. *de Xenodochiis*, de Religiosis domibus; tum etiam quia per multa decreta ita in specie cautum est, 18, quæst. secunda, fere per totam.

6. Hinc ergo colligimus primo, quod, sicut accessorium sequitur naturam principalis, ita religiones monialium sequuntur religiones virorum, et juxta illarum distinctionem suo modo differunt, seu variantur, ideoque non oportet de illis specialem tractationem instituere, nisi quoad ea tantum quæ, vel ratione sexus eis propria sunt, vel specialiter sunt in jure de illis statuta. Cætera vero, quæ, vel de religiosis in communi, vel de aliqua religione particulari dicuntur, ad religiosas in communi, vel in particulari applicanda sunt. Solum ergo sunt nonnulla observanda. Primum est, quoad finem religionis, majorem diversitatem inveniri in religionibus virorum, quam feminarum.

7. *Quæ divisiones a c.* 5 *usque ad* 9 *adductæ locum non habeant, vel habeant in feminis.* — Nam imprimis in feminis non habet locum distinctio religionis in religionem laicorum et clericorum, quia hoc posterius membrum non habet locum in feminis, et ideo omnes religiones feminarum imitantur potius religiones laicorum. Unde etiam est, ut religio mixta, ex contemplatione, et actione spirituali, quæ versatur in ministeriis erga proximos, non habeat locum in religionibus feminarum, quia feminæ non solum incapaces sunt ordinum, sed etiam docendi munus ad eas per se non pertinet, juxta doctrinam Apostoli, 1 Corinth. 14. Regulariter ergo monialium religiones vitam profitentur contemplativam et monasticam, et ita in proprio gradu monachorum fere omnes monachæ continentur; nam si quid actionis participant, ordinarie solum est quoad laborem manuum, quæ operatio etiam propriis monachis viris, et maxime contemplativis, communis fuit, estque moraliter necessaria hominibus aliqua exercitatione corporis indigentibus. Aliud vero actionis genus, quod consistit in usu operum corporalis misericordiæ, non est ita accommodatum religioni feminarum, ut scilicet tanquam proprius finis et scopus ejus assumatur, quia, licet hujusmodi opera commodissime possint per feminas exerceri, juxta illud Pauli, 1 ad Corinth. 5 : *Vidua eligatur in operibus bonis, testimonium habens*; et infra : *Si hospitio recepit, si Sanctorum pedes lavit, si tribulationem patientibus subministravit*, etc.; licet hoc, inquam, ita sit, tamen quia hæc opera non pos-

sunt circa proximos exercere sine exitu extra claustrum, qui regulariter non expedit feminis religiosis, ideo non est ille finis accommodatus tali religioni : ac propterea, licet religiosæ feminæ inter se debeant hæc opera perfectissime exercere, non tamen proprie illum habent pro fine religionis suæ, sed est veluti conditio necessario concomitans omnem religiosam communitatem.

8. *Divisio seu varietas monialium pro varietate virorum regularium.—Objectio contra moniales mendicantes removetur.— Quædam revocantur ad Canonicos regulares, imo et ad religiones militares.* — Hoc tamen non obstat quominus in monialium institutis sit varietas cum aliqua proportione ad religiones virorum. Nam imprimis inter proprias monachales, quædam profitentur regulam S. Benedicti, sub proprio ejus nomine et accommodato habitu; aliæ Cisterciensi ordini obedientiam præstant sub nomine et insigniis D. Bernardi. Sunt etiam, præsertim in Hispania, nonnulla monasteria Sanctimonialium monachis D. Hieronymi subjecta, et consequenter eorum institutum imitantia. Ordo autem Carthusiensium non habet sorores sibi subjectas, vel quia modus vivendi, et clausura, ac solitudo illius religionis non patitur curam feminarum, vel quia modus ille vivendi non potest convenienter feminis accommodari. Non solum autem monachorum ordines, sed etiam quatuor antiquiores ordines mendicantes, sua habent propria monasteria monialium, quæ nomine *mendicantium* comprehenduntur, ut in terminis tractat et definit Lapus, allegat. 4; et colligitur ex cap. unic., § *Sane*, de Statu regular., in 6, ubi quædam monasteria monialium dicuntur esse ordinum non mendicantium; supponitur ergo alia esse mendicantium ordinum. Et idem sentit Glossa, in Clement. unica de Regular., verb. *Quoslibet*, et ibi Bonifacius, num. 56; Cardinalis, q. 7 Qui consequenter aiunt, dispositiones juris circa mendicantes comprehendere hujusmodi moniales, servata proportione. Nec refert quod in professione vitæ mixtæ ex ministeriis spiritualibus non possint feminæ viris assimilari, quia satis est quod in aliis conditionibus unaquæque religio monialium illam mendicantem imitetur cui adjungitur, et primo quidem ac præcipue profitendo regulam ejus et obedientiam; deinde habitum ejus, et mores, seu constitutiones imitantur, et præcipue paupertatem, a qua *mendicantium* nomen sumptum est. Præterea dicuntur esse aliqua monasteria monialium subjecta Canonicis regularibus, quas necesse est regulam S. Augustini profiteri, et fortasse peculiari modo imitantur assistentiam in choro, et curam circa obsequium et ministeria divina. Sicut etiam nonnulla monasteria monialium inveniuntur sub ordinibus militaribus, et cum insignibus et habitu earum, quamvis finis ordinis militaris sexui femineo omnino repugnare videatur; quia vero omnes religiones militares partim ex clericis vel monachis constant, quoad eam partem possunt moniales illud vitæ genus suo modo participare, idque satis est ut sub absoluta appellatione talis religionis comprehendatur.

9. *Moniales etiam Episcopis subjectas debere aliquam regulam approbatam profiteri.* — Denique in hoc puncto advertendum est, plura monasteria monialium esse nunc immediate subjecta Episcopis; postquam enim monachi exempti fuerunt a jurisdictione Episcoporum, monasteria monialium, quæ permanserunt subjecta monachis, consequenter etiam fuerunt a jurisdictione Episcoporum exempta; multa vero manserunt immediate subjecta Episcopis, vel quia a principio ita fundata fuerunt, vel quia privilegio aut alio justo titulo id consecuta sunt; hoc tamen non obstat quominus talia monasteria regulam aliquam approbatam profiteri debeant. Quod enim statutum est in c. ultimo, de Religiosis domibus, et c. unico, eodem titulo, in 6, ut nulla religio instituatur, nisi sub regula a Sede Apostolica approbata, etiam in monasteriis monialium omnino servandum est, et prius statutum fuerat ab Innocentio II, in cap. *Perniciosam*, 18, q. 2, ubi decernit abolendam esse detestabilem consuetudinem quarumdam mulierum, quæ, licet approbatam regulam non profiteantur, Sanctimoniales appellari volunt. Unde in cap. *Indemnitatibus*, § *Supradicta*, de Electione, in 6, in hoc sensu supponi videtur, moniales, quæ vere tales sunt, id est, veræ religiosæ, debere vivere sub aliqua de religionibus approbatis. Non est enim necesse ut sub obedientia Prælatorum regularium vivant; nam, ut dixi, multæ sunt ordinariis et sæcularibus Prælatis immediate subjectæ. Necessarium vero est ut aliquam monachorum regulam profiteantur, quia nulla est regula a Sede Apostolica pro solis monialibus, vel pro illis principaliter approbata; et ideo necesse est ut secundum aliquam ex approbatis regulis religiosorum profiteantur, sive sint subjectæ ipsis monachis, sive Episcopis. Sicut enim olim monachi erant subjecti Episcopis, non obstante professione

suæ regulæ, ita etiam nunc esse possunt monasteria monialium.

10. *Feminæ collegialiter viventes absque dicta regula, religiosæ non sunt.*—Quapropter, si quispiam velit erigere monasterium monialium, et non sub aliqua regula approbata, necessarium erit ut ratio et modus vivendi in tali congregatione per Summum Pontificem specialiter approbetur, alioquin esse poterit honesta quædam mulierum congregatio, non tamen vera religio, seu religiosa professio, juxta dictum cap. unicum, de Religiosis domibus, in 6, cum notatis ibi per Joannem Andream, et per Panormitanum, 1 part. Consiliorum, cons. 55. Non ergo sufficiet tunc approbatio Episcopi; hæc enim necessaria quidem est ut monasterium de novo in diœcesi erigatur, juxta cap. *de Monachis*, cum sequentibus, 18, q. 1. Et olim sufficiebat ad novum etiam vivendi modum instituendum; nunc autem necesse est ut modus ipse vivendi vel sit juxta aliquam regulam approbatam a Sede Apostolica, vel specialiter ab eadem Sede approbatus sit.

11 *Illatum unum de origine et antiquitate monialium. — Illatum alterum.* — Atque ex his inferuntur duo. Unum, idem esse judicium de origine et antiquitate religionum monialium, tam in generali, quam in particulari, quod de religionibus virorum, proportione servata. Nam, ut ex dictis in num. 2 constat, monialium religio simul cum religione virorum exorta est, et cum singulis fere monachorum auctoribus, virginum etiam conventus inceperunt, sicut de Pachomio et aliis diximus, et S. Basilius inter suas regulas habet animadversiones ad Canonicos, et ad Canonicas, id est, regulares; et S. Augustinus fertur fundasse primum feminarum monasterium in Africa, in civitate Thegastæ. De S. Dominico adhuc vivente legimus monasterium feminarum Romæ instituisse. D. etiam Franciscus simul cum regula fratrum suorum, regulam sororum S. Claræ instituit, quam Gregorius IX approbavit, posteaque Urbanus V moderatus est, et ad meliorem ordinem, et feminis magis accommodatum reduxit. De aliis vero religionibus, tam monachorum quam mendicantium, non ita certo constat quando cœperint habere monasteria feminarum sibi subjecta, vel suam regulam profitentia. Verisimile tamen est idem esse in cæteris observatum, simulque incepisse, quamvis sub eadem religione virorum, varia etiam instituta monialium esse contingat; ut religio Minorum præter religionem S. Claræ, habet etiam sibi subjectam religionem Conceptionis, quæ diversam regulam profitetur, et sic de aliis, de quibus sigillatim dicere operosum esset, et nobis non necessarium. Alterum illatum longiorem petit explicationem sequenti capite tradendam.

## CAPUT XI.

### DE RECEPTIONE AC NOVITIATU MONIALIUM, EARUMQUE PROFESSIONE CUM CEREMONIA VELI.

1. *De numero et dote monialium recipiendarum. — De potestate recipiendi.* — Præter consectarium præcedenti capite, num. 11, positum, sequitur etiam ex dictis in eodem capite, omnia quæ in discursu hujus operis de statu religioso dicta sunt, cum proportione esse ad moniales applicanda. Nam imprimis consideranda est earum receptio, in qua observandum imprimis est, quod jura statuunt, ut non fiat nisi intra numerum præscriptum monialium, qui ex reditibus vel ex consuetis eleemosynis commode sustentari possunt, juxta cap. unicum, § *Sane*, de Statu regular., in 6, et decretum Concilii Tridentini, sess. 25, cap. 3, de Regular., ac tandem constitut. Pii V *Circa pastoralis*, etc., quod intelligendum est, nisi monialis secum afferat dotem, ex qua possit commode sustentari; nam illa dos potest inter eleemosynas, vel postmodum etiam intra reditus monasterii computari. Hinc vero nascitur dubium, quod hic præcipue controverti solet, et spectat ad simoniæ vitium, an, scilicet, committatur in tali receptione, eo quod non fiat sine dote in pactum deducta, nec sine aliis certis expensis; sed hoc punctum late et in particulari tomo præcedenti tractatum est. Tractari etiam hic potest de auctoritate recipiendi aliquam in monialem, apud quem sit, de quo etiam videnda sunt eodem tomo dicta de receptione novitiorum, et cum proportione in præsenti applicanda. Communis vero usus juri et rationi consentaneus est, ut hæc potestas sit in ipso conventu monialium, simul tamen requiratur Prælati licentia seu consensus. Nam quatenus illa receptio est ad communem vitam et societatem cum monialibus, ratio postulat ut ipsæ voluntarie illam admittant; quatenus vero illa receptio est aliquo modo actus jurisdictionis, oportet ut Prælatus, apud quem est propria jurisdictio, concurrat, de quo videri possunt Abbas, in cap. *Noscitur*, de His quæ fiunt a majori parte Ca-

pituli; Felinus, in cap. *Quoniam*, de Simonia; Lapus, allegat. 31.

2. *De conditionibus personalibus, speciatim an requiratur virginitas.* — Interrogari præterea potest, quæ conditiones, ex parte personæ recipiendæ, spectandæ vel postulandæ sint; in quo primum necessaria sunt omnia, quæ in communi de statu religioso diximus, tomo præcedente. Deinde hic addendum est, non solum virgines, sed etiam viduas in eumdem monialium conventum recipi posse. Hoc constat ex usu Ecclesiæ, quem esse antiquissimum constat, nam in monasterio illo virginum, quod in Africa Augustinus instituit, sororem viduam illi præfecit, et Beata Brigida, cum esset vidua, monialium ordinem instituit, quarum fuit Abbatissa, licet ipsæ virgines essent. Præterea, in cap. *Vidua*, 20, q. 1, de vidua dicitur, si velit religionem profiteri, admitti posse et debere, recepto habitu religioni conveniente; idem constat ex cap. *Viduas*, 1 et 3, et cap. *Viduæ*, cum sequentibus, 27, q. 1. Sunt vero nonnulla antiqua decreta, quæ huic assertioni repugnare videntur, de quibus statim agemus. Dices: ergo etiam femina illicite corrupta post pœnitentiam admitti poterit, ut inter virgines monialis sit, quia culpa præcedens non videtur obstare, si virginitatis integritas necessaria non sit. Respondent aliqui, hujusmodi feminas, hac macula vel nota laborantes, non esse admittendas in conventu virginum, de quo videri potest Francus in cap. unico, de Religiosis domibus, in 6. Sed hoc intelligendum est secundum decentiam et convenientem honestatem, non secundum incapacitatem, aut absolutam prohibitionem, nulla enim in jure communi invenitur, nisi in propriis monasterii constitutionibus habeatur. Quocirca, si lapsus fuerit publicus et infamis, talis femina, quamvis postea convertatur, in consortium virginum admittenda non est, ideoque pro hujusmodi feminis inventa est specialis religio, quæ dicitur *mulierum pœnitentiæ*, aut Sanctæ Mariæ Magdalenæ, cujus plura sunt in Hispania monasteria, quæ regulam S. Augustini profiteri dicuntur, et sub cura, et obedientia Prædicatorum vivunt. Si autem lapsus sit occultus, et non generaverit infamiam, nihil impediet per se moraliter loquendo; imo aliquando licet esset publicus, si semel tantum ex quadam fragilitate accidisset, posset tot aliis circumstantiis personæ, generis et emendationis honestari aut compensari, ut sine inconvenienti talis persona admitti posset. Itaque hoc in hujusmodi casibus maxime pendet ex prudenti arbitrio. Idemque dicendum est de aliis conditionibus ex parte talis personæ requisitis, ut quod et corpore et animo sit apta ad religiosam et communem vitam, juxta monasterii et ordinis regulam, ut dicitur in Concilio Tridentino, sess. 25 de Regular., c. 17.

3. *De secunda parte tituli, seu novitiatu.*— Post receptionem, necessaria est integri anni probatio, ita in monialibus sicut in monachis, et cum iisdem circumstantiis, nec in hoc occurrit aliquid speciale. Pari etiam modo post expletam probationem aut danda est professio, aut dimittenda novitia, juxta legem positam a Tridentino supra, cap. 16, quæ utrique sexui communis est, ut constat ex discursu totius tituli de Regularibus, et specialiter ex principio capit. 15. Neque obstat particula *novitios*, masculini generis; nam regulare est ut sub masculino femininum comprehendatur, quando materia communis est.

4. *De tertia parte, ac primum ut professio fiat spontanee.—Item dos novitiæ tempore professionis ordinarie tradenda.— Item professio in manibus Prælati facienda.* — Circa professionem autem ea omnia servanda sunt, quæ tractat. 7 sunt explicata, et substantialia ac generalia sunt. Ubi etiam diximus specialiter attendendum esse in professione monialium, ut plena voluntate et omnino spontanea fiat, quod antiquis canonibus cautum est, cap. *Puellæ*, 20, q. 1. Maxime vero hoc innovavit Concilium Tridentinum supra, cap. 16, 17, et 18, nam ob eam causam in 16 statuit, ut ante professionem ex bonis novitiæ monasterio nihil tribuatur præter victum et vestitum pro anno probationis: *Ne hac occasione discedere nequeat.* Unde a Congregatione Cardinalium declaratum est, etiam dotem non esse monasterio tribuendam ante professionem, sed in deposito reponendam. Quod per se intelligendum existimo; nam si necessitas vel aliqua major commoditas ipsiusmet novitiæ intercederet, et judicium ac licentia Episcopi interveniret, posset, ut opinor, dos recipi a monasterio, data certa cautione et securitate illam integre et sine difficultate restituendi, si novitia velit abire; ita enim satisfit intentioni Concilii. Quod ulterius, in cap. illo 17, circa hoc disponit, ut Episcopus ante professionem, virginis voluntatem exploret, ut pia et omnino spontanea sit. Ac tandem in 18 cap. censuram addit contra eos, qui feminas ad statum religiosum assumendum cogunt, vel assumere volentes impediunt, juxta cap. ult. 32, q. 2, quæ tomo

de Censuris, et tract. 7, lib. 6, supra, est a nobis explicata. Sicut autem ex parte novitiæ voluntas requiritur, ita etiam ex parte monasterii, simul cum Abbatissa, sicut de receptione dictum est; nam est eadem vel major ratio, ut ex dictis satis constat. Ex parte autem Prælati non solum consensus necessarius est, sed etiam in manibus ejus debet professio fieri, et ab eo acceptari, quia solum apud ipsum est propria jurisdictio, ex cap. *Statuimus*, 20, quæst. 2.

5. *De ceremonia veli. — Velum receptionis, seu novitiarum.—Velum professionis.*—Est autem hoc solemne et observatum in feminis, ut cum profitentur, velum recipiant, et olim etiam solebant virgines consecrari. Unde multiplex distingui solet velum monialium; quoddam dici potest velum receptionis, quod novitiis a principio datur, et solet esse album. Aliud dicitur velum professionis, quod nigrum est (quamvis olim aliqua varietas in hoc fuisse videatur), et hoc datur solemnem professionem emittentibus, cujuscumque ætatis vel conditionis sint. Meminit illius Hieronymus, epist. 8 ad Demetriadem, de servanda virginitate, dicens : *Scio quod ad imprecationem Pontificis flammeum virginale sanctum operuerit caput.* Ubi Marius Victorinus dicit *flammeum appellari* velum rubrum, quo nuper nuptæ uti solebant ; et in Epitaphio Paulæ, alias epist. 27, de Paula dicit Hieronymus : *Christi flammeo reservatur ;* scholium vero addit, *flammeum vocari indumentum flammei coloris, quo mulieres præsertim virgines caput tegebant.* Sed quidquid sit de antiqua aut prima vocis expositione, constat et ex subjecta materia, et ex adjuncto adjectivo virginali Hieronymum loqui de velo monialium, propter quod etiam dicit solitum esse imponi ad Episcopi imprecationem. Unde videtur Hieronymus ad spirituales nuptias et novas Christi sponsas vocabulum illud transtulisse ; nec propterea dicere oportet monialium velum tempore Hieronymi rubrum fuisse, quia non est attendendum ad originem vel etymologiam vocis, sed ad rem, ad quam significandam translata est. Unde idem Hieronymus, epist. 12 ad Gaudentium : *Solent* (inquit) *cum futuram virginem spoponderint, pulla tunica eam induere, et furvo operire pallio,* id est, fusco, seu nigro. Epistola vero 48, ad Sabinianum, faciens mentionem idem Hieronymus ejusdem consuetudinis : *Moris est in Ægypti et Syriæ monasteriis, ut tam virgo, quam vidua, quæ se Deo voverint, et seculo renuntiantes, omnes delicias seculi conculcarint, crinem monasteriorum matribus offerant desecandum, non intecto postea contra Apostoli voluntatem incessuræ capite, sed ligato pariter ac velato;* et infra de moniali loquens, ait : *Christi flammeo consecrata est, et se in monasterio victuram spoponderat*, etc. Unde constat aperte loqui de velo professionis, et docere viduis et virginibus fuisse commune.

6. *Prima prerogativa hujus veli consecrationis, quod virginibus solum competit.* — Est autem aliud velum, quod dicitur consecrationis. Solent enim Sanctimoniales solemniter consecrari nonnullis benedictionibus et cæremoniis, quæ habentur in Pontificali Romano, et explicatur a D. Thom., in 4, d. 38, quæst. 1, art. 5; Paludano ibi, quæst. 5, art. 2, et late ab Antonino, 3 part., tit. 2, cap. 2. Velum ergo, quod speciali benedictione tunc imponitur, dicitur velum consecrationis, quod plures habet prærogativas : una est, quod solis virginibus dari potest, ut dicti auctores docent, et habetur expresse in cap. *Devotis*, 20, quæst. 1, ubi Gelasius Papa inquit : *Viduas velare Pontificum nullus attentet,* quod etiam habet Concilium Triburiense, cap. 25, et Concilium Rothomagense, canon. 9, apud Ivonem, part. 7 Decreti, cap. 52. Hæc enim decreta non sunt ita intelligenda, ut nullum velum viduis imponi possit, ac si illæ essent incapaces professionis religiosæ ; hoc enim aliis decretis repugnat, ut patet ex dictis, et ex cap. ult., 20, quæst. 1, et ex multis aliis, 27, q. 1. Sunt ergo illa decreta intelligenda de velo consecrationis.

7. *Corruptis etiam per vim hoc non datur.* —Unde D. Thomas supra : *Viduis* (inquit) *datur aliquod velum, non tamen cum illa solemnitate, cum qua datur virginibus.* Idem fere ibi Soto, art. 1, et Sylvest., verb. *Consecratio virginum.* Unde a fortiori constat feminas extra matrimonium corruptas nulla ratione posse hoc velum recipere. Quod adeo verum est, ut etiamsi per violentiam, et sine propria culpa corrupta sit virgo, consecrationis velo ornari non possit, juxta decretum Leonis Papæ, ep. 87 ad Episcopos Mauritaniæ, cap. 2, statuentis cum his feminis eam esse servandam moderationem, *ut neque in viduarum dejiciantur gradum, neque in sacrarum et perseverantium virginum numero censeantur.* Quod non ita est intelligendum, ut pro illis speciale velum instituendum sit, sed quod in aliis prærogativis et honoribus præferri possent viduis, et virginibus æquiparari, non tamen in consecratione. Cujus rationem insinuat infra, cap. 5, et

habetur 32, q. 5, cap. *Illæ*, dicens : *Illæ autem famulæ Dei, quæ integritatem pudoris oppressione barbarica perdiderunt, laudabiliores erunt humilitate et verecundia, si se incontaminatis non audeant comparare virginibus ; quamvis enim omne peccatum ex voluntate nascatur, et potuerit corruptione carnis mens invita non pollui, minus tamen hoc illis oberit, si quod potuerint animo non amittere doleant se vel corpore perdidisse.* Quod exponens D. Thomas, citato loco, ad 4, dicit, quamvis illæ, quæ per violentiam corrumpuntur, si nullo modo consentiant, virginitatis gloriam non perdant, quia tamen valde difficile est quod in tali delectatione aliquis complacentiæ motus non insurgat, ideo Ecclesiæ, quæ de interioribus non judicat, hujusmodi sic corruptas inter virgines non velat. Est etiam illa quasi quædam irregularitas, quæ, licet sine peccato contrahatur, impedit talem consecrationem. Unde D. Augustinus, lib. de Bono conjugali, cap. 18 : *Etiamsi violenta corruptio virginis baptismum antecedat* (ait) *non posse etiam post baptismum inter Dei virgines consecrari.* Verum est Augustinum simpliciter loqui de femina, quæ catechumena fuit vitiata, et non addere expresse, etiamsi violenter vitiata sit ; loquitur tamen generaliter de catechumena vitiata, etiam sine culpa. Ratio vere est, quia in consecratione virginum non spectatur an culpa præcesserit, sed an virginitas etiam corporalis seu materialis subsistat, quia per consecrationem ipsam significatur, et speciali honore afficitur, et per illam repræsentatur integritas Ecclesiæ triumphantis, ut dixit Glossa, in cap. *Acutius*, 16 distinct.

8. *An corrupta reputata virgo possit velum hoc accipere.* — Sed quæri hic solet, si femina sit in publica fama et possessione virginitatis, occulte autem sit corrupta, possit consecrationis velum accipere : nam D. Thomas supra, ad 5, absolute negat, *quia propter vitandum* (inquit) *scandalum non debent Ecclesiæ sacramenta vel sacramentalia variari.* Dicit tamen quærendum esse remedium ad vitandum scandalum et infamiam, quale est ut, accidentalibus et publicis solemnitatibus retentis, quæ sunt de substantia consecrationis mutentur, quam mutationem censet sufficienter fieri mutato nomine *virginitatis* in nomen *castitatis.* Cujus ratio esse videtur, quia alias forma talis consecrationis contineret mendacium. Idem sequitur Angelus, verb. *Consecratio virginum*, num. 3, et Sylvester ibi, num. 2. Hoc vero non placet Paludano, in 4, d. 38, q. 5, art. 3, conclus. 7, quem sequitur Anton., 3 part., tit. 2, cap. 2, in principio, quia illa fictio continet mendacium in ipso facto, quod non minus clarum est quam in verbo ; sed hoc non admodum urget, quia illud non est mendacium formale, sed materialis dissimulatio vel occultatio ; nam id, quod fit, habet suum proprium usum licitum et bonum, et potest habere significationem veram, scilicet sanctificationis et oblationis illius personæ, quæ ad divinum cultum, et ad perpetuam continentiam ex tunc Deo dicatur ; alia vero falsa significatio, quæ ab aliis concipi potest, non est intenta, et ideo non intervenit mendacium.

9. Quare non dubito quin ille modus, a D. Thoma relatus, sit licitus ; et potius dubito, an sit sufficiens remedium, vel necessarium ; sufficiens, inquam, nam, eo ipso quod *virginitatis* nomen in nomen *castitatis* mutetur, generabit suspicionem et scandalum apud audientes, præsertim mediocriter intelligentes, qui licet regulariter pauciores sint, infamia tamen apud ipsos est majoris momenti. Necessarium autem non videtur esse mendacium, quia verba possunt legitimum sensum habere. Unusquisque enim censetur loqui in eo foro in quo operatur ; sic enim reus sine mendacio negat delictum occultum, quod vere commisit, et judex per sententiam vere declarat innocentem eum, quem occulte scit nocentem, si in judicio non probatur. Imo Scriptura divina, Luc. 2, et alibi, ita loquitur, ut *patrem* vocet eum, qui communiter talis reputatur, licet non sit ; ergo similiter sine mendacio potest appellari *virgo*, quæ talis est in communi existimatione, non obstante contraria scientia occulta, quia omnes intelligunt humanum sermonem esse ex humana scientia et existimatione, et non semper ex re ipsa.

10. *Probabilior responsio declaratur per duas partes. — Prima pars, quod possit Prælatus illam admittere ad velum. — Non tenetur tamen admittere secluso scandalo seu infamia.* —Quocirca probabile existimo, in casu omnino occulto posse hujusmodi feminam accipere velum consecrationis. Quod ita declaro ; nam duplex obligatio ex hoc defectu occulto oriri potest, vel in Episcopo ad non consecrandam feminam, vel in ipsa femina, ut non se ingerat consecrationi. Quoad priorem, si Episcopus solum habeat notitiam lapsus, per confessionem sacramentalem, certum est nec debere, nec posse negare consecrationem feminæ

petenti, quia violaret sigillum. Si autem sciat extra sacramentum, per secretam revelationem ipsius feminæ, non censeo teneri ad expellendam illam, seu negandam consecrationem, quod tenent Summa Confessorum, et Sylvester. Ipsi tamen dicunt posse Episcopum dispensare, unde recte sequitur non teneri ad actum oppositum. Verumtamen, si ipsi supponunt juris prohibitionem, cum illud jus commune sit, oportet ut ostendant ubi data sit Episcopo facultas dispensandi in hac veluti irregularitate; fortasse dicerent potestatem ejus ordinariam satis esse, ob necessitatem vitandi scandalum. Mihi tamen videtur tunc non esse necessariam dispensationem, sed jus ipsum commune non obligare Episcopum ad judicandum de re occulta, vel ad operandum ex scientia adeo privata et occulta, præsertim cum periculo scandali. Item, quia in illo actu nullum est mendacium, ut declaratum est, et alioquin non fit aliqua irreverentia tali consecrationi seu benedictioni, quia talis persona, non obstante præcedenti lapsu, potest esse capax illius in ordinem ad perpetuam continentiam futuram; nec etiam obest sanctitati illius status, aut conversationi aliarum virginum, quia bona fama et communis existimatio impedit omne incommodum; ergo non est cur credamus hanc prohibitionem positam esse cum tanto rigore. Nihilominus tamen non videtur teneri Episcopus ad consecrandam hujusmodi feminam, quia potest se excusare ab illo munere, vel alio colore illam non admittere ad professionem. Quod quidem est verum, per se loquendo, et ex lege justitiæ; nihilominus in individuo cavere debet, ne infamet proximum sine causa, vel ne avertat hujusmodi feminam ab statu perfectionis, maxime quando ipsa confidenter ei aperuit conscientiam suam in remedium, non in obstaculum. Quando autem Episcopus alia via haberet similem notitiam moraliter certam, jam non esset res adeo occulta, et ideo merito posset non admittere talem personam ad velum virginum; semper tamen debet id facere consulendo famæ illius, quantum potuerit.

11. *Secunda pars quod ipsa corrupta occulta possit velum petere.* — At vero loquendo ex parte ipsius feminæ, censent multi teneri ad non petendum talem statum, etiamsi ipsa sola norit delictum, sicut tenetur irregularis non petere ordines, etiamsi solus sciat irregularitatem; imo addunt Sylvester et Raymundus, quod, licet virgo consecrata sit, si postea occultissime labatur, tenetur abstinere ab his actibus, qui secundum consuetudinem monasterii solent per solas virgines consecratas exerceri. Sed est onus intolerabile, ac proinde incredibile, præsertim cum nec possit satis ostendi expressum præceptum, nec sit res tam necessaria, aut tanti momenti, ut propter eam vitandam obliganda fuerit femina ad se infamandum. Imo etiam quamvis occultus lapsus hanc professionem præcedat, non censeo obligandam feminam ad se privandum illo statu, non solum quando sine infamia id vitare non potest, quod censeo certum, sed etiamsi absque infamia possit alium statum aut modum vivendi accipere. Probatur prior pars, quia etiam censuram occultam non tenetur homo servare, quando non potest id facere sine gravi infamia. Secunda autem pars fit imprimis verisimilis, quia non tenetur quis se privare tanto bono spirituali, quantum est status perfectionis, propter crimen occultum. Ratio vero a priori omnium est, quia jura non imponunt hoc impedimentum tanquam pœnam vel irregularitatem ipso jure incurrendam, sed præcipiunt Prælatis ne consecrent feminam corruptam; igitur, quando res occulta est, non tenetur ipsa femina se abstinere, sed potest in exteriori foro ita se gerere, sicut in communi opinione habetur. Et hoc plane supponunt D. Thomas et alii auctores, qui dicunt posse consecrari mutato nomine *virginitatis* in *castitatis*.

12. *Secunda prærogativa hujus veli, quod a solis Episcopis consecratis, aut a presbyteris ex commissione Papæ dari potest.* — Hæc ergo est prima et præcipua prærogativa hujus veli consecrationis, quod ex vi suæ institutionis est (ut sic dicam) velum virgineum, modo a nobis explicato, cui consequenter est alia adjuncta, quod tale velum a solis Episcopis dari potest, juxta cap. *Devotis*, 20, q. 1, quod communiter ad hoc allegatur, ut patet ex Paludano, Sylvestro et aliis; ibi vero non dicitur expresse, sed indefinite seu passive dicitur, ut virgines non velentur nisi intra certa quædam tempora, de quibus infra. Adduntur vero postea hæc verba: *Viduas autem velare Pontificum nullus attentet*, quæ intelliguntur de velo consecrationis; ergo supponit illa prohibitio adæquatum ministrum hujus velationis esse Episcopum. In aliis etiam decretis, ubicumque fit mentio ministri hujus consecrationis, solus nominatur Episcopus. Et in Pontificali Romano in ritu illius consecrationis idem supponitur. Ac denique est

communis sententia, cujus rationem assignat D. Thomas, loco supra citato, quia hæc consecratio est spiritualis quædam desponsatio cum Christo, per quam repræsentatur desponsatio ipsius Christi cum Ecclesia, quoad illius incorruptionem, et ideo ***solus Episcopus*** (inquit) *cui cura Ecclesiæ committitur, virgines desponsat velando, non sibi, sed Christo, quasi sponsi paranymphus.* Potest autem hæc consecratio committi presbytero per Summum Pontificem, non tamen censetur commissa per solam jurisdictionem Episcopalem, quia est actus ordinis, et non tantum jurisdictionis, unde neque Episcopus electus et confirmatus, et nondum consecratus, potest illum exercere, et a fortiori non possunt Provinciales religionum, vel alii similes inferiores Prælati, habentes jurisdictionem Episcopalem, nisi speciali privilegio Pontificio hoc eis concessum sit, sicut nonnullis Abbatibus datum est. Episcopus autem non habet potestatem committendi hoc munus Presbytero, quia non potest ei committere actus ordinis Pontificalis, juxta cap. *Aqua*, de Consecratione Ecclesiæ.

13. *Tertia prærogativa, de tempore quo dandum est velum. — Quarta, de ætate cui dantur varia decreta. — De quo velo hæc decreta procedant.*—Præterea non potest hoc velum dari, nisi definitis temporibus et ætate a jure statutis. Prior pars habetur in dicto cap. *Devotis*, et cap. *Virginis*, 20, q. 1, ubi prohibentur virgines consecrari, nisi in die Epiphaniæ, aut in albis Paschalibus, id est, intra hebdomadam Paschæ, ut Glossa exponit, quamvis alia littera habeat in sabbato Paschæ; vel etiam in Natalitiis Apostolorum, vel etiam, nisi periculum mortis immineat, quia tunc, quocumque die velari possunt, ut ibidem dicitur. In Concilio autem Lateranensi, sub Alexand. III, prout habetur in cap. 1, de Tempor. ordin., concessum est ut omnibus Dominicis diebus liceat virgines consecrare, et consuetudo hoc extendit ad alias solemnes festivitates, ut advertit Turrecrem., in dicto cap. *Devotis*, quæst. 4; et ita in hoc consulenda est et servanda consuetudo. Altera pars de ætate virginis consecrandæ magnam habuit in Ecclesia varietatem; nam in Concilio Romano, sub Sylvest., cap. 10, significatur non esse sacrandam virginem usque ad ætatem septuaginta duorum annorum, in quibus suam castitatem probaverit. Gregorius autem, l. 3, epistol. 11, sexagenariam voluit esse virginem consecrandam; Concilium vero Agathense, cap. 10, ante annum quadragesimum prohibet velari. In Concilio Carthaginensi III, cap. 4, solum postulatur ætas viginti quinque annorum, habetur in cap. *Juvenculas*, cum seq., 2, q. 1. In Concilio autem Milevitano, cap. vigesimo sexto, ex Concilio Africano, cap. 93, additum est, propter urgentem necessitatem licitum esse in minori ætate virginem velare. Circa quæ decreta observandum est aliud esse loqui de velo professionis, et aliud de velo consecrationis. Nam prius semper dari potuit in minori ætate, ut constat ex antiquis exemplis, et historiis, ac Patribus supra citatis, et ex Concilio Triburiensi apud Burchard., lib. 8, cap. 10 et 98; et Concilio Carthaginensi IV, cap. 104; et quia verisimile non est, ad professionem virginitatis postulasse aliquando Pontifices decrepitam aut senilem ætatem, qualis est septuagenaria, vel sexagenaria; loquuntur ergo illa antiqua decreta de velo consecrationis, et fortasse aliqua ex illis loquuntur de his feminis quæ benedicebantur, ut essent Abbatissæ, vel ut haberent in Ecclesia aliquod ministerium, de quo statim numero sequenti dicetur. Ad professionem autem et velum ejus admitti poterant in minori ætate duodecim vel quatuordecim annorum, et nunc anno decimo sexto ætatis, ut tom. præcedenti dictum est, ex decreto Concilii Tridentini, quod circa consecrationem virginum nihil innovavit, et ideo ubi post professionem consecratio fuerit in usu, circa illam antiqua jura servanda sunt.

14. *An conferat gratiam vel remissionem venialium hæc consecratio.* — Addunt denique nonnulli Doctores, quamvis consecratio virginum sacramentum non sit, conferre tamen gratiam, et remittere venialia peccata ad modum sacramentalium. Sed quod de gratia dicitur, non est intelligendum ex opere operato, ut per se notum est, alioquin esset sacramentum, neque etiam ex speciali privilegio, quia nullum habet fundamentum; ex merito autem operantis poterit per illud opus augeri gratia, sicut per alia bona opera, nihil tamen in hoc habet speciale; et ita est intelligendus D. Thomas, loco citato, ad 2. Quod vero spectat ad remissionem venialium peccatorum, videri possunt dicta in 4 tom. tertiæ partis, disputat. duodecima, sectione secunda, ubi etiam negavimus fieri hunc effectum ex opere operato. Quod majori ratione de hac consecratione negari potest, quia communiter non solet hæc consecratio numerari inter ea sacramentalia, quibus effectus ille tribuitur. Est

autem advertendum, velum hoc consecrationis dari posse vel in ipsa professione religionis, vel post illam ; nam sine illa clarum est dari non posse, cum non intercedat, nec supponatur spiritualis desponsatio cum Christo. Quando ergo simul concurrit hæc solemnitas cum professione, ratione professionis, quæ est nobilissimus actus, participabit aliquam majorem vim obtinendi gratiam, vel remissionem pœnarum juxta dicta in superiori tomo. Quando vero sola consecratio separatim datur virgini jam professæ, non est tanta ratio, vel fundamentum alicujus extraordinarii effectus, quia in illo actu non est tanta excellentia perfectionis, et sola significatio non sufficit, cum non sit sacramentum.

15. *Velum consecrationis duplex.* — Ultimo est circa hoc observandum, hoc velum consecrationis posse distingui in velum commune, de quo hactenus diximus, et velum prælationis, quod Abbatissis cum speciali benedictione dabatur, quamvis jam hoc non sit in usu; nam, licet Abbatissæ benedicantur, non datur eis speciale velum, ut notant Anton., dict. c. 2, et Turrecr. supra, num. 11 ; ac denique velum, quod vocant ordinationis. Aliquando enim Concilia ita loquuntur de ordinatione feminarum, ut patet ex cap. *Sanctimoniales*, 20, q. 1, addita Glossa, quæ textum illum explicat de velo ordinationis, juxta cap. *Diaconissam*, 27, q. 1, quod sic habet *Diaconissam non debere ante annos quadraginta ordinari;* ubi tamen Glossa exponit Diaconissam, id est Abbatissam, et ita tacite exponit de velo Prælationis. Probabile autem est nonnullas ex virginibus sacris solitas fuisse deputari ad legendum Evangelium in choro, et alia similia ministeria, et illas fuisse vocatas Diaconissas, et earum benedictionem lato modo fuisse vocatam ordinationem ; jam vero hoc non est in usu, sed in ipsa consecratione virginum datur hæc facultas, nec aliud velum expectatur

## CAPUT XII.

### DE OBSERVANTIA MONIALIUM, TAM QUOAD SUBSTANTIALIA VOTA, QUAM QUOAD SUBJECTIONEM ERGA PRÆLATOS ET REGULAM.

1 *Circa paupertatem monialium una observantia.*—Post professionem et velationem, sequitur religiosa observantia, et obligatio in qua moniales suo modo æquiparantur monachis in substantialibus votis religionis ; habent tamen hanc obligationem suo statui et sexui accommodatam. Unde vel in materia talium votorum, vel in his quæ conducunt ad eorum observationem, nonnulla habent sibi propria, quæ partim ad aliquam relaxationem, partim ad majorem rigorem et observantiam pertinent. Et primo circa paupertatem duo observari possunt : primum est, licet aliquibus religionibus virorum consultior sit paupertas, non tantum privans dominio bonorum in particulari, sed etiam in communi, monialibus autem id non expedire, quia non potest earum honestas et clausura tam integre et perfecte servari, nisi ab ipso monasterio habeant vitæ necessaria. Unde, cum religio S. Claræ in principio instituta fuerit sub observantia illius paupertatis, paulo post Innocentius III in ea dispensavit, permittendo, potius quam præcipiendo, ut non servaretur; postea vero Urbanus V omnino servari voluit regulam absque tali paupertate, et Pius V, suo Motu proprio 8, *Circa pastoralis*, et Gregorius XIII, Motu 13, *Deo sacris*, omnibus modis providere studuerunt, ut monasteria monialium habeant unde sustententur, ita ut si eleemosynis indigeant, potius Prælatorum providentia, quam earum sollicitudine et postulatione habeantur ; et quoniam experientia ostendit hoc esse difficillimum, et quemcumque alium mendicitatis modum esse periculosum, ideo simpliciter consultius est monasteriis monialium habere communes reditus, quam paupertatem in communi profiteri. Aliqui excipiunt moniales Capuccinas, quas aiunt non posse habere bona stabilia, ut videri potest in Isidoro Mosconio, in libr. 1 de Ecclesia militante, part. 4, cap. 4. Verumtamen non habet fundamentum in Concilio Tridentino, sess. 25, de Regul., cap. 2; nam solum excipit domos fratrum Capuccinorum et Observantiæ, unde quantum est vi Concilii, sine dubio possunt habere bona stabilia; et si fortasse illi privilegio renunciare volunt, indigent, ut existimo, Summi Pontificis approbatione, quia post moderationem Urbani non invenitur illud genus paupertatis approbatum pro feminis a Sede Apostolica.

2. *Altera observatio.*— Unde etiam sequitur aliud, quod observandum esse dicimus, pertinetque ad usum paupertatis in particulari. Obtinuit enim consuetudo etiam inter moniales satis reformatas, ut liceat singulis recipere singulis annis aliquos moderatos reditus, quibus ad res sibi necessarias uti possint. Hoc enim inde introductum videtur, quod monasteria regu-

lariter non habent reditus sufficientes, quibus omnia necessaria ad victum et vestitum, tempore salutis et ægritudinis, omnibus provideant, neque etiam monialibus datur tempus, ut suo labore manuum possint hujusmodi defectum supplere, et ideo ad vitanda majora incommoda vel pericula, hujusmodi facultas eis permittitur. Tenentur nihilominus ea uti servando necessarias regulas paupertatis, ita ut ille usus proprietarius non sit, sed dependens a Superiore et ejus arbitrio, observando etiam quæ circa hoc disponuntur a Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 2, de Regular., quæ in superioribus fusius explicata sunt.

3. *Circa castitatem notatio de clausura et vestitu.* — Secundo, circa castitatem solum occurrit notandum, ratione illius præceptam esse strictiorem clausuram monialibus quam monachis, de qua copiose supra, tract. præced., lib. 2, cap. 8, disputatum est. Deinde cum decentia ornatus omnibus religiosis commendetur, maxime necessaria est feminis, et præsertim Deo consecratis, ut late prosequitur Hieronymus ad Demetriadem, et ad Eustochium, epistol. 8 et 22; et sæpe alias Basilius, et Ambrosius, in libris de virginibus. Non invenio autem specialia præcepta circa hanc materiam eis imposita jure communi, præter ea, quæ vel ex natura rei consequuntur ex tali statu; vel ea, quæ de religiosis aut personis ecclesiasticis loquuntur, quæ majori ratione eas obligant, quia inter personas ecclesiasticas computantur, et sub nomine regularium vel religiosorum comprehenduntur, maxime in his quæ ad substantiam vel decentiam religionis pertinent. Priori modo, hoc est, spectata natura rei, dictum est a Concilio Carthaginensi IV, cap. 11, cap. 11, et habetur d. 34, cap. 24: *Sanctimonialis virgo, cum ad consecrationem suo Episcopo offertur, in talibus vestibus applicetur, qualibus semper usura est professioni et sanctimoniæ aptis.* Posteriori autem, hoc est, spectatis juribus circa personas religiosas, in Clement. *Attendentes*, de Statu monach., prohibentur uti vestibus sericis et variegatis, etc.; ubi Glossa advertit, prohiberi monialibus cum sua proportione, quæ clericis prohibita sunt Clement. *Quoniam*, de Vita et honest. clericorum, et cap. 1, et ult., 21, q. 4.

4. *Comam nutrire posse moniales aliqui censent.* — Dubitat autem specialiter illa Glossa, an liceat monialibus nutrire comam, quia in illo textu solum dicitur, ut non utantur comatis et cornutis, id est, tortis crinibus, ut loquitur Paulus, 1 ad Timot. 2. Unde videtur solum eis prohiberi illa copulativa, seu illa fucata compositio crinium; non vero simpliciter habere comam, si honeste et occulte deferatur, atque ita senserunt aliqui jurisperiti. Dicta tamen Glossa oppositum sentit, et dicit esse consuetudine receptum, ut moniales tondeantur, et deformato capite Deo vivant potius, quam crines poliendo humani generis hosti deserviant, quod magis ibi probat Panormitanus, num. 11, argumento cap. *Duo sunt*, 12, q. 1. Idem Abbas, in cap. *Si quis*, de Vita et honestate clericorum.

5. Objici vero potest cap. *Uxoratus*, de Conversione conjugatorum, ubi dicitur: *Nullus vestrum mulierem aliquam tonsurare præsumat;* et cap. *Quæcumque*, d. 30, anathema dicit in mulierem, quæ religionis obtentu comam sibi amputaverit, et in græco ad litteram est: *Ob eam, quæ existimatur pietatis exercitatio*, quæ verba proprie videntur convenire feminis religiosis. Sed hæc objectio, si valida esset, probaret illicitum esse monialibus se tondere, quod incredibile est, cum sit res per se honestissima, supposita relatione quæ in monialibus futura est, imo etiam sit optimum signum vel medium ad ostendendum contemptum seculi, et proprii ornatus ac pulchritudinis; et ita legimus Beatissimam Claram, cum initio conversionis suæ ad S. Mariam de Portiuncula festinasset, ut mundo nuntium remitteret, ibi crines capitis deposuisse simul cum ornatu seculari. Idemque tanquam opus maxime laudabile usu receptum est. Jura ergo citata intelligenda videntur de feminis conjugatis, quæ religionis obtentu tondentur, præsertim contra virorum voluntatem, quod significatur in illis verbis, *tanquam resolvens jus subjectionis;* nam coma dicitur data mulieri in signum subjectionis, et ita exponunt ibi Glossa et Panormitanus. Quamvis autem hoc liceat, non tamen invenitur esse præceptum in jure, et ideo consuetudo vel regula, ubi fuerit, servanda est; ubi autem non fuerit, non erit contra religionem comam capitis retinere; erit tamen illi contrarium eis abuti, vel capillos contorquendo, vel etiam ad vanam ostentationem absque veli operimento eos deferendo.

6. *Circa obedientiam.—Notatio prima, de subjectione ad Prælatum virum.* — Tertio, circa obedientiam monialium, tres obligationes præcipue notandæ sunt: prima est ad suos Prælatos, sive sit Episcopus, sive aliquis regularis juxta uniuscujusque monasterii professionem; nullum enim esse potest quod alicui

Prælato non subsit, quia feminæ non sunt capaces jurisdictionis ecclesiasticæ, et hæc obligatio non fundatur tantum in voto obedientiæ, sed etiam in propria jurisdictione spirituali, et ita in ea cum proportione locum habent omnia, quæ de obedientia religiosorum in communi diximus. Non repugnat autem aliquod monasterium monialium esse exemptum, et immediate subjectum Summo Pontifici, quia hoc ex ipsius voluntate et privilegiis pendet. Rarum tamen hoc est, quia raro expedit, et tunc necessarium est ut Pontifex alicui vices suas committat, qui in rebus necessariis jurisdictionem exerceat circa moniales, præsertim in foro interiori, quia magis necessarius est. Fertur etiam moniales, quæ dicuntur S. Brigidæ, quamvis habeant religiosos, qui in earum Ecclesiis divina officia et sacramenta administrant, nihilominus non habere Prælatum sibi superiorem, sed potius Abbatissam habere in omnibus Prælationem; verumtamen de illo instituto mihi non satis constat; necessarium tamen existimo, vel ut Summus Pontifex illi specialiter provideat, saltem per privilegia; vel certe, quod verisimilius est, talia monasteria subjecta Ordinario esse debent, ut ab illo gubernentur in his, quæ a jurisdictione pendent, quamvis in ordinaria administratione externarum rerum Abbatissa habeat Superioritatem, etiam in religiosos, qui solum esse videntur tanquam Capellani monialium, et incertum mihi est an religiosi ipsi, qui sacerdotes sunt, Abbatissæ obedientiam promittant.

7. *Notatio secunda, de subjectione ad Abbatissam, qualis conveniat monialibus.* — Altera obligatio monialium est ad obediendum Abbatissæ; hæc enim obligatio necessaria est in regimen et bonum ordinem monasterii. Dubitari autem solet, quanta sit hæc obligatio, et e converso quanta sit potestas Abbatissæ, ad præcipiendum monialibus; quidam enim existimant non posse eas in conscientia obligare, præsertim sub mortali, quod indicat Soto, in 4, d. 20, q. 1, art. 4, quia femina non est capax potestatis spiritualis, sine qua non videtur posse tale præceptum imponi. Alii vero tribuunt illi hanc potestatem, etiam cum proprietate et rigore jurisdictionis, quia Abbatissa est capax ejus, saltem per delegationem, juxta cap. *Dilecta*, de Majoritate et obedientia. Prælati autem religionum, vel Episcopus, aut Pontifex, videntur hanc jurisdictionem commisisse Abbatissæ, tanquam necessariam ad regimen monasterii.

8. *Primum pronuntiatum ; moniales non subdi jurisdictionaliter Abbatissæ.* — Vera tamen resolutio est, distinguendam esse potestatem dominativam, et jurisdictionis, de quibus supra non semel dictum est. Abbatissa ergo non habet propriam jurisdictionem spiritualem, ut est communis sententia Theologorum, D. Thom., in 4, d. 19, quæstione prima, articulo primo, quæstiunc. 3 et 4, et distinct. 25, q. 2, art. 1, q. 1, ad 2; Palud., d. 19, q. 2, art. 1 ; Sot. supra ; Sylvest. et aliorum Summistarum, verb. *Abbatissa*, a quibus non dissentiunt Canonistæ, in dicto cap. *Dilecta*, et consentiunt alii, quos retuli in 5 tom. tertiæ partis, disp. 3, sect. 2, ubi varia etiam jura retuli, et explicui dictum cap. *Dilecta*. Unde fit non posse Abbatissam, nec totum monialium conventum, propriam legem condere, vel præceptum ferre, per quod constituatur actus in propria specie virtutis specialis, nam hoc est proprium potestatis jurisdictionis. Fit etiam ut monialis transgrediens præceptum Abbatissæ in materia temperantiæ, verbi gratia, non peccet specialiter contra virtutem temperantiæ, si opus de se alioquin non sit illi virtuti contrarium. Et idem est in reliquis actibus et virtutibus, quia talis est transgressio, qualis est obligatio; obligatio autem, quæ non provenit ex potestate jurisdictionis, non constituitur in particulari specie virtutis, ut ex materia de legibus suppono, et in superioribus tactum est.

9. *Secundum pronuntiatum, subdi tamen dominative.*—Secundo vero dicendum est, habere Abbatissam potestatem dominativam, hoc est, potestatem administrandi ac regendi monasterium, ac personas et bona ejus, ut iidem auctores docent. Ratione ergo hujus potestatis potest præcipere monialibus, et illæ tenentur in conscientia obedire ex vi voti obedientiæ, quod Soto non negat, neque alii auctores. Moniales enim promittunt obedientiam Abbatissæ, seu Priorissæ, ut constat ex formulis profitendi; ergo si Abbatissa ita præcipiat ut fidem datam exigat, obligabit in conscientia ; vel, si modus loquendi magis placet, votum ipsum obedientiæ obligabit, posita tali jussione, quæ est quasi applicatio materiæ voti, in quo eadem est ratio potestatis et obligationis in femina, quæ in viro, et quoad hoc procedunt omnia supra dicta de subjectione religiosorum.

10. *Quid requiratur ut per hanc potestatem Abbatissa obliget in conscientia.* — Ad hanc autem actualem obligationem necessarium imprimis est ex parte rei præceptæ materia

honesta, et capax talis obligationis, et quod sit secundum regulam, juxta superius dicta. Deinde necessarium est ex parte Abbatissæ, ut sit in suo munere convenienter electa et confirmata, juxta superius dicta de electione Prælati, tract. præced., libr. 2, quæ in Abbatissa cum proportione locum habent. Non est tamen necesse ut sit benedicta, nisi ubi juxta regulam vel consuetudinem necessarium fuerit, juxta Clement. *Attendentes*, de Statu monach., de qua re videri possunt ibi Glossa et Doctores, et Summistæ, verb. *Abbatissa*. Denique necessarium est ut hæc facultas juxta religionis usum et moderationem, ad operandum seu obligandum applicetur, quod constat ex principiis supra positis.

11. *Notatio ultima circa observantiam regularum seu statutorum.* — Ultima obligatio monialium est ad servandam suam regulam et constitutiones; nam hæc omnia ad obedientiam revocantur. Qualis autem et quanta sit hæc obligatio, juxta uniuscujusque monasterii seu religionis morem, et constitutiones, et juxta principia superius posita judicandum est. Omnes autem observare debent ut saltem mensibus singulis confiteantur, et sacrosanctam Eucharistiam suscipiant, juxta Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 10, de Regul. Non tamen ponit præceptum, nec jubet imponi, sed solum Episcopos et Superiores admonet, ut in constitutionibus monialium eas admoneant de hac sacramentorum frequentia; et idem intelligendum est de observantia audiendi quotidie Missam, nam per se maxime decet religiosum statum, ut in particulari notavit Anton., 3 part., titulo 16, cap. 7, § 2. Idemque de aliis religiosis observantiis judicium est. Et quamvis fortasse statuta non obligent ad culpam, per Prælatos compelli possunt moniales ad eorum observantiam, cujus ipsi peculiarem curam habere debent in visitationibus suis, quæ ab Episcopis faciendæ sunt in monasteriis sibi subjectis; in exemptis vero, a propriis seu regularibus Prælatis; exceptis his quæ ad clausuram pertinent, nam, juxta Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 5, de Regular., hoc in universum est Episcopis commissum.

FINIS LIBRI PRIMI.

# INDEX CAPITUM LIBRI SECUNDI

## DE VARIETATE RELIGIONUM IN PARTICULARI.

CAP. I. *Quæ fuerit professio monachorum Orientis, eorum præcipue qui sub regula Basilii militarunt.*

CAP. II. *Quæ fuerit religionis S. Benedicti institutio et progressio.*

CAP. III. *Quæ religiones monachorum ex Benedictina ortæ sint, et an sint ab illa distinctæ.*

CAP. IV. *An ordo Carthusiensis sit perfecta monachorum religio.*

CAP. V. *An religio S. Hieronymi, aut alia monachalis, sub regula S. Augustini militet.*

CAP. VI. *An religio Prædicatorum una sit ex mendicantibus, quamque originem et institutionem habuerit.*

CAP. VII. *An religio Minorum una sit ex mendicantibus, et quam originem et institutionem habuerit.*

CAP. VIII. *De origine ordinis eremitarum S. Augustini, et an unus sit ex mendicantibus.*

CAP. IX. *An religio eremitarum S. Augustini, quæ hodie extat in Ecclesia, sit eadem reipsa, an solo nomine cum primis illis Augustinianis.*

CAP. X. *An sacer ordo Carmelitarum unus ex mendicantibus sit, quamque originem et institutionem habuerit.*

## LIBER SECUNDUS

# DE VARIETATE RELIGIONUM

## IN SPECIE.

Tria principalia genera religiosorum ex præcedenti libro sumimus, monachorum, clericorum, et fratrum mendicantium; quamvis enim hi vulgari modo loquendi sub nomine *monachorum* venire soleant, proprie tamen diversum gradum constituunt, quasi medium inter duos prædictos, ut satis explicatum est, et communi etiam usu monachales ordines, stricte sumpti, solent a mendicantibus distingui. Sub unoquoque ergo horum generum sunt variæ species, de quibus omnibus exacte dicere infinitum esset opus, et a meo instituto alienum; non possumus autem omnino eas prætermittere, ut distincta hujus status cognitio habeatur. Dicam ergo de præcipuis speciebus singulorum generum, et in singulis quatuor puncta præcipua attingam. Primo, institutionem et originem seu auctorem et approbationem religionis. Secundo, finem ejus proprium, et ab aliis religionibus dis-

tinctum. Tertio, media et observantias proprias, quibus et ad suum finem consequendum utitur, et ab aliis religionibus distinguitur. Quarto, de effectibus et de illustrioribus personis nonnihil attingam, vel potius quia hoc magis historicum est quam doctrinale, auctores apud quos inveniri poterunt, indicabo. Quia vero de religione Societatis Jesu, propter quam maxime tractandam totum opus de religione aggressus fui, aliquanto fusius scripsi, ideo in sequentem tractatum eam doctrinam seposui.

## CAPUT I.

### QUÆ FUERIT PROFESSIO MONACHORUM ORIENTIS, EORUM PRÆCIPUE QUI SUB REGULA BASILII MILITARUNT.

1. *S. Basilii religio hodie parum constat, nec Carmelitana cum ea coincidit.*—Inter religiones monachorum prima omnium esse censetur religio S. Basilii, de qua pauca dicemus, qui jam fere non extant illius religionis professores in occidentali Ecclesia; et licet in orientali multi esse dicantur, qui regulam illam adhuc observant, nobis non constat an illa religio, prout nunc est, sit approbata. Nam, licet regula S. Basilii approbata in jure sit, juxta cap. *Perniciosum,* 17, q. 2, nobis tamen incertum est quæ mutatio in illo vitæ genere facta sit in Oriente; nam in Ecclesia occidentali, Carmelitarum religio censetur illam regulam profiteri, licet non omnes illius religionis professores id fateantur; esto tamen ita sit, tanta est facta mutatio in religione Carmelitarum, prout nunc est, ab illa quam Basilius instituit, ut alia merito censeri debeat, ut cap. 10 dicemus, de illa specialiter disputando; nunc enim nolumus sub religione S. Basilii illam comprehendere. Et ob eamdem rationem nihil hoc loco dicemus de monachis antiquioribus Basilio, qui dicuntur fuisse imitatores Eliæ, ejusque in professione religiosa successores, nam de illis et res est valde incerta, et commodius de illa dicemus eodem cap. 10.

2. *Ante Basilium extitit in Oriente professio monastica.*—Certum nihilominus est, ante Basilium fuisse in Oriente institutam monasticam professionem; nam de monachis Alexandrinis mentionem facit Eusebius, lib. 2, cap. 16, et, ut supra retuli, multi censent Essenos, de quibus Philo scripsit in libro de Vita contemplativa, fuisse Christianos monachos. Quod sensit etiam Hieronymus, lib. de Scriptoribus ecclesiasticis, in Marco, et in Philone, dicens, habitacula eorum appellasse monasteria; quod etiam sensit Epiphanius, hæresi 29, et eadem ratione dixit Cassian., lib. 2 de Instit., cap. 5, Ægyptios monachos a S. Marco esse institutos. Quam sententiam late et erudite confirmat Cardinalis Baronius, 1 tom., anno 64, fere per totum.

3. *Ea professio partim solitaria fuit, partim cœnobitica.— Id ostenditur exemplo Pauli et Antonii, et antiquiorum etiam.* — Quæ autem fuerit vivendi ratio in illis antiquis monachis ante Basilii tempora, nobis in particulari non constat, sed id solum quod generale est vitæ monasticæ, tum quoad substantialia vincula religiosi status, tum etiam quoad finem vitæ contemplativæ, et consequenter quoad habitationem illi accommodatam, et a communi hominum consortio sejunctam, sub monachali habitu et professione, quæ omnia in superioribus visa sunt. An vero illi monachi vitam omnino solitariam, vel communem seu cœnobiticam agerent, non potest universaliter definiri. Certum autem est, utrumque vitæ genus ante Basilium, et fortasse a principio nascentis Ecclesiæ observatum fuisse; nam de solitaria vita habemus exemplum Pauli, qui per centum annos ante Basilium illam coluit. De cœnobitica autem constat etiam ex Athanasio, Antonium plura condidisse monasteria, in quibus plures discipulos congregavit, et monasticam vitam exercere docuit. Et ante illa tempora Dionysius ex monacho factus est Pontifex, ut Damasus et Platina referunt, et Baronius, tom. 2, ann. 261, dicit vocari monachum, quia solitariam vitam aliquando egit. Cassianus etiam, collat. 18, cap. 5 et 6, existimat monasticam professionem, paulo post tempora Apostolorum inchoatam, usque ad Paulum et Antonium continue durasse, et ex cœnobitis anachoretas ortos fuisse; unde infert, hoc vitæ genus non casu, vel necessitate vitandi persecutionem, ortum fuisse, ut jam eo tempore quidam dicebant, et nunc etiam hæretici calumniantur [1], sed studio perfectionis. Quamvis enim Paulus (ut ipse ibidem fatetur, et Hieronymus in ejus Vita) ea occasione in eremum secesserit, tamen quod ob eam tot annis in ea permanserit, et tam severe observaverit, fingi et cogitari non potest; et de Antonio refert Athanasius, solum studio perfectionis vitam illam

[1] Bellarm., lib. de Monach., c. 5.

aggressum fuisse. Refert tamen modum conversionis ejus, dicens : *Nec dum tam crebra monasteria in Ægypto, neque omnino quispiam aviam solitudinem noverat* (Pauli enim secessum tunc ignorasse videtur); *sed quicumque in Christi servitute sibimet ipsi prodesse cupiebat, non longe a sua villula separatus instituebatur. Erat igitur in agello vicino senex quidam, vitam solitariam a prima sectans ætate. Hunc Antonius cum vidisset, æmulatus est ad bonum. Et primo quidem incipiens ipse in locis paululum a villa remotioribus manebat ; exinde autem, si quem in hoc studio vigilantem compererat, procedens quærebat, ut apis prudentissima, nec ad habitaculum suum ante remeabat, nisi ejus, quem cupiebat, frueretur aspectibus.*

4. *Quo sensu solitaria vita præcessit aut non præcessit aut non præcessit Paulum. — Quomodo cœnobitica præcesserit Antonium.* — Ex qua narratione intelligimus, vitam solitariam cœnobiticam aliquo modo ante Paulum et Antonium fuisse, et aliquo modo ab eis incepisse. Præcessit enim solitaria vita in locis parum ab oppidis remotis, ut constat de illo sene, quem imitatus est Antonius; incepit autem in Paulo quoad internam et longe separatam eremi solitudinem : et in hoc sensu dixit Hieronymus, epist. 22 ad Eustochium, Paulum fuisse primum eremitam. Sic etiam non est inconveniens admittere, illam tam singularem separationem incepisse occasione fugiendi persecutionem, quamvis institutum ipsum per se electum et intentum fuerit, et non sine speciali providentia Dei evenisse credendum sit, ut illud esset quasi singulare exemplum illius vitæ, quod postea alii sine necessitate persecutionis imitati sunt. Nec tamen affirmare possumus nullos similes eremitas antea fuisse, sed solum nullam esse de illis antiquiorem historiam vel narrationem. Quod autem vita etiam cœnobitica præcesserit Antonium, indicatur ab Athanasio, dum ait non tam crebra fuisse monasteria; non enim dicit omnino fuisse nulla, sicut loquitur de incolentibus aviam solitudinem ; sentit ergo fuisse aliqua cœnobia religiosorum. Nisi per monasteria intelligamus singulas religiosorum cellulas, etiamsi unaquæque esset quasi domus ab aliis separata, unum tantum habens habitatorem; solet enim verbum monasterii in hoc sensu sumi, ut patet ex Philone, lib. de Vita contemp.; et Nicephoro, lib. 8 Histor., cap. 39, nam in rigore nihil aliud significat quam habitationem monachi; unde sicut *monachus* ita appellatus est ex solitaria vita, ita *monasterium* solitarii habitaculum seu solitudinem significare potest, ut etiam Ambrosius Calepinus interpretatur. Unde etiam olim græce dicebantur *asceteria*, id est, ascetarum habitacula; dicebantur autem *ascetæ*, qui in solitudinibus ad perfectionem exercebantur, et eorum mentio fit in actis sanctorum martyrum, ut videre licet in Baronio, tom. 2, anno 301, § *Reddemus*. Verumtamen, etiamsi admittamus plura monasteria in hoc sensu appellari plura habitacula singulorum monachorum inter se loco sejuncta, nihilominus verisimilius est ordinarium et magis usitatum modum vivendi talium monachorum fuisse, ut omnes, qui prope aliquod oppidum habitabant, aliquam inter se unionem haberent, et unum Prælatum recognoscerent, et *Archimandrita* olim dicebatur. Unde in leg. *Nos reddentes*, Cod. de Summ. Trinitat., vocantur *Archimandritæ sanctorum monasteriorum ;* nam singuli Prælati censebantur sub se habere plura monasteria in declarata significatione ; *mandra* enim græce *speluncam* significat, et monachi tunc, licet in desertis separati tanquam in speluncis habitarent, unum habebant quasi Principem et Prælatum, et ita simul solitariam et cœnobiticam vitam agebant, cujus vestigium nunc in ordine Carthusiano conspicimus, et expressius in celebri conventu B. Virginis Montis Serrati, ordinis S. Benedicti, et aliis similibus.

5. *Post Antonium vita monastica mire cœpit propagari. — Non tamen de regula aut varietate talium monachorum satis constat.* — Hunc ergo statum videtur habuisse in Oriente institutio monastica usque ad tempora Antonii. Post Antonium vero mirabile incrementum accepit, ut ex Athanasio intelligimus in vita Antonii, qui etiam monachos secum habuisse commemorat, libr. de Fuga sua, circa finem. Item ex Hieronymo, epist. 7 ad Lætam, dicente : *De India, Persia, Æthiopia, monachorum turbam quotidie suscipimus ;* et ex Nicephoro, lib. 11 Historiæ, cap. 34, ubi, incipiens tractare de monachis illius ætatis et religionis, quos *ecclesiasticos philosophos* appellat, inquit : *Magnus enim tunc, et haud scio, an alio itidem tempore unquam eorum proventus fuit.* Et significat ab Antonio originem duxisse, ut idem latius prosequitur, lib. 8, cap. 40, ubi de Antonio inquit : *Habuit discipulos multos probatos admodum, et qui magistrum vitæ institutione, sapientiæ studio, et virtute reliqua satis feliciter retulerunt, qui partim in*

*Ægypto et Libya, partim in Palæstina, Syria et Arabia sunt philosophati.* Et idem late ostendit, et prosequitur Baron., tom. 3, ann. Domini 328. Unde concludit, merito posse Antonium magnum Patriarcham omnium monachorum appellari; post quem secuti sunt Macharii, Joannes Climacus, Hilarion, Pachomius, et similes, de quibus multa leguntur in antiquis historiis, et præsertim apud Palladium, in historia Lausiaca, ubi de innumerabili multitudine monachorum illius ætatis, cap. 7, 9, 52 et 96, multa recenset. Videri etiam potest Hieronymus, epist. 16, qui refert Athanasium advexisse, in urbem novam, Pachomii, monasteriorumque ab illo institutorum disciplinam, quem etiam, Angelo dictante, regulam monachorum excepisse refert Gennadius, de Viris illustribus, c. 7, habetur in fine primi tomi operum Hieronymi, et ipsa regula nunc habetur in fine operum Cassiani. De regula autem, aut instituto vivendi quod Antonius suis monachis tradidit, nihil speciale scriptum reperio, præter generalia documenta, quæ in ejus vita leguntur; nec præter regulam Pachomii invenio aliam antiquiorem Basilio. Nec etiam mihi constat quæ esset distinctio aut varietas illo tempore inter monachos Orientis, vel in vitæ instituto et moribus, vel in habitu, habitatione, regimine, etc., præter ea quæ de triplici monachorum genere attigit Hieronymus, epist. 22 ad Eustochium, quorum etiam meminit Cassianus, collat. 18, cap. 17; et S. Benedictus, in principio suæ Regulæ. Sed (ut in libro præcedenti, cap. num. 6, attigi) tertius ordo illorum monachorum potius videtur fuisse deficientium a veritate et perfectione religionis, quam verorum monachorum. Alii vero duo ordines erant cœnobitarum et anachoretarum, de quibus jam disseruimus. In utroque tamen istorum generalium statuum fuit sine dubio multiplex vivendi modus, ut ex Cassiano, Climaco et historiis ecclesiasticis in variis exemplis intelligimus, quamvis distincte non habeamus proprias singulorum regulas, vel vivendi rationem.

6. *Religio S. Basilii paulo post Antonium. —Refelluntur negantes illius esse instituta et regulas monasticas.* — Igitur non multo post Antonium, id est, fere quadraginta annis post illum, successit Basilius, priorum monachorum virtutes æmulatus (ut ipsemet refert epist. 79), quorum tamen vivendi rationem ipse ad meliorem formam redegit, magisque religioni congruentem, ut de ipso Ecclesia legit; quod latius retulit Gregorius Nazianzenus, oratione de laudibus Basilii; et inter ejusdem Basilii opera extant constitutiones, et regulæ, et præclara instituta vitæ monasticæ, quæ Hieronymus, de Script. Ecclesiast. in Basilio, Ascetica vocavit. Non defuere tamen qui ea in dubium revocarunt, et cuidam Eustacio attribuere voluerunt, quam esse summam stultitiam affirmat Baron., tom. 4, anno 361, et optime confirmat, tum ex testimonio Gregorii Nazianzeni, tum etiam ex epist. 63 et 79 ejusdem Basilii, in quibus ipsemet profitetur habere apud se viros, qui mundo renuntiarunt, et universis seculi curis, et se doctore hoc pietatis studium profitebantur. Atque ita usque ad nostra etiam tempora sub Basilii nomine monachatum profitentur multi religiosi per Orientem, ubi, licet dicantur esse aliqui monachi ab Antonio vel Paulo nomen accipientes, omnes tamen Basilii regulam profiteri referuntur; et de illis videtur loqui Chrysostomus, homil. 8 in Matth., cum de illis dicit, innumerabiles Angelorum cœtus in corporibus fulgere mortalibus, de quorum vita multa prædicat, homil. 56, 57, 58 et 59 ad populum, et in tribus libris adversus vituperatores vitæ monasticæ. Omnia etiam, quæ Cassianus de vita monachorum Orientis refert in libro de Institutis renuntiantium, et quæ scribit Palladius, quæque posteriores historiæ referunt, ad monachos sub regula Basilii militantes præcipue referenda videntur. Denique ex regula Basilii omnes alias religionum regulas originem duxisse tanquam rivos ex uberrimo fonte, pie sensit Cardinalis Baronius, tom. 4, anno Domini 363, non longe a fine. Specialiter vero solet illi attribui regula, quam ordo Carmelitarum profitetur, quod infra, cap. 10, expendemus; nunc potius suppono ex regula Basilii nos nihil amplius habere, quam ea quæ in ejus operibus continentur, sub titulis regularum fusius disputatarum, ac breviorum, et constitutionum monasticarum, præter quosdam sermones et epistolas, in quibus de eadem institutione monachorum disserit. Ex quibus etiam circumfertur quoddam veluti compendium regularum Basilii a Ruffino compositum, seu in latinum translatum.

7. *De fine hujus religionis.* — Igitur, quantum ex illis regulis colligi potest, institutum illud Basilii, ex parte finis, monachatus proprie fuit; nam finis illius fuit divinæ contemplationi vacare, et ideo separatam habitationem habere ab omnibus hominibus, qui com-

munem viam mandatorum sequuntur, ut patet ex reg. 6, ex fusius disputatis. Et quamvis in regul. 7 comparet solitariam vitam cum cœnobitica, et hanc posteriorem præferat, utramque tamen supponit debere ad contemplationem principaliter ordinari. Et quamvis actionem aliquam in monacho requirat, semper tamen orationem et contemplationem tanquam finem principalem ponit, ut patet in c. 2 Constit. monast.; laborem autem manuum ad corporis exercitationem et congruentem hominis occupationem requirit, ut patet ex c. 5 earumdem constitutionum.

8. *De mediis, ac primum de paupertate, castitate et obedientia.*—Media autem, quæ ad illum finem proponit, imprimis ea sunt, quæ ad substantiam status religiosi pertinent, ut sunt paupertas, obedientia, castitas, sub uno Prælato, de quibus in prædictis regulis late disputat, exhortationes potius et generalia documenta, quam peculiare aliquid et proprium illius instituti tradens, unde quoad paupertatem non invenio esse illis prohibitum aliquid in communi habere, sed solum in particulari; hanc vero exactissimam requirit, adeo ut nec minimam eleemosynam religiosis sine licentia facere permittat de communibus bonis, et cum licentia, non sine magna circumspectione, ut patet regul. 87, 91, 100 et 101, et 302, ex brevioribus. In castitate etiam et obedientia maximam observantiam postulat; et hæc vota pactum et promissionem appellat, quæ violari aut rescindi non potest, in Constit. monast., cap. vigesimo secundo, et trigesimo quinto.

9. *De mediis aliis accidentariis.* — Quoad alia vero specialia media requirit imprimis peculiarem, pauperem et simplicem habitum. ut patet in regul. 22, ex fusioribus; non tamen declarat cujus coloris aut figuræ ab ipso fuerit institutus. Quoad habitationem, præter separationem conventus, ordinariam clausuram requirit, et fere nullam cum secularibus hominibus conversationem permittit, ut patet ex cap. 6, 7 et 8 Constitutionum. Non invenio tamen de modo servandi silentium aliquid speciale ab eo statutum, præter ea quæ sæpe docet de moderatione circa locutionem servanda, ut cap. 12 et 13 Constit. Similiter de ratione victus, non invenio in regulis Basilii usum carnium fuisse prohibitum, sed tantum commendari ut simplex, commune et moderatum alimentum sit, et unicujusque necessitati accommodatum, ut patet ex regul. 19 et 20, ex fusioribus: unde etiam nulla certa jejunia præcipit, sed fere hoc totum Antistitis arbitrio relinquit. De choro etiam vel cantu non invenio ab eo esse factam mentionem, vel Horarum distributionem, sed tantum orationem tum mentalem, tum etiam vocalem, sæpius ab ipso esse commendatam simul cum divinis laudibus et præsentia Dei, ut patet ex cap. 2 et 3 Constit., et ex regul. 5, 37, et aliis, tam ex fusioribus, quam ex brevioribus, præsertim 218 et 306. Denique idem dicendum est de aliis austeritatibus corporis seu actionibus pœnitentiæ; quamvis enim satis eam commendet et exaggeret, non tamen ad particularia præscribenda descendit. Simili etiam modo loquitur de corporali labore seu exercitatione; specialiter vero prohibet monachos, ne clericatum appetant, in c. 10 Constit., et supponere videtur monachos a se institutos ordinarie et ex vi professionis suæ non fuisse clericos, quamvis ad illum statum ascendere non repugnaret. Atque hæc sunt quæ de origine, et modo ac perfectione illius status in particulari dicere possumus; quam vero fuerit utilis Ecclesiæ Dei, et quot sancti ac perfecti viri inde manaverint, ex his quæ ex Chrysostomo et Cassiano superius attulimus, intelligi potest. Quibus addi possunt, quæ de SS. Ephrem, Hesychio, et aliis fere ejusdem temporis leguntur apud Evagrium, Ruffinum, et alios; nam post illa tempora nullam fere lucem de Orientis monachis habemus.

## CAPUT II.

### QUÆ FUERIT RELIGIONIS S. BENEDICTI INSTITUTIO ET PROGRESSUS.

1 *De initiis monachatus in Occidente quid indicet Ambrosius.* — De vita monastica, quando primum cœperit in Occidente, non omnino certum est; significat autem Ambrobrosius, ab Eusebio, Vercell. Episcopo, primum fuisse monachatum ex Oriente in Occidentem adductum. Indicat tamen non fuisse ab illo institutam aliquam religionem monasticam, de qua nunc loquimur, sed statum religiosum clericatui adjunxisse. Sic enim ait serm. 15, qui est de laudibus ejus : *Ut cætera taceam, illud quam admirabile est, quod in hac sancta Ecclesia eosdam monachos instituit esse, quos clericos, atque iisdem penetralibus sacerdotalia officia contineri, quibus et sin-*

*gularis castimonia conservatur, ut esset in ipsis viris contemptus rerum, et accuratio Levitarum, ut si videres monasterii lectulos, instar orientalis propositi judicares; si devotiones cleri perspiceres, angelici ordinis observatione gauderes;* et lib. 5, epist. 25 : *Quod si in aliis Ecclesiis* (inquit) *tanta suppetit ordinandi sacerdotis consideratio, quanta cura expetitur in Vercellensi Ecclesia, ubi duo pariter videntur exigi ab Episcopo, monasterii continentia, et disciplina Ecclesiæ. Hæc enim primus in Occidentis partibus diversa inter se Eusebius sanctæ memoriæ conjunxit, ut et in civitate positus instituta monachorum teneret, et Ecclesiam regeret jejunii sobrietate.*

2. *Hic locus Ambrosii non convincit, ut varia exempla ostendunt.* — Quæ verba, ut dixi, intelligi possunt, quia et ipsemet Eusebius in persona sua austeritatem monachorum observare cœpit, et clericos suos juxta eam instituerat. Et fortasse non denuo adjunxit religiosum statum clericatui; ostendimus enim ab initio Ecclesiæ ab Apostolis et ejus discipulis fuisse observatum; et verisimile est etiam in partibus Occidentis, et maxime in Ecclesia Romana eum morem fuisse antea introductum, ut ex epist. 5 Clementis, et ex aliis colligitur. Austeritatem ergo monachalem illi statui adjungere potuit; vel certe propria monachorum monasteria instituit, ex quibus postea clericos crearet; et ideo dicitur monachatum clericatui conjunxisse. Nam de D. Martino fere illi æquali refert Sulpitius, dialog. 1, cap. 7, factum Episcopum, extra civitatem duobus fere millibus monasterium sibi statuisse. Quod sic describit : *Ipse ex lignis contextam cellulam habebat, multique ex fratribus in eumdem modum plerique saxo superjecti montis cavato, receptacula sibi fecerant. Discipuli vero octoginta erant, qui ad exemplum beati magistri instituebantur ; nemo ibi quicquam proprium habebat, omnia in medium conferebantur; non emere, aut vendere (ut plerisque monachis moris est) cuiquam licebat. Ars ibi exceptis scriptoribus nulla habebatur ; cui tamen operi minor ætas deputabatur, majores orationi vacabant*, et subdit inferius : *Plures ex his postea Episcopos vidimus : quæ enim esset civitas, aut Ecclesia, quæ non sibi de monasterio Martini cuperet successorem?* Videtur ergo illud fuisse proprium monachorum institutum in fine quidem contemplationis, et in modo habitationis, et vitæ austeræ, orientalibus simile, in genere autem actionum, et labore manuum aliquantulum diversum. Cujus ratio fortasse fuit, quia ad creandos inde clericos et Episcopos a Martino ordinabantur. Sed et ante Episcopatum legimus Martinum Mediolani monasterium monachorum erexisse, apud Sulpitium supra, cap. 4, et cap. 5 refert condidisse aliud juxta oppidum ; quod non explicat quale fuerit, videtur autem loqui de civitate Pictaviensi, ubi Hilarius Episcopus erat, quem ipse prosecutus fuerat. Augustinus etiam, lib. 8 Confessionum, cap. 6, refert suo tempore fuisse *monasterium Mediolani plenum bonis fratribus extra urbis mœnia sub Ambrosio nutritore.* Et libr. 1 de Moribus Ecclesiæ, cap. 31, loquens de multitudine monachorum, tam in vita solitaria, quam in cœnobitica degentium, dicit, per totum orbem in dies magis magisque diffundi, et in Oriente maxime, atque Ægypto, significans jam tum fuisse in Occidente diffusam, quamvis fortasse non æqualiter. Et cap. 33 : *Vidi* (inquit) *diversorium sanctorum Mediolani, non paucorum hominum, quibus unus Presbyter præerat, vir optimus et doctissimus*, et addit : *Plura etiam Romæ cognovi*, etc. Quod autem illa Romana monasteria non multo ante incepissent, sed tempore Athanasii, et occasione adventus ejus in Urbem, ex Hieronymo colligitur, epist. 16 ad Principiam, dicente : *Nulla eo tempore nobilium feminarum noverat Romæ propositum monachorum, neque audebat, propter rei novitatem, ignominiosum, ut tunc putabatur, et vile in populis nomen assumere. Hæc ab Alexandrinis prius sacerdotibus, Papaque Athanasio, et postea Petro, qui persecutionem Arianæ hæreseos declinantes, quasi ad tutissimum communionis suæ portum Romam confugerant, vitam B. Antonii adhuc tunc viventis, monasteriorumque in Thebaide, Pachomii, et virginum, ac viduarum didicit disciplinam.*

3. *Quo tempore verisimiliter cœperit monachatus in Occidente.* — Unde constat, eodem fere tempore, quo in Oriente per Antonium monachorum vita in ordinem redigi cœpit, in Occidente per Athanasium inductam esse, et ab Urbe tanquam a capite facile ad alias Occidentis regiones dimanasse ; quamvis non defuerint hæretici, qui monachorum nomen statim insectari cœperint, ut Augustinus commemorat in Psalmum 132. Postea vero ipsemet Augustinus monachatum in Africam invexit, de quo dicemus cap. 8 commodius, tractando de eremitis mendicantibus. De illa ergo ætate usque ad D. Benedictum nihil certius, vel specialius de monachalibus religio-

nibus, seu institutis in Occidente dicere possumus.

4. *Quo tempore cœperit religio S. Benedicti.* — Post hæc vero tempora D. Benedictus, anno Domini 500, vel circiter, suam religionem sub propria regula instituit; prius enim ipse sanctæ conversationis habitum, ut Gregorius ait, id est, monachalem, a Romano monacho accepit, qui Romanus sub Theodati Patris regula degebat, referente eodem Gregorio, lib. 2 Dialog., cap. 1 Benedictus autem non videtur in eo monasterio, vel sub ea regula aliquando vixisse, quia neque a Theodato receptus est, neque illi fuit cognitus, sed statim in Sublacum secessit, ubi in spelunca diu delituit, solo Romano sciente, et cibum occulte ministrante. Post paucos vero annos congregare discipulos cœpit, et in monte Cassinate principale sui ordinis cœnobium fundavit, et plura monasteria in Italia construxit, propriamque regulam edidit, quæ inter approbatas ab Ecclesia refertur in cap. *Perniciosum*, 17, quæst. 2. Et eam laudat Gregorius Papa, lib. 2 Dialogorum, in fine, et a monumentis ejusdem ordinis refertur specialis approbatio ejusdem Gregorii Papæ, et Zachariæ I; et quando illæ deessent, generali traditione, et acceptatione tot Pontificum et totius Ecclesiæ satis approbata esset.

5. *Quod institutum seu professio hujus religionis.* — Constat igitur imprimis religionem a Benedicto institutam, proprie et perfecte monachalem esse, nam finis illius solum est propria perfectio ad divinam contemplationem et laudem ordinata, et comparanda per media vitæ monasticæ propria, ut ex discursu ejusdem regulæ constat. In qua illa, quæ pertinent ad divinum et canonicum officium et psalmodiam, expressius et distinctius tradita inveniuntur, quam in aliis regulis religionum ab Ecclesia approbatis; simul tamen in eadem regula, artificia, seu opera, et labores monachorum commendantur, nam in ea supponitur statum illum non fuisse per se institutum ad clericorum ministeria, sed ad vitam pure monasticam, prout ante Benedictum in usu erat. Quocirca, quantum ad finem et substantiam religionis spectat, non videtur fuisse diversum Benedicti institutum ab antiquis institutis monachorum, quamvis fortasse in habitu fuerit diversum, et ad certam regulam redactum. Antea enim non videntur monasteria omnia, præsertim in Occidente, aliquam unam regulam observasse, sed unumquodque vel juxta receptas consuetudines, vel juxta Abbatis et Episcopi arbitrium gubernabatur. Post Benedictum vero monasteria omnia, vel ab ipso vivente ædificata (quæ multa fuerunt, ut ex Gregorio colligitur, lib. 2 Dialog., nam prius quam Sublacum relinqueret, duodecim monasteria instruxit, et postea Cassinense monasterium fundavit), vel ab ipsius discipulis Mauro, Placido, et aliis, in Sicilia, Gallia, et aliis provinciis erecta, eamdem regulam et religionis unitatem servavit.

6. *Circa tempora S. Benedicti alia monasteria ab aliis fundatoribus sunt instituta.* — Hic vero interrogare potest aliquis, an post Benedicti institutionem non solum monasteria omnia, quæ ab ipso duxerunt originem, sed etiam reliqua omnia monachorum domicilia, quæ ab aliis monachorum parentibus vel ante Benedictum, vel eodem tempore in Occidente, et præsertim in Italia ædificata erant, Benedicti institutionem susceperint, et ad ejus regulam sese accommodaverint. Quod enim et alia monasteria et alii fundatores eorum tunc fuerint, præter ea quæ in principio capitis diximus, constat ex Gregorio, libr. 1 Dialogorum; nam in cap. 1 refert, Honoratum, virum sanctissimum, in Samnii partibus, in loco qui Fundis dicitur, monasterium construxisse, et ferme ducentorum monachorum patrem extitisse; de quo etiam Honorato refert nullius fuisse discipulum, sed a Spiritu Sancto edoctum. Et c. 2 commemorat Libertinum ejusdem Honorati discipulum, tempore Totilæ, regis Gothorum, ejusdem Fundensis monasterii præpositum; unde colligitur Honoratum vel æqualem Benedicto, vel paulo ante tempora Benedicti fuisse; nam ex lib. 2, cap. 14, Dialogorum, constat Benedictum tempore Totilæ vixisse, eique mortem prædixisse. Simile est quod de S. Equitio refert idem Gregorius, d. lib. 1, cap. 4, multorum monasteriorum patrem in provincia Valeria extitisse; quem tamen vel æqualem, vel seniorem Benedicto fuisse, ex fine ejusdem capitis constat, ubi de ejus vita inquit: *Hanc Albinus Reatinæ antistes Ecclesiæ cognovit, et adhuc supersunt multi qui scire potuerunt.* Et inferius ait, quo tempore Longobardi provinciam Valeriæ vexare cœperunt, Equitium jam defunctum fuisse.

7. Hoc igitur posito, inquirimus an post Benedicti institutionem manserit inter monachos veluti religionum distinctio, vel omnes cœperint sub Benedicti regula militare. In quo in antiquis historiis nihil certum invenio;

tamen apud Anton., in 2 p. Historiali, tit. decimo quinto, c. decimo quarto, sic scriptum reperio : *Post Benedictum omnes monachi Occidentis militant sub regula B. Benedicti, et ipsum habent in patrem, exceptis Carthusiensibus.* Similia fere habet in 3 p. Theologali, tit. decimo sexto, capite primo, § 7. Unde verisimile mihi fit, vel statim, vel paulo post institutam et divulgatam regulam Benedicti, omnes Occidentis monachos ad illam se conformasse, quia nullum aliud initium invenitur hujus conformitatis ; ergo, sicut de antiquitate traditionum, quarum principium ignoratur, argumentari solemus, revocandas esse usque ad initium Ecclesiæ, ita hic cum proportione colligimus, universalem tunc ritum monachorum statim ab initio religionis S. Benedicti incepisse. Quod etiam possumus aliis conjecturis confirmare. Prima, quia monachi antea non videntur habuisse certam aliquam regulam in Europa (ut omittam regulam Basilii in Oriente, et Augustini in Africa), nec fere unitatem religionis inter diversa monasteria, sed unumquodque juxta suas consuetudines, et propria statuta, vel forte juxta prudentiam sui Abbatis gubernabantur. Benedictus autem et propriam regulam instituit, et varia monasteria in Italia, et extra illam per se, et per suos discipulos, Placidum et Maurum, sub unius religionis concordia fundavit ; ergo facile fieri potuit, ut alia monasteria eamdem regulam reciperent, cum nullam haberent. Secundum indicium est, quia omnia jura, quæ post illa et prope illa tempora, qualia fuerunt circa ætatem D. Gregorii, de solis monachis S. Benedicti, vel qui ab eo duxerunt originem, loquuntur. Tertio (quod præcipue me movet) invenio antiquam approbationem D. Gregorii dicentis, se confirmasse regulam S. Benedicti in sancto Concilio, et subdit : *Et observari præcepi ab omnibus, qui seculo renunciare, et ad Deum converti voluerint, in omnibus regionibus seu provinciis Ecclesiæ Latinæ.* Quarto, nullum vestigium alterius monachatus in Europa inchoati (ut Augustinianam et Carmelitanam familiam nunc omittam) ad nos pervenit, præter religionem S. Benedicti, vel alterius, quæ ab illa originem ducat, aut certe propriam et notam aliam originem multo post tempore habuerit, ut de Carthusianis infra, cap. 4, dicemus ; ergo verisimile fit omnia alia cœnobia monachorum, quæ per Italiam, et alias Europæ partes erant ante Benedictum, ejus regulam et professionem assumpsisse, nam si postea durarent, in ea professione invenirentur. Quod si sub regula Augustini aliqui permanserunt, vel erant Canonici regulares, vel potius sub nomine eremitarum quam monachorum vivebant, et magis in Africa quam in Europa multo tempore durarunt. Sicut Carmelitarum ordo si tunc jam sub monachali professione extabat, in Oriente potius quam in Occidente vigebat, ut postea videbimus in cap. 10.

8. *Num S. Gregorius Magnus fuerit monachus Benedictinus.* — Atque hinc possumus obiter expedire dubium, quod circa receptam opinionem et historiam de monachatu S. Gregorii, erudite excitavit Cæsar Baron., in tom. 7, anno 581, circa finem. Communis enim opinio fert, Gregorium Magnum ordinis S. Benedicti professorem fuisse. Hoc autem difficile creditu videtur, quia Gregorius, post functionem Urbanæ præfecturæ, et post ædificata sex monasteria in Sicilia, monasterium quoddam S. Andreæ Romæ fundavit, et in eo monasticum habitum assumpsit ; non videtur autem constituisse illud monasterium sub instituto S. Benedicti ; ergo neque ipse illam professus est. Major ex historiis, et vita Gregorii, et ex eodem Gregorio, lib. 1, epist. 1, et in præfatione Moralium, et ex aliis locis, ut certa supponitur. Minor videtur colligi ex eodem Gregorio, lib. 1 Dialog., c. 4, juncto c. 20, lib. 4, ubi sic inquit : *Vitæ venerabilis Valentinus, qui post in hac Romana urbe mihi, sicut nosti, meoque monasterio præfuit, prius in Valeriæ provincia suum monasterium rexit.* Ex quibus verbis intelligimus, Gregorium hunc Valentinum vocasse, eique monasterium suum et seipsum subjecisse ; ergo quam regulam et religionem Valentinus profitebatur, eamdem Gregorius professus est. At Valentinus non videtur fuisse discipulus S. Benedicti, sed S. Equitii, de quo supra ex eodem Gregorio commemoravimus fuisse institutorem monasteriorum in provincia Valeria, vel antiquiorem Benedicto, vel certe non juniorem, neque ab ejus institutione descendentem ; ergo nec Gregorius fuit instituti Benedicti professor. Neque enim primum institutum mutavit, imo neque alium Abbatem unquam habuisse creditur, præter illum primum, in cujus manibus professus est ; nam vix biennium in monachum expleverat, cum Diaconus Cardinalis factus est. Porro Valentinum non Benedicti, sed Equitii professorem fuisse, patet imprimis ex illis verbis : *Prius in Valeriæ provincia suum monas-*

et in particulari ad monachos illius religionis limitantur, ut in dicta Clement. Et tunc censeo legem ex vi dispositionis suæ non obligare alios monachos, quia non extenditur ultra verba sua. Dico autem, *ex vi dispositionis suæ;* nam aliunde ex parte materiæ poterit extendi, ut si ex lege ipsa constet non considerasse veluti specificam differentiam illius religionis, sed generalem rationem, et necessitatem monachalis status ; tunc enim materiale esse videtur, quod tales monachos proprio nomine appellet. Alio vero modo potest dici lex lata pro solis monachis S. Benedicti, quia eo tempore lata est, quo non erat alia religio monachorum, vel in quo omnia illorum monasteria sub regula S. Benedicti militabant, quamvis verba canonis indifferentia sint, solumque de monachis mentionem faciant. Et tunc, ex vi dispositionis legis obligatio extenditur ad omnes monachos, etiamsi postea aliqui exorti sint; quia hæc est natura perpetuæ legis, ut ad omnes extendatur, qui postea nascuntur, si sub verbis et tenore legis comprehenduntur, ut supra etiam diximus de legibus, quæ de religiosis sub hac voce, vel sub nomine regularium aliquid statuunt. Nihilominus vero tunc e converso considerandum est, an ex materia vel ex aliis circumstantiis intelligatur dispositio legis magis esse restricta, ut si fundetur in speciali regula, vel professione S. Benedicti, aut quid simile ; tunc enim indifferentia vocis *monachi*, ex circumstantiis determinanda est. Et hæc sufficit attigisse in particulari de hac religione, pro ratione instituti a nobis propositi.

## CAPUT III.

### QUÆ RELIGIONES MONACHORUM EX BENEDICTINA ORTÆ SINT, ET AN SINT AB ILLA DISTINCTÆ?

Post institutionem religionis S. Benedicti multo tempore sine nova institutione monastici ordinis, et consequenter, ut credimus, totus occidentalis monachismus Benedictini ordinis erat. Postea vero, post annum Domini 900, quia fortasse observantia illius religionis relaxata fuerat, occasione reformandi illam cœpit illa religio multiplicari, vel alias ex se producere.

1. *Tractatur prior pars tituli quoad ordinem Cluniacensem.*—Quarum prima esse censetur ordo Cluniacensium, quæ circa annum Domini 913 cœpisse dicitur, institutore Odone Cluniacensi Abbate, quamvis alii hoc tribuant Bernoni ut primo Abbati, et fundatori illius monasterii, juxta Sigisbertum, in Chronico. Et alii præterea addunt opera Euthycii, seu Eutychii, ejusdem monasterii monachi valde religiosi, et in Patrum regulis et institutionibus valde eruditi, ex quibus (ut Antonimus refert) diversas consuetudines sumpsit, et uno volumine colligavit; et ideo fuisse dicitur institutor consuetudinum quæ in monasteriis servabantur; et specialiter de illo monasterio a Bernone constructo ait Antoninus : *In eo servantur instituta Patris Eutychii*, 2 p. Historiali, tit. 15, cap. 16, ubi propterea Scholiastes advertit, Odonem fuisse potius propagatorem Cluniacensis ordinis, quam institutorem ; sicut de Bernardo dici solet circa ordinem Cistertiensem, ut infra num. 3 notabimus. Idem tamen Bernardus in Apologia ad Hugonem Abbatem, enumerans primos parentes, de quibus Cluniacenses gloriantur, primo loco ponit Odonem, nulla facta mentione Bernonis, neque Eutychii. Quocirca existimo Bernonem quidem fundasse Cluniacæ illud speciale monasterium sub regula et ordinaria institutione S. Benedicti; discursu vero temporis, opera et consilio Eutychii addidisse observantias aliquas, et reformationem, quæ suo tempore duravit sub eadem religione S. Benedicti. Postea vero Odo, qui immediate successit in Abbatia Bernoni, reformationem ampliavit, et tantam mutationem fecit, ut distincta religio inchoata fuerit, ut communiter ab auctoribus judicatur.

2. *Tractatur posterior.* — Quæ autem fuerit hæc distinctio, et in quibus rebus, non satis invenio ab auctoribus vel historicis explicatum. Nam imprimis non fuit in fine proprio talis instituti; nam semper retentus fuit purus monachatus et vita contemplativa. Deinde non fuit mutatio in regula, neque in substantiali professione votorum; nam Benedicti regula integra retenta est, idemque modus profitendi conversionem morum secundum illam. In habitu dicunt quidam fuisse factam mutationem quoad figuram et colorem. Sed quoad colorem, Anton., dict. tit. 15, cap. 23, num. 2, refert Cluniacenses semper retinuisse nigrum habitum, et de eis intelligit jura quæ de monachis nigris loquuntur, et eosdem ait fuisse reformatos, anno 1400, per Eugenium III, in congregatione quæ dicitur S. Justinæ, quia initium habuit in Abbatia S. Justinæ Paduæ, et postea per plura monasteria propagata est. Illa autem congre-

atio nunc eadem religio esse videtur cum rdine S. Benedicti, et nonnulla monasteria lispaniæ, quæ Cluniacensis ordinis fuisse diuntur, præsertim S. Facundi, et S. Vincentii ialmanticæ, ejusdem ordinis nunc sunt cum liis S. Benedicti. Non videntur ergo a prinipio habuisse distinctionem in colore habius; in figura vero fortasse fuit aliqua, et ionnulla etiam in constitutionibus et obser'antiis, propter quæ ut religio distincta, vel altem ut familia diversa a religione S. Beiedicti habita est; ad eum modum quo sunt n religione Minorum variæ familiæ, cum ion modica distinctione in figura et asperiate habitus, et aliarum observantiarum, et amen non censentur plures religiones, sed ına, in diversis membris suis magis vel miius reformata.

3. *Tractatur etiam prior pars tituli quoad rdinem Cistertiensem.*— Secunda religio, non [uidem tempore, sed amplitudine et digniate, quæ ex D. Benedicto ortum habuit, fuit Cistertiensis. Cujus institutor vulgo censetur S. Bernardus, quia inter religiosos omnes ilius familiæ fuit illustris, et eam maxime propagavit et auxit; nam dum viveret, cenum sexaginta monasteria suæ reformationis n variis Europæ regionibus fundasse dicinr. Re tamen vera quindecim annis ante[uam Bernardus esset monachus, Cistertienium reformatio inceperat, ut constat ex hisoriis apud Vincentium, lib. 25, cap. 64; Anonin., 2 part., tit. 15, cap. 8; Sigisbertum, n Chronico, anno 1098, quo anno religio illa nchoata est sub Roberto, primo Abbate Cisertiensi, ut in vita ejus refert Surius, tom. 2, lie 29 Aprilis. Duxit autem originem a cœnobio Molismensi, quod in provincia Burgundiæ n Episcopatu Lingoniensi situm erat. Cœnobium autem illud Molismense Benedictini orlinis erat; an vero in eo servaretur professio communi et antiquo more, vel juxta novam Cluniacensem institutionem, in historiis explicatum non reperio, illud tamen prius viletur probabilius. Nam Bernardus licet Cluniacensium mentionem faciat, nunquam ab iis originem vel aliquid habere recognoscit, ıt patet ex Apologia ad Guillelmum Abbatem, et epist. 1 ad Robertum nepotem, ubi S. Beiedictum, suum et Cluniacensium legislatorem appellat, suumque institutum longe arcius esse ostendit. Cœnobium itaque Molisnense professionis erat S. Benedicti, obserantia tamen religiosa in eo fuerat relaxata. Quatuor autem monachi illius, Stephanus, Albericus, et alii duo, majorem perfectionem et rigorem desiderantes, solitudinem petierunt, ac tandem in sylva *Cistertium* dicta quasi eremiticam vitam inchoarunt; postea vero eos secutus est Robertus, Molismensis Abbas, cum aliis viginti duobus, qui primum cœnobium Cistertiense sub eodem Roberto, primo Abbate, incoluerunt. Post paulum vero temporis redeunte Roberto, jussu Pontificis, ad Abbatiam Molismensis cœnobii, ei successit Albericus, quo intra biennium defuncto, successit Stephanus, qui constitutiones illius ordinis in formam redegit et consummavit; ideoque fundator illius ordinis appellari etiam solet. Ille vero recepit Bernardum, qui maxime ordinem nobilitavit, et ideo nomen ejus tandem retinuit.

4. *Tractatur pars posterior.*—Habet ergo hic ordo, quoad institutum, regulam eamdem et eumdem finem cum ordine S. Benedicti; majorem tamen ab illo distinctionem, quam ordo Cluniacensis, a principio habuisse, et nunc etiam habere videtur. Nam quoad habitum, magnam distinctionem habet in colore albo, ut constat, et in figura nonnihil differt, quamvis modicum. Et præterea differt in multis constitutionibus, et specialiter ab Ecclesia approbatus est, et multis privilegiis ornatus; et ita ut religio distincta inter monachales numeratur, et in jure interdum fit specialis mentio illius et satis honorifica, ut patet in cap. *Non est*, de Regularib., ubi prohibetur transitus a Cistertiensi ordine ad alios, ubi Glossa rationem reddit, quia nullus ordo arctior tunc inveniebatur. De qua re in superioribus dictum est, tractatu præcedenti, lib. 3; et in cap. *Licet*, eod. tit., approbatur transitus ad Cistertiensem ordinem tanquam ad arctiorem. Et in cap. *In singulis*, de Statu monach., supponitur morem celebrandi Capitula antiquiorem esse in ordine Cistertiensi, quam in ordine S. Benedicti. Et ideo statuitur ut similia Capitula in ordine S. Benedicti fiant, et ut pro illis primordiis duo Abbates Cistertienses in Capitulo cum aliis Abbatibus Benedictinis præsiderent. Quod satis demonstrat quantæ auctoritatis et æstimationis hic ordo fuerit tempore Innocentii III. Quanquam ante Innocentium Alexander III, in cap. *Recolentes,* de Statu monach., conqueratur quod a prima perfectione nonnihil defecissent: *Dolentes* (inquit) *dicimus, quod etsi non ab omnibus, neque in omnibus, a plerisque tamen, et in pluribus ab illa sancta institutione dicitur declinatum, in tantum ut aliqui ex vobis primæ insti-*

*tutionis obliti, contra ordinis vestri regulam, villas, Ecclesias, et altaria possident, fidelitates et hominia benigne suscipiunt, justitiarias, et tributarias tenent*, etc.

5. *Quale fuerit aut nunc sit Cisterliensium professio.*—Ex quibus verbis et ex historiis supra citatis intelligi potest, religionem hanc a principio fuisse fundatam in speciali professione paupertatis; nam etiam mendicasse referuntur tempore Stephani Abbatis. Re tamen vera nunquam sunt professi mendicitatem aut paupertatem in communi, sed solum ex regula statuebant abstinere ab aliquibus modis seu generibus immobilium bonorum, vel ecclesiasticorum redituum, quibus possent vel temporalibus curis distrahi, vel ministeriis a sua professione alienis occupari. Unde Vincentius et Antoninus referunt fecisse declarationem seu constitutionem auctoritate Apostolica confirmatam, abdicandi *ecclesias, altaria, oblationes, et decimas, et sepulturas aliorum hominum, et furnos, et molendina, et villas, et rusticos.* Tantum ergo hujusmodi bonorum genera abdicarunt; imo inferius, reddendo rationem ob quam a decimarum perceptione abstinebant, dicitur, decimas a sanctis Patribus in quatuor partes esse distributas; unam Episcopo, aliam clero, tertiam pauperibus, quartam fabricæ, et ideo usurpare decimas detrectabant, quia in nullo illorum membrorum comprehendi monachum existimabant; quia monachus (dicitur ibi) *terras suas possidet, unde et per se, et per pecora sua laborando vivat.* Nomine autem *monachi* ibi monasterium intelligo; singuli enim monachi per se nihil possidere poterant, monasterium autem habere poterat possessiones et pecora, atque adeo bona immobilia et se moventia, ex quibus monachi alerentur. Igitur majorem quidem paupertatem professus est ordo Cisterliensis in principio, quam reliqui sectatores S. Benedicti atque etiam Cluniacenses servarent, non tamen omnino erat incapax possessionum seu immobilium bonorum. Et ideo Alexander III, in d. cap. *Dolentes*, cum limitatione dixit: *Relictis possessionibus, vel etiam commutatis, quas institutio vestra non recipit.* In illo vero genere possessionum eam moderationem observasse videtur, ut monachi ipsi suis manibus laborarent, et terram colerent; quod dictis verbis satis significatur, et expressis a Bernardo in dict. epist. 1, ibi: *Jejunia, vigilias, silentium, manuumque laborem vocat insaniam;* et infra: *Qualis vero religio est fodere terram, sylvam excidere, stercora comportare?* In his ergo laboribus exercebantur tunc monachi Cistertienses, etiamsi contemplativam vitam maxime profiterentur, et illo modo paupertatem simul, humilitatem et austeritatem conjungebant, etiamsi bona et possessiones suo statui accommodata non recusarent. Atque in hujusmodi observantiis et constitutionibus simul cum exteriori habitu distincta fuit hæc religio ab aliis familiis S. Benedicti. Et ita etiam proprium habuit regimen, proprios Prælatos, et Congregationes seu Capitula, et totius religionis supremum regularem Prælatum. Pro distinctione enim harum religionum seu familiarum maxime oportet advertere, cum D. Benedictus quasi sedem suam in monte Cassino collocaverit, quamdiu ejus religio omnino una et unita permansit, singula monasteria ita fuisse suis Abbatibus subjecta, ut aliquo modo reliqui Abbates videantur fuisse subordinati Abbati Cassinensi; quanquam si hoc intelligatur de subordinatione quoad aliquam jurisdictionem, neque in jure, neque in historiis satis expressum inveniatur. Interdum tamen scriptum reperio, Odonem fundatorem Cluniacensium, se suamque familiam ab obedientia Cassinensis Abbatis exemisse, ideoque quasi novum ordinem erexisse. Sic ergo Cistertiense monasterium ab aliis separatum fuit, et quasi nova suprema Abbatia in eo inchoata est, sub qua reliqua monasteria illius ordinis erigebantur, et juxta suas constitutiones et privilegia gubernabantur, et usque hodie gubernantur, quamvis in hoc magna mutatio in diversis regnis et provinciis facta fuerit, quam nunc explicare ad nos non pertinet.

6. *Quis et quantus D. Bernardus in ordine Cistertiensi.* — Hinc vero obiter conjector, D. Bernardum non solum non fuisse institutorem illius ordinis, verum etiam neque unquam fuisse supremum Prælatum illius; nunquam enim fuit Cistertiensis Abbas, sed tantum Claravallensis, cujus monasterii et fundator, et primus ac perpetuus Abbas, quamdiu vixit, fuit; monasterium autem Claravallense a Cistertiensi ortum habuit. Nam illius Abbas, Stephanus, triennio postquam Bernardum in monachum receperat, illum cum aliis monachis ad fundandum monasterium misit, quod postea Clara vallis vocatum est, eique in Abbatem Bernardum præfecit, qui semper ibi perseveravit; constat autem Abbatem Claravallensem ex vi suæ dignitatis nunquam fuisse aliis superiorem; nunquam

ergo Bernardus universalem prælationem in suo ordine habuit, neque enim alicubi legimus per specialem electionem aut concessionem ei fuisse aliquando datam. Neque hoc minuit Bernardi auctoritatem, sed auget potius, tantæ enim fuit inter suos æstimationis, ut cum ratione jurisdictionis universalis Prælatus non esset, nihilominus ut communis parens ab omnibus habitus sit, propter eximiam ejus sanctitatem, et religiosam ac spiritualem doctrinam; et quia revera fuit fundator plurium, ac fere omnium monasteriorum illius ordinis. De quo hæc dixisse sufficiat; nam reliqua, quæ scholastica sunt, et propria nostri instituti, non requirunt specialem doctrinam, sed applicationem ejus, quæ generatim data est.

7. *De Camaldulensi ordine, qui etiam a Benedictino derivatur nonnihil distinguitur.*—Et ob eamdem causam nihil fere dicam de multis aliis religionibus monachalibus regulam S. Benedicti profitentibus, et quæ ab illa per nonnullas accidentales mutationes dimanarunt; in omnibus enim est idem vitæ institutum, et earum diversitas in paucis ritibus seu constitutionibus consistit, quæ ab uniuscujusque professoribus sciri debent, si talis professio durat, nonnullæ enim jam extinctæ sunt, et aliæ rara habent monasteria. Itaque in hoc ordine ponimus congregationem Camaldulensem, quæ in Italia paucos quidem habet conventus, magnæ tamen religionis et æstimationis, cœpitque anno 967, auctore S. Romualdo, quamvis ipso vivente a reliqua familia S. Benedicti quoad obedientiam et unionem separata non fuerit, sed solum quoad habitationis modum, et quoad silentium, jejunia, et alias asperitates, ob quas tandem auctoritate Alexandri II, familia Camaldulensis approbata est, et separata a reliquo ordine S. Benedicti; quia tanta diversitas non poterat commode in eodem corpore, et sub eodem regimine conservari. Nam Camaldulenses non utuntur communi habitatione ad dormiendum, vel ordinarie comedendum, sed singuli cellas habent quasi domos separatas, et solum dominicis ac festis diebus ad divina officia conveniunt, et duodecies tantum in anno simul cibum sumunt; reliquo autem tempore solitariam vitam et silentium servant, et orationi ac lectioni, vel labori manuum dant operam. Itaque Carthusianis simillimi sunt, et colore etiam albo utuntur, et a carnibus abstinent quamvis non tempore morbi, ut Carthusiani.

8. *De alio ordine Vallis umbrosæ, etiam derivato ex Benedictino.* — Alius ordo post Camaldulensem ortus fuit, qui Vallis umbrosæ dicitur. Ejusque auctor fuit S. Joannes Gualbertus, qui prius fuit monachus Cluniacensis ordinis in conventu S. Miniatis; postea vero ad Camaldulenses pervenit, non tamen eorum institutum professus est, quia cœnobiticam vitam potius quam eremiticam affectabat, ut historiæ referunt; ideoque postquam per aliquot dies Camaldulensium mores et vitam est contemplatus, inde discessit [1], et cum aliquibus sociis in loco commodo, *Vallis umbrosa* nominato, monasterium S. Benedicti erexit, propriis quibusdam austerioris vitæ observantiis et constitutionibus ad perfectiorem regulæ custodiam adjunctis. Præcipue vero in clausuræ observatione religio hæc in principio excelluit; habitus vero illius idem fere est, qui S. Benedicti, in colore tamen aliquantulum diversus, quamvis non sit albus, sed medii coloris. Atque hunc etiam ordinem approbavit Alexander II, anno 1070, quamvis in hoc annorum numero nonnulla sit in auctoribus diversitas.

9. *De quibusdam aliis similiter derivatis.*—Atque eodem fere tempore, post quinque aut sex annos, instituta est alia familia ejusdem ordinis et regulæ S. Benedicti, opera quorumdam virorum nobilium Mediolanensium, qui dictus est ordo Humiliatorum, et ab Innocentio III tandem confirmatus est, postea vero a Pio V omnino fuit sublatus, et ideo de illo plura dicere necesse non est. Sunt etiam qui in hoc ordine ponant ordinem Grandimontensem; sed non invenio hujus rei sufficiens fundamentum, ut sequenti capite dicam. Præterea, ordo Cœlestinorum, Guillielmitarum, qui alio nomine Montis Virginis appellatur, et ordo montis Oliveti, ac denique ordo Sylvestrinorum, qui omnes in Italia vigent, et sub distinctis Generalibus seu primariis Abbatibus militant, Benedictinæ regulæ sunt, et fere ejusdem religionis; et sicut de aliis dictum est, solum in aliquibus observantiis, et aliquantulum in habitu differunt. Circa eorum autem originem, et progressum nihil peculiare ad nostrum institutum pertinens occurrit; et ideo legi possunt historiæ, quæ de illis fusius tractant.

[1] Anton., 2 p., tit. 15, c. 15; Surius, tom. 4.

## CAPUT IV

### AN ORDO CARTHUSIENSIS SIT PERFECTA MONACHORUM RELIGIO? DEQUE EJUS ORIGINE ET OBSERVANTIA.

1. *Origo Carthusiensis ordinis.*—De tribus vel quatuor aliis monachorum ordinibus possumus hoc loco brevem mentionem facere. Primus est Carthusiensis ordo, qui inter monachales omnes arctior reputatur, tum ex institutione, tum ex perseverantia in illa, quia de suo primo rigore minus remisit. Cœpit autem hic ordo anno Domini 1084, juxta Sigisbertum, in Chronico, ubi sic inquit : *Bruno, natione Theutonicus ex urbe Colonia, litteris apprime eruditus, Rhemensis Ecclesiæ canonicus, et scholarum magister, relicto seculo, eremum Carthusiæ fundat, propositumque monasticæ conversationis satis arduum instituit.* Idem referunt Anton., 2 p., tit. 15, c. 22, et late Surius, tom. 5, die 6 Octobris; Dionysius Carthus., opusculo de Laudibus ordinis Carthusiani. Apud quos legitur tremendum exemplum, quod Brunum et sectatores ejus excitavit ad illud vitæ genus assumendum, quod omitto, quia satis vulgatum est. Non fuit autem hic ordo institutus sub aliqua ex antiquioribus regulis; nec referunt dicti auctores quænam statuta vel constitutiones ab ipso B. Bruno a principio habuerit, sed solum ædificasse in illa solitudine Carthusiæ Ecclesiam, et non procul ab illa cellulas inter se aliquantulum separatas, ne alter alterius quietem et solitudinem perturbaret.

2. *Quod ejus institutum.*—Unde constat institutum illud ab initio fuisse maxime contemplativum, et proxime accedens ad solitariam, seu eremiticam vitam, quamvis de cœnobitica multum semper participaverit. Subjungit autem Surius hæc verba : *Atque in iis singulis cellulis bini fratres degebant, et quemadmodum prisci illi Ægyptii monachi silentio, orationi, lectioni, cordis puritati, et rerum divinarum contemplationi vacabant; certis etiam horis operi manuum, præsertim conscribendis libris incumbentes, tum ut suæ inopiæ consulerent, tum etiam ut ne quam darent occasionem illis, qui quærunt occasionem sanctum eorum institutum calumniandi, quod nullam Ecclesiæ Dei navarent operam, sed suis duntaxat rebus studerent.* Et inferius subdit, quod, licet precibus, et vitæ puritate ac innocentia multum possent Ecclesiam Dei juvare, *tamen sanctissimi patres nostri* (inquit), *qui Carthusianæ vitæ prima jecere fundamenta, nihil tale sibi tribuentes, libris scribendis etiam operam dare studuerunt, et ut sui successores id facerent hortati sunt, ut saltem manibus verbum Dei prædicarent, quando ore non possunt; sic enim* (ait) *loquuntur statuta Patrum antiquorum.* Unde constat illud institutum quoad substantiam et finem ejus, idem esse cum instituto antiquorum monachorum, principaliter quidem contemplativum, cum ea mistione alicujus externi laboris, vel operis manuum, quæ ad levandum fastidium et vitandum otium sufficiat. Nam quod hæc opera externa cedant in spiritualem utilitatem proximorum, accidentarium est ad finem illius instituti, in quo etiam per se non est studium litterarum; quando vero contigerit aliquem doctum et eruditum profiteri illam religionem, tunc maxime locum habet, quod Surius ait, non repugnare, imo esse consentaneum perfectioni illius instituti, actionem aliquam seu scriptionem proximo utilem efficere, eo tempore quo alias operi manuum vacandum esset; nam quo actio illa fuerit perfectior, et ex majori charitate, eo erit magis consentanea tali instituto, non tam ex speciali ratione sui, quam ex generali, faciendi quod melius est.

3. *Distinctio ejus ab aliis monachalibus, præsertim abstinentia a carnibus.* — Differt autem hæc religio a cæteris institutis monachorum in propriis constitutionibus et observantiis, quæ ut verisimile est, ab ipso S. Bruno inchoatæ fuerunt, et postea, discursu temporis, per Prælatos et generalia Capitula perfectæ et consummatæ sunt. Inter quas nonnullæ sunt graviores, et specialiter adnotandæ, quia vel nonnullam difficultatem habent, vel singularem rigorem et observantiam ostendunt. Prima est de abstinentia carnibus, quæ tanta integritate observatur, ut propter nullam causam vel necessitatem, etiam extremam mortis vitandæ, hanc legem transgrediantur; quod an licite facere possint, a Theologis dubitatum est. Quia est contra obligationem naturalem, quam homo habet conservandi vitam, contra quam nulla lex positiva, præsertim humana, obligare potest; imo nec votum jejunandi, vel abstinendi cum tali circumstantia videtur posse obligare, imo nec servari, quia est in discretum, et in detrimentum vitæ, quæ non est hominis, sed Dei.

4. *Primus casus in quo non licet Carthusiano monacho abstinere a carnibus.* — Circa hoc er-

go duo casus distinguendi sunt. Unus est, quando extrema necessitas oritur ex defectu alterius cibi, ita ut sit certum periculum moriendi fame, nisi carnes comedantur; alius est, quando tantum est ordinarium periculum ægritudinis, et medicus judicat esse moraliter necessarium esum carnis ad resistendum ægritudini. In priori casu, censeo non esse licitum servare tale statutum, propter rationes factas; et quia in eo casu talis abstinentia nullam habet rationem virtutis; quia neque ad proprium personale bonum talis abstinentia ad aliquid utilis est, neque ad aliquod bonum commune. Quod enim emolumentum proveniet religioni, ex eo quod religiosus moriatur, ne carnes comedat? Dices: ipsamet inviolabilis observatio legis est magnum bonum commune; sicut Machabæi dederunt vitam, ne comedendo carnem suillam, legem violarent. Respondetur: si lex humana præciperet expresse non comedere carnes etiam in eo casu, iniqua esset et irrationabilis, quia esset legi naturæ, et charitati contraria, et sine necessitate præciperet prodigere vitam. Unde, quando constitutio simpliciter fertur, non comprehendit casum illum, ideoque tunc abstinere a carnibus non esset servare legem, sed agere contra animam ejus, quæ est charitas. Exemplum autem Machabæorum non est ad rem; quia in illo non erat necessitas naturalis (ut sic dicam) et intrinseca, sed erat violentia in contemptum religionis illius temporis; in quo casu prodigenda est vita, non per se propter abstinentiam, sed propter confessionem fidei, et honorem religionis. Sicut nunc etiam in extrema necessitate ob defectum aliorum ciborum potest et debet Christianus comedere carnes feria sexta; si tamen a tyranno cogeretur in contemptum religionis et ecclesiastici præcepti, nec deberet, nec posset, quia consentiret errori ejus.

5. *Secundus casus, in quo licet etiam cum periculo vitæ.*—In posteriori autem casu, licitum esse existimo observare inviolabiliter illam abstinentiam, non obstante ægritudinis periculo, aut necessitate. Ratio est, quia talis abstinentia potest pertinere ad magnum commune bonum illius religionis, ne illa occasione aperiatur via relaxandi sanctam illam observantiam in tali religione. Nam, ordinarie ac regulariter loquendo, esus carnium non est adeo necessarius ægrotantibus, etiam cum periculo mortis, ut, si omittatur, physice, aut moraliter fiat inevitabilis mors; quia ordinarie sunt alii cibi, et alia media quibus possit vita, etiam in illo statu, conservari sine læsione, quantum est ex parte cibi. Quamvis ergo in aliquo casu possit necessitas esse major, et vita periclitari abstinendo a carnibus, nihilominus si ea occasione permittatur, necessarium erit arbitrio medicorum talem dispensationem relinquere, atque ita facile fieret extensio ad plures alios casus non adeo necessarios; hoc ergo ne irrepat, potest esse sufficiens et rationabile motivum, absolute et indifferenter abstinendi a carnibus, etiam in simili periculo, non obstante medicorum judicio, nisi contingat cum hoc secundo casu conjungi priorem. Ut si ægrotus nullo modo valeat aliis cibis uti, sive ob penuriam, sive ob conditionem ægritudinis; nam tunc fame potius quam ægritudine mori sineretur. Atque ita huic quæstioni respondent Gerson, proprio tractatu de hac re, alphab. 39, lit. E; Major, in 4, d. 38, q. 24; Martinus de Magistris, q. de Abstinentia, et melius Victoria, in Relectione de Temperantia, num. 8. et sequentibus, qui, licet in principio sit dubius, et in utramque partem proponat argumenta, tandem in hanc resolutionem inclinat.

6. *De observantia clausuræ eorumdem Carthusiensium.—Privilegium transeundi ad Carthusiam ob clausuram datum maxime.*—Alia ex præcipuis observantiis Carthusianorum est perpetua clausura, de qua inquit Navarrus, Comment. 4, de Regul., num. 30, in hunc modum: *Hanc legem clausuræ jure communi statutam, aut confirmatam Carthusiani partim statutis, partim consuetudine inviolabiliter observata adeo auxerunt, ut eorum clausura videatur quidam carcer perpetuus.* Et ibidem refert particulares constitutiones ejusdem ordinis circa hujusmodi clausuram, quæ in summa continent primo, quod Prior Carthusiæ, scilicet Generalis, nunquam terminos sui eremi egreditur; alii vero exire possunt cum licentia Prioris Generalis, et non aliter; quamvis ex quo incipiunt esse Priores, usque ad Capitulum generale, possint septies exire pro utilitate domus, et in curias etiam Prælatorum aut principium, ad necessaria negotia tractanda. Alii vero privati monachi nunquam egrediuntur, nisi de licentia Prioris Generalis, et necessitate urgente, vel nisi mittantur ad suscipiendos Ordines, vel ad habitandum in alio monasterio sui ordinis, vel nisi eligantur in Superiores, Visitatores, vel ut eant ad Capitulum generale; vel nisi necessitas belli aut alia similis eos cogat; ac denique mitti etiam

possunt ad grangias seu villas sui conventus, ex 3 part. statutorum antiquorum, § 11. Potest etiam in hac clausura considerari, quod fere majori parte temporis debent juxta constitutiones suas intra cellam manere ; possunt tamen intra suam clausuram statutis temporibus exire ; extra clausuram autem et intra terminos sui eremi egrediuntur semel aut bis in hebdomada, non tamen privatim, sed communiter cum conventu, animi relaxandi gratia, cum mensura tamen, et religioso modo in suis constitutionibus præfixo. Unde constat ordinem hunc perfectam satis et rigorosam clausuram servare. Existimoque ratione illius obtinuisse religionem hanc inter alias prærogativam, ut ab omnibus aliis transitus ad illam liceat jure communi, in extravag. *Viam ambitiosæ*, de Regular., et fere juxta omnia privilegia religionum ; nam hoc factum videtur propter majorem securitatem, quæ, moraliter loquendo, et quantum humano modo judicari potest, major est, ubi tanta clausura et separatio a conversatione secularium servatur ; præsertim cum conjuncta sit cum tanta vitæ austeritate, et jugi divinarum rerum contemplatione. Quæ omnia sunt etiam aptissima media ad magnam perfectionem consequendam.

7 *Qui putent ex vi juris communis licere etiam transitum a Carthusia ad aliquam religionem.* — Aliqui vero contendunt licitum esse, quantum est ex vi juris communis, transitum a Carthusiensi ad aliquem alium ordinem, ut jam in præcedenti tractatu, lib 3, c. 9, a numero decimo quarto, attigi. Ita censent religiosi Prædicatores in suis constitutionibus, dist. 1, c. 13, § 4, cum declaratione ; et Sylvester, verb. *Religio*, 4, q. 6, refert fuisse Parisiis declaratum, et Navar., cons. 68, de Regularib., juxta primam impressionem, quæstionem movens de transitu Carthusiani ad Minores, dicit, in foro conscientiæ posse fieri, si bona intentione, sine scandalo, cum debitis circumstantiis fiat. Quia, licet jus concedat transitum a mendicantibus ad Carthusianos, non tamen prohibet e converso transitum Carthusiani ad mendicantes ; et alioquin dictæ religiones mendicantes reputantur a suis professoribus, et strictiores, et perfectiores aliis, etiam Carthusia, ut de sua expresse dicunt Prædicatores in citato loco suarum Constitutionum, et de sua sensit S. Bonaventura, in Quæstionibus circa suam regulam, q. 13, et late Corduba, super regulam S. Francisci, c. 2, q. 17 ; et senserunt aliqui canonistæ, ut intelligi potest ex Joanne Andrea, et Panormitano, in cap. *Non est*, de Regular.

8. *Auctoris judicium.*—Sed ego in hoc opere decrevi religiones inter se non comparare, sed omnes venerari, et singulis tribuere quod jure illis concessum est. Ordini ergo Carthusiæ hoc concessum invenio, ut ad ipsam liceat transire a mendicantibus. Quod autem ab ipsa ad mendicantes liceat transitus, scriptum non invenio in jure, neque in aliquo privilegio specialiter concesso. Dare autem hanc licentiam per illam generalem regulam juris, *quod transitus ad arctiorem religionem est licitus*, non videtur mihi tutum, quia jus concedens transitum ad Carthusiam videtur supponere illam esse arctiorem, vel saltem æqualem in arctitudine, et securiorem ; tunc etiam quia si transire ad Carthusiam non est retro respicere, ut etiam supponit illud jus, ergo transire a Carthusia ad alias, vel est retrocedere, vel certe non est ulterius progredi ; ergo non licet sine speciali concessione. Tum etiam quia videtur nimius ausus hanc licentiam dare propter solum privatum judicium de excellentia alterius religionis, præsertim in causa propria. Unde Navarrus, dict. Comment. 3, de Regular., num. 32, concludit a Carthusia ad nullam aliam religionem transiri ; et Major, in 4, d. 38. q. 13, dixit, nullam inter religiones omnes Carthusiam in bonitate et securitate excedere ; quam assertionem prosequitur et declarat late, et cum non positive, sed negative comparationem faciat, tolerari potest. Navarrus vero, cons. 10, de Regular., in prima impressione, absolute ait Carthusianos notabiliter esse austeriores mendicantibus, etiam Minimis, quos cæteris in austeritate præfert. Quæ comparationes verum habent quoad aliquas austeritates exteriores, simpliciter autem privatum judicium dare difficile est.

9. *De approbatione hujus religionis.* — *Quid de viris in hac religione insignibus.* — Ultimo ex dictis constat, satis multumque esse religionem hanc ab Ecclesia approbatam; quando vero hæc approbatio cœperit, interrogari potest. Refert enim Gerson, part. 2, alphab. 39, lit. D, quosdam objecisse ordini Carthusiensium, quod confirmatus non esset ; ad quam ipse respondet, primum fuisse approbatam more antiquarum religionum, quia per centum triginta annos antecessit religiones mendicantium, et consequenter etiam præcessit illi juri canonico, quod specialem approbationem scriptam requirit ; quare ipso

usu, et sanctitatis exemplo, et generali Ecclesiæ acceptatione approbata est. Advertit autem Surius, in vita S. Brunonis, Apostolicam Sedem statim ab initio eam complexam fuisse, Brunonemque cum primum monasterium Carthusiæ fundasset, vocatum fuisse ab Urbano II, Pontifice Maximo; et cum illum apud se retinere voluisset Pontifex, scripsisse eumdem Pontificem in favorem monachorum Carthusiæ, ut eis eremus illa concederetur, ut in ea secum vitæ institutum prosequerentur. *Et hæ* (inquit) *fuerunt primæ litteræ* Romani Pontificis de Carthusiano instituto, quæ magno sunt documento, ab ipsis Carthusianæ religionis initiis eam a Sede Apostolica approbatam esse. Deinde vero multis aliis privilegiis, ac denique in citato decreto sæpius confirmata est. Referunt denique Gerson et Major, non defuisse qui perfectionem hujus ordinis diminuere voluerint, eo quod nec plures habeat Sanctos canonizatos, nec multis miraculis fulgeant : quibus ipsi late respondent, hæc signa non esse necessaria ad perfectionem, et optimum ac sufficiens esse exemplum perfectæ sanctitatis, præsertim cum perseverantia tot annorum, in quibus rigor primus illius religionis fere in nullo diminutus est.

## CAPUT V

### AN REGULA S. HIERONYMI, AUT ALIA MONACHALIS, SUB REGULA AUGUSTINI MILITET?

1. *De eremitis una ex religionibus mendicantibus hic non agitur.* — Præter religiones monachales, de quibus hactenus diximus, sunt aliquæ nunc in Ecclesia, quæ, licet profiteantur regulam Augustini, quæ antiquior est quam regula Benedicti, nihilominus recentiores sunt; nunc enim non agimus de religione eremitarum S. Augustini, quam non inter monachales, sed inter mendicantes ponimus. Antiqui autem monachi seu eremitæ S. Augustini non retinent nunc eumdem statum, et vivendi modum, quem primitus habuerunt, sed vel ad mendicantium statum, qui longe post Augustinum institutus est in Ecclesia, translati fuere, de quo postea in c. 9 videbimus, vel adjunctis propriis observantiis et constitutionibus, in novos monachales ordines transierunt.

2. *Grandimontensis ordinis fundator* — In his ergo imprimis numerari potest ordo appellatus *Grandimontensium*, qui circa annum Domini 1080, a quodam Stephano Albanensi, viro religioso, inchoatus est. Et quidam referunt [1] eum inchoasse sub regula S. Benedicti; alii dicunt militare sub regula S. Augustini. Mihi de eorum instituto non satis constat, neutrum enim ex dictis declarant antiquiores historiographi, ut videre licet in Vincentio, lib. 25, c. 46; et Antonino, 2 p., tit. 15, c. 21, qui aiunt Stephanum, peragratis multis eremis, et de Canonicorum, et monachorum, et Eremitarum vita, quæ imitanda sunt, memoriæ commendans, in Aquitania, prope Lemovicas, ad montem nemorosum, qui Muretum dicitur, primum monasterium sui ordinis ædificasse. Unde potius significat nullam specialem regulam assumpsisse, sed ex omnibus, quæ viderat et expertus fuerat, suum peculiarem vivendi modum instituisse. Unum vero referunt in illo viro specialiter notandum, scilicet, cum Muretum solus pervenisset in locum solitarium, et contemplationi aptissimum, ibi se Deo serviturum omni tempore spopondisse, et cum quodam annulo (ait Antoninus), quem de omni substantia mundi tantum habebat, semetipsum castissimum virginem desponsavit, dicens : *Ego Stephanus diabolo abrenuntio , et omnibus pompis ejus, et offero me, ac reddo Deo Patri , Filio, et Spiritui Sancto ; scribensque professionem suam, posuit super caput suum, fundens orationem ad Jesum Dominum, et matrem ejus Virginem.* Qui professionis modus novus est, et singulari Spiritus Sancti instinctui attribui potest; tamen in rigore illa professio nec fuit qualis nunc est per vota solemnia, neque constituebat verum religiosum, cum vota paupertatis et obedientiæ non haberet.

3. *Quando cœperit hic ordo esse proprie religio.*—Postea vero, cum divulgata ejus fama multi discipuli ad illum congregati fuissent, religiosum monasterium fundatum est, ac tandem annuente etiam Summo Pontifice, tacite vel expresse, propria et perfecta religio esse cœpit. Accidit autem ut post mortem Stephani, fratres S. Augustini litem moverent monachis S. Stephani, contendentes locum illum Mureti ad jus suum pertinere. Illi autem remedium a Deo postulantes, et in Missa humiliter Deo supplicantes, vocem hanc audierunt, *In Grandi monte, in Grandi monte;*

[1] Azor, tom. 1, lib. 12, c. 21; Hieronym. Roman., p. 1, libr. 6 de Repub. Christiana, c. 9.

et ita in locum illum, et monasterium totum, et corpus fundatoris transtulerunt.

4. *Non videtur institutus sub regula S. Augustini.* — Ex qua historia, quæ communis est, duo colliguntur : unum est, unde sit hic ordo Grandimontensis vocatus ; aliud est, non esse admodum verisimile, Stephanum fuisse monachum S. Augustini in aliquo conventu, qui antea fundatus esset in loco illo Mureti, quia nulla mentio talis conventus est in historiis, sed solum de lite mota a fratribus Augustinianis, qui fortasse in aliquo vicino monasterio vivebant, et jus aliquod in solum illud, quamvis sylvestre et desertum prætendebant, præterquam quod id repugnat modo professionis superius relatæ. Unde etiam non est verisimile sub regula S. Augustini hunc ordinem fuisse fundatum, alioqui in illo principio potius habitus fuisset ut reformatio ejusdem ordinis, quam ut ordo diversus, neque esset tanta occasio contentionis, præsertim si reformatio ex eisdem fratribus facta fuisset, ut Fr. Hieronymus Romanus vult.

5. *Nec sub regula S. Benedicti, sed denuo instar Carthusiæ.* — Neque etiam invenio fundamentum ad asserendum, institutum esse sub regula S. Benedicti, vel sub aliqua alia antiquiori ; sed verisimile est, sicut religio Carthusianorum cum propriis statutis absque alia regula eodem fere tempore fundata est, ita et hunc ordinem invenisse proprium vivendi modum. Qualis autem hic fuerit, in particulari nobis non constat, sed solum esse ordinem monasticum, contemplationi et psalmodiæ deditum, cum magna solitudine et austeritate corporali, cum magnis jejuniis, etiam in pane et aqua [1] Et de fundatore specialiter refertur, quod incedebat indutus lorica ferrea contra carnis tentamenta : quem morem in totum ordinem introductum fuisse quidam aiunt [2] Refert item Platina, in Joanne XXIII, alias XXII, Pontificem illum, ordinem hunc aliquantulum jam labefactatum instaurasse, et additis quibusdam institutionibus in meliorem formam redegisse. Hujus vero ordinis nulla habemus in Hispania monasteria ; an vero in Gallia duret, vel in alias provincias propagatus fuerit, incertum habeo.

6. *De ordine Præmonstratensium, ex regula S. Augustini descendente.* — Secundo loco possumus in hoc ordine ponere ordinem Præmonstratensium, nam illum monachalem vitam nunc profiteri, et habitum portare manifestum est, et regulam S. Augustini profiteri. Cœpit autem hic ordo anno 1120, quamvis in hoc nonnulla sit differentia inter auctores, ex quibus quidam aiunt fuisse approbatum a Paschali II, alii a Gelasio II, alii vero ab Innocentio II. Primum autem hujus religionis fundatorem omnes referunt fuisse Northbertum, virum nobilem, Lotharingia oriundum, qui, factus presbyter, et habitu paupertatis assumpto, ac nudis pedibus incedens, prædicare cœpit verbum Dei, et a Gelasio Papa II licentiam et auctoritatem illud munus præstandi obtinuit. Postea vero Calixtus Papa eum Lugdunensi Archiepiscopo commendavit, cujus auctoritate in quodam loco *Præmonstratum* dicto vitam solitariam agere cœpit, et postea tredecim socios congregavit, et cum eis secundum canonicæ institutionis normam, et regulam S. Augustini, religiosam congregationem inchoavit; postea vero quadraginta clericos cum multis laicis secum jam habens, professionem omnes fecerunt juxta institutionem Apostolicam, et regulam B. Augustini, et ad voluntariam paupertatem cæterasque religionis observantias eos instituit ; et adeo sancte vixit, ut intra breve tempus in longinquas regiones Angliæ, Hispaniæ, Burgundiæ, propagata fuerit ejus religio. Quæ omnia sumpta sunt ex his, quæ referunt Surius, die 6 Junii ; et Antonin., 3 p., tit. 15, cap. 19, et tit. 17, c. 1, § 3 ; Vincentius, et alii. Ex quibus videtur colligi ordinem hunc in principio fuisse Canonicorum regularium reformatorum, quamvis non constet an in principio usi fuerint hi religiosi communi habitu Canonicorum regularium, vel aliquo proprio habitu monachali. Nunc vero hujusmodi habitum deferunt, præsertim in Hispania ; in aliis vero provinciis Canonicorum rochetum, seu lineam vestem albam deferre dicuntur, quia juxta sua statuta possunt in hoc consuetudini uniuscujusque regionis sese accommodare. In reliquis nihil habet speciale hæc religio ; nam ex instituto contemplativa est ; nullam vero specialem austeritatem profitetur, sed constitutiones habere dicitur ordini Canonicorum regularium accommodatas, seu similes.

7. *Ordo nuncupatus S. Hieronymi ab Augustini regula derivatus.* — Tertio ac præcipue possumus hoc loco numerare ordinem

[1] Vide Volaterr., lib. 21 ; et Polydor. Virgil., lib. 7, c. 2.

[2] Vide Cassaneum in catalog. gloriarum mundi.

Eremitarum S. Hieronymi, sub quo patrono, tam in Hispania, quam in Italia, ordo monachalis invenitur, non tamen constituunt unum corpus religionis, neque secundum eamdem regulam profitentur, quamvis ex eadem radice prodiisse videantur. Cœpit ergo hæc religio in Hispania, in eo loco in quo nunc situm est monasterium S. Bartholomæi, quod ab oppido vicino de Lupiana dicitur Circa annum enim Domini 1370, nonnulli viri eremiticam et austeram vitam agentes ibi congregari cœperunt, cumque et numero et vitæ sanctitate augerentur, tandem religionem fundare decreverunt, ad quod obtinendum, præcipuum quemdam ex suâ Societate virum, fratrem Petrum Fernandez appellatum, Romam miserunt, qui a Gregorio XI confirmationem obtinuit, et simul cum socio in manibus Pontificis professionem emisit, et in Hispaniam rediens aliorum fratrum professionem recepit, et propterea nonnulli hunc Petrum Ferdinandum hujus ordinis fundatorem vocant. Nam, licet *D. Hieronymi* appelletur, certum est non fuisse ab illo fundatum, quia fere per mille annos Hieronymus præcessit, quibus omnibus non legimus fuisse in Ecclesia aliquem ordinem S. Hieronymi nuncupatum.

8. *Cur S. Hieronymi vocetur, quorumdam ratio. — Refelluntur.* — Cur autem hic ordo Hieronymum patronum habeat, et non potius Augustinum, interrogari potest, quia ab Augustino habet regulam quam a Gregorio XI accepit, ut secundum eam religiosi profiterentur, ab Hieronymo autem nihil peculiare habere videtur. Dicunt aliqui, Hieronymum hunc ordinem, vel omnino similem, Bethleem fundasse, et aliquo tempore conservatum esse, postea vero interiisse, et ab his religiosis excitatum esse; et ideo Hieronymum tanquam fundatorem recognoscere. Verumtamen, quamvis ex ipso Hieronymo nobis constet et monachum fuisse, et monasterium ædificasse prope Bethleem, ut ipse refert in ep. 26 ad Pammachium, circa finem: *Nos* (inquit) *in ista provincia exædificato monasterio, tantis de toto orbe confluentibus obruimur multitudine monachorum, ut nec cœptum opus deserere, nec supra vires ferre valeamus.* Et in ep. 27, quæ est epitaphium Paulæ, mentionem facit monasterii virorum, quod ibi ejus sumptibus sustentabatur, præter tria monasteria virginum. De cellula etiam in qua manebat in Bethleem, mentionem facit epist. 61, et in lib. de Nominib. Hebraicis, et multis aliis in locis ostendit semper monasticam et eremiticam vitam affectasse, præsertim ep. 4. Quod vero peculiare institutum religiosum instituerit, aut quod regulam aliquam religiosam, vel peculiarem habitum ordinaverit, vel quod post mortem suam pro aliquo tempore habuerit proprios aliquos sui instituti imitatores, sub ejus titulo seu ducatu, affirmari non potest, quia nullum habet in antiquitate fundamentum.

9. *Aliorum placitum etiam rejicitur, et verisimilius judicatur.* — Alii vero dixerunt, D. Hieronymum apparuisse primis eremitis hujus ordinis in eo habitu quem nunc ipsi gestant, et inde et nomen et habitum accepisse. Sed in nulla historia fide digna hanc revelationem invenio, ut factam esse affirmare possim, quamvis non negem accidere potuisse. Probabilius ergo est, illos primos fundatores ex peculiari affectu et devotione ad D. Hieronymum, illum in patronum accepisse, et quia maxime studuerunt imitari monachalem et solitariam vitam, quam ipse exemplo et scriptis plurimum commendavit.

10. *De ejus inceptione variis in provinciis.* — Hinc factum est, ut aliquo tempore post institutionem hujus ordinis in Hispania, nonnulla mutatio circa ejus regulam intentata fuerit. Nam tempore Martini V, religiosus quidam ejusdem ordinis, quem aliqui Petrum de Olmedo vocant, regulam monachorum composuit, vel potius ex scriptis Hieronymi concinnavit, ut qui ejus ferebant nomen, illam profiterentur. Quæ regula in 9 tomo operum Hieronymi habetur; auctorem autem ejus Lupum de Oliveto nominat ibi Marianus Victor, et ibidem refertur approbatio Martini V Congregatio autem hujus ordinis in Hispania noluit eam mutationem admittere, sed primam institutionem ac regulam retinuit. Ea vero occasione ortus est in Italia similis ordo D. Hieronymi, industria et auctoritate prædicti Petri, seu Lupi, aut fortasse Petri Lupi, qui sub regula a se collecta, et a Martino V approbata, monasteria cœpit ædificare in Italia, quæ postea multiplicata fuerunt. Et licet aliquando intentatum fuerit congregationem Hispaniæ et Italiæ in unam cogere sub uno Generali, nunquam tamen obtentum est, et ita relictæ sunt tanquam religiones distinctæ; ambæ vero monachales sunt, multumque similes in instituto, et in habitu, nonnihil tamen differunt, sed præsertim in regula. Secus vero accidit in Castella et Lusitania; hæc enim religio eodem tempore, quo in Castella orta est, cœpit etiam

in Lusitania habere monasteria, opera cujusdam religiosi, quem virum sanctum fuisse, et Franciscum Vascum fuisse appellatum, historiæ referunt. An vero ille fuerit socius aut discipulus Petri Fernandez, et aliorum eremitarum S. Bartholomæi, necne; item an in principio monasteria Lusitaniæ et Castellæ habuerint inter se unionem et subordinationem, mihi non constat. Solum est certum eamdem regulam Augustini, eumdemque finem ac vitæ modum, et sub eodem inter se habitu professam semper fuisse. Et ita, licet antea diversas congregationes sub distinctis Generalibus constituerent, facile potuisse postea in eamdem coalescere, et unum communem Generalem eligere, ut nunc faciunt.

11. *De ejusdem instituto et observantia.* — De toto ergo hoc ordine, certum est unum esse ex præcipuis monachalibus, qui contemplativam vitam principaliter profitetur, maximeque excellit in cura divini cultus et cæremoniarum ecclesiasticarum, et in choro et psalmodia, cum magna quiete, ac devotione, ac temporis diuturnitate. Est etiam valde observans in clausura, et silentio, et in victu et vestitu sufficientem observat non solum religiosam modestiam ac mediocritatem, sed etiam austeritatem. De quibus rebus omnibus præter Augustini regulam, habet propria constitutiones suo instituto optimas, et accommodatissimas, in quarum observatione peculiarem curam et rigorem profitentur. Et hinc fit, ut hæc religio in sua prima institutione et observantia fere semper duraverit, habueritque multos viros religione insignes. Gaudet etiam multis privilegiis Pontificiis vel propriis, vel per aliorum communicationem. Circa quæ omnia nihil occurrit peculiarem habens dubitationem, aut declarationem postulans.

12. *Qui sint alii ordines ejusdem nominis S. Hieronymi, sed tamen diversi.* — Solum superest annotandum, præter hunc ordinem S. Hieronymi, quem suo modo per Italiam diffusum esse diximus, esse alios in eadem Italia, qui ejusdem nominis S. Hieronymi nuncupantur. Unus dicitur *Jesuatorum S. Hieronymi*, a Joanne Columbino Senensi fundatus, et ab Urbano V, Pontifice Maxime, anno 1467 approbatus fuit. In multis autem differunt hi religiosi a nostris Hieronymianis. Primo, in regula, nam, licet in principio receperint regulam Augustini, postea dicuntur accepisse propriam a quodam suo religioso, Episcopo electo, cum approbatione Pontificis. Secundo, in habitu, nam utuntur caputio quadrato a cervice ad humeros dejecto, et pallio canusino; tertio, maxime distant in vitæ instituto, quia sacris non initiantur; unde nec chorum, nec alia sacra ministeria profitentur, sed aliis precibus more laicorum, Orationem Dominicam, et Angelicam recitando occupantur, et more antiquorum monachorum manibus laborant, et inde sustentantur. Unde constat hujusmodi religionem proprie monachalem esse, et in ea vestigia quædam antiquitatis conservari, quod Ecclesiæ Christi valde utile est. Pius autem V, ut supra, lib. 1, c. 8, dixi, inter mendicantes etiam numerari voluit, quia non repugnat monachalem ordinem esse mendicantem, quoad paupertatem et privilegia. Aliæ vero duæ congregationes, quæ sub nomine Hieronymi in Italia militant, ad hunc locum non spectant. Nam una earum quæ dicitur Petri Pisani, ex institutione sua non est vera religio; quia nec vota substantialia in ea fiebant, nec regula aliqua approbata servabatur. Aliqui tamen referunt Pium V fecisse, ut sub regula Augustini omnes hujus instituti professores tria vota emitterent. Alii dicunt Pium V hoc intentasse, sed, morte præventum, non potuisse perficere [1]. Altera vero familia, quæ vocatur S. Hieronymi in Fesulanis, licet dicatur esse religio approbata a Gregorio XII, magis tamen accedit ad religiones mendicantes, quam monachales, ut intelligi potest ex Paulo Morigia, in sua historia religionum.

## CAPUT VI.

### UTRUM RELIGIO PRÆDICATORUM UNA SIT EX MENDICANTIBUS, QUAMQUE ORIGINEM ET INSTITUTIONEM HABUERIT?

1. *Ordo servandus circa religiones mendicantes.* — Post religiones monachales dicendum sequitur de mendicantibus, quæ post illas inceperunt; et licet in multis cum illis conveniant, ab eis differunt, ut diximus, tam in fine, quam (quod consequens est) in multis observantiis, et conversatione vitæ: multumque participant de clericorum statu ac ministeriis; et ideo veluti mistæ et mediæ inter monachales et clericales religiones censeri pos-

[1] Azor., lib. 3, cap. 11; Hier. Rom., lib. 6 de Repub. Christiana, c. 22.

sunt. Incipimus autem a religione Prædicatorum, non quia instituamus dignitate vel antiquitate eam aliis præferre (has enim comparationes omnino in hoc opere vitamus, quia non sumus inter eas judices constituti), sed quia in jure hoc ordine ponuntur : *Prædicatorum, Minorum, Augustini, et Carmelitarum*, c. unico, § *Sane*, de Relig. domib., in 6; et in Motu proprio Pii V, edito anno 1567, qui incipit *Romanus Pontifex, tam universalis*, etc.; et rursum altero incipiente *Apostolicæ Sedis benignitas*. Hunc ergo juris ordinem sequemur, quia hoc etiam juri magis consentaneum est, ut notavit Glossa, in c. *Cum dilecta*, verb. *Transponentes*, de Rescriptis; Felin., in rubric. de Majorit. et obed., n. 5 et 6. Cur autem jura hunc ordinem servaverint in his religionibus numerandis, statim in n. 3 attingemus.

2. *De fundatore religionis Prædicatorum.*— Hæc igitur sacra religio auctorem habuit magnum Ecclesiæ propugnatorem, S. Dominicum, cujus vita et sanctitas potissima est, et a gravissimis viris late conscripta. Inter alia vero videri possunt præclaræ hujus viri sanctissimi prærogativæ in ejus ordinis constitutionibus, d. 1, c. 15, lit. E, in Declarationibus. Initium autem ejus fuit tempore Innocentii III, et Concilii Lateranensis sub illo celebrati, anno Domini 1215, ad quod B. Dominicus cum Episcopo Tolosano accessit, ut cum Summo Pontifice sui instituti rationem communicaret, ejusque approbationem et confirmationem ab eo obtineret. Pontifex autem, quamvis de Dominico summam opinionem haberet, ejusque cogitationes, ac desideria valde probaret, quia tamen res nova videbatur et difficilis, maturius de illa deliberandum censuit; remisitque S. Dominicum, ut cum sociis suis aliquam ex regulis approbatis eligerent, ad quam suum institutum, et vitæ rationem accommodaret; atque ita benedictionem suam et approbationem postea obtineret. Quod vir sanctus intra breve tempus perfecit, et regulam D. Augustini elegit cum Consensu sociorum : quibus etiam (ut historiæ [1]) tunc placuit adjungere constitutiones aliquas ex Præmonstratensi ordine desumptas, quæ maxime ad rigorem vitæ, et observantiam religiosam pertinebant. Qua deliberatione ac institutione facta, Dominicus Romam rediit, de promissione Pontificis certus, ut confirmationem ejus obtineret. Invenit autem Innocentium jam defunctum, et Honorium III in Sede constitutum, apud quem non minorem gratiam invenit, statimque sui desiderii complementum accepit.

3. *Ejus approbatio inter primas solemnes.* — Atque ita ejus ordo approbatus fuit ab Honorio, in initio Pontificatus sui, anno Domini 1216, solemni ritu, et litteris expeditis in hæc verba : *Honorius Episcopus*, etc. *Nos attendentes fratres ordinis tui futuros pugiles fidei, et vera mundi lumina, confirmamus ordinem tuum cum omnibus castris et possessionibus habitis, et habendis, et ipsum ordinem, ejusque possessiones, et jura sub nostra gubernatione et protectione suscipimus.* Unde hoc videtur esse unum ex propriis privilegiis hujus religionis, quod prima fuerit inter religiones omnes, quæ similem approbationem solemnem, et authentice scriptam statim in ortu suo obtinuerit, ut affirmat Pius V, suo Motu proprio 69, *Divina disponente*, dicens, sacrum ordinem Prædicatorum inter mendicantes ordines primo fuisse ab Ecclesia approbatum et confirmatum. Ante Concilium enim Lateranense non erat adeo usitatum in Ecclesia similem approbationem expectare, ut in superioribus vidimus; sed necessitas ejus ab eodem tempore Innocentii III, et in eodem Concil. Lateranensi indicta est, et præceptum latum, ne quis deinceps novam religionem inveniret, cap. ult., de Religios. domib., scilicet absque speciali et expressa Summi Pontificis approbatione. Et quamvis ante illud Concilium B. Dominicus et Franciscus de suis religionibus instituendis tractarent, tamen, eodem spiritu moti, et quia fortasse jam tunc religiones non ita approbatæ minus bene audiebant, uterque ad Innocentium III pro hujusmodi confirmatione obtinenda accessit; sed antecessit Franciscus, quia, licet esset religione et ætate junior, patria erat propinquior, ut Antoninus notavit, 3 p., tit. 23, c. 1. Prius ergo approbationem obtinuit, sed solo vivæ vocis oraculo; nam approbationem solemnem habuit multo post ab Honorio III, anno 8 sui Pontificatus, et 1223 Incarnationis Dominicæ. Ob hanc ergo causam dicitur ordo Prædicatorum primo approbatus et confirmatus; tali scilicet modo, et ritu solemni. Atque ratione hujus solemnis approbationis verificantur, quæ de prioritate temporis ordinis Prædicatorum afferuntur in ejus Constitutionibus, d. 1, cap. 15, lit. I, in declarationibus.

4. *Dicta Prædicatorum religio est perfecta, etiam quoad formam vitæ, ex activa, et con-*

[1] Castillo, lib. 1, c. 17.

*templativa mixtæ.*—Unde constat primo hunc ordinem esse veram et perfectam religionem; nihil enim ex omnibus, quæ diximus necessaria esse ad hunc statum, in eo desiderari potest. Dico autem esse perfectam, non solum quoad ea quæ sunt de substantia talis status, quod est per se notum, sed etiam quoad gradum seu excellentiam instituti; quod, ut sæpe diximus, ex finis nobilitate, et mediorum ad illum assequendum aptitudine dignoscitur. Et quidem finis is est, quo excellentior religioso statui præfigi non potuit (propria, scilicet, cujusque religiosi spiritualis perfectio, et proximorum æterna salus), ut facile intelligitur ex iis, quæ superiori libro, c. 6, a n. 8, cum D. Thoma et aliis plerisque ostendimus; et tractatu sequenti, lib. 1, c. 7, a n. 3, ex eodem fundamento, seu excellentia finis, iterum circa Societatem docebimus.

5. *Salus proximorum videri unicum ordinis Prædicatorum finem.* — Est autem hoc salutis animarum propositum adeo ingenitum huic sacro ordini, ut videri posset in hunc solum finem institutus. Primo, quia B. Dominicus hinc plane sumpsit occasionem illius instituendi, quod videret Christi Ecclesiam a desertoribus hæreticis magna in dies pati detrimenta. Secundo, quia Pontifices dictum ordinem vel primum approbantes, vel deinde approbatum confirmantes, nomen *Prædicatorum* (quod munus proximi bonum respicit) appropriate donarunt; ut in prologo ipsarum constitutionum, et latius in earum declarationibus, dist. 1, c. 15, lit. I, refertur. Eumdem quoque ordinem variis privilegiis munierunt Pontifices, hoc allecti motivo, quod *ad prædicandi officium fratres destinarentur.* Unde hujus finis, tanquam unici, mentio fit in bulla confirmatoria, et in dicto prologo Constitutionum, n. 3, his verbis: *Ordo noster specialiter ob prædicationem, et animarum salutem ab initio noscitur institutus, et studium nostrum hoc debet principaliter attendere, ut proximorum animabus possimus utiles esse.*

6. *Vera resolutio.* — Sed revera magna esset perversitas, propria neglecta, alienæ salutis finem intendere, utpote contra debitum charitatis ordinem, ut ex propria materia constare potest. Item, quia amor proximi ex Dei amore, in quo propria consistit perfectio, quodammodo resultat. Qua ergo ratione salus proximi promoveretur, absque amoris Dei intentione? Ad hæc, omnis vera, approbataque religio, qualis est hæc, de qua loquimur, primario ordinatur ad perficiendos subditos, sive ad alios etiam perficiendos extendatur, sive non. Præterea multa in hac religione exercitia, media sunt ad perficiendos ipsosmet religiosos ordinata; ut oratio, jejunia, austeritatesque aliæ, de quibus statim; non ergo aliorum salutem, prætermissa propria perfectione, tanquam finem unicum sibi proposuit. Denique hoc ipsum aperte satis dicitur in ipsarum constitutionum declarationibus, dist. 1, c. 15, lit. C, ad illa verba: *Promitto*, etc, ubi exprimitur finem religionis (utique quoad suos) esse charitatis perfectionem.

7. *Dilutio eorum, quæ n. 5, sunt allata.* — Quæ autem in contrarium allata sunt, id tantum probant, salutem proximorum esse finem principaliter intentum in hac religione, ab eaque impense procurari, non tamen qui excludit finem etiam principalem perfectionis propriæ, ita ut ambo unum totalem conflent: quod etiam de nostra Societate in sequenti tractatu, lib. 1, c. 2, disseremus; ubi simul declarabimus quid in hoc fine peculiariter vindicet, ad sui distinctionem ab aliis religionibus, quæ illum quoque totaliter sibi præfixerunt. Similiter, quod ad *Prædicatorum* nomen attinet, novum non est, appellationem accipi aliquando ab una tantum parte, ac magis particulari finis, quam sit propria perfectio, quæ (ut diximus) communis est omni religioso statui. Et in materia propria exemplum suppetit. Nostra enim religio ideo ab Apostolica Sede *Societatis Jesu nomine* fuit donata, quoniam ipsi Christo in salute animarum multis modis cooperatur. Unde nuncupatio hæc voce quidem diversa est, re autem ipsa, prædicandi munus, quod pro hæreticis reducendis a S. Dominico opportunum ac sufficiens judicatum est, complectitur, et ad minora alia, sed non minus fructuosa, rudiorum instruendi ministeria extenditur. Cum tamen S. Ignatius partem alteram finis, propriæ, nimirum, perfectionis cujusque nostrum explicite proposuerit in constitutionibus. Non ergo nomen *Prædicatoris*, aut *Societatis Jesu*, aut simile aliud, proximorum salutem respiciens, propriæ salutis ac perfectionis finem excludit.

8. *De castitatis custodiendæ cura.* — Jam, quod ad media prædicto fini idonea spectat, si consideretur pars illa finis, quæ est propria perfectio, constat in hac sacra Prædicatorum religione non desiderari. Imprimis enim de tribus substantialibus votis ordina-

riis, manifestum est perfecta satis in ea nuncupari. Non enim partialem castitatem, ut militares aliquot religiones, sed omnem omnino materiam complectentem Prædicatores profitentur. Sed quia id etiam vulgare est alicui religioni militari, nedum reliquis non militaribus, in cura certe prædicti voti observandi non vulgaria media adhibent. Hic enim ordo est imprimis de B. Virgine, quæ plane omnigenæ castitati studiosissime patrocinatur, singulariter bene meritus ; quippe cujus fundator S. Dominicus receptissimam in Ecclesia devotionem, Rosarium Virginis introduxerit ; atque etiam ut n. 12 referam, vestis formam ab eadem B. Virgine acceperit, quæ candore suo puritatem , nigrore autem pœnitentiam, quæ puritatem fovet, significabat. Abstinentiam quoque perpetuam a carnibus, atque etiam a cœna non minore parte anni, statuto præscripsit. Cura denique honestatis et decentiæ in cubando, ac diligens communis dormitorii clausura de nocte, in eisdem statutis prætermissa non est, ut patet in d. 1, c. 9 et 10. Satis igitur perfecte pro hujus voti observatione, media providit Dominicanum institutum. Adde religionem hanc sacræ doctrinæ, tam scholasticæ quam positivæ, studiis esse deditissimam, quæ quantopere a lapsibus contra castitatem avocent, ex D. Hieronymo, et ex ipso experimento didicimus, quemadmodum scite consideratum est in dictis declarationibus, d. 2, c. 14, n. 1, lit. A.

9. *De paupertatis rigore.* — Quod attinet ad paupertatem, si ad eos stimulos attendamus, quos ad illius rigorem sensit ejusdem ordinis fundator Dominicus, nihilo minores apparebunt, quam rigoris illius, quem S. Franciscus unice coluit. Nam licet a principio S. Dominicus ac tota familia, more Canonicorum regularium, quoad habitum ac bonorum dominium in communi viverent, ut lib. 1, c. 8, n. 8, attigimus, non multo post S. Francisci exemplo (ut ejus annales tradunt) in primo generali Capitulo, cui præfuit, omni prorsus dominio, etiam in communi renuntiatum est, ac bona eo usque possessa, qua donatoribus, qua sui ordinis, qua Cistertiensibus quoque monialibus relicta fuere. Quin etiam in eodem generali capitulo institutum est, ut soli calices ad sacrificandum admitterentur ex argento ; ut non nisi ex vili, sed mundo panno, sacræ vestes conficerentur. Lecti præterea ac vestitus ratio satis parca describitur in citato c. 9 et 10. Denique circa habitationum paupertatem, in d. 2, c. 1, n. 3, ita decernitur : *Mediocres domos, et humiles fratres nostri habeant, nec permittantur curiositates, superfluitates*, etc., *quæ paupertatem nostram deformant.*

10. *Is rigor dispensatur ad communes reditus.* — At enim quod ad communes reditus attinet, quoniam experientia monstravit varia ordinis detrimenta, præsertim in studiis litterarum, ad finem illum prædicationis, ac salutaris doctrinæ adeo necessariis, judicatum est conducere omnino, ut rigor ille ex ea parte remitteretur. Quare etsi neque ad mitiorem regularium Canonicorum habitum (in eum, quem B. Virgo designarat, jam antea commutatum), neque ad amplas admodum possessiones sit factus regressus, attamen anno 1475, a Sixto IV est obtenta dispensatio, quam postea Concilium Tridentinum omnibus, præter Minores, religionibus indulsit, ut reditus in perpetuum habere liceret in communi. Nimirum intellexerunt illius Capituli Patres, ut videre est in declaratione citata, n. 3, lit. H, paupertatem non esse ipsam religiosam perfectionem, sed ejus instrumentum, sive medium ; ideoque pro exigentia finis a religione intenti esse attemperandum ; quemadmodum etiam S. Thomas 2. 2, q. 188, art. 7, copiose disseruit ; de quo iterum in sequenti tractatu, lib. 1, c. 9, et lib. 4, c. 4, circa Societatis nostræ paupertatem, rigoresque alios, sermo redibit. Hic vero declarandum esset pro mendicitate hujus religionis, cum ex non mendicante a principio facta sit mendicans ob renuntiationem redituum in communi, post regressum tamen ad reditus non amiserit rationem religionis mendicantis. Sed hæc dubitatio tractando divisionem religionis in monachalem et mendicantem expedita manet lib. superiore, in c. 8, a n. 8.

11. *De obedientiæ amplitudine.* — Denique obedientiæ votum satis arduum est in hoc sacro Prædicatorum ordine ; de quo declaratio c. 15, lit. K, in dist. 1, ita habet : *Declaramus, quod religiosus non teneatur obedire Prælato in iis quæ sunt contra præcepta Dei et Ecclesiæ*, etc. *In dubiis autem tenentur omnes obedire.* Unde a contrario palam intelligitur extendi ejus voti materiam ( saltem post dictam declarationem ) ad id omne quod culpam non devolvit, quod tamen juxta propriam regulam et institutum limitandum est, ut infra, in sequenti tractatu, agendo de obedientia Societatis, latius explicabimus. Ut autem omittam, satis arduum est institui hunc ordi-

nem peculiariter ad reducendos hæreticos; quia ea de causa ad conversandum inter illos, non sine vitæ discrimine, utpote fidei Catholicæ hostes, est expositus. Sed et subjectionis non minimæ indicium illud est, non posse quemlibet religiosum a correctione, quantumvis rigida, si regularis sit, appellare ad Superiorem, etiam intra religionem, prout in Constitutionibus, d. 2, c. 8, n. 5, disponitur; et in declarationibus ejus loci latius habetur. Atque hæc, de mediis quæ ad substantialem perfectionem ordinantur, sint satis.

12. *De accidentariis mediis ad finem assumptis. — Quot et quales inde prodierint religiosi.*—De mediis accidentariis, regula scilicet et observantiis aliis, sunt, qui ex Carthusiensium ordine sumptas fuisse credant, fortasse quod in externo habitu aliquam præferant convenientiam; et a carnibus tota vita, ut diximus, ex statuto abstineant. Id tamen minus probabile apparet, ex declaratione ad c. 15, n. 1, lit. E, in dist. 2 Constitutionum, ex historia Fr. Ferdinandi de Castillo, lib. 1, cap. 33, ubi a B. Virgine designatum fuisse Prædicatoribus habitum refert. Itaque delegit sibi B. Dominicus imprimis probatissimam sancti Augustini regulam, ut patet in forma ipsa professionis proposita in d. 1, c, 15, initio, additis ad finem quasi specificum novi ordinis constitutionibus accommodatis, de oratione, de abstinentia, aliisque corporis austeritatibus, quas jam diximus, et amplificat etiam Castillo, lib. 1, c. 60. De studiis denique sacræ doctrinæ ac profanæ quoque ad illam capessendam requisitæ, quorum quidem studiorum curam et providentiam quantam habuerit S. Dominicus, satis describitur in distinct. 2, c. 14, per totum, juncta declaratione. Satis etiam probavit eventus, cum ex eo ordine, tanquam ex Trojano equo, vel potius arce instructissima ad destructionem munitionum, ut Paulus loquitur, ab Ecclesiæ hostibus oppositarum, prodiverint strenui propugnatores fidei, quam vel editis libris illustrem fecerunt. Inter quos S. Thomas, tanquam inter reliqua minora lumina fulgentissimum astrum, longe lateque coruscat [1] Vel ab ea deerrantes revocaverint, vel certe in pertinaces, a Sede Apostolica Inquisitores delegati adnimadverterunt, quam denique nobili martyrio fuerunt testati. Sed piget omnium catalogum texere, cum facile constare possint ex ipsius ordinis monumentis; imo et constare quot et quales prodiverint Ecclesiæ Prælati [1], Sacri, ut vocant, Palatii magistri, monarcharum Hispaniæ confessarii, quot in celeberrimis Academiis professores primarii, ut facile credas, omnia hæc jure pene hæreditario huic illustri ordini obvenisse; adeo ut per annos non paucos rari fuerint in republica litteraria alicujus nominis viri in doctrina sacra conspicui, qui Dominicanæ familiæ non essent alumni.

13. *Ex hoc ordine duo alii fluxerunt.* — Præter hanc regulam, sub qua ipse B. Dominicus sanctissime vixit et obiit, instituit duos alios religiosæ vitæ ordines : unum pro sororibus, quem sanctimonia æque ac generis claritate non paucæ feminæ decorarunt, ut videre licet in ejusdem religionis annalibus; alterum pro fratribus et sororibus, primo quidem de militia Christi nuncupatis, eo quod ad bona Ecclesiæ, ab injustis per id tempus invasoribus tuenda instituerentur ; postea vero, tanta contra Ecclesiam cessante injuria, nuncupatis de Pœnitentia, seu de Tertia Regula. Quod vitæ genus, licet ad essentiam religiosi status non pertingat, ut ex ipsa regula intelligitur, atque etiam ex similibus S. Francisci et S. Augustini Tertiariis constat, attamen a Sede Apostolica variis privilegiis fuit communitum; et tandem, ipsis ejus professoribus supplicantibus ab Innocentio VII et Eugenio IV tanquam pium et laudabile confirmatum. Vide, si placet, tractatum de initio, seu fundatione hujusce confraternitatis, qui cum ipsis Prædicatorum constitutionibus circumfertur, et citatum Ferdinandum de Castillo, lib. 1, c. 49.

14. *Concluditur instituti Prædicatorum perfectio.* — Non potest igitur prædictum ordinis Prædicatorii institutum non esse perfectissimum, ac in supremo gradu statuum religiosorum numerari, cum talem finem taliaque media amplectatur; totque ac tam ingentes fructus in Ecclesia Dei produxerit [2] Et (quod in minimis laudibus ponendum non est) cum acerbis odiis sit impugnatum ab externis, a domesticis discolisque religiosis turbatum, et nonnunquam ab ipsa Sede Apostolica privilegiis exauthoratum, inconcussum nihilominus hucusque perseveravit.

15. *Observatio prima circa idem institutum. — Secunda.* — In ipsis porro constitutionibus

[1] Castillo, fol. 205, col. 1

[1] Castillo, fol. 67, col. 2.

[2] Castillo, fol. 298, et 301, p. 2.

observandum primo, eas ex vi sua ad nullam culpam obligare, ut passim in eisdem exprimitur et declaratur. Exceptio vero de contemptu, quæ in eis fit, late discutitur superiori tractatu, lib. 1, c. 4. Secundo, declarationis illius, quæ in dist. 1, c. 15, n. 1, lit. I, § *Præterea,* habetur, ordinem Prædicatorum præstare inter alios *ratione majoris arctitudinis, et asperitatis, quod sit arctior omnibus religionibus mendicantibus ob parcitatem cibi, et longiora jejunia;* hujus, inquam, declarationis sensum esse, hanc unam esse ex arctioribus religionibus secundum quid, non universim; cum probatio illa de parcitate cibi, et longis jejuniis non amplius conficiat. Aliæ enim sunt austeritates apud mendicantes etiam religiones, quibus (ut pure monachalem Carthusiam, de qua citata declaratio id non inficiatur, et aliis fortasse concedet) astringuntur et commendantur, pedum scilicet nuditas, vestitus simplicitas et asperitas, numerus præceptorum gravium non exiguus, et similes, quæ in ordine Minorum vigent. Præterquam quod religionis arctitudo ex aliis observantiis eo difficilioribus, quo interioribus, maxime est metienda, ut tractatu sequenti, lib. 1, c. 9, uberius ostendemus.

16. *Tertia.*—Tertio observandum declarationem alteram indefinite prolatam, eod., c. 15, lit. A, nimirum *professionem solemnem facere religiosum, esseque obligationem absolute factam,* ut vera sit, necessario intelligendam esse de obligatione absoluta ex parte voventis, ut sumi potest ex iis quæ sequenti tractatu, lib. 3, per tria priora capita late prosequemur. Quod autem sensus hic sit, sufficienter colligitur ex similitudine homagii ibidem allata; hoc enim acceptantem non obligat, sed dantem. Similiter, quod in littera K subjungitur, professionem religiosam ab omni voto simplici liberare, non procedit de iis simplicibus, quæ Societatis scholares post biennium novitiatus emittunt. Constat siquidem, ut sequenti tractatu dicemus, donec talia vota ab ipsa Societate, aut a Pontifice relaxentur, validam ubivis, præter Carthusiam, professionem ab eis emitti non posse. In hoc enim, sicut in plerisque aliis prærogativis, ea vota fuerunt a Pontificibus solemni professioni æquiparata. Non procedit rursum ea declaratio de simplici voto, etiam in seculo nuncupato, si tertiæ personæ juri quæsito præjudicaretur; velut si quis divini honoris intuitu voveret, largiturum se alicui pio loco bona sua; tunc enim, licet alibi profiteretur, voti tamen simplicis reus esset. Atque hæc de hoc toto capite dicta sufficiant. Reliqua ad hunc ordinem spectantia, scilicet, de creatione Prælatorum, deque eorum officiis et obligationibus, sive regulis, de forma Capitulorum, ac judiciali correctione, minutius persequi nostrum non est; ac sæpius citato libro Constitutionum traduntur accurate.

## CAPUT VII.

### UTRUM RELIGIO MINORUM UNA SIT EX MENDICANTIBUS; ET QUAM ORIGINEM ET INSTITUTIONEM HABUERIT?

1. *De ordinis Minorum fundatore et origine.* —Sacra Minorum religio Dominicanæ germana soror est, eodemque fere tempore nata, et vinculo charitatis jam olim, tam in suis parentibus, quam in filiis conjunctissima. Auctorem habuit Seraphicum Patrem Franciscum Assisinatem, qui post conversionem suam singularis sanctitatis prodigium fuit, et novum humilitatis ac mundi contemptus exemplar. Hic ergo gloriosissimus Patriarcha (omissis iis, quæ ad initia conversionis et vocationis ejus pertinent) de nova religione instituenda deliberavit ac decrevit anno Domini 1209, qui annus (quod mirabile est) vigesimus septimus erat ætatis illius, et quintus a sua conversione, quia natus dicitur anno 1182, et anno 22 ætatis suæ fuit conversus ad Dominum, hoc est anno 1204. Post quinque igitur annos socios habuit, et de religione instituenda tractavit, ac regulam scripsit, tandemque ad Innocentium III cum duodecim sociis discessit, sui ordinis confirmationem supplicaturus. Et licet in principio repulsam passus fuerit, tandem divina revelatione Pontifex commotus, illam concessit anno Domini 1212, non quidem solemnem, nec litteris consignatam, sed vivæ vocis oraculo. Et D. Anton., 3 p., tit. 23, c. 1, dicit solum fuisse veluti permissionem illius status pro tunc; tamen revera ex tunc fuit constitutus verus status religiosus; et Franciscus cum sociis in manibus Pontificis solemnem professionem fecit, fuitque a Pontifice Generalis constitutus.

2. *Ejus confirmatio solemnis recentior quam Prædicatorum. — De fine, seu instituto hujus ordinis.*—Hinc vero factum est ut, licet ordo Prædicatorum approbatus non fuerit usque ad primum annum Honorii, nihilominus antiquitate præcellere censeatur, semperque in jure prius nominetur, ubicumque simul nominan-

tur, c. *In iis*, de Privileg., c. *Nimis*, de Excessibus Prælat., c. *Cum ex eo*, eodem, in 6, c. *Quorumdam*, de Elect., in 6, c. *Constitutionem*, de Regul., in 6, Clement. *Dudum*, de Sepultur. Nam ordo Minorum absolutam approbationem et litteris consignatam non habuit usque ad octavum annum Pontificis Honorii, hoc est, anno Domini 1223, octo item annis post similem Prædicatorum confirmationem, atque ita hic ordo fuit secundus qui hoc confirmationis genus in Ecclesia obtinuit. De fine autem hujus sacri instituti invenio in ejus regula scriptum : *Regula et vita Minorum fratrum hæc est, scilicet, Domini nostri Jesu Christi sanctum Evangelium observare, vivendo in obedientia, sine proprio.* Quæ verba valde generalia videri possunt, quia omnes religiones perfectæ profitentur vivere secundum Evangelicam perfectionem cum illis tribus votis. Existimo tamen sanctum Franciscum fuisse locutum de perfectione illa Evangelica, quæ complectitur etiam ejusdem Evangelii prædicationem, juxta illud Luc. 9 : *Sequere me*, prout infra ab ipso Christo Domino exponitur : *Tu autem vade, et annuntia regnum Dei.* Est ergo hujus religionis finis præcipuus perfectionem Evangelicam servare, simulque illam prædicare. Et hoc supponit Franciscus in regula, dum c. 9 instruit fratres, non solum verbo, quomodo prædicare debeant (nam et hoc unum est ex opusculis quæ scripta reliquit, ut in tomo 13 Bibliothecæ magnæ, p. 348, videre licet), sed etiam exemplo sæpe ostendit ; nam cumprimum de religione instituenda cogitavit, prædicare cœpit exhortando homines ad pœnitentiam, verbis quidem simplicibus, tamen ignitis et efficacissimis, quibus homines plurimum commovebat ; statim etiam ac sectatores sui instituti habere cœpit, illos ad prædicandum misit, prius etiam quam confirmationem primam ab Innocentio obtinuit, ut in Chronicis ejus legitur. Visio etiam illa, qua divinitus fuit admonitus, ut labantem Ecclesiam sustineret, plane indicabat non solum vitæ perfectione, sed etiam prædicatione verbi Dei, et doctrina futuram religionem illam utilissimam Ecclesiæ, ac proinde ob eumdem finem fuisse instituendam.

3. *De potissimo ejus medio, quod est maxima paupertas.* — Præsertim vero ac singulari modo profitetur hæc religio perfectionem Evangelicam quoad paupertatem et nuditatem Evangelicam, quia nihil proprium non solum in particulari, verum etiam neque in communi admittit ex vi regulæ. Sic enim intelligunt c. 6 suæ regulæ, quod sic habet : *Fratres nihil sibi approprient, nec domum, nec locum, nec aliquam rem.* Constat enim hoc non tantum de singulis dici ; quid enim necesse fuisset monere fratres, ne domos aut loca singuli sibi appropriarent? Intelligitur ergo de universis, et de tota communitate, et ideo subditur : *Sed tanquam peregrini, et advenæ, in hoc seculo in paupertate et humilitate Domino servientes, vadant pro eleemosynis confidenter.* Et in c. 4, hanc paupertatem restringendo, prohibentur fratres eleemosynas petentes, ne pecuniam recipiant, sed res alias victui aut vestitui necessarias. Atque in hac excellentia paupertatis multum eminet hæc sacra religio inter alias. Fuit enim prima omnium quæ hoc genus paupertatis in communi professa est ; nam religiones quæ præcesserunt ante mendicantes, illam non servabant, sicut nec nunc servant. Religio autem S. Dominici ex vi primæ institutionis et approbationis illam non coluit, uti supra, lib. 1, c. 8, n. 8, ostendi ; neque ulla ex religionibus quæ sub regula S. Augustini militat, ex vi regulæ illam servat. Religio autem Carmelitarum licet ex aliquorum sententia id habuerit ex primitiva regula, tamen neque id certum est, neque quoad res omnes, ut infra, cap. 10, ostendemus. Est ergo hæc singularis prærogativa S. Francisci, et ideo fortasse Concilium Tridentinum, sess. 25, c. 3, de Regularibus, cum omnibus religiosis faciat facultatem habendi bona in communi, Minores excipit, ut præcipuam illam regulam, et institutionem illibatam servaret.

4. *Hic ordo est maxime proprie unus ex mendicantibus. — Declaratur ex collatione cum ordine Prædicatorum.* — Atque ex his constat religionem hanc esse unam ex præcipuis mendicantibus, et quadam ratione cum maxima proprietate et singularitate hoc nomen sibi usurpare. Probatur, quia ex duabus conditionibus, quas diximus de facto postulari in religionibus mendicantibus, scilicet, ut vitam mistam profiteantur, et paupertatem in communi, utraque in hac sacra religione satis perfecte reperitur, ut ex dictis patet. Et declarari potest per comparationem ad religionem Prædicatorum ; habent enim se sicut excedens et excessum in aliis duabus conditionibus. Religio enim Prædicatorum ex parte finis excedit, quia principalius et magis ex se videtur prædicationem intendere. Item in hoc, quod præcipue videtur contra hæreticos et ad

fidei defensionem instituta; religio vero S. Francisci magis ad commovendum Christianum populum ad pœnitentiam agendam, et ad mundi contemptum; quæ differentia in ipsis etiam fundatoribus cernitur: nam prædicatio S. Dominici maxime fuit contra hæreticos, et inde sumpsit occasionem fundandi religionem suam; prædicatio vero sancti Francisci simpliciter fuit ad curandos et purgandos Catholicos; et licet ex fervore spiritus voluerit etiam et procuraverit inter infideles prædicare, tamen ex divina revelatione statim ad suos rediit, quia revera illa erat propria ejus vocatio, et a Deo intenta; unde etiam circa litterarum studium diversos habuerunt spiritus illi sancti Patriarchæ. Nam Dominicus litterarum studium præcipue suis alumnis commendavit. Franciscus vero, in c. 10 suæ regulæ, præmonuit, ut qui litteras nescirent, illas non discant; uterque autem prudenter agebat eligens medium suo fini accommodatum. At vero in mendicitate et paupertate excedit Minorum religio, tum quia, ut dixi, ex regula profitetur paupertatem in communi, quod alia sic non habet; tum etiam quia in ipsamet paupertate in communi, singularem magisque rigorosum modum in multis observat; tum etiam quia in exteriori habitu majorem quamdam paupertatem præ se fert.

5. *De aliis mediis seu observantiis hujus ordinis.* — Præter hæc, quæ sunt veluti substantiales proprietates hujus religionis, habet etiam plures observantias, ad vitæ rigorosæ perfectionem pertinentes, quas etiam magna ex parte ex vi regulæ servare tenetur. Nam, quod ad corpus attinet, præter habitus asperitatem et tenuitatem, calceamentis solum ob necessitatem utuntur, juxta c. 1 suæ regulæ, et pedestres incedunt, juxta cap. 3, nisi necessitas vel infirmitas cogat. A festo omnium Sanctorum usque ad nativitatem Christi Domini jejunant, et ad jejunandam aliam quadragesimam a die Epiphaniæ numerandam cum benedictione invitantur, licet non præcipiantur; qua jejuniorum observantia aliam Prædicatorum de abstinentia a carnibus in communi refectorio satis compensant. Et juxta hæc servant eamdem austeritatem in lecto, et in aliis corporis afflictionibus. Et ad nonnullas alias, per constitutiones et consuetudines obligantur. Unde concluditur religionem hanc, non solum ex fine et mediis esse valde perfectam, sed etiam esse satis arctam et austeram. Nec desunt multi ex professoribus ejus, qui cæteris omnibus perfectiorem et austeriorem appellent; sed hæ comparationes semper sunt odiosæ, parumque utiles ipsismet religiosis, ac professoribus cujuscumque religionis. Nam, ut ipsi non solum contenti sint vocatione sua, sed etiam ad illam sint impense affecti, satis est ut digne ac perfecte de sua religione sentiant, etiamsi aliis eam non præferant. Quamvis ergo hæc religio ex fine suo valde perfecta sit, et media habeat illi consentanea, et austeram satis vitam profiteatur, et in multis rebus alias excedat, non est tamen dubium quin superetur in aliis, quæ omnia exacte ponderare, et ferre absolutum de comparatione judicium, difficillimum esse existimo.

6. *Variæ Minoritarum familiæ unde ortæ. — Conventualium familia. — Familia de Observantia. — Familia Capuccinorum.* — Quoniam vero religio hæc in illa celsitudine paupertatis, quam a suo auctore accepit, principaliter fundata est (nam per illam promissa est professoribus ejus virtutum sublimitas, et hæreditas regni cœlorum, in c. 6 suæ regulæ), hinc factum est ut in zelo, vel tædio hujus paupertatis religio sit in plures quodammodo divisa, dum quidam tam arctam paupertatem male ferunt, alii pro illa æmulantur. Paulo enim post Divi Francisci mortem, ab Innocentio IV circa rigidam illam paupertatem dispensationem obtinuit, et annuos reditus ac immobilia bona in communi habere cœpit, et per plures annos tota fere religio in eo statu duravit. Nunquam tamen defuerunt primitivæ regulæ ac paupertatis zelatores et observatores, qui se a reliquis segregarunt. Nam quidam frater Cæsarius cum paucis sectatoribus loca separata ac solitaria petiverunt; ibique successione continua per sexaginta, et eo amplius annos a reliqua Franciscana familia separati vixerunt. Non constat autem mihi omnino certo, an sub obedientia ejusdem Generalis vel Provincialis viverent, vel omnino per se congregationem distinctam constituerent; illud autem prius probabilius videtur, quantum ex monumentis ejusdem ordinis diligentia Reverendissimi Patris Fr. Francisci Gonzagæ colligere possum. Postea eodem spiritu separati sunt alii, qui Clareni dicti sunt, et de licentia Summi Pontificis Celestini V, omnino ab obedientia religionis exempti eremiticam vitam sub regula Sancti Francisci vixerunt, qui tandem postea ad obedientiam et unionem totius religionis redicre, licet in vitæ austeritate et pauperta-

tis puritate perseveraverint, et separatam provinciam per se constituerint, licet sub eodem Generali. Postea vero tempore Clementis VI nova reformatio in hoc ordine inchoata est, et per Italiam, Galliam, Hispaniam paulatim crevit, et in duas principales familias totus ordo divisus est, quarum altera proprietatem in communi retinuit, et *Conventualium* dicta est; altera repudiavit, et vocata est *de Observantia*, ad quam omnes aliæ variis nominibus nuncupatæ reductæ sunt. Et in principio quidem utraque familia uni Prælato generalissimo parebat, qui ex Conventualibus usque ad Leonem X eligebatur; sub Leone autem X translatum est sigillum ad Observantiam, ex qua Generalis totius ordinis eligi cœpit, qui nomen *Ministri generalis* retinuit. Ex Conventualibus autem cœpit eligi proprius Generalis, qui *Magister* appellatus est, supremam etiam jurisdictionem habens, similemque confirmationem suæ electionis a Ministro generali recipiens, ex præscripto Leonis X, qui familias has in hanc concordiam redegit, sub certis conditionibus, quas peculiari bulla expedita declaravit; atque in eo statu usque in hodiernum diem duæ illæ familiæ permanent; quibus postea tertia adjuncta est, quæ *Capucinorum* dicitur, et ex Observantia prodivit, suumque quoad nonnullas provincias proprium Generalem habet, et in communi paupertate, ac tota regula sancti Francisci de Observantia convenit, solumque differt, quia simpliciter et sine declarationibus eam observat, et asperiori aliquo modo, habitu, et forma capucii aliquantulum diversa utitur.

7. *Hæc varietas arduitatem in instituto Franciscano arguit.*—Sed hæc diversitas non tollit religionis unitatem saltem specificam, ut sic dicam; nam numericam et moralem aliquo modo auferre videtur, quia saltem unitas capitis seu Generalis non retinetur. Non tamen hoc indicat imperfectionem instituti, sed potius arduitatem et difficultatem, quam mirum non est, in tanta hominum multitudine non ab omnibus æque servari et adamari; sed illud potius magna laude dignum est, quod tot sint, nunquamque desint illius perfectionis zelatores; quanquam fieri potest ut, qui dispensatione illa circa paupertatem in communi uti voluerunt, non remissione animi, sed bona intentione et probabili opinione moverentur, ad majorem spiritus quietem ac securitatem id conferre existimantes, sicut aliæ multæ religiones mendicantes sibi expedire judicarunt, nec ob id creduntur a perfectione defecisse, quia paupertas per se non est regula perfectionis, sed quanta et qualis ad perfectionem magis deservire potest. Verum est tamen peculiari ratione in hoc instituto Divi Francisci zelum et custodiam paupertatis in communi valde esse conformem spiritui et vocationi talis religionis, ac proinde præferendum esse cæteris paribus, ideoque non sine speciali providentia Spiritus Sancti Concilium Tridentinum, sess. 25, c. 3, de Regular., cum omnibus religionibus concedat facultatem habendi bona immobilia in communi, non obstante quacumque regula, excepit Minores, Capucinos, et de Observantia, tanquam specialiter ad hanc paupertatem vocatos.

8. *Duo genera difficultatum circa paupertatem alibi tractata.* — Hic vero occurrebant variæ difficultates, quæ circa hanc paupertatem Minorum ortæ sunt, et inter Summos etiam Pontifices disceptatæ, ut patet in variis decretis de Verborum significatione, in 6, in Clementin., et extrav. Joann. XXII. Sunt autem hæ difficultates in triplici differentia; quædam spectant ad paupertatem in communi, prout per se convenit omnibus religionibus mendicantibus, et hæ tractatæ sunt a nobis sufficienter superiori tomo, agendo de voto paupertatis. Aliæ versantur circa paupertatem, quæ excludit dominium rerum omnium etiam mobilium, quæ usu consumuntur, quæque videtur esse propria Franciscanorum; et difficultates huc spectantes magis videntur speculativæ quam morales, ut apud quem sit talium rerum dominium; et quomodo in rebus, quæ usu consumuntur, separentur usus et dominium, ita ut non habeat dominium, qui habet usum pro sua voluntate. Quibus quæstiones etiam illæ adjunguntur, an Christus et Apostoli aliquid proprium in hac vita habuerint, et an illa carentia omnis dominii ad majorem perfectionem pertineat. Quas omnes in supradicto loco pro opportunitate sufficienter attigimus, et in tom. 2 tertiæ partis, de Christi Domini paupertate disseruimus. Et novissime eas quæstiones erudite tractat Joan. Azor, in 1 tom. suarum Institutionum, lib. 12, c. ult. Tertium caput dubitationum esse potest, et adhuc magis proprium hujus religionis, quod versatur circa usum facti, et habet fundamentum in propria regula S. Francisci.

9. *Regula non acceptandi pecuniam exponitur.* — *Prima conditio ut possit acceptare.* —

*Secunda. — Tertia. — Quarta.*—Unum autem ex præcipuis dubiis est circa cap. 4, ubi sanctus Franciscus firmiter præcipit, ne sui monachi pecuniam recipiant per se, vel per interpositam personam, an hoc sit præceptum, et hæc sit materia voti paupertatis specialis hujus religionis ; nam verba regulæ hoc videntur sonare, et ita etiam sunt a Pontificibus explicata ; usus autem videtur aliud indicare ; et pro humanis necessitatibus videtur moraliter necessarium. Sed hic articulus latissime declaratus est a Nicolao IV, in cap. *Exiit*, § *Cæterum*, et a Clemente V, in Clement. *Exivit*, § *Porro*. Summa est illud quidem esse præceptum, et materiam voti paupertatis, ita tamen esse intelligendum, ut liceat per tertias personas eleemosynam in pecunia recipere, et habere, cum nonnullis limitationibus, et præcipua sunt. Prima, ut pecunia intelligatur manere semper sub dominio dantis eleemosynam, quamdiu est in manu tertiæ personæ, ita ut possit ab alio libere repeti, quamdiu in alios usus consumpta non est. Secunda, ut non possit a fratribus peti, nec administrari tanquam propria. Item non possint rationem ejus exigere, sed fidei ac conscientiæ depositarii rem totam committere ; non peccabunt tamen (ut opinor) si fecerint, ut dominus pecuniæ rationem a commissario petat pecuniæ sibi creditæ, quando viderint expedire, quamvis regulariter cavendum hoc etiam sit, præsertim si dans eleemosynam tale jus sibi a principio non reservavit respectu commissarii. Tertia est, ut solum pro necessariis usibus reponatur et expendatur, non ipsorum fratrum nomine, quorum pecuniæ non sunt, sed ejus qui eleemosynam contulit, ita ut si necesse sit contractum facere, non fratres dicantur emere, et dare pecuniam, sed alius emat pro fratrum usibus. Quarta, prohibetur ibi mutuo accipere pecuniam etiam per procuratorem, quia per mutuum transfertur dominium in accipientem, et manet obligatio solvendi apud eumdem ; utrumque autem repugnare constat huic regulæ ; si tamen necessitas urgeat, et desint eleemosynæ, conceditur eis ut possint pecuniam per procuratorem recipere, offerendo curam, et diligentiam procurandi eleemosynas, quibus illi satisfiat, sine obligatione propria ; hoc enim in rigore non est mutuum, sed quædam eleemosyna, quamvis cum aliquo onere, paupertati minime contraria.

10. *An possint Minores contractum mutui celebrare. — Unus modus quo possint obligari ad reddendum mutuum. — Alter modus.* — Quæri vero obiter potest an res alias, quæ pecunia non sunt, possint mutuo recipere cum obligatione ex justitia ad solvendum ; quamvis enim ex parte materiæ non ita sit eis prohibitum alias res accipere sicut pecuniam, tamen ex parte obligationis videtur æque repugnare paupertati in utroque genere rerum. Et simile dubium est, an possint credita pecunia emere hujusmodi res, sive mobiles usu consumptibiles, aut permanentes vel se moventes, sive etiam immobiles, ut terram sive pavimentum ad fundandam domum, vel ecclesiam, aut hortum, etc. Respondeo nunquam posse ita emere aliquid credita pecunia, ut ipsi etiam in communi obligentur ad solvendum illud ex justitia in pecunia, quia hoc plane repugnat eorum instituto, quia non possunt illam obligationem implere, nisi accipiendo pecuniam, et suo nomine solvendo. Quod si alius pro illis soluturus est, non possunt illi obligari de justitia ad factum alterius ; solum ergo possunt promittere diligentias procurandi eleemosynas, quibus talis res solvatur. Quando vero res mutuo accipitur solvenda in eadem specie, vel etiam si in alia specie, quæ non sit pecunia, solvenda sit, alia commutatione interveniente, tunc directe non fit contra hanc regulam de non accipienda pecunia, in qua nunc versamur ; tamen aliunde videtur repugnare illa obligatio statui paupertatis in communi ; sicut enim privatus religiosus obligari non potest, quia nihil habet proprium privatim, ita communitas, quæ nihil habet proprium in communi, obligari non potest ad quæcumque bona temporalia reddenda ; et revera ita est, si obligatio sit pure personalis, quia nemo potest obligari ad dandum quod non habet, nec quod sperat habere solum ex eleemosynis. Possunt tamen obligari altero e duobus modis. Primo, si is, qui obligatur, intelligat involvi conditionem, *Si per eleemosynas obtinere possint ea bona, quæ reddituri sunt.* Tunc enim non obligatur ad impossibile, et alter non decipitur. Secundo, si obligatio non sit pure personalis, sed realis, saltem implicite, id est, si jam habeant res alias ejusdem valoris et pretii, per quas possint in omni eventu satisfacere ; nam, licet non sint earum domini, habent tamen absolutam administrationem earum ; unde possunt illas obligare, sicut possunt etiam in casu necessitatis calicem vel rem aliam pretiosam in pignus dare, et similia.

11 *Pontificias paupertatis declarationes,*

*quomodo alii atque alii Minoritæ acceptant.*— *Nota.* — Cætera quæ hic dubitari poterant, in citatis decretis satis attinguntur et declarantur, et in superiori tomo agendo de paupertate a nobis allata sunt. Solum hic adverto illas declarationes Pontificum circa hanc Minorum paupertatem, solum fratribus de Observantia esse usui, nam Conventuales majoribus dispensationibus utuntur, cum propria bona in communi habeant; Capucini vero profitentur se nudam observare regulam, et illis declarationibus renuntiant. Nam in hoc maxime dicuntur ab Observantibus distingui. Videant ergo ipsi quid voveant, et quo sensu, illudque observent, mihi enim de eorum more aut usu non satis constat. Non possunt tamen declarationem aliquam non admittere, quia votum et lex debet esse de re certa et clara. Solum ergo possunt non admittere declarationes illas, quatenus aliquid de jure humano et arbitrarium involvunt, quod minorem forte rigorem indicare videtur; in quo potuerunt ipsi majorem rigorem eligere; necessarium vero est ut in hoc aliquid certum et stabile declaratum habeant, ne conscientiæ facile ligentur; quod in tanta communitate, et in rebus, quæ quotidie præ manibus habentur, et necessariæ sunt, facile potest contingere.

## CAPUT VIII.

### DE ORIGINE ORDINIS EREMITARUM SANCTI AUGUSTINI.

1. *De quo Sancti Augustini ordine disputatio instituatur* — Hactenus de proprio ordine monachorum a D. Augustino instituto nihil diximus, sed reservavimus, quia non est adeo manifestum D. Augustinum instituisse hujusmodi ordinem, quin aliqua inquisitione et disputatione indigeat. Et licet fuerit institutus,nunc tamen vel idem non manet, vel non sub pura seu speciali ratione monachatus, id est, sub instituto vitæ solum contemplativæ et eremiticæ,sed mixtæ, et sub nomine ac ratione mendicantis religionis, qualis nunc est sacra religio, quæ *Eremitarum sancti Augustini* appellatur. De antiquitate ergo et origine hujus ordinis, multa sunt ab scriptoribus, præsertim ejusdem ordinis, scripta et disputata in defensionem suæ antiquitatis, quibus nos nihil addere possumus, nec litem cum aliis intendere volumus, sed ea tantum, quæ probabiliora videntur, proponere, ac institutionem, auctoritatem et perfectionem hujus ordinis, quæ sine dubio magna est, breviter declarare.

2. *Prima assertio, B. Augustinum post baptismum religiosum vivendi modum inivisse.*— Primo ergo probabilius existimo Beatum Augustinum, statim a principio conversionis suæ, religiosam vitam professum fuisse. Id enim non obscure colligitur ex verbis ejusdem, in lib. 8 et 9 Confessionum; nam in lib. 8, cap. 6, et sequentibus, commemorat internum bellum quod adhuc catechumenus patiebatur, deliberans de statu quem post baptismum accepturus erat, matrimonii, scilicet, vel cœlibatus; nam ad rem uxoriam et secularia negotia propensus erat, aliunde autem exemplis et verbis Sanctorum ad perfectionem sectandam excitabatur. Tandem vero, in c. 12, divinam inspirationem et mirabilem vocationem refert, qua tractus et adjutus, jam non solum christianam, sed etiam perfectam vitam sequi firmiter elegit. Quam cum matri narrasset, loquens cum Deo: *Exultat* (inquit) *et benedicit tibi, qui potens est, ultra quam petimus, aut intelligimus facere, quia tanto amplius sibi a te concessum de me videbar, quam petere solebat miserabilibus ejus flebilibusque gemitibus. Convertisti enim ita me ad te, ut neque uxorem quærerem, nec aliquam spem seculi hujus, stans in ea regula fidei, in qua me ante tot annos ei revelaveras.* Hoc ergo est quod Deus Monicæ concessit, ultra id quod petebat; illa enim conversionem Augussini ad fidem solum postulabat, Deus autem etiam conversionem ejus ad sequendam perfectionem concessit. Et hoc est, quod subdit : *Convertistis luctum ejus in gaudium, multo uberius quam voluerat, et multo clarius atque castius, quam de nepotibus carnis meæ requirebat.* Et lib. 9, c. 1, magis explicans hoc propositum adeo perfectum, et firmum, ut jam veluti opere consummatum, ait : *Jam liber erat animus meus a curis mordacibus ambiendi, et acquirendi, et volutandi, atque scalpendi scabiem libidinum;* quibus verbis perfectissimam renuntiationem seculi expressit quoad illa tria, quæ per tria religionis vota abnegamus, scilicet, propriam voluntatem, seu dominandi libidinem, divitias, et corporis voluptates. In c. autem 2 hujus libri, magis declarat contemplativam et monasticam, seu solitariam vitam elegisse, et ideo inquit decrevisse munus docendi rhetoricam relinquere : *Sagittaveras* (inquit) *tu cor nostrum charitate tua, et gestabamus verba*

*tua transfixa visceribus, et exempla servorum tuorum.* Et infra : *Plena voluntas vacandi et vivendi, quoniam tu es Dominus, oborta mihi est, atque firmata, nosti, Deus meus.*

3. *Nec multum id distulisse conjecturis etiam suadetur.* — Ex his ergo intelligi potest D. Augustinum, vel in ipso baptismo, vel non multo post, religiosam vitam professum esse. Probatur, quia firmo proposito, et magna Dei vocatione, jam illam conceperat, ut declaratum est; ergo non est verisimile, post baptismum executionem multum distulisse. Probatur consequentia. Primo, quia talis dilatio vel non fuisset sine aliqua culpa, vel non sine magna remissione animi et imperfectione, quam certe si Augustinus commisisset, in Confessionibus suis recognovisset et indicasset. Nam lib. 9, c. 2, cum haberet a Deo inspirationem omittendi publicum legendi munus, ut Deo vacaret, et per aliquot dies distulisset executionem, ob causam satis apparentem et rationabilem, illam dilationem tanquam aliquo modo culpabilem recognoscit, et a Deo veniam petit; quid ergo facturus fuisset, si post baptismum viam perfectionis ingredi distulisset? Secundo, ad hujusmodi statum jam ante baptismum se præparavit, tum relinquendo munus officii publici, quod per se cum baptismo non repugnabat; tum colligendo se cum sociis in villam, ubi Deo et considerationi rerum divinarum vacaret, ut ipse refert, lib. 9 Confessionum, c. 4, nullumque impedimentum habuit, vel a sociis, vel a matre; nam omnes mirum in modum illo genere vitæ lætabantur, et ipse divino amore flagrabat, quæ omnia ipsemet refert; quæ igitur causa dilationis excogitari potest? Tertio expendo, quod eodem libro, c. 3, de Nebridio refert cum Deo loquens et dicens : *Quem non multo post conversionem nostram, et regenerationem per baptismum tuum, ipsum etiam fidelem Catholicum castitate perfecta atque continentia tibi servientem in Africam apud suos, cum tota domus ejus per eum Christiana facta esset, carne solvisti ;* ubi expendo verba illa, *castitate perfecta tibi servientem ;* nam clare significant statum firmum vitæ continentis, et consecratæ ad perfecte serviendum Deo. Pondero etiam illam conjunctionem *ipsum etiam*, supponit enim, se et socios suos, quos Nebridius imitabatur, eadem castitate perfecta et continentia serviisse Deo post suam regenerationem.

4. *An is vivendi modus fuerit proprie religiosa professio. — Quoad castitatem verisimile. — De paupertate incertum. — Multoque magis de obedientia.* — Hæ igitur conjecturæ satis, ut opinor, suadent, Augustinum simul cum baptismo viam perfectionis et statum continentiæ amplexum esse. Nec vero continuo et sine majore probatione affirmaverim, illum statum fuisse proprie religiosum, per tria vota præsertim solemnia, prout nunc fit. Credibile quidem mihi est, statum continentiæ firmo ac deliberato animo deliberasse, et fortasse etiam Deo promisisse ; nam hoc mihi indicant illa verba, quæ supra ponderavi, *castitate, et continentia perfecta.* Imo verisimile censeo votum hoc continentiæ etiam ante susceptum baptismum adhuc catechumenum emisisse; nam hoc satis ipse indicat in ultimis fere verbis lib. 8 Confessionum. De voto autem paupertatis vel obedientiæ nihil affirmare possumus, saltem de eo tempore quo Augustinus fuit in Italia, priusquam in Africam rediret, quia nec Possidius in vita Augustini, neque Augustinus ipse in Confessionibus, neque in aliis libris quicquam de hoc significat; imo Anton. ait, Augustinum reversum in patriam, ex patrimonio suo domum in eremo ædificasse, pro se et sociis suis, et reliqua in pauperes distribuisse ; ipse vero Augustinus, sermon. 1 de communi vita clericorum, scribit, tenuem suam substantiam vendidisse, et pauperibus erogasse; unde constat superiori tempore nondum se expoliasse omnibus bonis, vel dominio illorum, quamvis habere potuerit propositum et votum dimittendi omnia, quamprimum commode posset, et in usus pios et paupertati consentaneos; an vero ita fecerit, scriptum ab aliquo antiquo, vel satis fide digno auctore non invenio. Magis autem incertum mihi est obedientiæ votum, quia neque in monasterio aliquo ex his, quæ ante ipsum erant, neque in manibus alicujus illud emisisse, vel Mediolani, vel Romæ, vel in alio Italiæ loco legimus, nec in congregatione, seu familia sua videtur eo tempore talem vivendi modum habuisse; oportuit enim approbante aliquo Episcopo talem vitæ modum inchoari, et in manibus ejus votum obedientiæ emittere, quod sine dubio non fecit. Quod etiam ex modo, quo idem Augustinus in citatis libris Confessionum, de se et de suis amicis, et de suo reditu in Africam loquitur, non obscure intelligitur, unde Possidius, in Vita Augustini, c. 3, sic inquit : *Ac placuit ei, percepta baptismi gratia, cum aliis civibus,*

*et amicis suis Deo pariter servientibus, ad Africam et propriam domum agrosque remeare.* Quæ verba indicant totam illam familiam fuisse laicam, et liberam ab obedientiæ jugo, Deo tamen servientem, et inter se amicitia et charitate conjunctam.

5. *Tertiæ objectioni in contrarium occurritur.*—Neque aliud significasse existimo, quod Monica sanctissima, jam morti vicina, filio dixit, ut ipse refert, lib. 9 Confessionum, cap. 10 : *Unum erat propter quod in hac vita aliquantum immorari cupiebam, ut te Christianum Catholicum viderem, prius quam morerer ; cumulatius hoc mihi Deus meus præstet, ut te etiam, contempta felicitate terrena, servum ejus videam.* Quo ultimo verbo indicare videtur illum jam fuisse religiosum ; sed, licet hoc sit verum latè loquendo, quia jam profitebatur viam perfectionis et continentiæ, et decreverat seculares curas relinquere, ut explicuimus, tamen quod monasticam vitam proprie sumptam jam tunc profiteretur, non satis inde colligitur. Quamvis credibile sit Augustinum jam concepisse propositum illius vitæ, tamen, cum esset quasi in via, et in reditu ad patriam, non videbatur tempus aptum et commodum exequendi omnino, et quasi consummandi illud propositum, præsertim vivente matre ; et ideo verisimilius etiam est illam executionem distulisse usque ad reditum in Africam.

6. *Objectio altera, ex quodam sermone Ambrosio attributo. — Sermo ille spurius est duabus rationibus.* — Non desunt vero qui putent D. Augustinum simul cum baptismo accepisse de manu Ambrosii monachi habitum ; nam in quodam sermone 92, inter sermones Ambrosii, sic Ambrosius loquitur de Augustino : *Novum Christianum novis vestimentis cuculla nigra induimus, cingulo ex corio nos ipsi præcinximus, quod Simplicianus noster ingenti lætitia donavit.* In quam sententiam ob auctoritatem Ambrosii descendit Antoninus, 3 p. Historiali, titul. 24, cap. 14, § 2 ; unde facile potest quispiam addere, tunc etiam Augustinum religiosorum vota in manu Ambrosii emisisse. Verumtamen sermo ille expunctus est ab operibus Ambrosii Romæ impressis, et magna diligentia emendatis, omnibus suppositītiis operibus rejectis. Et Cæsar Baronius, tomo 4, anno 388, graviter reprehendit imperitum (ut ipse loquitur) illius sermonis fictorem ; primum, quia inepte finxit, cum ejus stylus omnino sit alienus ab eloquentia, gravitate et sententiarum pondere Ambrosii. Secundo, quia facile potest mendacii redargui ; duo enim aperte falsa dixit : unum, quod Augustinum Carthaginensem vocat, cum constet fuisse Tagastensem ; aliud est, quod illum dicit fuisse conversum a Gentilium cultu, cum tamen certum sit nunquam coluisse idola, licet in aliis erroribus versatus fuerit. Verumtamen hæc duo aliquo modo colorari possunt, dicendo, Africanos omnes interdum fuisse vocatos Carthaginenses, a metropoli civitate ; vel Augustinum ita fuisse vocatum, quia Carthagini multo tempore vixerat et docuerat, et unde immediate venerat, cum discessit ex Africa. De cultu autem Gentilium conversus dici potuit, non propter idololatriam, sed quia sine fide et baptismo tanquam gentilis quidam philosophus et Academicus de Deo opinabatur. Illud vero difficilius potest ad verum sensum trahi, quod ibi dicitur, sæpius Ambrosium tentasse Augustinum, et cum eo disputasse, et e converso Augustinum, disputationis suæ acrimonia et vehementia Ambrosium vicisse, cum tamen Augustinus ipse, lib. 6 Confessionum, cap. 3 et 11, dicat sibi non fuisse datam copiam sciscitandi ab Ambrosio, quæ cupiebat, nisi cum magna brevitate, *quia non vacabat Ambrosio.*

7. *Satisfit objectioni directe.* — Ex quibus plane incertum redditur, quod de cuculla nigra dicitur, saltem quod id fuerit ab Ambrosio scriptum, nam utrum in re ita fuerit, ignoratur. Et conjectura est non ita fuisse, quia erat universalis consuetudo baptizatos indui albis vestibus, ut idem Augustinus sæpe commemorat, lib. de Fide et symbolo, et lib. de Catechizandis rudibus, nullamque mutationem consuetudinis in suo baptismo factam alicubi indicat, quamvis baptismi lavacrum ministerio Ambrosii recepisse commemoret, lib. 1 contra Julianum, cap. 3. Ad hoc tamen responderi potest, super cucullam nigram, impositam fuisse Augustino candidam vestem baptizatorum. Sed, licet hoc contingere potuerit, etiam est præter morem, quia ipsamet usualis vestis solet esse candida, ut nunc Romæ in neophytis conspicitur. Denique adverto Antoninum ex sermone Ambrosii longe aliter verba illa referre dicentem : *Hunc in Christo genui, et postquam baptizavi eum, indui cucullam nigram, et ipse ad differentiam monachorum se cinxit zona pergens ad Simplicianum*, etc. Ex hoc ergo sermone nihil affirmare possumus eorum, quæ in illo referuntur.

8. *Num sermones ad fratres in eremo, unde*

prædicta objectio posset roborari, sint Augustini.—Nec majorem fidem faciunt alia verba, quæ idem Antoninus refert ex eodem Augustino in quodam sermone ad fratres in eremo: *Duodecim fuimus fratres, qui induimus cucullam nigram, et calceamenta, et zonam nigram desuper cinctam ad differentiam monachorum.* Nam hi etiam sermones incertam habent auctoritatem, et in auctorem eorum graviter invehitur Cæsar Baronius, in tom. 4, ad annum Domini 382, et 385, et 387, et in Martyrologio, 5 Januarii, et multi alii auctores sermones illos, ut Augustinianos non recipiunt, quamvis interdum ab aliis sub nomine Augustini citentur. Et licet fortasse aliqui illorum sint Augustini, sicut olim inter eos ponebantur duo sermones de communi vita clericorum, quos constat esse Augustini, et nunc ponuntur inter sermones de diversis, suntque quadragesimus nonus, et quinquagesimus; licet, inquam, ita potuerint aliqui alii veri Augustini sermones ibi interseri, ut lib. præced., c. 2, n. 3, attigi, nihilominus certum existimo quamplures eorum non esse Augustini, quia multa falsa, et Augustino indigna in eis continentur; unde fit ut omnes sint incerti. Quapropter illud testimonium de cuculla nigra et zona ex corio, nullam inde auctoritatem accipit; est ergo res incerta, et de ipso, seu pro ipso tempore baptismi parum verisimilis; quid vero credi possit de reliquo tempore ante clericatum Augustini, paulo post subjiciam.

9. *Rejicitur alia incerta conjectura de religioso statu Augustini ante ejus reditum in Africam.* — Unde etiam incertum esse reperio, quod Antoninus supra refert, Augustinum, postquam Mediolano discessit rediturus in Africam, priusquam Italiam relinqueret, visitasse eremitas, qui erant in monte Pissano, et per aliquod tempus ibi moratum esse, et postea visitasse alios eremitas, qui erant in Centumcellis prope Romam. Adduntque alii [1] Augustinum, eo tempore quo eremitas Pissani montis visitavit, dedisse illis quamdam regulam monachorum, ex tribus quas composuit, et ex tunc proprium monachorum statum accepisse; postea vero visitando alios eremitas in Centumcellis secundum regulam eis tradidisse. Sed hæc a Possidio in vita Augustini non referuntur, neque ab Augustino in libro Confessionum aut alibi insinuantur; nec videntur posse cum Chronographia de ætate Augustini convenire; nam constat Augustinum, expleto trigesimo tertio ætatis anno, et trigesimo quarto inchoato, baptizatum esse; ipse enim, libro primo Soliloquiorum, c. 10, hanc ætatem se habuisse dicit, cum illud opus scriberet; scripsit autem illud ante baptismum, ut ipsemet refert 1 Retractationum, cap. 4. Post baptismum autem statim Romam se contulit, ubi saltem per annum commoratus est, tempus aptum navigationi expectans, nam ibi multa conscripsit, quæ ipse commemorat lib. 1 Retractationum, cap. 7, 8 et 9. Et inter alia scripsit libros de moribus Ecclesiæ Catholicæ, in quorum primo, cap. trigesimo tertio, commemorat monasterium, quod prius Mediolani, et plura alia, quæ Romæ postea cognovit, de monte autem Pissano aut Centumcellis nihil memorat. Ait præterea idem Augustinus, 9 Confess., cap. 11, sanctam Monicam, matrem suam, mortuam esse anno 33 ætatis ejusdem Augustini, ubi potius legendum videtur anno 35, ut constat ex alio loco Soliloquiorum; ergo non potuit Augustinus, postquam Mediolano discessit, per duos annos commorari cum eremitis Pissani montis et Centumcellarum ante mortem sanctæ Monicæ. Neque etiam verisimile est post mortem matris retro rediisse, et tam longas moras fecisse; tum quia ipsemet Augustinus, lib. 9 Confessionum, cap. 10, de se et matre inquit: *Apud ostia Tyberina post longi itineris laborem instaurabamus nos navigationem;* ergo cum hac intentione illuc pervenissent, licet mors matris post paucos dies acciderit, non est per se credibile, neque ulla ratio probabilis apparet, ob quam Augustinus mutaverit consilium, et tam diuturnas moras fecerit; tum etiam quia in sermone primo de Communi vita clericorum, dicit juvenem fuisse, cum in Africam rediit; ergo verisimile est non excessisse trigesimum quintum annum ætatis, cum illuc pervenit. Igitur hæc omnia tanquam incerta, et ad hujus religionis veram originem seu antiquitatem explicandam tanquam inefficacia relinquo, nec definite assero Augustinum ante reditum in Africam non fuisse monachum, aut regulam monachorum non scripsisse, sed assero hoc non constare satis fide digna historia, vel auctoritate.

10. *Secunda assertio : Augustinus ante Presbyteratum monachus fuit, et religionem instituit.*—Nihilominus dico secundo, Augustinum reversum in Africam, prius quam

[1] Volaterranus, lib. 21; Hier. Rom., libr. 6 Reip. Christianæ, cap. 6.

Presbyter fieret, monachum fuisse, et in proprio monasterio monachos congregasse et instituisse. Hæc assertio non satis colligitur ex Possidio, in Vita Augustini; nam in c. 3 solum ait: *Placuit ei, percepta baptismi gratia, cum aliis civibus, et amicis suis Deo pariter servientibus, ad Africam remeare, ubi constitutus ferme trienno, et a se jam alienatis curis secularibus, cum iis, qui eidem adhærebant, Deo vivebat, jejuniis, orationibus, bonisque operibus in lege Domini meditans die ac nocte.* Quæ verba indicant quidem vitam satis religiosam et perfectam, nondum tamen satis explicant proprium statum religiosum et monachalem; nam illa omnia dici possent de illo genere vitæ quod Augustinus Mediolani etiam ante baptismum in separata villa inchoaverat. Unde Baronius, in 4 tom., ann. 389, de hac re tractans, solum dicit: *Rediens* (scilicet Augustinus) *una cum sociis Alypio et Evodio in patriam, quem condixerant, vitæ statum, cum adhuc in Italia essent, exercere cœperunt.* Deinde vero refert verba Possidii, et in prædictis verbis suis alludit ad relationem Augustini, 9 Confess., c. 7 et 8. Ex quibus solum licet colligere cœpisse in Italia amare cum sociis solitariam et contemplativam vitam, in castitate perfecta, et quæsivisse locum ad hunc finem aptum, et hac intentione in patriam remeasse, et statim ac illuc pervenit, prout potuit, opere complevisse; an vero id fuerit cum monachali professione, non satis a dictis auctoribus explicatur.

11. *Prima probatio.* — Nihilominus ipsemet Augustinus, serm. 1 de Communi vita clericorum, qui non dubitatur esse ipsius, nam citatur a Beda, 2 ad Corinth. 8, et a Concilio Aquisgranensi, sub Ludovico imperatore, anno 1016, c. 112, ipse, inquam, Augustinus satis ibi declarat, statim ac pervenit in Africam, monasterium construxisse, in quo cum suis fratribus vitam communem et Apostolicam ageret: *Juvenis* (inquit) *veni ad istam civitatem, ut multi vestri noverunt, quærebam ubi constituerem monasterium, et viverem cum fratribus meis, spem quippe omnem seculi reliqueram*, etc. Dicet aliquis Augustinum non dicere construxisse se illo tempore monasterium, sed quæsiisse locum ubi illud construeret. Sed, licet expresse non asserat, nec etiam negat; et per se verisimile est non caruisse illo tanto tempore. Verumtamen in sequentibus verbis id plane supponit; ait enim: *Veni ad istam civitatem propter videndum amicum, quem putabam me lucrari posse Deo, ut nobiscum esset in monasterio;* habebat ergo jam monasterium, in quo cum fratribus religiosam vitam agebat, ad quam amicum adducere cupiebat, et hoc vocat lucrari illum Deo. Deinde refert ea occasione assumptum esse ad statum presbyteri, in quo jam constitutus subjungit: *Non attuli aliquid, non veni ad hanc Ecclesiam nisi cum indumentis, quibus illo tempore vestiebar. Et quia hic disponebam esse in monasterio cum fratribus, cognito instituto, et voluntate mea, beatæ memoriæ senex Valerius dedit mihi hortum illum, in quo nunc est monasterium.* Ex quibus omnibus satis constat Augustinum adhuc laicum, monasterium unum construxisse, et alterum postea jam factum presbyterum; sed prius in eremo, seu loco ab oppidis separato, posterius in loco civitati vicino; nam illud prius colligitur ex illis verbis: *Veni ad istam civitatem propter videndum amicum*, quia, scilicet, in loco separato habitabat. Posterius autem indicat, cum subdit: *Hic* (id est, in hac civitate Hipponensi, ad quam loquitur) *disponebam esse in monasterio cum fratribus.* Quod postea dicit denuo ædificasse, cum jam prius esset antiquius. Et (quamvis hoc non explicet) verisimile est non destruxisse priorem domum, aut vacuam reliquisse transferendo fratres omnes ad novum monasterium; sed cum paucis fratribus primi monasterii secundum inchoasse, aliis fratribus in alio relictis, prout in aliarum religionum initiis factum esse conspicimus, quod etiam ipse non obscure indicat; nam de secundo monasterio subdit: *Cœpi boni propositi fratres colligere compares meos nihil habentes, sicut nihil habebam, sed imitantes mei, ut quomodo ego tenuem paupertatulam meam vendidi, et pauperibus erogavi, sic facerent et illi, qui mecum esse voluissent, ut de communi viveremus.* Ait autem Possidius, in vita Augustini, capit. 5, Augustinum factum Presbyterum, monasterium intra Ecclesiam mox instituisse, et cum Dei servis vivere cœpisse secundum regulam sub Apostolis constitutam. At vero Augustinus ipse in dicto sermone non dicit ædificasse monasterium intra Ecclesiam, sed in horto sibi a Valerio donato, in quo monasterium durabat, etiam postquam ipse erat Episcopus: et infra subjungit: *Perveni ad Episcopatum, vidi necesse habere Episcopum exhibere humanitatem assiduam quibuscumque venientibus, sive transeuntibus, quod si non fecissem, Episcopus inhumanus dicerer. Si autem consuetudo ista in monasterio permissa es-*

*set, indecens esset, et ideo volui habere in ista domo Episcopali monasterium clericorum.* Non ergo ædificavit Augustinus intra Ecclesiam monasterium, nisi jam factus Episcopus, et tunc non sine causa explicat fecisse monasterium clericorum, indicans prius fuisse monasterium monachorum, seu laicorum. Significat etiam diversa fuisse illorum instituta; nam de primo ait non decuisse admittere in eo consuetudinem habendi frequenter hospites. De secundo vero supponit non habuisse talem indecentiam, nam ad hunc finem illud construxit; erat ergo primum rigidioris vitæ solitariæ et contemplativæ, ejusdem nimirum instituti cum alio prius contructo in loco a civitate remoto. Aliud vero licet religiosum esset, erat tamen vitæ (ut sic dicam) humanioris ad hospitalitatem accommodatæ, et ad ministeria Episcoporum et proximorum.

12. *Secunda probatio.* — Præterea colligo ex superioribus verbis habuisse Augustinum adhuc laicum in eo statu peculiarem habitum, qui nec presbyterorum proprius erat, nec vulgaris laicorum, sed tam honestus, ut a presbytero etiam retineri possit, nam hæc omnia mihi significant illa verba: *Non veni nisi cum illis indumentis, quibus eo tempore vestiebar;* quando enim illa verba dixit Augustinus, jam erat Episcopus; in quo statu indumenta mutaverat (ut indicat); antea vero eadem retinebat etiam in monasterio civitatis; quæ si non fuissent specialia, et ab indumentis aliorum secularium distincta, non de illis tanquam de singularibus et propriis loqueretur. Qualia autem illa fuerint, aut cujus figuræ vel coloris, ipse nobis non explicuit, et ideo nihil certum in speciali dicere possumus, quamvis in genere, non dubitem quin fuerint monachalia, propter ea quæ jam subjiciam.

13. *Probatio principalis.*—Colligo enim ulterius ex eodem loco, adjunctis aliis, Augustinum in illo primo monasterio propriam ac perfectam monasticam vitam instituisse, quod probo primo ex voce *monasterium*, quæ proprie dicitur, et tunc maxime dicebatur de habitatione monachorum. Secundo, quia ibidem ait professum fuisse cum fratribus voluntariam paupertatem, et professum esse vitam communem ad imitationem Apostolorum. Tertio, quia idem Augustinus, libro 3 contra Petilianum, cap. 40, de illo hæretico sic inquit: *Perrexit ore maledico in vituperationem monasteriorum et monachorum, arguens etiam me, quod hoc genus vitæ a me fuerit institutum, quod genus vitæ omnino quale sit nescit, vel potius toto orbe notissimum nescire se finxit.* Ubi Augustinus tacite consentit et fatetur, se illud genus vitæ instituisse; quod intelligi potest, vel quia illud institutum amplexus et professus est, vel quia in illo genere vitæ proprium et peculiarem modum instituit; non enim totius generis, ut sic dicam, seu totius vitæ monasticæ inventor cogitari potuit, nisi per magnam ignorantiam vel malitiam illorum hæreticorum, cum ante Augustinum esset et monachorum nomen, et genus vitæ in orbe diffusum, ut ipse commemorat tum hic, tum etiam aliis multis in locis, præsertim in libris de Moribus Ecclesiæ, et de Opere monachorum, et in Psal. 75 et 99, et optime in 132, ubi et nomen monachi declarat, et vitam laudat, et modum etiam salutandi Deo gratias agendo commemorat; et in epistola 89, quæst. 4, disputando contra hæreticos, qui divites omnes damnari dicebant, ne amore divitiarum id facere calumniaretur, inquit: *Ego, qui hæc scribo, perfectionem, de qua Dominus locutus est, quando ait diviti adolescenti Vade, vende omnia quæ habes, et da pauperibus, et habebis thesaurum in cœlo, et veni, et sequere me; vehementer adamavi, et non meis viribus, sed gratia ipsius adjuvante sic feci.* Subjungitque deinceps: *Et ad hoc propositum, quantis possum viribus alios exhortor, et in nomine Domini habeo consortes, quibus hoc per meum ministerium persuasum est.* Scripsit autem Augustinus hæc verba jam Episcopus; possuntque tam ad monachos, quam ad Canonicos regulares applicari. Certum tamen est ex dictis, ante Episcopatum et ante presbyterium ipsum adamasse et amplexum esse illum statum, et ad illum alios traxisse, et cum illis monasterium non clericorum, sed laicorum monachorum construxisse. Hac ergo ratione dictus est *monachorum institutor,* et quia fortasse illud vitæ institutum primus in Africam invexit, ac denique quia in Latina Ecclesia primus etiam monachis vivendi regulam dedit, quam Apostolica Ecclesia postea probavit, ut jam ostendam.

14. *Tertia assertio, regulam unam scripsisse Augustinum pro suis religiosis.*—Dico ergo tertio, Augustinum pro suis monachis regulam illam, quam Ecclesia sub nomine illius recepit et probavit, edidisse. Solent quidem divo Augustino tres regulæ attribui; duæ breviores, et tertia integra, et magis completa; prima incipit: *Communi definitione decre-*

*vimus*, etc. Secunda, post illa verba præambula : *Ante omnia, fratres charissimi, diligatur Deus, deinde proximus*, incipit : *Qualiter autem nos oporteat orare*, etc. Sed hæ duæ regulæ incerti auctoris sunt, et probabilius creduntur non esse Augustini, et ita in 1 tomo operum ejus separatim et quasi in angulum rejectæ sunt, simul cum alia regula feminarum; itaque de his nullam rationem habemus, præterquam quod nihil speciale continent, quod in certa Augustini regula non contineatur, præter ea quæ in regula secunda habentur de ordine psallendi, et recitandi divinum officium, quæ statui fortasse potuerunt ab Augustino, sed propter illa non oportet regulas multiplicare; satis est enim id quod in sua regula Augustinus posuit : *Orationi instate horis et temporibus constitutis* : et infra : *Psalmis et hymnis cum oratis Deum, hoc versetur in corde, quod profertur in ore, et nolite cantare nisi quod legistis esse cantandum ; quod autem non ita scriptum est, ut cantetur, non cantetur.* Ex quibus verbis intelligitur habuisse monachos instructionem aliquam scriptam circa tempora et modum psallendi et cantandi, illam vero non fuisse positam in regula, quia fortasse juxta locorum aut consuetudinum diversitatem variari poterat. Itaque una fuit ab Augustino religionis regula composita.

15. *Hanc regulam scripsisse pro feminis inepte tit Erasmus.* — De hac vero regula dubium est, an Augustinus pro regularibus Canonicis, vel pro eremitis illam scripserit? Omitto enim censuram Erasmi, ab omnibus piis et doctis viris merito damnatam, qui negavit Augustinum scripsisse illam regulam pro viris religiosis, sed tantum illam quæ virtute habetur in epistola 109 Augustini, quæ est ad monachas, quæ revera eadem est, sed sine dubio fuit pro viris scripta, et facile potuit ab eodem auctore ad feminas accommodari, et in hoc sensu communiter recepta est, et citatur a D. Bernardo, in lib. de Præcepto et dispensatione, et exposita ab Hugone de Sancto Victore, ut notarunt Doctores Lovanienses, in fine primi tomi Augustini, tacite contempta censura Erasmi, quam Parisiensis Academia jam damnaverat.

16. *Qui putent scripsisse primo pro Canonicis regularibus.* — Supposito ergo Augustinum pro religiosis viris illam scripsisse, dicunt aliqui primo ac præcipue regularibus Canonicis et clericis eam tradidisse, quod sensisse videtur Gratianus, in titulo capituli *Non dicatis*, 12, quæst. 1, quod constat sumptum esse ex hac regula. Gratianus vero citat sermon. 3 de Communi vita clericorum ; et in decreto Gregoriano, in quodam scholio, eodem modo dicitur caput illud sumptum ex sermon. 3 de Communi vita clericorum, in quo regula D. Augustini continetur. Verumtamen, inter opera quæ Augustini esse creduntur, non invenio tertium sermonem de communi vita clericorum, sed primum tantum et secundum; fieri tamen potuit ut illa regula per modum concionis aliquando imprimeretur, et ita adnotatur in quodam libro antiquo de quatuor regulis ab Ecclesia approbatis, ubi in principio sic dicitur : *Regula tertia Augustini in qua latius tradidit ea, quæ ad communem vitam clericorum pertinent, quæ a nonnullis inter sermones de communi vita clericorum enumeratur ;* quæ omnia supponunt hanc regulam pro clericis fuisse scriptam ; et idem affirmat Vincentius, in Speculo historiali, lib. 29, c. 44, ubi ait, Augustinum scripsisse regulam et institutionem pro clericis regularibus, qui etiam dicuntur Canonici regulares. Idem habet Antoninus, 2 p. Historiæ, tit. 9, c. 8, § 2 et 3 ; et Volaterranus, lib. 21 Anthropologiæ; hoc autem non aliter probatur, nisi quia ab hac regula maxime videntur vocati Canonici regulares, qui veri religiosi sub Augustini disciplina fuerunt, ut supra dictum est, et optime confirmat Trullus, lib. 1 de Antiquitate sui ordinis, c. 2 et 3, qui etiam adducit testimonium Possidii, de quo statim.

17. *Verius scripsisse pro monachis eremitis laicis.* — *Prima conjectura.* — Nihilominus persuasum mihi est Augustinum, illam regulam primo scripsisse pro suis eremitis et monachis, qui eo tempore ex vi professionis suæ laici erant, et ab Augustino adhuc laico instituti sunt, et normam vivendi acceperunt. Hoc pro certo habent omnes defensores antiquitatis eremitarum S. Augustini. Quorum probationibus omissis, solum afferam conjecturas, quæ me maxime movent. Prima est quam in secunda assertione insinuavi; ostendimus enim Augustinum, antequam esset presbyter, monachorum monasterium instituisse ; ergo per se credibile est virum, jam valde doctum et perfectum, statim eis dedisse regulam, et normam vivendi; non legimus autem aliam ab ipso conscriptam.

18. *Secunda conjectura.* — Secundo, Possidius, c. 5, sic de Augustino inquit : *Factus presbyter monasterium intra Ecclesiam mox*

*instituit, et cum Dei servis vivere cœpit secundum modum et regulam sub sanctis Apostolis constitutam, maxime ut nemo quidquam proprium in illa societate haberet.* Ex quibus verbis colligunt aliqui, Augustinum dedisse regulam suis clericis, quos in monasterio congregavit ; ad quod tamen verba non cogunt, quia ibi non est sermo de nova regula ab Augustino facta, sed sub Apostolis constituta, quæ solum illa est quæ continet substantialia vota religionis. Tamen, ut dicebam, hinc satis verisimiliter colligitur Augustinum providentissimum Prælatum adjunxisse suam regulam. Verumtamen consideranda sunt verba, quæ statim adjungit Possidius, scilicet, *quod jam ipse prior fecerat, dum de transmarinis ad sua remeasset.* Quæ verba sunt notanda; confirmant enim quod supra, num. 9, diximus, Augustinum non fuisse vere professum regulam religiosam, donec ad sua rediit. Deinde probant optime, ante presbyterium, cum Dei servis vivere cœpisse secundum regulam ab Apostolis approbatam, et consequenter, quam regulam postea suis clericis dedit, prius suis monachis tradidisse.

19. *Tertia conjectura. — Quid pro conjectura ex his verbis eruatur.* — Tertio, idem probo ex ipsamet regula, in qua sic dicit : *Præposito tanquam patri obediatur, multo magis presbytero, qui omnium vestrum curam gerit ;* et iterum infra : *Si quid servatum minus fuerit, non negligenter prætereatur, sed ut emendandum corrigendumque curetur, ad Præpositum præcipue pertinebit, ut ad presbyterum, cujus est apud vos major auctoritas, referat, quod modum vel vires ejus excedit.* Ex quibus verbis colligo, religiosos illos, ad quos primo Augustinus illam regulam direxit, fuisse monachos, similes illis quoad statum, et professionem, ac modum regiminis, qui tunc erant in Oriente, et per Italiam, qui ordinarie, et per se, ac ratione status non erant clerici, sed laici monachi, et similiter eorum Præfectus, seu Abbas non erat presbyter, regulariter loquendo, ut in superioribus ostensum est, et sumitur ex c. *A subdiacono*, d. 23, et ex aliis multis, 16, q. 1, et ex Hieronymo, in epist. ad Nepotianum. Semper vero talia monasteria fuerunt subjecta Episcopis, et verisimile est ab eis semper habuisse singula monasteria presbyterum aliquem, ad quem præcipua cura monasterii, saltem quoad correctionem morum, et in rebus gravioribus pertineret, pro qua re vide, si placet, Cassianum, collat. 18, c. 15 ; et Epihanium, epist. ad Joannem Hierosolymitanum. Et quidquid sit de aliis monasteriis, de monasterio Augustini id clare colligitur ex citatis verbis. Nam singulare nomen Presbyteri aperte indicat, unum tantum fuisse in illa congregatione, et consequenter illam non fuisse congregationem clericorum. Item colligitur Præpositum non fuisse presbyterum, quamvis haberet ordinarium regimen, et administrationem monasterii, ut ex aliis locis ejusdem regulæ satis constat. Denique colligitur reliquos omnes, regulariter ac per se loquendo, fuisse monachos laicos. Unde, in epist. 109, eodem modo loquitur Augustinus ad monachas, ut, scilicet, Præpositæ obediant, multo autem magis presbytero, etc. Ad Canonicos autem regulares difficile possunt illa verba applicari, quia illis Præpositus semper, ac per se, presbyter est, neque est verisimile fuisse unquam aliam consuetudinem. Nihilominus tamen verum existimo, postquam Augustinus, presbyter vel Episcopus, clericos, seu Canonicos religiosos sibi adjunxit, eamdem regulam illis servandam tradidisse, ut notavit Anton., 3 p., tit. 24, c. 14, § 2, quia, ut recte ait, regula ipsa de se indifferens est, et communis ad utrumque statum religiosorum. Unde factum est ut plures religiones, tum monachorum, tum etiam clericorum, sub illa militent ; sic ergo potuit Augustinus prius illam dare fratribus, et postea sub eadem religiosos clericos congregare ; neque necessarium fuit illa pauca verba præfecti et presbyteri mutare, quia facile poterant cum proportione intelligi et servari, licet præfectus etiam presbyter sit, et sive contingat unum tantum esse presbyterum et præfectum, sive duas personas subordinatas, ut sunt nunc inter Canonicos regulares, Prior et Vicarius, qui ambo presbyteri sunt.

20. *Quarta assertio, dictam religionem laicorum vivente Augustino diffusam per Africam.* —Dico quarto, religionem illam monachorum ita fundatam, et optima regula instructam, et Episcopali auctoritate probatam, vivente Augustino in Africa propagatam fuisse. Hanc assertionem colligo imprimis ex Possidio, in Vita Augustini, c. ultimo, ubi de Augustino jam defuncto sic inquit : *Clerum sufficientissimum, et monasteria virorum ac feminarum continentium cum suis Præpositis plena Ecclesia reliquit.* Nam sine dubio credibile est illa monasteria virorum fuisse magna ex parte horum eremitarum D. Augustini, quia non erant tunc in Africa alia monasteria re-

ligiosorum virorum, de quibus videtur loqui Possidius. Nam prius ponit clerum sufficientissimum, qui vel totus, vel præcipuus erat religiosus, et illa verba, *virorum ac feminarum continentium* valde proprie indicant personas laicas. Quod etiam colligitur ex eodem Augustino, epist. 76 ad Aurelium, ubi dicit ad militiam clericatus, non desertores monasteriorum eligendos esse, sed ex iis qui in monasterio permanent, non nisi probatiores atque meliores in clerum assumendos esse : *Cum aliquando* (inquit) *bonus etiam monachus vix bonum clericum faciat, si adsit ei sufficiens continentia, et tamen desit instructio necessaria, aut personæ regularis integritas.* Et ex eadem epistola constat quantam curam et providentiam suorum monachorum haberet Augustinus, etiam post adeptum Episcopatum. Denique per se est valde credibile Augustinum, suæ religionis propagationem, non minus in fratribus, quam in Canonicis procurasse, nam utramque videbat esse necessariam populo suo ad utriusque status perfectionem. Et generalem charitatem ac zelum animarum habebat; quod ex omnibus ejus operibus satis constat; specialiter vero colligitur ex epist. 64 ad Aurelium, Carthaginensem Episcopum, in qua eum exhortatur, ut diligentiam adhibeat extirpandi quædam vitia per universam Africam, et in fine gratias agit de agro, provisione et liberalitate ipsius fratribus donato. In quo indicat jam tunc fuisse monasterium suorum fratrum Carthagine. Clarius vero, lib. 2 Retractationum, cap. 21, ait, cum apud Carthaginem monasteria esse cœpissent, ea occasione scripsisse librum de Opere monachorum. Quæ duo conjungendo, illa monasteria monachorum fuisse intelligimus; cumque, ut supra vidimus, ipse Augustinus primus in Africam monachorum institutum invexerit, plane concluditur monasteria Carthaginensia ab Augustinianis fluxisse, et licet fortasse aliqua ab Augustini disciplina descivérint, plura illius institutum retinuisse. Quod satis etiam ipse Augustinus indicat, libro de Opere monach., c. 30, ubi ait scripsisse illum librum, *id maxime curans* (inquit), *ne boni fratres Apostolicis præceptis obedientes, a pigris et inobedientibus prævaricatores dicerentur;* et infra : *Ne monasteria doctrina saniore fundata corrumpantur;* et infra : *Sciant cæteri fratres et filii nostri, qui hanc per ignorantiam defendere consueverunt*, etc. Per quæ omnia judicantur illa monasteria, quæ sana erant, ex filiis Augustini fluxisse, et in doctrina ejus fundata.

21. Hinc vero multi pro certo habent, omnia monasteria, et omnes monachos, qui post Augustinum fuerunt in Africa, S. Augustini eremitas fuisse, ut Beatum Fulgentium, et alios similes, qui post Augustinum floruerunt; quibus ego non contradico, quia convincere non possum id falsum esse. Dico tamen rem esse incertam, quia, licet forte ante Augustinum monachi in Africa introducti non fuerint, ut in superioribus diximus, et attigit etiam Cæsar Baronius, 4 tom., ann. 391, nihilominus postea facile potuerunt alii Episcopi, ad imitationem quidem ejus, monasteria in suis diœcesibus ædificare, non tamen sub regula ejus, sed juxta propriam institutionem, sicut jam noverant fieri in Italia. Sic legimus in vita Santi Fulgentii, cap. 3, Felicem quemdam Episcopum ædificasse sibi monasterium, in quo Sanctus Fulgentius monachus factus est, ut refertur c. 4, et inde transiit ad aliud monasterium alterius Felicis Abbatis, ut dicitur c. 6, quod Abbatis nomen videtur alienum a regula et professione eremitarum D. Augustini. Unde quod de Fulgentio dicitur, incertum etiam fit, quia ille etiam dicitur fuisse Abbas et Pater multorum monasteriorum. Sed de hoc paulo post redibit sermo. Atque hæc sunt quæ de prima origine illius religionis Augustinianæ conjectare possumus.

## CAPUT IX.

### AN AUGUSTINIANI EREMITÆ, QUI NUNC EXISTUNT, SINT IIDEM QUI OLIM TEMPORE AUGUSTINI IN AFRICA; AN DIVERSI ET MENDICANTES.

1. *Una suppositio pro decisione.* — *Puncta tria decidenda.* — Nunc vero explicandum superest, an religio, quæ sub eodem modo nomine *Eremitarum S. Augustini* nunc est in Ecclesia, eadem cum illa, superiori capite tractata, sit reipsa, vel tantum nomine. Ad hoc autem definiendum unum aliud tanquam certum supponendum est, scilicet, hanc religionem, prout nunc est, tempore Innocentii IV et Alexandri IV fuisse in eam formam redactam, quam nunc habet, et solemni ritu approbatam et confirmatam; quod quomodo factum fuerit, paulo post videbimus. Hoc ergo posito, tria puncta inquirenda sunt. Primum, an ille ordo, qui ab Augustino fuit institutus usque ad tempora Innocentii IV duraverit in Europa. Secundum, an omnes eremitæ, qui jussu et opere Innocentii in hac familia congregati sunt, fuerint illius professionis vel religionis Sancti Augustini. Tertio, esto omnes

vel plures illorum Augustiniani fuerint, nihilominus nova fuerit religio ex omnibus facta, vel eadem instaurata, et aliquantulum immutata.

2. *Arguitur affirmative ex historiis. — Item ex decretis Pontificum.* — Circa primum, multi ex historiographis et modernis affirmant in persecutione Vandalorum, quæ vivente adhuc Augustino in Africa cœpit, omnia eremitarum monasteria destructa fuisse, et monachos ipsos partim necatos, partim dissipatos fuisse, non tamen omnino extinctos. Unde D. Antoninus, d. c. 14, § 3, existimat aliquos illorum in Italiam transivisse; vel quia inde cum Augustino venerant, vel quia audiverant ibi esse monachos simile vitæ statutum servantes; ipsi vero, ut inquit, vel solitarie vivebant eremiticam vitam agentes, vel monasteria ædificarunt, et congregarunt, in quibus religio illa usque ad Innocentium IV servata est; et simili modo potuerunt alii transire in Hispaniam, Galliam, et alias provincias, et in eisdem se conservare. Quanquam enim de tota hac re historiam authenticam non habeamus, ut fatetur D. Antonin. supra, ex quadam vero traditione et ex nonnullis vestigiis, quæ sub nomine Augustiniano semper manserunt, videtur hoc fieri verisimile. Præcipue vero apud nos faciunt nonnulla Pontificia decreta, quæ hoc confirmant; unum est capitulum *Insinuare*, Qui clerici vel voventes, ubi Innocentius III refert et approbat professionem cujusdam feminæ, emissam in manibus cujusdam de Patribus S. Augustini, cum habitu ejusdem religionis, ubi Glossa advertit feminam illam solemnizasse votum suum, tradendo se ordini S. Augustini. Erat ergo ille ordo ante Innocentium III, constat enim non fuisse illo tempore inchoatum. Contigit autem factum illud in Lusitania; nam Innocentius ad Episcopos Olyssipponensem et Conimbricensem scribit; ergo erat jam hic ordo in Hispania. Quod autem etiam in Anglia esset, colligitur ex c. *Dilecti filii*, de Appellat., ubi refertur causa quæ agebatur inter Priorem S. Augustini, et Archiepiscopum Cantuariensem, quam Innocentius definit in favorem Prioris et monachorum. Refert etiam Antoninus supra, Innocentium III dedisse fratribus S. Augustini privilegium scriptum, confirmando in favorem illorum locum quemdam S. Antonii in provincia Senensi. Unde constat, jam tunc etiam fuisse in Italia hunc ordinem. Præterea, in cap. unico, de Religiosis domibus, in 6, § *Sane*, dicitur institutio ordinis S. Augustini præcessisse ante Concilium Lateranense sub Innocentio III. Illa autem institutio antiquior nulla alia esse potest, nisi quæ ab Augustino facta est, quia nulla alia meruit hoc nomen eremitarum S. Augustini, præsertim ante Innocentium III; ergo necesse est ut ipse ordo duraverit; parum enim ad rem fecisset institutionem fuisse antiquam, si extincta fuisset. Ex his videtur satis colligi, hunc ordinem nullo tempore omnino defecisse post Augustinum, quia nullum aliud initium illius ordinis invenitur ante Innocentium III. Addunt præterea aliqui Innocentium I specialiter approbasse regulam S. Augustini, et præcepisse ut eremitæ, qui in variis locis Italiæ vivebant, sub ea militarent, et Zozimum Papam plura privilegia huic ordini concessisse, et Leonem I nomen eremitarum S. Augustini eis indidisse.

3. *Arguitur negative. — Pars affirmativa cum quibusdam moderationibus adhibendis arridet.* — Verumtamen hæc omnia aliis non satisfaciunt, ideoque nihil certi de duratione monachatus, seu vitæ eremiticæ ab Augustino institutæ pro toto illo tempore affirmari posse. Nam imprimis, quæ de Pontificibus Innocentio I, Zozimo et Leone I dicuntur, incerta sunt, quia in communibus historiis non referuntur, neque in actibus illorum Pontificum. Illa vero jura decretorum non satis rem probant; tum quia potuerunt esse multæ Ecclesiæ vel cœnobia monachorum *S. Augustini* nuncupata, quia ad illius imitationem informabantur, quamvis ab eo institutionem non haberent, sicut de monachis S. Hieronymi supra diximus, vel etiam potuerunt sic appellari, quia sub regula S. Augustini militabant. Imo, etiam si admittamus nunquam defuisse hujus regulæ, ex quo ab Augustino facta est, aliquos professores et observatores, non tantum clericos, sed etiam monachos et eremitas, hoc tamen non satis est ut dicamus omnes illos esse successores eremitarum S. Augustini, alias etiam eremitæ S. Hieronymi, et plures alii possent dici successores illorum ; oportet ergo ostendere et idem genus vitæ, et eumdem aut similem habitum, ac denique continuam successionem et unionem, sub continua etiam Prælatorum successione tenuisse, quod difficillime ostendi potest. Et sane res est obscura et incerta. Nihilominus tamen prior sententia cum moderatione explicata suam habet probabilitatem, quam in sequenti puncto melius declarabimus.

4. Circa secundum ergo punctum propositum n. 1, quidam contendunt omnes eremitas quos Innoc. IV in hunc ordinem redegit, fuisse ex his, qui a primo Augustini monasterio descenderunt. At profecto hoc nec probari potest, nec facile credi ; nam ante Augustinum multi eremitæ fuerunt, prius quidem in Oriente, et postea in Occidente, præsertim in Italia, ut ipsemet Augustinus commemorat. In præsenti enim non sumuntur eremitæ stricte, prout distinguuntur a cœnobitis, quia vitam omnino solitariam agunt, sed pro quibuscumque, qui religiosam vitam contemplativam in locis ab oppidis et consortio hominum separatis observant, etiamsi in communi monasterio vivant, sicut revera vixit Augustinus cum suis fratribus, et vivebant monachi, quos ipse Mediolani sub disciplina vidit, et alii quos fuisse diximus in Gallia in monasterio S. Martini. Et Antoninus et alii referunt ante Augustinum fuisse similes eremitas in monte Pissano, et in Centumcellis, et fortasse erant in aliis locis ; ergo non est cur credamus omnes eremitas, qui in Italia, Gallia, Hispania et aliis locis durarunt usque ad Innocentium IV, natos fuisse ex dispersione eremitarum Africanorum ; cur enim illi magis durarunt quam alii, vel cur post illos non potuerunt alii insurgere sub diverso habitu, nomine, et regula, seu vivendi modo ? Accedit, quod ante Augustinum dicuntur fuisse in Italia similes eremitæ, in monte Pissano et Centumcellis, et fortasse in aliis locis ; ergo vel ea, vel plura alia, potuerunt esse postea monasteria eremitarum, quæ non duxerunt ex Augustino originem, sed aliunde ; ergo per successionem potuerunt etiam durare, vel etiam multiplicari usque ad tempora Innocentii et Alexandri IV.

5. *Auctoris resolutio. — Eremitas S. Augustini a Guillielmo fuisse reformatos quidam putant.* — Dicendum ergo est, unionem illam factam esse non solum ex eremitis Augustinianis, sed etiam ex aliis, cujuscumque regulæ vel nominis essent ; hoc constat ex bulla Alexandri IV, de prædicta unione. Præcipue vero dicuntur eo tempore fuisse eremitæ, qui appellabantur *Guillielmitæ*, alias *Villelmitæ*, a Guillielmo, duce Aquitaniæ, qui eremita factus non solum sanctam vitam egit, sed etiam auctor multorum eremitarum fuit, præsertim per Galliam, Germaniam et Flandriam, qui ex nomine auctoris, *Guillielmitæ* nominati sunt. Ita referunt historiographi nonnulli moderni, qui addunt hunc Guillielmum professum fuisse regulam S. Augustini, atque ita ex eremitis S. Augustini fuisse, et consequenter ejus congregationem ejusdem ordinis fuisse, Guillielmumque tantum fuisse reformatorem et instauratorem eremitarum S. Augustini, quamvis in illis Provinciis Galliæ et Germaniæ ab illo Guillielmitæ nominentur [1].

6. *Ostenditur tamen non fuisse eorum reformatorem.* — Sed ut verum fatear, in ejus vita, quam ex Theobaldo Episcopo refert Surius, die decimo Februarii, nihil invenitur quod Augustini regulam, vel aliquam peculiarem professionem redoleat, sed solum vivendi modum eremiticum, solitarium, et nimis austerum. Nec ibi legitur ipsum suscepisse habitum S. Augustini, sed solum postquam ad meliorem mentem a S. Bernardo conversus est, consuluisse virum eremitam, sanctam et solitariam vitam agentem (de quo etiam non legitur cujus professionis esset vel regulæ), et ab eo fuisse indutum lorica ferrea, quam semper portavit, et missum fuisse ut renuntiaret omnibus suis bonis, et pedes peregrinando conspectui Pontificis se præsentaret, quod ipse perfecit, et postea Hierusalem transiit, et tum ibi, tum postea in locis aliis per multos annos solitariam et rigidissimam vitam dicitur egisse. Nec etiam ibi legitur fecisse cœnobium aliquod, aut reformationem in eremitis S. Augustini. Solum in cap. 18 refertur, eum post reditum ab Hierusalem in Tusciam in speluncam horribilem se recepisse brevi tempore, aliquem numerum sociorum religiosorum ei fuisse copulatum, cum quibus aliquandiu vixit, et hospitale in eo loco construxit. Sed quia socii ab instituto brevi defecerunt, ab eis discessit, et hospitale cuidam eorum, Petro vocato, commendavit, transivitque ad alium montem, ut eamdem vitam rigidam et solitariam ageret, ubi etiam alii socii ei adjuncti sunt, qui tamen eum non sunt imitati, et ideo cum eis non perseveravit, ut ex cap. 21 constat. Unde (ut c. 22 subjungitur) solus recessit in terram desertam, vocatam stabulum Rhodis, quæ est in territorio Senensi, ut recte probat Cæsar Baronius, in Annotationibus ad Martyrologium, decima die Februarii ; ibi ergo usque ad finem vitæ solitariam vitam egit, unum tantum socium et ministrum habens. Neque quidpiam aliud aliud de cœnobiis ab eo constructis, nec de reformatione ab eo facta, in ordine eremita-

[1] Vide Onuphrium in chronico anno 1160.

rum Sancti Augustini, nec de habitu particulari ejus, aut regula a Theobaldo refertur.

7. *Imo nec fuisse professum statum religiosum.* — Imo, quod magis notandum est, ex tota narratione ejus non colligitur hunc sanctum virum aliquando fecisse professionem, seu vota substantialia religionis, et præsertim non constat alicui obedientiam promisisse; sæpius enim et mutavit eremum, et aliqua ex parte vivendi modum sine dependentia ab alterius voluntate; quapropter status vitæ ejus proprie videtur fuisse eremiticus, qualis olim fuit in Paulo, Hilarione, et aliis Anachoretis, quos supra diximus non esse integre religiosos ex defectu subjectionis et obedientiæ. (Vide Alvarum Pelagium, lib. 2 de Planctu Ecclesiæ, c. 51 et 13).

8. *Quomodo potuerit dici reformator, atque inde Guillielmitas vocari ipsos reformatos.* — Fieri tamen potuit ut, exemplo hujus sancti viri, eremitæ, qui tunc erant, fuerint reformati; itaque licet per se ipsum cœnobia non ædificaverit neque habuerit, nisi unum vel duos veros discipulos, per illos postea potuit plures procreare. Quod indicatur in vita ejus, cap. 22, ubi de Alberto, ejus discipulo, dicitur: *Nec fraudatus est a suo desiderio vir desideriorum* (id est, Guillielmus), *proficiente in hoc ejus discipulo* (id est, Alberto), *ut postmodum multorum pater fieret filiorum;* ubi significatur Albertum illum eremitas illos propagasse. Ibidem etiam fit mentio alterius discipuli *Venerabilis Petri*, *Prioris Montis de Pruno*, qui videtur esse ille, cui hospitale commendavit, ut supra diximus; per hunc ergo potuit etiam congregatio seu vita eremitarum reformari, et a primo auctore Guillielmitæ vocari. Quomodo autem hi omnes pertineant ad progeniem Augustini, aut ad ordinem ejus, non video, nisi aliunde constet, aut discipulos Guillielmi regulam Augustini, et habitum ejus recepisse, et rigorem aliquem juxta exemplar et consilia sui magistri addidisse.

9. *Neque item eremitæ S. Augustini videntur fuisse, quos instituit Joannes Bonus.* — Idem censeo de alio genere eremitarum, qui ad hanc congregationem reducti sunt ab Alexandro IV, quorum auctor fuisse dicitur Joannes Bonus, qui floruit tempore Innocentii III, et fuit vir eremita egregiæ sanctitatis, et magnæ austeritatis, ut refert Anton., 3 p., t. 24, c. 13. Ex quo loco constat, ad eum, in suo eremitorio permanentem, plures accessisse, qui imitatores vitæ illius facti sunt [1]; illi ergo usque ad Alexandrum IV propagati fratres *Joannis Boni* vocati sunt, et iidem esse censentur, qui eo tempore *Fratres pœnitentiæ Jesu Christi* vocabantur. In gestis autem ab hoc Joanne Bono nihil referri reperio, de habitu, aut regula, aut ordine S. Augustini, sed tantum de vita eremitica et austera in generali. Unde sectatores ejus sicut ab Augustino nomen non acceperunt, ita nec in speciali modo vivendi, seu in specifica ratione status, ut sic dicam, sed solum in genere eremitarum cum successoribus Augustini, si qui fortasse tunc erant, convenisse videntur. Atque ad eumdem modum fuerunt forte eo tempore per Italiam et alias provincias alii eremitæ, vel anachoriticam, vel cœnobiticam vitam agentes, variis tum habitibus, tum etiam consuetudinibus, vel constitutionibus utentes, de quibus nobis nihil certo constat in particulari, sed solum in hac generalitate et confusione, hanc enim varietatem historiæ indicant, et Bulla Alexandri IV supponit. In hac autem multitudine eremitarum verisimilius est multos fuisse sub hoc nomine eremitarum S. Augustini; nam conjecturæ supra factæ id ostendunt, et in multis provinciis et regnis reperiuntur antiqua monasteria illius appellationis et nominis, et scripturæ etiam antiquæ, quæ talium monasteriorum mentionem faciunt. An vero plura vel pauciora horum monasteriorum vel eremitarum fuerint hujus vel alterius religionis, mihi non constat.

10. *An post Augustinum usque ad Benedictum omnes monachi fuerint eremitæ Augustiniani.* — Non omittam autem hic advertere, satis esse obscurum et incertum in historiis, an *monachi*, et *eremitæ*, sive solitarii, sive cœnobitici, qui in Occidente fuerunt a morte Augustini usque ad D. Benedictum, fuerint ejusdem professionis, ita ut illa nomina tanquam synonyma accipienda sint, vel in re ipsa aliqua sit inter eos constituenda differentia; nam hinc pendet alia quæstio, an, scilicet, tempore Alexandri IV, soli illi, qui eremitæ nuncupabantur, et a monachis in aliquo sibi proprio distinguebantur, ad hanc religionem ordinis eremitarum reducti fuerint, vel utrum aliqui etiam ex monachis in hac reductione fuerint comprehensi. Nam in hoc etiam invenitur diversitas in chronicis hujus

[1] Vide Sabelli., Ænead. 9, Fascicul. temporum, Pontacum in chroni.; faciunt enim hunc Joannem fundatorem eremitarum.

religionis, et ex illis terminis pendent multa, quæ de hac antiquitate dicuntur. Interdum enim dicunt eremitarum Augustini institutum fuisse distinctum a monachali, interdum vero hujus professionis faciunt fere omnes antiquos Sanctos, qui post Augustinum monachi fuerunt ante Benedictum, vel extra regulam ejus, ut Fulgentium, Columbanum, et similes; sed quod ad primum attinet, difficile est differentiam illam explicare, quia, licet nomen *eremitæ* pro *solitario* seu *anachoreta*, sumi soleat, ut præcedenti libro notavimus, cum Isidoro, lib. 7 Originum, cap. 13, et lib. 2 de Officiis Ecclesiasticis, c. 15, tamen hic ad cœnobitas extenditur, qui in eremis degunt; constat enim eremitas S. Augustini cœnobitas fuisse; *monachi* autem, proprie et specifice sumpti in hoc sensu, etiam agunt solitariam vitam ex vi suæ professionis, ut constat de S. Benedicto, Bernardo, Bruno, et aliis, et ante hos de Antonio, Basilio, et aliis Orientalibus; quæ igitur differentia assignari potest inter eremitas et monachos eorum temporum?

11. *Unum signum distinctionis inter monachum et eremitam Augustinianum rejicitur.— Rejicitur alterum signum. — Neque apud Augustinum legitur differentia ulla inter suum eremitam, et monachum.* —Dicunt aliqui, non tam in instituto vitæ, quam in aliquo signo externo distinctos fuisse. Duo autem signa ponuntur: unum est, quia eremitæ incedebant præcincti cingulo ex corio; nam Antoninus supra refert Augustinum præcinxisse se hujusmodi cingulo ad differentiam monachorum. Sed, ut supra dixi, illud non habet auctoritatem, et præterea differentia illa parum momenti esse videtur. Nam Cassianus, lib. 1 suarum Institutionum, cap. 2, cingulum monachi ponit inter vestimenta ejus, quod cingulum dicit fuisse pelliceum, ad imitationem Eliæ, qui incedebat zona pellicea accinctus renibus, 4 Regum 2, quod etiam dicitur de Joanne Baptista, Matthæi 3; idem habet Basilius, in Reg. fusius disp., c. 23, et Joann. Hierosolymitanus, lib. de Instit. prim. monach., cap. 37, qui omnes tanquam insigne monachi ponunt zonam pelliceam. Alii pro differentia assignant, quod eremitæ incedebant baculos in manibus portantes, ex quodam Brevi Alexandri IV, ubi indicat hanc fuisse differentiam inter habitum eremitarum S. Augustini, et habitum monachorum, quod eremitæ baculos in manibus ferebant; sed hæc etiam differentia et parvi momenti est, et incerta, quia non constat vel eremitas hoc habuisse ex institutione, aut ex generali consuetudine, neque etiam e converso constat monachos nunquam incessisse portantes baculos in manibus. Quin potius, Joan. Hierosolymitanus, de Institut. antiq. monach., c. 41, hoc ponit tanquam ex more antiquorum monachorum, quod ab Eliseo deducit, quem baculum habuisse constat ex 4 Reg. 4. Apud Augustinum quoque inter eremitam cœnobiticam vitam agentem, et monachum, nullum discrimen invenitur, ut constat ex locis adductis, præsertim ex Psalmis; et ex sermonibus ad fratres in eremo, cujuscumque tandem auctoris sint, idem constat, ut videre licet sermone 14, 22 et sequentibus. Imo nomen eremitæ raro vel nunquam apud Augustinum invenitur, sed tantum nomen monachi aut solitarii.

12. *Auctoris sententia, quod nomen eremita pro Augustinianis non sit admodum antiquum. — Neque intra Africam omnes post Augustinum religiosi, ejus eremitas fuisse constat.* — Existimo ergo discrimen hoc inter *monachum* et *eremitam* non esse antiquum, nisi hæ voces in illa significatione sumantur, ut eremita significet anachoretam, et monachus cœnobitam contemplationi deditum, et a communi hominum habitatione separatum, quorum vitam distinctam descripsit Augustinus, lib. 1 de Moribus Ecclesiæ, cap. 31, licet propria nomina eis non imposuerit. Unde, sicut non omnes monachi, qui fuerunt post Augustinum, professores sui instituti fuerunt, ita neque omnes eremitæ, quod est manifestum, præsertim extra Africam; nam in Africa aliqui volunt religiosos omnes, qui post Augustinum fuerunt, sive clericos, sive laicos, quocumque nomine *monachorum*, vel *eremitarum* appellentur, fuisse progenitos ex aliquo monasteriorum Augustini, quod non repugnat ita contigisse, ut per se patet; tamen non satis ostenditur ita fuisse. Quia in illo tempore non erant monasteria religiosorum exempta, neque ita inter se unita sub uno Prælato communi, seu generali, sicut nunc sunt, sed in unaquaque diœcesi monachi erant subditi Episcopo illius loci, et ab illo approbabatur ritus vivendi illorum. Unde sicut Augustinus in sua diœcesi monasteria condidit, vel antequam esse Episcopus, approbante Valerio, vel jam Episcopus, sua auctoritate, ita potuerunt postea alii Episcopi in Africa condere propria monasteria, vel secundum regulam Augustini, vel secundum aliam propriam; et

ita in vita Fulgentii, cap. 4, legimus Faustum Episcopum sibi monasterium construxisse, in quo Fulgentius factus fuit monachus; et in cap. 8 fit mentio alterius monasterii Felicis, Abbatis, ubi postea Fulgentius Abbas fuit; et cap. 12 fit mentio B. Eulalii, Episcopi Syracusani; et cap. 14 commemoratur aliud monasterium Vivencense, ad quod tentavit Fulgentius divertere, quia in eo rigidi propositi antiqua disciplina servabatur. Et ipsemet Fulgentius jam factus Episcopus in suo Episcopatu proprium monasterium ædificavit, cap. 19, et postea aliud, cum esset a tyranno relegatus, in quibus omnibus nulla fit mentio regulæ S. Augustini. Imo *Abbatem* nominat, quod nomen in religione S. Augustini videtur inusitatum. Item commemorat *perpetuam abstinentiam a carnibus*, de qua non est usus inter eremitas S. Augustini. Quæ conjecturæ non convincunt illos monachos non fuisse eremitas S. Augustini; potuerunt enim in his accidentalibus esse varii mores, licet religio esset eadem, et eamdem haberet originem, faciunt tamen rem dubiam. Unde etiam incertum est an omnes monachi, qui Africa prodierunt, fugientes aut Vandalorum persecutionem, aut postea Maurorum, Augustiniani fuerint, quia si in Africa discursu temporis multiplicata fuerunt instituta, ex omnibus illis exire potuerunt.

13. *De religiosis extra Africam res est certa.* — Multo autem certius est non omnes eremitas, qui extra Africam fuerunt, post tempora Augustini, fuisse illius successores; nam, ut diximus, etiam ante Augustinum erant eremitæ in Italia. Item, quia diximus eremitas, et monachos cum proportione sumptos, eosdem fuisse illo tempore, id est, vel cœnobiticos inter se comparatos, vel anachoretas inter se. At constat non omnes monachos Italiæ Augustinianos fuisse ullo tempore. Denique D. Gregorius in Dialogis plures commemorat monachos ante tempora S. Benedicti, ut in lib. 1, de Equitio, Anastasio, Martino; et lib. 2, de Romano monacho, qui Benedicto habitum religiosum tradidit ac ministravit, quem nullus hactenus dixit esse eremitam Augustinianum, nec de reliquis cum fundamento affirmari potest. Illi autem monachi erant revera eremitæ, vel ex solitariis, vel socialibus.

14. *Post Benedictum monachi ab eremitis quibuscumque videntur fuisse distincti.—Quales eremitæ sint ab Alexandro IV in Augustinianam familiam redacti.* — Probabile autem est post tempora D. Benedicti aliquam fuisse observatam distinctionem inter monachos et eremitas, præsertim in Europa seu in Italia : nam religiosi S. Benedicti nunquam vocati fuerunt eremitæ, ut constat ex modo loquendi, tam jurium quam historiarum; imo videtur nomen *monachorum*, quasi per antonomasiam fuisse accommodatum ad professores illius instituti, et aliorum qui ab eo manarunt, vel qui Benedicti regulam susceperunt, ut supra conjectavimus. *Eremitarum* autem nomen retentum est ab aliis, qui in eremis religiosam vitam agebant, vel sine speciali regula, vel sub regula Augustini; imo, multi erant qui veram religionem non profitebantur, ut notat Archidiaconus, in cap. *Cum ex eo*, § ultimo, de Excessibus Prælatorum, in 6; et eremitæ illi, qui ab Alexandro IX in hanc religionem redacti sunt, religiosi omnes erant, ut videtur verisimilius; distincti vero a monachis in sensu explicato, id est ab his, qui monastica instituta, quæ nunc sunt in Ecclesia, profitebantur. Inter se vero non unius rationis erant, sicut nec unius nominis, habitus, aut regulæ : verisimilius autem est quamplures eorum, seu aliquam familiam ex eis præcipuam ex successoribus Augustini fuisse, nonnullos etiam, quamvis proprios habuerint fundatores, regulam Augustini suscepisse.

*An ex eremitis quos Alexander IV in unam religionem coegit, nova religio fuerit instituta, an tantum Augustiniana reformata.*

15. *Primum argumentum partis affirmantis novam religionem fuisse institutam.* — Superest ut de tertio puncto n. 1 proposito breviter dicamus, nam ex eo maxime pendet resolutio dubitationis circa originem et antiquitatem hujus religionis; nam si in unione facta ab Alexandro IV ex multis familiis una religio ab illis distincta orta est, erit hæc nova religio, cujus initium ab eo tempore computandum erit; si vero aliter facta est illa unio, aliter etiam de origine hujus religionis censendum erit. Videtur autem nova religio tunc inchoata. Primum, quia, sicut in naturalibus, quando ex simplicibus inter se mistis aliquid unum generatur, illud distinctum est ab ipsis simplicibus, novamque originem, et distinctam ab illis habet, ita in moralibus, atque adeo in præsenti mixtione, et quasi transmutatione censendum videtur.

16. *Responsio ad hoc argumentum. — Suadetur dicta responsio tripliciter.* — Ad hoc tamen optime responderi potest, non esse com-

parandam illam unionem substantiali mixtioni, quæ fit ex conversione plurium in unum tertium a singulis miscibilibus distinctum; sed mixtioni, vel unioni, quæ fit ex pluribus, quorum unum cætera in se substantialiter convertit, quamvis inde fortasse maneat affectum aliquibus qualitatibus aliarum rerum quas in se convertit, sicut ex aqua, et vino fit unum lymphatum, quod totum substantialiter vinum est, quia vinum aquam in suam substantiam convertit, licet qualitatibus aquæ affectum maneat. Sic enim in præsenti non ita fuerunt ex multis familiis una effecta, ut omnes reliquerint institutum suum, et unum novum acceperint, quasi novam omnino formam, sed retento Augustini instituto in ea familia, quæ sub illo militabat, reliquæ omnes illi se subdiderunt, et relicta sua origine, ad Augustini familiam transierunt; ideoque eadem religio Augustiniana in tota illa congregatione permansit, et aucta est, non substantialiter mutata, quamvis quoad aliqua accidentalia novam formam acceperit. Quod autem res ita acciderit, conjectura fit: primo, quia in Bulla Alexandri IV non dicitur, ut omnes eremitæ ad novam religionem transeant, sed ut ad eremitas S. Augustini reliqui omnes aggregentur, sub eisdem constitutionibus et regimine. Et Antoninus, loco infra citando, his verbis refert hanc unionem: *Erant tum temporis in diversis mundi regionibus diversi eremitæ sub diversis titulis diversimode viventes, quos omnes Innocentius eremitis S Augustini conjunxit, reducens eos ad unum ovile sub uno pastore*: et infra: *Muniens eos pluribus privilegiis et gratiis, quorum omnium exemplaria, et nonnulla originalia sub bulla ego vidi.* Secundo, ex nomine, regula et habitu, quæ maxime indicant originem et institutum; hæc enim unio facta est sub regula S. Augustini, et sub appellatione eremitarum S. Augustini, et sub habitu quem Augustinus induisse creditur, vel in baptismo, si sermo ille Ambrosii recipitur; vel certe post baptismum, antequam fieret presbyter. Nam ex Vita Fulgentii, c. 18, colligitur, similem habitum portasse in monachismo, et ita illum amasse, ut in Episcopatu illum non reliquerit, quod est magnum signum Augustinum illum monachalem habitum in Africam invexisse. Tertio, quia alias dicendum esset, Innocentium IV, vel Alexandrum IV, fuisse hujus religionis fundatorem, et ab illo primam duxisse originem, quod est plane falsum, et contra mentem istorum Pontificum, et aliorum, quos statim referemus.

17. *Instatur tamen contra responsionem, et est secundum argumentum partis affirmantis.*— Sed, licet hæc responsio videatur magna ex parte satisfacere, adhuc superest difficultas, quia in ea unione, ipsamet Augustiniana professio ita videtur mutata, ut nihil ex ea retentum fuerit præter regulam et titulum S. Augustini, quæ duo non sufficiunt ut hæc censeatur eadem religio, quæ fuit ab Augustino instituta, et consequenter neque ut ab illo sumat antiquitatem et originem. Major declaratur, quia imprimis quod ad habitum spectat, jam diximus incertum esse an Augustinus tempore baptismi monachalem habitum receperit. Deinde, esto vel tunc, vel saltem in Africa ante presbyterium illum habitum susceperit, ut probabilius credimus, nihil tamen singulare vel speciale de illo habitu affirmari potest, præter id quod tunc reliquis monachis commune erat. Duo enim signa ejusdem habitus præcipua esse creduntur, scilicet corrigia ex corio et cuculla nigra; hæc enim duo in eo sermone Ambrosii commemorantur, et in Vita Fulgentii insinuantur; neutrum autem ex his fuit peculiare ornamentum eremitarum S. Augustini. Nam corrigia ex corio et zona pellicea idem sunt; ostendimus autem supra, num. 11, zonam pelliceam communem fuisse omnibus monachis, tam Orientis, ex Basilio, Joanne Hierosolymitano, et Cassiano, quam Occidentis et Africæ, ex Vita Fulgentii, de quo dicitur: *Pelliceo cingulo tanquam monachus cingebatur.* Ex quo verbo constat, quam sit difficile intellectu, quod apud Antoninum legitur, ex sermone Ambrosii Augustinum assumpsisse cingulum ex corio, ad differentiam monachorum, cum monachis commune sit, nec fingi potest differentia inter cingulum Augustini et zonam monachorum. In quo enim posita fuit? aut unde constare potest? Nam de figura aut latitudine illius zonæ, vel de colore ejus albo aut nigro, vel fortasse naturali, et nulla arte elaborato, nihil certum affirmari potest. Quod vero spectat ad nigrum colorem habitus, vel cucullæ, refert etiam Joannes Hierosolymitanus, lib. de Institutione monachorum, capite trigesimo octavo, tunicam lanæ, quam gestabant monachi subtus scapulare, *atramentario seu nigro fuisse infectam.* Et in Vita Fulgentii solum dicitur, *Subtus casulam nigello, vel lactineo pallio circumdatus incessit*; ubi obscurum est quid nomine *casulæ*, et quid nomine *pallii* significetur; manifestum autem est ex contextu, nomine casulæ externam, seu superiorem vestem

et togam, vel, ut clarius dicam, capam significari; pallium autem, licet alias proprie significet externum vestimentum, ibi significare internum; nam subtus casulam fuisse dicitur, et de hoc solum asseritur fuisse nigelli aut lactinei coloris, id est, album aut nigrum, probabileque est non fuisse artificiosi coloris, sed illius qui erat lanæ connaturalis. Ergo ex habitu, quem nunc gestat hæc religio, nihil peculiare colligi potest de institutione Augustini.

18. *Hæc instantia ex habitu sumpta per se sola non multum cogit.* — Sed hæc non multum obstant, nam *habitus non facit monachum*, ut jura dicunt, et sæpe religio mutationem aliquam in habitu admittit, et non propterea variatur religio. Unde multo minus obstat, quod habitus niger et zona pellicea fuerint aliis monachis communia, sicut nunc etiam sunt; nam verisimile est fuisse ab Augustino usurpata cum aliquo peculiari modo, quo sui monachi discernerentur a reliquis, quod etiam nunc eremitæ Augustiniani observant cum proportione quadam, non cum identitate, aut integra similitudine; quis enim hoc posset cum fundamento affirmare, aut quæ est necessitas, cum potuerit optime esse successio in religione cum nulla mutatione in habitu quoad figuram, vel quoad qualitatem materiæ, et similes conditiones, juxta temporum varietatem et opportunitatem? Videatur Antoninus, 3 p., tit. ultimo, cap. ultimo, § 5, ubi ait Alexandrum Pontificem determinasse hunc habitum exteriorem, quem hi religiosi nunc portant, vel respiciendo ad primam institutionem, vel declarando in sua prima institutione nullum determinatum habitum habuisse a D. Augustino, et ideo hunc ipsum Pontificem definivisse tanquam præsentibus temporibus et regionibus convenientem, satisque religiosum; interiorem vero habitum ipsi religioni determinandum reliquit, prout in secunda parte constitutionum hujus ordinis, c. 5, factum est.

19. *Efficax tamen redditur si accedat etiam diversitas instituti. — Arguitur diversitas instituti quoad finem, et est tertium argumentum partis affirmantis.* — Sed quamvis sola varietas in habitu non sufficiat, si tamen cum illa jungatur diversitas in fine et mediis, seu observantiis religiosis, videtur plane concludi nullam relinqui convenientiam inter hanc religionem, et ab Augustino institutam, præter nomen et communem regulam. Constat autem totam hanc mutationem esse in hac religione factam. Quod patet primo ex fine. Nam Augustinus instituit eremitas ad finem vitæ pure contemplativæ, qualis erat vita omnium monachorum, et in ea ætate; et ideo elegit habitationem eorum in eremo, et ex laicis adhuc ipse laicus monasterium congregavit; ac denique solum orationi et psalmodiæ cum aliquo labore manuum eos vacare voluit, quod est proprium institutum monasticum, et pure contemplativum. Nunc vero finis hujus religionis est mixtus, quia non solum contemplationi, sed etiam actioni circa proximos vacat, ex peculiari et nova institutione. Ut enim refert Antoninus, tertia parte Historiali, tit. vigesimo quarto, cap. decimo quarto, § tertio, et habetur etiam in Annalibus Augustiniani ordinis : *Innocentius IV, anno Domini 1240, considerans ordines Prædicatorum et Minorum, fructus salubres in Ecclesia Dei proferre, Eremitas vero S. Augustini sibi solis per bonam vitam prodesse, cœpit velle agere, quatenus et ipsi sicut Prædicatores et Minores fructum salutarem in Ecclesia Dei producere possent;* ergo mutavit Pontifex illum ordinem quoad finem suum.

20. *Item ex diversis mediis, et est quartum argumentum.* — Inde vero facile concluditur mutatio etiam quoad media; nam prius per se, et ex vi instituti, in locis a communi hominum habitatione remotis habitabant; postea in civitatibus et oppidis vivere necesse fuit. Prius per se et ex vi instituti, erat religio laicorum, quia non postulabat ministeria clericorum; postea vero præcipuam religionis partem, ad Ordines assumi necessarium fuit, quia ad concionandum et sacramenta ministrandum destinabantur. Item prioribus eremitis necessarium non erat litteris vacare, quod tamen facta prædicta mutatione omnino fuit necessarium. Unde tandem factum est ut illa religio ex monachali, in mendicantem transierit; antea enim, quamvis fortasse reditus non haberet, ex manualibus operibus sustentari poterat; postea vero, cum propter studia et actiones erga proximum manibus laborare non possent, mendicitatem profiteri necessarium fuit; et ita tam ex fine, quam ex modo vivendi, cœpit esse religio mendicans; ergo ab eo tempore debet censeri instituta, in quo mendicans esse cœpit.

21 *Nomen et regula Augustini non obstant, ubi finis et media sunt distincta.* — Quod autem non sufficiat regulam aut nomen Augustini retinuisse, ut ab illo instituta censeatur, patet, quia etiam religio Prædicatorum reli-

nuit regulam S. Augustini, quam Beatus Dominicus in religione Canonicorum regularium prius profitebatur, et nihilominus novam ipsam religionem instituit, quia sub illa regula novum finem et nova media illi attribuit, atque eadem fuisset, licet sub Augustini patrocinio et nomine religionem suam specialiter dicasset; nam hoc ad substantiam religionis valde extrinsecum et accidentarium esse videtur. Sicut, e converso, ordo sancti Hieronymi, licet patrocinium, imitationem et nomen Hieronymi acceperit, non propterea ab eo institutus censetur, quamvis fortasse in instituto quoad finem, et modum vivendi similior sit illi monasterio quod Hieronymus cum suis monachis construxit et coluit, quam hæc religio cum Augustiniano eremitico.

22. *Quinto, arguitur ex mutata materia in votis obedientiæ et paupertatis.*— Confirmatur tandem ac declaratur; nam eo tempore quo Alexander IV eremitas omnes in hanc religionem conjunxit, necessarium fuit omnes illos denuo profiteri in tali religione, quia propter novum obedientiæ genus ad multa obligabantur, vel obligari poterant, ex vi novæ obedientiæ, ad quæ non extendebatur prior obedientia eremitica, ut per se constat; et e converso multa cessarunt in hoc vivendi modo, quæ in priori ex obedientia injungi poterant. Paupertas etiam multum immutata est, ut ex dictis constat; ergo necessaria fuit nova professio; ergo signum est fuisse conditam novam religionem, ad quam professores ejus ex priori vivendi modo translati sunt. Et ideo, licet multi ex illis fortasse fuerint ex veris successoribus Augustini, non potest dici in illa conservata prior religio, quia ad aliam religionem translati fuerunt, ut discursus factus convincere videtur.

23. *Prima assertio hujus puncti bipartita.* — Nihilominus dicendum est, eamdem religionem Augustini, quæ antea erat, permansisse post reformationem Alexandri IV, quamvis in multis rebus immutata fuerit. Hanc posteriorem partem satis probant omnia hactenus adducta. Priorem autem probat primo Concilium Lugdunense, sub Gregorio X, in cap. unico, § *Sane,* de Religiosis domibus, in 6, ubi de hoc ordine Sancti Augustini dicitur, institutum fuisse ante Concilium Generale, scilicet Lateranense sub Innocentio III, quod habetur in cap. *Ne nimia*, extra, de Religiosis domibus, quo tempore nondum hic ordo erat redactus in eam religionis formam quam nunc habet. Nam eam formam recepit ab Innocentio IV, et Alexandro IV, anno Domini 1246, triginta annis post Concilium Lateranense, et totidem fere annis ante Gregorium X; ergo ex sententia Concilii Lugdunensis, Alexander vel Innocentius IV non fecit institutionem hujus ordinis, alias non esset verum, quod institutio ejus præcessit Innocentium IV, ne dum III, et Concilium sub illo celebratum. Ergo post reformationem Alexandri, mansit nihilominus eadem religio quæ antea erat, nam retinuit eamdem institutionem quæ præcesserat ante Concilium generale; sed ante illa religio erat descendens hæreditario jure ex institutione Augustini, ut ostensum est, quia nulla alia institutio potest illi attribui; ergo eadem postea mansit.

24. Secundo, idem probatur ex bulla et intentione Alexandri IV, nam, ut diximus, non eremitas æque commutavit, sed reliquos variis nominibus nuncupatos ordini eremitarum S. Augustini, cum personis et locis (ait Antoninus supra) *effectualiter incorporavit, ac univit;* ergo necessarium fuit ordinem eremitarum eumdem conservatum esse, alioqui non magis alii essent illi uniti, quam ipse cæteris; imo nulla fuisset unio, sed confusio omnium in unam.

25. Tertio, alii Summi Pontifices privilegia et gratias huic ordini concedentes declarant professores ejus esse veros filios, et Augustini successores. Sic Joannes XXII concessit eremitis Sancti Augustini præcipuam curam corporis S. Augustini, ædificato Paviæ monasterio juxta Ecclesiam, in qua erat sepulchrum ejus. Quamvis enim etiam ibi esset monasterium Canonicorum regularium, voluit ædificari aliud eremitarum, et Ecclesiam esse communem, dicens (ut Antoninus supra, § 4, refert) decens esse, et rationi consonum, ut tanquam membra capiti, disciPuli magistro, filii patri suo uniri debeant. Martinus etiam V Romæ transferri fecit corpus S. Monicæ in Ecclesiam eremitarum, et in Bulla rationem reddit, quia sunt filii et successores Beati Augustini. Eisdemque verbis et ratione utitur Clemens VIII, in quadam Bulla, in qua indulgentias quasdam concessit Lusitaniæ Provinciæ pro Capitulis generalibus; senserunt ergo dicti Pontifices institutionem Augustini de eremitis in hoc ordine conservari, alioqui non magis essent hi religiosi Augustini successores et hæredes, quam alii, qui ejus regulam profitentur.

26. Denique in hac religione invenitur quidquid ad moralem unitatem cum ea, quam Au-

gustinus instituit, sufficit. Nam (quod caput est) conservata est continuata successio. Etenim usque ad Alexandrum IV, familia eremitarum S. Augustini pura, ut sic dicam, perseverabat, sicut ostendimus fuisse usque ad Innocentium IV; per mixtionem autem (ut ita loquamur) factam ab Alexandro non est interrupta successio, sed numerus filiorum crevit per translationem aliorum ad ipsos; unde Antoninus supra, § 3, cum dixisset Pontificem incorporasse alios eremitas ordini S. Augustini, subdit: ***Dispensans cum eis super diversarum professionum, et observantiarum ligamine, quibus antea in prædictis, vel aliis ordinibus astricti quomodolibet tenebantur.***

27. ***Ad quintum argumentum in num.*** 22.— ***Nota.***—Ex quo obiter solvitur facile objectio superius, numer. 22, facta, de iterata seu renovata professione; nam in aliquibus fuit tunc necessaria nova professio, fortasse solum fuit in aliis eremitis, qui non erant Augustiniani ordinis, nec ejus regulam profitebantur. In Augustinianis vero vel non fuit necessaria nova professio, sed solum acceptatio novi regiminis, et alicujus reformationis quoad aliquas constitutiones; vel quamvis fuerit necessaria aliquo modo nova professio, non tamen substantialiter diversa, sed solum quoad aliquam additionem, quoad obedientiam præstandam uni Prælato communi, et Generali totius ordinis, quem antea non habebant. Hæc autem mutatio plane accidentaria est. Præterea, in regula et vivendi modo, servat hæc religio unitatem cum Augustino, quantum moraliter potest, in cujus rei significationem in suamet professione promittunt obedientiam Deo, ***et Beato Patri Augustino***, et suis Superioribus, juxta regulam ejusdem Patris Augustini. In quo adverto differentiam inter modum profitendi secundum regulam Augustini in hac religione, et in aliis eamdem regulam profitentibus, nam in religione, verbi gratia, S. Dominici promittitur obedientia Beato Dominico, secundum regulam Beati Augustini, et institutiones Fratrum Prædicatorum, et sic de aliis. Hic vero promissio fit Beato Augustino tanquam proprio patri et institutori, et simpliciter fit secundum regulam ejus, neque fit mentio aliarum constitutionum, quasi non ita per se pertineant ad hoc institutum, sed solum ad perfectiorem regulæ observantiam.

28. ***Ad tertium argumentum in num.*** 19.— Nec denique obstat objectio de mutatione finis aut mediorum (quæ enim num. 15 et 17 objecta sunt, responsione jam non egent), primo, quia, ut supra dixi, in rebus moralibus, quæ solum per successionem habent unitatem, quando hæc mutatio sensim fit, non censetur tollere unitatem corporis politici, maxime si quoad substantiale vinculum conservatur; nam etiam corpus physicum in vita hominis idem censetur, licet paulatim multipliciter mutetur, adeo ut complexionem etiam mutare soleat. Deinde hæc mutatio etiam est solum per quamdam additionem, nam retento fine propriæ perfectionis, et contemplativæ vitæ, extensa est hæc religio ad procurandum etiam commune bonum, ut ex supradictis, et constitutionibus hujus religionis constat.

29. *Ad quartum*, n. 20. — Addo insuper hoc non fuisse omnino novum in hac religione; nam D. Antoninus, dicto c. ult., § 6, sic inquit: *Ut fratres hujus religionis sic congregati, et uniti in Ecclesia Dei ad instar Patrum Prædicatorum et Minorum, fructum facere possent, sicut et ipsi olim ante suam dispersionem tempore Beati Augustini fecerunt in Africa, ordinavit Pontifex Alexander IV quatenus ipsi fratres ad civitates deberent se transferre*, etc. Cæsar Baronius, tom. 5, anno Domini 398, post medium, advertit in Ecclesia Africana, ab Augustini præsertim ætate, monachismum et clerum fuisse valde conjunctum, ita ut clerici religionem profiterentur, et monachi ad clerum et ministeria clericorum assumerentur; et in sermone decimo quarto, ad fratres in eremo, inquit Augustinus (si fortasse auctor est ejus) se tria monasteria ædificasse: unum in deserto, aliud in horto prope civitatem, et aliud clericorum in Ecclesia, subditque statim: *Ad fratres nostros et clericos qui in urbe habitant, quibus expedit etiam prædicare verbum Dei, pertinet non solum diligere justitiam quoad se ipsos, sed etiam judicare, reprehendere, obsecrare, increpare, in omni patientia et doctrina, populum electum Dei*, etc. Quod sane per se verisimile est, seclusa auctoritate illius sermonis (quæ contemnenda non est), nam supra ostendimus Augustinum revera illa tria monasteria ædificasse; constat etiam ex aliis locis ejusdem Augustini, multos ex fratribus suis eremitis divinarum Scripturarum lectioni et studiis vacasse, et in vita Augustini refert Possidius ex illo monasterio multos fuisse ad Episcopatum assumptos, vita et doctrina illustres; cum ergo in loco habitarent commodo ad proficiendum aliis, verisimile est huic etiam officio perfectionis ope-

ram dedisse, nam cum vita monastica non repugnat, licet vita illa per se ad hoc non ordinetur. Ex his ergo satis constat origo et emanatio hujus religionis ab Augustini institutione.

30. *Objectio contra probatam assertionem, disquirens confirmationem instituti Eremitatum.* — Dicere vero quispiam tandem poterit, ordinem ab Augustino institutum non fuisse ab Ecclesia Romana approbatum ante Concilium Lateranense sub Innocentio III, et consequenter tunc non meruisse nomen religionis, quia nunquam potuit esse religio simpliciter sine Ecclesiæ approbatione. Antecedens patet, tum ex motu proprio Pii V supra citato, sub initium capitis 6, ubi declarat primum ordinem ab Ecclesia approbatum, fuisse ordinem Prædicatorum; tum etiam quia non constat de tali approbatione. Unde in dicto § *Sane*, de Religiosis domibus, in 6, non dicitur hic ordo approbatus vel confirmatus, sed solum institutus ante Concilium Lateranense. Occurret forte aliqais, legitimam institutionem semper includere approbationem sufficientem; nam sermo est de institutione, quæ licite potest observari et exerceri; hoc autem nunquam sine approbatione licuit, ut supra ostensum est. Olim autem Episcoporum approbatio sufficiebat, et hanc potuit habere ordo Augustini, vel a Valerio, antecessore Augustini, si consideretur hic ordo, prout inchoatus ab Augustino ante presbyterium; vel ab ipso etiam Augustino jam Episcopo. Et quamvis hæc approbatio in principio fuerit tantum pro una Diœcesi, postea paulatim acceptata est a cæteris Episcopis, usque ad Romanam Sedem; et ita tandem pervenisse ad absolutam et universalem approbationem totius Ecclesiæ, saltem tacitam, quæ æquivalet expressæ.

31. Sed adhuc contra hoc instari potest, nam, licet hoc sit verum de approbatione quasi permissiva, quæ sufficit ad honestum et pium vivendi modum, non tamen de approbatione canonizante (ut sic dicam) talem statum, et habentem eam auctoritatem infallibilem, quam habet confirmatio religionis auctoritate Pontificia solemniter facta. Antecedens patet, quia omnes alii eremitarum ordines, qui erant ante Alexandrum IV, et per eum sunt ad hanc religionem reducti, permittebantur a Pontificibus Romanis, ipsis videntibus ac tacentibus, vel etiam privilegia eis concedentibus, et tamen non propterea erant religiones approbatæ illo singulari ac perfecto modo; ergo idem dici potest de eremitis S. Augustini.

32. Respondeo imprimis, interdum tacitam approbationem posse esse tantam, ut expressæ æquivaleat, et æqualem cum illa habeat auctoritatem, sicut de canonizatione Sanctorum dici solet, et constat de antiquis Sanctis, sola universali traditione totius Ecclesiæ canonizatis; par enim est ratio de authentica approbatione religionis, ut videre etiam licet in antiquis religionibus S. Benedicti et Basilii, et in eodem gradu ponenda est religio eremitarum S. Augustini; nam in c. *Perniciosam*, 18, q. 2, regula Augustini, et consequenter ordo ejus, æque censetur sufficere ad religionem approbatam, ac regula Basilii vel Benedicti; est autem illud decretum Concilii Romani sub Innocentio II, quod constat esse multo antiquius; potest igitur duplex approbatio tacita distingui. Una, qua solum permittitur aliquis modus vivendi, non sub certo et firmo judicio de illius perfectione vel congruitate ad perfectionem assequendam, sed quasi negative se habendo, et non improbando talem vivendi modum, quia de illius malitia non constat. Alia vero est approbatio quæ, licet consuetudine introducatur, et ideo tacita vocetur, ad eum tamen gradum pervenit, ut recepta et firma opinione totius Ecclesiæ, et judicio Summorum Pontificum, factis ipsis privilegiis sufficienter declarato, sit sufficiens, ut per eam proponatur aliquis status tanquam vera perfectionis via, et hanc approbationem dicimus æquivalere expressæ. Hoc igitur secundo modo dicimus ordinem divi Augustini fuisse ab Ecclesia approbatum longe ante Concilium Lateranense; nam hoc indicatur in d. *Perniciosam*, juncto cap. *Ne nimiam*, de Religiosis domibus, ibi: *Sed quicumque ad religionem converti voluerit, unam de approbatis assumat, et qui voluerit religiosam domum de novo fundare, regulam et institutionem accipiat de approbatis.* Nam certum est ibi esse sermonem de approbatione perfecta; certum item est sub illis religionibus approbatis comprehensam tunc fuisse religionem eremitarum Sancti Augustini, quidquid fuerit de aliis eremitis; nam hoc probat dictum cap. *Perniciosam*, et c. *Insinuante*, Qui clerici vel voventes, quod est ejusdem Innocentii III, et de simili institutione existimo loqui § *Sane*.

33. Denique explicatur in hunc modum; nam D. Augustinus circa statum monachorum, quem in Ecclesia invenit, et Mediolani

ıc Romæ vidit, duo tantum fecisse videtur: ınum est, quod illum invexit in Africam, ubi ıondum erat in usu; aliud est, quod pecu-iarem regulam illi addidit; in cæteris nihil ımmutasse aut statuisse videtur, nec de habitu, ut ex his quæ supra expendimus, satis constare videtur, et plane sensit Anton. supra, et Baronius, 6 tom., circa annum Domini 54; nec de aliis ritibus aut cæremoniis, præter ea quæ in dicta regula continentur, quia neque ex scriptis ejus, neque ex ulla historia vel traditione aliud quippiam habemus. Status autem monasticus seu eremiticus, qui, ut a numero decimo diximus, idem erat, satis fuit approbatus et confirmatus etiam ante Augustinum per traditionem Apostolicam, ut supra, libro præcedenti, late probatum est; regula item Augustini multo ante Innocentium III Ecclesiæ universalis approbationem meruit et obtinuit, et aliqui affirmant Innocentium I, eam expresse approbasse et præcepisse eremitis omnibus per Italiam, ut secundum eam viverent, de qua approbatione aut præcepto nihil in Conciliis invenio, neque inter opera Innocentii III. Tamen inter privilegia et chronica ordinis eremitarum contineri dicitur a Hieronymo Romano, lib. 6 Reipub., c. 5 et 6. Quidam etiam referunt approbationem Eugenii II in Concilio Remensi; sed nec Remense Concilium, neque aliquod aliud invenio sub hoc Pontifice celebratum. In Remensi autem Concilio celebrato sub Leone III, solum fit mentio regulæ S. Benedicti in canone 9. Eadem vero approbatio satis supponitur ab Innocentio II, in d. c. *Perniciosam.* Igitur ex eo saltem tempore, ex quo cœpit regula Augustini habere hanc approbationem, cœpit ordo ab ipso institutus esse approbatus, eo modo quo ordo S. Benedicti suo tempore approbatus fuit.

34. *Secunda assertio, quodammodo restringens primam.* — Nihilominus addendum est, hunc ordinem eremitarum habuisse novam et solemnem approbationem ab Alexandro IV, quia revera illa indiguit; quamvis enim non fuerit religio de novo instituta, talem formam et mutationem accepit, ut sine speciali approbatione Pontificis firmitatem habere non potuerit. Primum enim omnia monasteria, quæ antea erant divisa, in unum corpus redacta sunt sub uno generali Prælato, quem antea etiam non habebant. Secundo, quoad multa novum vivendi modum accepit hæc religio, quæ in superioribus tacta sunt, suntque ex rebus præcipuis ad religiosum statum pertinentibus præter substantialia vota et regulam. Tertio, hinc factum est ut hæc religio ab eo tempore inter mendicantes numerari cœperit, nam antea et imperfectam unitatem religionis habebat, et monachalis potius, seu eremitica reputabatur, quia sibi soli, et non proximis incumbebat, et quia ex propriis reditibus, et, his deficientibus, ex labore manuum, non e mendicato vivebat, et, quod caput est, a nullo Pontifice inter mendicantes recepta fuerat. Quarto, ex tunc cœpit esse exempta, et sub speciali Sedis Apostolicæ protectione recepta. *** Hæc sunt, quæ de hac sacra eremitarum S. Augustini religione in autographo manuscripto invenire potuimus.

## CAPUT X.

### UTRUM SACER ORDO CARMELITARUM UNUS EX MENDICANTIBUS SIT, QUAMQUE ORIGINEM ET INSTITUTIONEM HABUERIT?

1. *Vera traditio successionis ex Elia.* — Carmelitarum religio, quo antiquiorem creditur habere institutionem, eo minus certam et exploratam habet originem, ac perpetuam successionem; est autem valde recepta et satis antiqua traditio, religionem hanc a temporibus prophetarum, et signatim ab Eliæ institutione suam ducere originem, et quasi hæreditariam successionem in monte Carmelo, a quo nomen etiam accepit; quam traditionem ut veram suscipimus, præcipue quia septem Summi Pontifices Sixtus IV, Joannes XXII, Julius III, Pius V, Gregorius XIII, Sixtus V et Clemens VIII, in Bullis huic ordini concessis, de professoribus hujus sacri instituti ita loquuntur: *Tanquam religionis speculum et exemplari charitate fulgentes, sanctorumque Prophetarum Eliæ et Elisei, et aliorum Patrum, qui montem sanctum Carmeli, juxta Eliæ fontem habitarunt, successionem hæreditariam tenentes,* etc. Unde Sixtus V huic religioni concessit, ut Eliam et Eliseum tanquam suæ institutionis patronos coleret, dies festos in eorum honorem celebrando, propriaque officia in eorum memoriam recitando; quod ipsa religio studiose servat, et in ipso officio nomen et solemnitatem Patroni Eliæ tribuunt. Quale autem sit, et in quo fundetur hoc (ut ita dicam) jus patronatus, quæ sit etiam hæc origo et successio, licet a multis multa dicantur, non facile explicatur; breviter autem dicam quid mihi certum, quid probabilius, quid

verosimile, quid obscurum et ambiguum, vel etiam minus verum videatur.

2. *Prima assertio, Eliam et contemplativam, et activam vitam erga proximos exercuisse.* — Primo ergo certum est, Eliam vitam eremiticam coluisse, ubi cum magna corporis austeritate, diuturnam animi contemplationem conjunxit, quamvis interdum divino jussu et propter Dei honorem, et proximorum salutem ad prædicandum et docendum descenderet. Totum hoc colligitur ex Scriptura, a capite 17 libri 3 Regum, usque ad c. 2 libri 4. Cum enim ante hæc loca nulla facta fuisset mentio Eliæ, nec superioris vitæ ejus, neque ortus aut parentum illius, quasi ex abrupto introducitur Elias magna libertate prophetizans coram Achab, et statim subjungitur vocatio Dei illum vocantis ad solitariam et eremiticam vitam : *Recede hinc, et vade contra Orientem, et abscondere in torrente Carith, qui est contra Jordanem, et ibi de torrente bibes, corvisque præcepi ut pascant te.* Quem locum luculenter ad hoc propositum expendit Joannes Hierosolymitanus, lib. de Institutione primorum monachorum, a capite tertio, usque ad nonum, tom. 9 Biblioth. Patrum.

3. *Objectio contra pronuntiatum.* — *Confirmatur.* — Dicet vero non immerito aliquis, ex hoc loco minime colligi vocationem aliquam Eliæ ad vitam eremiticam, vel religiosam. Omisso enim allegorico sensu, quem ille auctor late prosequitur, a quo non sumitur efficax argumentum, si litteralem spectemus, Deus non præcepit Eliæ ut absconderetur in torrente Carith, ut ibi solitariam vitam aut eremiticam ageret, sed solum ne ab Achab inveniretur in principio illius sterilitatis et siccitatis, quam Deus in pœnam peccatorum ejus mittebat. Prædixerat enim Elias Achab, fore ut non plueret, donec ipse Elias id diceret, et ideo absconditus est, ne cogeretur aliquid dicere, vel ea occasione aliquid mali pateretur; unde c. 18 dixit Abdias Eliæ, Achab quæsivisse illum per omnem locum, nec invenire potuisse. Item, quod non alia ratione, nec propter vitam eremiticam jussus fuerit Elias in torrente Carith abscondi, signum est, quia postea siccato torrente jussit Deus Eliam abire in Sarepta Sidoniæ, et ibi nutriri vel morari in domo viduæ, ubi per plures dies mansit. Et postea non legitur Elias habuisse unquam firmam habitationem in deserto, sed interdum in civitatibus, interdum in desertis fuisse, prout iniqua temporum conditio permittebat ; interdum enim quærebatur ad necem, et in speluncis montium latitabat ; interdum vero jussu Dei revertebatur ad civitates et alia loca. Non ergo constare potest ex sacra Scriptura illum vitam eremiticam instituisse, sicut S. Athanasius, fugiendo persecutionem, interdum latitabat in sepulchro, interdum in aliis locis, vel forte in deserto, etc.

4. *Sustinetur tamen et roboratur amplius pronuntiatum quoad vitam contemplativam Eliæ.* — Nihilominus Patres sæpe indicant Eliam vitam eremiticam fuisse professum ; ad hoc enim alludens Hieronymus, epist. 13 ad Paulinum, dixit : *Noster princeps Elias, noster Eliseus*, etc. Significat autem id colligi ex Scripturis cum præmittit : *Et ut ad Scripturarum auctoritatem redeam*, etc., ubi Marian. Victor : *Eliam* ( inquit ) *et Eliseum deserta ac montes solitarios incoluisse res est notissima.* In eodem sensu dixit de Basilio Nazianzenus, in quadam oratione : *Solitudinem cum Elia et Joanne, qui admodum philosophi fuerunt, mire amplectebatur.* Et ipse Basilius, oratione in Gordium Martyrem , de Elia inquit : *Cum Sidoniorum conspiceret impietatem quotidie invalescentem, in montis Oreb speluncam secessit, ac sese ab omni humana conversatione, ut Deum quæreret ac videret, abdicavit, vidit tandem quantum fas est homini mortali.* Idem habet Isidorus , lib. 2 de Offic., c. 15 , ubi eadem fere Hieronymi verba usurpat. Significat etiam Cassianus, lib. 1 de Instilut. renunc., c. 2 , ubi aperte ponit Eliam ut exemplar monachorum ; nam ad exemplum ejus dicit solitos esse cingi zona pellicea ; quod etiam habent Basilius et Joannes Hierosolymitanus, ut supra retuli.

5. *Verisimile est Eliam solitariam vitam egisse, etiam antequam mitteretur ad Achab.* — An vero cœperit Elias sequi hoc vitæ insitutum , antequam primo mitteretur ad Achab, vel juberetur abscondi in torrente Carith, certo affirmare non possumus. Non est autem improbabile antea incepisse. Nam Jacobus, in sua Canonica, cap. ultimo , indicat ante illud tempus fuisse singulariter justum dicens : *Elias homo erat similis nobis passibilis, et oratione oravit, ut non plueret super terram , et non pluit annos tres et menses sex.* Unde constat ( quamvis in libris Regum non refertur ) siccitatem illam , quam Elias prædixit , oratione ipsius fuisse antea a Deo impetratam. Erat ergo antea vir justus et potens apud Deum, et zelo divino jam vehementer urgebatur ; non enim ex inordinata aliqua

affectione afflictiones illas suo populo postulabat, sed ut percussus a Deo suum errorem agnosceret; ergo verisimile est jam fuisse a Deo vocatum ad altius genus vitæ, in quo tantam sanctitatem consecutus erat; ita ut sicut Joannes Baptista in eremo fuit a Deo evectus ad eum sanctitatis gradum, in quo posset libere veritatem prædicare, et regibus resistere, eosque reprehendere, ita etiam Elias, quamvis non tam cito, sicut Joannes, convenienti tamen tempore, fuerit ad novum ac mirabile vivendi genus evectus, ut coram rege, et populo magna cum auctoritate et libertate posset pro divino honore pugnare. Simili argumento Hieronymus, lib. 1 contra Julianum, illum, quia Eliam in catalogo conjugatorum posuerat, impugnat: *Quia si Joannes Baptista* (inquit) *venit in spiritu, et virtute Eliæ, et Joannes virgo est, utique non solum in spiritu ejus venit, sed etiam in corporis castitate.* Ambrosius etiam, in epistola 25 ad Vercellenses, in hoc comparat Eliam et Joannem, quod uterque in deserto constantiam prius exercuit, ut fortior prodiret ad increpandum regem et mundum. Et lib. 1 de Virginibus, in principio, Eliam dicit, *nullis corporei coitus permixtum cupiditatibus inveniri.* Et ideo inter virgines communiter numeratur, quia cum justus semper fuerit, extra matrimonium pollutus non est; et licet Scriptura positive non declaret eum uxorem non duxisse, tamen, quia nec uxoris, nec filiorum ejus mentionem facit, colligunt Sancti nunquam matrimonium contraxisse; quod etiam ejus muneri et prædicationi magis accommodatum fuit; inde etiam fit conjectura, vitam a consortio hominum separatam a principio elegisse, saltem tempore maturæ ætatis, in quo posset statum vivendi eligere, quia illo tempore valde insuetum erat homines, præsertim laicos, ut erat Elias, si communem et cum cæteris vitam ageret, a matrimonio abstinere.

6. *Id tamen certius est post dictam vocationem.—Ad objectionem in num. 3.—Ad confirmationem ibid.*—Verum, quidquid sit de illo anteriori tempore, certe, ex quo ad prophetizandum vocatus est et missus, plane videtur a Deo separatus ab urbium habitatione, et ad vitam solitariam agendam traductus, nam ex discursu vitæ ejus a prædicta Dei vocatione, usque ad translationem ejus, constat semper in desertis habitasse, solumque transitorie ad negotium aliquod jussu Dei peragendum, ad communes hominum habitationes rediisse, quod ex discursu sequenti clarius patebit; neque huic obstat, quod jussus fuerit ire ad torrentem Carith, se occultandi gratia; utrumque enim simul consistere potest; novit enim Deus similibus uti occasionibus, ut suos electos vocet ad perfectiorem vitam : imo hoc exemplo monstratum et præfiguratum fortasse est, quod Deus in lege gratiæ fecit cum Paulo eremita, et aliis Sanctis, ut occasione persecutionum eos duceret ad vitam solitariam et perfectissimam agendam; unde hæretici calumniantur hoc vitæ genus casu et necessitate quadam inchoatum esse, non advertentes divinæ providentiæ sapientiam, cui nihil casu accidit, eadem in malitia hominum exordia sumere perficiendi opera sua; hoc indicare voluit Deus etiam Eliæ, et ideo, licet proxima intentione, et ad litteram, ut sic dicam, missus fuerit ad se occultandum hominibus, ex altiori quoque providentia missus est, ut separatus ab hominibus jugiter et perfecte Deo vacaret, et mirabilem vivendi rationem inter homines inchoaret; quod autem satis fuerit illa vocatio, dicti Patres sentiunt, et indicat Ambrosius, dicta epistola ad Vercellenses, prope initium, dicens : *Elias, quem Dominus ad virtutis erudiebat perfectionem ;* atque etiam effectus monstravit, nec enim postea unquam legimus Eliam in civitatibus commoratum. Quod namque ad tempus missus fuerit ad Sareptam Sidoniæ, ut ibi in secreto pasceretur a vidua, non impedit quominus ibi vitam solitariam in suo cœnaculo, et pure contemplativam duceret. Cur autem ibi, potius quam in alio deserto, ubi esset aqua, servatus a Deo fuerit, vel sicut cibum per corvos accipiebat, non etiam aquam acceperit, in divinæ sapientiæ thesauro absconditum est; forte voluit Deus ea occasione illi viduæ magna beneficia conferre, ut effectus ostendit, et significavit Christus Dominus, Lucæ 4; forte etiam illud factum mysticam habuit significationem, quam egregie prosequitur Ambrosius, in comment. ad cap. 6 Apocalyp., versus finem. Postea vero quam se manifestavit Achab, in montem Carmelum ascendit, ubi prophetas Baal interfecit, indeque in desertum abiit, et inde ad montem Dei Oreb, ex quo jussu Dei descendit ad ungendos reges et Elisæum. Atque ita fere semper in deserto invenitur, nisi cum divino jussu seu inspiratione alio mittitur.

7 *Concluditur pro tota prima assertione.*—Ex his ergo, pro materiæ capacitate, satis patet tota assertio : quæ vero addidimus de austeritate vitæ, et jugi contemplatione, su-

muntur ex 3 et 4 Regum libris, et ex comparatione inter Eliam et Joannem Baptismam, apud Sanctos Patres frequentissima, et fundata in illo Marci 4 : *Joannes ipse est Elias ;* et Lucæ 1 : *Præcedet in spiritu et virtute Eliæ.*

8. *Secunda assertio, de commoratione Eliæ in monte Carmelo. — Abulensis dictum partim negativum, partim affirmativum de habitatione Eliæ in Carmelo. — Pars negativa incerta.* — Dico secundo : probabile est Eliam permanentem suam habitationem vitæ eremiticæ præcipue habuisse in monte Carmelo. Notavit hoc Abulensis, 3 Reg. 21, quando Elias jussus est descendere ut occurreret Achab, eumque de gravissimo peccato reprehenderet, eidemque et uxori debitam mortis pœnam prædiceret; expendit ergo Abulensis verbum *descendit*, dicens : *Ex eo tempore, quo Deus fecit miraculum mittendi ignem super sacrificium suum in monte illo, habuit devotionem Elias manendi in illo, et semper mansit, usque ad tempus, quo raptus est in curru igneo.* Unde lib. 4 Regum, cap. 1, circa illa verba : *Surge, et ascende in occursum nuntiorum regis Samariæ,* notat idem Abulensis dici, *ascende, non quia Elias maneret in aliquo loco infimo, manebat enim in monte Carmelo, sed quia ipse descensurus erat de monte, et postea ascensurus per viam, per quam veniebant nuntii Ochoziæ.* In his autem verbis Abulensis unum videtur tacite supponi, et aliud aperte asseritur; indicatur enim Eliam ante illud insigne factum non habitasse in monte Carmelo, sed tunc concepisse devotionem et propositum manendi ibi; quæ pars negativa ex Scriptura probari non potest, nec mihi de illa constat ; nam si verum est Eliam, priusquam prophetare inciperet, vitam egisse solitariam, fortasse illuc ascendit ad convincendos et puniendos prophetas Baal, quod etiam ejus verba indicant ad Achab : *Mitte, et congrega ad me universum Israel in monte Carmeli,* 3 Reg. 18; quasi diceret : *Ibi enim ero, sicut soleo ;* prius enim, quia se occultabat, aliis in locis versabatur, juxta divinam revelationem. Sed, ut dixi, hoc totum incertum est, quantum ad illud tempus spectat.

9. *Pars affirmativa magis certa.*—Secunda ergo pars, de reliquo tempore vitæ Eliæ, postquam occidit prophetas Baal, majus aliquod fundamentum habet in Scriptura, ut statim numero sequenti deducam. Estque multum recepta opinio, et locutionibus Patrum conformis ; ad illam enim alludens Basilius, in epistola ad Chilonem discipulum, dixit : *Hic mons celeber Carmelus, in quo Elias demoratus perplacuit Deo.* Sic etiam ait Nazianzenus, orat. 16, de Pauperum amore, initio : *Pulchra res solitudo, et quies, idquemet docet Eliæ Carmelus.* Ubi Nicetas exponit, id est, *Elias in Camelo degens, quemadmodum 3 Regum liber narrat.* Eamdem late prosequuntur Joannes Hierosolymitanus, dicto libro de Institut. monach., a cap. 17 ad 21, ubi ait post sedatam persecutionem contra Eliam, mortua Jezabel, fixisse Eliam domicilium suum in monte Carmelo, tum quia erat aptissimus ad vitam monasticam ; tum etiam propter insignia miracula, quæ Deus ibi ostendit. Additque fecisse ibi oratorium, et per sexdecim annos ibi mansisse usque ad suam translationem.

10. *An manserit Elias semper in Carmelo usque ad suam translationem.* — Et quidem hoc posterius de mansione Eliæ usque ad suam translationem insinuatur in martyrologio Romano, dum 20 die Julii dicitur : *In monte Carmelo sancti Eliæ Prophetæ.* Quod si objicias, quod Elias non ex monte illo, sed ex ripa Jordanis raptus est, responderi potest non quidem permansisse in illo monte usque ad articulum translationis suæ, sed ibi habuisse domicilium usque ad illum diem, quo Dei monitu inde discessit levandus in cœlum. Sed adhuc obstat, quod 4 Reg. 2 dicitur : *Cum levare vellet Dominus Eliam per turbinem in cœlum, ibant Elias et Eliseus de Galgalis,* et non dicitur *de monte Carmelo.* Occurritur vero dicendo, non ita habuisse Eliam fixam habitationem in illo monte, quin interdum ad alia loca diverteret, cum divinum obsequium vel ratio sui muneris id postularet. Ita ergo tunc per occasionem aliquam descenderat in Galgala, sive jam præmonitus a Deo de suo transitu, sive (quod magis Scriptura significat) quia occasione alia illuc iverat, de qua nonnihil infra dicemus, et ibi postea acceperit oraculum de sua translatione ; et ideo ab illo termino discessus ejus incipit narrari citato loco. Convincit autem hæc objectio, non satis probari ex divina Scriptura domicilium hoc et habitationem Eliæ in monte Carmelo usque ad transitum suum, quamvis verum sit Scripturam non repugnare huic historiæ, quæ magis videtur in traditione fundata ; licet ex uno quodam Scripturæ loco probabiliter colligatur, ut statim dicam numero sequenti.

11. *An ibi ædificaverit oratorium.—Auctor theatri terræ Sanctæ.* — Alterum vero, quod

de oratorio ædificato ab Elia dicitur a Joanne Hierosolymitano, conjectura fortasse vel traditione assertum est ; nam apud alios auctores nihil de ea re invenio satis expressum. Referunt autem communiter historiographi et cosmographi, fuisse in illo monte speluncam, et forsan Eliæ, ut ex Brochardo et aliis refert auctor theatri terræ sanctæ, in tribu Isachar, unde etiam est verisimile, fuisse ibi aliquem locum cultui Dei dicatum. Præterea Cedrenus, in Compendio historiæ, in Basilio, refert, templum Eliæ per Basilium imperatorem fuisse restitutum, ut meminit Baron., in scholiis ad martyrologium Romanum, 20 die Julii, ubi etiam ait extare epigramma D. Gregorii Nazianzeni, de æde Eliæ *Dominicum* nuncupata ; quæ possunt intelligi de templo Eliæ, id est, ædificato ab Elia, et sic confirmant dictam sententiam ; vel de templo Eliæ, id est, dicato Deo in honorem Eliæ ; et in hoc sensu non ita directe faciunt ad rem præsentem, sed alludunt ad ædem sacram, quam dicitur Helena mater Constantini ædificasse in monte Eliæ Thesbitæ, ut significat Nicephorus, lib. 8, c. 3, ubi, licet non expresse ponat montem Carmelum, videtur tamen de illo loqui, cum ait, in acclivitate montis ædificasse Helenam pulcherrimam ædem Eliæ Prophetæ. Non autem etiam est magnum indicium, montem illum fuisse speciale habitaculum Eliæ, et habuisse in eo locum aliquem divino cultui singulariter dicatum.

12. *Confirmatur pars eadem de habitatione ordinaria Eliæ in Carmelo.* — Unum denique invenio Scripturæ locum, qui primam hanc sententiam mihi valde probabilem facit; nam lib. 4 Regum, cap. 4, mulier illa Sunamitis, quæ per Elisei intercessionem filium a Deo prius obtinuerat, et postea ex gravi morbo mortuum habebat, dixit ad virum suum : *Mitte, quæso, mecum unum de pueris, et excurram usque ad virum Dei in montem Carmeli;* ubi significatur montem illum fuisse locum proprium, ubi Eliseus domicilium habebat ; constat autem ex narratione Scripturæ, 4 Reg. 2 et 3, et ex omnibus expositoribus ac Patribus, Eliseum successisse Eliæ, sicut in spiritu, ita et in munere, et in habitatione, seu sede propria, quam ad Deum melius colendum sibi elegerat. Hoc autem magis declarant verba interrogationis viri ad uxorem suam : *Quam ob causam vadis ad eum hodie, non sunt kalendæ, neque sabbata.* Nam in his verbis duo insinuantur : unum est, habuisse illam feminam consuetudinem adeundi illis diebus in montem Carmeli, ad conveniendum Prophetam illic habitantem. Aliud est, solitam esse illuc ire causa religionis, ad verbum Dei cum aliis audiendum a Propheta, vel orandum, et canendum divinas laudes, sicut mos erat Judæis eundi ad synagogas, et orationis loca, in diebus sabbatorum, et Kalendarum, et festivis aliis, ut indicavit ibi Lyranus, et latius Abulensis, quæst. 30. Erat igitur mons ille habitatio istorum Prophetarum, et in eo habebant locum aliquem operibus religionis et divini cultus destinatum.

13. *Eliseus successor Eliæ.* — Unde obiter constat, quod de Elia diximus, cum proportione habere locum de Eliseo, hac tantum differentia conservata, quod Elias fuit præceptor, Eliseus discipulus; ille pater, hic filius, sicut ipse clamabat : *Pater mi, pater mi ;* ille quasi auctor et institutor illius vitæ generis, hic sectator et hæres. In reliquis vero fuit convenientia ; nam ex quo Eliseus jussu Dei vocatus est ab Elia, et illum sequi cœpit, ei perpetuo ministravit, 3 Regum 19, usque ad 4 Regum 3. Post raptum vero Eliæ, eumdem Carmelum incoluit, ut ex citato loco colligitur, et communiter auctores docent, atque Eliæ in spiritu et ministerio successit. Unde 4 Reg. 3, in hujus rei signum filii Prophetarum venerunt in occursum ejus, eumque adoraverunt, et tanquam caput et principalem Prophetam, Eliæque successorem agnoverunt.

14. *Objicitur quoad successionem ex Carmeli habitatione.* — *Respondeo.* — Objici autem potest, quia Eliseus vix semel aut iterum legitur in monte Carmele, aut in alio deserto loco resedisse ; sæpius vero in civitatibus, et inter reges versatus fuisse, et præcipue in Samaria, quæ curia regni erat. Unde 4 Reg. 5 dixit puella Hebræa, quæ erat captiva in Syria : *Utinam fuisset Dominus meus ad Prophetam, qui est in Samaria ;* et postea Naaman veniens in Samariam ibi convenit Eliseum ; et ea contigerunt, quæ illo loco Regum narrat Scriptura, et ex c. 6 et 7 constat illic permanenter habitasse Eliseum, ac tandem in cap. 13, ibidem occubuisse. Respondeo rationem vivendi Eliæ et Elisei non ita fuisse solitariam et contemplationibus abstractam, ut non etiam ad conversandum cum populo, in ejus beneficium, per quædam, ut ita dicam, intervalla descenderent ; namque et donum prophetiæ, quod habebant, in eum maxime finem illis a Deo communicabatur ***

Hæc tantum de sacro Carmelitarum ordine in manuscriptis auctoris Soarii invenire potuimus, quem nisi mors bonis omnibus invidens præoccupasset, tam de hoc ipso ordine, quam de reliquis plura scripturum fuisse non dubitamus.

FINIS LIBRI SECUNDI.

# TRACTATUS DECIMUS

DE

# RELIGIONE SOCIETATIS JESU

IN PARTICULARI.

## INDEX CAPITUM LIBRI PRIMI

DE RELIGIONE SOCIETATIS JESU, QUOAD INSTITUTIONEM ET INSTITUTUM IN GENERALI.


CAP. I. *Sitne Societas Jesu vera religio, et cur ita appelletur.*

CAP. II. *De fine hujus religionis.*

CAP. III. *De mediis quibus hæc religio utitur ad finem sibi præstitutum.*

CAP. IV. *An Societatis Jesu religio convenienter instituta sit et approbata.*

CAP. V. *An Societas Jesu sit per se religio clericorum, non solum habitu, sed etiam re ipsa, et quasnam proprietates inde consequatur.*

CAP. VI *An Societas Jesu contemplativam, an potius activam vitam complectatur.*

CAP. VII. *In quo gradu perfectionis Societas Jesu instituta sit.*

CAP. VIII. *Satisfit primæ objectioni capitis præcedentis.*

CAP. IX. *Satisfit secundæ objectioni.*

# LIBER PRIMUS

# DE RELIGIONE SOCIETATIS JESU

## QUOAD INSTITUTIONEM ET INSTITUTUM EJUS IN GENERALI.

Hæc est postrema pars totius operis de statu religionis, quæ, sicut pluribus titulis ac nominibus a me debita est, ita præcipue ac primario est intenta. Cum enim ante quadraginta annos, ex quo hæc scribo, scribo autem anno 1595, magno divinæ gratiæ beneficio ad hanc religionem vocatus sim, et toto hoc tempore in ea educatus, nutritus et conversatus, ejus vivendi rationem ac institutum admiratus semper fuerim, et in ea singularem morum probitatem, et erga divinam majestatem religionem ac reverentiam, erga proximos vero eximiam charitatem et animarum zelum, in variis ac distantissimis provinciis Italiæ, Galliæ, totius fere Hispaniæ, ac tandem Lusitaniæ fuerim expertus; videamque nihilominus religionem hanc non solum ab hæreticis hominibus (quæ illius magna laus est) odio haberi, verum etiam, specie religionis, ab hominibus sanam doctrinam, et religionem Catholicam profitentibus oppugnari, variisque modis, tum in privatis colloquiis, tum etiam in publicis lectionibus et concionibus, vel iniquis detractionibus, vel sophisticis argumentationibus exagitari; diu, multumque desideravi, ejus, quæ in nobis est, religionis rationem utrisque reddere, et objectionibus universis, quæ hactenus contra Societatem excogitatæ sunt, satisfacere. Non quia veritas ipsa, quæ luce clarior est, aut religio, quam Apostolica Sedes toties probavit, et divina gratia suis operibus illustriorem reddidit, nostra defensione aut illustratione indigeat, sed ut signum aliquod grati animi, et Deo, qui me vocavit in Societatem Filii sui, et ipsi Societati, cui totum, quod sum, vel habeo, debitum recognosco, exhiberem. Quamobrem, Sanctissimorum Patrum Thomæ et Bonaventuræ exempla secutus, opus hoc divina gratia confisus aggressus sum. Quia vero Societas hæc quædam habet cum cæteris religionibus communia, quædam autem propria; propter priora, nonnullis minus necessaria in Ecclesia, vel potius supervacanea visa est; eo quod novissimis temporibus, quando Ecclesia multis et gravissimis religionibus abundabat, inventa videatur; propter posteriora vero, res nova, ac propterea vel hoc solo nomine suspecta multis existimata est; ab aliis autem minoris habita, quod parum rigorosum et austerum vivendi modum amplexam esse calumnientur. Ad satisfaciendum igitur omnibus, necessarium existimavimus ea prius, quæ religioso statui communia sunt, diligenter, et exacte tractare: quod hactenus præstitimus [1]; deinde vero (quod nunc aggredimur) Societatis institutum distincte ac dilucide explicare. Ita enim speramus fore, ut ad majorem Dei gloriam, et animarum fructum, religionis hujus dignitas et utilitas omnibus innotescat, et oblatrantium ora aut obticescant, aut confundantur. In hoc ergo primo libro, generatim Societatis institutum, ordinem, harmoniam, seu hierarchiam proponemus ac declarabimus. In sequentibus vero de singulis ejus partibus, votis, ac præcipuis constitutionibus (hæc enim omnia instituti nomine comprehenduntur) disseremus.

### CAPUT I.

#### SITNE SOCIETAS JESU VERA RELIGIO, ET CUR HOC NOMINE INSIGNITA SIT?

1. Supponimus esse in Ecclesia Catholica congregationem quamdam clericorum, specialem regulam sub obedientia propriorum Prælatorum profitentium, quam hoc nomine *Societatis* Jesu appellamus. Hoc ex facto ipso per se evidens est, et ideo non indiget alia

[1] In superiori tomo, et tractatu 1 hujus.

probatione, præterquam quod hujus congregationis, sub eo nomine, honorificam mentionem fecit Concilium Tridentinum, sess. 25, c. 16, de Reformat. regul., et ante ac post illud multi Pontifices in bullis suis, quorum sententias postea referemus.

2. *Assertio prima, Societatem esse veram religionem.—Probatur de fide.—Essentia religionis quæ.*—Dicimus ergo primo, congregationem hanc esse veram et propriam religionem : quod de toto hoc corpore Societatis nullus Catholicus negavit unquam, quem ego sciam, nec negare potest; est enim (ut existimo) certum de fide; nam si hæc non est vera religio, nulla profecto est in Ecclesia religio vera, quod dicere hæreticum esset. Sequela autem patet, quia esse religionis non antiquitate, et quasi præscriptione acquiritur, *sed professione status ad perfectionem tendentis, et ab Ecclesia approbati.* Hæc autem omnia in religione hac manifeste inveniuntur. Nam finis ejus est non solum ad perfectionem tendere, sed etiam alios, quoad fieri possit, ad eam ducere. Ad hunc autem finem assequendum fit in ea seculi abrenuntiatio, et ad divinum cultum specialis consecratio per tria vota substantialia religionis, cum vera etiam professione solemni, quæ in aliquibus membris hujus corporis fit; ergo de toto hoc corpore dubitari non potest, quin sit vera et propria religio. Quomodo autem in singulis ejus membris hic status inveniatur, in discursu operis dicetur.

3. *Secunda assertio, Societatem esse religionem a reliquis specifice distinctam. — Ostenditur. — Societas cur præ aliis religionibus membris varia.*—Secundo dicimus, hanc religionem esse distinctam a reliquis specifica distinctione morali, eo modo quo in religionibus hæc distinctio inveniri potest, ut vidimus in tractatu præcedenti, cap. 1 Hoc etiam per se notum est ex modo procedendi ejus. Nam post Summum Pontificem sub diverso capite, seu Generali, constituit suam propriam monarchiam, et sub propriis, ac distinctis constitutionibus ac regulis vivit; et quamvis cum aliis religionibus conveniat in generali fine inquirendi perfectionem, hoc tamen speciale habet, quod in suo fine non tantum acquirere perfectionem, sed etiam illam in aliis exercere, seu ad alios derivare intendit, et ideo in modo illam acquirendi sese accommodat aliorum etiam utilitati et saluti; atque ita incumbit suorum membrorum perfectioni, ut ad aliorum utilitatem ea informet, unde etiam fit, ut ad hunc finem propriis, vel (ut sic dicam) appropriatis mediis utatur. Ac denique ex eodem capite etiam nascitur, ut corpus hoc pluribus magisque variis membris constet, quam cætera aliarum religionum, sitque (ut ita dicam) magis heterogenea ; quia ille finis, ad quem ordinatur, plura requirit munera, atque etiam plura organa necessaria sunt. Est ergo hæc particularis religio distincta a reliquis, quæ post alias nata est, propriumque fundatorem habuit, propriaque approbatione indiguit; quæ omnia sigillatim probanda et tractanda sunt. Nunc tanquam certa supponuntur, magis quam probantur, quia sub hac generalitate nullam habent dubitationem.

*Societatem proprium nomen sibi vendicare oportuisse.*

4. *Tertia assertio, et ejus probatio. — Societatis religiosi variis nominibus appellati per errorem. — Cur Societatis religiosi Theatini vocati. — Quare Inniguistæ appellati? —* Tertio pro secunda parte tituli, ex dictis concluditur, moraliter necessarium fuisse religionem hanc proprium aliquod et speciale nomen habere, eique imponi. Quia omnes res particulares indigent propriis nominibus impositis, alioqui impossibile esset humano modo, de eis sermonem habere; cum ergo hæc religio particularis sit, et post alias instituta, particulari etiam nomine indiguit, ac novo, et a nominibus aliarum religionum diverso. Hoc autem nomen licet ab aliis, per errorem, aut vulgarem usum, varium ac multiplex fuerit, verum certe, ac proprium unicum tantum est *Societas* JESU. Religiosi enim Societatis in variis regionibus a multis sunt vocati *Theatini*, ab aliis *Inniguistæ*, a nonnullis *Jesuitæ*, seu *Jesuati*, alicubi etiam præsertim in Lusitania, et India Orientali, *Apostoli* dicti sunt; omnia autem hæc nomina, aut sine veritatis fundamento, aut sine auctoritate, nostris hominibus sunt attributa. Ordo enim Theatinorum, qui in aliquibus Italiæ partibus floret, peculiaris quædam religio est, sed a Societate longe diversa ; distinctum enim fundatorem habuit (in quo Chemnitius malitiose erravit, ut Jacobus Payva, n. 5 citandus, notavit), nempe Cardinalem Petrum Carrapha, Episcopum Theatinum, qui postea fuit Paulus IV Pontifex, et institutum habet, ac rationem vivendi longe diversam : habet tamen nonnullam similitudinem cum religione Societatis in exteriori specie habitus clerica-

lis; utraque enim religio clericorum est; et propter hanc similitudinem, et quia prope eadem tempora utraque religio exorta est, ideo vulgus nesciens discernere inter homines utriusque religionis, *Theatinorum* nomen, quod paulo erat antiquius, ad religiosos Societatis accommodavit. Nomen autem *Inniguistarum*, quatenus a nomine *Ignatii* (hispane *Innigo*) derivatum est, non carebat fundamento veritatis, quantum ad etymologiam; recte enim potest et solet religio a nomine sui fundatoris nominari; caret tamen fundamento auctoritatis, sine qua nullum est verum nomen alicujus rei; oportet enim ut sufficienti auctoritate sit impositum; hoc autem nomen non solum a nemine habente auctoritatem Societati impositum est, verum repugnat potius intentioni fundatoris ejus, qui humilitatis causa noluit suam religionem a suo nomine appellationem accipere.

5. *Quamobrem Jesuitæ dicti.* — Idem, servata proportione, dici posset de nomine *Jesuitarum*, quo quidem nomine abutuntur hæretici, ut homines Societatis proscindant. Nam Chemnitius, in quodam libello, quem contra Societatem scripsit, sic dicit appellari hos religiosos *Jesuitas*, non quia vere sint Christo conjuncti, sed quia sunt manifesti hostes Jesu; sicut olim (inquit) Imperatores Asiatici vel Africani appellabantur, quia illas provincias debellaverant; aliquando vero malitiose depravant ac distorquent per ludibrium, ut refert Payva, statim citandus, et Surius in commentario de gestis Orbis, anno 1536. Libellum autem illum cum aliis ejusdem hæretici damnavit Pius IV, per Epistolas missas ad Maximilianum Imperatorem, et ad Albertum, Bavariæ ducem, et ad Episcopos Germaniæ, quas in unum collegit Otho Cardin. Albanensis, et Augustanus Episcopus. Contra eumdem etiam hæreticum pro Societate, ejusque nomine gloriose pugnavit Jacobus Payva Lusitanus, lib. 1 Itaque si nomen illud pie ac sincere interpretari velimus, accommodatum satis est ad religiosos Societatis voce simplici nominandos, præsertim supposita ipsius religionis appellatione dicta; si enim tota religio *Societas Jesu* dicitur, quia Jesus est quasi vinculum, et centrum in quo hujus religionis socii copulantur, et ob alias causas, quas statim in num. 13 attingemus, cur non poterunt membra ejus *Jesuitæ* vocari? Sic enim (ut Epiphanius [1] refert hæresi 29, longe a principio) fideles in principio Ecclesiæ, ut a Christo cœperunt Antiochiæ appellari *Christiani*, Actor. 11, ita aliis locis a Jesu sunt vocati *Jesæi*, quod fere perinde est, et eamdem habuit derivationem; nam totam etiam Ecclesiam aliquando vocavit Paulus *Societatem filii Dei*, 1 ad Corinth. 1. Potest etiam hæc religio *Societas Jesu* appellari, quia nomen Jesu a salute dictum est, et salvatorem ac medicum animarum ex propria etymologia significat; quia ergo hæc *Societas* in hunc finem peculiariter congregata est, ut saluti animarum Christo cooperetur, ideo sub eadem etymologia ejus religiosi *Jesuitæ* dici possunt, quasi animarum curatores ac medici; simile enim nomen in principio nascentis Ecclesiæ religiosis esse impositum, auctor est Eusebius, lib. 2 Historiæ, cap. 16, ubi ex Philone, lib. de Supplicibus, seu de Vita contemplativa, ait, illum vocasse monachos curatores, *eo quod tanquam medici curatione adhibita, eorum mentes, qui ipsos adirent, a vitii et turpitudinis morbo ereptas ad integram valetudinem restituerent.* Et subjungit Eusebius: *Sive igitur Philo ipse, dum propriam et appositam hominum moribus appellationem attribuere volebat suo ipsius arbitratu et judicio, illis istud nomen imposuerit, sive revera ab initio auctores ejus religionis, cum adhuc Christianorum appellatio nusquam pene locorum divulgata esset, eos ita nominarint, longa ratione disquirere non est opus.* Verumtamen eadem appellatio esse videtur quæ apud Dionysium, cap. de Eccles. Hierarch., p. 1, ubi religiosos vocat θεραπευτὰς; ipse vero interpretatur *cultores*, quam interpretationem Eusebius non omittit, quia vox illa derivatur a verbo græco θεραπεύω, quod et *famulari* et *curare* significat, unde Luc. 4, ubi de Jesu dicitur, *Curabat eos*, græce dicitur, ἐθεράπευσεν. (Vide Bellarm., lib. de Monachis, cap. 1.)

6. *Nomen Jesuitæ fundamentum non habet in instituto Societatis.* — In hoc ergo nomine recte interpretato nihil est a veritate aut pietate alienum. Nihilominus tamen ipsa Societas non solet hoc nomine suos appellare, vel quia in bullis Pontificiis, aut constitutionibus ejus non invenitur, et ideo apud illam non habet sufficientem auctoritatem, etiamsi vulgo a multis usurpatum sit, vel certe ad vitandam ambiguitatem seu

[1] De hac S. Epiphanii derivatione plures alii apud Enriquez, lib. 12, c. 5, n. 4, lit. A, in Com.

æquivocationem. Fuit enim multo ante S. Ignatium congregatio piorum hominum, qui *Jesuati* appellati sunt, cujus meminit Sabellicus, Ænead. 11, libro 9; et Polydorus, de Inventoribus rerum, cap. 4; Volaterran., lib. 21, cap. de Ordine eremitarum; Baron., in Martyrol. 31 Julii. Ejusque initium fuisse dicitur Senis, Italiæ urbe, anno 1360; auctoribus Joanne Columbino, et Francisco Vincentio, quorum institutum longe diversum est ab instituto Societatis. Nam illi privatæ tantum vitæ seu perfectioni incumbunt, et communiter non ordinantur. Multi etiam graves auctores dicunt, illam non esse propriam religionem, licet sit satis pius vivendi modus, ut Panormitanus, in rubr. de regul., num. 2, et latius in cap. *Nullus*, de Foro compet., n. 11, et in consil. quinquagesimo quinto, quod ibi citat. Et Felin., capite *Sanctæ Mariæ*, de Constit., in principio; et Cardin., consilio 136. Cur autem illo nomine appellati sunt, variæ rationes redduntur, quæ videri possunt in historiis (nostra enim non refert) apud Boerium, lib. de Vita et statu eremitarum, n. 13; et Paulum Morigia, in Historia de ordinibus, c. 33; et Hieronymum Romanum, lib. 6 de Republica Christiana, c. 22; Onuphrium, in suo chronico, an. 1367.

7. *Cur in Lusitania Societatis religiosi Apostoli vulgo dicantur.* — Quartum *Apostolorum* nomen certum est a Societate non usurpari, nec valde commune esse; nam extra Lusitaniam, Indiasque Orientis, non est in usu. Ibi autem non sine pia et probabili analogia nostris impositum est. Nam quia in initio, ante approbatam etiam Societatem, socii duo B. Ignatii, B. Franciscus Xavier, et Simon Rodericus, Joanne rege efflagitante, et Summo Pontifice imperante, in Lusitaniam profecturi, inde in Orientalem Indiam navigaturi ad prædicandum Evangelium, feliciter missi sunt, tantoque fructu ac vitæ exemplo, uterque Olysipone, Franciscus vero in Oriente etiam per se, ac per suos socios, ministerium suum perfecere, ut Apostolos ad vivum imitari viderentur, ideoque tam ex nominis etymologia, quam ex vitæ perfectione *Apostoli* vocati sunt. Atque ita hoc nomen, secundum quamdam analogiam et participationem intellectum, nec falsitatem, nec magnam invidiam habere videtur[1] Tamen etiam caret sufficienti auctoritate, et impositione, et non nihil arrogantiæ habere videretur, si propria voluntate esset acceptum; verum, ut dixi, nostri religiosi illud non usurpant, sed potius quantum in ipsis est, cohibere et emendare student.

8. *Proprium hujus religionis nomen esse Societatem Jesu.* — *Habetur in prima Bulla Pauli III.* — Unicum ergo ac proprium nomen hujus religionis est *Societas* Jesu. Hoc primum S. Ignatius invenit, crediturque habuisse originem a revelatione illa, quam prope Urbem habuit, in qua Æternus Pater Unigenitum suum Crucem humeris gestantem ostendit, eique Ignatium, et ejus socios benevolentissime commendavit, quos eodem amore sub protectione sua Jesus suscepit, et apertis verbis Ignatio significavit[1]. Hinc ergo ortum est sancti Ignatii desiderium, quod reliqui socii religiosissime amplexi sunt, et in prima supplicatione, quam de approbanda sibi Societate Pontifici fecerunt, his verbis significarunt: *Quicumque qui in Societate nostra, quam* Jesu *nomine insigniri cupimus*, etc. Postea vero subjungit Pontifex generalem approbationem, dicens: *Præmissa omnia et singula*, etc., *Apostolica auctoritate approbamus.* Atque eadem petitio et approbatio in aliis Pontificiis bullis sæpe reperitur, præsertim in bulla prima Julii III, ubi Patres repetunt illa verba: *Quicumque, qui in Societate nostra, quam* Jesu *nomine insigniri cupimus.* Et postea Pontifex subjungit: *Quapropter considerantes, nihil quod sanctum, piumque non sit, in dicta Societate, ejusque laudabilibus institutis, ac exemplari Ignatii, et aliorum sociorum prædictorum vita et moribus reperiri*, etc. In quibus bullis considerandum est quod licet directe et expresse rem, et non nomen approbare videantur, tamen dupliciter illud satis commendant, primo, quia omnia ab illis Patribus proposita et gesta laudant; nihil ergo reprehensione dignum in desiderio appellationis illius invenerunt. Deinde ac maxime, quia statim illa voce utuntur, et deinceps perpetuo hoc nomine religionem ipsam, religiosos vero ipsos *socios* appellant; quod omnes sequentes Pontifices observarunt, et præsertim Gregorius XIII, in sua Constitutione *Ascendente Domino*, ac tandem Concilium Tridentinum, sess. 25, c. 16, de Reform. regul. Atque ita Pontificum mentem S. Ignatius intellexerat, quando initio suarum constitu-

[1] Vide Lucenam in Vita Xaverii, lit. 1, c. 9.

[1] Vide Ribad., in Vita Ignatii, et Orlandin., lib. 2. hist. Societ., num. 30; Lucen. supr.

tionum dixit : *Hæc minima congregatio, quæ a Sede Apostolica in prima sui institutione Societas* JESU *nominata est*, etc. Constat igitur nomen hoc magna auctoritate impositum et confirmatum existere.

*Aliquorum calumnia circa nomen Societatis* JESU *refellitur.*

9. Nihilominus non defuerunt viri catholici et docti, qui cum in nostris primis patribus [1] eorumque religione aliquid quærerent, quod reprehenderent, in hoc etiam nomen impegerunt, arrogantiæ illis tribuentes, quod nomen universæ catholicæ religionis proprium sibi usurparent. Cum enim Paulus, 1 ad Cor. 1, dixit : *Fidelis Deus, per quem vocati estis in societatem filii ejus Jesu Christi*, per illam societatem universam plane Ecclesiam intellexit. Et hic dicitur fuisse primus articulus censuræ, quam contra Societatem Universitas Parisiensis edidit. Hoc etiam videtur significare voluisse Cano, l. 4 de Locis, c. 2, in principio, ubi tractans prædicta verba Pauli, inquit: *Quæ sine dubio societas, cum Christi Ecclesia sit, qui titulum illum sibi arrogant, hi videant an hæreticorum more penes se Ecclesiam existere mentiantur.* Quibus nos uno verbo respondere possemus, nos illud nomen non usurpasse, sed consensu Summorum Pontificum habuisse, magisque timendum esse ne invidiæ vel arrogantiæ genus sit, ibi reprehensione dignum aliquid quærere, ubi tot Pontifices, tantumque Concilium nihil invenit, vel potius dum nos calumniantur, ipsos quoque tacite reprehendere. Sed et novissime Gregorius XIV, in sua confirmatione instituti Societatis, quæ incipit *Ecclesiæ Catholicæ*, etc., data 4 Kal. Jul., anni 1591, omnem hac de re quæstionem extinxit in hunc modum : *Quo vero ad reliqua quæ in controversiam vocata erant, sic statuimus, nomen Societatis* JESU, *quo laudabilis hic ordo nascens, a Sede Apostolica nominatus est, et hactenus insignitus, perpetuis futuris temporibus in ea retinendum esse*, etc.

10. *Supra posita calumnia diluitur. — De nomine Societas.*—Verumtamen, ut objectioni eorum plenius satisfaciamus, duas dictiones, quibus nomen illud constat, distincte consideremus, *Societas Jesu*. Et quidem in priori nihil est quod arrogantiam redoleat, sed potius humilitatem et charitatem. Noluerunt enim nostri Patres, Pontificis approbationem antevertendo, congregationem suam *religionem* nominare, et ideo usi sunt voce, quæ communissima est, et vix poterant invenire aliam, quæ majorem temperantiam et moderationem animi indicaret. Deinde, summo charitatis vinculo conjuncti erant inter se; hæc enim sola, ex tam diversis nationibus, summo animorum consensu, et perpetuo nexu eos copulaverat, et hunc spiritum in sua congregatione relinquere maxime cupiebant, quod nullo alio nomine magis significare potuerunt. Et hoc indicant illa verba in secunda bulla Pauli III : *Ad perficiendam et conservandam eorum Societatis in Christo unionem, quamdam vivendi formulam tradiderunt*, etc. Solet enim *Societatis* nomen et ad militiam, et ad negotiationem, seu mercaturam specialiter applicari. Ex utroque titulo videtur hæc vox a B. Ignatio usurpata. Nam ad priorem spectat, quod in prima bulla Julii III dicitur: *Postquam, Domino inspirante, huic Jesu Christi militiæ nomen dederint, die noctuque succincti lumbos, et ad eam grandis debiti solutionem prompti esse debebunt.* Et inferius : *Idonei reperti ad eumdem finem Societatis admittantur ad hanc Jesu Christi militiam.* Et in prima Bulla Pauli III : *Quicumque in Societate nostra, quam* JESU *nomine insigniri cupimus, vult sub Crucis vexillo Deo militare.* Est ergo hæc quorumdam militum societas. Ad posteriorem autem pertinere videtur, quod prius in eadem bulla dicitur : *Exemplaris ac religiosæ vitæ socii effecti*, etc. Quid enim est religiosa vita, nisi quædam spiritualis negotiatio et mercatura? Cum ergo, D. Thoma teste, 1 p., quæst. decima tertia, art. secundo, ad 2, unaquæque res ab operatione sua magis propria, magisque nota, optime nominetur, et finis ac munus Societatis sit, præter unionem et charitatem propriam, perpetuo militare pro animarum salute, seu pro illis Christo lucrandis negotiari, maxima cum proprietate religio hæc *Societas* appellata est.

11. *De nomine* JESU. — *Cur B. Ignatius de suo nomine Societatem nuncupari noluerit.* — Non potuit autem nomen hoc *Societas* absolute et sine ulla determinatione huic religioni imponi, tum quia talis impositionis modus etiam in propriis nominibus absque alia cognominis determinatione usitatus non est, nedum in communibus et generalibus; tum etiam quia vel nomen esset nimis vagum et incertum, vel si per antonomasiam pro hac religione accipiendum putaretur, majoris fortasse

[1] Ribaden., Vita B. Ignatii, lib. 4, c. 11, in editione Latina.

arrogantiæ argueremur. Quæ igitur determinatio, aut magis pia et religiosa, aut instituto talis religionis magis accommodata, aut membris ejus dulcior, aut fructuosior, vel ad fidelium ædificationem aptior addi poterat, quam adjuncto nomine JESU? Præter hanc enim, duæ tantum aliæ accommodatæ determinationes poterant cogitari, Ignatii nimirum, vel primorum sociorum ejus, S. Xaverii, nimirum, Salmeronii, etc. Et quidem non immerito nec sine sufficienti ratione potuisset hæc societas *Societas B. Ignatii* appellari; illum enim ut ducem, et proximum exemplar a Deo datum agnoscit, et secundum Christum veneratur. At hunc ipsum honorem fugere, et nomen suum occultare voluit Beatus Ignatius: tantum ergo ab arrogantia abfuit, quantum humilitas a superbia distat. Quanquam ergo nostri muneris esse debeat, nomen *Ignatii* perpetua memoria et affectu retinere, ejusque virtutes imitari, ipse tamen JESU nomen voluit esse infixum in cordibus nostris, et ideo non suo, sed illo voluit Societatem insigniri. Altera vero sociorum omnium Ignatii determinatio seu appellatio, quamvis ab eorum meritis aliena non esset, multis tamen rationibus fuisset incongrua non solum quoad moralem rationem, quia non omnes pares fuerunt, sed etiam quoad ipsius nominis usum; oportuisset enim aut omnium propria nomina *Societatis* voci distincte adjungere, quod prolixum esset et inusitatum; aut sub confusa sociorum voce eos comprehendere, quod ambiguitatem et communitatem vocis non tolleret, nisi saltem Ignatii nomen præponeretur, dicendo, *Societas B. Ignatii, et sociorum;* et ita neque Ignatius ipse, quod humiliter exoptabat, obtineret, neque alii in eodem modestiæ ac humilitatis officio eum perfecte imitari viderentur. Prudenter ergo, et sancte additum est nomen JESU, in quo principaliter ipsi sociati erant, et cæteros imitatores eorum conjungi cupiebant.

12. *Ab arrogantia nominis Societas liberatur.* — Sed instant, arrogantiæ esse, universalis Ecclesiæ nomen sibi usurpare. Respondeo imprimis arrogantiam tunc proprie esse, cum quis aliquid boni vel virtutis sibi attribuit quod vere non habet, aut a se habere, quod a Deo habet, juxta Deo Thom. 2. 2, quæst. centesima duodecima, art. primo, ad 2. Neutrum autem horum fecit S. Ignatius, aut facit Societas per hujus nominis appropriationem. Nam imprimis hoc nomine profitetur, quod vere est *Societas* JESU, tum quia in illo unitur perfecta unione, qua membra capiti copulantur, et inter se ratione illius; tum etiam quia sub illo, tanquam sub primario duce, militat; tum denique quia pro illo legatione ad homines fungitur, ut Deo reconcilientur, illique ad salutem animarum, quantum potest, cooperatur. Nam et Paulus Apostolus, ad Philip. 2, Epaphroditum fratrem, *cooperatorem* et *commilitonem* suum appellat, eo quod in prædicatione Evangelii illi esset socius. Sic autem hujus religionis ministri, si non tempore et loco, certe spiritu et munere illi sociantur. Tum denique quia, quidquid lucri in negotiatione sua hæc Societas intendit, totum ad Jesum pertinet; non enim quæ sua sunt, sed quæ Jesu Christi quærere debet ac conatur. Deinde hoc ipsum, quod vere *Societas* est, non a se, sed a Christo habere illo eodem nomine profitetur. Propterea enim non alterius hominis, sed JESU appellata est, ut ab illo intelligat se habere originem et profectum.

13. *Replica.* — *Diluitur primo.* — *Diluitur secundo.* — *Rationes cur nomen totius Ecclesiæ approprietur huic religioni.* — *Nomen Societatis varie in Constitutionibus usurpatur.* — At urgere tandem possunt, ad arrogantiam etiam et superbiam pertinere, ea, quæ communia sunt, et excellentiam præ se ferunt, tanquam propria usurpare. Respondeo primo, vulgatam esse doctrinam etiam inter Dialecticos [1], genericam vocem aliquando attribui abjectiori speciei, ut denotetur potius nihil habere excellens, præter id quod commune est; nomen autem *Societatis* JESU, licet excellentiam magnam præ se ferat, tamen ex se non aliam significat præter illam, quæ toti Ecclesiæ, et omnibus membris ejus communis est, et ideo attribui potuit alicui parti ejus, non tanquam excellentiori, sed tanquam minimæ, et quasi nihil proprium habenti unde glorietur. Deinde addo, etiam esse vulgarem Theologorum doctrinam, nomina communia, quantumvis excellentia, recte appropriari alicui, quando et penuria nominum cogit, et sufficiens ratio ad talem appropriationem invenitur. Sic nomen *Spiritus Sancti*, quod alias commune est, tertiæ personæ tanquam proprium imponitur, ut omittam multa essentialia et communia nomina personis appropriari, ut potentiam Patri, sapientiam Filio, et similia; sic etiam hæc vox *religiosus* communis est omnibus verum Deum sana fide co-

[1] Vide D. Thom. in 4, d. 17, q. 1, art. 1, quæstiuncula 2, ad 3.

lentibus [1], et nihilominus speciali ratione iis, qui peculiari modo se divino cultui dedicant, appropriata est; et ideo quamvis nonnulli hæretici etiam hoc in monachis reprehendere voluerint, quod *religiosorum* nomen sibi vendicaverint, nihilominus tamen esse veram calumniam omnes Catholici intellexerunt. Ita igitur commune hoc nomen sine arrogantia potuit huic religioni appropriari, quia multa habet propria, in quibus merito hæc impositio seu accommodatio fundari potuit. Primum, quia, ut dictum est, Christo specialiter conjungitur, ut ei circa efficaciam redemptionis, et salutem hominum, quam nomen JESUS præ se fert, specialiter cooperetur. Secundo, quia Christi vitam proprio et particulari modo imitatur, ut in sequentibus latius ostendemus. Et nunc breviter declaratur, quia in hoc præcipue suos instituit, ut summa unione charitatis inter se vivant, more discipulorum Christi, et ut Christo conformentur, præcipue in obedientia ad Patrem, et in affectu ad animarum salutem; quos omnes effectus nomen illud præ se fert, juxta illud 1 Joan. 1 : *Quod vidimus et audivimus, annuntiamus vobis, ut et vos societatem habeatis nobiscum, et societas nostra sit cum Patre, et cum Filio ejus Jesu Christo.* Tertio est huic religioni proprium, peculiarem obedientiam Vicario Christi promittere; quod, inter alias causas, speciali Dei providentia credimus factum, in detestationem hæreticorum, qui eodem tempore exorti sunt, et speciali odio Apostolicam Sedem, atque adeo Catholicam Ecclesiam prosequuntur. Non ergo nomen *Societatis* hæc religio assumpsit, ut universalem Ecclesiam sibi arrogaret, sed potius ut se illius filiam, et peculiari modo illi obedientem profiteretur. Quis autem filiam reprehendat, quod ex peculiari affectu ad matrem nomine ejus insigniri gaudeat? Denique nullus reprehendit religiones aliquas, congregationes, aut particulares personas, quæ vel a Trinitate, vel ab Spiritu Sancto, vel a conceptione, vel ab ipso nomine JESU, cognomina accipiunt, vel ob peculiarem institutionem, vel ob singularem devotionem, vel propter aliquem alium respectum ad talia mysteria; cum ergo hæ omnes causæ, et plures aliæ, quæ insinuatæ sunt, vel cogitari etiam possunt, in Societate inveniantur, merito a nomine JESU cognomen accepit. Ultimo vero circa nomen hoc præ oculis habenda est multiplex ejus significatio, quæ in Constitutionibus ejusdem Societatis declaratur, p. 5, cap. 1, lit. A. Quia enim Societas congregatio quædam est, quæ pluribus membris constat, et novitiis etiam, qui propria membra non sunt, ideo interdum illo nomine significatur tota Societas, ut novitios etiam complectitur; nonnunquam excluduntur soli novitii, et Societas appellatur totum reliquum corpus ex membris suis constans. Inter hæc autem membra quædam sunt, quæ nondum ad terminum pervenerunt, sed adhuc probantur aliquo modo, et sunt in via, ut scholastici, et ideo vocari solet aliquando illo nomine hæc congregatio, ut constans ex professis et coadjutoribus formatis, qui jam sunt in termino sui status. Quia vero inter eos professi sunt præcipui, et apud eos est principaliter regimen Societatis, et ministerium ejus, ideo specialiter solet eis hoc nomen attribui. Quæ distinctio ad intelligenda ea, quæ dicemus, præ oculis habenda est.

[1] Vide Bellar., in lib. de Monachis.

## CAPUT II.

### QUIS SIT FINIS HUJUS RELIGIONIS.

1. *A fine non solum quælibet actio, sed totus vitæ status regulatur. — Est item principium in moralibus. — Est denique quasi differentia distinguens statum.* — Sicut in actionibus humanis earum bonitas et perfectio ex fine pendet, ut est commune Philosophorum dogma; propter quod dixit Seneca, epist. 46, finem summi boni, ad quem factum nostrum dictumque respiciunt, proponendum nobis esse, ne vita in incertum vagetur. Imo etiam Christus Dominus, Matth. 6, et Luc. 11, dixit, ex oculo cordis et simplicitate intentionis, totius corporis lucem pendere; sicut (inquam) hoc in singulis actionibus verum est, ita etiam in quolibet vitæ statu; nam finis ejus est quasi basis et fundamentum illius, ut recte dixit Gregorius, lib. 28 Moral., cap. decimo tertio, explicans verba illa Job. 38 : *Super bases illius solidatæ sunt: Vita* (inquit) *nostra in intima finis intentione subsistit.* Est etiam quasi generale principium, ex quo conditiones, seu proprietates, vel obligationes uniuscujusque status colligendæ sunt, juxta illud Aristotelis, 2 Phys., c. 8 : *Sicut principium in speculabilibus, ita finis in moralibus.* Inter moralia autem status hominum primarium sine dubio locum obtinent. Est denique finis uniuscujusque status, seu religionis, si proprius sit,

veluti propria forma, a qua veluti propria differentia constituens talem religionem, eamque ab aliis distinguens, sumitur, ut ex D. Thomæ doctrina, 2. 2, quæst. centesima octogesima quarta, intelligere licet. Ob has ergo causas, ad intelligendum Societatis institutum, ejusque rationes ac proprietates explicandas, finis illius primum omnium contemplandus est. Atque ita primi etiam nostri Patres, quoties a Summis Pontificibus approbationem hujus religionis petierunt, a fine illius suæ supplicationis initium sumpserunt. Ab illis ergo, atque adeo a Pontificibus et responsis eorum finem hujus religionis addiscamus.

*Finem hujus religionis esse non solum propriam, sed alienam perfectionem quærere.*

2. *Probatur testimonio Pontificum. — Ex constitutionibus Societatis idem ostenditur.* — In prima ergo Bulla Pauli III, in formula instituti ei proposita, Societas ad hoc potissimum instituta dicitur, *ut ad profectum animarum in vita et doctrina Christiana, ad fidei propagationem*, etc., *præcipue intendat*. Et inferius, ad unumquodque Societatis membrum dicitur : *Curet primo Deum, deinde hujus sui instituti rationem, quæ via quædam est ad illum, semper ante oculos habere, et finem hunc sibi a Deo propositum totis viribus assequi.* Eadem verba fere inveniuntur in simili formula oblata Julio III, ut habetur in prima ejus bulla. Idem repetunt alii Pontifices, præsertim Gregorius XIII, in constitutione *Quanto fructuosius*, ubi sic ait : *Sicut finis dictæ Societatis, fidei propagatio et defensio, animarumque in vita et doctrina Christiana progressus, ita etiam gratiæ ejus vocationis proprium est, diversa loca de Romani Pontificis, ac Præpositi Generalis ejusdem Societatis directione peragrare*, etc. Et in altera constitutione, *Ascendente Domino Cujus* (scilicet Societatis), inquit, *præcipuus finis est, Catholicæ religionis defensio et propagatio, animarumque in Christiana vita et doctrina profectus*. Deinde in suis Constitutionibus sæpe hunc finem nobis proposuit B. Ignatius, magisque explicavit. Nam in examine (quod omnibus Societatem ingredi volentibus statim in principio proponitur), c. 1, n. 2, sic inquit : *Finis hujus Societatis est, non solum saluti et perfectioni propriarum animarum cum divina gratia vacare, sed cum eadem impense in salutem et perfectionem proximorum incumbere.* Et in parte prima Constitutionum, capite secundo, numero octavo, ait, institutum Societatis esse recta tendere ad juvandas et disponendas animas ad sui ultimi finis consequentiam. Et p. 3, cap. primo, § 9, sic de Societate loquitur : *Quæ tota ad majorem Dei gloriam et universale bonum, et utilitatem animarum instituta est ;* et parte quarta, statim in initio : *Cum scopus, ad quem Societas recta tendit , sit suas ac proximorum animas ad finem ultimum consequendum, ad quem creatæ fuerunt, juvare*, etc. ; ubi in declaratione id distinctius explicatur. Ac denique ex hoc fine fere omnia colligit, quæ in omnibus partibus Constitutionum disponit, ut in discursu operis videbimus. Hic vero specialiter notanda sunt illa verba, quæ in septima parte, c. 1, § 1, scripta reliquit de eodem fine, scilicet : *Qui finis nostri instituti valde proprius est.*

3. *Idem ratione suadetur a posteriori.* — Satis ergo, et ex testimonio auctoris instituentis, et ex assensu Pontificum approbantium, constat hunc esse finem Societatis. Neque hic alia ratio postulanda est, quia finis intentio seu designatio libera est operanti vel artifici ; ille ergo est finis rei institutæ, quem ipse institutor sibi proposuerit, quemque intendere tenentur omnes, qui talem vivendi rationem profitentur. Deinde (a posteriori argumentando), ille est finis alicujus status, ad quem præcipue operationes ejusdem status, et media, quæ ad illas ordinantur, diriguntur ; nam operatio est finis proximus seu formalis, seu finis quo (ut Theologi loquuntur) ; id autem, quod per talem operationem comparatur, est finis qui intenditur, seu cujus gratia res instituta est ; sed omne fere opus ac negotium Societatis ad hoc tendit, ut animarum salutem et perfectionem, quantum divinæ gratiæ cooperando potest, promoveat ; et tota ratio instituendi, distribuendi ac perficiendi membra sua in hunc finem respicit, ut ea faciat apta instrumenta ad animarum salutem procurandam, vel ad hoc opus aliquo modo juvandum, unumquodque pro ratione sui gradus ; ergo signum est hunc fuisse finem Societatis. Major ut nota supponitur ex 1. 2, q. 1 et 3, et ex Metaphysica. Minor, et ex bullis ac constitutionibus citatis, et ex praxi et usu manifesta etiam est, et in sequentibus erit sæpius repetenda ; nam magis a priori procedendo, ex prædicto fine colligemus, quam recte sint hæc omnia in Societate instituta.

4. *Puncta duo discutienda, ac ratio difficultatis utriusque. — Evasio occluditur.* — Ut au-

tem finem hunc et ejus perfectionem amplius declaremus, duo circa illum inquirere possumus. Primum, quomodo possit hic esse finis alicujus religiosi status; secundum, si est, quo sensu dici possit Societatis proprius. Ratio dubitandi in utroque puncto est, quia finis ille duas partes includit: una est propria perfectio ipsorum religiosorum; altera est sanctificatio aut perfectio aliorum proximorum. Ex quibus prior est quidem accommodatus et proprius finis religiosi status. Posterior vero non videtur pertinere posse ad finem illius; non quidem quia infra illum statum sit, sed potius quia multum illum excedere videatur. Ait enim Dionysius, de Cœlesti hierarchia, cap. 9, omnium divinissimum esse, Dei cooperatorem fieri circa animarum salutem, juxta illud 1 ad Corinth. 3: *Dei adjutores sumus.* Est ergo ille finis supremus omnium, qui esse potest in aliquo statu Ecclesiæ. Pertinet ergo ad supremum statum, qui est Episcoporum, non ad religiosum, qui inferior est. Docuit hoc eleganter Nazianzenus, oratione prima, non solum attribuendo Episcopis tanquam proprie debitam perfectionem propriam, illis verbis: *Antistitis vitium est non quam optimum esse, ac novas subinde virtutum accessiones facere, siquidem virtutis suæ præstantia multitudinem ad mediocritatem tracturus sit;* sed etiam de fine perficiendi alios ita disseruit: *Huic scopus est animæ pennas dare, ac mundo eam eripere, Deoque dare, divinamque imaginem aut manentem conservare, aut periclitantem fulcire, aut dilapsam in pristinum statum revocare.* Quem finem dicit deinceps esse scopum totius divinæ providentiæ Dei erga homines, et Incarnationis Christi; ac tandem concludit: *Ac nos hujus medicæ scientiæ ministri et adjutores sumus, quicumque aliis præsidemus. Quibus cum magnum atque amplum sit propria vitia morbosque percipere, iisque mederi, multo tamen majus ac præclarius est, aliorum morbos curare, ac scite repugnare posse, atque ut utrisque utile sit, nempe et his qui curatione indigent, et his qui medendi scientiam profitentur.* Videtur ergo arrogantiæ cujusdam esse in inferiori statu, hunc finem sibi attribuere, sive usurpare. Et confirmatur, ac declaratur ex dictis superiori tomo circa differentiam status religiosi ab Episcopali; nam Episcopalis est status perfectionis exercendæ seu communicandæ; religiosus vero est status perfectionis acquirendæ, ut docuit etiam D. Thom. 2. 2, quæst. 186, art. 5. Propter quod etiam in cap. *Hoc nequaquam*, 7, q. 1, ex Concilio Constantinopolitano, dicitur: *Monachorum vita subjectionis habet verbum, et disciplinatus.* Et ob eamdem causam Dionysius, cap. 6, de Ecclesiastica hierarchia, religiosum statum ponit in ordine initiandorum, seu perficiendorum, et non in ordine ministrantium, seu perficientium. At vero incumbere aliorum saluti pertinet ad statum perficientium; ergo non potest esse finis accommodatus religioso statui; ergo status, qui habet hunc finem, hoc ipso deficit a ratione perfectæ religionis; tum quia non minus monstruosum est, et perfectioni contrarium, altiora se quærere, quam a debita perfectione deficere, cum quoddam arrogantiæ genus illud esse videatur; tum etiam quia, eo ipso quod in aliquo statu exceduntur limites operandi ultra mensuram accommodatam tali statui, non solum perfectio non acquiritur, verum potius illi, qui talem statum profitentur, exponuntur etiam innumeris periculis amittendi etiam spiritualem vitam. Quod præcipue contingere potest in hoc fine quærendi salutem animarum, qui multa pericula habet annexa, præsertim superbiæ, ambitionis, et vanæ gloriæ, et inferiorum lapsuum fragilitatis humanæ. Quod si forte dicatur hinc solum probari, hunc non posse esse finem directum et primarium alicujus religiosi status, non tamen inde concludi, per quamdam redundantiam et quasi extensionem non posse religiosum statum ad hunc finem ordinari, si hoc (inquam) dicatur, primo repugnatur omnibus testimoniis adductis, et destruuntur omnia, quæ de fine hujus religionis hactenus dicta sunt. Deinde nulla erit differentia in hoc inter illam et alias religiones, præsertim mendicantes, quæ hoc saltem modo ad salutem proximorum ordinantur, veluti religio *Prædicatorum*, ut nomen ipsum præ se fert.

5. *Quærere animarum salutem posse esse finem principalem alicujus religionis.* — Circa quæstionem hanc primum omnium statuendum est, finem hunc quærendi proximorum salutem et perfectionem, esse finem non accidentarium, nec secundarium hujus religionis, sed principalem, et maxime proprium, ut verba instituti, et Pontificia scripta manifeste testantur; ita vero sumendus est hic finis, ut ab alio, scilicet, perfectionis propriæ acquirendæ non separetur, sed sit quasi determinatio ejus, vel potius mutuo sese determinent, et ita ex eis confletur unus adæquatus et perfectissimus finis talis religionis. Ut autem hoc explicemus et confirmemus, primum probandum est posse hunc finem salutis animarum

esse primarium scopum alicujus religiosi status, quod sumi potest ex D. Thom. 2. 2, q. 188, art. 4, et Cajet. ibi. Idque sic ostendo; nam, licet religiones omnes pro scopo habeant perfectionem charitatis, singulæ tamen illam inquirunt peculiari modo, seu in proprio aliquo opere, seu ministerio, quod est veluti proprius uniuscujusque scopus, ut indicavit Moyses Abbas, apud Cassianum, collat. 1, fere tota; et D. Bonav., in Speculo disciplinæ, cap. 6, tom. 2 opuscul.; et in superiori tomo id declaratum est, circa statum religiosum in communi, et iterum hoc ipso tomo, in tract. 9, circa varietatem religionum dicitur. Sic enim quædam religiones ordinantur ad solam contemplationem, vel laudem Dei, quædam ad hanc vel illam actionem in defensionem Ecclesiæ, redemptionem captivorum, curationem infirmorum, etc. Hinc igitur sic colligo, nam religio institui potest, quæ pro suo peculiari fine principaliter habeat aliquod ex prædictis misericordiæ operibus, ut ex usu Ecclesiæ constat; ergo multo magis institui potest, quæ pro fine habeat maximum charitatis opus erga proximos, quale est eorum æternam salutem procurare, nullumque laborem propter hunc finem assequendum recusare.

6. *Suadetur Scripturæ testimoniis. — Ratione idem ostenditur.* — Quin potius, si recte verba Christi in Evangelio expendamus, hic videtur esse præcipuus finis status religiosi a Christo Domino instituti, vel significati. Nam, Luc. 9, cum quemdam ad perfectionem vocasset, dicens : *Sequere me*, et ille respondisset : *Domine, permitte mihi primum ire, et sepelire patrem meum*, respondit Dominus : *Sine ut mortui sepeliant mortuos suos, tu autem vade, et annuntia regnum Dei;* indicans, propter hoc munus principaliter illum vocasse ad statum perfectionis, ut, scilicet, annuntiaret regnum Dei. Et, Marci 10 dixit : *Nemo est qui reliquerit domum, aut fratres,* etc., *propter me, et propter Evangelium, qui non accipiat centies tantum*, etc., quam ultimam particulam solus Marcus addidit. Et Euthym., cap. suo 41, in Matth.; Barrad., tom. 3 Concord., libro quarto, cap. decimo, et alii post Hieronymum, Matt. 19, illam ita interpretantur, *propter Evangelium annuntiandum.* Sic etiam Apostolos, quos in religioso statu prius instituit, ad hoc principaliter vocavit, ut essent piscatores hominum. Est ergo hic non solum aptus, sed etiam maxime perfectus finis status religiosi. Ratione denique declaratur; nam finis, qui magnam perfectionem requirit, et cujus operatio, seu inquisitio, et per se spectata, opus perfectionis est, et multum ad perfectionem juvat, finis est status religiosi, cum ipse essentialiter sit status comparandæ perfectionis; sed hujusmodi est ille finis, ut per se manifestum est, et in prædictis bullis Societatis sæpius declaratur. Nam in prima formula instituti Paulo III proposita dicitur, rationem hujus instituti *viam quamdam esse ad Deum.* Et Pontifex testatur, omnia et singula (scilicet sibi proposita) ad spiritualem profectum eorumdem sociorum, et reliqui Christiani gregis esse opportuna. Quæ iterum in bulla 1 Julii III repetuntur. Et multa adduntur, quæ perfectionem et excellentiam hujus finis satis declarant. Præcipue vero notanda videntur verba illa, quæ ex parte Societatis proponuntur : *Qui ad nos accessuri sunt, antequam huic oneri humeros supponant, diu multumque meditentur, an tantum pecuniæ spiritualis in bonis habeant, ut turrim hanc juxta consilium Dominicum possint consummare;* hoc est, *an Spiritus Sanctus, qui illos impellit, tantum illis gratiæ polliceatur, ut hujus vocationis pondus se laturos sperent; et postquam, Domino inspirante, huic Jesu Christi militiæ nomen dederint, die noctuque succincti lumbos, et ad tam grandis debiti solutionem prompti esse debebunt.* Et inferius sunt alia verba multum notanda, et præ oculis semper habenda : *Revera hoc institutum omnino humiles, et prudentes in Christo, et in Christianæ vitæ puritate, ac litteris conspicuos exigit.* Non est ergo hic finis, tametsi in se perfectissimus, statui religioso improportionatus, si ordinato modo et per consentanea media intendatur.

7. *Non repugnare religioso statui simul acquirere, et communicare perfectionem tanquam duos fines principales partiales.* — Quocirca, quamvis de essentia status religiosi sit viam esse, et scholam propriæ perfectionis acquirendæ, ita ut a tali statu hoc separari non possit, non tamen illi repugnat, quod sit simul status perfectionis exercendæ et communicandæ, ut etiam in tomo superiori circa statum religiosum in communi annotatum est. Et patet facile, tum quia, licet religiosi dicantur esse in via perfectionis, non tamen propterea excluditur quin in religione esse possint, ac frequenter sint multi jam perfecti. Nam, licet in præsenti vita, non ita perveniatur ad terminum, quin ulterius semper procedi valeat, ut libro nono, de Gratia, cap.

sexto, ostendi, perveniri nihilominus potest ad eum gradum, et perfectionem virtutis, in qua possit aliquis dici simpliciter perfectus, pro captu hujus vitæ. Ergo hic gradus perfectionis non excluditur, sed potius intenditur in statu perfectionis religiosæ. Ergo eadem ratione possunt principaliter et quasi ultimate intendi ea opera, quæ virum perfectum requirunt, cum omnis perfectio hujus vitæ vel in operatione sit, vel propter operationem; hujusmodi autem opera post sinceram Dei dilectionem sunt illa quæ circa salutem animarum exercentur; ergo exercere et communicare hoc modo perfectionem non est repugnans huic statui. Eo vel maxime quod ipsamet operatio perficiendi alios, potest ita perfici, ut multum perficiat ipsum perfectorem, seu cooperatorem alienæ perfectionis; ergo recte potest comprehendi in primario fine status religiosi, etiamsi sit status perfectionis acquirendæ, quod insinuatum est in illis verbis B. Ignatii [1]: *Curet primo Deum, deinde hujus sui instituti rationem quæ via quædam est ad illum quoad vixerit ante oculos habere.*

8. *Primum discrimen inter Episcopos et religiosos, quatenus utrique profectum animarum procurant. — Secundum discrimen. — Religionem non tam intendere alios perficere, quam personas ad hoc munus idoneas creare. — Tertium discrimen.* — Ex quibus potest multiplex differentia assignari inter statum Episcopi, quatenus est status perficiendi alios, et statum religiosum, quatenus hujusmodi actionem participat. Nam imprimis Episcopis convenit hoc munus per se, et ex officio, ideoque quasi principaliter; religiosis autem solum convenire potest quasi ministerialiter, et in subsidium Episcoporum, ut sentit D. Thomas, d. q. 188, art. 4; et ibidem magis Cajetanus explicavit. Unde omnis potestas ad hos actus necessaria est jure ordinario in ipsis Episcopis; in religiosis vero, quatenus tales sunt, solum esse potest per delegationem vel ab ipsis Episcopis, vel ab universalis Ecclesiæ Episcopo. Unde etiam fit ut potestas perficiendi alios plenarie (ut sic dicam) sit in Episcopis, quoad potestatem quidem ordinis, absolute, et simpliciter; quoad potestatem autem jurisdictionis, quantum satis est ad ordinariam gubernationem, licet cum dependentia a capite, a quo potest illa jurisdictio limitari, quia ad ipsammet gubernationem ita expedit. In religiosis vero solum est participatio aliqua hujus potestatis, quæ regulariter non extenditur ad omnes actus perficiendi alios; neque enim possunt vel per sacramentum confirmationis fideles perficere, nec per ordinationem sacerdotes consecrare. Unde potest alia differentia tandem considerari; nam in eo, qui perfecturus est alios, duo requiruntur: potestas et probitas seu sanctitas aut perfectio personæ; status ergo Episcopalis constituit hominem in statu perficiendi alios, dando potestatem, non vero dando probitatem, sed hanc aliunde supponendo. Status vero religiosus, quatenus tendit ad perficiendos alios, eo præcipue tendit, ut conferat personæ probitatem, et perfectionem necessariam ad tam perfectam operationem, expectando potestatem ab eo qui illam conferre potest, voluntati ejus tam concessionem potestatis, quam usum ejus committendo. Et ad hoc significandum, tam in dictis bullis, quam in constitutionibus Societatis, ubicumque de ejus fine agitur, conjungitur hæc dependentia et subordinatio ad Summum Pontificem, ac si nos docere voluerit B. Ignatius, finem hujus instituti, non tam esse prædicare vel docere, etc., quam facere homines idoneos, expeditos, et expositos, ex vi sui instituti, ad sancte prædicandum, docendum, etc., si a Summo Pontifice, vel a Prælato Societatis ejus vicem habente, ad hoc fuerint destinati. Sic in prima bulla Pauli III incipit formula instituti: *Quicumque in Societate nostra, quam Jesu nomine insigniri cupimus, vult sub Crucis vexillo Deo militare, et soli Domino et Summo Pontifici ejus in terra Vicario servire.* Et tam in illa, quam in prima bulla Julii III, monentur omnes socii, ut sciant, *et quotidie animo volvant, Societatem hanc universam et singulam sub S. D. N Papæ, et aliorum Romanorum Summorum Pontificum successorum ejus fideli obedientia militare.* Et hinc ortum dicitur speciale votum obediendi Summo Pontifici circa missiones, quod professi Societatis faciunt; et circa hoc ipsum monentur socii, nihil debere per se vel alios circa has missiones procurare, sed totam hanc curam Summo Pontifici, et Præposito generali vices ejus tenenti, esse dimittendam. Ex quibus omnibus recte intelligitur finem intrinsecum (ut sic dicam) hujus Societatis esse creare et instituere ministros ita perfectos, ut ad ministerium salutis animarum ad nutum voluntatis Prælatorum digne assumi possint, qui finis

[1] In prædictis bullis.

non est extra latitudinem illius status religiosi, qui est ad perfectionem acquirendam, licet illum elevet, et extendat etiam ad finem perfectionis communicandæ et exercendæ, modo proportionato religioso statui. Unde adjungi etiam potest tertia differentia ; nam status Episcopi per se primo ad aliorum utilitatem ordinatur, et in ea sistit, quantum est ex vi status, et non ad propriam utilitatem etiam spiritualem : quamvis enim persona Episcopi in exercendo suo munere illam possit et debeat intendere, tamen munus ipsum per se et natura sua solum est ad utilitatem aliorum. At vero status religiosus ita ordinatur ad animarum salutem, ut illammet negotiationem respiciat, ut magnam perfectionem ipsius operantis, a cujus intentione nunquam separat utilitatem aliorum, et ideo hanc ipsam utilitatem eo pondere et mensura procurat, quæ propriam perfectionem non impediat, sed potius ad eam juvet. Hoc ergo modo finem hunc sibi Societas proposuit.

*Quo pacto perfectio propria et proximorum possit esse finis Societatis proprius.*

9. *Diversos modos tendendi in finem perfectionis, diversas rationes finis formaliter efficere.* — Secundo, principaliter colligitur ex dictis responsio ad secundum punctum in num. 4 propositum ; quomodo, scilicet, finis supra declaratus sit proprius Societatis, quantum ad eam partem, in qua dicitur ordinari ad propriam perfectionem sociorum. Quæ difficultas fere omnibus religionibus proponi potest, et maxime illis quæ ad proximos non ordinantur, quia omnes hunc solum finem intendere videntur Est igitur advertendum ( quod etiam tractatu præcedenti, libro primo, cap. primo, n. 4, notavimus ), licet hic finis secundum se, et quantum ad rem illam, in qua talis finis consistit, idem sit, nihilominus, propter diversum modum quo a diversis religionibus intenditur, diversas rationes finis formaliter ( ut aiunt ) induere, licet materialiter idem sit. Sicut enim philosophi dicunt, eumdem locum diversis viis circulari, aut recta intentum, induere diversas rationes termini, aut finis, ita in præsenti eadem charitatis perfectio, intenta per talem regulam, aut vivendi modum, aut per peculiarem usum talis virtutis, induit diversas rationes finis, atque hoc modo intenditur in diversis statibus religiosis. Nam a quibusdam quæritur per peculiarem usum contemplationis, ab aliis per pium usum in aliquo opere charitatis aut misericordiæ ; ab aliis per singularem observantiam paupertatis, etc. Et quamvis verum sit, fere hæc omnia in omnibus, vel in pluribus religionibus observari, tamen ab eo, in quo unaquæque excedit, et cui cætera omnia quodammodo accommodantur, accipit propriam rationem et denominationem suam. Sic ergo habet Societas proprium quemdam modum in propria suorum membrorum perfectione procuranda, ratione cujus finem illum, ut proprium et peculiarem sibi usurpat.

10. *Primum in quo consistit modus quærendi perfectionem in Societate.* — Videtur autem mihi modus hic in duobus præcipue consistere. Primo, quia partem hanc sui finis alteri parti accommodat, quæ ad perficiendos proximos pertinet; ita enim quærit suorum sociorum perfectionem, ut totam illam, mediaque, quibus comparatur, etc., velit deservire perfectioni proximorum ; ut, verbi gratia, cum meditatio et contemplatio sit unum ex potissimis mediis ad perfectionem acquirendam, Societas ita in ratione meditandi, et orandi suos instruit, ut per illam ipsam aptiores reddantur ad actionem circa animarum salutem intentam. Similiter moderatio in victu et vestitu, usus pœnitentiæ, rigor, et asperitas corporis, media sunt valde utilia, et necessaria ad propriam perfectionem. Ex omnibus autem illis illud accipit Societas, quod ad propriam perfectionem sufficiat, et labores circa animarum salutem procurandam non impediat, sed potius, quoad fieri possit, ad illos juvet. Pro certo enim habet ac supponit, ex hujusmodi respectu et accommodatione, non esse propriam perfectionem suorum vel minimum minuendam ; quia vera charitas non est charitati contraria, neque ex fine salutis animarum, qui perfectissimus est, potest fructus aut perfectio aliorum operum religionis minui. Quin potius, licet de substantia, seu materiali usu ( ut sic dicam ) aliorum operum aliquid interdum remitti videatur, ex conjunctione tamen ad illum finem, et ex mirabili concentu, et proportione, quæ ex omnibus illis operibus tali fini commensuratis consurgit, non solum suppletur, verum etiam mirum in modum augetur.

11. *Secundum, in quo modus quærendi perfectionem in Societate consistit. — In quibus excellentia obedientiæ Societatis consistat.* — Secundo, videtur consistere hic modus Societatis proprius in peculiari cultu, et singulari observantia obedientiæ. De quo B. Ignatius in

singulari epistola, quam de hac virtute nobis scriptam reliquit, ita, numero tertio, loquitur: *Ab aliis religiosis ordinibus facilius patiamur superari nos jejuniis et vigiliis*, etc., *victus, cultusque asperitate, quam suo quisque ritu ac disciplina sancte suscipiunt; vera quidem ac perfecta obedientia abdicationeque voluntatis, atque judicii maxime velim, fratres charissimi, esse conspicuos, quicumque in hac Societate Domino Deo nostro deserviunt, ejusdemque Societatis veram, germanamque sobolem, quasi nota distingui*, etc. Et in Constitutionibus sæpe id commendat et exaggerat, præsertim p. 6, c. 1: *Tum* (inquit) *omnes plurimum observare, et in ea excellere studeant, nec solum in rebus obligatoriis, sed etiam in aliis, licet nihil aliud quam signum voluntatis superioris, sine ullo expresso præcepto videretur.* Et infra: *Exactissime omnes nervos virtutum nostrarum ad hanc virtutem obedientiæ, imprimis Summo Pontifici, deinde Superioribus Societatis exhibendam intendamus, ita ut omnibus in rebus, ad quas potest cum charitate obedientia se extendere, ad ejus vocem perinde ac si a Christo Domino egrederetur (quandoquidem ipsius loco, ac pro ipsius amore et reverentia obedientiam præstamus) quam promptissimi simus.* Et infra requirit a suis obedientiam, tum in executione, tum in voluntate, tum in intellectu; de qua virtute, prout in Societate docetur et exercetur, specialiter a nobis, infra, in libro quarto, a cap. duodecimo, disserendum est; nunc obiter solum hoc tactum est, ut intelligatur, sicut aliæ religiones eminent vel in paupertate, vel in rigore pœnitentiæ, vel in choro, etc., ita speciale studium Societatis esse in excellentia obedientiæ, et per eam specialiter promovere suos subditos ad perfectionem propriam. Hæc autem excellentia attendi imprimis potest ex parte materiæ; aliæ enim religiones profitentur obedientiam secundum certam regulæ mensuram, ut etiam D. Thomas 2. 2, quæst. 186, notavit. Hic autem nulla adhibetur mensura, præter supra indicatam, scilicet, ut opus injunctum cum charitate conjunctum esse possit, ut declaratio addidit: *Hujusmodi sunt illa omnia, in quibus nullum manifestum est peccatum.* Deinde etiam quoad modum summa perfectio postulatur, scilicet, quod sit ex tota anima, ex tota mente, et ex totis viribus, his enim fere æquivalent verba ex B. Ignatio relata. Consonat autem optime hic peculiaris modus inquirendi propriam perfectionem cum alio membro contento sub fine hujus religionis, de quærenda perfectione proximorum, et cum priori etiam modo quærendi propriam perfectionem, accommodate ad procurandam etiam perfectionem proximorum. Quia ad hanc spiritualem militiam contra mundum et contra dæmonem strenue peragendam, nulla virtus magis necessaria est quam obedientia, tum quia per illam specialiter moventur homines a Deo, tanquam instrumenta ejus, quod in hoc negotio maxime necessarium est, juxta illud: *Quomodo prædicabunt, nisi mittantur?* et illud: *Neque qui plantat est aliquid, neque qui rigat, sed qui incrementum dat, Deus;* tum etiam quia in hoc opere necessarium est multa et difficilia ministeria exercere, et variis gentibus et regnis vel prædicare, vel aliis modis spiritualiter juvare; et ideo nisi ministri Societatis essent in hac virtute promptissimi, et valde exercitati, revera non possent tantum opus pro dignitate sustinere.

12. *Non solum hunc finem esse proprium Societati, quia illi per se convenit, sed etiam quia nulli alii convenit.—Nulli religioni clericorum hunc finem convenire.* —Ultimo ex dictis difficile non est alteram ejusdem secundi puncti partem expedire et explicare, quomodo propositus finis, quantum spectat ad salutem proximorum procurandam, sit proprius hujus religionis. Potest autem proprius vocari, vel quia ipsi per se ac principaliter convenit, et hoc sensu nullam habet dubitationem; quia et verbis satis expressis id asseruit noster Pater B. Ignatius, et ex omnibus dictis satis evidens est. Vel aliter dici potest proprius, quia ita illi convenit, ut nulli alteri religioni conveniat; et in hoc etiam sensu, si recte explicetur, verum quidem est; ostendetur autem breviter collatione facta cum aliis religionibus. Ex quibus, ut supra distinximus, quædam clericorum sunt, aliæ monachorum. Et quidem religiones clericorum, quantum est ex statu seu conditione personarum, aptæ sunt ad hunc finem, quia ad clericos per se spectant actiones, quibus animarum salus procuratur; tamen nulla alia religio clericorum est, quæ per se tendat vel obligetur ad hujusmodi actiones; ergo nulla per se intendit hunc finem. Consequentia evidens est, quia religio maxime tendit et obligat ad eas actiones, quibus finis ab ea principaliter intentus comparandus est, alioqui non essent media fini proportionata. Minor autem constabit facile discurrendo per hujusmodi religiones, ex quibus antiquissima est religio Canonicorum regularium; novissima autem

præter Societatem esse videtur religio Theatinorum, aut alia, quæ S. Pauli, vel etiam S. Barnabæ nominatur in Italia. Præter quas sunt aliæ minus notæ, quarum brevis memoria videri potest in Hieronymo Romano, lib. 6. Nulla autem ex his ex speciali instituto et obligatione ordinatur ad actiones clericatus, quæ specialiter circa proximos versantur, sed peculiariter ad eas quæ ad cultum divinum pertinent, ut ex usu ipso constat[1], et legentibus earum institutiones et regulas, seu vivendi modos, certius constabit.

13. *A monachatu hunc finem per se esse alienum. — Ordines mendicantium non esse per se omnino alienos ab hoc instituto.* — Monachatus autem juxta suam primævam et puram institutionem, ad solam contemplationem institutus fuit, et ad hunc finem cætera omnia, etiam exercitationes et labores corporis, assumebat, quod manifestum erit legenti antiquos monachorum Patres, præsertim Basilium, in variis libris, seu sermonibus et institutionibus monachorum, et in Constitutionibus monasticis ac regulis monachorum : et ex Cassiani libris de institutionibus monachorum, et collat. 9, a principio. Unde initio monachi regulariter clerici non erant, neque hoc per se pertinebat ad eorum institutum, ut sumitur ex c. *Nemo,* et ex c. *Alia causa,* 19, q. 1 ; et ex Dionysio, c. 6 de Ecclesiast. hierarch. ; et D. Thoma 2. 2, q.. 189, art. 8, ad 2. Vide etiam quæst. 186, art. 7, ad 2, et quæst. 188, art. 1, ad 2. Quocirca religiones monachales secundum suam primævam institutionem, ad salutem proximorum procurandam per se non ordinantur, sed tantum ad perfectionem eorum, qui illas profitentur. Quod magna ex parte nunc etiam observari videmus in his religionibus, quæ veluti per antonomasiam nomen monachalium retinuerunt, ut sunt religio S. Benedicti, S. Bernardi, S. Hieronymi, Carthusiensium, Præmonstratensium, etc. Præter has vero instituti postea sunt ordines mendicantium, præsertim D. Dominici, et D. Francisci; ordines siquidem Carmelitarum, et eremitarum S. Augustini, quoad primam institutionem antiquiores sunt, licet postea ad formam et numerum religionum mendicantium sint accommodati. Hi igitur mendicantium ordines monachorum etiam sunt, et ex hac parte non habent pro fine actiones aliquas circa proximum, tamen ex peculiari institutione addidisse videntur statui monachatus respectum aliquem ad salutem proximorum procurandam : quod specialiter de religione S. Dominici affirmat tacite D. Thomas 2. 2, quæst. 182, art. 4, et opusc. decimo nono, cap. quinto, ubi occasione defendendi religionem suam, ostendit posse religionem aliquam institui ad prædicandum, ad audiendas confessiones, etc. Et Cajetanus, dict. articulo quarto, declarat esse proprium actum illius religionis prædicare non ex officio, sed ministerialiter subveniendo Episcopis in eo munere. Et hoc ipsum nomen illius religionis declarat, propterea enim *Prædicatorum* appellata est; nam nomen illud (D. Thomas indicat) vacuum non est ; indicat ergo proprium illius religionis munus, ad quod necesse est ordinari tanquam ad finem suum. De religione etiam Minorum, dixit Gregorius IX, ut refertur in compendio Minorum, verbo *Prædicatores,* § 2, ministerium prædicandi ex professione sua illi convenire. Idemque de cæteris mendicantibus sentiendum est, quia quoad hoc fere æquales censentur, licet nonnulla inter eas sit diversitas. Nam ordo Carmelitarum et eremitarum ex prima institutione sine dubio non fuerunt propter hunc finem, sed postea ipso usu, ac tandem approbatione Pontificum ad hujusmodi opus assumptæ vel extentæ sunt; aliæ vero duæ religiones mendicantium monachorum ex prima intentione suorum fundatorum hunc finem participarunt, præcipue vero ordo Prædicatorum, qui propterea in sacrarum litterarum studiis semper floruit, quia ad prædictum finem hoc medium est imprimis necessarium.

14. *Aliquid habere proprium Societatem, propter quod finis hic per antonomasiam illi convenit.* — Nihilominus tamen in hujus finis intentione aliquid proprium habet Societas Jesu, ratione cujus merito potest finem illum sibi accommodare, et ab illo propriam rationem et modum sui instituti recipere. Quod imprimis in forma servata in prima institutione hujus religionis, et ex verbis Pontificum quibus illam approbarunt, quæ jam supra retulimus, satis conjectari potest ; in nulla enim aliarum religionum institutione, vel approbatione invenitur ita propositus, et toties repetitus hic finis, tanquam primarius illius religionis ; quod credibile non est sine speciali ac vera causa factum esse, et a Pontificibus receptum. Deinde res ipsa ita declaratur. Nam imprimis nulla alia religio speciali voto se huic muneri consecrat ; Societas autem hoc facit per illud speciale votum, quo ejus professi se obligant ad obediendum Pontifici in missionibus ad salutem proximorum, et fidei defensionem aut dilatationem ordinatis ; quod

infra, lib. 4, declarabimus. Nec refert quod non omnes religiosi Societatis, sed illi tantum, qui specialem professionem faciunt, hoc votum emittant; tum quia illa est præcipua Societatis pars, per quam hunc finem principaliter intendit; tum etiam quia reliqui omnes ad illam ordinantur, vel ut ad illum gradum perveniant, vel ut illum in suo munere adjuvent, atque ita omnes ad eum finem tendunt. Hinc potest secunda proprietas intelligi; nam aliæ religiones, etiam mendicantes, ita respiciunt hunc finem, ut totum religionis pondus non illum principaliter respiciat, sed valde secundario, et quasi ex abundanti, ut sic dicam. Et ideo nec particulares religiosi, nec Prælati tenentur ita res suas aut suæ religionis disponere, aut procurare, ut proximorum utilitati et perfectioni deserviant, sed post interna et domestica officia sufficienter expleta, si commode possint aliquid proximis erogare, tunc ex perfectione charitatis, et ex ratione sui instituti debent, ut potuerint, proximis in spiritualibus deservire; at vero in Societate totum religionis pondus ad hunc finem ordinatur, nec satisfacient Prælati ejus suo muneri, nisi hunc finem præ oculis semper habeant, et ita omnia, quæ ad religionem pertinent, moderentur, ut omnes, quoad fieri possit, huic muneri incumbant; singuli autem religiosi eumdem finem respicere debent, et ita se disponere, ut ad illum procurandum apti sint et parati: neque aliter suæ vocationi satisfacient, etiamsi in his, quæ ad propriam perfectionem pertinent, strenui sint, quod de cæteris religiosis non procedit. Denique ob hanc causam Societas per se et ex primaria institutione est religio clericorum, seu presbyterorum, ut a Concilio Tridentino, sess. 25, c. 16, et a Pio V, et Gregorio XIII, nominata est, et in c. 5 explicabitur; quia nimirum actiones sacræ, quibus salus proximorum procuranda est, propriæ sunt clericorum; religiones autem monachorum, etiam mendicantium, per se non postulant clericatum, ut numero præcedenti notavimus, licet illum admittant; signum ergo est, non ita per se intendere finem salutis animarum, sicut a Societate intenditur.

## CAPUT III.

### QUIBUS MEDIIS UTATUR SOCIETAS JESU AD FINEM SIBI PRÆSTITUTUM.

1. *Cur hoc capite de mediis ad finem explicatum agatur.* — Quamvis tota ratio hujus instituti in his fere mediis posita sit, et ideo in discursu totius tractatus sigillatim et ex professo sint exponenda, nihilominus operæ pretium visum est illa hic summatim colligere, quia neque utilitas, neque perfectio hujus religionis, neque aliæ proprietates, quas de illa ostendere intendimus, intelligi poterunt, non habita prius aliqua saltem generali notitia talium mediorum. Ut enim religio aliqua perfecta sit, non satis est quod perfectissimum finem habeat, nisi etiam mediis utatur ad perfectam illius finis consecutionem accommodatis; sicut neque e converso ad perfectionem religionis satis est in optimis se exercere operibus, nisi illa sint proprio fini talis religionis accommodata. Denique finis et media adeo sunt inter se connexa, ut, licet in generali constet ex dictis in præcedenti capite, quem finem intendat Societas, non tamen satis explicari valeat, quam perfecte et exacte finem illum intendat, nisi media, quibus ad illum consequendum utitur, considerentur.

2. *Duplex genus mediorum Societatis.* — Quoniam ergo finis Societatis duas principales partes includit, quæ sunt perfectio propria et proximorum, duplici etiam genere mediorum utitur. Unum est eorum quæ ad perfectionem propriam suorum subditorum ordinantur; aliud ea continet, quæ proximorum commodis inserviunt. Quia vero præcedenti capite, a n. 5, diximus ita Societatem intendere suorum sociorum perfectionem, ut totam illam quoad fieri possit perfectioni proximorum velit inservire; nam, ut dixit Bonifacius Papa, in c. *Sunt nonnulli*, 16, q. 1: *Quanto quisque est celsior*, scilicet in virtute et perfectione, *tanto est in his potentior*, in his videlicet actionibus, quibus salus proximorum procuratur: ideo possunt non immerito omnia media, quibus Societas utitur, dici esse ordinata ad proximorum salutem. Tamen in hoc est diversitas, quæ in idem fere redit; nam quædam ordinantur immediate ad propriam sociorum perfectionem, licet mediate etiam referantur ad alios; alia vero proxime et immediate versantur circa proximos ipsos, quanquam illa etiam in bonum ipsorum ministrorum redundent, ut superiori capite etiam tactum est, num. septimo, octavo et decimo.

### *Quibus mediis Societas immediate propriam sociorum perfectionem procuret.*

3. *Media pro conservanda gratia.—Item pro augenda et perficienda.*— In priori ordine numerari imprimis possunt ea, quæ sunt sim-

pliciter necessaria ad perfectionem essentialem charitatis, sed hæc communia esse debent Christianis omnibus, continenturque sub observatione præceptorum omnium, et sub illo usu virtutum, tam moralium quam theologalium, sine quo charitas observari non potest, de quibus mediis nihil hic in speciali dicere necesse est. Deinde numerari etiam hic possunt illa media, quæ ad perfectionem charitatis obtinendam omnibus religionibus communia sunt, qualia sunt præcipue actus pertinentes ad tria vota essentialia, et ad internum Dei cultum, per orationes, meditationes, lectiones, et alia religionis opera. Item actus pertinentes ad corporis castigationem, et ad perfectam sui abnegationem, et mundi renuntiationem. Omnis enim religio, ut perfecta sit, aliquid peculiare in his omnibus observare debet, ex vi sui instituti, præter id quod ex vi præceptorum necessarium est. Hæc autem omnia Societatem perfecta quadam ratione procurare circa suos subditos manifestum est, nam imprimis tria substantialia vota religionis emittit. Et licet in modo vovendi in aliquibus membris suis aliquid singulare habeat, quatenus illa vota solemnia non sunt, tamen infra, lib. 3, ostendemus, hoc nihil eorum perfectioni obesse, quin potius multum prodesse posse, quia quantum est ex parte ipsorum voventium, sunt omnino perpetua, et æqualiter eos obligant : illa vero dependentia, quam semper a Societate habent, eos potius reddere potest et debet in ipsorum votorum perfecta observatione sollicitos.

4. *De perfectione castitatis in Societate observata. — Notatio contra accusantes Societatem nimis rigoris in quibusdam, et minimi in aliis.* — Aliunde vero ex parte materiæ exactam perfectionem in hujusmodi votis Societas profitetur. Licet enim verum sit, votum castitatis ex parte materiæ non admittere diversos gradus, ut S. Bonaventura, in Expositione regulæ, cap. 1, circa finem, dixit; propter quod etiam Pater noster B. Ignatius, 6 p. Constit., c. 1, § 1, ait : *Quæ ad votum castitatis pertinent, interpretatione non indigent, cum constet quam sit perfecte observanda, nempe nitendo Angelicam puritatem imitari, et corporis et mentis nostræ munditia.* In quibus verbis imitatus est Sanctos Patres, qui virginitatem profitentes cum Angelis conferre solent, quos superiori tomo retulimus, tractando de voto simplici castitatis; licet (inquam) hoc verum sit, nihilominus in modo et perfectione observandi castitatem, gradus aliqui distingui possunt, ut videri potest apud Cassian., collat. 12, cap. 7. Quos omnes, sine dubio, perfectio nostri instituti amplectitur, ut ex verbis Beati Ignatii patet manifeste. Possunt etiam (quod ad perfectionem magis necessarium est) distingui varia media, quibus et castitas custodiatur, et perfectio ejus acquiratur. Et in his mirum in modum abundat et excellit hoc institutum. Nam huc spectat summa superiorum vigilantia, et inferiorum charitas, ita ut ipsas etiam cogitationes statim manifestare et communicare moneantur, ut lib. 10, c. 6, magis exponetur. Item huc maxime refertur custodia sensuum, vitare otium, cavere colloquia feminarum, nisi cum magna circumspectione, necessitate, vel utilitate, sacramentorum Pœnitentiæ et Eucharistiæ frequens usus, ac denique moderatio victus ac vestitus, cum aliis quæ ad asperitatem corporis pertinent, juxta uniuscujusque proportionatam mensuram, ut inferius, cap. 9, fusius exponemus; ibique satisfaciemus nonnullis objectionibus, quæ in hac parte nobis fieri solent. Solum adverto inter hæc media, quædam esse multum interna et spiritualia, alia magis externa et corporalia. Unde argui solet a suis detractoribus Societas, quod in prioribus rigorosior quam par sit, in posterioribus lenior esse videatur. Debuissent autem advertere, finem Societatis utrumque postulare, et non esse nimium, quod et fini perfecte consequendo moraliter necessarium est, et in se aliunde non habet excessum alicui virtuti repugnantem. Hæc autem in præsenti ita esse, et per se, credendum est, non solum propter auctoritatem Pontificum, sed etiam propter diuturnam experientiam et usum plurium virorum, qui et in vita et in doctrina irreprehensibiles fuerunt, et in particulari melius ratione ostendimus.

5. *De perfectione paupertatis Societatis.* — In votis paupertatis et obedientiæ possunt ex parte materiæ esse gradus, in quibus non omnes religiones pares sunt, Societati vero nihil perfectionis in hac parte deest. Primum enim circa materiam paupertatis consideratur abrenuntiatio proprietatis, et incapacitatis dominii in particulari, quem gradum paupertatis amplectitur Societas in omnibus membris suis, sibi (ut sic dicam) ultimate unitis. Quod autem hoc ad tempus differat in Scholasticis, non minuit totius religionis perfectionem, ut per se notum est; neque etiam perfectionem ipsorum Scholarium, ut ex dicendis constabit. Secundo pertinet ad materiam paupertatis ca-

rentia proprietatis et dominii etiam in communi, de qua religio Minorum mirum in modum, ac merito, gloriatur; illam enim *arctissimam paupertatem* vocavit Gregorius IX, in c. *Nimis prava*, de Excessibus Prælat., ubi non solum Minoribus, sed etiam Prædicatoribus illam attribuit, quia juxta primariam institutionem utrique eam observare tenebantur, ut tomo præcedenti, disputando de religionibus mendicantium, dictum est; de facto tamen ex religionibus monachorum mendicantium sola religio S. Francisci in universum hanc paupertatem profitetur, ut colligitur ex Concilio Tridentino, sess. 25, c. 3, de Regular. Hoc autem paupertatis genus etiam Societas amplectitur in sua parte præcipua, ad quam reliquæ ordinantur, scilicet, in Societate professa, ut constat ex bullis confirmationis Pauli III, et Greg. XIII, et ex 6 p. Constitutionum, c. 2.

6. *Quædam notanda quæ maxime arctam Societatis paupertatem commendant. — Primum.*—In quo notari possunt aliqua singularia et propria hujus religionis, quæ perfectionem hujus paupertatis augent. Primum, quod ad majorem ejus firmitatem et stabilitatem, non contentus B. Ignatius directo (ut sic dicam) voto servandi hanc paupertatem, voluit a professis etiam fieri aliud votum non permittendi, quantum in ipsis esset, mutationem fieri in Societate, in his quæ spectant ad paupertatis materiam, nisi per talem mutationem ipsa paupertas magis esset restringenda, cujus voti obligationem postea, lib. sexto, cap. sexto, expendemus. Secundo non satis fuit eidem P. N. prohibere, ne domus professæ redditus habeant, sed etiam vetuit ne Ecclesiis, sacristiæ aut fabricæ applicari possent, aut ulla alia ratione haberi, ita ut penes Societatem sit eorum dispensatio. Unde nec anniversaria, nec capellanias habere possunt, quod Minoribus prohibitum non est; quod etiam uberius infra, lib. quarto, cap. quarto, declarabitur. Nec minuit hanc perfectionem, quod hæc paupertas in communi in collegiis et domibus probationum non servatur, tum quia spiritus et perfectio totius religionis ex primaria ejus parte, et ex fine quo tendit, consideranda est; tum etiam quia domus professæ nullo modo juvari possunt proventibus Collegiorum aut domorum probationis; et non tantum professi, sed omnes etiam coadjutores eorum, tam spirituales quam temporales, cum ipsis degentes, eamdem paupertatem servare debent, ut citato capit. nono dicetur, in numero tertio; reliqui vero omnes, cum ad hunc perfectionis statum tendant, eodem paupertatis spiritu nutriri debent. Tum denique quia, si in collegiis aliquid de hoc rigore remittitur, est propter altiorem finem, et rationem moraliter necessariam; ideoque simpliciter non diminuit perfectionem paupertatis, quæ non propter se, sed propter aliud appetenda est. Tertio, potest in paupertate considerari actualis usus ejus : et in hoc multa ponderari possunt in hoc instituto, quæ materiam hujus voti magnopere amplificant, quale est non posse admittere stipendium, vel eleemosynam ullam, per quam actio aliqua, vel officium, quod circa proximum exercetur, compensari videatur; item non posse aliquid in particulari recipere ad proprium usum, sed in omnibus, quæ ad victum et vestitum pertinent, ab his, quæ in communi distribuuntur, pendere: ac propterea, nihil hujusmodi in particulari posse recipere, aut in propriis cellis servare, non solum quia sine licentia Superioris hoc fieri non potest, quod fere aliis religionibus commune est, sed etiam quia talis licentia, juxta communem et constantem usum, et observantiam hujus religionis, vel nunquam, vel rarissime petenda est aut offerenda. Quocirca, si omnia sincere considerentur, exacte observatur illud Pauli : *Habentes alimenta, et quibus tegamur, his contenti simus.* Nam, licet in harum rerum usu non servetur maxima asperitas (quæ pars est non mediocris paupertatis), tamen juxta finem intentum servatur maxima moderatio, et, quod caput est, hujus usus mensura vel communis est, vel tota pendet ex alterius, scilicet, moderatoris, voluntate ; et in his duobus consistit formalis perfectio hujus usus paupertatis, ut ex Basilio, sermon. 1, de Institut. monach., et regul. 41, ex fusius disputatis, et ex aliis facile intelligere licet. Atque hæc nunc sufficiant de hoc medio paupertatis attigisse.

7. *De perfecta obedientia in Societate observata.* — De obedientia, aliqua in præcedenti capite tacta sunt, quæ pro summaria enarratione, quam nunc facimus, possent sufficere, cum libro quarto, a cap. duodecimo, ex professo disputanda res sit. Non tamen omittam advertere S. Bonaventuram, in Expositione regulæ, c. 2, judicasse religionem suam cæteras in obedientia superare, eo quod aliæ limitate obedientiam promittant secundum regulam. Minores autem indefinite in omnibus, quæ mala non sunt. Sic enim B. Franciscus, in c. 10 suæ Regulæ, inquit : *Firmiter præci-*

*pio eis, ut obediant suis ministris, in omnibus quæ promiserunt Domino observare, et non sunt contraria animæ et regulæ nostræ.* Quod etiam sensit D. Bernardinus in 3 p. operum, sermone de Obedientia, articulo tertio, ad duodecimum argumentum, et auctor Conformitatum, p. 2, tract. 2; et latius Corduba, in Expositione regulæ, circa d. cap. decimum, quæst. secunda. Idem de religione sua asseruit Dionys. Carthus., opus. de Profes. monast., art. 21, ubi docet Carthusiensium religionem in obedientia cæteras omnes superare, quia absolute, et non solum secundum regulam, obedientiam profitetur Ego vero, a comparationibus abstinens, solum assero totam illam perfectionem, quæ ex amplitudine materiæ in obedientiæ voto reperiri potest, in Societate inveniri, et in ipso instituto a fundatore Ignatio formaliter exprimi. Nam in 3 p. Constitutionum, c. 1, § 23, obedientia servanda dicitur in omnibus rebus, ubi peccatum non cernitur; et 6 p., c. 1, § 1, in omnibus rebus dicitur, ad quas potest obedientia cum charitate se extendere; et declaratur hujusmodi esse omnes, in quibus nullum manifestum est peccatum. Et ut perfectiori voluntate tota hæc materia suscipiatur, non in ea tantum generalitate ponitur, sed explicatur illis verbis : *Licet difficilia, et secundum sensualitatem repugnantia jubeat.* Modus etiam perfectissimus proponitur, dum dicitur: *Non solum in executione externa integre, prompte, fortiter, et cum humilitate debita, sine excusationibus et murmurationibus obediant ; verum etiam conentur interius resignationem, et veram abnegationem propriæ voluntatis et judicii habere,* etc. Præterea, juxta varias constitutiones ejusdem instituti, et proprium hujus religionis spiritum et observantiam, est in hac religione maxima subordinatio inferiorum ad Superiores, et dependentia ab illis, etiam in minimis, servata proportione. Imprimis in toto corpore respectu generalis Præpositi, in quo maxima est potestas, et ejus immediatior influxus, seu gubernatio, quam in ulla religione inveniatur, ut libro decimo, cap. quarto, constabit; deinde in singulis personis cujuscumque qualitatis, dignitatis aut antiquitatis sint, respectu propinquorum superiorum. His accedit speciale votum obedientiæ, quod fit Summo Pontifici, de quo, et de ejus speciali obligatione et perfectione infra, lib. 6, c. 4, dicemus.

8. *De mediis ad internam sociorum devotionem assequendam pertinentibus.*—Præter hæc, quæ sunt veluti fundamenta religionis, sunt quamplura alia media ad propriam perfectionem sociorum ordinata, quæ nunc summatim ad duo capita revocamus, quæ postea, lib. 8, fusius expendemus. Unum est eorum, quæ pertinent ad internam animi devotionem et puritatem assequendam, quæ sunt præcipue, quæ ordinantur ad familiaritatem et unionem cum Deo consequendam, et ita ex eis pendet fons et origo totius spiritualis incrementi, in quo ipsa perfectio substantialiter consistit. Ad hunc ergo ordinem spectat quotidiana lectio, et meditatio, oratio et contemplatio. Item quotidiana, vel potius bis in die repetita conscientiæ examinatio, cum frequenti et valde circumspecto confessionis usu, juxta ea quæ traduntur in Examine, c. 4, § 25, et tertia parte Constitutionum, c. 1, § undecimo. Atque ad hunc finem ordinatur accurata institutio de rebus spiritualibus, et frequens de his rebus consultatio, et propriæ conscientiæ communicatio, tam cum superioribus, quam cum aliis Præfectis, quibus hæc cura demandata est. Præterea, ad eumdem finem juvantur proprio ac peculiari exercitiorum spiritualium usu, quo non solum in ipso ingressu, sed perpetuo per singulos annos, ut libro illo octavo, cap. 1, in fine, adducemus, exercentur. Denique frequentes exhortationes spirituales, et familiaria de rebus divinis colloquia, quæ juxta sui instituti rationem inter socios esse debent, ad eumdem finem ordinantur.

9. *De mediis ad propriam abnegationem, affectuumque mortificationem obtinendam.* — Aliud caput continet media omnia, quæ ad veram sui abnegationem et affectus mortificationem adhibentur. Nam statim in principio, in ipso examine admonentur, mundo ac proprio amori mortuos, soli Christo Domino vivere debere, et hanc abnegationem, et continuam in rebus omnibus mortificationem, quoad fieri possit, esse ab eis quærendam. Et tertia parte Constitutionum, c. 1, magnopere conferre dicitur, ut ea munera obeant, *in quibus maxime humilitas et charitas exercetur* Item ut diligentissime curent portas suorum sensuum custodire. Maxime vero curat Societas, et honorum ac dignitatum ambitioni viam præcludere; et ideo professi Societatis peculiari voto obligantur extra Societatem eas non acceptare, nisi in conscientia ab eo, qui potest, obligentur; intra Societatem vero nec directe, nec indirecte eas procurare, ut lib. 6, a c. 7, tractabitur. Et ob eamdem causam, ad tollendam omnem occasionem, Superiorum electiones, præterquam solius Generalis, [illegible]

enim vitari non potuit) sublatæ sunt, sed eorum distributio ipsi Generali est commissa, de quo in lib. 10 agendum. Denique ex hac renunciatione et propria abnegatione, mira sequitur pax, et animorum unio, ac fraterna charitas, quam totis viribus inter suos procurat Societas, et in ea magnam partem suæ perfectionis ponit; unde P. N. Ignatius, in Prooemio Constitutionum, in hac constituit totam vim et efficaciam suarum legum seu constitutionum, et ideo, 3 p., c. 1, § 21, illa duo simul conjungit, dicens: *De iis crebro tractantes, quæ ad sui abnegationem, et in virtutibus profectum, et omnimodam perfectionem attinent, ad ea se invicem exhortando, et præcipue unitatem et charitatem fraternam.* Et statim, § 22, humilitatem et charitatem iterum conjungit; et ibidem, et aliis locis, varia media ad hanc animorum pacem et unionem tradit, quæ Societas diligenter observat, quæ ex discursu hujus operis latius constabunt: nunc enim ad compendiosam instituti propositionem, quam hic intendimus, hæc quoad hanc partem sufficiunt.

### *Quibus mediis Societas salutem proximorum procuret.*

10. *De mediis positivis, ac formaliter spiritualibus.* — Superest dicendum de alio ordine mediorum, quæ circa proximum directe versantur, vel ad illum proxime referuntur, quæ varia sunt et multiplicia. Partim enim in actione consistunt, partim in privatione, partim vero in ipsomet modo, seu dispositione totius Societatis, et rationis vivendi illius. Nam imprimis ex illo fine juvandi proximos ortum est, ut hæc religio, et habitu et munere clericorum instituta sit, ut in c. 5 declarabimus. Unde hoc potest constitui tanquam primum medium, scilicet, assumptio status clericalis, quo possint proximis inservire, et consequenter omnis dispositio, quæ ad talem statum digne assumendum necessaria est, maxime in his hominibus qui perfectionis viam profitentur. Secundo, inter hæc media numeranda sunt omnia ministeria sacra, quæ ad purgandos, illuminandos, et perficiendos alios utilia sunt, inter quæ primarium locum tenet sacramentorum administratio, præsertim confessionis et Eucharistiæ, quæ hujus instituti maxime propria est, ut ex bullis Pauli III et Julii III, et Gregorii XIII, et ex forma instituti, quæ in eis refertur, et ex omnibus constitutionibus satis notum est. Et huc etiam spectat sacrificiis suis Ecclesiam juvare, pro conversione infidelium, et correctione hæreticorum, et fructu ac profectu ipsorum fidelium ea frequenter offerendo. Tertio, principaliter etiam ad hoc genus mediorum spectat quodcumque ministerium verbi Dei, quod variis modis, et magna ex parte propriis, in hac religione exercetur: primo, per publicas conciones, vel lectiones sacras ad populum; secundo, rudimenta fidei pueris et rudioribus hominibus tradendo, qua occasione, ad communis vulgi utilitatem divinum verbum, non tantum in Ecclesiis, sed etiam in vicis et plateis publice disseminant; tertio privatis colloquiis et sanctis conversationibus proximos juvando, nunc eorum vitia fraterne corrigendo, nunc ad virtutum opera, et sacramentorum frequentiam eos exhortando, nunc vero etiam in operibus perfectionis eos instruendo, vel excitando. Quarto, his adjungitur spiritualium exercitiorum communicatio, et usus, quo homines et vitam in melius mutare, et se ipsos cognoscere incipiunt, et de rebus æternis serio cogitare, ac negotium propriæ salutis cum Deo tractare, et ab ipso postulare addiscunt. Quinto, annumerari possunt congregationes cujuscumque status virorum sub regimine Societatis creatæ, ac Pontificum Indultis munitæ, ubi plerisque modis familiarius ad æternam salutem promoventur. Sexto, huc etiam spectat tempore mortis juvare proximos ad pie sancteque moriendum. Atque hæc fere media sunt, quæ circa fideles ipsos exercentur, quæque lib. 9 sigillatim tradentur. Septimo, hic adjungi possunt omnia illa, quæ ad conversionem infidelium quorumcumque in Societate assumuntur, sive inter Gentiles, sive inter hæreticos. Quo præcipue spectat quartum solemne votum obediendi Summo Pontifici in missionibus, etiam difficillimis, et ad quascumque orbis partes, etiam remotissimas, et inter barbaras nationes, etiam sine viatico peregrinando ex eleemosynis, si necesse sit, nullum aliud emolumentum, nisi salutem animarum, inde expectando.

11. *De mediis per relationem extrinsecam spiritualibus, quorum unum est litterarum studium.* — Post hæc media, quæ propinquissima sunt, et maxime spiritualia, adjunguntur illa, quæ præparant socios ad hujusmodi actiones erga proximos. Et quoniam hæc præparatio in duobus consistit, in vita, scilicet, et doctrina, juxta illud Pauli, 1 ad Timot. 4: *Attende tibi et doctrinæ;* et illa, quæ ad vitam pertinent, eadem sunt cum his quæ ad propriam perfectionem ordinantur, solum hic su-

persunt ea, quæ ad studia litterarum, et doctrinam comparandam vel tradendam assumuntur. Nam, cum studia litterarum per se non videantur quicquam referre ad spiritualem animæ et charitatis perfectionem, nam potius *scientia inflat, charitas autem ædificat,* ut ait Paulus, 1 ad Corinth. 8, ideo aliquibus visum est statui religioso non convenire, cum hic status ad perfectionem charitatis ordinetur. Contra quos scripsit D. Thomas, articulo quinto, q. 188, 2. 2, ubi inquirit an sit instituenda aliqua religio ad studendum. Et respondet studium litterarum omnibus religionibus, etiam puram contemplationem profitentibus, esse utile; religioni vero, quæ ad salutem proximorum procurandam ordinatur, esse necessarium, juxta illud, ad Titum 1 : *Amplectentem eum, qui secundum doctrinam est, fidelem sermonem, ut potens sit exhortari in doctrina sana, et eos, qui contradicunt, arguere.* Cum ergo ostensum sit, Societatem principaliter ordinari ad proximos juvandos, recte concluditur studia litterarum esse illi maxime necessaria. Quod etiam docet P N. B. Ignatius, in 4 p. Constit., a principio, et per totam illam mirabili providentia et prudentia omnia disponit, quæ ad hæc media litterarum pertinent. Ex quibus quædam pertinent ad disciplinam litterariam, ut sic dicam, alia vero ad doctrinam. Nam prius necessarium est eos, qui futuri sunt Societatis operarii, litteris addiscendis vacare; et quia rari, vel nulli sunt, qui sufficienter instructi et docti a principio recipiantur, necesse est ergo ut in ipsa religione iis vacent; per quod non impeditur perfectionis propriæ progressus, cum actio illa ex se valde honesta sit, et ex obedientia sumpta, et desiderio juvandi proximo, opus sit insignis charitatis; scientia autem, quæ hoc modo acquiritur, non inflat, sed cum charitate ædificat, et concordiam parit, ut recte D. Thomas dixit, dicto art. 5, ad 2; et latius declaravit, opusc. 19, c. 11 [1] Quæ vero studia religiosos deceant, non est hoc loco ex professo declarandum, sed sufficit dicere, per se quidem ac directe studia sacrarum litterarum ad eos pertinere, ut docuit D. Hieronymus, epist. 4, ad Rusticum; sub illis tamen comprehendit universam theologicam doctrinam, et Sanctorum Patrum, Pontificum ac Conciliorum decreta ac sententias; nam in his tota sacra doctrina vel explicatur, vel continetur Secundario vero, seu ministerialiter etiam philosophica doctrina, et humaniores litteræ religiosis necessariæ sunt, his præsertim, qui cum hæreticis sunt dimicaturi, et parati ac dispositi esse debent ad doctrinam hanc disseminandam per universum orbem. Quam vero exacte, sapienter, et moderate hæc omnia in Societate ordinata sint, postea, toto lib. 5, in particulari videbimus. Post disciplinam recte subsequitur doctrina, cum hic sit finis ejus; unde in hoc etiam genere actionis nihil Societas omittit, quod quoquo modo juvare proximum possit. Nam (ut omittamus prædicationem verbi Dei, quæ magis ad affectum, quam ad intellectum ordinatur, et ideo superius, numero præcedenti, de illa dictum est) occupatur Societas in docendis proximis, primo in scholis legendo publice Scripturam sacram, et theologiam Scholasticam; quod munus merito a religiosis usurpari, late defendit D. Thomas, opusc. 29, c. 2. Deinde casus etiam conscientiæ docendo, et ubi necesse est, controversias etiam fidei agitando. Hinc ulterius ad liberales quoque artes docendas descendit, neque in his tantum sistit, sed linguarum etiam peritiam, imo et ipsius Latinæ linguæ prima rudimenta tradit; nam per hæc initia ad majora perveniendum existimat, nec parva reputat, sine quibus magna non constant. Denique, tam per privata consilia, quam per generalem doctrinam, qua verbo, qua libris editis traditam, omnes omnibus modis juvare studet ; nihil aliud (in hoc enim harum actionum perfectio posita est) quam eorum qui docentur bonum intendendo, et majorem Dei gloriam inde sperando, ut in suis Constitutionibus B. P. N. Ignatius frequenter repetivit.

12. *Alterum est diversitas graduum et personarum quæ in Societate reperitur.— Primus gradus scholarium approbatorum. — Professorum gradus. — Gradus coadjutorum spiritualium. — Coadjutorum temporalium gradus.* — Ex his vero sequitur diversitas graduum et personarum, quæ in toto corpore Societatis cernitur, et inter media ordinata ad salutem merito numerari potest, nam ex hoc fine, et ex actionibus ac ministeriis proxime numeratis orta est. Ut enim novitios omittamus, qui omnibus religionibus communes sunt, quamvis in Societate aliquid speciale habeant, infra, lib. 2, c. 5, explicandum, post sufficientem probationem, et moralem ac spiritualem instructionem admittuntur novitii ad primum Societatis gradum, qui *scholarium approbatorum* appellatur, in quo membra Societatis

[1] Vide in tom. de Censur., dis. 23, sect. 3, a n. 19.

vere efficiuntur, eique per tria substantialia vota religionis incorporantur. Quia vero tunc regulariter, ac per se loquendo, nec ad statum clericalem, nec ad sacra ministeria erga proximos exercenda sufficientiam habent, aut præparati sunt, proxime in hunc finem admittuntur, ut ad eum statum, et ad alias actiones per studia litterarum, et virtutum progressum disponantur, et ideo nec per vota propria clericorum, neque etiam per solemnia, et omnino absoluta ex parte Societatis, admittuntur. Nam quo finis et actiones propriæ Societatis perfectiores sunt, eo magis probati et perfecti esse debent, qui ad eas simpliciter ac solemniter admittuntur. Ita ergo primus gradus membrorum Societatis, in quo scholastici approbati existunt, constituitur. Postquam vero hujusmodi scholastici, et sufficienter probati, et in litteris instructi sunt, et per sufficientem experientiam apti et idonei inveniuntur ad exercenda ministeria circa proximos supra declarata, et præsertim ad eas missiones, ad quas pro salute animarum a Pontifice mitti possunt, jam tunc presbyteri ordinati in ultimum gradum per veram professionem ad quatuor vota solemnia, quibus alia simplicia adjuncta sunt, ut lib. 6, a c. 6, videbimus, a Societate admittuntur Quoniam vero prædicta Societatis ministeria multa dona et naturæ et gratiæ requirunt, quæ non in omnibus, sed fortasse in paucis inveniuntur, ideo necesse fuit aliquos etiam sacerdotes post studia litterarum, et sufficiens de illis experimentum, in Societate intimius quam scholares ipsos admitti, ut juxta suum captum in spiritualibus ministeriis professos juvare possint, qui propterea *coadjutores spirituales* appellantur, qui quartum votum obediendi Pontifici in missionibus non emittunt, quia non supponuntur habere sufficientiam ad omnia ministeria, quæ ex vi illius voti comprehenduntur. Neque etiam regulariter faciunt solemnem professionem, ut debitus ordo et subordinatio melius conservetur, et propter alias graves causas in lib. 7, c. 1, tractandas. Dixi autem *regulariter*, quia interdum admittuntur aliqui ad professionem cum tribus tantum votis solemnibus, et substantialibus religioso statui; quod tamen non fit, ut dicemus ibidem, nisi per modum dispensationis, propter speciales rationes, et graves causas occurrentes. Tandem, quia, ut in simili dicitur, Actor 6, *æquum non est derelinquere verbum Dei, et ministrare mensis*, ita etiam spirituales operarii Societatis, vel qui studiis vacaturi erant, non poterant simul sine magno impedimento corporalia ministeria sustinere, ideo necessarium fuit gradum alium in ea instituere, ad quem illi, qui *coadjutores temporales* vocantur, admitterentur, quos oportuit esse veros religiosos, et per substantialia vota Societati conjunctos, ut cum majori decentia, religione et charitate talia ministeria fiant. Horum autem religiosorum statui ac muneri non erat proportionatum quartum illud votum obediendi Pontifici; quia ministeria, ad quæ ordinantur illæ missiones, ad tales personas non pertinent; admittuntur ergo ad tria vota non solemnia, sed simplicia, sicut de coadjutoribus spiritualibus, et scholasticis approbatis dictum est. De quibus omnibus gradibus inferius sigillatim est dicendum a lib. 3 usque ad 6. Nunc enim solum propositi sunt, ut generalis quædam notitia totius Societatis habeatur; et quia tota hæc structura et fabrica ad prædictum finem ordinata est, illique valde proportionata existit, ac propterea a Summis Pontificibus, præsertim a Gregorio XIII in constitutione *Ascendente Domino*, probata et laudata est.

13. *De mediis privativis ad eamdem salutem proximorum.*—Ultimo, quoniam in n. 10 diximus, hæc media non tantum positiva, sed etiam privativa esse, et priora insinuata sunt, oportet posteriora breviter recensere. In hoc igitur ordine imprimis pono, non habere usum chori; quanquam enim hæc actio valde religiosa sit, et ideo ab aliis religionibus observata, tamen, quia nimium religiosos Societatis impediret vel ab studiis, dum eis vacant, vel ab actionibus, et ministeriis circa proximum, ad quæ post studia destinandi sunt, et præsertim quia parati esse debent ad varias missiones, et ad discurrendum per universum orbem, ideo Pater noster Ignatius Societatem voluit esse hac occupatione liberam. Et quamvis id multi in Societate notaverint ac reprehenderint, in c. 8 ostendemus illos nulla ratione sufficienti motos esse, sed hoc potius fuisse et Patrum sententiis, et rationi etiam valde consentaneum. Et ad hoc medium revocantur omnes similes actiones, a quibus Societas etiam ex Pontificum auctoritate eximitur, ut sunt processiones publicæ, et similes, quæ cum cantu et choro conjuncta sunt. Aliud medium privativum numerari potest, abstinere a suscipienda cura monialium, ut libro nono, cap. octavo, numero decimo quinto, iterum dicemus; quamvis enim hujus rei plures aliæ rationes reddi possint, hanc tamen

existimo esse præcipuam, quia judicatum est a B. Ignatio, in p. 6 Constitutionum, c. tertio, § quinto, ita expedire, ut socii expeditiores essent ad finem illum, quem præcipue intendunt. Potest etiam inter hæc media poni, non accepisse singularem habitum, sed communem clericorum honeste viventium, juxta morem regionis in qua socii versantur; nam hoc etiam ad hunc finem ordinatum est, ut facilior pateret aditus ad omnes proximos, sive hæreticos, sive fideles, etc. Et eadem ratione posset hic numerari communis et vulgaris victus, et moderatio a nimia vitæ austeritate, in his quæ ad corpus pertinent, quorum ratio in progressu hujus libri copiosius expendenda est; et ideo de his mediis hæc delibasse sufficiat.

## CAPUT IV

### UTRUM SOCIETATIS RELIGIO CONVENIENTER INSTITUTA ET APPROBATA FUERIT.

1. *Post causam finalem Societatis, agendum de triplici efficiente.* — Hactenus fere nomen solum Societatis, et quid eo nomine significetur, a nobis explicatum est, ostendimusque *Societatis Jesu* nomine significari quamdam religiosorum hominum congregationem, ad finem salutis animarum, cum talibus mediis, talique vivendi ratione institutam; nunc ex eodem fine et mediis distinctius declarandum est, quid et qualis sit hæc religio. Quoniam vero quæstio quid est, supponit quæstionem an est, prius de hac quæstione aliquid dicere oporteret, nisi religionem hanc dari in Ecclesia satis jam per se esset notum; solum ergo superest ut de origine et institutione ejus, atque adeo de illius approbatione dicamus, atque ita fiet ut post causam finalem efficientes causas hujus religionis declaremus. Tres autem causæ in ea fundanda considerari possunt, scilicet, prima et principalis, quæ est Deus; proxima et ministerialis, quæ fuit privatus homo, quem Deus ad hoc mirabile opus excogitandum illuminavit, et exequendum impulit et animavit. Tertia est Apostolica Sedes, quæ Dei nomine, ut vicem Christi gerens in terris, religionem hanc sua auctoritate suscepit et confirmavit, et de singulis pauca dicenda sunt.

#### *De institutore Societatis, ejusque institutionis convenientia.*

2. *Pontificum testimonia de Ignatii et sociorum ejus sanctitate et doctrina.* — Ut ergo a notioribus nobis incipiamus, perspectum est omnibus, religionem hanc institutam esse ab Ignatio Loyola, de cujus sanctitate, doctrina et nobilitate hic non dicam, quia ea magis ad historiam, quam ad disputationem scholasticam pertinent, satisque erudite ac copiose descripta sunt a familiari ejus filio, gravique Patre nostro Petro de Ribadeneira, et postea a Petro Maphæo, ac novissime a Patre Nicolao Orlandino, prima parte Historiæ Societatis, ut *in ore duorum vel trium sit omne verbum.* Nobis ergo sufficiant nunc testimonia, quæ Pontifices Summi, non solum de Ignatii, sed etiam de sociorum ejus pietate et doctrina, et de irreprehensibili vita, nobis reliquerunt. Nam Paulus III, in prima bulla confirmationis Instituti, de Ignatio et sociis ita loquitur: *In theologicis studiis per plures annos exercitati, Spiritu Sancto (ut creditur) pie afflati, jamdudum e diversis mundi regionibus discedentes, in unum convenerunt, et socii effecti, abdicatis hujus seculi illecebris, eorum vitam perpetuo D. N Jesu Christi, atque nostro, et aliorum successorum nostrorum Romanorum Pontificum servitio dedicarunt, et jam quampluribus annis laudabiliter in via Domini se exercuerunt,* etc. Quæ iterum repetit in initio bullæ secundæ, ampliationis prædictæ confirmationis; et inferius subdit: *Nos igitur, ad eorumdem Ignatii Præpositi et sociorum piam vitam et bonorum operum exemplum attendentes, eorum piis desideriis annuentes,* etc. Et in bulla tertia, in qua varias facultates concedit: *Attendentes* (inquit) *ad fructus uberes, quos in domo Domini hactenus produxistis, et producere non desinitis, vestra religione, integritate, scientia, doctrina, moribus, et experientia, plurimum in Domino confidentes, vobis,* etc. Similia leguntur in bulla Julii III, de confirmatione ejusdem instituti, et in fine ejus specialiter addit Pontifex: *Considerantes, nihil quod pium, sanctumque non sit, in sancta Societate, ejusque laudabilibus institutis, ac exemplari Ignatii et aliorum sociorum vita et moribus reperiri,* etc. Ubi expendo idem testimonium ferre Pontificem de sanctitate vitæ Ignatii et sociorum, ac de ipso instituto, quod sua auctoritate approbavit. Quæ testimonia sequentes Pontifices etiam post felicem B. Ignatii mortem sæpius comprobarunt, ut ex cæteris bullis constat, et specialiter Gregorius XIII in bulla *Quanto fructuosius, bonæ memoriæ Ignatium Loyolam, Societatis institutorem*, appellavit. Ac novissime Paulus V universæ Societati, publico Confessoris non

Pontificis cultu rituque venerandum proposuit. Itaque de sanctitate fundatoris hujus religionis impie nunc dubitaretur, et speramus fore ut per expressam Pontificis canonizationem universæ Ecclesiæ proponatur [1].

3. *Religionem hanc convenientissimo tempore fuisse institutam.* — Ut vero rationem hujus institutionis divinam potius quam humanam aperiamus, operæ pretium erit annotare tempus in quo hæc religio orta est. Natus est enim Ignatius anno Domini 1491, et post aliquot annos ætatis, a corporalis militiæ exercitatione ad spiritualem mirabiliter vocatus est, in qua diu ac diligenter se exercuit, et alios exemplo suo, et familiari sermone ad idem vitæ genus sibi adjunxit, et post multos labores pro animarum salute susceptos, tandem anno 1538, Romæ cum sociis suis de fundanda Societate deliberavit, et sequenti anno 1539, confirmationem religionis suæ a Paulo III, Pontifice Summo, postulavit, et post unius anni accuratam examinationem, nimirum 1540, approbationem obtinuit; ac proinde dicere possumus religionem hanc illo anno incepisse; quanquam tunc non simpliciter, et tanquam perpetuo duratura approbata videatur, quia solum est data Societati facultas recipiendi usque ad sexaginta socios; post tres vero annos idem Pontifex Paulus III absolute et sine ulla restrictione illam confirmavit. Est autem merito a multis sapientibus ac prudentibus viris observatum, hoc eodem tempore natum fuisse in Germania Martinum Lutherum, anno scilicet 1483, octo nimirum annis ante Ignatium; et anno 1521, publicum bellum contra Romanam Ecclesiam excitasse, innumeras hæreses disseminando, et præsertim eas, quæ libertatem carnis concedere, et subjectionem ac obedientiam Summi Pontificis destruere posse viderentur, quibus mediis innumeros habuit suæ blasphemiæ et iniquitatis sectatores et ministros. Hoc autem ipso tempore, quo videbatur fides in tot provinciis Catholicis, et Ecclesiæ subjectis, labefactari ac deficere, non sine magna Dei providentia cœpit aperiri ostium ac via, qua posset eadem vera fides et Christi nomen ad innumeras gentium nationes deferri, in quibus antea auditum non fuerat; in India, scilicet, Orientali et Occidentali, et in multis regnis, et insulis, quæ paulo ante prædicta tempora pietate, diligentia, et industria Catholicorum regum Hispaniæ ac Lusitaniæ explorata sunt. Hoc ergo eodem tempore excitavit Deus Ignatium, qui Societatem *ad profectum animarum in vita et doctrina Christiana, et ad fidei propagationem ac defensionem* (ut dicitur in Bullis Pontificiis, præsertim Gregorii XIII, *Quanto fructuosius*) *erigeret. Defensio* enim *fidei* contra hæreticos fit, *propagatio* inter gentiles et paganos, *profectus autem vitæ* inter ipsos fideles et Catholicos. Convenientissime ergo instituta est ad hunc finem hæc religio, eo tempore quo et defensio fidei erat Ecclesiæ maxime necessaria, et propagatio valde opportuna, et instauratio ac perfectio morum utilissima.

*Spiritum Sanctum fuisse principalem auctorem hujus religionis.*

4. *Suadetur testimonio Ignatii.—Probatur auctoritate Pontificum.* — Atque hinc (ut ad primam et principalem causam hujus religionis ascendamus) colligere licet, non fuisse hoc humanum inventum, nec B. Ignatium solo suo humano ingenio aut virtute, tantum negotium inchoasse, sed Spiritum Sanctum fuisse principalem hujus religionis auctorem. Ita profitetur idem Ignatius, in principio suarum Constitutionum, dicens : *Summam sapientiam, ac bonitatem Dei creatoris nostri esse, quæ conservatura est, gubernatura, atque promotura in suo sancto servitio hanc minimam Societatem Jesu, ut eam dignata est inchoare.* Quod sane non aliter fecit divina sapientia, quam Ignatium speciali instinctu suo illuminando, et ad tantum opus excitando et movendo. Quod plane senserunt Pontifices Summi; Paulus namque III, in bullis suis, de Ignatio et sociis semper dicit: *Spiritu Sancto* (*ut creditur*) *afflati.* Julius autem III simpliciter dixit: *Spiritu Sancto afflati,* omissa particula *ut creditur,* quam non existimo casu excidisse, sed quod dubitationem vel formidinem indicaret, consulto ablatam fuisse; nam diuturna experientia et uberes fructus simul cum approbatione prædecessoris sui, omnem formidandi rationem, si qua erat, auferre poterat. Atque eadem fortasse ratione, Gregorius XIII, in bulla *Quanto fructuosius,* absolute dixit : *Ad quem finem Spiritus Sanctus, qui bonæ memoriæ Ignatium Loyolam ipsius Societatis institutorem, ejusque socios excitavit, media etiam præclara, maximeque opportuna hujus Sedis ministerio tribuit atque confirmavit.* Et paulo inferius : *Quapropter Societatis corpus idem Ignatius divino instituto ita duxit disponendum,* etc.

5. *Rationibus et conjecturis idem suadetur.*

[1] Spem hanc explevit Gregorius XV, 12 Martii anni 1622, et sui Pontificatus 2.

— *Prima, ex temporis opportunitate.* — *S Ignatius Luthero opponitur.* — Sunt præterea conjecturæ et rationes multæ, quæ veritatem hanc moraliter certam possunt efficere. Prima est illa, quæ proxime insinuata est ex fine Societatis, et mediis quæ ad illum consequendum profitetur, adjuncta opportunitate temporis, in qua orta est. Pertinet enim ad specialem Dei providentiam, qua suam Ecclesiam regit et protegit, et insurgentibus contra illam novis hostibus, novos etiam milites præparare, qui eam defendant, et ministros etiam Evangelii providere, quorum opera illud tandem vaticinium impleatur : *Fiet unum ovile et unus pastor*, Joan. 10. Sicque experientia compertum est ; insurgente enim contra Ecclesiam Ario, Deus contra illum Athanasium excitavit ; contra Nestorium, Cyrillum ; contra Pelagium, Augustinum. Et qui historiam ordinis Prædicatorum scribunt, advertunt, eo tempore Deum sacram illam religionem per S. Dominicum instituisse, quando Albigenses, et alii hæretici Ecclesiæ pacem perturbare incipiebant. Videmus autem religionem hanc eo tempore fuisse exortam, quo Lutherus bellum contra Ecclesiam excitavit, et directe, ac singulari quodam modo esse illi contrariam : Lutherus enim non solum apostata fuit, sed etiam religiosos omnes, ut apostatarent, et fideles omnes, viam perfectionis ut contemnerent, persuadere conatus est ; Ignatius autem non solum ipse religiosissimus fuit, sed socios etiam ad proprium et valde religiosum institutum sibi adjunxit, et per eos, ac successores eorum, non fidem Catholicam modo, sed sacras etiam religiones pro viribus defendere, easque quantum in se esset propagare, et augere, omnes fideles ad viam perfectionis excitando, conatus est. Lutheri lapsus inde primum incepit, quod contra Romanam Sedem immortale odium concepit ; unde et ab illius obedientia discessit, et quos potuit, avertit. Ignatii vero cogitationes omnes in hoc præcipue positæ fuerunt, ut se totum omnesque suos Sedis Apostolicæ servitio consecraret, et novo vinculo voti solemnis obedientiæ conjungeret ac submitteret. Denique effectus ipse comprobavit, nullos Ecclesiæ ministros hactenus restitisse magis Lutheranorum et omnium novatorum conatibus, quam Ignatii filios, quos propterea ipsi hæretici summo odio prosequuntur. Idemque discursus potest facile ad temporis opportunitatem circa promulgationem Evangelii inter Gentiles cum proportione accommodari. Cum ergo hæc ita sint, quis dubitare audeat, ipsum Spiritum Sanctum religionem hanc contra tot Ecclesiæ hostes, ad tot præclaros fines et effectus excitasse ?

6. *Secunda ratio. seu conjectura ex effectibus desumpta.—Concluditur ratio ex recensitis effectibus.* — Secunda ratio, illaque efficacissima, ex effectibus et fructibus hujus religionis formari potest, juxta Christi testimonium : *Ex fructibus eorum cognoscetis eos.* Unde etiam D. Thom., d. opusc. 19, Contra impugnantes religionem, ex fructibus religionis dicit, colligi posse et debere, an convenienter instituta et approbata fuerit. Atque eadem ratione usus est Gregorius X, cum Concilio Lugdunens., in cap. unic., § *Sane*, de Religiosis domibus, in 6, cum, loquens de Prædicatorum et Minorum ordinibus, dixit : *Quos evidens ex eis utilitas Ecclesiæ universali proveniens perhibet approbatos.* Quanti autem et quales universali Ecclesiæ provenerint fructus ex hujus religionis institutione et operibus, a nobis nec narrari necesse est, cum res per se sit evidentissima ; nec decens apparet, quatenus ad laudem nostram pertinere videantur, quanquam revera nostra non est, sed ipsius Spiritus Sancti, quem volumus ex his effectibus hujus operis agnosci auctorem. Quia vero Spiritus Sanctus per Christi Vicarios Ecclesiam suam docet, quid ipsi de his fructibus senserint tacere non possumus, nullos enim in hanc rem testes majori fide dignos afferre possumus. Paulus ergo III, etiam ante natam Societatem, postquam de vita Ignatii et Sociorum testimonium supra relatum dedit, subdit : *Et jam quam pluribus annis laudabiliter in vinea Domini se exercuerunt.* Quæ postquam in speciali numeravit, concludit : *Et demum omnia charitatis officia, et quæ ad animarum consolationem faciunt, ubique terrarum, ubi peregrinati sunt, multa cum laude obeundo.* In bulla autem III, in qua varias facultates Societati jam institutæ et confirmatæ concedit, inquit : *Attendentes igitur ad fructus uberes, quos in domo Domini hactenus produxistis, et producere non desinitis.* Et in bulla IV : *Licet debitum* (inquit) *pastoralis officii omnibus regularem vitam ducentibus, ut in suis disciplinis et laudabilibus institutis conserventur et augeantur, nos reddat favorabiles et benignos ; ad Societatem vero Jesu per nos institutam et approbatam, cujus specimen veluti ager fertilis in Domino, multiplices atque uberes fructus animarum ad summi regis laudem, et fidei incrementum attulit, et affert quotidie verbo et exemplo in populo Christiano,*

*dirigentes præcipue velut pius pater oculos mentis nostræ, dignum censemus ut ipsam Societatem, ejusque in odorem suavitatis Altissimo deservientes personas, specialibus favoribus prosequamur.* Hæc fere testimonia Pauli III refert Julius III, in sua bulla confirmationis, his brevibus, sed notandis verbis : *Cumque postmodum progressu temporis Spiritu Sancto cooperante, ex Societate prædicta spiritualem animarum fructum crescere intellexisset idem prædecessor*, etc. Si enim Spiritu Sancto cooperante fructus proveniunt, multo magis Societatem ipsam, tanquam proprium instrumentum suum, idem Spiritus Sanctus præparavit. Quod verbis gravissimis repetit idem Pontifex in secunda bulla, in qua Societati privilegia concessit. Quibus similia et valde notanda sunt, quæ habet Pius IV in principio suæ primæ bullæ : *Etsi ex debito pastoralis officii singulos religiosos*, etc., *paterna dilectione prosequamur, ad illos tamen, qui sicut nomen Sociorum Jesu assumpserunt, ita opere, doctrina et exemplis Dominum nostrum Jesum Christum imitari, et ejus vestigia sequi nituntur, majoribus favoribus et gratiis prosequendum invitamur* Uberius autem quam priores Pontifices hoc testatus est Pius V, in secunda bulla, qua confirmat quasdam Societatis constitutiones, quæ sic incipit : *Innumerabiles fructus, quos, benedicente Domino, Christiano orbi Societas Jesu, viros litterarum præcipue sacrarum scientia, religione, vita exemplari, morumque sanctimonia perspicuos, multorum religiosissimos præceptores, ac verbi divini etiam apud longinquas ac barbaras illas nationes, quæ Deum penitus non noverant, optimos prædicatores et interpretes producendo, felicissime hactenus attulit, et adhuc sollicitis studiis afferre non desistit, animo sæpius revolventes nostro, libenter, non solum ea, quæ alias in ipsius Societatis favorem a Romanis Pontificibus prædecessoribus nostris, nobisque, et aliis emanata sunt, ut firmius subsistant, cum a nobis petitur; verum etiam Societatem ipsam, quantum a nobis ex alto conceditur, specialibus favoribus et gratiis munimus.* Simile, vel certe copiosius encomium habet idem Pontifex in altera bulla, in qua Societatem inter religiones mendicantes numerari voluit. Gregorius etiam XIII sæpe in suis Bullis simile testimonium præbet, specialiter vero in priori de confirmatione instituti sic incipit : *Quanto fructuosius in colenda Domini vinea se exercet veneranda Jesu Societas, dignisque æterna mercede operariis abundare conatur, tanto propensius contendimus eam, religiosamque subinde, quam instituit, prolem, unde tota respublica Christiana ubique sublevatur, prosequi et confovere.* Et in altera constitutione, *Ascendente Domino*, cum proposuisset operam, et laborem quem in gubernanda Petri navi sustinebat, de operariis Evangelicis subjungit : *Cumque tanti laboris socios et validos remiges divina nobis providentia præparaverit, eorum opera in superandis sævientis pelagi tempestatibus nos maxime sublevat, qui pro communi fluctuantium animarum salute, propria commoda nihil pendunt, seque ad omnia discrimina exponunt. In quo cum aliarum religionum studia, tum Societatis Jesu assiduus pro Christo labor, nec non usque ad finem perseverantia promptam se ostendit, cumque prolem Catholicæ religioni valde proficuam, et ad omnia pericula pro universali Ecclesia subeunda paratam procreavit, aliam atque aliam a prima non degenerem præstante gratia Dei quotidie substituit, ut nobis eorum alumni per multiplices probationis gradus altius provecti semper præsto sint, quos in rebus arduis suscipiendis fructuosos operarios adsciscamus.* Ex his ergo testimoniis satis constat efficacia rationis factæ; nam adducti Pontifices non solum agnoscunt et confitentur prædictos effectus, sed etiam illos pronuntiant esse Spiritus Sancti opera, et a fortiori colligunt tale institutum ab Spiritu Sancto specialiter manasse.

7 *Hujusmodi effectus in particulari indicantur.* — Ut vero hoc evidentius constet, indicemus in particulari hujusmodi effectus. Primus est sanctitas et vitæ innocentia, quam Deus contulit primis hujus vitæ inventoribus, medio usu, et observatione ipsius instituti. Quamvis enim videri possit hoc magis ad causam quam ad effectum hujus religionis perti nere (quod non minuit rationis efficaciam; nam idcirco Deus talem sanctitatis gradum et modum B. Ignatio contulit, quia ad tantum opus illo, ut ministro, uti volebat), re tamen vera inter effectus merito numeratur; nam per opera et exercitia, quæ in Societate retenta et approbata sunt, voluit prius Deus Ignatium ac socios ejus sanctificare ac perficere, et ita usu ipso et effectu approbavit institutum, postea ab Ecclesia suscipiendum et approbandum. Qualis autem et quantus fuerit hic effectus, satis supra, num. 2, verbis ipsorum Pontificum indicavimus, et de illa re pleni sunt libri, qui in manibus omnium versantur. Secundus effectus est hæc eadem virtus et vitæ puritas, quæ in successoribus eorum,

mediante eodem instituto, conservatur; hoc enim sine arrogantia dicere possumus, cum non de aliqua particulari persona, sed de tota religione tractemus. Præcipue vero hæc religio semper enituit, omnibusque in admiratione fuit, in unione et charitate fraterna, ut merito dicere possimus, satis in ea ostendi signum illud a Christo datum, Joan. 13 : *In hoc cognoscent omnes, quia discipuli mei estis, si dilectionem habueritis ad invicem.*

8. Tertius effectus numerari potest firmitas et stabilitas hujus religionis, non obstantibus innumeris persecutionibus, quas et ante suam institutionem in personis Ignatii et sociorum, et post suam institutionem et approbationem sustinuit. Cum enim illa sit omnium minima et novissima, et tam grande opus ac bellum contra hæreticos, et alios Christi hostes assumpserit, variis modis ac rationibus, non ab eis solum, sed etiam a Catholicis nonnullis impugnata, nullum inde detrimentum passa est, sed semper fortior ac purior per tribulationes reddita, ut experimento omnibus est compertum. Unde merito illi accommodari potest dictum Gamalielis, Actor. 5 : *Si est ex hominibus consilium hoc aut opus, dissolvetur; si vero ex Deo est, non poteritis dissolvere illud.* Quarto, adjungi potest propagatio et incredibilis extensio hujus religionis, quæ per totum orbem brevi tempore facta est; nam statim fere sine mora per totam Europam dilatata est, et, ut Pius V de illius alumnis dixit : *Non contenti terrarum finibus, usque ad Orientales et Occidentales Indias penetrarunt.* De qua re in Vita B. P N. Ignatii, et in epistolis Indicis, et in Vita S. P Francisci Xavier, multa habentur. Specialiter autem animadverti potest ex 4 lib. Vitæ B. Ignatii, cap. decimo sexto, apud Ribaden., tempore mortis suæ reliquisse fundata centum Societatis domicilia, per duodecim provincias distributa, ut in hoc etiam videatur in ipso impleta illa promissio : *Qui reliquerit domum, aut fratres*, etc., *centuplum accipiet.* Quinto, addere possumus, religionem hanc non solum successione et approbatione temporum, sed etiam sanguine multorum martyrum fuisse stabilitam et firmatam. Nam hoc etiam Pius V, loco proxime citato, in approbatione hujus religionis numerandum putavit, dicens : *Ac eorum aliquos ita Domini amor perstrinxerit, ut etiam proprii sanguinis prodigi, ut verbum Dei inibi efficacius plantarent, martyrio voluntario sese supposuerint.* Et tamen, post tantum Pontificis testimonium, illustres alii in Anglia, in medio ipso Oceano, aliisque pro Romana, id est, catholica Ecclesia expeditionibus martyres occubuerunt. Sexto, hinc secuti sunt exteriores fructus circa proximos et universam Ecclesiam, de quibus Pontifices supra citati potissimum locuti sunt; maxime vero Pius V, dum in hoc postremo loco adjungit : *Per quæ eorum spiritualia exercitia, etiam regna ipsa fidem Christi agnoverint, ac tam inibi, quam ubique terrarum charitatis, et misericordiæ opera exercere studeant.* Vide de hoc plura in Payva, de Origine Societatis.

9. *Quam efficaciam habeat ratio ab his effectibus desumpta.*—Tandem ad hujus discursus confirmationem addere possumus, his fere motivis et rationibus solere Patres et Theologos uti ad persuadendum, esse evidenter credibile, ut aiunt, auctorem fidei et religionis Christianæ esse ipsum Deum, quemadmodum nos etiam prosecuti sumus, disp. 4 de fide, sect. 3. Nam, argumento sumpto ab insigni sanctitate eorum, qui hanc fidem profitentur, utitur Eusebius, lib. 2 de Præparatione Evangelica, c. 5; et August., lib. 2 contra Julian. Argumento vero sumpto ex sanguine martyrum utitur Justinus, in Apologia pro Christianis. Ratione autem sumpta ex constantia et incremento in persecutionibus, utitur Leo Papa, in serm. 1 de SS. Petro et Paulo, his verbis : *Non minuitur persecutionibus Ecclesia, sed augetur, et semper Dominicus ager segete ditiore vestitur, dum grana, quæ singula cadunt, multiplicata nascuntur.* Et idem sumi potest ex eodem Augustino, in id Psalmi 57 : *Ad nihilum devenient tanquam aqua decurrens.* Denique illud argumentum visum est efficacissimum omnibus Patribus, præsertim Augustino, quod ex amplitudine Ecclesiæ sumitur, et quod duodecim homines potuerunt universum mundum subjugare, non vi armorum, sed vitæ et doctrinæ; ergo, proportione servata, eadem signa manifeste ostendunt religionem hanc peculiari providentia a Deo ipso fuisse institutam; quibus addere possumus, unam ex præcipuis notis ad cognoscendam veram Ecclesiam, quam Patres tradunt, esse unionem membrorum inter se, et cum capite, Romano, scilicet, Pontifice, ut ex Leone Papa, Irenæo, Cypriano, et aliis late tradit Bellarminus, lib. 1 de Eccles., cap. 10. Sic ergo ex perfecta unione charitatis membrorum hujus religionis inter se, et unionis perfectæ, et singularis obedientiæ totius religionis ad Summum Pontificem, evidens conjectura fit, eumdem Spiritum fuisse hujus religionis principalem auctorem, qui fuit ipsius Ecclesiæ.

10. Sed quæret aliquis quomodo intelligendum sit hanc institutionem esse specialiter Spiritui Sancto tribuendam. Aut enim est sensus, non potuisse Ignatium et socios sine speciali Spiritus Sancti gratia et inspiratione, tantum opus inchoare et perficere; aut sensus est ex singulari aliqua revelatione, aut extraordinaria motione, aut directione infallibili, qualis dari solet Prophetis, aut sacris Scriptoribus, hanc institutionem originem duxisse. Si prior tantum sensus intentus est, res est certissima, et fere evidens ex principiis fidei, quibus docemur, nullum pietatis opus inchoari, aut fieri posse a nobis, sine Spiritus Sancti præcisa inspiratione, et subsequente adjutorio. Quis autem dubitare audeat conatus Ignatii et sociorum in hac religione fundanda fuisse pietate plenos, cum sine magna fide ac religione, et ferventi charitate ac obedientia tantum opus aggredi non potuerint. Itaque in hoc sensu dubitari non potest quin ab Spiritu Sancto fuerint moti et adjuti. Hæc autem parva et communis valde laus est, cum ille modus originis ab Spiritu Sancto omnibus pietatis operibus communis sit. Ex quo solum concluditur, bonum et meritorium fuisse huic operi incumbere; inde tamen inferri non potest, aut opus ipsum habere aliquam singularem excellentiam, aut fuisse utiliter aut convenienter inventum; potuit enim esse ex zelo, et non secundum scientiam; potuit etiam voluntas ejus esse ab Spiritu Sancto, in ipsa vero fabrica vel institutione nihil esse nisi mere humanum, atque adeo expositum mille erroribus ac defectibus. Si vero alter sensus est intentus, ille quidem magnam laudem continet, verendum tamen ne sit nimia, et non sufficienter probata; nam inde sequeretur omnia, quæ in hoc instituto continentur, omnino esse certa et infallibilia, quod dicendum non est.

*Religionem hanc convenientissime ab Apostolica Sede approbatam et confirmatam.*

11. Antequam ad hanc interrogationem respondeam, de tertia causa hujus instituti proposita in num. 1 dicendum breviter est, quanquam in hactenus dictis jam fere contineatur. Dico ergo religionem Societatis convenientissime fuisse ab Apostolica Sede approbatam et confirmatam. De approbatione ex Apostolicis bullis sæpe citatis satis constat. Nam Paulus III in prima bulla sic inquit: *Præmissa omnia, et singula, tanquam ad spiritualem profectum dictorum sociorum, et reliqui Christiani gregis opportuna, Apostolica auctoritate tenore præsentium ex certa scientia probamus, confirmamus, et benedicimus, ac perpetuæ firmitatis munimine roboramus, ipsosque socios sub nostra, hujusque sanctæ Sedis Apostolicæ protectione suscipimus.* Et deinde facultatem concedit condendi constitutiones quæ ad finem Societatis, Christi gloriam, et proximi utilitatem conformes sint, quas, eo ipso quod legitime sint conditæ, eadem Apostolica auctoritate vult esse confirmatas, ut latius in bulla secunda declarat. In bulla autem quinta Societatem commemorans idem Pontifex: *Per nos* (ait) *institutam et approbatam.* Non enim *confirmatoris* tantum, sed etiam *instituentis* nomen usurpare voluit Pontifex, vel ut majorem benevolentiam in Societatem ostenderet, eamque majori honore afficeret; vel ut indicaret se fuisse primum Societatis confirmatorem; vel denique quia propter specialem subordinationem quam hæc religio habet ad Apostolicam Sedem, et quia ejus institutum in hoc peculiariter consistit, quod tota Societas proxime sit dicata servitio Summi Pontificis, et ab ejus nutu et servitio pendeat, ideo ejus institutio non solum pendebat a Pontifice, quoad generalem approbationem religionis, sed etiam quoad acceptationem talis voti ac traditionis. Hinc fortasse ortum habuit, quod de Societate dixit Kemnitius hæreticus, ut refert Payva, lib. de Origine Societatis, a Romano, scilicet, Pontifice fuisse excogitatam, ut labentem Ecclesiam fulcire aliquo modo posset, quod ab hæretico in opprobrium Societatis dictum est; ignorans autem quid diceret, summam de illa laudem protulit. Deinde Julius III, in bulla confirmationis eamdem approbationem confirmat illis verbis: *Auctoritate Apostolica tenore præsentium erectionem et institutionem Societatis*, etc., *perpetuo approbamus et confirmamus.* Pius autem IV, in prima sua bulla, eamdem confirmationem commemorat, et multis verbis, ac benevolentiæ signis confirmat. Idem Pius V, in omnibus fere bullis, et præsertim in ultima, in qua non solum Societatem confirmat, sed etiam in mendicantium numerum illam recipit. Idem latissime Gregorius XIII, præsertim in illis duabus constitutionibus, *Quanto fructuosius*, et, *Ascendente Domino.* Ac tandem Concilium Tridentinum, sess. 25, c. 16, de Regular., eamdem approbationem ita commemorat, ut ipsum denuo institutum laudet ac approbet, et in omnibus minime mutatum velit, dicens: *Per hæc tamen sancta Synodus non intendit*

*aliquid innovare aut prohibere, quin religio clericorum Societatis Jesu juxta pium eorum institutum a sancta Sede Apostolica approbatum, Domino, et ejus Ecclesiæ inservire possit.*

12. *Quædam pro Societatis approbatione notanda. — Quorumdam impudentia notatur, et Pontificum auctoritate exploditur.* — In hac autem approbatione nonnulla consideranda sunt. Primum est, in ejusmodi instituto prius approbari pietatem et sanctitatem, vel (ut clarius Julius III dixit) *nihil quod pium, sanctumque non sit, in dicta Societate ejusque laudabilibus institutis reperiri.* Et quoad hoc approbatio habet vim cujusdam authenticæ definitionis vel declarationis, cui falsum subesse non potest, ut supra tractando de religione in genere ostensum est, et ideo non est necesse ut denuo probemus approbationem quoad hanc partem fuisse convenientem; nam, eo ipso quod facta est, certissimum est convenientem esse, et veritati approbanti conformem. Deinde considerandum est approbationem, quoad hanc rationem, cecidisse proprie in ea quæ distincte fuere Pontifici proposita, quia non poterat prudenti modo aliter fieri approbatio, quæ dictam infallibilitatem contineret; et ideo non sine causa specialiter dictum est a Paulo III: *Præmissa omnia, et singula approbata fuerunt.* Reliqua vero, quæ virtute ibi continentur, vel per generalia verba proponuntur, solum intelliguntur approbata, vel si omnino necessaria fuerint ad veritatem eorum quæ distincte approbantur, vel solum secundum quamdam moralem fidem ac credulitatem, si solum morali etiam probabilitate cum eis fuerint conjuncta. Hinc tertio expendo, cum Paulus III, in bulla secunda, explicat se ita concedere Societati facultatem condendi constitutiones, ut, eo ipso quod fiant, velit esse sua auctoritate munitas, non uti verbo *approbandi*, sed tantum *confirmandi;* inter quæ duo verba hanc differentiam considero, quod *approbare* refertur magis ad intellectum, pertinetque ad clavem scientiæ; *confirmare* autem magis spectat ad clavem jurisdictionis, referturque ad vim obligandi. Voluit ergo Pontifex dare robur et valorem constitutionibus, eo ipso quod fiant, non tamen propterea eas ita approbet, ut declaret esse convenientes aut opportunas, supponit autem eas esse debere honestas, et utiles ad Societatis finem, Christi gloriam, et proximorum utilitatem, ut ibidem præmittit. Quarto adverto, Pontifices non fuisse contentos approbando hoc institutum ut sanctum et pium, sed etiam ut Ecclesiæ valde opportunum, et moraliter necessarium ad finem intentum, quod non sine providentia divina factum est, propter eos qui calumniari possent, hoc institutum, licet bonum sit, non tamen fuisse Ecclesiæ necessarium, vel eo tempore conveniens. Neque enim defuerunt, qui cum in aliis censerent quoad hoc Pontificem posse errare, senserint etiam in hoc facto errasse, quod profecto impudentissimum est, maxime cum expresse tot Pontifices etiam quoad hanc circumstantiam distincte institutum probaverint. Quod patet expresse ex illis verbis Pauli III : *Præmissa omnia, et singula, tanquam ad spiritualem profectum eorumdem sociorum, et reliqui Christiani gregis opportuna, Apostolica auctoritate*, etc. Et in altera bulla inquit : *Ipsorum, et cunctorum Christi fidelium animarum salutem zelantes*, etc. Et Julius III : *Considerantes*, etc., *eaque omnia, ad suorum et omnium Christi fidelium, et fidei exaltationem tendere.* Et clarius Gregorius XIII, in constitutione *Quanto fructuosius : Ad quem finem* (inquit) *Spiritus Sanctus, qui bonæ memoriæ Ignatium Loyolam ipsius Societatis institutorem, ejusque socios excitavit, media etiam præclara, maximeque opportuna hujus Sedis ministerio eis tribuit, atque confirmavit.* Et in altera bulla, *Ascendente Domino : Ipsius* (inquit) *instituta, tanquam fundamenta ejus præsidii, quod catholicæ religioni impendunt, immota, atque inconcussa aliorum etiam Romanorum Pontificum exemplo debemus Apostolica auctoritate tueri;* et infra : *Cum divina providentia pro temporum necessitate varia et salutaria ordinum instituta in Ecclesia sua produxerit, novisque subinde in ea nascentibus morbis, nova remedia, novisque emergentibus hostium impugnationibus, nova regularium ordinum auxilia excitarit, et cuique illorum juxta cujuslibet peculiaris gratiæ vocationem, peculiares quasdam notas, propria insignia, ac opportuna ad finem, quem intendunt, media suggesserit, et nunc maxime*, etc.; et infra : *Nos universalis Ecclesiæ utilitati, quam ex inviolato et inconcusso Societatis instituto, et religiosæ sobolis educatione sentimus, et majorem in dies speramus, prospicientes de Apostolicæ potestatis plenitudine*, etc. Dupliciter ergo quoad hanc partem approbatur Societatis institutum. Primo, ut utile, ac necessarium (ad melius esse loquimur) ad finem quem intendit; secundo, quia religio intendens talem finem, per talia media, valde opportuna fuit Ecclesiæ et in eodem sensu necessaria. Quomodo idem Grego-

rius XIII, in bulla concessa anno 1576, quæ incipit: *Salvatoris : Propter ipsius Societatis* (inquit) *tam utiles, tamque necessarias functiones;* et infra : *Tam salubribus dictæ Societatis ministeriis, quæ pro eorum dignitate, et majori fidelium fructu in locis aptis, ubi major seges, et frequentior populi consuetudo viget, exerceri et ministrari debent.* Quam vero tota hæc approbatio veritati ipsius rei conformis sit, satis ex dictis de fine et mediis Societatis, et de effectibus ac fructibus ejus constare existimo.

13. Ex his ergo ad interrogationem num. 10 factam respondeo, institutum hoc specialiter tribui Spiritui Sancto, non solum eo modo quo universa pietatis opera ab ipso manant, sed etiam quia ab illa speciali providentia, qua Spiritus Sanctus universalem Ecclesiam regit et protegit, duxit originem. Unde fit ut, quantum attinet ad substantiam instituti, quæ consistit in intentione talis finis per talia media primaria ac principalia, non solum credendum sit habuisse B. Ignatium quomodocumque Spiritus Sancti excitationem et inspirationem, sed etiam specialissimam directionem, ut ab eo, quod Ecclesiæ opportunum erat, non aberraret, imo etiam ut tam prudens et immensum opus posset concipere et architectare. Quod si quis pie credat directionem hanc per expressam revelationem sæpe factam esse, nihil fortasse a veritate deviaret, ut ex historia vitæ ejus intelligi potest. Quidquid vero sit de expressa revelatione, saltem specialis instinctus Spiritus Sancti per specialia dona superiora ordinariis virtutibus et auxiliis earum negari non potest. Atque hoc modo verum censeo, in his quæ pertinent ad substantiam instituti (sub quibus ea omnia comprehendo, quæ a Sede Apostolica expresse in specie recognita et approbata sunt), ita fuisse Ignatium motum et directum ab Spiritu Sancto, ut neque erraret, neque ab eo, quod Ecclesiæ utile et opportunum futurum est, deviaret, non quod putemus singula verba ejus ab Spiritu Sancto fuisse dictata, sicut in tom. de Fide, disput. 5, sectione tertia, a numero quarto, diximus de scriptore Canonico; sed quod res ipsæ, in quibus substantia instituti consistit, fuerint prædicto modo suggestæ ex speciali providentia Spiritus Sancti; et hoc videtur mihi sufficienter probatum, tum ex dicta approbatione, tum ex fructibus et effectibus hujus operis, tum etiam ex re ipsa, considerato fine et mediis hujus instituti, et circumstantiis omnibus erectionis ejus.

## CAPUT V.

### UTRUM SOCIETAS SIT PER SE RELIGIO CLERICORUM, NON SOLUM HABITU, SED ETIAM RE IPSA, ET QUAS PROPRIETATES INDE CONSEQUATUR.

1. *Ratio utrinque dubitandi.*—Hactenus explicui causas veluti extrinsecas hujus instituti; nunc intrinsecas declarare intendo, ut ita specifica ejus ratio et perfectio magis constet. Causæ autem alicujus rei intrinsecæ sunt materialis et formalis. In statu vero religioso, nihil aliud potest habere rationem materialis causæ, nisi personæ ipsæ, ex quibus talis congregatio coalescit, et hoc est quod in præsenti exponere intendimus. Videmus enim a Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 16, de Regular., Societatem esse vocatam *religionem clericorum Societatis Jesu* illa enim particula *clericorum* non sine causa addita est. Significatum est ergo, religionem hanc ex clericis constare debere; hæc ergo est quasi materia, ex qua hæc religio conficitur. In contrarium autem est, quia vel denominatio hæc sumpta est ex solo habitu, et hoc parvi momenti est ; nam habitus non facit religiosum, cap. *Porrectum*, de Regular., sed est signum ejus; vel ex re ipsa, et in hac vel æquatur, vel certe superatur a religionibus, quæ monachorum esse dicuntur; nam plures in qualibet illarum (servata proportione in numero personarum) sunt sacerdotes et clerici, quam in Societate inveniantur. Quid est ergo cur Societas dicatur clericorum religio?

2. *Prima assertio probatur auctoritate Concilii Tridentini.* — Nihilominus dicendum est primo, Societatem vere ac proprie dici, et esse clericorum ac presbyterorum religionem. Hoc sufficienter probat prædictum testimonium Concilii Tridentini, colligiturque ex variis loquendi formulis quæ in Bullis Pontificiis habentur. Nam in prima et secunda bulla Pauli III, in quibus forma instituti proponitur, ejusque confirmatio et extensio conceditur, solum exprimitur Ignatium et socios esse presbyteros, qui ad munera presbyterorum se consecraverant, et ut habere possent socios, qui hunc finem et munus perpetuo intenderent, talem religionem instituisse, quæ sub ea ratione approbata est. Et ideo in bulla quarta specialiter concessit idem Paulus III facultatem et licentiam recipiendi in Societatem seculares, seu laicos in temporale adjutorium, quod est indicium, primam approbationem et

facultatem Societatis per se ad hoc fuisse, ut ex clericis seu presbyteris constaret. Unde in altera bulla confirmationis Julii III, expressius in ipsamet forma instituti dicitur : *Socii autem omnes cum presbyteri esse debeant*, etc. Et ita postea confirmatur. Hinc etiam Pius V, in bulla anni 1571, quæ incipit, *Dum indefessa,* socios vocat *presbyteros Societatis Jesu.* Et Gregorius XIII, in bulla anni 1576, *Quæcumque sacrarum: Licet* (inquit), *sicut accepimus, dilecti filii præpositius generalis, et alii presbyteri Societatis Jesu.* Et eodem modo loquitur in bulla alia ejusdem anni, quæ incipit, *Salvatoris Domini Licet dilecti filii presbyteri venerabilis Societatis Jesu.* Idem in bulla anni 1578, *Quanta in vinea*, etc.; clarius in bulla anni 1573, *Ex Sedis Apostolicæ*, etc. : *Cum instituto clericorum regularium Societatis Jesu*, etc. Sufficienter ergo ex tam multiplici appellatione constat, non casu, et sine causa ita appellari; sed quia in superioribus diximus, tractatu præcedenti, lib. 1, cap. 7, religionem recte distingui in religionem monachorum et clericorum, significatum est Societatem sub hoc posteriori genere contineri. Ratio autem hujus explicanda superest.

3. *Secunda assertio declarando suadetur.* — Dico ergo secundo : non solum ratione habitus, sed etiam ratione proprii instituti et functionum ejus, Societas est et vocatur religio clericorum ac presbyterorum. Hoc dixerim imprimis, ut distinguatur hæc religio ab aliquibus, quæ *clericorum* dicuntur, solum quia habitum clericorum retinuerunt, quamvis ex speciali intentione sua non intendant aliquem finem, vel functionem, propter quam sit per se necessarius clericalis ordo; unde totum earum institutum æque bene servari posset, etiamsi personæ earum clerici non essent, ac propterea tales religiones, si quæ sunt, valde materialiter et accidentaliter dicuntur esse *clericorum,* solum quia in habitu cum clericis conveniunt. Proprie autem (ut supra diximus ex D. Thom. 2. 2, q. 189, art. 8, ad 2) illa est religio clericorum, quæ per se instituitur ad eas functiones, ad quas clericalis ordo per se necessarius est; aliæ vero, quæ ex vi sui finis non requirunt tales functiones, cum per se non requirant clericalem ordinem, non sunt proprie religiones clericorum, etiamsi per accidens ob alias occasiones plures sacerdotes habeant. Constat autem ex superius dictis, religionem hanc ex primario fine suo postulare actiones maxime proprias clericorum, quales sunt illæ, quæ ad perficiendos et illuminandos specialiter homines ordinantur; ergo non solum ratione habitus, sed multo magis ob rem ipsam, et ob finem et munera talis religionis, *clericorum*, seu *presbyterorum* appellatur.

*Deducuntur aliquot corollaria præcedentis doctrinæ.*

4. *Cur Societas peculiarem habitum religionis non assumpserit.*— Imo hinc sequitur primo, non ideo Societatem esse religionem clericorum, quia habitum clericorum portat, sed potius e contrario, ideo religionem hanc retinuisse clericorum insignia, quia ipsa per se maxime est clericorum religio, ac per se primo tendit ad perficiendos homines suos in statu clericali, et ut proprias clericorum functiones honestius, sanctius ac fructuosius perficiant. Ex quo obiter responsum est ad multorum interrogationem, cur Societas, si vera religio est, proprium aliquem religionis habitum non assumpserit, quæ solet etiam esse una ex objectionibus quæ contra Societatem fiunt, quoniam videtur, aut novitatem affectare, aut tacite usum peculiaris habitus reprehendere, aut illius dedignari. Item, quia secundum personarum varietatem et gradum habitus distinguendi sunt, teste Augustino, epist. 199, et refertur 33, q. 5, cap. *Quod Deo.* Et ideo Concilium Tridentinum, sess. 14, cap. 6, de Reform., dicit, licet habitus non faciat monachum, oportere clericos suo statui decentem habitum deferre, ut etiam habitu professionem suam probent, ut dixit Concilium Carthaginense IV, c. quadragesimo quinto, c. *Clericus*, d. 41. Et in Concilio Aquisgran., dicitur habitus singulorum ordinum ad hoc esse institutos, ut liquido constet in qua professione unusquisque Domino militet. Ex dictis, inquam, optima ratio et responsio datur ad prædictam interrogationem; ideo enim sacerdotum habitum hæc religio retinuit, quia ipsa religio sacerdotum est, et habitus debet esse accommodatus muneri, et officio quod persona exercet. Item, sicut hoc institutum per se ordinatum est ad perficiendos homines in statu clericali, ita decuit eorum habitum nihil aliud significare, quam clericos religiose et sancte viventes ex vi suæ professionis. Ubi merito accommodari potest, quod in Concilio Aquisgran., sub Ludovico, cap. 129, reprehenduntur Canonici regulares habitu monachorum utentes, cum eorum habitum usurpare non debeant, a quorum proposito quodammodo distant. Maxime vero contra quoscumque detractores accommodari potest, servata

proportione, can. 12 Concilii Gangren., qui refertur 30 d. : *Si quis putaverit sancto proposito* (id est, continentiæ) *convenire, ut pallio utatur, tanquam ex eo justitiam habiturus, et reprehendat vel judicet alios, qui cum reverentia birris utuntur, et alia veste communi, quæ in usu est, anathema sit.* Erat autem *birrus* vestimenti genus, quo clerici et Canonici regulares utebantur, ut colligitur ex serm. 2 ad Clericos communem vitam agentes, alias 53, ad Fratres in Eremo, inter opera Augustini, quoque monachi uti non poterant, sed pallio, quo colla et humeri tegebantur, ut est apud Cassian., lib. 1 de Instit. renun., c. 7. Sicut ergo monachi utentes pallio, aut habitu suo, clericorum habitum etiam in religiosis reprehendere non debent, ita etiam Societas retinens sacerdotum usum, non propterea contemnit aut improbat usum religionum monachalium, seu monachorum; nam, sicut nulla earum censetur reprehendere aut contemnere alias, eo quod distinctum habitum a cæteris assumat, quia unaquæque habet sanctas et pias rationes, et Spiritus Sanctus est multiplex et unus, ita nec Societas alia sancta instituta reprehendit, ex eo quod communi habitu clericorum contenta fuerit. Quid autem referret hoc esse novum, etiamsi id concederemus? non enim omne novum reprehensibile est, si nova occasione et convenienti ratione fiat, sine ullo antiquitatis præjudicio. Sic enim etiam fuit novus unusquisque religionis habitus, quando primum illa instituta est. Nego tamen id fuisse novum; statim enim ostendam religiones clericorum fuisse antiquissimas, et in principio non est verisimile, vel saltem non constat usas fuisse habitu distincto a communi clericorum habitu, sed solum in illo magnam decentiam et honestatem servasse.

5. *Societatis habitum qualem delegerit S. Ignatius.—Tria observanda in habitu clericali Societatis.*—Addo denique, quamvis inter religiones clericorum aliquæ sint, quæ aliquo proprio et peculiari insigni in exteriori habitu utantur, ut patet in canonicis regularibus, hoc ipsum (non sine magna et prudenti ratione, considerata temporum opportunitate, et principali Societatis intentione) prætermissum esse, et pro signo quoad habitum accepisse Societatem solam decentiam et honestatem ejus, cum omni modestia, ac verborum, actionum sensuumque omnium moderatione conjuncta. Cum enim talia essent tempora, ut hæretici monachos maximo odio prosequerentur, et ideo illorum habitum, et quemcumque habentem cum illo similitudinem vel affinitatem, invisum et odiosum haberent, et Societas cuperet etiam ipsos hæreticos lucrari Christo, noluit nova alicujus habitus specie eos offendere, sed hoc, quod de se indifferens erat, vitare, ut ita faciliorem haberet ad eos aditum; nam hac ipsa de causa monachi etiam, nonnisi mutato externo habitu, ad hæreticos penetrant. Quæ ratio non solum ad hæreticos, sed etiam ad omnes alios, servata proportione, applicari potest; nam etiam hæc religio fideles et Catholicos, imo illos maxime (juxta Apostoli consilium, 1 Corinth. 9, ad Galat. 6) lucrari cupit, et ideo etiam in exteriori habitu voluit, quantum honeste potuit, communem modum servare, ut apud omnes minus alieni et extranei esse viderentur. Ad prædicandum etiam inter Gentiles, hic habitus visus est magis accommodatus, quia filii magis accommodantur ad eos, quos etiam in exteriori habitu similiores parentibus recognoscunt. Ut ergo hi, qui denuo convertuntur ad fidem, pastoribus et presbyteris, per quos communiter gubernari debent, magis afficiantur, conveniens fuit ut ministri, per quos erant convertendi et regenerandi, communi clericorum habitu uterentur. Atque hæc est potissima ratio, ob quam hæc religio in his, quæ ad exteriorem speciem pertinent, communem quamdam vivendi rationem tenuit, ut sub illa (quæ alias per se perfectioni propriæ non derogat) facilius posset omnes lucrifacere; imitata in hoc Christum Dominum, qui, ut peccatores lucrifaceret, cum peccatoribus manducavit et bibit; de qua re in sequentibus redibit sermo. Ut autem in hoc communi habitu debita perfectio servaretur, tria monuit B. Ignatium, 6 part. Constit., cap. 2, § 15 : *Primum, ut honestus ille sit; alterum, ut ad usum loci in quo vivitur, sit accommodatus; tertium, ut professioni paupertatis non repugnet.* Ex quibus primum et tertium omnibus religionibus communia sunt, ut supra dixi, quia id in generali ratione perfectæ virtutis fundatur. Secundum magis est Societati proprium, sequiturque juxta rectam prudentiam ex ipsa ratione communis habitus, et fine ejus. Cui consonat illud Augustini, lib. 3 Doctrinæ Christianæ, cap. 12 : *Quisquis rebus prætereuntibus restrictius utitur, quam sese habent mores eorum cum quibus vivitur, aut temperans, aut superstitiosus est; quisquis vero sic eis utitur, ut metas consuetudinis bonorum, inter quos versatur, excedat, aut aliquid significat, aut flagitiosus est. In omnibus enim talibus non usus rerum, sed libido utentis*

*in culpa est.* Eamdemque sententiam habet Gratianus, § ult., d. 41, et affert verba Augustini paululum immutata, melius illa retulit cap. 1 ejusdem distinct. Atque in eamdem sententiam videri possunt, quæ notant Gloss., in c. *Si quis virorum,* 30 d., et in princ. 21, q. 4, et in cap. *Clerici,* 2, verb. *Deauratis,* de Vit. et honest. cler., ubi bene Panormitanus, numero decimo septimo, et optime omnium D. Thom. 2. 2, q. 169, art. 1; et alia congerit Tiraq., de Legibus connub., libro tertio, numero decimo septimo.

6. *Secundum corollarium.* — *Declaratur hoc corollarium.* — Secundo sequitur ex dictis, quamvis religio hæc quoad suam peculiarem regulam et institutionem nova esse videatur, quoad substantiam vero, etiam specificam, esse antiquissimam, et esse veluti quamdam instaurationem ejus, quæ omnium prima fuit. Hoc possumus breviter declarare ex aliquibus principiis in tractatu præcedenti, lib. 1, c. 7, demonstratis ; ostendimus enim clericorum religionem, in genere loquendo, antiquiorem esse religione monachorum ; nam illa prior et in Apostolis incepit, et per eos derivata et quasi continua traditione conservata est. Religiones autem monachorum postea inceperunt. Nam, licet vulgare sit monachos ab Heliæ tempore incepisse, et Joannem Baptistam monachatum professum fuisse, tamen, ut supra dixi, id magis intelligendum est de usu operum pertinentium ad illum statum, ut sunt solitudo, vitæ asperitas, contemplatio, quam de proprio statu quoad integram formam substantialem ejus, secundum quam proprius est evangelicæ legis, et Christum habuit institutorem. Quæ omnia citato loco ostensa sunt, simulque probatum Christum, non solum fuisse institutorem status religiosi,ut sic, sed etiam factorem cujusdam particularis religionis, quæ in Apostolorum collegio primum creata fuit, et postea in aliis discipulis fuit propagata. Illam ergo dicimus fuisse primam religionem clericorum, quia non solum ex sacerdotibus a sui initio congregata est, sed etiam per se primo fuit a Christo instituta ad actiones hierarchicas purgandi, illuminandi, et perficiendi homines, quæ sunt proprie actiones clericalis status. Quod intelligi potest ex vocatione Christi, Matth. 4 : *Venite post me, et faciam vos fieri piscatores hominum.* Quod et ipsi Apostoli cognoscebant cum dicebant, Actor. 6 : *Non est æquum nos relinquere verbum Dei, et ministrare mensis.* Huc etiam spectat ille modus vocationis Christi, Matth. 8, et Luc. 9 : *Sequere me;* et statim : *Sine ut mortui sepeliant mortuos suos ; tu autem vade, et annuntia regnum Dei.* Fuit ergo illa religio ex proprio ac peculiari fine religio clericorum.

7. *De antiquitate Canonicorum regularium varietas.—Reditur ad institutum corollarium.* — Verumtamen, quamvis status religiosus continue postea in clericis conservatus sit etiam per se quoad religionem clericorum, non tamen mihi constat fuisse conservatum in ordine ad illum particularem finem, seu quoad actiones quæ versantur circa corpus Christi mysticum; sed quoad illas quæ versantur circa corpus Christi verum, quomodo dixit D. Thom. 2. 2, q. 189, art 8, ad 2, religionem Canonicorum regularium per se esse religionem clericorum, quia directe ordinatur ad eas actiones, quæ in divinis mysteriis perficiuntur de qua religione licet communiter censeatur a D. Augustino incepisse, multi tamen existimant Augustinum potius fuisse restauratorem et reformatorem illius, quæ jam antea erat ab Apostolis derivata. Quod sensit Vincentius in Speculo historiali, lib. vigesimo sexto, cap. 51 ; Nauclerus, in Chronographia, volum. 2, generat. 42, qui dicunt Canonicos regulares ex Apostolorum institutis originem trahere; et sumitur ex Benedicto XI, in proœmio ad Constitutiones Canonicorum regularium. Quinimo illum ordinem jam inde ab Apostolis incepisse dixit Navarrus, tract. 4 de Regularibus, cap. *Statuimus,* 29, q. 3, numero octavo, qui id colligit ex sententia Pii IV, quam ibi refert, lata in favorem Canonicorum regularium contra monachos S. Benedicti, in lite de jure prædicandi; et quamvis in priori sententia solum dicatur : *Decernimus, et declaramus Canonicos regulares uti clericos,* etc., ubi non titulo antiquitatis, sed titulo clericatus eos præfert; tamen habet illa sententia fundamentum in eo, quod supra diximus, religionem clericorum in Apostolis fuisse institutam. Vide Rosetum de Religione ecclesiastica, tract. 34, cap. 3; Joannem de Nigra Valle, in Epilogo Chronicorum, lib. 13, cap. 8; Robertum, tract. de Tuendo cœlibatu, tom. 2, tit. de Ordinum primordiis; Volater., in Tropologia, lib. 21, in princ.; Antonin., 2 part. Histor., tit. 15, cap. 16, § 7 Non tamen satis certo constat religionem clericorum perpetua traditione, et absque interruptione ulla, fuisse continuatam usque ad Augustini tempora. Et aliqui revocant in dubium, an a tempore Augustini usque nunc hic ordo regularium Canonicorum continue duraverit. Alii distin-

guendum putant inter Canonicos cathedrales et regulares, ut de varietate religionum dictum est tractatu præcedenti. Quidquid vero circa hoc sentiatur, hic ordo dicitur cœpisse in Apostolis, quatenus ordo clericorum per se in illis incepit, et ex parte retinuit finem illius Apostolicæ religionis, scilicet, quoad actiones quæ pertinent ad divina mysteria divinamque contemplationem. Ad eumdem ergo modum non inepte dicere possumus S. Ignatium non tam novam religionem instituisse, quam eam, quæ in Apostolis fuit, etiam quoad proprium finem ejus, scilicet, Evangelii prædicationem, ac fidei propagationem et defensionem, instaurasse. Nam, licet verum sit, illum religionis modum, cum illo particulari fine, et mediis illi proportionatis, non fuisse continua successione conservatum in Ecclesia (quia certum est tempore, quo vixit B. Ignatius, nullam talem religionem clericorum fuisse in Ecclesia; quanto autem tempore post Apostolorum tempora duraverit, incertum etiam est), nihilominus videtur plane B. Ignatius excitasse religionem illi simillimam in his quæ substantialia sunt, scilicet in fine et mediis, atque adeo in modo vivendi, et imitandi Christum in ordine ad salutem animarum. Nam, sicut Apostoli professi sunt se relinquere omnia propter Evangelium prædicandum, ita etiam hujus religionis alumni; et sicut illi ad hunc finem peculiariter se Christo consecrarunt, ut quocumque vellet, eos mitteret ad salutem animarum procurandam, et post Christi mortem in eadem obedientia sub Petro permanserunt, ita etiam hi ad eumdem finem se Vicario Christi devovent. Ac denique sicut illi ob hanc causam Christum in exteriori vitæ genere communi, et in peregrinationibus continuis pro salute animarum imitati sunt, ita de his dixit Pius IV, in prima bulla sua : *Sicut nomen Jesu assumpserunt, ita opere, doctrina, et exemplis Dominum nostrum Jesum Christum imitari, et ejus vestigia sequi nituntur* Ex quo principio ratio multarum rerum reddi potest, quæ in Societate aliquibus nova videntur, re tamen vera nova non sunt, sed renovata, aut ex illa prima antiquitate repetita, ut tali fini et tali modo religionis accommodata.

8. *Tertium corollarium.* — *Ratio dubitandi in numero secundo solvitur.* — *Quartum corollarium.* — Tertio, ex his facile solvitur ratio dubitandi in principio tacta, et quomodo non obstet dictæ resolutioni, plures esse in Societate non clericos. Nam in hujusmodi statu considerandum est id quod est per se, non vero quod per accidens, ut D. Thomas dixit. Addo etiam considerandum esse id, quod est ratione sui, et quod est ratione alterius; nam, ab eo quod est per se, seu gratia sui, sumitur denominatio, et quasi species religionis, quæ clericorum esse dicitur. In Societate ergo status clericorum per se est, et gratia sui, ut explicatum est, et ideo ad solemnem professionem non nisi sacerdotes in ea admittuntur, ut dicitur etiam in Examine, cap. 1, § 8, ut lib. 6, cap. 1, numero quarto, afferemus. Illi vero, qui clerici non sunt, duobus modis in Societate recipiuntur: primo, ut in ea disponantur ad sacerdotium, et ad illum gradum Societatis, qui sacerdotium requirit, juxta illud Hieronymi, epist. 4 ad Rusticum : *Ita age in monasterio, ut clericus esse merearis, ut adolescentiam tuam nulla sorde commacules*, etc. Et ideo manifestum est non esse præter institutum religionis clericorum, hac intentione recipere plures qui clerici non sint, alias conservari non posset, nec sacerdotes habere, qui pro dignitate sacerdotale munus exercerent, prout religiosos decet. Secundo modo recipiuntur laici in corporale seu temporale sacerdotum adjutorium, quia vel non expedit aut decet omnia hæc munera per sacerdotes exerceri, vel non expedit sacerdotes impediri a verbo Dei, et ministrare mensis, ut dicitur Actor. 6, tractabiturque inferius, in lib. 7, cap. 3, numero secundo. Unde opposita ratione contingit in religionibus clericorum, et monachorum; nam in illis, juxta antiquam et primævam institutionem, per se erant laici, clerici vero vel assumebantur, vel fiebant, quantum necesse erat ad spirituale regimen, vel adjutorium aliorum, ut in tractatu superiori visum est. In hac autem religione clerici sunt per se, ac ex primæva institutione; laici vero assumuntur, quantum necesse est ad temporale adjutorium vel sacerdotum, vel reliquorum etiam qui ad sacerdotium tendunt; nam hi etiam propter studiorum laborem temporalibus ministeriis ex professo vocare non possunt. Quarto, et ultimo, possumus ex dictis conjecturam facere perfectionis hujus instituti; sed de hoc paulo inferius, in cap. 7, dicetur commodius.

## CAPUT VI.

### UTRUM SOCIETAS CONTEMPLATIVAM VEL ACTIVAM VITAM AMPLECTATUR.

1. *Quid sit activa, contemplativa, ac mista religio.* — Distinximus in superiori tractatu cum D. Thom. 2. 2, q. 188, tres ordines, seu species religionis; cum enim omnes tendant ad perfectionem charitatis, quædam illam quærunt per viam tantum contemplationis, quæ per se perficit amorem erga Deum. Aliæ illam inquirunt per actiones amoris, et misericordiæ erga proximos; nam cum illæ etiam sint propter Deum, etiam charitas erga Deum illo modo perficitur. Aliæ denique utramque viam complectuntur, quorum vita mista dicitur ex contemplatione et actione. Est autem advertendum, ut supra tetigi, nullam esse posse in mortalibus hominibus congregationem adeo contemplativam, quin actioni etiam aliqua ex parte vacet, et corporalibus exercitationibus, ut constat ex Basilio, in Regulis fusius disputatis, regul. 35, cum tamen ejus religio maxime contemplativa fuerit. Et e converso nulla etiam esse potest religio adeo activa, quin aliquid de contemplatione participet, quia sine oratione et laude Dei nulla potest esse perfecta religio. Quapropter videri potest omnis religio esse mista; non tamen ita est. Nam aliquando religio per se solum intendit contemplationem; de actione vero solum id accipit, quod necessarium est vel ad disponendum hominem ad contemplationem, vel ad levandum tædium, vel ad sustentandum vel sublevandum ipsum mortale corpus, et hæc dicitur tantum contemplativa. Alia vero religio e contrario per se solum intendit actionem; de contemplatione vero tantum suscipit, quod vel ad actionem ipsam perfecte agendam necessarium est, vel certe ad reddendum Deo debitum ac religiosum cultum, et hæc dicitur pure activa, quia unaquæque denominatur ab eo quod est sibi proprium et peculiare per se intentum. Mista ergo dicetur, quando utrumque per se intendit proprio et speciali modo. Cum enim utraque vita per se honesta sit et amabilis, et alioquin inter se non pugnent, possunt simul propter se intendi; imo intendi debent, quantum et charitas veritatis et necessitas charitatis postulaverint, ut verbis utar Augustini, lib. 19 de Civitate, cap. 19. Et hoc genus vitæ dixit pertinere ad Prælatos Gregorius, in Pastor., part. 2, cap. 1, dicens : *Sit Rector in actione præcipuus, præ cunctis in contemplatione suspensus.* Quæ verba referens D. Thom. 2. 2, q. 182, art. 1, ad 1, ait : *Ad Prælatos non solum pertinet vita activa, sed etiam debent esse excellentes in vita contemplativa.*

*Societatem ex vi sui instituti mistam religionem esse.*

2. *Probatur assertio quoad eam partem quæ ad actionem pertinet.*—Dico ergo, Societatem ex vi sui instituti utrumque vitæ genus per se ac principaliter intendere, cum omni perfectione, quantum moraliter fieri potest. Quæ quidem assertio, quoad eam partem quæ pertinet ad vitam activam, multa probatione non indiget. Nam cum ad vitam activam pertineant omnes actiones quæ versantur circa proximum, et ex supra dictis satis in cap. 2 constet, principale munus hujus religionis esse spiritualem salutem et perfectionem proximorum procurare, et ad illum omnibus congruentibus mediis uti, manifestum est per se amplecti activam vitam, et cum magna perfectione illam profiteri. Et quoniam de spiritualibus actionibus, seu mediis, satis supra, in cap. 3, dictum est, hic solum addimus, religionem hanc non solum opera misericordiæ spiritualia, sed etiam corporalia ex vi sui instituti exercere, qualia sunt infirmos in xenodochiis visitare, consolari, et eis inservire, si necesse sit, adjuvare eos qui in carceribus detinentur, et similia, quæ distincte enumerantur in 7 part. Constit., cap. 4, § 9, ubi dicitur : *His corporalibus pietatis operibus, quantum spiritualia, quæ majoris sunt momenti, permittent, quantumque vires patientur, incumbent.* In quibus verbis magna perfectio hujus instituti quoad hanc partem considerari potest. Cum enim ea pars vitæ activæ, quæ ad spiritualem profectum ordinatur, multo excellentior sit, illa est primario ac per se in hac religione intenta. Quia vero alia pars, quæ pertinet ad subveniendam corpori, et per se honesta est ac necessaria, et multum etiam juvat ad spirituale lucrum animarum, ideo secundario, et quasi propter aliud hanc etiam partem amplectitur Societas, cum hac tamen moderatione, ut talia opera spiritualibus inserviant, vel saltem illa non impediant, et præter hanc nulla adhibetur limitatio, sed potius adjungitur illa extensio, *quantum vires patientur*

3. *Alterius partis difficultas proponitur.* — Ex his autem non solum videtur probari hæc pars, sed etiam difficilis redditur altera. Qui enim fieri potest ut cum tali genere vitæ acti-

væ simul esse possit perfectio vitæ contemplativæ per se intenta? Quamvis enim hæ duæ vitæ, ex ea parte qua honestæ sunt et sanctæ, non sint contrariæ, sed sorores, ex ea tamen parte, qua una requirit otium, alia negotium, non videntur simul esse posse in gradu intenso, ut sic dicam, id est, in magna ac per se intenta perfectione. Quia, ut argumentatur D. Thom. 2. 2, q. 182, art. 3, cum humana capacitas sit valde limitata, non potest simul intendere contemplationi summæ veritatis, et amori ac dulcedini ejus, quod est otium vitæ contemplativæ, et operibus misericordiæ erga proximos, quod est negotium vitæ activæ. Qui ergo fieri potest ut Societas cum tanto negotio, et occupatione circa proximos, vitam contemplativam, non utcumque, sed per se ac perfecte conjungere valeat?

4. *Ostenditur tamen prædicta pars, Societatem per se etiam vitam contemplativam amplecti, primo ex ipsius instituti verbis.* — Nihilominus partem illam verissimam esse ex verbis ipsius instituti, et ex usu, ac rebus ipsis, et ratione etiam convincere possumus. Primum enim hoc mihi videntur significare verba illa B. Ignatii, in Examine, c. 1, § 2: *Finis hujus Societatis est non solum saluti ac perfectioni propriarum animarum cum divina gratia vacare, sed cum eadem*, etc. Nam huic perfectioni potissimum vacatur per otium vitæ contemplativæ, quod verbum ipsum *vacandi* indicat. Hoc etiam supponit in 3 parte Constit., cap. 1, § 10, cum inquit: *Doceantur quomodo ab illusionibus dæmonis in suis spiritualibus exercitationibus caveant;* et infra: *Ad veras solidasque virtutes insistant, sive plures adsint visitationes spirituales, sive pauciores.* Ubi præsertim agit de modo spiritualiter educandi eos, qui in probatione manent, quem constat majori ex parte per exercitia vitæ contemplativæ fieri in Societate. Nam statim in principio, in rebus spiritualibus instituuntur, et diu exercentur, in his præsertim quæ ad viam purgativam pertinent, et ideo primum experimentum novitiorum est, *in spiritualibus exercitiis mensem unum, plus minusve versari, id est, tum in examinanda conscientia et anteacta vita recogitanda, et confessione generali facienda, ac peccatorum suorum meditatione, tum in contemplatione rerum ac mysteriorum vitæ, mortis, resurrectionis et ascensionis Christi redemptoris nostri, tum etiam in oratione mentali et vocali juxta cujusque captum, prout in Domino edocti fuerint, se exercere*, ut dicitur in Examine, c. 4, § 10. Postea vero in discursu probationis, in his maxime spiritualibus exercitiis instruuntur, ad quæ pertinent frequens et debitus usus sacramentorum confessionis et communionis, devote etiam quotidie audire Missam, vel in ea ministrare; modus etiam legendi, meditandi, et orandi cum fructu; et ideo in tertia parte Constitutionum, c. 1, § 20, providetur ut de his omnibus frequens sit sermo, et eruditio ac cura, ut non solum addiscantur et memoria teneantur, sed ut etiam exerceantur; et adjunguntur illa notanda verba: *Omnes suum tempus rebus spiritualibus impendant, et devotioni quærendæ pro mensura divinæ gratiæ sibi communicandæ insistant.* Deinde hæc spiritualia exercitia, etiam studiorum tempore continuanda sunt, juxta easdem constitutiones. Quamvis enim propter studiorum laborem et occupationem aliquid de temporis diuturnitate, et de actionum spiritualium frequentia detrahatur, tamen illud onus, quod sufficiens ad majorem Dei gloriam videtur, imponitur; quod si perfecte servetur, ut in eisdem constitutionibus ordinatur, revera continet magnam perfectionem vitæ contemplativæ; ut sunt quotidiana lectio spiritualis, quæ merito a D. Thoma inter opera vitæ contemplativæ numeratur, 2. 2, q. 188, articulo sexto; quotidiana etiam oratio, et meditatio mentalis, saltem per integram horam; bis in die per quadrantem conscientiam examinare; sacrificio Missæ interesse; Rosarium Virginis, et alias proprias et peculiares devotiones, juxta confessoris vel superioris judicium, explere; quæ omnia in prædictis locis Constitutionum continentur, et in congregationibus generalibus postea aucta et confirmata sunt [1], et si necesse fuerit, augeri posse dicuntur a Præposito Generali, et in aliis etiam regulis sæpe commendantur. Post studia vero, cum hæc omnia a professis et formatis coadjutoribus servanda sint, nulla tamen limitatio eis adhibetur, quia, ut de illis in 8 p. Constit., cap. 3: *Tanquam certum ducitur eos viros spirituales futuros, et qui sic in via Christi Domini nostri profecerint, ut per eam currere possint, quantum corporis valetudo, et externæ occupationes charitatis, et obedientiæ permittent;* et ideo subditur ibidem: *Non videtur in his, quæ ad orationem, meditationem et studium pertinent*, etc., *ulla regula eis præ-*

[1] Tertia part. Constit., c. 1, et 4 p., c. 4; et in 4 congregatione generali, can. 6, et in 7, decr. 25, n. 2.

*scribenda*. Additur vero ibidem in declaratione, nihilominus superioris curæ semper esse cavere, ne hujusmodi etiam personæ in spiritualibus exercitiis deficiant vel excedant. taque, ex modo et providentia instituti satis constat ea, quæ pertinent ad vitam contemplativam, primum ac præcipuum locum in eo tenere.

5. *Secundo, ex usu et effectibus suadetur.*— Secundo, possumus hoc ex ipso usu et effectibus ostendere. Constat enim experientia generali, eos (generaliter loquimur), qui hoc institutum profitentur et observant, esse spirituales viros, multum in spiritualibus rebus instructos, et orationi atque contemplationi deditos; multosque cognovimus in hoc genere eximios, quia perfecte illud observare studuerunt; ergo signum est ipsum institutum ex primaria intentione sua in hunc finem tendere; nam in his rebus, quæ solum per occasionem, vel ratione alterius assumuntur, non solet vel tanta diligentia adhiberi, vel tam copiosus fructus universaliter vel ut plurimum colligi. Nec solum hinc elicitur intendere Societatem principaliter hunc finem, sed etiam habere media efficacissima et accommodatissima ad illum assequendum; nam (ut Christus Dominus dixit, Matt. 7) *ex fructibus arbor cognoscitur*. Possumus etiam addere aliam conjecturam, ex effectibus quoque sumptam, quia experientia etiam compertum est, fideles Societatis operarios ac prædicatores, alios etiam seculares inducere ad exercitium orandi et contemplandi, eosque egregie ad illud recte agendum instruere, et per Dei gratiam habere hoc peculiare donum illuminandi et dirigendi homines in hac vita spirituali, quæ principaliter contemplativa est. Ergo signum manifestum est, alumnos hujus religionis ex vi sui instituti contemplativos esse debere, et non quomodocumque, sed ita ut viros contemplativos possint efficere. Etenim, si in aliqua disciplina illud, 1 Metaph., cap. 1, verum est, *signum sapientis esse posse docere*, et si de aliqua etiam causa recte dicitur, perfectiorem esse, cæteris paribus, quæ potest aliis se communicare, utrumque maxime verum habet in hoc genere causæ et doctrinæ. Nam hæc via contemplativa adeo est spiritualis et interna, ut nemo possit de ea sapienter loqui, vel utiliter, ac sine magno periculo alios in ea instruere, nisi prius ipse illam didicerit, multumque expertus sit. Nam, licet theologica scientia necessaria sit, multumque juvare possit ad hoc spirituale et mysticum magisterium, tamen sine proprio usu et experientia non sufficit; quia actiones et motiones vitæ contemplativæ specialiter pendent ex inspiratione et instinctu Spiritus Sancti, cujus peculiares modos et effectus *nemo scit, nisi qui accipit*, Apocal. 2. Neque etiam refert, quod in hoc genere doctrinæ homo non est principaliter doctor, sed minister Spiritus Sancti, qui principaliter docere debet; non est enim instrumentum mortuum, sed vivum, quod plantare et rigare debet consulendo, judicando et monendo; et ideo ut sit aptum instrumentum, oportet ut ad hujusmodi actiones, et scientiam, et experientiam habeat accommodatam. Spiritus Sanctus autem, licet pro sua potestate quocumque valeat instrumento uti, regulariter tamen, et secundum legem ordinariam, utitur ministris accommodatis, et optime dispositis ad tale ministerium. Et ita experientia compertum est, tum prædicatorem habere vim ad sanctificandas animas suo ministerio, quando ipse sanctus est, et sic de aliis; cum ergo eadem experientia nos doceat per hanc religionem Deum promovere in Ecclesia spiritum orandi et contemplandi, signum profecto est in ea parare sibi ministros aptos et accommodatos, rectoque dispositos ad hoc ministerium.

6. *Tertio, idem ratione ostenditur.—Tria in fine Societatis consideranda.* — Tertio, ex hoc ipso effectu, illum ut finem considerando, colligere possumus rationem a priori hujus veritatis. Nam Societas, ut sæpe diximus, principaliter ordinatur ad propriam et proximorum perfectionem, in quo fine tria considerat. Primum est, perfectio propria, quæ principaliter consistit in unione ad Deum, et ex hac parte maxime requirit contemplationem. Secundum est perfectio proximorum. Est enim attente considerandum, in bullis et constitutionibus Societatis, non sine mysterio sæpius dici ac repeti, finem ejus non solum esse incumbere correctioni aut saluti, sed etiam perfectioni proximorum; unde ad finem hujus instituti pertinet proximum juvare, et instruere in his omnibus quæ ad hunc finem necessaria sunt; inter quæ potissimum locum tenet contemplatio; unde etiam ex hoc capite, necesse est ut hoc institutum eo prius tendat, ut suos professores faciat contemplativos. Tertium, quod hoc maxime declarat, est debitus ordo inter illa duo, sine quo ordine neutra perfectio, propria vel aliena, comparari poterit. Est autem hic ordo, ut prius perficiatur minister per quem alii perficiendi sunt, propter ea quæ in

proxima ratione dicta sunt. Unde Dionysius, cap. 3 Eccles. hierarch. : *Decentissimus* (inquit) *divinarum rerum ordo est, ut prius communicet, atque impleatur sanctus Præsul his, quæ per illum distribuenda sunt cæteris, divinis donis, et sic aliis tradat.* Verum est ibi loqui Dionysium de participatione Eucharistiæ, quam prius debet sacerdos sumere, quam aliis tribuat; tamen in illo ordine hunc, de quo agimus, esse significatum Dionysius intellexit. Unde subdit : *Quocirca et hi, qui divinis magisteriis* (*priusquam digna illis conversatione capaces effecti sunt*) *abutuntur audacter, impuri, atque sacra lege extranei omnino censentur. Ut enim in solis radiis tenuiores limpidioresque substantiæ, primæ influenti luce replentur, sicque exuberantem lucem in subsequentes solis vice transfundunt, ita non sine periculo divinis in rebus quibusque aliis se ducem præstare præsumet, qui non per omnia evaserit similis Deo.* Jam vero Bernardus multus est in suadendo iis, qui alios lucrari conantur, se prius exhibeant *conchas, quam canales,* etc. Videri potest serm. 1 in Cant., et lib. 2 de Consider., cap. 3. Atque hic ordo videtur a Christo etiam significari, Luc. ult., cum suis discipulis dixit : *Manete in civitate, donec induamini virtute ex alto.* Ergo ratione talis ordinis necesse est, ut primarius finis hujus religionis sit contemplatio; tunc enim uterque ille finis comparari poterit, *quando* (ut Gregorius dixit, homil. 5 super Ezechiel.) *prædicatores fuerint viri perfecti, qui bona cœlestia, quæ contemplari potuerunt, fratribus denuntiant, eorumque animas in amorem intimæ charitatis accendunt; loquentes autem verbis suis corda audientium feriunt et incendunt.* Cum ergo finis hujus instituti sit, et perfectos viros, et perfectos ministros, aliosque perficientes generare, fieri non potest quin finis ejus etiam sit eos contemplativos efficere; ergo necesse est ut ad hunc finem media etiam habeat accommodata; alias non esset recte præstitutum, nec tanta approbatione institutum ipsum fuisset dignum.

7 *Inductione eadem ratio confirmatur.* — Hæc autem ratio optime confirmatur ex illis actionibus, per quas Societas principaliter exercet vitam activam, quatenus ad suum institutum pertinet, quæ sunt spirituales actiones, et ad animarum profectum proxime ac per se ordinantur; alia enim opera misericordiæ corporalis, sicut secundaria sunt, ita etiam rariora, et ideo et parum extrahere possunt ab operationibus vitæ contemplativæ, et aliunde potius juvant humanam infirmitatem, quæ non valet semper surgere ad contemplanda cœlestia; et ideo necesse est ut aliquando ad activam redeat, et quæ potest bona agere, non recuset, ut dixit Gregorius, d. homil. 5 in Ezechielem. Aliæ ergo spirituales actiones tales sunt, ut, licet, quatenus ad proximos referuntur, formaliter pertineant ad vitam activam, nihilominus ratione materiæ in qua versantur, intime ac eminenter includant ac supponant vitam contemplativam, præsertim si modo perfecto exercendæ sint. Ergo institutum Societatis, quod ad has actiones perfecte exercendas ordinatur, necessario prius et principalius ordinari debet ad vitam contemplativam, tanquam ad primum fontem, et principium talium actionum. Assumptum declaro in doctrinæ actione, quæ fere in omnibus his actionibus spiritualibus intime includitur. De doctrina igitur agens D. Thom. 2. 2, q. 181, art. 3, quærit utrum docere sit actus vitæ contemplativæ vel activæ; et respondet, licet respectu discipulorum sit actus vitæ activæ, ex parte objecti et materiæ, si doctrina sit perfecta, et de rebus divinis, potius esse actum vitæ contemplativæ, quia est conceptus alicujus veritatis intelligibilis, in cujus consideratione et amore homo delectatur. Affertque Augustinum, serm. 27 de Verbis Domini, dicentem : *Eligant sibi partem meliorem, quæ non auferetur ab eis, vacent verbo, inhient doctrinæ dulcedini, occupentur circa scientiam salutarem;* in quibus verbis, et doctrinam, et verbum Dei inter actus vitæ contemplativæ numerat. Dicet fortasse aliquis, Augustinum non loqui de doctrina ex parte docentis, sed ex parte discentis; et cum dicit, *vacare verbo,* non intelligere proferendo, sed audiendo, sicut vacabat Maria, quando, *sedens secus pedes Domini, audiebat verbum illius;* et sicut inferius dicit idem Augustinus : *Nam et modo inde aliquid agimus remoti a negotiis, si positis familiaribus curis, convenitis, statis, auditis.* At enim si audire verbum Dei est actus vitæ contemplativæ, cur non magis docere? Etenim, si disciplinam consideremus per ordinem tantum ad discentem, non est proprie actus vitæ contemplativæ, imo neque est tam actio quam receptio. Pertinet ergo ad vitam contemplativam ratione termini seu effectus, et in ordine ad objectum ipsius disciplinæ, quatenus est aliqua veritas, ad quam cum delectatione considerandam auditores per disciplinam elevantur; multo ergo magis doctrina, ratione suæ causæ et principii, est actus vitæ contemplativæ. Cum ergo

spirituales actiones intime habeant adjunctam doctrinam de rebus divinis (hæc enim non solum per publicas lectiones et conciones, sed etiam in secreta confessione et in secreto colloquio ac instructione traditur), non potest talis activa vita a contemplativa separari, imo esse debet legitimus partus ejus; nam tunc doctrina recte et efficaciter traditur, quando ex divina et interna contemplatione procedit, juxta illud Psalm. 44: *Memoriam abundantiæ suavitatis tuæ eructabunt, et in justitia tua exultabunt.* Atque hoc præcipue explicare possumus in quodam speciali medio, quo Societas utitur ad spirituale bonum proximorum, quod est tradere illis spiritualia exercitia (de quibus infra, a cap. 1, lib. 9, ex professo erit sermo). Nam hæc actio, si in ordine ad proximum consideretur, sine dubio est opus vitæ activæ, et nihilominus, secundum se intime spectatum, opus est vitæ contemplativæ respectu materiæ, seu objecti in quo versatur; ergo usus talis medii seu actionis intrinsece includit contemplationem. Quocirca, sicut D. Thomas alias objicere solet, divinam seu theologicam scientiam esse eminenter practicam et speculativam, principalius vero speculativam esse, ita nos dicere possumus, actiones has esse eminenter activæ et contemplativæ vitæ, principalius autem contemplativæ, illa enim est quasi vita et anima talium actionum. Nec refert quod actiones illæ aliquando fieri possint a viris nihil aut parum in contemplatione exercitatis; quia hic non consideramus has actiones prout ab illis vel illis fiunt, sed prout fieri debent ex vi instituti; sic enim fieri debent ut fructus contemplationis, et ut formatæ interiori spiritu, quia tunc erunt perfectæ, et efficaces ad finem instituti; aliter vero factæ erunt inefficaces, et quasi mortuæ, magisque in sola specie exteriori materialiter apparentes, quam veræ, quantum est ex parte ministrorum, ut excludamus et efficaciam sacramentorum ex opere operato, et quam Spiritus Sanctus ex suamet liberalitate adjungere potest.

8. *Confirmatur ultimo idem discursus.* — Ultimo confirmari potest hic discursus ex resolutione superioris capitis, in quo diximus Societatem per se esse religionem sacerdotum; religio enim sacerdotum ad opera vitæ contemplativæ ordinatur, ut ex D. Thoma colligo, 2. 2, q. 189, art. 8, ad 2, ubi id affirmat de religione Canonicorum regularium. Est autem eadem ratio in quacumque religione, quæ per se sit presbyterorum religio. Duplicia enim sunt opera per se pertinentia ad sacerdotalem ordinem. Priora et præcipua sunt illa quæ aguntur in divinis mysteriis, et versantur circa corpus Christi. Verum alia sunt ea quæ versantur circa corpus mysticum, ut sunt actiones illæ spirituales, quæ ad salutem proximorum ordinantur, de quibus proxime antea loquebamur. Sicut ergo hæ posteriores actiones supponunt priores, ita religio, quæ per se ordinatur ad perficiendos sacerdotes, ut sacerdotes sunt (hoc est enim esse per se religionem sacerdotum), primario tendere debet ad perficiendos illos in ordine ad priores actiones, quæ spectant ad divina mysteria, alioquin ineptissime esset instituta religio. Unde, quia prius (ut aiunt) separatur a posteriori, bene potest aliqua religio clericorum esse instituta ad perficiendos sacerdotes in his actionibus, quæ in divinis mysteriis peragendis consistunt, quamvis ulterius non extendatur ad actiones erga proximos; eritque talis religio contemplativa, talisque est religio Canonicorum regularium ex D. Thomæ sententia, loco proxime citato. At vero e converso, posterius non separatur a priori, neque accessorium a principali, et ideo non potest esse bene instituta religio, quæ sacerdotes perficiat in actionibus erga proximum, et non multo magis eos perficere intendat in actionibus circa Deum, et quæ in divinis mysteriis aguntur Societas ergo, quæ optime et Spiritus Sancti instinctu instituta et probata est, ad perficiendum sacerdotes, quatenus sacerdotes sunt, et se extendit ad perficiendos illos in actionibus sacerdotalibus erga proximos, multo magis intendit eos perficere in his omnibus quæ in divinis mysteriis aguntur. Quod etiam, quantum ex signis exterioribus ostendi potest, effectus ipse manifestat. Quamvis enim hæc religio (propter alias rationes divini obsequii, quas infra, c. 8, videbimus) cantu et aliis solemnitatibus externis in his mysteriis non utatur; quod ad decentiam et reverentiam eorum spectat, nullibi cum majori decore tractantur. Nullaque major cura huic religioni esse solet, quam ut ea, quæ pertinent ad divinum cultum, et ad venerationem sacrosancti sacrificii, et ad dignum usum sacramentorum exactissime peragantur. Cum ergo ostensum sit religionem hanc, etiam ex ea parte, qua perficit sacerdotes in ordine ad actiones spirituales circa proximos, intime includere vitam contemplativam, multo magis illam includet, quatenus eosdem perficit in sacerdotalibus actionibus divinorum myste-

riorum; nam in his potissima pars vitæ contemplativæ consistit.

*Quomodo Societas tam multæ actioni simul cum contemplatione possit satisfacere?*

9. *Ad alteram partem difficultatis in numero tertio. — Deum unicuique religioni gratiam suo instituto accommodatam communicare.* — Atque ex his difficile non est tollere admirationem, quæ in numero tertio objiciebatur, scilicet, qui fieri possit ut tam multa actio, quam Societas profitetur, cum perfecta contemplatione conjungatur. Respondemus enim imprimis hoc non esse impossibile cum divina gratia; et quamvis id difficile videatur, perfectam tamen virtutem circa difficile versari, atque ita difficultatem illam, per religionis providentiam et perfectam institutionem, cum vocationis gratia posse superari. Dico autem *cum vocationis gratia*, tum quia nemo pro ratione sui status potest pie vivere, nedum perfecte, sine speciali gratia Dei; tum etiam quia pie credendum est, vel potius est moraliter certum, Deum unicuique religioni dare specialem gratiam, quam communicat omnibus qui ab Spiritu Sancto ad illam vocantur, si per illos non steterit, ut finem illius instituti consequi valeant. Sic enim dixit D. Thom., in 4, d. 2, quæst. 1, articulo secundo, ad 9, ad quamlibet eminentiam status dari aliquam sanctitatem, cum sit ibi necessarium speciale auxilium gratiæ. Et d. 38, quæst. 1, articulo quinto, ad 2, dixit, in consecratione virginum, et aliis hujusmodi benedictionibus, dari gratiam, nisi sit impedimentum ex parte suscipientis. Cujus locutionis sensus non est, per hos actus dari aliquam gratiam ex opere operato, cum non sint sacramenta, nec de hoc possit assignari certa aliqua lex; imo neque speciale privilegium eis esse concessum, cum sufficienti fundamento dici potest. Sensus ergo est, de speciali gratia auxiliante, excitante et adjuvante, quam Deus, quantum in ipso est, majorem et specialiorem tribuit his, quos in speciali statu ac munere constituit, ad cujus convenientem usum illa indigent. Quo principio usus est etiam idem D. Thomas, tertia parte, quæst. 27, articulo quinto, ad 1, et a nobis confirmatum est in 2 tom. tertiæ partis, disp. 1, sect. 2, ad finem, et disp. tertia, sect. quinta, ration. 3, ubi ex Scriptura et Patribus illud confirmavimus. Quibus addi potest illud Pauli, ad Ephes. 3: *Ejus factus sum ego minister secundum donum gratiæ Dei, quæ data est mihi secundum virtutem operationis ejus; mihi enim Sanctorum minimo data est gratia evangelizare investigabiles divitias Christi*, etc. Atque hoc voluit Deus significare Moysi, quando se excusanti a divino ministerio, eo quod ad illud imparem se agnosceret, respondit: *Ego ero tecum;* hoc enim verbo non tantum speciale privilegium, sed suavis etiam dispositio providentiæ divinæ significata est, dantis unicuique gratiam muneri vel statui ab ipso Deo instituto accommodatam. Cum ergo omnes religiones approbatæ merito censeantur speciali Dei providentia institutæ, dubitandum non est quin singulæ habeant paratum speciale Dei auxilium suæ vocationi proportionatum, ac proinde eo majus, quo institutum fuerit altius ac difficilius, et ad majus Dei obsequium, majoremque Ecclesiæ utilitatem ordinatum. Ostendimus autem in Societatis instituto hæc omnia excellenti quodam modo inveniri, scilicet, approbationem, institutionem ex Spiritus Sancti instinctu, intentionem divini cultus et gloriæ, cum gravissimo munere et onere procurandi salutem animarum; ergo dubitari non potest quin habeat a Deo paratam specialem vocationis gratiam, qua prædictum finem comparare valeat. Atque hujus gratiæ *vocationis* videtur nobis præbuisse testimonium Gregorius XIII, constitutione *Quanto fructuosius*, et in alia bulla *Ascendente Domino*, cum dixit: *Sicut Societatis finis est propagatio et defensio fidei, animarumque in vita et doctrina Christiana progressus, ita etiam gratiæ ejus vocationis proprium est, diversa loca ex Romani Pontificis vel Præpositi generalis directione peragrare.* Nam, quia ille actus et difficilior et periculosior aliis esse potest, ideo *gratiæ vocationis* specialiter illum attribuit; sic ergo nos dicimus, si quæ est difficultas in conjungenda perfectione vitæ activæ cum perfectione vitæ contemplativæ, per gratiam *vocationis* non difficile superari posse.

10. *Alio modo eidem dubitationi satisfit. — Prima circumstantia ad Societatis actiones requisita. — Secunda.* — Addo vero ulterius, si attente consideremus ea quæ diximus, non esse in eo negotio nimis magnam difficultatem, quia principales actiones, in quibus vita activa Societatis versatur, ita sunt conjunctæ cum vita contemplativa, ut veluti ex corpore et animo unum quid ex illis efficiatur; quamvis autem plura, ut plura, intendere difficile sit, qua de causa, Ecclesiastici 11, dicitur: *Fili, ne in multis sint actus tui;* et Luc. 10, Marthæ declaratur unum esse necessarium,

quod Augustinus et alii Patres unico vitæ contemplativæ negotio seu otio exponunt. Plura tamen per modum unius intendere non est difficile. Exemplo ab speculatione et doctrina aliarum scientiarum sumpto, rem declaro. Longe enim diversum videtur docere et speculari, scribere aut meditari; tamen hæc duo munia non se impediunt, neque unum ratione alterius difficilius redditur, quia unum ex alio oritur, et tunc recte doctrina traditur, quando interior veritatis speculatio perfecta est. Ita vero se habet contemplatio ad prædictas Societatis actiones, et ideo illam per se non impediunt, eo vel maxime quod tales actiones, ut perfecte fiant, duas circumstantias ad contemplativam partem maxime pertinentes per se requirunt. Una est, ut fiant intuitu majoris gloriæ, et obsequii divini, et quod semper aut frequenter quoad fieri possit, illuc referantur, de quo frequenter filii Societatis in suis constitutionibus admonentur, ut videre licet in 3ª p. Constit., cap. 1, § vigesimo sexto, et p. 7, c. 1, § 1, et c. 2, per totum, et p. 8, cap. 1, et ideo in parte decima, § 2, dicitur : *Ad conservationem et incrementum spiritus Societatis, atque ad assecutionem finis quem sibi præfigit, auxilii animarum ad ultimum et supernaturalem suum finem consequendum, media illa, quæ cum Deo instrumentum conjungunt ac disponunt, ut a divina manu recte gubernetur, efficaciora sunt quam quæ illud disponunt erga homines. Hujusmodi est probitas et virtus, ac præcipue charitas, et pura intentio divini servitii, et familiaritas cum Deo in spiritualibus devotionis exercitiis.* Qui modus operandi perfectissimus est, et qui assiduam Dei memoriam maxime conservat, ut late explicat Basilius, reg. 5, ex fusius disputatis, et attingit in brevioribus, regul. 195 et 196. Alia circumstantia, quæ ex dictis facile colligitur, est, ut talia opera fiant cum actuali oratione ac petitione divini auxilii. Quia cum in illis omnibus homo semper operari debeat ut Dei instrumentum, a quo debet efficaciam illorum expectare, tunc perfecte fiunt, quando prædicta oratio cum eis adjungitur. Igitur si debito modo tales actiones fiant, ex se non impediunt perfectionem vitæ contemplativæ, sed potius ex se juvant. Et quamvis contingat aliquando impedire actualem quamdam interiorem suavitatem et dulcedinem, illud non est substantiale detrimentum, multoque magis perfectionem auget opus charitatis erga proximos propter Deum factum. Propter quod dixit Gregorius, prima p. Pastoralis, c. 5, ad finem : *Sunt nonnulli qui, magnis muneribus ditati, dum solius contemplationis studiis inardescunt, parere utilitati proximorum prædicatione refugiunt, secretum quietis diligunt, secessum speculationis petunt; de quo si districte judicentur, ex tantis proculdubio rei sunt, quantis venientes ad publicum prodesse potuerunt; qua enim mente is, qui proximis profuturus enitesceret, utilitati cæterorum secretum præponit suum, quando ipse summi Patris Unigenitus, ut multis prodesset, de sinu Patris egressus est ad publicum nostrum?*

## CAPUT VII.

### IN QUO GRADU PERFECTIONIS SOCIETATIS RELIGIO CONSTITUTA SIT.

1. *Prima objectio quorumdam in Societatem, quod chorum non habeat.* — Quamvis omnis religio sit actus perfectionis, tamen non omnes omnia consiliorum opera exercent, et ideo quædam in altioribus versantur, quam aliæ, juxta varios fines proximos, in quos tendunt, ut in superioribus visum est. Et ideo ad perfectam notitiam Societatis tradendam, necesse est, quantum sine invidia et arrogantia fieri possit, quem gradum in hoc ordine perfectionis attingat, explicare. Quod quidem in his, quæ hactenus diximus, tam clare continetur, ut nova expositione non indigeat. Tamen, ut aliquorum objectionibus satisfieret, hoc omittere non potuimus. Aliqui enim Societatem magnæ imperfectionis arguunt, tam in munere vitæ activæ, quam contemplativæ; unde concludere conantur, illius institutum valde imperfectum esse. Priorem partem ad vitam contemplativam pertinentem ex eo colligunt, quod Societas præcipuum hujus vitæ munus, quod in psalmodia et divinis laudibus decantandis consistit, non fungatur. Et ideo omnes antiquiores religionum institutores hanc præcipue in suis regulis, commendarunt, ut constat ex Basilio frequenter in suis regulis, tam fusius, quam brevius disputatis; et Benedicto, in sua regula, a cap. 9, per plura sequentia; et ex Augustino etiam in sua regula, quos omnes posteriores religiones imitatæ sunt, præsertim mendicantes, quæ ex vi sui instituti eleemosynis fidelium aluntur, et hac ratione videntur speciali titulo obligari ad divina officia publice decantanda. Propter quod Sot., de Just., libro decimo, quæst. decima, articulo tertio, circa finem, cum dixisset religiones approbatas teneri officium

divinum in communi celebrare, quia illud est præcipuum contemplationis munus, subdit : *Loquor de regularibus antiquis; nam si alius religionis modus circa hujusmodi obligationem admittatur, certe vix nomen religionis mereatur, quippe quæ maximo splendore religionis caret.* Quem imitatus est Trull., lib. 2 Ordin. Canonic., c. 12.

2. *Secunda objectio in eamdem Societatem, quod austeram vitam non agat. — Auctor sermonum ad fratres.* — Altera pars, pertinens ad vitam activam, ex alio capite sumitur, scilicet, quia magna portio hujus vitæ consistit in actibus pertinentibus ad pœnitentiam, afflictionem, et austeritatem corporis; et in universum loquendo, hujusmodi pœnitentiæ et austeritatis exercitia maxime necessaria sunt ad perfectionem assequendam. Propter quod omnes etiam antiquæ religiones in hac vitæ austeritate magna ex parte fundatæ sunt, sicut de antiquis monachis per Ægyptum late refert Eusebius, lib. 2 Historiæ, cap. decimo septimo, et ex Athanasio, in vita Antonii, et ex aliis historiis antiquorum Patrum constat. Et D. Basilius esum carnium suis monachis prohibuit. Et auctor serm. 1 de Communi vita clericorum, alias serm. 5, ad Fratres in eremo, de illis eremitis ait : *Postquam eremum intraverunt, nunquam carnes sumpserunt, ovino colore, nigerrimo, asperrimoque induti sunt.* Et libro 1 de Moribus Ecclesiæ, cap. trigesimo primo, mirum in modum Augustinus exaggerat, et laudat severissimam antiquorum cœnobitarum et eremitarum vitam. De qua multa etiam apud Hieronymum, in epist. 22 ad Eustochium, de Custodia virginitatis, præter alia, quæ epistola quarta, decima tertia, et aliis, de hoc genere vitæ commendat. Sanctus etiam Martinus (ut in ejus Vita refert Sulpitius) usum vini in suo monasterio suis monachis interdicebat. Benedictus etiam, in sua regula, cap. 39, a carnibus voluit abstinere monachos, præter debiles et infirmos. Quod servari præcipitur in cap. *Cum ad monasterium*, de Statu monachorum, ubi, etiam lineæ camisiæ prohibentur monachis. Unde in cap. *Carnem* (inquit Fructuosus Episcopus) *cuiquam monacho, nec sumendi, nec gustandi est concessa licentia, non quod creaturam Dei judicemus indignam, sed quod carnis abstinentia utilis et apta monachis æstimetur.* Divus Gregorius, in epistola ad Augustinum, Anglorum Episcopum, ut refertur in cap. *Denique*, d. 4 : *Sacerdotes* (inquit) *et diaconi, et reliqui omnes, quos dignitas ecclesiastici gradus exornat, a Quinquagesima propositum jejunandi suscipiant.* Et subdit rationem, ad rem præsentem multum pertinentem : *Quo et aliquid ad pensum sanctæ institutionis adjiciunt, et eorum, qui in laicali ordine consistunt, observantiam, sicut loco, ita religione præcellant.* At vero Societas non solum antiquam religionum austeritatem non imitatur, verum etiam in hoc genere fere nihil peculiare profitetur, præter ea, quæ ex communi usu, vel præcepto Ecclesiæ omnes observare tenentur. Est ergo in hac parte valde imperfecta, Christique et Apostolorum vestigia non sequitur, ut modernus quidam [1] in illam tacite objecit, præter alia, quæ in lib. nono, cap. septimo, agendo de usu exercitiorum, afferemus.

*Societatem ex vi sui instituti perfectissimam religionem esse.*

3. *Notatio ad probationem. —Suadetur prima pars, primo.* — Nihilominus dicendum est religionem hanc ex vi sui instituti perfectissimam esse, ita ut in supremo ordine statuum religiosorum constituta sit, et in eo non infimum gradum teneat. Ut sensum conclusionis explicem, suppono, quod in tractatu 9, libro primo, cap. sexto, cum D. Thoma ostensum est, religiones, quæ puram vitam contemplativam profitentur, ex suo genere perfectiores esse illis quæ profitentur vitam pure activam, religiones vero, quæ ex vi sui instituti utramque vitam apprehendunt, utrisque perfectiores esse. Ex quo D. Thomas, q. centesima octogesima octava, articulo sexto, concludit : *Summum gradum in religionibus tenent, qui ordinantur ad docendum et prædicandum.* In hoc ergo sensu dicimus religionem Societatis in supremo ordine perfectionis religiosæ constitutam esse. Quod, supposito dicto principio, evidenter concluditur ex his quæ de fine hujus religionis diximus in cap. 1 ; ostensum est enim religionem hanc esse institutam per se, et directe, tam ad opera vitæ contemplativæ quam activæ, et ad docendum et prædicandum, et ad alia spiritualia opera circa proximos exercenda cum maxima perfectione et propensione.

4. *Suadetur secundo.* — Secundo, potest hoc explicari ex alio principio posito, quod Societas per se est religio presbyterorum. Nam, loquendo ex genere, religio clericorum perfectior est quam religio monachorum, quod sumi potest ex cap. 1 et 2, 19, q. 3, ubi pro-

[1] Avendano., tractat. 11 in Psal. *Beati immaculati*, v. 3.

hibentur Canonici regulares ad monachatum transire, quamvis illud possit exponi factum esse propter dignitatem sacerdotalem, ut indicat D. Thomas, 2. 2, q. 189, art. 8, ad 2, et supra, in tractatu octavo, libro tertio, cap. decimo, expensum est. Inde tamen possumus ulterius argumentari; nam ordo sacerdotalis per se est dignissimus, et statum perfectionis aliquo modo attingens, ut in superioribus significatum est, et sumitur ex Dionysio, toto lib. de Eccles. hierar.; et Chrysostomo, hom. 38 in Matth., ubi ait sacerdotes esse quasi cor et stomachum Ecclesiæ, quoniam ab eis recipit Christianus populus vitæ influxum, et spirituale alimentum. Ergo religio, quæ per se primo ordinatur ad perficiendos sacerdotes, ut sic, id est, in ipsis muneribus sacerdotalibus, perfectior sine dubio est ex suo genere, quam professio quæ per se est laicorum, qualis est monachalis, et ideo hæc religio initiandorum vocatur a Dionysio, c. 6 de Ecclesiast. hierarch., et propterea ex monachis ad sacerdotium assumebantur de licentia Abbatum, quando digni inveniebantur, ut sumitur ex Gregorio, lib. 5 Epist. cap. 127, alias epist. vigesima septima, unde est etiam illud Hieronymi; epist. 4 ad Rusticum : *Sic vive in monasterio, ut clericus esse merearis*. Quia vero hæ comparationes semper intelliguntur cæteris paribus, vel quantum est ex tali capite, ideo fieri potest ut duæ religiones mutuo se excedant, quatenus una magis attendit ad munus proprium sacerdotum, quam ad concionatorum. Altera vero e contra magis ad hoc quam ad illud munus incumbit. Postea vero ad faciendam illam comparationem simpliciter oporteret illa capita seu munera inter se comparare, quod ad nos non spectat. Societas enim in utroque illo genere existit, et simul utrumque caput amplectitur, ut capite præcedenti ostensum est; unde ex hoc capite perfectior etiam est ex genere suo, quam quælibet alia, quæ unum tantum genus illorum participat; maxime cum in singulis generibus illorum magnam quamdam perfectionem intensivam (ut sic dicam) et extensivam habeat; nam est religio sacerdotum, tam quoad munera divinorum mysteriorum, quam quoad cætera ministeria, quæ ad perficiendum corpus Christi mysticum diriguntur, et ordinatur ad prædicandum et docendum, quocumque per Christi Vicarium mittantur, et cum omni perfectione in superioribus satis explicata.

5. ***Suadetur tertio.*** — Hinc denique addi potest tertia ratio, sumpta ex D. Thoma, d. articulo sexto; nam *supremum in unoquoque genere est mensura cæterorum;* in statu autem perfectionis supremum locum tenent Episcopi; ergo religio, quæ ad illum statum propinquius accesserit, erit ex suo genere in altiori statu perfectionis, quam reliquæ; sed Societas propinquissime videtur accedere statum Episcopalem, quantum ad id unde habet, quod sit status perfectionis; ergo. Probatur minor, quia Episcopi dicuntur præcipue esse in statu perfectionis, quia sunt in statu perfectionis communicandæ, et quia ad hoc obligantur ex officio, etiamsi oporteat pro ovibus dare animam suam, et quia in illo munere firmitatem habent ex obligatione sui status; sed hæc omnia participat excellenti modo Societas; nam ex vi sui finis ordinatur non modo ad perfectionem acquirendam, sed etiam exercendam et communicandam, et ex vi suorum votorum (quod illi proprium est) ad hoc obligatur, non obstante quacumque difficultate, peregrinando per universum orbem, etiam mendicando, si opus sit, et pericula quæque subeundo, usque ad sanguinis effusionem; in quo munere habet etiam firmitatem ratione obligationis voti; ergo etiam ex hoc capite proxime accedit ad statum perfectionis Episcopalis. Differt autem (ut cap. 2, n. 8, dixi), quia non principaliter, sed ministerialiter hoc munus sustinet. Item quia non se extendit ad conferenda illa sacramenta, per quæ aut fideles in perfecto quodam statu Christianitatis constituuntur, ut est Sacramentum Confirmationis, aut creantur ministri perfectionis aliorum, ut est Sacramentum Ordinis. Sed in his omnes religiones inferiores sunt Episcopis, quorum sunt adjutrices. In hoc vero potest speciale aliquid in Societate notari; nam videtur specialiter instituta in ministerium Apostolicæ Sedis, ut ex bullis Pontificiis sæpe adductis manifeste constat. Unde etiam Clemens VIII, benigne alloquens Patres, qui ex universa Societate Romæ congregati fuerant anno 1600, Societatem *brachium dextrum Sedis Apostolicæ* appellare dignatus est. Ex quo etiam factum est, ut ab eadem Sede Apostolica plurimæ gratiæ et facultates in Societatem manaverint, in ordine ad ministeria exercenda circa salutem animarum, et communicando potestatem suam ad perficiendos alios, ut ex eisdem Pontificiis bullis manifestum est, et in libro nono exponemus.

6. *Quid in secunda parte conclusionis intendatur.* — Ex his non erit difficile alteram partem conclusionis probare, scilicet, non habere

Societatem in illo ordine infimum gradum, quam per hanc negationem, potius quam per positivam comparationem proposui, ut omnem invidiam vitarem. Duo enim solum ostendere intendo : unum est, habere in illo ordine satis magnam perfectionem; aliud est, ex illis duobus capitibus, quæ nobis objiciuntur, non posse colligi huic religioni deesse aliquid perfectionis debitæ et convenientis sibi juxta finem suum, et consequenter nec sibi simpliciter melioris; neque etiam ob has causas posse juste postponi aliis, qui pie ac religiose sanctas illas actiones exercent. Quæ vero in particulari, pensatis omnibus, perfectior sit, non est meum dijudicare, ut sæpe in hac materia dixi.

7. *Probatur jam primo hæc secunda pars ex fine Societatis.* — Illud ergo prius (posterius enim c. 8 et 9 præstabimus) multis profecto et manifestis modis ostendi potest, ex his quæ hactenus de hoc instituto diximus. Primo, ex fine, qui sine dubio est altissimus, omnium confessione; nam est idem cum fine Apostolici instituti, maximeque accedit ad finem adventus Christi in mundum; et quamvis multæ religiones eumdem finem possint intendere aliquo modo, tamen Societas perfecto quodam modo se ostendit in illum propensa; nam per actiones in suo ordine perfectissimas, et per omnes, quæ moraliter desiderari possunt, illum inquirit. Docet autem D. Thomas, 2. 2, q. 188, art. 6, inter religiones respicientes eumdem finem illam esse perfectiorem, quæ per actionem perfectiorem illum attingit, et, cæteris paribus, illam quæ per plures actiones. Quod etiam ex communi sententia Doctorum, c. 3, ostendimus,

8. *Secundo, ex perfectione votorum ad talem finem faciente. — Tertio, ex aliis mediis.* — Secundo, idem suaderi potest ex perfectione trium votorum, in quibus substantia religionis consistit; jam enim in citato loco, a n. 4, indicavimus quanta sit, tam intensiva, quam extensiva perfectio Societatis in materia et observantia horum votorum, et præsertim quantum emineat in obedientia, quæ aliis est excellentior. Tertio, probari potest ex aliis mediis, quibus ad finem suum hæc religio utitur; nam et in se sunt plura et valde perfecta, et ad finem intentum maxime proportionata, ut ex illo eodem capite satis constat; supposita autem perfectione finis, nulla major perfectio in aliqua religione desiderari potest. Nam, ut recte dixit S. Antonius Abbas, et refert Moyses Abbas, apud Cassianum, col. 2, c. 2, *optima ratio inquirendæ perfectionis non in his vel illis actionibus, aut multitudine earum, sed in discretione posita est;* nulla autem est major discretio majorve prudentiæ perfectio, quam ut proposito optimo fine, convenientissima etiam media, et ad illum maxime proportionata eligantur.

9. *Quarto, ex perfectione charitatis erga proximum. — Quinto, ex perfectione charitatis erga Deum.* — Quarto, id ostendi potest ex perfectione charitatis erga proximum, quam hæc religio profitetur, ut toto lib. 9 constabit latius. Illa ergo cerni potest primo in unione religionis et membrorum ejus inter se, de qua supra dictum est, et dicetur latius libro octavo, c. 8. Deinde in benevolentia erga proximos, quæ, ut D. Thomas docuit, opusc. 18, c. 4, tunc perfecta ostenditur, quando ad omnes amicos et inimicos, fideles et infideles extenditur, et quando pro eorum commodis præsertim spiritualibus propria incommoda temporalia et corporalia etiam usque ad mortem, si opus sit, contemnuntur. Quæ omnia manifeste cernuntur in modo diligendi proximos, quem hæc religio profitetur. Testimonium enim hujus benevolentiæ est beneficentia; nam *testificatio amoris exhibitio est operis,* ut dixit Gregorius, hom. 17 in Ezechielem, et in illud 1 Reg. 3 : *Non erat visio manifesta;* et iterum hom. 30 in Evangelium. At Societas hoc beneficentiæ genus plane profitetur, ut evidentissimum est ex ejus instituto, et peculiari ac propria obligatione qua tenetur, non solum pro communibus Ecclesiæ hostibus, nedum Catholicis universis, sed pro suis etiam privatim inimicis, æmulisque gratiose orare, quod ad beneficentiam spectare docuit D. Thomas 2. 2, q. 31, a. 2, ad 1. Offerre item (quod specialius est) sacrificia pro iisdem, ac denique ex paupertatis voto nullum ab eis acceptare stipendium aut compensationem, quos tam sedulo, tamque laboriose litteris imbuit, aut consilio in rebus dubiis instituit, salutarique doctrina pro concionibus impertit. Atque hinc constat quinta ratio, quæ sumi potest ex perfectione charitatis ad Deum. Unum enim ex maximis signis dilectionis ad Deum, est dilectio proximi, propter quod scriptum est, Rom. 13 : *Qui diligit proximum, legem implevit;* ergo etiam perfectio charitatis erga proximum magnum indicium esse debet perfectionis charitatis erga Deum, præsertim cum ex vi sui instituti, ut dixi, teneatur Societas in animarum salute procuranda nullum temporale commodum quærere,

neque honores, aut humanas dignitates; quid ergo ei superest, nisi divinam gloriam propter se ipsam quærere, prout in suis constitutionibus sæpe admonetur? Hoc autem proprium est amoris Dei propter se ipsum; ergo.

10. *Sexto, ex suæ vocationis gratia. — Denique ex peculiari ratione in subditos vigilandi.* — Hinc sexto ad hanc perfectionem spectare potest singularis illa gratia *vocationis*, quam capite præcedenti, numero nono, ostendi ab Spiritu Sancto dari. Quamvis enim hæc distributione accommoda unicuique religioni tribuatur, verisimile tamen est ei dari copiosiorem et majorem, quæ ad altiores effectus divinæ gratiæ assumitur; nam, ut ibidem quoque ostendi, confert Deus gratiam juxta mensuram obligationis et muneris, quæ gratia etiam crescere solet ex dispositione hominis, ad quam pertinet affectus ille, quo persona vel majorem difficultatem propter Deum amplectitur, vel magis se ipsam abnegat. In utroque autem videtur hæc religio habere singularem excellentiam; nam ex parte Spiritus Sancti instituta est ad excellentiores effectus divinæ gratiæ, quales sunt Ecclesiæ propagatio, fidei defensio, animarum conversio et perfectio. Ex parte vero eorum qui ad hanc religionem vocantur, quia eximia quædam abnegatio ab eis postulatur, ita ut nec locum, nec officium, nec quidquam aliud certum aut securum habere possint, sed ad omnem mutationem, omnemque difficultatem superandam expositi semper esse debeant; et sine dubio credendum est propriam gratiam hujus *vocationis* singulari modo esse perfectam et paratam, quantum est ex parte Dei. Denique posset hic etiam considerari singularis providentia hujus religionis ex vi sui instituti, tam in promovendo ad bonum subditos suos, medio usu sacramentorum et aliarum spiritualium rerum, quam in præcavendis malis, seu obstaculis et impedimentis spiritualis profectus. Sed hæc et in superioribus tacta sunt, et toto libro 8 recurrent, et expendentur etiam statim, punctum alterum numero 6 propositum prosequendo.

## CAPUT VIII.

### CONVENIENTER IN SOCIETATE CANTUS ET CHORI ORDINARIUM USUM NON ESSE.

1. *Non pertinere ad perfectionem religionis omnia consilia collective profiteri.* — Superest ut objectionibus factis respondeamus: inde etiam facile colligetur, quod in capite præcedenti, numero sexto, secundo loco propositum est, scilicet, non posse religionem hanc aut imperfectionis argui, aut aliis religionibus postponi, eo quod vel cantu et choro non utatur ordinarie (in casu enim aliquo usum admitti patet ex congregatione generali 1, can. 25, et congreg. 2, can. 24, et congreg. 3, can. 9, et ex iis quæ lib. 8, c. 2, numero quarto, in fine attingemus), vel quia in exteriori victu et vestitu specialem austeritatem non profiteatur. Ad quod imprimis suppono, non pertinere ad perfectionem alicujus religionis, ut omnia consilia collective (ut sic dicam) et in particulari amplectatur et profiteatur. Quod significavit D. Thom. 2. 2, q. 186, a. 2, et late a nobis explicatum est, tractando in genere de statu religionis, tractatu 8. Et ratio evidens est, quia impossibile est multitudinem omnium consiliorum simul exequi et observare; imo, quædam eorum possunt esse incompossibilia ut simul fiant, ut inservire infirmis, et concionari, aut eodem tempore, aut continuo officio; sæpe enim ipsa rerum multitudine obruitur humana natura, et aut vires corporis deficiunt, aut fervor spiritus extinguitur, et ita propter indiscretum onus sæpe in virtute non perseveratur, ut dixit S. Antonius, apud Cassian., dicta collat. 2, cap. 2. Et colligitur optime ex verbis illis Apostolorum, Actor. 6: *Non est æquum nos derelinquere verbum Dei, et ministrare mensis.* Opus enim illud ministrandi optimum erat, et sub consilio, non tamen statui Apostolorum accommodatum, quia non poterat simul cum munere prædicationis conjungi.

2. *Duo consideranda ut comparatio inter duas religiones fiat. — Unum. — Alterum.* — Quapropter, quando fit comparatio inter religiosos status, et uni videtur deesse aliqua observantia religiosa, et exercitium alicujus operis sub consilium cadentis, quod in aliis religionibus invenitur, non statim potest talis religio aut imperfecta, aut inferior aliis simpliciter judicari. Sed ut de utraque illa re judicium feratur, duo cum partitione accommoda pensanda sunt. Unum est, an tale opus sit accommodatum fini talis religionis, vel potius an, considerato illo fine, expediens fuerit tale exercitium in tali religione non admittere: nam, si prudenter hoc ita judicatum fuerit, carentia illius observantiæ non poterit juste existimari imperfectio privata (ut philosophico more loquar) talis religionis, cum

non sit carentia perfectionis illi debitæ, vel convenientis juxta finem suum; imo nec imperfectio negativa simpliciter reputanda est, si finis ille, propter quem talis observantia omittitur, perfectior est illa, sicut ex Divo Anselmo Theologi et philosophi dicunt, non pertinere ad perfectionem simpliciter habere formaliter perfectionem illam, quæ majorem excluderet. Unde statim sequitur aliud considerandum, an, scilicet, carentia illius boni exercitii alio meliori compensetur, quod simul cum cum-alio moraliter esse non potest, atque ita recte fiet judicium illud comparativum. Si enim aliqua religio tali bono careat, idque non propter aliud majus vel æquale, quo carentia illius boni compensetur, sine dubio ea religio, quæ cæteris paribus in tali bono excesserit, perfectior erit. Si autem ille defectus aliunde compensatur, non potest altera religio simpliciter judicari excellentior, sed ad summum secundum quid. Quam totam doctrinam tradit D. Thomas, et bene explicuit Cajetanus 2. 2, q. 188, art. 7, ad 1.

3. *Prudenter statutum esse in Societate, ne in ea sit usus chori.* — Deveniendo ergo in particulari ad religiosum usum chori, et cantus ecclesiastici ac psalmodiæ, ut in capite præcedenti, numero primo, opponebatur, ostendo primo, prudenter in Societate institutum esse, ut in ea non sit hujusmodi usus, quia, licet secundum se optimus sit, ad finem Societatis non juvaret, neque esset medium proportionatum. Quod his verbis tradidit Beatus Ignatius, 6 p. Constitutionum, cap. 3, § 4: *Quoniam occupationes, quæ ad animarum auxilium assumuntur, magni momenti sunt, ac nostri instituti propriæ, et valde frequentes, cumque alioqui nostra habitatio tam sit in hoc vel in illo loco incerta, non utentur nostri choro ad horas canonicas, et Missas, et alia officia decantanda, quandoquidem illis, quos ad ea audienda devotio moverit, abunde suppetet ubi sibi ipsis satisfaciant. Per nostros autem ea tractari convenit, quæ nostræ vocationis ad Dei gloriam magis sunt propria.* Quam constitutionem in particulari Motu proprio, et ex certa scientia, confirmavit Gregorius XIII, in bulla edita anno 157?, quæ incipit *Ex Sedis Apostolicæ*, atque duas vel tres rationes reddit: unam a priori (ut sic dicam), illis verbis: *Quo acrius studiis, lectionibus et prædicationibus intendere possint*; aliam a posteriori, ibi: *Nos considerantes religionem prædictam uberrimos fructus ad Dei laudem, et sanctæ Catholicæ fidei propagationem per universum orbem dedisse, meritoque in suis piis studiis confovendam esse*, etc. Addit etiam argumentum ab auctoritate: *Quia hoc modo fuit hoc institutum a Paulo III, et Julio III approbatum, eique per sanctum Concilium Tridentinum derogatum minime extitit.*

4. *Quæ rationes B. Ignatium moverint ad hanc constitutionem condendam.* — In verbis autem Beati Ignatii considerare oportet, omnes rationes, quibus motus fuit ad non imponendum Societati chori onus (quamvis in hoc primus non fuerit, ut num. 6 ostendemus), sumptas esse ex illo fine quærendi majorem gloriam Dei in hoc effectu salutis animarum, per ea media quæ ad illum magis conferre possent. Duo autem ad hoc consideravit. Unum est, chorum, vel cantum Societatis non fuisse nunc Ecclesiæ necessarium ad hunc finem. Optime enim intellexit, hoc sanctum opus laudandi Deum publice in divinis officiis per cantum, non solum per se esse honestum propter laudem Dei, et sanctam contemplationem eorum, qui illum exercent, sed etiam esse utile proximis, ad excitandam eorum devotionem, et præbendam eis occasionem, ut in audiendis divinis laudibus eo tempore occupentur. Consideravit autem subinde esse in Ecclesia sufficientem copiam et abundantiam hujus medii ad excitandos fideles, et ideo propter hunc finem non fuisse in Societate necessarium. Et hinc additum est in declaratione illius constitutionis (quæ eamdem habet cum illa auctoritatem), prudentiæ Societatis relictum esse, quoties ad majorem animarum fructum expedire censuerit, partem aliquam hujus sancti exercitii assumere, ut ea occasione, verbi gratia, fideles ad conciones audiendas et confessiones faciendas frequentius conveniant, merito id facere posse, ea prudentia et moderatione quæ prædicto fini inserviat, et majora bona non impediat.

5. *Secunda ratio domos probationis non esse chori ministerio accommodatas.* — *De professis domibus idem ostenditur.* — Alterum a nostro Patre consideratum est, actiones, quibus Societas incumbit in salutem proximorum, tot esse et tam graves, ut sine magna earum jactura non possit hæc religio in officio divino decantando occupari. Quod quidem tam est per se notum, ut nulla fere explicatione indigeat. Facilius autem id intelligit, qui per singula membra Societatis, aut omnes status seu congregationes eorum cogitatione discurrerit. Domus enim probationum ad hujusmodi usum per se accommodatæ non sunt,

tum quia si officia hæc per antiquiores et graviores non exerceantur, non possunt pro dignitate, et cum debito splendore fieri; tum etiam quia in unaquaque religione, in illis actibus et ministeriis oportet novitios instrui et exerceri, quæ postea perpetuo debent in eadem religione retineri, ac propterea tota probatio novitiorum Societatis, ut postea lib. 2, cap. 5, videbimus, adeo est intenta eorum instructioni spirituali, et usui quotidianæ meditationis ac contemplationis, nec non etiam aliis actionibus et operibus exercendis, in quibus humilitas, et abjectio propria, et charitas erga proximum, exercetur, ut ad hæc publica officia convenienter distrahi non possint. Adde bonam novitiatus partem in peregrinando, in ministrando in xenodochiis, ac similibus experientiis extra domos, longeque proinde a choro expleri. Jam vero de collegiis studiorum res est per se evidentior; nam etiam religiones, quæ hoc maxime ministerium chori profitentur, in collegiis specialiter ad studia deputatis ab ea occupatione suos tam magistros quam Scholasticos simpliciter abstinere jubent. Nam revera studia præsertim tam gravia et multiplicia, qualia sunt illa, quæ Societas profitetur, si serio, et cum insigni fructu, prout in Societate etiam postulatur, tractanda sunt, totum tempus totumque hominem requirunt; et alioqui chori etiam occupatio, si convenienti modo fieri debet, non parum laboriosa est, magnamque temporis partem requirit. Denique discursus hic ad domos etiam professorum facile potest applicari. Sunt enim actiones circa proximos, quæ ab illis exercendæ sunt, gravissimæ, et alioqui considerare oportet eas hujusmodi esse, ut ab studiis et lectione Patrum, vel aliorum Doctorum, qui de rebus divinis, et ad conscientiam pertinentibus disserunt, nunquam omnino cessare permittant. Addo insuper, quod lib. 8, cap. 1, num. 4, afferemus, hujusmodi operariis necessarium esse aliquibus temporibus, et diuturnis, et frequentibus, quantum occupationes permiserint, privatæ considerationi, meditationi et contemplationi vacare, quæ ad propria munera cum fructu animarum peragenda, et augmentum propriæ perfectionis, et ad pericula et incommoda vitanda, quæ in his muneribus intermisceri possunt, multo utilior est quam chori et cantus ecclesiastici occupatio. Cum ergo non possent hæc omnia simul conjungi, quia hominem frangerent et obruerent, et singula imperfecte fierent, juxta commune proverbium : *Pluribus intentus, minor est ad singula sensus*, merito Ignatius Societatem hoc onere liberandam putavit.

6. *Non fuisse primum Ignatium qui a cantu et choro abstinuit.—Prima observatio in citatis testimoniis. — Secunda. — Tertia.*—Nec vero primus fuit Beatus Ignatius, cui Spiritus Sanctus eam mentem induxit; multo enim antea eamdem doctrinam per antiquos Patres Ecclesiam docuerat; Gregorius enim Papa, coram sanctissimo B. Petri corpore cum Episcopis omnibus, ac Romanæ Ecclesiæ presbyteris residens, astantibus diaconis, et cuncto clero dixit : *In sancta Romana Ecclesia, cui divina dispensatio præesse me voluit, dudum consuetudo est valde reprehensibilis exorta, ut quidam ad sacri altaris ministerium cantores eligantur, et in diaconatus ordine constituti, modulationi vocis inserviant, quos ad prædicationis officium, eleemosynarumque studium vacare congruebat.* Et postea statuit ut talia officia per subdiaconos vel minores clericos persolvantur, aut cantentur. Ita habetur lib. 4 Registri, cap. 88, alias epist. 44, et in quodam Concilio, quod post 12 lib. registri refertur, et in cap. *In sancta*, d. 92. Quod decretum tractans D. Thomas 2. 2, quæst. nonagesima prima, articulo secundo, ad 3, verba habet ad nostrum institutum valde notanda : *Ad* 3 (inquit) *dicendum quod nobilior modus est provocandi hominis ad devotionem per doctrinam et prædicationem, quam per cantum, et ideo diaconi et Prælati, quibus competit per prædicationem et doctrinam animos hominum provocare in Deum, non debent cantibus insistere, ne per hoc a majoribus retrahantur.* In quibus verbis ratio potius attendenda est, quam particulares personæ, quæ in eis nominantur Quod enim sint Prælati aut diaconi, materiale quid est (ut sic dicam); formale autem, quod eis ex proprio munere competat officium prædicationis exercendæ, sub quo omnia ministeria comprehenduntur, quibus proximorum salus directe procuratur. Illud etiam ex his testimoniis constat, præferendum esse munus doctrinæ et prædicationis, psalmodiæ, seu cantui ecclesiastico, quando utrumque non potest simul perfecte et stabiliter exerceri. Denique hinc etiam observari potest differentia inter cantum et prædicationem, quod prædicatio est propria actio sacerdotum vel diaconorum ; cantus vero per quoslibet inferiores clericos exerceri potest, adde etiam per laicos, si necesse sit, et maxime si sint divino servitio mancipati. Et hinc factum est, ut religiones monachorum, quia per se non sunt religiones

sacerdotum, sed laicorum, chori ministerium profiteantur, quia optime per illos exerceri potest, et est fini eorum accommodatum, scilicet, ad contemplationem; non tamen idem est de omnibus religionibus sacerdotum; quia sacerdotis officium non est solum divinis officiis, sed maxime saluti hominum procurandæ insistere, ut Gregorius dixit in 3 p. Pastoralis, cap. 4; et Concilium Aquisgran., cap. 8, et sumitur ex multis decretis apud Gratianum, 16, quæst. 1, cap. *Placuit*, cum similibus. Et ideo, licet religio clericorum, quæ solum quoad priorem partem eorum ministerium usurpat, merito etiam in divinis officiis publice et cum cantu versetur, religio tamen sacerdotum, quæ totum eorum ministerium, et præcipue illud, quod ad salutem et profectum animarum pertinet, profitetur, non poterat convenienter in choro et cantibus occupari.

7. *Corollarium primum, in quo Soti dictum reprehenditur.*—Ex his ergo satis constat pessime dixisse Sotum, præcedenti capite, num. 1, citatum, religionem, sine obligatione dicendi officium divinum in communi institutam, vix nomen religionis mereri. Nam præterquam quod illud est præter Pontificum approbationem, nullo fundamento nititur; quia chorus vel recitatio officii canonici in communi non est de substantia religionis, ut est per se notum; neque etiam est medium necessarium ad illam sustinendam, vel ad perfectionem assequendam, quia charitas multis aliis modis perfici potest. Et potest aliqua religio habere finem accommodatum perfectioni charitatis, ad quem medium illud non sit proportionatum. Quomodo D. Thomas, quæst. centesima octogesima octava, dixit, posse institui religionem ad opera vitæ activæ in operibus misericordiæ corporalis, vel ad temporalem militiam, ad quos fines medium illud accommodatum non est. Nec Soto affert aliam rationem, nisi quia talis religio maximo splendore religionis careret, quasi vero substantia et perfectio religionis ex hoc splendore metienda sit; vel non possit etiam salvis operibus virtutum, et præcipue ex spiritualibus effectibus et beneficiis circa proximos sufficientem, ne dicam majorem splendorem habere.

8. *Corollarium secundum, non posse imperfectionis argui eo quod choro careat. — Instantia bipartita. — Solvitur prior pars. — Solvitur posterior.* — Secundo sequitur ex dictis, non posse Societatem argui quod imperfecto aut indebito modo instituta sit, eo quod hoc splendore seu munere careat, quia (ut recte dixit D. Thomas, dict. quæst. 188, a. 7, ad 1), quando aliquod opus est instrumentum ad perfectionem, non consistit perfectio religionis in tali instrumento, aut in quantitate vel modo ejus absolute spectatis, sed cum debita proportione ad finem talis religionis. Chorus autem non est ipsa perfectio, sed instrumentum ad perfectionem, et ideo absolute non fuit Societati necessarius, et alioqui non erat proportionatum instrumentum ad finem Societatis, et ideo ad perfectam institutionem ejus non fuit necessarium, neque conveniens tale medium. Dices, esto non sit medium proportionatum speciali fini Societatis, esse fere necessarium ad generalem finem religionis contemplativæ, quam non debet excludere finis particularis Societatis, si ipsa perfecta religio est. Unde, eo ipso quod Societas talem habeat finem proprium, qui medium illud convenienter non admittat, convincitur esse imperfecta religio, etiam si intra suos limites cum perfectione instituta sit. Respondeo ad priorem partem negando assumptum; quia sunt multa alia media, quibus finis vitæ contemplativæ comparari et exerceri potest, alioqui monachi et eremitæ, qui solitariam vitam profitebantur, non fuissent professi perfectam vitam contemplativam, quod plane falsum est; quamvis enim desit publicus et corporalis cantus, potest laudari Deus, ut instruimur Ephes. 5, *in hymnis et cantibus spiritualibus*, et privatis. Accedit, quod cantus publicus magis usurpatur, quia est utilis Ecclesiæ ad excitandos homines ad devotionem, et laudem Dei, quam quia sit necessarius vel simpliciter, vel moraliter ad propriam et internam perfectionem vitæ contemplativæ earum personarum, quæ in hujusmodi exercitio occupantur. Unde ad alteram partem negatur etiam assumptum, quia, licet finis proprius Societatis hoc medium non requirat, neque cum illo habeat convenientem proportionem, nihilominus in se perfectissimus est, et secum admittit, imo requirit magnam perfectionem vitæ contemplativæ, ut in capite superiori demonstratum est. Denique ostensum est, finem hunc esse omnium perfectissimum, et ideo, quidquid cum illo non habuerit convenientem proportionem, profecto necessarium non est ad religionem simpliciter perfectam, ut ex sequenti illatione magis patebit.

9. *Corollarium tertium, Societatem, etiam si choro careat, non esse imperfectiorem religionibus illum habentibus.—Interrogationi quorumdam satisfit, ex D. Thoma et Gregorio.*—Tertio,

ex dictis infero, ex hoc capite, quod Societas chorum non habeat, inferri non posse esse minus perfectam aliis illum habentibus. Sicut D. Thomas paulo ante citatus dixit, religionem, quæ majorem paupertatem profitetur, non debere statim gloriari, quod aliis simpliciter perfectior sit, sed ad summum secundum quid, quia potest ab alia excedi in his quæ pertinent ad obedientiam vel continentiam, quæ majora sunt, et quod in melioribus excedit, est simpliciter melius. Sed quid habet Societas proprium, quo possit bonum illud æquari, ne dum superari? Respondeo ex doctrina ejusdem D. Thomæ, et Gregorii, n. 6, citati, functiones illas, quibus directe salus animarum procuratur, non solum æquare, sed longe excedere bonum illud; ostendimus autem in his functionibus, et in perfectione et obligatione earum non pauca habere Societatem sibi propria, et nulli alteri religioni ex vi sui instituti convenientia; ergo ex hoc capite potius excedit in eo quod simpliciter melius est. In quo etiam considero hunc excessum non solum esse in his, quæ ad vitam activam pertinent, etiamsi functiones illæ hujus vitæ actus esse videantur. Nam zelus animarum, a quo illæ functiones debent procedere, ad actus vitæ contemplativæ pertinet, et est maxima pars perfectionis ejus, cum ad perfectionem charitatis proximi formaliter pertineat, et in perfecta charitate Dei radicatus esse debeat. Est autem hic zelus suo modo proprius et peculiaris hujus instituti, quatenus cum speciali perfectione illum postulat et intendit. Nam, in 4 p. Constitutionum, cap. 3, dicitur, *hanc Societatem exercendam esse in charitate, et zelo animarum, quo omnia hominum genera complectatur, ut eorum serviat spirituali utilitati.* Et decima parte, § 2, potissima media Societatis ad suum finem esse dicuntur, *probitas et virtus, ac præcipue charitas, et pura intentio divini servitii, et familiaritas cum Deo in spiritualibus devotionis exercitiis, et zelus sincerus animarum ad gloriam ejus, qui eas creavit et redemit, quovis alio emolumento posthabito.* Hæc ergo sunt, quæ Societatis vitam etiam quoad partem contemplativam maxime perficere possunt, et chori jacturam non solum supplere, sed etiam superare.

---

## CAPUT IX.

### UTRUM SOCIETAS ARCTAM SIMPLICITER AN LAXAM REGULAM PROFITEATUR.

1. *Ratio dubitandi.* — Ut secundæ objectioni relictæ in c. 7, n. 2, radicitus et plene respondeam, præsentem quæstionem tractare visum est. Quia enim Societas vitam minus austeram in his, quæ ad externam corporis tractationem pertinent, scilicet, in victu et vestitu, assumpsisse videtur, ideo calumniatores aliqui in eam objiciunt, quod laxiorem regulam observet; quibus ex hactenus dictis non satis responsum videtur, quia fieri optime potest ut religio aliqua ex fine suo, et aliquibus ministeriis majorem quamdam dignitatem habeat, et nihilominus sub laxiori regula vivat. Sic ergo religio Canonicorum regularium, eo quod sit religio sacerdotum, et ad officia, quæ in divinis mysteriis peraguntur, ordinetur, specialem ac propriam habet dignitatem. Et nihilominus in cap. *Quod Dei timore*, de Statu monachor., de illis dicit Innocentius III, quod *regulæ inserviunt laxiori.* Hoc autem non videtur alia ratione dictum, nisi quia licet in cæteris religiose vivant, in his, quæ ad corpus pertinent, nullam specialem observant asperitatem, sed commodum, licet temperatum, vivendi modum habent. Ergo eadem ratione dicenda est laxiori regulæ Societas inservire. Atque hoc aliqui ita exaggerant, ut inde velint persuadere hominibus religionem hanc imperfectissimam esse, eo quod ejus professores delicate (ut ipsi aiunt) vivant, nihilque a secularibus discerni videantur (Dominicus Bannes, Relectione de charitate).

2. *Discrimen inter austeritatem, pœnitentiam, et arctam regulam. — In quo austeritas vitæ consistat.— Quid pœnitentia.— Arctitudo regulæ quid sit.* — Ut ergo calumniam hanc excludamus, et quid rei veritas habeat aperiamus, tria hic distinguenda sunt, scilicet, pœnitentia, austeritas, et arcta regula; sunt enim hæc valde distincta. Quia austeritas vitæ, prout in præsenti, et juxta communem modum loquendi sumitur, significat specialem asperitatem in externa ac ordinaria, et communi corporis tractatione, ad quam præcipue pertinet, quoad victum, abstinentia a carnibus, et erit major, si sit etiam a lacticiniis, et gravior, quo etiam in quantitate ciborum, et

in jejuniorum frequentia fuerit durior. In vestitu ordinaria austeritas est, non uti lineis internis; erit autem major, quo indumentum fuerit asperius, vel etiam simplicius; atque huc etiam spectat non uti calceis, sed nudis pedibus ambulare. Denique etiam in lecto cernitur hæc asperitas, in non utendo panno lineo, sed laneo, vel in alio duriori usu lecti, usque ad humicubationem. Pœnitentia vero latius patet, nam præter hæc, quæ numeravimus, quæ certe ad pœnitentiam pertinent, potest aliis modis fieri non tantum animo, sed etiam corpore (ita enim nunc loquimur), per actiones aut res quæ secrete et occulte fiunt, licet in exteriori habitu non appareant. Hujusmodi sunt secretæ et privatæ flagellationes, cilicia, extraordinariæ vigiliæ, graviores labores ex pia causa assumpti, et similia. Rigor autem seu arctitudo regulæ, non solum in his rebus, imo nec principaliter in eis consistit, sed subtilius ac spiritualius (ut existimo) pensanda est. Nam, licet arcta regula sufficientem austeritatem vel pœnitentiam non omittat, principaliter autem consistit in rigorosa trium votorum observatione, et in omnibus observantiis quæ ad illa per se reducuntur, tanquam media ex se necessaria ad perfectam illorum custodiam, vel tanquam digni fructus illius. Ut, verbi gratia, in observatione castitatis regula arcta est, quæ non solum omnem actum aut motum turpem comprimit, sed etiam omnium sensuum mortificationi invigilat, et omnia verba, non solum lasciva, verum etiam quomodocumque vana, et quæ vel remote possunt puritatem offendere, omnino vetat, prohibet ac coercet; et sic de aliis. In paupertate multa numerari possent, quæ c. 3, num. 5 et 6, tacta sunt, quorum summa est, ut unica ratio utendi temporalibus bonis sit necessitas, et hæc sit omnibus communis; usus vero sit in omnibus dependens a Superioris arbitrio. Maximus vero rigor, et regulæ arctitudo esse potest in obedientiæ observantia; nam, sicut illa est cæteris excellentior, ita etiam est difficilior, et majorem abnegationem propriam, majoremque omnium affectuum abjurationem postulat. Et hic merito dici potest maximus rigor religiosæ regulæ; nam, ut Gregorius dixit: *Minus unicuique est abnegare quod habet, valde autem multum est abnegare quod est.*

PRO QUÆSTIONIS RESOLUTIONE PRIMA CONCLUSIO.

*Societatem non profiteri definitam austeritatem, aut pœnitentiæ modum pro omnibus sociis communem.*

3. Fatemur igitur ingenue non profiteri, quoad regularem et omnibus propositam observantiam, definitum aliquem austeritatis aut pœnitentiæ modum; ita enim in ejus constitutionibus expresse cautum est. Nam in Examine, capite 1, § 6, sic dicitur: *Ratio vivendi in exterioribus justas ob causas, majus Dei obsequium semper intuendo, communis est, neque ullas ordinarias pœnitentias vel corporis afflictiones ex obligatione subeundas habet.* Idemque in aliis constitutionibus declaratur, quas postea referemus; et in bulla, in qua Julius III cum majori declaratione institutum confirmavit, hæc sunt ultima verba in narratione seu declaratione instituti Pontifici proposita: *In his, quæ ad victum, et vestitum, et cætera exteriora pertinent, honestorum sacerdotum communem et approbatum usum sequentur; ut quod inde pro cujusque necessitate, vel spiritualis profectus desiderio subtractum fuerit, ex devotione, et non ex obligatione, rationabile obsequium corporis Deo, prout expediat, offeratur.* Et nihilominus statim subdit Pontifex, *nihil, quod pium sanctumque non sit, in dicta Societate, ejusque laudabilibus institutis reperiri, eaque omnia ad suorum, et aliorum Christi fidelium animarum salutem, et fideli exaltationem tendere;* ergo, ex sententia Pontificis, etiam quoad hanc partem hoc institutum pium est et sanctum, et ad prædictum finem egregie accommodatum, quod nobis superest explicandum.

SECUNDA CONCLUSIO.

*Societatem uti debere pœnitentiis, et afflictionibus corporis, modo in Constitutionibus præscripto.*

4. *Probatur conclusio ex variis locis Constitutionum.* — Dico ergo secundo, Societatem ex vi suæ regulæ uti debere pœnitentiis, et afflictionibus corporis, modum tamen utendi illis prudenti et sapientissima ratione in ejus regula esse præscriptum. Utraque pars ex eisdem constitutionibus probatur. Nam in dict. cap. 1 Examin., § 6, post verba superius citata subditur: *Sed illas* (scilicet pœnitentias, et corporis afflictiones) *assumere quivis poterit, quæ sibi videbuntur* (*cum approbatione superioris*) *ad majorem sui spiritus profectum convenire, et quas propter eumdem finem, su-*

*periores eis poterunt imponere.* Circa quæ verba solum expendo verbum illud *poterit*, aut *poterunt*. Potuisset enim Beatus Ignatius uti verbo *debebit*; ne tamen videretur obligationem aliquam in conscientia inducere, ab illo verbo abstinuit; in universum enim noluit regulam hanc specialem obligationem in conscientia importare. Si tamen verbum *debendi* non dicat obligationem sub culpa aliqua, sed solum directionem regulæ ad id quod perfectius est, et per ipsam regulam consulitur, sic vere possumus dicere, debere Societatis alumnos, ex vi hujus regulæ, uti afflictionibus corporis, duobus illis modis in ipsa præscriptis. Debent enim quantum est ex se has pœnitentias desiderare et petere, et juxta arbitrium sui Superioris illas fideliter exequi. Quod si quispiam in hoc negligens fuerit, debet Superior pro ratione sui muneris, quo tenetur subditos ad majorem profectum spiritualem juvare, et non defectus punire solummodo, tales pœnitentias injungere; tunc vero manifestius est debere subditos illas assumere, cum ad perfectionem tendere ex vi sui status teneantur; atque in hoc sensu intellecta est hæc regula ab universa Societate, prout ratio ipsa majoris perfectionis postulabat, et perpetua etiam consuetudine, quæ est optima legum interpres, eamdem intelligentiam consummavit. Unde, in sexta parte Constitutionum, cap. tertio, paragrapho primo, de professis Societatis agens Beatus Ignatius, cum dixisset in corporali exercitatione jejuniorum, vigiliarum, aut aliarum rerum ad austeritatem, vel corporis castigationem spectantium, nullam regulam eis præscribendam esse, nisi quam discreta charitas unicuique dictaverit, dummodo consulatur confessor vel superior, subdit: *Hoc tamen dicitur in universum esse quidem animadvertendum, ne nimius hujusmodi rerum usus tantopere vires corporis debilitet, ut deinde spirituali proximorum auxilio juxta nostri instituti rationem non sufficiant; nec contra, tanta in illis sit relaxatio, ut fervore spiritus refrigescente, humani ac inferiores affectus incalescant.* Et 3 p., cap. 1, § 12, admonentur omnes, *ut pœnitentias omnes, vel mortificationes, et devotiones confessori vel Superiori aperiant, nolentes suo proprio sensu duci, voluntate pura optantes ab illis dirigi, sicubi a rectitudine deflecterent*; a rectitudine (inquam) religiosa, id est (ita enim interpretor), ab eo quod melius, et gratius Deo est. Hæc enim debet esse regula etiam in pœnitentiis agendis. Unde, in capite secundo ejusdem tertiæ partis Constitutionum, § 5, dicitur: *Corporis castigatio immoderata esse non debet, nec indiscreta in vigiliis, et abstinentiis, et aliis pœnitentiis externis ac laboribus, quæ ei nocumentum afferre, et majora bona impedire solent. Ideo suo confessario detegi ab unoquoque convenit quidquid in hac parte faciat, qui si judicat excedi mensuram, aut certe dubitat de excessu, illum ad superiorem remittat.* In quibus et similibus regulis, considero fuisse majorem curam Beato Ignatio adhibendi remedia ne in hac parte excedatur, quam ne deficiatur; supponit enim hanc posteriorem curam, et in subditis, utpote viris spiritualibus, et orationi deditis, non defuturam, et in superioribus debere esse maximam, et ideo cum excessum vetat, semper significat religiosam curam se exercendi in operibus pœnitentiæ, et afflictionibus corporis, quantum cum aliis laboribus Societatis conjungi possint, ex vi hujus instituti *debitam* esse in sensu paulo superius declarato. Et præterea, in 6 p., cap. 2, paragrapho decimo quinto, de vestitu in particulari admonet, *ut honestus sit, et ad usum loci accommodatus, et professioni paupertatis non repugnans, et humilitatis ac summissionis indicia præbens.* In paragrapho autem decimo sexto: *In iis* (ait) *quæ ad rationem victus, somni, ac usus reliquarum rerum vitæ necessariarum vel convenientium spectant, quamvis communis illa sit, minimeque diversa ab eo, quod medicus illius loci, in quo vivitur, judicabit, ita ut quod quisque sibi inde subtraxerit, ex devotione, non ex obligatione subtrahat, habenda tamen semper erit ratio humilitatis, paupertatis, ac spiritualis ædificationis, quæ semper nobis in Domino ob oculos versari debet.*

5. *Quo consilio B. Ignatius certas pœnitentias non præscripserit toti Societati. — Prædictum consilium testimonio Patrum suadetur.* — Ex his ergo omnibus satis constat, Societatem ex vi suæ regulæ debere operibus pœnitentiæ, et austeritati corporis insistere, magnamque illarum rationem habere, alioqui magnum profecto religionis, ac perfectionis instrumentum Societati deesset; quamvis enim in his afflictionibus corporis sanctitas non consistat, tamen negligendæ nullo modo sunt, quia et ad cordis puritatem purgando priora delicta, præcavendoque sequentia, et ad humilitatem, ad Christi imitationem, ac plures alios spirituales fructus necessariæ sunt. Consilium autem Beati Ignatii fuit, non eamdem regulam aut modum pro omnibus præscribe-

re, quia in tanta varietate personarum ac habitudinum (ut ipse alias dixit[1]) certa regula præscribi nequibat, ideoque prudenti judicio Superioris mensuram unicuique proportionatam remittit. Quam vero fuerit hoc consilium prudentiæ ac sanctitatis plenum, facile ex antiquis Patribus et ratione intelligi potest. Basilius enim, interrogatione 19 ex fusioribus, quæ erat : *Qui modus servari in continentia debeat?* respondet : *In vitiis quidem animi unus continentiæ modus est; summa earum rerum, quæ ad pestiferam voluptatem ferunt, a nobis alienatio; in cibis autem, quemadmodum aliis alii necessarii sunt, pro ætate scilicet cujusque, ac studiis, hique apposite ad corporis cujusque habitudinem distincti, ita quoque diversa sunt usus illorum, modus, ratioque; quo fit ut nequaquam omnes uni et eidem regulæ subjici possint.* Et ideo hanc justam distributionem seu convenientem accommodationem Prælato committit, qui providere debet ut nulli desit, quod necessitas petit, neque aliquid immoderatum alicui tribuatur, afferens illud Actor. 4 : *Dividebantur omnia singulis, prout unicuique opus erat.* Eamdem regulam fere præscribit Augustinus. Nam capite 2 Regulæ sic inquit : *Distribuatur unicuique vestrum a Præposito vestro victus et tegumentum; non tamen omnibus æqualiter, quia non æqualiter valetis omnes, sed potius unicuique, sicut cuique opus fuerit. Sic enim legitis in Actibus Apostolorum*, etc. Et capite 11 : *Carnem vestram domate* (inquit) *jejuniis, et abstinentia escæ et potus, quantum valetudo permittit.* Hinc auctor[2] sermonis vigesimi quinti ad fratres in eremo, fratres introducit interrogantes : *Numquid in via nostra semper jejunare debemus?* respondet : *O fratres mei, legem recepistis, et audistis frequenter inter cætera, quod carnem vestram dometis abstinentia escæ et potus, quantum valetudo permittit; nolo enim meipsum ligare; nolui onera vestra portare, sed hoc solum super vos ponere, ut jejunetis et abstineatis, quantum Deo favente potestis.* Denique ejusdem regulæ interpretes[3], et ejusdem familiæ alumni intellexerunt Augustinum, summa discretione pollentem, non præcepisse in regula determinata jejunia, sed prudenti arbitrio, juxta uniuscujusque vires, definienda reliquisse. Unde idem Augustinus, multa quæ ad similem prudentiam pertinent circa ciborum usum, in eadem regula prosequitur usque ad regulam 18, in qua de vestitu sic inquit : *Non sit notabilis habitus vester, nec affectetis vestibus placere, sed moribus.* Benedictus etiam in capite 40 regulæ : *Unusquisque* (inquit) *proprium donum habet ex Deo, unus sic, alius vero sic; et ideo cum aliqua scrupulositate a nobis mensura victus et vestitus aliorum statuitur.* Quæ verba accommodate ad nostrum propositum exposuit Turrecremat., tract. 105, in expositione regulæ. Eodem modo Cassianus, libro 5 de Institutis renuntiantium, capite 5 : *Super jejuniorum* (inquit) *modo haud potest facile uniformis regula custodiri, quia nec robur unum cunctis corporibus inest, nec sicut cæteræ virtutes, animi solius rigore parantur* ; quod late prosequitur. Pallad. etiam, capite 38 suæ Historiæ, refert regulam ab Angelo Beato Pachomio revelatam, cujus unum caput erat : *Concede unicuique ut comedat et bibat pro ratione virium, et pro viribus comedentium; eis quoque manda opera, quæ proportione conveniant ac respondeant, et nec jejunare prohibe, neque comedere, siquidem fortibus fortia opera, imbecilla autem et levia his, qui imbecilliores sunt, conveniunt.* Denique Eusebius, lib. 9 de Præparat. Evangel., cap. 1, de Essenis loquens (quos tractatu octavo diximus, cum Hieronymo, Epiphanio et aliis, in Ecclesia fuisse ex primis religiosis qui sub Marco Alexandriæ floruerunt), inter alias regulas instituti eorum in præsenti materia, hanc ait servasse : *Cibus et potus vitæ necessitate mensuratur.* Non omittam etiam hoc loco verba quibus sancti cujusdam juvenis vivendi rationem Sanctus Chrysostomus refert, libro 3 contra vituperatores monasterii vitæ, post medium; nam Beati Ignatii consilium ad unguem exprimere videntur : *Et quod est* (ait) *mirabilius, exteriori quidem cultu, nihil a cæteris differre videbatur, non enim agrestibus vel incomptis erat moribus, non comæ negligentia, non amictus vilitate nobilis, sed erat communis habitu, voce, aspectu, et cæteris omnibus. Quibus ex rebus factum est ut facilius plurimos contubernalium intra retia sua includeret, cum haberet intrinsecus incredibilem latentem sapientiam. Denique, si quis illum domi vidisset, unum ex eis esse putavisset, qui montes et deserta incolunt; domus enim ita illi disposita et parata erat, ut in nullo monasterii diligentiam desideraret,*

[1] Tertia parte Constitutionum, c. 1, lit. E, et sæpe alibi.

[2] Auctor sermonis ad fratres inter opera D. Augustini.

[3] Ex eremitis, Ambr. Coriolan. in Comm. 21; ex Canoni. reg., Trull., lib. 4, in eamdem regul., cap. 7.

*nihilque necessarii amplius habebat.* Talem Beatus Ignatius totam Societatem formari optabat.

6. *Ratione idem ostenditur.* — Ratio autem generalis est, quæ ex medio temperantiæ et similium virtutum moralium sumitur. Non est enim (ut aiunt) medium rei, sed rationis, et ideo non est unum respectu omnium, sed in unoquoque consideratur per proportionem ad intentum finem, considerata personæ, seu subjecti qualitate, et aliis circumstantiis. Unde recte dixit Gregorius, libro 2 Registri, capite 31 : *Cum non plus quam necesse est servitur corpori, sed sola ejus infirmitas reficitur, ut ad usum exercendæ virtutis habeatur, tunc veraciter ex charitate convivia prodeunt. Hæc si vos in vestris conviviis agitis, abstinentium fateor magistri estis.* Multa similia late prosequitur Basilius, sermone de Vera virginitate, ubi pro regula circa abstinentiam servandam ponit, ut tanta sit, quanta ad virtutis acquisitionem confert, et subdit : *Integram se in hac parte, atque inviolabilem, sancta virgo caute servabit, corpusque, ut servire queat animæ, in his, quæ sunt necessaria victui, moderabitur prudenter, ac reget; neque enim expedit, dum nimis observat ne gustus voluptate rapiatur, manantesque ex ventre voluptates per ciborum abstinentiam frœnare pergit, contra ita corpus atterere, ut invalidum jam inutileque reddatur.* Quod late prosequitur, et post multa subjungit : *Sicut in gulæ intemperantiam declinare grave ac periculosum est, ita per nimiam abstinentiam corpus atterere omni profecto ratione caret; neque enim abstinere a voluptatibus gulæ per se expetendum est, sed quia ad virtutis acquisitionem confert. Quod si illud, cujus gratia ciborum abstinentiam eligimus, per immoderatam negligamus inediam, contra ac instituimus agimus; nam fracto contritoque instrumento, nec Deo inhærere per lectionis et orationis studium possumus, neque ad fratrum beneficentiam humanitatis officium obire. Igitur et corporis cura necessario habenda est, non ipsius gratia, sed ut servitio illius ad philosophiæ studia uti possimus.* Quibus verbis nulla possunt esse aptiora ad mentem et spiritum Beati Ignatii explicandum. Multaque similia habet idem Basilius in Constitut. monast., capite 5, ubi inter alia hanc regulam constituit : *Continens ventris moderatio ea præstantissima judicanda est, quam vires corporis cujusque definiunt,* quod late prosequitur. Alia ad idem confirmandum sumi possunt ex Cassiano, collat. 2, capite 2, et ex aliis locis quæ infra referemus. Non omittam etiam advertere, quod Cajetanus, 2. 2, quæstione centesima quadragesima septima, articulo primo, ex mente D. Thomæ observavit, regulam temperantiæ esse necessitatem vitæ præsentis, quoad duo, scilicet, convenientem sustentationem naturæ quantum ad esse, et quantum ad potestatem exercendi debita virtutis opera. Unde *si quis* (inquit) *tenetur ad aliquod opus, vel liberale, puta ad legendum, prædicandum, cantandum, vel mechanicum, puta ad ædificandum, fodiendum,* etc., *abstinentia impediens potentiam ad hæc non est actus virtutis.* Quæ sententia ad omnes afflictiones corporis applicari potest. Cum ergo medium non sit unum et idem in hac materia pro omnibus personis, merito Societas noluit unam et eamdem regulam pro omnibus suis subditis æqualiter statuere, sed vivæ regulæ, quæ est Superior, id commisit. Nec vero propterea improbavit Sanctus Ignatius consuetudinem aliarum religionum, in quibus hujusmodi austeritates per generales regulas statutæ sunt; nam in eis sancte et prudenter id fieri potuit, quia, licet non ab omnibus æqualiter possint observari, possunt tamen a pluribus; ac regulariter possunt hæ dispensationes esse in paucioribus. In Societate autem non ita esse poterat, sed potius oportuisset generalem regulam, si statuenda esset, nimium esse moderatam, propter specialem rationem in ea inventam, quæ a nobis supra, in num. 4, est explicata.

7. *Rationem hujusmodi vitæ ex Societatis fine sumptam esse.* — *Societas in hoc modo vitæ communis in exterioribus imitari Christum Dominum.* — Ratio ergo specialis, quæ Beatum Ignatium movit, ut hunc vitæ modum communem cum prædicta regula in pœnitentiis et afflictionibus corporis assumendis in Societate reliquerit, ex fine ejusdem instituti, qui est animarum salus, desumitur; jam enim in superioribus, capite 2, diximus hunc finem ita esse ab hac religione intentum, ut totum religionis pondus, quoad fieri possit, in illum feratur, ac proinde tota ratio vivendi, et ipse etiam modus inquirendi perfectionem propriam huic fini accommodetur. Propter hunc ergo finem primo factum est, ut ratio vivendi Societatis in exterioribus communis sit. In quo voluit Ignatius socios imitari ducem suum Christum, de quo recte docuit D. Thomas, tertia parte, quæst. quadragesima, art. 1, cum hominibus familiariter conversatum esse, et in his exterioribus, præsertim quæ ad cibum

et potum pertinent, vitam cum aliis egisse communem, ut finem, propter quem principaliter mortalem carnem assumpserat, consequeretur, id est, ut omnes ad se attraheret, ac lucrifaceret; et in hoc sensu concludit idem D. Thomas ibi, a. 2, non fuisse conveniens, ut Christus in hoc mundo vitam duceret austeram, scilicet, quoad modum cibi et potus : *Nam convenientissimum est* (inquit) *ut qui communiter cum aliquibus conversatur, se eis in conversatione conformet, juxta illud, 1 Corinth. 9 : Omnibus omnia factus sum, ut omnes lucrifaciam.* Quam doctrinam ibi nos, disputat. 28, sect. 1 et 3, testimoniis divinæ Scripturæ et Sanctorum Patrum, ac ratione confirmavimus. Quanquam postea non defuerint, qui eam impugnare studuerint, quia videbant fortasse magnum esse fundamentum ejus rei, de qua nunc agimus; sed profecto minime prævalere potuerunt contra veritatem, quæ in Evangelio manifesta est, et quidquid dicant, proferre non possunt Patres qui aliter de Christi vita sentiant.

8. *Qua ratione intelligendum sit Christum Dominum communem vitam egisse.* — Sed in hac re cavenda est magna quædam æquivocatio, in qua forte aliqui versantur. Nam dum agimus de communitate vitæ, quantum ad conversandum cum hominibus, ad utendum communi cibo et potu, transitum faciunt ad vitam laboriosam, ærumnosam, pauperrimam, injuriis, doloribus, maximisque passionibus, usque ad mortem, subjectam; et ita concludunt Christum austeram vitam professum esse, et putant se nobis contradicere. Quis autem Catholicus, etiam rudis, ignorat Christum Dominum, a principio nativitatis usque ad mortem, vitam pauperrimam amplexum esse, adeo ut ne cum primum nasceretur, locum haberet ubi in diversorio poneretur, præter vile præsepium; et postea, dum regnum cœlorum prædicaret, non haberet ubi inclinaret caput suum, ac tandem nudus in cruce finiret vitam? Quis etiam nesciat Christum recenter natum coactum fuisse peregrinari, quod sine magnis laboribus et incommodis fieri non potuit; et postea, præsertim ex quo tempore prædicare cœpit, multum pro salute hominum laborasse, peditem quoque per varias partes discurrendo, famem, sitim et æstum sæpius sustinuisse, cujus indicium nobis præbuit, quando, Joan. 4, *fatigatus ex itinere, sedebat sic supra fontem,* jejunus unius animæ et per illam aliarum multarum conversionem expectando? Denique omnes norunt Christum Dominum magnos dolores et afflictiones corporis propter hunc finem exantelasse; aliquando ab inclementia aeris et cœli, sæpius autem per hominum injuriam, quæ omnia, tam in citata disput. 28, quam in multis sequentibus abunde locupletavi. Non ergo de hoc agimus, cum de vita communi vel austera disserimus, sed solum ut vita communis opponitur solitariæ, et non austera dicitur, quoad exteriorem usum cibi, ac potus, ac vestitus. Potest enim vita esse pauperrima inter homines degendo, et communibus eorum cibis eleemosyna acceptis utendo. Et similiter potest esse talis vita laboriosa nimis, et injuriis et laboribus exposita, ut per se notum est. Dico autem passionibus expositam, quia aliud est agere, aliud pati; illud prius est in potestate hominis, hoc autem posterius minime, sed ad Dei providentiam vel permissionem spectat, præsertim quando tales passiones vel injuriæ ab aliis hominibus sustinendæ sunt. Unde non est in potestate hominis imitari Christum, in actuali (ut sic dicam) exercitio talium passionum vel injuriarum, sed in hoc solum ut, cum oportuerit, se illis, Deo auxiliante, exponat, et propter illa non formidet in aliis operibus ministrare Christo, et consequenter quando Deus illa permiserit, patienter sustinere. Sic ergo manifestum est, ablata verborum ambiguitate, qualem vitæ rationem Christus servaverit.

9. *In quibusdam Societas communis vitæ modum, a Christo servatum, imitatur.* — Cum ergo Societatis finis proximus sit et simillimus fini incarnationis Christi, scilicet, animarum salus, et (ut ita dicam) efficacia redemptionis circa illas, merito etiam Christum imitata est in hoc modo exteriori vitæ communis. Primo quidem quoad hoc, ut inter homines vivat et conversetur, quia non posset alio modo eos lucrari. Unde etiam religiones monachorum, quæ præsertim a temporibus Sanctorum Dominici et Francisci, aliqua ex parte officium assumpserunt adjuvandi Episcopos in ministerio animarum (ut Cajetanus alias dixit), rigorem etiam antiquorum monachorum, qui omnimodam separationem quoad habitationem observabant, ut est apud Basilium, regul. 6, ex fusioribus, temperarunt, in civitatibus monasteria construentes, et cum hominibus conversantes. Quo ergo Societas propensius huic muneri incumbit, eo amplius cum hominibus conversatur, quia non solum in civitatibus habitat, et ad se venientes benevole excipit, sed etiam per vicos et plateas

eos quærit, et per universum mundum peregrinatur, ut omnes Christo lucretur, in quo et Christum et Apostolos imitatur Studet etiam eorum spiritu rectam intentionem et prudentiam imitari, ut cum aliorum fructu, et sine proprio detrimento tantum opus perficiat. Secundo, ad hoc consequens est, ut etiam Christum imitetur in exteriori ratione vitæ communis, quoad ea quæ ad cibum, potum et vestitum pertinent, ex eodem fundamento a D. Thoma constituto, quoniam convenientissimum est ut is, qui cum aliis conversatur, ut eos lucrifaciat, se cum eis in conversatione conformet; quia sine dubio hoc multum confert ad conciliandos sibi eorum animos, quæ magna est dispositio ut conversatio cum illis fructuosa sit, et effectum habeat, si in illomet genere vitæ omnis decentia, ut supponitur, temperantia, et honestas observetur. Accedit etiam, quod ad prædictum finem necessarium erat per varias mundi partes discurrere, sæpiusque peregrinari, imo hæc est gratia hujus *vocationis*, ut Gregorius XIII, sæpe citatus, dixit, et ideo oportuit homines Societatis, ex vi suæ regulæ, non esse huic vel illi ciborum generi addictos, sed illam Evangelii regulam, Luc. 10, servare : *Manducate quæ apponuntur vobis*. Neque enim expediebat aut frequenti dispensatione uti, aut alium domi, alium foris vivendi ritum tenere, aut onerosos esse aliis, inter quos frequenter versari, et ab eis ali deberent.

10. *Non solum in communis vitæ modo, sed etiam in vitæ austeritate Societas Christum imitatur* — Atque hinc etiam fit ut, sicut Societas in hoc genere vitæ communis Christum imitatur, ita etiam in ea vitæ austeritate, quam ipse amplexus est (ut adversariorum verbis utar), ab ejusdem vestigio non recedat. Atque imprimis cum hoc genere vitæ perfectam paupertatem conjungit; nam, ut supra, capite 3, num. 5, tetigi, et infra, libro 4, cap. 7, latius dicam, in domibus professorum paupertatem in particulari et in communi observat; in collegiis autem studiorum eam retinet, quæ illi tempori et occupationi maxime est accommodata; et, quod caput est, in usu paupertatis quoad singulas personas maximum rigorem observat. In missionibus autem et peregrinationibus pro animarum salute, quoad fieri possit, emendicato vivere debet. Deinde in laboribus pro animarum salute suscipiendis plurimum Christum imitatur; nulli enim labori parcere debet, ut illum finem assequatur. Unde in 4 p. Constitutionum, in declaratione procemii, ea ratio redditur, propter quam expedit juvenes in Societate admittere, qui et vita et moribus ab ea bene instituantur, et convenienter educentur : *Tum* (dicitur ibi) *propter magnos labores, quos ejus institutum exigit, tum propter magnam sui ipsorum abnegationem*. Atque hinc tandem fit, ut etiam in sustinendis injuriis, doloribus, aut passionibus Christum etiam imitari debeat, ut luculenter in Examine, cap. 4, § 44, et in 11 regula Summarii proponitur. Nam (ut in fine num. 8 dixi) actualis occasio hæc patiendi non est posita in patientis voluntate; tamen præparatio, et animus ea sustinendi necessarius omnino est eis, qui vitam suam huic ministerio et labori consecrarunt, quia moraliter fieri non potest, quin quamplures occasiones sese offerant talia patiendi eis, qui pro dignitate Evangelium prædicant, non solum inter fideles, sed etiam inter paganos, Gentiles, et hæreticos, ut non solum in Christo, et Apostolis, et in aliis prædicatoribus Evangelicis, sed etiam in ipsa Societate experientia, tum præterita, tum præsenti, compertum est. Ac propterea in ejus Constitutionibus sæpe commendatur sui ipsorum abnegatio, et omnium rerum temporalium contemptus, et desiderium patiendi cum Christo, quoniam nihil magis necessarium est ad liberam et efficacem Evangelii prædicationem, qua de causa dictum existimo in bulla prima Julii III, *non esse aliquos in hac Societate admittendos, nisi post diuturnas et diligentissimas probationes*, *quia revera hoc institutum omnino humiles*, *et prudentes in Christo, et in Christianæ vitæ puritate, ac litteris conspicuos exigit.*

11. *Objectio.* — At vero, dicet aliquis, esto expediens fuerit, Societatem in externo habitu et in frequenti usu ciborum mediocritatem et communitatem quamdam tenere, hoc tamen non impedire quin in interiori habitu, aut lectis, majorem aliquam asperitatem, et in jejuniis aliquam peculiarem observantiam ex vi regulæ habuerit præscriptam. Nam et Christus Dominus licet ordinarie dictum vitæ modum observaverit, aliquando quadraginta diebus jejunavit, ut ejus rei nobis exemplum præberet; et similiter in suo habitu asperitatem aliquam servasse credendus est, cum de Joanne loquens dixerit, Matth. 11 : *Quem existis videre, hominem mollibus vestitum? Ecce qui mollibus vestiuntur, in domibus regum sunt.* Unde multi credunt tunicam inconsutilem, super quam milites sortiti sunt, non lineam, sed laneam fuisse : et alii opinantur

Christum Dominum nudis pedibus ambulasse.

12. *Pro objectionis solutione additur secunda ratio prædictæ constitutionis.* — Possemus ex ratione facta, eam cum proportione applicando, huic objectioni satisfacere. Ut tamen res evidentior fiat, addamus secundam, quam existimamus multum movisse Beatum Ignatium, ut prædictam vivendi regulam suis reliquerit, et Summi Pontifices illam approbarint. Illa autem est, quia, considerato fine hujus religionis, necessarium erat socios omnes in maximis laboribus, tam mentis quam corporis, perpetuo versari, ideoque ad eumdem finem consequendum, necessarium futurum esse afflictiones corporis ita moderari, ut laboribus illis sustinendis possint sufficere, ne Societas suo fine frustraretur, et curandis ægris, potius quam proximis juvandis, instituta videretur. Quod præsentiens ac timens Beatus Ignatius, non solum in afflictionibus corporis, sed etiam in ipsismet laboribus moderationem sæpius commendat; intellexit ergo, si jejuniorum aut aliarum austeritatum generalem aliquam regulam statuere vellet, necessario futuram fuisse moderatissimam, quia generalis rigor in rebus corporalibus, cum tanta varietate actionum et laborum, primum in studiis, et postea in ministeriis etiam erga proximos, non poterat ab omnibus sustineri sine magno periculo, ac dispendio salutis, et consequenter cum impedimento majorum bonorum, quæ ad Dei gloriam et animarum profectum magis conferunt. Melius autem judicavit pro regula relinquere, et uniuscujusque affectum et facultatem, et Superioris providentiam ac prudentiam, quam generalem regulam multum moderatam proponere. Nam hac semel constituta omnes contenti essent illam implendo, etiamsi fortasse et viribus corporis potentiores essent, et majori pœnitentiæ exercitio ad suum profectum indigerent. E converso vero alii, qui forte etiam ad illam moderationem sufficientes vires non haberent, vel eamdem servare regulam, vel ex dispensatione vivere cogerentur Quorum prius, detrimentum, posterius vero tristitiam et anxietatem animi afferre solet.

13. *Utilitates quæ ex hujusmodi constitutione sequuntur.*—Plures ergo utilitates speravit Beatus Ignatius futuras in Societate ex hujusmodi regula, quas successores ejus per Dei gratiam experti sunt. Prima est, quod pœnitentia Societatis non tantum pœnitentia est, sed etiam obedientia et humilitas, nam hæ duæ virtutes maxime exercentur, dum aliquis Superiori suo aperit quidquid in hoc genere et facit et desiderat, et ejus arbitrio se conformat, vel moderando, vel augendo pœnitentiæ opera, juxta Superioris voluntatem. Quod fuit consilium omnium antiquorum Patrum spiritualium, ut videre licet in Basilio, in Constit. monast., capite 20, et regul. 45, ex fusius disputatis; Cassian., collat. 4, cap. 20; Benedict., in capite 49 suæ regulæ, ubi habet illa verba notanda: *Quod unusquisque offerre voluerit* (scilicet voluntariæ abstinentiæ, etc.,) *Abbati manifestet, et cum ejus benedictione et voluntate faciat, nam quod sine licentia Patris spiritualis fit, præsumptioni et vanæ gloriæ tribuitur, non mercedi.* Et de eadem re videri potest Bernard., sermon. 7 in Cant. Secunda utilitas est, quia hoc modo uniuscujusque utilitati corporali et spirituali melius provideri potest. Nam constitutio scripta complecti non potest quæ unumquemque sigillatim attingunt, ut dixit Basilius supra, et in Constitut. monast., cap. 5, ubi materiam hanc late et eleganter prosequitur; et ideo, licet ex aliis circumstantiis præstet legibus scriptis quam judiciis hominum gubernari homines, ut communiter traditur cum D. Thom., 1 2, quæst. 95, art. 1, attamen ex suo genere melior est animata regula, quam inanimata, ut dicitur in Authent. de Consulibus [1], § *Omnibus*, ad finem, et indicat Aristoteles, 3 Polit., cap. 11, et melius 5 Ethic., capite 4, præsertim ubi animata regula facile conveniri potest, et ubi magnum periculum imminet, si pro omnibus una regula signetur, et majus, si uniuscujusque arbitrio negotium relinquatur. Unde Abbas Plato (ut apud Palladium, in Historia Sanctorum, refert Sanct. Theodorus, in ejus vita) sic aiebat: *Corporis afflictiones, humi cubationes, vigiliæ, et hujusmodi, per se laudabilia esse concedet aliquis, sed nihil tamen expedit, imo vero et ruinæ causam illam esse affirmamus, qui suo arbitrio in his faciendis utitur, nisi ejus, qui præest, ductu et regula dirigatur.*

14. *Tertia utilitas, de exercitio pœnitentiæ majori quam si pro omnibus moderata aliqua præscriberetur.* — *Quarta utilitas.* —Tertio, hinc factum credimus, ut cum effectu majus sit in Societate pœnitentiæ exercitium, quam si certa aliqua regula fuisset præscripta, quæ fini ejus et tantæ personarum varietati esset proportionata. Nam tunc, ut num. 12 dice-

[1] Vide Ripam, dicta Const., quæst. ultima.

bam, omnes essent illa regula contenti, quæ necessario deberet esse moderata, ut ostendi; nunc autem omnes appetunt (regulariter loquor) facere quantum possunt, et plures etiam plusquam possunt; Superior autem vel confessor singulorum desideria moderatur. Unde etiam fit, ut apud Deum longe major sit pœnitentia, quam exterius appareat, quod non parum etiam ad nostram humilitatem juvat, ut infra iterum attingam. Possem autem utilitatem hanc ex effectu ipso ostendere, recensendo variæ pœnitentiæ opera, quæ prædicto modo generali quidem consuetudine, justa vero, accommodave distributione in Societate fit, qualia sunt cilicia, non crebræ solum flagellationes secretæ, sed publicæ etiam multorum simul, in refectorio, præcipuis quibusque festis Christi Domini, B. Virginis, Apostolorum, ac eorum quos alii atque alii præcipua veneratione colunt, patronosque deligunt; item vigiliæ, jejunia et similia. Verumtamen hæc omitto, quia hominibus bene affectis vel nota sunt, vel per se credibilia, male autem affectis difficile credentur, maxime cum sint secreta. Duo solum adverto : unum est, quia inter prædicta opera, jejunia sunt magis publica, et quæ non possunt nisi in conspectu communitatis fieri, ideo specialiter cautum esse in prima congregatione generali, ut Præpositi et Rectores curam habeant admonendi alios ad singularitatem non pertinere, si quis jejunet aliis non jejunantibus. In quo supponitur jejunia particularia et privata debere esse in usu pro uniuscujusque devotione, habita ratione virium et laboris, judicio Superioris, ut reipsa sunt, iis maxime diebus, quibus per hebdomadam ex præcepto Ecclesiæ a carnibus abstinetur citra jejunium. Aliud est in partem non modicam pœnitentiæ computari, imprimis quoad cibum et potum, non solum contentos esse communi quantitate et qualitate ciborum pro omnibus designata, quæ juxta consuetudinem religionis vix credi ab aliis potest, quam sit moderata ; verum etiam illa uti cum magna temperantia et sobrietate, et præsertim nihil privatim possidere aut in propriis cellis habere, quo possint aliquando, vel necessitati occurrenti subvenire, vel insurgenti desiderio consentire, quam tanquam regulam perfectæ abstinentiæ posuerunt antiqui Patres; et specialiter videri potest Cassianus, lib. 5 de Institutis jejunantium, cap. 8 et 9 ; et Basil., in Constit. monast., cap. 5, et optime in 26. Et eadem proportione de vestitu, et usu aliarum rerum judicium ferendum est. Tandem pro maxima utilitate reputatur, quod religiosi ordinarie vivere possint, et suis laboriosis muneribus inservire, sine frequenti dispensatione, quæ sine dubio occasio esse solet et obmurmurationis et relaxationis. Propter quod etiam in Concilio Tridentino cautum est, ut frequentes legum dispensationes vitentur, quoad fieri possit; maxime vero id vitandum venit, si pro tota vita, a totius communitatis rigore sint aliqui eximendi ob rationem ( ut aiunt) status magisterii, jubilationis, concionatoris ordinis, etc. Propter has ergo, et alias causas, non una pœnitentiæ regula pro omnibus posita est, sed illa solum, quæ ad temperantiam, honestatem, decentiam et paupertatem sufficiant ; has enim conditiones sæpe in Constitutionibus suis observat D. Ignatius, ut patet tertia parte, cap. secundo, et sexta parte, cap. 2, § decimo quinto, et sequenti.

15. *Exemplo in objectione adducto de Christi jejunio satisfit.* — Ad exemplum autem illud, quod in eadem objectione n. 11, de jejunio Christi Domini, afferebatur, respondet Basilius, dict. cap. 5 Constit. monast., in fine, ubi cum fere totam doctrinam a nobis positam late tradidisset, eodem modo sibi objicit, dicens : *At, et diuturnam Dominus inediam pertulit, dixeris ; idem fecit Moyses, idem Elias propheta;* respondet : *At enim illud tu quoque animadvertito, Dominum, itemque Moysem, et Eliam, hoc semel tantum fecisse ; reliquo autem toto vitæ tempore, quod in regendo corpore eam, quam par erat, perpetuo disciplinæ moderationem adhibuerint, idque otio languere nunquam siverint, sed usque in laboribus assiduisque exercitationibus continuerint, sicque auxiliari opera corporis, animi virtutes illustriores reddiderunt, dum omnibus suis partibus absolvendæ spirituali suæ conversationi operatoriam ejusmodi, et activam vitam, ceu sigillum ac clausulam adjecerunt.* Ubi Scholiastes in margine adnotavit, Basilium loqui de activa vita, quæ ex plenitudine contemplationis derivatur, ut est spiritualis doctrina, quam dicit esse consummationem perfectionis, et ad hanc pertinere ita moderari corpus, ut illi possit inservire. Atque hujus rei exemplum dedisse Christum in ordinario cursu vitæ suæ, licet semel extraordinarium etiam jejunium servaverit. Unde D. Thomas, 3 part., quæst. quadragesima, art. secundo, ad 1 : *Utraque* (inquit) *vita est licita et laudabilis, ut, scilicet, aliquis a communi hominum consortio segregatus abstinentiam servet, et ut in societate aliorum positus communi vita utatur, et ideo*

*Dominus voluit utriusque vitæ exemplum dare hominibus.* Fortasse etiam voluit illo exemplo docere, prædicatores, et ministros Evangelii oportere aliquoties a communi vita segregari, et per aliqua temporis spatia serius et frequentius contemplationi vacare, et corpus majoribus jejuniis, vigiliis et aliis modis affligere. In quo etiam Societas ipsum maxime imitatur per usum spiritualium exercitiorum, quæ vel semel, vel sæpius in anno fere ab omnibus per hebdomadam vel plures dies fieri solent, cum frequentiori usu jejuniorum, et aliarum corporalium afflictionum, quæ ad majorem devotionem, ac longiorem solito divinarum rerum meditationem et contemplationem possint deservire. Quam tandem consuetudinem, sexta generalis congregatio suo decreto stabilivit, ut lib. 8, c. 1, in fine afferemus.

16. *Respondetur ad verba Christi,* Qui mollibus, *etc.* — Ad aliam vero partem in eodem n. 11, respondetur, verba illa Christi Domini, *Qui mollibus vestiuntur*, etc., in eos dicta esse, qui delicias in vestibus quærunt; non vero ad eos transferri possunt, qui (juxta consilium Apostoli, 1 Tim. 6) habentes alimenta, et quibus tegantur, his contenti sint. Neque enim amplius habere censendi sunt, qui licet habitu nimirum austero non utantur, nihil tamen aliud in eo, quam decentiam, honestatem et commoditatem, suo statui, hoc est, religioso clericatui necessariam, quærunt. Hanc autem regulam servari voluit B. Ignatius in vestitu Societatis, ut supra, in cap. 5, notatum est. Unde, licet ex priori ratione, quæ sumpta est ex communi vita, et conversatione cum proximis, prout supra disseruimus, solum videatur concludi utilem fuisse communem habitum clericorum, quantum ad ea quæ exterius apparent, tamen ex ratione secunda, numero duodecimo addita, quæ respicit necessitatem virium, et salutis corporis ad sustinendos labores Societatis, idem a fortiori concluditur de usu internarum vestium. Eo vel maxime quod nullæ fere adeo interiores lateant, quin exterius appareant; et inter eas etiam est servanda proportio et decentia, ad quam multum pertinet munditia, maxime in his personis quæ cum aliis familiariter conversaturæ sunt[1]. Unde de omnibus clericis dixit Hieronymus, epistol. 2 ad Nepotianum: *Ornatus et sordes pari modo fugiendæ sunt, quia alterum delicias, alterum gloriam redolet. Quibus etiam ait, non ornentur veste, sed moribus;* et similia habet epist. 22 ad Eustochium. Cujus auctoritate hoc ipsum confirmat Concilium Senonense, 2 p. de Moribus, c. 24, et Concilium Coloniense, p. 5, c. 26. Et idem habet Concilium Mediolanense, sub Cardinali Borromeo, p. 2, c. de Clericorum vestitu. Et de B. Augustino refert Possid., in Vita ejus, c. vigesimo secundo, vestimenta illius, nec nitida nimium, neque abjecta plurimum, sed ex moderato et competenti habitu fuisse. De qua etiam re nonnulla in superioribus diximus in c. 5. Propter hanc ergo exteriorem decentiam, et munditiam (quam certe solitariis supervacaneam censuit Hilarion, nisi forte de curiosa ac mundum redolente locutus est) necessarium etiam fuit Societatem hoc genere vestimenti uti, cum illud propriam perfectionem non impediat, et utile sit, ut faciliorem magisque gratum possit habere aditum, ad omnes homines, cujuscumque ordinis sint, lucrandos et familiariter tractandos, quantum eorum saluti expediat. Porro autem dictis in tota hac secunda assertione minime adversatur observari in Societate, juxta regulam 5 ex communibus, abstinentiam sextæ feriæ per annum, statutumque fuisse in septima congregatione, can. 2, ut in pervigilio S. Patris nostri Ignatii jejunium servetur. Hæc enim magis ad cultum ac memoriam passionis Christi Domini et fundatoris nostri referuntur, quam ad statam communemque toti religioni pœnitentiam indicendam. Quod etiam de illa abstinentia ab omni recreatione, quam eadem Congregatio, in can. 8, pro triduo passionis Christi pie introduxit, accipiendum est.

[1] Vide Baldum, in Rubric. extra, de Vita et honest. cleric.

### TERTIA CONCLUSIO.

*Societatis regulam valde strictam esse.*

17. *Suadetur ex dictis.* — Tertio dicendum est, religionem Societatis sub regula valde stricta et rigorosa Deo inservire. Hoc facile demonstrabitur ex dictis, si declaratio terminorum, supra, num. 2, posita, præ oculis habeatur, nam regula non dicitur arcta, vel laxa, propter corporales afflictiones majores aut minores (quamvis hoc etiam adjuvet), sed præcipue propter majorem rigorem et observantiam in omnibus operibus virtutum et consiliorum, et tanto erit major arctitudo, quanto fuerit major observantia in his quæ majoris momenti et perfectionis sunt. Constat autem evidenter, regulam Societatis circa consilium

obedientiæ, quod est omnium maximum, esse arctissimum, quia descendit usque ad minima, cum maxima dependentia et subordinatione ad Superiorem; et se extendit usque ad maxima cum summa promptitudine, et totius hominis abnegatione; qua de re late in lib. 4, c. 12 et 13; et qui hujusmodi obedientiam non observat, revera huic regulæ plene non satisfacit; ergo. In usu etiam paupertatis maximam quamdam perfectionem requirit, ut in superioribus satis tactum est, et citato lib. 4, c. 8 et 9 tractabitur. In castitate vero rigor consistit in summa vigilantia vitandi omnia, quæ vel minimum possunt eam lædere. Quam vero sit exacta hæc cura, tam in regulis[1], quam in usu Societatis, notissimum est; nam aliquibus potius videtur nimia; considerato autem fine et ministeriis Societatis, nimia quidem non est, non tamen potest non esse maxima et valde rigorosa, si Societas debet in sua puritate conservari, ut per divinam gratiam hactenus conservatur; qui effectus satis probat regulam ejus in hac parte esse arctissimam. His accedit, quod ex vi regulæ Societatis, tam in Constitutionibus quam in regulis communibus et particularibus contentæ, necesse est, ut, qui perfecte ad illam se conformare voluerit, strenue vigilet in custodia omnium sensuum, et circumspectione verborum, et in abnegatione propriæ voluntatis, et mortificatione omnium affectuum, præsertim ambitionis et elationis; quæ omnia non solum corpus, sed etiam spiritum valde constringunt, et non parum interdum affligunt, præsertim quia hæc cura, licet singulis voluntaria esse debeat, eisque præcipue demandata sit, non tamen illis solis, sed etiam Superioribus ex vi suarum regularum, ut si qui in toto hoc negotio propriæ mortificationis negligentes, ac remissi sint, eos excitent et exerceant. Si igitur hæc omnia attente considerentur, et multa alia, quæ ex ordinariis laboribus et exercitiis Societatis, tam internis quam externis, adjunguntur, nemo, qui ea satis percipiat, dubitabit quin hujus religionis institutum satis arctum et rigorosum sit.

18. Atque hinc, servata proportione, inferre possumus illa duo, quæ in capite superiori, num. 8 et 9, intulimus. Unum est, institutum hoc non posse in se judicari imperfectum, aut minus prudenter ordinatum, eo quod ex regula certam corporis austeritatem aut afflictionem non profiteatur, sed vitam quamdam in exterioribus communem, severam tamen, moderatam ac honestam. Probatur eodem discursu quem supra fecimus; nam hæ corporis afflictiones non sunt ita per se bonæ, ut in eis consistat perfectio, sed ut sint instrumenta perfectionis acquirendæ, ut D. Thomas docuit, quæst. 188, art. 6, ad 3; et est doctrina omnium Patrum: Augustini, quem D. Thom. citat, 2 quæst. Evang., quæst. 11; et Gratiani, in c. *Quod dicit*, 41 d.; Basilii, citatis locis, præsertim in Constit. monast., c. 5, et serm. de Servanda virginitate; Cassiani, et Patrum quos refert, collat. 1, c. 7, collat. 2, c. 2, et collat. 21, c. 13, 14 et 15. Et idem sumitur ex lib. 1 de Institutis, c. 11, et toto lib. 5. Igitur si, considerato fine (eoque perfectissimo) religionis, major asperitas ex vi regulæ non est non solum necessaria, verum nec conveniens, non potest religio in se imperfecta aut minus bene instituta judicari, eo quod illo medio non utatur nisi cum moderatione et discretione, suo illi fini accommodato. Demonstratum autem est, considerato fine Societatis et laboribus ejus, illud medium non fuisse illi conveniens in alio gradu aut modo; ergo ex eo capite non habet imperfectionem privativam, ut superiori capite, numero secundo, loquebamur. Quod si ulterius addamus, finem et labores hujus religionis adeo perfectos esse ex suo genere, ut austeritati corporis præferendi sint, quatenus hi cum illa conjungi non possunt, juxta illud Pauli 1 ad Timoth. 4: *Exercitatio corporalis ad modicum utilis est, pietas autem ad omnia*: quem locum ad hoc propositum, adjunctis multis Patrum testimoniis, tractavi in tom. 2 tertiæ partis, disput. 28, sect. 3; si hoc (inquam) addamus, ulterius etiam concludemus, nec negativam imperfectionem illam dici posse in tali religione, quia illa non est perfectio simpliciter simplex in hoc genere, ita ut formaliter sit necessaria ad perfectionem religionis ut sic; potest siquidem eminenter contineri in aliis laboribus, et afflictionibus majoris momenti, et suppleri per desiderium exterioris pœnitentiæ gravioris, ex magno affectu interioris pœnitentiæ, præsertimque per voluntatis abnegationem, in qua religiosi perfectio consistit, ut dixit Joannes Climacus, in Gradu primo perfectionis, et Bonaventura in Speculo disciplinæ, p. 1, cap. 4. Advertant autem religiosi Societatis, nos hic loqui de instituto ipso, non de singulis personis, nam singuli imperfecti erunt, si, quantum in ipsis est, afflictionibus corporis

[1] Tertia parte Constitutionum, c. 1, § 4, et aliis locis supra indicatis.

sibi proportionatis non utantur; neque erit eis sufficiens excusatio, quod in aliis laboribus studiorum aut aliorum operum pietatis versentur, vel quod aliæ abnegationes et internæ mortificationes ab ipsis exerceantur, et custodiæ sensuum cura vigiliaque occupentur; nam hæc omnia non excusant ab usu pœnitentiæ exterioris, cum omni austeritate quæ arbitrio Superioris possit prudenter cum illo alio graviori onere conjungi; hoc enim non solum ipsa ratio per se majoris perfectionis, majorisque cum Christo et Sanctis conformitatis, verum etiam propria regula Societatis illa a nobis sigillatim requirit, ut explicatum est, declararique amplius potest exemplo paupertatis, quam collegia Societatis in communi non habent, cum tamen singuli scholares habeant; sic ergo in communitate Societatis regula definitæ pœnitentiæ non datur; quisque autem ex regula tenetur sibi convenientem cum Superioris nutu aut jussu assumere, contra quam etiam regulam faciet Superior, qui subdito ea in re non prospexerit.

19. Aliud corollarium huic simile est, propter hoc genus vitæ, non posse religionem hanc judicari minus perfectam quacumque alia, a qua in exteriori vitæ austeritate ex vi regulæ excedatur; sicut D. Thomas dixit de excessu in paupertate, et nos ostendimus de excessu in usu chori, in citato num. 5 superioris capitis. Eadem enim ratio hic omnino applicari potest, quia ille excessus non est in re simpliciter necessaria ad perfectionem, neque in re omnium optima. Oportet ergo pensare an religio illa, quæ in austeritate excedit, in aliquo alio bono excedatur, ut in perfectione obedientiæ, contemptu honorum et dignitatum, laboribus circa salutem proximi, et exercitatione ac professione perfectarum solidarumque virtutum, vel alia simili; et deinde oportebit expendere quod illorum bonorum magis ponderet, et tunc legitime fiet comparatio, quam tamen facere, ut sæpe dixi, meum non est.

20. Ultimo ex dictis facilis est responsio ad secundam objectionem, cap. 7, num. 2, relictam, et ad rationem dubitandi in principio hujus capitis propositam. Nam imprimis distinguimus austeritatem corporalem a rigore vel arctitudine religionis, quæ non immerito dici potest spiritualis austeritas, et quamvis prior in Societate non emineat, posteriorem ostendimus esse magnam, eamque per se ad perfectionem religionis pertinere. Deinde fatemur antiquas religiones in majori austeritate corporali fuisse fundatas, quantum ad ea quæ pro toto corpore religionis per generales regulas designabantur; id vero ortum est ex diversitate finis, studiorum, actionum ac laborum; et ideo hæc diversitas non est contrarietas, sed potius conformitas proportionata. Quoad usum autem et exercitium earumdem vel æquivalentium austeritatum, et afflictionum corporis, ortum etiam ex vi regulæ, licet diverso modo propositæ, fortasse non est magna diversitas; et si qua est, aliis muneribus compensatur, ut satis explicatum est. Denique addere possumus primam et antiquissimam religionum fuisse religionem Apostolorum, quæ quia non fuit instituta ad vitam quietam, vel solitariam aut otiosam, ut Augustinus loquitur, nec ut membra ejus in uno loco consisterent, sed per universum mundum discurrerent, ideo non legitur fuisse fundata in certa aut uniformi austeritatis regula, præter tria substantialia religionis vota, cum maxima eorum perfectione in ordine ad illum finem, qui, Actor. 6, illis verbis exprimitur: *Nos vero orationi et ministerio verbi instantes erimus*. Unde, licet certum sit Apostolos castigasse corpora sua, et in servitutem redegisse, modus tamen non est certus, nec unus et idem pro omnibus fuit definitus, sed unusquisque, quod prudenti arbitrio suo muneri, juxta proportionem virium et actionum, expedire judicabat, egisse creditur. Nam de Jacobo fratre Domini refert Eusebius, lib. 2 Histor., cap. vigesimo quarto, ex Hegesippo, nunquam induisse laneam vestem, sed sola syndone linea usum; alii vero hoc non observarunt, et ita est de aliis rebus ad usum corporis accommodatis. Illud ergo institutum suo modo imitatur Societas, ejusque alumni conari debent ut, quoad possint, Apostolos imitentur. Hoc, inter alia, observato discrimine, quod Apostoli in hujusmodi rebus ab Spiritu Sancto proxime et specialissime regebantur; nobis autem Superioris judicium et voluntas pro regula proposita est.

FINIS LIBRI PRIMI.

# INDEX CAPITUM LIBRI SECUNDI

DE INGRESSU IN SOCIETATEM, ET PROBATIONE, TUM QUÆ ILLUM ANTECEDIT, TUM ETIAM QUÆ SEQUITUR.


CAP. I. *Rectene instituta sint aliqua impedimenta substantialiter impedientia ingressum in religionem Societatis, et quænam illa sint.*

CAP. II. *De quodam alio impedimento ex defectu originis.*

CAP. III. *De impedimentis accidentalibus, seu quæ conditiones servandæ sint, quæve probatio antecedere debeat, ut aliquis convenienter in Societatem Jesu recipiatur.*

CAP. IV. *An biennium ingressis jam Societatem pro secunda probatione seu novitiatu convenienter sit assignatum.*

CAP. V. *De experientiis hujus secundæ probationis in Societate Jesu.*


LIBER SECUNDUS

# DE INGRESSU IN SOCIETATEM

ET PROBATIONE TUM QUÆ ILLUM ANTECEDIT, ET QUÆ SUBSEQUITUR.

Explicato Societatis instituto, ut rationem omnium, quæ in ipso sunt, distinctius tradamus, necesse est ex illa generalitate ad particularia descendere, quod faciemus servato illo ordine, quem in superioribus disputando de statu religioso in genere tenuimus ; quamvis, quia in Societate plures sunt personarum differentiæ et gradus, quam in aliis religionibus, ut notatum est lib. 1, cap. 1, num. 3, et latius cap. 3, num. 12, ideo per illos omnes discurrere necessarium erit. Incipimus ergo a primo ingressu, de quo ante omnia supponenda sunt, quæ in communi de ingressu religionis in tomo superiori sunt dicta ; nam in illis fere convenit Societas cum aliis religionibus, præter quædam specialia, quæ ex proprio instituto illi conveniunt. ex quibus quædam dici possunt substantialia, id est, necessaria ad valorem ingressus, quædam vero accidentaria, quia nimirum servari debent ut receptio recte fiat, quamvis si omittantur valida sit, et utraque sunt a nobis explicanda.

## CAPUT I.

UTRUM RECTE INSTITUTA SINT ALIQUA IMPEDIMENTA QUÆ SUBSTANTIALITER IMPEDIANT SOCIETATIS INGRESSUM, ET QUÆ ILLA SINT.

1. *In instituto Societatis haberi impedimenta ad ingressum.* — Inter Societatis ordinationes seu regulas, primum locum tenent illæ, quæ ad dirigendum modum recipiendi eos, qui ad Societatem aggregandi sunt, traduntur,

et continentur præcipue in opusculo, seu tractatu quod *Generale examen* vocatur, quia juxta illud examinantur, qui in Societatem sunt recipiendi, et illis etiam est ante omnia proponendum, ut ipsi quoque de suo ingressu majori cum luce deliberent. Aliqua etiam adduntur in 1 p. Constit., c. 2 et 3, et p. 10, § 7, in quibus locis quædam traduntur documenta generalia, quæ quia non ita videntur de substantia actus, nisi forte, prout in aliquibus conditionibus particularibus includuntur, ideo in c. 3 melius attingentur, nunc enim solum de impedimentis necessariis dicendum est. Hæc igitur quinque proponuntur in c. 2 Examinis. Primum est, *recessisse a gremio Ecclesiæ, fidem abnegando, vel sic in errores contra ipsam incurrendo, ut damnatus ob aliquam propositionem hæreticam quispiam fuerit, vel ut suspectus de hæresi, per sententiam publicam declaratus, vel si infamis ob excommunicationem tanquam schismaticus spreta auctoritate sanctæ Matris Ecclesiæ extiterit.* Secundum impedimentum est, *homicidium perpetrasse, vel publice infamem propter enormia peccata fuisse.* Tertium est, *habitum suscepisse alicujus religionis fratrum vel clericorum, vitam aliquandiu in obedientia cum eis agendo, sive emissa, vel non emissa professione; vel eremitam cum vestibus monachalibus fuisse.* Quartum est, *vinculo matrimonii consummati, vel servitutis legitimæ ligatum esse.* Quintum est, *infirmitatem pati, unde obscurari, vel parum sanum judicium ei reddi soleat, vel dispositionem notabilem ad hujusmodi infirmitatem habere.* Circa quæ non desunt objectiones et difficultates, quas melius expediemus discurrendo per singula, eorum sensum et rationem reddendo; postea vero quantum et quomodo impediant explicabimus, ac tandem quid in hac parte a Societate adjectum sit, indicabimus sequenti capite.

*De primo impedimento.*

2. *Delicta primi impedimenti, si sint publica notitia juris, omnino inhabilitant.* — Circa primum ergo, quantum ad sensum ejus attinet, unum est certum, scilicet, quando delicta ibi numerata publica sunt, modo in eadem constitutione declarato, tunc omnino impedire, ac merito, propter gravissimam infamiam quæ et in Societatem redundaret, et talem personam ineptam et inefficacem redderet ad Societatis ministeria. Cum vero dupliciter contingat esse publicum delictum, scilicet, vel notitia facti vel juris, in prædicta constitutione requiri videtur notitia publica juridica, qualis per sententiam condemnatoriam, seu declaratoriam criminis confertur. Et ideo dubitari potest an hujusmodi delictum, si ad eum statum non pervenit, non impediat, etiamsi alias factum ipsum publicum sit, et multo minus si sit occultum.

3. *Quæ notitia requiratur ut error circa propositionem hæreticam ingressum impediat.* — *Quæ hæresis suspicio ad hunc ingressum inhabilitet.* — Ad hoc autem explicandum, quatuor delicta seu gradus delictorum in ea clausula attinguntur, scilicet apostasia a fide, error circa aliquam propositionem hæreticam, suspicio hæresis, et schisma, spreta auctoritate ac providentia Ecclesiæ. In secundo gradu manifeste postulatur ut sententia intercedat, qua damnetur persona propter talem errorem. Unde, quantumvis aliquis in similem casum inciderit, et idem multis notus sit, videri posset, ex vi illius non reddi inhabilem personam ad Societatem, quia in hac lege hoc non exprimitur, et non est amplianda, cum in hac parte odiosa sit. Sed hoc dubium sublatum est in 1 p. Constit., c. 3, lit. A, ubi dicitur sufficere errorem esse publicum, et quod timeretur in judicio posse conveniri, cujus rei judicium Præposito Generali relinquitur. Ibi vero non dicitur in eo casu recipi non posse, sed non debere, et ideo sola notitia publica sine sententia non videtur facere impedimentum irritans, sed tantum impediens. Advertendum est enim ulterius in hoc secundo genere delicti, non requiri ut quis sit hæreticus et vere contumax, sed satis est quod errores contra catholicam doctrinam protulerit, et ideo merito postulari ut per sententiam quispiam damnatus sit de errore ob aliquam propositionem hæreticam, quia, donec ita damnetur, cum de hæresi illius non constet, nec infamiam adeo gravem regulariter contraxisse videtur, ut propterea omnino excludendus videatur. Prudenter ergo judicio supremi Prælati id commissum est. Idemque judicium est de tertio casu, in quo nec certa hæresis, nec prolatio erroris clara supponitur, sed sola suspicio hæresis, et ideo expresse requiritur ut sit per sententiam publicam suspectus de hæresi declaratus. Quod eodem modo intelligendum dicitur in declaratione citata, ex 1 part. Constit.; additur vero in declaratione Examinis, eum, qui suspectus est de opinione aliqua erronea in re ad fidem pertinente, quamdiu suspicio manet, non esse admittendum; ubi hæc differentia insinuatur inter eum qui per sententiam suspectus declaratus est, et eum qui alio modo

est suspectus, quod in priori impedimentum illud est perpetuum, et incurabile (ut sic dicam), quantumvis talis persona emendata sit, et suspicio in præsenti ablata; at vero in posteriori casu, licet suspicio impediat quamdiu opinio illius durat, ut ibi dicitur, tamen si auferatur, impedimentum etiam aufertur; non enim sine causa illa limitatio addita fuit.

4. *Primus modus abolendi prædictam suspicionem. — Secundus.* — Duobus autem modis potest intelligi, suspicionem auferri : primo, quia jam constitit publice ac sufficienter talem suspicionem falsam fuisse, quia revera talis persona nunquam habuit opinionem erroneam in doctrina fidei ; et hic est optimus modus auferendi suspicionem, et sine dubio in illo casu sufficiens. Alius vero esse potest, si in præsenti jam nulla sit suspicio, quod talis persona habeat nunc talem opinionem erroneam, semper tamen suspicio maneat, an præterito tempore habuerit. Et hic modus videtur minus sufficiens, quia non omnino purgat personam ab infamia, quæ manet ex præcedente defectu, etiamsi emendatus sit. Nihilominus tamen etiam in eo casu censeo auferri impedimentum, quamvis multa prudentia expendere oporteat an in eo casu expediat recipere personam, ut per se constat. Ratio vero prioris partis est, quia declaratio dicit : *Quamdiu suspicio manet.* Quæ verba non significant in rigore, quod solum duret suspicio de præterito actu, sed etiam quod duret secundum præsentem statum. Imo, ex vi illorum verborum, sola hæc suspicio, quando sententia non intervenit, non videtur esse impedimentum inhabilitans personam, et annulans receptionem, si fiat; sed solum impediens ne recte et convenienter fiat. Verba enim declarationis sunt: *Qui suspectus esset*, etc., *constat, quamdiu suspicio manet, non esse admittendum.* Quæ verba videntur magis directiva et declarativa circumspectionis, et obligationis Superioris, ad quem spectat receptio, quam constituentia novum impedimentum irritans, quamvis definitiva esse, non appareat improbabile. Unde, in rigore loquendo, de tali impedimento necessaria est sententia declarativa, ut per solam suspicionem hæresis inducatur.

5. *Quæ infamia excommunicati tanquam schismatici requiratur.* — In quarto gradu, seu modo hujus impedimenti, infamia necessaria est, ut in eo expresse dicitur. Non declaratur autem ibi, oportere hanc infamiam esse juris, id est, in publica et juridica sententia fundatam, sed solum postulatur ut quis extiterit infamis ob excommunicationem tanquam schismaticus, spreta auctoritate, et providentia sanctæ Matris Ecclesiæ. Potest autem aliquis incurrere hanc excommunicationem ipso facto, et esse infamis ob talem excommunicationem, etiamsi per sententiam declaratus non sit; nam potest delictum esse publicum, et consequenter etiam censura, quod sufficit ad prædictam infamiam. Atque ex his facile redditur ratio hujus impedimenti quoad hæc tria membra; propria enim ac præcisa ratio fundatur in infamia. Quamvis enim illa delicta, vel suspiciones eorum, merito possent reddere cautiorem Societatem in receptione talium personarum, nihilominus non sunt posita ut absoluta impedimenta, nisi quando prædicta infamia intercedit, quia alia incommoda possent esse ablata, et per prudentiam id posset judicari. Infamia vero talium delictorum est magnum impedimentum in hoc instituto, et vitæ genere, tum propter ea quæ generalia sunt, et statim attingentur in secundo impedimento; tum etiam quia cum hæc religio (inter alia) per se instituta sit ad defensionem fidei, et specialem obedientiam ad Sedem Apostolicam profiteatur, merito censetur ineptus ad illam profitendam, qui de erroribus contra fidem, vel de suspicione hæresis damnatus est, vel qui de publico schismate est infamis. Sicut Inquisitores, quia de erroribus contra fidem judicant, ab omni errorum suspicione immunes esse debent, juxta illud Ambrosii, serm. 20 in Psalm. 118 : *Judicet ille de alterius errore, qui non habet quod in se ipso condemnet;* et habetur in c. *Judicet*, 3, quæst. 7[1] Atque hinc etiam constat idem dicendum esse in primo gradu hujus impedimenti, scilicet apostasiæ a fide, si in eo similis infamia interveniat; an vero necessaria sit, dicam melius in puncto sequenti, n. 11 et 14.

*De secundo impedimento.*

6. *De primo membro, id est, homicidio, dubium primum, an quodlibet impediat. — Homicidium in propriam defensionem non impedire.* — Secundum impedimentum duas habet partes. Prima est de homicidio, circa quod, priusquam ejus rationem reddamus, quærendum est de quo homicidio intelligendum sit. Et imprimis an universaliter intelligatur de omni homicidio, sive illicito, sive licito, quale

[1] Vide Bonavent., in c. 2 Expositionis suæ regulæ, de Apostasia a fide.

est quod fit a milite in justo bello, a judice per justam sententiam, et ab ejus executore. Quod enim sub hac generalitate verbum illud accipiendum sit, suadet primum absoluta vocis significatio. Secundo, quia illud homicidium videtur hic intelligendum, quod sufficit ad irregularitatem contrahendam ; sed ad hoc etiam sufficit homicidium etiam licitum, ut supponimus; ergo. Major patet, quia cum religio Societatis sit religio clericorum, merito delictum, quod facit hominem irregularem, et ineptum ad clericales functiones, reddit etiam illum inhabilem ad ingressum talis religionis, argumento cap. ult., de Cleric. excommun. ministr., ubi irritanda dicitur electio excommunicati minori excommunicatione, quia *ad susceptionem eorum eligitur, a quorum perceptione a Sanctis Patribus est privatus.* Quem textum in disp. 24, de Censuris, sect. 2, versavimus. Sic ergo dicere in præsenti possumus, receptionem talis personæ in Societate invalidam esse, ne quis recipiatur ad ea ministeria a quibus est per Ecclesiam remotus. Juxta quem discursum solum erit excipienda occisio hominis in propriam defensionem ; per illam enim irregularitas non incurritur. De qua exceptione res videtur indubitata; cur enim naturalis defensio existimanda est religiosum statum impedire, cum sit per se honesta, et nulla speciem mali habeat, aut defectum lenitatis, propter quam causam nullum sacrum ministerium impedit. Accedit, quod illud non meretur nomen *homicidii*, moraliter loquendo, sed *defensionis propriæ :* tunc enim ille, qui alterum aggreditur, magis seipsum interficit, quam ab altero occiditur.

7. *Solum peccaminosum homicidium hunc ingressum impedire.* — Addo vero ulterius probabilius mihi videri, impedimentum hoc esse restringendum ad homicidium peccaminosum. Primo quidem, quia vox *homicidii* moraliter significat actum intrinsece malum, qualis prohibitus est per quintum præceptum Decalogi, ut tradit D. Thom. 1. 2, quæstione centesima, articulo octavo, ad 3; et sumitur ex Augustino, 1 de Liber. arbit., c. 4. Et hic est communis usus hujus vocis in legibus et præceptis, et maxime in materia odiosa ita intelligenda est juxta vulgatam regulam. Secundo, quia statim in 2 c. ejusdem Examinis, § 6, pro ratione hujus impedimenti redditur, quia, qui hanc *notam* habuerit, minus aptum instrumentum erit ad Societatis munera, *propter consuetam multis et communem infirmitatem.* Quæ verba plane supponunt, in hoc impedimento aliquam culpam, vel notam, seu infamiam, ex illa fuisse contractam. Tertio, quia discursus in contrarium factus efficax non est, alioqui probaret omnem irregularitatem debere esse in Societate impedimentum inhabilitans ad ingressum in illam, quod est plane falsum ; quia defectus natalium facit hominem irregularem, et in præsenti non est homini impedimentum. Sic ergo defectus lenitatis, licet inducat irregularitatem, non propterea comprehendendus est sub *homicidio*, quod multo magis odiosum est, et ejus irregularitas longe diversa. Unde potest optima differentia assignari ; nam in irregularitate contracta ex defectu lenitatis potest ipsa Societas dispensare, ut nunc suppono ex privilegiis ejus, verbo *Dispensatio*, et infra, lib. 9, c. 2, a numero quadragesimo primo, dicetur. In irregularitate autem ex homicidio, præsertim voluntario, et commisso ante ingressum Societatis, non potest ipsa dispensare ; et ideo mirum non est quod prior defectus non impediat ingressum, licet posterior impediat.

8. *Dubium secundum, an solum voluntarium homicidium hunc ingressum impediat.* — Hinc vero nascitur secundum dubium, an, scilicet, hoc impedimentum intelligendum sit de omni homicidio peccaminoso, vel solum de illo quod in jure dicitur *voluntarium*, et a casuali distinguitur. Suppono autem non esse sermonem de casuali omnino, quod omne *voluntarium*, etiam *indirectum*, excludit, quia illud non est peccaminosum, ut per multa capita traditur, 23, q. 5. Et ideo certum est hic non comprehendi, tum ex dictis, tum etiam quia non est actus humanus, qualem significat *homicidium* absolute dictum. Neque oportet hic distinguere, vel quæstionem movere, de dante operam rei licitæ vel illicitæ; nam totum hoc materiale est, solumque est inspiciendum,quod ad præsens attinet, an in ratione homicidii actus sufficienter voluntarius sit et culpabilis. Sumitur ergo hic *casuale homicidium*, ut distinguitur a *voluntario directe*, etiamsi *indirecte voluntarium* sit. Videtur ergo impedimentum hoc restringendum ad homicidium *voluntarium :* primum, ex responsione proxime data, nam sola irregularitas homicidii voluntarii ita reservata est, ut potestas in ea dispensandi non sit Societati concessa; in alia vero, quæ est ex homicidio casuali, dispensare potest; ergo, sicut defectus lenitatis non impedit ob hanc causam, ita nec homicidium casuale. Secundo, ex generali regula, quod *odia restringenda sunt*, et ex quodam principio rece-

pto, quod in hujusmodi legibus ponentibus censuras, aut inhabilitates propter delicta, verba, quibus talia delicta significantur, restringenda sunt ad delicta omnino perfecta, et consummata in sua specie; hujusmodi autem in præsenti est homicidium voluntarium; nam casuale imperfectum est, et ideo ejus irregularitas multo facilius tollitur.

9. *Non solum voluntarium, sed etiam casuale homicidium peccaminosum impedire.* — Nihilominus verum censeo sub hoc homicidio comprehendi etiam casuale peccaminosum; probatur primo ex usu, qui est optimus legum interpres. In hoc autem sensu videtur usu receptum et observatum hoc impedimentum in Societate. Secundo, ex absoluta appellatione *homicidii;* quandocumque enim jura specialiter volunt reservare, aut aliquid statuere de homicidio directo, ita ut casuale non comprehendatur, addere solent illam particulam *voluntarium*, ut specialiter videre licet in Concilio Tridentino, sess. 24, c. 6, de Reformat. Et merito, quia *homicidium* absolute prolatum significat omnem occisionem hominis intrinsece malam, sub qua comprehenditur etiam illa, quæ ex negligentia fit, qualis est in homicidio casuali. Et in universum leges prohibentes delicta absolute, vel propter illa ferentes censuram, non solum illa comprehendunt directa voluntate facta, sed etiam indirecta; et ideo, quando lex, ferens censuram, solum vult comprehendere culpam directe voluntariam, semper addit particulam *scienter,* vel verbum *qui præsumpserit*, aut aliud simile, ut proprio loco diximus, disp. 4 de Censur., sect. 9; et alios late citat Sanchez, lib. 2 de Matrimon., disput. 40, n. 4. Hæc autem constitutio nullum addit verbum limitans homicidium ad solum voluntarium; ergo non potest a nobis cum aliquo fundamento limitari. Et quamvis verum sit requiri actum consummatum usque ad effectum mortis, non tamen est de ratione peccati consummati in sua specie, quod sit directe voluntarium, sed solum quod sit actus simpliciter humanus ac moralis, ita ut ex parte voluntarii ad peccatum mortale sufficiat. Denique non refert, quod Societas possit dispensare in irregularitate contracta ex homicidio casuali, quia in superiori puncto solum diximus, hanc potestatem juvare, ut aliquis defectus minus impediat. Inde tamen non fit consequens, ut omnis defectus, in quo alias potest Societas dispensare, eo ipso non impediat ingressum, quia fieri potest ut ad hunc effectum non expediat uti tali dispensatione, licet propter alios potestas habeatur. Neque etiam valet argumentum ab homicidio licito ad casuale, tum quia in his rebus positivis argumenta a simili debilia sunt, et standum est rigori verborum legis; tum etiam quia homicidium licitum non inducit notam in personam; unde quoad ordines non impedit, nisi propter significationem; homicidium autem peccaminosum, licet casuale sit, sæpe inducit notam, et graviter turbat pacem, et scandalum generat.

10. *Dubium tertium, an omne homicidium peccaminosum vel solum publicum impediat.* — Hinc vero succedit tertia dubitatio, an hoc impedimentum intelligendum sit de quocumque homicidio externo, etiamsi occultum sit, an solum de publico. Nam quod de publico tantum intelligendum sit, videtur suadere ratio, quæ in eodem c. 2, § 6, datur de hoc impedimento, scilicet, *quia minus apta instrumenta erunt, qui hanc notam habuerint:* nam per hanc *notam* infamia significari videtur, ut verba sequentia declarant, *propter consuetam multis, et communem infirmitatem;* hæc enim infirmitas communis non videtur esse alia, nisi illa, de qua dixit Bernardus, serm. 2 de Resurrect.: *Legimus, et quotidianis experimentis didicimus, ut cujus vita despicitur, etiam prædicatio contemnatur.* Propter quod Hormisda Papa, epistol. 3 ad Episcopos Hispaniæ, c. 1, cum statuisset irregularitatem in eos qui publicam pœnitentiam egissent, rationem subdit: *Nam qua conscientia absolvit reum, qui se peccata sua populo scit teste confessum? Quis, quem paulo antea vidit jacentem, veneretur antistitem?* habetur in c. *Non negamus,* 61 dist. Hæc autem ratio sic intellecta supponit delictum esse publicum, alias nec notam nec infamiam inducet. Accedit, quod ex aliquorum Doctorum sententia homicidium omnino occultum non inducit irregularitatem; ergo multo minus inducet in Societate hoc impedimentum.

11. *Num sola publica apostasia a fide inhabilitet.* — Atque hæ rationes dubitandi locum habent etiam in primo impedimento, quoad peccatum apostasiæ a fide; et ideo supra, in fine numeri quinti, simul huc tractandam remisimus. Illa enim ratio, *de nota et communi infirmitate*, simul traditur in dicto loco, de primo, et de secundo impedimento; ergo, sicut ex illa colligimus hic non comprehendi homicidium occultum, ita idem colligendum est de apostasia a fide. Loquor autem non solum de apostasia, quæ dicitur per se occulta,

qualis est mere interna, de qua nullum videtur esse dubium, quia illa non subjicitur humano judicio, neque humanæ legi; sed etiam de externa apostasia, quæ *per accidens occulta* dicitur, quando contingit ab aliis non sciri, cum de se sciri possit. Nam si hæc requirit statum infamiæ, ut ratio facta probare videtur, non tantum requirit quod cognosci possit, sed etiam quod nota sit. Et confirmatur etiam, quia sola hæresis publica videtur inducere in jure irregularitatem, in c. *Ad abolendam*, de Hæreticis, et in c. *Saluberrimum*, 1, q. 7. Confirmatur tandem, quia videtur res valde ardua, ut omnes juvenes, qui nunc in provinciis hæreticorum educantur, et consequenter ab Ecclesia recedunt, sint inhabiles ad ingressum in Societatem post perfectam conversionem, et reditum ad Ecclesiam.

12. *Etiam homicidium occultum hunc ingressum impedire.* — Nihilominus quod ad homicidium attinet, verius censeo hoc impedimentum etiam contrahi per homicidium occultum. Ratio prima est illa generalis, quod ubi lex non limitat, neque evidens ratio cogit, nos non possumus prudenter limitationem adhibere. Unde etiam in jure canonico mihi certum est, propter homicidium, quamtumvis occultum, irregularitatem incurri, et satis significatur in Tridentino, sess. 24, c. *Licet*, de Reform. Cum ergo hæc lex absolute et indistincte loquatur, non potest a nobis ad homicidium publicum restringi; eo vel maxime quod ex contextu verborum potest hoc etiam convinci. Sic enim habent : *Secundus est, homicidium aliquo tempore perpetrasse, vel publice infamem propter enormia peccata fuisse.* In quo contextu duo considero : unum est, eo ipso quod adverbium *publice* additur in posteriori membro, et non in priori, tacite a priori excludi. Aliud est, in aliis criminibus impedimentum poni ratione infamiæ; in homicidio vero non, sed ratione solius delicti; ergo absque infamia impedit; ergo etiamsi occultum sit; nam si oporteret esse publicum, maxime propter infamiam. Atque ita opinor in praxi et consuetudine obtineri; nam si is, qui examinatur, fatetur se homicidium perpetrasse, nihil amplius de fama vel infamia, publico vel occulto interrogatur, sed inhabilis judicatur.

13. *Etiam homicidium aliena manu factum impedit.* — Quocirca, si ratio hujus impedimenti in sensu supra, n. 7 et 10, explicato accipienda sit, dicendum est, in ea consideratum esse id, quod frequentius et ut plurimum accidit, scilicet, quod tale delictum magnam notam inurat; quod vero in particulari casu, quando delictum est occultum, hæc ratio cesset, accidentarium est, et non sufficit ut decisio legis cesset; maxime quia, licet delictum nunc sit occultum, semper subest illi periculo gravem notam inferendi. Potest autem illa ratio habere alium sensum, scilicet, ut illa infirmitas consueta, et multis communis, non referatur ad opinionem aliorum, sed ad ipsummet homicidam vel apostatam. Est enim communis infirmitas, ut qui semel cecidit, iterum facile cadere possit, vel saltem, quando lapsus est adeo gravis et enormis, ostendit naturam, aut nimis iracundam, seu ferocem, ut in homicidio, aut nimis inconstantem, ut in apostasia; recte ergo intelligi potest hanc esse communem infirmitatem, ob cujus notam talia impedimenta ponuntur, juxta quem sensum ad illam rationem non est necessaria infamia per publicam notitiam; nam ipsum delictum satis notat personam. Tamen, juxta hunc etiam sensum data proxime doctrina necessaria est, scilicet, quod, licet in aliquo particulari homicidio cesset hæc nota, eo quod casu vel ex passione acciderit, et alias constet hominem esse moderatæ naturæ, nihilominus impedimentum habeat suam vim, quia lex non considerat particulares casus, sed generaliter fertur, suamque efficaciam habet. Omne ergo homicidium peccaminosum hic comprehenditur, etiam si non propria manu, sed per alium jubendo perpetratum sit, ut declaratur 1 p. Constitut., c. 3, litter. C, ubi in casibus dubiis judicium Generali remittitur, qui admonetur ne se facilem in hujusmodi dubiis exhibeat; quo verbo significatur, in tali dubio inclinandum esse in favorem religionis, etiamsi respectu particularis personæ rigorosum videatur.

14. *Apostasiam a fide occultam sufficere ad hoc impedimentum. — Debet tamen esse exterior et probabilis. — Procedensque ab interiori. — Requiritur ut persona in adulta ætate aliquando fuerit fidelis. — Expeditur difficultas de juvenibus inter hæreticos educatis.* — Unde consequenter idem censeo dicendum in primo impedimento, de eo qui recessit a gremio sanctæ Ecclesiæ, fidem abnegando; nam omnes rationes factæ hic applicari possunt, et argumentum sumptum ex ratione impedimenti hic eodem modo cessat; ibi ergo verba etiam præcisa et absoluta sunt. Et præterea, ex quatuor membris quæ in primo impedimento ponuntur, in secundo requiritur damnatio; in tertio, sententia publica; in quarto,

infamia; in primo vero nihil horum ponitur, sed tantum *delictum;* ergo signum est nullam ex illis conditionibus requiri; alias, qua ratione quis diceret esse necessariam infamiam vel notitiam publicam, posset etiam dicere esse necessariam condemnationem per sententiam publicam. Hoc autem manifeste falsum est et improbabile; ergo, et prius; nam sequela tenet a paritate rationis, quantum spectat ad verba legis. Quia vero in Constitutionibus, 1 p., c. 3, aliquid additur, quo potest hoc impedimentum restringi, id prætermittendum non est, et aliqua differentia constituenda inter hoc delictum et homicidium, quia homicidium nec publicum esse oportet, nec probabile; hoc vero licet non oporteat esse publicum, videtur saltem esse necessarium ut sit probabile, propter id, quod statim adjiciam. Nam imprimis necessarium est abnegationem esse exteriorem; sola enim mentalis hæresis non sufficit, ut supra, num. 11, dicebam. Quod etiam ipsum verbum *abnegandi* satis indicat, et explicatur clarius in 1 p. Constitutionum, c. 3, dum additur : *Abnegando inter infideles.* Quo verbo non solum significatur crimen debere esse externum, sed etiam aliquo modo publicum, et inter infideles commissum. Potest tamen esse hoc modo publicum, id est, probabile, quamvis non sit publicum, id est, notorium, qualis nunc esse solet in Lusitania, verbi gratia, apostasia a fide neophytorum, quos *novos Christianos* vocant, etiamsi occulte, et inter se ipsos, illam exerceant; talis enim apostasia est sufficiens impedimentum, etiamsi contingeret cadere in eam personam, quæ alias inhabilis non esset ratione originis. Ulterius vero necessarium est ut interior simul cum exteriori concurrat; nam, licet quis exterius abnegaverit propter timorem, vel amorem humanum, sola exteriori fictione, interius autem retinendo fidem, non incurret hoc impedimentum, sicut nec pœnas juris contra hæreticos latas, ut disp. 14, de Fide, sect. 6, dixi, et disp. 43, sect. 1, de Censur., quia ille simpliciter non abnegavit fidem, sed finxit abnegare; verba autem harum legum stricte et in rigore accipienda sunt. Deinde existimo oportere ut talis persona post adultam ætatem fuerit aliquando fidelis, et in Catholica Ecclesia sufficienter instructa; nam si quis ab infantia fuit educatus inter hæreticos, etiamsi baptizatus fuerit, et perveniens ad adultam ætatem eorum errores imbiberit, non videtur proprie et in rigore dici posse a gremio Sanctæ Ecclesiæ recessisse abnegando fidem. Quod erit certius, quando probabiliter creditur ipsum habuisse ignorantiam invincibilem. Idem tamen mihi est probabile, etiamsi postquam cœpit dubitare, negligenter aut pertinaciter in prioribus erroribus permanserit, quia ille nondum incidit in formalem ac perfectam apostasiam, qualem prædicta verba in proprietate significant. Et juxta hanc expositionem facile expeditur difficultas supra tacta, in fine num. 11 (cætera enim ibidem opposita ex dictis sunt expedita) de juvenibus hæreticorum filiis, et inter hæreticos educatis; nam si illi, postquam ad Ecclesiæ gremium conversi sunt, nunquam iterum ab illa recesserunt, nec fidem abnegarunt, non videntur esse inhabiles ad Societatem ex vi hujus impedimenti, quia (ut dixi) non possunt judicari perfecte apostatæ. Imo in his, etiam si prior ille status fuerit publicus, non videtur obstare, nisi perveniatur ad sententiam in talem personam publice latam; nam tunc ex alio capite, seu gradu secundo loco posito in illo primo casu, impediret; si vero notitia vel sententia publica solum est generaliter de tali provincia, vel natione, sicut nunc Græci habentur schismatici, tunc infamia magis est nationis quam personæ, ideoque illa non impediret. Et hæc declaratio habetur expresse prima parte Constitutionum, capite tertio, litter. B.

15. *De secundo membro ejusdem secundi impedimenti, id est, infamia ob enormia peccata.* — Ex quo facile declaratur secundum membrum casus seu impedimenti secundi, scilicet, *infamia publica propter enormia peccata*, circa quod statim occurrebat explicandum, quænam sint hujusmodi enormia peccata. Sed hoc labore nos liberavit declaratio in d. cap. 3 Constitutionum, ubi Generali committit, an peccata sint judicanda enormia, necne, ad quod judicium ferendum primum expendendum est jus commune, in quo illa peccata merito censentur enormia, quæ per se inducunt juris infamiam, c. *In aliquo*, 51 d., cum aliis, quæ de infamia inducente irregularitatem, disp. quadragesima octava, de Censur., adduximus. Deinde dubitari poterat, si hæc infamia non sit in eodem loco in quo homo est recipiendus, sed in alio multum distante, et sine morali periculo quod illud diffundi possit, an tunc impediat. Verum hoc etiam dubium sublatum est in declarationibus, tam Examinis, quam Constitutionum, ubi dicitur infamiam solum impedire ubi est, non vero in remotissimis regionibus, si persona est suffi-

cienter emendata. Atque ita facile constat hoc impedimentum esse valde consentaneum rationi, et necessarium ad finem Societatis, et valde conforme juri, quo cavetur infamibus non debere concedi aditus ad dignitates, c. *Inter dilectos*, de Excessib. Prælat., et regul. 86, de Regulis juris, in 6. Quamvis enim recipi in Societate non sit admitti ad dignitatem, tamen ex ea parte, qua hic status ordinatur ad sacerdotalia munia, et conversionem animarum, potest quoad hoc dignitatibus comparari.

*De tertio impedimento.*

16. *De primo membro assumpti habitus religionis.*—Tertium impedimentum duas etiam habet partes. Prima est, *assumpsisse religionis habitum*, ut dicitur in citato c. 3 Constitutionum. Declaratur autem ibidem, intelligendum hoc esse, non solum de assumptione habitus per professionem, sed de gestatione habitus religionis, etiam per unum diem, dummodo id factum sit animo assumendi religionem, saltem quoad probationem, seu novitiatum. In Examine autem magis limitatur ac declaratur particula illa *religiosus*, his verbis, *assumpsisse habitum alicujus religionis fratrum, vel clericorum*, quæ videntur addita, ut non comprehendantur assumentes habitum religionum militarium, quoad milites, nam quoad clericos expresse excluduntur per illam particulam *clericorum*; per *fratres* autem monachi omnes intelliguntur; proprie ergo isti milites dici non possunt habere habitum fratrum, vel clericorum; non ergo hic comprehenduntur. Et ita declaratum est in Congregatione prima generali Societatis, can. 5, et in praxi etiam receptum est: præterquam quod multi existimant hos non esse proprie et simpliciter religiosos. Qua de re late in præcedenti tractatu, lib. 1, c. 3 et 4, agendo de varietate religionum in genere. Juxta quam sententiam possent etiam excludi ex absoluta appellatione *religiosorum*, sub qua illi non videntur comprehendi, saltem secundum ordinarium et communem modum loquendi; et denique, quidquid sit de statu, tamen quoad usum, et vivendi modum, constat de facto hos milites parum differre a secularibus.

17. *Redditur ratio Constitutionis quoad professos aliarum religionum.* — Sic igitur explicata hac parte, quod attinet ad religiosos professos, non est difficile rationem illius reddere. Primo, quia ut D. Thom. docuit, 2. 2, quæst. 189, art. 9, transitus ab una religione ad aliam non est per se laudabilis, nisi ob magnam necessitatem, vel specialem utilitatem, ut supra, in. tract. 8, lib. 3, a c. 8, disputatum fuit; quod quia rarum est et extraordinarium, non oportuit in hac lege considerari, et ideo absolute lex posita est; quia si in aliquo particulari casu, et Societati, et desideranti ejus ingressum, judicaretur expediens eum admittere, non obstante tali impedimento, per dispensationem a Summo Pontifice impetratam poterat tali casui subveniri, et aliquando subventum accipi. Et confirmari hoc potest ex Cassiano, collat. 14, c. 5, ubi Abbas Nestor. sic inquit: *Unicuique utile et conveniens est, ut secundum propositum, quod elegit, sive gratiam, quam accepit, summo studio ac diligentia ad operis arrepti perfectionem pervenire festinet, et aliorum quidem laudans admiransque virtutes, nequaquam a sua, quam elegit semel, professione discedat.* Unde idem Cassianus, lib. 4 de Institut. renunc., cap. 6, significat olim observatum esse ab antiquis monachis, ut neminem reciperent, qui a prima sua vocatione defecisset: *Nec quemquam* (inquit) *patiuntur illis adhuc indui* (id est, vestibus religionis) *quem semel ab institutionis suæ regula tepuisse perviderint.* Sic etiam Athanasius Constantinopolitanus, epist. 5, ad finem, decernit, qui monasterium semel deseruit, non esse in alio recipiendum. Ac denique imperator Justinianus, in Authent. de Monachis, collat. 5, inquit: *Si quis relinquens monasterium, in quo conversationem habuerit, ad aliud transeat monasterium, competens est reverendissimos Abbates eum non suscipere; erronea namque est talis vita monastica, nullatenus tolerantiæ proxima, neque constantis et persistentis animi.* Hoc ergo impedimentum, quantum ad professos in aliis religionibus (de quibus videntur dicta testimonia loqui), satis consentaneum est antiquitati, et rationes ejus, quæ in Constitutione ipsa assignantur, quasque statim explicabimus, facile illi accommodantur.

18. *Cur assumptio habitus novitiorum alterius religionis ingressum Societatis impediat? — Ratio dubitandi. — De secundo membro ejusdem tertii impedimenti.* — At vero, quod solus habitus novitiorum per quodlibet breve tempus assumptus impediat, novum videri potest et difficile, tum quia in nulla religione observatur, quod ego sciam; tum etiam quia tempus novitiatus ad probationem concessum est, et ideo non perseverasse usque ad professionem non indicat inconstantiam, aut ani-

mi levitatem. Cur ergo ob eam causam debet aliquis inhabilis censeri ad Societatem? Fieri enim potest, ut per probationem alterius religionis, aliquis prudenter judicet se non esse aptum ad illam, et quod a Deo vocetur ad Societatem; cur ergo debet excludi? Et augetur difficultas quoad alteram partem illius impedimenti, quæ est de eremitis sub certo habitu monachali; nam ille non est status, sed privatus quidam vivendi modus; cur ergo impedire debet magis quam alii vivendi modi?

19. *Prima Constitutionis ratio.* — Nihilominus duplex ratio illius impedimenti redditur in eodem c. 2 Examinis, et utraque sufficiens sine dubio est, ut hæc Constitutio honesta et rationabilis censeatur, maxime cum liberum sit Societati eos tantum admittere, qui absque ulla suspicione contraria ad finem sui instituti apti judicantur. Prior ergo ratio est: *Quod nobis in Domino videatur* (ait B. Ignatius) *eum, qui bonus Christianus sit, debere esse firmum in sua prima vocatione, præsertim cum illa tam sit sancta, in qua, scilicet, quis, universo seculo relicto, se totum dedicat majori servitio et gloriæ sui Creatoris et Domini.* Itaque, licet mutare religionem ante professionem minor inconstantia videatur, tamen, quia ut plurimum signum est animi inconstantis et mutabilis, in Societate non recipitur. Cui consonat consilium Basilii in regula 10, ex fusioribus, ubi ait, ab his, qui volunt religionem ingredi, diligenter exquirendum esse, *qui ipsorum mores sint, ut intelligatur an sint consilio instabili, et ad constituendum quidvis in utramvis partem præcipiti.* Cujus rei signum esse solet hujusmodi facilis mutatio religionum, etiam quoad probationem. Et subdit Basilius: *Si quidem in iis, qui istiusmodi sunt, magnopere suspecta inconstantia esse debet, qui, præter id, quod nullam ipsi utilitatem inveniunt, cæteris etiam sunt detrimento, quod institutum vivendi nostrum, falsis probris, et nequissimis maledictis magnopere infamant.* Verum quidem est statim adjungere Basilium, hos non esse statim a principio desperandos, sed prius extra religionem ipsam exercitandos, et probandos, ut si sufficiens indicium emendationis et constantiæ dederint, admittantur. At illud fortasse tunc conveniens fuit, quia exiguus erat religionum numerus; nunc autem plures sunt religiones in quibus hi recipi possunt, et ideo non est judicatum necessarium in his probandis immorari; maxime cum Societas ratione sui instituti multa alia habeat, in quibus suos religiosos probare et experiri ex instituto teneatur.

20. *Secunda constitutionis ratio.* — Secunda ergo ratio est: *Postremo sic nobis persuademur* (*præterquam quod major sit futura ædificatio proximorum*), *eo melius in Domino, ipsius gratia aspirante, conservari posse omnes professos, coadjutores atque scholasticos, quo magis liberi fuerint ab hujusmodi impedimentis, ac veluti unius coloris et similitudinis omnes.* In quibus verbis una ratio principaliter dari videtur, et altera obiter attingi. Ratio ergo principalis est, ut, cum omnes, qui in Societate fuerint, experti non sint, imo nec deliberaverint aliud institutum, omnino contenti sint eo quod profitentur, et in illo summam uniformitatem et similitudinem habeant, quod ad unionem eorum et amorem inter se, et ad majorem quietem et pacem multum confert; est enim similitudo causa amoris, ut dixit D. Thomas 1. 2. quæst. 27, art. 3; et Aristoteles, 8 Ethic., c. 6, dixit æqualitatem esse amicitiæ fundamentum; et in c. *Nova*, 16, quæst. 7, dicitur: *In uno eodemque officio non debet dispar esse professio, nam cohærere et conjungi non possunt, quibus et studia et vota diversa sunt.* Et quamvis is, qui alteram religionem probavit et deseruit, jam illam non profiteatur, tamen, quia possunt in eo manere aliqua vestigia illius professionis, vel aliqui conceptus seu apprehensiones diversæ, et discrepantes ab instituto Societatis, et ideo semper timetur aliqua difformitas, quæ possit pacem turbare; maxime cum Societas propriam vivendi rationem ab aliis in multis diversam profiteri videatur. Et hanc existimo esse potissimam rationem hujus impedimenti; et ob eam rem si quis semel in Societate ingressus ab ea deficiat, iterumque ingredi velit, non est inhabilis quominus recipi possit; quia licet prior ratio inconstantiæ in eo locum habeat, hæc posterior cessat. Quod autem hoc ita sit, patet ex verbis ipsius Constitutionis; nam cum dicit *habitum alicujus religionis*, plane loquitur de aliis religionibus a Societate distinctis.

21. *Tertia ratio.* — *Evasio præcluditur.* — Altera vero ratio ibi obiter, ut dixi, tacta est, quia, scilicet, creditur hoc futurum in majorem animarum ædificationem, quod duplici ex causa seu respectu dici potest. Primo, respectu aliarum religionum, quibus gratum esse debet, quod ab eis deficientes in Societate non recipiantur. Deinde respectu aliorum fidelium, apud quos nonnulla nota semper est, defecisse

a religione semel accepta, etiam quoad novitiatum tantum; et quia Societas tota est ad lucrandos fideles, et salutem animarum procurandam, ideo omni ratione evitare studet quidquid potest operariorum existimationem aut benevolentiam apud alios minuere. Unde fortasse etiam in hoc consideratum est, quod is, qui non se ostendit constantem, et idoneum ad perseverandum in religione ad solam perfectionem propriam principaliter instituta, non videtur aptus illi religioni, quæ non solum propriæ, sed etiam alienæ perfectioni incumbit. Dices : interdum monachus, qui ex vi sui instituti tantum suæ saluti attendit, assumitur ad Episcopatum, qui ad perficiendos alios præcipue ordinatur. Respondeo : aliud est assumi, aliud relinquere proprium statum per inconstantiam; illud enim prius nullam notam inducit, neque est indicium alicujus defectus, sicut hoc posterius. Præsertim quia monachus, si jam erat professus, licet ad Episcopatum assumatur, monachus manet, atque non ita mutat statum, ut spolietur priori ( ut ita dicam ) specie monachatus, imo nec in individuo, sicut facit, qui ex una religione transit in aliam, maxime Societatem, quam veluti specie diversam intelligimus, ut ex dictis lib. 1, cap. 2, et ex graduum varietate constare potest. Si autem contingat (ut fieri potest) ex novitiatu assumi ad Episcopatum, tunc non manet quidem in priori statu inchoato, sed immediate transit ad perfectiorem, non tamen ex animi inconstantia, sed ex obedientia Superioris; et ideo in jure id prohibitum non est; in Societate vero speciali jure id est prohibitum, ratione jam dicta.

### *De quarto impedimento.*

22. *De prima parte, id est, conjugio.*—Quartum impedimentum duas partes habet. Una est de conjugatis, alia de servis. Et prior quidem fundata est in ipsa ratione naturali, quia maritus post consummatum matrimonium non est dominus sui corporis, et ideo non potest illud alteri, etiam religioni, libere donare. Et ideo impedimentum hoc, quoad hanc partem, in jure communi fundatum est, ut statim dicam, et in aliis religionibus servatur, ut patet ex regula Minorum, c. 2, et ex Constitutionibus Prædicatorum, 1 p., d. 1, c. 13. Imo D. Basilius, in regulis fusius disputatis, c. 12, ejusdem impedimenti meminit. Intelligitur autem hoc impedimentum, quoad hanc partem, eo modo quo in jure communi explicatur, scilicet, sine facultate conjugis : *Nam si facultas a conjuge concederetur* (dicitur in declaratione, 1 p., c. 3, lit. F.), *servatis aliis circumstantiis*, *quæ juxta sanam doctrinam et usum sanctæ Ecclesiæ solent observari, impedimentum esse desinat.* Illæ autem sunt, ut conjux vel monasterium ingrediatur, si juvenis sit, vel votum continentiæ emittat, juxta cap. *Cum sis*, et cap. *Ad Apostolicam,* de Convers. conjugat., quod in tomo superiori declaratum est. Addenda vero sunt duo. Unum est, ex jure communi, si maritus ingrediatur de consensu uxoris, non servatis autem aliis circumstantiis, ingressum, seu professionem esse validam quoad substantiam et proprietatem, ut sic dicam, quamvis quoad usum impediri possit, si uxor repetat maritum, juxta cap. *Ex parte,* de Convers. conjug. At vero in Societate ex vi hujus impedimenti receptio erit nulla, etiam si fiat de consensu uxoris, si aliæ juris circumstantiæ non serventur; quia in Constitutionibus absolute ponitur *matrimonium consummatum* tanquam essentiale impedimentum. Et in declaratione (quæ eamdem vim legis habet) non ponitur alia exceptio, nec dicitur cessare hoc impedimentum, nisi vel per mortem naturalem, vel conjuge facultatem concedente, *observatis juris circumstantiis*; ergo illis non servatis, integrum manet impedimentum, etiamsi nudus consensus præstetur. Aliud notandum est, quamvis, consensu præstito cum debitis circumstantiis, cesset impedimentum essentiale, nihilominus semper esse impedimentum, ut talis persona recipi non debeat sine Generalis facultate; ita ut nec Provincialis possit in hoc dispensare, ut in illius regula trigesima sexta cautum est.

23. *Num matrimonium ratum non consummatum hoc impedimentum inducat. — An per vota simplicia emissa in Societate matrimonium ratum dissolvatur.* — Ultimo circa hanc partem dubitari potest de matrimonio rato, et non consummato, an impediat Societatis ingressum, sive consentiente, sive repugnante conjuge. Sed in hoc certum est, ex vi hujus legis id non esse impedimentum, quia, licet in d. cap. 3 Constitutionum, simpliciter nominetur *matrimonium*, tamen in cap. 2 Examinis expresse additur *consummatum*, et in declaratione id etiam supponitur, et juxta commune jus ita esset intelligendum, quamdiu aliud non exprimeretur. Quapropter absolute censeo non esse inhabilem ad Societatem talem personam, et receptionem ejus non esse ex se irritam, quia neque ex vi juris commu-

nis irrita est, neque invenio jus speciale quod illam irritet. Quod ergo quæri potest, solum est, si hujusmodi novitius, expleto anno, vel saltem biennio probationis, non admittatur ad professionem solemnem, an possit ab uxore repeti, et ipse ac Societas teneatur illum ei restituere. Item an possit juste tria vota simplicia et substantialia in Societate emittere sine expresso consensu uxoris, cum aliis circumstantiis de jure requisitis in matrimonio consummato. Quæ dubitationes supponunt aliam, scilicet, an per vota simplicia approbata et recepta in Societate dissolvatur matrimonium ratum, non consummatum, quoad ipsum vinculum matrimonii præcedentis talia vota; nam si dissolveretur, omnis quæstio cessaret; nullum enim esset impedimentum vel irritans, vel prohibens, nullusque consensus conjugis esset requisitus, cum ipsa omni vinculo et obligatione liberanda esset. Solum videtur gravari in dilatione biennii; at illud parvi momenti est, et interdum accidere potest in aliis religionibus; nam si quis post matrimonium ratum probavit in aliqua religione per decem menses, potest illam relinquere, et ingredi aliam, et integrum novitiatum in ea facere, ut per congregationem etiam Cardinalium declaratum est, circa cap. 15, de Regular., sess. 25, Concil. Trident. Illa ergo dilatio temporis probationis non infert difficultatem quam non posset conjux facile tolerare. Ego vero suppono nulla vota simplicia facta in Societate dissolvere matrimonium ratum præcedens; quod infra, lib. 4, cap. 2, ostendam, ubi, in numero decimo tertio, de prædicta dilatione redibit sermo.

24. Hoc autem supposito, videtur mihi consequenter dicendum primo, neminem debere recipi in Societate post matrimonium ratum sine consensu et debita conversione uxoris, nisi forte ex dispensatione Præpositi Generalis, cum intentione admittendi illum post biennium ad professionem solemnem, si recte probaverit, vel statim dimittendi illum, si non fuerit probatus. Deinde consequenter assero, si aliter recipiatur ad novitiatum, non posse ulterius admitti ad simplicia vota, quæ post biennium ab scholaribus, vel postea a coadjutoribus formatis fiunt, sine eodem consensu et conversione uxoris. Ratio utriusque est, quia nullus ligatus vinculo matrimonii potest licite assumere statum repugnantem usui matrimonii, et non dissolventem vinculum ejus; status autem Societatis per sola vota simplicia non dissolvit vinculum matrimonii, ut dixi, et repugnat usui ejus, cum sit status religiosus; ergo non potest licite talis status assumi, invita uxore; ergo nec potest quis licite recipi in Societate in ordine ad illum statum; vel, licet sit admissus ad novitiatum, non potest postea admitti ad talia vota, sine prædicta conditione ex parte uxoris. Major patet primo ex ratione naturali, quia talis receptio est in magnam injuriam uxoris; nam cogeretur vel innupta perpetuo manere, si socius nunquam esset professionem solemnem in Societate emissurus, sed in statu coadjutorum perseveraret, vel saltem per plures annos, etiam ultra decennium, quæ duratio perpetua seu vitalis in jure reputatur. Secundo, probatur ex jure, nam ob similem causam statutum est, ne post matrimonium ratum ordinetur quis in sacris, invita uxore; nam per sacram ordinationem interdicitur usus, et non dissolvitur matrimonium ratum, ut definit ac statuit Joannes XXII, in Extravag. unica, de Voto; ergo cum eadem ratio urgeat in nostro casu, idem dicendum est. Addo vero ultimo nihilominus, si talia vota de facto admittantur in Societate, valida esse, quia nullum est jus per quod irritentur, et tamen, hoc non obstante, si sponsa suum jus petat, negari non debere nec posse, ne fiat illi injustitia; debet ergo illi maritus reddi ad cohabitationem, et usum matrimonii; et Societas etiam suo jure ordinario utens posset (et certe in eo casu deberet) illa vota remittere, et personam omnino liberam relinquere; si tamen id non faceret, posset illa persona reddere debitum, non tamen exigere, propter votum castitatis, et mortua uxore non posset valide aliam ducere, quia votum illud in Societate factum hanc vim habet. Et ob eamdem causam compellendus esset ad Societatem redire, quia se semel tradidit, et traditio rescissa non est, ut supponitur

25. *De secunda parte ejusdem quarti impedimenti, id est, servitute.* — Altera pars hujus impedimenti est servitus, quæ est sumpta ex jure communi, et illius etiam meminit Basilius, regul. 10, ex fusioribus. Unde præter supra tractata præcedenti tomo, in genere, de professione religionis, nihil hic addendum occurrit, nisi quod, licet jure communi servitus non irritet professionem, seclusa vi et ignorantia, sed inducat obligationem satisfaciendi domino modo jure præscripto, vel restituendi servum, qui nihilominus religiosus manet, attamen in Societate ex vi hujus impedimenti censeo receptionem, et consequenter omnem admissionem in illa fundatam, esse nullam,

juxta generalem doctrinam, quam statim tradam. Ratio autem est, quia servitus absolute et sine ulla restrictione hic ponitur ut impedimentum substantiale. Ulterius autem intelligendum hoc existimo durante servitute, quia non fuisse servum, sed esse, sicut non fuisse uxoratum, sed esse, ponitur impedimentum, quod aperte verba ipsa significant, *vel servitutis legitimæ vinculo ligatum esse.* Unde si quis servus manumittatur a domino, vel ipse quacumque alia ratione se vere redimat a servitute, eo ipso tale impedimentum aufertur; pertinebit autem ad prudentiam Prælatorum perspicere, an expediat talem personam recipere, propter infamiam aliquam, vel vilem reputationem, quæ de tali persona semper manet, et considerato fine Societatis, posset illam minus idoneam reddere ad ejus munera; quanquam si solum admitteretur ad ministeria temporalia, minus haberet incommodi. Præterquam quod, licet hoc sit verum ex hoc capite, ex alio, scilicet, *ex origine*, talis persona semper erit inhabilis, juxta ea quæ inferius addemus.

26. *De ultimo impedimento infirmitatis.* — De ultimo impedimento in fine numeri primi nihil specialiter occurrit notandum; nam et sensus ejus clarus est, et ratio manifesta, quæ in ipsamet Constitutione attingitur: nam recipere talem personam esset non mediocre damnum ipsius Societatis, cum ad illius ministeria inepta sit. Quod etiam est valde consentaneum juri communi, nam ob eamdem causam simile impedimentum irregularitatem inducit.

*Num supraposita impedimenta talia sint, ut ingressus, et quæcumque incorporatio cum aliquo illorum, in Societate facta, nulla sit?*

27. *Discutitur propositum dubium.* — Non additur autem in prædictis locis verbum, quo expresse declaretur hæc impedimenta talia esse, ut personam reddant omnino inhabilem ad hunc ingressum, ita ut tam professio, quam omnis incorporatio in Societate inde subsecuta, nulla sit; et ideo dubitari potest an hæc impedimenta talia judicanda sint. Posset enim quispiam aliquod ex eis tacere, et ita recipi in Societate. Et quamvis concedamus in eo graviter peccare, ut insinuatur in declaratione cap. 2 Examinis, lit. A, cum dicitur, *confessarium debere moneri, ut si quis vere non respondisset, ea de re ejus conscientiam extimulet.* Et merito, quia tale mendacium perniciosum est Societati, et in re valde gravi, de qua ipsa jus habet interrogandi, et obligandi ad dicendam veritatem, quia potest in grave suum detrimentum redundare. Nihilominus, si hæc impedimenta non inhabilitant personam, receptio facta, et quidquid ex vi illius subsecutum fuerit, tenebit. Nec obligabitur talis persona ad manifestandum postea suum defectum et delictum; tum quia nemo tenetur se prodere, neque hoc est delictum quod videatur ad restitutionem obligare; suppono enim in particulari cessare nocumentum Societatis, quia impedimentum est occultum, et in reliquis persona est idonea, et sufficienter inservit Societati; tum etiam quia non videtur obligandus quis cum tanto damno suo ad resarciendum illud qualecumque damnum Societatis, quod in sola transgressione illius Constitutionis positum est. Quapropter in tali casu non erit sufficiens remedium, quod *confessor extimulet conscientiam pœnitentis;* nam, licet ille confiteatur suum delictum, ut tenetur, erit absolvendus, si de peccato doleat, etiamsi nolit factum emendare, aut religionem deserere, quia si factum tenuit, ad hoc non tenetur, vel saltem potest probabiliter huic sententiæ conformari; non ergo poterit confessor juste negare illi absolutionem, neque aliquid ei nocere ex vi illius scientiæ per confessionem comparatæ. Multum ergo refert scire in quo gradu hi defectus impediant hunc ingressum. Et videri quidem potest non esse asserendum, hæc impedimenta reddere personam omnino incapacem, cum in ipsa lege id non sit expressum, nam in his rebus odiosis mitior pars sequenda est, ubi rigor non est expressus, imo, ubi favor non repugnat formalibus verbis legis; hic autem non solum non repugnat, verum etiam est consentaneus generali principio, quod lex prohibens actum non irritat illum, nisi hoc sufficienter exprimat, ut lib. 5 de Leg., cap. 25, ostendi.

28. *Dubii resolutio tripartita.* — Nihilominus dicendum censeo primum, quodlibet ex his impedimentis reddere personam inhabilem; deinde tam primam receptionem, quam omnem aliam intimiorem admissionem, nullam esse, nullamque obligationem inducere. Probo singula, atque prima pars ex verbis institutionum sufficienter colligi potest. Nam in cap. 2 Examinis, § 6, post numeratos illos casus subjungitur: *Prædicti casus impedimenta sunt, cum quorum aliquo nemo in Societatem admitti potest;* non enim dixit *debet*, sed *potest*, ut intelligatur tam recipienti adimi potestatem, quam recipiendo capacitatem; et ideo ibidem in declaratione, littera A, dicun-

tur hæc impedimenta talia esse, quæ a Societate excludant. Et in 1 p. Constitutionum, cap. 3, additur, *omnino excludunt;* quæ verba plane significant *excludere* quantum Societas potuit; potuit autem personas inhabilitare, ut per se constat, et ibidem in declaratione adjungitur, nec Præpositum Generalem, nec totam Societatem, sed solum Summum Pontificem, posse in aliquo ex his impedimentis dispensare. Ac denique in quarta part., c. 3, § 2, dicitur, cum aliquo ex his quinque impedimentis nullum in Collegiis Societatis inter Scholasticos collocari posse. Fuit ergo sine dubio mens B. Ignatii, omnem in hoc negotio auferre potestatem Societati, et consequenter alterum inhabilem reddere; nam hæc duo correlativa sunt. Quocirca, quando in declaratione cap. secundi secundæ partis Constitutionum, lit. B, dicitur, *Quoties aliquis deprehensus fuerit aliquod ex quinque impedimentis in examine dissimulasse, non esse æquum ut in Societate maneat*, ideo cum hac moderatione dictum videtur, quia, regulariter loquendo, etiam non est æquum procurare Pontificis dispensationem ut maneat; nam sine illa non solum æquum non est, verum nec possibile, si ita manere debet ut membrum Societatis.

29. Atque ex his clare sequitur secunda pars, scilicet, actum esse nullum ex impotentia agentis, et incapacitate passi. Eadem vero pars certior fieri potest ex alio principio, quod sine acceptatione voluntaria religionis, omnis receptio redditur nulla, ut in superiori tomo generatim tractatum est; quia contractus est mutuus, et ideo debet esse ex utraque parte voluntarius. Sed in eo casu, quo aliquis occultat hujusmodi impedimentum, acceptatio, seu receptio ex parte Societatis non est voluntaria, utpote dolo et fraude per ignorantiam facta, in re magni momenti juxta suam regulam; ergo contractus ille validus non est. Declaratur, quia receptio ex parte Societatis in eo casu habet implicitam conditionem: *Si ita est, quod nullum subest substantiale impedimentum;* ergo, non subsistente conditione, consensus perinde se habet ac si non esset positus. Differt autem inter hanc rationem et præcedentem, quia si hæc nullitas receptionis solum provenerit ex occultatione impedimenti eo quod ignorantia causaret involuntarium in recipiente, seclusa illa ignorantia, si Generalis, verbi gratia, aliquem reciperet cum illo impedimento, esto ille male faceret, receptio valida esset, quia jam consensus non esset involuntarius; at vero juxta priorem rationem, etiamsi ipse Prælatus velit, receptio nunquam erit valida: quia ablata est illi potestas dispensandi, et alioquin impedimentum ipsum irritans est. Et ideo prior ratio est magis per se et propria; posterior vero moraliter est sufficiens et efficax, quia receptio cum tali impedimento moraliter nunquam continget, nisi per putationem et ignorantiam. Quæ doctrina in simili sumitur ex Navarro, consil. 26, de Regularibus.

30. Tandem ultima pars manifesta est ex dictis, tum quia si fundamentum, id est, prima receptio, est nullum, quidquid in eo fundatur, nullum est; imo receptio ad novitiatum non potest alia ratione esse nulla, nisi per ordinem ad professionem, quia reliqua omnia, quæ in ea receptione considerari possunt, sunt facti potius, quam juris, ut in tomo superiori dixi; tum etiam quia hoc impedimentum maxime ponitur propter professionem, vel quamcumque incorporationem per vota; ergo ad illam maxime fit inhabilis persona, et in illa maxime est involuntaria Societas, quando per ignorantiam illam concedit cum hujusmodi impedimento. Dicere vero potest aliquis, esto professio, vel incorporatio in Societate nulla sit ex parte Societatis, nihilominus ex parte voventis vota esse valida, ideoque obligare illum ad ea servanda, vel ad permanendum in Societate, si Societas illum retinere velit, quamvis Societas illum retinere non cogatur. Respondeo (etiamsi fortasse alii aliter sentiant) ex tali professione vel votorum emissione non oriri obligationem etiam ex parte voventis, vel ad servanda vota, si a Societate expellatur, vel ad permanendum in Societate, et admittendam dispensationem in impedimento, etiamsi Societas velit eum retinere, et dispensationem impetrare. Hæc latius probanda sunt ex supra dictis in præcedenti tomo de professione invalida. Nunc breviter ratio prioris partis est, quia ille non emisit illa tria vota simpliciter et absolute, sed ut annexa statui religioso Societatis, et traditioni quam de seipso fecit; ergo si status ipse fuit nullus, vota non possunt obligare, quia accessorium sequitur principale, et quia voti obligatio non excedit intentionem voventis; ille autem non intendit se obligare ad servandam castitatem, vel paupertatem, nisi in tali statu, in quo ab ipsa religione custodiretur et aleretur; neque intendit se obligare ad obediendum, nisi Prælatis Societatis, qui etiam essent Prælati sui; si autem ipse a Societate ejicitur, jam non habet Prælatum aliquem So-

cietatis qui suus Prælatus sit; ergo obligatio talium votorum nulla fuit, quia conditio tacite inclusa ex parte materiæ non subsistit. Ratio vero alterius partis est, quia in contractu mutuo æqua debet esse utriusque partis conditio; ergo si una non manet obligata ad perseverandum in contractu, neque alia.

31. Dices, non esse in præsenti parem conditionem utriusque partis, quia religio bona fide et per ignorantiam acceptat; alter vero defraudat religionem. At hoc per accidens est; quid enim si receptus bona fide etiam processit? nam tunc etiam actus est invalidus; ergo tunc saltem erit æqua conditio et libertas ex utraque parte. Quid etiam si deceptio fuit ex parte Prælati religionis, qui novit impedimentum, et dissimulavit, cum alius vel juris, vel facti invincibilem ignorantiam haberet? numquid tenebitur religio eum postea retinere, si ipse velit, et dispensationem impetret? minime, quia unius Prælati delictum non potest religionem obligare, et præsertim quia nulla ibi intervenit actio, quæ talem potuerit obligationem inducere. Ergo idem dicendum est ex parte religiosi, quia ipse nullam aliam fecit obligatoriam actionem præter traditionem; illa autem non fuit acceptata; ergo non est unde maneat obligatio ad perseverandum in ea voluntate ex parte sua, quæ revera potius esset ad iterum se donandum, facta sua ipsius persona habili per dispensationem; nunquam autem ex donatione non acceptata similis permanet obligatio per se loquendo; neque ex matrimonio nullo manet per se obligatio ad iterum faciendum illud, ablato impedimento. Idem ergo est in præsenti. Ex fraude autem, vel dolo, si intercessit, poterit oriri obligatio ad restituendum religioni sumptus, vel nocumenta, si fortasse ob eam rem aliquid simile passa est, non tamen ad religionem profitendam. Et hæc sufficiunt de prædictis quinque impedimentis, de quibus, postquam hæc omnia scripseramus, ita Congregatio septima generalis, can. 26, sanxit : *Impedimenta quinque, quæ essentialia quinta Congregatio vocat, irritantia sunt vota simplicia, et quamcumque sequentem aliam professionem; quo fit ut, qui illis tenentur, inhabiles et incapaces ipso facto ad Societatis ingressum et admissionem sint*, etc. Videri etiam hac de re potest decretum 41 et 43 ejusdem septimæ Congregationis.

## CAPUT II.

### DE IMPEDIMENTO EX DEFECTU ORIGINIS, QUOUSQUE VIGEAT IN SOCIETATE.

1. *Num licuerit tale impedimentum poni.* — Superest vero adnotandum quod in quinta Congregatione generali, can. 3, additum est, nimirum defectum originis, qui est descensus per lineam aliquam ex genere Judæorum, aut Saracenorum, quod impedimentum, tametsi primarium, seu (ut vocant) essentiale non sit instar præcedentium, unde ad caput sequens absolute rejici posset, quia tamen dicta Congregatio ejus rationem summopere habendam voluit in admittendo, præsertim ad professionem, operæ pretium existimavi tria circa ipsum explicare. Primum est, an licitum fuerit tale impedimentum poni; sed hæc quæstio generalior est, nam plura sunt hujusmodi statuta, tum in Ecclesiis cathedralibus, tum in collegiis, tum etiam in aliis religionibus, de quibus omnibus idem quæri potest, quod proprie spectat ad materiam de acceptione personarum, et de beneficiis ecclesiasticis; nam pro certo supponimus, tale statutum ex genere suo licitum esse, quia non in odium nationis, neque in solo respectu nobilitatis aut ignobilitatis humanæ, sed in ratione aliqua ad commune bonum Ecclesiæ, et fidei conservationem pertinente fundatur. Sufficiensque fundamentum est talia statuta per tot viros doctrina et sanctitate illustres esse facta; et, quod caput est, esse per plures Summos Pontifices approbata. In speciali vero hoc confirmat Cajetanus, tom. 1 Opusc., in ultim., respons. 6, quia receptio ad religionem, prout terminatur ad has vel illas personas, non est debita, sed voluntaria religioni, et ideo libere potest statuere ut cum tali conditione non admittantur.

2. *An expediens fuerit addi novum impedimentum in religione, quod non fuerat a fundatore positum.* — Secundum dubium esse potest, an fuerit expediens in tali religione et tali tempore addere hoc impedimentum, quod ab ipsis fundatoribus positum non fuerat. Sed hæc quæstio prudentialis est; unde nec ad nos pertinet eam tractare, nec commode fieri posset, nisi in medium afferendo omnes particulares circumstantias, quæ ad hoc impedimentum addendum Societatem movere potuerunt, quod nimis esset prolixum, et a nostro instituto multis rationibus alienum. Cer-

tum ergo est, decursu temporum potuisse experimento cognosci, aliqua pericula vel incommoda religioni imminere ex consortio et convictu talium personarum; vel etiam ad bonum nomen totius religionis, ut posset apud seculares omnes habere existimationem convenientem ac necessariam ad sua ministeria, ut dicta Congregatio attigit, cum fructu exercenda, necessarium esse non admittere eos, qui hanc notam habent, ac proinde potuisse esse expediens hoc impedimentum addere, licet in principio positum non fuerit, quia res humanæ non statim perfectæ oriuntur, neque omnia incommoda statim cognoscuntur.

### *Num Congregatio generalis Societatis potuerit tale statutum condere?*

3. *Sententia negans.* — Tertium dubium est, an potuerit Congregatio generalis Societatis tale impedimentum ponere. Quod in quæstionem non vertissem, nisi quæstionem similem a Doctore Navarro tractatam invenissem in cons. 26, de Regular., quod incipit: *Orta sunt gravia dubia;* ubi refert Capitulum generale Minorum simile institutum fecisse, et inquirit an potuerit id facere, ac respondet non potuisse; nec dubitat dicere errasse circa illud statutum, quamvis sine peccato, vel omnes, vel majorem partem eorum Patrum, qui illi Capitulo affuerunt, etiam si fuerint sanctissimi et eruditissimi, ut ipse dicit. Navarrum sequitur Sanchez, referens alios, libr. 7 de Matrim., disput. 37, num. 30. Fundamentum est, quia tale statutum est contra jus canonicum; et nullus inferior Papa potest condere statutum contra canonicum jus, juxta ea quæ notantur in cap. *Quod super his*, de Major. et obedient. Major probatur, quia jure communi omnes Christiani, non habentes impedimentum canonicum, sunt apti ut recipi possint in religione approbata; sed hic defectus originis non est impedimentum canonicum, quia nec jure divino, nec ecclesiastico positum est, ut late ibi prosequitur; ergo, etc. Secundo argumentatur idem Navarrus, quia circa ea, quæ pertinent ad tria vota solemnia religionis, dispositio pertinet ad solum Papam, argumento cap. *Cum ad monasterium,* de Statu monachorum; ergo nullus inferior Papa potest disponere ut professio hoc vel illo modo facta valeat, vel etiam non liceat. Hanc vero opinionem Emmanuel Rodericus, tom 1 Regularium Quæstionum, quæst. 10, art. 3, ita temperat et sequitur, ut religio non possit quidem facere hoc statutum irritans professionem, vel receptionem talem, possit tamen prohibere illam bona intentione, et justis de causis, quia impedimentum inhabilitans aliquos ad id, ad quod secundum jus canonicum habiles erant, summa auctoritate Pontificis effici debet.

4. *Sententia affirmans.*—Nihilominus contrariam sententiam certam existimo, et in nostro particulari casu indubitanter affirmo, potuisse Societatem talem constitutionem efficere, et impedimentum illud, ut substantiale et irritans, apponere. Et primo sumo argumentum ab auctoritate eorum Patrum qui in illa Congregatione interfuerunt, qui sine dubio erant et multi, et doctissimi, et religiosissimi, quos neque contra propriam conscientiam egisse verisimile est, neque etiam contra debitam scientiam errasse; nam, licet ut homines ignorantiam et errorem habere potuerint, ut Navarrus dicit, per se tamen credibile est, tot ac tales homines illam non habuisse, præsertim in re pertinente ad proprium jus, propriamque actionem et potestatem, de quo saltem dubitare et interrogare debuissent. Accedit quod in conspectu Urbis et Orbis, vidente et tacente ipso Pontifice Summo, tale statutum conditum est, et executioni mandatum, et deinde inviolabiliter observatum. Secundo, id probo ex generali potestate concessa a Summis Pontificibus Societati, ad condendas particulares constitutiones *libere ac licite*, quas ad ejusdem Societatis finem, et Christi Domini gloriam, et proximi utilitatem, conformes esse judicaverit: *Et tam hactenus factas, quam in posterum faciendas, juxta locorum, et temporum, ac rerum qualitatem mutare, alterare, seu in totum cassare possit et valeat, quæ postquam mutatæ, alteratæ, aut de novo conditæ fuerint, eo ipso Apostolica auctoritate confirmata censeantur.* Hæc enim sunt verba Pauli III in prima bulla confirmationis; et latius in secunda, quæ successores ejus, præsertim Julius III et Gregorius XIII, amplissime confirmarunt. Fortasse vero aliquis ex Navarro supra in quadam solutione ad quartum respondeat, Constitutiones intelligi confirmatas a Papa, quatenus sunt licitæ et honestæ, et non sunt contra jus commune, nec contra sacros canones; hoc autem statutum esse hujusmodi, quia, licet per se, et ex objecto non sit illicitum, illud condere sine debita potestate est illicitum. Sed hoc est petere principium, nam hoc est quod inquirimus, an, scilicet, hoc factum sit sine sufficienti potestate; ex dictis autem bullis colligimus non defuisse potestatem. Quia vero Navarrus in hoc vim facit, quod

illa potestas non se extendit ad faciendam regulam sacris canonibus contrariam, qualem putat esse hanc constitutionem, ideo accurate hoc distinguendum est.

5. *Lex inferioris dupliciter potest esse contraria juri superioris.* — Unde argumentor tertio, quia hoc statutum non ita est juri communi adversum, ut propterea censendum sit reservatum Pontificiæ potestati; ergo nulla ratio est cur non potuerit a generali Congregatione fieri. Consequentia evidens est, ex argumento proxime facto, et ex fundamento Navarri, et quia non potest alius coloratus titulus hujus impotentiæ excogitari. Antecedens vero declaratur ex quadam doctrina communi in materia de jure naturali, quam attigimus in lib. 2 de Legib., c. 14. Dicunt enim doctores dupliciter posse legem inferioris esse contra jus superioris: uno modo positive, alio modo negative tantum; seu uno modo contra jus prohibens, alio modo contra jus concedens, seu non auferens aliquid, ut, verbi gratia, stando in jure naturæ, dicuntur omnia bona externa esse communia, quia auctor naturæ ita illa concessit, nec divisiones fecit, non tamen fieri prohibuit per hominum voluntates, et ideo proprietas rerum seu dominiorum, licet dici possit negative contra jus naturæ, quia per illud introducta non est, non tamen dici positive contraria, quia per illud non est prohibita. At vero propria auctoritate hominem in captivitatem redigere est contra jus positivum, quia libertas unicuique data est ut proprium bonum, quod violenter auferre ipsum jus naturæ prohibet. In præsenti ergo statutum hoc dici potest contra jus commune *negative*, non tamen *contrarie*; quia jus commune et canonicum non facit inhabiles ad religionem hujusmodi habentes defectum originis. Nullum est tamen jus canonicum quod præcipiat eos esse habiles ad omnem religionem, seu quod prohibeat eos excludi ab aliqua religione; nullum enim tale jus Navarrus affert, neque opinor afferri posse. Statutum ergo positive contrarium juri communi non potest fieri per inferiorem Summo Pontifici, ut bene probat Navarrus. Probabile etiam est generalem clausulam, per quam datur potestas a Summo Pontifice ad condenda statuta, non extendi ad statuta positive contraria juri communi, quia juri communi non derogatur per generalia verba, nisi id simpliciter necessarium sit ut habeant convenientem effectum; est enim illa potestas quoad hoc odiosa, et ideo restringenda. At vero statutum, quod solum negative est contrarium juri communi, fieri potest per potestatem inferiorem Summo Pontifici; magis enim repugnat statutum valere contra jus naturale, quam contra humanum superioris Prælati; ergo, si statutum, solum negative contrarium, juri naturali potest esse contrarium, multo magis negative contrarium juri canonico. Ratio vero a priori est, quia tale statutum non est contrarium voluntati Pontificis, nec legi ejus; ergo ex illa contrarietate non est invalidum. Unde in rigore illa non est contradictio, seu oppositio, sed addictio vel effectio alicujus moralis effectus, quem Pontifex lege sua facere noluit, non prohibuit autem fieri ab habentibus potestatem. Ex quo a fortiori sequitur, sub generali potestate data a Papa ad condenda statuta, includi illa, quæ, cum alias honesta sint, non sunt positive contraria juri communi, etiamsi negative dicantur contraria, quatenus aliquid auferunt vel irritant, quod jus commune non aufert, vel irritat, quia per hoc nihil derogatur juri communi, nec talis potestas odiosa est, et ideo non est restringenda, sed potius amplianda, tanquam principis beneficium.

6. *Discrimen inter admissionem ad religionem, et ad ecclesiasticum beneficium.* — Primum ergo fundamentum Navarri in num. 3 ex dictis manifeste solutum est. Secundum autem parvi est momenti; nam, licet solemnitas voti quoad illos effectus legales, in quibus ipsa consistit, sit de jure Pontificis, et non de particulari alicujus religionis, nihilominus particulares conditiones necessariæ ad tale votum emittendum possunt ab unaquaque religione, juxta modum sibi convenientem, sanciri, et in his aliquid addere, quod jure communi requisitum non sit, et nihilominus in tali religione sit necessarium ad professionis vel receptionis valorem. Quod probo ad hominem, evidenti exemplo; nam jure communi solum est necessaria ætas sexdecim annorum ad faciendam validam professionem, et nihilominus potest aliqua religio statuere, ut in ea non fiat, usque ad decimum octavum, vel vigesimum secundum annum, et antea facta valida non sit, ut est communis sententia, quam præcedenti tomo, tractando de professione in genere, probavi, quamque ipse Navarrus manifeste ut veram supponit, consil. 24, de Regul., quod incipit, *Quinque quæstiones*, in quæst. 2. Ratio vero reddi potest, quia, licet status religiosus in genere non postulet hanc vel illam conditionem in his qui ad illum recipiendi sunt, ut convenientem ad com·

munem finem illius status, fieri tamen potest ut ad finem illius status determinati ad tale institutum conditi illa moraliter expediat; ergo oportet ut talis conditio per aliquod jus statui possit; non potest autem hoc pertinere ad jus commune, quia illud (ut ipsum nomen præ se fert) commune est omnibus religionibus; ergo necesse est ut in religione sit potestas ad tale jus proprium et speciale condendum. Nec oportuit semper hanc potestatem in particulari a Pontifice postulari; nam si alia, quæ ad religionis regimen spectant, per generalem concessionem commissa sunt, cur non etiam hæc potestas? Accedit etiam alia ratio, quod nimirum potestas recipiendi in tali religione, et acceptandi professiones et vota, per se primo est in tota hac religione; et ipsa potest ampliare vel limitare potestatem suorum Prælatorum circa hujusmodi actum; ergo potest limitare hanc facultatem ad personas habentes tales vel tales conditiones, quas rationabiliter judicat sibi convenientes, ita ut illa potestas ad alias personas non extendatur, sicut declaravimus posita esse in Societate quinque prima impedimenta jam explicata. Unde etiam intelligi potest quædam notanda differentia inter admissionem ad talem religionem, et ad beneficium ecclesiasticum, ut canonicatum, etc., a quibus etiam videtur Navarrus sumere argumentum, quia Episcopi, vel Ecclesiæ particulares non possunt circa hoc simile impedimentum sine approbatione vel confirmatione Pontificis ponere. Est autem ratio diversa, tum quia religio habet quasi antecedentem concessionem et confirmationem Apostolicam per generalem clausulam supra, n. 3, allatam, quam alii fortasse non habent, et qua citatus Sancius contentus esse videtur; tum maxime quia beneficia ecclesiastica sunt veluti communia bona Ecclesiæ, quæ ex vi suæ institutionis communi quodam jure distribuenda sunt, et ita nemo potest excludi ab eorum participatione, nisi auctoritate universalis dispensatoris talium bonorum; in admissione autem ad religionem ipsa distribuit, seu communicat (ut sic dicam) quoddam bonum, sibi quodammodo proprium, scilicet, societatem suam, seu unionem secum, et ideo talis boni communicatio ad ipsam specialiter pertinet; potest ergo illud communicare quibus sibi expediens judicaverit, et non aliis. Denique, si hæc receptio consideretur ut contractus quidam inter religionem et conversum, etiam ex hoc capite liberum est religioni contrahere cum his conditionibus, et sine illis nolle, ut contractus validus sit. Unde nihil etiam obstat quod de impedimento canonico inhabilitante dicebatur, tum quia hæ personæ non sunt positive habiles jure canonico, sed tantum negative, id est, per illud non factæ inhabiles, et hoc modo ad addendum impedimentum præter jus canonicum non semper est specialis potestas Pontificia necessaria, sed generalis concessio sufficit; tum maxime quia hoc impedimentum non necesse est intelligi ex parte personæ recipiendæ, irritando illius consensum, ad quod forte necessaria est major potestas; sed hic sufficienter intelligitur ex parte religionis, quia ipsa non vult præbere consensum suum, sine quo talis contractus validus esse non potest.

## CAPUT III.

### QUÆ PROBATIO ANTECEDERE DEBEAT, QUÆVE CONDITIONES SERVANDÆ SINT UT ALIQUIS CONVENIENTER IN SOCIETATEM RECIPIATUR?

1. *Generalis resolutio hujus capitis ex instituto Societatis.* — Potest hoc inquiri tam ex parte ingressuri, quam ex parte habentis potestatem admittendi illum; et quod utramque partem sufficienter provisum est in Constitutionibus Societatis, in prædicto Examine, c. 3 et 4, et in 1 p. Constitutionum, c. 3 et 4; unde unico verbo respondere possemus, si ea omnia serventur, quæ ibi præscribuntur, satisfactum iri interrogationi propositæ quoad utramque personam. Ut tamen breviter ostendamus quam sint illa, et antiquitati Ecclesiæ, et rationi consentanea, ea breviter perstringemus; et primo declarabimus obligationem ex parte Societatis, et inde facile constabit quid de ipso petente admitti dicendum sit.

#### PRIMA CONCLUSIO.

2. *Confirmatur Patrum testimoniis.* — Primum ergo, ut hæc receptio debite fiat, diligenter curandum est ut intelligatur an persona habeat dotes naturæ et gratiæ convenientes huic instituto, juxta aliquem gradum ejus, tali personæ accommodatum, et consequenter an habeat plures, aut aliquos defectus, ex his quæ in prædictis Constitutionibus numerantur, et prædictas dotes excludunt, vel notabiliter minuunt. Tota hæc assertio per se est consentanea rationi, quia nihil magis est debitum religioni, nec magis necessarium ad conservationem ejus, quam ut hi, qui reci-

piuntur, apti et idonei sint ad finem talis religionis, ut omnes antiqui Patres religionum docent; et præsertim Basilius, regul. 10, ex fusius disputatis, et regul. 94 et sequentibus, et regul. 107 et 112, ex brevioribus, et optime Bonaventura in quarta parte Opusculorum, in expositione suæ regulæ, q. 10, per totam, ubi ostendit, neque ipsi religioni, neque Ecclesiæ Dei expedire ut omnes admittantur : *Omnes* (inquit) *passim recipere non expedit nobis, neque Ecclesiæ Christi ; nobis non, quia variæ sunt conditiones hominum, qualitates et mores.* Hinc etiam Nicolaus III, in c. *Exiit qui seminat*, § *Verum quia*, vers. *Sed quoniam*, de Verborum significatione, in 6, graviter commendat Prælatis Minorum, ne indifferenter omnes admittant ad ordinem, sed eos tantum, *qui suffragantibus eis litteratura, idoneitate, vel aliis circumstantiis, possint utiles esse ordini, sibique per vitæ meritum, aliisque proficere per exemplum.* Similia habet Martinus V, in suis Constitutionibus, cap. secundo. Sic igitur B. Ignatius, prima parte Constitutionum, cap. primo, § tertio, *plurimum referre* (ait) *ad divinum servitium convenientem haberi delectum eorum, qui admittuntur, et diligentiam adhiberi ut intelligatur quæ eorum sint dotes et vocatio.* Ubi in declaratione, lit. C, optime dicit : *Ut par est sollicite cooperari vocationi et motioni divinæ, curando ut augeatur in Societate numerus operariorum vineæ Christi Domini nostri, ita diligenter considerare oportet ne quis admittatur, nisi qui donis illis Dei præditus sit, quæ hoc institutum ad ipsius gloriam exigit.* Et in c. 2 et 3, magis in particulari dotes, conditiones necessarias, et utiles describit, de quibus statim pauca dicemus. Et c. 4 iterum subjungit : *Nobis in Domino valde persuademus, ad hoc, ut divina et summa majestas ministerio hujus minimæ Societatis uti dignetur, multum referre ut, qui ad eam admittuntur, non solum diu probentur, antequam in ejus corpus coaptentur, verum etiam ut valde noti sint, antequam ad eam probationem admittantur.* Ac tandem p. 10, § 7 : *Ut perpetuo* (inquit) *totius hujus corporis bonus status conservetur, confert plurimum, quod in prima, secunda et quinta parte dictum est de turba, et hominibus ad nostrum institutum ineptis, ut ne ad probationem quidem admittantur.* In quibus verbis docere voluit B. Ignatius, non esse homines in Societate recipiendos, solum propter illam augendam seu propagandam, quia bonum ejus, non in personarum multitudine, sed probitate et aptitudine ad ministeria consistit. Quod de religionibus omnibus mendicantibus prudenter admonuit Cajetanus 2. 2, quæstione centesima octogesima octava, articulo septimo, ad 1. Imo in simili id docuit Innocentius III, c. *Cum sit.* de Ætat. et qualit., dicens : *Sanctius est paucos bonos, quam multos malos habere ministros, quia si cæcus cæco ducatum præstet, ambo in foveam dilabuntur.* Loquitur autem de sacerdotibus, ad quos pertinet regimen animarum, *quæ est* (inquit) *ars artium.* Unde cum omnibus religionibus hæc animadversio conveniat, maxime est in Societate necessaria, eo quod religio clericorum sit, et ad animarum ministerium instituta. Quare optime etiam illi accommodatur, quod dixit Clemens Papa, in epist. 2 : *Melius est enim Domini sacerdotium paucos habere ministros, quam multos inutiles, qui onus grave ordinatori adducant.* Habetur in cap. *Tales*, d. 23, ut omittam eo hujusmodi ministros in majori æstimatione ab hominibus haberi, quo rariores sunt, juxta illud Hieronymi : *Quod rarum est plus appetitur, diaconos paucitas honorabiles, presbyteros turba contemptibiles facit*, c. *Legimus*, d. 43, ex epist. 85, ad Evagrium. Sic etiam referunt solitum esse B. Franciscum dicere : *Utinam fratres mei essent adeo parvi, ut quando homines viderent illos, mirarentur* [1]. Denique hoc etiam illud confirmat, quod multitudo sine delectu congregata, quod B. Ignatius turbam vocavit, non potest convenienter et cum fructu totius corporis gubernari. Nam etiam Aristoteles dixit, 3 Polit., cap. undecimo, plurimorum politiam difficile bonam esse, quia plures ad virtutem ducere arduum est ; quanto ergo erit difficilius ad perfectionem virtutis eam perducere, maxime si absque delectu personarum congregata est! Propter quod tandem dixit Bonaventura, q. 19, inter causas, propter quas aliqua religio a suo primo fervore discedit, præcipuam esse multitudinem intrantium, si non cum magna prudentia recipiantur.

3. Atque hinc tandem nota est assertionis ratio ; quando enim persona, quæ Societatem ingredi cupit (in quo eadem proportio est de qualibet alia religione), sufficienter cognoscitur quoad omnes conditiones et qualitates suas, tunc cessat necessitas alterius diligentiæ, solumque oportet rectitudinem observare, ut non privato affectu, sed intuitu majoris boni, primum religionis, deinde religiosi, receptio

[1] Corduba circa regulam in introductione, q. 3, refert.

vel fiat vel denegetur; in quo gravis culpa committi poterit vel contra justitiam fortasse respectu religionis, vel contra charitatem respectu conversi, si ex pravo affectu, vel notabili negligentia, aut idoneus repellatur, aut admittatur indignus. Si autem conditio et capacitas personæ cognita non est, imprudentissimum profecto erit, talem personam statim admittere sine sufficienti inquisitione et examinatione. Nam vel admittitur ut, qualiscumque sit, retineatur; et hoc est in magnum religionis præjudicium, ut ex omnibus dictis constat; quod maxime verum est in Societate, propter finem, et gravissimas actiones, quibus incumbit, quia sic facile fieret ut ad suum finem consequendum inutilis redderetur, quod etiam in maximum Ecclesiæ detrimentum redundaret. Vel recipitur ut, si postea minus idoneus reperiatur, statim repellatur; et hoc etiam et ipsi personæ injuriosum est, quia turpius postea ejicietur, quam antea non admitteretur. Religioni etiam hoc esset onerosum, tum propter inutiles labores, et sumptus in hujusmodi personis positos; tum etiam quia non sine nota, et scandalo aliorum fieret tam temeraria receptio et frequens dimissio.

SECUNDA CONCLUSIO.

4. *De prima diligentia ex parte Societatis facienda, quæ est recipiendi examinatio.* — Secundo ergo principaliter colligo et assero, convenientissime in Societate præscriptas esse duas diligentias ante hanc receptionem præmittendas. Una est examinatio ingredi volentis. Altera est probatio ejus, quæ vocatur prima in hac religione, quia cæteras antecedere debet, et post illam aliæ sequuntur ante professionem; vel etiam dicitur prima, quia est ad primum ingressum. Circa examinationem recolendum est quod supra, initio hujus secundi libri, dixi, hic non esse sermonem de his quæ necessaria sunt jure communi, sed speciali Societatis. Hic ergo non agimus de examinatione, aut inquisitione ex vi Constitutionis Sixti V agenda, quæ novior est quam Societatis Constitutiones, et servanda in Societate, sicut in aliis religionibus, nisi specialem aliquam declarationem, seu concessionem circa illam habeat a Sede Apostolica cujusmodi est illa Gregorii XIV, quæ incipit: *Exponi nobis*. Vel nisi uti velit quacumque moderatione in hac parte alteri religioni concessa; nam id etiam facere poterit per viam communicationis, ratione suorum privilegiorum, nisi in ipsa concessione talis communicatio specialiter prohibita sit. Denique inquisitio illa Sixti V, ab aliis personis de ipso converso præcipue petenda est. Hæc autem examinatio, quæ in Societate præscribitur, cum ipso immediate peragitur; ipse enim est qui interrogari debet, et qui se ipsum manifestare, per varias interrogationes cogitur, quæ in dicto c. 3 Examinis fuse proponuntur, et omnes eo tendunt, ut personæ capacitas, naturalis et habitualis dispositio, et actualis vocatio seu conversio probe cognoscatur: ex his enim tribus capitibus maxime pendet dignitas seu idoneitas personæ ad tale institutum. Neque oportet de his interrogationibus plura in particulari dicere, quia res est clara et tantum prudentialis; aliquid vero statim attingemus, declarando impedimenta quæ huic ingressui aliquo modo obstare possunt, quamvis non irritent.

5. *Objectio. — Solvitur primo. — Gravis deceptio invalidat receptionem ad novitiatum.* — Dicet vero aliquis, hujusmodi examinationem parvi esse fructus, si nulla exigitur probatio, præter proprium testimonium conversi de se ipso, qui facile poterit (quod humanum est) exaggerare bona, et defectus vel occultare, vel minuere. Respondeo, imo rem esse magni momenti. Primo, quia ipse conversus in conscientia tenetur sincere ac pure veritatem aperire. Nam, eo ipso quod vult quasi pactum cum Societate inire, et ideo examini voluntarie se subjicit, juste interrogatur, et consequenter veritatem aperire tenetur; neque etiam quasi bellum justum ex utraque parte esse potest. Declaratur: nam, si quis cum alio convenire velit in emptione equi, vel alterius rei similis, et ejus conditiones inquirat, quæ ad rem faciunt, et ad suam utilitatem vel commoditatem spectant, tenetur sine dubio veritatem respondere; multo ergo magis in præsenti, quia negotium gravius est, et receptio magis liberalis et voluntaria. Quin potius tantam esse censeo hanc obligationem, ut si quis nimium in hac falsitate excederet, et deciperet religionem in rebus gravioris momenti, et quæ redderent personam prorsus inutilem ad talem religionem, fieret receptio nulla; non quia in tali persona sint impedimenta inhabilitantia personam, sed quia religio decepta in re substantiali non videtur consentire receptioni, quia talis ignorantia involuntarium causat juxta superiori tomo dicta de professione ex ignorantia facta; quando autem deest consensus legitimus recipientis,

receptio invalida est, argumento cap. ultim. cum Glossa, de Regular., in 6. Hoc tamen certum non est. Navarrus enim, in consil. 48, de Regular., quod incipit *Primo quæritur*, tractans an professio facta, tacito morbo gallico, vel contagioso, nulla sit. Respondet, si religio habet statutum confirmatum a Papa annullans talem professionem, illam esse nullam ; si autem non habet tale statutum, attento jure communi, non esse nullam. Non reddit autem aliam rationem, nisi quia ægritudo etiam mortifera non annullat professionem. Supposito autem quod impedimentum non inhabilitet personam, nullum videtur posse esse majus, nec reddere religionem magis involuntariam, quam similis ægritudo, vel deceptio circa illam ; sed hoc in particulari pendet ex judicio prudentiali ; nam in generali, dubium non est quin dolus possit esse tantus, ut omnino tollat consensum ad inducendam obligationem, ut in simili dixit idem Navarrus, cons. 46, de Regular., quod incipit, *Herus*, numero quarto, cum Panormitano, in cap. *Cum dilectus*, De his quæ vi. Et ideo dixi debere esse deceptionem in *substantialibus*, quia illa plane tollit consensum, ut in quolibet alio contractu constat. Bene autem addit Navarrus, in priori loco, si talis deceptio sit in re gravi, etiamsi non annullet actum, peccatum esse mortale, propter quod potest Prælatus expellere talem personam a religione, et privare habitu.

6. *Secunda solutio.* — Deinde respondetur ad interrogationem factam, examinationem hanc, aliis etiam rationibus esse valde utilem, tum quia in illa multum cognoscitur persona et judicium ejus in modo respondendi, et in multis aliis quæ occasione talium interrogationum occurrere solent ; tum etiam quia examinator non semper est simplici interrogatione contentus, sed quantum potest, instare debet, et aliquando etiam experiri an ita sit, quod ab alio respondetur. Denique, quia, licet interrogationes primo fiant ipsi converso, non prohibetur quin ubi oportuerit, major inquisitio et veritatis examinatio fiat, cujus rei occasio ex responsionibus ipsius petentis sæpius sumi potest.

7. *De secunda diligentia, quæ est ipsius recipiendi probatio prima. — Genus hoc probationis juri et consuetudini antiquarum religionum esse conforme.* — Secunda diligentia est prima probatio ejus qui recipiendus est, quæ in Societate fieri debet, antequam ad communem convictum quis admittatur. Nam, licet ex prædicto examine nihil resultet quod receptionem quoquo modo impedire valeat, sed persona appareat idonea, juxta ea quæ institutum exigit, non est contenta Societas, sed probare etiam vult, quoad commode potest, an hoc ita sit, et præsertim quoad vocationem, et constantiam ejus ; et quoad capacitatem ad spiritualia exercitia, et ad litterarum profectum, vel ad corporales labores, si in eis exercendus sit. Propter hanc ergo causam, in Examine, cap. 1, § 13, statuitur ut recipiendi, hospitum more, ad duodecim vel quindecim dies in loco aliquo separato commorentur, ut ibi probentur, priusquam recipiantur. Quod genus probationis satis consentaneum est tam juri, quam antiquæ consuetudini religionum. Primum patet ex cap. *Si quis incognitus*, 17, q. 2, ubi probandi dicuntur, qui religionem ingredi volunt, antequam ad habitum recipiantur. Idem sumitur ex cap. *Monasteriis*, 19, q. 3. Secundum patet ex Cassiano, lib. 4 de Institutis renuntiantium, cap. 3, ubi refert mirabilem probationem, quæ inter antiquos illos Patres in usu erat. Nam conversus diebus decem vel eo amplius detinebatur, pro foribus excubans, indicium perseverantiæ ac desiderii sui, pariterque humilitatis ac pœnitentiæ demonstrans, et genibus omnium fratrum provolutus, opprobriis et injuriis ab omnibus tolerantia ejus probabatur. Et ad idem alludit cap. 32, ubi Pynuphius Abbas sic ad quemdam, quem recipiebat, alloquitur : *Nosti quot diebus pro foribus excubans, hodie sis receptus.* Benedictus etiam, in regula, cap. 58, ait non esse facile concedendum ingressum petenti, sed consilium Evangelistæ Joannis, epistol. 1, cap. 4, servandum est : *Probate spiritus, an ex Deo sint ;* ad quem finem ait, prius extra monasterium detinendum esse per aliquot dies, et patientiam ejus, tum dilatione, tum etiam aliquibus injuriis probandam ; postmodum vero intra monasterium in hospitio esse detinendum per aliquot dies, priusquam ad novitiatum admittatur. Quæ non sunt a mente Basilii aliena, ut ex regula 10, ex fusioribus, et ex aliis supra citatis, intelligi potest, et idem colligitur ex regula Pachomii, c. 26, et ex Joanne Climaco, gradu 4.

8. *Primum hujus probationis genus, et a B. Ignatio commendatum. — Consentaneum etiam est sacris Canonibus.* — Primum autem probationis genus in hoc tempore, quo prima probatio durat, est videre et considerare diplomata Apostolica instituti Societatis, et constitutiones ac regulas, quas unusquisque in ea

est observaturus, ut in prædicto loco Examinis dicitur. In quo duo aguntur. Unum est, ut qui ingreditur, majorem cognitionem et lucem habeat status quem assumit; aliud est, ut Societas magis ac magis probet constantiam ejus, dum considerata perfectione et difficultate instituti, in ejus amore ac desiderio perseverat. Illud enim B. Ignatius maxime commendatum reliquit, nimirum, ut dispositio et constantia, ac stabilitas ejus, qui ingredi vult, diligentissime inspiciatur et examinetur, ut patet ex cap. secundo Examinis, § 13 et 14; et 1 p. Constit., cap. 3, § 10 et 11. Fuitque consilium B. Basilii, loco proxime citato, et in Const. Monast., cap. 20; et S. Bonaventuræ, in expositione suæ regulæ, cap. 2. Quoniam autem Societas religio (ut diximus) clericorum est, in hoc modo probandi constantiam imitari voluit Ignatius et antiquos Canones, et priscarum religionum mores. Sic enim in sexta Synodo, cap. 2, a promovendo in Episcopum Canones et regulæ, quas in eo munere observaturus erat, legendæ et considerandæ dicuntur, et non prius consecrandum esse Episcopum quam ea se posse et velle servare profiteatur; quod latius etiam habetur in authentica *Quomodo oportet Episcopos*, § *Si detur*. De Episcopis autem ac cæteris clericis sic dicitur in Concilio Carthaginensi III, cap. 3, et habetur in cap. 7, d. 38: *Placuit ut ordinandis Episcopis vel clericis prius ab ordinatoribus suis decreta Conciliorum auribus eorum inculcentur, ne se aliquid contra statuta Concilii fecisse pœniteat.* Et in Concilio Toletano IV, c. 25, et habetur in c. 2, ead. d. 38: *Quando presbyteri* (ait) *in parochiis ordinantur, libellum officialem a suo sacerdote accipiant, ut ad Ecclesias sibi deputatas instructi accedant.* Ubi liber officialis dici videtur, qui obligationes proprii muneris et officii, seu status assumendi, continet, ut Archidiaconus notavit. Quod vero ad religiosos spectat, D. Benedictus, d. c. 58 suæ regulæ, generatim dicit, ut cupienti ingredi res asperæ et difficiles, quas observaturus est, proponantur. Ubi Smaragdus, in Expositione illius regulæ, idem ex Augustino et Isidoro refert. Et sine dubio est per se valde conveniens, ut majori cum luce procedatur, ne genus aliquod ignorantiæ aut deceptionis possit postea novitius allegare. Propter quod dixit Præposit., in d. cap. *Placuit*, non posse novitium allegare ignorantiam, quando constitutiones et regulæ illi fuerunt specifice declaratæ. (Vide Bart. in leg. ult., ff. de Decr. ab ord. faciend. etc.)

9. *Secundum ejusdem probationis genus.* — Secundum genus probationis ac simul præparationis est, ut ingrediens his diebus in actionibus spiritualibus meditationis ac pœnitentiæ exerceatur, et confessionem generalem faciat, ac tandem sacramentum Eucharistiæ accipiat. Ita habetur in c. 4 Examinis, § 41, et 1 p., cap. 4, § 6. Quæ omnia sancte instituta esse, per se manifestum est; et duos etiam habet fines. Unus est, quia hoc modo probatur capacitas et propensio ad exercitia spiritualia, et corporis asperitatem. Alius est, quia hoc modo simul disponitur ad majorem Dei gratiam, et auxilium recipiendum, ut majori fervore et animi puritate perfectionis statum aggrediatur. Unde similis regula de confessione generali præmittenda habetur in definitionibus ordinis Cistertiensis, c. 35, n. 155. Idem etiam consulit Bonaventura, in Speculo disciplinæ, c. 1; Turrecr., tract. 128, in regulam S. Benedicti. Et videri potest Alens., 4 p., q. 77, membr. 5, art. 3. Hoc etiam confirmat favor Summorum Pontificum, varias indulgentias et gratias concedentium his qui religionem ingrediuntur, ut sic melius sint dispositi ad auxilium divinum obtinendum, atque ita in Societate conceditur per communicationem ex privilegiis Minimorum, indulgentia plenaria, et omnium peccatorum remissio, ut ex Compendio privilegiorum constat, verb. *Indulgentia*, § 4.

10. *Tertium probationis genus.* — Tertio, solet etiam, qui recipitur, si ad gradum scholarium est dirigendus, probari in his quæ ad doctrinæ et ingenii specimen pertinent, ut constat ex prima part. Constitutionum, c. 4, § 5. Si vero ad ministeria temporalia recipiatur, in his actionibus, quæ ad vires corporis pertinent, diutius probari solet judicio superioris, juxta varietatem personarum, decenti modo, et unicuique accommodato. Quæ omnia per se sunt adeo rationi consentanea, ut nulla alia ratione vel declaratione indigeant.

### TERTIA CONCLUSIO.

11. *Ratio generalis pro conclusione. — Conditiones in coadjutoribus temporalibus requisitæ. — Conditiones ad spiritualia ministeria receptorum.* — Dicendum tertio est, convenienter postulari et designari in Constitutionibus Societatis dotes, seu conditiones requisitas in his qui ad illam admittendi sunt, et impedimenta quæ aut prohibere, aut difficilem reddere possunt ingressum. Ratio generalis sumenda est ex fine Societatis; nam, cum sit

status religionis valde perfectus, requirit imprimis ea omnia, quæ ad hunc statum ex sua generali ratione necessaria sunt. Quia vero amplectitur magna ex parte, et cum magna perfectione, vitam contemplativam, postulat, quoad fieri possit, naturam et mentem huic exercitio accommodatam; non enim omnes apti sunt ad otium et quietem contemplationis, ut supra, tract. superiori, cap. 1, n. 12, ex Gregorio referebamus. Quia vero principaliter hæc religio ordinatur ad perfectissimas actiones, quæ ultra divinam gratiam multa naturæ dona, magnamque prudentiam et eruditionem requirunt, ideo in his omnibus, quoad fieri potest, magna perfectio vel dispositio ad illam, in iis qui admittuntur, desideratur. Denique, quia difficile est hæc omnia in unum conjungere, et nonnihil potest esse periculi in externis actionibus, et præsertim in peregrinationibus et missionibus, ad quas maxime Societas, ex vi sui instituti, dicata est, ideo quædam naturæ et passionum moderatio in admisso postulatur, quæ sine nimia difficultate per virtutis exercitium perfici possit. Si ergo juxta hujus rationis vim expendantur omnia, quæ circa hoc ordinantur in c. 2 primæ partis Constitutionum, manifeste constabit veritas assertionis propositæ. Nam in coadjutoribus temporalibus, inter alia, quæ omnibus communia esse debent, specialiter postulatur ut sint sorte Marthæ in Societate contenti, ætate et viribus ad labores corporis, qui in Societate se offerunt, sufferendos præditi, et ut homines difficili admodum ingenio non sint. In cæteris vero, qui ad spiritualia ministeria admittuntur, capacitas ingenii, indoles boni judicii, et sufficiens memoriæ tenacitas postulatur; quoad voluntatem vero, ut universæ virtutis et perfectionis spiritualis studiosi sint, quieti, constantes, et strenui in his quæ ad divinum servitium aggrediuntur; et (quod Societatis proprium est) ut zelum habeant salutis animarum, et de ea causa ad hoc institutum sint affecti. Deinde, in his, quæ ad corpus spectant, imprimis conveniens ætas, quæ, ad hunc primum ingressum, de quo agimus, designatur, saltem decimum quartum annum excedat. Deinde petitur bona valetudo, vires sufficientes ad sustinendos instituti labores, et species exterior honesta, et apta ad ædificationem proximorum, et exoptanda dicitur sermonis gratia, ad agendum cum proximis pernecessaria. De aliis vero externis fortunæ bonis, ut sunt nobilitas et similia, optime adjungitur, nec per se sufficere, nec necessaria esse, non tamen esse parvipendenda, si aliis adjungantur.

*De impedimentis personam minus idoneam ad Societatem reddentibus.*

12. *De impedimentis intellectus.— De impedimentis voluntatis. — De impedimentis corporis.—De impedimentis externorum bonorum.— De impedimento originis.*—Et juxta hæc (quo secundæ parti tituli hujus capitis satisfaciamus) statim in cap. 3 ejusdem primæ partis Constitutionum impedimenta ponuntur, quæ secundaria appellantur, quia non omnino excludunt, sed personam minus idoneam reddunt, et tot possunt multiplicari, ut nullo modo expediat talem personam admittere. Quædam ergo ex illis ad intellectum pertinent, ut *tarditas ingenii*, aut *defectus memoriæ* aut *judicii*, quæ intelligenda existimo, quando notabilia sunt, ita ut mediocritatem etiam non attingant. Circa judicium autem prudenter et merito adnotatur, multum posse impedire *obdurationem in proprio sensu*, quia in omni congregatione magnum solet facessere negotium. Quoad voluntatem vero imprimis ponitur *natura difficilis ad virtutem* propter vehementes affectus, qui domari vix posse videantur; deinde *peccatorum habitus* tanta consuetudine obfirmati, ut de illis non magna emendatio speretur. Et huc etiam pertinere existimo, quod ibi subjungitur *de indiscretis devotionibus*, quæ solent esse causa illusionum et errorum; tunc enim hoc habet locum, quando hæc abierunt in consuetudinem inveteratam, a qua difficile quis dimovetur. Tandem additur *defectus actualis dispositionis debitæ*, qualis est intentio non satis recta, vel non satis firma et constans circa status mutationem, et circa affectum ad talem religionem; non enim satis est habere firmum propositum, vel ferventem affectum circa religionem in genere, si circa Societatem in particulari animus sit remissus, vel parum firmus, quia illa non est dispositio satis accommodata ad talem formam; neque ex illa magna utilitas talis personæ in Societate sperari potest. Quoad corpus vero ponuntur defectus contrarii perfectionibus supra numeratis, ut sunt, *debilitas*, *morbus*, *notabilis deformitas*, et *defectus integritatis corporis, vel legitimæ ætatis*, sive per defectum, si sit valde tenera, sive per excessum, si sit nimium provecta, qualis censetur in regulis Provincialis, cap. 4, n. 36, quoad defectum annus infra 15, et quoad excessum supra 50. In quo, cum sit certum, excessum

ætatis nunquam esse impedimentum irritans, si judicium integrum sit, de alio extremo per defectum dubitari potest. In qua re certum est ex hac constitutione, non habere Societatem in hoc speciale impedimentum ex suo proprio jure. An vero jus commune Concilii Tridentini in ea locum habeat, dicemus melius infra, lib. 3, cap. 6, a n. 2. Nam quod attinet ad primum ingressum, certum est nullam definitam ætatem esse substantialem (ut sic dicam), nisi quatenus ad secundum ingressum, id est, ad incorporationem per tria vota substantialia proportionata ætas potest esse necessaria. Tandem quoad externa bona pro impedimento ponitur *æs alienum et civiles obligationes*, in quo nihil speciale adjungitur; et ideo, quæ tomo superiori in communi circa hoc diximus, de ingressu religionis ad Societatem prudenter applicanda sunt. De *defectu autem originis* nihil illo loco dicitur. In cap. vero 3 Examinis, inter alia interroganda unum est, *an aliquis ex ejus progenitoribus notatus fuerit, vel declaratus ob aliquem errorem contra nostram Christianam religionem, et quomodo id sit*. Quamvis ergo ex hoc capite non esset tunc positum absolutum impedimentum, semper tamen in consideratione habendum fuit, ut juxta temporum et locorum opportunitatem id fieret, quod cum religionis securitate ad majorem ædificationem judicaretur expedire; quid autem in hoc additum sit, jam explicuimus in cap. 2.

13. *Quid ex parte recipientis requiratur?*— Ex his ergo concluditur, ut receptio in Societate, ex parte recipientis, legitime fiat, supposita potestate, quæ primario in Generali, et per illum in Provincialibus existit, non posse aliam regulam assignari nisi prudentiam. Quia non omnia, quæ explicata sunt, in singulis admittendis simul sunt semper postulanda, neque singuli etiam ex dictis defectibus impediunt semper quominus receptio licite fiat; alioquin difficillimum esset aliquem legitime admittere, quia rarum est invenire homines qui simul omnibus prædictis donis naturæ et gratiæ prædi ti sint, et nullum ex dictis defectibus habeant. Et hoc significavit B. Ignatius, in fine cap. 2 Constitut., dicens : *Quæ tamen mensura omnibus in rebus teneri debeat, unctio sancta divinæ sapientiæ eos docebit, qui id curæ ad ejus obsequium ac laudem uberiorem susceperunt*. Et in fine cap. 3 solum dicitur, quo plures ex dictis defectibus, seu impedimentis secundariis, quis habuerit, eo minus idoneum esse ut in Societatem recipiatur. In quo clare significatur, non obstante uno vel alio impedimento ex supradictis, posse esse aliquem idoneum, ut non solum valide, sed etiam merito recipiatur. Ac propterea admonetur ibi, qui admittendi facultatem habet, *ne privato affectu duci se sinat*, quia nimirum perturbare solet prudentiæ judicium; ergo supponit dari locum in hoc negotio prudenti arbitrio. In utroque autem loco optima quidem regula in declaratione significatur, scilicet, quando aliquod ex prædictis impedimentis intervenit, vel defectus aliquis in aliquo ex prædictis donis animæ et corporis, attendendum esse an in aliis donis tantus sit excessus, ut secundum rectam rationem talis defectus compensari videatur; sic enim, pensatis omnibus, poterit esse persona idonea et digna, non obstante aliquo simili defectu. Quæ compensatio maxime locum habebit, quando defectus non est in vocatione, quoad intentionem et firmitatem ejus; neque in aptitudine, et docilitate ad virtutem, nam hi defectus de se impensabiles plane videntur, nisi prius per divinam gratiam, et liberi arbitrii cooperationem, per nonnullam consuetudinem, seu perseverantiam, corrigantur. Occurrebat autem hic quæstio, an hæc potestas admittendi ad Societatem merito committatur solis Prælatis, cum solo consilio suorum consultorum, vel assistentium, vel potius committi debuerit communitati ad plura suffragia, vel alicui congregationi, seu electioni plurium personarum. Ab aliquibus enim in dubium hoc revocatum est, propter consuetudinem aliarum religionum, et propter quemdam Motum Sixti V, de illegitimis. Sed hæc quæstio attingit aliam universaliorem de regimine monarchico Societatis, quod in hoc actu eamdem rationem habet, quam in aliis non minus gravibus, et ideo infra in sua generalitate tractabitur. Nunc solum dicimus, ipsummet Sixtum V suammet constitutionem quoad Societatem moderatum fuisse, et post illum Gregorium XIV, in propria Bulla de Confirmatione instituti Societatis, hoc punctum inter alia expresse probasse et confirmasse, dicens, *novitios etiam tam in prima eorum admissione ad Societatem, quam ad scholasticorum vota post biennium novitiatus, juxta Societatis morem, per superiores admittendos esse*.

14. *Quid ex parte recipiendi?* — Ultimo colligitur ex dictis, quid ex parte admittendi necessarium sit, ut debito modo ingrediatur. Nam, præter ea quæ ex communi ratione assumendi statum religiosum necessaria sunt,

et in superiori tomo sunt notata, nihil fere hic addendum est, nisi ut illa omnia cum proportione ad talem religionem applicentur; maxime vero ut sincere in examine procedatur veritatem in omnibus aperiendo; solum enim in fictione aliqua huic veritati contraria potest gravis culpa in hoc negotio committi ex parte ingressuri; nam cætera omnia magis spectant ad consilium, ut res adeo gravis meliori modo fiat.

## CAPUT IV.

### AN RECTE, ET SUB QUA NECESSITATE INTEGRUM BIENNIUM ASSIGNATUM SIT PRO NOVITIATU IN SOCIETATE.

1. *Ratio difficultatis.* — *Præsentis capitis partitio.* — Pro hac secunda probatione supponenda sunt ea, quæ superiori tomo de novitiatu religionis generatim diximus; solumque explicanda sunt hic ea, quæ in hac parte Societati sunt propria; nam cætera illa, quibus per speciale institutum Societatis non derogatur, servanda in ea sunt, cum ad statum religiosum ut sic pertinere videantur. Supponenda vero est in hac secunda probatione, seu novitiatu, Societatis Constitutio, quæ sic habet in Examin., cap. 1, § 12: *Antequam quis admittatur ad professionem, vel simplicia vota, biennium integrum ad probationem habebit.* Quod in cap. 4, § 16, repetitur. Quod tempus in eisdem capitulis, in 1, § 12, in 4, § 43, prorogari posse dicitur, si nondum plene Societati satisfecerit, ita ut integrum judicium de illius dimissione vel admissione facere possit. Hoc ergo est unum ex capitibus quod Societati objici solet, eo quod et novum hoc sit, cum antiquissimæ religiones uno anno novitiatus contentæ fuerint, ut ex regula Benedicti et aliis constat. Et sit etiam singulare: nam unus annus novitiatus communi omnium religionum consensu receptus est, et jure antiquo, c. 1, 17, q. 2, et novissimo Concilii Tridentini approbatus. Non ergo debuit Societas in hoc esse singularis. Quæ objectio multo magis augeri solet, eo quod hæc tam diuturna probatio non censetur in Societate sufficiens ad professiones, sed nova alia postulatur. Verum de hac posteriori parte melius infra, in lib. 6, c. 1 et 2, dicemus, disputando de professione; nunc vero de priori solum dicendum est. Duo autem in hoc capite explicabimus: primum, quæ fuerit ratio hujus peculiaris institutionis; secundum, quam sit necessarium totum hoc tempus, ut secundus ingressus, seu incorporatio in Societate, valida sit, et simul quomodo hoc tempus sit computandum.

*Prima pars capitis expeditur.*

2. Primo ergo dicendum est, hoc temporis augmentum non esse novum, sed renovatum, et ex antiquitate sumptum. Nam imprimis olim a D. Basilio nullum certum probationis tempus præscriptum fuit, sed indefinite, tanto tempore dixit probandum novitium, quanto ad illius experimentum, et dispositionem sufficere videretur, ut videre licet in regulis fusius disputatis, regula 10 et 15. Et similia sumuntur ex Cassiano, lib. 4 de Institutis, cap. 6, 7 et sequentibus; de quo plura infra in citato lib. 6, tractantes de dilatione professionis; nam ad illud punctum magis hæc antiqua consuetudo spectat. Deinde Euseb. Cæsar., inter alia, quæ in Porphyrio refert, de Essæis, lib. 9 de Præpar. Evang., cap. 1, sic ait: *Qui in eam sectam veniunt, non statim, sed posteaquam foris anno integro, eisdem moribus vixerint, tunc suscipiuntur, non tamen omnino, sed propinquius quidem accedunt. Una vero cum illis vivere non licet, nisi duobus aliis annis patientiæ signa dederint.* Et similia refert Josephus, lib. 18 Antiquitatum, c. 2, et lib. 2 de Bello Judaico, cap. 7. Hinc ab antiquis etiam monachis Ægypti servatum legimus, ut per tres annos novitii probarentur, in durioribus operibus exercendi; ex regul. Pachomii refert Nicephorus, lib. 19 Historiæ, c. 14. Et sumitur ex Palladio, c. 38 Historiæ; unde etiam Justinianus imperator, in authentica de Monachis, in Novellis, tit. 10, biennii tempus ad professionem postulavit. Quod docuit etiam Ivo Carnotens., 1 p. sui decreti, c. 153. Et quoad moniales, idem sumitur ex Concilio Aurelian. V, c. 13.

3. *Objectio.* — Dicet fortasse aliquis, quædam ex his, quæ antiquiora videntur, fuisse forte tunc necessaria propter nimium rigorem religionum vel monachorum illius temporis. Postquam vero rigor ille temperatus est, etiam probationis tempus fuisse ad breviorem mensuram redactum; vel certe illam temporis mensuram non fuisse generalem, sed pro aliquibus casibus vel personis in quibus specialis ratio occurrebat, ut de personis incognitis legitur speciale decretum in c. *Si quis incognitus*, 17, q. 2, postulans triennalem probationem, etiam ad receptionem ad habitum, quod tribuit Bonifacio Papæ Gratianus. Idem tamen

tribuunt Concilio Toletano Ivo, p. 7 sui decreti, c. 41; et Burcard., lib. 4, cap. 20. Et revera est idem cum authentica Justiniani paulo antea citata, sed ubi in novellis legitur: *Sive servus, sive liber*, legendum est, *sive servus, sive libertus*. Et emendatum est in decreto Gregoriano; et ita constat constitutionem illam non esse universalem, sicut etiam Gregorius, ut superiori tomo vidimus, pro militibus triennalem probationem requisivit, etiam ante receptionem ad habitum monasticum, ut habetur in c. ult., d. 53, ex lib. 7 Registri, c. 11, quod amplius restrinxit, lib. 8, epist. 23, ubi prohibet sine suo consensu milites recipi; ibi autem biennium probationis præscribit pro omnibus monasteriis, ut habetur in c. *Monasteriis*, 19, q. 3.

4. *Solutio. — In Societate esse speciales causas ad postulandum plus temporis probationis quam in aliis religionibus. — Prima. — Secunda. — Tertia.* — Respondetur imprimis ex hoc ultimo decreto Gregorii multum confirmari Societatis institutionem; nam illud generale fuisse videtur, quamvis Alexander Papa II, in cap. 1, 17, q. 2, referat Gregorium approbasse regulam Benedicti quoad annum probationis, et ideo videatur, aut pro diversis locis, aut in diversis temporibus, hæc statuisse; vel fortasse (quod mihi magis placet, ut citato tomo tetigi) in uno loco requirit biennii probationem ante habitum, in alio vero integrum annum novitiatus, post susceptum habitum. Utrumvis autem sit, si in his omnibus non materialis (ut sic dicam) institutio aut varietas, sed ratio ejus, et finis inspiciatur, ex his omnibus manifeste colligitur, institutionem Societatis, nec novitatis, nec singularitatis notari posse, quia ex illis recte colligitur, ubi specialis causa intervenit, probationem ultra annum in aliquo instituto exigi posse. In Societate vero, considerato fine ejus, et ministeriis, ratio occurrit specialis, et multo major necessitas longioris probationis, quam in aliis religionibus; ergo. Major satis constat ex dictis n. 2. Minor multipliciter declarari potest. Primo, quia Societas, ut lib. 1, c. 7, dictum est, et vitam contemplativam et activam in perfecto gradu profitetur et amplectitur, et ideo necesse habet in utraque parte novitios suos sufficienter instruere, fundare ac experiri, et ideo longius tempus requirit quam unius anni, et ad minimum ad singulas illarum partium singulos annos requirit; merito ergo ad duplicatum officium vitæ, duplicatum etiam tempus probationis postulat. Quæ ratio amplificari posset, in particulari considerando actiones omnes et ministeria, quibus Societas probat novitios suos; nam inde facile posset intelligi, minus quam biennii tempus, ad hanc probationem non sufficere; sed de hac re dicturi sumus capite sequenti. Secundo probatur, quia Societas ratione sui finis necesse habet, statim post probationem, studiis intente vacare, vel juxta personæ conditionem et capacitatem externis actionibus occupari, et ideo necesse est ut novitii ejus majores radices in exercitio virtutum mittant, et in exercitio etiam orationis plenius instructi, et, quoad fieri possit, assueti et experti sint, alioqui, quæ in eo tempore leviter inchoantur, facile postea remittentur vel amittentur; illud autem sine dubio fieri non potest unius anni tempore, in quo vix incipiunt spiritualia exercitia degustari; merito ergo alter annus additus est, in quo jacta principia robustiora fiant. Quod adeo necessarium esse experientia compertum est, ut ob hanc causam postea in Congregatione 6, can. 5, fuerit prudenter ordinatum, ut post exactum biennium probationis, et post vota scholarium emissa, per alios duos saltem annos sub majori custodia et disciplina juniores contineantur, prout planius fuit subinde præscriptum in ordinationibus contractis c. 13. Tertiam rationem sumere possumus ex alia objectione, quæ contra Societatem fiebat, lib. 1, c. 7 et 9, nimirum, quod non austeram, sed moderatam vitam in exterioribus profiteatur; quanquam enim hoc non minuat perfectionem ejus, supposito ipsius fine, ut ibi ostensum est, tanto vero erit major ejus perfectio, cæteris paribus, quanto carentia hujus exterioris austeritatis alio austeritatis genere magis compensata fuerit. Hoc autem fit per multiplicem probationem Societatis, quæ inter alias est (ut sic dicam) propria austeritas ejus, et magna ex parte exercetur in hac diuturnitate temporis novitiatui destinati. Fuitque maxime proportionata tam respectu propriæ religionis, quam respectu ædificationis proximorum; quia, cum austeritas corporis ordinetur inter alia ad continendum hominem in officio virtutis, et ad frenandos sensibiles affectus ad propriam perfectionem et conservationem in virtute, necessarium fuit diutius probari et fundari in solidis virtutibus (ut B. Ignatius frequenter loquitur), et in interna et externa mortificatione affectuum, et sensuum omnium, ut postea sine tanto periculo possent in Societate vivere, non obstante illa mediocritate in ex-

terioribus. Et similiter respectu proximorum, quibus in admiratione esse solet exterior austeritas habitus, etc., oportebat ut quod in hac parte deerat Societati, suppleretur ex alio habitu, qui, quatenus ad corpus spectat, et visibilis est, exterior dici potest; est autem magis interior, tum quia magis ex interna virtute pendet, tum quia intimius (ut sic dicam) ipsum corpus afficit, scilicet, debita modestia, et compositio in omnibus sensibus, verbis ac motibus; hic autem habitus non poterat brevi tempore comparari.

5. *Auctoritate Ecclesiæ confirmatur hæc biennii novitiatus constitutio.* — Tandem addere possumus in hujus rei confirmationem, Ecclesiæ auctoritatem, quæ specialiter hunc ritum quoad tempus hujus probationis in Societate stabilivit, tum per bullas Pauli IV et Julii III, tum maxime per Concilium Tridentinum. Nam specialiter tractans de anno probationis, et generaliter ordinans ut, illo anno expleto, novitii vel admittantur ad professionem, vel expellantur, specialiter excipit Societatem, sess. 25, c. 16, de Regular. Quam exceptionem, non reprehensibilem singularitatem, sed piam et sanctam specialitatem esse judicavit. Hoc enim significavit, cum dixit: *Per hæc autem non intendit sancta Synodus aliquid innovare, aut prohibere quin religio clericorum Societatis Jesus, juxta pium eorum institutum a sancta Sede Apostolica approbatum, Domino et ejus Ecclesiæ inservire possit;* insinuans, sicut ipsum institutum pium est, licet sit proprium, et speciale, ac distinctum ab aliis, ita etiam pie posse habere hanc proprietatem specialem. Quam etiam significat ex eo necessariam fuisse, quod hoc institutum, non tantum ad serviendum Deo, sed etiam ad serviendum Ecclesiæ speciali modo, ordinatum est. Hinc denique Gregorius XIII, in constitutione *Quanto fructuosius*, de B. Ignatio ait: *Divino instinctu ita duxit disponendum, ut biennio novitiatus absoluto, omnes, qui in Societate perseverare voluerint, tria vota substantialia emittant, ac novitii esse desinant.* Et in constitutione *Ascendente Domino*, rationes fere omnes a nobis positas insinuat. Nam, proposito fine, et mediis Societatis, subdit: *Ad quæ sufficienter, et pro dignitate præstanda, difficultates superandas, periculaque adeunda, quibus dictæ Societatis religiosi in ejusmodi discursionibus et ministeriis exponuntur, necesse est ut ipsi talia obituri, magno devotionis ac virtutis præsidio muniantur, quod illis gratia imprimis omnipotentis Dei, simulque educatio ipsa, longa item in Societate probatio, nec non regularum observantia præstare noscuntur. Quibus constitutionibus, ut tantæ ponant rudimenta virtutis, ad quam aluntur, statutum est ut novitii in Societate biennio probentur.* Quod institutum inviolatum et inconcussum esse vult, ut inferius late dicit et confirmat.

*Expeditur secunda pars.*

6. *Quando incipiat hujus novitiatus tempus. — Num de necesssitate hujus probationis sit habitus religiosus?* — Per hoc ergo, et ratio hujus institutionis sufficienter reddita est, et objectionibus (ut opinor) in contrarium satisfactum. Circa hoc vero biennii tempus interrogari possunt fere omnia illa, quæ de anno probationis generatim tomo superiori tractata sunt, scilicet, quando incipiat, quomodo continuandum sit, quam sit essentiale seu necessarium ad valorem professionis vel incorporationis subsecutæ, et tandem an hæc incorporatio debeat post prædictam probationem immediate subsequi. Hæc tamen omnia breviter hic possunt expediri, proportione servata. Nam, quod ad initium attinet, cessat hic quæstio illo loco tractata de susceptione habitus; nam cum Societas nullum particularem habitum profiteatur, nulla susceptio vel mutatio habitus necessaria est, sed solum ut is, qui habet potestatem admittendi, voluntatem habeat hic et nunc recipiendi hanc personam ad Societatis probationem, et ut quocumque verbo vel signo externo illam voluntatem sufficienter declaret, consentiente, et exterius etiam acceptante eo, qui recipitur, ita ut ex tunc vivere incipiat sub obedientia et regimine Societatis, et ita tandem statutum fuit in decreto 90, alias 93, Congregat. 7 Unde hic etiam cessat illa quæstio, an de necessitate probationis sit habitus religionis; nam in Examine, c. 1, § 13, expresse dicitur: *In hoc medio tempore duorum annorum habitus ullus certus Societatis non sumitur.* Et ibi in declaratione, judicio Superioris relinquitur, an cum eisdem vestibus, quas ex seculo tulerunt, vel cum aliis, probandi sint. Et 3 p. Constitut., cap. 2, in declaratione, lit. C, additur: *Convenit ut qui probantur, vestitus ratione ad mortificationem et abnegationem sui, et ad mundum, ejusque vanitatem sub pedibus conculcandam juventur, et id quidem quantum considerata natura, consuetudo, officium et aliæ personarum circumstantiæ patientur.* Quod si hoc etiam alicui videatur vel novum, vel singulare,

quamvis id concederemus, non propterea reprehensibile esset. Nam sicut in toto corpore Societatis reprehensibile non est, quod communi habitu utatur, ut lib. 1, cap. 9, ostendimus, neque ad id refert quod hoc videri possit novum aut singulare, si ad finem talis religionis sit expediens, ita prorsus de habitu novitiorum dicendum est. Eo vel maxime quod, cum Societas non habeat peculiarem in habitu austeritatem, in nullo diminuitur probatio ejus, ex eo quod sub habitu speciali non fiat. Quæ ratio eos maxime Doctores movit, qui dixerunt regularem habitum esse de essentia probationis. Et aliunde ad majorem humilitatem et propriam mortificationem interdum conferre potest, in proprio habitu vilia ministeria religionis facere, ut ab aliis possit potius famulus quam religiosus putari, et ut ornatus seculi in religione conculcari videatur. Et forte propter has rationes hoc fuit olim ab antiquis monachis observatum, ut in superiori tomo tactum est, atque etiam ut novitii liberius possent, si vellent, religionem dimittere, cujus habitum nondum induissent. (Vide Lindanum, in fine suorum operum.)

7. *Integrum probationis annum esse de essentia in Societate ad validam professionem emittendam.* — Circa alias interrogationes, imprimis censeo, tam necessarium esse in Societate annum integrum probationis ad professionem validam faciendam, sicut in aliis religionibus. Loquor autem de professione in omni proprietate et rigore, per vota solemnia. Probo autem ex Concilio Tridentino, sess. 25, cap. 15, ubi ille annus assignatur tanquam omnino necessarius ad valorem professionis. Incipit autem illud c., *In quacumque religione,* et postea nullam facit exceptionem; ergo comprehendit etiam Societatem. Nec satis est quod c. 16 illam excipiat illis verbis : *Per hæc autem sancta Synodus;* nam illa verba non sunt referenda ad omnia capita præcedentia, sed solum ad id, quod proxime in eodem capite præcessit; quod est manifestum, et ex communi interpretatione jurium, imo ex ipso rigore latini sermonis, et ex proprietate illius pronominis *hæc;* designat enim ea quæ proxime, et quasi præsentia sunt. Unde potius inde sumo argumentum in contrarium. Nam, cum in c. 16, statim ac Concilium dixit, ut professio ultra annum non differatur, Societatem exceperit, in capite autem decimo quinto statuens ut intra annum non fiat, illam non exceperit, satis indicavit in hoc secundo illam comprehendere voluisse. Et sane merito, quia nulla est ratio cur illam exciperet, cum majorem probationem requirat, ut n. 4 et 5 ostensum est. Ex quo infero, quoad annum saltem necessarium esse ut talis probatio continuata sit; nam supra, in præcedenti tomo, ostendimus hunc annum debere esse continuum quoad alias religiones; ergo quoad Societatem, cum in eadem regula comprehendatur. Infero etiam hunc annum non solum debere esse continuum, sed etiam cum professione sine morali interruptione; nam hoc etiam diximus supra esse necessarium in genere, sub quo jam dixi Societatem quoad hoc comprehendi.

8. *In Societate non interrumpi probationem plurium annorum inter novitiatum et professionem.*— Solum est advertendum, quod, licet in Societate inter primum annum probationis et professionem multi anni interponantur, non interrumpitur probatio, quia totum illud tempus ad majorem confirmationem et certitudinem ipsius probationis ordinatum est; imo neque in aliis religionibus interrumperetur probatio per dilationem professionis post annum, si novitius in eadem religione permaneret; quamvis in aliis (per se loquendo) hoc non liceat, in Societate autem liceat, et in aliis non interponantur alia vota inter novitiatum et professionem, sicut in Societate; quod non impedit illam continuitatem, maxime cum totum hoc sit exceptum et approbatum a Concilio in prædictis verbis. Interruptio autem esset, si quis per unum vel plures annos in Societate prius extitisset, et postea extra illam ejiceretur, ac deinceps iterum ad illam admitteretur; tunc enim non existimo totam priorem probationem esse sufficientem ad professionem statim emittendam, sed necessarium esse ut saltem per annum in Societate existat, et sit novitius; suppono enim omnino fuisse dimissum votis solutis, si illa habebat; tunc enim tota probatio præcedens quasi extincta fuit per dimissionem, et ideo nova necessaria est, sicut de probatione in genere, citato tomo probavimus; nam quoad hæc omnia est hic eadem ratio eademque generalis regula, ut dixi. An vero tota hæc doctrina locum habeat in aliis incorporationibus Societatis, quæ fiunt per simplicia vota, pendet ex alia quæstione, an nomine *professionis* in similibus juribus et decretis veniat hæc traditio, vel receptio in Societate, per vota simplicia; quam quæstionem commodius tractabimus libro sequenti, ubi tam hoc punctum, quam alia quæ ex illo pendent, resolvemus.

9. *Biennium probationis absolute necessa-*

*rium ad valorem professionis non videri.* — De integro autem biennio probationis non invenio in jure sufficiens fundamentum, ut asseram illud totum esse absolute necessarium ad valorem professionis, vel cujuscumque incorporationis postea subsecutæ. Constat enim ex vi juris communis, hoc non esse necessarium, cum ex vi illius nec biennium requiratur. Neque etiam in speciali Societatis jure invenio verba aliqua, quæ tantam necessitatem indicent. Nam in c. 1 Examinis, § 2, simpliciter dicitur: *Biennium integrum ad probationem habebit.* Quæ lex solum disponit ut ita fiat, quem loquendi tenorem servavit etiam postea Gregorius XIII, in bulla *Ascendente Domino*, pag. 228 editionis anni 1606; c. vero 4, n. 16, habentur verba quæ majorem indicant necessitatem, scilicet: *Illud tamen omnino observabitur, ut antequam*, etc., *duo anni experimentorum et probationum expleantur.* Sed neque hæc verba aliud indicant, quam quod hæc regula omnino servetur, nec dispensationes in ea admittantur. Et eodem modo loquuntur multæ aliæ constitutiones, quibus concinit can. 10 Congregationis quintæ generalis; dum enim prohibet omnino exercitium facultatis contrahendi biennium pro votis scholasticorum approbatorum emittendis, pro emittenda vero professione in raro aliquo casu permittit, non obscure agnoscit ipsam facultatem, atque adeo valorem, si forte (quamvis illicite) exerceatur, de quo canone iterum, lib. 6, c. 1, n. 11. Nec vero eo quod Societas alterum annum probationis addiderit anno jure communi requisito, statim censenda est sub eadem lege et necessitate illud addidisse, sub qua unus annus jure communi statutus erat, quia nulla est ratio hujus consecutionis, quando in novo jure id non explicatur. Præsertim quia hoc jus Societatis antiquius est jure Concilii Tridentini, ante quod neque unus annus probationis erat adeo necessarius, quin ex consensu partium posset renuntiari, exceptis ordinibus mendicantium, inter quas Societas tunc non numerabatur. Igitur non dubito quin, si Prælatus habens potestatem in Societate admitteret novitium post integrum probationis annum, et ante expletum biennium, ad aliquem gradum ejus, admissio et vota essent valida, etiamsi fortasse Prælatus in eo male ageret, quia nulla est lex irritans factum, ut dixi. Certum est etiam Præpositum Generalem ex justa causa posse in hoc dispensare, quia nullibi hoc ei est prohibitum, et res non est adeo essentialis, vel de se immutabilis, quin occurrere possit justa causa et occasio dispensandi.

10. *Differentia inter Generalem et alios inferiores Prælatos.* — *Provincialis potest dispensare cum novitiis Societatis, ut litteris vacent.*—*Quid de tribus votis religionis, quæ interdum ex devotione a novitiis emittuntur.*—Imo ita videtur hoc expresse declaratum, part. 5 Const., c. 1, lit. C, ubi cum in constitutione indefinite dicatur, tempus ad admittendum ultra biennium esse oportere, in declaratione additur hoc temporis spatium, sicut prorogari, ita et contrahi posse quibusdam in casibus, ex causis non levis momenti, judicio Præpositi Generalis, cujus erit dispensandi jus, licet raro id fieri debeat, prout in citato canon. 10 fuit postea declaratum. Inferiores autem Prælati, etiam Provinciales, non possunt, quia nullibi legitur illis concessa talis potestas. Hæc enim est differentia inter Generalem et alios, quod in Generali, tanquam in supremo capite interno (ut sic dicam) est tota potestas quæ in Societate esse potest, exceptis solum his quæ expresse prohibentur; alii vero habent potestatem participatam a Generali, et ideo non possunt quidquid non prohibetur, sed solum quod positive conceditur, vel in generali, vel in speciali, juxta rerum qualitatem; hæc autem, de qua agimus, ejusmodi est ut specialem concessionem postulare videatur. Rara enim est in Societate talis dispensatio, nec memini vidisse me, aut audivisse alicui esse concessam etiam ab ipso Generali. Dispensatur quidem aliquando, ut ante expletum biennium, novitius litteris vacare incipiat, maxime post expletum primum annum; id enim fieri posse ex quarta parte Constitutionum colligitur, c. 3, § 4, et habetur in can. 1 secundæ Congregationis generalis, ubi hæc potestas dicitur committi Provincialibus ex concessione Generalis. Et habetur etiam in regul. trigesima octava ejusdem Provincialis. Nihilominus tamen non dispensatur cum his novitiis in tempore probationis, quia eorum vota non admittuntur. Imo nec omnino ab exercitiis novitiorum eximuntur, nam separatam habent habitationem, et sub proprio magistro peculiariter instruuntur et exercentur; et, quod caput est, semper intelligunt se esse liberos, ut possint discedere, si velint. Dices: nonne interdum ipsi tria vota sua devotione emittunt ante biennium expletum? Respondetur, quidquid ipsi privatim faciant, illa non esse vota Societatis, quæ verum religiosum constituunt, quia nec per se publice fiunt, neque ab ipsa Societate admittuntur, et ideo

nihil illam obligant, sed tam libere potest dimittere novitium, ac si nihil vovisset, quo casu talia vota cessabunt, nisi alia fuisset expressa intentio voventis, ut esse posset, præsertim quoad castitatem. Imo, quia juvenes facile possunt ex fervore indiscreto talia vota emittere, non solum a Societate non admittuntur aut consuluntur, verum etiam nec fieri permittuntur, nisi cum magna consideratione et consultatione, ac servata debita forma et subordinatione ad Superiorem, ut constat ex declaratione capitis primi Examin., lit. C, et tertia parte Constitutionum, c. 1, lit. T, et quarta parte Constitutionum, § 6, et in dicto canone 1 secundæ Congregationis.

11. *Quam sit necessaria biennii continuatio in novitiatu ad valorem professionis.* — Atque ex his facile colligi potest quid dicendum sit de alia interrogatione, necessaria scilicet continuatione hujus temporis biennii; constat enim simpliciter non esse necessariam ad valorem subsequentis incorporationis, dummodo in uno saltem anno debita continuitas observetur. Nam si alter annus simpliciter non est necessarius, ut dixi, multo minus necessarium erit ut in se sit continuum, vel cum altero anno. Quocirca, si contingat aliquem prius esse per aliquot menses vel annos in Societate, et postea ab ea deficere, et omnino exire, et iterum ad illam redire, poterit, si Superiori habenti potestatem visum fuerit, aliquid ex priori tempore in partem hujus biennii computare, ita ut hoc saltem non sit contra substantiam seu valorem admissionis seu professionis, dummodo annus integer novitiatus intra Societatem proxime ante professionem præcedat, juxta superius dicta, n. 7 et 8. An vero hoc facere liceat, judicandum est ex potestate admittentis, et ex causa propter quam fit; si enim attendamus juridicas rationes, ob quas in tomo superiori diximus, annum probationis religiosæ debere esse continuum, probant in præsenti biennium jure proprio Societatis ad probationem postulatum, eo modo, et in eo gradu in quo postulatur, debere esse continuum; ideoque, quoties ex interruptis temporibus computatum fuerit, non sine dispensatione aliqua fieri posse; erit ergo, et potestas, et causa necessaria ut licite fiat. Per quæ etiam penultimæ interrogationi, quæ restabat, responsum est.

## CAPUT V.

### DE OBSERVATIONE, EXPERIMENTIS AC LOCO QUIBUS NOVITII SOCIETATIS TEMPORE NOVITIATUS EXERCERI DEBENT.

1. *Exponitur sensus quæstionis.* — In præcedente capite de tempore et habitu sufficienter dictum est, nunc de cæteris circumstantiis et actionibus, seu experimentis breviter explicandum, an sint aliquæ de substantia hujus probationis, vel solum de perfectione ac debito, saltem ex regula. Vocamus autem de substantia id, quod est simpliciter necessarium ad valorem professionis seu incorporationis subsecutæ, et ut impleantur illa verba Concilii Tridentini, sess. 25, c. 15, *per annum in probatione steterit;* reliqua vero omnia, quæ hujusmodi non sunt, dicimus pertinere ad perfectionem, vel observantiam regulæ; melius autem respondebimus ad hanc quæstionem discurrendo per singula, quæ in hac parte instituta sunt et servantur, eorumque rationem vel necessitatem explicando. Est autem generatim advertendum hoc tempus probationis ad duos fines ordinari: unus est ad experimentum, vel cognitionem sumendam; alter est ad tradenda rudimenta, seu jacienda fundamenta virtutis in hoc instituto necessaria. Et prior finis duas habet partes, scilicet, ut Societas naturam et ingenium personæ sufficienter cognoscat, et novitius majorem notitiam habeat instituti, ut majori cum deliberatione perseverantiam eligat.

*De observantiis quibus novitii juvantur, ut cum majori notitia et libertate de perseverantia in Societate deliberent.*

2. *Diligentia hæc, licet non sit de essentia, observanda tamen, ut rationi et Patribus consentanea.* — *Regula Benedicti.* — Primum ergo, ut ab hoc ultimo probationis scopo incipiamus, una ex præcipuis observantiis hujus novitiatus est, ut novitius, sexto quoque mense biennii, legat eam partem instituti, quæ necessariam et sufficientem notitiam ei præbere possit, nempe diplomata Pontificia, regulas, scilicet, generales et communes, et constitutiones, vel saltem compendium eorum. Ita statuitur in c. 1 Exam., § 13, et subditur ratio dicendo : *Quod ideo fit, ut utrinque majori cum claritate, et cognitione in Domino nostro procedatur; et ut quanto fuerit magis*

*probata singulorum constantia, tanto stabiliores ac firmiores sint in divino servitio, ac vocatione prima, ad gloriam, et honorem divinæ majestatis.* In quibus verbis significatur, licet hæc recognitio instituti per se primo sit ob majorem cognitionem et lucem ipsius novitii, etiam redundare in cognitionem et experientiam ipsius Societatis; nam, quo novitius majori cum cognitione perseverat, eo magis specimen suæ constantiæ Societati præbet. Non est autem tota hæc diligentia, et cum omnibus his circumstantiis de substantia novitiatus, quia nullum est in constitutionibus verbum quod hoc indicet; neque erat expediens ut valor futuræ probationis vel admissionis ex tot circumstantiis penderet. Nihilominus tamen diligentia hæc omnino observanda est, tamquam valde conveniens, et consuetudini antiquorum Patrum consentanea. Similia enim tradidit Benedictus in sua regula, c. 58, nam prius dixit proponenda esse novitio, priusquam admittatur, ea quæ, in religione, aspera et difficilia sunt; deinde addit, ut post duos menses religionis regula illi legatur, et iterum post sex menses, iterumque post quatuor, id est, in fine anni novitiatus, illum admonendo ut consideret illam esse legem, quam tunc potest libere dimittere, postea vero quam per professionem illi se subjecerit, tali se potestate privare. Et antea Basilius, in regulis fusioribus, in 15, similem morem instituerat, quamvis verbis generalibus, scilicet, ut novitiis tempus sufficiens concedatur, in quo majori animadversione et consideratione intelligant quid sibi expediat; *neque aliquid* (ait) *astute, aut per raptum a nobis fieri videatur.*

3. *Objectio.* — *Solutio.* — Fortasse vero quis objiciat, nimiam esse deliberationem hanc, nimisque iteratam instituti relectionem seu recognitionem, cum D. Thomas, 2. 2, q. ult., art. 10, de religionis ingressu censeat, non multum esse deliberandum, quia de re certa non est necessaria deliberatio; religionis autem professio ex se habet sufficientem certitudinem, quod homini expediat, quando non intervenit speciale impedimentum, de quo facile constare potest sine tanta mora. Respondetur imprimis hanc considerationem et recognitionem instituti non ordinari tantum ad deliberandum de perseverantia, sed etiam ad se disponendum et præparandum ad illam, et ad prævidendas prius distincte et clare, quoad fieri possit, difficultates et onera quæ postea offerri continget; sic enim postea leviora fient, et homo efficacius postulabit a Deo gratiam, ad ea in præsenti majori affectu amplectenda, et postea majori etiam virtute superanda. Deinde idem D. Thomas qui dixit de ingressu religionis, secundum se, seu ratione generis (ut sic dicam) non esse multum deliberandum, nec cum aliis consultandum, non negat quin de ingressu religionis, ratione speciei et circumstantiarum, prudenter deliberandum sit; imo id expresse docet; estque consilium antiquorum Patrum, qui ad hoc accommodant exemplum Christi, Lucæ 14, de eo qui vult turrim ædificare, qui prius secum cogitat an habeat sumptus, quibus possit eam perficere. De quo videri potest Augustinus, epist. 38, et lib. 2 Quæstionum Evangel., c. 31; et S. Bernard., serm. 24, art. 1, in principio; et facit illud Ecclesiast. 8: *Ne spondeas supra virtutem tuam.* Unde B. Ignatius non semel requirit, ut qui in Societatem admitti optant, prius sentiant hujusmodi institutum sibi convenire, ad illudque vires suppetere, ut videre est in Examine, cap. tertio, § decimo quinto, et c. 4, § 41, et c. 5, § 4. Neque obstat quod hæc virtus a Deo danda est (ut D. Thomas ait), qui paratus est omnibus dare; quia hoc non tollit (ut Cajetanus advertit), quin homo considerare debeat, an ex parte sua sit dispositus ad obtinendum vel non impediendum hoc divinum auxilium. Et ideo necesse est in particulari considerare, an in tali religione, vel tali vivendi modo, possint occurrere impedimenta quæ possint esse occasio ut homo deserat vocationem Dei, vel ejus peculiarem favorem ex parte sua impediat. Et ad hanc finem ordinatur annus probationis in aliis religionibus [1]. In Societate vero propter speciales ejus difficultates, tota illa diligentia non nimia, sed prudens judicata est, etiam a Summis Pontificibus, ut patet ex bullis Pauli III, et Julii III, et Gregorii XIII.

4. Secundo, eodem biennio, et singulis etiam semestribus, iterum atque iterum examinandus est a Magistro novitius, ut in regulis ejus præscribitur, 63 et sequentibus. Quod examen eodem tendit, ut Societas pleniorem et certiorem notitiam novitii habeat, et præsertim, ut cognoscat an aliqua mutatio con-

[1] Vide Turrecr., in regula s. Benedicti, tractat. 215; Cordub., in expositione regulæ S. Francisci, c. 2, q. 8. Et Jacobum Latomum in q. quodlib., quæ est in fine suorum operum, concl. 3.

sideratione digna in eo acciderit, et quo fructu usque ad illud tempus novitiorum exercitia et experimenta sustinuerit, et quo proposito paratus sit ad progrediendum, et perpetuo in Societate perseverandum. Finito autem hoc examine, singulis etiam semestribus confessionem generalem ab ultima præcedente, cum sacerdote a Superiore designato, facere debet, integramque rationem suæ conscientiæ reddere, ut ita in omnibus melius instrui ac dirigi possit. Quæ omnia ex cap. 1 Examinis, § 13, c. 3, § 13, c. 4, § 38 et 41, et 1 p. Constitutionum, c. 1, lit. D, colliguntur. Et ita accipienda sunt, sicut in præcedenti puncto, numero secundo, de aliis diximus. Non enim omnia et singula sunt de substantia probationis ; fuisset enim id nimis molestum et grave. Quod si non omnia simul sunt de substantia, neque aliquid eorum in particulari, quia non est major ratio de uno quam de alio, neque aliis verbis, aut sub majori necessitate unum quam aliud disponitur ; sunt ergo omnia illa requisita, ut debitus ordo et modus in hac probatione servetur. Sicque manifestum est totam illam diligentiam esse convenientissimam ad finem intentum ; nihilque in eis esse quod non sit rationi et doctrinæ Patrum consentaneum.

*De experimentis pro novitiorum probatione deputatis.*

5. *Primum, in spiritualibus exercitiis versari.* — Tertio, præter hæc, alia exercitia pro novitiis deputata sunt, quibus et paulatim ad virtutem et ad ministeria spiritualia Societati necessaria, pro captu suo instruuntur ac disponuntur, et simul majus de illis in dies experimentum sumitur. Reducuntur autem hæc experimenta ad sex capita, quæ numerantur in Examine, capite quarto, § 9 et sequentibus, et breviter percurruntur in regula Magistri novit., c. 3. Primum est, in spiritualibus exercitiis mensem unum, plus minusve, versari, id est, in propriorum peccatorum recognitione ac dolore, et in meditatione et contemplatione mysteriorum vitæ Christi D. N., et in universum in oratione mentali vel vocali, de quo experimento aliquid in libro superiori, capite sexto, dictum est, cum de vita contemplativa Societatis tractaremus ; estque per sese maxime necessarium, tum ad expurgandam præteriti temporis vitam, tum etiam ad bene inchoandam alteram spiritualem, quod est primum ac præcipuum in religione, ut dixit Basilius, in Constit. monast., c. 2, ubi ait spiritualem doctrinam et orationis exercitium debere præcipuum locum in religione tenere. Unde etiam Cassianus, lib. 2 et 3 de Institut. renuntiant., postquam in primo libro tractavit de habitu monachorum, statim in duobus illis libris de modo orandi antiquorum monachorum tractat, quem ipsi habebant suo fini et institutioni accommodatum. Et Abbas Isaac, apud eumdem Cassianum, collat. 9, c. 2 : *Omnis monachi finis* (inquit) *cordisque perfectio ad jugem atque indisruptam orationis perseverantiam tendit.* Merito ergo in oratione incipit exerceri novitius ; nam ut ibidem subjungitur : *Sicut ad orationis perfectionem omnium tendit structura virtutum, ita nisi hujus culmine hæc omnia fuerint colligata, nullo modo poterunt firma perdurare.* Quamvis autem orationis exercitium quotidianum sit, multum tamen juvat integros aliquot dies ab omni alia actione vacuos, et a consortio hominum separatos, huic exercitio deputari, ut et mens tota melius colligi possit, et ut major facilitas et aliqualis habitus in hoc difficili exercitio possit comparari. Quod etiam multum juvat ad novitii constantiam et patientiam probandam, et ad naturam ejus et aptitudinem ad spiritualia munia cognoscendam.

6. *Secundum, in xenodochiis servire per mensem.* — Alterum experimentum est, servire in uno vel pluribus xenodochiis, per mensum alium, prout unicuique fuerit injunctum. Et ratio additur, *ut magis se demittant et humilient, ac eo, veluti argumento, demonstrent se prorsus ab hoc seculo, ejusque pompis ac vanitate recedere.* Ubi considerari potest, quamvis opus hoc per se ad misericordiam, seu charitatem erga proximum pertineat, hic tamen præcipue accipi, quatenus est humilitatis ac propriæ abjectionis indicium. Sic enim refert Cassianus, lib. 4, c. 7, observatum esse ab illis antiquis monachis, ut novitius haberet curam peregrinorum et hospitum, eisque omnem diligentiam susceptionis ac humanitatis impenderet : *Cumque ibidem* (inquit) *integro anno deserviens absque ulla querela suum exhibuerit famulatum erga peregrinos, imbutus per hæc prima institutione humilitatis et patientiæ, atque in ea longa exercitatione præcognitus traditur seniori,* etc.

7 *Tertium, peregrinari per mensem.* — *Objectio adversus hoc experimenti genus.* — *Solvitur.* — Atque ad eumdem finem tendit tertium experimentum, quod est peregrinari mensem alium sine pecunia, ostiatim mendi-

cando pro Christi amore, *ut possint* (ait B. Ignatius) *ad incommoditatem comedendi et dormiendi assuefieri, atque adeo ut, omni spe illa abjecta, quæ in pecuniis et rebus aliis creatis possent constituere, integre vera cum fide et ardenti amore eam in suo creatore constituant.* Hoc vero tertium experimentum videri potest alicui minus accommodatum pro novitiis religionum, qui, quo minus habent radicatam virtutem, eo majorem custodiam et clausuram videntur requirere; cujus etiam signum esse potest, quia in nulla alia religione videtur usitatus hic probandi modus, quia in his peregrinationibus multa occurrunt spiritualia pericula. Unde Hieronymus, in epist. 13, ad Paulinum, de Institutione monachi, hac ratione, et exemplis antiquorum monachorum, probat non esse necessarium monacho loca sancta invisere peregrinando. Respondetur tamen ex eodem Hieronymo, ibidem, aliud esse institutum clerici, aliud monachi, *quod loquor* (inquit) *non de Episcopis, non de presbyteris, non de clericis loquor, quorum aliud officium est, sed de monacho.* Quia ergo religio Societatis est religio clericorum, qui ad hunc finem destinantur, ut pro salute animarum quamque peregrinationem ex obedientia suscipiant, ideo novitiorum experimenta huic fini prudenter accommodata sunt. Nec Hieronymus supra dicit peregrinationem esse indecentem viro religioso, sed non esse necessariam ad sanctitatem, nec multum esse expetendam ab his qui vitam monasticam et solitariam profitentur. Certum est autem per se esse opus valde religiosum, ut Concilium Tridentinum definit, sess. 25, ideoque a Sanctis Patribus fuisse usitatum, ut late Bellarminus ostendit, lib. 4 de Cultu Sanctorum, c. 8. Nec censeri debet improportionatum statui novitiorum, quia ad prudentiam Superioris spectat uniuscujusque conditionem, virtutem et ætatem considerare, talesque socios ad peregrinandum conjungere, ut sine periculo, et cum fructu spirituali a Societate intento talis peregrinatio fiat.

8. *Quartum, in officiis humilibus et abjectis exerceri.* — Quartum experimentum est, in variis officiis abjectis et humilibus exerceri, ut culinæ et refectorii, ægrotorum cura, ac domesticis aliis ejus generis, cui certe nullum definitum tempus præfigitur, quia per totum biennium hoc humilitatis et charitatis exemplum præstandum est cum omni diligentia et sollicitudine. Illud tamen peculiariter observatur, ut vacando ab aliis exercitiis (quod in regul. 33 Magistri novitiorum dicitur) integrum mensem novitii in aliquo humili officio impendant. Quod genus experimenti, sicut maxime necessarium est, ita antiquissimum in religionibus fuit, et fere in omnibus observatur. Unde Basil., in regul. 10, ex fusioribus : *Communis* (inquit) *illa est ratio unumquemque pertentandi, ut illud animadvertatur, numquid is, de cujus sententia periculum fiat, paratus sit libenter ad omne genus humilitatis descendere, missa omni verecundia, ita, videlicet, ut sordidissima quæque artificia suscipere non recuset, quandoque illorum exercitationem utilem esse ratio consuadeat.* Et infra subdit : *Maxime autem ei, qui ab splendido aliquo vitæ genere ad imitandum modestissimæ humilitatis D. N. Jesu Christi exemplum festinat, munera quædam præscribi debent de numero eorum, quæ illi sordida existimant, qui in civili vita versantur ; observandumque num in iis cum omni animi alacritate non erubescentem et inconfusibilem se Deo operarium exhibeat.* Et multa similia legi possunt in Cassiano supra, et in Joanne Climaco, gradu 4, de Obedientia; et in Bonaventura, tract. de Informatione novitiorum, c. 10; et in Smaragdo, in Expositione regulæ S. Benedicti, c. quinquagesimo octavo, ubi ex B. Fructuoso Abbate, post aliqua humilitatis opera, in quibus novitium probandum censebat, refert hæc verba : *Ita in omni penuria subactus, expleto anno, probatus moribus, et laboribus elimatus, fratrum societati donetur.* Addere etiam possumus, hoc probationis genus speciali ratione esse in Societate necessarium propter finem ejus, vel quia ad ministeria spiritualia, et ad studia litterarum, quæ post novitiatum magna diligentia suscipienda sunt, necessarium est magnum humilitatis fundamentum; propter quod in bulla Julii III dicitur institutum hoc *viros omnino humiles* exigere; vel certe quia non solum spiritualia ministeria, sed etiam corporalia misericordiæ opera, cum proximis exercenda sunt. Imo, ut illis spiritualiter prodesse possimus, necessarium sæpe est etiam corporaliter illis inservire, et in hoc exemplum charitatis et humilitatis præbere; oportet ergo ut statim a principio in his humilioribus ministeriis novitii Societatis multum exerceantur.

9. *Quintum, exerceri in doctrina Christiana rudioribus docenda. — Sextum, in ministerio prædicandi, et confessiones audiendi, quod tamen non tam pro novitiis, quam per tertiam probationem agentibus intelligitur. — Sextum in novitiis aliquando habere locum potest. —*

Quintum experimentum est, ut in doctrina Christiana pueris et rudioribus hominibus docenda, pro singulorum captu, et temporum ac locorum opportunitate, exerceantur. Quod in sexto experimento extenditur ad ministeria prædicandi, vel confessiones audiendi : *Postquam in probationibus bonæ ædificationis specimen præbuerit.* Unde constat hoc ultimum magis pertinere ad tertiam probationem, quæ finitis studiis ante professionem fit, de qua infra, lib. 6, cap. 2, dicturi sumus, quam ad hanc secundam ; quia hoc tempore non solent esse novitii (regulariter loquendo) in eo statu, in quo possint in his ministeriis prædicandi, et confessiones audiendi exerceri ; nec pro eo tempore intra Societatem ad eos ordines promovendi sunt, qui ad illa ministeria sunt necessarii ; cum nec tempore studiorum, usque ad finem eorum, regulariter promoveri debeant, ut constat ex quarta parte Constitutionum, capite sexto, lit. C. Nihilominus, si contingat novitios jam ordinatos recipi, et cum sufficientibus dotibus ad ea munera exercenda, illo etiam sexto experimento probandi sunt, cum speciali approbatione Superioris, ut dicitur in Examine, c. 5, § ult. Quintum autem ab omnibus fere potest aliqua ex parte exerceri, sive ipsi per se doctrinam Christianam doceant, sive aliorum socii sint, eosque, ut possunt, juvent. In quo etiam sæpe occurrit occasio aliquod opus propriæ humilitatis et abjectionis exercendi.

10. *Quintum et sextum experimentum Societati propria.* — Videntur autem hæc duo experimenta, sicut de tertio diximus, valde propria Societatis; nam in aliis religionibus non permittuntur novitii soli inter se egredi septa monasterii, nedum in actionibus circa proximum occupari, quod non solum monachales ordines, sed etiam mendicantes, quæ magis de actione circa proximum participant, observant, ut videre licet in Constitutionibus Prædicatorum, d. 1, c. 13, lect. 6, et in Constitutionibus Minorum, c. 3. Nihilominus experimenta hæc in Societate approbata sunt, sicut aliæ constitutiones, et cum fructu servantur, suntque consentanea fini ejus, tam ut talentum novitii ad juvandos et ædificandos proximos innotescere incipiat, quantum illa ætas et status patitur ; tum etiam ut usu et experientia discere incipiat novitius, in quibus operibus per totam vitam occupandus est, et eo magis ad illa afficiatur, quo a tenera religionis ætate in eis fuerit educatus ; sic enim consueverunt parentes, quando filios ad usum militiæ destinant, eos a pueritia in actionibus bellicis exercere ; et duces non statim tyrones milites pugnæ committunt, sed prius illos paulatim exercent ac pertentant [1]. Utrumque ergo observat Societas cum his, quos ad spiritualem militiam enutrit. Cujus rei etiam exemplum a Christo Domino habemus : quamdiu enim in hac vita vixit cum discipulis suis, eos tanquam novitios sub sua cura et magisterio habuit, ut ex Joanne Dominico Cardinali dixit Antoninus, 3 p., tit. 16, c. 7, § 4 ; et tamen quia illos educabat ut per totum orbem Evangelium suum prædicarent, non semper in illo quasi novitiatu, eos apud se veluti intra claustra retinuit, sed interdum ad prædicandum misit intra Judæam solum, ut inde paulatim ad majora proficerent. Quod significavit Chrysostomus, homil. 33 in Matth., dicens : *Ideo primo ad Judæos mittit, ut quasi in quadam palæstra in Judæa exercitati, ad agones orbis terrarum intrarent, et velut quosdam pullos debiles ad volandum eos induceret.*

11 *Supraposita experimenta novitiorum nec sola, nec necessaria esse.* — Hæc sunt præcipua Societatis de novitiis experimenta, quorum utilitatem, quia B. Ignatius, ac primi ejus socii, initio fere suæ conversionis, maximam perceperant, nobis posteris obeunda reliquerunt. Quæ tamen nec sola sunt, nec omnino necessaria ; utrumque enim ex eodem c. 4 Examinis colligitur ; nam in § 9 expresse dicitur, *hæc sex experimenta esse præcipua*, præter alia multa, quæ per totum illud caput narrantur. Et 9 p. Constitutionum, c. 3, lit. E, dicitur : *Penes Generalem erit, ut omnia experimenta, et plura etiam quam illa lex, de quibus in Examine dicitur, fiant.* Quoad alteram vero partem, dicitur in eodem c. 4 Examinis, posse illa experimenta anteponi, et postponi, et moderari, et aliquo in casu auctoritate Superioris, habita ratione personarum, temporum et locorum, tum cæterorum, quæ occurrerint, in alia permutari. Non sunt ergo simpliciter necessaria, sed juxta observantiam regularem, cum subordinatione ad debitam Superioris providentiam ac directionem.

*De loco probationis novitiorum.*

12. *Cur novitii in domo separata educentur.* — Quarta et ultima circumstantia hujus probationis esse potest locus ubi facienda est. In quo aliquid etiam proprium ac peculiare ob-

[1] Vide Vegetium, de Re militari, libro primo, per totum.

servat Societas, videlicet, ut proprias et separatas habeat domos, ad hoc solum officium probandi et instruendi novitios destinatas, ut constat ex c. 1 Examinis, et ex 1 p. Constitutionum, cap. quarto. Quod etiam a Summis Pontificibus approbatum est, ut videre licet in bullis sæpe citatis de confirmatione Societatis, et ex bulla Pii IV anni 1561, quæ incipit, *Exponi nobis*, ubi has domos probationis eximit ab obligatione solvendi decimas. Ratio autem hujus institutionis primo reddi potest ex generali principio a Patribus observato, multum expedire ad bonam novitiorum educationem, ut separatam ab aliis religiosis habitationem habeant, ut optime probat Basilius, regul. 15, ex fusioribus, et statuit D. Benedict. c. 58 suæ regulæ, et fuisse observatum ab antiquis Patribus, sumitur ex Cassiano, lib. 4, c. 7 et sequentibus; et nunc etiam in omnibus religionibus observatur, in unaquaque juxta modum aliquem sibi accommodatum. Ergo quod hæc separatio sit non solum in aliqua parte ejusdem domus, sed etiam in domo distincta, ex se valde consentaneum est rationi; nam, si considerentur omnes rationes quæ fundatores religionum moverunt ad aliquam separationem faciendam, omnes ostendunt, quo major fuerit hæc separatio intra latitudinem religiosæ unitatis, tanto fore meliorem, si cætera paria sint.

13. *Septem rationes quibus Basilius suadet novitios separatim a professis esse educandos.* — Rationes, quas Basilius insinuat, hæ sunt. Prima, ut raritate congressus novitii majorem reverentiam erga antiquos retineant. Secunda, ne occasionem alicujus elationis accipiant, si statim cum aliis ad communem vitam admittantur. Tertia, ne forte si aliqui ex antiquioribus, in officiis suis aut religionis observantia minus diligentes, vel revera sint, vel apparere possint, proclivitas ad eos imitandum in animis illorum nascatur; hoc enim scandali genus facilius in his, tanquam in infirmioribus et pusillioribus, nascitur; et sæpe propter novitatem et inexperientiam ibi defectum aut negligentiam judicant, ubi revera non est. Unde addit quarto Basilius cavendum etiam esse ne de se elatius sentire incipiant, cum in quibus ipsi recte se gerunt, in his grandiores labi animadvertant. Quinto, per hoc etiam providetur ne novitii ante tempus indecore appetant ea, quæ cum aliis propter ætatem vel alias rationes, religiose et cum decore servantur. Sexto, addit Basilius aliud commodum, scilicet, ut in præceptorum commentatione adolescentulis necessaria, strepitu illo, qui illam solet comitari, reliqui religiosi non offendantur. Denique concludit, ad servandum rectum ordinem in disciplina religiosa, hanc separationem esse necessariam; quæ omnia commodius profecto servabuntur, si separatio in distinctis domiciliis fiat, si commode id fieri possit, quamvis etiam in cohabitatione ejusdem domus possint aliæ utilitates inveniri: *Nam et parvi* (ait Basilius) *ex grandiorum æmulatione ad compunctionem assuefiunt, et qui pietate antecedunt, in oratione a pueris non mediocriter adjuvantur.* Hæ vero utilitates et similes non amittuntur propter domorum separationem, quia hæc nunquam potest esse tanta, quin cum novitiis aliqui antiquiores habitent, a quibus vitæ exemplum accipere possint, quod eo melius fiet, quo ipsi magis fuerint selecti et probati; et e converso, inter antiquiores semper juniores aliqui habitant, qui licet novitii non sint, novitiorum fervorem et institutionem retinent, quorum vel officio, vel exemplo alii sufficienter juvari possunt.

14. *Octava ratio, ex Societatis instituto sumpta. — Probatur imprimis novitios in domibus professis educari non posse. — Item in collegiis minus convenienter educari.* — Præter has vero generales rationes, considerata est in Societate specialis utilitas, vel etiam necessitas ex peculiari fine, et actionibus Societatis proveniens. Nam, omissis novitiis, duo sunt in Societate conventuum seu domiciliorum genera, pro aliis, qui jam sunt Societatis membra; quædam pro studiis et scholaribus principaliter deputata, quæ collegia appellantur; alia ad actiones et ministeria erga proximos omnino dicata, quæ sunt domus professorum; in neutro autem locorum istorum poterant satis convenienter domus novitiorum Societatis fundari; merito ergo tertius ac separatus locus ad hunc finem inventus est. Minor quoad domos professas facile ostendi potest. Primo, quia illæ domus reditus habere non possunt, sed ex eleemosynis vivere debent; domos autem, in quibus novitii probantur, habere convenientes reditus oportet, ut in eisdem Constitutionibus Societatis institutum est, tum propter majorem tranquillitatem et quietem novitiorum, et Superiorum, a quibus gubernantur, ut, deposita sollicitudine rerum temporalium, solis spiritualibus intendant; tum etiam ut omnis occasio distractionis auferatur. Secundo, quia longis-

sime inter se distant ministeria domus professæ, et occupationes ac instituta novitiorum, propter quod necesse est in professis domibus esse multam frequentiam secularium personarum, multamque cum illis communicationem, a qua novitii separati esse debent. Denique domus probationum non sunt (ut ita dicam) proxima et immediata seminaria domorum professarum, sed hæc sunt collegia, quæ a domibus novitiorum continuo refici et conservari debent; et ideo cum collegia debeant esse separata a domibus professis, ut infra dicemus, multo magis novitiorum domus; quod si hæ cum aliquo illorum membrorum conjungi deberent, potius id futurum esset cum collegiis, quam cum professorum domibus. Unde in declaratione cap. 1 Examinis, lit. B, domus probationis velut membra collegiorum esse dicuntur, ubi et admitti et probari ad tempus solent, qui postmodum in collegiis sunt constituendi. Atque ita ubi commode probationis domus omnino separari non potest, cum aliquo collegio interdum conjuncta est, ita ut illo habeat omnem separationem quam habere possit. Nihilominus tamen regulariter, ubi id fieri potest, multo commodius existimatur ut domus probationis a collegiis etiam distincta sit, quia etiam studentium exercitia valde diversa sunt ab exercitiis novitiorum, nec possunt intra eamdem domum adeo separari, quin aliqua inquietudo et perturbatio in aliquibus saltem inde oriatur. Item, quia cum domus probationis ad educationem spiritualem novitiorum solummodo atque omnino instituta sit, res omnes illius, totumque regimen, ordo, actiones, atque ipsa etiam habitatio ad illum finem diriguntur et accommodantur, et Superioris cura magis unita est, totaque circa educationem novitiorum versatur, et ad hunc finem omnia alia disponit; unde non est dubium quin ad meliorem novitiorum educationem hæc ratio vivendi utilior sit.

15. *Hanc separationem non esse de substantia novitiatus. — Quid sit de hujus novitiatus substantia. — Qui cum ficto animo Societatem ingreditur, vere novitius dici nequit.* — Quamvis autem hoc ita sit, nihilominus hæc etiam circumstantia non est de absoluta necessitate probationis, ut in eisdem constitutionibus satis declaratum est. Nam parte tertia, c. 1, § 27, et parte quarta, c. 2, lit. D, significatur etiam in domibus professis posse aliquando novitios probari, quod etiam consuetudine receptum est, maxime quando ad servitium vel auxilium domus eorum opera necessaria est, et eadem ratione possunt aliquando ad collegia admitti, ut in quarta parte, cap. 6, lit. C, dicitur, et tunc non interrumpitur eorum probatio, quia illa loci circumstantia essentialis non est. Unde tandem concluditur, de substantia hujus probationis tantum esse id, quod est de substantia novitiatus, in quacumque alia religione, illud cum proportione ad hanc accommodando. Hic etiam non est necessarius specialis habitus regularis, sed totum ad hoc reducitur, quod est vivere sub obedientia Societatis, tanquam membrum nondum illi unitum per aliqua vota, cum proposito illam intrandi, et in illa vivendi ac moriendi, ut dicitur in quinta parte Constitutionum, c. 1, lit. A; subintelligendum autem censeo, si post probationem ita sibi expedire judicaverit; non enim tenetur novitius habere absolutum propositum profitendi, seu moriendi in religione (quamvis optimum consilium sit), quia cum eo tempore revera ibi sit ad probandum, satis est in rigore quod habeat illud propositum cum ordine ad probationem, seu (quod idem est) sub illa conditione; quamvis (ut dicebam) melius sit illam supponere, et propositum firmum habere; sic enim magis excitatur homo ad constantiam et ad perferendos labores quos in religione experitur. Videtur autem necessarium habere dictum propositum. Unde, si quis ficto animo, cum deliberatione non vivendi perpetuo in Societate, sed solum proficiendi, vel studendi per aliquot annos in ea existat, et exterius probare se sinat, præterquam quod gravissime peccaret decipiendo religionem in re gravi, et postea egrediens teneretur ad restituendas omnes expensas, vel si quæ alia damna ob eam causam religio passa esset, ille non posset vere dici novitius Societatis; nam, ut in prædicta declaratione dicitur, ut aliquis vere dicatur de Societate, etiam novitius, necesse est ut cum prædicto proposito vivendi et moriendi in Societate, sub obedientia ejus in probatione versetur, ut in aliquem ejus gradum admittatur. Unde satis probabile est, etiamsi postea fictum propositum mutet, et velit in Societate permanere, non posse in conscientia in tempus probationis computare tempus illud, in quo animum fictum habuit, quia revera tunc non erat in probatione, licet exterius appareret. Quod cum proportione ad alias religiones applicari potest.

16. *Probabile tamen oppositum. — Fictus*

*animus non fruitur gratiis spiritualibus Societatis. — Totam potestatem admittendi et dimittendi novitios est apud Generalem, et per illum in Provincialibus.* — Quia vero hoc videri potest duriusculum, et in praxi potest habere aliqua incommoda et graves difficultates, præsertim quoad tempus probationis simpliciter necessarium ad valorem professionis, et quia etiam nullo jure communi satis fundari potest, ideo probabiliter dici potest, quod, licet illa probatio, eo tempore quo sic fit, ficta sit potius quam vera, quia deficit intentio, a qua omnis humana actio pendet, nihilominus, mutata postea intentione, retrotrahi (ut sic dicam) et ratificari præcedentem probationem; quia experimentum esse assumptum, non omnino transit, sed permanet, et illud est principaliter intentum per talem probationem. Aliud etiam incommodum cavendum est ex illo animo ficto, quia veri novitii Societatis fruuntur spiritualibus gratiis Societati concessis, ut dicitur in eodem c. 1 quintæ partis Constitutionum, lit. A; illis autem non fruetur qui talem fictum animum habuerit, quia pro tunc verus novitius non est; et in prædicto loco, ad fruendum his gratiis hoc propositum requiri videtur; et quoniam inter has gratias continentur absolutiones a censuris reservatis, commutationes aut supensiones votorum, et similes, cavendus est talis status, ne hæc omnia invalide fiant. Atque hæc videntur sufficere de hac prima parte Societatis. Nam de potestate admittendi ad hanc probationem, jam supra, in c. 1, sufficienter tactum est, et in eodem c. 1 quintæ partis Constitutionum dicitur, totam illam esse apud Præpositum Generalem, et merito, quia, præter alias rationes, in Societate non recipitur aliquis pro uno aut alio loco, sed pro tota Societate. Quia vero non potest per se semper illam exercere, quasi ordinario jure Provincialibus illam communicat. Idemque dicendum est de potestate dimittendi novitium, quando religioni non satisfacit, ut constat ex 2 p. Constitutionum, c. primo, ubi in declaratione fusius explicatur modus legitime utendi hac facultate; neque hic aliquid addendum occurrit, præter ea quæ de religione in genere dicta sunt tomo superiori.

FINIS LIBRI SECUNDI.